LA REVUE DE PARIS

LA

REVUE DE PARIS

VINGT-TROISIÈME ANNÉE

TOME CINQUIÈME



Septembre-Octobre 1916

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS

85 bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85 bis

—

1916



ÉTUDES SUR L'ART ALLEMAND[1]

III

L'ARCHITECTURE GOTHIQUE

Les Allemands se sont imaginé longtemps qu'ils avaient inventé l'art gothique. En 1823, dans sa description de la cathédrale de Cologne, Sulpice Boisserée, un Allemand qui porte un nom français, nous explique que l'origine germanique de l'architecture du XIIIe siècle est écrite dans le moindre de ses ornements. On découvre partout des feuillages et des fleurs et l'église tout entière semble avoir un caractère « végétal ». Comment ne pas reconnaître à ce trait le génie germanique, le génie de la race des montagnes et des forêts, du peuple poétique qui, seul, a aimé la nature d'un profond amour, comme le prouvent ses chants de mai et ses miniatures fraîches comme le printemps?

Ces belles raisons ne pouvaient manquer de séduire l'Allemagne : elles séduisirent aussi la France. Lorsque Michelet, lorsque les poètes romantiques veulent célébrer le moyen âge, ils ne nomment ni la cathédrale de Chartres, ni la cathédrale de Reims, mais la cathédrale de Cologne, — Cologne, la merveille des merveilles, le dernier mot du génie mystique de l'Allemagne. C'est bien à tort qu'on a accusé les Français de

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet et du 1er août 1916.

vanité : ils ont, au contraire, prêté aux étrangers toutes les perfections et n'ont consenti à s'admirer eux-mêmes qu'à la dernière extrémité.

Cependant quelques hommes d'un ferme bon sens commençaient à entrevoir la vérité. Dès 1845, M. de Verneilh proclama que l'art gothique était né en France. Quelques années après, les premiers volumes du *Dictionnaire* de Viollet-le-Duc mirent cette vérité hors de doute. Viollet-le-Duc mérite presque autant d'admiration que Champollion : comme lui il a retrouvé un monde. La découverte des lois de l'architecture gothique, ce système magnifique où tout se tient, est une des plus belles résurrections du XIX[e] siècle. Viollet-le-Duc nous apportait le témoignage le plus éclatant du génie français. Sa profonde intelligence retrouva une France aussi féconde, aussi ingénieuse, aussi délicate que la Grèce. Jamais érudit ne fit un don pareil à son pays.

Il fallut que la science allemande s'inclinât; il n'était plus possible de croire désormais que l'art gothique était né en Allemagne. On reconnut la priorité de la France. Mais, sait-on par quel biais ingénieux on conserva au génie allemand tous ses droits? Il faut citer ici, car on ne nous croirait pas. Schnaase se demande pourquoi la puissance créatrice se manifesta avec tant d'éclat dans l'Ile-de-France ; et voici sa réponse : « Les Germains y étaient plus nombreux que partout ailleurs ; puis, l'union avec des provinces purement germaniques comme les Flandres et la Normandie fortifiait encore l'élément germanique [1]. » Ce fut un trait de lumière pour l'Allemagne. Oui, l'art gothique était né par hasard en France, mais il était né du génie germanique. Pendant cinquante ans, il n'est pas un archéologue allemand qui n'ait expliqué comme Schnaase la genèse de l'architecture du XIII[e] siècle. Écoutons Lübke : « Parmi les Germains, ce sont les Français, fortement germanisés, de la France du Nord, impressionnables et avides de nouveauté, qui créèrent l'art gothique [2]. » Il est ensuite fort à l'aise pour affirmer que cet esprit d'affranchissement qui est le vrai caractère de l'art gothique, c'est l'esprit germanique tout pur.

1. Schnaase, *Geschichte der bildenden Künste*, tome V, p. 26 (édition de 1872).
2. Lübke, *Geschichte der Architektur*, 2[e] édition, p. 379.

Kraus, dans son Manuel, croit bon d'ajouter quelques arguments à ceux de ses prédécesseurs : « L'art gothique, dit-il, a été appelé en Allemagne au moyen âge, l'art français, *opus francigenum*. Mais la France d'alors, c'est le pays des Francs, de ces Francs qui avaient, il est vrai, adopté la langue romane, mais qui étaient restés des Germains. Le grand historien Ranke n'a-t-il pas reconnu que, jusqu'au XIIIe siècle, les peuples de l'Occident n'en formaient qu'un seul, n'a-t-il pas montré que le sentiment national n'apparaît en France qu'en 1215, c'est-à-dire près d'un siècle après la naissance de l'art gothique? Un fait prouve jusqu'à quel point les Français du XIIe et du XIIIe siècle étaient restés des Germains. Dans les Chansons de geste, les barons (qui conservaient le sang allemand) et les nobles dames ont un type de beauté qui ne correspond nullement au type français, mais au type haut-allemand : taille élevée, larges épaules, cheveux blonds, yeux bleus, peau blanche. Il en résulte que la haute classe, celle qui faisait fleurir la littérature et l'art, était de pure race germanique[1]. »

Voilà les graves niaiseries qu'écrivait en 1897 un savant estimé en Allemagne. On sourit en pensant à une des solides conclusions de Fustel de Coulanges. « Dès le VIIe siècle, dit-il, il y avait, en Gaule, bien peu d'hommes dont on pût dire avec certitude s'ils étaient de sang gaulois ou de sang germanique. » On se souvient aussi avec plaisir des pages que Suger a écrites sur les Allemands au commencement de ce XIIe siècle, où les nationalités, au dire du grand historien Ranke, étaient encore confondues. Suger y parle de nos ennemis héréditaires avec le plus hautain mépris et il les appelle : « Ces Barbares » !

L'Allemagne, on le voit, refusait de se rendre à l'évidence. Avouer qu'on n'a eu aucune part à la création de l'art gothique, de cet art sublime, où l'on avait cru voir la plus complète révélation du génie tendre, profond, mystique de l'Allemagne, quelle souffrance, et quelle humiliation ! Écoutons avec quel accent Kraus parle de l'impossibilité qu'il y a pour un Allemand à renoncer à sa foi : « Alors, quand nous autres Allemands nous pensions que le gothique était un art allemand, c'était une illusion ! C'était une illusion de regarder le dôme

1. Kraus, *Geschichte der christlichen Kunst*, 1897, tome I, p. 160-161. J'ai condensé un peu le texte original.

de Cologne — ce dôme auquel tous collaborèrent depuis l'empereur jusqu'aux juifs — comme le symbole de notre honneur et de notre grandeur ! Il serait vrai que nous aurions abandonné notre bonne architecture allemande pour un article de luxe de fabrication parisienne, le premier de ceux dont la France a inondé l'Occident ! Il serait vrai que notre juvénile enthousiasme pour le gothique ne serait qu'un reste inconscient de notre adoration servile pour la mode française ! Heureusement la doctrine spécieuse qui enseigne que l'art gothique est un art spécifiquement français est une doctrine fausse[1] ! » On sent le déchirement. En vain essaie-t-il de se rassurer ; il sait bien qu'il défend une cause perdue.

Les archéologues allemands du siècle dernier pouvaient conserver quelques illusions, parce qu'ils connaissaient mal l'art allemand, plus mal encore l'art français. Mais une génération nouvelle est venue, plus érudite, plus capable de comparer, qui a vu combien il était vain d'essayer de se dissimuler la vérité à soi-même. Chaque comparaison nouvelle rendait l'évidence plus éclatante. Deux hommes, Dehio et Bezold, ont enfin tenté de dire la vérité à leurs compatriotes[2]. Ils leur ont avoué que l'art allemand du XIIIe siècle n'était pas autre chose qu'une imitation de l'art français. Il est vrai qu'ils ont essayé de les consoler par quelques phrases comme celles-ci que j'essaie de rendre intelligibles : « Le gothique n'est pas né des qualités héréditaires de telle ou telle nation, mais des exigences du temps qui étaient communes à toutes les nations. C'était une réaction contre l'individualisme de l'époque précédente qui avait fractionné à l'infini les races et les peuples. C'était un style neutre et cosmopolite, et c'est pour cela que les Français, c'est-à-dire une race née d'un mélange — mais un mélange qui avait pris déjà des traits fort caractéristiques — devait en trouver la formule. » N'est-ce pas admirable? Ce sont les Français, il est vrai, qui ont inventé le style gothique, mais tout le monde l'aurait inventé aussi bien qu'eux, car le style gothique, c'est le style de tout le monde. Voilà un excellent échantillon de ce que peut arriver à dire

1. Kraus, *loc. cit.*, p. 159.

2. Dehio et Bezold, *die kirchliche Baukunst des Abendlandes*. Le second volume consacré à l'art gothique a paru en 1901.

un savant allemand, d'ailleurs bon observateur, quand l'amour-propre national est en jeu. On voit combien l'aveu leur coûte.

Laissons cet inoffensif pathos. L'essentiel est que les imitations de l'Allemagne aient été reconnues et avouées. Nous ne manquerons pas dans les pages qui suivent d'enregistrer ces aveux.

II

Le principe générateur de l'architecture gothique est, tout le monde le sait aujourd'hui, la croisée d'ogives. Renonçant à la voûte d'arêtes romane, si massive, si peu élastique, les architectes jetèrent sur chaque travée deux arcs se coupant en croix [1], et sur ces arcs ils bâtirent leur voûte. Une pareille voûte a tous les avantages : elle est facile à construire, elle est légère, car tout son poids porte non plus sur les murs, mais sur les croisées d'ogives ; elle est solide, et si par hasard elle se déforme, comme ses quatre compartiments sont indépendants, elle ne se déforme pas tout entière ; elle peut s'adapter à tous les plans et couvrir les plus vastes espaces. Elle porte en elle le principe de tous les progrès ; c'est grâce à elle que nos cathédrales vont devenir toujours plus hautes, toujours plus légères, toujours plus lumineuses. Ainsi la croisée d'ogives apporte au difficile problème de la voûte une solution parfaite, définitive.

Dès les premières années du XIIe siècle, les croisées d'ogives apparaissent dans les églises de l'Ile-de-France. En 1140 s'élève le plus ancien des grands monuments gothiques, construit suivant le principe de la croisée d'ogives, l'église de Saint-Denis. Aussitôt s'ouvre l'ère des cathédrales : de 1140 aux premières années du XIIIe siècle s'élèvent successivement Sens, Noyon, Senlis, Laon, Notre-Dame de Paris, Chartres. C'est une merveilleuse activité, et chaque œuvre nouvelle marque un progrès.

1. De là le nom de *croisée* d'ogives. Quant au mot *ogive* ou *augive* (de *augere*), il signifiait soutien dans notre vieille langue.

L'Allemagne était alors en plein âge roman ; à peine osait-elle élever çà et là quelques voûtes d'arêtes. Presque jusqu'à la fin du siècle elle ignora la révolution qui s'était accomplie chez nous ; mais bientôt elle fut atteinte, elle aussi, par la grande vague gothique.

Les Allemands ont essayé de nous faire croire que l'Alsace du moyen âge était orientée du côté de l'Allemagne et que les Vosges formaient entre elle et nous une barrière infranchissable. Il n'en est rien. L'Alsace a connu la croisée d'ogives avant l'Allemagne. Les plus anciennes de ces croisées d'ogives se voient dans l'église de Murbach à demi détruite, mais si magnifique encore dans sa solitude. Murbach, grandiose abbaye de l'ordre de Cluny, a conservé plus d'un trait clunisien dans son architecture. Elle fut élevée vers 1150, et c'est peu après cette date qu'elle reçut sur le chœur et le transept des croisées d'ogives très archaïques d'aspect, et sans clef de voûte. D'où lui venait l'invention nouvelle? Sans doute de la Bourgogne à laquelle tant de liens la rattachaient.

Peu d'années après, la croisée d'ogives se montre dans la nef de l'église Saint-Jean près de Saverne, et dans celle de l'église de Rosheim près de Strasbourg. Ce sont deux églises romanes qui, toutes les deux, reçurent des voûtes gothiques, la première vers 1160, la seconde vers 1180.

Ainsi la croisée d'ogives se rapprochait du Rhin. Elle l'atteignit seulement à la fin du siècle. C'est après l'incendie de 1191 que la cathédrale de Mayence, jusque-là couverte d'une charpente, fut voûtée suivant la méthode française. La croisée d'ogives semblait faite tout exprès pour ses vastes travées. Worms, vers 1200, Bonn quelques années après, suivirent l'exemple de Mayence. La France, on le voit, apportait la dernière pierre aux cathédrales du Rhin.

Au commencement du XIIIe siècle, l'idée nouvelle qui semblait descendre lentement le Rhin, arriva à Cologne. Ses églises romanes étaient restées fort imparfaites, puisqu'elles n'étaient pas encore voûtées. La croisée d'ogives permit de les achever. Les Saints-Apôtres en 1219 et peu après Sainte-Marie du Capitole et Saint-Cunibert reçurent sur leur grande nef une voûte française à six compartiments qu'on appelle « voûte sexpartite ». La voûte sexpartite, née, ce semble,

en Normandie, est formée non pas seulement de deux, mais de trois arcs d'ogives se coupant au même point : la voûte se trouve ainsi fractionnée en six panneaux au lieu de l'être en quatre. Telles sont les voûtes de la grande nef de Notre-Dame de Paris. Au XIIe siècle, la voûte sexpartite fut employée par toutes nos écoles gothiques. On la rencontre en Normandie, dans l'Ile-de-France, en Champagne. On ne peut donc dire quelle est celle de nos provinces qui l'a fait connaître aux architectes de Cologne.

Ainsi, c'est seulement aux environs de 1200 que la croisée d'ogives commença à pénétrer en Allemagne.

III

Jusqu'à présent nous n'avons pu deviner de quelle partie de la France venaient les modèles qu'imitait l'Allemagne ; nous allons le savoir maintenant.

La Bourgogne est, de toutes nos provinces, celle qui a porté l'art gothique le plus loin. Déjà, par Cluny, la Bourgogne avait eu une profonde influence sur l'architecture allemande ; elle en eut, par Cîteaux, une plus profonde encore. Dès les premières années du XIIe siècle, l'ordre de Cîteaux se développa avec une rapidité qui est un des plus étonnants phénomènes de l'histoire du moyen âge. Cet ordre, le plus austère qu'il y eut jamais, séduisit les âmes par son austérité même. Il y avait dans la règle de Cîteaux quelque chose d'héroïque. Le Cistercien, toujours silencieux, moissonnait sous le soleil, ne faisait parfois qu'un repas, se jetait tout habillé sur un lit de paille et se levait à deux heures du matin pour réciter le premier office de la journée. Telle était la vie qui parut alors à des milliers d'hommes la plus belle de toutes. Le chevalier, au retour de la croisade, continuait, sous la robe blanche du moine, sa rude milice. Rien ne contribua plus aux rapides progrès de Cîteaux que l'immense célébrité de saint Bernard, le vrai fondateur de l'ordre. Son mépris hautain pour tout ce qui passe, sa profonde vie intérieure se révélant par des mots

brûlants, son éloquence « qui eût réveillé les morts », tout chez lui enflammait les âmes. Il fut au XIIe siècle ce que devait être saint François d'Assise au siècle suivant : le plus grand créateur de force spirituelle.

Il y eut dans cette milice de Cîteaux une sorte de discipline militaire. Les abbés cisterciens n'avaient pas le droit de construire leur église et leur monastère à leur fantaisie : ils devaient se soumettre à un plan. C'est pourquoi les abbayes de l'ordre de Cîteaux élevées en Allemagne ressemblent trait pour trait à celles qui furent élevées en Bourgogne. Le plan des églises cisterciennes, tel qu'il s'est conservé dans sa pureté à Fontenay près de Montbard, est d'une extrême simplicité. L'église, avec nef et bas-côtés, est en forme de croix latine : le chœur, au lieu de se terminer par une abside demi-circulaire se termine par un mur droit; sur chaque bras du transept s'ouvrent deux chapelles carrées comme le chœur. Ainsi les formes les plus simples ont été choisies de propos délibéré. L'extérieur des églises est aussi simple que leur plan. Elles sont peu élevées, et rarement un clocher les signale. Quand on les aperçoit de loin, au fond de ces vallées fermées, qui ramènent l'âme sur elle-même, leur humilité, leur tristesse nous apparaissent comme le génie même de Cîteaux. A l'intérieur elles sont austères, mais graves et pures comme le christianisme. Tout ce qui ne sert qu'à plaire a été supprimé : pas de triforium, pas de tribunes, aucune peinture, point de vitraux, mais des voûtes solides, une construction irréprochable, un sentiment très vif des proportions.

L'Allemagne accueillit de bonne heure l'ordre de Cîteaux. En même temps que la règle, elle reçut les plans des nouveaux monastères. Avant même le milieu du XIIe siècle, les Cisterciens allemands élevèrent des églises et des abbayes qui reproduisaient, non sans quelque timidité, les modèles bourguignons. Les ouvriers allemands étaient encore si peu capables de construire une voûte, que plusieurs anciennes églises cisterciennes, Maulbraun, Bebenhausen, n'eurent à l'origine qu'une charpente sur leur nef. Ce ne fut qu'au commencement du XIIIe siècle que la voûte à croisées d'ogives employée depuis près d'un demi-siècle par les Cisterciens bourguignons fut enfin connue des Cisterciens allemands. L'église abbatiale d'Ebrach,

près de Bamberg, nous montre en pleine Allemagne le gothique de la Bourgogne dans sa pureté. La vieille église d'Ebrach fut, il est vrai, embellie à la fin du XVIIIe siècle; elle reçut des ornements Louis XVI qui sont ici d'aussi bon goût que pourrait l'être un éloge de saint Bernard écrit par Marmontel; néanmoins le plan et les grandes lignes se retrouvent sans peine. Le plan est celui de l'église même de Cîteaux. A Cîteaux, les moines-prêtres étaient nombreux; l'obligation où ils étaient de dire la messe tous les jours détermina l'architecte à multiplier le nombre des chapelles. Il le fit en restant fidèle à l'austérité de l'ordre. Le chœur carré fut entouré d'un déambulatoire également carré sur lequel s'ouvraient des chapelles rectangulaires. Ces formes rigides contrastaient avec les déambulatoires et les chapelles rayonnantes de l'ordre de Cluny où les lignes courbes se mariaient avec grâce. L'église d'Ebrach reproduit avec exactitude le plan de Cîteaux, comme une marque de respect donnée par la fille à sa mère. En élévation, Ebrach est une église gothique de la Bourgogne : même voûte à croisée d'ogives, même colonne adossée s'interrompant brusquement avant d'atteindre le sol. C'est le gothique adopté par les Cisterciens, architecture noble et sévère, mais qui, en rejetant l'arc-boutant, s'interdisait l'élan.

L'église d'Ebrach a été commencée vers 1200, mais élevée avec lenteur. Celle de Riddagshausen (Brunswick) a dû être commencée vers 1230. Le plan est, comme à Ebrach, celui de Cîteaux. En élévation nous retrouvons le pur gothique bourguignon, mais un germanisme subsiste : un pilier fort alterne avec un pilier faible, de sorte que la voûte à croisée d'ogives embrasse deux travées. Les Cisterciens eux-mêmes, malgré leur forte discipline, ne pouvaient triompher partout des vieilles habitudes des maçons allemands. Cette particularité de l'alternance du pilier fort et du pilier faible se retrouve dans beaucoup d'autres églises cisterciennes de l'Allemagne : on la remarque dans l'église ruinée de Walkenried (Brunswick), d'ailleurs si bourguignonne.

Nous ne saurions ici passer en revue toutes les églises élevées en Allemagne par l'ordre de Cîteaux. On vit surgir des monastères cisterciens dans les sables du Brandebourg et dans le sauvage pays des Wendes, aux limites du monde

chrétien. Partout les moines firent fleurir le désert ; partout aussi ils apportèrent une architecture simple, solide et pure qui était le gothique de la Bourgogne.

IV

Des influences monastiques ont fait pénétrer l'art de la Bourgogne en Allemagne ; des relations commerciales y portèrent l'art de l'Anjou et du Poitou.

Dès le milieu du XIIe siècle, l'art gothique prit dans nos provinces de l'Ouest une physionomie fort originale. Sur une nef unique, qui semble faite, comme celles du Périgord, pour recevoir des coupoles, l'architecte de la cathédrale d'Angers jeta des voûtes qui conservent quelque chose de la forme de la coupole, mais qui sont soutenues par des croisées d'ogives. C'est la voûte gothique bombée qu'on appelle la voûte *domicale*. Simple d'abord, la voûte angevine ne tarda pas à se compliquer : au lieu d'avoir quatre branches d'ogives comme dans l'Ile-de-France, elle en eut bientôt huit. On sait que ces ogives supplémentaires s'appellent des *liernes*. Le gothique de l'Anjou a reçu le nom de style Plantagenet, dénomination heureuse, car c'est sous les Plantagenet, devenus rois d'Angleterre, que l'architecture anglaise connut la voûte compliquée de l'Anjou. Elle la rendit plus compliquée encore.

En France, le style Plantagenet rayonna assez loin autour d'Angers. Il pénétra en Poitou et donna à la vieille école poitevine un caractère tout nouveau. Dès le XIe siècle, les églises romanes du Poitou étaient caractérisées par trois nefs voûtées s'élevant presque à la même hauteur, les voûtes des bas-côtés assurant l'équilibre de la voûte centrale. La cathédrale de Poitiers, commencée en 1166, resta fidèle à ces vieilles traditions romanes : les bas-côtés s'élèvent presque aussi haut que la nef centrale. Sur ces trois nefs furent jetées, non pas de lourdes voûtes romanes, mais des voûtes angevines. Ces admirables voûtes, hardies et légères, permirent de faire des nefs plus larges, plus hautes, plus lumineuses. De vastes

fenêtres versent partout la clarté. Le système roman apparut transfiguré.

La cathédrale de Poitiers n'a pas le crescendo, les lumières et les ombres, les perspectives imprévues des cathédrales du Nord, mais elle est pleine de sérénité et de paix. Ses trois belles avenues aboutissant au sanctuaire semblent l'image d'une vie droite et sans ombres, orientée par la foi.

Rien n'est plus singulier que de voir apparaître tout d'un coup en Westphalie les voûtes angevines et les trois nefs égales du Poitou. Le phénomène semble incompréhensible. Plusieurs indices cependant nous mettent sur la voie d'une explication. On rencontre en Hollande, dans les provinces de Frise et de Groningue, quelques églises à une seule nef couvertes de voûtes à croisées d'ogives du type domical, qui sont des imitations évidentes de la cathédrale d'Angers : imitations un peu rustiques, il est vrai, et telles qu'on peut les attendre d'architectes construisant en briques et non en pierres. Ces églises, situées dans le voisinage des côtes, font penser à des influences venues par la voie de la mer. Quelques faits curieux ne tardent pas à fortifier cette hypothèse. On remarque, par exemple, à Bruges, à Utrecht, à Lübeck, à Stralsund, à Rostock, des églises qui offrent de frappantes ressemblances avec les cathédrales de Bayonne et de Quimper. Le déambulatoire et les chapelles rayonnantes, au lieu d'avoir deux voûtes distinctes, ont une voûte unique : particularité extrêmement rare. On se trouve donc amené à conclure que les relations commerciales qui unissaient nos ports de l'Ouest avec les côtes de la mer du Nord et de la mer Baltique peuvent seules expliquer ces ressemblances. Des maîtres d'œuvre sont partis de France sur les bateaux qui faisaient escale dans les ports flamands et dans les ports allemands : partout où ils se sont arrêtés, ils ont donné des modèles.

La soudaine apparition des voûtes angevines en Westphalie ne nous semblera donc plus un mystère. On les rencontre pour la première fois peut-être, à la cathédrale de Munster. Le plan de la cathédrale de Munster est profondément archaïque : c'est le vieux plan carolingien à deux absides opposées et à double transept. Tout semblait annoncer une église pareille aux autres églises allemandes, lorsqu'arriva un architecte

qui venait d'étudier les monuments de l'Anjou. La nef prit aussitôt une ampleur inusitée : chacune de ses travées reçut une large voûte domicale soutenue par des croisées d'ogives accompagnées de liernes. Une nef pareille, si différente de tout ce qu'on pouvait voir en Allemagne au commencement du XIIIe siècle, n'a pu être inspirée que par la cathédrale d'Angers. La beauté de la cathédrale de Munster n'est qu'un reflet de ce magnifique modèle. L'imitation des voûtes domicales de l'Anjou reparaît quelques années plus tard, à la cathédrale d'Osnabrück.

Mais dans ces régions les influences poitevines furent plus profondes encore que celles de l'Anjou. C'est le Poitou qui a fait connaître à la Westphalie et aux régions voisines les églises à trois nefs d'égale hauteur. Voilà une vérité que les archéologues allemands ont eu de la peine à accepter. Pour eux, il n'y avait rien de plus national, rien de plus foncièrement allemand que ces églises à trois nefs égales qu'ils appellent *Hallenkirchen*. Elles sont nombreuses en effet, en Allemagne, si nombreuses qu'on pourrait les y croire indigènes. Mais elles sont nombreuses aussi en France, dans l'ancienne Aquitaine, où elles apparaissent un siècle et demi plus tôt. On ne saurait conserver aucun doute sur l'origine véritable des *Hallenkirchen* quand on a étudié la cathédrale de Paderborn. C'est une église qui a été reconstruite presque complètement vers 1235. Trois nefs d'égale hauteur, de larges espaces, de vastes fenêtres, tout fait penser à la cathédrale de Poitiers. L'analyse donne à cette première impression la force d'une certitude. Le faisceau de piliers de la nef de Paderborn, d'un dessin très particulier, reproduit exactement le faisceau de piliers de la nef de Poitiers. Il y a là une preuve qui défie toute critique. L'église abbatiale d'Herford, située dans la région de Paderborn, n'est pas moins typique. Ses trois nefs d'égale hauteur et ses piliers sont poitevins, mais ses voûtes domicales, ses liernes, ses fenêtres accouplées viennent de l'Anjou.

Il est donc impossible de douter que les églises à trois nefs égales de l'Allemagne ne soient originaires du Poitou. Il y eut une première importation dès la fin de l'époque romane ; mais ce fut la seconde importation, l'importation gothique du XIIIe siècle, qui fut féconde. La cathédrale de Poitiers a été

pour l'ouest de l'Allemagne le type même de la perfection. On la voit imitée en petit dans une foule d'églises : à Methler, à Berne, à Warburg, etc. Au XIVe et au XVe siècle, les *Hallenkirchen* pénétreront jusqu'au fond de l'Allemagne. Ce sera l'église allemande par excellence. Mais la simplicité du gothique poitevin y deviendra sécheresse et pauvreté : nulle part on ne retrouvera la beauté du modèle.

V

Par la Bourgogne et l'Anjou, l'Allemagne avait appris à connaître deux variétés du gothique : elle allait maintenant accueillir le gothique pur, le gothique de l'Ile-de-France.

Il semble, cette fois, que les Allemands n'aient pas reçu leurs modèles, mais qu'ils soient venus les chercher. Le prestige de la France d'où venaient alors toutes les idées nouvelles, le prodigieux mouvement d'art qui faisait surgir des églises dans toutes les villes du domaine royal, la profonde originalité de tout ce que créaient nos artistes, ne pouvaient manquer d'attirer chez nous les maîtres d'œuvre et les ouvriers étrangers. Il semble qu'il y eut alors parmi les compagnons du même métier une fraternité qui rendait les voyages faciles. Les Allemands venaient voir ce qui se faisait en France : ils apprenaient à construire une voûte gothique, ils étudiaient la coupe des pierres, s'accoutumaient aux nouveaux profils. Ils revenaient chez eux avec des patrons, des dessins, ils avaient acquis une grande habileté de main, ils étaient capables de reproduire les détails d'une église française, mais bien peu de ces artistes voyageurs avaient su s'élever jusqu'à l'ensemble et comprendre l'architecture gothique comme un système complet.

La cathédrale de Laon semble avoir été le premier édifice du domaine royal qui ait excité l'admiration des Allemands. On comprend sans peine l'étonnement de ces étrangers quand ils arrivaient sur l'acropole où s'élève l'admirable église. La cathédrale de Laon qui dresse ses sept tours au sommet

d'une montagne, a une poésie grandiose où se mêlent les horizons, le vent et les nuages. Nulle part la vieille France n'apparaît avec une telle majesté. A l'intérieur les puissantes colonnes, les belles tribunes, les hautes voûtes sexpartites, tout donne une impression de force et de jeunesse. C'est ce beau gothique de la fin du XIIe siècle auquel rien ne peut se comparer, sinon l'art grec.

Quelques tailleurs de pierres allemands et même quelques maîtres d'œuvre ont dû passer par le chantier de Laon. Cela paraît probable, puisque nous allons les voir bientôt imiter ce qu'ils avaient vu. Mais admirons encore une fois en passant la bonne foi germanique. Savez-vous pourquoi, suivant MM. Dehio et Bezold, la cathédrale de Laon est si originale? C'est que beaucoup d'Allemands y ont travaillé. Ils en ont fait un édifice tout à fait « voisin du sentiment allemand »[1]. « Car, disent-ils encore, dans les cathédrales françaises, il n'y a pas eu seulement beaucoup de main-d'œuvre, mais aussi beaucoup de fantaisie allemande[2]. » Voilà, n'est-ce pas, une admirable façon de raisonner. Ainsi, ce sont les élèves qui ont fait la leçon aux maîtres! Vers 1200, au moment où s'achevait la cathédrale de Laon, les Allemands ne savaient ni construire une voûte à croisée d'ogives, ni dessiner un profil français, ni sculpter un chapiteau à feuillage, ils ignoraient jusqu'à la fonction de l'arc-boutant, — ils n'en ont pas moins donné d'excellents conseils à l'architecte de Laon! Ceux qui ont étudié la cathédrale de Laon et qui savent combien tout y est français n'auront pas l'idée de s'indigner, ils se contenteront de sourire. Il faut que l'Allemagne sente bien profondément l'humiliation de n'avoir rien inventé pour qu'elle en vienne là. Ne pouvant se vanter d'avoir créé l'art gothique chez elle, elle se vante maintenant de l'avoir créé chez nous. Elle s'empare de nos cathédrales! Cela est plus innocent que de les détruire.

Ce qui frappa d'abord les Allemands qui passèrent par Laon, ce ne fut pas l'ensemble de la cathédrale, qu'ils eussent été alors fort peu capables de comprendre, mais quelques-uns de ses détails. Les deux tours de la façade excitèrent leur

1. Dehio et Bezold, *die kirchliche Baukunst des Abendlandes*, tome II, p. 261.
2. *Id.*, p. 256.

admiration. Elles devaient être célèbres parmi les compagnons et les maîtres d'œuvre, car Villard de Honnecourt qui les dessina dans son album écrit au-dessous de son croquis : « J'ai été en moult de terres, en aucun lieu onques telle tour ne vis comme est celle de Laon. » Rien de plus original, en effet, que ces tours de Laon dans leurs parties hautes. De carrées qu'elles étaient, elles deviennent octogonales ; le passage du carré à l'octogone est masqué par quatre tourelles d'angle formées de deux baldaquins superposés. L'air et la lumière se jouent entre ces légères colonnes et le motif est un des plus gracieux que les architectes du moyen âge aient imaginés ; mais à cette grâce se mêle quelque chose d'étrange et de farouche : entre les colonnes des baldaquins de grands bœufs dressent leur silhouette colossale et regardent au loin. L'architecte a voulu honorer de la sorte les bœufs infatigables, qui, pendant tant d'années, avaient traîné les pierres de la cathédrale de la plaine à la montagne. Il les a élevés à une sorte de sainteté.

Ce sont ces belles tours que les Allemands essayèrent d'imiter à Bamberg. La cathédrale de Bamberg rebâtie au XIIIe siècle conserve encore le vieux plan carolingien. Elle a deux absides opposées, et chacune de ces absides est flanquée de deux tours. Quand on approche, les ouvertures en plein cintre, les bandes lombardes, la galerie de l'abside éveillent l'idée d'un pur édifice roman. Mais on s'aperçoit bientôt que les tours de l'ouest reproduisent dans leur partie haute les tours de la cathédrale de Laon ; même passage du carré à l'octogone, mêmes baldaquins superposés, mêmes statues de bœufs. La ressemblance serait complète si de lourds triangles de pierre, de pure tradition germanique, ne couronnaient les tours pour servir de point de départ à la flèche. Voilà ce que les Allemands nomades, qui revenaient de France étaient alors capables de rapporter chez eux : le dessin d'une tour.

Ces tours de Laon, ils les imitèrent aussi à la cathédrale de Naumbourg. Les deux tours de l'ouest, commencées à l'époque romane sur plan carré, reçurent au XIIIe siècle un étage octogonal avec baldaquins d'angle dont le modèle n'est pas difficile à découvrir.

A la cathédrale d'Halberstadt l'imitation va déjà un peu

plus loin. L'architecte avait été frappé par les trois portails en saillie de la cathédrale de Laon et il a essayé de les reproduire. Mais à la cathédrale de Magdebourg, ce ne sont plus des détails, c'est le plan même de Laon qui a été imité. L'imitation eut été probablement parfaite, si le premier architecte eut pu continuer son œuvre, mais il ne put faire que les parties basses du chœur et des transepts. Ce qu'il avait commencé en style de l'Ile-de-France fut continué en style bourguignon. Mais le plan du chœur, ses dimensions, la place des tours aux côtés du transept, tout nous révèle le désir de rivaliser avec la cathédrale de Laon [1].

A Limbourg sur la Lahn nous trouvons enfin une église où le système gothique a été compris et où l'imitation de Laon a été en partie réalisée. Un observateur peu attentif, en apercevant les sept tours décorées de bandes lombardes de Saint-Georges de Limbourg, pourrait se croire en présence d'une église rhénane pareille à toutes les autres. Mais il suffit de remarquer la place de ces tours (deux à la façade principale, deux à la façade de chaque transept et une à la croisée) pour reconnaître immédiatement les dispositions générales de Laon. Il n'y a rien de pareil en Allemagne. D'ailleurs une des roses de la cathédrale de Laon, cette belle rose du transept faite d'une couronne de petites roses assemblées se retrouve pareille au-dessus du portail de l'église Saint-Georges. A l'intérieur, si l'on fait abstraction du lourd rez-de-chaussée, où de massifs piliers remplacent les admirables colonnes rondes de Laon, l'élévation est pareille : même tribune, même triforium, mêmes fenêtres accouplées, même voûte sexpartite, même conception de l'arc-boutant. L'imitation est souvent si littérale qu'on a, cette fois, le droit de se demander si un architecte français n'est pas venu collaborer à l'œuvre. C'est en vain que les archéologues allemands s'écrient : « Qui oserait parler ici de copie ! » Ce ne sont pas quelques archaïsmes persistants qui peuvent conférer à l'église presque toute française de Limbourg un caractère allemand, l'élever à la dignité d'un monument national.

1. L'architecte de Magdebourg a imité le premier chœur de Laon (des fouilles en ont révélé le plan) qui avait un déambulatoire sans chapelles rayonnantes. Les chapelles rayonnantes de Magdebourg ont été ajoutées après coup.

Les Allemands qu'attirait la réputation de Laon allaient souvent jusqu'à Soissons. Ils y trouvaient d'autres modèles : la charmante cathédrale et l'église Saint-Léger. On reconnaît çà et là en Allemagne des emprunts faits à l'un ou à l'autre de ces monuments. La rotonde de Saint-Géréon de Cologne a des fenêtres à meneaux et des arcs-boutants fleuronnés pareils aux fenêtres et aux arcs-boutants de la cathédrale de Soissons. L'église Sainte-Élisabeth de Marbourg, dont les trois nefs d'égale hauteur sont de la famille poitevine, a une abside imitée de Saint-Léger de Soissons : on y retrouve les deux étages de fenêtres et les contreforts ajourés qui donnent passage à un chemin de ronde.

Mais plus encore que les monuments de Soissons, une église voisine, celle de Saint-Yved de Braîne, séduisit les maîtres d'œuvre allemands. L'église Saint-Yved de Braîne, dont la nef presque tout entière a disparu, reste un des plus purs chefs-d'œuvre de l'art français. Commencée vers 1180, terminée en 1216, elle est contemporaine de la cathédrale de Laon. Elle a plus d'un trait de ressemblance avec elle : elle a comme elle, cet air de jeunesse, qui est un enchantement. Jadis, avec ses tombeaux de chevaliers que gardaient les Prémontrés, l'église de Braîne était un des plus nobles sanctuaires de France. Son plan offre une particularité charmante. De chaque côté du chœur s'ouvrent deux chapelles placées en biais. Le sanctuaire se déploie en éventail, on l'embrasse tout entier, et d'un coup d'œil on peut apercevoir les cinq autels des cinq chapelles. Il y a dans ces gracieuses chapelles qui se répètent comme les versets d'une litanie, une sorte de poésie religieuse.

Ce plan d'un goût exquis a été reproduit plusieurs fois en Allemagne. La plus ancienne imitation de Saint-Yved de Braîne se voit à Notre-Dame de Trèves. Cette élégante église, où l'art français apparaît dans toute sa pureté, a été commencée en 1242, dans l'âge classique du style gothique. Au premier regard, Notre-Dame de Trèves étonne : on se croit en présence d'une création tout à fait originale, car l'église est circulaire. Mais on s'aperçoit bientôt que l'architecte a soudé bout à bout deux sanctuaires pareils à celui de Saint-Yved de Braîne avec ses chapelles en éventail. L'éventail

à moitié ouvert de Braîne, s'ouvre tout entier à Trèves et forme un cercle. On n'a pas manqué d'affirmer en Allemagne que le maître d'œuvre de Notre-Dame de Trèves ne pouvait être qu'Allemand. Mais une étude attentive du monument fait naître les doutes les plus légitimes. Il n'y a rien dans cette église qui ne soit français. Les formes françaises sont reproduites avec une perfection qu'on ne rencontre nulle part en Allemagne à cette date. Si le plan est emprunté à Saint-Yved de Braîne, l'élévation est celle des chapelles de la cathédrale de Reims. Ce sont les mêmes roses et les mêmes meneaux des fenêtres ; c'est le même passage intérieur qui court au niveau de ces fenêtres, c'est le même bandeau formant les mêmes bagues autour des piliers. Si l'on ajoute que la sculpture du portail est peut-être la plus purement française qu'il y ait en Allemagne, on estimera sans doute avec nous qu'il est difficile de croire qu'un monument semblable ait pu être élevé par un architecte et des ouvriers allemands. Notre-Dame de Trèves, qui ressemble à ce temple circulaire du Saint-Graal, imaginé par les poètes du moyen âge, est une église toute française.

En descendant le Rhin, on rencontre non loin des frontières de la Hollande, à Xanten, une nouvelle imitation de Saint-Yved de Braîne. Xanten est une ville d'origine romaine et sa collégiale est dédiée au soldat romain, saint Victor. L'église actuelle date de la fin du XIIIe siècle : elle reproduit avec fidélité l'abside et les quatre chapelles en éventail de Saint-Yved. L'église eût été française tout entière si elle eût pu être continuée; mais sa construction fut interrompue; elle ne fut reprise qu'à la fin du moyen âge ; aussi la nef est-elle d'un tout autre style que le chœur.

L'église Sainte-Catherine d'Oppenheim, située aussi dans la vallée du Rhin entre Worms et Mayence, fut commencée à peu près en même temps que celle de Xanten. Comme celle de Xanten, elle reproduit le chœur de Saint-Yved de Braîne, mais avec un peu moins de fidélité. Au lieu de deux chapelles placées de biais de chaque côté de l'abside, il n'y en a qu'une. Cette simplification enlève au chœur une partie de sa grâce.

VI

Jusque là les Allemands étaient venu chercher leurs modèles dans une région peu étendue, dans le quadrilatère formé par Laon, Reims, Braîne et Soissons. C'est là que se trouvaient (nous ne le savons que trop aujourd'hui) les cathédrales françaises les plus rapprochées de l'Allemagne. Mais bientôt les chefs-d'œuvre un peu plus éloignés d'Amiens, de Paris et de Chartres furent connus à leur tour et imités.

La cathédrale de Cologne, le monument national de l'Allemagne, n'est pas autre chose qu'une imitation de la cathédrale d'Amiens.

Jusqu'en 1815, on ne pouvait rien voir de plus étrange que la silhouette de la cathédrale de Cologne dominant la ville. C'était un vaste chœur, une sorte de châsse colossale, une châsse de pierre et de verre abritant les reliques des Rois Mages. Beaucoup plus loin, du côté du couchant, se dressaient deux tours inachevées. Quant à la nef elle sortait à peine de terre et de loin on ne pouvait la voir. Cette immense église, abandonnée par les ouvriers depuis trois cents ans, était plus triste qu'une ruine. On apercevait encore au sommet d'une des tours la grue et le cabestan qui depuis trois siècles attendaient vainement les pierres. On assistait là à l'agonie de l'Allemagne du moyen âge. Elle semblait, cette Allemagne, frappée d'une éternelle impuissance. La seule grande œuvre qu'elle eût entreprise, la seule qui eût pu rivaliser avec les cathédrales françaises, elle n'avait pu la terminer. Les premiers romantiques allemands sentirent vivement la mélancolie de ce chantier abandonné de Cologne : ils y virent une image de leur patrie morcelée, aspirant vainement à l'unité. Ils s'imaginèrent, en même temps, que la cathédrale de Cologne était la création la plus originale du peuple allemand. Ils y reconnurent le profond génie de leurs ancêtres. La cathédrale de Cologne devint pour eux le symbole de l'Allemagne.

De cette nébuleuse de poésie jaillit bientôt cette pensée claire : il faut achever la cathédrale de Cologne, en faire un

monument national. L'idée fut accueillie avec enthousiasme et c'est ainsi que la construction de la cathédrale de Cologne, abandonnée au xve siècle, fut reprise au xixe.

On ignorait alors que ce chœur tant admiré de Cologne n'était qu'une copie de celui d'Amiens. Si les Allemands avaient su alors que leur fameuse cathédrale nationale était la moins allemande de toutes leurs églises, il est probable qu'ils ne l'eussent pas achevée. Il n'y aurait pas lieu de le regretter, car rien n'est plus froid que la nef de la cathédrale de Cologne : isolé, le chœur avec ses immenses fenêtres, avec ses vitraux de pourpre et d'or, eût gardé toute sa beauté.

Ce fut un bien triste jour pour la science allemande que celui où, le plan d'Amiens ayant été rapproché de celui de Cologne, la vérité fut révélée. Le doute n'était pas possible. Il y avait, à Cologne comme à Amiens, un double bas-côté à droite et à gauche du chœur ; il y avait, à Cologne comme à Amiens, autour du déambulatoire une admirable couronne de sept chapelles rayonnantes, motif tout français et entièrement étranger à l'art germanique. Le dessin de ces chapelles était pareil dans les deux églises [1]. Les principales dimensions : diamètre du déambulatoire, longueur du chœur, largeur des travées étaient identiques, de sorte que les deux plans faits à la même échelle, pouvaient presque se superposer. Les ressemblances s'étendaient au détail : aux fenêtres des chapelles on retrouvait les meneaux et les jolis trèfles à trois feuilles de la cathédrale d'Amiens ; dans les parties hautes on retrouvait au-dessous des vastes fenêtres le triforium vitré qui rendait le chœur d'Amiens si léger et si lumineux.

Ainsi toutes les parties anciennes de la cathédrale de Cologne, les seules qui eussent une vraie beauté, étaient entièrement françaises. Au xive siècle, les Allemands, livrés à eux-mêmes, avaient accumulé les fautes de goût. Ils étaient revenus au plan de la nef à double bas-côtés, conception archaïque abandonnée depuis plus d'un siècle par les maîtres d'œuvre français, parce qu'elle enlève à un intérieur quelque chose

1. A Amiens la chapelle du milieu, consacrée à la Vierge, est plus longue qu'à Cologne. Mais à Beauvais, dont le chœur est aussi une imitation de celui d'Amiens, ces sept chapelles sont toutes de même dimension et absolument pareilles à celles de Cologne. Le chœur de Beauvais a été commencé en 1247, un an avant celui de Cologne.

de son unité et de sa grandeur. Ils avaient imaginé une façade étroite, serrée entre deux tours, toute en lignes verticales, rigide comme de la fonte.

Le jour où ces vérités éclatèrent aux yeux des archéologues allemands, il y eut chez eux un grand désarroi intérieur. Comment continuer à admirer la cathédrale de Cologne, maintenant que l'on savait qu'elle était française? Lübke, Schnaase commencèrent à laisser entendre qu'on s'était mépris sur sa valeur. Pecht alla plus loin : c'était, suivant lui, une œuvre sèche, sans vie, sans liberté, un art de bureaux.

Il fallait pourtant essayer de sauver l'honneur de la cathédrale de Cologne. Dehio le tenta avec une ingéniosité qui mérite un instant d'attention.

Voici comment il raisonne : « Le chœur de Cologne apparaît tout d'abord dans sa partie inférieure, comme une véritable copie du chœur d'Amiens. En y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'ici le mot « copie » n'est pas exactement à sa place. Le rapport qui unit les deux édifices est très remarquable et assez énigmatique. On sait que dans la cathédrale d'Amiens le chœur est la partie la plus récente. Les travaux furent suspendus en 1240 et repris seulement en 1258 ; or, l'année où le chœur de Cologne fut commencé est l'année 1248. Qu'on remarque maintenant que, dès 1248, le maître de Cologne avait connu des parties de la cathédrale d'Amiens qui n'existaient pas encore en construction ; je ne puis en conclure qu'une chose : c'est qu'il a dû au moins connaître un plan dessiné. Mais comment l'aurait-il connu s'il n'a pas joué un rôle prépondérant dans la construction? En réunissant ces observations on peut arriver à une conclusion surprenante. » Quelle est cette conclusion? On la devine déjà : c'est que le chœur de la cathédrale d'Amiens a été conçu par l'architecte de la cathédrale de Cologne. Or, l'architecte de la cathédrale de Cologne, maître Gérard, était très probablement un Allemand. C'est donc un Allemand qui a inventé le chœur de la cathédrale d'Amiens. « S'il était prouvé, ajoute Dehio avec bonhomie, que maître Gérard avait pour nom de famille « von Rill » on n'aurait plus aucune difficulté à se rallier à cette hypothèse[1]. » Voilà un coup de maître : aux Français qui

1. *Revue archéologique*, 1900, 2e partie, p. 213.

s'imaginaient avoir apporté aux Allemands le modèle du chœur de Cologne, on répond que ce sont les Allemands qui ont inventé le plus magnifique des chœurs gothiques français, le chœur de la cathédrale d'Amiens. Et ce qui ajoute à cette belle hypothèse beaucoup de grâce, c'est qu'elle a été présentée par l'auteur au congrès d'histoire de l'art qui s'est tenu à Paris en 1900.

Je ne sais ce qui fut répondu alors à ce paradoxe, mais voici ce qu'on peut y répondre aujourd'hui.

Une inscription nous a conservé les noms des trois architectes qui dirigèrent les travaux de la cathédrale d'Amiens depuis sa fondation en 1220 jusqu'à son achèvement presque complet en 1288. Ils s'appelaient Robert de Luzarche, Thomas de Cormont, Renaud de Cormont. On avait fait à ces trois maîtres l'honneur d'encastrer leur effigie de cuivre dans le pavé de l'église. On affirmait ainsi qu'ils étaient les vrais et les seuls auteurs de la cathédrale. Il n'y a pas place ici pour maître Gérard.

Rien ne prouve que maître Gérard ait donné le plan de la cathédrale de Cologne. Il est nommé pour la première fois dans les comptes de 1257, neuf ans après le commencement des travaux. Nous ne connaissons pas sa nationalité : l'érudition allemande a avoué récemment qu'une confusion avait été commise et que maître Gérard ne s'appelait pas « von Rill ».

Enfin — et l'argument pourrait dispenser de tous les autres — il n'est pas vrai que le chœur d'Amiens soit postérieur au chœur de Cologne. Affirmer qu'en 1248, au moment où fut commencée la cathédrale de Cologne, ni le déambulatoire, ni les chapelles rayonnantes de la cathédrale d'Amiens n'existaient encore, c'est avancer une erreur. L'homme qui a étudié avec le plus de conscience l'architecture de la cathédrale d'Amiens, M. Georges Durand, nous apprend que l'évêque Arnould de la Pierre fut enseveli en 1247 *dans le déambulatoire*. De l'étude attentive des documents il conclut que toute cette partie de l'église était déjà en construction en 1238. Les belles chapelles rayonnantes d'Amiens étaient certainement terminées en 1248, car l'architecte de la Sainte-Chapelle de Paris en imitait, dès 1245, l'ordonnance générale et les détails.

On voit quelle créance mérite le roman imaginé par Dehio. S'il est en France un motif indigène, c'est le déambulatoire d'Amiens avec ses chapelles rayonnantes. On le voit naître à Chartres, s'approcher de la perfection à Reims, l'atteindre à Amiens. C'est la même pensée devenant, grâce à de fines retouches, toujours plus claire, toujours plus belle. Qu'aurait pu faire ici un Allemand entièrement étranger à nos traditions?

Cet échafaudage d'erreurs étonne. Mais tout s'explique par l'intérêt de la cause à défendre. Venger la cathédrale de Cologne, la remettre au premier rang, persuader à la France et au monde qu'elle est l'original et Amiens la copie, quelle magnifique entreprise ! La science allemande, on le voit, ne recule devant rien quand il s'agit de la gloire de l'Allemagne. On est surpris de rencontrer chez l'homme qui a peut-être le plus franchement reconnu la priorité de l'art français, une pareille défaillance du sens critique : l'amour-propre national a été le plus fort.

L'architecte de Cologne venait d'Amiens ; celui de Wimpfen-in-Thal venait de Paris. La vieille ville de Wimpfen, qui conserve encore les ruines d'un palais des Hohenstaufen, est située dans la haute vallée du Neckar. Dans la ville basse s'élève une église gothique du XIIIe siècle. Un document nous donne sur l'architecte de l'église de Wimpfen un détail du plus vif intérêt : « Le prêtre Richard, dit ce document, ayant mandé un maître d'œuvre, fort habile architecte, qui venait d'arriver de Paris, lui fit élever dans le style français une église en pierres de taille[1]. » Texte précieux, parce qu'il nous apprend que l'architecte de Wimpfen s'était formé en France, mais plus précieux encore parce qu'il donne à l'architecture gothique son véritable nom : « le style français ». L'église de Wimpfen fut commencée en 1269. Chose curieuse, elle ne rappelle en rien, au moins à l'intérieur, les monuments de la région parisienne. C'est un édifice d'un gothique sobre, sévère, archaïque. On est frappé par l'étroitesse des fenêtres et par la nudité de la nef sans triforium. Il n'y a qu'en Bourgogne qu'on

1. *Præpositus Richardus... accito peritissimo in architectoria arte latomo, qui tunc noviter de villa Parisiensi e partibus venerat Franciæ, opere francigeno, basilicam ex sectis lapidibus construi jubet.*

puisse trouver en plein XIIIe siècle des églises de ce caractère. L'étude de cette nef de Wimpfen déconcerte d'abord : on ne sait comment accorder le monument avec le texte. Mais que l'on sorte par le transept, on aura devant soi la preuve de la véracité du document. Tous les détails de la façade du transept sont empruntés à Notre-Dame de Paris. L'artiste a pris pour thème la Porte Rouge de Notre-Dame avec la grande fenêtre qui s'ouvre au-dessus. Mais il s'est inspiré aussi du portail du transept voisin. Il a reproduit très exactement (en modifiant seulement les proportions) les trois niches surmontées d'un gâble et de deux pinacles qui flanquent de chaque côté le portail du transept de Notre-Dame. On retrouve jusqu'au trèfle qui décore le triangle du gâble. Il est donc bien vrai que l'architecte de Wimpfen venait de Paris. Comment a-t-il pu, lui qui avait eu sous les yeux tant de beaux modèles, qui conservait dans ses cartons tant d'excellents dessins, concevoir une nef aussi austère? Seules des raisons d'économie peuvent expliquer cette singularité.

Ces influences de la région parisienne, nous allons les retrouver dans une cathédrale que l'Allemagne croit sienne, mais qui est presque toute française : la cathédrale de Strasbourg.

Jamais ni les Allemands ni les Français n'ont parlé avec sang-froid de cette cathédrale de Strasbourg, placée comme une pierre milliaire à la limite de deux mondes. « Sublime caverne de Dieu, dit Michelet, flèche divine. » « Église plus émouvante que les forêts, la montagne et les solitudes », dit Görres. « Fleur de la mysticité allemande », dit Kraus. On sent que la haute flèche est l'enjeu d'une terrible guerre que deux races se livrent depuis des siècles.

Les Allemands ont tout fait pour persuader aux autres et pour se persuader à eux-mêmes que la cathédrale de Strasbourg était entièrement allemande. Grâce à eux, un maître dont nous ne savons presque rien, Erwin, est devenu le maître des maîtres, le plus grand architecte du moyen âge. Ils lui ont tout attribué, la nef aussi bien que la façade. Sur la foi d'une inscription apocryphe, ils l'ont fait naître à Steinbach, village du grand-duché de Bade, où ils lui ont élevé une statue. Les origines allemandes de la cathédrale de Strasbourg se trouvaient ainsi définitivement établies.

Les Français accueillirent ces idées avec leur candeur ordinaire. Il semblait à nos romantiques que la cathédrale de Strasbourg serait bien plus mystérieuse si elle était allemande. En 1840, nous élevâmes devant le portail du midi deux statues, l'une à Erwin, l'autre à sa prétendue fille Sabine. Nous acceptions donc la légende qui attribuait à Sabine une partie de la statuaire du portail méridional. Le maillet à la main, la tête levée, la jeune Allemande cherche l'inspiration dans le ciel. Nous proclamions ainsi que la cathédrale de Strasbourg était la fleur du génie germanique. Nous nous trompions une fois de plus, et nous ne savions pas reconnaître ce qui nous appartient.

La cathédrale de Strasbourg est l'œuvre de plusieurs siècles. L'abside et le chœur commencés vers 1176 sont encore entièrement romans. Cette abside et ce chœur, qui dominent la nef comme une scène préparée pour le drame, ont une antique majesté. Une coupole s'élève au-dessus du chœur. Dans les deux bras du transept l'art gothique apparaît : timide au bras du nord, déjà savant au bras du sud. Étudié avec attention, ce bras méridional du transept nous apprend à quelle école le maître de Strasbourg s'était formé. Il venait de Chartres. Un admirable pilier, appelé le pilier des Anges, divise cette partie du transept en deux nefs : les statues s'étagent sur les quatre faces du pilier. Un pilier ainsi conçu a son modèle au porche nord de la cathédrale de Chartres ; c'est à Chartres aussi que se trouvent les statues drapées de tuniques aux plis serrés qui ont été imitées par les sculpteurs de Strasbourg. Ils ont copié jusqu'à la forme du dais qui les surmonte. Il y a d'autres souvenirs de Chartres dans ce transept de Strasbourg. C'est de Chartres que viennent ces fenêtres dont le meneau encore rudimentaire est fait, non d'une colonnette, mais d'assises de maçonnerie. C'est la façade occidentale de Chartres que rappelle avec ses roses et ses fenêtres la façade méridionale du transept. Ainsi, vers 1240, la cathédrale de Strasbourg devient toute française.

Le transept terminé, la nef fut commencée en 1250. L'architecte inconnu qui en donna le plan s'inspira d'un monument plus récent que la cathédrale de Chartres : l'église de Saint-Denis. Il y avait à peine quatre-vingts ans que la belle église

de Suger, le premier des grands monuments gothiques, était terminée, et déjà elle semblait trop étroite. Il fallait de l'espace pour les tombeaux des rois. Saint Louis avait résolu d'en élever à ceux de ses prédécesseurs qui n'en avaient pas encore. Il voulait qu'on pût avoir tout le passé de la France sous les yeux. Il n'hésita donc pas à faire abattre la nef de Saint-Denis pour la faire reconstruire plus vaste. Les travaux commencèrent en 1231 et la direction en fut confiée à un des plus grands architectes du XIIIe siècle, Pierre de Montereau. C'est lui qui éleva la chapelle de la Vierge et le réfectoire de Saint-Germain-des-Prés, chefs-d'œuvre que la Révolution a détruits. C'est peut-être à lui qu'il faut attribuer la Sainte-Chapelle de Paris et la charmante chapelle, si gracieusement ajourée, du château de Saint-Germain-en-Laye. Pierre de Montereau, né aux confins de la Champagne et de la Bourgogne, apporta à Paris quelques pratiques qui n'étaient pas celles de l'Ile-de-France. Il y a à Saint-Denis un passage courant au niveau des fenêtres des bas-côtés ; le soubassement qui porte ce chemin de ronde et les piliers derrière lesquels il passe se trouvent reportés un peu en avant des fenêtres. C'est une disposition inconnue dans le domaine royal, mais fréquente dans la région bourguignonne et dans la région champenoise.

Mais Pierre de Montereau est avant tout un créateur. La nef de Saint-Denis séduit peu aujourd'hui. De tristes vitraux modernes, sans goût et sans harmonie, lui ont enlevé une partie de sa beauté. On regarde peu cette nef, et l'on a tort, car son étude attentive révèle le génie le plus fin. Le triforium qui n'était jusque-là qu'une arcature appliquée sur le nu d'un mur et qui mettait une ligne d'ombre sous les fenêtres, s'éclaire tout d'un coup à Saint-Denis. Le mur s'évide par derrière et le triforium devient une galerie vitrée. L'ombre du triforium se métamorphose en lumière. Nous sommes au moment où s'éveille la passion de la lumière, de cette lumière pleine de rêve du vitrail. Les architectes aspireront tout à l'heure à bâtir des églises transparentes, immatérielles, où la pierre n'est plus que le léger filigrane qui sertit les vitraux. Pierre de Montereau est le premier en date de ces architectes-poètes. Il essaie à Saint-Denis ce qu'il va réaliser à Saint-Germain-des Prés et peut-être à la Sainte-Chapelle. Le triforium trans-

parent créé par Pierre de Montereau sera bientôt imité dans toute la France du Nord.

Ce n'est pas tout. Personne, avant Pierre de Montereau, n'avait marqué aussi nettement le mouvement ascendant des lignes. Les colonnettes qui portent les nervures de la voûte, au lieu de s'arrêter sur le chapiteau du pilier, descendent toutes jusqu'au bas. De là voûte au sol les lignes verticales sont ininterrompues. Le pilier lui-même devient un faisceau de colonnettes ascendantes. Cela ne lui suffit pas encore. Les trois meneaux de chaque fenêtre se prolongent, descendent beaucoup plus bas que la fenêtre elle-même, et viennent former les trois divisions du triforium. Ainsi dans cette nef, les lignes verticales dominent ; elles attirent en haut le regard, obligent la pensée à monter. A tous ces traits, Pierre de Montereau se révèle comme un des grands novateurs du moyen âge [1]. C'est à Saint-Denis que naît l'architecture de la seconde partie du XIIIe siècle, celle qui s'associe au nom de saint Louis.

C'est sans aucun doute sous les ordres de Pierre de Montereau que l'architecte de Strasbourg avait fait ses premières armes. Il avait vivement senti l'originalité de la nef de Saint-Denis. Aussi, quand il revint à Strasbourg, et qu'on lui demanda en 1250 de refaire la nef de la cathédrale, jugea-t-il qu'il ne pouvait mieux faire que d'imiter la nef de Saint-Denis.

L'imitation est, en effet, littérale. Nous retrouvons à Strasbourg toutes les particularités que nous avons signalées à Saint-Denis. Dans la nef le triforium vitré, les colonnettes descendant de la voûte jusqu'au sol, le pilier transformé en un faisceau ; dans les bas-côtés le chemin de ronde passant devant les fenêtres, le soubassement décoré d'arcatures : on voit que l'architecte de Strasbourg est un élève respectueux du maître. Il ne s'est permis que des modifications insignifiantes. Les roses des fenêtres, au lieu d'être imitées de Saint-Denis, sont imitées de la Sainte-Chapelle. D'autre part, les meneaux des fenêtres, au lieu de descendre sans arrêt jusqu'au bas du triforium, sont coupés par une monture horizontale. Le mouvement ascendant des lignes s'en trouve contrarié.

1. Je ne parle pas des roses si originales des transepts, qui annoncent celles de Notre-Dame de Paris.

Le maître de Strasbourg, si remarquable qu'il puisse être, n'avait pas le subtil génie de Pierre de Montereau.

La nef de Strasbourg est donc une imitation de la nef de Saint-Denis. Les archéologues allemands, eux-mêmes, ont été à la longue, obligés de confesser la vérité. Mais cet aveu ne les embarrasse pas. La nef de Strasbourg, est, disent-ils, il est vrai, l'imitation d'un original français, mais elle est d'un sentiment tout allemand. Les proportions n'en sont pas françaises. En France, les nefs s'élèvent à une hauteur démesurée, mais elles sont étroites : elles semblent comprimées pour jaillir plus haut. Rien de pareil à Strasbourg : la nef est large et d'une hauteur modérée. L'âme ne se sent pas arrachée à la terre, mais, dans cet espace si heureusement mesuré, elle trouve la sécurité et goûte la paix. C'est à cette possession de soi-même que se reconnaît le génie allemand.

On ne peut nier que la nef de Strasbourg n'ait une physionomie particulière. Il est vrai que les proportions n'en sont pas tout à fait celles des nefs françaises. Mais les raisons de cette dissemblance sont très faciles à découvrir. La largeur de la nef, insolite au XIIIe siècle, était donnée par la largeur de l'abside romane construite au XIIe siècle, en un temps où le sentiment des proportions était différent. Quant à la hauteur de la nef elle était strictement limitée. Elle ne pouvait s'élever davantage sans masquer tout à fait au dehors la belle tour polygonale qui s'élève au-dessus de la croisée du transept. Elle l'entame déjà et lui enlève quelque chose de sa grâce. L'architecte de Strasbourg n'était donc pas libre : les dimensions de sa nef lui étaient imposées. Son habileté a été de faire de cette nécessité une beauté. Ce n'est pas le génie germanique, on le voit, qui a déterminé les proportions de la nef de Strasbourg.

Arrivons maintenant à cette fameuse façade qu'on proclame le chef-d'œuvre d'Erwin, c'est-à-dire de l'art allemand.

La façade de la cathédrale de Strasbourg n'est pas une œuvre d'un seul jet ; plusieurs architectes y ont travaillé et les parties hautes sont en désaccord avec le projet primitif.

La pensée première reste néanmoins très clairement exprimée. Cette façade a été conçue par un architecte qui revenait

de Paris et qui avait voué à Notre-Dame une profonde admiration. Rien ne lui semblait plus grandement conçu que ces lignes horizontales coupées par de puissants contreforts verticaux qui accusent si clairement les divisions. Rien ne lui semblait plus heureusement placé que cette magnifique rose qui donne un centre à la façade. Voilà le modèle qu'il imita : il en reproduisit jusqu'aux archaïsmes. A Notre-Dame de Paris les portails sont encore au ras de la façade. A Laon, au contraire, les trois portails sont jetés en avant, forment trois porches et ont chacun leur toiture. Le type de Laon l'emporta : il transformait les portails en arcs de triomphe et permettait de multiplier les statues. Tels sont les portails d'Amiens, de Reims, de Bourges. A Chartres, les portails avaient été conçus comme à Paris, mais plus tard on jeta en avant de grands baldaquins de pierre couverts de statues. L'architecte de Strasbourg n'ignorait sans doute pas ces progrès : il n'en resta pas moins fidèle à son modèle. Il ne fit point avancer ses portails, et, comme à Notre-Dame, les contreforts seuls font une saillie sur la façade.

Si les grandes lignes de la façade de Strasbourg sont celles de Notre-Dame, les détails sont différents[1]. Rien de plus naturel. La façade de Notre-Dame a été commencée vers 1200, celle de Strasbourg en 1277. La façade de Strasbourg est donc d'un style plus avancé ; elle nous apparaît beaucoup moins simple, enrichie d'une foule d'ornements nouveaux. Or, chose curieuse, plusieurs de ces embellissements viennent encore de Notre-Dame, non plus, cette fois, de la façade principale, mais des façades plus récentes des transepts. On sait que Jean de Chelles agrandit les transepts de Notre-Dame en 1258. Les portails de ces deux transepts, presque pareils, sont d'une richesse dont il n'y avait pas encore d'exemple. Le motif principal est une admirable rose ; la pierre légère comme un filigrane d'orfèvrerie semble n'être plus que la monture des saphirs et des émeraudes du vitrail. Cette rose flanquée de gracieux petits cercles et inscrite dans un carré est une des

1. Parmi les anciens projets de façade qui se conservent à Strasbourg, il en est un où l'imitation de Notre-Dame est encore mieux marquée. On voit, sous la rose, une galerie qui rappelle la galerie des rois de Notre-Dame, et, au-dessus de la rose, de légères arcades avec pinacles qui tiennent la place du charmant pont suspendu de Notre-Dame de Paris.

créations les plus parfaites du moyen âge. Une galerie à claire-voie que des arcatures prolongent ajoute encore à sa richesse.

Quant au portail lui-même il n'a plus la simplicité d'autrefois, qui dans le voisinage de l'éblouissante rose, eût semblé pauvreté. Un haut gâble découpé le surmonte, des pinacles le flanquent. Deux belles arcades décorées elles-mêmes de gâbles l'agrandissent et donnent de loin l'illusion d'une façade à trois portails. Il n'y a pas jusqu'aux contreforts qui ne soient décorés d'arcades, de gâbles et de pinacles. Nous entrons dans un âge nouveau où il semble que ce soit une honte pour un architecte de laisser voir la nudité des murs.

C'est à ces deux transepts de Notre-Dame que l'architecte de Strasbourg emprunta les détails de sa façade.

Nous reconnaissons d'abord la grande rose, flanquée de petits cercles et encadrée dans un carré. Elle serait tout à fait semblable à celle de Paris, si un ornement nouveau, une légère guipure, n'était suspendu à sa roue. Aux portails nous retrouvons les gâbles aigus que des cercles ajourent. Aux côtés des portails, sur les contreforts, nous voyons reparaître les arcades surmontées de gâbles de Notre-Dame. Comme à Paris, des arcatures s'étagent entre le portail et la rose. L'imitation est frappante. La façade de Strasbourg, c'est la façade de Notre-Dame de Paris à laquelle on aurait appliqué le décor de ses transepts.

Cette façade a pourtant quelque chose d'étrangement original. A la riche fantaisie de Jean de Chelles, l'architecte de Strasbourg a amalgamé son rêve. Il a jeté en avant du mur, en avant des fenêtres une claire-voie de meneaux démesurés. On dirait les nerfs tendus d'une immense harpe. Il semble qu'au moindre souffle toute la cathédrale va vibrer. Nous franchissons ici les limites de l'art ; l'architecture a l'air de vouloir se dissoudre en musique.

Qui a imaginé cette étrange fantaisie? Est-ce Erwin, comme le veulent les Allemands? Nous l'ignorons. D'Erwin nous ne savons que deux choses certaines, qu'il travailla en 1316 à la chapelle de la Vierge et qu'il mourut en 1318. Nous ignorons même quel âge il avait au moment de sa mort, de sorte qu'il nous est impossible de savoir s'il est réellement l'auteur d'une façade dont la première pierre fut posée en 1277.

Cette fantaisie de l'architecte de Strasbourg n'est pas française assurément, mais elle n'est pas allemande non plus. L'Allemagne ne nous offre rien de semblable avant cette date. C'est une création isolée.

On voit que la façade de la cathédrale de Strasbourg n'est pas plus germanique que sa nef. A quoi donc se réduit la part de l'Allemagne? A l'étage de la tour du nord qui porte la flèche et à la flèche elle-même. La tour du nord fut achevée par le Souabe Ulrich d'Ensingen au commencement du xv[e] siècle, et la flèche élevée de 1419 à 1439 par Jean Hültz de Cologne. C'est la partie la plus célèbre de la cathédrale de Strasbourg et c'est la moins belle. Viollet-le-Duc, qui n'est pas suspect, car il écrivait avant la guerre de 1870 et il n'avait aucun préjugé contre l'art allemand, a porté sur la flèche de Strasbourg ce jugement sévère : « C'est une œuvre manquée, d'une exécution médiocre[1]. » Il rend d'ailleurs hommage à la science de l'architecte et à son prodigieux effort. Peut-être pourrait-on ajouter qu'on retrouve dans cette étrange conception quelques-uns des traits les plus frappants du génie allemand : goût du colossal, complication infinie, profond savoir qui s'applique avec une patience inlassable, mais qui ne sait faire naître ni la clarté, ni la beauté.

VII

Ainsi, pendant tout le xiii[e] siècle, l'Allemagne n'a su qu'imiter ce qui se faisait en France. Nous sommes loin d'avoir passé en revue toutes ces imitations ; nous n'avons signalé que les plus frappantes.

Nous voici maintenant au xiv[e], au xv[e] siècles. Instruite par la France, l'Allemagne va enfin pouvoir être elle-même, montrer ce qu'elle sait faire. C'est en effet à la fin du moyen âge que les peuples de l'Europe donnèrent un caractère national à cette architecture gothique qu'ils avaient reçue de nous. L'Angleterre crée le style perpendiculaire et sa féerique voûte

1. *Dictionnaire de l'Architecture*, tome V, p. 442.

en éventail, charmante comme une fantaisie de Shakespeare. Rien ne ressemble moins à un monument français que la chapelle d'Henri VII à Westminster. L'Italie ne crée rien, mais elle transforme si profondément l'architecture française qu'elle la rend méconnaissable. Dans ses églises gothiques, on pressent déjà le génie de la Renaissance. On y reconnaît le goût inné des Italiens pour les vastes espaces, leur préférence marquée pour les lignes horizontales. Leur canon des proportions est exactement le contraire du nôtre : leurs nefs sont larges et d'une élévation modérée, les nôtres sont étroites et hautes. Fils de l'Antiquité, les Italiens, malgré la diversité des apparences, n'ont eu qu'une architecture. L'Espagne, elle aussi, met sur l'architecture gothique l'empreinte de son fier génie. Elle bâtit une église dans l'église : le chœur fermé de murs, descend jusqu'au milieu de la nef. Elle élève, au-dessus des voûtes, une lanterne à jour, le *cimborio*. Aux chapelles anciennes, elle ajoute des chapelles nouvelles, toujours plus grandes, toujours plus riches. Mais surtout, elle décore l'église avec une splendeur qui exalte l'imagination. Les façades avec leurs grands écussons, les retables d'autel qui montent jusqu'à la voûte et que l'or de l'Amérique fait étinceler, les clôtures du chœur chargées de statues, les stalles qui racontent la prise de Grenade sont l'image même de la grande Espagne des Rois Catholiques.

Que fait cependant l'Allemagne? Non seulement elle ne crée rien de nouveau, mais elle laisse tout s'appauvrir entre ses mains. Ce n'est pas nous qui parlons ainsi, c'est le plus connu des archéologues allemands. Écoutons-le : « L'Allemagne, dit-il, n'avait presque pas participé au printemps et à l'été de l'art gothique, mais elle eut un long automne. Elle a beaucoup construit alors, et, par le nombre des monuments, elle tient le premier rang. Malheureusement l'art gothique allemand de la fin du moyen âge ne s'élève pas une seule fois à la hauteur où ce même art s'élève encore en France, en Angleterre, en Espagne. L'art gothique allemand est marqué alors d'un invincible caractère de médiocrité et de trivialité[1]. » C'est que l'art allemand n'a plus les grands modèles d'autre-

1. Dehio und Bezold, *die kirchliche Baukunst des Abendlandes*, tome II, p. 315

fois : il prétend se suffire à lui-même. En Allemagne, l'art du xv[e] siècle n'est plus l'art des souverains ou des évêques, mais l'art de la bourgeoisie. C'est la bourgeoisie enrichie par le commerce qui fait bâtir les églises paroissiales et les chapelles, et elle s'y reflète comme dans un miroir. Dehio, d'un mot cruel pour ses compatriotes, caractérise cet art : « Il a, dit-il, une platitude qui n'est qu'à nous, « *hausbackene Plattheit* » — cette platitude nationale que les Allemands eux-mêmes sentent et dont ils souffrent. C'est de cet art-là que Gœthe se disait délivré quand il vit l'Italie.

Ce qui caractérise cette architecture allemande du xv[e] siècle, c'est l'extrême simplification. Le type qui l'emporte est le moins compliqué de tous, celui des *Hallenkirchen* à trois nefs d'égale hauteur. Point de transept, point de déambulatoire ; des formes sèches qui semblent prédestinées au culte luthérien. La seule fantaisie de ces froides églises est la voûte en réseau ou en étoile. Mais, cette voûte même, l'Allemagne ne l'a pas inventée : elle l'a reçue de l'Angleterre. Elle apparaît pour la première fois dans le domaine des chevaliers teutoniques et à Sainte-Marie de Lübeck, c'est-à-dire dans des régions maritimes que le commerce unissait à l'Angleterre. Là encore les architectes allemands se montrent très inférieurs à leurs maîtres : « Si l'on compare la voûte de l'Allemagne avec celle de l'Angleterre, la comparaison n'est guère favorable aux Allemands. Les nervures sont plus maigres, elles se détachent moins du fond, et les belles clefs, qui donnent tant de richesse aux voûtes anglaises, n'existent pas. Quand on ne connaît ces voûtes que par l'Allemagne, on ne peut se douter à quelle force, à quelle plénitude, à quelle magnificence d'expression elles peuvent atteindre [1]. »

Nous n'insisterons pas davantage. Voilà ce que devint l'architecture du « peuple élu » quand il fut livré à son génie.

Ainsi s'écroulent les vieilles légendes. L'Allemagne avait voulu nous faire croire au génie de l'architecte et du tailleur de pierres allemands. Elle nous le montrait, ce poétique compagnon, s'en allant, le bâton à la main, à travers la Franconie et la Bavière. Il allait de la loge de Wurtzbourg à la loge de

1. Dehio und Bezold, tome II, p. 323.

Ratisbonne. Il marchait en contemplant le ciel. Il s'arrêtait dans la forêt pour boire à la source, écouter la cloche, prier aux chapelles de Notre-Dame, admirer les fleurs. Il amassait dans son cœur un trésor. C'est de cette poésie que l'église allemande était faite. Elle était mystérieuse comme la forêt ; ses vitraux avaient la couleur de la source et la couleur du ciel ; ses chapiteaux portaient une couronne faite avec les fleurs du chemin.

Tout cela n'était que mensonge. L'artiste allemand n'a jamais su créer, il n'a su que copier. Il n'a inventé aucune des formes, aucun des ornements de son église. Le poète, le contemplateur, le créateur, ce n'est pas l'Allemand, c'est le Français, c'est lui qui a su faire passer dans ses œuvres la religieuse beauté du monde.

Quand on entend l'Allemagne faire valoir « ses droits » sur l'art gothique, on croit entendre le Numide, qui a bâti un temple et un portique dans sa ville d'Afrique, se vanter d'avoir créé l'art grec. L'artiste allemand c'est l'honnête maître chanteur de Nuremberg : il connaît toutes les règles de l'art, la grammaire, la syntaxe, la versification ; il ne lui manque qu'une petite chose : le génie.

ÉMILE MÂLE

BONNE VIEILLE ANNA[1]

VIII

On était au matin du vendredi, troisième jour de la guerre, et Mrs Otway, avec un soupir d'impatience, laissa glisser le journal qu'elle tenait à la main.

Assise près de la fenêtre, dans son charmant petit salon, ses yeux discernaient, en tête d'une des colonnes et en énormes caractères, la manchette suivante :

MOBILISATION DE LA FLOTTE
COMMENT LES MARINS DE LA RÉSERVE ONT REÇU LA NOUVELLE
NOS MEILLEURS VŒUX A NOS BRAVES MARINS !

En tête d'une des autres colonnes, en moins gros caractères, on lisait :

DÉFAITE DES ALLEMANDS A LIÉGE
Déroute complète.
LES ALLEMANDS REPOUSSÉS SUR TOUS LES POINTS

Enfin, une autre colonne annonçait en petites lettres :

On signale des cruautés allemandes en Belgique.

Elle leva les yeux et son regard parcourut l'enclos verdoyant où l'admirable cathédrale resplendissait comme un diamant entouré d'émeraudes. Quelle belle journée, et combien ce spectacle était reposant !

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août 1916.

Pourtant, la vie quotidienne commençait à se compliquer ; le manque d'argent se faisait sentir presque partout. Rose venait de sortir avec un chèque que sa mère lui avait remis, espérant le faire escompter chez un de leurs fournisseurs, car les espèces devenaient rares à la maison.

Depuis trois jours, le major Guthrie, qui demeurait rarement plus de trente-six heures sans se montrer à Trellis House, brillait par son absence, et n'avait même pas écrit une ligne pour s'excuser. Mrs Otway s'étonnait du vide singulier que lui causait la disparition de son vieil ami. Après que la première journée de guerre, puis la seconde se furent écoulées sans qu'elle reçût du major la moindre visite, ni le plus petit mot, elle finit par se sentir négligée.

Le major Guthrie était un de ces Anglais si nombreux qui s'expriment cent fois mieux par lettre que de vive voix. Mrs Otway n'avait aucune peine à avoir le premier mot et le dernier dans leurs amicales discussions. Il prenait sa revanche la plume à la main et ses lettres ne manquaient ni d'esprit ni même d'éloquence. Cependant, après les avoir lues, après avoir souri affectueusement, Mrs Otway en déchirait invariablement les pages, et jetait les morceaux au panier.

Oui, cette amitié entre elle et le major Guthrie, peut-être un peu en dehors des strictes convenances mondaines, était un des charmes de sa paisible existence.

Cependant, la bonne vieille Anna, en travaillant au crochet dans sa cuisine, ne pouvait détacher sa pensée du Vaterland ; elle s'absorbait dans son anxiété pour Minna et Willi dans leur petit appartement de Berlin.

Elle venait d'achever la lecture d'un hebdomadaire illustré qu'elle achetait régulièrement depuis longtemps. On brûlait les journaux de ces dames pour allumer les feux, mais elle collectionnait le sien soigneusement. Chose curieuse, le numéro de cette semaine gisait par terre tout froissé, comme par colère. C'est qu'Anna venait de lire au haut de la première page :

SUCCÈS FRANÇAIS A LA FRONTIÈRE !
Un régiment de dragons allemands détruit !
1 000 PRISONNIERS ALLEMANDS EN ALSACE !

D'ordinaire, Anna se contentait de regarder les gravures, le texte l'intéressant d'autant moins qu'elle ne lisait l'anglais qu'avec peine. Mais ce matin-là, elle l'avait à peine reçu que le garçon boucher, entrant en coup de vent, lui avait dit :

— Eh ! bien, m'ame Bauer, il paraît que vos amis ont attrapé une tripotée ; ils ne l'ont pas volée, pour sûr.

Elle ne l'avait pas du tout compris ; aussi le déjeuner de ces dames desservi et sa vaisselle lavée, avait-elle cherché l'explication dans son journal. Elle avait d'abord admiré, les larmes aux yeux, le portrait d'un marin anglais prenant congé des siens et serrant un bébé dans ses bras. Le pauvre homme ! Il était bien à plaindre, car les Allemands ne le laisseraient sûrement pas revenir auprès de ses enfants. Et c'est alors qu'elle avait péniblement déchiffré cette affreuse, cette incroyable nouvelle d'une défaite allemande ! Un régiment de dragons détruit ! Justement, en 70, son père avait servi dans les dragons...

En vérité, maîtresse et servante étaient bien tourmentées en ce troisième jour de guerre.

Pour Mrs Otway, un ennui d'importance secondaire venait se greffer sur ses préoccupations plus graves. L'argent comptant manquait à la maison. Les banques restant fermées après le congé de vingt-quatre heures annuel, les gros fournisseurs n'avaient pas envoyé leur relevé hebdomadaire ; mais les petites gens, moins argentés, avaient dû demander par lettre un réglement immédiat. Que c'était vexant d'être ainsi presque sans un shilling en poche ! Pareille chose ne lui était jamais arrivée de sa vie.

Soudain, elle songea à James Hayley dont la visite était annoncée pour le lendemain. Lui, fonctionnaire important, n'aurait aucune peine à escompter à Londres un chèque de sa cousine. Aussi, s'asseyant à son petit bureau, Mrs Otway écrivit un chèque de vingt livres et le mit sous enveloppe avec quelques lignes à l'adresse du diplomate.

Comme la plupart des sujets de Sa Majesté, la veuve avait une confiance absolue dans l'influence de tout employé de ministère. D'ailleurs, il ne s'agissait que de vingt livres et le Doyen avait dit que les banques seraient sûrement rouvertes le lundi suivant. Seulement voilà, le bon Doyen n'était pas

infaillible. N'avait-il pas répété depuis des mois, d'accord avec elle, d'ailleurs, que jamais, *jamais*, l'Allemagne ne songerait à attaquer ses paisibles voisins?

Elle relut la lettre qu'elle venait d'écrire :

« Mon cher James,

» Inclus je vous envoie un chèque à votre ordre de la somme de vingt livres. Vous seriez bien gentil d'en toucher le montant pour moi et de me l'apporter tout en or, si possible, ou du moins la moitié, le reste en argent. Ici, les gens n'ont pas l'air de vouloir prendre des chèques en paiement, et quelques-uns de mes fournisseurs ont vraiment besoin d'être payés.

» Merci de ce petit service qui ne vous causera pas trop d'embarras, j'espère. A demain ; Rose et moi, nous comptons apprendre par vous bien des nouvelles intéressantes.

» Votre tante affectionnée,

» MARY OTWAY »

James Hayley l'avait toujours appelée « tante » bien qu'il ne fût en réalité que le fils d'une cousine germaine.

Mrs Otway mit la lettre sous enveloppe, plia et rangea les journaux dispersés sur le parquet, pour que la pauvre Anna ne vît pas les en-têtes flamboyants qui annonçaient la défaite allemande. Elle se disposait à aller mettre elle-même sa lettre à la poste, lorsqu'elle entendit la porte grillée du jardin s'ouvrir et se fermer. Non, ce n'était pas Rose, car presque aussitôt le marteau et la sonnette de la porte d'entrée retentissaient en même temps.

Ce double avertissement avait quelque chose de familier et d'évidemment agréable, car Mrs Otway avec un sourire satisfait traversa le hall et rentra dans son salon. C'était son premier sourire de la journée.

La porte s'ouvrit et d'une voix bourrue la vieille bonne annonça :

— Monsieur le major Guthrie.

— Je commençais à croire que je ne vous verrais jamais plus, — dit Mrs Otway avec un sourire de chaude bienvenue qui causa à son visiteur un visible sentiment de plaisir et de surprise.

Il s'attendait à la trouver tout anxieuse, désorientée, maussade peut-être à cause de cette catastrophe dont elle avait nié obstinément la possiblité.

Elle lui serra la main, mais avant sa première question, le major dit :

— Je viens vous faire mes adieux, chère madame, je reçois à l'instant mon ordre de route.

Et ses yeux bleu foncé, la seule beauté qu'il eût héritée de sa mère, brillèrent d'une lueur qu'elle ne leur avait jamais connue.

— Je ne... je ne vous comprends pas, — balbutia-t-elle.

Son étonnement n'était pas feint. N'avait-il pas quitté l'armée depuis cinq ans, et le Doyen n'avait-il pas ajouté le matin même que l'Angleterre n'enverrait pas de troupes sur le continent, son rôle étant uniquement sur la mer? Le vénérable ecclésiastique tenait cette information d'un ami intime, un Allemand naturalisé, habitant Londres où il professait la théologie naturelle.

Le major, baissant la voix, reprit :

— Je n'ai reçu mon télégramme qu'il y a une heure à peine. Je croyais que vous saviez que j'appartiens à cette partie de la réserve comprise dans le *Corps expéditionnaire.*

— Comment ! Le Corps expéditionnaire? — s'écria-t-elle stupéfaite. — Vous ne m'aviez jamais dit qu'il existât.

Oh ! la guerre possible vous intéressait si peu, — fit le major souriant avec indulgence.

Elle se rappela combien elle s'était montrée indifférente aux choses militaires, et comme elle l'avait presque constamment entretenu de ses petites affaires à elle, et bien rarement des siennes.

— D'ailleurs, — ajouta-t-il, — c'est encore presque un secret, ce que je viens de vous dire. Voilà une des raisons qui m'ont tenu éloigné. Et puis je sentais que je ne pouvais quitter un instant mon chez-moi... J'attendais ce télégramme avec une telle anxiété que j'en suis encore tout bouleversé. Enfin, je ne voulais parler de tout cela à personne. Les rumeurs qui circulaient étaient si absurdes! On déclarait que le Gouvernement n'enverrait pas de troupes sur le continent, qu'il n'y en

avait pas de disponibles, que les moyens de transport faisaient défaut, et patati et patata. Enfin, je dois me présenter ce soir à mon colonel, et, si Dieu veut, dans trois ou quatre jours je serai en France et, dans une semaine au plus, en Belgique.

Silencieusement Mrs Otway le regardait, trop saisie pour pouvoir prononcer un mot. Une armée anglaise en France ! Et bientôt en Belgique ! Quelle incroyable nouvelle ! Elle se sentait à la fois accablée et curieusement surexcitée.

Le major Guthrie, certainement très surexcité lui-même, ne ressentait qu'une triomphante confiance, une joie qui l'envahissait.

— Je pensais bien que vous sympathiseriez avec moi, — dit-il

— Votre mère, — dit Mrs Otway, — comment a-t-elle pris l'annonce de votre départ?

— Ma mère? — Et la franche et honnête figure du major s'assombrit. — Je ne lui ai rien dit encore à ce sujet. Avant de quitter la maison, je lui écrirai quelques lignes annonçant que je suis appelé à Londres pour affaires, et ce billet ne lui sera remis qu'après mon départ. Puis la nouvelle de l'expédition une fois publique, je lui déclarerai la vérité toute entière. Je me rappelle combien mon départ pour l'Afrique du Sud l'avait impressionnée autrefois. Vous ne savez sans doute pas que l'homme qu'elle avait dû épouser est mort en Crimée?

Il se fit un nouveau silence, qu'il interrompit en demandant :

— Et miss Rose? N'aurai-je pas l'occasion de lui faire mes adieux? Est-elle à la maison?

— Non, elle est sortie à cause d'une petite affaire pour moi. Elle doit toucher un chèque ou plutôt essayer de le toucher. Est-ce que vous n'avez pas eu des difficultés pour passer des chèques cette semaine, major Guthrie?

— Je n'en ai pas eu besoin, — répondit l'officier, — j'ai toujours conservé pas mal d'argent à la maison et j'en suis bien content aujourd'hui. Ma mère qui était seule au courant de cette habitude me disait souvent que nous offririons une belle proie aux cambrioleurs. Même sur moi, je porte une assez forte somme...

Il regarda Mrs Otway d'un air à demi interrogateur.

— Alors, pourrais-je vous demander de m'avancer le montant d'un chèque, — dit-elle en rougissant un peu, car c'était bien la première fois qu'elle sollicitait de lui un service quelconque, étant extrêmement fière et timide en matière d'argent.

— Je suis tout à votre service, — s'écria le major. — J'allais justement...

Debout devant son bureau elle déchira l'enveloppe de la lettre au cousin Hayley. Elle en retira le chèque et le lui tendit.

— Puis-je vraiment vous demander ces vingt livres?

— Mais certainement, à l'instant même. Par parenthèse, vous n'attendez pas miss Rose tout de suite?

— Guère avant une heure. Elle vient à peine de sortir.

Il était encore debout, et Mrs Otway s'aperçut soudain qu'elle avait oublié de lui offrir un siège.

— Mais asseyez-vous donc, — lui dit-elle avec quelque confusion.

Chose curieuse, depuis quelques instants, il lui semblait que son sentiment sur cet ami, si complaisant, si courtois, avait radicalement changé. Elle cessait de le considérer avec une indulgence un peu dédaigneuse comme un oisif aimable, distingué, un peu trop esclave des caprices maternels, n'ayant jamais rien fait d'utile dans sa vie, sauf un an ou deux de campagne dans le Sud-Africain. Aujourd'hui il se révélait prêt à affronter des dangers très proches, très certains, et, ajoutait-elle avec un frisson, peut-être mortels. Le fait seul que le major Guthrie et son régiment fouleraient dans quelques heures le sol de la France avait en un instant rendu pour elle la guerre palpable et poignante.

Ils s'assirent tous deux, et alors elle lui dit, avec une légère affectation d'enjouement, car il lui en coûtait d'avouer son erreur si absolue sur la question qui les avait longtemps divisés :

— Vous aviez donc raison, major Guthrie, quand vous répétiez qu'un jour prochain nous aurions à nous mesurer avec l'Allemagne !

— C'est vrai, mais personne n'est plus que moi désolé d'avoir eu raison. J'ai bien peur que tout cela ne vous affecte péniblement, vous qui aviez tant d'amis en Allemagne.

— Je n'en ai plus beaucoup, — répondit la veuve. — De mes amis de jeunesse, les uns sont morts, les autres dispersés. Je n'ai conservé de relations qu'avec deux ou trois d'entre eux. Néanmoins cette catastrophe m'atteint profondément. J'ai toujours eu de l'estime pour les Allemands, moi...

— Moi aussi, — fit-il doucement.

— Ah ! mais pas dans le même sens ! — et elle sourit à demi. — Vous, vous ne pensiez qu'à leur puissante armée, tandis que moi, ce n'était certes pas aux soldats allemands que je pensais...

Un long silence sembla les séparer.

Le major Guthrie regardait Mrs Otway pensivement.

Il avait été attiré vers elle à première vue, à ce dîner chez le Doyen où on l'avait présenté. Il la considérait comme bien plus utilement active que la plupart des femmes de sa connaissance. Pour son esprit simpliste de soldat, il y avait quelque chose de supérieur dans cette personne si dévouée à toutes les œuvres, brillante dans la conversation et cependant si femme, c'est-à-dire, si séduisante et parfois si parfaitement illogique.

Le major avait toujours regretté que sa mère et Mrs Otway ne se fussent pas liées davantage. Mrs Guthrie avait eu une carrière mondaine très brillante, ayant conservé sa beauté fort tard ; et maintenant, souffrante et fanée, la privation de tout ce qui jadis avait fait sa joie la rendait chaque jour plus maussade et plus intolérante. Mrs Otway, pleine de vitalité et de verve, lui donnait tout particulièrement sur les nerfs.

Tout d'un coup, le major sortit de sa poche un volumineux portefeuille. Celui-ci contenait une liasse de billets de banque retenus par une bande de caoutchouc, et une enveloppe ouverte sans adresse. Le major commença de compter les billets. Quand il fut arrivé à quatre, Mrs Otway s'écria :

— Arrêtez, arrêtez, le chèque n'est que de vingt livres !

Mais elle s'aperçut alors que les banknotes étaient de dix livres chacune et non de cinq livres et que le major continuait à compter. Arrivé à dix, il les plia, les glissa dans l'enveloppe blanche, puis se levant la déposa sur le petit bureau de Mrs

Otway. Son teint bronzé s'était animé et ses yeux bleus avaient pris une expression presque suppliante.

— Je désire, — dit-il, — que vous conserviez cette somme pour vous en servir en cas de besoin. Je m'en irai plus heureux si vous voulez me laisser agir à ma guise en cette occasion.

— Je ne vous comprends pas, — murmura-t-elle.

— Je vous supplie de ne pas m'en vouloir, — continua-t-il, debout devant sa chaise et avec une expression de si humble mélancolie qu'elle se sentit bien plus émue que contrariée. — Il me serait insupportable, voyez-vous, de penser que vous pourriez quelque jour, comme aujourd'hui, vous trouver sans argent à la maison.

Mais Mrs Otway, si elle était vraiment touchée, ne pouvait s'empêcher d'être froissée de se voir ainsi traitée en enfant imprévoyante.

— Oh ! c'est vraiment bien inutile, mon cher major, — s'écria-t-elle. — La banque rouvrira ses guichets lundi prochain et j'aurai tout l'argent qu'il me faut. J'ai des rentrées importantes pour la fin du mois. Nous serons même plus riches que d'habitude, n'ayant plus à économiser pour notre voyage d'automne en Allemagne. Mais je n'en suis pas moins très, très reconnaissante...

Elle se leva et le regarda bien dans les yeux. L'animation qui colorait les joues de l'officier avait fait place à une pâleur lasse. Elle se dit alors que ç'avait été un acte de vraie amitié que de penser ainsi à elle; impulsivement elle lui tendit la main. Mais il ne sembla pas voir le geste. Un peu honteuse elle se baissa vers la chaise devant le bureau. Lui-même recula jusqu'au fauteuil qu'il avait quitté et se rassit.

— Quand vous parlez de fonds que vous attendez pour la fin du mois, faites-vous allusion aux coupons de l'Emprunt Ville de Hambourg que vous possédez?

— Parfaitement. Ils représentent un intérêt de six pour cent sur un capital de quatre mille livres. Une somme sérieuse, vous voyez.

Son embarras augmentait, car elle comprenait de moins en moins pourquoi le major lui avait ainsi apporté cent livres sterling, à titre de prêt sans même lui en demander la permission.

L'enveloppe contenant les banknotes gisait toujours sur le bureau à sa gauche.

— J'ai grand'peur, — dit-il sincèrement, — que vous ne touchiez pas ces coupons fin août. Tous paiements d'Allemagne en Angleterre ou d'Angleterre en Allemagne sont suspendus depuis mercredi dernier.

Devant le regard de stupéfaction désolée de Mrs Otway, le major se hâta d'ajouter :

— Oh ! il y a lieu de croire que ces dividendes seront conservés intacts dans les banques allemandes jusqu'à la fin de la guerre, mais d'ici là, je doute qu'aucun financier anglais avance de l'argent sur ces valeurs. Le crédit allemand va traverser une crise formidable.

— Mais, major, vous ne savez pas ce que cela signifie pour Rose et pour moi ! Plus de la moitié de notre fortune est placée en Allemagne !

— Si, si je le sais, et dès la déclaration de guerre je me suis dit que vous deviez être bien inquiète à ce sujet. Aussi en vous voyant si calme, en arrivant ici, j'ai été vraiment surpris.

— C'est qu'en vérité je n'avais pas songé que la guerre pût avoir de telles conséquences. Ah ! que j'ai été imprudente, major, surtout après tous les avertissements que vous m'avez donnés à ce sujet depuis plus de deux ans !

— Je me reprocherai toujours de ne pas avoir insisté davantage, — dit-il, — pour vous faire acheter des valeurs anglaises ou coloniales en place de ces titres allemands.

— Ne vous reprochez rien, major, vous avez insisté avec une telle énergie que cela a failli nous brouiller. Vous ne pouviez pourtant pas me prendre mon argent de force ou signer de mon nom à la banque?

— Je n'en ai certainement pas assez fait, convaincu comme je l'étais que la guerre éclaterait cette année ou au plus tard l'an prochain, si les Allemands voulaient être encore plus prêts.

— Alors vous les croyez donc si prêts que cela? — demanda-t-elle anxieusement. — Voyez pourtant comme ils échouent devant Liége.

Que les sentiments de Mrs Otway avaient donc brusquement changé ! Elle en venait maintenant à désirer de toute son âme la défaite des Allemands.

Il secoua la tête avec impatience.

— Donnez-leur seulement le temps de dessiner leur mouvement !

Puis il continua sur un autre ton :

— Alors vous voulez bien, pour me tranquilliser, accepter le contenu de cette enveloppe?... Pour le dépenser, naturellement. Mon banquier de Londres vous transmettra, à la fin du mois, une somme égale à vos dividendes de Hambourg, qu'il encaissera plus tard. Comprenez-moi bien, madame Otway ; je me considère comme une sorte de tuteur, un gardien de vos intérêts et de ceux de Rose...

Et il rougit comme un jeune homme.

— Mais vous n'êtes pas notre tuteur, major Guthrie ! Quelle étrange idée vous a pris !

Elle se sentait à la fois confuse et heureuse, embarrassée et reconnaissante. Impossible naturellement d'accepter cette offre, même venant d'un très bon ami, mais qu'elle connaissait à peine depuis quatre ans. N'avait-elle pas une douzaine de connaissances bien plus anciennes et aussi intimes que lui, auxquelles elle pourrait recourir?

Soudain elle parcourut en esprit cette liste de vieux amis personnels et se rendit compte qu'il n'y en avait pas un auquel elle se soucierait de demander un tel service.

Son imprudence avait été bien plus grave que le major ne le soupçonnait. Non seulement elle avait placé en Emprunt de la Ville de Hambourg la totalité du legs qui avait tant amélioré sa position financière, mais elle avait encore fait confiance à l'agent teuton obséquieux et retors qui lui avait représenté cet emprunt comme un placement unique, et il avait vendu pour elle un paquet d'obligations anglaises de tout repos afin d'augmenter sa mise. Ses amis d'Allemagne s'en étaient tous mêlés, répondant avec un enthousiasme qu'elle voulait encore croire sincère à ses demandes de renseignements. Et maintenant...

— Maintenant, — disait la voix cordiale du major Guthrie, — tout est en ordre sans que vous vous en soyez seulement occupée. Ce que je vous demande c'est de ne plus m'en dire un mot. Ce sera me traiter en véritable ami.

Et comme elle gardait encore le silence et paraissait décidée à refuser finalement, il ajouta :

— Il y a encore une chose que je n'aurais pas voulu vous dire; dans les circonstances actuelles, il le faut. Vous comprenez que tout homme sensé, avant d'entrer dans l'existence qui m'attend, prend certaines précautions, qu'ainsi, par exemple, il fait son testament. J'ai écrit à mon notaire à ce sujet, et demain je compte signer ce document à son étude.

Il s'arrêta, puis continua comme si ce qu'il allait dire n'avait qu'une bien légère importance :

— Je vous ai inscrite pour un legs de mille livres qui devra vous être payé, aussitôt ma mort. Comme je suis célibataire et que tous mes parents sont riches, je désire manifester par ce petit souvenir mon attachement pour vous et miss Rose.

Trop surprise et trop émue pour pouvoir parler, Mrs Otway sentit les larmes lui monter aux yeux.

— Naturellement, en temps ordinaire, cette clause de mon testament serait sans importance, mais nous avons en perspective une période très critique et...

Il ne pouvait pas lui dire que ce legs pourrait bien lui être payé, même avant qu'elle eût dépensé la petite somme qu'il lui laissait.

Elle murmura :

— Comment vous remercier?

— La vraie manière, c'est de ne pas me remercier du tout. Et maintenant, madame Otway, avant de prendre congé, permettez-moi de vous dire tout ce qu'était pour moi cette bonne amitié que vous avez bien voulu me témoigner...

— Et pour moi aussi, major Guthrie, cette amitié a été très, très précieuse. Vous le croyez, n'est-ce pas?

Il inclina la tête gravement, puis se levant comme avec regret, il dit :

— Je vais m'en aller, j'ai encore tant à faire. A propos, je voulais vous prier, pendant mon absence, de visiter ma mère de temps en temps. Depuis quelques jours, elle n'a pas vu âme qui vive. Je sais que vous êtes très différentes l'une de l'autre, mais pourtant... Croyez-moi, ma mère a de belles qualités, sous ce que je me permettrais d'appeler un vernis londonien. Elle a été beaucoup dans le monde, même après la mort de mon père, quand elle tenait la maison d'un de ses frères, aux Indes. Elle sera charmée de voir Rose, — il avait

oublié le « miss », — car elle aime beaucoup les jolies jeunes filles.

— Mais certainement j'irai la voir et je prendrai Rose avec moi. J'ai toujours aimé madame Guthrie plus qu'elle ne m'aime. Vous savez, je ne suis pas mondaine pour deux sous, moi.

Puis, s'interrompant, elle demanda sérieusement :

— Et combien de temps pensez-vous que durera votre absence?

— Vous voulez dire combien je pense que la guerre durera?

Ce n'était pas précisément le sens de sa question.

— Mettons que j'aie voulu dire cela.

— Eh ! bien, je crois que ce sera une longue guerre. Un an au moins, probablement plus.

Il s'arrêta devant la fenêtre près de la porte. Regardant au dehors, il ne put s'empêcher de songer que c'était peut-être la dernière fois que ses yeux s'arrêtaient sur cette perspective familière. Cet enclos verdoyant aux ormes majestueux, encadré de maisons d'une dignité sobre dans leur simplicité, au milieu desquelles se dressait la cathédrale d'un gothique si fier, quand le reverrait-il?

D'une voix un peu sourde, il dit :

— J'essaye de graver cette vue dans mon souvenir. Je l'ai toujours trouvée l'une des plus belles que nous offre l'Angleterre ; pour le salut de cela, il est bon de se battre, il est juste de mourir.

Mrs Otway se sentit profondément émue ; il lui semblait que son ami, homme de si peu de paroles, venait de lui ouvrir une des chambres secrètes de son cœur.

— Il y a peut-être, — dit-elle, — une chose que je pourrais faire pour vous, major, si vous le permettez.

— Je le permets d'avance. Qu'est-ce?

— Vous serait-il agréable d'avoir par moi, régulièrement, des nouvelles de madame Guthrie?

— Feriez-vous cela? Que vous seriez bonne ! Je n'osais vous le demander, vous sachant si occupée.

Il semblait ne pouvoir s'en aller. Attendait-il peut-être le retour de Rose? Pour rompre le silence qui se prolongeait, elle demanda :

— Et où pensez-vous débarquer en France?

— Je n'en sais rien, mais pourtant... — Il hésita. — Je crois que la première base anglaise sera à Boulogne. A propos de cela, madame Otway, il est bien entendu que tout ce que je vous ai dit, ce soir, de la guerre, doit rester entièrement entre nous. Je peux compter sur votre discrétion?

Et il la regarda, un peu anxieux.

— Certainement je n'en dirai rien à personne, — répondit-elle un peu surprise. — Pas même à monsieur le Doyen...

— Pas même à miss Rose, — ajouta-t-il, avec un demi-sourire.

— Oh ! laissez-moi en parler à Rose. Elle est infiniment plus discrète que moi.

Et la mère avait raison.

— Eh ! bien, soit. Parlez-en à miss Rose et à nul autre. D'ailleurs je ne sais pas moi-même quand je pars, où je vais et comment j'y vais.

Ils étaient maintenant debout dans le hall.

— Alors vous ne pensez pas être longtemps à Londres?

— Deux ou trois jours au plus, pour m'équiper avant de quitter l'Angleterre.

Et il ajouta à voix basse :

— On ne va pas recommencer comme au temps de la guerre des Boers ; il n'y aura pas d'adieux solennels, de marche à la gare en musique. Il nous faut prendre les Allemands par surprise. Aussi gardera-t-on absolument secret, jusqu'à la dernière minute, le départ de notre Corps expéditionnaire pour la France. Un de mes amis au ministère m'en a avisé par le dernier courrier.

Il lui serra la main à lui faire mal, ouvrit la porte d'entrée et deux secondes après avait disparu.

Mrs Otway se sentit envahie, soudain, par un impérieux besoin de sympathie. Poussant la porte de la cuisine, elle s'écria :

— Anna, Anna ! le major Guthrie reprend du service ! l'Angleterre envoie des troupes sur le continent au secours des Belges !

— Ach ! — s'exclama la vieille bonne, — à Ostende alors?

Elle avait passé un été à Ostende dans une pension de

famille où elle avait été surmenée et affamée ; d'où sa haine pour la Belgique.

— Non, pas à Ostende, pas à Ostende, — répliqua sa maîtresse, — pas à Ostende : à Boulogne, en France !

X

Au premier soleil du matin — il n'était pas encore sept heures — Rose Otway se tenait debout devant la grille de Trellis House.

On était au samedi après la déclaration de guerre. La jeune fille s'était levée de fort bonne heure, presque à l'aube, devançant la vieille Anna qui était toujours dès cinq heures à son ouvrage.

Pour la première fois de sa vie, Rose se sentait le cœur oppressé. Elle se disait que Jervis Blake était perdu pour elle.

C'est que dans l'esprit de la jeune fille, un engagement volontaire imprimait une tache à l'existence d'un jeune homme du monde. Même les femmes d'ouvriers pauvres à Witanbury, en recevant la visite de leurs bienfaitrices, gardaient un silence obstiné, au sujet de leurs fils qui servaient dans les rangs de l'armée. Rose savait que ce n'était guère que les mauvais garnements, le souci ou la honte de leur famille, qui acceptaient le shilling du sergent recruteur. Dans le peuple, il y avait pourtant des exceptions ; par exemple on trouvait naturel l'engagement d'un fils de vieux sous-officier retraité ; mais, parmi les gens du monde, un « engagé » était invariablement un triste sujet qu'il avait été urgent d'éliminer.

Quel soulagement pour elle si une voix mystérieuse lui avait appris en quelle haute estime, l'Angleterre entière allait bientôt tenir « le simple soldat » !

Rose Otway était très jeune, partant très ignorante, mais elle possédait des réserves d'âme surprenantes. Dès le début de la crise, elle s'était mise à regarder les faits bien en face, sans chercher à se leurrer comme Mrs Otway. Aussi discrète

que sa mère l'était peu, la jeune fille ne jouissait pas, à cause de cela même, d'une popularité comparable à celle de la veuve.

Elle était pourtant jolie, d'une beauté un peu froide, à laquelle les gens intelligents reconnaissaient un grand charme. Plus d'un, parmi les hommes de leur petit monde, aurait trouvé un plaisir délicat à étudier cette nature si attrayante et si profonde à la fois; mais toute tentative de ce genre, ébauchée d'ordinaire par des hommes plus âgés qu'elle, avait été repoussée par Rose avec une visible aversion.

Il n'en avait pas été ainsi pour Jervis Blake. Elle l'avait connu très jeune, longtemps avant son arrivée à Witanbury. Une fois installé à l'institution Robey, la veuve lui avait accordé libre accès dans sa maison, bien qu'elle ne l'eût trouvé guère intéressant. Mais il était vite devenu nécessaire à la vie de la jeune fille, qui ayant toujours ardemment souhaité un frère ou une sœur, trouvait justement en lui la sorte d'amitié qui lui manquait.

Oui en vérité, la guerre se rapprochait singulièrement de Rose Otway, et de plus d'un côté à la fois. Ainsi ce matin même, n'avait-elle pas écrit une longue lettre à une amie fiancée à un officier de marine? Elle s'était soudain rendu compte de la tristesse, de l'angoisse dont devait souffrir cette amie. On ne parlait que d'une terrible bataille toute proche entre les flottes anglaise et allemande. Et le Doyen qui avait visité Kiel, l'été précédent, croyait que les marins teutons se montreraient de redoutables adversaires.

On distribuait les journaux de très bonne heure à Witanbury ; Rose les attendait devant la grille, après avoir aidé Anna dans les détails du ménage. Mais il y avait eu aujourd'hui quelque retard ; devant la pelouse de l'enclos désert, Rose attendait encore à sept heures et demie. Ses pensées se reportèrent vers le major Guthrie et son brusque départ.

Elle avait toujours eu beaucoup de sympathie pour le major, et regrettait vivement de ne pas avoir été là, lors de sa dernière visite. A sa grande surprise, sa mère ne lui avait donné aucun détail sur ce départ, se bornant à dire que pour le moment c'était un secret, un secret des plus graves. Comme la jeune fille avait déjà appris ce petit événement par la bonne Anna, elle ne put s'empêcher de répliquer :

— Mais vous en avez parlé à Anna, mère?

— Anna ne compte pas, — dit la veuve. — Le major tenait surtout à ce que monsieur le Doyen ne fût pas informé de son départ. Donc nous n'en dirons rien, n'est-ce pas, Rose, c'est entendu?

Cependant Anna sortit sur le pas de la porte et appela :

— Rose, mon enfant, il fait trop froid, vous allez attraper un rhume. Si c'est le courrier que vous attendez, le facteur est passé depuis longtemps.

Rose se mit à rire. Anna n'avait pas encore acquis la passion toute britannique du plein air.

— Ce sont les journaux que j'attends, — fit-elle. — Il faudra que je dise au distributeur de ne pas toujours commencer par l'autre côté de l'enclos.

Anna rentra en bougonnant dans la maison.

Juste à ce moment, Rose entendit un bruit de pas rapides. Elle recula quelque peu dans la cour de Trellis House, puis s'arrêta : charmante silhouette en robe du matin mauve pâle, une main appuyée sur un grand vase rempli de géraniums rouges.

Jervis Blake arriva presque en courant, et tenait un télégramme. Il était tout pâle.

Rose vint à la porte qu'elle ouvrit en hâte.

— Oh, Jervis ! Jervis ! — s'écria-t-elle ; — qu'est-ce qui vous arrive? Avez-vous de mauvaises nouvelles de chez vous?

Il secoua la tête et elle vit qu'il essayait de sourire ; ses yeux gardaient leur expression étrange, extasiée, et elle eut la sensation presque pénible qu'à ce moment elle était bien loin de lui. Il ralentit son pas et s'arrêtant devant elle, il tira de sa poche une grande feuille de papier pliée en quatre et la tendit à Rose. En l'ouvrant elle lut que « le ministre de la Guerre informait M. Jervis Blake que s'il désirait toujours entrer au service de Sa Majesté, on tenait une commission d'officier à sa disposition. En cas d'acceptation, il aurait à se présenter immédiatement au ministère ».

Rose lut et relut les quelques lignes officielles, et sentit l'émotion lui monter à la gorge. Quelle joie pour Jervis ! Quelle joie pour elle aussi ! Comme le cœur lui battait et qu'elle en était surprise !

— Et c'est à vous, à vous que je le dois, — dit-il à voix

basse ; — sans vous je commettais, mercredi dernier, une sottise irréparable. Une fois engagé, plus rien à faire ! Cette nomination serait arrivée trop tard. Et ce matin encore... quelle chance de vous avoir rencontrée, d'avoir pu vous annoncer la nouvelle à vous, la toute première !...

Comme ils se tenaient ainsi devant la maison, Rose s'aperçut soudain qu'Anna, derrière la vitre de sa cuisine, les examinait avec un air singulier. Ç'avait toujours été la manie de la vieille bonne de considérer tous les visiteurs célibataires de dames Otway comme des candidats possibles à la main de *sa demoiselle*. Un peu vexée, Rose se dit qu'Anna aurait bien pu excepter de la liste son bon camarade Jervis Blake. Il n'y avait rien de sottement sentimental dans leurs relations. Rien qu'une excellente et solide amitié.

Sous l'empire de cette pensée, Rose fit une chose bien étrangère à son caractère et à ses habitudes.

Retirant sa main, que Blake serrait encore en signe de gratitude, elle dit :

— Je vais faire quelques pas avec vous.

Elle ouvrit la grille, s'avança à son côté le long de l'avenue déserte. Ils marchèrent ainsi quelques minutes en silence. Presque tous les stores des maisons étaient encore baissés. La cathédrale voisine les dominait de sa belle façade.

— Hier, je m'imaginais, — dit-elle enfin, — que vous alliez venir m'annoncer votre enrôlement dans les cent mille volontaires de Lord Kitchener.

— C'est bien ce que j'allais faire, — répondit-il. — Mais Mr Robey a insisté pour que j'en écrivisse à mon père. C'est pourquoi je lui télégraphie ce matin. — Et il agita le télégramme qu'il tenait en mains.

— Alors dans une semaine vous serez à Sandhurst? — demanda-t-elle.

— J'espère bien que non, — fit-il en fronçant le sourcil. — Un de mes anciens camarades disait hier à M. Robey qu'on l'enverrait tout de suite dans les cadres d'un régiment. Vous savez qu'il y a bientôt deux ans que j'appartiens au Corps d'entraînement militaire ; et on aurait décidé de donner aussitôt une commission d'officier à tous ceux qui ont passé par ce corps.

— Alors, la semaine prochaine vous serez sous-lieutenant au régiment d'infanterie légère du Vessex? — demanda-t-elle ; car elle savait que c'était le régiment où le général Blake avait fait ses premières armes.

— Je l'espère de tout cœur, — dit-il rougissant légèrement. — O Rose ! je ne puis encore croire à cette chance inouïe. C'est trop beau pour être vrai.

Ils étaient parvenus à la croisée des chemins, là où ils devaient se quitter ; devant eux la principale rue de la ville, à leur droite, à quelques pas, la cathédrale.

Rose, de plus en plus émue, se sentit emportée comme par une impulsion irrésistible. Son cœur se gonfla, car n'était-ce pas un adieu, peut-être un dernier adieu, qu'ils allaient échanger? Sans doute, elle ne le reverrait plus avant son départ, sauf peut-être quelques minutes, en présence de sa mère.

D'une voix toute changée, Jervis demanda :

— Rose, voulez-vous m'accorder une faveur, une très grande faveur? Voulez-vous entrer avec moi dans la cathédrale? Je tiendrais tant à pouvoir me rappeler que nous y sommes allés ensemble le dernier jour !

— Certainement, je le veux bien, — dit-elle.

Comme sa mère, Rose avait l'âme généreuse; ce qu'elle donnait elle le donnait librement et sans réserve. Elle ajouta, s'efforçant de conserver un calme suffisant :

— J'espère que la porte sera ouverte.

Ils marchèrent en silence; Jervis Blake, les traits durcis par l'effort, regardait droit devant lui. Il se disait que tout homme de cœur se refuserait à profiter de la situation pour essayer d'obtenir un aveu, une promesse, alors que dans quelques semaines, quelques jours peut-être, il pouvait être frappé à mort, ou mutilé, ou aveugle. Car Jervis voyait la guerre avec des yeux bien autrement avertis que ceux de la plupart de ses compagnons d'études ; il la voyait dans toute son horreur.

Mais la Nature — la plus insidieuse de toutes les tentatrices — la Nature lui souffla à l'oreille :

« Ne lui demande rien, surtout pas une promesse ; dis-lui seulement que tu l'aimes. Quelle est la jeune fille qui s'offense d'un tel aveu? Il ne peut te nuire auprès d'elle et qui sait? Peut-être pensera-t-elle à toi plus tendrement. Cette rencontre

si imprévue, cette promenade presque mystérieuse, n'est-ce pas une nouvelle joie, en ce jour qui t'en a déjà apporté une si grande? Ne perds pas cette chance unique. Regarde sa chère figure. Vois ses yeux tout remplis de larmes. Jamais elle ne s'est montrée si émue, et c'est toi, c'est toi qui en es la cause. »

Cependant une autre voix, une voix dure, répondait :

« Ce n'est pas toi qui l'émeus, présomptueux enfant ! Elle tremble pour l'Angleterre, pour sa patrie bien-aimée, et pour toi comme pour un des soldats qui vont la défendre ! Montre-lui de quel solide métal ton âme est faite. Quelques instants te sont encore donnés pour causer avec elle, loin de sa mère qui ne t'aime guère ; montre-toi calme, affectueux et discipliné. »

Il ouvrit la porte de fer, ils gravirent tous deux en silence les marches qui mènent au vaste portail, auquel la main des iconoclastes de la Réforme n'a pas touché. Là ils s'arrêtèrent.

Jamais, aux yeux de Jervis Blake, débordant d'une émotion profonde, l'édifice sacré n'était apparu si merveilleux qu'en ce matin du mois d'août 1914. En levant son regard jusqu'à cette voûte du portail intérieur d'un gothique si pur, le sentiment de leur solitude à deux l'envahit comme une flamme d'incomparable douceur.

Cette sorte de vestibule n'était guère plus spacieux que le hall d'une demeure princière, mais d'une parfaite harmonie en ses proportions ; Rose elle-même, en proie à une émotion intime, était impressionnée à son insu par cette merveille de beauté architecturale.

Ils demeurèrent une minute hésitants. Puis Jervis essaya de pousser la lourde porte de chêne aux gros clous taillés à facettes. Elle résista, évidemment fermée à l'intérieur. Se retournant, il dit :

— Quel dommage ! Nous ne pouvons pas entrer !

Il y avait tant de désappointement dans sa voix et dans ses yeux, que Rose décida brusquement qu'il ne partirait pas avec ce regret au cœur. Elle dit :

— On ouvrira la porte à huit heures, comme d'habitude. Il est presque huit heures. Nous attendrons, si vous n'êtes pas pressé.

Elle parlait un peu vite et comme essoufflée. On eût dit qu'elle s'efforçait de donner à cet incident une signification toute banale.

Il murmura :

— Oui, certainement, attendons.

De chaque côté du portail, des bancs de pierre avaient été placés au pied des sveltes colonnes qui rejoignaient la voûte aux délicates nervures. Les jeunes gens se tenaient debout, tout près l'un de l'autre, sans autres compagnons que les bizarres créatures sculptées qui sortaient en haut relief des chapiteaux.

Et alors, après ce qui ne fut qu'un instant mais leur parut une éternité, parmi ce silence émouvant qui enveloppait l'enclos de la cathédrale, Rose Otway éclata en sanglots. Elle fit un léger mouvement vers son ami. Une seconde de plus et elle était dans les bras de Jervis Blake, écoutant avec un mélange de joie, de surprise, de délicieuse confusion et de triomphe, oui de triomphe, les mots d'amour que d'une voix toute changée il murmurait dans son oreille.

Lui cédait à ce flot de passion qui le secouait ; elle s'interrogeait encore, demandant à son cœur le secret de cette transformation extraordinaire qui lui ouvrait le monde de l'amour, dont elle s'était si peu souciée, refusant de croire que le roman pût être réel. De là ce — Non ! non ! — murmuré en réponse à cette supplication du pauvre Jervis :

— O Rose ! ma Rose chérie ! ma bien-aimée, laissez-moi vous embrasser ! Songez que c'est peut-être la dernière fois que nous nous voyons !

Combien de minutes se passèrent ainsi, avant que le bruit sourd des verrous lentement tirés les rappelât à la réalité des choses ! Le surent-ils jamais, mais ce bruit les sépara brusquement, douloureusement. Les portes ne s'ouvrirent cependant pas et l'on entendait à l'intérieur un bruit de pas s'éloignant.

— Ce doit être Mrs Brent, la femme du bedeau, — murmura Rose d'une voix tremblante.

Jervis la regarda, avec un appel à la fois impérieux et suppliant dans ses yeux. Mais Rose était déjà rentrée dans la réalité, avec un léger frisson à la pensée que Mrs Brent eût

pu les surprendre ainsi dans les bras l'un de l'autre. Un moment plus tôt, elle ne s'en serait pas souciée.

— Entrons dans l'église, — dit-elle.

Et pour adoucir la cruauté de son muet refus, elle lui tendit la main. A sa surprise il ne la prit pas, mais s'avançant d'un pas ouvrit la porte toute grande.

Côte à côte, ils pénétrèrent dans le sombre édifice empli d'une solennité et d'une paix extraordinaires. Ils étaient absolument seuls. La femme du bedeau, ses loquets tirés, était rentrée chez elle par une porte latérale. Rose marcha la première sous la grande nef. Bientôt elle s'agenouilla sur un prie-dieu, Jervis s'agenouillant auprès d'elle, sa main dans la sienne maintenant.

La jeune fille cherchait à se recueillir, à prier. Mais elle se sentait si transportée qu'elle ne pouvait donner essor aux supplications dont son cœur était plein. Et pourtant elle avait l'impression céleste qu'ils étaient entourés de mystérieuses et tendres présences, unies à leurs joies et à leurs angoisses.

Elle savait que si Jervis survivait à la guerre, si lui et elle étaient encore de ce monde, ce devrait être dans cette église même que leur mariage serait célébré. Et cependant à cette minute un pressentiment l'avertit que ce ne serait pas ici qu'on bénirait leur union. Certes, elle ne croyait pas que Jervis dût tomber devant l'ennemi — cette terrible pensée ne devait la hanter que plus tard ; — durant ce court instant, Rose Otway se sentit douée du don de seconde vue et entendit comme en un rêve la musique d'un chœur invisible chanter, à cette minute même, l'épithalame de son mariage.

L'horloge sonna le quart. Elle dégagea sa main, mais la glissa aussitôt le long du bras de Jervis, comme une lente caresse. Il était si grand, si fort, si doux aussi et tout à elle ! Et maintenant, comme ils venaient à peine de se révéler l'un à l'autre, elle allait le perdre ! Ah ! c'était vraiment trop cruel, trop affreux !

— Jervis, — murmura-t-elle, et les larmes coulaient le long de ses joues, — cher Jervis, il vaut mieux que vous partiez maintenant... que nous nous disions adieu ici.

Il se leva aussitôt.

— Parlerez-vous à votre mère? — demanda-t-il.

Et comme elle semblait hésiter, il ajouta :

— Il faut que je sache afin d'écrire à la maison.

Elle secoua la tête.

— Non, — fit-elle d'une voix brisée, — il vaut mieux ne rien dire encore.

Elle leva sa figure vers lui, comme eût pu le faire un enfant. Et l'entourant d'un de ses bras, il se pencha et l'embrassa doucement, gravement. Puis saisissant ses deux mains, il en baisa passionnément les paumes rosées. Enfin se penchant encore il baisa un pli de sa robe.

— Rose ! O Rose ! — cria-t-il, — je vous aime tant !

Et avant qu'elle eût répondu un seul mot, il avait disparu.

XI

Une heure et demie plus tard, Rose Otway, le cœur toujours en émoi, regardait par la fenêtre de la « chambre d'ami », au premier étage de Trellis House. Elle craignait les questions de sa mère, et la sympathie silencieuse, mais mal dissimulée de la bonne vieille Anna, tandis qu'elle surveillait les préparatifs du départ de Jervis Blake et la façade de l'Institut Robey, à l'angle opposé de l'enclos.

On entassait les malles, les sacs, les valises de cuir, les couvertures et les crosses de golf, dans le fiacre qui trimbalait d'ordinaire « ces messieurs de *Robey's* » de la gare à l'Institut et vice-versa. A peine le vieux cheval commençait-il de trottiner qu'elle voyait sortir de la maison toute la famille Robey, père, mère, deux filles et trois garçons, et, au milieu d'eux, Jervis Blake dont la grande taille les dominait tous !

A la grille, le cortège, qui se proposait sans doute d'accompagner Jervis Blake à la gare, parut hésiter. Mais, on décida de suivre le trottoir de l'autre côté de l'enclos et le long de la cathédrale. Aussitôt Rose devina que Jervis désirait éviter Trellis House.

Un flot de tendresse lui monta au cœur, et se sentant si

délicieusement comprise. Comme leurs esprits ne faisaient déjà qu'un ! Il eût été insupportable, au cas où le groupe eût passé devant leur porte de voir sa mère se précipiter dans la rue, faire bruyamment ses adieux à leur jeune ami, et l'appelant elle-même pour se joindre à elle dans ses vœux de bon voyage !

De la fenêtre, Rose Otway put suivre le cortège s'acheminant vers la gare, arrêté plusieurs fois par des connaissances qui serraient la main au partant, et enfin s'évanouissant au tournant de l'avenue. Il lui sembla que Jervis avait pressé le pas devant le seuil béni où les portes du paradis s'étaient ouvertes pour eux.

Plus tard dans la matinée, un des jeunes Robey apporta un billet pour Mrs Otway. Celui-ci venait de Jervis Blake et annonçait la bonne nouvelle reçue du ministère ; le jeune homme s'excusait de ne pouvoir venir remercier, avant son départ, l'amie de sa mère pour le bon accueil qu'elle lui avait toujours réservé. Il était obligé de prendre le train de dix heures vingt-cinq, étant convoqué pour le jour-même. Et il signait, — ce qu'il n'avait jamais fait auparavant, — « Votre affectionné Jervis Blake. »

Très agréablement surprise et doucement émue, Mrs Otway se dit aussitôt : « Voici une nouvelle qui fera plaisir à Rose », et elle alla à sa recherche dans la maison.

Elle la trouva dans la petite lingerie un peu sombre, mais admirablement tenue par Anna, qui s'en faisait gloire.

— Une nouvelle extraordinaire, ma chérie, — cria-t-elle sur le seuil. — Figure-toi que Jervis Blake vient d'être nommé sous-lieutenant ! Le ministre de la Guerre l'en a informé ce matin. C'est sans doute à l'influence du général Blake qu'il le doit.

— Mais non, — repartit Rose, — c'est à la guerre, tout simplement.

— Tu crois cela ? Mais non, la guerre n'a rien à voir là-dedans. Peu importe d'ailleurs. Je suis enchantée que ce brave garçon voie ses vœux réalisés. Il vient de m'écrire un gentil petit mot, pour s'excuser de ne pas être venu nous faire ses adieux. Il ne parle pas de toi dans sa lettre. Mais je suppose qu'il t'écrira un de ces jours. N'avait-il pas l'habitude de t'écrire une fois ou deux pendant ses vacances ?

— Oui, — fit Rose, d'un ton calme, — Jervis m'écrivait toujours pendant ses vacances.

En parlant, la jeune fille s'était tournée vers la grande armoire ouverte dans laquelle elle rangeait le linge de maison.

Mrs Otway sentit distinctement, et pour la première fois de sa vie, qu'elle venait d'être en quelque sorte congédiée. Était-ce drôle que Rose parût si peu intéressée à la bonne nouvelle qu'elle lui apportait ! Et Mrs Otway descendit l'escalier, un peu attristée de constater cette singulière indifférence de sa fille pour le sort d'un jeune camarade de plusieurs années.

Cherchant de la sympathie ailleurs, elle entra dans la cuisine, et cria à la vieille Anna :

— Oh ! Anna ! ce que je suis contente ! Monsieur Blake vient d'être nommé officier et il est si heureux.

— Monsieur Blake a bien meilleure tournure pour être officier que monsieur le major Guthrie, — fit Anna sentencieusement.

Anna avait toujours eu un faible pour Jervis Blake.

Tout d'un coup, elle éclata en sanglots bruyants et tumultueux.

— Qu'est-ce que c'est? qu'est-ce que vous avez? — s'écria sa maîtresse.

— Oh ! j'ai tant de chagrin ! — dit la servante entre deux sanglots. — J'ai tant de chagrin, gracieuse dame, de voir ce jeune homme qui a pour moi toujours été si bon, aller tuer les soldats de mon pays !

— Je ne crois pas qu'il aura l'occasion de jamais en tuer un seul, — fit brusquement Mrs Otway. — Ne soyez donc pas si sotte, Anna. La guerre sera finie depuis longtemps quand monsieur Blake sortira de Sandhurst. Vous savez qu'on les garde deux ans à l'École militaire.

Anna s'essuya les yeux avec son tablier. Elle était honteuse d'avoir pleuré. Ça lui avait porté un coup, cette nouvelle. Elle avait la vision subite de Jervis Blake, si grand, si fort et si solide, fauchant avec un sabre énorme toute une file de jeunes Allemands. Mais sa bonne maîtresse l'avait rassurée. Oui la guerre serait finie longtemps avant que les Jervis Blake fussent prêts à se battre.

Car la guerre — Anna en savait plus là-dessus que la plupart des gens avec lesquels elle vivait depuis vingt ans — la guerre demande un dur et long apprentissage dont ces beaux jeunes Anglais ne connaissaient pas le premier mot. Les soldats du Vaterland, scientifiquement préparés depuis longtemps, auraient combattu et vaincu, bien avant que les soldats anglais eussent seulement compris ce que c'est que la guerre.

Et cette pensée soulagea grandement la bonne vieille Anna.

Les gens de Witanbury parurent s'intéresser d'une façon toute spéciale à la nomination de Jervis Blake.

— Alors, c'est vrai que le ministre de la Guerre a convoqué Jervis Blake? Il sera donc officier après tous ses échecs! Ce que les Robey sont contents! Toute la famille l'a accompagné à la gare, ce matin.

Le fait est que le joie des Robey ne connaissait pas de bornes. M. Robey ne se lassait pas de répéter :

— A la bonne heure, voilà une excellente nomination! Le jeune Blake sera un admirable chef de section. Plût à Dieu que nous en eussions beaucoup comme lui dans notre armée! Les maréchaux de Napoléon, non plus n'étaient pas des forts en thème! Et Wellington donc!

Comme la journée s'achevait et qu'il recevait des douzaines de télégrammes chaleureux, de ses élèves — entre autres des « retoqués » comme Blake — annonçant leur nomination, — sa femme refroidit quelque peu son enthousiasme en lui disant :

— Mais enfin, si on passe officier comme cela, maintenant, voulez-vous me dire, mon cher, ce que va devenir notre institution?

Toujours heureux de la joie des autres, et sans une once d'égoïsme dans toute sa personne, il se borna à répondre :

— Laissons à demain les soucis de demain.

La seule note discordante fut apportée par James Hayley, le cousin de Londres. Il avait dû retarder son départ et arriva juste à temps pour le dîner de huit heures, chez la « tante ».

— Quel drôle d'endroit que votre Witanbury, — dit-il en serrant la main de sa jolie cousine. — Tout le monde m'a paru

enchanté d'apprendre que le pays accepte avec reconnaissance les services du jeune Jervis Blake, malgré ses échecs successifs. J'avais sur les lèvres cette réponse topique...

— Quelle réponse? — demanda Rose, dégageant brusquement ses doigts.

Elle n'avait jamais eu plus en horreur la main sèche et froide de James Hayley.

— Que nous manquons joliment d'officiers pour avoir recours si vite à ces tout jeunes gens. Quant à ça — ajouta-t-il baissant la voix, bien qu'il n'y eût qu'eux dans la salle, — quant à ça, il y a un fait certain, c'est que nous manquons de tout. C'est navrant.

Ce fut la seule parole de quelque intérêt qui sortit des lèvres de James Hayley ce soir-là. Et même cette affirmation alarmante ne troubla pas Rose, qui ne confondait pas encore dans son cœur la cause de son pays, de sa patrie, avec le sort de Jervis, de son Jervis.

Lorsque Mrs Otway les eut rejoints dans le salon, Hayley causa beaucoup et de bien des choses, mais ne parut point intéresser ces dames. Sa « tante » ne put s'empêcher de se dire que la guerre n'avait pas changé le diplomate et qu'il était plus cassant et plus dogmatique que jamais ; il fit même une allusion presque blessante à la nationalité de la bonne vieille Anna.

A ce moment, ils étaient assis dans le jardin, après le dîner, dégustant le café que la servante savait faire si parfait. Comme la soirée était un peu fraîche, Rose était allée chercher un châle pour sa mère.

— Je ne me suis jamais mieux rendu compte, — observa tout d'un coup James Hayley, — à quel point votre bonne a le type allemand. Cela me gênait presque, pendant le dîner. Avez-vous l'intention de la garder?

— Certainement que je la garde, — s'exclama Mrs Otway, franchement irritée. — Je n'aurai jamais l'idée de renvoyer une fidèle servante qui est chez moi depuis vingt ans et dont la fille a épousé un Anglais.

Comme il se taisait, elle ajouta :

— D'ailleurs, ma bonne Anna aime bien l'Angleterre, sans perdre naturellement son affection pour le Vaterland.

— J'aurais cru ces deux affections tout à fait incompatibles à l'heure actuelle, — remarqua-t-il sèchement.

Dans la demi-obscurité, Mrs Otway rougit de dépit.

— Et moi, je les trouve parfaitement compatibles, — rétorqua-t-elle. — C'est au parti militaire allemand, et à lui seul, que cette guerre est due. Nous la détestons ici, ce n'est que justice, et je suis sûre que beaucoup d'Allemands la détestent comme nous.

— Je me demande si vous penserez encore ainsi quand les Allemands auront tué des Anglais, — remarqua Hayley nonchalamment.

Il surveillait la porte d'entrée, tout à son désir, diplomatiquement dissimulé, de voir revenir sa jolie cousine.

En fait, James Hayley n'avait pas toujours manifesté une telle animosité contre les Teutons. Il avait même compté parmi ses compagnons habituels un des jeunes attachés de l'ambassade impériale. Mrs Otway se le rappela soudain.

— Mais vous-même, — s'écria-t-elle, — n'aviez-vous pas un grand ami Allemand? Ce jeune von Lissing, que vous nous aviez amené à Witanbury pour une fin de semaine? C'était d'ailleurs un charmant homme. Qu'est-il devenu? Parti, je suppose?

— Je vous crois qu'il est parti, ma tante. — (Ce que la « tante » savait être absurde à l'occasion !) — Il a même quitté Londres huit jours avant son chef.

Il ajouta, pour la taquiner un peu :

— Je me suis demandé récemment si cette grande amitié que von Lissing me témoignait n'était pas quelque peu intéressée. Je me rappelle que parfois il me faisait de drôles de questions. Je sais bien qu'on avait l'habitude de dire que l'Allemand interroge pour le seul plaisir de s'instruire. Je croyais cela comme les autres.

— Quelles sortes de questions?

— Tenez, en voilà une qui m'étonna, même alors. Il voulait savoir mon opinion sur l'attitude de nos colonies en cas de guerre européenne. Je lui rappelai leur loyale conduite lors de la guerre sud-africaine. A cela, il répondit que cette guerre remontait à quatorze ans et que, depuis, les gens avaient bien changé, étaient devenus beaucoup plus égoïstes. Mais je dois

dire, d'autre part, qu'il ne m'a jamais interrogé sur quoi que ce soit concernant mon ministère. Il a bien fait, car il n'aurait rien tiré de moi.

Et Rose les rejoignant, James Hayley s'efforça de se rendre agréable, mais avec un insuccès complet. Rose n'avait jamais trouvé plus intolérables ses façons de magister dogmatisant sur tout.

XII

Mrs Hegner appuyait sa petite figure attristée et maculée de larmes contre la vitre d'une fenêtre de sa chambre à coucher.

Celle-ci était une fort grande pièce, haute de plafond et bien aérée, mais Polly Hegner ne l'avait jamais aimée. Elle lui reprochait d'être meublée toute à l'allemande et de manquer de vrai confort anglais. A la place de la cheminée ouverte, trônait un gros poèle de faïence ; au lieu de lits jumeaux en cuivre, deux lits en bois, étroits et bas. Sur celui de son mari s'étalait un énorme édredon, et là-dessous, pas de couvertures, un seul drap recouvrant le matelas. Polly espérait bien que Witanbury ne connaîtrait jamais cet arrangement si inconvenant.

Sur le parquet, recouvert d'un linoleum aux couleurs criardes, un unique fauteuil, aussi dur que disgracieux, qu'elle avait à grand'peine obtenu de son mari.

Près des lits, se dressait un énorme coffre-fort peint en vert. Ce monument, Polly le savait, avait coûté fort cher ; la moitié du prix eût suffi à meubler et à tapisser convenablement la pièce. Mais Hegner avait tenu à garnir leur chambre selon son goût, et la pauvre Polly n'avait pu que protester en vain contre les barbares importations de son mari. Au lieu d'une commode et d'une toilette en acajou massif, il lui avait imposé des meubles en bois clair grotesquement enluminés. Ainsi sa grande armoire à linge était agrémentée d'une procession de canards du plus beau vert sur un fond jaunâtre,

veiné de rouge. Le mobilier tout entier avait été expédié d'Allemagne, avec un rabais considérable, assurait l'épicier.

La seule parure de la chambre consistait en quelques photographies effacées, entre autres celle de la première femme de Manfred, une grosse personne fort commune. Des cartes plus petites représentaient les père et mère de l'épicier, d'horribles bonshommes, pensait Polly. Deux chromos, dans des cadres en simili, le château de Heidelberg et le canal de Kiel, complétaient cette hideuse collection.

Pauvre Polly ! Il y avait une demi-heure qu'on l'avait envoyée là-haut en punition, pour avoir raconté à sa sœur Jenny, femme de chambre de miss Haworth, au doyenné, que Manfred était allé à Southampton la veille. Jusqu'au départ de Jenny, Manfred n'avait montré aucune humeur ; mais à peine la porte fermée sur la visiteuse, l'épicier rouge de fureur s'était tourné vers sa femme :

— Sotte ! stupide bavarde ! — avait-il dit d'une voix sourde. — Attends-tu pour te taire qu'on m'ait pendu haut et court? A quoi ça te servira alors de dire : « Je ne savais pas... je ne savais pas ! »

Il imitait la voix pleurarde de la jeune femme terrorisée. Et comme elle fondait en larmes, il l'envoya dans sa chambre.

Ah ! quel affreux caractère il avait ce Manfred ! Il se montrait de plus en plus violent, au point que Polly se demandait avec effroi s'il ne lui faudrait pas se sauver du domicile conjugal. Oh ! pas avec un autre homme ! Dieu sait qu'elle en avait assez, des hommes !

Mais enfin, pourquoi cette guerre bouleversait-elle à ce point son mari? N'avait-il pas son certificat de naturalisation? N'était-il pas aussi Anglais que n'importe quel Anglais? Tout ça, c'était la faute du Doyen. De quoi se mêlait-il donc, ce vieux clergyman? Quelle drôle d'idée aussi de faire venir Manfred chez lui pour l'engager à s'occuper des intérêts des Allemands de Witanbury? Polly était assez maligne pour savoir que les Allemands se tireraient bien d'affaire tout seuls.

D'ailleurs, la boutique n'avait pas perdu un seul client et si les affaires n'étaient pas très brillantes, seule la fermeture momentanée des banques en était cause.

Elle s'était efforcée, d'abord, de trouver quelque excuse à

Manfred. Elle savait que son fils Fritz faisait partie de l'armée expédiée contre les Russes... Mais à peine avait-il mentionné ce fils, tandis qu'il ne cessait de répéter que cette guerre le ruinerait. Il en avait même parlé en rêve...

Et pourtant ce n'était pas l'argent qui leur manquait. Cela, Polly le savait bien. Ils ne devaient rien à personne, sauf un solde de l'entrepreneur des *Grands Magasins,* et ce dernier s'était vraiment bien conduit, accourant à la boutique dès le mercredi, pour dire à Hegner de ne pas se tracasser pour ce qu'il lui devait. L'épicier, d'humeur si rébarbative ces jours-ci, avait dû reconnaître que M. Smith était « un gentleman ».

Par la fenêtre, Polly apercevait des groupes nombreux se rendant au service du soir à la cathédrale. Ne voulant pas qu'on vît qu'elle avait pleuré, elle se retourna vers sa table de toilette et dans la cuvette allemande, si ridiculement petite, elle baigna ses yeux rougis, puis passa de l'eau de Cologne sur sa figure.

Sa toilette arrangée, elle se mit à regarder le coffre-fort. Ce meuble encombrant lui rappelait son seul manque de sincérité, un peu grave, envers son époux. Chose presque incroyable, elle possédait à l'insu de Manfred une clef du coffre-fort.

Le contre-maître de la maison qui l'avait fourni, venu de Londres pour le montage de ce monument, après avoir fini son travail, avait demandé une enveloppe à Mrs Hegner dont le mari était absent. Dans cette enveloppe, il avait glissé un papier, la facture sans doute, et trois petites clefs. Sans la fermer, il avait remis le tout à Mrs Hegner en lui disant :

— D'ordinaire on ne donne que deux clefs, notre maison en donne trois.

L'homme parti, la femme de l'épicier était aussitôt montée dans sa chambre, et, retirant une des clefs, avait enfermé les deux autres et la facture dans une seconde enveloppe qu'elle avait cachetée. C'était là une toute petite vengeance que Polly se croyait en droit d'exercer contre son mari. Ne s'était-il pas permis depuis leur mariage, et malgré le grand amour qu'il prétendait avoir pour elle, de lui cacher une foule de choses, à elle son épouse légitime? Aussi ne parla-t-elle jamais de

cette troisième clef. Longtemps, elle avait cherché une cachette sûre, jusqu'au jour où le hasard lui avait fait découvrir un tiroir secret dans un vieux bonheur-du-jour que son mari lui avait acheté à une vente publique.

La clef avait reposé depuis lors dans cette cachette, dont elle ne la retirait que rarement pour s'en servir pendant une absence sûre et prolongée de Manfred Hegner. Jamais elle n'ouvrait le redoutable coffre-fort sans un tremblement, mais ce qu'elle y découvrait la payait de son émoi. Elle savait maintenant que derrière cette lourde porte d'acier, Manfred conservait une forte somme en or et en billets. Elle avait compté jusqu'à huit cents livres sterling, dont les deux tiers en « souverains » jaunes et trébuchants. Elle trouvait drôle que son mari laissât une telle somme improductive ; mais après tout, c'était son affaire. Elle lui en voulait pourtant de sa cachotterie, car, enfin, cet argent, son travail à elle avait aidé à le gagner... Sans doute il la considérait comme trop dépensière pour être mise au courant de ses ressources.

Le coffre-fort contenait en outre les titres de propriété de deux petits immeubles que Manfred avait achetés à Witanbury durant leurs six ans de mariage. Sur un rayon en tôle, tout en haut, reposait une épaisse liasse de lettres en allemand, qu'elle ne chercha même pas à feuilleter. C'était sans doute ces lettres qui arrivaient chaque mois à Hegner, tantôt de Hollande, tantôt de Bruxelles, toujours recommandées.

Soudain on frappa rudement à la porte.

— Ouvre-moi donc, Polly, — criait la voix impérieuse de l'épicier. — Tu sais que je t'ai défendu de t'enfermer.

Mais au ton, Polly avait déjà compris que son mari n'était plus fâché, et la porte ouverte, elle lui avait gentiment sauté au cou.

— Eh ! bien, ma fillette, vas-tu être sage maintenant? Et qu'est-ce qui ferait plaisir à mon petit agneau en sucre?

Polly savait que quand il l'appelait son petit agneau en sucre, c'est qu'il avait quelque raison d'être particulièrement satisfait. Aussi le regardant coquettement, elle dit :

— Ce sera un drôle de plaisir de tenir compagnie à cette vieille Mrs Bauer.

Manfred tira une petite boîte de l'une de ses vastes poches.

— Et voilà une surprise pour mon petit agneau en sucre.

Elle se jeta sur la boîte et l'ouvrit, et bien que désappointée par l'insignifiance du présent, s'écria :

— Oh ! que c'est joli !

L'offrande pacificatrice consistait en un médaillon d'or très mince avec les mots *Rule Britannia* inscrits en minuscules diamants autour d'un navire émaillé, toutes voiles déployées. « Ce que je ne porterai jamais ça ! » se dit Polly. Mais la voix de son mari intervint :

— Voilà qui complète la belle chaîne que je t'ai donnée l'autre jour. C'est un bijou élégant et patriotique, surtout patriotique, et je compte bien que tu vas le porter. Quant à la soirée d'aujourd'hui, je te dispense de la passer avec Mrs Bauer. Lorsqu'elle arrivera, tu la salueras gentiment et tu t'esquiveras pour aller au doyenné. J'ai justement une lettre à te faire porter pour monsieur le Doyen. Tiens, voilà ; avant de la mettre sous enveloppe tu peux la lire.

Polly prit la lettre avec une vive curiosité. Elle savait que son mari aimait beaucoup à écrire et qu'il s'en tirait bien mieux que la plupart des Anglais de sa classe. Du temps où il lui faisait la cour, ses billets doux la flattaient beaucoup, par les expressions fleuries et poétiques dont ils étaient remplis.

Or, voici ce que Manfred avait à dire à M. le Doyen :

« Très Révérend monsieur,

» Je veux tout d'abord vous remercier de la bienveillance que vous m'avez témoignée depuis quelques jours. Je m'efforcerai de la mériter de plus en plus. Aujourd'hui je viens informer votre Révérence d'une solution que j'ai cru devoir prendre et qui aura son effet à partir de lundi prochain. Je compte changer mon nom et m'appeler à l'avenir « Alfred Head » au lieu de « Manfred Hegner ». Dans l'entrevue que vous avez bien voulu m'accorder, très Révérend monsieur, vous avez insisté sur ce point que je suis maintenant un véritable Anglais, avec tous les devoirs et privilèges de notre grande nation. J'en conclus qu'il vaut mieux que je porte un nom anglais. Je vais faire changer mon enseigne et aviser

tous mes clients de cette décision. L'intérêt que votre Révérence veut bien me témoigner me faisait un devoir de lui annoncer cette nouvelle, à lui avant tout autre.

» Je demeure, très Révérend monsieur,

» Votre respectueux serviteur,

» ALFRED HEAD »

— Quel affreux nom, Head ! — s'écria sa femme imprudemment. — Je ne trouve pas « Polly Head » moitié aussi joli que « Polly Hegner ». Quand j'étais enfant il y avait dans notre rue un sale balayeur qui s'appelait Head ; on disait qu'il ne se lavait qu'une fois l'an, à la Noël.

Mais voyant les traits de son mari s'assombrir, elle ajouta, très vite :

— Après tout, peu importe, Manfred. Ne fais pas attention à ce que je viens de dire. Tu as raison. Je m'y accoutumerai bientôt.

Et comme ils descendaient l'escalier, elle remarqua :

— Je crois que tu y pensais depuis longtemps, à ce changement.

— Pourquoi le crois-tu? — demanda-t-il.

— Parce que tu n'as pas renouvelé notre stock de factures et de cartes de la maison, et nous allons en manquer.

— Comme tu es maligne! — dit-il en riant. — C'est vrai, je l'avoue, j'avais cette idée en tête depuis longtemps. Et ce qui vient d'arriver m'a brusquement décidé. Tu comprends?

— Parfaitement.

— J'ai déjà commandé les imprimés nécessaires, et lundi tout marchera sous le nouveau nom. Pourvu que les banques rouvrent lundi ! Sans cela, les affaires... Ah ! j'entends quelqu'un. La voici qui arrive, Mrs Bauer.

Ils allèrent ouvrir la porte du fond et ramenèrent la vieille servante dans le magasin principal. Anna Bauer parut surprise de les trouver seuls. Elle croyait qu'au moins les Fröhling auraient été invités.

— Bien le bonsoir, Frau Bauer, — lui dit l'épicier en allemand. — Nos autres amis nous ont fait faux bond et vous aurez à vous contenter de ma seule compagnie, car ma femme doit aller au doyenné voir sa sœur. Mais nous avons tant de

choses à nous dire que nous ne trouverons pas le temps long. Et puis, j'ai mis de côté des journaux de Berlin pour vous. Ce seront peut-être les derniers.

La figure de la vieille femme s'éclaira. Elle n'aimait rien tant que de parcourir les grands illustrés allemands, imités de ceux de Londres et de Paris.

— Vous ne les regarderez pas tout de suite, — fit l'épicier; — vous pourrez les emporter chez vous. Je ne suppose pas que Mrs Otway y trouvera à redire.

— Mrs Otway! Ach! nein! Elle aime le Vaterland presque autant que nous. Cette stupide affaire n'a rien gâté entre elle et moi.

Durant ce colloque en allemand, Polly les avait regardés avec impatience.

— Il y a des moments, — dit-elle, — où je regrette joliment de ne pas savoir l'allemand.

Son mari lui prit le menton en riant.

— Et comment nous dirions-nous nos secrets, Frau Bauer et moi, petite femme, si tu comprenais tout ce que nous disons?

Et Anna se joignit au rire de bonne humeur des deux époux.

— Eh bien, alors, à tout à l'heure, — dit Polly. — J'espère que vous serez encore ici quand je reviendrai, madame Bauer.

XIII

— J'ai de bonnes nouvelles, — s'écria l'épicier aussitôt que la porte se fut refermée sur sa femme. — Les Anglais ont bien coulé un de nos petits croiseurs, mais en échange nous avons fait sauter un de leurs plus gros cuirassés.

La figure de la vieille Anna s'illumina. Ce n'était pas qu'elle détestât l'Angleterre; au contraire, elle l'aimait assez. Mais puisqu'il y avait guerre entre les deux pays, elle ne pouvait que souhaiter la victoire du Vaterland. Il ne lui vint même pas à l'esprit que cet homme, qui se réjouissait si ouvertement

d'un échec britannique, s'intitulait, de par la loi, citoyen anglais. Comme lui, elle ne voyait dans cette naturalisation qu'une formalité sans importance. Tous les naturalisés anglais qu'elle connaissait pensaient comme elle, et chose curieuse, les seuls de ses compatriotes qui manifestassent en toute occasion une affection sincère pour l'Angleterre, c'étaient les Fröhling, qui justement n'avaient pas sollicité de certificat. Leur attachement pour tout ce qui était anglais avait même souvent froissé Anna Bauer, par exemple, quand ils avaient approuvé l'entrée de leur fils dans l'armée du roi.

— Ça, pour des bonnes nouvelles, c'est des bonnes nouvelles, — fit la vieille bonne joyeusement. — Mais je suppose que nous autres, nous ne devons pas nous montrer trop contents, Herr Hegner?

Il répondit, sans ironie :

— Non, ce serait de l'ingratitude de notre part envers la vieille Angleterre.

— Toutes ces morts me font de la peine, — fit-elle, — que ce soient des Allemands ou des Anglais. Pour les Russes et les Français je n'ai pas de pitié.

— Je pense comme vous, Frau Bauer : que cette vermine française et russe soit exterminée, ce n'est que justice. Mais ces pauvres Anglais, si paresseux, si entêtés dans leurs sots préjugés, je ne me réjouis pas de les voir mourir.

Tous deux continuèrent silencieusement le souper commencé. Hegner reprit :

— Ne vous faites pas trop de mauvais sang sur les pertes des Anglais. Il n'en mourra guère dans cette campagne. Ainsi de toutes vos connaissances, les officiers de Witanbury, il n'y en a pas un en danger à cette heure-ci. Les marins seront noyés, ce sera tout.

— N'empêche que les Anglais envoient une armée en Belgique, — fit Anna distraitement.

— Qu'est-ce que vous dites, — s'écria Hegner, s'interrompant dans sa distribution de saucisses. — De qui tenez-vous cela, Frau Bauer? Serait-ce par hasard de cet employé de ministère qui fait la cour à votre demoiselle?

Anna fit un mouvement de protestation :

— Il fait la cour à miss Rose?... Ah! ça non, par exemple.

Quels potiniers que les gens d'ici! D'ailleurs, monsieur Hayley n'a pas dit un mot de ça; c'est encore un de ces messieurs qui parlent beaucoup pour ne rien dire.

— Alors qu'est-ce qui vous autorise à donner cette nouvelle? — demanda l'épicier un peu sèchement.

— Je peux seulement vous affirmer que le major Guthrie est parti pour la Belgique, vendredi à deux heures. Aujourd'hui il est peut-être en train de se battre contre les nôtres.

— Le major Guthrie? — répéta Hegner tout étonné. — Je ne connais pas d'officier de ce nom dans la garnison.

— C'est qu'il n'en est pas, de la garnison! Mais vous avez dû le voir souvent en ville. D'ailleurs il parle allemand, et il est certainement venu à votre magasin.

— Oh ! vous voulez parler du fils de la vieille dame qui demeure à Dorycote? Ces gens-là ne se servent pas chez moi, — ajouta-t-il avec un accent désappointé et dédaigneux. — Mais c'est un retraité, ce monsieur, Frau Bauer. On ne l'a sûrement pas rappelé au service?

— Tout ce que je sais, c'est qu'il est parti pour la Belgique, c'est-à-dire pour la France d'abord, ensuite pour la Belgique.

Vexée d'être contredite, la vieille insistait avec son obstination teutonne.

Caressant sa moustache « à la kaiser », Hegner sembla hésiter, puis il dit :

— Oh ! sans doute que le major aura rejoint son ancien régiment. C'est ce qu'on appelle mobiliser en Angleterre ! Mais cela ne veut pas dire que l'on envoie des troupes sur le continent.

— C'est possible. Ce que je sais bien, moi, c'est l'endroit où le major va débarquer en France.

— Et c'est?...

L'intérêt de Hegner était maintenant éveillé au plus haut point.

— A Boulogne, — répondit-elle sans broncher.

— Mais comment le savez-vous?

— C'est Mrs Otway elle-même qui me l'a dit. Le major est un grand ami de mes maîtresses. C'est elle qui m'a parlé de Boulogne, mais je n'ai pas eu besoin d'elle pour entendre leurs adieux dans le hall. De ma cuisine, je n'ai pas perdu un mot.

— Alors, répétez-moi exactement ce que le major a dit. C'est important, vous savez.

— Il a dit... — Elle chercha dans sa mémoire et continua en anglais. — Il a dit : « Je n'aurai que deux ou trois jours pour m'équiper avant de quitter l'Angleterre. »

— Quitter l'Angleterre, — répéta Hegner lentement. — Si vous êtes sûre d'avoir entendu ces mots, Frau Bauer, c'est là un renseignement sérieux.

— Certainement que j'en suis sûre, — affirma triomphalement la servante.

Ils continuèrent leur repas et jamais la vieille Anna ne s'était sentie si cordialement reçue. Jamais non plus elle n'avait bu autant de bière en si peu de temps. Cette pauvre Mrs Otway, qui n'aimait pas la bière, lui disait souvent qu'elle ne comprenait pas son goût prononcé pour cette fade boisson. Anna ne pouvait se rappeler sans un mouvement de rancune comment, à son entrée à Trellis House, Mrs Otway lui avait refusé « l'argent pour la bière » accordé à tant de servantes anglaises, en disant que chez elle il n'entrait jamais une goutte d'alcool, même sous cette forme atténuée. Mais avec le temps, ses gages augmentés, elle avait trouvé moyen de se procurer en cachette une ou deux bouteilles de bière par semaine. Sa rancune n'en était pas éteinte pour cela, au contraire.

L'hôte et son invitée continuaient leur agréable causette. Hegner avait annoncé à Anna son changement de nom et elle l'avait fort approuvé. Puis, il s'était mis à la questionner longuement sur les propos tenus par James Hayley en sa présence. Elle n'avait rien d'intéressant à dire sur lui : une seule phrase du diplomate avait frappé la servante. Il avait dit qu'au ministère, personne n'avait cru à la possibilité de la guerre.

— Ils n'étaient pas les seuls, — fit Hegner avec un ton de regret. — Moi-même je n'y croyais pas, il y a un an du moins.

Enfin Manfred poussa sa chaise et se levant, offrit à la vieille servante un paquet d'illustrés allemands.

— Regardez-les donc, Frau Bauer, pendant que je monte dans ma chambre un instant ; je n'en ai que pour quelques minutes.

Laissant la servante en extase devant une gravure qui représentait le kaiser passant la flotte en revue, l'épicier grimpa dans sa chambre et ferma la porte à clef derrière lui. Il tourna le courant électrique, prit à sa chaîne de montre une clef minuscule, et ouvrit le coffre-fort. Il trouva bien vite ce qu'il cherchait, un petit livre noir caché derrière la pile de lettres à laquelle Polly n'avait jamais touché. C'était un index alphabétique de noms et d'adresses ; toutes les principales villes du continent y étaient répertoriées. Il n'y avait que quelques jours qu'il avait reçu ce volume, de Hollande, sous pli recommandé, et accompagné d'une lettre qui lui en indiquait l'utilité pour communiquer avec les fournisseurs de son commerce. Il n'en avait pas encore fait usage, mais il n'eut pas de peine, cependant, à découvrir le nom qu'il cherchait, celui d'un négociant espagnol à Séville. Il copia soigneusement le nom et l'adresse sur un bloc-notes qui ne le quittait jamais, puis recourant de nouveau au petit livre noir, il trouva et copia le nom suivant : « Jules Boutet, Hauteville, Boulogne ». Il ne transcrivit pas l'adresse. Pourvu de ces renseignements, il arracha une page de son bloc-notes et écrivit d'abord l'adresse en Espagne, puis, au dessous :

« Père reviendra vers le 19 courant. Boutet l'attend. »

Il hésita avant d'apposer une signature. Finalement il se décida pour le prénom d' « Émilie ».

Ayant remis le livre noir à sa place, derrière les papiers respectés par sa femme, il ferma le coffre-fort, éteignit la lumière et se hâta de rejoindre son invitée. A toute minute Polly pouvait rentrer ; on ne se couchait pas tard au doyenné.

Anna se préparait déjà à partir.

— Il me faut rentrer, — dit-elle, — ces dames ne tarderont pas et je tiens à ce qu'elles ne trouvent pas la maison vide, bien que Mrs Otway sache que je suis ici.

Il paraissait réfléchir profondément ; tout d'un coup :

— Est-ce que vous allez quelquefois à la poste? — demanda-t-il.

— Oui, assez souvent. J'ai un livret de caisse d'épargne postale. Et justement, Herr Hegner, je voulais vous demander si je ne ferais pas bien de retirer mon argent pendant la guerre ?

— Oui, à votre place je le retirerais. Combien avez-vous?

Pendant qu'il parlait, il remplissait une formule télégraphique de mots en capitales.

Elle hésita et finalement répondit :

— Oh ! pas grand'chose. C'est tout de même une somme, pour moi.

— Enfin, combien?

Visiblement ennuyée, elle répondit pourtant :

— J'ai quarante livres sterling à la caisse d'épargne anglaise.

— Je vous le répète, à votre place je les retirerais. Faites-vous rembourser en or et apportez-les-moi ici. Je vous donnerai cinq shillings de prime en vous versant les quarante livres en bank-notes et en argent. J'ai besoin d'or dans mon commerce et je suis enchanté de vous être agréable. En allant à la poste demain matin, vous seriez bien gentille d'envoyer ce télégramme pour moi. C'est une dépêche d'affaires rédigée en style convenu.

Elle prit le papier de ses mains et lut le texte sans le comprendre.

— Il s'agit d'un envoi d'oranges, — expliqua-t-il. — Mais je ne veux pas qu'au bureau de poste de Witanbury on connaisse mes affaires.

— Je comprends, je comprends, — fit-elle vaguement.

— Comme vous le voyez, c'est un télégramme pour l'Espagne et ça coûtera... — Il se mit à calculer mentalement, tandis qu'il se tournait vers le tiroir-caisse du magasin pour y prendre quelque monnaie. — Ça coûtera cinq shillings et six pence. Tenez, Frau Bauer, je vous donne sept shillings et six pence : ce sera deux shillings pour votre peine. J'aimerais autant qu'on ne sût pas que c'est moi l'expéditeur. Vous avez compris ?

— Parfaitement.

— Ainsi, si on vous questionne, vous n'aurez qu'à dire que c'est une de vos connaissances, mistress Smith, qui pressée de prendre un train, vous a priée d'aller porter ce télégramme à la poste.

Anna tira de sa poche un gros porte-monnaie et y rangea soigneusement argent et dépêche en disant :

— Ça partira demain matin à la première heure, vous pouvez y compter.

Elle s'en allait. Il la rappela :

— Frau Bauer !

— Eh bien?

— Je veux seulement vous souhaiter une bonne nuit et vous inviter à revenir nous voir bientôt.

— Je n'y manquerai pas, soyez-en sûr. Et bonsoir à vous aussi.

Elle n'avait pas plutôt quitté le magasin, que Hegner, sur le point de refermer la porte, vit sa femme accourant par la petite rue qui longeait le derrière des magasins.

— Ils sont dans tous leurs états au doyenné, — dit-elle encore essoufflée. — Miss Édith a pleuré toute la journée, que sa figure en est gonflée à ne plus la reconnaître. Son amoureux va partir se battre et on prétend que Lord Kitchener aurait dit que de ce premier lot il n'en rentrera pas un vivant. On parlait de les marier demain, mais ma sœur dit que ce serait absurde, avec un trousseau qui n'est pas à moitié prêt !

— Est-ce que monsieur le Doyen a bien reçu ma lettre?

— J'oubliais de t'en parler. En arrivant je l'ai donnée à Dunston, le valet de chambre. Il m'a dit que le Doyen l'avait ouverte et lue devant lui. Et qu'est-ce que vous croyez que le vieux ramolli a trouvé à répondre, Manfred?

— Je te répète que ce n'est plus Manfred, mais Alfred, — fit-il sèchement.

— Quelle scie !

— Enfin, qu'a-t-il dit, le vieux Doyen?

— Dunston l'a entendu s'écrier : « Je ne vois pas pourquoi le brave garçon fait cela, c'est bien inutile ! » Tu vois, tu t'es tourmenté sans raison. Et moi je l'aime de moins en moins, ce nouveau nom ! En allant et en revenant du doyenné je répétais : « Polly Head, Polly Head... » et je trouvais ça joliment vilain. Non, non, tu ne me feras jamais dire que je l'aime...

— Que tu l'aimes ou que tu ne l'aimes pas, ce sera le même prix, — dit l'épicier rudement.

Mais il était de trop bonne humeur pour gronder sa femme bien fort. Ce qu'elle venait de lui dire, à propos du fiancé de

miss Haworth, confirmait si parfaitement le renseignement donné par la bonne vieille Anna qu'il n'y avait plus aucun doute à concevoir sur son exactitude. C'était une excellente soirée qu'il venait de passer là, et la servante de Mrs Otway lui rendrait encore, à son insu, bien d'autres services.

(*A suivre.*)

Mrs BELLOC-LOWNDES

(*Traduit de l'anglais par* MAXIME MAURY.)

SOUVENIRS DE NOHANT

On a beaucoup écrit sur la vie de George Sand à Nohant : elle-même a dit ce qu'il fallait dire ; je n'entreprendrai donc pas de décrire cette vieille demeure que tout le monde peut visiter ni d'en faire l'histoire. Je donnerai seulement quelques indications, qu'après moi, personne ne pourrait donner : elles serviront à évoquer le souvenir de ma grand'mère dans cette maison où je l'ai vue vivre.

A Châteauroux, on prenait la diligence. Après trois heures de trajet on arrivait à la nuit, au bruit des grelots. Elle s'arrêtait sur la route, devant le pavillon. C'est là que descendaient les hôtes attendus.

Les domestiques, avec une brouette et une lanterne, déchargeaient les bagages et « La Jeunesse » (c'était le nom du postillon) remontant sur le siège enlevait les chevaux qui repartaient, au trot, pour la Châtre.

On traversait, alors, le jardin touffu, précédé de la petite lanterne qui, comme un ver luisant, mystérieusement indiquait l'allée qu'il fallait suivre, tandis que la brouette venait derrière, tout à fait dans l'ombre. On approchait sans le savoir de la maison : la porte de la salle à manger s'ouvrait : George Sand était là.

La table est mise, éclairée par les bougies des grands candélabres : la forte et simple argenterie du maréchal, aux écussons effacés pendant la Révolution, reluit sur la nappe blanche.

Le chien Fadet flaire les hôtes et les accueille joyeusement : on s'embrasse, on se fête, on s'assied autour de la table. On questionne l'arrivant. La conversation passe du ton familier au langage le plus élevé, ma grand'mère écoute et parle peu.

Après dîner, on passe au salon, vaste pièce qui semble petite tant la table qui en occupe le milieu est grande. C'est la table, devenue célèbre, de Jean Bonnin le menuisier, la table où l'on dessine, où l'on joue, où l'on écrit, sur laquelle on s'accoude pour causer. Cette table, dont l'encrier en porcelaine de Chine est le plus bel ornement, est occupée par des jeux : des cartes pour le « bézigue » et les « patiences », un « solitaire », jeu de billes où George Sand excelle, des « lettres », des « dames » et surtout, les dominos. Un atlas, aussi, voisine avec des boîtes d'aquarelle et un verre grossissant dont on se sert pour étudier les plantes et les papillons. Aux murs, les portraits de famille et des tableaux. Au fond, le piano où jouèrent Chopin et Liszt, et autour de la table de beaux fauteuils recouverts de perse.

George Sand habita successivement les différents appartements de la maison. D'abord celui de sa grand'mère [1] au rez-de-chaussée, puis celui au-dessus et enfin, toujours sur le jardin au midi, celui de l'aile droite. C'est dans celui-ci qu'elle mourut.

Au rez-de-chaussée la grande chambre d'Aurore de Saxe communique avec un « boudoir ». Celui-ci était revêtu d'une boiserie grise, ornée fort joliment de médaillons aux chiffres des Piarron de Serennes, propriétaires de Nohant lorsque Aurore de Saxe l'acquit. Plus tard, l'autre Aurore [2], alors jeune femme, fit poser ingénieusement dans un placard une sorte de bureau-secrétaire pliant et, tout en veillant son fils au berceau, elle écrivit là ses premiers essais. C'est donc dans cet appartement d'Aurore de Saxe que ma grand'mère vécut ses premières années de mariage, que plus tard elle installa mon père et ma mère, là que je naquis, là que mon père mourut.

Mais le cadre où je l'ai vue vivre est l'appartement au-dessus du salon. La chambre est tendue d'un papier à fond bleu sur lequel des médaillons gris représentent une bacchante et un petit faune. Les rideaux du lit, ceux des fenêtres et les

1. Aurore de Saxe (fille du Maréchal de Saxe), femme de Dupin de Francueil.
2. Aurore Dudevant : George Sand.

portières sont en cretonne du même dessin et de même couleur. Ce bleu « robuste » étonne au premier moment avec sa décoration de style Directoire, mais sans doute, ce style même rappelle à ma grand'mère des souvenirs d'enfance.

Son lit est simple, en noyer : dans un angle. Près du lit, une chaise basse recouverte de même étoffe que le reste de l'ameublement, ainsi que trois fauteuils à médaillons et une petite bergère. Au milieu, une table recouverte d'un tapis de drap brodé. En face de la cheminée, le grand canapé-lit où je dormais de temps à autre. Près de la fenêtre une commode « demi-lune » Louis XVI, qui fut donnée par Chopin. A droite en regardant et à côté de la cheminée, un secrétaire Louis XVI de Jacob, très simple, très pur de style, dans lequel George Sand mettait ses bijoux. Au-dessus est suspendu le violon de Maurice Dupin au son duquel elle naquit [1]. A gauche, un petit chiffonnier en marqueterie de couleur, et sur ce joli petit meuble, une boîte indienne. Sur la table, le coffret à bijoux d'Aurore de Saxe à ses armes (les deux flèches croisées de Saxe).

Sur la cheminée, une pendule, deux potiches de Chine, deux chandeliers et deux statuettes en plâtre. Aux murs sont les portraits et des gouaches du temps de la grand'mère. Au-dessus de la cheminée, c'est le portrait du maréchal, pastel par Latour, avec son bon sourire et ses yeux clairs. A droite, c'est un dessin : le maréchal à cheval. A gauche, un pastel : Aurore de Saxe assise dans un jardin avec son fils Maurice, enfant. Puis, madame Maurice Dupin dessinée par sa fille George Sand, Maurice Dupin dessiné par le général Lejeune, un autre dessin de George Sand représentant Maurice Sand enfant, en costume militaire, avec une inscription, et des photographies de mon père, de ma mère, de ma sœur et de moi. Sous verre, des herbes séchées envoyées pour sa fête par son vieil ami « Chrisni [2] », d'autres encore, portant cette inscription de sa main : « Fontainebleau, août 1837 », une

1. Madame Maurice Dupin dansait pendant que son mari jouait du violon lorsqu'elle fut prise des douleurs de l'enfantement. (Voir *Histoire de ma vie*, George Sand.)

2. Dessauer, vieil ami allemand de George Sand. (Voir Correspondance de George Sand.)

esquisse et le daguerréotype de Nini, la fille de Solange Clésinger, que George Sand a tant aimée.

Sous verre encore, un morceau du papier qui ornait la chambre voisine de celle habitée par ma grand'mère avant d'être transformée en bibliothèque, papier ancien qui semble être le seul vestige des premières tentures murales de Nohant.

Enfin cette chambre, pleine de souvenirs, était un endroit paisible, élégant et bien rangé.

Elle se coiffait devant la fenêtre, assise à une table surmontée d'un petit miroir à pied. Que de moments j'ai passés, pendant qu'elle tordait ses cheveux, près d'elle, sur un petit coffre recouvert de sparterie où étaient ses dentelles ! Que de fois, à côté d'elle, penchée au-dessus de la commode, j'ai senti l'odeur fine du petit pot rempli d'une pâte musquée qu'elle tenait de sa grand'mère, et qu'elle conservait dans son linge !

Je connaissais tous ses tiroirs, tous ses bijoux ; tout ce qui l'entourait; toutes ces choses familières qui m'étaient chères parce qu'elles lui appartenaient. Dans le coffret de mariage d'Aurore de Saxe étaient rangés les souvenirs les plus précieux, entre autres la bague de la grande Dauphine, Josephe de Saxe, nièce du maréchal (mère de Louis XVI), bague donnée par Aurore de Saxe et que celle-ci avait mise au doigt de la petite Aurore, lorsqu'elle reconnut en cet enfant, malgré le mystère qu'on lui en faisait, la fille de son fils chéri. Cette bague historique m'a été donnée par ma grand'mère elle-même. Puis la tabatière du maréchal, d'un fort joli travail de ciselure, est ornée de la miniature du vainqueur. Cette tabatière lui fut donnée par le roi, au retour des Flandres. Le cachet du maréchal; une autre tabatière, celle-ci simple, avec la miniature de Maurice Dupin, dont les cheveux courts et poudrés font contraste avec ses grands yeux sombres et doux : les yeux des Dupin, héritage des ancêtres Kœnigsmark[1].

D'autres miniatures, celle d'un petit garçon brun en grand costume (peut-être est-ce le portrait d'un fils de Josephe de Saxe), celles de Marie de Verrières[2], d'Aurore et du maréchal.

Toutes ces images du passé dormaient là dans la moire bleue qui gainait le coffret ; je ne connaissais pas encore leur his-

1. Les ancêtres de Maurice de Saxe.
2. Mère d'Aurore de Saxe.

toire, mais je les aimais parce qu'elles faisaient partie de « Bonne-Mère ». Ce que je connaissais bien, c'était la boîte indienne. J'ignore ce qu'elle contenait, et tout son attrait consistait dans la serrure. La clé en tournant faisait grincer bizarrement deux notes. Elles étaient plaintives, étranges... Cette boîte est encore là, il m'arrive encore d'en tourner la clé pour entendre ce petit bruit évocateur, triste et doux... mais je n'entends plus la voix chérie me répondre comme autrefois lorsque je demandais d'y toucher :

— Oui, mon trésor !



Les chambres de la maison étaient presque toutes occupées par la famille. Au levant, sur le jardin potager, ma mère habitait l'ancienne chambre de Deschartres[1]; tout près, au midi, la chambre des enfants avec les lits des nourrices. En suivant cette façade sur le jardin, venait l'appartement de George Sand, composé de la bibliothèque, du cabinet de travail, de sa chambre et de ses dépendances. En face, deux chambres que mon père avait transformées en laboratoires entomologiques. Il restait cinq chambres d'amis dont l'une, appelée « la Tour du Nord », passait parmi les domestiques pour la chambre « où ça revenait ».

Mais qu'est-ce qui revenait et qui revenait? Personne ne l'a jamais dit. Par contre, le vieux cocher, Sylvain, avait vu le *Farfadet* sur le coffre à avoine de l'écurie, lequel, s'étant vu découvert, avait sauté par la lucarne.

— Il était fait comme un coq et comme un écureuil, — me contait Sylvain, — et il avait cette longue queue qui leur sert à fouetter les chevaux. Mais ça les contrarie quand on les voit, et quand je m'imaginais qu'il était à panser les juments, je n'entrais pas à l'écurie et je m'en suis toujours bien trouvé. C'est presque toujours de nuit qu'ils viennent et vaut mieux n'y pas regarder.

Sylvain conduisait bien, et ma grand'mère qui s'y connaissait avait toute confiance en lui. Il ne lui arriva jamais d'ac-

1. Deschatres, vieux précepteur de George Sand. (Voir *Histoire de ma vie*, George Sand.)

cident tant qu'il eut la responsabilité de la conduire et ce ne fut jamais que lorsqu'il n'eut que sa propre vie à risquer qu'il faillit la perdre plusieurs fois — pour avoir trop festoyé. Sylvain était bon et nous était attaché. Ma sœur et moi nous l'aimions, il représentait un personnage important de nos amusements : il nous laissait entrer à l'écurie, nous disait ce qu'il fallait faire manger aux lapins, il était aussi le conducteur des petits voyages que nous faisions en voiture. C'était celui qui connaissait les beaux endroits, qui savait le nom des horizons que j'appelais « le pays bleu ». Enfin, il était depuis une quarantaine d'années déjà au service de ma grand'mère.

***

Le matin, George Sand s'éveillait et se levait tard. Sylvie, sa femme de chambre, ouvrait les volets quand elle ne les trouvait déjà ouverts, car il arrivait souvent, par les « nuits de lune », que ma grand'mère les laissât ouverts pour voir, de son lit, les grands arbres et le ciel.

Sylvie était petite, intelligente, propre et d'une figure fine. Elle portait la coiffe du Berry et la robe froncée comme les autres servantes de la maison, ce qui fit dire à l'un des hôtes de Nohant que la maison ressemblait à un couvent plein de nonnes. Les rapports des maîtres et des domestiques étaient familiers et respectueux, George Sand les tutoyait tous et les traitait maternellement. Les femmes, nombreuses, passaient d'un service à un autre selon les besoins de la maison : elles savaient donc un peu de tout, le train de la maison étant patriarcal, en même temps que très raffiné. Marie Caillaud qui avait été longtemps au service de George Sand était aussi une des principales interprètes du théâtre. Après avoir servi le dîner, elle allait poser sa coiffe et passer la robe ou le travesti Louis XIII sous lequel ses maîtres l'applaudissaient.

La douceur et la tranquillité du caractère berrichon permettaient sans inconvénient ces doubles fonctions.

Il y avait une note discordante, pourtant, dans cet ensemble des serviteurs. C'était la nourrice de ma sœur, sorte de mégère jalouse et despotique. Elle tyrannisait les autres domestiques et les insultait chacun leur tour, car sa méchanceté s'appli-

quait à tous. Grande et bien faite, un peu grasse, avec des mains potelées, elle était un type de belle paysanne. Cette beauté accroissait son aplomb naturel. C'était elle qui était chargée de nous promener, ma sœur et moi, lorsqu'elle vint à me prendre en grippe et ce fut elle, la première dans la vie, qui me montra ce qu'est la haine.

Si je parle ici de cette femme sans intérêt par elle-même, c'est qu'elle m'a rendu le service de me donner conscience de moi-même. Élevée dans l'amour de ma grand'mère et de mes parents, entourée d'exemples de grandeur qui me paraissaient tout simples, l'imagination portée vers l'idéal, développée par George Sand, je n'aurais peut-être pas assez veillé sur mon caractère. Cette femme m'apprit à me dominer, à cacher mes peines pour n'en pas faire aux autres, à garder ma dignité sans me plaindre. Ma sœur, trop petite pour comprendre, aimait sa nourrice et aurait pleuré son départ ; j'ai enduré cette sorte d'éducation, revers de l'autre, pendant des années, sans que ma grand'mère soupçonnât ce qui se passait : c'est la seule chose que je lui cachai.

Plus tard cette femme devint si odieuse qu'il fallut la chasser, mais je ne fus pour rien dans cette détermination de mes parents et Gabrielle, alors, avait l'âge de comprendre. Du reste, après la mort de ma grand'mère, si les vieux serviteurs restèrent, l'abandon du nid par la famille pendant une grande partie de l'année changea les bonnes habitudes et laissa les mauvaises se développer. Sylvain passa souvent par-dessus la tête de sa jument, Sylvie s'était retirée chez elle, ma nourrice, qui avait été femme de chambre de ma grand'mère pendant les deux dernières années et l'avait soignée avec dévouement à sa mort, nous suivit à Paris. Elle ne me quitta jamais.

Elle est de la race antique des vieux serviteurs. Fidèle, dévouée, sobre, aimant la maison plus que si c'était la sienne, cuisinière consommée, elle a, par-dessus toutes ces qualités, gardé l'amour de « son nourrisson ».

Pour compléter le personnel de la maison, je veux parler ici de mon compagnon d'enfance, compagnon quasi muet, il est vrai, mais dont la présence fantaisiste agrémentait mes jeux et mes promenades : c'était le chien Fadet.

George Sand, qui connaissait la psychologie des bêtes comme celle des hommes, a tracé l'histoire de son chien dans l'un des *Contes d'une grand'mère*[1].

A ma naissance, elle m'avait présentée à lui en lui recommandant d'être bien doux avec moi. Il était devenu mon véritable ami. Je lui parlais, il comprenait, jusqu'à mes doléances, pensais-je, sur les devoirs de calcul et sur la « tournure » que ma mère me faisait porter. Lorsque je me trouvais seule au jardin avec lui, je commençais par enlever cet ornement bizarre que j'attachais sur son dos à son philosophique étonnement, mais il souriait de sa large gueule noire et rose dans sa tête blanche et revenait parfois jusqu'à la maison, la tournure sur le dos ou sur la poitrine, d'un air patient et bienveillant.

Habitué à recevoir entre les pattes mes poupées les plus élégantes et les plus fragiles, ce chien féroce et batailleur avec les autres était d'une patience infatigable avec les enfants.

Je le retrouvais souvent dans la bibliothèque couché au milieu de mes jouets. Il finit même par prendre une initiative qui me remplit de joie. Il rentra dorénavant de ses escapades, directement à la maison, sans passer par l'écurie où il avait coutume d'aller dormir dans le foin, quand il faisait froid. Ma mère m'avait donné cette année-là un fort grand lit de poupée, fait par un menuisier de la Châtre, avec la literie brodée à mon chiffre. Fadet, qui comprenait tout, se glissa un jour, en mon absence, dans ce bon lit et y dormit si bien que, lorsque j'entrai je l'y trouvai qui riait en découvrant ses crocs jusqu'aux oreilles. Ceci me causa un tel plaisir, le tour était si bien joué, que je le caressai, ce que, du reste, il semblait attendre. Il y revint donc et fort souvent faire la sieste et dans l'état où il était, crotté ou non.

Il advint, vers cette époque, qu'une des marionnettes de mon père, que sa figure haute en couleur avait fait nommer « Purpurine » et qui remplissait des rôles « d'enfant » et restait fort souvent dans l'armoire depuis la création d'une nouvelle troupe perfectionnée, devint l'objet de mes désirs. Elle était « fort laide », disait Bonne-Mère, mais telle qu'elle était, je m'en serais bien contentée pour la faire participer aux his-

1. *Le Chien et la fleur sacrée.*

toires que je me racontais, les personnages en main. Mon père me la donna un soir de Noël et ce fut un cadeau que je fis partager à Fadet. Purpurine ne craignait ni ses griffes ni ses dents et dormit fort souvent entre ses pattes. Ma grand'mère craignait que mon goût ne se faussât et éveillait ma réflexion :

— Ne trouves-tu pas Purpurine bien laide? — me disait-elle.

Et je répondais :

— Elle n'est pas belle, c'est vrai, mais papa l'a faite comme cela et je l'aime parce que c'est papa qui l'a faite. Et puis Fadet ne la cassera pas quand il représente les génies changés en monstres ».

— Pourvu que tu saches qu'elle n'est pas belle, — répliquait George Sand, — si tu l'aimes pour d'autres raisons, je te laisse bien libre de jouer avec elle.

Fadet, de qui Georges Sand a raconté la vie et dépeint le caractère dans le conte qui lui est consacré, a été célébré ensuite par Armand Sylvestre lors de son retour à Nohant pour l'enterrement de ma grand'mère ; Fadet, chien fidèle et intelligent, chien parfait pour ses maîtres, avait réellement un caractère estimable pour les grandes personnes et adorable pour les enfants. Je le vis un jour rentrer du jardin avec une balafre sanglante depuis sa « truffe » noire jusqu'au crâne. C'était le fils de l'un des amis de la maison, privé de raison, qui avait blessé mon chien avec un tesson. Fadet s'était laissé stoïquement martyriser et rentrait pour me retrouver comme de coutume, car « j'étais en somme sa grande affection », comme le dit George Sand. En le voyant ainsi, ma grand'mère l'appela, le pansa. J'étais déconcertée, je ne voulais pas admettre qu'un garçon de l'âge de ce pauvre innocent pût commettre un pareil méfait. Fadet, pourtant, l'avait admis sans gronder et n'évita même pas, par la suite, les jeux de son bourreau.

Ce chien partagea le grand chagrin de la famille lorsque sa maîtresse mourut. Il la chercha et la pleura, mais sa vieillesse fut longue et douce. Il restait seul à Nohant où mon père ne pouvait plus vivre qu'une partie de l'été sans cette mère adorée.

Le chien continuait à nous aimer, à me chérir, et quand je revenais il me suivait partout ainsi que mon père. En partant, je le confiais au vieux Sylvain qui restait aussi au foyer

désert. Enfin, un hiver, Fadet mourut, il avait vingt-cinq ans. On l'enterra au pied du mur du cimetière où repose sa maîtresse. A présent que le cimetière, devenu trop petit pour nous contenir, a été agrandi, les restes de Fadet mêlés à la terre font partie des plantes qui verdoient dans cet asile tranquille. Et la phrase par laquelle George Sand termine l'histoire de notre chien a été réalisée : « Je n'ai pas souvenir de mes dernières années et de ma mort (dit Fadet devenu homme dans la vie future). Je crois que je m'éteignis doucement au milieu des soins et des encouragements. On avait certainement compris que je méritais d'être homme, puisqu'on avait toujours dit qu'il ne me manquait que la parole. »[1]

***

Cette petite pièce garnie de rayons sur lesquels sont posés des livres classiques d'histoire et de critique et des échantillons minéralogiques, c'est le cabinet de travail de George Sand. Sur son bureau fait pour elle par un ébéniste du pays, un long bureau commode et simple, sont rangés les objets familiers : une boîte japonaise où elle mettait le papier à lettres, une autre en laque verte, octogone, pour les cigarettes, un petit pot rempli d'eau où elle jetait la cendre, un grand encrier de faïence qui remplaçait le simple encrier de porcelaine blanche dont elle s'était servi pendant des années, un jouet de la petite Nini, un godet à aquarelle, un bloc de verre taillé qui lui plaisait à cause de « sa couleur d'eau de montagnes ».

La chaise Directoire sur laquelle elle s'asseyait, provenait, je crois, du mobilier de son père. Le siège était recouvert d'une tapisserie à fond blanc avec des dessins formant rayures coupées.

1. Le cimetière de la famille contient les tombes de Maurice Dupin, père de George Sand, tué d'une chute de cheval sur la route de La Châtre, d'Aurore de Saxe, la grand'mère de George Sand, de Jeanne Clésinger, de mon frère aîné, mort à un an, Marc-Antoine Dudevant-Sand ; puis les tombes de George Sand, de mon père Maurice Sand, de ma tante Solange Clésinger, de ma mère Lina Sand-Calamatta ; celle de notre ami Edmond Planchut qui était considéré par nous tous comme un fils d'adoption de ma grand'mère depuis son naufrage aux îles du Cap Vert et l'hospitalité qu'il y reçut, grâce aux lettres de George Sand qu'il avait sur lui, enfin celle de ma sœur Gabrielle.

Cette chaise simple, un escabeau à trois marches qui servait à atteindre les livres, étaient, avec le bureau, les seuls meubles qui ornaient humblement ce cabinet de travail. Il est vrai qu'à certaines heures de la journée il était encombré par mes jouets. Par terre, j'installais mes poupées que j'apportais de la bibliothèque où elles « dormaient » à côté de l'herbier de ma grand'mère, je jouais, parlais et improvisais tandis qu'elle continuait à écrire. Cela ne l'empêchait pas de participer à mes jeux, chaque fois que quelque histoire paraissait devoir appeler son attention et son intervention pour m'expliquer ce que j'inventais ou pour le réfuter. Elle enseignait toujours, sans qu'il y parût, même pendant les jeux et laissait libre cours à mon imagination pendant ces heures, mais la leçon était aussi attrayante que la récréation. Elle m'enseigna à lire et à écrire et jusqu'à sa mort elle se chargea de mon éducation, sauf pour le calcul dont elle ne s'occupa point; peut-être est-ce pour cela que je ne l'ai jamais compris.

La leçon débutait, dans les premiers temps, par la lecture; ensuite venait une dictée, puis la géographie. Cet enseignement m'était fait d'une façon narrative, la carte sous les yeux. Pas plus qu'elle ne me fit copier des pages d'écriture, elle ne me fit lire un précis de géographie sans m'avoir intéressée d'abord aux habitudes, aux lois, aux mœurs, au commerce des peuples chez lesquels il me semblait voyager. Ensuite, elle ouvrait le livre et me faisait repasser ainsi ce qu'elle venait de faire vivre pour moi par sa parole.

Après une assez longue étude des yeux, elle me faisait dessiner des cartes de mémoire et quoique la géographie, par la suite, me parût une science froide et ardue, j'y prenais un grand plaisir sous sa direction. Peut-être avait-elle la toute-puissance des fées, en tous cas elle avait l'art de savoir ce qu'il fallait à l'enfant qui l'adorait.

Pour l'histoire, elle procédait autrement. Elle m'expliquait les faits après lecture à haute voix.

Je crois que je n'appris aucune leçon « par cœur », si ce n'est les fables de La Fontaine. Elle intéressait toujours d'une façon directe et très bien dosée l'effort que je pouvais donner pour apprendre. Lorsque mon ardeur était trop forte, elle la modérait et écourtait la leçon; si au contraire j'étais distraite

et nonchalante, par sa douceur et par l'intérêt qu'elle éveillait en moi, elle arrivait au résultat qu'elle voulait obtenir.

— Appelle la Fée attention! — disait-elle lorsque mon esprit vagabondait. — Si elle ne vient pas tout de suite, appelle-la encore jusqu'à ce qu'elle soit là. Alors, tu apprendras vite et bien.

Enfin, lorsque la leçon était terminée, c'était la lecture à haute voix. C'est ainsi que j'appris à lire dans *l'Iliade* et *l'Odyssée* [1].

La grandeur de cette histoire épique est intimement liée au souvenir de ma grand'mère, car chaque jour nous lisions pendant près d'une heure, en alternant l'une et l'autre, cette belle épopée où j'apprenais la légende des Dieux et des Héros avec un vif plaisir.

Elle et moi nous échangions ensuite « nos opinions » sur les graves circonstances de la guerre de Troie. (J'avais alors huit à neuf ans.) George Sand préférait les Troyens, j'aimais mieux les Grecs et lorsqu'elle me demanda pourquoi, je lui répondis :

— Parce que Pallas, déesse de la Sagesse, est avec eux. Tu vois bien qu'ils ont le droit et la justice puisqu'elle les protège! Mais pourquoi préfères-tu les Troyens?

— Parce qu'ils sont à plaindre, — me dit-elle.

Mais à sa grande bonté pitoyable elle joignait l'amour de la droiture.

— Tu as raison, — ajouta-t-elle, — il faut toujours être dans la justice, mais tu verras qu'au-dessus de la justice humaine il y a quelque chose d'autre, de plus grand, de meilleur encore.

C'est à mesure que j'avançai dans la vie que je sentis toute la justesse de ses paroles.

Lorsque la lecture était terminée, elle reprenait son travail et je retournais à mes jeux.

Puisque je remémore l'idéalisme de ma grand'mère, je veux dire quel respect elle avait de la croyance chez autrui et comment elle laissa croître l'idéalisme héréditaire qu'elle trouvait en moi. Je la questionnais parfois, mais jamais je n'avais abordé le sujet de la religion qu'elle ne m'enseignait pas. Elle attendait, sans doute, l'éveil de mon inquiétude philosophique qui ne devint impérieux qu'après sa mort. Cependant j'entendais parler, par des fillettes de mon âge, de

1. Traduction de Leconte de Lisle.

l'histoire sainte et des Évangiles et un soir que Bonne-Mère s'habillait pour dîner, je lui demandai tout à coup avec audace :

— Est-ce que Jésus-Christ était Dieu?

Elle tourna la tête vers moi et me regarda de ses yeux dont le regard entrait jusqu'au fond de l'âme. Elle me sondait sans doute avant de répondre.

— Plus tard, — fit-elle, — tu concluras toi-même. Quand tu auras beaucoup lu et beaucoup pensé, tu te donneras la réponse que j'ai passé bien des années à me donner à moi-même. Jésus est plus beau et plus grand s'il est un homme.

Mais la pensée de l'au delà qu'elle effleurait d'une âme sensible et attentive, vint une autre fois se formuler dans cette même chambre bleue qui était la partie sacrée de mon royaume, où je ne jouais pas, où je venais l'embrasser chaque matin à son réveil, où je dormais près d'elle en signe de récompense après qu'elle m'avait conté ses plus belles histoires. Je me hasardai à lui demander ce qu'était la mort. Elle m'arrêta par ces mots :

— N'en parlons pas, ma fille, il sera trop tôt de le savoir quand elle nous séparera. Ma grand'-mère qui m'aimait comme je t'aime, ne m'en parlait jamais : faisons comme elle. Gardons le courage qu'il nous faudra.

C'est vers cette époque qu'elle composa pour moi cette « prière » qu'elle m'apprit et me fit réciter un jour à la fin du déjeuner et qui toucha ma mère jusqu'aux larmes :

AURORE

Mon Dieu, je ne suis qu'une enfant,
Je ne sais pas ce que vous êtes.
On me dit : c'est le tout-puissant,
Priez-le dimanches et fêtes.

Moi je sais que le ciel est beau,
Que le jardin est plein de roses,
Et quand la nuit met son manteau
Je rêve un tas de belles choses.

Est-ce vous le soleil couchant?
Est-ce vous la nuit dans ses voiles?
Est-ce vous que dans son beau chant [1]
Le rossignol dit aux étoiles?

Est-ce vous qui donnez des fleurs
Quand il a tombé de la pluie?
Est-ce vous qui séchez mes pleurs
Quand maman rit et les essuie?

Ai-je donc besoin du bon Dieu
Pour être une petite perle?
Pour pousser droite comme un pieu,
Pour rire et chanter comme un merle?

GRAND'MÈRE

Mon enfant, la joie et l'amour,
Tes jeux, tes rêves, tes ivresses,
Les fleurs, le ciel, la nuit, le jour,
Nos baisers, nos tendres caresses,

Tout cela vient de quelque Ptah
Meilleur que tous ceux de l'histoire,
Ni Jupiter, ni Jéhovah :
A ceux-ci, tu ne peux pas croire.

Mais nous trouverons bien le vrai
A force d'être bonne et sage,
Et quelque jour je te dirai
Que ta raison est son ouvrage.

Tu me diras : je le sens là]
Dans mon cœur fait à son image,
Je ne connais rien au delà,
Son nom, sa voix, ni son image,

1. Est-ce de vous que dans son chant
Le rossignol parle aux étoiles.

Il ne se montre point à nous,
Mais il nous aime ou nous pardonne ;
Ne le prions pas à genoux,
Aimons-le dans ce qu'il nous donne [1].

***

C'était Sylvain qui allait chercher en voiture les invités à qui la diligence était épargnée : les amies telles que madame Adam ou la famille Viardot. La voiture partait la veille de Nohant, Sylvain couchait avec les chevaux à Châteauroux et ramenait les hôtes en deux heures et demie. Lorsqu'arrivèrent madame Viardot et ses enfants, ce fut une fête.

Les deux jeunes filles, les premières que je voyais, me charmèrent. Elles étaient belles comme celles des contes de ma grand'mère. Claudie avait des cheveux qu'elle coiffait avec art et qui retombaient en bouclant sur son joli cou. Marianne portait dans son épaisse chevelure tressée un nœud bleu sur le côté. Elles représentaient à mes yeux deux types de la beauté féminine si charmants que je garde encore pour elles l'admiration première qu'elles m'inspirèrent.

Madame Viardot était passionnément captivante.

Une après-midi tout le monde était réuni au salon. Il faisait peut-être mauvais temps, je ne sais, car on ne se tenait pas dehors comme d'habitude, mais madame Viardot se mit au piano et chanta. George Sand était assise à la grande table,

1. Je recopie cette prière sur l'original écrit de la grande et belle écriture de George Sand. En tête elle a inscrit : *A Aurore* ; au verso se trouve au crayon un projet qu'elle abandonna pour écrire l'autre, mais tel qu'il est, il fera plaisir à lire et le voici :

La nature est tout ce qu'on voit,
Tout ce qu'on veut, tout ce qu'on aime.
Tout ce qu'on sait, tout ce qu'on croit,
Tout ce que l'on sent en soi-même.

Elle est belle pour qui la voit,
Elle est bonne à celui qui l'aime,
Elle est juste quand on y croit
Et qu'on la respecte en soi-même.

Regarde le ciel, il te voit,
Embrasse la terre, elle t'aime.
La vérité c'est ce qu'on croit
Et la nature c'est toi-même

non loin du piano. Elle m'avait dit : « Reste, écoute-la. » Sa voix était si étrange même pour une enfant comme moi, son art si dramatique que tout le monde était ému, silencieux ; mais lorsque Pauline Viardot chanta une composition de son père, lorsqu'elle prononça dans la belle langue espagnole « Que quieres Panchito », ma grand'mère inclina son buste en avant et se couvrit le visage de ses mains. Ce geste, son attitude, l'émoi que cela me causa — je ne l'avais jamais *vue* troublée ainsi — me firent frémir. La Viardot acheva la chanson, se leva et s'approchant d'elle lui dit : « Ma Ninoune ! » C'était le nom amical qu'elle lui donnait.

Je vis alors le visage de ma grand'mère : elle ne pleurait pas, mais était plus pâle encore que de coutume ; ses yeux semblaient remplis d'une joie douloureuse. C'était une émotion surhumaine qu'elle venait d'éprouver. Elle et la Viardot ressemblaient à deux divinités.

Le soir, il y eut une autre sorte de divertissement. Mon père préparait plusieurs fois par an des pièces de marionnettes. Il créait tout dans ce théâtre qui avait succédé au grand théâtre. Il sculptait les personnages, les peignait, inventait les accessoires et les fabriquait de ses mains habiles, il brossait les décors fort jolis, il machinait tout, organisait, clouait, transformait et faisait le canevas des pièces qu'il représentait en improvisant. George Sand, qui était très adroite aussi, coupait et cousait les costumes, et quand il y en avait trop, on prenait une femme du village pour terminer les vêtements. Tout était parfait dans ce petit monde. Ma grand'mère et nos amis prenaient aux représentations un plaisir extrême. Les principaux personnages avaient leurs caractères, leur manière de parler différente, leur accent, et mon père, excellent comédien lui-même sur le théâtre abandonné, faisait vivre à lui tout seul ses marionnettes. Elles étaient un délassement pour George Sand et aussi pour mon père, esprit complexe et de premier ordre qui avait en lui les dons d'un grand artiste et la méthode d'un savant.

Ces figurines reflétaient une telle vie que les domestiques en avaient une certaine crainte et je les entendis souvent dire « qu'elles étaient en vie comme des chrétiens ». Une femme de service, nouvelle dans la maison, demanda qu'on

la changeât de chambre, la sienne étant au-dessus du théâtre, parce que, dit-elle, « quand monsieur Maurice est couché, les marionnettes se relèvent et continuent à faire du vacarme toute la nuit ».

— C'est égal, — disait un autre, — Monsieur tout habile qu'il est ne peut pas toujours les *gordir* [1]. Elles ont bien leur idée aussi.

Lors du séjour de la famille Viardot à Nohant, « les réjouissances » furent à leur comble. On alternait entre la musique, les représentations, les petits jeux, les charades, les promenades, la peinture, les chasses aux papillons.

Tourgueneff même nous conta, sur la terrasse, l'histoire d'un chat fantastique. Mais qui pouvait rivaliser pour les contes avec ma grand'mère? Combien je regrette d'avoir été trop enfant pour écrire ce qu'elle me contait chaque soir afin de m'endormir! Combien je regrette d'avoir pu jouir seule de tout ce trésor dont je n'ai gardé que l'impression et le souvenir enchanté! C'étaient des contes qui duraient des soirs et des soirs, lorsque j'étais couchée dans sa chambre en signe de grande joie et de récompense. Elle me permettait de frapper sur le carrelage du salon, où elle était avec mes parents et nos amis; elle montait lestement et venait s'accouder derrière le grand canapé-lit où j'étais couchée. Alors commençait ou continuait une de ses narrations fantastiques où les fées et les génies avaient le meilleur rôle. Ou bien c'était les personnages de la comédie italienne qui revivaient dans ses récits : Arlequin, Pierrot, Colombine, Cassandre, Polichinelle, Scapin, Isabelle et Mezzetin. Mais jamais peut-être il ne fut de plus beau conte au monde que celui que je lui fis prolonger des semaines entières, tant je l'aimais: c'était l'histoire d'une fée qui vivait sous les eaux, dans son palais. Rien ne peut dire la fraîcheur, l'éclat, la variété, l'ampleur de cette histoire que je voudrais pouvoir entendre encore. Heureusement ce conte ressemblait un peu à une œuvre déjà écrite de George Sand, que plus tard, par hasard, elle prit dans la bibliothèque pour que nous la lisions à haute voix :

— Il est question de fée dans ce livre, — me dit-elle, — mais je ne m'en souviens plus. Nous allons voir si cela t'amuse.

1. « En jouir », les mener comme il veut.

A mesure que nous lisions *la Coupe*, le récit devenait plus émouvant, si bien que tout à coup je m'arrêtai de lire à haute voix et priai Bonne-Mère de continuer. Elle dut s'interrompre au bout d'un moment, car les larmes qui jaillissaient de mes yeux humectaient aussi les siens.

— Quand il s'agit d'enfant, — dit-elle modestement, — cela émeut toujours. Je ne me souvenais plus de ce livre.

Il est certain que si elle eût pensé remuer notre émotion, elle n'eût pas choisi cette lecture. Elle s'en excusa encore le soir auprès de mon père comme d'une faute de mémoire et d'une surprise de sa propre sensibilité. J'ai béni souvent l'oubli qu'elle avait eu de sa propre création, puisque, de sa voix, j'entendis l'une de ses plus jolies œuvres.

*
* *

Lorsque ma grand'mère quittait Nohant pour passer quelques semaines ou quelques jours à Paris, c'était toujours une séparation pénible. Elle préparait son voyage à l'avance, faisait un chapeau neuf pour partir et je me souviens du dernier que je lui vis faire. Il était en paille blanche, un peu grand, les bords, comme on les portait à cette époque, légèrement abaissés. Elle avait orné cette paille d'un plissé de mousseline blanche, d'un large ruban de velours noir et d'une fleur blanche et verte, simplement et bien posée. Lorsque je la vis entrer dans notre chambre d'enfants avec ce chapeau, à demi recouvert par le voile de voyage, de son pas rapide et silencieux, je ne pus rien lui dire. J'avais le cœur serré de la voir partir et je l'admirais.

Elle m'embrassa, me recommanda de travailler et me promit de revenir bientôt. Ses absences ne duraient guère : elle avait hâte de rentrer pour nous retrouver.

Une seule fois son départ fut une joie, car je partais avec elle et ma mère. Elle trouvait que j'étais assez sérieuse pour l'accompagner à Paris.

Nous descendîmes dans son « pied-à-terre », au numéro 5 de la rue Gay-Lussac. On y pénétrait par une petite entrée sombre et triste. Le salon donnait accès à sa chambre. Celle que j'habitais était grande comme une armoire ou une cabine.

La petite fenêtre donnait sur une cour intérieure. Pour entrer chez moi il fallait d'abord passer par la salle à manger et la chambre à coucher qu'habitait ma mère, et il fallait encore monter deux marches. Quel étonnement après les spacieuses et claires habitations de Nohant ! La domestique, Martine, était aussi un être bizarre pour moi qui ne connaissais que nos Berrichons. Elle était cuisinière, femme de chambre, commissionnaire de Bonne-Mère le jour, et le soir, ouvreuse à l'Odéon. Martine était dévouée à ma grand'mère et pour cela je l'aimai tout de suite ; elle aussi me prit en affection sans doute, car elle me conta son existence, ce qui m'intéressait médiocrement, mais m'attachait à elle. Elle faisait l'omelette d'une manière « remarquable », disait George Sand, et Martine, dans le réduit qui servait de cuisine à l'appartement, m'initia à ses secrets culinaires. Elle mettait un peu d'eau dans l'omelette et prétendait que c'était le seul moyen de faire « l'omelette d'une manière agréable ».

Elle était connue des amis pour faire bonne garde auprès de Bonne-Mère, défendant la porte sans pitié.

L'appartement n'offrait aucune recherche, mais au salon étaient quelques bons tableaux, dont la magnifique esquisse de Delacroix, *la Nuit de Valpurgis*, qui avait été léguée à ma grand'mère.

Entre les deux fenêtres, une grande table où George Sand écrivait ; en face un divan de cuir faisant encoignure, quelques fauteuils, des petits bronzes chinois sur les meubles et un joli bahut Renaissance.

Dans sa chambre, le lit et l'armoire à glace étaient tout simples ; une jolie pendule était posée sur la cheminée. Cette chambre-là, comme celle de Nohant, était bleue et blanche.

Nous dînions chez Magny où ma grand'mère semblait chez elle et invitait nos amis.

Le premier soir qu'elle me conduisit à l'Odéon, c'était pour y voir notre ami Porel. Ce fut une joie de le reconnaître sous les traits de Scapin. Il s'avança sur le bord de la scène, — nous étions dans la loge de Duquesnel, alors directeur, — et il me dit tout bas : « Bonjour, bonjour. » Venait ensuite une pièce où jouait une jeune fille charmante et qui me plut parce qu'elle avait l'air naturel : c'était Baretta.

Ma grand'mère fut enchantée de la soirée qu'elle me fit passer, des remarques que je lui fis, du plaisir que je prenais tout près d'elle. Autant elle était sédentaire à Nohant, autant elle était agissante à Paris. Elle accumulait, dans les jours qu'elle y passait, toutes les visites à ses vieux amis, la recherche des jouets et des animaux qu'elle nous rapportait, ce qui faisait de son retour une véritable distribution de plaisirs. Mais sa présence était ce que je préférais à tout.

* * *

A Nohant, la vie calme et remplie reprenait. Dans les dernières années, elle déjeunait dans son cabinet de travail d'une tasse de chocolat très épais dans lequel elle ajoutait un peu de crème fraîche. Puis elle lisait le journal et sa correspondance. Vers midi ou une heure, elle descendait et nous prenait au sortir de table pour faire le tour du jardin avec elle.

Souvent, on faisait une partie de boules, — elle y excellait, — après avoir été faire « une visite » à ses plantes préférées. Puis elle remontait chez elle, lisait ou peignait, me donnait ma leçon, faisait sa correspondance ou écrivait, si elle avait un roman qui la prenait, jour et nuit. Avant dîner, elle redescendait au jardin, puis au premier coup de cloche, elle passait dans sa chambre pour changer de toilette. Cette habitude d'élégance qu'elle garda toute sa vie était une joie pour moi. La voir « s'habiller », mettre pour dîner une parure de corail ou une cravate de soie claire comme on en portait alors, c'était une fête quotidienne à laquelle je participais en quittant mon tablier d'enfant.

Elle dînait toujours avec nous à la salle à manger et se couchait la dernière de la maison, puisque après les jeux de patience, de cartes ou de dominos, après une lecture à haute voix, la confection des costumes de marionnettes, de nos jouets ou de nos déguisements, elle restait seule avec mon père pour causer encore en tête à tête ou pour continuer chacun à lire ou à dessiner. Puis ils s'embrassaient en se souhaitant bonne nuit. Elle montait alors et se mettait au travail, parfois jusqu'à deux heures du matin. C'est dans le silence des nuits de

Nohant, assise devant son bureau, éclairée par une petite lampe, qu'elle a laissé couler sa généreuse et fraîche imagination.

« Le public, — écrit-elle dans l'un de ses livres, — n'est pas obligé de savoir que l'œuvre de l'artiste est le trop-plein de son cœur. »

C'était vrai. Elle était plus grande et meilleure encore que tous ses beaux romans.

Le jour de sa fête, — c'était le 5 juillet, — le jardinier préparait de gros bouquets pour le soir, et à dîner on les posait devant elle. C'était comme la redevance de son jardin où elle ne cueillait jamais une fleur, si ce n'est pour en orner les cheveux de ma mère. Et ce jour-là même, on épargnait toutes les fleurs les plus jolies. Puis mon père lui offrait une représentation de marionnettes préparée en grand mystère, et dont elle ne connaissait pas le sujet.

Pour nos anniversaires d'enfants, on tirait autant de coups de canon que nous avions d'années. La couleuvrine du maréchal de Saxe revivait en ces jours-là.

A notre baptême — je dis notre, parce que nous fûmes baptisées ensemble, ma sœur et moi : j'avais quatre ans, et elle en avait deux, — on amena le canon de la Châtre pour nourrir le bruit guerrier de la couleuvrine. Quatre sapeurs barbus étaient rangés derrière nous deux, juchées sur nos chaises d'enfants. Ils portaient le haut bonnet à poil, le tablier de cuir et la hache au poing, pendant que le pasteur officiait. La cérémonie se passait à la salle à manger. George Sand était ma marraine, le Prince Napoléon mon parrain.

La salle à manger de Nohant, recouverte du haut en bas d'une boiserie gris clair, sert de passage pour aller au salon, au jardin, à l'appartement du bas et donne aussi accès sur le vestibule d'entrée. Sa grande fenêtre et la porte ouvrent sur la terrasse. Cette pièce fut l'une des plus animées de la maison. Non seulement les repas de midi et du soir s'y prenaient, mais aussi les soupers, les soirs de théâtre.

Pendant un certain temps, on y installa des jeux, des bilboquets, une toupie hollandaise qui distrayaient les hôtes avant dîner ou après déjeuner. Puis mon père y fit mettre une cage pour les ouistitis que Bonne-Mère rapporta de Paris, et qui

faisaient des grimaces pendant les repas. Enfin, la salle à manger devint la salle des mariages, quand Maurice Sand fut maire.

***

Le jardin qui avait été tracé et planté par Aurore de Saxe a gardé son style Louis XVI comme la maison. Mais George Sand l'a embelli par son amour des fleurs et de la verdure.

Elle a fait disposer sur la terrasse des orangers, des fuchsias, des citronnelles et des grenadiers. Elle a planté des rosiers, des clématites blanches, du jasmin, des corcorus et de la bïonne, le long de la maison, de sorte que la grande demeure est dans un nid parfumé.

Les cèdres, les deux hauts sapins qui dominaient tout, les grands tilleuls qui venaient toucher les fenêtres de ma grand'-mère, les arbres de Sainte-Lucie et de Judée qui fleurissaient la cour d'entrée avec les lilas et sur la terre les iris, les tulipes, les pivoines, le lin bleu et les nigelles, les géraniums et les lauriers roses, tout s'unissait pour égayer le fond de verdure du petit bois aux allées en méandre, aux carrefours où des bancs invitaient au repos.

George Sand a parlé de ce bois. C'est là qu'elle évoquait « Corambé », là que plus tard, grand'mère de Nini, elle arrangeait pour l'enfant un délicieux petit jardin, mouvementé, orné d'eau; elle y fit construire une maisonnette rustique où l'on plaça une table et deux chaises de paille pour qu'elle pût écrire en surveillant les jeux de la fillette. Dans cet endroit même, qu'elle nommait « Trianon », les buis ont grandi et recouvrent presque entièrement les pierres qui représentaient des rochers pour l'enfant; deux sarcophages gallo-romains trouvés dans le jardin abritaient de leur ombre les morilles qui poussaient et les oiseaux qui venaient nicher bas. Elle s'asseyait encore sous les grands arbres de son Trianon, mais elle n'entrait plus dans la cabane : elle craignait d'évoquer le souvenir douloureux de sa petite-fille morte [1].

Tous les jours elle faisait un tour de jardin et visitait ses plantes. Elle les aimait, les guidait, les relevait au passage. Elle savait la date de leur flore, les endroits propices à leur

1. Nini. Jeanne Clésinger, la fille de Solange.

beauté, la manière de les soigner : le jardinier était un personnage important et recevait directement ses ordres. Elle était faite pour tout aimer dans la nature. Son cœur, son âme et son goût la portaient à l'observation et à l'amour des êtres. Les oiseaux s'apprivoisaient à son toucher et à sa voix et lorsqu'il arrivait qu'un oiselet familier entrât dans son cabinet, si j'en apportais un, tombé du nid, elle réussissait toujours à trouver la pâture qu'il lui fallait, chose fort difficile pour certaines espèces, et elle m'enseignait comment il fallait lui donner la becquée.

George Sand préférait certaines plantes humbles qui lui parlaient des forêts ou lui plaisaient par leur beauté simple. La stellaire holostée était une d'elles. Elle aimait à voir cette étoile blanche s'ouvrir en signe de beau temps et se fermer avant la pluie ; elle aimait l'anémone sylvie qu'elle avait importée des bois d'alentour; elle allait voir tous les jours, dès qu'elle sortait de terre jusqu'à sa floraison, une touffe d'hépatite pour sa couleur pervenche-bleue et sa jolie forme. Le muscari qu'elle avait rapporté du Midi et dont elle prisait l'odeur exquise et pénétrante poussait maintenant dans le gazon à côté de la stellaire holostée et de belles tulipes qui croissaient sous les lilas de Perse. Il fallait aussi conserver ou replanter les roses de Noël et une autre plante qu'elle soignait particulièrement et qu'elle appelait le Nard. Cette plante donne une fleur légère d'un blanc rosé au parfum très fin et particulier, un parfum aristocratique, évocateur d'un autre temps, qui peut-être rappelait à George Sand les goûts raffinés de sa grand'mère.

Le « rosarium » était une petite partie du jardin très bien exposée au soleil où quatre massifs de rosiers entouraient des parterres de fleurs d'été. Cet endroit était le régal des yeux et aussi celui des papillons attirés par l'odeur de miel de ces fleurs au soleil.

Des pivoines rouges, des alteas et des rosiers, des verges d'or, des pavots et des anémones du Japon ornaient alternativement la grande allée qui traverse le jardin potager.

Ces plantes sont toujours là, ce sont les mêmes qui refleurissent, les unes aussi belles qu'alors, les autres presque épuisées.

Sur la terrasse, parmi les fuchsias, plantes favorites d'ornementation de ma grand'mère, était une espèce à petites fleurs rondes d'un très beau rouge ; cette plante lui avait été donnée par Eugène Delacroix. Une citronnelle dont elle aimait le parfum vivifiant, verdit et fleurit encore. La mélisse qu'elle a fait planter pousse tous les ans aux mêmes endroits et la clématite blanche monte toujours jusque sous ses fenêtres pour y exhaler sa senteur d'amande amère.

Tout est resté tel qu'elle l'a vu, ou à peu près, dans son jardin, si ce n'est un rang d'ormes, à l'est, et quelques grands et beaux tilleuls qui touchaient la maison. Mon père, après la mort de cette mère adorée, eut un chagrin si profond qu'il voulut partir, fuir le nid vide. Puis il se ravisa et mû par le besoin de transformer ce qu'il ne trouvait plus bien, puisqu'elle n'était plus là pour en jouir, il élagua et coupa. Les ormes tombèrent. Le gros tilleul lui-même avec un bruissement de feuilles et un craquement de géant s'écrasa sur la terre. Mon père semblait obéir au désir de sacrifier ce qu'il y avait de plus beau dans ces frondaisons qu'elle avait tissées autour de la maison pour cacher mystérieusement sa calme retraite. Il y avait quelque chose d'antique et de grandiose dans cette destruction.

***

Son regard sérieux qui révélait une force se posait sur toutes choses avec grandeur et la bonté émanait d'elle. Je la vois. Elle a gardé ses beaux yeux sombres jusqu'à la mort. Sa taille est moyenne, son corps épaissi par l'âge garde pourtant les habitudes d'une femme agile. Elle marche vite, ne s'étend que pour dormir et prend des bains de rivière tout l'été.

Elle est silencieuse, active, sobre et modeste. Brune comme les Koenigsmarck, d'une couleur mate et dorée, elle unit « le ton basané » du maréchal à la peau blanche de sa grand'mère. Sa voix est douce, chaude, grave et voilée, d'un timbre bas et discret. Sa parole n'est pas abondante.

Ses traits sont restés beaux, ses petites mains douces et jolies, adroites sont maîtresses de tout ce qu'elles touchent. Ses pieds aussi sont petits, chaussés d'étoffe fine.

Elle marche peu dans sa vieillesse, pourtant on sent qu'elle peut marcher quand elle veut. Elle va vite, et dans la foule, elle se fraie un passage, glisse et disparaît, leste, entre les groupes.

Elle s'habille simplement, avec goût et elle est scrupuleusement soignée.

Les parfums dont elle fait usage sont délicats, elle aime l'odeur des fleurs, celle que la brise apporte des prés et de la terre.

Elle aime l'eau et la fraîcheur du bord des rivières.

Ses bains froids dans l'Indre sont un plaisir et une bienfaisante habitude qu'elle a gardée. Elle reste longtemps dans l'eau, sans nager, étendue ou assise dans une sorte de piscine naturelle qu'elle s'est arrangée entre les pierres et qu'elle redresse de ses jolies mains tout en se baignant. Elle aime ce bain entre les petits îlots où la menthe et la saponaire embaument, sous les grands arbres, entourée de mouches d'or et de libellules.

Elle aime tout ce qui est beau et bon, d'un cœur généreux, d'une âme ardente.

Tout ce qu'elle fait est fait avec grand soin : elle dessine, brode, peint, coud, joue du piano, étudie la botanique ; elle étudie toujours.

Elle avait développé mon père après ses études de collège, selon les aptitudes variées et étendues qu'il possédait, et continuait à travailler avec lui. Il avait toujours été et restait sa plus grande affection. Il lui ressemblait avec une nature plus calme et plus raisonnable. Grandi dans l'amour de cette mère pour laquelle il avait souffert et dont il avait craint d'être arraché, il était deux fois son fils, il l'adorait comme une tendre mère et aussi pour son âme géniale dont il avait hérité une bonne part.

***

Elle devait partir le lendemain ou le surlendemain pour Paris [1] lorsqu'elle tomba malade. Elle souffrait depuis quelques jours de douleurs intestinales dont elle ne s'était plainte qu'à un jeune docteur, nouveau venu dans la contrée. Ce

1. Avec notre ami Charles Sagnier, de passage à Nohant.

jour-là, 30 mai, nous étions allées, ma sœur et moi avec ma mère, à la noce d'une paysanne que nous aimions bien. A notre retour, dans l'après-midi, nous trouvâmes ma grand'mère souffrante. A huit heures du soir, les malaises ayant augmenté, mon père envoya chercher le docteur Papet, l'ami de la famille. Il arriva à neuf heures avec sa bonté, son dévouement et son amitié. Jusqu'à quatre heures du matin les souffrances furent affreuses. Le lendemain matin, on appela aussi le docteur Pestel. Ils jugèrent l'un et l'autre ma grand'mère gravement malade.

Malgré les soins incessants et les docteurs Péan, Favre et Darchy venus aussi pour la soigner, elle souffrit horriblement pendant huit jours. Elle éloignait mon père et nous deux pour nous éviter l'angoisse de la voir souffrir et de l'entendre.

Fallait-il que la douleur fût forte pour que l'on entendît les plaintes et les cris de cette grande silencieuse qui cachait toujours son mal et ne pleurait jamais !

Ma mère la veilla et la soigna constamment. Son adoration pour ma grand'mère, l'affection maternelle que George Sand avait pour elle les liaient dans une étroite et suprême confiance.

Ma tante Clésinger vint au chevet de sa mère pour y introduire sa manière de voir et l'y faire prévaloir, quant au mode d'enterrement qui lui convenait pour George Sand.

J'emprunte ce fragment aux notes que le docteur Pestel nous a laissées sur la maladie de ma grand'mère : « Le 6 juin au soir le curé de Vic était dans la cour. M. Plauchut alla lui dire que s'il désirait avoir des nouvelles de la malade, il avait le regret de lui apprendre qu'elle n'allait pas mieux, que s'il était venu dans l'espoir d'exercer près d'elle son ministère, il pensait que sa démarche était inutile parce que, certainement, madame Sand ne le recevrait pas. » A cet instant, madame Solange apprenant la présence du curé descendit pour lui parler... Elle fut le trouver et le remercia de sa bonté d'être venu savoir des nouvelles de sa mère. Le curé lui dit : « Mais j'étais venu aussi dans l'espoir d'apporter à madame Sand les secours de la religion. » Madame Solange lui répondit que sa mère, quoique bien souffrante, n'en était pas là ; qu'elle craindrait, en introduisant près d'elle un prêtre, de lui causer

une émotion fâcheuse, que le lendemain elle lui ferait porter des nouvelles et que si l'état s'aggravait, elle le ferait prévenir.

Pendant que sa fille consultait nos cousins Casamajou et Simonnet sur les dispositions à prendre, George Sand appelait la mort.

Mon père désirait pour sa mère un enterrement civil, conforme à ses idées, à sa vie, à ses opinions, mais n'ayant aucune instruction de sa mère à ce sujet, il abdiqua devant les arguments et la pression de ma tante, de nos cousins, des docteurs Favre et Papet. Ma tante avait trouvé dans un petit sachet bleu, quelques jours auparavant, un écrit de ma grand'mère daté de 1857 ou 58 qui commençait ainsi : « Ceci est l'expression de mes dernières volontés. La mort n'étant pas un malheur mais une délivrance, je ne veux sur ma tombe aucun emblême de deuil. Je désire, au contraire, qu'il n'y ait que des fleurs, des arbres et de la verdure. »

Peut-être mon père a-t-il bien fait de céder à sa sœur, comme il faisait toujours quand ils étaient enfants parce qu'il était le meilleur et le plus sage, et qu'ainsi il évitait un désaccord qu'il eût été cruel pour lui de soutenir dans un pareil moment.

« Je suis persuadée, — écrit ma mère dans une note qu'elle m'a laissée, — que George Sand, qui avait un écrit lorsqu'elle était chez des amis, n'a pas voulu en avoir à Nohant de peur d'un conflit entre Solange et son frère. »

Le 7 juin au matin, elle dit :

— Adieu, mes chères petites-filles.

Ma mère lui demanda :

— Veux-tu qu'on aille les chercher?

— Oui, — dit-elle.

Nous nous sommes approchées de son lit.

— Mes chères petites, — nous dit-elle, d'une voix que la douleur rendait plus impressionnante encore, — que je vous aime ! Regardez-moi, mes enfants. Oh ! mes chères adorées, que je vous aime ! Embrassez-moi ! Soyez bien sages !

Ce fut le dernier élan de son grand cœur.

Le 8 juin à six heures du matin elle dit :

— Adieu, adieu, je vais mourir, adieu Lina, adieu Maurice, adieu Lolo, ad...

Elle voulait ajouter sans doute le petit nom de ma sœur.

Ce furent ses dernières paroles ; elle entra tout de suite après en agonie.

Elle avait cessé de vivre quand on nous éveilla.

C'est ma tante Solange qui entra dans la chambre de mon père avec moi pour lui apprendre la fin. Il était couché. Il s'assit sur son lit. Elle lui dit : « Elle est morte » ou « C'est fini », je ne me souviens pas. Il prononça dans un sanglot qui le courba sur son lit : « Ma mère ! ma mère ! »

Il perdait sa mère, cette mère que nous adorions, pour laquelle et par laquelle il avait vécu en une si grande communion de cœur et d'idée, cette mère dont il était la réponse à la demande anxieuse qu'elle avait faite à la vie.

Les jours que nous avons vécus alors me restent comme s'ils étaient tout proches. Il avait fait très beau durant sa maladie : le 8 juin il se mit à pleuvoir, le jardin pleurait aussi.

On joncha son lit de fleurs.

Lorsque je la vis morte, je n'eus pas l'effroi qu'on craignait. Elle semblait dormir. Mais le dernier baiser que je lui donnai, je le sens encore tant elle était froide.

Je pris sur son lit une rose blanche, de celles qui poussaient sous sa fenêtre, en pensant que pour toute la vie je n'aurais plus rien de sa présence !

Le glas sonna le soir à la petite église. Jamais cloche ne me parut si affreuse à entendre. Je l'écoutais du grand couloir, à la fenêtre, en regardant se coucher le soleil dans les nuages de pluie, tout près de sa chambre où elle ne souffrait plus, d'où l'on n'entendait plus sortir cette plainte qui nous avait déchirés pendant cette longue semaine.

— Viens dire bonsoir à Bonne-Mère, — me dit ma nourrice ; et je la suivis.

Sa tête était recouverte par les fleurs et je baisai sa petite main que j'aimais tant, qui m'avait soignée, élevée, amusée, instruite.

Et je ne la revis plus.

L'enterrement eut lieu le lendemain. Le cœur étreint par un chagrin profond, je saisis pourtant ce qui se passa. Je suivais mon père des yeux, ma mère ne quittait pas ma sœur.

Nos amis étaient presque tous venus. D'abord : Favre, Plauchut; Sagnier était à Nohant, puis nos cousins et Amic, Flaubert, le Prince Napoléon, Dumas, Harrisse, Paul Meurice, Armand Sylvestre, des journalistes, des amis du Berry; les paysans, les paysannes en capiches noires suivaient.

Après les discours, mon père embrassa Paul Meurice qui avait lu le discours de Victor Hugo : il pleurait. Puis quand tout le monde eut passé devant la tombe et y eut jeté un petit rameau de laurier dont Marie Caillaud avait une corbeille pleine, nous fûmes, ma sœur et moi, aux portes de la cour, ouvrant sur le bourg. Et là, nous avons distribué des pièces d'argent à tous les pauvres de la contrée, venus, selon la coutume du pays, recevoir la dernière aumône.

Puis l'on vint nous chercher pour dire adieu aux amis qui repartaient.

Flaubert pleurait en m'embrassant. Il voulait m'emporter. Moi j'étais comme indifférente à tout : la vie n'avait plus de raison d'être sans elle.

AURORE LAUTH-SAND

Paris. Avril 1916.

AU FRONT DE FRANCE[1]

XVII

Redescendu à nouveau des tranchées, je voulais vous écrire hier pour vous raconter notre attaque à la grenade la dernière nuit que nous étions aux tranchées. Mais toute notre journée fut prise et nous ne fûmes pas relevés avant le soir, et je n'ai pas eu un instant pour vous écrire avant cet après-midi. Mais je puis vous dire que nous sommes redescendus très fiers cette fois, et la compagnie crânant plus que jamais. Je ne doute pas que la compagnie « D », notre plus sérieuse rivale, n'ait mis à son actif quelque chose d'extraordinaire quand nous y retournerons. Ils sont résolus à battre nos records dans toutes nos opérations de châtiment et je dois reconnaître qu'ils y réussissent souvent. Ils ont deux officiers de plus que nous maintenant, et les Boches se sont aperçus qu'ils ont du cœur à l'ouvrage. Que nous ayons des Bavarois ou des Prussiens devant nous, cela fait peu de différence : ils n'ont aucune chance d'avoir la tranquillité tant que nous tenons la ligne. Le public lit les événements importants, et je suppose que lorsque les gens voient : « calme sur le reste du front », ils ont une tendance à se demander comment nous pouvons passer notre

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août et du 15 août 1916.

temps. Ah ! je vous assure, le calme signalé par les communiqués ne conviendrait pas absolument aux réfractaires « par scrupule de conscience », je vous en donne ma parole : c'est une espèce de calme qui tient maître Boche sérieusement sur le qui-vive. Mais en somme je suis plutôt content que nos communiqués soient rédigés comme cela. Je serais ennuyé de les voir mener grand bruit autour de nos petits faits. Seulement ne vous imaginez pas, lorsque vous lirez : « calme sur le reste du front », que cela signifie que les Boches ont été laissés en paix, car ce n'est pas vrai ; loin de là.

Vous vous souvenez qu'en face de notre extrême gauche, j'avais découvert une percée en forme d'S, menant à travers les fils de fer barbelés à la tranchée avancée boche, et ainsi pratiquée sans aucun doute pour la commodité de leurs patrouilles de nuit.

Nous décidâmes de nous servir de cette percée pour une petite attaque à la grenade, la dernière nuit que nous fûmes aux tranchées. Il faut vous rappeler qu'un des principaux usages des réseaux de fils de fer barbelés est d'empêcher que les grenadiers s'approchent. Les enchevêtrements couvrent de quarante à soixante pas devant les tranchées. On ne peut pas espérer lancer des grenades avec précision à plus d'une trentaine de mètres. Aussi, pour lancer des bombes dans la tranchée, le grenadier doit se frayer un chemin sur une vingtaine de pas dans les fils de fer. C'est très difficile à faire sans éveiller l'attention des sentinelles, et il est impossible d'y arriver très rapidement avec ou sans bruit. Vous voyez d'ici la situation difficile d'un grenadier lorsqu'il a jeté sa première bombe. C'est une cible pour les mitrailleuses et fusils boches au moment où il est au milieu d'inextricables fils de fer dont il ne peut espérer se retirer qu'avec lenteur et difficulté.

Alors, pourquoi ne pas ouvrir un chemin à travers les fils de fer boches, à la tombée de la nuit, et le mettre à profit quand l'obscurité est venue? Excellent. Seulement si vous étiez les Boches et que nous pratiquions ainsi un chemin le soir dans vos fils de fer, n'amèneriez-vous pas certainement une mitrailleuse ou deux devant cette brèche pour la balayer de votre feu à un moment quelconque de la nuit, et n'amèneriez-vous pas aussi, au même endroit, une douzaine supplémentaire de

tireurs aux yeux perçants, et ne considéreriez-vous pas avec plaisir ce petit sentier comme un piège merveilleux où égorger les Tommies anglais comme des faisans posés à terre, hein?

Eh bien, ce que je voulais obtenir du commandant de notre batterie, en le prenant par le bon côté et en le persuadant, c'était qu'il tirât un certain nombre de salves de ses chers petits canons cet après-midi pour couper un petit chemin dans les fils de fer boches à l'extrême droite de notre ligne. Il arriva que, sans contrevenir à l'esprit d'économie avec lequel les maîtres des canons entament leurs précieuses réserves de munitions, ce seigneur était en état de nous fournir quelques salves.

Évidemment notre attitude envers les artilleurs n'est pas toujours raisonnable. Nous voulons toujours qu'ils dépensent des munitions, quand leur devoir évident est d'en accumuler toujours avec avarice pour les heures de besoin réel, de sorte que, lorsque ces heures viendront, ils puissent lâcher tout.

Cependant, il arriva heureusement que les artilleurs ne se refusèrent pas du tout à donner à ce bout de la ligne boche un petit arrosage, et, ainsi, ils nous promirent un sentier net à notre extrême droite pour ce soir-là.

Nous ne parlâmes pas de cette belle passe en forme d'S à l'extrême gauche que maître Boche ne croyait naturellement connue que de lui. Remarquez notre extrême habileté. Nous installâmes un *fusil* à grenades à l'extrémité droite, ainsi qu'une mitrailleuse. Puis nous désignâmes nos meilleurs grenadiers et transportâmes avec précaution des provisions de grenades à main à utiliser dans l'ouverture en forme d'S à notre extrême gauche. Jusqu'à minuit la lune éclairait et pendant plusieurs heures, nous occupâmes activement les Boches à notre extrême droite, où avec une très faible dépense de munitions, les canons nous avaient ouvert un chemin dans les fils de fer. Je ne doute pas que Fritz eût plusieurs mitrailleuses disposées sur ce point et toute une équipe de tireurs. Il se disait qu'il ne ferait qu'une bouchée des Anglais dans ce passage, et nous l'encouragions à le croire.

Vous savez, la nuit il n'est pas très facile de distinguer entre l'explosion d'une grenade à main et celle d'une grenade de fusil. Mais, tandis que la grenade à main ne pouvait être lancée

que des fils de fer, la grenade de fusil pouvait aisément être projetée de notre tranchée, juste à notre droite. Nous en lançâmes donc à des intervalles extrêmement variés et alors, quand les Boches ouvrirent le feu de leurs mitrailleuses dans l'allée, croyant que nos grenadiers étaient campés là, nous, nous répliquâmes par des volées de feu de mitrailleuses sur leur parapet en face du passage, touchant ainsi, c'est sûr, un certain nombre de têtes. Il est certain qu'ils devaient regarder et également certain qu'ils ne s'attendaient pas à un tir de nos tranchées.

C'était un petit jeu tout à fait amusant et nous le prolongeâmes jusque vers minuit. Alors nous cessâmes complètement, leur donnant à supposer que nous avions abandonné tout espoir d'avoir raison de leur vigilance. Nous résolûmes d'ouvrir à nouveau la danse à 1 h. 1/2 précise du matin, avec des grenades de fusil et des feux de mitrailleuses, comme il conviendrait, et de sérieuse manière en tous cas.

A 1 heure je partis de la sape puante à notre extrême gauche avec douze de nos meilleurs bombardiers, chacun portant plein un tablier de bombes. Pas un rayon de lumière. Nous allâmes droit vers la brèche en forme d'S et nous nous étendîmes là devant les fils de fer. Dans notre tranchée, avant de partir, nous avions pris toutes nos mesures. J'avais dix hommes de chaque côté et chacun d'eux savait exactement ce qu'il avait à faire. Le Pacificateur ne se lasse jamais d'insister là-dessus, et il a évidemment raison. Rien ne va, si l'affaire n'a été combinée par avance de telle sorte que chaque homme sache ce qu'il a à faire et s'occupe uniquement de cela, sans se soucier des autres et sans avoir à attendre des instructions.

A 1 h. 20 nous commençâmes à ramper dans la passe en forme d'S.

A 1 h. 30, la première grenade de fusil claqua, venant de l'extrême droite de notre ligne. D'autres suivirent, se succédant rapidement, et à la sixième nous nous levâmes d'un bond et courûmes en avant, les hommes se déployant à droite et à gauche de moi, dès que nous fûmes au delà du réseau de fils de fer et que nous lançâmes nos premières bombes — treize. C'était si près qu'il était impossible de manquer le but, et

je peux vous assurer que treize bombes, c'est quelque chose lorsqu'elles éclatent en plein milieu d'une tranchée.

Alors enjambant le parapet, nous dégringolâmes dans la tranchée sur un front d'une trentaine de pas. Les dix hommes à ma droite, partant immédiatement à droite et ceux à ma gauche, à gauche. Cela marchait merveilleusement. Chaque groupe arpenta la tranchée aussi vite que possible, bombardant chaque parapet transversal avant de le dépasser ; le bouleversement fut complet.

Dans cet ordre, chaque groupe parcourut six compartiments successifs. Puis aussitôt ils commencèrent à rebours la marche, allant plus lentement cette fois et bombardant plus vigoureusement. Ils revenaient maintenant à leur centre, en bombardant, naturellement. Nous eûmes la bonne fortune d'opérer dans une magnifique portion de tranchée qui ne comprenait pas moins de trois abris souterrains, et de ces abris nous fîmes des abattoirs. Le temps que cela dura, ce fut frénétiquement entraînant ; mais je ne crois pas que nous ayons réellement été dans la tranchée plus de quatre à cinq minutes — durant lesquelles les trente-deux bombes explosèrent, chacune avec un résultat appréciable ; et, lorsque nous nous traînâmes dans la passe en forme d'S, nous emmenâmes une mitrailleuse boche intacte et quatre prisonniers, dont trois non blessés.

Nous tuâmes neuf hommes dans la tranchée et un bon nombre dans les trois abris. J'emportai des cartes et des papiers saisis dans le premier. Tout cela n'avait fait de bien ni à la tranchée ni aux abris. C'est quelque chose, trente-deux bombes.

La mitrailleuse nous gêna quelque peu, mais je peux vous assurer que nous ne fûmes pas très longs à rejoindre la sape puante ; les Boches étaient complètement démontés par ce coup de main, et, tandis que nous nous dirigions vers l'extrême gauche de notre ligne, ils tiraient furieusement à notre droite, lançant force fusées éclairantes et activant le feu des mitrailleuses sur les fils de fer qui barraient le chemin.

Ce fut un excellent coup qui ne nous coûta aucune perte, si ce n'est deux hommes légèrement blessés, l'un au pied droit, l'autre au bras et à la main gauche — par les éclats de nos propres bombes.

Mais comme dit notre brave sergent bombardier, cela leur avait coupé le sifflet aux sales mangeurs de choucroute. Incidemment et grâce à la belle conduite des hommes beaucoup plus qu'à ce que je pus faire, cela valut toute une quantité de bouquets à

votre...

P.-S. — Les communiqués, comme vous l'apporteront les journaux à vous et au public, auront naturellement, et avec raison sans doute, compris notre secteur dans « le reste du front » qui « fut calme ». A moins que nous n'ayons été compris dans une phrase en deux lignes sur « quelque activité » ou sur « les patrouilles qui ont été actives sur divers points », comme elles le sont certainement toujours.

XVIII

Les colis de W... me sont bien arrivés en bon état grâce à vos soins, et nous vivons ainsi dans le luxe. Les fruits conservés sont particulièrement appréciés et très bons pour nous, cela est sûr. En passant, vous serez heureux d'apprendre que le vêtement de chaudronnier en toile imperméable est un gros succès. Je l'ai porté lors de notre dernière attaque à la grenade. Pour les patrouilles ou lorsqu'il s'agit de poser les fils de fer, pour tout ce qu'il y a à faire de l'autre côté du parapet et dans la tranchée aussi, la nuit par exemple, je ne crois pas que rien soit meilleur.

Vous avez certainement entendu cette phrase — je ne me souviens plus de qui elle est — qui dit que le pilier de l'armée c'est le sous-officier. Il est probable qu'elle était exacte lorsqu'elle fut écrite, et Dieu sait qu'il n'y a rien à redire au sous-officier aujourd'hui. Seulement, il n'y a plus la différence qu'il y avait entre les sous-officiers et les autres hommes. Le sous-officier n'est plus le type distinct qu'il était, parce que le

sous-officier d'aujourd'hui est souvent le simple soldat d'hier, l'avancement ayant été nécessairement rapide dans la nouvelle armée. Nous eûmes à faire nos sous-officiers dès le début. Ils sont tous des piliers maintenant, hommes et sous-officiers. Et tous les officiers sont très bien aussi, s'il vous plaît. Je doute que les officiers d'aucune armée aient jamais travaillé plus dur que les officiers de notre nouvelle armée — les *gentlemen* à titre temporaire, vous savez — travaillent aujourd'hui. Ils ont eu fort à faire. Ils ne pouvaient laisser le travail aux sous-officiers puisque, entre autres choses, ils avaient à former des sous-officiers et à apprendre leur métier aux simples soldats. Ainsi, aujourd'hui, nous sommes tous sans exception les piliers de l'armée.

Et quand vous entendez quelqu'un dire : « les hommes sont splendides », vous n'avez pas besoin de penser qu'il rend ainsi un hommage purement conventionnel ou qu'il répète une louange stéréotypée. C'est vrai, aussi vrai que la mort, comme le chantait Harry Lauder. C'est une parole d'évangile. Les hommes sont splendides, absolument et toujours.

Vous savez que je ne suis pas homme à m'émouvoir ; mais vraiment, il y a quelque chose d'indéracinablement beau dans le rude Anglais moyen qui, superficiellement, n'a point d'amabilité. Vous voyez ce que je veux dire. La délicatesse est chez lui une qualité intérieure. Elle résiste à toutes les épreuves qu'il vous plaît de lui faire subir. Elle ne varie pas. Je ne suis pas d'une nature émotive, mais cela ne me fait rien de vous dire, entre nous, que depuis que je suis dans les tranchées mes yeux se sont mouillés, non pas une fois mais plusieurs, de simple admiration et de respect en voyant les actions de types grossiers, sans aucun raffinement, que vous n'auriez jamais regardés deux fois dans les rues de Londres, des hommes qui, bien loin d'être des exceptions, représentent exactement la moyenne des bas quartiers.

C'est la catégorie des gens non dégrossis, rudes, mal embouchés, sans aucune tenue, et que vous détestez. Mais je vous le dis, dans l'effort de cette existence sauvage, ils se montrent tels qu'ils sont réellement sous leur dehors rude et laid. Ce sont de vrais trésors, absolument exempts dans toute leur carcasse de la sale bassesse et de la cruauté boches. Vous pouvez détester

leurs manières, si vous voulez, mais vous ne pouvez vous empêcher de les aimer; vraiment vous ne pouvez vous en empêcher, si vous vivez près d'eux dans les tranchées, devant l'ennemi.

Ce n'est pas le seul type chez nous qui fait qu'on a envie de se découvrir devant Tommy, et cela met dans nos saluts un réel respect que peut-être les civils ne comprennent pas. Il n'y a que de ridicules freluquets, ou des officiers qui n'ont jamais affronté le danger avec leurs hommes, pour pouvoir réellement être ennuyés d'avoir à répondre au salut. Nous prenons ici la manière française, avec un soupçon d'inclinaison de tête, dans nos saluts. Plus frappante encore est l'étoffe solide que nous trouvons dans des types d'hommes du rang, qui n'ont par leur nature aucune rudesse en eux, comme mon ex-drapier, vous savez, dans mon peloton nº 3, Ramzay. Nous en avons toute une quantité du même calibre. Chez lui, il était le pilier de son église et avant tout un marchand de drap, un aimable marchand de rubans. Vous ai-je dit comment il se battit avec un homme de sa section, un jour qu'il crut qu'on ne le laisserait pas aller à une attaque à la grenade? Avec nos hommes c'est désespérant de demander des volontaires pour une expédition dangereuse. La seule chose à faire serait de demander quels sont ceux qui veulent rester en arrière. Autrement toute la compagnie s'offre et s'il ne vous faut qu'une douzaine d'hommes, c'est bien gênant.

Et puis, il y a les grognements. C'est une chose bizarre et qui n'est pas facile à expliquer; mais grogner est une des passions de leur vie, ou peut-être serait-il plus juste de dire que c'est pour eux la forme favorite de divertissement. Mais notez ceci : ce n'est que lorsque tout marche sans à-coup et qu'il n'y a vraiment aucune raison de se plaindre. Il semble qu'il soit absolument interdit de maugréer quand il y en aurait sujet; c'est une espèce de loi non écrite qui, depuis que nous sommes ici, n'a jamais été transgressée.

C'est plutôt beau, vous savez, cela, et très anglais. Tant qu'il y a quelques grognements, on peut être sûr que rien ne va mal et que les hommes sont de bonne humeur et contents. S'il n'y a pas de grognements, cela veut dire que les hommes sont mécontents de quelque chose, auquel cas ils sont plus

silencieux que de coutume; mais si nous avons à faire face à de réelles difficultés et à des épreuves pénibles, il y aura abondance de plaisanteries et de blagues, et une évidente gaîté. Bizarre, n'est-ce pas? mais je crois que c'est bien ça. Un dur travail, le nettoyage d'une tranchée ou la construction d'un parapet, par exemple, a-t-il été complètement défait et balayé, juste quand il vient d'être fini, par une série de marmites boches et un bombardement général, qui couche quelques braves et fait sauter en l'air leur repas, de sorte qu'on a la perspective d'une longue nuit de travail supplémentaire, avec l'estomac vide par-dessus le marché? Alors vous n'entendrez aucun grognement, mais toutes sortes de remarques drôles : « Nous ne touchons pas beaucoup, mais ma parole, nous voyons de la vie, nous en voyons ! — Cela m'arrange tout à fait, oui, tout à fait. Je commençais à prendre du poids ! » Quelque farceur fait semblant de lire son journal et, levant la tête, annonce que : « Sur le reste du front, la nuit a été relativement calme. — Oui, — dit un autre, faisant semblant de poursuivre la lecture, — et le festin qu'on avait préparé pour la compagnie « A » a été remis au lendemain. — Car on espère, — ajoute un autre, — qu'un certain nombre de prisonniers boches de marque y assisteront. »

Et cela continue. La nuit est froide, le froid pince. Ils sont presque jusqu'aux cuisses dans la boue à moitié glacée. Le travail de leur journée a été entièrement démoli en une demi-heure, il faut le recommencer sans un temps d'arrêt et l'idée de souper est partie à tous les vents. Vous pouvez à peine vous imaginer ce que représente la perte d'un repas, avec une nuit comme celle-là en perspective et quand les obus continuent de tomber par moments sur le coin que vous voulez réparer. Ils ont l'air de terribles bandits, ces hommes tout couverts de boue — cheveux, sourcils, tout, — une barbe piquante de trois ou quatre jours au menton, et toutes sortes de mots grossiers à la bouche. Ils aiment leurs aises au moins autant que nos réfractaires par scrupule de conscience, et Dieu sait qu'ici ils sont aussi loin de leurs aises et du confortable qu'on peut l'être, absolument par leur libre vouloir. Et ils continueront toute la nuit, disant des plaisanteries et se moquant les uns des autres, se bousculant pour aller en avant

si l'on a besoin d'un ou deux d'entre eux pour quelque chose de particulièrement dangereux. Et l'esprit qui dicte leurs petites blagues n'est-il pas aussi beau que celui que montrèrent aux temps passés les aristocrates de France et d'Angleterre? Si vous disiez à ces hommes qu'ils sont aristocrates, imaginez comment ils le prendraient : « Qu'est-ce que vous nous racontez là? » Mais ne le sont-ils pas pourtant? Quand je viens à les comparer aux types que nous avons contre nous de l'autre côté, à ces pauvres diables de Boches conduits comme des machines, et qui en Belgique se sont montrés des criminels et des goujats, eh bien, il n'y a pas une ombre de doute dans mon esprit que vraiment ce sont des aristocrates, nos hommes! La guerre a aidé à les faire ce qu'ils sont, naturellement. Mais quelle que soit la cause, ils sont, avec les inimitables braves poilus de France, de vrais aristocrates postés sur cinq cents milles de la mer du Nord à la Suisse, devant les Boches abusés, brutalisés, traités comme des machines. Il n'y a ni officier, ni machine pour mener nos hommes, ou les joyeux, joviaux soldats français. Ils sont contenus, dirigés, oui, mais menés, non! Une obéissance passive à une machine toute-puissante peut être utile. Je connais mieux pourtant, et c'est une détermination convaincue, volontaire, ardente, que guident — que ne traînent pas — les officiers qui la partagent. Et voilà ce qu'on trouve sur notre front de la mer à la Suisse.

Mais je viens de relire ma dernière page et il me semble que j'ai peut-être prêché, sermonné. Je ferais mieux de m'arrêter, de continuer mon travail; mais, voyez-vous, on ne peut pas bien exprimer ces sortes de choses et pourtant on les ressent bien souvent et très fortement. C'est un soulagement de vous en parler par écrit. Même avec vous, je ne pourrais probablement pas vous dire de vive voix ce que je pense : quelque chose vous retient, qu'on ne sent pas dans la conversation écrite. Tout ce que je veux dire en fait, bien que cela m'ait pris tant de papier pour vous l'écrire, c'est que les hommes sont réellement magnifiques. Je les aime. Je veux que vous le sachiez, que vous sachiez quelque chose sur ces hommes — ils viennent de toutes les classes de la société, — pour que, vous aussi, vous les aimiez. Je voudrais qu'on pût

aussi faire comprendre à toute femme, tout homme et tout enfant en Angleterre, combien ces hommes sont bons et combien la vie qu'ils mènent est belle réellement. Ils manquent de confort, il n'y a rien dans la vie du plus pauvre ouvrier d'Angleterre qu'on puisse comparer à la leur. Jamais ils ne sont hors de la menace du danger. Et leur moral est très supérieur à celui qu'on trouverait dans n'importe quelle usine ou magasin modèle en Angleterre. La mort elle-même, ils la regardent en plaisantant, et le cours quotidien de leur vie est tout plein de ces petits actes de sacrifices de soi, de générosité et d'héroïsme spontané qui, dans la vie civile, établissent la réputation. Mais vous devez le croire comme je vous le dis, et les aimer tous, les Français comme les nôtres.

XIX

Plutôt à la surprise générale, nous avons été envoyés dans un nouveau secteur, immédiatement au sud de celui que nous appelions « le nôtre ». On ne nous a pas dit pour quelle raison, naturellement ; les Olympiens ne s'embarrassent pas du pourquoi, mais, d'après ce qu'on dit, c'est ou bien parce qu'on veut nous familiariser avec la configuration générale du terrain environnant, afin que nous soyons mieux préparés pour une avance ; ou bien parce qu'on envoie une nouvelle division et que notre déplacement vers le sud facilite la chose. Peut-être est-ce pour les deux raisons à la fois; en tout cas, le changement nous prouve qu'une différence marquée existe entre les diverses parties de la ligne, et que la connaissance qu'on acquiert du front, quand on est dans les tranchées, est extrêmement restreinte et limitée.

Notre compagnie « B » tient actuellement le secteur adjacent à la droite du secteur que nous occupions. Nous sommes à la droite de « B », et « C » est à notre droite, « D » étant en arrière dans la tranchée de soutien. Même le coin de « D », qui touche pourtant à notre ancienne position, en est très

différent, et la courte ligne que nous tenons actuellement est très différente du secteur que nous connaissions précédemment. Elle n'est pas longue, à peu près la moitié de celle où nous étions avant. Mais il y fait chaud, je vous l'assure.

Le secteur de la compagnie « B » diffère en ceci surtout que le sol est sablonneux, au lieu d'être fait d'argile ; par conséquent il est beaucoup plus sec et plus propre, plus habitable à tous points de vue que ce à quoi nous sommes habitués. Mais notre secteur connu sous les noms variés de *Petticoat Lane* (je me demande pourquoi), *Cut Throat Alley* (on voit assez pourquoi) et de *Gut Wal*, notre secteur, comme l'a dit le Pacificateur aussitôt qu'il le vit, est « très intéressant ».

D'abord, la plus grande distance qui nous sépare des Boches n'est que de soixante à soixante-dix mètres, et sur la moitié de cette ligne une file de cratères s'interpose entre les deux fronts, et leurs lèvres les plus éloignées ne sont pas à plus de quinze ou vingt pas des sentinelles de Fritz. Ces cratères sont occupés tantôt par Fritz, tantôt par nous, mais personne n'essaie de les tenir de jour; ils ne fournissent pas un abri suffisant.

Vous pourriez dire : « Mais pourquoi tout le monde veut-il occuper ces diables de trous? » Et si vous mettiez jamais le pied dans l'un d'eux, vous le diriez avec pleine assurance, car c'est comme si on essayait de marcher ou plus exactement de ramper dans un trou sans fond plein de porridge. Quand la nuit tombe, il arrive que nos grenadiers commencent à ramper au delà du parapet, dans la direction du cratère le plus proche; parfois Fritz n'est pas en éveil et ne s'en aperçoit pas; parfois il ouvre un feu si violent qu'ils sont contraints de revenir, en vitesse. Parfois, juste au moment où l'on approche du bord d'un cratère, on reçoit du cratère même un accueil plutôt chaud : trois ou quatre bombes bien visées. Alors ceux qui sont encore en état de penser se rendent compte que les Boches sont arrivés les premiers. La nuit suivante, c'est l'inverse qui se produit. La nuit dernière, ces fichus cratères ont changé trois fois de mains, restant en fin de compte en notre pouvoir. Nous avons perdu un tué et deux blessés. Mais nous avons ramassé deux Boches blessés

et un tué, et nous sommes certains d'en avoir démoli au moins six autres.

Ce fut une nuit de cauchemar, à vrai dire, mais non pas assez importante pour être mentionnée dans le communiqué, naturellement. Ce qui donne du prix à la possession de ces cratères, c'est qu'elle permet de lancer des grenades, ou n'importe quoi, dans la tranchée boche. Ici nous apprenons vraiment quelque chose sur les marmites, les mortiers et tous les engins à faible portée. Il se livre beaucoup de combats corps à corps et, à cause de cela, je pense, beaucoup plus sauvages et primitifs que tout ce que nous avons vu jusqu'à présent. Ici il n'y a en fait aucune « terre de personne ». Notre tranchée, leur tranchée et l'arène boueuse, sanglante entre les deux, sont confondus par les percutants en un chaos fangeux et pleins de toutes sortes d'affreux débris.

L'officier commandant a dit au Pacificateur qu'il s'est arrangé pour qu'aucune compagnie ne reste plus de quatre jours de suite dans Petticoat Lane; ainsi elle passera les trois autres jours de service dans la tranchée de soutien, où est l'état-major du bataillon. La compagnie « A » naturellement, se fait gloire d'avoir été la première envoyée ici, et je crois que cela nous dédommage de ce que personne n'a eu un instant de repos dont il vaille la peine de parler depuis que nous y sommes. Nous serons probablement plus heureux à cet égard quand nous aurons eu le temps de nous faire au changement. En fait, je puis déjà voir une différence dans l'attitude des hommes. Ce fut une surprise pour eux la première nuit, lorsqu'ils s'aperçurent qu'ils pouvaient entendre des voix dans la tranchée ennemie. Cela nous rapproche beaucoup de Fritz et de ses engins diaboliques.

Mais déjà les hommes ont commencé à s'en amuser; ils font semblant de faire bien attention en posant une boîte de thé ou un bout de pain, feignant de craindre qu'un de ces sacrés mangeurs de choucroute ne se baisse pour les ramasser, avant qu'ils aient eu le temps de se retourner! J'avoue avoir conscience que la proximité cause une grande tension nerveuse en plus, mais grâce au ciel les hommes ne paraissent pas s'en ressentir du tout. Ils sont d'aussi belle humeur que jamais. Seulement il y a une promiscuité bien gênante.

Pensez donc ! la première chose sur laquelle je mis la main quand je pénétrai dans un cratère la première nuit, après que nous en avions fait sortir Fritz à coups de grenades, ce fut la tête d'un Boche blessé; il me mordit le doigt jusqu'à l'os, si bien qu'il fallut me faire laver et panser par le major, de peur d'empoisonnement. Cela, comme exemple du caractère primitif et sauvage de cette vie à proximité des Boches.

Il n'y a point de borne aux sales trucs des Boches, ici. Trois ou quatre appellent au secours, en anglais, et font semblant d'être des nôtres, blessés ou incapables de remuer, ou des Boches pressés de se rendre. Alors, si quelqu'un est assez simple pour passer le parapet et leur prêter la main, ils ouvrent un feu violent, ou attendent qu'on se soit approché pour lancer des grenades. La compagnie que nous avons relevée nous avait fait d'abondantes recommandations, mais c'est par l'expérience qu'on s'instruit ; s'ils ne sont de brillants malins — et ils ne le sont pas, — nos hommes en tout cas ne les laisseront jamais leur jouer deux fois le même tour.

Par l'emploi de petites ruses comme celle-là — et, bien entendu, ils en ont des douzaines d'autres plus dégoûtantes, — les Boches ont ôté à la guerre tout caractère chevaleresque. Nos hommes sont naturellement portés à faire la guerre comme ils joueraient au cricket, en sportsmen. Vous n'avez qu'à leur indiquer que ceci ou cela est la règle du jeu, ils l'observent tout de suite. Et si vous ne leur indiquez rien, d'eux-mêmes ils joueront toujours strictement franc jeu et ils éviteront les sales tours instinctivement. Mais pour les Boches la générosité, le respect des règles, c'est de la sottise. Et il est impossible de les traiter en sportsmen, parce qu'ils vous referont à chaque coup, — et ici, dans Petticoat Lane, être refait ne signifie pas perdre son argent, cela veut dire être envoyé à tous les diables, c'est-à-dire être tué. Voilà ce qui a rendu la vie sauvage et primitive à Petticoat Lane; cela et cette proximité qui semble vous oppresser, voilà ce qui produit un surcroît de tension nerveuse.

En fait, dans l'ensemble, nous ne sommes pas si mal que cela. Il y a quelque chose à faire en fait de « châtiment » des Boches, à peu près tout le temps, et le « châtiment » c'est cent

fois plus intéressant que de faire du terrassement, de pomper l'eau ou de vider la boue des tranchées. Les occasions de toutes sortes sont plus nombreuses que là où nous étions. Nous avons déjà fait une ou deux expériences et quand nous reviendrons dans la tranchée de soutien, vous recevrez tous les détails.

XX

Nous avons été relevés dans Petticoat Lane par la compagnie « D » la nuit dernière, et nous avons pris sa place en deuxième ligne ; naturellement c'est un véritable coin du paradis en sortant du boyau. J'ai passé aujourd'hui une journée pleine d'agrément et de plaisir, complètement hors des tranchées.

Notre commandant de compagnie, le Pacificateur, est un excellent garçon. Il ne m'en a rien dit, mais je suis persuadé qu'il m'a donné la mission dont je suis chargé aujourd'hui, parce qu'il pensait que cela me ferait du bien. Il avait reçu l'ordre d'envoyer un officier préparer le cantonnement pour la compagnie à... pour le moment où nous devrions nous y rendre.

Donc, aujourd'hui, en compagnie du cheval du Pacificateur, j'ai fait le gentilhomme campagnard en liberté et préparé le cantonnement pour la compagnie; sans compter que j'ai vraiment bien réussi. C'était une espèce de course entre Grierson de la « B » et moi, afin d'obtenir le meilleur mess pour les officiers et les meilleurs quartiers pour les hommes ; mais Grierson ne pouvait pas faire grand'chose. Il ne sait même pas autant de français que moi, et son commandant de compagnie ne lui a pas prêté un cheval.

La brave femme de la maison que j'ai choisie pour nous parle avec un flot de mots torrentiel, et quand elle commande aux garçons et aux filles de ferme, elle n'a pas toujours bon caractère ; mais je suis certain qu'elle s'y entend, et elle a promis de faire notre cuisine, ce qui sera un agréable chan-

gement, après les efforts malheureux de notre cuisinier. De plus, le cantonnement lui-même est bon, celui des hommes est le meilleur que j'aie vu nulle part, parfaitement sec et bien abrité du vent. Nous allons nous mettre au vert pendant une semaine.

J'ai eu grand plaisir à tripoter ainsi tout seul, et comme la ligne de feu la plus proche est à trois ou quatre milles, tout paraît extraordinairement tranquille après le tapage infernal et la tension de la surveillance continuelle dans l'allée du Coupe-gorge, où les yeux font presque mal à force d'essayer de regarder de tous les côtés à la fois, pendant que les oreilles et l'esprit sont abrutis par l'effort que l'on fait en essayant de comprendre la signification précise de chaque rugissement particulier dans le vacarme continuel.

J'ai mangé un morceau vers une heure dans un grand estaminet, presqu'un restaurant ; et il était vraiment très intéressant, après les tranchées, d'écouter les bavardages et de manger sans se sentir obligé de faire tout le temps attention à quelque chose. Il reste un bon nombre de Français ici, et cela donne au village un aspect tout différent de celui où nous avons été la dernière fois : juste derrière les lignes, complètement abandonné, et de plus en grande partie détruit. Celui-ci garde encore une espèce de vie humaine et naturelle. Il y a des femmes et un prêtre ou deux, des vaches et des moutons et un crieur public : tout cela présente un caractère humain extraordinairement attrayant,

Le café était plein de rumeurs et de bavardages. J'ai entendu des tas de choses aujourd'hui qui peuvent avoir quelque fondement ou ne rien signifier du tout.

Ce qui m'intéressait le plus, naturellement, c'était ce qui concernait notre partie de front ; et deux bruits précis couraient à ce sujet. Tout d'abord, j'entendis que nous allions établir une nouvelle ligne de tranchées pour couper le rentrant au sud de Petticoat Lane. Et puis j'entendis aussi que nous devions sauter sur les Boches à l'endroit où leur ligne s'infléchit devant la nôtre, parce que quelques centaines de mètres à cet endroit nous seraient très utiles, afin de rectifier notre front, et de balayer un coin, certainement très important pour les Boches, parce qu'il leur donne quelques belles

positions pour les tirs d'enfilade. Si cela réussissait, le boyau disparaîtrait complètement, en tant que ligne de feu, et cela seul serait une bénédiction. De plus, ce serait une véritable avance, ce que nous désirons tous naturellement. Le fait qu'une nouvelle division vient renforcer nos lignes semble appuyer cette supposition, et nous nous sentons très enthousiastes à cette idée. Tout le régiment, et même toute la division ne désirent qu'une chose : une avance, et je crois qu'il n'y a pas un homme qui ne serait volontaire pour la première ligne en ce moment, et bien content de l'occasion par-dessus le marché.

Je vous ai dit dans ma dernière lettre que je vous parlerais de nos petites opérations menées contre les Allemands quand nous étions dans Petticoat Lane. Mais cette nouvelle perspective d'une avance et ce bruit d'une nouvelle tranchée de première ligne à creuser, les fait paraître assez insignifiantes et bien lointaines maintenant.

Vous vous souvenez que je vous ai parlé d'une différence étonnante entre la gauche du secteur où nous sommes en ce moment et la droite de celui que nous occupions précédemment. Cette différence n'était pas seulement celle de l'argile au sable. C'était surtout que, tandis que la droite de notre ancien secteur était à plusieurs centaines de mètres des Boches, la gauche de notre secteur actuel s'approche jusqu'à soixante ou soixante-dix mètres, à l'endroit où elle rejoint Petticoat Lane.

Il y a donc un fort rentrant dans la ligne, naturellement, et une partie où notre front est presque à angle droit avec celui de Fritz, au lieu de lui être parallèle. La nouvelle tranchée serait destinée à couper l'ouverture de cet angle rentrant, et à égaliser la distance entre notre ligne et celle des Boches tout le long. Cela rendrait le départ beaucoup plus facile pour une avance ; ce rentrant est un terrain bas, humide et exposé.

Il paraît qu'il y a eu des malades au quartier général de notre brigade, qui se trouve dans un château marqué en gros caractères sur la carte, mais hors de vue de la ligne boche. La maladie des ordonnances a été attribuée à quelque chose de pas naturel dans les tuyaux, et je pense que le fait a été transmis en haut lieu. Quoi qu'il en soit, d'après l'histoire que

j'ai entendu raconter aujourd'hui, un gros bonnet alla en automobile pour examiner les lieux; c'était un Olympien de la plus belle eau; — sans aucun doute, je serais mis à mort par quelque moyen impliquant l'usage d'huile bouillante, si je disais son nom. Comme il descendait de son automobile devant le château, deux obus arrivèrent, un sur la pelouse et l'autre dans le jardin. L'Olympien dédaigna l'insolence de Fritz. Mais avant qu'il fût entré sous le porche, un autre obus éclatant tout près de son auto la couvrit de boue depuis le capot jusqu'au différentiel. On raconte que l'auguste personnage salua le général de brigade en lui disant d'un ton assez furieux : « Ceci est évidemment un endroit tout à fait malsain, général, tout à fait malsain. On n'aurait jamais dû le choisir. »

Mais un sous-lieutenant du génie m'a raconté une meilleure histoire, tandis que je retournais aux tranchées. Cela se passait dans le deuxième secteur au nord du nôtre. Un aéroplane boche était poursuivi par un aéro anglais, et semblait en mauvaise posture. L'anglais avait percé dangereusement les ailes de l'autre et aussi endommagé en partie son moteur. Enfin, le boche était aux abois et descendait rapidement juste au milieu entre notre ligne et la sienne. Naturellement, les hommes des deux côtés dans les tranchées étaient extrêmement intéressés. L'histoire raconte qu'ils oublièrent tout le reste et garnirent tous les parapets, encourageant de leurs cris les aviateurs, comme s'ils avaient été au premier rang à Brocklands ou au tournoi naval et militaire. Ce que voyant, un vieil Écossais rusé — de notre côté c'était un régiment des Highland — se glissa doucement à la banquette de tir, et, au milieu de l'excitation générale, se mit à faire à loisir du tir ajusté à la cible ; il avait soin de choisir ses Boches à trente ou quarante mètres les uns des autres, afin de ne pas vendre la mèche trop vite. Il fit d'assez bonne besogne, mais son désappointement fut amer quand l'Archibald des Boches força notre aéro à remonter, juste au moment où l'aviateur allemand s'arrangeait pour faire descendre son appareil dans ses secondes lignes, et que les spectateurs se mettaient à l'abri.

— Oui, c'était pas trop mal, mon lieutenant, — dit Scotty

à son officier de peloton. — J'ai réussi à en descendre neuf ; mais j'avais espéré une bonne douzaine !

Ce n'est pas mauvais, n'est-ce pas? Quant à ces petites expéditions dans l'allée du Coupe-gorge, ce n'était rien que des combats à la grenade; mais nous n'avons pas mal réussi. Nos pertes pour ces quatre jours furent de deux tués — tous les deux dans mon peloton et tous les deux laissant des femmes chez eux : des hommes épatants — et six blessés. Deux d'entre eux ne l'étaient que légèrement. Nous comptons qu'il y a eu vingt ou trente Boches blessés, et au moins dix de tués; et le compte n'est pas difficile à faire pour les onze prisonniers que nous sommes certains d'avoir pris et envoyés les yeux bandés à l'état-major. Je crois que le record de la compagnie qui nous précédait a été battu, bien qu'elle connût l'endroit mieux que nous ; notre chef de bataillon est content de nous. Il faut que je m'en aille maintenant pour faire l'appel d'une corvée.

P.-S. — Le Pacificateur vient d'apprendre de l'état-major du régiment que tout est bien exact au sujet de la nouvelle tranchée de première ligne que nous devons établir ; et on croit que la compagnie « A » aura quelque chose à faire à cette occasion. Voilà donc de vraies nouvelles et nous sommes convaincus que c'est une avance qui se prépare. Tout le monde est ravi.

XXI

Un tour au repos, un tour aux tranchées, et maintenant nous voici de nouveau au repos. La dernière fois que je vous ai écrit, nous avions juste commencé à parler de la nouvelle tranchée de première ligne. Que de choses se sont passées depuis!

D'abord, il y a eu une reconnaissance du terrain sur lequel on proposait d'établir la nouvelle ligne, par le commandant de notre compagnie de pionniers, avec quelques autres officiers. La nuit suivante, quand les jalons furent plantés, établissant

le tracé définitif de la nouvelle ligne, le commandant de la compagnie de pionniers me permit de l'accompagner. La nouvelle ligne avait sept cent cinquante mètres de long, partant du boyau pour couper ce qui était autrefois notre centre, en supprimant le grand rentrant, et en mettant tout le secteur à la même distance des Boches.

Le lendemain, le commandant du bataillon fit appeler les commandants de compagnie, et le Pacificateur m'emmena avec lui, parce que j'avais vu le terrain, et qu'il pensait que l'on parlerait de la nouvelle tranchée. Le commandant nous en parla en effet; il dit que c'était un travail qui pourrait coûter cher en vies humaines, mais qu'il fallait le faire, et qu'il était certain que, si tous voulaient, pendant tout le temps de l'opération, être aussi attentifs qu'ils le seraient la première demi-heure, les pertes pourraient être relativement minimes. Il parla plus longtemps que d'ordinaire, et je crois qu'il était passablement ému.

Il dit qu'il n'avait jamais eu un moment d'inquiétude sur l'attitude des officiers, des sous-officiers et des soldats en face du danger. Mais il voulait nous faire comprendre, en tant qu'officiers, que notre devoir ne s'arrêterait pas là.

— Je sais fort bien qu'aucun de vous ne cédera à la peur, — nous dit-il. — Mais souvenez-vous que votre plus grande force est la confiance que les hommes ont en vous. Ne faites jamais rien pour l'ébranler. Si vous êtes aussi soigneux et aussi attentifs que possible, si chacun de vous sait exactement ce qu'il a à faire, et si votre influence s'emploie à empêcher les hommes de perdre la tête, quoi qu'il arrive, les pertes seront légères. Toute perte que vous évitez, dans un travail de ce genre, est un gain sur l'ennemi. Que nos hommes tombent en combattant, s'il faut qu'ils tombent; mais, pour la construction de la nouvelle tranchée, c'est notre sagacité, notre calme, notre discipline qui se trouvent opposées à celle des Boches; il nous faut voir à exécuter l'affaire avec le minimum de pertes.

Il n'est pas commode, notre commandant, et vous savez qu'il ne mâche pas les mots quand il a une observation à faire. C'est l'homme le plus sévère que j'aie jamais connu; mais il est juste, et, surtout, c'est un homme !

Mais, pour en revenir à notre affaire, la première compagnie devait couvrir les travailleurs, la troisième, composée de mineurs et d'ouvriers agricoles, creuser la tranchée, et les pionniers devaient poser les réseaux de fil de fer le long de cette nouvelle ligne. On ferait le plus de travail possible la première nuit, car on pouvait s'attendre à ce que les Boches, après avoir vu les travaux, au point du jour, fissent tout ce qui dépendrait d'eux afin que le séjour de cette ligne manquât de confort pour quiconque y travaillerait sans abri.

Nos hommes étaient prêts à crever d'orgueil parce que la compagnie avait été choisie pour la couverture ; enchantés de penser que c'était à eux que revenait le rôle combattant. En fait, je crois qu'un bon nombre d'entre eux s'étaient dit qu'ils allaient profiter de la présence de deux cents hommes auprès des tranchées boches pour « passer quelque chose » à leurs occupants. Il fallut que le Pacificateur les rassemblât, et leur parlât très sérieusement, et très net, de nos responsabilités. C'était nécessaire pour faire comprendre à ces loustics que notre rôle était défensif et non offensif, et que le succès dépendait de notre aptitude à rester parfaitement silencieux.

— On se cognera plus tard, — dit le Pacificateur. — Nous ne devons pas provoquer un seul coup de fusil, pendant que nous avons derrière nous deux cents hommes occupés à manier la pelle et la pioche. Si des Boches viennent le long de notre ligne, il faudra «faire leur affaire» à main nue, si possible. La dernière chose à faire est de tirer un coup de fusil. Et ce qui ne doit arriver en aucun cas, non pas même si la garde prussienne se présente au complet, c'est qu'un seul Boche réussisse à pénétrer dans nos lignes.

Ce furent là les principes que nous suivîmes. Naturellement, le commandant de compagnie ne pensa pas à se conduire, la nuit une fois venue, comme s'il faisait de l'école de compagnie. On ne pouvait donner les ordres qu'à voix basse. En fait, dans ces opérations de nuit, il faut pouvoir compter sur tous, caporaux, chefs de demi-section, et chefs de section. Et s'ils n'ont pas été dressés de telle manière qu'on puisse compter sur eux pour exécuter les ordres à la lettre, on n'a guère de chances de réussir.

La nuit vint peu après 5 heures, et, à 6 heures moins le

quart, nous étions en terrain découvert. Les deux premières sections partirent, sous mon commandement, par la sape puante, et les deux autres sortirent de la tranchée un peu au-dessus de Petticoat Lane. Je conduisais mon groupe, et le Pacificateur conduisait l'autre moitié de la compagnie; il était entendu que, quand nous nous rencontrerions, nous saurions que nous avions gagné nos emplacements. Les hommes étaient à trois pas de distance l'un de l'autre, et nous en avions trois ou quatre en « patrouille de flanc » vers l'intérieur, et un couple vers l'extérieur ; ceux de l'intérieur devaient nous indiquer la route, et nous faire placer à une distance d'environ quarante pas au-delà de la première ligne de jalons, qui, ainsi que vous le savez, devait être celle que suivraient les réseaux de fils de fer, la ligne de la nouvelle tranchée se trouvant plus loin vers l'intérieur. De cette façon, notre flanc au-dessus de Petticoat Lane serait à environ cent cinquante mètres de la première tranchée boche, et l'autre flanc à environ deux cent vingt-cinq mètres. Nous avions expliqué toute l'affaire très soigneusement aussi bien aux hommes qu'aux chefs de section et de demi-section. Nous gagnâmes nos emplacements sans bruit, et alors le Pacificateur alla rendre compte au capitaine des pionniers que nous avions pris le service de couverture, et que ses hommes pouvaient sortir. Il fit alors avancer ses porteurs, les distribuant tout le long de la ligne, et toute la compagnie se mit au travail, posant les réseaux de fil de fer derrière nous.

Toute cette affaire m'a inspiré un grand respect pour les pionniers, un respect que tous éprouvent, je crois. La façon dont ils avaient préparé et dont ils exécutèrent leur travail fut superbe. Pas un mot, pas une hésitation. Chaque pieu et chaque rouleau de fil de fer à sa place ; des sacs de sable tout préparés pour recouvrir tout ce qu'il fallait enfoncer à coups de marteau ; chaque homme ayant son rôle bien défini à l'avance et chargé, non pas d'en faire le plus possible un peu partout, mais d'enfoncer des pieux, d'attacher des fils, de porter des rouleaux, etc., etc. Chaque homme savait exactement ce qu'il avait à faire, et le faisait, sans qu'un mot fût prononcé par qui que ce fût.

Pendant ce temps, je parcourais notre ligne avec précau-

tion, rectifiant les intervalles, changeant la position d'un homme quand c'était nécessaire, m'assurant que tous les hommes étaient en liaison, gardaient l'alignement, veillaient bien, et ne faisaient pas de bruit. Personne ne bougeait chez nous que les officiers. Pour nous, nous parcourions la ligne sans arrêt, sauf quand l'ennemi lançait des fusées, ou quand une mitrailleuse se mettait à taper, et dans ce cas, naturellement, nous nous couchions aussi à plat que possible.

Mais aucune mitrailleuse ne tira une seule fois pendant qu'on posait les réseaux. Il n'était pas encore 7 h. 30 quand le Pacificateur vint me donner l'ordre de ramener mes hommes à la sape puante. La pose des fils de fer était terminée. Pertes : néant.

Le Pacificateur mena ses hommes au bout des réseaux qu'on venait de poser, en face de Petticoat Lane ; je menai les miens à l'autre bout, en face de la tête de sape ; puis, faisant une conversion, nous passâmes derrière le réseau, jusqu'à ce que nous nous rencontrions, comme nous l'avions fait précédemment en avant du réseau. Ainsi, nous prîmes notre seconde et dernière position, répétant ce que nous avions fait sur la première.

Quand nous eûmes pris position, la troisième compagnie sortit, une moitié à chaque bout de la ligne, sous la direction de ses propres officiers, mais sous le commandement général du commandant des pionniers, aidé de ses subordonnés. Il y avait un homme tous les trois mètres, les emplacements étant marqués par des jalons. Chaque homme devait d'abord creuser un trou dans lequel il serait à l'abri. Tout avait été préparé d'avance, naturellement, et les hommes savaient exactement ce qu'ils avaient à faire. Leurs instructions étaient de creuser aussi vite qu'ils le pourraient — et en silence — jusqu'à ce qu'ils fussent abrités. Il y avait une sorte de concours de vitesse entre les sections, et le commandant de compagnie devait donner des prix aux trois premières qui se seraient mises à l'abri.

Nous ne pouvions pas les voir, naturellement, et nous étions aussi occupés que nous pouvions le souhaiter à notre tâche propre. Je constatai avec plaisir, aussi, que nous ne les entendions pas, à moins de tendre l'oreille. Ils faisaient remarquablement peu de bruit. C'était un sol humide et argileux

et on leur avait recommandé de ne jamais laisser deux outils se heurter. Il paraît qu'ils se démenèrent comme des possédés, et qu'ils faisaient littéralement voler la terre.

La soirée avait été étonnamment calme ; rien que des coups de feux isolés, et encore fort rares. A 9 heures moins un quart, une mitrailleuse boche, juste en face du centre de ma demi-compagnie, commença à tirer, son véritable objectif étant, naturellement, non pas notre ligne, mais l'ancienne tranchée, derrière nous. Je sais maintenant qu'à ce moment-là tous les travailleurs de la troisième étaient déjà enfoncés dans le sol. Cette mitrailleuse ne fit pas une égratignure.

Une pluie fine et froide commença alors à tomber, devenant de moins en moins fine avec le temps. Le vent s'éleva, nous chassant la pluie dans la figure. A 10 h. 30, les Boches envoyèrent une douzaine de bombes, qui tombèrent derrière notre première ligne, à l'exception de deux qui touchèrent notre parapet. La fusillade était devenue un peu plus vive, mais sans atteindre des proportions qui lui méritassent une mention spéciale. De temps à autre, ils brûlaient une bande de cartouches de mitrailleuse, mais tous nos hommes étaient à plat ventre, et tous nos travailleurs étaient à l'abri, de sorte que cela n'avait rien d'inquiétant.

A 11 h. 30, j'étais terriblement fatigué. Il y avait cinq heures que nous rampions d'un bout de la ligne à l'autre, mais cela n'était rien. On dépense ses forces sans y prêter attention, dans un cas pareil. Je n'avais jamais de ma vie rien désiré autant que de tirer ma demi-compagnie de cette affaire sans aucune perte. Et il y avait une chose que je désirais encore plus vivement, c'était d'être absolument certain qu'aucune patrouille boche ne pénétrerait dans la partie de la ligne que j'occupais.

Sur notre flanc, au boyau, il y eut une demi-douzaine de petits bombardements entre 6 heures et minuit, et une plus grosse affaire, quand les Huns firent sauter une mine, et essayèrent d'en occuper l'entonnoir, d'où ils furent chassés après un corps à corps assez acharné. Sur l'autre flanc, l'artillerie boche montrait une activité inaccoutumée, et envoyait « des gros », dont les premières salves eurent sur nos nerfs un effet plutôt désagréable. C'est que, voyez-vous, la première

compagnie eût pu être anéantie en quelques minutes si l'ami boche avait su s'y prendre de la bonne manière.

Si seulement un Boche entreprenant, opérant pour son propre compte, sans traverser notre ligne, s'en approche assez près pour voir que c'est une ligne continue, et rentre dans ses tranchées, nous sommes flambés, — me disais-je. Je n'étais pas tranquille. Les hommes commençaient à être tout raides, à rester immobiles dans l'humidité, pendant des heures.

A 2 h. 30, le Pacificateur vint me trouver et me murmura de rentrer. « Fini pour ce soir. »

Je n'étais pas fâché. Je mis mon sergent le plus ancien comme guide, et moi-même je fermai la marche. Je fus, naturellement, le dernier à rentrer dans la sape puante, et mon sergent de section m'y attendait pour me dire que pas un seul de nos hommes n'avait une égratignure, pas plus que ceux de la troisième compagnie. Un homme de la troisième section dans la demi-compagnie du Pacificateur avait une balle dans l'épaule. Et c'était tout.

Mais il faut absolument que je m'arrête, pour censurer les lettres de la section. Je vous écrirai de nouveau dès que je le pourrai, et je vous raconterai la fin de l'histoire. Mais une tranchée de près de huit cents mètres de long, avec un réseau de fil de fer barbelé en avant, et seulement un blessé! Personne n'en était plus content que

votre...

XXII

Je crois que, dans ma dernière lettre, je vous ai donné tous les détails de notre première nuit à la nouvelle tranchée ; je vous ai expliqué comment nous l'avions creusée et comment nous avions posé les fils de fer entre 6 heures du soir et 2 h. 30 du matin, — avec, au total, juste un blessé ! Cela ne vous dit peut-être rien, mais à nous, cela nous semblait presque miraculeux. Je crois que les pouvoirs suprêmes eussent été très

contents de nous, si nous nous en étions tirés avec une trentaine ou une quarantaine de tués et de blessés.

Quelque deux heures et demie plus tard, vers les 5 heures, fatigué sans doute (nous l'étions certainement, mais moins que vers les minuit), chacun ne songeait plus qu'à être là pour l'alerte du matin. Nous étions curieux de voir la tête de monsieur Boche lorsqu'il découvrirait notre travail de la nuit : non qu'il nous fût possible de voir son expression de physionomie ou d'entendre ses commentaires; mais nous pourrions en deviner une bonne part, et nous voulions, en tout cas, voir un peu ce qui allait arriver.

En quittant la tranchée à 2 h. 30, nous avions posté quelques groupes de sentinelles le long de la nouvelle ligne; mais nous les retirâmes aux premières lueurs du jour; car, de l'ancienne tranchée de tir, nous pouvions surveiller aussi bien, et, naturellement, il pouvait se faire que Fritz gratifiât la nouvelle ligne de quelques shrapnells et autres petits cadeaux du même genre. Je veillais par un créneau assez près de la ligne boche, à l'entrée de la « Ruelle des Cotillons ». La première chose que je distinguai, alors que le jour était encore à peine distinct, fut la tête d'une sentinelle qui se levait au-dessus du parapet et regardait d'un œil étonné nos nouveaux fils de fer. Je me tournai pour saisir le fusil d'un homme de la tranchée; mais, lorsque je me retournai, le Boche avait disparu. Une idée me vint alors : « Peut-être va-t-il amener un officier pour regarder, pour le moins un sergent. » Je repérai donc bien l'endroit et calai soigneusement mon fusil sur une motte de terre.

Effectivement, une minute après, la tête de cette sentinelle fit sa réapparition au même endroit. Je retins mon coup, attendant l'arrivée de l'officier. Et, au bout d'une seconde, une autre tête surgit auprès de celle de la sentinelle et sortit avec beaucoup moins de précautions. Je ne voyais pas assez distinctement pour jurer que ce fût un officier, mais il est fort probable que c'en était un. En tout cas, je l'avais bien au bout de mon fusil lorsque je tirai; ils disparurent tous deux à l'instant même, pour ne plus se montrer ; je suis pratiquement certain que je touchai le second. Il était visible jusqu'au troisième bouton de sa tunique, et je pense qu'avec un fusil appuyé,

il y avait peu de chance que je le manquasse à cette distance; il n'y avait pas plus de cent vingt mètres, et la hausse à zéro, bien entendu. C'était plutôt palpitant, cette alerte. Nous avions toutes nos mitrailleuses prêtes, et soigneusement braquées sur le parapet de Fritz. Ma parole, dans le remue-ménage de ces deux ou trois premières minutes de jour, avec le nouveau fil de fer sous son nez, je suis sûr que Fritz croyait que nous allions faire une attaque matinale. Je n'ai jamais vu un pareil nombre de Boches s'exposer. Lorsqu'il s'agit de se mettre à couvert, ils sont en général bien meilleurs que nous; ils nous offrent beaucoup moins de cible que nous ne leur en offrons. Mais on aurait dit que, cette fois-ci, ils ne pouvaient s'empêcher de regarder, et nos hommes aux créneaux firent d'assez bon ouvrage. Nos mitrailleuses aussi. Boche mit alors aussi ses mitrailleuses en branle, et déversa des milliers de balles tout le long de notre front ; un vrai bombardement de mitrailleuses, avec le résultat néant, aucun de nos hommes n'étant exposé. Mais je vous laisse à penser l'effarement dans la ligne boche. La veille au soir, ils n'avaient rien vu de changé dans notre ligne. Pendant la nuit, ils n'avaient apparemment rien vu, rien entendu. Et voilà qu'avec les premières lueurs du jour ils voyaient un réseau de fils de fer tout neuf, et une nouvelle ligne de tranchée qui devait leur paraître étonnamment près, car elle était, en certains endroits, en avance de quatre cents mètres sur l'ancienne ligne. Et puis sa longueur : juste huit cents mètres ! Certainement ils devaient en être bleus.

Nous pensions qu'ils allaient d'un moment à l'autre mener un feu d'enfer sur la nouvelle ligne ; mais il n'en fut rien : je suppose qu'ils eurent assez de bon sens pour se dire que nous n'y avions laissé personne. Mais au cours de la matinée, maître Boche marqua sur plusieurs points : une vingtaine de volées de shrapnells et de marmites. C'est tout ce que nous eûmes. Mais je parie qu'ils devaient rager de tout ce qu'ils avaient manqué pendant la nuit. Au cours de l'après-midi, Fritz lâcha une paire d'aéroplanes qui emportaient sans doute des appareils photographiques pour repérer la nouvelle ligne ; mais nos Archibalds de l'arrière leur donnèrent un peu chaud, et je suis sûr que leurs instantanés ont dû en être gâtés.

Lorsque la compagnie « A » défila à 6 heures du soir pour aller prendre les avant-postes le long du nouveau fil de fer, je crois que nous étions excusables de ne pas nous sentir en humeur de lever la tête. Je ne saurais dire au juste ce que ressentaient mes hommes, mais j'avoue que, pour ma part, j'étais convaincu que, cette fois, mes chances d'en revenir étaient assez minces. On a pas mal à se déplacer pour rester en contact avec une centaine d'hommes éparpillés sur trois cents mètres de terrain dans la nuit noire. Il faisait à peine nuit lorsque nous partîmes. Nous n'osions pas attendre une minute de plus, de peur qu'une forte patrouille boche n'eût pénétré en dedans de notre ligne, et ne se mît à bombarder nos travailleurs lorsqu'ils se retireraient. Il fallait absolument que nous fussions là avant eux; et il est certain que les Boches avaient eu toute la journée pour étudier notre nouvelle ligne et tirer leurs plans. Je dis que je ne savais pas ce que ressentaient mes hommes ; toujours est-il qu'ils se lançaient de petites plaisanteries avant de quitter le boyau. « Par ici pour l'ambulance ! — Les voyageurs pour le patelin et la cure de repos changent de voitures ! — Eh ! le copain, où est-ce que tu prendras ta cure ? » J'entendis plus d'une réflexion de ce genre tandis que je me frayais un chemin jusqu'au bout du « Boyau qui pue » pour me mettre à la tête de mon groupe.

— Vous n'avez rien à craindre, — dit un de mes hommes à un de la compagnie « C » en entrant dans la sape, — ce sacré monsieur Fritz ne vous aura pas, avec la compagnie « A » devant vous; je te le promets. On lui arrangera cela comme il faut s'il s'amène.

Les hommes de la « C » étaient encore désignés pour piocher. Il est impossible à un officier de ne pas se sentir rassuré, quelque peu d'expérience qu'il ait, lorsqu'il a affaire à des hommes comme les nôtres. Ce n'était pas une véritable tranchée que celle à laquelle la compagnie « C » devait travailler cette nuit-là. Il y en avait des bouts qui étaient presque terminés; en d'autres endroits, c'était une suite de trous reliés par des morceaux de tranchées d'un mètre ou deux dont on avait juste gratté la surface, de quoi seulement marquer le tracé de la nouvelle ligne. Mais chaque homme pouvait tout

de suite se mettre à l'abri, même dans les plus mauvais endroits, grâce à ces trous ; une fois dans un trou, il n'avait plus qu'à se creuser un chemin jusqu'au trou suivant, aussi vite que sa force le lui permettait. On faisait la tranchée très étroite, à peine un quart de la largeur de nos anciennes. Cela n'aide point pour y rentrer ou en sortir commodément ; mais on y est beaucoup mieux à l'abri des projectiles de toute sorte, notamment des terribles shrapnells et des ricochets de marmites.

Pendant que la « C » tapait dur à sa tranchée, nous nous tenions à plat ventre près du fil de fer comme nous avions fait la nuit précédente, et moi je rampais d'un bout à l'autre de la ligne. Il n'y avait pas de pluie, et la nuit était si calme que nous pouvions entendre le moindre bruit que faisaient les piocheurs, bien plus distinctement que la veille. Je me demande si les Boches pouvaient l'entendre. Ils nous envoyaient de temps à autre quelques petites volées de mitrailleuses, comme ils en envoient toutes les nuits ; il y avait aussi la fusillade et les fusées usuelles. Nos hommes ne bronchaient pas plus que des cadavres, et, lorsque les fusées éclataient dans notre voisinage, ou que les mitrailleuses se mettaient à cracher, je me tenais naturellement aussi coi que possible. A un certain moment, je distinguai nettement une ombre qui se déplaçait lentement et prudemment en dehors des fils de fer. J'aurais bien voulu tirer ou, mieux encore, pouvoir bondir sans bruit sur cette ombre pour l'agripper, comme nous avions fait il n'y a pas longtemps avec un patrouilleur allemand. Mais il n'y avait pas de passage dans les fils de fer à proximité, et, quant à tirer, j'avais l'ordre de ne pas dépenser une seule cartouche sans nécessité, et de ne tirer que pour me défendre. Mais j'allai trouver le commandant de compagnie, qui m'autorisa à prendre une patrouille de trois hommes. Nous ne trouvâmes rien. Ce que j'avais vu était sans doute un patrouilleur boche qui rôdait pour savoir ce que nous faisions. A partir de ce moment-là nous gardâmes continuellement une patrouille en avant du fil de fer.

Nous reçûmes bientôt une salve de quatre marmites, qui atterrirent bien près de la nouvelle tranchée : trois en arrière et une diablement près de notre nez. Nous nous disions tous que la danse allait commencer. Mais rien pendant plus d'une

heure. Puis ce furent neuf marmites qui se succédèrent de très près, l'une à ma gauche, faisant quatre victimes dans mon peloton, un tué et trois blessés. Les autres ne firent point de mal. Ce fut de nouveau le silence suivi de quelques accès de mitrailleuses, et de la fusillade habituelle. Le caporal Lane, deuxième peloton, arrêta une balle de mitrailleuse avec son épaule gauche, et un homme de la tranchée, de la compagnie « C », fut tué d'une balle à travers la tête.

Chaque fois que le feu se déclenchait, nous nous préparions au coup de chien que nous sentions tous inévitable. Les Boches avaient l'air de jouer avec nous comme un chat avec une souris. « Je me demande quel tour diabolique ils nous réservent ! » C'est la question que nous nous posâmes tous au moins cinquante fois. A 2 heures, il n'y avait plus une seule brèche dans la nouvelle ligne ; la tranchée courait d'un bout à l'autre, profonde partout de six pieds au moins ; et deux boyaux de communication conduisaient à l'arrière jusqu'à notre ancien front. A 3 heures, on vint m'avertir que les travailleurs étaient partis et que je pouvais rentrer mes hommes. Comme la veille, nous laissâmes quelques groupes de sentinelles qui devaient être relevées au petit jour, puisque la nouvelle ligne devait être simplement gardée pendant le jour et occupée seulement la nuit.

Ce fut la fin de ma faction. Je ramenai tous mes hommes sans incident. Une demi-heure après, les Boches nous envoyèrent encore une douzaine d'obus, et renouvelèrent leur facétie juste avant le jour ; quelques volées de mitrailleuses et quelques coups de fusil le reste du temps, et ce fut tout. Cela ne vous semble-t-il pas extraordinaire ? Ils avaient pourtant eu toute la journée pour y réfléchir, et ils devaient se douter que nous serions au travail cette nuit-là. Il est possible cependant que, dans leur astuce, ils se soient dit que nous n'oserions pas approcher de la nouvelle ligne la seconde nuit, par peur qu'il ne nous en cuise ; et il est possible aussi que notre général ait présumé qu'ils se feraient cette réflexion, et qu'il ait agi en conséquence. Quoi qu'il en soit, nous vînmes à bout de notre travail sans pertes, ou peu s'en faut.

J'allais vous raconter les bruits qui courent sur l'attaque que nous devons faire pour redresser la ligne. Mais il ne me

reste plus de temps ; je vous raconterai cela dans ma prochaine lettre.

XXIII

Vous avez raison de dire que je ne m'intéresse guère à notre politique. Le fait est que nous ne voyons pas souvent les journaux, et quand nous les voyons, nous n'avons guère le temps réellement de les lire ou de faire attention à ce qu'ils disent. Les nouvelles de la guerre sont intéressantes, naturellement ; mais tous ces bavardages et ces papotages, vous ne sauriez croire quel drôle d'effet ils nous produisent. Voyez-vous, ici, nous sommes tout le temps très près des réalités, et il nous semble à nous que ces bavards de journalistes en sont tout ce qu'il y a de plus loin. Il nous semble qu'ils s'intéressent à des ombres, à des marottes, à des fantaisies, et à des considérations d'intérêts qui auraient dû être balayées par le seul fait qu'on est entré en guerre. Ils ont même l'air d'être encore capables de discuter et de se chamailler sur des abstractions et des principes qu'ils se proposent d'appliquer quand la guerre sera finie.

M-m-m-m-m-m ! Tel nous semble le seul moyen d'y répondre. Non, nous ne nous intéressons pas à la situation politique. Les réalités tangibles de la situation que nous avons ici nous semblent plus pressantes ; assez pressantes pour réclamer toutes nos énergies et toute notre attention, toutes les particules d'énergie de tous les gens de race britannique, sans qu'il soit loisible d'en gaspiller à des sujets plus lointains, à des choses d'avant et d'après la guerre. Ici en France je puis vous assurer que tous, hommes, femmes et enfants, s'accordent à ne pas avoir de vie en dehors de la guerre. Toutes leurs pensées, tous leurs actes sont dans la guerre et pour la guerre : c'est que les réalités se font sentir, ici.

Il y a une chose dans votre dernière lettre qui me fait particulièrement plaisir. « Nous en sommes arrivés, en Angleterre, au point que tous les gens des deux sexes qui sont dignes du pain qu'ils mangent s'occupent à quelque travail de guerre,

d'une sorte ou de l'autre. » Voilà qui est excellent. Mais vous n'avez qu'à m'envoyer ceux qui ne sont pas « dignes du pain qu'ils mangent » ; vous verrez que vous n'aurez plus à vous en plaindre. Je ne crois pas à ces histoires de gens qui ne valent pas le pain qu'ils mangent ; pas en Angleterre, en tout cas. La souche est trop bonne.

Vous connaissez ce type de voyou qui, avec ses mèches de cheveux collées sur le front, a l'air de passer sa journée appuyé contre un reverbère. Le type auquel je songe a l'habitude parfaitement dégoûtante de cracher sur tout ce qu'il voit, notamment lorsqu'il voyage sur l'impériale d'un omnibus. Méprisé des hommes comme il faut, il est une véritable terreur pour les femmes, quelque chose, je suppose, dans le genre de l'apache parisien ; toutes les grandes villes en nourrissent. Eh bien, ce à quoi je veux en venir à propos de ce monsieur-là, c'est qu'il ne faut jamais s'écarter de lui avec l'idée qu'il ne vaut pas le pain qu'il mange. Tout ce dont il a besoin, c'est d'apprendre ce que c'est que l'autorité. Ce n'est qu'une question de mois, voire de semaines. J'ai observé de mes propres yeux le manège, et on ne m'en fera plus accroire. Dans un pays comme le nôtre, il n'y a pas de gens qui ne soient dignes du pain qu'ils mangent. La pire espèce d'hommes n'a besoin que de passer quelques mois dans un bataillon comme le nôtre au moment de l'entraînement, pour apprendre ce que c'est que l'autorité, et pour qu'au moyen de la discipline sa virilité latente se développe. L'homme est bien en lui ; seulement jamais il ne le fera sortir de lui-même ; il faut que l'autorité l'y aide. La méthode de l'armée est la plus rapide et la plus sûre. En quelques mois elle fait de ces voyous des hommes et de rudes gaillards, pour sûr. S'ils valent le pain qu'ils mangent ! Ils valent leur pesant de — disons pour prendre quelque chose de substantiel, — de tabac et de cartouches, de rudes hommes, et de rudes guerriers.

Ici au cantonnement : nous avons beaucoup plus de renseignements sur toutes choses que dans la tranchée. Tous les bruits passent par nous, et dans le nombre, j'ose dire qu'il y a parfois quelques parcelles de vérité. Nous savons que là-bas, dans la nouvelle tranchée que nous avons creusée, on ne cons-

truit pas d'abris. Il ne semble pas qu'on ait l'intention d'habiter réellement ce nouveau front. On se contente de l'occuper pendant la nuit, et d'y tenir quelques sentinelles pendant le jour. (C'est une sacrée affaire que de s'y promener la nuit, quand c'est plein d'hommes. Comme on la laisse très étroite par mesure de précaution, il n'y a guère de places où l'on puisse se croiser ; si bien qu'il faut s'arranger pour passer par-dessus des têtes ou entre des jambes. Ah ! c'est amusant par une nuit de pluie !) C'est une preuve positive, à ce qu'il nous semble, que, comme le bruit en court, cette ligne va nous servir tout de suite de point de départ pour l'attaque qu'on prépare en vue de renforcer et de redresser notre front, en supprimant ce saillant diabolique que fait la ligne boche en face du grand boyau.

Je ne puis vous en dire long là-dessus, quoique je suppose que le censeur n'y trouvera rien à reprendre, du moment que je ne mentionne pas de localités ou de noms qui puissent indiquer la partie du front où nous sommes. Mais réellement, si nous arrivons à prendre quelques centaines de mètres de tranchées boches à cet endroit-là, cela sera pour nous un fier résultat ; nous échangerons une position très exposée et très meurtrière pour une autre très avantageuse et très dominante. Il y a deux plans en vue ; le plus modeste qui consisterait à ne prendre que deux cents mètres du front boche suffirait à nous donner l'avantage que nous cherchons. Mais l'opinion générale est que nous essayerons l'autre, qui comporte la capture d'un bon mille ou davantage. Nous croyons tous savoir, et en réalité personne de nous ne sait rien.

Mais il est temps que je décampe. Nous avons un nouvel arrivage de masques perfectionnés, et il faut que je voie à les faire distribuer. Chaque homme aura ainsi deux masques contre les gaz, et une paire de lunettes contre les gaz lacrymogènes. Nous renouvelons aussi nos vivres de réserve — cela sent le coup de chien, et c'est encourageant.

Plus tard.

Grande et glorieuse nouvelle. L'attaque n'est pas un canard. Je ne puis vous dire quel jour, et même, au cas où cette lettre

tomberait dans d'autres mains que celles auxquelles je la destine, j'ai bonne envie de ne pas encore la mettre à la poste tout de suite. Le principal, c'est que nous allons attaquer ; et je vous promets que nous allons vous nettoyer ce petit coin-là! C'est le plus modeste des deux plans ; une affaire locale pure et simple ; je suppose donc que les communiqués ne vous en apprendront rien. Vous savez ce qu'il en est, nous autres Anglais, de nos communiqués officiels ; les Anglais n'ont point de vitrine. Je suppose qu'il faut s'en réjouir : notre manière est la plus sûre, la meilleure, la plus digne; elle a l'avantage de ne jamais faire naître d'espoirs qui soient destinés à être déçus. Au fond je l'approuve entièrement. (Voilà qui devra faire plaisir au général commandant en chef.) Mais en ce qui nous concerne, on ne peut s'empêcher de souhaiter que les communiqués vous donnent des nouvelles de notre exhibition ; naturellement il y a peu de chances qu'il en soit ainsi. « La nuit a été calme sur le reste du front. Quelques éléments de tranchées ont changé de mains dans le voisinage de..., l'avantage restant de notre côté. » Voilà probablement ce que vous lirez, je l'espère du moins ; la compagnie « A » fera son possible pour cela.

Je suis heureux que nous ayons eu notre tour dans la « Ruelle des Cotillons ». Je pense que maintenant nous ne l'occuperons plus jamais comme première ligne. Lorsque vous recevrez la présente, j'espère bien que nous l'aurons laissée loin derrière nous, et que nous serons confortablement installés derrière la crête où les Boches s'abritent en ce moment. Je ne me fais point scrupule de vous avouer que c'est un sale coin de secteur : il n'y a pas un seul endroit où poser son pied, et pas un seul abri sûr. Nous ne l'aurions jamais occupé si nous avions eu le choix, en ces jours anciens où les Boches pour la première fois se retranchèrent en face, et où les Français, n'ayant pas le choix, grattèrent et creusèrent sur place. Nous en connaissons, pour nos péchés, chaque pouce de terrain, et, grâce à de bonnes jumelles et à de longues heures d'étude, je crois que je connais assez bien les lignes d'en face, les lignes dans lesquelles j'espère être bientôt.

Nos gaillards sont drôles, savez-vous ; peut-être vous l'ai-je déjà dit : il n'est pas une seule des souffrances et des priva-

tions qu'ils ont à endurer qu'ils n'inscrivent invariablement au compte de monsieur Boche. Il y a une grande marque noire à son compte pour notre séjour à la « Ruelle des Cotillons », et, par Jupiter, il nous paiera tous les repas manqués ou gâtés, voire les souliers perdus, les pieds gelés, et autres avanies du même genre. Nos loustics en plaisantent, et même quand ils en souffrent, essaient de faire croire que pour le moment cela les amuse. Mais ils n'oublient pas de l'inscrire au compte de Fritz, et si la compagnie « A » a l'occasion de lui tomber dessus, elle le fera sauter ; pour sûr qu'elle le fera sauter.

Je ne veux point vous en dire plus long pour ne pas risquer de trahir des secrets militaires. Tout sera fini, et la « Ruelle du Coupe-gorge » sera loin derrière nous, la prochaine fois que je vous écrirai. Et surtout, ne vous tourmentez pas sur mon compte : je vous promets que je m'en tirerai sans accident. En tout cas je suis sûr que notre affaire marchera comme il faut ; donc, s'il m'arrivait de tomber, il ne faudrait pas vous en désoler ; car vous sauriez que je suis tombé comme tous aimeraient à tomber, et, en tout cas, nous aurons cette consolation que si nous réussissons, cela fera un monde de différence pour les centaines de pauvres types qui auront à tenir ce secteur d'ici la fin de la guerre.

Nous avons tout un tas de comptes à régler dans cette petite attaque ; et il ne s'agit pas seulement des petits désagréments dont nous avons souffert, ni des quelques hommes que nous y avons perdus. Français et Anglais, mois après mois, nous y avons usé les meilleurs de nos hommes, dans ce coin plein de sang et labouré d'obus ; il n'y a pas un mètre de ce sol sur lequel Français et Anglais n'aient souffert. C'est tout cela que nous avons à faire payer ; tout cela, et encore bien davantage que je ne puis vous dire. Tout ce que je vous dirai, c'est que j'ai la ferme intention de m'en tirer. Il n'est pas un homme du bataillon qui ne soit décidé à y aller carrément, tout comme les mathurins de Nelson et les soldats de Wellington. Ainsi, quoi qu'il arrive, n'ayez point d'inquiétude sur mon compte.

P. S. — Étant donné que ni vous ni moi, ni aucun de notre bande, n'avions jamais rien su du métier militaire avant cette

guerre, je pense que cela vous intéressera comme cela m'intéresse, de savoir que je n'ai jamais vu la compagnie mieux en train qu'elle n'apparaît maintenant qu'elle a cette affaire en vue ; et savez-vous que je ne me suis jamais senti plus heureux moi-même ; non, jamais. Je sens que cela vaut la peine de se sentir en vie, et solide au poste ; jamais je n'avais senti cela dans le civil.

(La fin prochainement.)

UN OFFICIER ANGLAIS

LE DUC DE ROHAN

ET SES AIEUX HÉROÏQUES

Quelques heures avant l'inoubliable revue où, dans un vertige de gratitude et d'espoir, la France put acclamer les troupes de ses alliés et, avec elles, ses propres héros, sous la fraîche nuit de juillet, aux bords des tranchées de la Somme, face à l'ennemi, le duc de Rohan-Chabot tombait. Il mourait de la mort qu'il s'était plus de cent fois souhaitée, de la mort chère aux soldats, ses frères; et il contentait ainsi son grand désir d'être confondu avec eux. Cependant, malgré ce vœu, il convient de tirer de la foule splendide des combattants cette figure où la France d'autrefois et la France actuelle trouvent une si complète expression de leur valeur.

Tranquillement et comme à son insu, Josselin de Rohan a accompli la mission de faire retentir, avec une égale beauté, les siècles écoulés qui vivaient en lui et les jours d'ardeur auxquels il avait donné tout son courage. La guerre le révéla à lui-même comme aux autres. Soudain, les énergies accumulées dans son âme par les aïeux se levèrent, et avec elles l'instinct qui, en opposant à l'Allemagne militariste la France guerrière, brûle les étapes et, d'un seul bond, déjoue les préparations et les stratégies à longue portée, enfin, tout ce que l'hypocrisie laborieuse et l'ambition aveugle avaient dressé de pièges sous ses pas... De cette puissance sacrée qui gisait

au fond des tempéraments et sommeillait, sous le rire léger d'une génération que beaucoup jugeaient négligeable, Josselin de Rohan-Chabot demeurera le pur modèle.

Et cependant, c'était une âme que n'avait jamais traversée la tristesse ; un être qui, par toutes ses racines, plongeait dans l'allégresse et la force de la vie. Il disposait de cette gaieté agissante, caractéristique par excellence de la nature française, et qui paraît contenir le secret de son intrépidité.

Français, Josselin de Rohan-Chabot l'était aussi profondément que ses camarades aimés, les paysans qui, sur la Meuse et sur la Somme, défendent le champ héréditaire et la petite maison entre les vignes... Son sang, il le tenait tout entier des diverses provinces de cette terre où maintenant il dort dans son étroite tombe de soldat.

A lire la chronique immense où s'enchevêtre la gloire sans nombre de ses ancêtres, ceci d'abord nous frappe : cette intégrité d'une race unie si étroitement au sol, aux vicissitudes et aux triomphes de la patrie, que de vivre et de mourir pour elle semble, à travers les âges, constituer sa seule raison d'être et son privilège le plus haut.

Cette loi, Josselin de Rohan-Chabot ne l'aura pas transgressée. Ce que furent ses aïeux, si magnifiques pourtant, il l'aura d'un seul geste rejoint.

Héritier d'un nom illustre, il avait, en peu de temps et aux plus humbles, su le rendre familier. « Mes hommes, mes admirables hommes », ne cessait-il de répéter. Car ce fils d'une tradition longue et belle avait donné tout son cœur au culte nouveau qui surgit des tranchées, à cette fraternité plus chaude et plus complète que celle dont rêvent les révolutions et qui, en dehors d'elles, s'est forgée sous le feu bref des shrapnells, et dans les ténèbres des sapes, lien unique auquel l'argile de la patrie a prêté sa solidité et sa saveur.

A tout venant — et avec quelle mâle tendresse, — Josselin de Rohan-Chabot déclarait que ceux-là seuls désormais lui importaient qui, par leur courage et leur endurance, sont en train d'ériger une France resplendissante et rajeunie.

La reconnaissance que lui inspiraient ses compagnons de hasard, qui très vite devenaient ses amis, le troublait comme une passion. « Nous leur devons tout », répétait-il... Et volon-

tiers il oubliait qu'il appartenait à leur multitude sacrée, et qu'il accomplissait avec elle les miracles dont il s'émerveillait. Mais il constatait, non sans orgueil, que là-bas dans la tranchée on l'appelait *Rohan* tout court, ou « Rohan not' capitaine... » Et ce titre gagné à travers obus et baïonnettes lui était précieux infiniment...

On sentait qu'en ses rapides visites de permissionnaire il s'ennuyait loin des soldats, jaloux des *coups* que l'on pourrait porter sans lui, brûlé d'une impatience et d'une curiosité qui lui faisaient dire : « Et Dieu sait ce que ces b......-là auront encore fait de sublime sans moi ! ». Et si on essayait de l'intéresser à quelque autre sujet : « Allons donc ! vous n'allez pas me faire croire que ces choses-là existent encore ! » Pour lui, en effet, hors la France et ceux qui la défendent, l'univers était aboli. Sa pensée rôdait le long des lignes armées. Son cœur ne battait plus que pour les rejoindre.

Le jour où, blessé, il revint de Verdun, comme on s'écriait devant lui : « C'est infernal, n'est-ce pas? » — « Oui, — répondit-il, en secouant sa tête fière toute enveloppée de pansements, — oui, c'est infernal, en effet. Mais qu'on me guérisse vite, car, voyez-vous, j'ai la nostalgie de l'enfer. » Et négligeant de se raconter, il décrivait la bravoure des autres, de l'inconnu, de l'anonyme, du pauvre, de l'obscur, de l'ouvrier de la grande œuvre qui veut du sang. Et il s'animait en les évoquant et sur ses lèvres l'éloquence et l'hommage se pressaient, et une âme superbe sculptait à son image la face de Josselin de Rohan. Nous le regardions éblouis...

Rejetant, avec feu, les prérogatives que lui assurait son mandat de député, dès le premier appel aux armes, il était parti...

Pressé, rageur, fiévreux, le poing dressé contre l'envahisseur, certes il ne songeait pas alors à énumérer les autres qui, sur les champs de bataille, tous portant son nom, tous ayant aux veines la même ardeur que lui, l'avaient précédé. Mais — disons-le franchement — depuis que par des tombes si jeunes la France est toute sillonnée et que leurs croix, dressées en hâte, jalonnent tous les chemins de nos mélancolies, nous nous soucions un peu moins des vieux tombeaux sur qui les siècles poussent dru. La flamme des jours présents est telle que le

passé s'y consume. Nous n'avons presque plus de piété à donner derrière nous, au delà des deux années qui viennent de s'accomplir. Nous n'admettons que l'héroïsme actuel.

Les morts d'hier et les vivants d'aujourd'hui seuls nous parlent. Mais tandis qu'à toute heure la plupart d'entre eux créent de l'histoire, d'autres — et c'est le cas du duc de Rohan — la continuent. Au patrimoine de gloire qui leur fut légué, ils ajoutent un débordant trésor ; au médaillier, la médaille dont le métal, la frappe et l'orbe sont sans défaut.

Dans le travail de psychologie qui s'exercera sur l'âme des soldats de la grande guerre, la part faite à l'énergie héréditaire devra être considérable. Or, les aïeux du duc de Rohan, et quelques-unes de ses aïeules aussi, auront été surtout des énergiques.

***

Considérons en passant le cortège inouï, paré de fastes. Et d'abord, tout au loin, ces mystérieux rois de Bretagne dont les noms rudes et chantants sonnent les épopées perdues : Conan, Mériadek, Judicaël, Jarnithin, Noménoé, Grégornach, de Léon et tant d'autres, ensevelis, avec leurs harpes et leurs épées, au fond des brumes armoricaines, aux rives de ce Morbihan dont le climat ne répand que de la douceur. La dynastie de ces rois s'éloigne du trône au moment où Pierre de Dreux y monte. Ils entrent dans le halo de la légende. Mais on poursuit leur lignée chez les vicomtes de Porhoët, seigneurs de Guéméné, les ducs de Monbazon, les princes de Soubise, les seigneurs de Gié et de Fontenay du Gué de l'Isle, de Poldheuc et de Montauban, tous des Rohan, tous issus de l'antique terroir breton, tous appartenant à cette race celte, « race charmante, dit Maurice Barrès, et qui puise sa puissance dans l'immense rêverie qui remplit toujours le cœur des gens du pays de Galles, d'Irlande et de Bretagne ». A cette « musique » intérieure où passent le souffle des ajoncs et parfois la sauvagerie de la mer, d'autres rythmes se sont accordés. Tout en demeurant accrochés au sol de granit dont ils ne se sépareront jamais, par le mariage, de leurs fils et de leurs filles, les Rohan font participer leur sang à toute le gran-

deur de la France. On lit dans Grégoire de Tours que les terres par eux possédées portaient le nom de « royaumes ». Par un acte de 1091 on apprend que les vicomtes de Porhoët et de Rohan avaient leurs barons ainsi que les comtes de Champagne et de Flandre (*le Moréri* de 1759).

Avec Grégoire de Tours, Froissart, Saint-Simon, Clairambault et des historiens sans nombre se sont occupés des Rohan, des Chabot et des Rohan-Chabot. Ce n'est point l'heure de les suivre dans le détail touffu de cette œuvre. Nous nous hâtons vers les héros et ne nous arrêterons qu'un moment devant Alain IX, vicomte de Rohan, dont Saint-Simon dira qu'il est « celui qui, par ses grands biens, ses hautes alliances et celles de ses enfants, a fait le plus d'honneur à la maison dont il était le chef » ; Saint-Simon oublie, et à dessein peut-être, les Rohan guerriers et les Rohan batailleurs, ceux-là mêmes qui nous attirent le plus ; il néglige de leur donner le pas sur cet Alain IX qui tenait une part de son prestige de son père, Jehan Ier, dont Froissart parle avec abondance. Compagnon, émule et parent d'Olivier de Clisson et de Bertrand Du Guesclin, Jehan Ier les suivit à travers toutes leurs aventures et entreprises. D'autre part, Brantôme a mis parmi ses Grands Capitaines François, le seigneur de Guyé, fait maréchal de France sous Louis XII et qui se maintint en faveur à la tête des armées de Charles VIII. Mais il encourut, on ne sait comment, l'aversion d'Anne de Bretagne, sa compatriote pourtant, et qui au dire des historiens savait haïr.

Pour en revenir à Alain IX, nous rappellerons que sa mère était fille du connétable de Clisson, que son fils Jean épousa Marie, fille du duc de Bretagne et d'Isabelle d'Écosse, fille elle-même de Jacques Ier (Saint-Simon). Avec elle, entre dans l'âme de ses descendants cette mélancolie, cette fatalité et ce charme qui, en tout âge, poursuivent les Stuarts. Nous voyons, en 1461, Alain IX marier son aînée Marguerite au comte d'Angoulême. Cette Bretonne, candide et énergique comme pas une, sera la grand'mère de François Ier. Avec les qualités et les défauts des Valois qui en lui s'exaltent, le vainqueur de Marignan tirait sans doute de Marguerite d'Angoulême, nature solide comme la terre pierreuse où elle

était née, une ténacité qui ne fut pas le moindre de ses dons.

Belle-fille de la toujours triste Valentine Visconti, belle-sœur de Charles d'Orléans, le poète, Marguerite d'Angoulême n'a laissé d'elle qu'une mémoire ; mais nous nous plaisons à nous la figurer enclose au cercle de sensibilité et de fine culture où son union l'entraîna, et se rendant, peut-être, au château de Blois où le doux Charles achevait de vieillir.

Elle se joint à la bande de ménestrels qui entourent le royal chanteur. Elle mêle aux lais d'amour quelque sombre ballade du Morbihan, quelque histoire imaginée par son aïeul Noménoé, monarque et barde.

C'est une Rohan encore que nous trouvons aux côtés d'Alain, le grand roi de Béarn et de Navarre, une Rohan farouche et belliqueuse et qui, aux côtés de son mari, dans les luttes qu'il dut soutenir pour défendre son territoire et sa couronne, justifiera le vieux dicton qu'on se redit encore dans le Morbihan :

Tant que Rohan rohanneront
Les moulins à vent mouldront.

Rohanner! ce mot vient ici non seulement dans le sens de briller, de dominer, mais aussi dans celui de se battre, de faire parler de soi, de mener tapage glorieux, d'agir enfin. Il symbolise à merveille le destin de la race qui l'inspira, et l'influence qu'elle sut exercer sur tous ses « royaumes » bretons. Au souffle de ces héros, d'un bout à l'autre de la terre d'Armorique, la vie heureuse s'anime, les moulins à vent s'activent, le labeur et le pain sont assurés. Henri IV, dit-on, se plaisait à fredonner le distique naïf en l'honneur, sans doute, et de son arrière-grand'mère et de sa tante, une Rohan, qui l'avait tenu sur les fonts baptismaux. Sa propre expérience lui permettait de reconnaître que « les princesses armoriques », comme les appellera Louis XIII, transmettraient à leurs petits-enfants une appréciable quantité d'entêtement dans la vaillance, ce qui leur permettait de « rohanner » tout à l'aise.

René de Rohan qui fut, selon Brantôme, un rude et hardi seigneur capitaine et très bon serviteur du roi, mourut en 1552 après n'avoir, durant sa vie, connu de repos que

parmi les gens d'armes, sous le ciel pluvieux ou dévorant des saisons diverses qui toutes, pour lui, restaient marquées par des guerres et des assauts. En lui l'instinct domine qui jettera ceux de sa race au péril toutes les fois qu'il s'agira de querelles menées entre la patrie et les ennemis de la France, querelles de l'époque, furieuses et fréquentes comme les orages d'été et auxquelles jamais la présence d'un Rohan ne manquera.

« Tout est grand dans cette maison », dit Clairambault. Cette réflexion se devrait surtout appliquer à Henri dit des Quatre-Victoires, duc de Rohan, ambassadeur à Venise et gendre de Sully.

Henri IV protégea cette union entre son très cher et remuant cousin et la fille de son meilleur ami. A propos de Henri de Rohan, Saint-Simon — et il ne saurait être suspect d'indulgence envers les Rohan — se voit forcé d'avancer que « c'est ce grand homme qui se signala à la tête d'un parti abattu et qui, réconcilié avec la cour, s'illustra encore davantage par les négociations, dont il fut chargé en Suisse et par ses belles actions à la tête des armées du roi en Valteline, où il mourut de ses blessures en 1638, avec la réputation d'un grand capitaine et un grand homme de cabinet ».

Quatre victoires, et une vie pleine de tempêtes, et des combats de conscience, et des disputes à régler, et les dures chevauchées dans la Valteline, et une difficultueuse ambassade à Venise, et des blessures mal soignées, et le ménage tourmenté qu'il fit avec Marguerite de Béthune-Sully, dont le moins qu'on en pourrait dire serait pour blâmer son aspect et ses manières frivoles qui désolaient son père autant que son mari.

Quatre victoires, et des agitations aussi bien intimes que publiques, et l'exercice d'une influence vive sur les affaires du roi ; tout cela, de quoi remplir plusieurs existences, tient dans la vie plutôt brève d'un petit homme toujours pressé, toujours dévoré, toujours debout, toujours sur les grandes routes ou en conversation avec quelqu'un de grand. Et ce guerrier voyageur et diplomate a écrit des *Mémoires* et une description des pays « par lui vus et considérés ».

Certes ce n'est point à celui-là que manqua la fièvre d'héroïsme des Rohan.

Et non plus à ses successeurs, car vient ensuite, se précipitant au-devant des actions d'éclat, Hercule Mériadek de Rohan, fils de la belle et célèbre et diversement jugée Anne de Soubise. « Princesse armorique » dans toute la force du terme, elle n'eut pas moins de douze enfants et mena de front, avec une rare lucidité, les affaires de sa « maison », ses devoirs maternels, ses succès de femme et les inextricables intrigues de cour, dont ses doigts avisés aimaient à brouiller et débrouiller les fils. Les étranges à-coups de son intelligence et de sa coquetterie exaspèrent et passionnent Saint-Simon tour à tour. Pour son fils Hercule Mériadek, il fait la campagne de Flandre en 1644, est nommé gouverneur de Champagne et se distingue aux batailles d'Oudenarde et de Malplaquet.

Comme s'il n'était point suffisant de toute cette ardeur, les Chabot dont la famille devient, au XVIIe siècle, « confuse » avec celle de Rohan, y versent un torrent de particulière bravoure.

Chez eux aussi la fable et l'histoire se touchent. Les comtes de Jarnac, leurs chefs, sont, depuis le XIe siècle, « les plus hauts et puissants seigneurs du Poitou et de la Guyenne »; ils en profitent pour doter des monastères et pour défendre les faibles et les orphelins contre leurs agresseurs. Quelques-unes des femmes qui veillent à la source de cette race portent des noms charmants à retenir : Aenor, Gélose, Aelise, Amicine et enfin l'étrange, l'attirante Eustachie qui épousa Geoffroy Ier de Lusignan, comte de Jaffa et de Césarée en Palestine. Il devint plus tard roi de Jérusalem et de Chypre. Est-ce à la magie de ces royaumes d'Orient dont elle aima peut-être découvrir les secrets et pratiquer les sortilèges; est-ce au renom de son fils Geoffroy à la « grand' dent », le plus violent des hommes, qu'Eustachie doit le séduisant honneur d'être devenu, dans l'imagination populaire, la fée Mélusine aux yeux verts qui, par les nuits de lune, bâtissait châteaux et bourgs et rien que d'un coup de baguette? Plus d'un trouvère poitevin s'enchanta d'elle. L'un d'eux, Coudrette, la célèbre dans un poème intitulé : *Le Livre de Lusignan*, et faisant allusion à ce goût qu'elle montra d'élever des architectures aériennes ou

massives dont le pays tout entier demeura embelli, il dit qu'on lui devait :

LE BOURC ET LE CHATEAU DE MELLE :

Après fit Nonvent et Mercand,
Et puis la tour de Saint-Maxent.
Le bourc fist commença l'abbaye
Où Notre Dame est bien servie.
Puis la ville de Parthenay
Et le chastel joli et gay.

On sait le reste et l'histoire de Mélusine finit tristement comme d'ailleurs toutes les plus belles histoires. Mélusine, serpent jusqu'à la ceinture, hante les créneaux et les tours des châteaux bâtis par elle. Ce n'est pas seulement à cause de son fils Geoffroy à la « grand' dent » qu'elle trouve place ici, mais encore parce que, au début de sa vie, Mélusine représenta dans le Poitou l'image du labeur gracieux et des audacieuses tentatives. Non contente d'être reine et fée, il lui faut doter de palais et de légendes cette terre poitevine où s'accomplira sinistrement son destin.

Au musée du Louvre, parmi les chefs-d'œuvre de la Renaissance, il est un tombeau qui arrête la rêverie du passant. C'est celui de Philippe Chabot, seigneur de Brion, amiral de Bretagne et amiral de France. Toute une mélancolie s'échappe de ce marbre qui, posé d'abord dans l'église des Célestins pour recouvrir les restes d'un vainqueur, témoigne du repentir de François Ier à l'égard de l'ami et du serviteur qu'il avait gravement humilié et méconnu.

Avant même de lui accorder cet hommage suprême, le roi revint sur les calomnies dont l'amiral s'était vu accabler et que sa fierté ne lui permit pas de repousser. Eh ! quoi, avait-il vainement, après Pavie, suivi son royal maître dans sa captivité en Espagne, vainement en son nom conquis la Savoie, le Piémont avec Turin et si bien résisté dans Marseille au connétable de Bourbon qui attaquant la place à la tête de forces supérieures, après quarante jours de luttes infructueuses, se vit forcé de lever le siège?

Nulles paroles ne pouvaient plus haut que ces exploits

plaider en faveur du guerrier et mettre en déroute ses ennemis. Aussi, Philippe Chabot dédaigna-t-il de se défendre.

François Ier, plus tard, reconnut son erreur, le combla des marques de sa faveur, avoua publiquement ses torts et le réhabilita avec éclat. Mais le grand cœur dont il avait douté était atteint et se brisa.

François fit enterrer Philippe Chabot dans la chapelle d'Orléans, à l'église des Célestins, et élever à sa mémoire le tombeau somptueux que la Révolution a épargné et sur qui planent la beauté et la tristesse d'une existence tempêtueuse et d'une imméritée douleur, à laquelle le sort de l'un de ses descendants semble au loin faire écho... Et pour celui-ci, quelle ironie !

Car enfin, se battre en 1731 à la tête du régiment de Vermandin, se battre en commandant le régiment d'infanterie qui porte son nom, se battre au siège de Philippsbourg, se battre encore à Clausen, à Dœttingen et sous Menin, sous Ypres, sous Furnes, et, en 1734, au camp de Coutray ; et mourir tranquillement chez soi, trente ans après, l'âme déchirée, les yeux pleins de visions guerrières, devant le bleu serein de la Méditerranée, sous les orangers de Nice. Quel sort pour l'homme emporté et brave que fût un autre, de ces Rohan-Chabot, ce Louis dont madame de Pompadour, à coups de langue et à coups d'éventail, trancha la carrière à son beau milieu.

Plus heureuse, l'existence d'un second Louis de Rohan-Chabot sonne comme une fanfare... Et, d'abord, il mérita le surnom de « jeune héros », appellation délicieuse où vibre un double délire. Depuis l'âge de quatorze ans, où il s'engage à la prise de Minden, du Hanovre à la Warburg-en-Hesse, dont il s'empare, il n'aura respiré que l'air des batailles, connu de rumeurs que celles du canon. Les alarmes, les corps à corps, les charges frémissantes l'aiguillonnent, l'entraînent, l'exaltent. Il plonge dans un éternel tourbillon. Il a partout vingt ans et la victoire à ses côtés. On ne sait ce qu'il y a de meilleur en lui du chef ou du soldat.

Ainsi se complète l'illustre théorie qu'il convenait de rattacher au héros d'hier, à Josselin de Rohan-Chabot, fils d'un père qui combattit en 1870 comme capitaine de la territoriale,

petit-fils par sa mère des marquis de la Brousse de Verteillac, dont les services rendus sur les champs de bataille ne se comptent plus ; arrière-neveu de ce marquis de la Roche du Maine qui, captif à Madrid avec François Ier, lorsque Charles-Quint lui demanda : « D'ici à Paris, combien de journées? » « Autant de journées que de batailles, Sire, à moins que les troupes de Votre Majesté soient battues dès la première. » Une noble fatalité a donc voulu que sur la France nul souffle d'épopée ne passe qui, dans son vertige, n'emporte et ne consacre quelque rejeton de cette race, choisie pour se manifester avec assiduité et toujours dans le même sens.

Dirait-on pas à lire la lettre adressée durant la compagne de Russie par Fernand de Rohan-Chabot à sa mère, l'une de ces épîtres d'émouvante modestie que les tranchées envoient presque quotidiennement : « L'empereur m'a donné la Légion d'Honneur ! Mes soldats prétendent que je la mérite. »

Ce même officier se trouve à Moscou durant l'incendie de cette ville. Il se couche, harassé de fatigue, dans une maison qui brûle. Son ordonnance le supplie d'en sortir... « Bah ! fait-il, j'ai sommeil, je vais dormir, tu me réveilleras avant que la maison tombe... »



Paroles, gestes, actes, tout se tient. A ce bouquet d'héroïsme nul arome ne manque. Au delà de ces vertus et de cette force que pouvait-on envisager? Or, un miracle advint...

Même avant cette apothéose teinte de sang, qui la met au-dessus d'elle-même et de ses propres rêves, la France était aux yeux de tous une nation insigne.

Les peuples qui la regardaient rayonner ou souffrir puisaient en elle l'audacieux désir de lui ressembler.

Pays de la chevalerie et de la grâce, elle avait, d'une volonté si forte, conçu la liberté qu'on paraissait la recevoir d'elle à chaque souffle qui s'échappait de son sein. Il semblait qu'à son beau renom rien ne pouvait s'ajouter. Elle proposait à tout idéal un point de repère et une cime à la fois. Aux amoureux de noble violence, elle offrait Bayard et Duguesclin. On ne pouvait cheminer sur les mers sans y voir flotter l'ombre

de Duguay-Trouin et de Jean Bart. Pascal expliquait son âme. Racine l'enfermait frémissante dans la musique de sa sensibilité. Ses rois avaient, comme nuls autres, élaboré la formule monarchique. Tendrement, Geneviève et Jeanne d'Arc, toutes deux saintes, la gardaient. Semeuse hardie, sa Révolution avait jeté aux quatre vents le germe d'un universel renouveau. D'autre part, sa pensée qui dirigeait le monde faisait le tour des possibilités humaines et souvent les accomplissait.

Que pouvait-on attendre encore d'une race si exacte en sa logique et pourtant de si contagieuse fantaisie que, pour démêler sa sagesse de ses rêves, on les adoptait ensemble jusqu'à ne plus pouvoir s'en séparer? Que restait-il à lui souhaiter? Mais un coup de foudre éclate et du peuple divin menacé monstrueusement, une lumière jaillit, immense, inespérée.

Le sacrifice, l'héroïsme effréné se multiplient, la gloire pullule.

Pareille à ces statues hellènes que, mutilées et radieuses, on dérobe à l'argile, de la terre fracassée une beauté poignante sort. Avec leurs poitrines ouvertes et qui crient encore, bondissant au-devant de la mort, — que dis-je? — l'embrassant à grands bras, les Français dépassent la France. Et désormais, quand on dira : « Verdun ! », le bruit de toutes les autres victoires se taira.

Aussi, aimons-nous à nous figurer un peu ce que les siècles à venir ressentiront des jours dont nous sommes les contemporains ; et, malgré nous, malgré tant de douleurs, goûtons-nous la douceur posthume de savoir qu'on nous enviera — nous, les femmes d'aujourd'hui, — d'avoir respiré à côté des héros. Nous entendons déjà, au fond des âges futurs, retentir l'adoration dont, l'une après l'autre, les générations salueront ces années qui, pour nous, sont lourdes de tant de larmes et d'un si fort soleil. Nous mesurons dans le temps et dans l'espace la trajectoire de ces astres si voisins de nous. Leur effarante splendeur nous écrase... et nous tâchons de deviner lequel attachera le plus la mémoire des hommes de tous ces instants éblouissants et terribles dont nos heures sont ourdies ; et sur quel point du roman sans pareil s'appuiera le poids des rêveries futures et des agenouillements. Peut-être à ces lettres

de soldats dont je parlais tout à l'heure préférera-t-on telle épître de mère villageoise qui accepte la mort de son enfant « parce qu'il a fait ce qu'il fallait faire » ; peut-être encore... mais à quoi bon chercher? Contentons-nous d'être là ; ne repoussons pas une réalité dont le seul contact nous ennoblit à jamais...

Ces pensées, cette résolution, c'est au matin où je rencontrai chez lui Josselin de Rohan-Chabot qu'elles prirent forme et racines en moi. Il venait d'arriver, pantelant encore des clameurs et du spectacle angoissant que rien ne peut décrire. L'horreur et la colère de cette lutte s'échappaient de lui par lambeaux. Il sortait si directement de la bataille que l'on croyait en respirer sur lui la buée et le cataclysme et le vent. Son accent de fièvre haletait, pour dire la joie qu'on éprouve là-bas d'entendre tout à coup se taire le canon... « parce qu'alors c'est plus sérieux... c'est l'attaque et sans doute le corps à corps... mes hommes n'attendent que cela... tandis que sous la fumée, dans le bruit, on est ahuri, on se croit inutile, on fait partie d'un chaos ». Par phrases entrecoupées il continuait ainsi ; puis soudain, sa voix devenait heureuse et lointaine, pareille à celle que j'ai parfois découverte à certains religieux qui étaient restés longtemps ensevelis dans leurs vœux.

Car si cette guerre a ses passionnés, ses résignés et ses martyrs, elle a avant tout ses mystiques. Une sainteté émane d'elle, qui enivre.

Et je revois le duc de Rohan tel que mon souvenir toujours le reverra... debout, dans l'étroit salon où tant d'affections le sollicitaient : sa mère, sa femme, ses sœurs, toutes agitées de fierté et d'inquiétude, toutes se sentant désarmées devant cette impatience de repartir qui l'éloignait d'elles déjà. Il parla de sa mort possible, probable même, avec ce rapide sourire des lèvres et des yeux dont il animait ses récits. Un seul moment, si fugitif que le hasard seul me permît de le surprendre, fit vaciller sa claire prunelle bleue, ses yeux de Celte où l'antique rêve étincelait... Comme sa mère l'interrogeait sur la durée de son séjour, il prit un ton irrité. « Mais j'espère bien qu'on me renverra très vite », et devant la tristesse du regard maternel, feignant d'être de plus en plus agacé,

il continua avec l'air gouailleur qu'il savait si bien prendre, et avec l'accent des tranchées : « Eh ! ben quoi, je vais passer ma vie à me soigner, à présent? » Mais malgré lui une tendresse tremblait dans sa voix... La fièvre du soldat le ressaisit aussitôt...

Trois jours après, on le vit défiler joyeux avec ses chasseurs par les rues d'Abbeville. La foule qui savait la vaillance et l'âpreté de la petite troupe lui jetait des fleurs. On le nommait aux collégiens dans la rue... « Ce capitaine-là, vois-tu, c'est le duc de Rohan. Il a été blessé à Verdun. Il va se battre dans la Somme ! » Et les enfants sentaient obscurément qu'avec ce jeune et alerte médaillé qui sortait d'une bataille pour entrer dans une bataille encore, avec ce fils du Morbihan venu de la Meuse pour reprendre la Picardie, ils tenaient de l'histoire de France, toute chaude, contre leurs cœurs...

Puis un silence se fit sur lui. Oh ! ces silences des temps d'offensive. Oh ! les taciturnes jours qui n'apportent point de nouvelles. On n'ose rien attendre. On veut que l'incertitude dure, et l'on redoute l'instant où elle s'en ira. Chaque matin, en regardant le soleil, on se demande : « Quels sont les aimés qui ne le reverront plus demain ! » On chancelle d'espoir et de crainte. Mais comme on se rappelle qu'il a dit en partant : « Soyez vaillants ! » on fait semblant d'avoir un courage fou. Oh ! ces silences des temps d'offensive !... Enfin, une lettre arriva, joyeuse, éperonnée, frémissante... de même une seconde encore qui devait être la dernière. Elle porte la date du 11 juillet :

Ma chère maman,

Je suis en ce moment sur le champ de bataille, à l'endroit exactement où le pauvre Cochin a été tué.

C'est mon bataillon qui remplace le sien. J'ai manqué y rester ce matin ; j'ai été enterré par une grosse marmite, mais je vais très bien ce soir. La vie ici est très pénible, mais l'ivresse du succès nous donne des ailes.

Je pense bien à vous et j'espère, après ce mauvais pas, vous retrouver bientôt. Si nous continuons ainsi j'espère arriver à Manancourt prochainement. Ce serait magnifique. Mais j'y crois fermement cette fois.

Votre fils respectueux.

JOSSELIN

Manancourt ! L'un de ses châteaux et l'une de ses terres qu'il rêvait de reconquérir. Arriver à Manancourt ! Ce serait magnifique... L'exploit entrevu l'exaltait... Et ce fut magnifique en effet... Mais non la prise de Manancourt, non les lendemains espérés...

Sur le champ de bataille, tout couvert encore de l'argile qui avait failli l'ensevelir, il parle du plaisir impétueux, de « l'ivresse qui donne des ailes » ! Et, à cause de cette ivresse, l'horreur, « le côté pénible » sont anéantis.

De même dans la nuit du 13 au 14 juillet, lorsqu'il faut, en vue de l'attaque du lendemain, s'assurer de la position de l'ennemi, en un mot alléger d'avance la tâche des combattats, le capitaine de Rohan se propose pour remplir cette mission. Il n'en ignore aucun des nombreux périls, mais il s'agit de ses hommes. Par une observation exacte, il amoindrira pour eux les dangers de l'assaut en perspective. Sur le terrain découvert, seul son ordonnance l'accompagne. Et le cœur à la fois ivre et serein, la démarche sûre, la pipe allumée, il va, vivante cible... il va. La nuit d'été, toute écharpée de brumes et constellée d'obus, est assez froide... Il va... il touche aux tranchées allemandes. Son âme le porte. Il songe que s'il regarde bien, s'il repère avec soin, les autres, ses chers braves, ses frères pourront à l'aurore attaquer librement. Taca... tac... tac... Une mitrailleuse troue l'air de son cliquetis sec. Le duc de Rohan s'affaisse, trois balles au front, deux dans le cœur. Et les autres se battront et il ne sera pas là pour les animer de son allégresse hardie et de son courage.

Mieux que nous la lettre éloquente adressée par le comte G. de L... à la duchesse de Rohan, née de Verteillac, dira les détails de cette mort :

20 juillet 1916.

Madame la Duchesse,

Mon frère, faisant fi du mauvais état de son cœur, vient, sur sa demande, d'être incorporé au 4e bataillon de chasseurs.

Avant-hier au soir, tenant à l'accompagner dans les tranchées jusqu'à son nouveau poste de combat, j'ai eu l'heureuse fortune d'y rencontrer le commandant Pompey. Il me parla de ce brave Josselin dans des termes tels qu'ils seraient, j'en suis sûr, parvenus à adoucir

votre douleur. Je n'invente rien, je n'ai cherché qu'à retenir le sens de ses paroles pour vous les rapporter fidèlement.

« Rohan, — m'a-t-il dit, — n'était pas seulement un camarade exquis dont je ne savais point me passer, mais un chef dans toute l'acception du mot. Si j'avais été tué, c'est à lui que j'aurais délégué mes pouvoirs. Adoré de ses hommes, il avait pris sur eux un ascendant dont il fallait chercher la cause dans son inaltérable bonne humeur au feu et surtout dans la confiance qu'il avait su nous inspirer. Sa pipe, sa canne, voilà ses deux compagnes. Elles ne le quittaient jamais. Moi aussi j'étais toujours avec lui... Nous devions attaquer la côte... A la nuit de sa mort il devait partir *volontairement* reconnaître les terrains de l'opération. Arrivé au pied de la tranchée ennemie, il fut tué à bout portant. Comment les Boches ne s'emparèrent-ils pas de son corps? Je me le demande.

« Un de nos sergents rampa à la faveur de l'obscurité jusqu'à lui, et il fut possible, avec des cordes, de traîner et de ramener à nous le corps de notre malheureux camarade. Il fallut interdire à ce brave sous-officier de sortir à nouveau de la tranchée pour aller chercher la pipe de Rohan. « Mon capitaine l'aimait tant », disait-il.

« Ah ! voyez-vous, tels chefs, tels hommes. Cette mort glorieuse laisse ici un vide qui ne saurait être comblé. »

Tout cela, madame, était dit avec l'accent de la sincérité la plus émue, à quelques mètres sous terre, devant une table faite de quelques planches et à la lumière d'une bougie fumeuse. Pendant ce temps le bombardement faisait rage. Le commandant me raconta que l'an dernier, avant l'attaque de..., il avait réuni les treize officiers de son bataillon pour un dernier repas en commun. Le soir de ce jour-là onze manquaient à l'appel ! Ils avaient été tués. C'est dans cette troupe d'élite que Josse a voulu servir la France, gagner sa croix tachée de sang et mourir en illustrant encore, si possible, son grand nom. Avec un cœur déchiré j'ai quitté ce petit coin de terre française bouleversée, chavirée par les obus. J'y laissai mon frère. Mais j'emportais l'espérance de rendre peut-être moins amères vos larmes et celles de tous les vôtres.

G. DE L.

La citation datée du lendemain de la mort du capitaine de Rohan mérite d'être citée ici toute entière en sa simplicité militaire et archaïque à la fois :

CITATION DU CAPITAINE DE ROHAN

Officier remarquable à tous les points de vue, soldat merveilleux, *véritable chevalier sans peur et sans reproche*, adoré de tout son bataillon, brave à l'excès, remarquable surtout par son profond mépris du danger, son audace chevaleresque, ses belles qualités d'entraîneur

d'hommes, alliées à un sens tactique maintes fois éprouvé. Présent volontairement au front depuis le début de la campagne d'abord comme officier de cavalerie, son arme d'origine ; a été cité à l'ordre de l'armée et de la division pour « faits d'armes extrêmement brillants », passa ensuite, sur sa demande au 4e bataillon de chasseurs à pied ; a été décoré de la croix de la Légion d'Honneur pour sa magnifique conduite lors des premières attaques sous Verdun où il fut blessé. Revenu au front à peine guéri, vient d'être frappé mortellement à quelques mètres des tranchées allemandes alors qu'il effectuait une reconnaissance très périlleuse en vue d'une opération qu'il était appelé à conduire.

15 juillet 1916.

POMPEY,
Chef de la 5e compagnie du 4e bataillon de chasseurs à pied.

Ainsi, datant de loin, le prestige, la gaieté, la bravoure formaient cette âme. Ainsi pour qualifier le soldat de 1916, le chef qui l'admire arrache aux siècles passés l'épithète qui, partout, accompagne le nom de Bayard.

Inséparablement ses qualités valaient au duc de Rohan, de la part de ses hommes (de ses camarades, comme il les appelait) un attachement dont l'expression va du dévouement le plus illimité jusqu'à la naïveté la plus émouvante...

Je n'en veux pour témoignage que cette lettre d'un qui s'intitule lui-même « un petit soldat qui suivait partout le duc de Rohan ». D'ailleurs, les « petits soldats » de la Grande Guerre n'auront-ils pas été des épistoliers incomparables? On le verra, Jules Ménard n'est pas indifférent aux ancêtres de son capitaine, ni « aux conversations politiques qu'on avait ensemble ». Après l'avoir appelé « cet homme », il se corrige et ajoute « ce pauvre monsieur le duc ». Mais on sent avant tout combien il l'a aimé :

Lettre du petit soldat Jules Ménard qui suivait partout le duc de Rohan. A sa mère.

Chère et bonne madame la Duchesse,

Je me permets de vous envoyer ce petit mot qui n'est pas élégamment fait mais d'une si grande sincérité que je puis être excusé et pardonné en même temps.

Je vais peut-être raviver votre douleur mais, madame la Duchesse, je vous sais, comme vos ancêtres, une femme vaillante devant le dan-

ger et forte devant les émotions. De là, je me suis permis de vous faire parvenir ce message qui, j'espère, sera bien accueilli de vous. Je veux vous faire savoir avec quel émoi et quelle sublime tristesse j'ai vu tomber monsieur le duc de Rohan, votre cher et charmant fils, à la bataille de la Somme ; quoique je sois simple sapeur, j'étais cependant ce que je pourrais appeler presque un confident. Nous étions des mêmes mœurs et des mêmes idées. Nous avions quelquefois de grands sujets de conversations politiques, qu'il m'expliquait avec une si ferme tranquillité et sa belle confiance que j'avais fini par le comparer à ces grands hommes dont il était le digne descendant, comme de nos jours nous en rencontrons rarement. Un lien de vive et sincère amitié me rattachait à lui. Je me considérais auprès de lui comme le chien auprès de l'homme. Lorsque j'appris sa mort, ce fut une douleur si mordante que je ressentis au cœur dont je ne trouverai jamais assez de paroles pour l'exprimer. Je garderai de cet homme, de ce pauvre monsieur le duc, d'un cœur si noble et si généreux, d'une loyauté et d'une franchise sans égale, un souvenir éternel et ineffaçable. Il était très estimé de ses subordonnés et ils se seraient tous voués corps et âme n se sacrifiant pour lui éviter le moindre danger. Malheureusement le destin est plus fort que notre volonté. Monsieur votre fils était doué d'une intelligence remarquable, d'une bravoure sans exemple et d'un sang-froid qui ne se voit pas souvent.

Je puis dire que ses hommes l'adoraient parce qu'il était non seulement juste et bon pour eux, mais toujours à leur disposition pour le moindre renseignement ou service. Soyez fière, madame la Duchesse, du fils que vous venez de perdre. Au moment de monter à l'assaut, il était fier et souriant et encourageait ses hommes par des paroles touchantes, patriotiques et réconfortantes.

Il est mort en héros et la France entière doit faire hommage à sa mémoire comme elle pourrait le faire de ses aïeux.

Donc, madame la Duchesse, j'ai l'honneur infini de vous faire savoir à quel point les subordonnés de votre fils tenaient leur vaillant chef en considération et de la fierté avec laquelle ils parlent de lui.

JULES MÉNARD
1er *génie.*

Non, Jules Ménard, ni la France, ni personne n'aura parlé des ancêtres du duc de Rohan comme vous parlez de lui, vous les surhumains, vous les sublimes, vous les soldats de 1916 enfin !

Du moins le vœu de Jules Ménard aura-t-il été ici accompli? Aurons-nous d'un même hommage enveloppé les héros d'autrefois et leur fils, celui qui vient de disparaître ? Aurons-nous fait tressaillir d'orgueil et de piété l'épouse qui le pleure

et qui, par deux fois, porte son nom glorieux, et sa mère, de tous admirée et aimée, sa mère, en effet vaillante comme lui?... On le sait. Dans son hôtel transformé en hôpital, dans cette seigneuriale demeure qui, pendant un si grand nombre d'années, fut le centre où palpitait ce que Paris avait de plus intelligent et de plus haut, foyer ouvert à tous et dont chacun emportait un rayon, dans sa propre maison donnée aux blessés, la duchesse douairière de Rohan n'a pas un instant cessé de soigner quelques-uns des soldats que son fils adorait.

Grande dans la douleur comme dans l'intelligence et la bonté, elle n'a pas un seul jour, depuis son deuil, manqué au quotidien devoir. Le souci d'elle-même ne la retient ni ne l'importune.

Sa main ne tremble ni ne se ferme sur qui des pleurs sans doute tremblent secrètement. Son sourire qui réconforte n'a pas tari et son cœur déchiré répand toujours le dévouement et la pitié.

Donc la maison de Rohan a pu grandir encore. Et le laurier récent qui l'enguirlande pèse d'un feuillage neuf sur les lauriers anciens. Car nous sentons tous que, malgré les rois de Bretagne et les « princesses armoriques », malgré les capitaineries sans nombre et les nobles lieutenances générales, malgré les Stuart d'Écosse et la Royne qui régna sur le Béarn et sur la Navarre, malgré la fleur de lys qui si souvent est tressée à l'ajonc, malgré au-dessus de leurs fastes la blanche fumée du panache d'Henri IV, malgré Marignan et les Quatre Victoires, et le « jeune héros » passionné, malgré la chapelle familiale où dans sa gloire dort le connétable Olivier de Clisson, malgré Mélusine aux yeux verts et cette maison de Chabot, vieille entre les plus vieilles, si vieille qu'au camp du Drap d'Or François Ier lui donnait sur toutes le pas, à ces cousins de Louis XIV, à tous ces Rohan, ces Chabot et ces Rohan-Chabot, c'est leur lointain descendant tombé dans la nuit du 13 au 14 juillet, aux bords des tranchées de la Somme, qui leur assurera la plus vivante des immortalités.

HÉLÈNE VACARESCO

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE[1]

(1871-1914)

II. — EN FRANCE

L'attitude de la France, depuis 1871, à l'égard de la question alsacienne, présente de singuliers revirements. Il faut avoir le courage de le dire : des trois grands personnages collectifs du drame, vainqueurs, vaincus, annexés, ce sont les vaincus qui varièrent le plus souvent. Cette constatation revient sans cesse à l'esprit des écrivains qui ont médité l'histoire de nos quarante dernières années. Elle explique la mélancolie profonde que l'on retrouve dans les livres de ceux qui, au déclin de leur existence, se plurent à évoquer quelques scènes douloureuses ou touchantes du grand drame [2].

Au lendemain de nos désastres, c'est la protestation indignée avec la pensée fébrile de la vengeance. Le mérite de l'Assemblée nationale, par ailleurs faible et incertaine, fut de maintenir dans l'opinion publique une volonté de relè-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août 1916.

2. Voir notamment de Jules Claretie : *Quarante ans après. — Impressions d'Alsace et de Lorraine* : 1870-1910. (Fasquelle, 1910.)

vements qui ne fit que s'accroître devant les menaces d'une invasion nouvelle.

L'attitude première de la France avait été définie par la protestation du député Grosjean à l'Assemblée nationale en mars 1871 :

La France déclare nulle et non avenue l'annexion de deux de ses provinces par l'Allemagne, annexion qui lui est imposée par la force, au mépris de ses droits et de ceux des populations annexées.

On voit alors une extraordinaire floraison d'associations patriotiques, de cérémonies commémoratives, d'institutions destinées à perpétuer l'attachement de la mère patrie aux populations annexées, telle la *Société protectrice des Alsaciens-Lorrains demeurés Français*, reconnue d'utilité publique en 1873. La blessure est si douloureuse que les partis politiques, furibonds par ailleurs, s'accordent dans le désir d'une revanche prochaine. Le peuple est convaincu que nous la préparons sourdement. Et tous les dirigeants de l'opinion publique rejettent avec indignation, même pour un avenir lointain, l'hypothèse d'une abdication de nos droits; ils pensent qu'en un jour pareil les morts de Reischoffen se lèveraient pour les maudire.

Mais, la période exaltée fut en France de courte durée. On le vit bien en 1875 : toutes les mesures qui semblaient alors préparer la revanche, le vote de l'Assemblée nationale renforçant l'armée, les recherches d'alliances auprès des diverses chancelleries, n'avaient plus le caractère de menaces. Bismarck avait beau crier à la provocation pour préparer l'opinion allemande à une nouvelle guerre et gagner l'appui moral des nations neutres; personne en Europe ne s'y laissait plus tromper. Et notre ancien ministre à Berlin, M. de Gontaut-Biron, recevait à Saint-Pétersbourg, de la bouche même de Gortchakoff, l'assurance que l'attitude injustifiée de l'Allemagne révoltait l'Europe.

A mesure que disparaissaient ceux qui avaient vu la guerre, l'idée de la revanche perdait peu à peu du terrain, et les souvenirs de l'invasion s'affaiblissaient. La rapide fortune des

projets d'expansion coloniale, de 1880 à 1889, précipita ce revirement. Nous verrons plus loin comment les Alsaciens-Lorrains, qui assistaient avec un étonnement douloureux à cette évolution, surent bientôt l'admettre avec dignité, la comprendre, et donner à leur irrédentisme tenace une base nouvelle, plus solide même que celle qu'ils avaient trouvée dans les droits historiques et dans la protestation de la France.

En fait, la décadence croissante de l'idée de revanche, et, conséquemment, d'une politique belliqueuse, tint en France à une cause profonde, interne, liée au régime, que M. Marcel Sembat, dans un livre retentissant, exprimait par cette formule lapidaire : « L'inaptitude de la République à une guerre offensive [1]. » Il montrait sans peine que cette cause essentielle explique la politique étrangère de la plupart de nos hommes d'État qui, depuis 1870, ont vécu dans la crainte d'une guerre. Au reste, Bismarck le savait très bien, qui se moquait chaque jour davantage de ce qu'il appelait les « regrets pusillanimes de quelques rêveurs français ».

Entièrement occupés par les projets d'expansion coloniale, nos hommes d'État s'efforcèrent d'arriver à un accord avec Berlin pour assurer, de ce côté-là du moins, la sécurité. Cependant ces transactions restèrent l'œuvre des chancelleries et l'opinion publique française n'en fut qu'à demi informée. Jules Ferry porta plus tard le poids très lourd, absolument immérité d'ailleurs, de ces coquetteries franco-allemandes.

Toutefois, pendant cette période de fièvre coloniale, l'irrédentisme français connut plusieurs résurrections inattendues. Quelques revues militaires, la qualité des nouvelles troupes, l'amélioration de l'armement par l'adoption du fusil Lebel et de la poudre sans fumée, la popularité d'un général, suffirent à réveiller dans le pays une sensation de puissance et, par suite, la pensée d'un conflit avec l'Allemagne. La première révolte de l'opinion publique contre l'oubli prématuré de nos malheurs accompagna la chute de Ferry. La seconde fit naître le boulangisme. La jeunesse de 1888, perdue de doute, poussée vers les opinions extrêmes, se trouva tout à

1. *Faites un roi, sinon faites la paix.* (Figuière, 1913.)

coup soulevée par une véritable fièvre patriotique, qui rendit quelque popularité à l'idée de la revanche. Ce sentiment nouveau, qui se résolvait en une sorte de patriotisme, chauvin, inspiré par la haine et le désir irraisonné de la vengeance immédiate, disparut aussi rapidement qu'il s'était développé, par le fait même de son exaltation et de ses excès. Mais la fin lamentable de cette aventure amena, par réaction, un discrédit de la redoutable question d'Alsace. Les regards se portèrent ailleurs. Les deux renouveaux de l'irrédentisme français avaient été violents, mais éphémères. L'alliance russe, qui eût fait déborder la coupe vers 1889, n'amena que de passagères manifestations patriotiques. Compliquée d'entraves et de combinaisons financières, son caractère purement défensif apparaissait à tous les yeux. Et la question d'Alsace-Lorraine s'effaça de plus en plus de notre programme diplomatique, à mesure que de nouvelles conquêtes coloniales, et bientôt aussi la formation des grands partis politiques, accaparaient l'attention.

Cependant des patriotes gardaient le souvenir de la défaite et de la violence faite à l'Alsace-Lorraine. Chaque année, les manifestations portaient des fleurs à la statue de Strasbourg, sur la place de la Concorde. Et l'âme française, il faut lui rendre cette justice, montra une répulsion instinctive pour toute entente avec l'Allemagne qui n'eût pas assuré, sinon une rétrocession complète des deux provinces, du moins une solution empirique du problème alsacien. On le vit bien après Fachoda, au moment où le gouvernement de Berlin laissait entendre que, moyennant le libre accès des valeurs allemandes à la Bourse de Paris et une certaine coopération coloniale, l'alliance franco-allemande assurerait aux deux pays la domination du monde. L'opinion se révolta incontinent contre ces propositions, parce qu'une telle alliance apparaissait comme une acceptation résignée, une consécration solennelle du traité de Francfort, une injure à la dignité nationale. Ni la presse, ni l'opinion ne permirent au gouvernement d'envisager seulement cette hypothèse. L'Allemagne en fut pour ses avances.

Cependant, l'indifférence manifeste du public pour tout ce qui touchait à nos récents malheurs s'accentuait chaque jour,

par le double effet du temps et des événements décisifs qui jalonnèrent la politique intérieure française de 1890 à 1904. A dater du jour où Rémy de Gourmont publia son retentissant article *Le Joujou-Patriotisme* (1891), complété plus tard par sa fameuse et symptomatique *Déclaration sur l'Alsace-Lorraine*, on put constater chez beaucoup de nos jeunes écrivains une tendance très nette à dénigrer méthodiquement le chauvinisme nationaliste et à devancer le mouvement général en faveur d'une politique humanitaire. On s'accoutuma volontairement, dans certains milieux intellectuels, à cette sorte de pragmatisme historique, qui consiste à justifier le fait politique par le résultat, le projet par sa réalisation, et dont l'application au problème très précis de l'Alsace-Lorraine permit à nos polémistes les plus originaux de construire, autour des décisions de Francfort, un véritable système d'excuses, d'explications, et presque de légitimations.

Ultérieurement, l'affaire Dreyfus, avec ses nombreux contrecoups, acheva de dessiner cette grave évolution de la psychologie nationale, qu'on peut suivre, dans des modalités variables, jusque vers 1904, — plus exactement même, semble-t-il, jusqu'à l'interpellation Lhopiteau sur la politique générale (14 janvier 1905), qui provoqua, quelques jours plus tard, la chute du ministère Combes.

A partir de 1904, il devint évident que toute confiance irréfléchie devait être évitée dans nos rapports avec Berlin. Les pacifistes les plus clairvoyants se bornèrent alors à souhaiter un régime de correction raisonnée, n'impliquant le sacrifice d'aucun regret, d'aucun attachement, d'aucune aspiration nationale. Ils aspiraient à un réglement empirique de la question d'Alsace-Lorraine. Survint alors la guerre russo-japonaise. L'Allemagne multiplia les provocations après les désastres de Moukden et de Tsoushima, et plus tard à propos des affaires du Maroc. A ce moment, le problème alsacien fut relégué au second plan par les menaces nouvelles de l'ambition allemande.

Un fait imprévu nous permit cependant de l'envisager à nouveau : la conférence d'Algésiras. L'attitude défiante qu'à cette occasion les neutres témoignèrent à l'Allemagne nous

permit de réclamer une solution équitable de la question d'Alsace. Il s'agissait bien entendu d'une solution pacifique, sans abdication honteuse, qui eût apaisé en France le remords des fautes commises et de l'oubli prématuré. C'est alors que l'on commença à répandre la thèse de l'autonomie, en la concevant, du reste, de manières très diverses.

La question se plaçait ainsi sur une base nouvelle. Comme le montrait M. Georges Bourdon, à l'idée de vengeance succédait l'idée de droit. Dès lors, elle devenait extrêmement grave. L'Allemagne avait pu refuser à la France le droit de réclamer les provinces. Elle ne pouvait empêcher le peuple alsacien-lorrain de poser lui-même la question d'Alsace-Lorraine. Elle eut alors le sentiment de se heurter tout à coup à une force invincible parce qu'idéale. C'est de ce moment que date la politique contradictoire, incertaine, nerveuse, qu'elle appliqua dans le Reichsland pendant ces dernières années.

Beaucoup de Français, parmi les plus clairvoyants, animés par un patriotisme judicieux, furent alors touchés de l'attitude généreuse des Alsaciens-Lorrains, qui, dans leurs efforts pour sauver la paix en réclamant seulement une simple constitution autonome, surent néanmoins sauvegarder leurs meilleures aspirations françaises. On en trouve un témoignage éclatant dans ces belles paroles que Jean Jaurès prononçait à la Chambre des Députés, le 18 novembre 1909 :

> L'Alsace-Lorraine a montré le vrai courage lorsque, n'attendant plus le retour de justice de la fortune et des surprises des armes, elle s'est dit que son devoir, son salut, c'était, *du moins dans les cadres territoriaux de l'Europe actuelle*, de garder l'originalité de sa pensée, de perpétuer, sous la domination du vainqueur, la parcelle d'âme française qu'elle avait gardée en dépôt.

Cependant, jusqu'à l'affaire d'Agadir, l'opinion française parut de nouveau pencher vers un scepticisme décevant. On ne parlait plus du rapt des deux provinces qu'avec une sorte de lassitude. Il devint de mode de juger nos malheurs du haut d'une philosophie historique lamentable, de parler objectivement de l'évolution fatale des peuples. On avait pris l'habitude d'envoyer les jeunes gens s'initier, de l'autre côté du

Rhin, aux méthodes de la science et du commerce germaniques. Ils faisaient à leur retour, par snobisme, l'apologie du colossal empire. Il n'est pas besoin de répéter que nous fûmes nous-mêmes les meilleurs ouvriers de cette réclame mondiale en faveur de la supériorité allemande.

L'année 1911 marqua les débuts d'une réaction très heureuse qui ne cessa, depuis, de s'affirmer. L'échec de la tentative de constitution « autonome » en Alsace-Lorraine avait ouvert les yeux aux plus optimistes. L'accord franco-allemand signé la même année, au sujet du Maroc, loin d'apaiser l'émotion créée par l'incident d'Agadir, avait réveillé une foule de conflits annexes d'où sortit bientôt, des deux côtés du Rhin, une nouvelle poussée de projets belliqueux et de sentiments chauvins. L'attitude provocatrice de l'Allemagne devenait outrageusement évidente, et nul ne doutait plus, à partir de 1911, que la volonté seule du kaiser avait empêché la solution du problème alsacien-lorrain et la limitation des armements. C'est à l'empereur Guillaume que le milliardaire Carnegie s'adressait, comme au seul responsable de l'angoisse internationale, dans le discours qu'il prononçait pour l'inauguration du Palais de la Paix à la Haye, le 28 août 1913.

Beaucoup se dirent alors que la crainte des conflits armés ne devait pas nous faire oublier le déni de justice qui nous avait meurtris. Des hommes très avertis, retournant même l'argument, montraient que le souvenir vivant de la mutilation restait le meilleur moyen pour en éviter de nouvelles, par le sentiment de dignité politique et les devoirs auxquels il nous obligeait. On recommença à parler des liens d'affection et de tradition qui lient invinciblement l'Alsace-Lorraine à la France, surtout lorsqu'on eut acquis la conviction que l'Allemagne se refuserait à toute concession raisonnable et qu'elle se maintiendrait dans son attitude agressive. Une série d'événements retentissants vint encore exalter cette tendance nouvelle. La dissolution de certaines sociétés locales alsaciennes et lorraines, l'arrestation de députés, journalistes, présidents de sociétés soupçonnés d'irrédentisme, en révélant l'échec de la germanisation, montra du même coup la légitimité des revendications françaises.

Chose curieuse, la conciliation du sentiment nouveau et des grandes théories humanitaires qui étaient si répandues se fit avec une extrême facilité. Un nouveau patriotisme, dépourvu de chauvinisme, naquit de cette haute adaptation du sentiment national au sentiment d'humanité ; il trouva des raisons « humaines » de préférer la France aux autres nations à cause de la mission sacrée qui lui est dévolue dans le monde. Et le professeur d'histoire redevint, selon la noble pensée de M. Lavisse, un « professeur d'espérance ».

On sentait ce mobile puissant dans le besoin qu'éprouvait la nation d'assurer son avenir, de la préserver contre les menaces de la dépopulation et de l'alcoolisme, et aussi dans cette nouvelle tendance des lettres françaises : se tenir également éloignées du nationalisme chauvin et de l'anarchie. Elle se découvrait à nouveau des devoirs envers l'Alsace-Lorraine, et, pour emprunter une expression à l'un des historiens de cette révolution morale, « en respectant ses alliances et ses engagements politiques, elle prétendait affirmer de plus en plus sa fraternité à ceux qui souffrent, aux populations annexées qui constituent ses véritables alliances intellectuelles et morales ». De nombreux écrivains saluèrent avec joie cette « vague de remords et d'espérance », que d'autres appelaient plus simplement un courant d'optimisme national, précurseur d'une fermeté diplomatique prochaine [1]. Peut-être faut-il regretter que certains d'entre eux aient cru devoir lier artificiellement ce réveil national à une résurrection de la foi religieuse, selon le symbole antique, *ense et cruce* [2]... Mais rappelons seulement, après Ernest Psichari, — qui bientôt devait tomber glorieusement sur le champ de bataille, que la nouvelle génération, celle qui n'avait pas connu la défaite, frémissait devant ces noms pitoyables : Rezonville, Gravelotte, Bazeilles, Champigny, Buzenval...

On sut gré aux deux provinces d'avoir conservé la foi nationale en des moments où l'étrangeté de notre politique était matière à découragement. Il n'y eut plus que quelques inconsidérés pour se plaindre de ce que les Alsaciens les plus franco-

1. Voir notamment de René Pinon : *France et Allemagne*. (Perrin, 1914.)
2. Consulter l'ouvrage de M. Sabatier : *L'Évolution religieuse de la France contemporaine*. (Colin.)

philes, les Preiss et les Wetterlé, se contentassent de réclamer l'autonomie. On comprit le mérite immense de cette Alsace qui voulait rester elle-même, pour réserver l'avenir. Et comme la plupart des Français connaissaient très mal ces belles contrées qui, hier encore, appartenaient à leur patrie, on vit des hommes de cœur, écrivains de talent aussi, se faire, avec une sorte de piété littéraire, les interprètes du génie alsacien auprès de la France oublieuse.

Cette résurrection de notre vieille politique nationale devint un fait patent par l'élection de M. Poincaré. Le nouveau président était un Lorrain de vieille famille lorraine, en qui l'on retrouvait le patriotisme calme et tenace du peuple lorrain, et il prenait en France, au milieu d'une crise morale, la valeur d'un homme « représentatif ». Une voix autorisée, du reste, avait déjà découvert en lui cette signification profonde, au moment de sa réception à l'Académie française.

Or, cette curieuse coïncidence de faits et de causes conduisit à une politique nouvelle, qui s'établit fermement, lorsque l'Entente franco-anglaise devint un fait accompli. L'Entente Cordiale se montra tout de suite extrêmement solide : « entente » par les intérêts, « cordiale » par les sentiments, comme dit M. Ernest Lavisse[1]. Et les esprits clairvoyants qui en devinaient la portée, surtout lorsqu'elle se fut complétée par l'Entente anglo-russe, se reprirent à espérer que cette alliance, pacifique et formidable à la fois, obligerait les puissances belliqueuses à accepter la limitation des armements, à discuter raisonnablement les grandes questions internationales, à donner une solution équitable à la plus grave de toutes, la question d'Alsace.

Aussi, pendant ces dernières années, des voix nombreuses, encouragées par ce retour de la France au devoir national, commencèrent à rejeter toutes les solutions préconisées jusqu'alors au sujet du problème alsacien par les amis de la paix à tout prix. Elles firent ressortir, notamment, le danger d'une solution plébiscitaire, dont le résultat risquait d'être faussé par l'œuvre néfaste de germanisation. Et le problème, de plus en plus, tendit à s'affirmer sous cette forme simpliste :

1. *Times* et *le Temps*, 17 avril 1914.

« L'Alsace-Lorraine, ravie à la France par la force, retenue sous le joug par la force, *et ne pouvant être germanisée*, quand même des siècles y seraient consacrés, ne peut être reprise que par la force [1]. »

C'est un fait incontestable que l'année 1914 n'était pas loin de voir le triomphe nouveau des vieux irrédentistes intransigeants, pour qui nulle solution n'est acceptable qui n'est pas une *restitutio in integrum*. Ce qui ne veut pas dire, au reste, que la France aurait jamais la guerre spontanément, d'elle-même, pour obtenir cette restitution.

Il est intéressant d'observer quelle réaction cette attitude de la France apporta dans l'opinion allemande. Au lendemain de l'annexion, la France, qui sentait douloureusement sa blessure, avait parlé d'une guerre de revanche. Depuis lors, le gouvernement de Berlin n'avait cessé de considérer « officiellement, bruyamment », comme une menace, tout mouvement patriotique de l'opinion française. Il ne manqua pas de s'apercevoir de l'intérêt nouveau et croissant que la France, pendant ces dernières années, attachait aux affaires du Reichsland. Il s'en servit comme d'un moyen de chantage, à plusieurs reprises, menaçant de retirer la Constitution de 1911, ou même d'incorporer définitivement l'Alsace à la Prusse. En sorte que la politique allemande dans les provinces annexées devint, selon l'expression de M. Victor Basch, la pierre de touche des relations franco-allemandes. On le vit surtout à l'occasion des affaires de Saverne, qui eurent en France un retentissement profond. A dater de ces événements lamentables, tout ce qui se passa en Alsace-Lorraine trouva son écho en France.

A la veille de la guerre actuelle, la presse allemande reprochait violemment à l'opinion française cet irrédentisme vivace qui semblait s'affirmer avec une force nouvelle. En bonne logique, elle ne pouvait incriminer que la persistance de la germanisation brutale, qui n'avait fait qu'accroître un ressentiment légitime. Mais elle trouvait commode d'accuser les victimes. L'idée de la revanche était tombée au rang des chimères que les pangermanistes s'en servaient encore pour exciter le

1. J. et F. Régamey : *La Revue des Français* (30 juillet 1913).

peuple allemand. Ils l'exploitent aujourd'hui, au milieu du bruit des batailles, dans leurs étranges explications sur les causes de la guerre. Mais leurs explications sont vaines. La guerre apparaît aujourd'hui, aux yeux du monde, non comme une revanche française, mais comme un effet de la folle et criminelle ambition de l'Allemagne.

(La fin prochainement.)

JULES DUHEM

CEUX DU MORBIHAN[1]

SYMPHORIEN ROUELLO

SABOTIER

Nous ne sommes qu'en septembre et il pleut depuis deux semaines. Il faut avoir subi les pluies bretonnes pour connaître la mélancolie des cieux qui semblent avoir pris un deuil éternel.

En Provence, les averses se précipitent et chaque grosse goutte semble dire en s'abattant avec un bruit de friture à l'huile : « Pressons ! Pressons ! Le soleil proche revient. Dépêchons ! »

En Armorique les pleurs célestes savent qu'ils peuvent tomber à leur aise, s'évaporer et retomber encore dans un jeu qui durera autant que la presqu'île, ce grand morceau de sucre plongé entre deux mers et qui fond doucement.

Ah ! le triste jardin de ma maison par ce déluge ! Les merles, les mésanges, le rouge-gorge, le pinson, tous les locataires de l'ancien colombier se taisent. Ils rejettent la tête sur une de leurs ailes remontée comme une épaule et, les yeux clignés, ils paraissent dire : « Quel temps ! Plus d'insectes ! Quant aux

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 mai, 1er juin et 15 juillet 1916.

papillons, n'en parlons pas. A peine quelques vers, vulgaire nourriture. Et l'hiver approche. La vie n'est pas gaie tous les jours, cher voisin. »

Que répondre à ces propos pessimistes?

Les merles, le pinson et les mésanges me voient patauger dans les allées boueuses. A ce spectacle le rouge-gorge ouvre son bec dans un sourire énorme et lance un avertissement gouailleur à ses camarades.

— Regardez-le ! Ses semelles rentrent comme des roues de charrette dans la terre délayée. L'homme, quelle race inférieure !

Ce rouge-gorge a raison. Je glisse maladroitement et l'eau s'insinuant à travers les coutures du cuir, j'éternue. Si ce maudit temps doit durer plusieurs mois, — en Bretagne, de septembre à juin c'est la moyenne mesure, — il faudra pourtant bien que je sorte et que je veille au salut des dahlias et des chrysanthèmes qui s'abattent dans les allées.

Lorsque je regagne la maison, malgré des frictions répétées sur le paillasson, la boue marque le plancher. La servante désolée constate mes empreintes sur le châtaignier ciré.

— Monsieur devrait porter des sabots ! Il n'y a que le bois pour aller dans l'eau. Ainsi les bateaux, en quoi sont-ils faits?

Cette judicieuse observation me confond. Pourtant n'ayant jamais porté de sabots, j'objecte que je me jetterai sur le nez dans les allées en pente.

— La première fois, peut-être, ensuite on s'apprend. Monsieur devrait demander à Symphorien Rouello, le sabotier qui travailla la rampe de son escalier, de lui fabriquer une vraie bonne paire en hêtre.

***

Depuis hier, un soleil automnal, doré comme les feuillées, enchante le jardin et dessèche les allées. Je me décide à faire prendre mesure afin d'obtenir des chaussures de bois taillées comme des gondoles de Venise avec une proue recourbée et une poupe fuyante. Mathurin le Ressuscité m'indique la route afin d'arriver chez Symphorien Rouello sans me tromper. Je

passerai sous la « grée » que surmontent comme des pâquerettes géantes les moulins du grand Patern et du Breton ; ensuite une piste à charrettes me conduira au chantier de Rouello, caché dans une frênaie près de l'ancien château de Cadindal.

En effet les ornières indicatrices me mènent à des ruines que j'aperçois à travers les colonnades d'un quinconce de frênes. Je dépasse une porte à la française dans le goût de Philibert Delorme, une pompeuse muraille d'enceinte et quatre pavillons à grandes lucarnes. A la base de ce château mourant, deux vieux bidets croquent de leurs dents jaunes des sureaux poussés parmi les assises qui virent parader les seigneurs du grand siècle.

En dehors de la muraille d'enceinte, quelques huttes couvertes de chaume se profilent en sous-bois. Les pompons d'une fumée verte et dense montent de l'une de ces cabanes. Des coups de maillets, le sifflement d'un outil et une chanson bourdonnée à mi-voix m'apprennent la présence des sabotiers. A gauche de leur hameau, presque aussitôt, c'est la colline aride et les lacs violacés des bruyères mêlées à l'ajonc dont les dards les protègent.

A l'ombre d'un frêne, une « coche » formée d'un tronc d'arbre embouti sur des piquets, était occupée par une jeune fille, au buste gracile, presque une enfant. Une coiffe aux bavolets arqués au-dessus des cheveux blonds, très apprêtés, ondulés et calamistrés, pour une petite paysanne, la coiffait. Comme je ne lui avais pas adressé la parole, elle affectait d'ignorer ma présence et fabriquait activement des sabots d'enfant couleur de beurre frais.

Avec un entrain charmant cette jolie fille longue et garçonnière, inclinée comme un discobole, lançait sa tarière jusqu'au fond du sabot et, d'un souple mouvement des mains, tournait la poignée afin d'enlever le copeau qu'elle expulsait ensuite en rejetant le corps en arrière.

A ces mouvements rapides, ses larges manches bretonnes se gonflaient d'air et, sous sa robe retroussée, son cotillon d'un rouge de pivoine frappait ses chevilles chaussées de laine bleu de roi. Je la complimentai sur son adresse. Relevant vers moi un visage aigu aux yeux noisette, serrés contre un nez aquilin,

elle mima la surprise, presque la frayeur. Puis elle eut une sorte de gloussement qu'on pouvait trouver antipathique ou drôle. Chaque fois que je rencontrais les regards de cette petite créature, elle baissait les paupières. La sauvagerie des sabotiers accoutumés à la vie sylvestre m'était connue; pourquoi donc la coquetterie de toilette de cette enfant? Un ruban cerise entourait son cou et retombait en coques sur son justin gris, ouvert en carré, suivant la tradition locale. Lorsqu'elle croyait que je ne l'observais pas, à la dérobée, cette jeune sabotière jetait des coups d'œil presque envieux sur mes gants, ma canne, la perle de ma cravate, mes souliers jaunes. A ce moment une vache pie qui paissait l'herbe d'un petit parc enclos avec les débris de l'équarrissage des hêtres, s'approcha de l'établi, renifla le sabot en construction et le lécha de sa langue râpeuse.

La jeune fille saisit les cornes en spirales et appuya sa joue contre le front de la bête en lui chuchotant :

— Qu'est-ce que tu viens chercher ici, Clarinette? Ce n'est pas une nourriture pour toi ! Va-t-en.

La vache secoua son mufle, m'ajusta de ses énormes yeux bombés qui semblaient dire : « Qu'est-ce que cet étranger vient faire ici? » et, la queue retroussée en cor de chasse, regagna son herbage en lançant ses pieds postérieurs, de droite et de gauche, d'un air dégagé. La jeune sabotière salue de son rire gloussé les impertinences de Clarinette, puis, aussitôt, avec un visage dur, elle appelle :

— Gurval ! Gurval !

Au sommet d'une maçonnerie ruinée de l'ancien château, un garçon d'une dizaine d'années, étendu sur le ventre, nonchalant, se soulève.

— Viens ici, — ordonne-t-elle.

Il ne daigne pas bouger. Elle fait deux pas vers lui avec une telle décision qu'il se laisse glisser de son massif et il s'approche, tenant à la main un livre crasseux, décousu, la toile de la reliure à moitié décollée.

— Qu'est-ce que tu veux, ma sœur? — demande-t-il d'une doix dolente.

Fade et décolorée, la tête de Gurval offre la forme parfaite d'un œuf. Sur cet œuf des cheveux de chanvre sont aplatis.

Les yeux dépolis de cet enfant ressemblent à ces tissus jadis bleus dont la couleur a été mangée par le soleil. Ce garçon de haute taille pour son âge porte des culottes à rayures qui lui arrivent à mi-mollets. D'un ton sec, la jeune fille reprend :

— Approche-toi.

Elle désigne de l'index la pointe de ses sabots.

— Viendras-tu, imbécile?

D'un ton pleurard le garçonnet demande :

— Qu'est-ce que tu veux, Marie-Aimée? Tu m'ennuies.

Elle bondit sur lui et le giffle. La main fait le bruit d'un battoir sur un linge mouillé et la joue gauche de Gurval devient cramoisie, tandis que l'autre côté de son visage reste blême. L'enfant a fermé les paupières et crispé sa bouche.

— Qu'est-ce que tu faisais au lieu de surveiller la vache? — questionne sa sœur en le secouant.

Elle jette à ce moment un regard oblique vers moi et, d'un ton sentencieux, elle prononce :

— Tu n'obéis jamais à nos bons parents. Ils t'ont défendu de lire pendant que tu paîtrais Clarinette. Il faut être raisonnable.

Gurval geint doucement :

— Où que j'apprendrais mon catéchisme?

— L'autre jour ta vache se perdait chez nos voisins et notre mère devait leur payer les « lisettes » qu'elle avait mangées, espèce de curé manqué !

A cette insulte, le pleurnichement de Gurval s'accentue. Marie-Aimée le prend par les bras, le secoue et lui gronde :

— Faut-il te calotter encore? Vas-tu te taire?

Le ton colère concentrée de la jeune fille déclenche les gémissements aigus du garçonnet.

Marie-Aimée se détourne, se baisse et sort d'une poche de son cotillon des dragées qu'elle verse dans la main de Gurval. Celui-ci se tait aussitôt, accepte d'un air complice et s'éloigne. Lorsqu'il est rentré dans le petit enclos dont les barrières fragiles ne sauraient empêcher la vache de s'évader, il s'accroupit et ses mâchoires se mettent en mouvement avec prudence. Une voix d'homme ayant éclaté au bout du chantier, il cesse de mâcher et Marie-Aimée retire vivement le ruban cerise noué à son cou :

— Votre père se trouve-t-il chez lui, mademoiselle?

Elle répond à ma question, avec une amabilité excessive, que ses parents seront contents de me voir et ses gloussements de rire forcé accompagnent sa déclaration. De la pointe brillante de sa tarière, elle me désigne la dernière cabane près d'une levée de terre.

— Vous les trouverez de ce côté-là !

Elle rit encore quand je la remercie, d'un petit rire convulsif, agaçant. Puis, d'un choc de son maillet, elle retire l'écoinçon qui serrait le sabot sur la coche, l'enlève, le fait tourner bout sur bout d'une pirouette, le remet dans l'étau et, saisissant à la panoplie suspendue à la claie, un boutoir, elle pousse, le manche sous l'aisselle, décrit une ondulation de tout son corps et évide le talon. Je m'éloignais quand, par hasard, m'étant retourné, je la surpris qui mangeait en mettant une main devant sa joue comme pour m'empêcher d'en apercevoir le jeu.

Avant d'atteindre la cabane de ses parents, je rencontrai derrière un établi en plein vent un gros homme barbu et sourcilleux, d'expression bonasse. Les sabotiers bretons travaillent toujours au grand air, abrités par des claies de branchages fichées sur, des piquets, et leurs chaumières construites en bordure de leurs chantiers ne les reçoivent guère que pour le sommeil. Je salue le travailleur.

— Ce n'est pas moi Symphorien Rouello, — dit-il en prévenant ma question. — Je suis son frère.

C'était plaisir de voir l'acier du « paroir » entrer dans la pâte compacte du hêtre et la forme civilisée naître peu à peu de la bûche barbare. La montre de ce travailleur était suspendue au tronc d'un frêne et, chaque fois qu'un mouvement utile à son labeur l'obligeait à faire une conversion à droite, il jetait les yeux sur les aiguilles. Afin de se donner du cœur à l'ouvrage, Sabin chantonnait en faux bourdon un cantique à Notre-Dame du Roncier. Il semblait parfaitement heureux. Le monde terrestre se bornait évidemment pour lui à ce chantier. Une bouteille, au frais, dans la mousse, à l'ombre de son abri, devait encore l'aider à trouver la vie meilleure.

Enfin, à la lisière de la frênaie, sous un large auvent de chaume, je trouvai Rouello et sa femme. L'étroite figure au

teint de caramel, les yeux de jais à longs cils et les sourcils réunis sur un nez courbe faisaient ressembler Symphorien à un Bédouin.

Avec l'habileté d'un maître ouvrier, il débitait à la hache des tronçons de hêtre.

— Ah ! vous me surprenez à faire le tailleur, mon cher monsieur. Ce n'est pas la partie la plus jolie du métier, mais elle revient toujours de droit au patron d'une sabotière. Savoir préparer des quartiers sains, sans nœuds et sans pourriture, voilà la difficulté. Peuh ! Ce hêtre ne vaut pas cher. Regardez-moi tous ces « calots » de déchet.

Du geste il me désignait des morceaux véreux ou fendillés. Agenouillée près de lui devant des piles de sabots de la nuance des feuilles mortes, une petite femme au visage pointu niché sous un capot monacal à la mode de Saint-Jean-Brevelay, passait au vernis noir les chaussures. Elle se releva, inquiète :

— Symphorien, oublies-tu le « fumat »?

— Nom de nom ! c'est vrai. Excusez, monsieur, mais il y a du travail qui ne souffre pas l'attente. Je vais revenir. Ou bien si vous n'avez pas crainte de vous piquer les yeux, suivez-moi jusqu'à cette loge.

Il me fit pénétrer dans une hutte circulaire à la gauloise, aux murs fabriqués de pisé et de mousses maintenues par les « haillons » de fagots. La toiture conique était percée en son centre d'un « goulard », pour le passage de la fumée du foyer central. Le faîtage était soutenu par quatre « grimpots » auxquels on avait attaché, à hauteur d'homme, une claie sur laquelle les sabots terminés se fumaient comme des jambons.

Christine et Symphorien les retournèrent à la hâte.

— Il était temps. Ils allaient noircir. Ici, mon cher monsieur, vous êtes dans la maison de Sabin qui veut vivre suivant l'ancien usage.

Le lit de Sabin était formé d'un châssis monté sur piquets. Aux fourches des branchages pendaient ses vêtements de rechange. Les Celtes blonds de la préhistoire devaient occuper des huttes semblables et s'accroupir en rond, le soir, autour du foyer central, tandis que hurlaient les loups des forêts.

J'avais hâte de sortir car l'âcre fumée des copeaux, rabattue par le vent, m'étouffait.

Au seuil de son frère, Symphorien me prie d'honorer sa chaumière en venant m'y asseoir quelques instants. Je proteste que je ne veux pas l'interrompre dans son ouvrage.

Le sabotier me montre sa paume droite tuméfiée par les manches des vrilles, des boutoirs et des paroirs. Pensive, sa femme regarde la main blessée et murmure :

— Il aime trop son métier, Symphorien.

— Dame ! je tiens cela de sang, — répond-t-il. — A mon souvenir les Rouello tenaient sabotière bien avant la grande Révolution. Entrez donc chez nous, monsieur.

Leur logis est construit avec les débris des arbres débités pour la saboterie. Les fumées créosotées ont déposé leur goudron sur les voliges. On se croirait dans l'intérieur d'une cornue à houille. Des milliers de gouttes brillantes luisent au-dessous du glui. Au milieu de la salle de terre battue, un poteau enfoncé sert de pied à une table, formée d'un tronçon de hêtre. Deux lits-clos et leurs bancs-coffres, une huche, un moulin à cuillers[1] suspendu au plafond, meubles de la fabrication de Symphorien, garnissent cette arche de bois et de pisé. Au-dessus d'une commode une croix en papier festonné comme pour un manche de gigot est collée sur un vieil almanach. Elle avoisine le portrait de Rouello, dont la tête découpée dans une photographie fut collée sur une chromolithographie représentant un artilleur, sur un cheval piaffant comme celui de Louis le Grand à la place des Victoires. Le porte-drapeau et le colonel, très humbles, attendent que le canonnier Symphorien ait terminé de passer la revue du régiment qu'on aperçoit à l'arrière-plan.

Une horloge à poids bat la mesure contre l'âtre et un réveille-matin, tapageur comme un frelon, côtoie un globe protégeant une couronne de roses artificielles. Avec un sourire craintif Christine me la désignant, m'apprit que sa fille, Marie-Aimée, la portait le jour de sa communion ; Symphorien me demande si je ne l'avais pas vue au passage?

— J'ai rencontré vos enfants, Rouello, et je vous complimente sur votre fille laborieuse et jolie.

1. Dans les fermes morbihannaises, sorte de porte-cuillers en forme de petit moulin autour duquel sont suspendues les cuillers de bois.

Il témoigne moins de satisfaction à mon éloge que je ne l'aurais supposé.

— Travailleuse, Marie-Aimée, elle l'est, — déclare Christine.

Puis ayant observé son mari, en dodinant de la tête et des mains comme un danseur chinois, elle ajoute :

— Seulement elle est un peu « ligère » ! C'est jeune, voyez-vous?

Le père regardait sa paume violacée afin de se donner une contenance :

— Bien sûr, on ne peut pas demander à un poulain de tenir les brancards comme un cheval d'âge, — prononça-t-il. — N'empêche qu'il faut marcher droit dans la vie. Mes parents, mon grand-père, tous pensaient ainsi. Pas de cœurs gélifs dans la famille ! Aller son chemin ! Voilà ce qu'il faut en ce monde, ou sinon...

Le sabotier serra les poings et les laissa tomber avec force. Pendant cette déclaration, Christine tordait nerveusement la corne de son tablier. Changeant de ton, Symphorien me demanda des nouvelles de mon escalier? Il sourit en se rappelant qu'il avait taillé la rampe :

— J'aime tous les métiers du bois. S'il n'y avait pas des centaines d'années que les Rouello vivent dans la saboterie, la charpente eût été de mon goût. La preuve, ce hameau que j'ai bâti. Vous me direz : « Ce n'est rien que des huttes ! » N'empêche qu'il faut de l'idée pour les assemblages.

— Rouello fait ce qu'il veut de ses mains, — convent sa femme. — Si vous saviez comme vivent les sabotiers des forêts de Camors ou de Carnoët, vous comprendriez notre avantage. Je me plais bien, ici, parce que c'est presque une vraie maison.

— Il faut se contenter de son sort, — reprit Rouello, — même si l'on n'amasse pas de sous.

Il continua en me fixant avec des yeux orgueilleux :

— Le sabotier est son propre maître. Tu veux travailler, travaille. Cela te plaît de dormir, dors. Une commande n'est pas à ta convenance, tu la refuses. Le roi lui-même te demanderait-il une besogne qui n'est pas de ton goût, tu lui tournes le dos. Moi, je paie le percepteur et je ne connais plus les autorités. D'ailleurs, j'ai toujours vécu dans les bois où les gendarmes et les gens de gouvernement ne mettent guère les

pieds. Nous avons toujours été nos propres juges. Pas besoin de leur police. Quand le père commande chez nous, il doit être obéi ou sinon...

De son même geste des poings descendus avec puissance, Symphorien broie le vide.

— Ton grand-père ! Ah ! ton grand-père, quel homme ! — dit Christine d'une voix haletante d'émotion. — Raconte donc à monsieur, tu sais bien, l'histoire de ton oncle Herbot, le frère à ton père?

Rouello, comme s'il ne voulait pas tenir compte de la demande de sa femme, cligna ses yeux vers la campagne aperçue à travers sa fenêtre, et gronda :

— Un père de famille se laisser commander? Allons donc ! Comment pourrait-il ordonner à ses enfants s'il est esclave lui-même?

Le capot de toile empesée de Christine tremblait sur sa tête agitée, quand elle reprit :

— Rouello n'en a jamais fait qu'à sa tête, dût-il lui en coûter. Il voulut acheter cette frênaie avec toutes nos économies afin de n'avoir pas même à saluer un méchant propriétaire.

— C'est la vérité.

— Quel souci maintenant ! Il faudrait gagner un peu avant l'arrivée de la vieillesse, car Gurval, notre garçon, ne montre pas d'appétit pour le métier, et Marie-Aimée...

— Pffeu ! — souffla Rouello avec mépris, — s'ils n'ont pas le goût de la saboterie de nature, je le leur donnerai par force!

Sur cette affirmation il bouta son pied sur un coffre sculpté de petits navires et rehaussé de couleurs barbares. Je l'examinai avec curiosité :

— Il doit être de votre façon comme tous les meubles de votre chaumière, Rouello?

— Oh ! non pas, ce coffre fut construit avant ma naissance... Ah ! il s'entendait à éduquer ses enfants, mon grand-père Servais.

— Votre grand-père aurait-il donc fabriqué ce coffre, demandai-je en tâchant de pousser le sabotier aux confidences?

— Non ! lui n'aurait pas gaspillé son temps à tailler ces ancres et ces bateaux. De sa communion à sa mort, et il vécut

vieux, il ne donna son corps qu'aux sabots. Ce coffre fut menuisé par le seul marin de la famille, et encore un matelot malgré lui, l'oncle Herbot.

Rouello n'allait pas cesser de battre les pointes de ses sabots pendant tout son récit, et il semblait s'adresser à un petit chat aux yeux sanieux dont l'échine épineuse frissonnait au contact des meubles.

. . . .

— Il y a bien soixante années d'écoulées depuis ce temps-là, — commença Symphorien. — Servais, mon aïeul, était un homme le double en force de moi. Son caractère était à la mode du temps, c'est-à-dire qu'il avait été réfractaire sous Louis-Philippe et qu'il se révoltait contre tout ce qui ne lui semblait pas la justice. Mon grand-père gouvernait quatre fils et cinq filles. Tous sont morts à l'instant que je vous parle.

— Dieu leur fasse paix, — murmura Christine.

— Il les gouvernait dur, parce que Servais, avec tout son ordre, pouvait à peine les nourrir et les vêtir. En ces époques de guerre, tel paysan qui avait commandé des sabots était tué. Un autre ne pouvait payer. Enfin la misère des gens ne permettait pas aux sabotiers de gagner plus de dix sous par jour. Dans ces conditions pour résister au sort, il fallait des familles qui fussent aussi unies que les branches le sont au tronc de l'arbre. Or, parmi ses gars, Servais se plaignait de son cadet, Herbot. Celui-ci venait d'atteindre sa vingt-troisième année et son père ne lui donnait qu'une pièce de quatre sous, chaque dimanche, comme salaire. Servais trouvait qu'il était généreux, d'autant plus que son fils travaillait sans appétit, et, dans notre métier, celui qui n'arrive pas à sa « coche » le cœur bien placé n'avance pas. Quelquefois des clients venaient se plaindre à mon grand-père que leurs sabots avaient éclaté au premier choc. Ils les montraient. Servais les examinait et devenait plus rouge qu'une crête de coq :

« — Quel est l'idiot qui creusa des chaussures aussi minces?

» Il cherchait parmi ses quatre fils et ses cinq filles et, toujours, le fautif, c'était Herbot. Pour son excuse, celui-ci racontait qu'il n'avait pas d'aptitude pour la saboterie. Avec un bâton, son père le rossait en lui criant :

« — Et maintenant, le goût te vient-il?

» Pendant un mois Herbot obéissait par force, puis sa mauvaise nature le reprenait. Voici qu'un jour de foire, aux Alliers, sur la Vilaine, Servais reçut les reproches d'un revendeur qui lui montra des sabots taillés sans soin dans du bois gélif.

« — Ce n'est pas moi qui vous ai fourni ces hontes-là, — s'écria mon grand-père?

« — Je te demande pardon, ton fils Herbot me les apporta lui-même à Saint-Guyomard, la semaine dernière, et se fit payer aussitôt.

» Servais devint blanc comme un lait de chaux. Il rentra chez lui, épia son fils et le surprit qui taillait des sabots dans les calots jetés au rebut. Ensuite, en cachette de son père, ce garçon allait les vendre afin de se procurer un peu d'argent pour faire son jeune homme et payer des amandes à sa fiancée.

» Mon grand-père s'approcha d'Herbot, un garçon fort et rouge, de l'espèce de ceux qui voudraient toujours rire :

« — Enlève ta veste, Herbot, — lui commanda-t-il.

« — Pourquoi, mon père?

« — Enlève ta veste.

» Le fils secouait sa tête et disait :

« — J'aime mieux m'en aller, mon père.

« — Tu t'en iras, si je le veux. Enlève ta veste, m'entends-tu?

« — Ça ne me plaît pas, mon père.

« — Malheureux, — lui cria Servais d'une voix épouvantable, — faut-il que je te vide comme un sabot avec ma tarière? La veste en bas, vite.

» Le misérable Herbot tremblant comme une feuille de bouleau, obéit.

« — Maintenant, arrache ta chemise, mon gas.

« — Oh ! mon père !

« — Faut-il que je l'enlève moi-même.

» Le jeune homme la retira. Il claquait des dents. Sa mère, ses frères et ses sœurs frissonnaient aussi fort que lui, quoiqu'on fut en juillet.

» Le prenant aux cheveux comme le boucher prend un mouton, Servais approcha son fils d'un chêne et lui lia les mains à une basse branche.

« — Pitié ! Pitié ! — criaient les sept autres garçons et filles. — La mère s'était agenouillée.

« — Ce gredin nous a enlevé l'honneur, — leur dit Servais. — Maintenant les marchands croient que les Rouello sont des malfaiteurs. Il faut qu'il soit châtié.

» Là-dessus, malgré les cris de sa famille, mon grand-père frappa trente fois le dos nu d'Herbot avec son bâton de houx ; et il comptait les coups : un... deux... trois... quatre, pendant que le fils hurlait à la mort, et que la mère, les frères et les sœurs pleuraient, couraient, tournaient, mais n'osaient pas arrêter le bras du terrible vieux. Le surlendemain Herbot saignant fut emmené par son père à Lorient où il le fit engager sur un vaisseau marchand des Indes. Trois ans se passèrent. La bonne renommée des Rouello était revenue.

» Certain soir d'hiver, par la neige, une carriole débarqua à la sabotière, une grande chose couverte d'une toile.

» La mère s'écria :

« — Mon Dieu ! la châsse de mon Herbot.

» Non, ce n'était pas sa bière, mais ce coffre que vous voyez, et le voiturier dit :

« — Les armateurs, messieurs Giquellic frères, m'ont commandé de vous l'apporter. Il appartenait au nommé Herbot Rouello.

» Servais ne voulut pas d'autres explications. Le coffre ouvert, on trouva quelques vêtements de marin et la veste qu'Herbot portait le jour de son départ. Il y avait aussi une baguette écorcée avec le nom, gravé à la pointe du couteau, d'une chambrière, la personne pour laquelle Herbot voulait se procurer de l'argent. Elle fut rendue à la jeune fille qui tomba raide sur l'aire à battre quand elle sut pourquoi on lui remettait ce souvenir.

« Mon grand-père mourut, comme de juste, lorsque son heure fut arrivée.

» — De quoi vous mêlez-vous, — dit-il au recteur qui lui reprochait sa dureté? — Si c'était à recommencer j'agirais de même. Suivre son droit chemin ou la mort.

Lorsque Symphorien eut terminé cette histoire, les coudes aux genoux, il tomba dans une sombre rêverie qui donnait le dur éclat de la houille à ses prunelles. Christine, respirant

avec force, passait machinalement ses doigts sur ses pommettes enflammées. Ce drame déjà lointain les émouvait d'une façon si surprenante que je demandai :

— Symphorien, approuvez-vous la conduite de Servais?

— Entre celui qui fauta et le gardien de l'honnêteté, saurait-on hésiter, monsieur? Moi, demain, si jamais... ça serait de même...

A cette déclaration, Christine agitée remua des assiettes, puis courut au foyer dont elle poussa les copeaux avec de petits rires nerveux. Cette atmosphère tendue commençait à me peser, et, pour faire diversion, j'annonçai que j'étais venu en client afin d'être chaussé par Symphorien.

— Comme vous avez raison, — approuva-t-il d'un ton convaincu, — le sabot, c'est la santé du corps. Tant de maladies de poitrine viennent des souliers.

Nous tombons d'accord sur un modèle de luxe qu'il me décrit, car il n'a guère l'occasion d'en tailler de cette sorte. Il coûtera trente-deux sous, les brides de cuir comprises. Ce sera léger, élégant, enfin de vrais escarpins dans le genre.

Cependant, je trouve que Symphorien exagère lorsqu'il m'assure que je pourrai me promener en ville avec ces sabots fins, et qu'il a connu des messieurs qui ne voulaient plus remettre leurs brodequins après en avoir essayé. L'avenir est aux sabotiers. Il en est persuadé et ne redoute pas la concurrence des souliers à bon marché.

Avec une impétuosité puérile, Christine m'expose leurs projets d'avenir. Ils seraient heureux s'ils pouvaient s'acheter une carriole et un bidet de lande, pas plus haut qu'un âne.

Le sabotier pose une main sur sa femme et déclare :

— Elle s'en irait aux foires étaler notre marchandise et la vendre aux paysans. Quel avantage! Le revendeur des villes nous prend notre pain aux dents. On se passerait de lui pour la vente au détail. Ah ! vous ne savez pas qu'il y a de la finesse dans cette petite bourgeoise.

A cet éloge la frimousse de la sabotière tourne au garance.

— C'est vrai, je suis née marchande, — annonce-t-elle d'un ton convaincu. — Si l'ouvrage n'accablait pas déjà Symphorien, il fabriquerait davantage pour gagner la voiture. Enfin, nous avons mis notre fille au métier. Elle commence à rapporter.

— Elle mène le paroir et la rouenne aussi vite que son oncle Sabin, — prononce le sabotier.

Les épaules levées, Christine repart :

— Ton frère est plus vif sur les cantiques que sur le métier.

— Sabin serait entré à la Trappe de Thymadeuc s'il avait eu de la lecture, — m'apprend Rouello avec une certaine satisfaction.

— Ce ne sont pas des moines qu'il nous faut ici, — se récrie Christine.

— Gurval étant de communion, l'an prochain, je le mettrai à la coche comme sa sœur, — annonce Symphorien. — S'il réussit son apprentissage, nous aurons bientôt un cheval dans l'écurie près de la vache...

— Oui ! Oui ! Oui ! — s'exclame la sabotière et elle rit de bonheur comme à l'approche de son équipage.

— ... A moins qu'il n'arrive quelque chose d'ici ce temps-là, — achève Symphorien qui ouvre sa paume, l'approche, l'éloigne et fait jouer l'articulation de son coude.

Brusquement l'expression de sa femme change. A petits pas silencieux, elle va s'asseoir au coin de l'âtre.

Le feu couvait, un feu de copeaux à peine visible dont la fumée verte semblait l'âme évaporée de ce logis sylvestre. A ce moment quelques flammes jaillirent, les pierres s'échauffèrent et des grillons chantèrent. Ils étaient peut-être une dizaine et leur strideur nostalgique emplissait la salle. Christine, affligée, regardait les braises. Avec une douceur inattendue, Symphorien vint lui poser sa main sur l'épaule et murmura :

— Les voici qui parlent, es-tu contente?

Me regardant, le sabotier continua :

— Lorsque cette maison fut construite, bien entendu, les grillons n'y chantaient pas, car ces insectes ne fréquentent que les vieux logis. Christine me dit :

— Le silence est trop triste dans cette demeure, Rouello. Le silence me fait pleurer.

Un après-midi, elle courut les glais. Le soir elle rapportait une douzaine de ces petits locataires qu'elle mit autour de l'âtre. Maintenant ces « grésillons », comme nous les appelons,

parlent quand ils sont de belle humeur. De les écouter, cela enlève les soucis.

Après son mari, les mains jointes comme en prière, Christine répéta :

— Plaise à Dieu qu'ils ne se taisent plus jamais dans cette chaumière, parce que ce serait un signe...

— On raconte dans le pays qu'ils ne chantent plus lorsqu'il doit mourir quelqu'un de la famille, — murmura Symphorien avec une grimace d'incrédulité ; puis levant sa main droite, de sa main gauche, il en saisissait les doigts, un à un, et il tirait dessus comme s'il voulait les effeuiller.

Je sortis. Les Rouello regagnèrent leur atelier où je m'attardai devant Symphorien qui débitait ses tailles. Soudain, il s'arrêta, tendit l'oreille et courut vers le côté du chantier occupé par Marie-Aimée. Accroupie devant son pot de vernis noir, Christine resta le pinceau en l'air, sans souci d'en voir filer la peinture liquoreuse. Son mari s'en revenait déjà avec une expression placide et elle demanda :

— C'était elle?

Entre ses dents, il marmonna :

— Non ! Je croyais avoir entendu quelqu'un qui marchait.

Ils reprirent leur ouvrage et je les quittai.

Quand j'atteignis à la hauteur de l'auvent qui abritait Sabin, il bourdonnait une pieuse complainte en marquant la mesure avec sa tête chevelue et son grattoir obéissait au rythme de son chant. Un peu plus loin, sous sa crêche, Marie-Aimée, le manche de son boutoir par-dessus l'épaule, d'un souple déhanchement puis d'un demi-tour des bras enlevait un copeau en demi-cercle chaque fois qu'elle appuyait la lame dans le sabot. Elle s'interrompit bientôt, sortit de la poche de son devantal un bijou rustique qu'elle suspendit à son cou. Je n'eus guère le temps d'observer cet objet, car, m'ayant aperçu, elle cassa le cordon et mit l'objet dans sa poche. Aussitôt cet escamotage accompli elle rentra son menton dans sa gorge et rit sournoisement en me voyant approcher. Les frisettes blondes de ses cheveux dépassaient son bonnet de filet guipure et remuaient au vent. Cette fillette me parut à la fois charmante et inquiétante.

Derrière les saules de son petit pré, Gurval le communiant répétait :

— Qu'est-ce que la grâce? La grâce... La grâce, c'est...

Il s'interrompit au bruit de mes pas et accourut, son catéchisme dans la bouche et aux mains deux baguettes dont il se fustigeait en cabriolant !

— Veux-tu te sauver, — lui cria sa sœur. — Clarinette va descendre dans la vallée, grand serin.

En effet, la vache avait déjà passé sa tête entre les planches de la pa issade.

Le garçonnet refusait de s'éloigner.

— Tu vas te faire tirer les oreilles par mon père, — reprit Marie-Aimée mécontente.

Il haussa les épaules.

— Je vais le dire à notre mère et tu sais ce qui t'arrivera?

Laissant tomber son livre en desserrant les dents, Gurval repartit posément :

— Je ne te crains pas, la fille. Je leur dirai que tu...

Elle l'interrompit en le regardant avec des yeux terribles.

— Alors... tu m'en donneras? — réclama Gurval en tendant une main.

Elle acquiesça d'un signe de tête :

Jouant encore au cheval cravaché qui se cabrait, le pâtour s'éloigna. Marie-Aimée riotait d'un air doucereux ; puis elle reprit sa besogne et, sous ses mains prestes, le nouveau sabot naissait dans le quartier de hêtre.

Au sortir du chantier, je passai sous la nef sylvestre formée par les châtaigniers qui rivalisaient de hauteur avec les combles des pavillons de Cadindal. A mon approche, les moreaux à gros poitrails de bêtes au vert détalèrent, et, à leur galopade, les ruines sonnèrent le creux d'un sépulcre... Lorsque je traversai le bourg de Trévera, le taupier Coatmeur m'aborda et, suivant la politesse villageoise, se garda tout d'abord de m'entretenir du sujet qui l'intéressait :

— Ah ! vous arrivez de Cadindal, — me dit-il, — quels braves gens que ces Rouello ! Je... C'est-à-dire... bien sûr, ils ont des airs comme ça... et puis dans le fond... Enfin, on verra ce qu'on verra... Dites donc, monsieur, je le sais, vous souffrez des taupes dans votre jardin. Si vous le vouliez, j'irai vous les

détruire ! Vous me donnerez six sous par bête, prix du pays... Oui, les Rouello, moi, à votre place, je me défierais... Ah ! ce sera une belle surprise !

***

Un matin, tandis que je flânais autour de mon pigeonnier, la tête puissante du grand Patern avec ses moustaches rousses réunies à la barbe des joues qui lui faisaient une face de lion, dépassa la vieille muraille du jardin. A califourchon sur son bidet qui portait une culasse de farine en travers de sa croupe, le meunier se dressant sur les étriers me tendit les sabots.

— Rouello m'a prié de vous les remettre. Avec un homme de cette espèce-là, franc comme le bon pain, c'est plaisir de lui faire ses commissions. Bonsoir !

Et le meunier les jambes écarquillées sur sa jument ronde comme une chaudière, son feutre blanchi en auréole, continua de descendre la côte Saint-Fiacre.

Je contemplai les sabots de haut bord taillés par Symphorien. J'en caressai les formes maritimes. Ils imitaient exactement les carênes des chalands qui remontent nos canaux ; grosse proue camarde, flancs droits. Leur odeur amère évoquait les forêts humides. Occupé à la bordure d'une allée, Mathurin le Ressuscité tourna son œil clair vers moi :

— Chaussez-les hardiment, monsieur, et marchez sans raidir la cheville...

... Conseil facile, ces maudits bateaux s'obstinaient à quitter mes talons à chaque pas. Pourtant, au bout d'une petite heure, je pataugeai avec un réel plaisir dans l'herbe mouillée.

Je pris une telle satisfaction à me sentir au sec dans ces logements de bois et je les trimballai si gaillardement sur les cailloux, que le jardinier m'avertit :

— Votre paire sera bientôt usée si vous ne la chargez pas de clous.

— Chargez, Mathurin.

Il cuirassa les semelles de clous à têtes étoilées. C'était une

pitié de marcher sur ces astres brillants. Quelques semaines se passèrent.

Un matin la servante qui avait conseillé de m'adresser à Rouello, m'annonça :

— Voici vos sabots usés ou peu s'en faut.

Je fus sur le point de m'écrier :

— Quelle camelote !

— Aussi pourquoi ces chaussures de luxe, minces comme des recommandations, monsieur, lorsque Symphorien aurait dû vous tailler des vrais sabots de ferme qui conduisent leur homme de l'Épiphanie à la Saint-Sylvestre? Exigez du sabotier une paire à la mode de campagne et faites votre commande sans tarder.

Ce sabotage commencerait à m'ennuyer si les sabotiers eux-mêmes ne m'intéressaient pas plus que leur fabrication. ... Je m'acheminai vers leur chantier à travers les anciennes carrières d'ardoises de la « grée ». Les tristes collines hérissées d'aiguilles de schiste montaient, descendaient et remontaient jusqu'à l'horizon ; en ce panorama, seule une maisonnette vivait avec sa fumée pâle. Un carrier à face bleuâtre, des houseaux de guenilles aux mollets, se montra, une lame d'acier au poing, silhouette d'une signification redoutable sur ce panorama de fin du monde.

— Savez-vous, brave homme, si Rouello se trouve à son chantier?

Comme réponse, de son outil dressé, il dessina une large croix dans l'air et rentra dans sa tanière. Il ne me plaisait guère d'y suivre ce simple d'esprit.

Bientôt le hameau de la sabotière se dessina parmi les colonnes argentées des frênes et des hêtres. L'averse des feuilles-mortes avait criblé de taches rouges ou jaunes le glui des loges.

Lorsque je passai devant la crêche de Marie-Aimée, sa coche était inoccupée. Les « calots » demeurés hors de l'abri, avaient perdu leur teinte de beurre frais et les pluies les avaient grisés. Depuis combien de temps cet établi avait-il donc été délaissé?

Je trouvais, un peu plus loin, Sabin à califourchon sur un chevalet destiné à tronçonner les hêtres. Près de lui, le harpon,

cette grande scie à deux manches, était étendue. Après un salut grognon il remit à ses lèvres une pipe écourtée qui disparaissait dans le roncier de sa barbe.

— Hein ! Hein ! Hein ! quoi faire? moi seul? oui, quoi, quoi, quoi? — grommelait-il.

— Pourquoi n'allez-vous pas chercher votre frère afin qu'il vous aide à scier cet arbre?

Sans me regarder, il répondit :

— Autant demander le secours de mon neveu !

Je me rappelai l'enfant et je ne l'aperçus pas plus que sa vache. L'herbe haute de l'enclos témoignait qu'elle n'avait pas été pâturée depuis quelques semaines.

Je n'eus pas besoin de me rendre jusqu'à l'atelier de Symphorien et de Christine, à l'extrémité de la sabotière ; ils montrèrent, à l'étroite fenêtre de leur loge, les visages anxieux de personnes qui attendent des nouvelles inquiétantes.

En me reconnaissant, ils se regardèrent avec gêne, avant de m'inviter à entrer.

Par cette grise après-midi de novembre leur pauvre salle était plongée dans une telle obscurité que les chevrons de la toiture restaient invisibles. Sur l'âtre, aucun feu. L'horloge et le réveille-matin battaient la seconde avec une sorte de fièvre.

Le petit museau de Christine enfoui sous le vaste capot de moniale qui la coiffait, avait blémi depuis l'été. Sans une explication, elle me désigna Symphorien, assis sur un escabeau contre la table circulaire formée d'une rondelle de tronc. Un bandeau de linge était suspendu à son cou et son poignet droit s'y appuyait. Je trouvai au visage du sabotier un aspect de Jésus flagellé comme les primitifs flamands se l'imaginaient, front étroit aux tempes creusées, narines serrées, vastes yeux de jais où brûlent les flammes de la fièvre.

— De quoi souffrez-vous, Symphorien?

— Il est malade par trop de courage, — prononça énergiquement sa femme.

Lui, de ses prunelles brillantes, cherchait l'impression produite sur moi par cette déclaration.

— Il a souffert comme au purgatoire, — reprit Christine — et le voilà perclus.

Je protestai contre ce pessimisme. Une douleur rhumatis-

male n'avait jamais rendu infirme un travailleur aussi sobre que Symphorien.

— Oh ! mais, Rouello buvait son coup à l'occasion. Il buvait, le malheureux !

— J'ai bu, une fois le temps, — avoua sombrement le sabotier.

L'espèce d'acharnement apporté par ces sabotiers à considérer leur infortune comme irrémédiable, me surprenait. Quelle consolation leur donner? Derrière cette maladie je sentais percer un malheur plus grand. Pourquoi l'absence de Marie-Aimée? Qu'était devenu Gurval? Les avis divers du meunier et du taupier me revinrent à la mémoire. Ces Rouello souffraient-ils un juste châtiment ou bien d'une abominable injustice? Je regardais la campagne indifférente à ce drame intime. Et comme si le seul imprévu bienfaisant pût leur venir de l'espace plus clair que leur chaumière lugubre, les sabotiers cherchèrent aussi dans la vallée, par delà les ruines de Cadindal, ce qui pouvait surgir d'heureux. Plusieurs fois le nom de Marie-Aimée, de la svelte fille aux frisettes blondes sous le papillon de la coiffe, me vint aux lèvres, mais quand je me retournai vers les sabotiers, la stupeur empreinte sur leurs faces m'empêchait de leur poser des questions qui eussent peut-être ranimé leur douleur. Afin d'expliquer ma présence chez eux, je les entretins de mon désir. Désolée, Christine s'exclama :

— Ah ! mon pauvre monsieur, jamais Rouello ne pourra plus se servir de ses doigts.

J'allais me retirer après quelques mots d'espoir, lorsque la photographie d'un groupe d'enfants, posée près du portrait de l'artilleur Symphorien, éveilla mon attention. Je l'examinais lorsqu'un sanglot du sabotier, sanglot profond, rauque, douloureux, me serra le cœur. Christine remontant son devantal sur ses yeux, pleurait, cachée, avec de petits cris aigus qui piquaient les oreilles. Sur le groupe enfantin, à gauche d'une religieuse de la Sagesse, je reconnus le visage ovale de Marie-Aimée.

Enfin, ses yeux rougis appuyés sur moi, Christine préludait par des mots embarrassés au récit de leur misère, lorsque son mari la pria d'allumer une chandelle.

Du coffre d'Herbot, Christine sortit un paquet de chandelles de suif et quelques-uns de ces bâtonnets de résine fabriqués dans les fermes, et qu'on place sous l'âtre afin que leur humble éclat, plus pétillant que lumineux, étoile au moins les ténèbres. Dans ses paumes ouvertes la sabotière les montrait au choix de Rouello. Il choisit une chandelle. Aussitôt que Christine l'eut allumée, ils s'observèrent singulièrement.

— Parle, — commanda Symphorien.

De son ton gémissant, Christine m'apprit que leur fille Marie-Aimée, toujours « ligère », — c'est jeune, savez-vous? — ne se plaisant pas dans la solitude du chantier, avait préféré se gager chez un oncle qui tenait boutique au bourg de Saint-Jean-Brévelay. Quant à Gurval il étudiait chez l'instituteur libre de Questembert.

Ce récit banal était-il sincère?

— C'est bien la chose, — approuvait le malade. — Oh! nous savons bien... il y a des gens qui vous diront... bien sûr Marie-Aimée a toujours été un peu hardie... de là à croire... Travailleuse, gaie, adroite, quelle perte pour nous!

— Elle gagnait Sabin pour la vitesse à l'ouvrage, — affirma Christine. — Enfin elle est en bonne place.

Les larmes de cette mère recommencèrent à couler et un sanglot du sabotier, un de ces affreux sanglots qui le secouaient de la plante des pieds à la tête, se prolongea quand il voulut répéter :

— Oui, elle est en bonne place.

Christine souffla brusquement la chandelle ; nous nous trouvâmes plongés en pleine obscurité.

— Excusez-moi, monsieur, — dit la sabotière, — mais rapport au chômage de Symphorien on ne peut tenir la chandelle allumée que dans les instants d'importance. Quand je fais la soupe et au moment du coucher, j'éclaire. Le reste du temps, nous nous contentons de la rougeur du feu.

Mécontent Rouello reprocha à sa femme d'avoir éteint :

— Ce n'est pas honnête. Tu devais attendre le départ de monsieur.

— Oh! toi, — répliqua Christine, — si je t'avais écouté, depuis notre mariage, nous aurions brûlé des centaines et de

milliers de chandelles. Voir comme au soleil, voilà ce qu'il te faut. Et nous n'en avions pas le moyen.

Dans l'ombre où son visage et le brassard de linge formaient une lueur blême, le sabotier déclara avec une étrange voix :

— C'est vrai, si j'avais été riche, il n'aurait jamais fait nuit chez moi. Christine, tu vas rallumer. Je veux que tu donnes à lire la lettre de Marie-Aimée.

Elle jeta une exclamation où la surprise, la crainte et la honte se mêlaient. Rallumant à regret la chandelle, elle me tendit une enveloppe commerciale en méchant papier mince à laisser transparaître l'écriture appuyée, aux mots curieusement terminés par des arabesques, naïveté ou vanité?

— Lisez, — me demanda Symphorien.

Ses coudes tremblaient d'émotion, et sa femme, tout à coup, éprouva le besoin de frotter son buffet en me tournant le dos.

La jeune fille écrivait :

« Mes chers parents,

» Je vous respecte bien. Je viens vous dire que je pense à vous et que les Mères sont bonnes avec moi. Je couds du linge fin pour les dames de Paris avec mes compagnes. Ça ne m'empêche pas de regretter Cadindal et j'aimerais mieux travailler près de vous que d'être lingère ici. Enfin, je suis malheureuse et je vous demande en pitié de venir me chercher, vu que je périrai si je dois rester. Cependant les Mères sont justes et il y a de la nourriture à sa suffisance. Je me réduis à rien, parce que je pleure toutes les nuits. Venez, par grâce, ou bien il ne vous restera plus de fille. Mais des fois, vous le voudriez peut-être? Je vous honore bien et je vous demande pardon en vous attendant.

» MARIE-AIMÉE »

Le ton tragique de cette lettre m'avait ému. Sa « bonne place » ne paraissait guère lui plaire.

Frappant du plat de la main la table, Rouello se leva, et prononça :

— Je veux tout vous raconter. C'est mon idée.

Christine s'était mise la tête entre les bras sur son buffet.

— Eh bien ! ma fille n'est pas chez son oncle de Saint-Jean, comme nous l'avons dit aux gens de Cadindal. J'ai fait enfermer Marie-Aimée au Refuge de Vannes. Elle nous avait causé du désagrément.

— Elle n'est qu'un peu « ligère », par jeunesse, ça ne sait pas ! — bégaya Christine à travers ses larmes. — Quinze ans, pensez donc?

— Elle n'en sortira pas de sitôt, — prononça farouchement le sabotier.

— Mais, mon pauvre homme, elle t'écrit qu'elle périra.

Tant pis !

— La laisserais-tu mourir?

Le malade sortit afin d'éviter une explication, et me rappelant son grand-père Servais à la volonté implacable, je plaignis la jeune fille. De quel crime s'était rendu coupable cette gracieuse enfant? Je crus le deviner.

... Quand je quitte la sabotière, quatre heures sonnent lourdement au clocher de Plumelec. Après cette journée de ténèbres, juste au moment d'être happé par les pinèdes qui ferment l'occident, le soleil se montre sous la forme d'une gueule rouge. Je marche sur des jonchées dorées ; les frondaisons des châtaigniers portent encore des feuilles translucides, mi-vertes, mi-cuivrées qui laissent filtrer des éclairages de verrières. Pas d'autre bruit que le murmure du vent qui fait sa prière dans les peupliers frissonnants de la Claye ; plus bas un ruisseau marmotte d'une bouche mouillée comme une dévote.

J'avais atteint la crête de la grée qui développait sur le ciel violâtre le profil d'une scie énorme. Un char-à-bœufs s'y avançait en plein ciel avec la lenteur d'un équipage de roi fainéant. Une rondelle d'airain sonnait à son essieu, à chaque tour de roue, un glas monotone.

Ce char et ses bœufs eux-mêmes plongèrent peu à peu dans les vapeurs vertes de la vallée. Ensuite, ce fut l'ombre sur le Morbihan jusqu'à l'Océan.

Les petites chandelles d'un Rouello conjureront-elles jamais la mélancolie des mois noirs de Bretagne?



Deux étés s'écoulèrent et la fantaisie de patauger en sabots m'était sortie de l'esprit, quand au sortir du manoir de Mellac, le baron du Fredou m'entretint des ruines de Cadindal dont il me vanta la haute allure. Je me rappelai les sabotiers. Comme M. du Fredou m'affirmait qu'en prenant l'avenue des Mélèzes, à travers sa propriété, je pourrais atteindre le hameau de Cadindal sans trop allonger ma promenade, je me décidai à cette course.

Le souvenir que je gardais du malade, de Christine et de Sabin, devint presque un remords quand je pensai à Marie-Aimée enfermée avec les filles repenties du Refuge de Vannes. Comment n'avais-je pas eu la curiosité de m'informer de cette petite sabotière dont les bavolets voletaient commes des papillons au-dessus des frisettes dorées de ses cheveux, tandis qu'elle travaillait à sa coche? Je me souvins aussi de l'accent farouche de Symphorien à ma lecture de la lettre lamentable de son enfant. Des commérages me revenaient aussi à la mémoire. Quelques boutiquiers de Trevéra n'avaient-ils pas prétendu que ces pauvres gens vivaient d'expédients? Par contre Mathurin le Ressuscité et le meunier Patern Trovic m'avaient dit :

— Ils en remontreraient au curé par la sagesse !

Quelle surprise lorsque j'eus dépassé la porte monumentale du château ruiné et ses pavillons à hauts combles. La frênaie et la sabotière avaient disparu, rasées comme une barbe sur une joue. En vain je parcourus l'emplacement du chantier. Je ne retrouvai pas un « grimpot », pas même une pierre de l'âtre ou une perche de la loge à fumer les chaussures de bois. Devant cette disparition stupéfiante, je crus que je rêvais cette histoire.

A ce moment Louise Leroch, une couturière à quinze sous la journée de ma connaissance, vint à dépasser l'ancien portail de Cadindal. Ses enfants, une fillette et un garçonnet l'accompagnaient, accrochés aux côtés de sa robe à vertugadin.

A ma question : que sont devenus les Rouello? cette ouvrière craintive retira vivement ses enfants derrière sa

jupe dans un mouvement instinctif de défense maternelle puis, rassurée, elle me dit :

— Ils habitent maintenant Saint-Gentien, monsieur, un hameau à la hauteur de leurs moyens. Les locations n'y coûtent guère, car les maisons y sont presque en l'état de ce château ruiné.

Sans attendre mes autres interrogations, pressée par le travail à sept centimes l'heure qui l'attendait, Louise ascensionna le flanc d'une genêtaie rouillée. Son garçon et sa fille avaient repris les bords de sa cotte bleu de roi et ils l'élargissaient comme une bannière processionnelle.

A cinq cents mètres vers la rivière de la Claye, je trouvai Saint-Gentien, bourgade haillonneuse aux toitures rapiécées comme des habits d'arlequin. L'ardoise, le chaume, les planches, les roseaux mêlaient leurs débris afin de garder les habitants des eaux. Jadis florissante, desservie par un sous-curé et un prêtre baptiseur-notateur, Saint-Gentien se mourait d'avoir été négligé par les routes carrossables. Ses logis médiévaux à escaliers extérieurs croulaient dans la vase de la ruelle unique. Quelques journaliers et des chercheurs de pain occupaient cette douzaine de tanières fleuries au printemps de valérianes et pourries par les lichens squameux et les champignons pendant les six mois de pluie.

— Rouello, voici son château — me répondit une fileuse bossue en me désignant de sa quenouille une chaumière dont une moitié de la toiture squelettique montrait ses côtes de bois impuissantes à retenir le glui décomposé en terreau noirâtre.

Les anciens sabotiers occupaient la seule chambre habitable de l'étage, car les portes et les fenêtres du rez-de-chaussée tombaient de misère sur leurs gonds. Je frappai un huis renforcé de pointes forgées et de peintures dignes d'une porte de prison. Une sorte de bêlement m'invita d'entrer. Dans une pièce à plafond d'étoupe mêlée de terre délayée dont les miettes ne cessaient de tomber sur le carrelage et sur les meubles qu'ils couvraient d'une poussière ocrée, je trouvai Symphorien couché tout habillé. Une casquette de maquignon, en mauvais alpaga, à large visière, — quelque cadeau sans doute? — le coiffait et projetait son ombre sur son

visage de la nuance du suif ranci. Ses mains recourbées comme des pattes de caniche savant, dépassaient les bords d'une couverture d'écurie, verte et noire. Ankylosés et ployés ses genoux bombaient la laine. Rien ne bougeait plus en Symphorien que ses yeux qui charbonnaient sous leur visière comme des braises prêtes à s'éteindre dans leur cendre.

Lui ayant tendu la main, je fus obligé de toucher ses doigts crispés, car il murmura :

— Je ne suis plus qu'un cadavre chaud. Excusez-moi, il faut que je regarde droit en face. Je ne sais pas même ce qui se passe à côté de moi dans la chambre. Ma femme doit me prendre la tête et me pencher sur ma cuiller pour manger la soupe. Asseyez-vous ! Christine est occupée à la métairie de la Ville-Elo et elle ne rentrera qu'à la nuit. Il faut qu'elle cherche à gagner les sous qui nous entretiennent de pain. Et elle, une créature si propre, vous vous souvenez, est obligée d'entrer pieds nus dans le fumier.

Une espèce de râle intérieur, formé d'une suite de hoquets gutturaux, résonna dans la pièce.

J'avais serré les pauvres pattes recourbées du paralytique et je regardais le buffet ciré, les pots en place et un peu de linge frais protégé des poudres du plafond par un journal. Devant le foyer, en bel ordre, quelques petites casseroles et une marmite de terre rouge très astiquée.

Sur la table, contre le lit de Symphorien, une dizaine de bougies étaient rangées. Aucune d'elle n'avait été allumée. D'une étrange voix creuse il me demanda :

— Comme je ne puis pas tourner le cou, dites-moi, sont-elles à leur place, les chandelles? Comme je veux voir clair pour mourir, il faut qu'elles soient prêtes à brûler. C'est mon idée. Rendez-moi donc encore le service de m'apprendre si le crucifix de bois que j'ai sculpté, dans le temps que j'étais un homme, est suspendu derrière moi contre le mur?... Ah ! j'avais du goût, jadis, à travailler le bois de toutes les manières. Hélas ! la vie des personnes, qu'est-ce que c'est? Quand vint le dernier hiver, le mal bleu qui tenait ma main, remonta dans mon bras : puis le corps se prit. Le docteur vint dire des mots savants parce qu'ils ne pouvait pas tenir un langage raisonnable. Moi je savais bien que je périssais par trop

de courage. J'avais taillé assez de sabots pour garnir les chemins de Cadindal à Vannes.

Rouello dilate des yeux effrayants et ses joues minces se creusent à se toucher. Il reste ainsi quelques secondes, hanté par quelque vision terrible, puis il soupire et prononce en raclant du gosier sur les mots avec une espèce d'affreux dégoût :

— Peut-être que j'aurais pu guérir... mais j'avais perdu le goût de vivre. L'an dernier, Sabin, mon frère, tenait encore bon à notre sabotière et Christine l'aidait. Mais la honte qu'il y avait sur nous gênait Sabin, un tertiaire de Saint-François. Quand il apercevait l'un de ses confrères, le sang lui étouffait le cœur, et, un soir, il nous fit ses adieux. Ce fut la fin du chantier. Il fallut tout vendre, tout abattre, les frênes, nos loges, les coches ; et quand vint la Saint-Jean, la jeunesse du bourg dansa autour de la « fouée » fabriquée avec les chaumes de nos auvents.

» Un char-à-bœufs me conduisit jusqu'à ce hameau, parce que les carrioles n'y peuvent atteindre à cause des fondrières. Le médecin avait dit à ma femme : « Rouello ne s'en relèvera point. Cependant, il peut traîner des ans, cela dépendra de ses façons. »

A ce moment les mains paralysées du sabotier qui ressemblent à des moignons, car les doigts rejoignent les poignets, frémissent au-dessus de la couverture et Symphorien ouvre la bouche. Toute sa mâchoire apparaît entre ses lèvres retroussées et tremble ; une colère terrible essaie d'agiter ce moribond d'ordinaire immobile comme une pierre tombale. Il ramène enfin lentement ses dents les unes sur les autres, et il gronde :

— Je veux mourir, mourir, mourir, mourir ! Et je ne peux pas, je ne peux pas, je ne peux pas !

L'épouvantable accent de Rouello émouvrait la brute la plus insensible.

Un platras gros comme le poing se détache à cet instant entre les poutres du plafond et s'écrase avec un bruit mou.

Le halètement qui faisait avancer et reculer le menton du sabotier, s'apaise.

— Par bonté, monsieur, — reprend-il humblement, — prenez-moi donc la tête et tournez-la vers la fenêtre.

Je saisis Rouello ; ses os sont à peine recouverts de leur

peau. Comme un objet, je déplace la tête sur son cou ; elle reste orientée dans la position où je l'arrête. Maintenant les yeux de l'ancien sabotier fixent les miens, étrange regard qui scintille, s'allume ou s'éteint et la bouche s'essaie à prononcer des mots : enfin lorsque le malade paraît avoir assemblé à sa convenance les paroles qu'il peut prononcer, il me dit :

— Approchez-vous ! Des fois l'on pourrait m'entendre... Je meurs d'outrage, monsieur. J'ai dans l'esprit que j'aurais pu me relever de maladie, mais j'avais perdu le goût de vivre depuis que nous étions faillis par la faute de notre fille. Vous ne savez pas, vous ne pouvez pas savoir ce qu'elle a fait, cette coquine? Sabotiers, nous étions gueux, c'est entendu ; mais il y avait de l'honneur chez les Rouello et l'honneur? Hein ! l'honneur, c'est tout, quand on n'a pas autre chose. Depuis plus de cent ans les paroisses pouvaient dire : « Les Rouello, c'est du monde qui se tiendrait fier même devant les saints ! Nous étions honorés. Et voici que le respect pour nous se perdit. Les marchands, quand j'allais au bourg, me regardaient noir. Des cultivateurs m'évitaient. L'épicière de Trévera, un jour que Christine venait lui acheter notre sucre, s'écria : « Tu devrais me rembourser les deux francs que tu m'as fait demander par ta fille ! » Ensuite l'aubergiste réclama vingt sous de prêt et la mercière une pièce blanche, et les autres des sous par-ci, des sous par-là. Comme nous avions de la réputation, personne n'avait refusé à Marie-Aimée. Mais tous riaient en faisant leurs réclamations :

« — Ah ! malins, vous croyez que les vieilles dettes il n'en faut plus parler et que les jeunes il faut les laisser vieillir !

» Le soir même je prenais Marie-Aimée par l'oreille et, de toute la nuit, je ne la lâchais point, tandis que je la conduisais au Refuge de Vannes. Puis, je m'en revins. Hélas ! notre fille avait gaspillé notre honneur de porte en porte et je ne le retrouvais plus. Alors je commençai à dépérir. Quelques semaines plus tard les frères quatre-bras qui ont une maison en Angleterre, vinrent m'enlever Gurval qui n'avait d'appétit que pour le catéchisme. Quand il voulut m'embrasser pour l'adieu, je lui donnai une gifle, parce que c'est une trahison de lâcher un métier occupé par ses aïeux depuis les temps des temps. Et voilà comment mon autre enfant nous quitta.

» Maintenant, vous le comprenez, il ne me reste plus qu'à trépasser, et les bons coups de langue du recteur de Trévera n'y changeront rien : je meurs dans l'outrage.

Sur la demande du misérable Symphorien je repris sa tête entre mes mains et, la tournant doucement, je la replaçai dans l'axe du lit. Je me retirai à reculons lui souhaitant une santé et un courage qui me paraissaient maintenant presque dérisoires. Quand j'ouvris la porte Rouello avait fermé ses paupières blanches et ouvert la bouche. Aucun souffle ne s'entendait. Je crus qu'il venait d'expirer. Me rapprochant, je vis que ce martyr pleurait en silence et les larmes, une à une, lentes, lentes, s'effilaient sur ses joues cadavéreuses.

Au mois de novembre, j'eus l'occasion d'errer quelques instants sur l'emplacement de l'ancienne sabotière de Cadindal. Un ajonc ras d'un vert léger commençait à s'étendre par plaques circulaires sur ce sol jadis piétiné par la vaillance, l'honnêteté et l'amour.

Ainsi les herbes recouvrent partout des reliques et considérée à ce point de vue la campagne la plus humble acquiert une valeur d'émotion poignante.

A ma rentrée chez moi, le Morbihan m'apparut comme le reliquaire des Rouello, des Mathurin le Ressuscité et de tant d'autres qui palpitèrent quelques années sous son vaste ciel et rentrèrent à leur automne dans le vaste humus des feuilles mortes. Pourquoi cette secrète qualité d'âme de nos paysages bretons, rugueux comme des cilices et cendrés comme des foyers consumés, ne leur viendrait-elle pas de ces innombrables générations qui souffrirent dans la résignation avec la volonté de se présenter pleins d'honneur devant l'éternité?

J'appris la fin de Symphorien. Il était mort dans l'éclairage de toutes ses chandelles et il en avait eu le seul agrément de son sort infortuné.

La Maison Centrale de Rennes garde Marie-Aimée.

CHARLES GÉNIAUX

LE SULTAN OTTOMAN

ET

LE KHALIFAT

On peut espérer que les gouvernements alliés préparent plus efficacement la paix pendant la guerre qu'ils n'ont préparé la guerre pendant la paix. Tout en agissant de façon à nous assurer la victoire, leur devoir est d'en envisager dès maintenant les conséquences.

Parmi les décisions qu'ils auront à prendre alors, celles qui concernent l'Empire ottoman sont peut-être celles qui demandent le plus de réflexion.

Nous croyons que la France a plus à perdre qu'à gagner au partage de l'Empire ottoman. C'est là pourtant une éventualité qu'il convient de prévoir. On prétend que les puissances de l'Entente ont tracé les grandes lignes de ce partage. Si, comme il faut l'espérer, la condition à laquelle ces attributions sont subordonnées se réalise, tout porte à croire qu'elles laisseront subsister un noyau du présent Empire ottoman sous la souveraineté d'un descendant d'Osman. Souhaitons que les copartageants évitent alors la faute commise récemment par l'Autriche et par l'Italie au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, et de la Tripolitaine, et qu'ils organisent les régions conquises sans les relier au sultan turc par le lien d'un pouvoir spirituel imaginaire.

I

A diverses reprises, depuis l'annexion de la Crimée à la Russie en 1783, cette question aurait pu se poser : elle n'a pas même été envisagée. Les États européens qui ont acquis des territoires ottomans n'y ont jamais admis une ingérence que le souverain dépossédé ne songeait d'ailleurs nullement à exercer. Les prétentions du sultan turc à une autorité spirituelle distincte de son pouvoir temporel ne se sont guère affirmées avec netteté et d'une façon suivie que sous le règne d'Abdul-Hamid. Elles se sont appuyées sur deux principes : d'une part le nationalisme à forme religieuse qui, dès le commencement de son règne, tendait déjà à rapprocher les musulmans de tous les pays et à les unir contre l'Europe envahissante et dominatrice ; d'autre part la notion erronée que l'on se fait en Occident du principe de l'Islam comme des attributions des souverains musulmans et particulièrement de celles du sultan turc. La révolte actuelle du Grand Chérif de la Mecque vient d'appeler l'attention sur leur légitimité.

C'est en Europe qu'a été conçue et exprimée avec une netteté et une précision occidentales l'idée que le sultan, en sa qualité de khalife, c'est-à-dire de successeur du Prophète, est un chef religieux, gardien et interprète de la foi, révélateur du dogme, une sorte de pape doublé d'un empereur. Elle a trouvé un écho dans les ouvrages d'orientalistes de valeur. L'un d'eux, M. van Berchem, parle du « pouvoir spirituel du khalife [1] ». M. Goldziher va jusqu'à présenter le khalife comme « un hiérarque placé à la tête d'une Église d'État (*Staatskirche* [2]) ». Aucun érudit musulman n'a usé d'un langage pareil, par la raison que l'Islam ne connaît ni Église ni pouvoir spirituel. Il est vrai que quelques polygraphes musulmans, Yakout, Aboulféda, Qalqachandi, qui ont écrit au moment des croisades ou fort peu de temps après, ont comparé le pape au khalife, ou même l'ont appelé le khalife des chrétiens : mais cette com-

1. *Titres califiens d'Occident*, p. 19.
2. *Muhammedanische Studien*, II, p. 53.

paraison était destinée à faire comprendre la position éminente du Souverain Pontife au moyen âge, sa qualité de chef suprême de la chrétienté, de censeur et d'arbitre des rois. Un tel rôle était alors joué par les khalifes de Bagdad ou tout au moins revendiqué pour eux par les théoriciens du droit public islamique, tels que el Mawerdi. Aussi Qalqachandi, pour préciser les attributions du pape et les distinguer de celles du khalife, observe-t-il que le pape se signale par cette prérogative que « de lui relèvent les questions de religion, la décision de ce qui est licite ou illicite[1] ». En réalité, nous l'établirons plus loin, la souveraineté du khalife en matière religieuse est à peu près du même genre que celle du roi d'Angleterre ou du tsar. C'est l'opinion publique européenne qui a pris ce chef temporel pour un pontife.

C'est également à des publicistes européens qu'est dû le mot « panislamisme » qui, comme il arrive souvent, a précisé une notion assez confuse en l'exprimant et en a donné une conscience plus claire aux nationalistes musulmans. L'inventeur paraît en avoir été Gabriel Charmes, auquel nous devons également l'expression « la politique du khalife », qui résume la ligne de conduite suivie avec une si remarquable ténacité par l'ex-sultan Abdul-Hamid. Le professeur C. H. Becker, directeur de la revue *Der Islam*, y voit « une trouvaille heureuse pour désigner une manifestation nouvelle d'une très ancienne tendance unificatrice[2] » ; cette renaissance serait due à une réaction des représentants intellectuels de l'Islam contre la pénétration politique, l'expansion économique, l'envahissement scientifique de l'Occident. On peut dire sans exagération que ce vocable bizarre, amalgamé en Europe, a beaucoup contribué à stimuler les aspirations obscures accumulées dans l'âme musulmane par treize siècles d'enseignement dogmatique et de vie religieuse.

Le sentiment d'une communion d'idées et de croyances, d'une solidarité de destinées, a été conçu par les disciples du Prophète dès ses premières prédications, mais ne s'est claire-

1. P. Lammens, *Relations officielles entre la Cour romaine et les sultans mamelouks d'Égypte*, *Revue de l'Orient chrétien*, 1903, p. 101 et s.

2. *Archiv für Religionswissenschaft*, Band VII, 1904. Cf. M. Hartmann, *Der Panislamismus*, p. 2 et les références y contenues; notes sur le panislamisme dans la *Revue du Monde Musulman*.

ment manifesté que sous la pression de l'Europe. Une fois éveillée, cette conscience de la solidarité musulmane devant le danger qui menace les idées et les sentiments sur lesquels se fonde leur vie familiale et sociale, a pris une forme beaucoup plus politique que religieuse ; elle a son foyer principal à Constantinople où Abdul-Hamid s'est efforcé, avec un remarquable esprit de suite et de méthode, de la fortifier, de l'unifier et de la diriger, afin de l'utiliser comme l'instrument de ses ambitions.

Aux termes de la Constitution, œuvre de Midhat pacha, promulguée le 11/23 décembre 1876, au début du règne d'Abdul-Hamid :

La souveraineté ottomane qui réunit dans la personne du Souverain le Khalifat suprême de l'Islamisme, appartient à l'aîné des Princes de la dynastie d'Osman, conformément aux règles établies *ab antiquo*. (Art. 3.)

Sa Majesté le Sultan est, à titre de Khalife suprême, le protecteur de la religion musulmane. Il est le Souverain et le Padischah de tous les Ottomans. (Art. 4.)

Cette charte est restée lettre morte dans tous ses articles, sauf — en tant du moins que cela dépendait du nouveau sultan — pour les deux que nous venons de citer.

Abdul-Hamid n'a cessé d'affirmer ses prétentions au titre de khalife protecteur de l'Islam que lui reconnaît la constitution et il n'a rien négligé de ce qui pouvait répandre son influence politique et son autorité religieuse dans tous les pays islamiques. Il a offert dans sa capitale un refuge aux agitateurs, aux mécontents contraints de quitter les colonies européennes. Ses émissaires, journalistes, cheikhs des confréries mystiques, agents de toute sorte, se sont répandus partout où il y a des musulmans. Il a multiplié les consulats ottomans et en a fait des centres de propagande et d'intrigues. Comprenant tout le parti qu'il pouvait tirer de la presse arabe qui s'est si rapidement développée depuis une trentaine d'années, il a, en Tunisie, en Égypte, dans les Indes, subventionné les journaux, encouragé et flatté leurs rédacteurs. La presse d'Europe elle-même n'a pas toujours, dit-on, échappé à ce travail de séduction. A l'intérieur de son Empire, les agents de l'administration turque ont entrepris de convertir de gré

ou de force à la Sonna orthodoxe les fractions dissidentes de l'Islam : Nosairis, Druses, Ismailis, Yezidis. Ils leur ont bâti des mosquées et des écoles, imposé des cheikhs chargés de rectifier et de purifier leurs credos; enfin, pour mieux les assimiler, ils ont imposé le service militaire à ces populations qui en avaient toujours été exemptes. Le panislamisme politique et le panislamisme religieux se prêtent ainsi un mutuel appui.

Autant qu'à Constantinople, le centre de ce mouvement doit être cherché à la Mecque. Abdul-Hamid s'est toujours proclamé le défenseur et le serviteur des Lieux-Saints. Une des manifestations les plus significatives de cette dernière politique fut l'entreprise du chemin de fer de la Mecque. Sous le prétexte de recueillir des souscriptions, ses agents sont entrés en relation avec la plupart des communautés islamiques et se sont efforcés de les rattacher au khalife, sans d'ailleurs que les gouvernements des colonies européennes, celui des Indes néerlandaises excepté, aient fait obstacle à leurs menées. A la Mecque, le panislamisme a laissé indifférent l'entourage du Grand Chérif, plus occupé de ses intérêts temporels que de prosélytisme religieux; il a été au contraire accueilli avec une grande faveur dans les milieux théologiques qu'abrite l'ombre de la Kaaba et qui ne cessent de se renforcer chaque année au moment du pélerinage d'un nouveau contingent de visionnaires et des plus zêlés parmi les membres cultivés des confréries musulmanes. A beaucoup de ces aventuriers la Mecque offre un refuge permanent. Ils s'y installent loin du contact abhorré des infidèles, en qualité de « Djar Allah », voisins d'Allah, dans une retraite ascétique, interrompue par des intrigues politiques sur la masse ignorante et impressionnable des pélerins. A ces pauvres gens exaltés par les pratiques du pélerinage ils prêchent la haine des mécréants et la solidarité des croyants sous l'étendard du Padischah. Le Coran n'a-t-il pas dit : « Les musulmans sont frères », et encore : « Ne contractez pas amitié avec les infidèles »? Il est facile de concevoir l'impression que peuvent produire ces textes et d'autres semblables, commentés dans un tel milieu devant des auditeurs aussi confiants et aussi crédules.

Le résultat de toutes ces manœuvres a été non seulement de grandir le prestige de l'Empire ottoman, mais d'en faire

le centre des espoirs de tous les musulmans qu'attristait la décadence des sociétés islamiques. Parmi tant de pays musulmans profondément affaiblis et désorganisés, ils virent en lui, grâce à cette propagande, le seul État resté, sinon puissant, tout au moins souverain, et beaucoup le crurent encore capable de rendre à l'Islam sa force militaire et sa prospérité matérielle. De là à croire son chef réellement titulaire du khalifat, mieux encore à lui attribuer une autorité religieuse sur les sociétés musulmanes établies au dehors des limites de ses territoires, la distance n'était pas infranchissable. La diplomatie du parti jeune-turc l'a fait franchir aux sujets musulmans de deux puissances européennes.

II

Aux termes de l'article IV du protocole austro-turc du 26 février 1909 relatif à l'annexion de la Bosnie-Herzegovine :

Le nom de S. M. I. le Sultan, *comme Khalife*, continuera d'être prononcé dans les prières publiques des musulmans... Aucune entrave ne sera apportée aux rapports des musulmans avec leurs chefs spirituels, qui dépendront comme toujours du Cheikh-ul-Islam à Constantinople, lequel donnera l'investiture au Reis-ul-Ulema (Chef des Ulema).

Ce traité est le premier instrument diplomatique où le titre de khalife est reconnu au sultan. Une prétention sur laquelle les représentants qualifiés de l'Islam n'avaient jamais voulu se prononcer est ainsi admise et sanctionnée par une puissance européenne. Les plénipotentiaires austro-hongrois ne semblent avoir aperçu aucun des pièges qui leur étaient tendus par les négociateurs ottomans. Suivant le droit public islamique, le droit d'être nommé dans les prières publiques est une prérogative de tout souverain indépendant, sultan ou simple émir. Cette mention n'est pas un acte cultuel ou religieux, mais bien plutôt une manifestation de loyalisme politique, la reconnaissance de l'autorité du souverain faite au nom des fidèles assemblés. La liturgie chrétienne suit la même pratique que

le protocole du 26 février 1909 a confondue avec une prérogative de la souveraineté spirituelle. Grâce à l'ignorance ou à la légèreté de ses négociateurs, les représentants d'un État européen veilleront chaque vendredi à ce qu'il soit solennellement rappelé à ses sujets musulmans que le sultan est leur vrai souverain, qu'il le reste en dépit de toutes les conventions internationales et de tous les remaniements territoriaux et que leur devoir religieux est de prier publiquement pour lui.

Les rédacteurs de l'article IV ne s'en sont pas tenus là : ils ont reconnu comme un principe incontestable l'existence d'un pouvoir spirituel dans l'Islam, ils ont transformé les imams et les ulema en ecclésiastiques et les ont subordonnés au Cheikh-ul-Islam de Constantinople, fonctionnaire turc nommé, promu, révoqué par le sultan et dont ces personnages sont réputés tenir leurs pouvoirs. C'est donc le sultan qui est, en vertu du traité, le chef suprême des uléma et des cadis bosniaques. Il était difficile d'accumuler plus de dangereuses bévues en aussi peu de mots.

Trois ans plus tard, pour tirer parti du traité de paix de Lausanne, le gouvernement italien faisait aux populations de la Tripolitaine et de Cyrénaïque des déclarations encore plus imprudentes.

La veille de ce traité, le 17 octobre 1912, le sultan envoyait à ces populations un firman ainsi conçu :

Mon gouvernement se trouvant dans l'impossibilité de vous donner un secours efficace, préoccupé d'autre part d'assurer votre fidélité présente et future, voulant éviter la continuation d'une guerre désastreuse à vous et à vos familles et périlleuse pour mon Empire et faire renaître dans votre pays la prospérité, usant de mes droits souverains je vous concède une pleine et entière autonomie. Votre pays sera régi par des lois nouvelles et par des règlements spéciaux à la préparation desquels vous apporterez les concours de vos conseils pour qu'ils correspondent à vos besoins et à vos coutumes.

Je nomme comme mon représentant mon fidèle serviteur Khemseddine, avec le titre de « Naib-el-Sultan » (Représentant du Sultan) et il aura la charge de la protection des intérêts ottomans dans votre pays.

Le mandat que je lui confère a une durée de cinq ans : passé ce délai, je me réserve de renouveler son mandat ou de pourvoir à sa succession.

Notre intention étant que les dispositions de la loi sacrée du Chéri

restent constamment en vigueur, nous nous réservons à cette fin la nomination du Cadi qui à son tour nommera le « Naib » parmi les Uléma locaux conformément aux prescriptions du Cheri. Les émoluments de ce Cadi seront payés par nous et ceux du Naib-el-Sultan, comme d'ailleurs ceux des autres fonctionnaires du Cheri, seront prélevés sur les taxes locales.

Le traité italo-turc du 18 octobre stipulait simplement dans son article 2 :

Les deux gouvernements s'engagent à donner immédiatement après la signature du présent traité l'ordre de rappel de leurs officiers, de leurs troupes ainsi que de leurs fonctionnaires civils, respectivement le Gouvernement ottoman de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque et le Gouvernement italien des îles qu'il a occupées dans la mer Égée.

Sous la même date, le commandant du corps italien d'occupation de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, publiait le décret suivant :

Les habitants de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque continueront à jouir comme par le passé de la plus complète liberté dans la pratique du culte musulman ; le nom de S. M. Impériale le Sultan comme Khalife continuera à être prononcé dans les prières publiques des musulmans ; il sera représenté par la personne qu'il aura nommée et dont les émoluments seront prélevés sur les impôts locaux ; les droits des fondations pieuses (Wakfs) seront respectés comme par le passé ; aucun empêchement ne sera apporté aux relations des musulmans *avec le chef religieux dénommé Cadi qui sera nommé par le Cheikh-ul-Islam* et avec les Naibs nommés par lui et dont les émoluments seront prélevés sur les taxes locales.

Ce surprenant document annonce aux nouveaux sujets du roi d'Italie que leur ancien souverain reste leur khalife et qu'ils devront continuer à prier publiquement pour lui ; bien mieux, il leur notifie les pouvoirs du représentant que le sultan a nommé auprès d'eux sans dire avec quelles attributions ; pour couronner le tout, il les informe que le cheikh-ul-islam (le chef des ulema de Constantinople) nommera le cadi ; enfin, par une incroyable confusion, il qualifie de chef religieux le personnage qui est simplement un juge[1].

1. Mieux inspiré encore et plus précis, M. Giolitti qui était alors président du conseil des ministres d'Italie, assimilait dans une interview les cadis à des évêques !

Plus encore qu'en Bosnie-Herzégovine la Sublime Porte disposait donc dans les nouvelles possessions italiennes, avant que l'Italie eût de nouveau déclaré la guerre à la Turquie, du droit d'intervenir incessamment et d'entretenir une perpétuelle agitation sous prétexte de régler les questions mal définies qui peuvent relever du khalife, du cheikh-ul-islam et du cadi, subordonné de ce dernier. Le sultan demeurait ainsi en Tripolitaine et en Cyrénaïque non seulement la suprême autorité religieuse, mais le contrôleur de la loi islamique et le chef de la juridiction chargée de l'appliquer. Tout dans la doctrine islamique est règle légale, tout dans la vie publique, civile, privée d'un musulman est ordonné par la loi religieuse, même les actes les plus insignifiants. Le représentant du sultan pouvait donc à tout instant s'immiscer dans l'administration et dans la législation de la colonie placée sous ce singulier régime, en prétendant assurer la liberté du culte et maintenir les relations des musulmans avec leurs chefs religieux.

III

Quelle est exactement la nature du khalifat, quels pouvoirs implique cette fonction? Quels titres invoque la dynastie d'Osman lorsqu'elle prétend l'exercer et quelle est leur valeur?

Le khalife (successeur) ou imam (guide) est le chef de la communauté islamique, son autorité s'est donc établie suivant la conception fondamentale qui est le lien de cette communauté. Le khalife est le chef des musulmans, mais ses pouvoirs, qu'il exerce sans autres limites que celles qu'a posées la loi révélée dont il doit maintenir l'observation, n'ont rien de sacerdotal. Défenseur de la religion, il ne peut en interpréter la doctrine, car ses fonctions ne lui confèrent point la science des docteurs, et ceux-ci ont seuls qualité pour enseigner les dogmes et déduire les solutions pratiques, contenues dans la doctrine traditionnelle.

De toute nécessité, dit Ali el Qari, théologien musulman sûr et précis, un personnage doit se trouver placé à la tête des musulmans

Il lui appartient de veiller à l'exécution de la loi, à la défense des frontières, à l'équipement des armées, à la rentrée des contributions légales, à la punition des coupables, des voleurs et brigands, à l'organisation des réunions publiques, au mariage des mineurs sans tuteur, à la distribution équitable du butin et autres devoirs résultant de la législation musulmane [1].

El Mawerdi qui s'exprime en termes presque identiques donne la même énumération [2]. Aucun caractère sacré ne distingue donc le khalife.

Il représente la puissance judiciaire, administrative, militaire de l'État... sa désignation n'exige aucune qualité inhérente à sa personnalité [3].

Il faut se garder de le considérer comme une sorte de pontife-roi, révélateur des dogmes, intermédiaire entre la divinité et les fidèles. Une telle idée est absolument contraire au principe essentiel de l'Islam. Bien différent du judaïsme et du christianisme, l'Islam orthodoxe n'a jamais conçu l'idée du prêtre, ministre du culte, instrument du sacrifice, canal de la grâce divine. Comment en aurait-il pu être autrement? Cette religion ignore la liturgie et les sacrements. En fait de culte elle ne connaît que la réunion du vendredi qui ne comporte aucun office, mais seulement une sorte de sermon et une prière publique à peine plus solennelle que les prières privées quotidiennes. Le premier laïque venu, s'il est majeur et sain d'esprit, est apte à présider cette cérémonie. Elle prescrit, il est vrai, la circoncision que, par un bizarre rapprochement, on a comparée au baptême, mais n'importe quel barbier peut pratiquer cette opération ; elle considère toute immolation comme un sacrifice, mais chaque musulman joue dans sa maison le rôle de sacrificateur lorsqu'il égorge un mouton ou un poulet. Les relations entre l'homme et Dieu prennent la forme d'ablutions, de prières exécutées suivant des paroles et des gestes déterminés, toutes manifestations extérieures qui ne

1. *Shar el Fikhal-akbar*. Le Caire, 1383, p. 132.

2. *El Akham es-soultaniya*, traduction L. Ostrorog. I, p. 161 à 167. Mêmes expressions dans le *Multeka* d'Ibrahim Haleby, traduit ou résumé par M. d'Ohsson, *Tableau général de l'Empire othoman* (1788). Vol. I, p. 258-259.

3. Goldziher, *Vorlesungen über den Islam*, p. 217.

requièrent l'intervention d'aucun ministre pourvu d'un pouvoir mystique, mais qui doivent être faites conformément à la loi révélée, car l'Islam n'est autre chose qu'une législation d'institution divine qui règle tout ce qu'il faut croire et tout ce qu'il faut faire et qui ne laisse aucune pensée, aucun acte en dehors de ses dispositions.

Cette législation a ses interprètes qualifiés : les uléma, auxquels des études spéciales ont fait acquérir la connaissance de la révélation, de la tradition et des interprétations qu'en ont faites les grands auteurs des premiers siècles. Ces docteurs, à la fois théologiens et légistes, assurent le recrutement des cadis (juges) et des mouftis chargés de donner non seulement aux cadis, mais à toutes personnes, des fétouas ou consultations relativement aux questions légales, c'est-à-dire relativement à toutes les difficultés de la vie, car il n'est rien dans la vie des croyants qui ne soit ordonné par la loi islamique. Évidemment la science technique des uléma leur est toute personnelle, le khalife ne saurait y prétendre *virtute officii*. En fait il n'y a jamais prétendu. Étranger à toute autorité sacerdotale, dépourvu de toute autorité dogmatique, de quelle autorité dispose-t-il donc?

D'une autorité toute temporelle et territoriale qui, nous ne saurions trop le répéter, est comparable, au point de vue religieux, à celle du roi d'Angleterre ou du tsar. Défendre le dogme suivant la définition des interprètes autorisés de la doctrine, combattre les mécréants qui refusent de se soumettre et les hérétiques qui refusent de se convertir, maintenir l'ordre matériel, réprimer le crime, rendre la justice civile directement ou par délégation, nommer et révoquer les cadis et les mouftis, un tel rôle ne diffère nullement de celui que jouaient les rois de France. Le droit d'être nommé dans les prières publiques est une des prérogatives de la plupart des souverains chrétiens. Le président de la République française l'exerçait encore au moment de la séparation de l'Église et de l'État. Les souverains musulmans indépendants, sultans ou simples émirs, en jouissent également sans y voir autre chose que la reconnaissance de leur autorité par l'assemblée des fidèles. De par leur nature, de tels pouvoirs ne s'étendent pas au delà des frontières de l'Empire ottoman.

— Ceci, dira-t-on, est l'hypothèse; la thèse est que le khalifat est un et universel :

La personne qui remplace le Prophète, dit El Mawerdi, a toute autorité dans la double mission de défendre la foi et de gouverner le monde[1].

Il ne peut y avoir deux glaives dans un fourreau; légalement tous les musulmans forment un seul peuple.

Tous doivent se soumettre à son pouvoir, sauf le cas de force majeure... Que si un pays reconnaissait une autorité particulière et indépendante, quand même elle serait à l'avantage particulier de cette contrée, elle n'en serait pas moins illégitime et contraire à la religion qui est le bien essentiel[2].

L'abus ne fait pas le droit.

On peut répondre à cette opinion tout d'abord qu'elle n'est pas unanimement admise par les grands auteurs musulmans, dont certains reconnaissent la légitimité des États musulmans indépendants, tout au moins quand ils sont séparés du siège du khalifat par la mer ou par les possessions d'une nation infidèle.

On peut ajouter qu'elle est purement théorique, le khalifat a depuis longtemps cessé d'exister et l'on ne voit pas comment les conditions nécessaires à sa renaissance pourraient être de nouveau réunies. Comment donc peut-on parler de son unité et de son universalité?

IV

Avant de discuter les prétentions des sultans turcs à cette dignité, rappelons sommairement quelques notions historiques.

Mahomet mourut sans avoir réglé la transmission de son pouvoir. Abou Bekr fut élu non sans opposition; il désigna Omar pour son successeur, Osman fut ensuite choisi par six

1. Traduction Ostrorog. I, p. 95.
2. D'Ohsson. I, p. 260.

notables. On revint ainsi au principe électif. Le mode d'élection variait, mais la reconnaissance, ou *bai'a*, de l'élu par le peuple était nécessaire pour achever son investiture. L'usage s'établit tout naturellement de le prendre dans le tribu de Qoraich, celle qui prédominait à la Mecque et dans ses environs. L'Islam primitif était foncièrement arabe : au premier siècle de l'Hégire l'égalité n'avait pas encore été admise entre les musulmans arabes et les autres ; nul ne doutait que le khalife dût être arabe. Parmi les tribus arabes, Qoraich était la plus puissante et celle qui avait le plus de prestige; le Prophète en était membre, il devait en être de même du khalife, et les deux premières dynasties, omayyade et abasside, qui étaient d'origine qoraichite, veillèrent jalousement sur ce privilège que la Sonna ou tradition prophétique finit par transformer en une règle légale révélée.

On sait l'immense autorité des six grands recueils canoniques de traditions ; ils sont placés immédiatement après le Coran dont ils comblent les lacunes. Celui de Bokhari est l'objet d'une sorte de culte ; dans certains pays on le porte en procession pour faire cesser la sécheresse. Il se nomme le *Sahih*, l'authentique. « Qui se permettrait de le contester, assure Soyouti dans son traité des Maudouat ou traditions apocryphes, encourrait justement le soupçon d'hérésie. » Or Bokhari, Moslim, auteur d'un second Sahih, et les compilateurs des quatre autres recueils canoniques sont tous parfaitement d'accord sur la nécessité pour le khalife d'être qoraichite. C'est ce que prescrivent plusieurs déclarations de Mahomet : « Les imams de mon peuple devront être de Qoraich. » « Respectez les Qoraichites, aimez-les, ils sont vos maîtres, résister à Qoraich c'est me résister à moi-même. Ils conserveront le pouvoir tant qu'il subsistera deux musulmans [1]. »

D'autres traditions pourraient être citées dans le même sens. Le Prophète — soit dit en passant et la remarque mérite d'être faite — n'y mentionne que l'autorité politique de ses succes-

1. *Sahih*, édition de Krehl, vol. II, p. 382. Par ordre d'Abd-ul-Hamid une édition du *Sahih* où ces traditions étaient supprimées fut imprimée à Constantinople. Cette audacieuse falsification d'un texte que les ulema considèrent comme un des piliers de leur doctrine, souleva une telle réprobation que la version ainsi altérée fut retirée de la circulation.

seurs sans leur attribuer aucune autorité spirituelle. Les mêmes recueils lui font déclarer que « comme Prophète il ne laissait pas d'héritier ». Ainsi cantonnée dans le domaine temporel, la souveraineté du khalife se trouve aussi solidement unie à la tribu de Qoraich que dans le catholicisme la papauté est unie à la ville de Rome. Les Chiites se montrent même plus exigeants; ils ajoutent à la qualité de Qoraichite celle de descendant de Mahomet par Fatima, la seule de ses filles qui ait laissé une postérité.

Après la chute de la dynastie Omayyade de Syrie, l'Islam se trouva divisé entre deux khalifats, celui des Abbassides de Bagdad et celui des Omayyades d'Espagne, tous deux d'origine qoraichite. Certains émirs berbères d'Afrique prirent eux aussi le titre de khalife, mais après s'être fait fabriquer des généalogies qui les rattachaient à Qoraich. Les Fatimites d'Égypte tiraient leur nom de leur prétendue descendance de Fatima.

On sait qu'en l'année 1258 Bagdad fut prise par Holagu, prince mongol, et Mustassim fait prisonnier, puis exécuté avec tous les membres de sa famille. Ce souverain, aussi faible qu'incapable, fut le dernier rejeton de la dynastie abbasside et le dernier khalife. Cet événement produisit la plus grande émotion dans tout le monde islamique, mais il n'en résulta aucun arrêt de la vie religieuse.

Peu après, en 1261, Beibars, depuis un an sultan d'Égypte, apprit qu'un certain Mustansir, survivant des Abbassides ou prétendu tel, vivait en Syrie, il le fit amener au Caire, l'y reçut en grande pompe et lui jura fidélité. En échange, le soi-disant khalife reconnut à Beibars le titre de sultan et lui confia la mission de combattre pour la foi. Quelques mois plus tard Beibars entreprit d'introniser son protégé à Bagdad. Le gouverneur mongol de la ville battit l'armée qui accompagnait Mustansir et le tua.

Sans se décourager, Beibars se procura un second prétendu abbasside et l'installa à la citadelle du Caire. Le khalife improvisé eut pour fonctions de diriger la prière publique et de bénir les nouveaux sultans au moment de leur avènement. Ses descendants menèrent, durant plus de deux siècles et demi, une existence obscure à la cour des sultans mamelouks.

En 1517 le sultan turc Selim Ier ayant conquis l'Égypte emmena à Constantinople Mutawakil, le dernier représentant de la singulière dynastie de khalifes fainéants créée par Beibars, il l'y maltraita et l'y emprisonna. En 1520, Mutawakil renonça à tous ses droits en faveur du sultan Soliman, moyennant le paiement de quelque argent et la promesse d'une pension ; il mourut plusieurs années après. Selim avait reçu peu avant l'hommage du chérif de la Mecque Mohammed Abul-Barakat qui lui fit présenter par son fils, dans un plateau d'argent, les clefs de la Kaaba.

Cette cession pleine et entière des droits de l'*Imameth* faite d'un côté par un khalife abbasside, et de l'autre par un chérif de la Mecque, tous deux descendants des Courayschs, l'un par la branche de Hashchim, l'autre par celle d'Aly, supplée dans les sultans ottomans au défaut de la naissance ou de l'extraction qu'exige la loi pour exercer d'une manière légitime les fonctions du sacerdoce [1].

En admettant, ce qui est plus que douteux, que Mutawakil possédait le titre de khalife, pouvait-il en disposer et, dans l'affirmative, l'a-t-il fait au profit d'un cessionnaire qualifié pour acquérir et exercer la fonction?

Cette cession, plus ou moins librement consentie, n'a jamais été reconnue par la communauté islamique. L'acquisition du khalifat nécessite l'accord de la nation, elle est l'effet d'une sorte de contrat entre les représentants de cette communauté et l'homme qu'elle investit. Rien de pareil n'a eu lieu, aucun simulacre de *baï'a* n'a même été tenté en Turquie. La condition essentielle de l'acquisition par la dynastie turque des droits réels ou imaginaires aliénés par Mutawakil manque donc, semble-t-il. Voilà sans doute pourquoi, dans toutes les mosquées de Turquie, on ne nomme pas le khalife dans les prières, on y prie seulement Dieu de « fortifier et de rendre victorieux Notre Seigneur le Sultan, fils de Sultan, N... »

— Nullement, répliquent les partisans des prétentions du sultan de Constantinople, car la désignation faite par le khalife de son successeur ou *Istikhlaf*, confère à celui-ci un droit suffisant.

Pour ce qui est, dit el Mawerdi, de la formation du contrat de Khalifat en vertu d'une disposition émanant du Khalife précédent,

1. M. d'Ohsson, *Tableau de l'Empire othoman*. I, p. 269.

c'est un procédé qui a été qualifié de permis par l'Accord de la Nation et cet accord s'est formé eu égard à deux précédents... Le premier est celui que créa Abou Bekr en disposant du Khalifat en faveur d'Omar. Les musulmans reconnurent pour légitime l'autorité née de cette disposition... Le second est celui que créa Omar en disposant du Khalifat en faveur des membres du Conclave[1].

Cette disposition est-elle suffisante? Oui, répond el Mawerdi.

Le Khalife peut de sa seule autorité faire procéder à la prestation de l'hommage, encore qu'il n'ait consulté aucun des électeurs... En bonne doctrine l'hommage ainsi prêté doit être tenu pour valide purement et simplement sans condition de consentement préalable, et cela pour deux raisons : en premier lieu, l'hommage prêté à Omar ne le fut point sous condition suspensive du consentement des Compagnons, en second lieu le Khalife a plus de droits que tout autre de disposer du Khalifat et par ainsi le choix qu'il fait est concluant et l'opinion qu'il exprime exécutoire[2].

Le malheur est que, d'après la doctrine traditionnelle, le khalife doit incontestablement être d'origine qoraichite. L'objection est si forte que les historiens ottomans contemporains ont imaginé que la dynastie d'Osman provenait de Qoraich et avait quitté l'Arabie pour se fixer en Asie-Mineure. Ceux qui veulent faire du sultan ottoman le chef unique de tous les croyants ont en réserve des arguments moins fantaisistes : les Osmanlis sont depuis des siècles le plus puissant peuple islamique, leur dynastie peut invoquer une possession prolongée et incontestée du khalifat ; enfin, cette fonction devant nécessairement exister dans la société islamique, celui qui l'exerce effectivement, du consentement unanime des musulmans, doit en être considéré comme le légitime titulaire.

Ils citent là-dessus les commentaires de Foussoul Isterouchiny, l'un des anciens ouvrages canoniques les plus estimés[3], où on lit en effet que l'autorité d'un prince qui aurait même usurpé le sacerdoce

1. Le conseil des six notables dont nous avons parlé plus haut.

2. Traduction Ostrorog. I, p. 128 à 130. Observons que dans les deux cas sur lesquels se fonde el Mawerdi, l'élection d'Omar et celle de son successeur Osman, la *ba'ia* fut jugée indispensable.

3. M. d'Ohsson prend simplement *canonique* comme synonyme de juridique : Foussoul Isterouchiny n'est cité qu'en Turquie et n'a rien de commun avec les recueils dit canoniques.

par la force et la violence, ne laisse pas d'être réputée légitime parce qu'aujourd'hui (c'est-à-dire après la révolution de trente années que devait durer le khalifat parfait à compter de la mort du Prophète) la souveraine puissance est censée résider en la personne du vainqueur, du dominateur, du plus fort dont le droit de commander est fondé sur celui des armes[1].

Des deux remarques sur lesquelles se fonde cette argumentation, l'une, la situation de fait, pourrait être invoquée par ceux qui dénient au sultan ottoman toute autorité en dehors de son territoire ; l'autre, le consentement unanime des croyants, est contraire à la réalité. Faisons abstraction des Chiites qui peuplent la Perse et des Ibadites qui dominent à Zanzibar et dans l'Imamat de Mascate; pour eux les Turcs et leur sultan sont des infidèles. Pour le surplus, le sultan ottoman n'est reconnu comme chef spirituel ni par les colonies européennes peuplées de musulmans, ni par le Maroc, dont le sultan, en sa qualité de cherif, c'est-à-dire de descendant du Prophète, se prétend lui-même khalife, ni par les communautés musulmanes de la Chine et des archipels australiens ; il ne l'était pas par les émirs de Bokhara et du Turkestan, même antérieurement à la conquête russe. Les États nègres musulmans du Centre et de l'Est africain ignoraient pratiquement les prétentions soutenues par Abdul-Hamid avant qu'il les leur eût manifestées par ses émissaires. Bref la grande majorité des adeptes de l'Islam est demeurée étrangère au mouvement initié par le dernier sultan et si étourdiment appuyé par des publicistes d'Europe[2].

1. M. D'Ohsson, *Tableau de l'Empire othoman*, I, p. 271. La compilation de M. d'Ohsson est l'expression, dépourvue de critique, des vues de ceux qui gouvernaient l'Empire ottoman au moment de sa préparation.

2. La nomination dans la prière publique du vendredi est une manifestation de loyalisme indiscutable. Nous avons vu qu'à Constantinople on prie pour le sultan, fils de sultan, et non pour le khalife. Une formule identique continua à être usitée en Tunisie après la proclamation du protectorat français. Il en fut autrement en Algérie.

« En 1830, le premier jeudi après l'entrée des Français à Alger, un medjelès composé des principaux savants et personnages religieux de la ville, se réunit spontanément pour étudier la question de la prière publique du vendredi qui, jusqu'alors, s'était faite au nom du sultan de Constantinople.

Après une délibération, la formule suivante fut adoptée : « Fortifie, ô mon Dieu, quiconque fortifiera la religion musulmane. Vivifie les bons sentiments du cœur de quiconque vivifiera la tradition du Prophète. Protège-nous, mon



Si, comme nous croyons l'avoir démontré, le sultan de Constantinople est un souverain temporel dont l'autorité se limite au territoire ottoman, les puissances européennes qui s'annexeront une partie de ce territoire n'ont pas à hésiter sur la politique à suivre envers les anciens sujets musulmans du sultan ; elles doivent respecter scrupuleusement leurs croyances et maintenir dans la mesure du possible leurs lois et leurs institutions, mais en se gardant de confondre la religion islamique avec une nationalité ou avec un système de gouvernement. Trop souvent la politique française en Afrique à l'égard de l'Islam a manqué de clairvoyance et plus encore de suite et d'unité : c'est ainsi que les confréries musulmanes ont été traitées avec faveur en Tunisie, avec rigueur au Soudan français. Nos alliés se sont montrés, il est vrai, au moins aussi incohérents. Chacune des puissances de l'Entente a suivi une ou plutôt plusieurs lignes de conduite, sans se préoccuper de ce que faisaient les autres, sauf parfois pour les contrarier ou les contrecarrer. On commence à se rendre compte des résultats de ces divergences et de ces rivalités. Elles s'expliquent par l'ignorance chez les coloniaux français, anglais, russes, italiens, des questions si complexes que fait naître le contact de la civilisation occidentale avec l'Islam moderne : organisation et contrôle du pèlerinage aux lieux saints, surveillance des confréries (tourouk) dont certaines étendent leur action sur les territoires de plusieurs colonies européennes, relations entre indigènes musulmans et non musulmans, rôle des missions chrétiennes, délimitation de la sphère respective du droit et des institutions islamiques et occidentales...

Dieu, contre les troubles mondains et les peines de l'autre monde, car tu es tout-puissant. »

Soumise à la sanction du général comte de Bourmont, cette rédaction fut ratifiée et approuvée.

Plusieurs gouverneurs généraux dans les premiers temps de la conquête maintinrent ce texte et le rendirent officiel. Depuis il n'a pas varié. Chaque fois que des étrangers musulmans ou des fanatiques algériens ont, en Algérie, introduit le nom du sultan, dans la prière du vendredi, le gouvernement général a sévi contre les auteurs et complices de ces manifestations antifrançaises. » (L. Rinn, *Marabouts et Khouans*, p. 11 et 12.)

La solution de ces problèmes ne saurait être juste que si elle ne contredit pas le principe qui nous semble devoir diriger la politique des puissances européennes dans leurs colonies : détourner par tous les moyens leurs sujets musulmans de l'idée qu'ils sont membres d'une société composée de leurs coreligionaires de tous les pays et exclusive de tout particularisme national ; s'efforcer au contraire de leur inculquer le sentiment et la notion de la patrie territoriale.

Voilà pourquoi nous jugeons ou chimérique ou dangereuse l'idée, qui a peut-être été envisagée par les gouvernements alliés, de favoriser les prétentions au khalifat d'un chérif et d'un Qoraichite authentique tel que l'iman de la Mecque, actuellement révolté, de le reconnaître comme khalife, chef spirituel de tous les musulmans, dans le dessein de profiter de son prestige, de son autorité morale, de l'ascendant que lui confèrerait cette qualité sur les pèlerins, dont le nombre s'accroîtra sans doute démesurément lorsque les communications en Arabie seront devenues rapides et faciles. En effet le rôle de pontife sans juridiction temporelle que jouerait sans doute ce personnage, serait, nous l'avons démontré, une nouveauté en contradiction avec la conception fondamentale et les traditions de l'Islam. Le fait que les puissances européennes, ou l'une d'elles, maintiendraient cette prétention, ne lui donnerait vraisemblablement aucune force, au contraire. Et, s'il en était autrement, il y aurait tout lieu de le regretter, car alors cette idée ne serait plus chimérique, mais dangereuse.

X. X.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

LETTRE

D'UN AMÉRICAIN A UN ALLEMAND

Cette lettre, écrite par M. Douglas W. Johnson, professeur à Columbia University, à New-York, est la réponse à une lettre, plaidant la cause de l'Allemagne, qu'il a reçue d'un professeur allemand d'Université. Avec sa rigueur, son émotion et son éloquence, elle donne un témoignage précieux de l'opinion que se font de la guerre certains milieux éclairés d'Amérique.

J'ai bien reçu vos deux lettres avec les coupures de journaux qu'elles contenaient, ainsi que votre carte postale. Je puis vous assurer que le retard de ma réponse ne doit pas être interprété comme une impolitesse. J'ai été heureux de recevoir les coupures de journaux, car j'ai toujours grand souci de lire ce que des hommes éminents d'Allemagne considèrent comme l'exposé convaincant de leur opinion en un sujet brûlant. J'ai lu avec beaucoup de soin vos lettres, particulièrement la longue du 9 juillet. J'apprécie votre ardent effort pour me persuader de la justice de votre cause et je sais évaluer le temps et la peine que vous avez dépensés pour me présenter, en des termes si soignés, le point de vue allemand sur des matières qui sont de la plus profonde importance pour nos deux gouvernements.

Si j'ai tardé à vous répondre, c'est que je doutais en moi-même qu'une lettre de moi pût être utile en quelque chose.

Je ne puis pas partager votre opinion sur la responsabilité de l'Allemagne dans cette guerre, ni sur ses méthodes de faire la guerre ; il ne me semblait pas que vous pussiez tirer profit de l'exposé que je vous ferais de mes propres idées sur ce sujet vital. Vos lettres témoignent que vous les avez écrites sous l'influence d'une intense émotion, émotion que je puis à la fois comprendre et respecter, mais qui doit vous empêcher d'accorder un accueil impartial à des vues qui contredisent les vôtres. Alors que votre pays se voit entouré d'adversaires puissants, alors que vos fils ont envahi, comme un déluge, des terres étrangères pour accomplir héroïquement les ordres de votre gouvernement, alors que la patrie que vous chérissez se trouve isolée moralement, condamnée par le monde entier des neutres pour les crimes barbares qu'elle a commis contre la civilisation, on ne peut attendre de vous que vous écriviez avec l'exactitude et la prudence scientifiques qui devraient être, en des circonstances ordinaires, votre idéal.

C'est pour cette raison que je ne vous garde pas rancune de ce qui, dans vos lettres, devrait autrement soulever d'énergiques protestations. Vous affirmez, par exemple, que mes compatriotes et moi-même, nous nous inspirons entièrement, pour juger la conduite des Allemands, d'une presse corrompue et vénale, distillant son poison au service d'un seul parti politique ; je suis convaincu que cette affirmation n'a pas voulu être aussi injurieuse qu'elle le paraît. Sans aucun doute, votre émotion vous entraîne à proférer des accusations que votre sens de la justice et votre courtoisie condamneraient en d'autres circonstances. En des temps plus calmes, j'en ai aussi la conviction, vous ne conserveriez pas cette opinion sommaire que « la presse quotidienne est devenue l'un des fléaux les plus affreux de l'humanité, un ulcère au sein de la société, dont le rôle est d'opposer les unes aux autres les races, les nations, les religions et les classes, en vue de servir des intérêts particuliers tels que la richesse, l'influence politique, la position sociale ». Je concède que quelques-uns de nos journaux sont un déshonneur pour la noble profession de journaliste ; je crois que quelques-uns sacrifient l'honneur au lucre, ou bien servent en esclaves des intérêts particuliers. Mais les annales du journalisme américain s'honorent de nombreux noms qui com-

mandent le respect, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, par leur longue réputation de probité et de courage et par les services distingués qu'ils ont rendus à la cause de l'humanité. A l'un de ces hommes, l'Université Columbia vient même de donner l'un des titres honorifiques les plus élevés qu'elle puisse conférer aux hommes d'idéal et d'honneur. Le journal qu'il publie et qui compte parmi les plus répandus, je le lis ; il est lu par des milliers d'Américains qui demandent à connaître la vérité. Si bas que soit tombé le niveau moral de quelques journaux, on ne saurait étendre, aux journaux lus par la majorité des Américains intelligents, le reproche que vous faites à toute la presse d'être simplement une affaire fondée et gérée pour l'enrichissement de ses propriétaires et pour la défense de certains intérêts spéciaux, « indifférente au bien ou au mal qu'elle peut faire à son pays, indifférente à la vérité et à la justice ». Je ne connais pas assez de journaux allemands pour apprécier leur idéal ; mais en dépit du peu de liberté laissé à la presse dans votre pays, je ne puis guère imaginer que sa condition soit assez lamentable pour justifier votre jugement sommaire de tous les journaux.

Si vous aviez sérieusement considéré combien sont différentes en Allemagne et en Amérique les relations de la presse et du gouvernement, vous ne seriez pas tombé dans l'erreur de croire qu'une forte proportion des journaux des États-Unis, et aussi d'autres pays, « payés ou inspirés par le gouvernement, connaissant toutes les ressources du mensonge et de la diffamation, auraient travaillé à répandre la haine et le mépris de l'Allemagne ». A la différence de la vôtre, notre presse est libre de toute influence gouvernementale. Toute tentative de notre gouvernement pour dicter la politique d'un journal serait énergiquement repoussée comme un affront et condamnée à un échec certain. Les Américains n'acceptent pas cette doctrine allemande que la presse « doit être contrôlée dans la mesure où cela est nécessaire pour le bien de la communauté » ; ils pensent qu'une liberté complète de la parole est essentielle à la vraie liberté. Il n'y a pas de censure pour la presse américaine ; vous avez une censure qui, tout le monde le sait, a merveilleusement réussi à laisser le peuple allemand dans l'ignorance de faits importants. Aucun journal américain ne

peut être supprimé pour ce qu'il imprime ; vous savez fort bien que, plus d'une fois, des journaux allemands ont été suspendus parce que, aux yeux du gouvernement, ce qu'ils disaient n'était pas dans l'intérêt du pays. Je joins à ma lettre un message reçu par sans-fil sous contrôle allemand : c'est la preuve, une seule entre mille, qu'on supprime vos journaux. Il ne sert à rien de dire que censure et suppression sont nécessaires au bien de la patrie et que les journaux en question méritaient d'être supprimés. Un fait essentiel demeure : c'est que vos journaux ne sont pas libres de publier ce qui leur semble bon ; les nôtres le sont. Chez vous, chaque numéro de journal doit être soumis à la police, de telle sorte que vos gouvernants peuvent contrôler ce que vous écrivez et ce que vous lisez ; chez nous, pas un journal n'est soumis au moindre fonctionnaire. Vous ne pouvez pas lire ce que votre gouvernement croit qu'il est sage de vous laisser ignorer ; nous pouvons lire n'importe quoi, que cela plaise ou non au gouvernement. Les Américains croient qu'il n'existe pas vraiment de liberté de la presse ni d'opinion publique affranchie, quand une sanction peut toujours menacer la presse d'un pays. Partout où la police, représentant le gouvernement, contrôle la presse, il n'y a pas de vraie liberté. On peut dire tout ce qu'on voudra contre la presse américaine ; mais il faut reconnaître qu'elle est libre de tout contrôle gouvernemental. Il n'est donc pas nécessaire de rechercher si le gouvernement américain a employé ou inspiré la presse pour attaquer l'Allemagne, puisque, même s'il eût désiré agir ainsi, il n'aurait pas osé.

Beaucoup d'autres passages de vos lettres ne peuvent s'expliquer que par la violente émotion qui vous dominait en écrivant ; vous auriez probablement le désir de les modifier si vous écriviez en des circonstances plus propices. D'ailleurs, je ne désire pas insister sur cette phase de votre correspondance. Je n'ai pas le moindre doute sur votre sincérité et je crois que vous êtes vous-même convaincu de la vérité de tout ce que vous avez écrit. En écrivant cette lettre, je veux vous témoigner que j'accepte loyalement le vœu que vous exprimez : amener deux nations qui ont été longtemps en termes amicaux à mieux se comprendre l'une l'autre, et, afin

de voir aboutir cet effort, dissiper, au moins en ce qui nous concerne tous deux, le grave malentendu que nous constatons.

Comme vous le savez, à l'exception d'un certain nombre d'Allemands d'origine, le peuple américain est pratiquement unanime à condamner l'Allemagne pour avoir provoqué la guerre et pour la conduire d'une manière barbare. De votre côté, vous-même et la foule de vos compatriotes, vous croyez que cette opinion défavorable résulte du fait que par des moyens malhonnêtes on a caché la vérité au public américain. Vous vous consolez en pensant que, lorsque toute la vérité sera connue, nous réviserons notre opinion ; nous constaterons alors, dites-vous, que l'Allemagne a agi selon le droit et qu'elle n'est pas responsable des crimes dont on la charge. Mais, comme vous êtes un homme de science et que vous aimez la recherche de la vérité quelle que soit la conclusion où elle vous mène, vous ne sauriez vous laisser tromper par cette pensée et cette espérance si elles reposent sur des prémisses fausses. Si donc vous désirez réellement connaître les conditions dans lesquelles s'est formée l'opinion de l'Amérique sur la conduite de l'Allemagne, je veux tenter de vous les décrire avec le même calme, avec la même attention scrupuleuse poussée jusqu'à la minutie que j'essaie, de toute ma volonté, d'apporter dans mes investigations scientifiques. Pour discuter ce sujet d'une importance vitale, je voudrais d'abord essayer de vous dépeindre l'opinion que les Américains avaient, avant la guerre, de l'Allemagne et des Allemands ; car c'est là le fond sur lequel se sont formé les opinions plus récentes. Ensuite je voudrais expliquer quelles sources d'information ont eues les Américains depuis le début de la guerre et comment cette information a produit une opinion défavorable à l'Allemagne : ce sera l'exposé des observations d'un homme qui a beaucoup lu et qui a examiné avec une vive curiosité les tendances de la pensée de son pays. Si cette analyse réussit à vous convaincre que l'opinion américaine n'est ni le reflet des mensonges anglais, ni l'émanation d'une presse vénale vendue à l'Angleterre, mais qu'elle se fonde sur des arguments beaucoup plus solides, ma lettre n'aura pas été écrite en vain. Si vous n'êtes pas convaincu, si vous préférez vous en tenir à

cette pensée consolante que, si l'Amérique connaissait la vérité, elle applaudirait aux actes de l'Allemagne, j'aurai au moins la satisfaction de me dire que j'ai tenté, en toute bonne foi, de vous rendre la courtoisie que vous m'avez faite en m'écrivant des lettres si pleines, et que je vous aurai exposé avec une égale ampleur la vérité telle que je la vois.

I

D'abord permettez-moi de vous peindre le fond de l'opinion publique à l'égard de l'Allemagne et des Allemands, telle que je l'ai observée avant la guerre. Comme le jugement d'un homme peut être affecté, en bien ou en mal, par ses propres expériences, il est équitable que je vous résume l'expérience personnelle que je possède des personnes nées en Allemagne ou de parents allemands. Parmi mes plus anciens souvenirs, je me rappelle une jeune fille allemande que je vis, tout enfant, dans notre maison ; c'est elle qui m'apprit à m'exprimer en allemand ; elle sut se faire aimer de moi comme un membre de ma propre famille. Au collège, l'un de mes deux professeurs favoris et l'un de mes meilleurs camarades étaient nés de parents allemands. Ces deux hommes sont encore pour moi des amis précieux ; tous deux, ils croient en la justice de la cause allemande. J'ai passé presque trois étés en Allemagne ; j'ai beaucoup d'amis allemands, en Amérique et en Europe. Les deux Européens, versés dans la même science que moi, pour lesquels j'ai la plus grande affection personnelle, sont des professeurs allemands de Berlin et de Leipzig. J'ai plus d'amis personnels dans l'armée allemande que dans les armées alliées. Ma sœur a épousé un professeur de descendance germanique et de sympathies germaniques. Certainement, si mes relations personnelles me donnent des préventions, elles doivent me prévenir en faveur des hommes et des choses d'Allemagne.

Autant que j'en puis juger, l'opinion américaine était, avant la guerre, en général très favorable à l'Allemagne et

aux Allemands. Certainement l'Amérique admirait les progrès remarquables faits par l'Allemagne en un court espace de quarante années. Nous devons beaucoup à vos universités, nous avons beaucoup profité de vos progrès économiques, nous avons admiré cette union de la recherche scientifique et de l'esprit pratique qui a valu à vos compatriotes tant de succès sur tant de domaines. La plupart des Allemands qui ont émigré en Amérique ont fait de bons citoyens ; nous les avons accueillis avec plaisir parce qu'ils comptent parmi les meilleurs des étrangers qui accourent vers nos rivages. La musique allemande et les musiciens allemands ne trouvent nulle part un accueil plus cordial qu'ici : personne ne leur marchande son admiration. Nous n'avons pas oublié les services héroïques de beaucoup d'Allemands qui donnèrent leur vie pour la défense de notre drapeau afin d'assurer les destinées de l'Union. L'amour des Allemands pour la famille, leurs sentiments d'honneur ont touché le cœur américain profondément. Beaucoup de mes connaissances admettent qu'elles n'entretiennent pas de relations aussi intimes, aussi affectueuses avec d'autres étrangers qu'avec leurs amis allemands.

Ces sentiments d'admiration et d'amitié ne nous ont pas aveuglés sur certains défauts du caractère allemand, pas plus que votre amitié pour nous ne vous a fermé les yeux sur nos défauts. Les mauvaises manières des Allemands sont proverbiales, non seulement parmi les Américains, mais encore dans le monde entier ; certains écrivains allemands, admettant que les Allemands, dans leur ensemble, sont des gens mal élevés, ont même voulu voir dans ce fait la cause qui soulève l'antagonisme du monde entier contre la conduite de l'Allemagne pendant la guerre. Je ne crois pas, du moins en ce qui concerne le sentiment américain, qu'il y ait beaucoup de vérité dans cette explication. Il est vrai que nous ne pouvons pas supporter le manque de respect dont témoigne la moitié des Allemands vis-à-vis des femmes ; que la situation de la femme en Allemagne nous paraît une anomalie dans une nation qui prétend être un type supérieur de civilisation ; que l'attitude présomptueuse des « intellectuels » allemands nous amuse ou nous dégoûte. Il est vrai que l'insolence de vos jeunes offi-

ciers qui nous coudoient sur les trottoirs de vos cités nous rend bien impatients de rencontrer ces individus en dehors des frontières allemandes, quelque part où un gouvernement militariste, jaloux de leur « honneur », ne serait plus là pour les protéger contre la râclée qu'ils méritent. Il est vrai aussi que, dans les congrès, les excursions et les banquets internationaux qui réunissent des hommes et des femmes de tous les pays, les Allemands ont conquis une peu enviable réputation pour leurs mauvaises manières, se poussant eux-mêmes aux meilleures places, s'entassant dans les trains avant les femmes, ignorants des égards dus aux hommes et aux femmes dont ils sont les compagnons ou les voisins. Nous reconnaissons franchement ces traits peu enviables de votre caractère national. Mais je doute que leur antipathie pour les manières allemandes ait influencé beaucoup d'Américains dans le jugement qu'ils portent sur la moralité allemande au cours de la guerre ; toutefois quelques-uns considèrent ce manque de bonnes manières comme le signe caractéristique d'une civilisation inférieure. Somme toute, nous étions portés à l'indulgence pour la grossièreté germanique, parce que nous la regardions, en partie comme l'effet du rapide développement matériel d'une nation jeune, en partie probablement comme le résultat d'un excès de tempérament agressif, développé par l'éducation militaire.

L'impartialité oblige aussi à dire que notre admiration pour les conquêtes allemandes dans le domaine de l'art, de la littérature et de la science ne nous a jamais conduits à reconnaître la supériorité que beaucoup d'Allemands revendiquent, au profit de leur pays, sur ce même domaine. Les Allemands ont tellement insisté, avec plus de patriotisme souvent que de bon goût, pour répéter et proclamer ces prétentions à l'étranger, qu'une partie du public a pu les croire. Mais la partie la plus intelligente et la plus réfléchie du peuple, habituée à critiquer ces prétentions par la comparaison exacte des produits des civilisations non teutoniques, a été incapable de trouver un fondement sérieux à cette prétendue supériorité. Les Américains intelligents et loyaux reconnaissent, sans hésiter, ce que le monde doit à l'art, à la littérature et à la science de l'Allemagne ; mais ils croient que, si l'on excepte peut-être

la musique, ces branches de l'activité humaine doivent bien davantage à l'Angleterre, à la France et aux autres nations. Dans le domaine de l'invention, nous apprécions pleinement l'habileté et les ressources que les Allemands ont déployées pour adapter des découvertes nouvelles à leurs propres besoins; mais nous ne pouvons nier que la plupart des découvertes qui ont joué un rôle vital dans le développement de la civilisation moderne ont été faites non en Allemagne, mais en d'autres pays.

En ce qui concerne l'administration municipale et les formes variées de la législation sociale, nous avons depuis longtemps rendu hommage aux grands progrès de votre pays. Mais si nous considérons, matière beaucoup plus importante, les relations de l'individu et du pouvoir central, nous avons toujours pensé, et nous croyons encore que l'Allemagne est affreusement réactionnaire. Pendant un demi-siècle, sous le régime d'un système d'éducation contrôlé par un gouvernement bureaucratique, vos professeurs ont enseigné une théorie de gouvernement que nous condamnons comme une erreur. Vos histoires, vos livres de philosophie, toute votre littérature glorifient « l'État ». Vous avez accepté cette dangereuse doctrine que l'individu existe pour servir l'État, oubliant que l'État n'est pas cet être mystique, divin que vous décrivez, mais bien un gouvernement dirigé par des êtres humains semblables à vous-mêmes, par des hommes dont la plupart ont probablement du bon sens, mais dont quelques-uns sont incompétents et d'autres franchement mauvais, comme c'est le cas pour tout gouvernement humain. Nous croyons que la seule excuse de l'existence de l'État est de servir l'individu, de créer un milieu qui assure la plus grande liberté et le plus haut développement à l'individu. Il ne nous a jamais paru honorable pour l'intelligence allemande de se contenter d'une théorie de gouvernement que la plupart des autres nations civilisées ont rejetée. Confondre, comme vous le faites, l'organisation avec la liberté nous a toujours semblé une erreur tragique, et jamais aussi tragique que maintenant ; car une petite coterie d'êtres humains, sujets aux mêmes erreurs et aux mêmes fautes que d'autres êtres humains, peut vous précipiter dans une guerre terrible avant que vous ne sachiez ce qui est arrivé ;

elle peut mettre en œuvre une censure rigoureuse afin de cacher les nouvelles qu'elle ne veut pas que vous connaissiez ; elle peut publier un *Livre Bleu* qui prétend exposer les causes de la guerre, mais qui omet des documents essentiels ; et alors la nation dont elle trompe la confiance consent à verser des flots de son sang dans la folle illusion qu'elle a été forcée à la guerre et qu'elle combat pour une noble cause. Combien pitoyable est la triste explication d'une intelligente femme allemande qui écrit dans une lettre récente adressée en Amérique : « Nous ne voyons, nous, les choses que comme le gouvernement juge que nous devons les voir. On nous a dit que cette guerre était purement défensive, qu'elle nous était imposée. Je commence à croire que cela peut ne pas être vrai, mais je garde l'espoir d'une issue favorable. »

Certainement, dans ce que vous m'avez écrit, vous êtes profondément sincère et honnête ; mais votre lettre fourmille de faits erronés, parce que vos informations émanent d'une presse censurée qui vous a trompé pour des raisons militaires et politiques. Comment une nation peut-elle connaître la vérité, penser clairement et agir droit, lorsque quelques hommes, appelés « l'État », peuvent vous entraîner aux aventures les plus graves de votre histoire sans vous avoir informés ou consultés et peuvent vous laisser dans l'ignorance de documents et d'agissements d'une importance capitale, afin de s'assurer votre entière approbation pour leurs dangereuses entreprises? Telle est l'idée qui a toujours conduit l'Amérique à dénoncer comme une erreur la vieille théorie du « droit divin des rois », depuis longtemps imposée au peuple allemand sous la forme plus subtile et, partant, plus dangereuse du « droit divin de l'État ». Notre conviction qu'un gouvernement comme le vôtre est réactionnaire et incompatible avec la vraie liberté, qu'il ravale et pervertit l'intelligence de ses sujets, se trouve encore amplement confirmée par l'observation prolongée de ce qui se passe chez vous, et particulièrement par ce fait incontestable que des millions de vos meilleurs fils, y compris des hommes remarquables par l'intelligence et la fortune, ont abandonné l'Allemagne pour venir chercher la vraie liberté d'intelligence et d'action en Amérique, refusant leur fidélité à la patrie pour devenir

citoyens ici. Quelques-uns d'entre eux aiment encore les scènes de leur enfance, mais bien peu consentiraient à retourner vivre sous un gouvernement comme celui de l'Allemagne.

Je résume ce que je viens de dire. Avant la guerre, les Américains admiraient les remarquables progrès réalisés par l'Allemagne, au cours des dernières années, dans le domaine économique et commercial ; ils tenaient en haute estime vos universités ; ils aimaient votre musique ; ils avaient des sentiments cordiaux pour les millions de Germains qui étaient venus vivre parmi nous et partager les avantages de nos institutions libres. Nous regrettions le règne des mauvaises manières parmi les Allemands, mais nous excusions ce travers ; nous n'hésitions pas à reconnaître que quelques Allemands sont des gentlemen délicats d'une culture parfaite, la plupart d'entre eux ayant des traits de caractère que nous admirions.

Nous reconnaissions l'immense valeur de la contribution fournie par l'Allemagne à l'art, à la littérature et à la science, mais nous ne considérions pas cette contribution comme égale à celle d'autres nations. Jamais nous n'avons regardé la culture allemande comme supérieure, mais plutôt comme inférieure à celle de certains autres pays ; les bruyantes prétentions des Allemands à cette supériorité nous apparaissaient comme un trait d'égoïsme et comme un point faible du caractère allemand. Pour la forme de votre gouvernement, pour la philosophie de l'histoire enseignée dans vos universités, nous n'avons jamais eu ni admiration, ni respect ; toutes deux nous semblaient indignes d'un peuple intelligent et civilisé et propres à amener sûrement un désastre. Vos préparatifs militaires, évidents pour tous les voyageurs qui traversaient votre pays, nous avaient inspiré depuis longtemps de la défiance pour votre gouvernement et nous faisaient considérer votre pays comme une menace pour la paix du monde. En un mot, nous admirions et nous aimions votre nation, quoique nous ne la considérions pas comme parfaite, ni même comme supérieure à une autre ; mais nous désapprouvions votre gouvernement réactionnaire et militariste, et nous nous défiions de lui.

II

Telle était notre attitude lorsque la guerre éclata sur le monde. Depuis ce moment quels moyens le peuple américain a-t-il eus de se faire une opinion intelligente de ce qui était faux et de ce qui était vrai? Quelles sources d'information se sont ouvertes à nous, quels moyens d'atteindre les faits? Avons-nous été noyés sous le flot des mensonges anglais, comme plusieurs de vos professeurs me l'ont écrit? Avons-nous mis toute notre confiance en des journaux corrompus et partiaux, comme vous laissez entendre que c'est notre habitude? Avons-nous été dépendants d'une presse achetée par l'or anglais, comme l'affirme continuellement la presse allemande?

En premier lieu, nous avons appuyé en partie notre conviction sur notre connaissance préalable du gouvernement allemand et du peuple allemand. Les centaines d'Américains qui ont étudié dans vos universités, les milliers qui ont visité votre pays, les millions qui vivent ici en contact intime avec des Allemands, tous se font une assez bonne idée de l'état d'esprit allemand, de l'idéal moral de la nation allemande, des vertus et des défauts des Allemands. Naturellement les Américains ont utilisé cette source d'information pour conclure à la véracité ou à la fausseté des accusations lancées contre l'Allemagne. Je me suis entretenu avec plusieurs de nos professeurs américains au moment même où ils débarquaient à New-York, tout frais encore d'un été passé en Allemagne, mais brusquement interrompu par l'explosion de la guerre ; ils arrivaient directement de votre pays, aussi complètement informés du point de vue allemand relativement à la déclaration de guerre que pouvait l'être n'importe lequel de vos compatriotes. Beaucoup d'Américains qui ont passé des mois et même des années sur le sol allemand et qui connaissent intimement le pays et les gens, nous ont parfaitement bien renseignés sur les aspirations allemandes et sur les méthodes de la pensée allemande.

Il est vrai que, depuis le commencement de la guerre, beaucoup de nos nouvelles nous sont arrivées par les câbles que contrôlent les Alliés ; mais les Américains ont beaucoup trop de bon sens pour accepter de tels renseignements comme définitifs. Des nouvelles de source tendancieuse sont toujours accueillies avec réserve ; on ne les admet en toute confiance que lorsqu'elles sont confirmées par des sources indépendantes. Bien mieux, les Américains n'ont jamais manqué d'informations allemandes de première main. Des radiotélégrammes, envoyés directement de Berlin à plusieurs stations américaines, nous ont donné de précieux moyens pour contrôler les renseignements des câbles. Les journaux allemands nous parviennent régulièrement ; on les cite continuellement et longuement. L'Allemagne nous a envoyé des agents spéciaux pour nous donner, sur chaque événement, sa propre manière de voir. Les discours et les écrits de ces agents ont été publiés, à plusieurs reprises et tout au long, dans la plupart des journaux de notre pays, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique. Les correspondants américains en Allemagne et dans la zone des armées nous ont dit, autant que votre censure l'a permis, ce qu'ils ont vu de l'Allemagne et de l'armée allemande. Beaucoup d'Américains, revenus d'Allemagne durant la guerre, ont publié leurs observations et leurs impressions. Plusieurs d'entre eux ont vu votre armée à l'œuvre et souffert de son inhumanité ; ils ont été soumis, par les fonctionnaires civils de votre gouvernement, à des outrages et à des indignités. D'autres, reçus à table et honorés comme des hôtes notables, ont eu d'extraordinaires facilités pour voir ce que vos autorités voulaient qu'ils vissent. Tous ont rapporté des témoignages de première main sur la conduite de la nation allemande en guerre. Vos professeurs d'universités et d'autres de vos éminents compatriotes nous ont écrit des lettres publiques et privées sans nombre, présentant les arguments de l'Allemagne sous toutes les formes imaginables. Votre ambassadeur et d'autres fonctionnaires de votre gouvernement se sont toujours empressés d'offrir au public américain une information de première main. Des milliers de vos réservistes, retenus par l'insécurité des mers, restent dans le pays pour y parler et y écrire au profit de leur patrie.

Ajoutez encore que la cause de l'Allemagne a trouvé de vigoureux champions dans les nombreux Allemands et Germano-Américains qui habitent depuis longtemps l'Amérique. Münsterberg et d'autres ont publié de nombreux articles et livres en faveur de l'Allemagne. Tout ce qu'on peut imaginer comme justification de l'Allemagne a été propagé et exalté à l'étranger par la presse germano-américaine ; avec cet amour du « fair-play » que le monde entier nous reconnaît, les journaux mêmes qui croient l'Allemagne responsable de la guerre et de ses pires horreurs ont imprimé des volumes de documents pro-germains, afin que la vérité tout entière pût être connue par une libre et complète discussion des deux points de vue. J'ai lu de nombreux articles pro-germains dans le *Times*, le *Sun*, l'*Outlook* et dans d'autres journaux et revues hostiles à la politique allemande, articles de Münsterberg, de Kuno Franke, de von Bernstorff, de Dernburg et d'autres champions dévoués de l'Allemagne. Les colonnes de nos journaux sont libéralement ouvertes à tous les défenseurs autorisés de la cause allemande, quelle que soit la ligne politique de ces journaux. Jamais personne n'a pu plus complètement, plus librement se défendre que les amis de l'Allemagne : ils ont pu imprimer pour le public américain toutes les justifications possibles des actes de l'Allemagne. Seule la plus grossière ignorance de ce qui se passe chez nous pourrait amener un homme de foi à affirmer que la vérité au sujet de l'Allemagne a été dissimulée aux yeux des Américains. Votre lettre ne contenait aucun fait, aucun argument qui n'eût été déjà imprimé et réimprimé dans les journaux, d'un bout à l'autre de l'Amérique, par des champions variés de la cause allemande. Les documents officiels publiés par l'Allemagne pour défendre son attitude au début de la guerre, les atrocités qu'elle reproche à ses ennemis, les preuves présumées de la fausseté des atrocités dont ils l'accusent, tout a été publié en entier, à profusion, quoique vous paraissiez l'ignorer.

Mais il y a plus. En outre de la publicité légitime faite en faveur de l'Allemagne, on a vu s'abattre sur le public américain la plus stupéfiante propagande dont le monde ait jamais été le témoin. Des millions de dollars ont été dépensés par des agents allemands dans une campagne colossale destinée à

façonner l'opinion publique. L'Amérique a été littéralement submergée par une avalanche de feuilles, de brochures, de livres, d'articles, d'annonces, le tout subventionné par ces propagandistes. De l'argent a été gaspillé sous toutes les formes imaginables pour en appeler au sentiment américain contre les Alliés et en faveur des Allemands. On a partout sollicité, pour cette propagande, des contributions en argent : l'un de nos collègues de Columbia University figure parmi les porteurs de nom allemand qui ont refusé, dans des lettres rendues publiques, de soutenir cette campagne d'argent, montée par des agents allemands. Des grèves ont été organisées dans nos usines, des journaux payés, des orateurs ouvriers employés pour fomenter des troubles, le tout avec de l'argent d'origine allemande. L'ambassadeur Dumba a été forcé de quitter le pays parce que des lettres secrètes de lui, qu'on avait saisies, ont révélé des complots pour organiser des grèves dans nos usines de munitions, pour acheter des orateurs chargés d'exciter le mécontentement des ouvriers et pour payer les journaux qui soutiendraient la propagande allemande. Pour toutes ces démarches, le gouvernement autrichien fournissait les fonds nécessaires. Des espions allemands, maintenant emprisonnés, ont avoué qu'ils avaient été envoyés ici par de hautes autorités d'Allemagne et pourvus de grandes sommes d'argent pour incendier les usines américaines et provoquer secrètement des complots contre notre neutralité. Des fonctionnaires allemands, résidant chez nous, ont reconnu qu'ils consacraient des millions de dollars en d'illégales manœuvres entreprises en violation de nos lois avec l'insolent mépris de toute courtoisie diplomatique internationale. Nos tribunaux viennent de juger et de condamner à dix-huit mois de travaux forcés trois hauts fonctionnaires allemands de la Compagnie Hamburg-Amerika, pour avoir prémédité, en violation de nos lois, d'aider des navires de guerre allemands ; ces fonctionnaires ont avoué avoir dépensé près de deux millions de dollars d'or allemand dans cette besogne illégale. Nos agents de police estiment que les autorités allemandes ont dépensé vingt-sept millions de dollars, en Amérique seulement, pour nous tourner contre les Alliés, pour exciter des troubles contre nous dans les milieux ouvriers et pour fomenter au

Mexique une révolution qui nous embarrasserait. Notre gouvernement a demandé que les attachés militaire et naval d'Allemagne fussent rappelés à cause de leurs insolentes violations de notre neutralité : leur propagande s'ingéniait, par l'emploi d'immenses sommes d'or allemand, à nous tourner contre l'Angleterre et en faveur de l'Allemagne.

Pour une brochure, une feuille ou un article que j'ai reçus d'organisations anglaises, françaises, russes et italiennes, des organisations allemandes m'en ont fait tenir plusieurs douzaines. Je ne reçois guère plus d'une circulaire par mois des pays alliés ; pas une semaine ne se passe sans que j'en aie plusi urs provenant de source allemande. L'Amérique a été inondée par la littérature de la propagande allemande ; il en est toujours venu très peu des autres pays. Des pages pleines de réclame, payées par des agents allemands, ont paru à plusieurs reprises dans des journaux américains, vantant le mérite de la cause allemande ; je n'en ai jamais vu une en faveur des Alliés. Dans toute la ville de New-York, avant que je ne partisse en vacances, on pouvait voir, sur les panneaux de publicité, de gigantesques affiches, posées par une société progermaine, pressant le peuple de demander au président Wilson d'arrêter l'exportation des armes vers les pays ennemis de l'Allemagne ; je n'ai jamais vu aucune affiche d'aucune sorte posée par les amis des Alliés. Et, de fait, l'Amérique a été si littéralement inondée par la propagande allemande, par les réclames allemandes, par les sollicitations d'argent destiné à la propagande proallemande, que le pays tout entier en a eu la nausée et qu'il a exigé du gouvernement l'expulsion de quelques-uns de vos agents, ceux dont la propagande parmi nous était le plus choquante. C'est l'or allemand et non l'or anglais qu'on a prodigué pour influencer l'opinion américaine. Notre gouvernement a dû organiser toute une police spéciale pour découvrir et faire échouer de nombreux complots où l'or allemand et autrichien avait été dépensé sans compter afin d'agir sur l'opinion et sur la conduite de l'Amérique ; des autres pays neutres, il nous arrive en abondance des preuves que la même propagande stupéfiante, en vue d'orienter les opinions et les actes en faveur de l'Allemagne, a été menée partout avec une audace et une prodigalité qui ont étonné le monde.

En face de faits semblables, les clameurs allemandes contre « l'or anglais » ont paru sans sincérité et tout simplement ridicules.

En dernier lieu, l'opinion américaine s'est fondée, beaucoup plus que sur d'autres bases, sur les communications officielles de l'Allemagne directement adressées à notre Gouvernement, sur certains actes reconnus par l'Allemagne, sur la nature des justifications et des excuses alléguées par le gouvernement allemand pour atténuer ces actes. Vous ne devez pas oublier que toutes les longues notes, adressées par votre gouvernement aux Américains, ont été publiées *in extenso* dans tous les journaux américains. Vos clameurs contre l'or anglais, contre les câblogrammes altérés par les Anglais, contre les journaux corrompus n'ont plus aucune raison d'être en présence de la correspondance diplomatique parvenue directement ici à votre ambassadeur. Cette correspondance officielle, authentique, nous a donné la notion exacte de l'idéal de moralité et d'humanité qui règle la conduite actuelle du gouvernement allemand. Notre opinion sur l'Allemagne a été profondément influencée par ces documents officiels.

L'Allemagne a commis certains actes que votre gouvernement a reconnus lui-même. Une nation, comme un homme, se juge d'après ses actes. Les excuses une fois faites et les explications données, les actes restent. Les Américains ont lu les excuses et les explications entièrement et à plusieurs reprises ; ces excuses et ces explications étant présentes à leur esprit, ils se sont fait une opinion sur la puissance qui porte la responsabilité des actes. Ni l'or anglais, ni les dépêches sophistiquées n'ont rien à faire dans cette opinion. Ce sont les faits eux-mêmes qui, par leur puissance souveraine, ont formé l'opinion américaine sur l'Allemagne.

L'Allemagne défend les actes nombreux qui l'ont couverte du mépris et de l'opprobre du monde civilisé tout entier. Comme vous le savez, l'un des meilleurs critères de la morale d'un homme, c'est la nature de défense qu'il choisit pour ses actes. Les Américains ont lu avec soin toutes les défenses apportées par votre chancelier, par votre ministre des Affaires Étrangères, par votre sous-secrétaire des Affaires Étrangères, par les porte-parole officiels que vous avez envoyés ici et

par votre ambassadeur ; avec les notes envoyées officiellement et directement à notre gouvernement par le vôtre, nous nous sommes fait une opinion de l'idéal moral du gouvernement qui donne et approuve de telles justifications.

Vous êtes obligés, je crois, d'admettre en toute sincérité, en toute franchise, que le public américain a pu disposer de nombreuses sources d'information pour se former une opinion au sujet de l'Allemagne. Avec une presse libre, avec une diplomatie au grand jour, avec une nombreuse population allemande absolument libre de toute censure et de toute gêne, avec un gouvernement qui n'a pas besoin de supprimer des faits pour des raisons militaires ou politiques, nous sommes, beaucoup mieux que le peuple allemand lui-même, en situation de connaître toute la vérité sur l'Allemagne.

III

Je viens de donner un aperçu des nombreuses sources d'information qui ont permis aux Américains de fonder leur opinion, relativement à l'Allemagne et à sa conduite durant la guerre. Je voudrais maintenant exposer ce qu'ils pensent des grands événements qui se sont déroulés. Je ne me propose pas d'expliquer cette opinion, ni de la critiquer, ni de la défendre. Je ne veux pas non plus vous donner mon opinion personnelle sur plusieurs points : elle est de faible conséquence quand il s'agit de l'attitude d'une nation entière. Si vous le désirez, je serai heureux de vous dire, en quelque autre occasion, combien ma propre opinion diffère de l'opinion collective de mon pays et en quoi elle diffère. Pour l'instant, mon but est seulement de vous traduire l'état d'esprit actuel des Américains ou, du moins, de leur grande majorité : car j'en excepte un nombre important de gens nés en Allemagne et un petit nombre de gens nés en Amérique (en général, ceux qui, par leur mariage ou par d'autres relations, ont des liens avec l'Allemagne). En tout cas, plus de 90 p. 100 de notre

population peut être considérée comme représentant l'opinion que je qualifie d'américaine.

En premier lieu, les Américains font généralement une distinction entre le gouvernement allemand et le peuple allemand. Ils comprennent que certains traits de votre gouvernement prussifié n'ont jamais eu la faveur des Bavarois, des Saxons et d'autres éléments de la population allemande. Je ne veux pas dire que les Américains pensent qu'une partie de l'Allemagne manquerait de loyalisme à l'égard de son gouvernement. Au contraire, ils croient que le peuple allemand soutient avec dévotion ce gouvernement et défend ses actes, et que, par conséquent, il est, dans son ensemble, responsable de tous les actes que commet le gouvernement. Mais les Américains reconnaissent la réalité de la direction prussienne dans la politique de votre pays. Ils ne croient pas que le peuple allemand voulait la guerre, mais ils croient que le gouvernement militariste, sous la direction prussienne, a voulu la guerre, l'a préparée pendant des années avec infiniment d'habileté et de maîtrise et qu'il l'a déclarée lorsqu'il a cru que l'occasion était bonne.

Les Américains ne doutent pas que l'insolent ultimatum à la Serbie ait été lancé dans le dessein de provoquer la guerre ; ils croient que l'Autriche n'aurait jamais osé l'envoyer si le gouvernement allemand ne l'avait pas assurée d'avance qu'elle aurait « les mains libres » ; au reste, votre gouvernement l'a reconnu officiellement. Comme l'Autriche a refusé jusqu'à présent de rendre publics les témoignages sur lesquels elle basait ses accusations contre la Serbie, comme elle a établi ces griefs après une procédure secrète où les accusés n'étaient pas représentés, elle a révolté non seulement l'Amérique, mais le monde entier ; elle a convaincu le monde que l'Autriche et l'Allemagne avaient plus de torts que la Serbie.

Les Américains ont scrupuleusement étudié les documents officiels publiés par les différents gouvernements sur l'origine de la guerre : ils ont eu l'avantage de voir ceux de chaque source. Les documents officiels publiés par l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Autriche et les autres gouvernements ont été imprimés *in extenso* sous forme de brochures ; toute la nation les a médités avidement. Dans sa passion de con-

naître la vérité, le peuple en a épuisé les éditions les unes après les autres. En Allemagne, il n'y a pas eu pareil empressement à connaître la vérité par l'examen et la critique des sources officielles d'information : des Allemands éminents ont constaté avec regret que beaucoup trop de leurs compatriotes se contentaient d'accepter les affirmations de leur gouvernement comme l'expression de la vérité et n'essayaient pas d'y appliquer leur propre intelligence. Aux yeux des Américains, il est prouvé par les documents officiels et par les aveux mêmes de votre gouvernement au cours de son plaidoyer, que le gouvernement allemand a imposé la guerre afin de satisfaire les ambitions du parti militaire, qui depuis longtemps tenait le pouvoir. Si vous pouviez lire certains documents que votre gouvernement ne vous permet pas de lire maintenant, vous pourriez décider impartialement si les Américains et les autres neutres ont eu tort ou raison en affirmant que l'Allemagne est responsable de la guerre. Tant que vous ne le pourrez pas, vous aurez la conviction que le jugement du monde est une injustice terrible à l'égard de votre pays. Car le gouvernement qui a provoqué la guerre ne va pas permettre à ses sujets de lire des choses qui ébranleraient leur confiance en lui et qui affaibliraient leur force de résistance au cours de la guerre.

Si vraiment l'Allemagne avait exercé une influence modératrice à Vienne et cherché à éviter la guerre, les documents échangés entre Berlin et Vienne en feraient foi, s'ils étaient publiés. L'Allemagne a toute raison de publier ces documents et de prouver sa sincérité, si vraiment elle a essayé d'empêcher la guerre. D'un autre côté, l'Allemagne et l'Autriche ont toute raison de les tenir secrets si elles ont, de concert, prémédité la guerre. Elles les ont tenus secrets ; le public ne connaît pas un mot de cette correspondance essentielle entre les deux capitales. Même votre peuple ignore complètement quelles conversations eurent lieu durant les journées critiques qui ont précédé les déclarations de guerre. Vous ne savez qu'une chose, le monde ne sait qu'une chose, c'est que l'Allemagne a donné la vague assurance « qu'elle exerçait une influence modératrice à Vienne ». Vous ne pouvez guère vous attendre à ce que le monde ajoute foi à pareille généralité, alors qu'on ne montre pas les documents qui devraient témoigner de sa véracité

ou de sa fausseté. Pourquoi ne les montre-t-on pas? Les Américains, tout comme le reste du monde, sont convaincus que votre gouvernement n'ose pas les publier, parce qu'ils prouvent la culpabilité de l'Allemagne d'une manière beaucoup plus décisive que les aveux contenus dans les documents déjà publiés.

Voici quelle est l'opinion presque universelle en Amérique et dans les pays neutres. Les prétextes variés et les moyens évasifs par lesquels Berlin a rejeté tout essai de médiation et d'arbitrage, ainsi que tout autre programme qui tendait à une solution pacifique de la crise, l'aveu fait par Berlin qu'il laissait les mains libres à l'Autriche, l'ignorance où le public est tenu de la correspondance échangée entre Berlin et Vienne, tout se réunit pour convaincre un homme impartial et droit que le gouvernement de Berlin est, dès le principe, responsable de la guerre. En publiant pendant des années une volumineuse littérature de guerre, en apprenant à son peuple à penser et à vivre en contact avec la guerre, en préparant d'énormes réserves de matériel de guerre, alors que notoirement les pays alliés n'étaient pas prêts et se trouvaient incapables de parer les premiers coups d'une attaque brusquée et, à plus forte raison, d'entreprendre une campagne offensive, l'Allemagne a donné cours à cette grave présomption que c'est elle qui a voulu la guerre et non les Alliés. La correspondance officielle des jours qui ont précédé la guerre est pleine de suggestions pour un arbitrage, pour une médiation et pour d'autres démarches en vue de la paix : tout émane des pays alliés. Les Américains ont cherché en vain un seul projet de solution pacifique émanant de l'Allemagne. Au contraire, votre propre version des négociations ne montre qu'un refus persistant, par Berlin, de toute proposition pacifique et une volonté opiniâtre de soutenir Vienne dans son attaque contre la Serbie. Cette attaque, succédant au vol de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche sous la protection de l'Allemagne, ne pouvait pas être approuvée par le monde civilisé ; elle devait amener la guerre.

Lorsque la Serbie, pressée par les Alliés de faire toutes les concessions possibles pour prévenir la guerre, accepta huit sur dix des demandes humiliantes de l'Autriche et consentit à soumettre à l'arbitrage les deux qui impliquaient le sacrifice

de sa souveraineté nationale, il devint évident au monde que les Alliés ne voulaient pas la guerre et qu'ils étaient résignés à de grandes humiliations pour l'empêcher. Aux yeux des Américains, un homme impartial et doué de bon sens ne peut pas honnêtement croire que des nations, désireuses de provoquer l'Allemagne, aient conseillé à leur protégée de faire une humiliante capitulation devant des exigences insolentes et injustes. S'il était vrai que les Alliés eussent voulu imposer la guerre à l'Allemagne, ils auraient conseillé à la Serbie de résister et non de céder. Quand l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, eut déclaré la guerre à la Serbie, quoique celle-ci eût cédé entièrement sur huit points et consenti à un arbitrage sur les deux autres, personne ne douta plus hors d'Allemagne et d'Autriche que l'Allemagne imposait la guerre, afin de compléter les agrandissements territoriaux qu'elle considérait depuis longtemps comme sa destinée naturelle.

La culpabilité de l'Allemagne est reconnue non seulement par l'Amérique et par d'autres pays neutres, mais encore par des centaines de milliers d'Allemands qui, habitant des pays neutres, peuvent connaître plus de vérité qu'il n'est possible d'en savoir dans les pays belligérants. Des Allemands qui étaient en Allemagne quand la guerre éclata, mais qui sont depuis lors venus en Amérique, m'ont dit, à moi personnellement, que, depuis qu'ils connaissent toute la vérité, ils ne doutent plus de la responsabilité de l'Allemagne dans la catastrophe. Des Allemands qui ont quitté l'Amérique pour combattre dans les rangs de leur armée, m'ont avoué, dans des conversations privées, que, à leur connaissance, l'Allemagne avait voulu la guerre et que l'empereur et le parti militaire prussien étaient seuls à blâmer. Je connais des Allemands qui soutiennent généreusement la cause des Alliés, parce qu'ils croient que la défaite du prussianisme est essentielle pour l'Allemagne civilisée. Votre rigoureuse censure elle-même ne nous a pas empêchés de recevoir des lettres d'Allemands qui reconnaissent incertaine l'affirmation allemande selon laquelle les Alliés auraient voulu la guerre. Un grand nombre de penseurs indépendants d'Allemagne ont sagement reconnu cette élémentaire vérité qu'un gouvernement n'avoue jamais qu'il est responsable d'une guerre ; par conséquent, l'affirma-

tion de votre gouvernement qu'il n'aurait pas déclenché la guerre, n'a pas de poids tant que le public allemand ignore la vérité, tant qu'il n'aura pas les moyens de se faire une opinion intelligente comme le doivent des hommes, au lieu d'accepter de pures affirmations et des témoignages partiaux comme le font des enfants. Aujourd'hui vous croyez en l'innocence du militarisme prussien, mais bien peu de gens, dans le reste du monde, doutent de sa culpabilité. Demain, quand la guerre sera finie et que vous pourrez jeter du dehors un coup d'œil sur toute la question, vous aurez chance de vous former un jugement raisonné sur la question de savoir à quelle nation l'histoire doit désormais attribuer la responsabilité de ce crime effroyable contre l'humanité.

La violation de la neutralité belge a profondément ému les Américains, comme le reste du monde civilisé ; elle a tourné contre l'Allemagne la masse du sentiment populaire avec plus de violence que jamais. Quant à l'excuse tardive de votre gouvernement selon laquelle la Belgique était déjà violée par les Alliés, les Américains sont pratiquement unanimes à la considérer comme un maladroit subterfuge, inventé pour détourner de l'Allemagne l'orage terrible d'une réprobation universelle contre le martyre d'un peuple innocent. Rien de ce que pourra jamais dire ou écrire un Allemand n'effacera de la mémoire des hommes ce fait incontestable que votre chancelier a officiellement avoué ce crime de votre pays. « Le mal — je parle franchement, messieurs — le mal que nous avons fait à la Belgique, nous le réparerons quand nous aurons atteint notre but militaire. » En prononçant ces mots, votre chancelier a énoncé étourdiment une vérité qui a fait taire pour toujours les apologistes de votre crime. L'opinion américaine considère comme déshonorant et futile le grief que des soldats français auraient violé le territoire belge et que des aviateurs français l'auraient survolé. Il est de même inutile de tenter une défense de l'Allemagne à l'aide de documents découverts en Belgique, puisque votre chancelier a officiellement avoué la culpabilité de l'Allemagne. Pour les Américains, il n'est pas douteux que, s'appuyant sur les faits connus de la cause et sur l'aveu de votre chancelier, l'histoire rendra l'Allemagne à jamais responsable de son brutal mépris des traités et lui reprochera cet

attentat sanguinaire contre une petite nation innocente, comme l'un des plus terribles crimes qui aient jamais été commis par une nation qui prétend à un rang élevé parmi les pays civilisés.

Quant à l'argument que les « nécessités militaires » justifiaient la destruction de gens innocents, que l'invasion de la Belgique était nécessaire comme une mesure « défensive », les Américains le considèrent comme une preuve flagrante de la barbarie foncière du gouvernement allemand. Un homme qui frapperait une jeune fille innocente afin d'atteindre un autre homme, serait condamné comme la pire des brutes. Un gouvernement qui massacre brutalement un peuple innocent et pacifique afin d'atteindre un gouvernement ennemi, est considéré par tous les Américains comme le pire des barbares. Aucun gouvernement vraiment civilisé ne serait assez brutalement égoïste pour se protéger lui-même en infligeant les horreurs d'une guerre monstrueuse à un peuple inoffensif et sans défense.

Vous déplacez la question des atrocités en me demandant si les Américains croient que les Allemands, tels que je les connais, seraient capables de si abominables forfaits. Il est facile de vous répondre. Les Américains imaginent bien que beaucoup d'Allemands préféreraient mourir plutôt que de commettre une cruauté. Mais ils savent, comme le reste du monde, que votre gouvernement militariste, sous le prétexte de nécessités militaires, peut commettre les crimes les plus brutaux et les plus barbares. L'histoire montre qu'un gouvernement militariste étouffe les instincts les plus délicats de la nation qui le soutient. Beaucoup d'Allemands ont lutté pour renverser la clique militariste en Allemagne : plusieurs d'entre eux sont les âmes les plus nobles et les plus charmantes qu'il m'ait été donné de connaître. Mais d'autres ont exalté l'idée de la guerre et le militarisme. Tandis que je séjournais dans la maison d'un officier allemand, j'ai été le témoin d'actes brutaux et cruels qui, j'en suis convaincu, seraient impossibles dans un autre pays civilisé, parmi des gens de même éducation et de même intelligence. Malheureusement, les Américains ne voient pas le moyen de douter des tendances barbares de l'armée allemande. Au cours de l'affaire de Saverne, plusieurs de vos meilleurs citoyens se sont révoltés contre la brutalité militaire ; mais la

punition des officiers coupables fut annulée par votre gouvernement militariste. Dans la guerre actuelle, ce même gouvernement a avoué et justifié d'incroyables atrocités sous le prétexte de « nécessités militaires ». Les Américains ne croient pas aux mensonges colportés par les commères ; mais quand votre livre d'instructions, rédigé à l'usage des officiers, répudie expressément toutes les sauvegardes admises en temps de guerre par les peuples civilisés, en invoquant des « exceptions » aux lois de la guerre, les Américains n'hésitent pas à conclure que votre gouvernement est plus barbare que celui de toute autre nation qui se croit civilisée : car les autres pays ne reconnaissent pas aux armées le droit de faire de telles exceptions. En essayant de se défendre contre l'orage de la désapprobation universelle, votre gouvernement a avoué et justifié le meurtre d'otages innocents comme une « nécessité militaire » : aucun autre pays civilisé ne fait cela, et les Américains considèrent que le gouvernement allemand est brutal et barbare en permettant ces actes profondément inhumains. Des soldats américains ont été tués à la Vera-Cruz par des francs-tireurs ; mais notre gouvernement aurait pendu tout officier américain qui, par représailles, aurait ordonné le meurtre d'otages innocents. Votre gouvernement justifie et excuse de tels actes : les Américains ont donc été obligés de conclure que votre gouvernement est moins civilisé que les gouvernements de l'Amérique, de la France et de l'Angleterre qui interdisent une conduite aussi brutale.

Votre gouvernement a fait exécuter une femme d'un noble caractère et il défend cet acte comme parfaitement légal et comme une « nécessité militaire ». Les Américains admettent volontiers que miss Cavell était coupable de tout ce qu'on lui a reproché. Mais, durant notre guerre civile, nous avons arrêté des centaines de femmes qui avaient commis des crimes beaucoup plus graves, avouant qu'elles étaient des espionnes aux gages des rebelles et qu'elles compromettaient la sécurité des armées fédérales. Pas une de ces femmes n'a été exécutée, parce que les Américains d'il y a cinquante ans étaient trop civilisés pour commettre un acte aussi barbare. L'Angleterre a refusé d'exécuter aucune des espionnes allemandes qu'elle a arrêtées pour le même délit. Le monde entier s'est soulevé

d'horreur lorsque le gouvernement allemand, en observant des formes légales, a commis contre la femme et l'humanité un crime qui, pendant des siècles, fera rougir de honte les Allemands toutes les fois que sera prononcé le nom de miss Cavell. Les Anglais rougissent au souvenir de Jeffreys, mais aucun Anglais ne défend jamais cet infernal égorgeur de femmes. Les Américains rougissent au souvenir de Mrs Surrat, mais peu d'entre eux défendent son exécution. Le fait que les Allemands ont osé justifier la mort atroce de miss Cavell conduit beaucoup d'Américains à conclure que l'influence abrutissante du militarisme a rendu la masse du peuple allemand moins humaine que les peuples des autres pays, puisqu'ils justifient ce que les autres peuples condamnent.

Votre gouvernement a fait bombarder sur les côtes des villes ouvertes dont certains Américains savent, pour l'avoir constaté eux-mêmes avant la guerre et pendant le bombardement, qu'elles n'étaient pas défendues. Des mères et des bébés furent mis en lambeaux, mais aucun dommage militaire n'a été fait dans la plupart des cas. Des douzaines de vieillards sans défense, des femmes et des enfants ont été tués pour un soldat atteint. On peut dire la même chose de vos raids de zeppelins. Les Américains croient que ces actes ont été commis pour soulever l'enthousiasme de la populace allemande. Ils croient que ces actes sont un défi aux règles de la guerre entre nations civilisées, qu'ils sont profondément brutaux et barbares et qu'une nation qui approuve et applaudit ces massacres insensés est moins civilisée que les autres nations modernes. Le gouvernement britannique a fermement refusé de céder aux protestations de ceux de ses citoyens qui réclamaient des représailles contre les villes ouvertes de l'Allemagne : les Américains honorent ce respect des lois de la guerre entre nations civilisées et regrettent que, même occasionnellement, la France ait cédé à la provocation en dirigeant des raids de représailles contre Fribourg. Le fait que l'Allemagne ait commencé le meurtre des bébés et des femmes en dépit des lois de la guerre et qu'elle l'ait continué par de fréquents raids de navires, de zeppelins et d'aéroplanes, alors que les Alliés ont attaqué très rarement des villes ouvertes et seulement par représailles contre des attentats barbares de l'Allemagne, a

valu à l'Allemagne la condamnation et aux Alliés les éloges du monde civilisé.

L'attentat de la *Lusitania* a ôté de l'esprit des Américains toute espèce de doute sur la barbarie foncière du gouvernement allemand. Aucun autre gouvernement, se vantant d'être civilisé, n'a jamais révolté le monde entier par un crime aussi dégoûtant contre l'humanité. Il est absolument inconcevable que la nation américaine puisse jamais descendre assez bas dans l'échelle de l'humanité pour ordonner la destruction délibérée d'un navire anglais portant des centaines de femmes et d'enfants allemands innocents; mais si pareille chose se pouvait concevoir, vous ne trouveriez pas dans la marine américaine un officier capable d'obéir à cet ordre inhumain. Les Américains croient que jamais les gouvernements français et anglais ne déshonoreraient leur pays par un acte aussi barbare. Je suis étonné et indigné qu'un homme de votre situation et de votre intelligence puisse trouver dans son cœur des raisons pour défendre un acte qui a pour toujours souillé le nom et l'honneur de votre pays.

J'ai lu avec stupéfaction que vous affirmiez que la *Lusitania* était armée, qu'elle portait des munitions en violation des lois américaines et que nos fonctionnaires l'avaient inspectée superficiellement. Votre gouvernement lui-même a abandonné la fausse accusation que la *Lusitania* portait des canons; il renonce à cette réclamation ridicule; les réservistes allemands qui prétendaient avoir vu le canon ont avoué qu'ils avaient menti; ils font un séjour en prison pour parjure. Vous ne connaissez pas les lois de navigation américaines qui autorisent expressément le transport de certains types de munitions sur des bateaux de voyageurs; et vous ignorez naturellement à quelle inspection le navire a été soumis à New-York, puisque vous étiez en Allemagne à ce moment-là. Vos affirmations proviennent entièrement des documents falsifiés que vous fournissent vos journaux censurés. Vous n'avez eu aucun moyen de déterminer la véracité ou la fausseté de ces documents par une enquête impartiale et digne de foi, et pourtant vous n'avez pas hésité à admettre des faits que votre gouvernement avoue maintenant n'être pas fondés. Le fait que les hommes éclairés d'Allemagne ont pendant toute la guerre

violemment défendu le point de vue allemand par des accusations téméraires et des affirmations furieuses, négligeant la nécessité d'étayer ces accusations et ces affirmations sur des témoignages impartiaux, au lieu d'accepter avec une simplicité enfantine les documents fragiles du gouvernement allemand, ce fait a détruit la confiance des Américains dans l'aptitude des Allemands éclairés à penser et à raisonner avec droiture et honnêteté sur les choses de la guerre.

Les manifestes des professeurs allemands envoyés aux Américains ont beaucoup contribué à éloigner de l'Allemagne les sympathies américaines ; car l'âpreté et la fureur déraisonnable de ces documents, jointe à l'absence complète de preuves pour les nombreuses assertions téméraires qu'ils contenaient, ont beaucoup fait pour convaincre les Américains que le point de vue allemand ne pouvait pas se défendre honnêtement, logiquement, froidement, noblement. Jamais, en aucun temps, on n'a vu pareil débordement d'amertume et de fureur chez les peuples anglais et français. A part quelques exceptions individuelles, l'ensemble des documents français et anglais, relatifs à la guerre, ont été dès le début caractérisés par un sang-froid et un calme qui, dans le cas des Français, ont particulièrement étonné les Américains; car nous nous attendions, de leur part, à de la violence et à de l'excitation. Dans leur ensemble, les documents allemands ont été dès le début caractérisés par une âpreté effrénée et par de violentes menaces contre l'ennemi et les neutres : elles ont aussi surpris les Américains, car nous attendions de vous plus de logique, plus de maîtrise de soi-même que de la part des Français ; au lieu de cela, nous en constatons moins.

Les Américains croient que le peuple allemand est un grand peuple, capable de grandes et bonnes choses. Ils honorent et ils admirent l'Allemagne qui trouve sa meilleure expression dans la littérature, dans la musique et dans la science, domaines où vous vous êtes illustrés. Mais ils ont de la méfiance et de l'horreur pour le gouvernement allemand qui a marqué d'infamie le nom de l'Allemagne. La bravoure héroïque des soldats allemands mourant pour leur patrie, la fermeté héroïque des femmes allemandes qui supportent et qui souffrent tant,

ne réussissent pas à susciter de l'enthousiasme chez nous ou chez les neutres, à cause de la souillure dont le gouvernement militariste de l'Allemagne a terni leurs sacrifices. Vos plus grandes victoires n'ont pas valu d'honneur dans le monde à vos armées, à cause du nuage de déshonneur qui plane sur toutes les œuvres de la machine militaire de l'Allemagne. Il n'y a pas d'enthousiasme, il y a peu d'éloges pour les vainqueurs de Varsovie et de Vilna, car les Américains se souviennent que ce sont des soldats allemands qui ont assassiné d'innocents otages par « nécessité militaire », qui ont presque détruit Louvain par « nécessité militaire », qui ont violé en Belgique toutes les lois de la guerre et de l'humanité par « nécessité militaire », qui ont exécuté une noble institutrice anglaise par « nécessité militaire », qui ont ruiné d'inestimables monuments de la civilisation en France par « nécessité militaire », qui ont lancé du haut du ciel, dans l'obscurité, des bombes sur le sommeil des femmes et des enfants dans des villes ouvertes, qui ont massacré des centaines de non combattants innocents par « nécessité militaire », qui ont donné à des enfants à la mamelle et à leurs mères innocentes, criant d'épouvante et étouffant, l'Océan pour tombeau par « nécessité militaire », qui ont défendu toutes leurs barbaries et tous leurs crimes contre l'humanité par l'argument spécieux et égoïste de la « nécessité militaire ». Votre gouvernement a dépouillé vos soldats de tout honneur aux yeux du monde, en faisant d'eux les instruments d'une politique militaire que le reste du monde condamne unanimement comme brutale et barbare.

Il apparaît aux Américains réfléchis qui connaissent le mieux l'Allemagne et les Allemands, que le premier devoir de professeurs intelligents comme vous est de ne pas tenter la tâche désespérée de convertir le reste du monde à l'approbation des méthodes du gouvernement allemand, mais plutôt d'employer toute votre influence à établir un gouvernement allemand qui puisse avoir quelque respect pour les opinions du reste du monde et qui puisse remettre l'Allemagne à sa place habituelle parmi les nations civilisées. Votre plus grand ennemi ce n'est ni le gouvernement français, ni le gouvernement anglais : ils peuvent vous battre dans la guerre, mais ils ne pourront

jamais vous enlever votre honneur. Votre plus grand ennemi est le gouvernement qui a traîné le beau nom de l'Allemagne dans la boue du déshonneur, en révoltant les instincts moraux de tout le monde civilisé, en commettant des actes qu'aucune autre nation civilisée n'a l'idée qu'on puisse commettre. Votre plus grand ennemi est le gouvernement qui étouffe votre développement individuel en faisant de vous les instruments dociles de l' « État » ; qui écrase votre pensée libre sous le poids d'une presse muselée, surveillée par la police ; qui rend vos savants ridicules aux yeux du monde en les exerçant à le soutenir en aveugles et à la légère et à accepter bonnement les bandeaux qu'il lui plaît de mettre sur vos yeux pour des raisons militaires et politiques ; qui vous précipite dans une guerre désastreuse sans vous avoir éclairés ni consultés ; qui fait tomber sur vous le mépris du monde entier pour des crimes que vous n'auriez jamais commis vous-mêmes, mais que vous devez défendre « dans l'intérêt de l'État ».

Les Américains croient qu'un gouvernement qui provoque une guerre et qui abuse ses sujets pour obtenir leur appui, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui déchire les traités et qui massacre une innocente nation neutre, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui assassine d'innocents otages pour empêcher que des francs-tireurs ne défendent leurs foyers menacés, doit être détruit; qu'un gouvernement qui, systématiquement et à plusieurs reprises, bombarde des villes ouvertes et des villages, tuant des centaines de femmes et d'enfants, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui torpille des navires de voyageurs non armés, noyant par milliers des hommes, des femmes et des enfants sans défense, violant cyniquement les lois et l'humanité, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui de sang-froid fait exécuter une femme comme miss Cavell, doit être détruit ; qu'un gouvernement qui détruit sans pitié des œuvres d'art et des monuments de la civilisation et qui impose de lourdes contributions de guerre aux villes conquises en violation des lois établies de la guerre, doit être détruit. Aux yeux des Américains, un gouvernement qui aurait commis un seul de ces crimes ne devrait pas exister dans un monde civilisé. Un gouvernement qui les a tous commis doit, aux yeux du peuple américain, être radicalement détruit.

Les Américains ont, durant de longues années, espéré que les Allemands se libéreraient eux-mêmes du cauchemar de ce gouvernement militariste qui écrase leur individualité et qui fait de leur pays un objet de défiance et de peur pour tous ceux qui sont intéressés aux progrès de la civilisation. Mais, si vous ne voulez pas chasser vous-mêmes le monstre qui vous a couverts de déshonneur et de honte devant le monde, le salut du monde et l'avenir de l'Allemagne exigent que le gouvernement actuel de l'Allemagne soit renversé par la force des armes. C'est pour cette raison que les Américains prient ardemment pour la victoire des Alliés. S'il faut faire un effort sincère pour maintenir la neutralité matérielle prescrite par notre président, il n'y a pas de neutralité possible au point de vue moral. Les Américains ne peuvent pas violer la neutralité de leur pays en fournissant une aide militaire aux Alliés; mais ils sont presque unanimes à donner tout leur appui moral aux nations qui entreprennent la tâche nécessaire de détruire le monstre du militarisme prussien. Toute l'assistance qu'ils peuvent donner aux Alliés sans violer la neutralité nationale, ils la donnent, non pas parce qu'ils n'admirent pas le peuple allemand, mais parce que la destruction du gouvernement actuel de l'Allemagne est considérée comme la première étape du retour du peuple allemand à la place d'honneur qu'il occupait jadis dans le monde. Les Américains considéreraient la victoire finale de l'Allemagne comme un désastre irréparable pour la civilisation et ils ne seront satisfaits que lorsque les armées allemandes auront été battues d'une manière décisive. Ils croient que la défaite de l'Allemagne est certaine et que le peuple allemand en souffrira peu, s'il consent à répudier lui-même le gouvernement qui lui impose ses souffrances actuelles et s'il veut se remettre en marche, avec un gouvernement moderne, responsable devant le peuple.

Sincèrement vôtre,

DOUGLAS W. JOHNSON

BONNE VIEILLE ANNA[1]

XIV

Durant cette seconde semaine d'août, Mrs Otway, sans nouvelles du major Guthrie, se remémora tout ce qu'avait été pour elle sa dernière visite. Parfois, pour mieux fixer ses souvenirs, elle ouvrait son secrétaire et regardait l'enveloppe blanche qui portait l'écriture de l'officier. Aucun des journaux qu'elle scrutait si minutieusement chaque matin n'avait parlé d'un Corps expéditionnaire à envoyer sur le continent. Le major Guthrie s'était-il donc trompé?

Une fois déjà, causant avec le Doyen, elle avait failli toucher au sujet défendu, lorsqu'elle lui avait demandé s'il croyait possible une expédition anglaise en France. Le bon ecclésiastique avait aussitôt écarté une telle supposition avec une verdeur inaccoutumée.

— Ce serait par trop absurde, — s'écria-t-il, — d'envoyer là-bas des forces aussi insignifiantes que celles dont nous disposons. Elles gêneraient plus qu'elles ne serviraient.

— Alors pourquoi Lord Kitchener appelle-t-il cent mille volontaires sous les drapeaux?

— Pour la défense du territoire, madame Otway, pour cela seul, — affirma le Doyen. — Le ministre de la Guerre paraît croire à la possibilité d'une invasion allemande en Angleterre.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août et 1er septembre 1916.

Je suis sûr, pour ma part, que le kaiser est bien trop attaché à la patrie de sa vénérée mère pour songer un instant à l'attaquer. J'ose même croire que ce monarque est trop intelligent pour ne pas avoir la même opinion que nous sur la question belge. Seulement le pauvre homme a dû céder au parti militariste. Quant à nous, je le répète, que ferait notre poignée d'hommes au milieu de ces millions de soldats déjà engagés dans la lutte?

C'était le dimanche précédent, deux jours après le départ du major Guthrie, que ces paroles rassurantes avaient été prononcées. Le mercredi suivant, Mrs Otway se décida à tenir la promesse, faite au major, d'aller voir sa mère. Elle avait le sentiment qu'il lui avait laissé là un devoir à remplir. Puis elle aurait grand plaisir à entendre parler de lui par quelqu'un qui le touchait de près.

En costume de toile grise, coiffée d'un chapeau à larges bords, elle se mit donc en route pour Dorycote.

L'après-midi avait été chaud. Mrs Guthrie, sa petite sieste terminée, s'était installée sous un grand hêtre, dans le beau jardin dont le charme avait décidé le major à louer cette propriété pour sa mère. La vieille dame, vêtue d'une robe de satin mauve, une écharpe de dentelle encadrant ses cheveux blancs, faisait vraiment bonne figure, avec ses traits si fins et ses yeux restés si jeunes.

Depuis quelques jours, les personnes de l'entourage habituel de madame Guthrie l'avaient un peu négligée, absorbées sans doute par les préoccupations du moment. Et à vrai dire, elle ne se sentit pas de très bonne humeur.

Non que la guerre l'inquiétât beaucoup; issue d'une famille militaire, ayant eu un père, un mari officiers, elle était accoutumée à ces sortes d'aventures. Ces jours-ci, elle se réjouissait tout bas que son fils unique eût abandonné depuis plusieurs années la carrière des armes, après une brillante campagne contre les Boers et une blessure à Spion-Koop. Il n'aurait donc pas à se mêler à cette querelle avec l'Allemagne, que la vieille dame, comme tant d'autres en Angleterre, jugeait une guerre franco-allemande et franco-russe, dans laquelle son pays, à elle, n'aurait que d'insignifiants intérêts.

Et d'abord la Russie? Qui est-ce qui pourrait bien se fier à la Russie? Le czar n'avait-il pas toujours convoité les Indes? Elle ne se rappelait que trop la campagne de Crimée où elle avait perdu son premier fiancé, et jusqu'à nouvel ordre, se refusait à admettre une alliance sérieuse entre l'Angleterre et la Russie.

Pourtant la veille, un voisin de campagne était justement venu lui parler de la Russie, et lui avait annoncé, en très grand secret, que le czar envoyait une énorme armée dans les Flandres en l'expédiant d'Arkangel — une ville dont madame Guthrie avait vaguement entendu parler — par l'Écosse et l'Angleterre. Il affirmait qu'un de ses neveux, à Édimbourg, avait causé avec un officier russe, appartenant à l'état-major de cette armée.

Mrs Guthrie était enchantée de savoir que la saison de Londres s'était terminée avant l'explosion de la guerre. Son journal favori, le *Morning Post*, consacrait maintenant des colonnes à des nouvelles militaires qui ne l'intéressaient point. Elle était seulement vexée d'apprendre que la semaine nautique de Cowes avait été décommandée. Pourquoi n'avoir pas donné les régates habituelles, sans les yachts allemands, bien entendu? Vraiment le roi avait l'air de prendre tout cela trop au sérieux. La reine Victoria ou le roi Édouard auraient su se garder d'une telle exagération !

Comme elle tournait la tête pour admirer sa belle pelouse, admirablement tondue, et la rangée d'arbres majestueux qui la limitaient au bas de la pente doucement vallonnée, elle se prit à regretter ses voisins absents et à souhaiter que le Doyen ou même cette sémillante veuve, Mrs Otway, vînt partager son thé de cinq heures.

Cette Mrs Otway, cette amie de son fils Alick, elle l'avait toujours considérée, bien qu'avec une légère méfiance, comme une personne attrayante. Elle avait souvent dit à son fils, après une rencontre fortuite entre les deux dames :

— Votre madame Otway, pourquoi ne se remarie-t-elle donc pas?

Et elle s'était amusée à voir l'espèce de mauvaise humeur que sa remarque amenait sur la figure de son fils. En vrai

Écossais, le major se montrait à la fois sentimental et timide dans les petites escarmouches de ce genre.

Mrs Guthrie ne se doutait pas des fréquentes visites de son fils à Trellis House ; les eût-elles connues qu'elle s'en serait moquée à part soi, n'étant point de celles qui croient aux attachements platoniques; et cependant, avec sa sagacité de femme du monde, elle ne considérait pas Mrs Otway comme une veuve intrigante. Du reste, cela lui importait peu. Son fils n'avait qu'une fortune personnelle très modeste ; de sa mère il hériterait sans doute de beaux revenus, mais elle ne se considérait nullement comme près de la mort, bien que l'état de son cœur lui donnât quelque souci. Elle eût souhaité le major amoureux de quelque riche jeune fille de leur monde, et s'il se mariait, elle se voyait sans effroi laissée à elle-même et au cercle admiratif des connaissances qu'elle s'était faites à Witanbury et aux environs, maintenant qu'elle était si agréablement installée dans cette habitation confortable.

Mais toute suggestion de ce genre avait été reçue par Alick comme une aimable plaisanterie. Dès qu'elle insistait, son humeur changeait :

— Je n'épouserai jamais une jeune fille, — disait-il parfois. — Je suis trop vieux. Et puis les jeunes filles, vous savez, mère, elles ne me disent rien.

— Mais il ne manque pas de veuves, mon cher Alick, — insistait Mrs Guthrie. — Et une veuve est d'ordinaire plus riche qu'une jeune fille.

— Oh ! l'argent ! — répondait-il. — Vous savez que je ne m'en soucie guère !

— Il vous en faudra, pourtant, si vous vous mariez, Alick.

— C'est exact, — répondit-il tranquillement, — il m'en faudra même pas mal.

Son cœur loyal et affectueux l'empêcha d'ajouter au-dedans de lui : « Tant que vous vivrez, mère. »

Car Alick était avant tout un excellent fils ; aussi Mrs Guthrie n'avait-elle fait aucun obstacle à sa singulière amitié pour Mrs Otway.

Et justement comme sa pensée se portait vers la veuve, elle entendit un bruit de portes ouvertes et fermées et, levant les yeux, vit s'avancer vers elle la propriétaire de Trellis House.

Madame Otway, un peu essoufflée par la longue course et montrant quelque fatigue, n'était pas aussi brillante qu'à son ordinaire. Peut-être la vieille dame n'en fut-elle que plus aimable.

— Que c'est gentil à vous de venir si loin par cette chaleur, — s'écria-t-elle en serrant la main de sa visiteuse. — Je regrette bien que vous me trouviez seule. J'attendais presque mon fils, aujourd'hui. Il a dû aller à Londres, vendredi dernier, un peu subitement. Sans doute quelque ami, au ministère de la Guerre, a voulu le consulter. Vous savez, n'est-ce pas, qu'Alick a passé plusieurs fois des vacances en Allemagne? Je me console de son absence en me disant que sans doute il se rend utile. Mais je serais désolée qu'à son âge il fût appelé à reprendre du service.

— J'imagine qu'un soldat ne se trouve jamais trop vieux pour se battre, — fit Mrs Otway, qui préférait ne dire que des lieux communs, en causant avec cette vieille dame dont elle avait toujours eu un peu peur. Et se rappelant soudain le legs du major, elle ne put s'empêcher de rougir légèrement.

— Vous avez raison, — reprit Mrs Guthrie. — C'est pour cela sans doute qu'Alick était si agité depuis la déclaration de guerre. J'ai fait semblant de ne m'apercevoir de rien. Cela vaut mieux avec les hommes, qui ont en horreur toute sympathie trop démonstrative. Mais vendredi, après avoir reçu un télégramme, il s'est brusquement rasséréné. Il n'a pas voulu m'avouer que cette dépêche venait du ministère. Je n'ai pas été dupe. Il est de la réserve, et sans doute qu'on aura trouvé pour lui quelque occupation de défense nationale. Alick ne cessait de me répéter que les Allemands feraient une tentative d'invasion en Angleterre... comme les Normands d'autrefois. Une drôle d'idée, n'est-ce pas?

— Mais notre flotte est là pour les arrêter, — fit Mrs Otway, toute surprise qu'un homme aussi sensé que le major, son ami, pût avoir des pressentiments pareils.

— Oui, certainement. N'empêche que les Allemands ont une demi-douzaine de plans d'invasion, arrêtés dans les moindres détails et rangés bien en ordre dans leurs cartons. Sans doute qu'ils les étudient en ce moment. Alick me parlait

d'un excellent point de débarquement, à vingt milles à peine d'ici, un point que Napoléon lui-même avait choisi.

L'arrivée du thé procura un intermède agréable. Mrs Guthrie, de sa main un peu tremblante, versa elle-même une tasse de son délicieux souchong et offrit des gâteaux exquis, chefs-d'œuvre de sa cuisinière. Le tout avec une cordialité si gracieuse, que Mrs Otway ne retrouvait plus la grande dame plutôt froide qu'elle avait connue jusqu'à ce jour.

Tout d'un coup, Mrs Guthrie leva ses beaux yeux bleus — les yeux qu'elle avait transmis à son fils — et demanda à sa visiteuse :

— Vous connaissez très bien mon fils, n'est-ce pas, chère madame?

Un peu surprise, Mrs Otway rougit légèrement.

— Oh! le major et moi sommes d'excellents amis, — répondit-elle. — Il m'a donné de précieux conseils pour mes affaires d'argent.

— Cela ne m'étonne pas. Il le fait pour tant de gens ! Vous n'avez pas idée combien de fois on lui a demandé d'être tuteur, gardien, est-ce que je sais ? Mais je m'étais imaginé dernièrement qu'Alick vous considérait de plus en plus comme... comment dirais-je ? comme une sorte de sœur. Et puis il aime bien votre fille; il a toujours eu un faible pour la jeunesse.

— C'est vrai, — dit la veuve en souriant, — le major a toujours été charmant pour ma fille.

Et tout heureuse, elle ajouta :

— Les gens sont presque toujours charmants pour Rose.

Cela parut agacer la vieille dame qui reprit :

— Je ne veux pas faire de questions indiscrètes, mais est-ce qu'Alick ne vous a jamais parlé des Trepnell?

— Des Trepnell ? — fit Mrs Otway cherchant dans sa mémoire. — Je ne crois pas. Attendez pourtant... N'est-ce pas une famille qu'il visite quelquefois et qui habite le comté de Sussex?

— Justement. C'est là qu'il a passé les fêtes de Noël, l'année dernière. Alors, il vous a parlé des Trepnell?

— Non, mais... — Elle hésita car elle se rappela soudain que le major lui avait parlé de cette visite comme ne lui sou-

riant guère et quelque peu imposée par sa mère. — Mais ce nom de Trepnell, il me semble l'avoir déjà vu ou entendu.

— Vous l'avez certainement vu sur des affiches, — fit la vieille dame avec une légère âpreté ; — ce sont les Trepnell du *Cirage Trepnell.* D'ailleurs des gens fort distingués. Je ne serais pas étonnée qu'Alick s'intéressât quelque peu à l'une des deux filles, jeunes personnes charmantes et élevées à l'ancienne mode. Leur mère, la sœur de Lord Dunsmuir, a conservé les bons vieux principes. Les Dunsmuir et les Guthrie ont été liés de tout temps. A Londres ils habitent Grosvenor Square. Quand je parle de Maisie Trepnell comme d'une jeune fille, je n'entends pas qu'elle soit toute jeune. Elle est plus près de trente ans que de vingt. Mais c'est un âge qui conviendrait à mon fils, qui a dépassé quarante-six ans.

— Est-ce là jeune personne qui est venue chez vous en visite il y a quelque temps? — demanda Mrs Otway que ce sujet de conversation étonnait et troublait un peu.

Jamais elle n'avait songé au major Guthrie comme à un personnage mariable. Elle l'avait souvent vu en société de Rose et d'autres jeunes filles : son attitude lui avait toujours paru celle d'un homme indifférent au charme féminin. Et pourtant?

— Oui, Maisie Trepnell a passé chez moi une semaine au printemps dernier. Malheureusement Alick a manqué sa visite. Il avait arrangé une partie de pêche en Écosse, et, à son très grand regret, il n'avait pu se dégager.

— Je comprendrais ce regret, si les choses prenaient la tournure que... — Elle allait dire que « vous désirez », mais elle finit par ces mots : — Qui vous paraît probable.

Les yeux bleus de Mrs Guthrie semblaient scruter l'expression de sa visiteuse quand elle ajouta :

— Vous voyez, je vais avoir soixante et onze ans. Pas un très grand âge pour bien des gens. Mais mon cœur me donne un peu de souci et je serais désolée de laisser mon fils avec la perspective d'une vieillesse solitaire. Il est très réservé et ne se lie pas facilement. Je me demandais si, par hasard, il ne vous avait pas confié ses espérances.

— Non, — fit Mrs Otway. — Nous n'avons jamais

parlé de cela. Nous n'avons pas même effleuré l'idée de son mariage possible.

— Eh bien ! dans ce cas, oubliez ce que je viens de vous dire.

Mais Mrs Otway continua avec cette véhémence qui lui était habituelle :

— Oh ! madame, que je comprends votre anxiété ! Je suis sûre, comme vous, que le major serait infiniment plus heureux marié. N'en est-il pas ainsi de presque tout le monde ?

Il était déjà six heures, elle se leva ; avant de quitter la vieille dame, elle se pencha et l'embrassa affectueusement. Mrs Otway avait de ces mouvements irréfléchis et généreux.

Mrs Guthrie, un peu confuse, ne put s'empêcher d'en être touchée. Aussi dans un élan de cordialité, elle dit à sa visiteuse :

— Revenez bientôt, n'est-ce pas ? et amenez-moi votre Rose.

« Elle l'aime plus qu'elle ne croit », se dit cette femme du monde aux longues années d'expériences diverses, tandis qu'elle admirait des yeux la démarche rapide et légère qui donnait à la veuve une si juvénile apparence.

Quant à Mrs Otway, elle s'en allait le cœur un peu gros. La confidence de la vieille dame l'avait vivement émue, car elle lui avait accordé toute créance. Rien d'étonnant, après tout, à ce que le major Guthrie fût attiré par cette jeune fille, à moitié Écossaise comme lui. Les Trepnell étaient sans doute à Londres ces jours-ci, et le major devait les voir souvent ; peut-être, en rentrant, trouverait-elle sur la table du hall une lettre de lui, annonçant ses fiançailles.

Elle se rappelait maintenant ce qu'elle avait entendu dire de la fabuleuse fortune des Trepnell, les Trepnell du fameux cirage. Mrs Otway ne se figurait pourtant pas le major dans le rôle d'un homme enrichi par sa femme. Sans doute, il n'en resterait pas moins un gentilhomme aux allures simples et tranquilles. Mais cette nouvelle semblait déjà bouleverser leurs amicales relations et rendre impossible l'usage de cette somme laissée par l'officier à la disposition de son amie.

La veuve avait conservé une imagination aussi vive que

primesautière. Il lui sembla soudain que c'était l'argent de miss Trepnell qui était enfermé dans son secrétaire, sous cette enveloppe blanche. Si elle avait su l'adresse du major, peut-être le lui aurait-elle envoyé le jour même. La crainte de voir la lettre chargée revenir à Dorycote, puis être ouverte par Mrs Guthrie, anéantit le fugitif projet.

Quand elle entra chez elle, elle ne vit pas de lettre du major Guthrie sur la table du hall. Elle en fut presque surprise.

XV

On était au 18 août, juste deux semaines après la déclaration de guerre. Comme elle descendait déjeuner, Mrs Otway songea combien longue lui avait paru cette quinzaine — la plus longue peut-être de sa vie entière. Elle, si exubérante d'ordinaire, se sentait singulièrement accablée, et l'expression plus que maussade qu'elle remarqua sur la figure de sa vieille Anna ne fut pas pour la réconforter. Pourtant :

— Bonjour, — dit-elle avec bonté.

La servante répondit :

— Bonjour, gracieuse dame.

Puis elle ajouta sur un ton de reproche :

— Ne m'aviez-vous pas dit que les Anglais ne se battraient pas contre les gens de chez moi? Que tout ça n'était qu'une erreur qui allait s'arranger?

Mrs Otway la regarda toute surprise :

— Oui, je suis convaincue que nos soldats n'iront pas sur le continent, — répondit-elle avec calme. — Monsieur le Doyen assure que nos troupes resteront en Angleterre pour défendre le territoire.

Sa voix se fit plus sèche, car elle croyait, avec bien d'autres, que les Allemands tenteraient d'envahir la Grande-Bretagne et qui sait? peut-être d'y répéter les atrocités belges. Non pas, d'ailleurs, qu'elle admît un seul instant toutes les accusations d'incendies et de meurtres portées contre eux.

Sans grande curiosité, car les nouvelles avaient été bien insi-

gnifiantes ces jours derniers, elle ouvrit le journal qui l'attendait sur la table. Son cœur fit un bond. Là, en travers de la page, en énormes caractères, était imprimé :

L'EXPÉDITION ANGLAISE EN FRANCE
Elle débarque à Boulogne sans accident.

Ainsi le major Guthrie avait raison et le Doyen s'était trompé !

Elle comprenait maintenant l'exclamation indignée d'Anna.

Dans la matinée, lorsque Mrs Otway rencontra le Doyen, ce dernier reconnut son erreur avec une cordiale franchise.

— Oui, dit-il, — je me suis trompé. — Mais je n'aurais pas cru qu'un débarquement sur le continent précédât une victoire navale. D'ailleurs je n'hésite pas à vous dire, à vous, madame, combien je regrette cette expédition.

Trois jours après, Rose et sa mère recevaient chacune de son côté une carte postale timbrée « France » sans autre désignation géographique et sans date. Les quatre premiers mots étaient imprimés — les mêmes sur les deux cartes — et, chose plus étrange encore, les quelques mots à la plume se ressemblaient, sauf cependant que Jervis Blake les avait écrits en anglais et le major Guthrie en français.

Dans la carte postale de Jervis Blake, Rose lut :

« *Je suis parfaitement bien*, et très heureux. Le pays est superbe. Je vous écrirai bientôt une lettre. »

Comme signature : « J. B. »

Le major Guthrie écrivait :

« *Je suis parfaitement bien* » (en anglais). Puis en français : « Tout va bien pour moi. J'espère qu'il en est de même pour vous. Écrirai bientôt. »

Mais lui, Écossais prudent, se souvenant que la carte passerait par bien des mains, n'avait pas signé, même de ses initiales.

Le seul commentaire de Mrs Otway, en apprenant que Rose avait reçu de France une carte de Jervis Blake, avait été un soupir ému et ces mots sympathiques :

— Alors, il est là-bas, lui aussi ! Il est bien jeune pour aller

sur le front, le pauvre enfant ! Nul doute que cela en fera un homme.

Rose faillit se jeter dans les bras de sa mère et lui tout raconter ; mais elle se rappela soudain qu'elle avait défendu à Jervis d'annoncer leur engagement. Elle n'avait donc pas le droit de le devancer. Et puis... et puis, au fond du cœur, elle se disait que, si quelque chose de terrible survenait à Jervis, elle aimerait mieux supporter seule sa douleur. Certes, elle aimait sa mère tendrement, mais serait-elle sûre d'en être comprise dans sa désolation?

Rose n'avait que quatre ans à la mort de son père. Elle ne se le rappelait que bien peu. Que sa mère eût pleuré, aimé, souffert, elle ne se le figurait que très vaguement. En véritable enfant, elle s'imaginait que sa mère n'avait jamais connu l'amour, le vrai, le tout-puissant amour, celui qui la liait maintenant si étroitement à Jervis Blake.

Mrs Otway de son côté, n'avait pas la moindre idée que l'amitié du jeune homme pour sa fille fût en rien différente de celle que le major Guthrie lui témoignait : c'est-à-dire une amitié tranquille faite de bon sens et du désir de rendre service. Elle avait même dit avec un sourire :

— C'est drôle, Rosie, que Jervis et le major Guthrie nous aient écrit le même jour !

Et cependant, ni la mère ni la fille ne s'étaient communiqué leur carte postale. Sans doute parce qu'elle contenait si peu de choses. D'elles deux, la mère eût été peut-être la moins disposée à laisser lire la sienne. Les quelques mots en français, de la main du major, étaient certainement un peu en dehors des habitudes mondaines. Mieux valait décidément que sa petite Rose ne les lût pas. Mais l'arrivée de ces lignes fut comme un baume pour son cœur, attristé de ce long silence de son ami. Au lieu de les déchirer aussitôt comme elle avait coutume de le faire pour les fréquents billets du major, elle glissa la petite carte dans l'enveloppe contenant les bank-notes.

Le mardi suivant, par toute la ville, circula le bruit que les Anglais avaient subi une terrible défaite à Mons. Madame Otway, qui n'en savait encore rien mais qui était assoiffée de

nouvelles, s'était décidée, après l'heure du thé, à entrer chez Manfred Hegner, dit Alfred Head, sous prétexte de commandes à lui faire. Comme d'habitude, l'épicier s'avança, toujours obséquieux, mais à peine arrivé près de sa cliente, il s'écria :

— J'ai été désolé d'apprendre, madame, que les Anglais viennent de subir le même sort que les Français à Sedan en 1870.

Comme il la regardait de ses deux yeux ronds en lui annonçant cette terrible chose, Mrs Otway ressentit, pour la première fois, une vague répulsion traverser son être en face de cet ex-Allemand si poli.

— Oh ! il ne faut pas croire à la légère une si affreuse nouvelle, — répondit-elle brusquement. — Et d'abord, qu'est-ce qui vous donne la certitude qu'elle est vraie? Herr Heg... Mr Head?

— Oh ! je la tiens de l'un de mes clients, madame, un homme toujours bien renseigné. Mais comme vous, je veux encore croire que c'est un faux bruit.

A peine Mrs Otway avait-elle quitté les *Grands Magasins*, qu'obéissant à une impulsion irrésistible, elle se mit en route à grands pas dans la direction de Dorycote House, l'habitation des Guthrie. Il lui était venu subitement à l'esprit que si de telles rumeurs circulaient, la vieille dame devait traverser des moments de cruelle anxiété.

Elle fut récompensée de cette pensée charitable. Madame Guthrie l'invita à prendre connaissance de la lettre que son fils avait préparée pour elle, à la date du 18 août, lui apprenant son départ imminent pour la France. Cette lettre était pleine d'affectueuse sollicitude, au point de rendre Mrs Otway un tantinet jalouse. Pourquoi ne lui avait-il pas écrit à elle-même une lettre de ce genre au lieu de cette carte postale? Cependant, en lisant les phrases si calmes, si sensées, si pleines d'une assurance aussi ferme que modeste, elle se tranquillisa. Des hommes de cette trempe — et l'armée anglaise en était pleine — ne se laisseraient certainement pas massacrer ou encercler si facilement.

— Il m'a aussi envoyé une absurde carte postale, — dit la vieille dame, — sans date ni nom de ville, au texte à moitié

imprimé. Il y dit simplement qu'il va bien et qu'il m'écrira bientôt.

Elle s'arrêta un instant, puis ajouta :

— J'ai été d'abord un peu ennuyée de ce qu'Alick reprît du service actif. Mais finalement, je me suis dit qu'il ne se serait jamais consolé de ne pas être au front avec ses anciens camarades.

Et alors, au grand désappointement de sa visiteuse, madame Guthrie changea résolument la conversation, évitant de parler plus longtemps de son fils et de la campagne de France. Et pourtant cette question de guerre revint bientôt dans ses racontars mondains.

— Il paraît, — dit-elle, — que lady Bethune a finalement décommandé son *garden-party* annoncé pour après-demain. Elle dit qu'elle ne comprend pas qu'on songe à s'amuser quand nos fils et nos frères se battent et meurent pour nous. Je ne suis pas du tout de son avis, et je suis sûre, chère madame, que vous pensez comme moi. Les femmes du monde, en Angleterre, doivent continuer à mener leur existence habituelle et à remplir leurs devoir sociaux.

— J'avoue que je ne me suis pas encore fait d'opinion à ce sujet, — répondit Mrs Otway en se levant pour partir.

Comme elle prenait congé, la vieille dame eut vers elle un de ces mouvements affectueux dont elle n'était pas prodigue.

— Revenez me voir bientôt, n'est-ce pas, — dit-elle. — Chose curieuse, vous et mon fils ne vous ressemblez en rien et pourtant quand je vous regarde, je pense aussitôt à lui. Il a dû vous écrire avant de quitter l'Angleterre?

Ses yeux bleus encore si brillants dévisagèrent la maîtresse de Trellis House, debout devant elle.

— Non, — fit la veuve en secouant la tête, — le major Guthrie ne m'a pas écrit avant de quitter l'Angleterre.

— Oh ! il aura été trop occupé, sans doute. C'est un homme qui fait toujours passer son devoir avant son plaisir. Mais quand il le veut, il écrit de charmantes lettres.

— C'est vrai, il écrit de charmantes lettres, — répéta madame Otway distraitement ; et madame Guthrie sourit.

Durant sa promenade de retour chez elle, Mrs Otway médita les derniers propos de Mrs Guthrie, et elle en reconnut

toute la vérité ; oui, oui, le major et elle étaient bons, bons amis. Quel homme, sinon un ami très cher, eût insisté comme lui pour lui faire accepter ce prêt de cent livres? Et quelle affection révélée dans ce legs de mille livres inscrit dans son testament !

Mais cette pensée de legs, de testament lui serra soudain le cœur. Elle n'avait considéré cette libéralité que comme une gracieuse attention de la part d'un ami, d'ailleurs plus âgé qu'elle, mais les événements qui se pressaient depuis quelques heures, donnaient subitement aux intentions du testateur une solennité poignante. Oui, c'était bien le testament d'un homme qui allait risquer sa vie pour son pays.

Les rumeurs sinistres gagnèrent en certitude. L'armée anglaise battue, mais non encerclée, avait commencé, et poursuivait, une retraite difficile, dangereuse, protégée par de continuels combats d'arrière-garde. Enfin une dépêche officielle parut dans tous les journaux :

« *Nos pertes sont très sérieuses. Nous n'en connaissons pas encore le chiffre exact.* »

Depuis ce jour, les traits de Rose prirent une expression de souci intense. A son grand soulagement, nul ne parut s'en apercevoir, chacun portant son fardeau sans s'occuper de celui des autres. Pourtant, malgré ses préoccupations personnelles, Mrs Otway finit par constater que Rose allait chaque jour à la gare chercher les journaux du soir ; mais ce fut la vieille Anna qui fut le soutien, la conseillère de la « petite Rose » à laquelle elle ne se lassait pas de répéter qu'à la guerre on ne mourait pas tant que cela ; que dans sa famille en 1870, de tous ceux qui étaient entrés en France — et ils étaient nombreux — un seul n'était pas revenu.

Ses véritables opinions sur la question, la vieille servante les conservait par devers elle. En vérité elles étaient assez confuses. Elle n'éprouvait naturellement aucun des sentiments de surprise, d'anxiété, de stupéfaction dont les Anglais avaient souffert tous ces temps-ci. Pour elle, la victoire des Allemands était chose parfaitement certaine et naturelle ; ce qui n'aurait pas été naturel, c'eût été que les Anglais battissent les Allemands.

Eh bien ! malgré cette conviction profondément ancrée, elle ne pouvait comprendre l'exaltation haineusement triomphante que manifestait Manfred Hegner — elle ne pouvait s'accoutumer à l'appeler Alfred Head — toutes les fois qu'elle se trouvait tête-à-tête avec lui, le soir, dans sa boutique close — en l'absence de Polly naturellement.

Depuis cette soirée fort agréable qu'elle avait passée aux *Grands Magasins* — dire qu'il n'y avait qu'une quinzaine de cela ! — Anna Bauer avait pris l'habitude de venir souper avec l'épicier et sa femme jusqu'à deux et trois fois par semaine. Son hôte l'avait grandement flattée en la remerciant des renseignements si sûrs qu'elle lui avait déjà donnés.

— Pendant les quelques jours qui suivirent votre visite, Frau Bauer, rien ne sembla confirmer ce que vous m'aviez dit. Mais finalement la nouvelle devint officielle et les préparatifs que j'avais commencés pour m'approvisionner d'équipements militaires donnèrent de bons résultats ; j'ai pu faire aux partants bien des ventes profitables. Aussi me suis-je décidé à ouvrir un comptoir spécial d'articles pour militaires.

Sur ce, il avait insisté pour lui faire accepter une demi-couronne. Elle avait fini par l'empocher, se disant que c'était une sorte de commission sur les ventes qu'elle lui avait indirectement amenées. Aussi se promit-elle, à l'avenir, d'apporter à son ami Hegner toutes les petites nouvelles de cette nature qui pourraient être utiles à son commerce.

Quant à Jervis Blake, elle lui souhaitait sincèrement de revenir bientôt, sain et sauf. C'était bien là le mari idéal pour sa bien-aimée miss Rose, un mari jeune, riche et généreux.

XVI

Rose accourut toute bouleversée à travers le jardin.

— Mère, — cria-t-elle, — il vient d'arriver une chose terrible ! Mrs Guthrie est morte ! Son valet de chambre a téléphoné la nouvelle pendant que j'étais là au doyenné ; il paraît tout désorienté et comme Mrs Haworth ne peut pas quitter

Édith ce matin, elle m'a prié de vous demander si vous ne voudriez pas aller à Dorycote tout de suite. Monsieur le Doyen venait justement de dire qu'il avait visité Mrs Guthrie hier et qu'elle lui avait parlé de vous comme d'une très chère amie.

Rose paraissait extrêmement émue et désolée, plus même qu'on n'aurait pu s'y attendre à l'occasion d'une mort qui ne la touchait pas de près. Mais à son âge, la mort apparaît sous des couleurs si terrifiantes ! Elle se rappelait la vieille dame lui racontant, il y avait à peine quelques jours, les splendeurs d'une fête « vice-royale » à Dublin et la sensation qu'elle y avait produite. Cette après-midi-là, elle avait insisté pour que Rose et sa mère revinssent la voir bientôt, et ajouté avec une bonne grâce d'autrefois :

— Je n'aime rien tant que de voir de jolis visages comme le vôtre, ma mignonne !

Chose étrange, la tragique nouvelle ne surprit pas Mrs Otway. Elle répondit à voix basse :

— J'ai été la voir plusieurs fois depuis la guerre et je me suis beaucoup attachée à elle. Certainement je vais aller à Dorycote. Veux-tu commander une voiture par téléphone, ma chérie? Je préfère y aller seule.

Rose s'attardait. Elle ajouta comme à regret :

— Je crains qu'on ait reçu de mauvaises nouvelles du major Guthrie. Elles seraient arrivées hier soir, avant que Mrs Guthrie se mît au lit. Le valet de chambre a dit qu'elle avait reçu le choc avec beaucoup de calme et de courage, et pourtant, on croit que c'est cette nouvelle qui a causé sa mort.

— Et quelle est-elle, cette nouvelle?

Debout, Mrs Otway avait adressé la question d'une voix incertaine, comme brisée. Elle répéta plus bas :

— Enfin, qu'a-t-on appris, Rose? Est-il mort?

— Non ! Non ! Oh mère ! ne vous frappez pas ainsi. On dit seulement qu'il est porté blessé et... disparu !

Mrs Otway dut se rendre chez le notaire du major, Mr Allen, en raison du décès de la vieille dame, celle-ci n'ayant pas laissé de proche parent pour s'occuper des affaires de la succession.

Mr Allen, se rappelait fort bien les termes du testament que l'officier lui avait dicté avant son départ. Ils l'avaient grandement surpris, car bien que se croyant au courant des moindres affaires de son client, il ne l'avait jamais entendu mentionner cette Mrs Otway et sa fille. Et voici que par ses nouvelles dispositions testamentaires, ces dames devaient bénéficier de considérables libéralités au cas où le major survivrait à sa mère, et, au cas contraire, toucheraient de toute façon une somme de mille livres. D'ordinaire les notaires sont les confidents de leurs clients anciens, comme les médecins ou les confesseurs. En cette circonstance, le major Guthrie n'avait pas donné un mot d'explication. Mais Mr Allen, avec sa vieille expérience, s'était bien douté d'un lien entre le testateur et la légataire, et connaissant les sévères principes de l'officier, il avait soupçonné quelque intention de mariage entre ces deux personnes déjà un peu mûres; c'était l'explication la plus simple de ce petit mystère.

Naturellement, il ne souffla mot des conclusions qu'il s'était permis de tirer en l'occurrence, durant cette après-midi employée à régler avec Mrs Otway les arrangements urgents. Il traita la veuve en proche parente de la défunte, mais son opinion première fut grandement fortifiée quand il ne trouva dans le testament de celle-ci aucune mention de l'amie de son fils. Il était du reste des plus simples : elle laissait son entière fortune à son fils, n'en distrayant que quelques bijoux légués à des amies, qui d'ailleurs, pour la plupart, l'avaient déjà précédée dans l'au-delà.

Durant leur longue entrevue, Mr Allen se demanda souvent si Mrs Otway connaissait les dispositions testamentaires du major en sa faveur. Il l'examina avec attention et ne put s'empêcher de la reconnaître pour une femme fort attrayante mais singulièrement discrète; elle évita de prononcer la première le nom du major. Peut-être était-ce justement cette réserve que l'officier avait appréciée en elle.

— Je suppose, — dit à un moment l'homme de loi, — que nous devons considérer le major Guthrie comme vivant tant que nous n'aurons pas reçu la preuve officielle de sa mort.

A ces mots, une telle expression de douleur et d'angoisse se

peignit sur les traits de Mrs Otway que le notaire ne douta plus. Elle eut pourtant le courage de répondre, en parlant très lentement.

— On m'affirme que le major doit avoir été fait prisonnier et qu'alors...

Elle s'arrêta comme à bout de forces.

— En effet, — répondit Mr Allen pour lui donner le temps de se remettre. — En effet, c'est probable. Les hommes font presque toujours des efforts héroïques pour ramener dans leurs lignes le corps de leurs officiers. Mais j'ai peur que cette guerre ne ressemble à aucune autre. En tous cas, bien que cette semaine ait été terrible, je crois sincèrement que dans ce cas-ci il n'y a pas encore lieu d'abandonner tout espoir. Désirez-vous, madame, que je m'occupe de faire faire des recherches spéciales par le ministère de la Guerre, ou, grâce à vos relations, pensez-vous réussir plus vite?

— Non, — fit-elle d'une voix lasse, — je n'ai aucune relation qui puisse m'aider en cette circonstance. Et je vous serai très, très reconnaissante, monsieur Allen, si vous voulez bien faire les démarches dont vous parlez.

Elle ajouta, et ses yeux se remplirent de larmes :

— Et si vous apprenez quelque chose, vous avez mon adresse, n'est-ce pas? Voudriez-vous être assez bon pour me télégraphier tout de suite... tout de suite...

Comme elle rentrait à Trellis House, après cette journée de poignantes émotions, elle trouva sur le seuil sa petite Rose en larmes, lui annonçant que la pauvre Edith Haworth, la fille du Doyen, venait d'apprendre la mort de son fiancé, tué à la tête de son escadron.

XVII

Durant les jours qui suivirent, apportant l'un après l'autre quelque récit de tragiques événements, Mrs Otway cessa graduellement de s'intéresser aux nouvelles de guerre. Ce qui se passait en Flandre semblait ne plus compter pour elle, dont

l'esprit et le cœur demeuraient absorbés en une seule pensée : le sort de l'ami disparu. A peine si elle jetait, chaque matin, un regard distrait sur les manchettes des journaux, en lisant juste assez pour pouvoir répondre aux remarques de son entourage.

Cependant, de jour en jour, sa servante allemande, sa bonne vieille Anna lui devenait de plus en plus antipathique. Non que Mrs Otway établît aucun rapport entre cette fidèle domestique et tout ce que la guerre représentait pour elle d'émotion patriotique et de secrète angoisse, mais parce que grandissait en son for intérieur la conviction, de plus en plus nette, qu'elles étaient toutes deux en absolu désaccord intime sur tout ce qui concernait la guerre.

Cette maxime brodée en allemand et encadrée dans la cuisine : « *Arbeit macht das Leben süss, und die Welt zum Pardies* » (le travail rend la vie douce et fait de la terre un Paradis) lui parut soudain le comble de la sottise ampoulée. Non vraiment, ce n'est pas le travail qui rend la vie douce ! Autrement comment n'eût-elle pas été heureuse, elle, Mary Otway, qui consacrait maintenant toutes les heures de la journée à des œuvres d'assistance aux soldats, travail digne de récompense entre tous? Il est vrai qu'à ce labeur, elle demandait non le bonheur, mais l'oubli momentané de ses terribles angoisses, et il ne le lui donnait pas !

Il y avait bien d'autres inscriptions allemandes éparpillées par Anna dans les trois pièces qui formaient son domaine personnel : sa cuisine, sa chambre, et l'ancienne *nursery* de Rose ; d'autres plus courtes étaient brodées sur des oreillers, des napperons, des voiles de fauteuils, partout où un coin d'étoffe vacant permettait à l'infatigable brodeuse d'insérer une devise du Vaterland. Aujourd'hui, Mrs Otway se sentait d'humeur à faire de tout cela un feu de joie.

A ces broderies, la bonne vieille Anna avait ajouté des kilomètres de guipure au crochet, d'une régularité et d'une solidité à toute épreuve et garnissant, non seulement le linge personnel des deux dames, mais le linge de toilette et de table. C'était un envahissement à donner le cauchemar. Lorsque Anna Bauer ne tricotait pas, elle avait son crochet aux doigts, et sa boule de fil sur les genoux ; rien d'ailleurs n'égalait son

mépris pour les servantes, et même pour les dames anglaises, qui ne consacraient pas leurs loisirs à des travaux aussi utiles et aussi artistiques.

Peu à peu la vieille bonne eut l'intuition des sentiments de sa maîtresse envers le major Guthrie ; mais loin de sympathiser avec elle, elle lui voua en secret un dédain moqueur et irrité. Pour sa chère Rose, la vieille bonne n'éprouvait que tendre pitié en songeant à ce beau jeune homme parti pour la guerre. Elle avait été contrariée de voir la jeune fille, jusqu'à ces derniers temps, si indifférente aux choses de l'amour et aux pensées de mariage. Aussi le changement subit qu'elle avait surpris chez Rose, et qu'elle avait finement attribué à quelque mystérieuse entente entre Rose et Jervis, l'avait-il grandement réjouie. Rien n'aurait pu lui ôter de l'idée que, le matin du départ de l'aspirant-officier, quelque chose de définitif s'était passé durant la demi-heure d'absence des deux jeunes gens. En rentrant, Rose n'avait-elle pas refusé de déjeuner ? N'était-elle pas montée dans sa chambre pour s'y enfermer ?

Mais autant Anna avait de tendre sympathie pour sa jeune maîtresse, autant elle éprouvait d'impitoyable rancune pour Mrs Otway dont elle avait deviné l'attachement. Oui, elle lui en voulait à cette dame, que son âge aurait dû rendre plus raisonnable, d'avoir accepté si longtemps les attentions compromettantes de l'ancien officier, en le recevant à Trellis House beaucoup trop souvent. Qu'est-ce que cet ex-militaire grisonnant pouvait vouloir à une matrone, mère d'une grande fille?

Anna savait bien qu'on arrangeait souvent des mariages entre personnes d'un âge mûr ; mais ce ne pouvait être que des « affaires de convenance », et, dans ce cas spécial, le second mariage de madame Otway dérangerait la vie paisible et confortable de sa bonne Anna. Qu'un veuf, chargé d'enfants et dans une position modeste, recherche une veuve bien rentée pour servir de seconde mère à sa progéniture, cela se comprend encore ! Mais mêler du sentiment, de l'amour même à une union entre quadragénaires, cela, Anna ne pouvait qu'en rire; et son rire était sans indulgence. N'avait-elle pas constaté que depuis quelques semaines, justement depuis le départ

du major Guthrie, Mrs Otway avait trouvé des cheveux gris dans ses bandeaux blonds? Ah ! elle serait jolie et jeune, la mariée, si jamais le major venait la réclamer !

A de courts intervalles, Rose recevait de Jervis Blake de courtes lettres, toutes censurées, sans date ni adresse. Il n'avait pas pris part à la première avance des Anglais en Flandre, ayant fait parte des réserves massées sur les côtes de France. Puis un long, angoissant silence s'ensuivit, jusqu'au jour où une lettre de Mrs Blake à Mrs Otway annonça que Jervis était enfin au front sur la rivière l'Aisne. Elle ajoutait :

« Vous avez toujours été si bonne pour mon cher fils, que je suis sûre que vous apprendrez avec intérêt qu'il a déjà assisté, sans être blessé, à divers engagements sérieux. Il lui est défendu d'en rien dire, et Jervis a même cessé de nous envoyer des cartes postales. Mais mon mari sait exactement où il est. Nous ne pouvons que prier Dieu de le conserver en sa sainte et digne garde. »

Le jour même où cette lettre parvint à Witanbury, on délivra à Trellis House un télégramme signé « Robert Allen » et ainsi conçu :

« J'apprends de source officielle que le major Guthrie est en vie et prisonnier en Allemagne. Lettre suit. »

La lettre, reçue le lendemain, ne faisait que répéter les termes de la dépêche et indiquait le bureau de la Croix-Rouge à Genève comme source du renseignement. D'ailleurs aucun détail et nulle désignation du lieu d'emprisonnement. Mr Allen ajoutait simplement :

« Je me mets en rapport indirect avec l'ambassade des États-Unis à Berlin pour obtenir des renseignements complémentaires. On m'assure que là seulement on peut nous venir en aide. »

— Madame voit que j'avais raison, — fit Anna en allemand quand la nouvelle fut annoncée. — Je n'ai jamais cru que le major Guthrie fût mort. Madame ne sait peut-être pas que les officiers ne risquent pas grand'chose : ils sont toujours derrière leurs hommes.

Et comme Mrs Otway quittait brusquement la cuisine, la servante se dit tout bas :

— Pourquoi faire tant d'embarras, puisque le major est prisonnier? Il est très bien en Allemagne...

Car, pour Anna Bauer, être en Allemagne, même prisonnier, n'était-ce pas le plus beau des sorts? Ne se rappelait-elle pas comme, en 1870, on avait bien traité les prisonniers français, quelques-uns d'entre eux tout au moins? « La Princesse Royale, la mère de notre kaiser actuel », n'avait-elle pas visité elle-même les camps de prisonniers et distribué un tas de gâteries? Les gens n'avaient-ils pas assez crié à ce propos?

Mais, après tout, la vieille bonne était vraiment contente de savoir le major Guthrie vivant et en sûreté. Cela rendrait sa maîtresse de meilleure humeur et cela lui fournirait, à elle, une nouvelle intéressante à apporter à son ami Hegner, chez qui elle devait souper le soir même.

XVIII

— Je sais, moi, la valeur de ces espèces de lettres, pour mes affaires.

Ainsi s'exprimait « Alfred Head » devant le souper servi, et la jolie Polly l'écoutait la tête baissée et visiblement grognonne. Sur la nappe s'étalaient deux ou trois feuillets assez malpropres, sans doute les lettres en question. Lorsque la vieille Anna entra dans la pièce, la querelle battait son plein.

— Mais ces lettres sont stupides, — criait Polly. — Il y a en de mille fois plus intéressantes dans les journaux du dimanche, et ils sont propres au moins.

Se tournant vers leur visiteuse, elle ajouta :

— Alfred me refuse la moindre pièce d'or et il donne jusqu'à cinq et dix shillings à de vieilles femmes, rien que pour lire ce qu'elles reçoivent du front. Tenez, écoutez : « Ma chère mère, j'espère que cette lettre vous trouvera en aussi bonne santé que moi. Ici je vous réponds que nous en donnons aux

Allemands pour leur argent. » Et puis voilà quatre lignes effacées avec un tampon noir que le diable lui-même n'y verrait que du feu. Je vous demande un peu si c'est raisonnable de jeter son argent pour de la marchandise pareille !

Son mari l'interrompit d'une voix irritée :

— Veux-tu bien laisser ça tranquille, petite sotte ! Est-ce que tu ne me connais pas assez pour savoir que si je donne à mistress Tippins sept shillings et demi pour cette lettre, c'est qu'elle les vaut pour moi, et davantage? Est-ce que tu me prends pour un imbécile, par hasard?

Et se tournant vers Anna, il dit en allemand :

— L'homme qui a écrit ces lettres est un sergent très intelligent, et j'ai trouvé là une foule de détails intéressants. Je vous l'ai déjà dit, Frau Bauer, je suis prêt à payer largement qui me fera lire de bonnes lettres du front. Je préfère naturellement des lettres d'officiers, et surtout celles qui ont été censurées comme celle-ci, c'est-à-dire dont certains passages ont été passés au tampon noir.

Et il ajouta en riant :

— Leurs censeurs militaires, vous savez, ils ne sont pas malins !

Sans savoir pourquoi, la vieille servante se mit à rire aussi. Il demanda :

— Et ce major, dont la mère est morte il y a quelque semaines, est-ce que votre maîtresse n'en a jamais eu de nous velles?

— Aujourd'hui justement, — répondit Anna tout heureuse de pouvoir donner un renseignement, — nous avons appris qu'il était prisonnier. Où, nous n'en savons rien.

— Tant mieux ! — fit l'épicier durement ; — ce sacré major, je n'ai jamais pu avoir sa clientèle. Mais les jeunes officiers qui venaient voir votre demoiselle, ne lui écrivent-ils donc jamais?

Et regardant Anna fixement, il ajouta :

— J'espérais toujours que vous pourriez m'aider dans mes affaires.

— Je vous ai dit le contenu de toutes les cartes postales reçues à la maison, — fit la vieille domestique un peu embarrassée.

— Ach ! certainement et je vous en ai récompensée. Mais que disaient-elles ces cartes postales? Rien, moins que rien.

Anna garda le silence. Elle savait parfaitement que miss Rose recevait des lettres de Mr Blake, des lettres censurées; elle les avait vues, sa demoiselle lui en avait lu des fragments. Mais elles étaient précieusement enfermées, et d'ailleurs la sentimentale Allemande n'eût jamais consenti à montrer à personne les lettres d'amour de son enfant chérie.

Alfred Head s'était tourné vers sa femme et lui parlait d'un ton plus conciliant :

— Écoute, Polly, tu vas voir pourquoi les lettres que tu méprises me sont si utiles. Celles de la mère Tippins par exemple. Son fils lui envoie tous les quinze jours une liste des divers objets dont il a besoin. Elle me l'apporte en me demandant de lui procurer tout cela pas trop cher. Une partie de la lettre avait été effacée au tampon. Cette encre-là est facile à enlever, — dit-il avec un gors rire, — et ce qui est caché est justement ce qu'il y a de plus utile pour mes affaires.

Voyant que le visage de sa femme restait sombre et contraint, il lui jeta à travers la table une pièce de cinq shillings en criant d'un ton de bonne humeur :

— Attrape ça, fifille. Et si les affaires vont bien, grâce à ces fameuses lettres, je t'en donnerai autant dans un jour ou deux.

Anna le regardait d'un air fasciné. Cet homme lui paraissait bourré de monnaie, surtout d'argent, car l'or s'était raréfié à Witanbury depuis quelques semaines. La vieille domestique avait même toujours quelques billets sur elle pour profiter de la moindre occasion de les changer contre des souverains ou des demi-souverains. Head était prêt à les lui prendre avec une prime et son petit pécule s'augmentait d'autant.

En rentrant à Trellis House, après un frugal souper, elle se dit qu'il était bien dommage, après tout, que le major Guthrie fût prisonnier. Autrement il aurait écrit à Mrs Otway et Alfred Head l'eût bien récompensée pour les renseignements contenus dans ces lettres. Sa maîtresse n'avait-elle pas eu l'habitude, avant la guerre, de jeter au panier, à peine déchirés, les nombreux billets du major?

XIX

En causant avec une de ses amies, Mrs Otway apprit qu'il existait à Londres, 20, Arlington Street, sous la direction d'une certaine mistress Veneker, une agence qui donnait des nouvelles officieuses des prisonniers à leurs parents et à leurs amis. Elle n'hésita pas. Le lendemain, elle prenait le train pour Londres, laissant Rose et la vieille bonne à la maison.

Cette après-midi avait trouvé Anna Bauer en toilette du dimanche, assise à sa table de cuisine, dans une oisiveté dont elle n'était pas coutumière. C'est que cette date — l'anniversaire de la mort de son mari — était célébrée par elle avec une solennité d'autant plus singulière que le défunt ne paraissait pas avoir été particulièrement regrettable. Elle s'accordait donc un congé partiel et l'employait à lire lentement cantique sur cantique dans son livre de prières luthérien. Était-ce la langue maternelle ainsi marmottée, ou le malaise croissant qui la poursuivait depuis la guerre, qui amenait des larmes dans ses yeux en songeant à ce Vaterland si lointain et si cher? Le fait est que l'impossibilité de recevoir des nouvelles de sa nièce Minna l'affectait beaucoup, car son vieux cœur avait presque abandonné sa tendresse pour sa fille Louisa — une Anglaise ! — et l'avait reportée sur la Berlinoise et son aimable mari, le sous-inspecteur de police.

Le long séjour en Angleterre n'avait nullement diminué chez la bonne vieille Anna les préjugés anti-britanniques qu'elle avait apportés des bords de la Sprée. Et depuis la guerre, ces préjugés se transformaient rapidement en haine très caractérisée. En mépris surtout. N'écrivait-elle pas jadis à Minna : « Ces Anglais, ça se lave tout le temps de la tête aux pieds, mais tout le reste chez eux est sale, sale, dégoûtant. »

Et voici qu'en cet après-midi de repos et de recueillement, elle se rappela soudain une excursion délicieuse qu'elle avait faite, un beau jour d'été, trois ans auparavant, avec son neveu et sa nièce. Ils étaient allés jusqu'à Wannsee, sur la riante

Havel, emportant avec eux un vrai lunch, du café, des tartines beurrées, des gâteaux. Puis on avait ingurgité verre sur verre de cette bière exquise dont elle était sevrée dans cette détestable Angleterre. Oh ! oui, quelle délicieuse après-midi !

Rien ne l'agaçait comme la pensée que d'autres Allemands — des naturalisés, cela va sans dire — recevaient encore à Witanbury des nouvelles du Vaterland. Manfred Hegner, dit Alfred Head, lui avait avoué être de ces privilégiés en lui recommandant de n'en rien dire à personne. Anna, très fière maintenant de ses relations de plus en plus intimes avec le propriétaire des *Grands Magasins*, avait promis tout ce qu'il avait voulu, étant fort cachottière par nature et nullement tentée de lui manquer de parole.

Ne trouvait-elle pas d'ailleurs un plaisir extrême dans ces réunions du soir à l'épicerie, quand le maître de céans, tout ragaillardi par les bonnes nouvelles mystérieusement reçues du théâtre de la guerre, lui donnait une foule de détails sur les victoires des Allemands et leurs progrès en pays conquis? Il se moquait agréablement avec elle de ces « volontaires de Kitchener » en uniforme kaki qui faisaient retentir les rues de Witanbury de leurs vociférations et de leur enthousiasme de fraîche date, tandis que leur présence, en si grand nombre, remplissait les poches des boutiquiers ravis.

— Chair à canon, — criait-il, en allemand bien entendu. — Je vous demande à quoi ces ignorantes recrues peuvent être bonnes, sans officiers, sans fusils, sans munitions ! Chair à canon, je vous dis !

Et la vieille Anna hochait la tête en signe de sympathie.

Chose curieuse ! Ce qui avait le plus excité l'inimitié de la servante contre l'Angleterre, c'était que la nation anglaise avait pris fait et cause pour la Belgique, cet affreux pays où les femmes — Anna le croyait dur comme fer — crevaient les yeux aux blessés allemands. Elle nourrissait d'ailleurs une rancune féroce contre les dames belges qui l'avaient fait travailler ferme et à petits gages, durant des années de service, à Ostende et à Bruxelles. Non, certes, aucun traitement ne serait trop dur pour une telle engeance !

Comme elle monologuait ainsi, son livre de prières devant elle, Rose ouvrit la porte de la cuisine :

— Je voulais vous dire, Anna, que j'ai reçu une lettre de Mr Blake ce matin et je serai heureuse que vous la lisiez. Vous verrez comme il parle avec bonté de quelques prisonniers allemands qu'on venait de faire. Je n'ai pas le temps de vous lire ça moi-même, mais vous pourrez parfaitement déchiffrer l'écriture de Mr Blake, car il écrit très gros. Cela commence ici — dit-elle en lui montrant le bas de la première page. — Je ne rentrerai pas avant huit heures, car sir Jacques m'a dit que nos blessés arriveraient sûrement demain matin.

Sa figure s'assombrit, tandis que la vieille bonne lui souriait tendrement.

— J'ai un joli morceau de gigot froid, — dit Anna Bauer, — et avec une bonne salade de pommes de terre cela fera un gentil souper pour ma gracieuse demoiselle.

— Non, pas de viande, — dit Rose, — un légume, n'importe lequel ; un fruit, mais pas de viande.

Une minute après elle était partie et Anna, examinant avec grand intérêt les nombreuses feuilles qu'elle venait de recevoir de sa jeune maîtresse, s'aperçut en effet qu'elle pouvait les lire sans difficulté. Or, voici ce qu'elle lut :

« Un vaste char-à-bancs venait d'arriver, chargé de prisonniers ; nos hommes les entourèrent aussitôt. C'étaient de grands et solides gars, mais ayant l'air déprimés et comme épuisés. Nous apprîmes aussitôt qu'ils n'avaient rien mangé depuis trois jours. J'offris à l'un d'eux une cigarette qu'il saisit avidement. Je n'avais pas d'allumettes, mais le pauvre diable en sortit une de sa poche et m'offrit du feu. Quelle drôle de chose que la vie, Rose ! Tout à l'heure, ces treize Allemands nous tiraient dessus de tout leur cœur, et nous-mêmes nous ne les ménagions pas ; on ne songeait qu'à s'entretuer ! Et maintenant nous voilà faisant assaut de politesses ! Et demain nous recommencerons à descendre leurs camarades ! Ils n'ont pas de méchantes figures, ces Teutons, mais leur attitude est peu militaire. Il y en a même qui ont l'air anglais. C'est ce que je disais à l'un d'eux qui parlait notre langue, en lui montrant un de ses camarades ; il lui répéta ma remarque qui lui fit faire la grimace. Un autre que lui, n'avait pas l'air anglais du tout, avait vécu seize ans à Londres et parlait argot comme un voyou londonien.

Anna continua sa lecture :

« Enfin, j'ai trouvé un logis confortable. C'est une fabrique de pilules appartenant à un vieux type appelé Puteau ; nous savons cela parce que la façade de cette immense baraque, du reste abandonnée, porte en lettres énormes : *Pilules Puteau*. Pendant longtemps on a laissé ce bâtiment inoccupé comme étant trop facile à repérer. Mais nous avons trouvé moyen de nous y introduire par derrière, sans que rien révélât notre arrivée et notre présence. Aussi la maison est maintenant pleine de nos hommes, du haut en bas. J'ai découvert un immense bac en bois doublé de zinc, et nous en avons fait une piscine. Ce qu'elle nous est utile ! »

La portion de la lettre laissée par Rose s'arrêtait là. Sans doute le reste était trop tendre, même pour les yeux d'une fidèle vieille bonne.

Anna considéra pensivement les feuillets étalés devant elle. Rien de ce qu'ils contenaient n'avait le moindre rapport avec le commerce d'équipement de Mr Head et ne pouvait donc lui être utile. D'un autre côté, on n'y lisait aucun détail intime concernant les fiancés, ce que la vieille Anna eût défendu contre toute indiscrétion. Ainsi pas d'inconvénients à faire voir ces fragments de lettres à Mr Head, et cela prouverait sa bonne volonté à lui communiquer les correspondances entre ses maîtresses et les officiers du front.

Elle regarda la pendule de la cuisine qui marquait quatre heures. Une pensée soudaine la décida. Miss Rose avait dit qu'elle ne voulait pas de viande pour son souper ; si elle lui faisait un joli macaroni au fromage, son plat favori. Mais elle n'avait justement pas de fromage.

— Allons chez Mr Head en chercher, et en même temps...

Ainsi la répugnance de Rose Otway pour la viande décida sa vieille bonne à porter la lettre de Jervis Blake à l'épicier.

Ayant coiffé son chapeau de velours vert et endossé une chaude jaquette, Anna se rappela tout à coup, que ce jour-là, les magasins de Witanbury fermaient de bonne heure ; mais convaincue que le complaisant épicier la servirait, même après la clôture officielle, elle s'achemina d'un pas rapide vers la porte de derrière de la boutique.

Ce fut Alfred Head lui-même qui lui ouvrit :

— Ah ! Frau Bauer ! — dit-il en allemand, — mais entrez donc, je vous prie. Enchanté de vous voir !

Malgré la cordialité de l'accueil elle eut le sentiment qu'elle était de trop. Il ajouta :

— Que puis-je faire pour vous?

— Oh ! pas grand'chose, Herr Head. J'ai seulement besoin d'une demi-livre de parmesan et d'une livre de beurre.

— Parfaitement. Je m'en vais vous donner ça.

Et la précédant dans le passage il tourna la lumière électrique dans la boutique principale.

— Je ne vous fais pas entrer dans le salon, — fit-il négligemment, — parce que j'ai justement une visite : quelqu'un qui veut renouveler une hypothèque. Polly est allée voir sa sœur. Vous savez qu'elle va quitter les Haworth. Elle est fatiguée d'entendre miss Édith se lamenter jour et nuit. Ah ! une fiancée allemande prendrait son deuil autrement ! n'est-ce pas, Frau Bauer?

— La pauvre demoiselle, — fit Anna avec sentiment. — Les femmes ne sont pas comme les hommes, Herr Hegner : elles ont le cœur tendre. Celui qu'elle a perdu n'est pas seulement un héros pour elle, c'est surtout un amoureux... Je la plains bien quand je la vois passer si triste, si pâle, tout en deuil...

Ils étaient debout dans le grand magasin vide de clients. Sur le comptoir, Head coupa une généreuse tranche de fromage et l'ayant pesée, il y joignit une livre de beurre déjà enveloppée de papier. Anna, toujours ordonnée, remarqua que le beurre n'avait pas été rangé dans la glacière. Cette Polly ! une fainéante comme ses compatriotes !

Ayant fait un paquet du tout, Head montrait déjà le chemin de la porte, visiblement désireux de se débarrasser de sa visiteuse attardée. Elle allait donc perdre l'occasion de lui montrer la lettre de Mr Blake?

Un peu nerveuse, elle toussa avant de dire :

— Vous me demandiez l'autre soir si nous recevions des lettres des officiers du front, Mr Head. J'ai justement ici la moitié d'une lettre de Mr Jervis Blake que je venais vous montrer. Il n'est pas question d'équipements ou de choses comme ça qui vous intéressent. Mais il y a des détails qui

montrent que ce jeune homme a vraiment bon cœur. Si vous n'avez pas le temps de la lire, naturellement, je...

Alfred Head s'arrêta brusquement.

— Vous ne pourriez pas me la laisser? — demanda-t-il.

Elle secoua la tête.

— Impossible, mademoiselle me l'a donnée à lire et bien que je ne l'attende pas à la maison avant huit heures, elle peut rentrer d'un moment à l'autre. Elle est chez les Robey en train de les aider pour la réception des blessés qui arriveront demain matin. Avec quelle impatience on les attend !

L'homme debout devant elle semblait hésiter. Enfin, il dit rapidement :

— Après tout, montrez-la moi, votre lettre. Je vous dirai tout de suite si elle m'est bonne à quelque chose.

Elle fouilla dans la poche de sa jaquette et en ramena la missive de Jervis Blake.

Il prit les feuillets et les rapprochant de ses gros yeux de myope, il parcourut très vite le compte rendu de l'arrivée et du traitement des prisonniers. Arrivé à la feconde partie de la lettte il ralentit visiblement sa lecture. Puis s'interrompant, il dit :

— Voulez-vous attendre un instant? Je vais aller dire à mon visiteur que je suis occupé ici pendant quelques minutes. Je reviendrai lire la fin de cette lettre, quoique le correspondant de votre demoiselle soit vraiment un garçon stupide...

Tenant toujours la lettre en main, il s'éloigna rapidement.

Anna n'était pas pressée. Cependant, quand l'absence de Hegner se prolongea plus de dix minutes, elle commença à s'énerver et à se demander si elle avait vraiment bien fait de communiquer à l'épicier la lettre reçue par sa chère enfant. Et puis de quel droit appelait-il Mr Jervis Blake, un si parfait gentleman, un garçon stupide, *ein dummer Kerl*? Elle fut soulagée quand elle entendit les pas pressés et énergiques d' « Alfred Head » dans le passage.

— Me voici ! me voici ! — cria-t-il en l'abordant. — Et voici votre lettre. Comme vous le disiez, elle ne contient rien qui m'intéresse. Mais vous avez fait preuve de bonne volonté

en me l'apportant et la prochaine fois vous aurez plus de chance. En attendant, voici toujours un florin pour votre peine, ma bonne Frau Bauer, avec tous mes remerciements. Votre jeune homme, au lieu de sa sotte tartine sur les prisonniers, aurait mieux fait de demander qu'on lui envoie quelque chose de bon, quelque chose de bien épicé, à manger avec leur éternel bœuf de conserve.

Soudainement rassérénée grâce aux deux shillings, la vieille bonne prit congé du boutiquier, se disposant à reprendre le chemin de Trellis House. Juste avant de franchir le seuil du magasin, elle fut surprise de voir s'ouvrir brusquement la porte du salon et d'entendre, de l'intérieur, la voix d'un homme qu'elle ne voyait pas crier en allemand :

— Voyons, voyons, Hegner, dépêchez-vous ! vous savez bien que je n'ai pas de temps à perdre et que j'ai une fameuse trotte devant moi !

Poussée un peu brusquement hors de la maison, Anna Bauer ne se tenait pas de curiosité. Traversant la rue, elle entra dans une petite impasse située juste en face. Là, elle guetta la sortie du mystérieux visiteur.

Elle n'avait pas encore eu le temps de s'impatienter, quand la porte du magasin s'ouvrit et laissa sortir un homme un peu fort, de petite taille, reconduit jusqu'au seuil par le boutiquier. Elle entendit le murmure de leurs adieux.

Aussitôt la porte fermée l'étranger se mit à marcher à grands pas. Il tourna dans la première rue à droite, où devant une maison affichée « à louer » stationnait une automobile basse gardée par un boy-scout en uniforme. Anna pressa le pas et passant tout près de l'auto, entendit l'étranger dire au petit gars en un anglais accentué à l'américaine :

— J'espère que tu n'as pas pris froid, mon ami? J'ai été retenu plus longtemps que je ne pensais.

Et la voix de l'enfant répondit gaiement :

— Oh ! non, m'sieu. J'ai pas eu froid du tout !

Le moteur poussa un son rauque et se mit en route brusquement dans la direction de Southampton.

Anna ne put s'empêcher de sourire. Pourquoi Manfred Hegner faisait-il tant le mystérieux? Qu'avait-il besoin de lui raconter cette histoire d'hypothèque? On savait qu'il avait

des œufs dans beaucoup de paniers et qu'il deviendrait riche à millions s'il continuait à jouir de la même chance.

Comme elle arrivait en face de Trellis House, elle s'aperçut que le salon était éclairé, et à peine avait-elle mis la clef dans la serrure, que Rose accourut, s'écriant avec agitation :

— Oh ! Anna, qu'êtes-vous donc devenue? J'ai cherché partout ma lettre à la cuisine et je ne l'ai pas trouvée...

— La voici, miss, — fit la vieille bonne, tirant les feuillets de la poche de sa jaquette. — La voilà ! la voilà ! Pourquoi vous inquiéter, ma chérie? En sortant, je l'ai emportée pour plus de sûreté.

— Et vous avez bien fait, — dit la jeune fille rassurée. — Mr Robey m'a demandé à la lire et je suis venue la chercher. Je resterai à souper chez eux; madame Robey et Sir Jacques ont tant insisté...

— Très bien, très bien, ma gracieuse demoiselle. Mais c'est dommage, j'étais allée chercher de quoi vous faire un bon petit plat.

— Eh ! bien ce sera pour demain, voilà tout. Et puis, Anna, je suis bien heureuse... Mr Robey m'assure que Mr Blake aura bientôt une permission de quinze jours.

Son cœur débordant de joie ne lui permit pas de cacher cette merveilleuse nouvelle.

— A la bonne heure ! — cria la vieille Anna cordialement. — Et alors, ma bien chérie, nous aurons tout de suite de vraies fiançailles.

— Je le crois, je l'espère, — fit Rose rougissante de bonheur.

— Et même peut-être ce qu'on appelle chez nous « un mariage de guerre » ! En Allemagne il y en a eu depuis le commencement de la campagne.

— Je sais, — dit Rose en souriant. — Un des fils du kaiser s'est marié comme cela. Vous m'avez montré le compte rendu dans un des derniers illustrés allemands qui sont arrivés ici. Mais il faut que je me sauve.

Et elle s'enfuit, toute joyeuse.

La vieille servante traversa la cuisine et l'arrière-cuisine et entra dans sa confortable chambre à coucher. Les murs de cette pièce d'ancienne construction et basse de plafond étaient

tapissés de gravures coloriées des illustrés allemands, parmi lesquelles plusieurs scènes de *Faust* et la scène célèbre de la Charlotte de *Werther*, distribuant des tartines à ses frères et sœurs.

A droite et à gauche sur la commode trônaient les bustes en biscuit de Bismarck et de Moltke rapportés de Berlin trois ans auparavant. Depuis quelques semaines, Anna se demandait si elle ne ferait pas mieux de les ranger dans une des vastes armoires qui garnissaient le mur derrière son lit. Une de ces armoires contenait déjà plusieurs gros paquets soigneusement ficelés qui avaient été remis à Anna avec injonction formelle de ne pas y toucher et de ne pas les remuer. Mais il ne manquait pas de place dans les deux autres armoires. Pourtant, comme personne n'entrait dans sa chambre, elle se décida à laisser les bustes à leur place.

Ayant ôté chapeau et jaquette, elle retira de sa poche la pièce de deux shillings et la serra dans une boîte en zinc qui lui servait de tire-lire, et où s'amassait déjà un petit tas respectable de monnaie d'argent. Puis elle alla ranger son fromage et son beurre dans la glacière dernier modèle, admirablement tenue, qui ornait l'arrière-cuisine.

Le lendemain matin, Mrs Otway, à qui l'agence de Londres avait promis de commencer ses recherches, rentrait chez elle, et quelques instants plus tard, la mère et la fille n'avaient plus de secrets l'une pour l'autre. Cette confession mutuelle, comme toute confession de ce genre entre gens qui s'aiment tendrement, fut amenée par un mot révélateur prononcé en quelque sorte par hasard.

Rose, mise au courant de la démarche que sa mère venait de faire à Arlington Street, s'était écriée :

— Mais pourquoi toute cette fatigue, maman, quand il aurait suffi d'écrire?

Devant le silence de sa mère dont le visage décelait tant de douloureuse anxiété, le cœur de Rose devina tout et se rapprochant d'elle avec une infinie tendresse, elle lui dit tout bas :

— Mère chérie... Je crois que vous aimez le major Guthrie comme moi j'aime Jervis Blake.

XX

Quelques jours plus tard, dans l'ambulance installée à Witanbury par Sir Jacques Robey, Jervis Blake, doublement blessé, fut amené par son père, le général Blake.

Un fragment d'obus avait atteint le jeune homme au bras gauche, mais l'autre blessure, plus grave était à la jambe droite. Ni l'une ni l'autre, d'ailleurs ne mettaient sa vie en danger. Aussitôt que le chirurgien l'eut permis, Rose Ottway vint s'installer au chevet de son fiancé.

En cette brillante après-midi d'un jour de novembre exceptionnellement radieux, Rose Ottway, assise près du lit de Jervis, se sentait si rassurée que rien en vérité ne semblait manquer à son bonheur. Les deux infirmières, choisies par Sir Jacques Robey pour donner à ses blessés les soins de leur vieille expétience, venaient d'annoncer à la jeune fille qu'elles considéraient Jervis Blake comme en voie de très prochaine convalescence. Il est vrai que le chirurgien n'avait pas confirmé cette espérance, et que le blessé portait sur son visage des traces persistantes de fatigue et de souffrance. Mais son épaule était presque guérie, et n'eût été son pied dont la guérison ne semblait guère avancer, on aurait vraiment pu le croire hors d'affaire. Le jeune officier lui-même, très encouragé par son état général, avait mentionné à diverses reprises sa joie de pouvoir bientôt retourner au front. Mais cet espoir amenait tant de douloureuse anxiété sur la figure de sa fiancée qu'il cessa bientôt de l'exprimer.

En attendant, une glorieuse nouvelle était arrivée au blessé. Le général commandant en chef le Corps expéditionnaire britannique avait cité le sous-lieutenant Blake à l'ordre du jour pour un brillant fait d'armes qui remontait à plusieurs semaines. Des amis regrettaient qu'il n'eût pas reçu à cette occasion la Croix de Victoria, la plus haute récompense décernée à la bravoure anglaise. Mais Jervis et son père, plus raisonnables, se déclaraient fiers et satisfaits du simple ordre du jour et Rose prenait sa part de cette joie.

Ce matin-là un chirurgien de Londres — une célébrité — était venu à Witanbury, appelé en consultation par sir Jacques Robey pour examiner plusieurs blessés, dont Jervis Blake. L'examen du pied endommagé avait duré longtemps et causé de cruelles douleurs au jeune homme. Un peu remis déjà, il jouissait en cet instant de la société de sa fiancée qui n'était pas encore venue de la journée ; car, chose assez singulière, Sir Jacques Robey avait insisté pour que Rose s'absentât durant la consultation entre les deux chirurgiens.

Sur le lit gisait une pile de lettres et de télégrammes signés pour la plupart de vieux camarades de Jervis à l'Institut Robey, le félicitant de sa première citation à l'ordre du jour, et cette chaude sympathie semblait faire oublier au blessé les tortures de l'examen chirurgical. Cependant il parlait peu, comme momentanément épuisé. D'ailleurs, ils auraient bien le temps de causer, les deux amoureux : sir Jacques n'avait-il pas annoncé, comme en passant, que le retour sur le front serait considérablement retardé, toute blessure au pied exigeant un traitement prolongé? Rose avait reçu ce verdict avec une joie profonde dont elle était un peu honteuse.

On frappa à la porte ; la plus jeune des infirmières entra doucement :

— On vous demande en bas, miss Otway, — dit-elle à demi voix. — Je crois que Mr Blake ferait bien de dormir une heure ou deux. Voulez-vous revenir prendre le thé avec lui, vers cinq heures? Il sera certainement réveillé.

***

— Il faut qu'il comprenne bien que c'est vous et non lui qui désirez un mariage immédiat.

Ces instructions si nettes de sir Jacques Robey résonnaient encore aux oreilles de Rose lorsqu'elle atteignit la porte de la chambre de Jervis. Son père en sortait.

— Jervis a reçu avec le courage tranquille sur lequel je comptais la nouvelle qu'il fallait l'amputer du pied, — dit le vieil officier dont le visage portait l'empreinte des cruels moments qui venaient de s'écouler.

Il ne s'arrêta pas ; mais avant de rouvrir la porte, Rose se

recueillit un instant comme accablée par le conflit des émotions qui se partageaient son cœur : infinie tendresse pour le pauvre blessé condamné à la mutilation, timidité singulière devant le rôle qu'on lui demandait de jouer. Ce n'était pas aussi facile qu'elle l'avait cru de venir insister ainsi auprès de Jervis pour un mariage immédiat. Elle croyait que sir Jacques aurait préparé le terrain et qu'un seul mot d'elle suffirait; tandis que s'offrir ainsi...

Brusquement elle ouvrit la porte et, traversant la chambre, s'approcha de son fiancé. Elle s'attendait à le trouver pâle et comme désespéré : il lui apparut, au contraire, l'œil brillant et le teint plus animé que d'habitude. Et pourtant il se rappelait les dernières paroles qu'il venait d'échanger avec son père. Aussitôt informé de l'opération décidée et de ses conséquences :

— Alors mon père, — avait-il demandé sans hésitation, — d'après vous, je dois rendre à Rose sa parole?

— Oui, mon fils, d'après moi vous le devez.

Mais maintenant qu'il voyait la jeune fille s'avancer vers lui d'un pas ferme et à peine plus pâle que d'habitude, il comprit qu'une telle renonciation était impossible, aussi bien pour elle que pour lui, et qu'ils devraient supporter ensemble cette terrible épreuve. Seulement il décida à part lui que le mariage hâtif dont ils avaient fixé la date avant son retour au front ne devrait avoir lieu.

Quand elle se fut assise près de son lit, sur la chaise que son père venait de quitter, il prit sa main dans les siennes et dit :

— Ce que mon père m'a annoncé tout à l'heure, ma chérie, ne m'a pas grandement surpris. La consultation des deux chirurgiens m'avait mis sur la piste. Depuis quelques temps, les infirmières étaient toutes drôles... Mais je pouvais me tromper ; c'est pourquoi je ne vous ai parlé de rien.

Elle ne répondit pas, se bornant à serrer sa main plus tendrement.

— Mais mon père m'a dit quelque chose qui m'a fait grand bien. Il m'a assuré que des officiers... mutilés pouvaient rendre encore de vrais services. Il m'a montré une coupure d'un journal allemand — tenez, la voilà — dans laquelle on parle d'officiers estropiés qui dressent des recrues. Et mon père croit

que le ministère fera quelque chose de semblable pour nos jeunes soldats.

Comme elle continuait à se taire, il sembla mal à l'aise et ajouta un peu précipitamment :

— Venez donc plus près, chérie. Personne n'entrera. Mon père a donné l'ordre qu'on ne nous dérange pas ; jusqu'à ce que vous sonniez.

Elle lui obéit et il entoura ses épaules de son bras valide.

— Oh ! Rose, — murmura-t-il, — vous ne vous doutez pas de ce que c'est pour moi de vous savoir mienne... Vrai ! si je ne vous avais pas, je crois que je ne pourrais supporter cette épreuve.

Il la sentit qui tremblait d'une émotion encore incompréhensible pour lui.

— Oh ! Jervis ! cher Jervis, — dit-elle tout bas, — est-ce bien vrai?

— En doutez-vous, ma Rose?

— Alors, il y a quelque chose que je veux vous demander.

— Que pourriez-vous me demander au monde, ma chérie, que je ne fasse aussitôt?

— Eh ! bien je vous demande de m'épouser demain...

Et comme il ne répondait pas aussitôt, elle dit, éclatant en larmes :

— Oh ! Jervis, dites oui, à moins que vous n'aimiez mieux, beaucoup mieux dire non...

Les quarante-huit heures qui suivirent furent employées par sir Jacques Robey à organiser à sa façon l'ordre et la marche des événements.

Tout d'abord, il prit lady Blake sous sa direction et lui dicta en quelque sorte sa conduite et ses propos, durant sa première entrevue avec son fils. Grâce à lui, elle parvint à se montrer sans inquiétude exagérée et préoccupée, avant tout, des détails du mariage. Elle répéta plusieurs fois combien elle était heureuse de recevoir une telle fille des mains de son fils.

Mais l'esprit d'à-propos du chirurgien ne se manifesta jamais mieux que quand le général revint de sa visite au Doyen pour le prier de bien vouloir célébrer le mariage lui-même.

— Il a consenti, n'est-ce pas? — demanda sir Jacques.

— Certainement, il consent. Mais rappelez-vous que toute la responsabilité de l'affaire retombe sur vos épaules, non sur les miennes.

— Et je l'accepte d'un cœur léger. Mais, sir John, le cher Doyen vous a-t-il parlé de l'anneau?

— Il ne m'en a rien dit, — fit le général un peu interloqué.

— Alors, vous et lady Blake devez aller tout de suite en ville en acheter un. Vraiment nous ne pouvons pas faire faire cette commission par la pauvre Rose...

Presque avec mauvaise humeur, le général reprit :

— S'il le faut, je le ferai certainement. Mais je n'ai pas besoin de lady Blake pour cela.

— Mais si, mais si ; quand ce ne serait que pour essayer l'anneau. Je vais la chercher. Je crois qu'elle n'a pas quitté son chapeau.

Une minute après la vieille dame arrivait, souriante, et son mari ne put s'empêcher de constater combien ce mariage les avait tous deux distraits de l'anxieuse pensée de l'opération immédiate.

— Je me demande, — dit lady Blake, — si Rose préférera un anneau étroit à un anneau large. Mais je suppose qu'il n'y aura guère de choix dans une petite ville comme Witanbury.

Combien de menus incidents que nous croyions insignifiants quand ils se produisaient, nous deviennent précieux quand le temps les a transformés en lointains souvenirs !

C'est ainsi que Rose Otway se rappela toujours comment sa pauvre vieille bonne allemande, Anna Bauer, insista le jour de ses noces pour lui faire revêtir une robe et un voile blancs, alors qu'elle avait résolu de se marier en jupe de serge bleue et en blouse de soie rayée !

De tels détails ne pouvaient du reste faire oublier un instant à la jeune fille la redoutable épreuve que Jervis Blake aurait à affronter dans quelques heures. Ce mariage, ce n'était pas pour elle qu'on allait le hâter : elle sentait qu'aucune cérémonie ne pouvait la rapprocher davantage de son bien-aimé. Dès lors

elle ne comprenait pas pourquoi d'autres personnes seraient présentes que sa mère et les parents de Jervis. Mais ses désirs à ce sujet, timidement exprimés, ne trouvèrent point d'écho. Sir Jacques, son frère et sa belle-sœur se considéraient comme invités de droit, et madame Otway avait demandé à miss Forsyth de se joindre à eux.

C'était d'ailleurs un cadeau de l'excellente miss Forsyth, cette charmante robe blanche en mousseline des Indes brodée, que la vieille Anna retira du carton parfumé, pour en vêtir sa chère petite maîtresse. Une ceinture de soie bleu pâle appartenait à cette toilette et Rose insista pour qu'on la lui laissât mettre. « Le bleu porte bonheur aux mariés ! » déclara-t-elle avec un léger rire, le premier depuis la terrible nouvelle.

Pour Anna Bauer, ce jour de mariage de sa petite maîtresse chérie était une date à jamais mémorable, un événement bien autrement important que le mariage de sa propre fille Louisa. A cette occasion, Mrs Otway s'était déjà montrée pleine de générosité et de tact. Le trousseau de la compagne d'enfance de Rose avait été fourni par elle et décoré, naturellement, de l'éternelle guipure au crochet de la vieille servante. Puis dans les détails de la petite fête de noces, Mrs Otway s'était efforcée de reconstituer les cérémonies familiales de l'Allemagne, jusqu'aux friandises favorites et aux vœux adressés aux jeunes époux. Il était fâcheux seulement que le nommé Georges Pollit, le marié, se fût montré si vite indigne de l'intérêt qu'on lui avait témoigné.

Et Rose se mariait sans trousseau! De cette brèche à l'arsenal des traditions dont elle était si fière, Anna Bauer ne pouvait se consoler. Mais, après tout, ce trousseau devrait bien lui être acheté un jour, et ce serait alors le mari qui le paierait ; ce serait tant mieux pour Mrs Otway dont la bourse — Anna ne pouvait s'empêcher de s'en apercevoir — semblait plus plate de jour en jour.

Que de fois, depuis quelques semaines, la vieille bonne trouvait-elle sa maîtresse en soucieuse contemplation devant une pile grossissante de factures non acquittées! Et jamais Treillis House n'avait connu de pareils ennuis !

XXI

Quelques jours plus tard, Mrs Otway reçut la lettre suivante de Mrs Annabel Gaunt, la principale employée de l'agence londonienne :

« Ma chère Mrs Otway,

» Je suis très heureuse de pouvoir vous envoyer la lettre incluse. Naturellement je ne l'ai pas lue, ne sachant pas l'allemand. Mais j'en ai compris assez pour savoir qu'elle contient des nouvelles du major Guthrie et qu'elle a été écrite avec bienveillance. On espérait probablement qu'elle vous arriverait pour Noël.

» Croyez toujours, chère Mrs Otway, à ma sympathie sincère.

» ANNABEL GAUNT

» *P.-S.* — Votre réponse devra être envoyée ouverte. »

La lettre incluse, dûment censurée, était parvenue par l'intermédiaire du bureau de Genève.

Avec une indicible émotion, Mrs Otway sortit de l'enveloppe une missive sur papier mince écrite en fins caractères allemands qu'elle déchiffra facilement.

« Minden, 15 décembre 1914.

» Madame,

» Comme surintendant médical du lazaret de campagne de Minden, je vous écris au sujet d'un prisonnier de guerre anglais, le major Guthrie, qui est dans mon service depuis quatorze semaines.

» Je dois d'abord vous dire que le major a reçu de notre service médical les meilleurs soins. Peut-être les exigences du front n'ont-elles pas permis de lui accorder au début toute l'attention que notre haute compréhension des lois de l'humanité nous porte à donner à tous les blessés, amis ou ennemis.

Toutefois une blessure assez grave, reçue à l'épaule, a été si bien soignée, que je la considère comme en voie de guérison rapide.

» Mais je regrette de devoir vous annoncer, madame, que le major Guthrie a perdu la vue. J'ajoute aussitôt qu'il supporte cette épreuve avec un courage remarquable. J'ai passé une année d'études à l'Université d'Édimbourg, ce qui nous fournit un agréable sujet de conversation. J'aurais même pu vous écrire en anglais, si le major ne m'avait pas dit que vous compreniez parfaitement notre langue.

» Veuillez me croire, madame,

» Avec le plus grand respect,
» Votre très dévoué serviteur,
» KARL BRACHT »

Sous la signature du docteur se trouvaient ces mots, tracés en anglais d'une écriture vacillante et curieusement formée :

« Que Dieu vous garde.

» ALEXANDER GUTHRIE »

Et enfin la lettre se terminait pas un autre paragraphe en allemand :

« Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que le major Guthrie fera partie d'un groupe de prisonniers qui seront échangés dans quelques jours. Je ne lui en ai encore rien dit, car tout dépend du bon vouloir du Gouvernement britannique, et ce bon vouloir, nous n'y croyons guère dans ce pays-ci. »

Elle lut et relut cette lettre et il lui sembla que jamais elle n'avait souffert pareille agonie. Durant ces longues semaines d'attente, elle avait imaginé toutes sortes de terribles dénouements, mais l'idée de celui-ci n'avait pas même effleuré son esprit.

Étreinte par une inexprimable douleur, il lui sembla revoir encore, la regardant avec une si profonde affection ces yeux du major Guthrie, d'un bleu si intense et d'une expression si franche. Elle savait bien que la cécité est terriblement cruelle pour tous, mais combien plus intolérable pour un homme

habitué à la vie au grande air, aux grandes promenades, aux sports actifs, aux joies et aux travaux de la campagne !

Durant ces longs mois de silence et d'attente. Mary Otway avait rédigé dans sa tête bien des lettres à envoyer à son ami, aussitôt qu'elle connaîtrait son adresse ; des lettres qui sauraient dire beaucoup sans révéler à la censure anglaise ou allemande les détails intimes de leurs relations.

Mais la terrible nouvelle qu'elle venait de recevoir, chassa d'un coup toute pensée de réticence, et s'asseyant aussitôt à son bureau, elle écrivit la lettre suivante, dont chaque mot semblait jaillir tout brûlant de son cœur :

« Mon bien-aimé,

» Aujourd'hui, premier de l'an, j'ai eu la grande joie de recevoir des nouvelles de vous accompagnées de votre chère et précieuse bénédiction. Comme je désire que vous receviez ces lignes dans le plus bref délai possible, je n'écrirai que quelques mots.

» Il m'est défendu de vous donner des nouvelles. Je puis seulement vous assurer que Rose et moi nous nous portons bien. Sachez que je vous aime et que je pense à vous constamment, appelant de toute mon âme la venue du jour où le bon Dieu permettra que nous ne nous quittions plus. »

Elle hésita un instant avant de signer, puis écrivit :

« Votre MARY »

Relisant sa lettre, elle se demandait si elle devait y ajouter quelque chose, quand une inspiration lui vint :

« Je dépense l'argent que vous m'avez laissé ; il m'est d'un grand secours. »

Ce n'était pas encore exact, car elle n'avait pas touché aux cent livres du major, mais elle se promit d'en commencer aussitôt l'emploi.

Elle réfléchit ensuite longuement à ce qu'elle pourrait écrire au chirurgien allemand. Elle fit même trois brouillons de sa lettre, n'en voulant dire ni trop ni trop peu, et avant tout préoccupée de bien disposer le Herr Doktor à l'égard de son pensionnaire aveugle. Et puis, il fallait songer à la censure anglaise qui refuserait l'*exeat* à une missive trop

reconnaissante. Enfin le résultat de tout ce labeur ne fut pas perdu, puisqu'en lisant cette épître, rédigée avec un tact et une dignité qui ne donnaient que plus de valeur à l'expression d'une gratitude sincère, le fonctionnaire allemand ne put s'empêcher de s'écrier : « La gracieuse dame anglaise doit avoir été élevée en Allemagne : jamais ses compatriotes ne sauraient écrire ainsi ! »

Quelques lignes de chaleureux remerciements à l'adresse de la bonne Mrs Gaunt, accompagnaient ces deux lettres placées dans une enveloppe ouverte et confiée aux bons soins de la maison d'Arlington Street.

Cela fait, et avant de porter ces messages à la poste, elle alla prendre dans son secrétaire l'enveloppe contenant les bank-notes laissées par le major et la carte postale qu'il lui avait adressée de France. Elle en retira un billet de dix livres qu'elle glissa dans son porte-monnaie, à la fois doucement émue en pensant à la prévoyante tendresse de l'absent et agréablement soulagée en pensant que des dettes un peu criardes allaient enfin être réglées.

En traversant le hall pour se rendre en ville, faire ses achats quotidiens, Mary Otway évita d'entrer dans la cuisine, sentant instinctivement qu'il lui serait pénible de raconter à sa fidèle servante les nouvelles qu'elle venait de recevoir. Pour la première fois, elle se demanda s'il n'y avait pas quelque chose de juste dans le conseil que lui avait donné miss Forsyth, le jour de la déclaration de guerre, au sujet de sa domestique allemande. En renvoyant alors celle-ci dans son pays, auprès du jeune couple berlinois qui lui était si cher, on eût évité sans doute bien des tourments, car il devenait visible chaque jour davantage qu'Anna Bauer était malheureuse.

Bien plus malheureuse et mécontente que ses maîtresses ne le soupçonnaient. A Noël, quoique gratifiée de deux beaux cadeaux comme d'habitude, Anna avait été privée de ce cher arbre de Noël qui ne lui avait jamais manqué depuis sa petite enfance. Évidemment, ces dames ne songeaient guère à une fête quelconque en ces jours de deuil et d'angoisse. Et puis quel silence du côté du Vaterland ! Pas une lettre, pas un souvenir pour la vieille tante d'ordinaire si gâtée en cette saison !

L'année précédente, outre un paquet de massepains de toutes formes, n'avait-elle pas reçu un superbe zeppelin sous forme de saucisse, avec gouvernail, hélice, drapeaux à l'avant et à l'arrière ! Sûrement la méchante poste anglaise avait confisqué, cette année, les tendres messages et les savoureux présents !

Et aujourd'hui même, premier jour de l'an, Anna se rappelait qu'en Allemagne chaque domestique reçoit des étrennes en espèces, sous la réserve cependant de les rendre à ses maîtres s'il les quitte au cours de l'année. Mais en Angleterre, pas d'étrennes, pas d'argent, rien !

On serait injuste cependant à l'égard d'Anna Bauer, si l'on oubliait le réel chagrin dont son vieux cœur souffrait en ce triste jour de l'an 1915, quand ses yeux constataient la pâleur et les traits tirés de sa chère demoiselle. Elle la voyait d'ailleurs bien rarement, car « Madame Jervis Blake », comme chacun l'appelait maintenant, ne quittait le chevet de son mari que le plus tard possible pour venir coucher à Trellis House. Levée de très bonne heure, à peine prenait-elle un insuffisant déjeuner avant de retourner à la maison Robey. Les heures qu'elle ne lui consacrait pas, c'était aux œuvres de guerre qu'elle les donnait. Et ainsi s'écoulaient avec une triste lenteur ces semaines de douloureuse angoisse.

Un jour, Anna avait demandé à la jeune femme comment Mr Blake se remettait de son opération et vers quelle époque « il pourrait de nouveau marcher ». Mais à cette question, la pauvre Rose, fondant en larmes, avait supplié sa vieille bonne de ne plus jamais, jamais lui parler de cela.

Enfin, dernière déconvenue pour Anna Bauer : le sieur Alfred Head avait complètement changé d'attitude à son égard, ne l'invitait plus à le visiter le soir, et s'était carrément refusé à lui payer les cinquante shillings semestriels dont il lui avait garanti le versement régulier. Il prétendait impudemment que cette affaire conclue entre la tante et le neveu Willi, trois ans auparavant, les regardait eux seuls et ne le concernait en rien. Il était allé jusqu'à nier son payement de cinquante shillings en août dernier, et avait rabroué grossièrement la vieille servante lorsqu'elle lui avait témoigné son indignation ahurie. Il avait fini par dire que de tels rap-

ports entre eux pourraient avoir les plus graves conséquences et qu'il fallait en rester là, une fois pour toutes.

Convaincue que le rapace épicier, dont les affaires commençaient à péricliter, gardait par devers lui la somme qui lui était due, la vieille Anna lui voua dès ce jour, une vraie rancune d'Allemande.

Le 25 mars, une foule tumultueuse munie de pics, de haches et d'autres engins de démolition, se rua sur les boutiques des commerçants allemands, ou soi-disants naturalisés, et dévasta façades, comptoirs et marchandises. Voici comment surgit ce dramatique incident.

Il avait été tenu ce jour-là, sur la place du Marché, une réunion publique nombreuse et enthousiaste pour appeler des volontaires sous les drapeaux. D'une estrade érigée devant l'Hôtel de Ville, le Lord lieutenant du Comté, les dignitaires principaux de la Cathédrale et les notables de la ville avaient prononcé de vibrantes allocutions pour encourager la jeunesse à servir le pays en danger dans l'armée de Kitchener. Aucun de ces discours n'incitait à la moindre violence contre qui que ce fût, mais plus d'un orateur avait fait une allusion cinglante aux atrocités commises par les Allemands en Belgique et prédit à l'Angleterre un aussi terrible traitement, si tout Anglais en état de porter les armes ne venait pas au secours de la patrie en danger.

Le succès de la réunion avait été aussi complet que ses organisateurs pouvaient l'espérer, et sans une menace, sans la moindre apparence d'émeute possible, la réunion s'était dissoute au milieu des hourrahs patriotiques.

Mais à peine les principaux personnages rentrés chez eux, et la nuit tombée, des rassemblements tumultueux s'étaient formés, et finalement une cohue de véritables émeutiers, ayant à sa tête deux Irlandaises dont les maris faits prisonniers avaient été odieusement maltraités par les Allemands, commença une besogne de dévastation systématique.

Pendant une heure ou deux, il sembla que les pires excès fussent à craindre. Une fabrique de chaussures, propriété d'un Allemand et de son fils — tous deux naturalisés — avait déjà été mise à sac, lorsque quelqu'un hurla : « Chez le Kaiser !

chez le Kaiser! » — cri repris avec fureur par la foule entière qui reconnaissait sous ce sobriquet Manfred Hegner, le propriétaire des *Grands Magasins de Witanbury*. L'épicier, assez bien vu des classes aisées de la petite ville, était depuis longtemps détesté des quartiers pauvres pour ses façons autoritaires et sa rapacité.

En un instant, les glaces de la devanture furent pulvérisées et toutes les marchandises à l'étalage, beurre, œufs, fromages, charcuterie, distribuées entre les émeutiers et emportées en triomphe. L'arrivée de la police empêcha seul l'épicier lui-même d'être victime de cette brutale invasion. Réfugié au dernier étage de la maison, Manfred Hegner, tremblant de tous ses membres, croyait déjà sa dernière heure venue.

Polly, elle, s'était montrée infiniment plus brave, et sans bouger de la boutique envahie, avait adressé de virulentes apostrophes à la foule :

— Lâches ! Lâches que vous êtes ! — criait-elle.

Ce fut miracle que les énergumènes ne lui fissent pas un mauvais parti. En réalité, elle ne dut son salut qu'à l'intervention opportune des constables.

Les paisibles habitants voisins de la Cathédrale avaient entendu le vacarme ; à Trellis House, la vieille Anna, devenue toute blanche, puis toute jaune, s'évanouissait d'épouvante.

Dès le lendemain, Witanbury revenu au calme tran-tran de sa vie habituelle, manifesta quelque honte de ses exploits de la veille. Les cellules du violon municipal regorgeaient de monde et personne n'osait trop prendre le parti des coupables. Le Doyen, se déclarant personnellement fort humilié de ce que la Ville-Cathédrale se fût ainsi ravalée, avait poussé l'indignation jusqu'à offrir publiquement l'hospitalité à « Mr et Mrs Head » et à les envoyer chercher dans sa voiture. Acceptant l'invitation avec une humble gratitude, les deux époux s'étaient installés pour quelques jours dans la maison du Doyen ; du moins Polly y avait élu domicile, son mari passant ses journées au magasin à inventorier ses pertes.

Ces quarante-huit heures, durant lesquelles Witanbury fit connaissance avec les bouleversements causés par la guerre et avec l'abjecte contrition qui suit de tels excès dans une communauté bien organisée, furent marquées pour Mrs Otway

et sa fille par deux événements de bien autre importance à leurs yeux.

D'abord, un télégramme officiel annonça que le major Guthrie était compris dans le prochain échange de prisonniers et que ceux-ci étaient attendus dans deux jours, arrivant d'Allemagne, *via* Hollande.

Le même matin, sir Jacques Robey avait déclaré son blessé suffisamment guéri pour pouvoir se passer de ses soins et accompagner sa jeune femme au bord de la mer, dans un cottage mis à la disposition des deux époux pour la convalescence et la lune de miel.

(*La fin prochainement.*)

MRS BELLOC-LOWNDES

L'ÉLECTION DE LAMARTINE

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(DOCUMENTS INÉDITS)

Au moment où Lamartine, âgé de trente-trois ans, affrontait, pour la première fois, en 1824, les chances du scrutin académique, il avait publié les *Méditations Poétiques*, les *Nouvelles Méditations* et la *Mort de Socrate*. C'étaient des titres suffisants pour conquérir, doublement, l'immortalité. La nonchalance du poète ne s'était pourtant pas décidée sans effort à cette candidature. Il y avait fallu toute l'insistance d'une famille qui voulait, pour la gloire de l'auteur acclamé par le public, cette consécration traditionnelle.

Lamartine écrivit le 11 novembre 1824 à Raynouard pour le prier d'inscrire son nom sur la liste des candidats à la place laissée vacante par le décès de Lacretelle aîné. Il avait quitté Saint-Point pour faire ses démarches. « Je suis ici depuis hier, — mandait-il à un correspondant inconnu, dont il sollicitait le concours, — prétendant à l'Académie et manœuvrant en conséquence, c'est-à-dire pitoyablement. » Ses concurrents étaient Pongerville, Guiraud, Nodier et Droz, ce dernier le plus redoutable. Les premières démarches de Lamartine furent assez bien accueillies pour qu'il pût espérer le succès. Il avait pour

lui Villemain, Daru, Raynouard, Laîné, Michaud, Chateaubriand. Victor Hugo adressa à Villars et à François de Neufchâteau deux lettres charmantes et pressantes pour leur recommander son illustre aîné. L'opinion publique, que les *Méditations* avaient surprise et ravie, était favorable. Avec de tels titres, de tels parrains et une renommée qui s'était imposée par un coup de génie, d'où pouvait venir le péril? Lamartine, malgré sa confiance, l'avait, dès le premier moment, deviné. Il écrivait à Genoude, son confident et son ami, le jour même où il posait officiellement sa candidature : « Faites soigner Lacretelle et Campenon qui me menacent seuls. »

La menace de Lacretelle, le frère de l'académicien décédé, était aussi surprenante que certaine. Il était un de ceux qui, au témoignage même de la mère de Lamartine, lui avaient conseillé de songer à l'Académie et dont l'opinion avait déterminé son voyage. Son influence à l'Académie était grande. Il avait un talent réputé d'historien, mais il devait surtout son autorité à son titre de doyen, à ses relations et, dans l'élection présente, à sa parenté avec l'académicien dont la succession était en jeu. Entre Mâcon et Paris, entre la promesse et l'abandon, que s'était-il passé? Avec un homme comme Lacretelle, je ne crois pas à une trahison. J'aime mieux soupçonner un malentendu. Il n'est pas douteux, puisque l'affirmation en est consignée au *Manuscrit de ma mère*, qu'il avait encouragé les espérances de son jeune et déjà illustre compatriote, mais rien ne prouve qu'il lui eût particulièrement désigné le fauteuil de son frère. Un engagement certain le liait, au contraire, pour cette vacance envers Droz, l'ami de son frère et le sien.

Quel était ce rival? « C'est un homme inconnu », écrivait Lamartine, dont le dépit s'exprimait avec plus de concision que de justice. Moins connu que lui, moins célèbre, moins porté par l'opinion du dehors, Droz n'était, ni par ses titres, ni par ses relations, un étranger pour l'Académie. Elle avait distingué son *Éloge de Montaigne*, un essai gracieux et aisé, où il y avait plus de facilité que de profondeur, mais qui avait eu du succès. Il s'en fallait que ce fût son seul titre. Agé de cinquante et un ans, Droz avait à son actif un *Essai sur l'Art oratoire*; un roman alpestre, *Lina ou les Enfants*

du Pasteur Albert, « écho mêlé de Florian et de Werther, du Werther d'après Gessner et Oberlin », écrivait Sainte-Beuve; un *Essai sur l'Art d'être heureux*, et un pastiche de Gil Blas, fait en collaboration avec Picard, les *Mémoires de Jacques Fauvel*. C'étaient beaucoup d'essais. Plus d'essais que de titres évidemment, puisque Droz n'avait pas encore écrit son *Histoire du règne de Louis XVI*, dont le troisième volume en particulier, consacré à Mirabeau, témoigne d'une grande profondeur et mérite encore de survivre.

L'auteur de l'*Art d'être heureux* avait l'art, heureux pour un candidat à l'Académie, de se faire des relations. Son érudition, sa culture, l'aménité de son caractère et la sûreté de son commerce lui en facilitaient les moyens. Il faisait d'ailleurs partie du *Déjeuner à la Fourchette*, dont une page de la comtesse de Bassanville, dans les *Salons d'Autrefois*, nous a révélé la composition, les habitudes et les desseins : « Il y avait alors à Paris onze personnes, plus ou moins hommes de lettres, qui, se connaissant d'abord et s'étant liées intimement ensuite, convinrent de déjeuner ensemble tous les jeudis, non pour goûter les plaisirs de la table, mais pour s'entendre, se soutenir, s'appuyer mutuellement, en un mot se poser dans le monde à l'aide de cette devise : *L'union fait la force.*

« Ce *Déjeuner à la Fourchette*, qui était fort long, eut lieu durant quelques années chez un restaurateur de la rue Trévise. Les onze personnages étaient : le comte Daru, Arnault, Picard, Andrieux, Alexandre Duval, Charles de Lacretelle, Lemontey, de Jouy, Aignan, Roger et Droz. Ils s'augmentèrent dans la suite de MM. Auger, Parseval-Grandmaison. Les quatre premiers seuls étaient de l'Académie.

« A chaque séance, c'est-à-dire à chaque déjeuner, tous, la fourchette en main, renouvelaient l'engagement, le serment peut-être, de s'appuyer, de se produire, de se pousser mutuellement, et, tout en cherchant de hauts emplois, admirant les quatre premiers de la phalange, toute la *Société de la Fourchette* ambitionnait l'Académie. »

Seul des treize habitués du *Déjeuner à la Fourchette*, Droz, en 1824, n'était pas arrivé à l'Académie. Sa patience méritait une récompense dont le refus aurait pris le caractère d'une humiliation. Il ne semble pas pourtant que tous les convives

lui donnèrent leur suffrage. Le comte Daru, auquel Lamartine devait succéder cinq ans plus tard, fit à celui-ci un accueil encourageant. « Daru m'a reçu comme un dieu, — écrivait-il, — et montré ses intentions. » Roger lui écrivait pour l'assurer de son *dévouement*. Mais, à l'encontre, Lacretelle l'avertissait de son attachement à la candidature de Droz, autour duquel il formait un faisceau puissant d'adhésions décisives. Lamartine sentit le danger de cette coalition à laquelle, dans des lettres intimes, il ne ménageait pas les expressions de son mépris irrité. « J'ignorais qu'une cabale composée de cinq ou six animaux gouvernait tout le troupeau académique, et j'ai donné la tête baissée dans un piège. » Pour en sortir, et pour s'assurer, à défaut de la victoire qui semblait lui échapper, une défaite « avec un certain honneur », il prit le parti de s'adresser au chef même de la cabale et il écrivit à Lacretelle. Il n'escomptait plus son suffrage et il ne perdit pas son temps à le lui demander. Mais il sollicita « sa neutralité bienveillante » pour « laisser agir librement les dispositions qui lui étaient favorables ». De son côté, sa mère, après des hésitations qui trahissent les tourments d'une conscience loyale et inquiète, écrivit en secret à Lacretelle pour lui rappeler les espérances qu'il avait données à son fils. Ces lettres ne pouvaient modifier le vote de l'académicien, trop engagé en faveur de Droz, mais il y a des raisons de croire qu'au troisième tour de scrutin, déjà assuré du succès de son vieil ami, il donna sa voix à son jeune compatriote dont il voulait diminuer l'échec et atténuer l'amertume.

L'échec, quoique très honorable puisque Droz ne fut élu qu'à deux voix de majorité, n'en affecta pas moins très sensiblement Lamartine, qui envoya à Lacretelle deux lettres où il ne ménageait ni sa situation ni son âge. Dans l'une, il regrettait vivement la démarche de sa mère, faite à son insu, et qu'il avait ignorée jusque-là. « Du moment où j'ai connu vos procédés en cette affaire, je me suis tenu comme je me tiendrai toujours à la distance qui me convenait. » Il y avait à peine moins de vivacité dans le ton de l'autre :

Monsieur, je ne puis dissimuler : je ne vous adresserai ni remerciements pour votre vote, ni reproches pour votre conduite en cette affaire. — Je crois savoir que c'est uniquement à vous et à madame

Lacretelle que je dois mon exclusion. Mais quel que soit le chagrin de ma famille à ce sujet, j'interdirai constamment à mon cœur le moindre sentiment d'amertume ou de vengeance *et je professerai toujours pour votre beau génie l'estime et l'admiration qu'il m'a inspiré* (sic). *J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur* [1].

Pendant que les événements se précipitaient ainsi à Paris, la mère de Lamartine écrivait, à la veille même du scrutin, à Lacretelle une lettre, datée de Mâcon, où se révèlent les rares qualités de son esprit et de son cœur :

C'est moi, monsieur, qui ai été touchée plus que je ne puis le dire de votre trop aimable lettre. Hélas ! je me reprochais la mienne, et je me la reprocherais encore, si elle ne m'avait valu ces précieux témoignages de votre estime. Je suis cependant bien loin, monsieur, de croire un instant tout ce que vous me dites de si flatteur. C'est l'amitié que la famille de madame de Lacretelle veut bien m'accorder qui vous a donné cette heureuse prévention en ma faveur. C'est elle aussi qui m'a engagée à vous écrire avec cette ouverture de cœur qui m'est si naturelle et qu'il m'est d'ailleurs impossible de ne pas avoir avec ceux qui m'inspirent, comme vous, monsieur, tant de sentiments qu'il me serait bien difficile de bien définir, mais qui me portent si fort à la confiance. Pardonnez-moi, monsieur, si ma lettre a pu vous causer un instant de chagrin. Je conçois à merveille tout ce que vous me dites, je le concevais avant que vous ne me l'eussiez dit. Je n'avais pas besoin d'explication ; elle me prouve cependant encore davantage qu'on a voulu mettre des préventions entre mon fils et vous. Toute mon étude sera de lui en faire connaître l'injustice ainsi qu'à ceux à qui elles auraient pu se communiquer. Je ne veux cependant pas, monsieur, qu'il sache que je vous ai écrit à ce sujet, il croirait peut-être que j'ai manqué à sa confiance, et mon mari pourrait me reprocher aussi de ne pas lui en avoir témoigné assez, puisque j'ai agi dans cette circonstance tout à fait de moi-même ; je vous l'avoue, quoique ce puisse être un tort à vos yeux. *Vous voyez que vous en auriez un grand de me donner pour exemple à madame de Lacretelle. Oh ! monsieur, c'est elle qui est faite pour me servir en tout point. J'ai souvent arrêté ma pensée avec complaisance sur le bonheur de votre union, et c'est de tout mon cœur que je fais des vœux pour que rien ne puisse le troubler.*

Je vous supplie de nouveau, monsieur, d'être bien sûr que, quelle que soit l'issue des projets de mon fils, il ne s'élèvera jamais le moindre nuage dans mon esprit qui puisse nuire à mon entière confiance en vous et à ma reconnaissance pour l'intérêt que vous lui avez témoigné. Tout mon désir est que vous voudrez bien le lui conserver toujours : j'y attache le

1. Les passages soulignés dans cette lettre de Lamartine et dans celles de sa mère, qui suivent, sont inédits.

plus grand prix. Veuillez aussi, monsieur, me conserver les sentiments dont vous voudrez bien m'honorer et croire, ainsi que madame de Lacretelle, que j'y ai quelques droits par la juste appréciation que j'ai toujours faite des qualités si éminentes qui vous distinguent l'un et l'autre.

L'insuccès de son fils causa un vrai chagrin à madame de Lamartine. Quand elle connut ses incartades envers Lacretelle, qui s'en plaignit vivement à elle, ce chagrin s'accrut des appréhensions que lui causait la menace d'une rupture avec une famille qu'elle estimait. Elle comprit qu'il y avait eu en tout cela un malentendu et elle s'efforça, dignement et loyalement, d'en prévenir ou d'en atténuer les conséquences. C'est à madame de Lacretelle qu'elle écrivit le 13 décembre :

Combien je me reproche toujours, madame, d'avoir été la première cause, quoique bien innocente, de toute cette malheureuse affaire qui nous a tous si fort affligés. Pour moi, j'en ai eu la fièvre pendant deux jours ; mais j'aurais, je vous assure, voulu l'avoir bien plus longtemps et que rien de tout ce qui s'est passé n'ait eu lieu. Permettez-moi de ne plus entrer dans ces tristes explications, mais de vous supplier seulement de ne pas attacher trop d'importance à ce qui a été écrit dans des moments d'exaspération produits par des rapports qui ont exalté un esprit excessivement vif et sensible, et qui n'a certainement pas compris le sens offensant qu'on pouvait attacher à son premier billet, quoique hors de toute vraisemblance, et à mille lieues de son imagination. J'en serai bien contente, madame, je vous assure, et soyez assez généreuse pour tout oublier, et ce qui vous était personnel dans la seconde lettre. Votre caractère est trop connu, madame, pour pouvoir être affecté longtemps de l'injustice d'un premier mouvement de chagrin. Hélas ! j'en ai eu beaucoup moi-même ; mais, je le répète, j'aurais bien voulu qu'il fût tout pour moi, je devrais y être moins sensible qu'une autre, en ayant tant éprouvé !... *Je m'arrête, madame, j'affligerais votre bon cœur, le mien n'étant pas satisfait non plus de la lettre que je vous ai écrite après avoir reçu celle qui m'a fait tant de peine. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous exprimer encore tous mes regrets, de vous supplier, ainsi que monsieur de Lacretelle, de ne conserver aucune trace de tout ceci, d'être bien sûre que toute mon occupation sera de faire partager à tous ceux sur qui je peux exercer quelque influence, la parfaite estime, la considération si distinguée, enfin tous les sentiments que vous méritez si bien l'un et l'autre.*

***

Lamartine, déçu et irrité, passa plus de vingt-quatre heures à maudire ses juges. Quoiqu'il eût déclaré, dans une lettre à

Virieu, et sous une forme peu académique, qu'il « s'en fichait », sa candidature avait fini par le passionner. On n'est jamais indifférent, ni à l'Académie, ni ailleurs, au résultat d'un effort que l'on a volontairement tenté. Et l'on s'en prend aux autres d'un échec que l'on supporte mal. Lamartine ne manqua pas à la règle commune. « Si j'ai quelque chose en mépris et en haine, — disait-il, — ce sont les corps où la médiocrité se soutient pour écraser ce qui l'offusque. » Le jugement était sévère, mais il ne devait pas empêcher Lamartine de récidiver. Quelques jours après son revers, dont la poésie satirique s'empara contre Droz, Villemain avait dit à Lamartine : « Si jeune, si connu dans l'Europe, si souvent cité, vous nous reviendrez. » Pourtant un intervalle de cinq ans s'écoula entre sa première candidature et la seconde. C'est seulement en septembre 1829 que Lamartine se présenta de nouveau à l'Académie. Son bagage littéraire s'était accru du *Chant du Sacre*, médiocre poésie de circonstance, et de l'admirable *Dernier Chant du Pèlerinage de Childe Harold*. Il tenta la fortune sur le fauteuil de Daru, qui, lors de son premier essai, l'avait « reçu comme un dieu ».

Andrieux, auquel des comédies justement oubliées et des contes qui mériteraient de ne pas l'être, avaient ouvert, par arrêté consulaire en 1803, les portes de l'Académie, employait toute son énergie et toute son influence à les fermer aux novateurs. Lamartine n'avait pas trouvé grâce devant la sévérité intransigeante de son goût. Quand parurent les *Méditations*, il les accueillit avec des imprécations, traitant l'auteur de pleurard et de poitrinaire. Le quasi-succès de Lamartine dans l'élection du 2 décembre 1824 lui arracha ce cri de colère, dont Patin fut le confident : « Nous l'avons échappé aujourd'hui, monsieur. Est-ce assez de misères? » En 1829, son mépris n'avait pas désarmé. Il suscita, pour évincer Lamartine, la candidature de Maret, duc de Bassano, nommé en 1803 et exclu par l'ordonnance royale du 21 mars 1816, qui avait en même temps éliminé Arnault, Lucien Bonaparte, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, Garat, Cambacérès, Maury, Merlin de Douai, Sieyès, Roederer et Étienne. Arnault et Étienne avaient été réélus dans les premiers mois de 1829. L'opposition d'Andrieux s'aggravait de son titre de secrétaire perpétuel.

Lamartine vit la nécessité d'agir. Le 27 septembre 1829, il écrit à madame Amable Tastu, l'auteur d'un volume de *Poésies* paru en 1826, où une pièce *Les deux Poètes* célébrait sa gloire à l'égal de celle de Casimir Delavigne :

Vous avez bien voulu, une fois, avant que j'eusse le bonheur de vous connaître, employer un peu de votre crédit d'amitié en ma faveur. Je vous en ai gardé une vive et longue reconnaissance. Serez-vous moins bienveillante pour moi aujourd'hui?

Voilà ce que j'ai à vous demander. J'en suis un peu honteux, mais le motif m'excuse. J'ai un père qui a soixante-dix-sept ans. Il est par conséquent de l'ancien régime en tout et regarde comme l'apogée de la gloire humaine un fauteuil, comme cela s'appellait (*sic*) à l'Académie française. Je meurs de peur de mon côté de ne pouvoir lui procurer cette gloire pour son fils si je ne me dépêche pas de l'atteindre. Je voudrais donc demander la place de M. Daru, mais les circonstances me forcent de la demander d'ici. Je sais que M. Lemercier est de vos amis. Je voudrais que vous lui demandassiez sa voix, si elle est libre, et celles de quelques-uns de ses amis qui sont, je crois, le moins bien disposés pour moi, et je vous serais surtout extrêmement obligé de me faire savoir si je puis y compter ou non.

Mille pardons de ma sollicitation, mais je ne la crois point cependant trop indiscrette (*sic*). J'ai trop d'admiration et de dévouement pour vous pour ne pas espérer que vous ayez aussi quelque amitié pour moi. On ne se trompe jamais en jugeant des dispositions des autres par les siennes propres.

Veuillez, madame, me rappeler au souvenir de M. Tastu et agréer les assurances de mes sentiments de respect, d'admiration et même de reconnaissance.

ALP. DE LAMARTINE

Au château de Monculot, près Dijon, 27 septembre[1].

Lamartine ne précisait pas la nature des circonstances qui l'empêchaient de se rendre à Paris pour briguer les suffrages des académiciens. Ses amis, sans mettre en doute son succès regrettaient une absence qui risquait d'en diminuer l'importance. Villemain, surtout, dont le dévouement s'employait avec la plus grande activité au profit du poète qu'il admirait et qu'il aimait, le mettait en garde. « Vous serez élu. Absent,

1. *Lettre inédite.* Les lettres de Lamartine que je donne comme inédites appartiennent toutes en original à ma collection particulière. Elles ne figurent pas dans la Correspondance générale et j'ai tout lieu de croire qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une publication séparée.

votre majorité est certaine. Présent, elle serait infaillible et nombreuse. Venez donc, si vous le pouvez. »

***

Lamartine ne vint pas. C'est à un autre académicien, Brifaut, qu'il donna la raison de sa détermination. Brifaut joua dans l'élection de Lamartine un rôle qui, à distance, peut surprendre. Son influence fut considérable. Nous ne connaissons pas Brifaut, dont nous savons à peine le nom et dont l'œuvre nous échappe. Cette œuvre eut pourtant avec *Ninus II*, tragédie jouée au Théâtre-Français le 19 avril 1813, une heure de célébrité. La scène se passait d'abord en Espagne, sous le règne de don Sanche, roi de Léon et de Castille. Quand nos troupes franchirent les Pyrénées, l'auteur, dont la moitié de la pièce était faite, en transporta le sujet à Ecbatane, capitale de la Médie. Le génie de Talma en assura le succès plus que sa valeur propre. Brifaut, Bourguignon d'origine modeste, dut à ce succès de développer dans le grand monde des relations que des contes en vers, une conversation brillante et l'art de plaire aux femmes lui avaient déjà ouvertes. *Aurélien*, dont la scène se passait à Rome, dans le palais des Empereurs ; *Cyrus et Artaxerxès*, qui avait son action en Perse, dans les plaines de Cunaxa ; *Alexis IV*, empereur de Constantinople ; *Lamech* ou les *Descendants de Caïn*, suivirent *Ninus II*, de 1817 à 1820, sans être exposés aux feux de la rampe et aux risques de la représentation. Brifaut s'en consolait en écrivant des vers badins, en faisant des visites et en rendant aux dames du noble faubourg des services dont elles appréciaient à la fois le zèle, le désintéressement et la discrétion.

La correspondance de cet homme d'esprit sentait un peu le petit abbé de l'ancien régime. Elle avait une préciosité enjouée dont telle lettre qu'il adressait à un évêque démissionnaire à Dijon, au début de 1819, donne bien le ton :

Monsieur l'Évêque,

Vous me donnez rarement de vos nouvelles et je n'ose vous prier de me mettre plus souvent au fait sur cet article dans la peur de vous fatiguer. Cependant vous avez toujours eu tant de bonté pour moi que je m'étonne quelquefois de recevoir si peu de marques de votre souvenir. Un mot, un seul mot : je me porte bien, est sitôt écrit !

Monsieur l'Évêque, ce mot-là ne vous coûterait guère et il me rendrait bien heureux. Oserai-je vous le demander? Voudrez-vous me l'accorder? Si vous ne me l'accordiez pas, ce serait le seul bienfait que vous m'auriez refusé. Votre main est-elle fatiguée d'écrire? Je suis persuadé que monsieur Silvestre vous prêterait volontiers la sienne pour une bonne action. Voilà du moins comme j'agirais à sa place, et il me vaut bien.

Quoique vous ne me demandiez jamais de comptes, je me plais à vous en rendre. Ma situation est assez douce : je n'ai ni ambition ni cupidité : je vis de ce que j'ai, en homme qui sait le prix de l'indépendance et qui ne se fera jamais esclave pour avoir un valet. Je travaille : j'ai sur le métier une tragédie dont le sujet est tiré de notre histoire ; je compte qu'elle sera faite et jouée dans l'année. Après le succès ou la chute, il est possible que j'aille faire une promenade en Suisse où j'ai promis d'aller au devant de la princesse Kourakin, une femme de mes amies partie dernièrement pour la Russie et qui doit revenir cet automne à Paris. Si mon voyage a lieu, j'aurai le bonheur de vous embrasser en passant par Dijon, et je n'éprouverai qu'un regret, celui de n'y pouvoir rester quelques jours.

Je viens de perdre un bon ami dans l'abbé Morellet qui était le contemporain du siècle dernier presque tout entier et dont l'esprit s'est maintenu ferme et lucide jusqu'au dernier moment. Il s'était singulièrement attaché à moi ; il disait : « Je ne croyais pas que mon vieux cœur pût encore s'attendrir et voilà que j'aime ce jeune homme avec toute la sensibilité d'un père. » Il avait quatre-vingt-douze ans quand il est mort ; j'espère que vous irez plus loin et que vous serez plus heureux que lui, car il ne marchait plus.

Le marquis de Marialva a passé par Dijon il y a dejà du temps et il a demandé comment vous vous portiez ; vous traversiez la rue dans le moment ; on vous a montré à lui et il m'a dit qu'il avait eu une grande envie d'aller à vous, mais il n'a pas osé. Il y a des ambassadeurs qui parlent aux rois et qui craignent d'aborder les hommes de mérite, mais celui-ci n'est pas du nombre ; il estime les talents ; il honore la vertu ; et s'il n'est pas allé chez vous, c'est qu'il a craint de vous embarrasser. J'imagine qu'il aurait été peu importun en vous parlant de moi. Je l'ai grondé de sa réserve ; une autre fois il fera mieux.

Adieu, monsieur l'Évêque. Je pense souvent à vous, à votre santé, à vos occupations, et malgré les beaux salons où je vis et les plaisirs brillants qui m'entourent, je regrette le coin du feu de votre cuisine et nos bonnes conversations. Je ne dirai pas comme mademoiselle Arnoult : « Ah ! le bon temps où j'étais si malheureuse ! » Je dirai : Oh ! le bon temps où j'étais si content de vivre auprès de la vertu et de l'éloquence !

Recevez les hommages tendres et respectueux de celui qui fut toujours, monsieur l'Évêque, votre plus dévoué serviteur.

BRIFAUT

Alexis IV, empereur de Constantinople, était la tragédie que Brifaut avait sur le chantier en cette année 1819. Trop modeste et trop homme de goût pour avoir une ambition démesurée ou prématurée, il ne songea que plus tard à l'Académie quand ses épîtres, ses contes et ses relations eurent augmenté ses chances. Mais j'imagine que cette idée le hantait déjà quand il écrivait, en septembre 1825, à Lacretelle une lettre empressée et même obséquieuse, où la flatterie tenait plus de place que la dignité. Lacretelle est ce même académicien dont le dévouement à la cause de Droz avait, une année avant, empêché l'élection de Lamartine. Il venait de publier une *Histoire de la Révolution*. Brifaut lui disait son admiration :

Vous ne concevez pas, mon cher maître, tout le plaisir que me font vos lettres et les jolis mots dont madame Lacretelle les embellit encore. Il me semble qu'elles sont datées de l'Éden. Je crois voir le Paradis ouvert ; je respire une odeur de vertu ; je me sens pénétré de je ne sais quelle douce paix que le monde ne donne point ; j'éprouve tous les ravissements que le ciel a mis dans votre cœur et dans celui de votre compagne : tant le tableau d'un bonheur pur et innocent influe puissamment sur les dispositions d'un esprit que la société n'a point corrompu ! Votre dernière missive est venue me consoler de bien des souffrances ; je sortais des accès d'une fièvre abominable qui m'avait fait prendre la vie en horreur. En vous lisant, j'ai oublié mes maux, je me suis senti charmé par la peinture de vos jouissances vraies, j'ai retrouvé du goût pour l'existence, et c'est, en grande partie, à vous que je le dois. Je vous remercie de ce service, ou plutôt de ce bienfait. Vos deux volumes, qu'on m'a remis à mon retour, ont charmé ma convalescence, malgré la triste horreur du sujet. Vous avez eu l'art de m'intéresser, même à des monstruosités. C'est bien de vous, mon cher maître, qu'on peut dire, comme de l'orateur : *vir bonus dicendi peritus*. Il y a dans tout ce que vous écrivez une fleur de probité qui parfume votre éloquence et la rend plus exquise. On partage tous vos sentiments, on entre dans toutes vos pensées. Vous vous indignez, on s'indigne ; vous admirez, on admire. Tel est l'ascendant du talent et de la vertu réunis. Je ne finirais pas si je vous disais tout ce qui m'a frappé dans ces deux derniers volumes, tant la narration est rapide et entraînante, tant chaque partie est bien traitée. Que de vigoureux coups de pinceau ! quelle énergie dans la peinture de cette immense variété de crimes que vous condamnez à subir, sous vos plumes, une horrible et inévitable immortalité ! Quelle suavité. au contraire, dans la description des derniers moments de la Reine, de madame Élisabeth et de tant de victimes, dignes de partager la fin de celles dont elles avaient partagé les malheurs ! Vous savez attendrir

l'âme après l'avoir consternée. Toutes les couleurs sont sur votre palette. Tous les moyens d'émouvoir sont dans votre talent. Grâce à vous, nous avons une histoire de la Révolution qu'on pourra lire avec un vif intérêt et c'est un tour de force que vous pourrez vous vanter d'avoir fait. Vous seul en étiez capable.

N'est-il pas vrai, madame, qu'il n'y avait que lui pour se tirer si bien d'un pas si difficile, comme il n'y a que vous pour le récompenser par une félicité sans borne d'avoir employé à cette louable entreprise un talent sans égal? Je vous trouve tous les deux bien faits l'un pour l'autre. Vos âmes sont jumelles ; elles ne pouvaient manquer de s'associer. Votre existence si douce, si heureuse, si tranquille, est un phénomène dans le siècle ; mais êtes-vous du siècle? Non, vous êtes tous les deux de l'âge d'or, et vous ne faites que vous promener, par hasard, dans l'âge de boue, mais sans vous y crotter. Pour moi, qui ai le malheur d'y barbotter un peu, à mon grand regret, je ne m'en console qu'en vous aimant l'un et l'autre, comme il faut aimer la vertu et comme je sais aimer la gloire.

Mille tendres hommages d'un cœur qui vous est tout dévoué [1].

Lacretelle aurait eu le cœur fermé à la gratitude s'il n'avait pas payé en monnaie académique l'encens d'un tel éloge. Brifaut, sollicité deux mois plus tard par un ami imprudent de poser sa candidature au fauteuil de Preameneu, se croyait déjà assuré de dix-huit voix et du succès lorsque la préférence marquée par Charles X en faveur du duc Mathieu de Montmorency le détermina à ajourner ses espérances. Il le fit avec une bonne grâce qui ne tarda pas à recevoir sa récompense. L'auteur de *Ninus II*, dont de Barante et Lebrun étaient les concurrents, fut élu le 10 mai 1826 en remplacement de d'Aguesseau. Guiraud, l'auteur des *Ramoneurs*, connut le même jour le même succès, ce qui inspira au *Figaro* une inoffensive épigramme :

Brifaut, Guiraud riment ensemble.
    Le nom d'académicien
Avec ces deux noms-là ne rime pas trop bien :
Ces deux noms-là valent qu'on les rassemble,
Puisque l'on dit qu'ils ne riment à rien.

***

Lamartine, retenu dans ses terres, ne faisait pas des visites. Il écrivait, directement ou par intermédiaire, aux académiciens dont il croyait pouvoir escompter le concours. Il se

1. Ces deux lettres de Brifaut sont inédites.

garda bien d'oublier Brifaut. Il l'avait rencontré quelques années avant la publication des *Méditations*, dans l'hospitalière maison de Michaud, l'auteur des *Croisades*. A ce moment, Brifaut était célèbre, tandis que Lamartine, presque inconnu, débutait dans le monde où ses « paroles d'or » commençaient à attirer l'attention. Brifaut l'entendait avec un ravissement qui n'alla pas pourtant jusqu'à la curiosité de demander qui il était. Quand les *Méditations* parurent, sans nom d'auteur, il les dévora avec enthousiasme et il n'hésita pas à reconnaître dans leur talent l'ami anonyme qu'il avait connu chez Michaud. Convié à déjeuner chez Lagrené avec l'auteur « dont les trompettes de la Renommée répétaient chaque matin les louanges », il vit qu'il ne s'était pas trompé. Il a raconté cette entrevue dans un passage, qui mérite d'être reproduit, de ses vivants et pittoresques *Récits d'un vieux parrain à son jeune filleul*, la plus durable de ses œuvres. On y retrouvera l'écho de l'extraordinaire impression que les *Méditations* avaient produite dans un moment où, selon la remarque de Charles Nodier, les vers étaient tombés dans un tel discrédit que les libraires n'en voulaient plus.

Si je renouai bien vite avec lui, je n'ai pas besoin de le dire. Notre matinée se passa divinement. Il nous dit des vers nouvellement éclos de son génie ; il les débitait comme un prophète sur son trépied : l'inspiration lui donnait je ne sais quoi de surnaturel. Oh ! avec quelle religieuse attention chacun de nous recueillait dans son cœur ces magnifiques stances, qui le pénétraient des joies du ciel ! Cette étroite salle à manger se changeait pour nous en un sanctuaire où les anges faisaient la répétition de leurs concerts séraphiques. Je ne le loue pas bien ; mais qui peut louer dignement de telles poésies? Quelles paroles ont assez d'éloquence pour peindre les bouleversements de nos pensées, les ravissements de nos âmes, jetées par une magie inconnue dans cet ordre d'incomparables beautés ! La langue poétique semblait s'être agrandie, épurée, perfectionnée. Lorsqu'il eut achevé son hymne lyrique, nous nous regardions tous, muets, haletants, étonnés, éperdus, comme si quelque grand événement avait changé la marche des choses sur la terre. Et qui produisait ces merveilles? Un mousquetaire réformé de vingt-neuf ans.

Depuis cette époque, nous avons vécu, lui et moi, dans une heureuse et douce intimité. Cependant ses courses en province, ses voyages diplomatiques, mille circonstances contrariantes nous séparèrent trop souvent ; car il a toujours eu des goûts aériens qui le faisaient aller de çà, de là, à ballon perdu.

C'est Brifaut, s'il faut en croire les *Souvenirs* de Delécluze, qui avait révélé à Ch. Loyson le génie naissant de Lamartine et provoqué ainsi l'article élogieux qu'il publia, peu de temps après l'apparition des *Méditations*, dans *le Lycée Français*.

Il ne semble pas pourtant que cette « douce intimité » dont il parle fût déjà établie entre lui et Lamartine au moment où celui-ci sollicitait son suffrage et son concours pour remplacer Daru à l'Académie. Du moins le ton de la correspondance échangée entre eux ne l'indique-t-il pas. Les lettres de Brifaut, à l'exception d'une seule, que Valentine de Lamartine a publiée dans la correspondance adressée à son oncle, ont disparu. Au contraire, celles de Lamartine, jusqu'ici inédites, ont heureusement échappé à la dispersion.

Daru était mort le 5 septembre 1829. Dès le 27, Lamartine tâta le terrain et se mit sur les rangs. Il écrivit ce même jour sa première lettre à Brifaut en même temps qu'il sollicitait l'intervention de madame Tastu auprès de Lemercier. Lemercier était engagé pour le duc de Bassano. Brifaut était-il libre? C'est la question que Lamartine lui posait[1].

Monsieur. J'ai une requête éventuelle à vous présenter. Je désirerais remplacer M. Daru à l'Académie. Dans le cas où j'écrirais au secrétaire perpétuel pour lui manifester mes prétentions, appuyées de trop faibles titres, voudriez-vous m'accorder votre suffrage et m'appuyer auprès de vos amis? Si vous avez des engagements préalables, soyez assez bon pour me le dire avec une franchise dont je serai reconnaissant.

Je ne voudrais solliciter qu'à coup sûr : un second refus me paraîtrait trop pénible à supporter. Je ne me mettrai officiellement sur les rangs que si les chances me semblent assurées, et au dernier moment. M. Lainé a la bonté de me diriger dans mes tentatives. Je vous ai indiqué à lui comme un des académiciens que je croyais le mieux disposés par une ancienne bienveillance en ma faveur. Me suis-je trompé?

Comme j'ignore si vous êtes à Paris, et que je ne compte pas y aller moi-même, je prie monsieur de Villeneuve par monsieur de Narbonne de vous découvrir et de vous faire parvenir ce billet.

Agréez les nouvelles et constantes assurances de mes sentiments les plus distingués et, je dois peut-être ajouter, de ma reconnaissance.

ALP. DE LAMARTINE

Brifaut, comme Lemercier, était engagé en faveur du duc de Bassano. La lettre de Lamartine venait trop tard ! Était-ce

1. Lettre inédite.

un coup d'Andrieux? On peut le croire, quoique les *Souvenirs* de Brifaut ne révèlent pas entre eux une intimité particulière. Lamartine mettait tout son espoir dans le retrait de la candidature de Maret. Le 10 octobre, il écrivait à Brifaut [1] :

Je reçois votre affligeante réponse. Vous avez tort de me reprocher mon silence. Je n'y songeais pas quand je vous ai vu, puisque personne n'avait laissé de place vacante. Quelques-uns de vos collègues, parmi lesquels messieurs Laîné, Barante, Villemain, Châteaubriand, Cuvier, Feletz, me firent demander de me présenter à la première vacance. Je tiens ma promesse ; voilà tout. Je ne croyais pas qu'on s'engageât avant de savoir entre quels concurrents on aurait à prononcer. On me mande que monsieur le duc de Bassano se retirera vraisemblablement cette fois : il me reste cet espoir. Je suis dans l'impossibilité absolue d'aller solliciter moi-même, il ne faut pas présenter sa joue à trente soufflets. C'est assez d'un selon l'Évangile, et je l'ai reçu en 1824.

Je suis désolé de ne pas vous avoir pour moi. Mais j'aime votre franchise. Vous avez tort de me faire des reproches. Je vous ai toujours aimé d'esprit et de cœur. Nous nous sommes peu vus, parce que j'ai vécu ou à l'étranger ou dans la retraite et que vous êtes au plus épais du monde, mais je n'ai jamais douté d'une sympathie entre nous. Espérons que nous nous verrons plus et mieux dans l'avenir. Adieu.

Si on vous dit : pourquoi ne vient-il pas? répondez en ami : sa mère est malade, il l'est lui-même, il a fait ses visites rigoureusement en 1824. Faut-il en faire tous les ans? Je ne les referai jamais. Ce serait surrérogation d'humilité et de fatigue perdue. Je sais comment on est reçu.

Adieu encore.

LAMARTINE

Les nouvelles de la retraite du duc de Bassano se précisaient. Il ne voulait pas, par une rentrée inopportune, priver d'un droit escompté des candidats dont les titres avaient été retenus par l'Académie. Lamartine, heureux de cette décision presque certaine, en prévenait Brifaut par une lettre du 24 octobre et le mettait en garde contre la candidature annoncée du général Philippe de Ségur, l'auteur de l'*Expédition de Russie* [2].

Mon cher ami. Tout le monde me dit que monsieur de Bassano n'y compte plus. Souvenez-vous de moi. Je crains seulement monsieur de Ségur. Soutenez-moi, je vous prie, contre ceux qui se plaindront de mon absence, dites-leur même la vérité s'il le faut, la vérité est que

1. Lettre inédite.
2. Lettre inédite.

je n'ose pas m'exposer en face à ce refus, s'il a lieu : or quoi de certain sous le soleil et sous le dôme des quatre Nations?

Si j'ai votre voix, je me crois assuré du succès, ou même, si vous la donnez au duc, et puis au ballottage à moi, si cela est faisable. Adieu; à revoir, j'espère, le 8 novembre.

LAMARTINE

Lamartine, encouragé par les lettres affectueuses de Brifaut, avait passé, en trois semaines, dans l'appellation qu'il lui donnait, du *monsieur* à *mon cher ami*. Il n'avait pas tort de « craindre » Ségur. Brifaut lui mandait que cette candidature, plus redoutable que celle du duc de Bassano, lui enlevait cinq ou six voix. Malgré ses relations avec le général et avec sa famille, Brifaut, cette fois, ne lui donnerait pas sa voix. « Cette voix, — écrivait-il à Lamartine, — je la réserve à un poète que je mets à part entre les poètes, qui a composé un nombre infini d'admirables vers, qui mérite de passer avant tout le monde et que je serai également fier et heureux d'appeler mon confrère. Je ne nomme personne, et pourtant j'espère qu'on m'entend. » Mais pourquoi ce poète, résistant aux sollicitations pressantes de ses amis les plus dévoués, s'obstinait-il à rester dans sa province et se refusait-il à des visites qui auraient fait de son succès un triomphe? Presque au même instant que Villemain, Brifaut, qui se disait le Cassandre de l'amitié, donnait à Lamartine un sérieux avertissement et de pressants conseils. « Est-il décidé que le génie des vers sera incompatible avec le don de la sagesse? »

Lamartine s'en tenait, pour justifier son absence, aux explications qu'il avait données à Brifaut dans ses lettres du 10 et du 24 octobre. Il les renouvela en ces termes le 3 novembre[1] :

Mon cher ami. Je suis bien touché de votre sollicitude vraiment admirable pour mes intérêts académiques. Soyez convaincu que je la sens vivement et que j'ai honte de voir mes amis si zélés et moi si inactif dans une affaire qui ne concerne que moi. Soyez de plus convaincu que j'ai un vif et sincère désir du succès, malgré mon apathie forcée ; cela ferait le bonheur de mon vieux père et non le mien, mais par là même ce serait du mien aussi. Votre lettre me désole donc. Mais je ne puis aller voir des figures négatives et rapporter de la honte toute chaude. J'aime mieux attendre dans ma paisible obscurité, ici où personne ne me dira rien du succès ou de la chute, où je travaille en paix le lendemain comme la veille du 5 novembre.

1. Lettre inédite.

Qu'est-ce que ma visite ferait à des gens qui sont décidés à me repousser toujours, parce que je ne marche pas sur leurs traces ou dans leurs rangs? J'ai écrit à plusieurs pour n'avoir rien à me reprocher : cela vaut bien une carte.

Adieu. D'après vos nouvelles, je n'attends plus rien. Je sais mon sort et je m'y résigne. Mais d'où vient cette défection? J'ai plus de vingt voix promises. Pourquoi me quittent-elles? Je n'y comprends rien. Adieu encore, et soyez sûr que je me souviendrai tant que je vivrai de ce que vous m'avez montré d'amitié en ceci. J'en ai une bien préparée et bien naturelle pour vous.

Mille compliments à monsieur Rocher. Rappelez-lui un recours en grâce pour un homme de Mâcon, il connaît l'affaire.

LAMARTINE

Lamartine, dont les inquiétudes augmentaient à mesure que l'on se rapprochait du scrutin, avait eu le tort de se décourager. Toutes les voix promises ne furent pas fidèles, puisqu'il en escomptait plus de vingt, mais l'écart ne fut pas considérable. Il réunit, au premier tour de scrutin, 19 suffrages contre 14 donnés à Philippe de Ségur, qui fut d'ailleurs élu, selon le vœu de Brifaut, quatre mois après.

La joie que Lamartine pouvait ressentir de son succès fut troublée par un grand malheur : il perdit, le 19 novembre, sa mère, qu'il adorait. Sa douleur s'exprima en termes émouvants dans une lettre du 11 décembre adressée à la princesse Adèle Borghèse [1] :

Je le pensais, chère Princesse, car on a l'instinct dans la douleur, surtout de ses vrais amis : je pensais que vous seriez atteinte du contre-coup de notre propre désolation. Je vous en sais si bon gré et j'en étais si sûr qu'en écrivant au marquis Caponi je lui en parlais. Vous aura-t-il fait mes douloureuses commissions? Je ne puis jamais dire à personne et jamais me dire à moi-même ce que c'est pour moi qu'une pareille perte ; il faut pour la comprendre avoir vécu trente ans avec une créature vraiment surhumaine et avoir été comme moi la pensée de toute sa vie, le sentiment de toute son âme ! Je ne puis dire que désormais je vivrai moitié moins. C'est la mort de tout mon passé et d'une partie si douce de mon avenir ! Je n'ai heureusement pas à me reprocher de ne 'avoir pas senti quand elle vivait, je le pensais comme aujourd'hui, e ne lui ai pas causé une minute de chagrin volontaire, excepté par les légèretés de ma jeunesse qu'elle me pardonnait avant que je ne me les fusse pardonnées à moi-même. C'était la vertu la plus indulgente que j'ai vue. Elle vous connaissait, elle vous aimait par nous et à cause de nous. Pleurez-la donc avec nous.

1. Inédite.

Je suis occupé ces jours-ci du douloureux devoir, de la triste consolation de transporter sous notre garde, sous nos larmes, à Saint-Point ce qui nous reste de ses reliques terrestres et de lui élever une petite chapelle où nous puissions au moins prier et pleurer sans témoins. Nous quitterons ce triste séjour de Mâcon pour passer à Paris mars et avril et être reçu à l'Académie, je ne sais après cela ce que nous deviendrons. Je m'y intéresse bien moins depuis que j'ai perdu un des principaux mobiles de ma vie. Si du moins vous étiez à Paris en avril ou mai? ce serait pour nous un plaisir indicible que de vous revoir un peu à loisir. N'y viendrez-vous pas?

Adieu, chère Princesse. Marianne n'est pas mal de santé, elle vous dit mille choses tendres ; plus elle est exclusive en affection, plus les siennes sont vives. Vous êtes une des principales.

Mille souvenirs et respects à Vous et au Prince et à nos amis qui vous parlent de nous.

A. DE LAMARTINE

La préoccupation de sa réception qui s'exprime dans cette lettre se retrouve dans celle que Lamartine écrivit à Brifaut le 2 janvier 1830. Elle est, à tous égards, le document le plus intéressant du dossier que je mets au jour[1] :

Si je ne vous aimais pas d'instinct et de jugement depuis que je vous ai connu, je vous aimerais maintenant où j'éprouve et dans le bien et dans le mal toutes les délicatesses de votre âme sensible et aimante. Rassurez-vous donc sur la nature du sentiment que m'inspirent vos lettres si affectueuses. C'est tout reconnaissance et sensibilité. J'y réponds bien mal parce que je n'ai plus de paroles, je suis triste jusqu'à la mort et les jours n'y font rien. J'ai trop perdu. Mais j'éprouve cependant en lisant les lettres que vous m'écrivez et celles de quelques vieux amis que c'est un bienfait de la Providence que cette sympathie à nos tristesses entendue dans l'âme des autres ! Cela ne console pas, mais cela rappelle que l'on vit, qu'il faut vivre et qu'on ne vit pas encore seul.

Je suis solitaire par nature, il est vrai, mais ce n'est que physiquement que je vis seul ; ma pensée a toujours été avec les autres, voilà pourquoi elle retombe si péniblement sur moi quand je perds ce qui l'occupait en grande partie. Écrivez-moi donc chaque fois qu'une bonne pensée vous viendra. Je répondrai inexactement et mal, mais vous pouvez être sûr que ces lignes de vous auront été lues avec un œil ami et heureux.

Je vais m'occuper, si je le puis, d'écrire mon discours de réception dans quelques semaines. On m'a envoyé force notes. Donnez-moi, je vous prie, les renseignements suivants à l'égard de tout ceci.

Combien faut-il que dure ce discours?

1. Inédit.

A quelle censure passe-t-il, et combien de temps y reste-t-il?

Suffira-t-il que j'aille à Paris dix jours avant de le prononcer?

Faudra-t-il être en uniforme de l'Institut, ce jour-là?

Qu'est-ce que l'uniforme, et combien coûte-t-il? Est-il long à se faire ?

Lit-on le discours, ou le récite-t-on?

Pardon de tous ces minutieux détails, mais il faut les savoir. J'ai recours pour cela à votre bonté. Ne vous ennuyez pas à me les écrire ; faites-les-moi écrire par qui que ce soit sous votre dictée.

Adieu, que faites-vous? Avez-vous sur le métier quelque ouvrage qui occupe et amuse votre pensée? C'est l'essentiel : l'immortalité est une plaisanterie plus ou moins longue dont nous savons le fin mot. Se plaire à soi-même, voilà tout l'écrivain ; si on veut plaire de plus à quelques amis, c'est trop. Envoyez-moi donc quelques morceaux de vous. J'aime vos vers où l'esprit et la sensibilité sont si bien mariés que l'un ne fait jamais tort à l'autre.

Adieu encore. Je suis si malade que je ne puis écrire, mais griffonner. Je voudrais aller en Orient retrouver au moins du soleil ! Je ne puis vivre sous ce ciel. J'aspire à me faire réemployer depuis mon malheur. J'ai bien moins de liens ici. Adieu donc tout de bon.

LAMARTINE

Lamartine prit séance le 1er avril 1830. Il prononça un discours élevé et éloquent, magnifique et prophétique, qui fit une impression profonde. Dans quelle mesure profita-t-il des conseils qu'il avait demandés à Brifaut? Je ne saurais le dire, mais Sainte-Beuve, dont la place était marquée dans cette cérémonie, loua sa « voix sonore et retentissante, son timbre éclatant et pur, son geste simple ».

Ce discours de réception inspira à Brifaut, le 12 juin 1830, une *Épître à M. de Lamartine* dont les intentions généreuses ne rachètent pas la platitude. Il faut seulement en retenir l'invitation qu'il adressait à l'auteur des *Méditations* de sortir de la poésie de sentiment pour entrer dans l'action, une action qui l'opposerait à la fois au despotisme et à l'anarchie. Il l'appelait, d'un mot dont il ne mesurait certainement pas toute la portée, *législateur prophète* et il s'écriait dans un vers détestable :

Louange au fondateur d'un si riche avenir.

L'avenir de Lamartine dépassa et déconcerta souvent les prédictions politiques de Brifaut, mais ces divergences ne

troublèrent pas leur intimité. J'en trouve la preuve dans plusieurs billets de Lamartine[1].

Celui-ci, sans date :

Monsieur de Lamartine est venu pour avoir l'honneur de voir monsieur Brifaut et lui dire que madame de Lamartine est trop sérieusement indisposée pour qu'il puisse aller déjeuner demain chez lui. Il le prie d'agréer tous ses regrets et de croire à tout le plaisir qu'il a eu hier à le voir et à l'entendre ; il espère que ce plaisir se renouvellera dans un meilleur moment.

Le 11 janvier 1836, Lamartine écrivait à Brifaut :

Mon cher confrère et ami.

J'ai été en vain deux fois chez vous pour savoir si vous étiez assez généreux (ce dont pour ma part je suis sûr) pour avoir oublié votre petite brouillerie avec Hugo et le recevoir s'il allait chez vous solliciter votre suffrage. Répondez-moi un mot que je lui communiquerai. Mille sentiments affectueux et persévérants.

LAMARTINE

L'Académie préféra Dupaty à Victor Hugo. Brifaut prit sa part, malgré l'insistance de Lamartine, de cette sotte injustice. Il avait pourtant collaboré à la *Muse Française* avec l'auteur des *Odes*. Et même c'est lui qui avait prêté à Victor Hugo, en 1823, la culotte courte avec laquelle le poète, admis à une audience privée de Charles X, s'y était rendu pour lui offrir un exemplaire de son *Ode sur le sacre !*

Voici enfin une dernière lettre de Lamartine à Brifaut, dont je n'ai pu déterminer la date :

Mon cher ami. De toutes les consolations dont vous me parlez, il n'en est qu'une réelle, c'est l'affection qui reste au fond du cœur de quelques hommes qui savent comprendre, sentir et aimer. Celle-là, vous me la donnez. Soyez-en béni.

Je vois avec bonheur que vous allez mieux. Pour moi, je vais encore mal et je ne puis surtout tenir une plume. J'espère vous voir bientôt et vous dire alors en longues et bonnes causeries ce que je voudrais tant et ne puis vous griffonner.

Le monde va mal comme nous, mais Dieu est derrière qui répare tout et revivifie tout. Aimons-nous donc et fions-nous du reste en lui.

LAMARTINE

1. Tous inédits.

Lamartine, dans les *Nouvelles Confidences*, parues en 1851, n'oublia pas Brifaut. Il lui fit une place dans le tableau qu'il traçait de la littérature sous la Restauration. « Brifaut, après avoir tenté avec succès la scène française par des drames jetés au moule de Voltaire, renonçait, pour la gloire légère des salons, aux travaux austères du tragique et semait, comme Boufflers, son esprit et sa grâce au vent. » D'autres écrivains, plus célèbres que Brifaut, n'étaient cités que par leur nom dans une énumération rapide. Lamartine n'avait donc pas oublié le concours que Brifaut avait, en 1829, donné à sa candidature académique. Il payait publiquement sa dette, avec l'habituelle générosité de son cœur, mais sans exagérer les mérites d'un homme d'esprit dont la conversation ingénieuse, nourrie des souvenirs d'une longue vie, était supérieure à l'œuvre.

LOUIS BARTHOU

AU FRONT DE FRANCE[1]

XXIV

L'en-tête de cette lettre va vous donner un coup, si vous savez ce qu'il signifie. Je me hâte de vous dire que je me porte très bien, tout ce qu'il y a de mieux. « Station d'évacuation », cela ne sonne peut-être pas aussi mal qu'« hôpital », quoique ce soit la même chose. Mais l'essentiel, c'est que je vais bien. Je vous avais dit que je m'en tirerais, et je m'en suis tiré. Le fait que je suis alité — dans le plus luxueux confort — n'est qu'un incident. Je suis sauf et bien portant.

On me dit ici que, dès qu'un officier est blessé, on en informe sa famille. J'espère que c'est ma lettre qui arrivera la première ; et laissez-moi vous assurer qu'il n'y a pas de quoi vous tourmenter. Ces bonnes gens vont me remettre sur pied en un rien de temps ; et je compte être bientôt de retour à la compagnie, et dans la nouvelle ligne.

C'est un shrapnell qui m'a touché à la jambe gauche et un peu au bras, juste au moment où j'avais le plus besoin de l'un et de l'autre. J'espère qu'on ne vous a pas dit que j'allais perdre la jambe, ou quelque chose du même genre : parce que ce n'est pas vrai. Notre chirurgien — un type épatant et

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 août et 1er septembre 1916.

merveilleux — m'a expliqué ce que j'avais ; et ma jambe sera bientôt aussi bonne que jamais.

Je vous envoie juste un mot pour vous faire savoir que je me porte bien. Je vous écrirai plus en détail demain.

Je me demande si les communiqués vous ont dit quelque chose. L'attaque a été splendide. Nous avons enlevé le saillant, et le « Grand Boyau » est bien loin derrière notre première ligne.

***

Je voulais vous écrire longuement pour vous raconter notre attaque. Mais nous avons été occupés. Les docteurs m'ont fait un petit nettoyage : histoire de me débarrasser de quelques souvenirs superflus ; et il paraît qu'il vaut mieux que je me tienne tranquille pour aujourd'hui ; je n'en serai que plus vite sur pied. Cette place est un vrai paradis : plus un vestige de la musique des marmites, et tout est si propre et si doux et si calme ; point de responsabilité, rien que l'aise et le confort. Quelle luxueuse flânerie je me paie !

***

Je me porte comme le diable ; mais si abominablement paresseux ! Vous ne vous en faites pas idée. J'espère que vous pourrez lire mon griffonnage au crayon; juste un mot pour vous faire savoir que tout va bien. Je suis trop paresseux pous vous en écrire plus long ; je me contente de me vautrer dans le confort et la propreté.

***

Encore un jour de paresse. Je me sens si solide que je devrais réellement être au travail. Je me contente de paresser dans ce lit délicieux, en suivant des yeux les infirmiers et les infirmières qui trottent affairés — comme si j'étais dans un rêve. Le bon vieux Pacificateur est venu me voir, et c'est lui qui écrit cette lettre, en partie parce que je suis trop paresseux,

et en partie parce que j'aime mieux vous épargner la peine de déchiffrer les hiéroglyphes que trace ma main gauche. Le bras droit ne va pas mal, mais il paraît qu'il sera plus vite guéri en lui épargnant les fatigues ; et puis c'est vraiment chic d'avoir votre commandant de compagnie qui travaille pour vous.

Il dit que, pendant que j'y étais, j'ai été un nigaud de ne pas récolter quelque chose de plus sérieux, qui me vaille au moins une bonne petite convalescence. En fait, je suis sûr qu'il est bien heureux de penser qu'il ne sera pas longtemps privé de mes précieux services. La compagnie « A » a été relevée hier soir par une compagnie du..., dans nos nouvelles tranchées, vous savez, celles qui étaient à monsieur Boche. Comme cela les camarades ont un peu de repos ; ce n'est point le repos luxueux que j'ai ici, naturellement ; mais c'est tout de même quelque chose.

J'avais une foule de choses à vous dire, mais je suis tellement paresseux que je ne songe qu'à sommeiller toute la journée. Il paraît aussi que c'est l'heure pour les visiteurs de partir, et le Pacificateur a un bon chemin à faire avant d'être rentré. Je vous écrirai demain comme il faut. En attendant, le Pacificateur a eu l'obligeance de me dire qu'il vous écrirait ce soir pour vous raconter comment j'ai attrapé mes égratignures.

***

Lettre du Pacificateur.

Comme je l'ai promis, j'ajoute quelques lignes à la lettre de notre cher ami. Je ne lui ai pas encore dit, mais le fait est que je suis le seul officier de la compagnie « A » non blessé ; on nous a relevés hier soir pour nous reformer. Le lieutenant Morgan, « Taffy », est tué, et les pertes de la compagnie sont de trente-deux tués et soixante-dix-huit blessés. Nous avons payé gros ; mais vous comprendrez que c'était inévitable, si je vous dis que notre compagnie non seulement a mené l'attaque, mais l'a menée en partant de la fameuse « Ruelle des

Cotillons » qui est un point particulièrement difficile. Nous étions très fiers d'avoir été choisis pour mener la danse, et comparées au gain final, nos pertes sont en réalité peu importantes. Je crois même que, si l'on tient compte de la position gagnée, l'ensemble des pertes sur tout le front d'attaque est tout à fait minime. L'avantage remporté est considérable, et il n'y a pas la moindre chance que les Boches reprennent leurs tranchées; elles étaient solidement aménagées, dans une position des plus favorables ; et depuis que nous les occupons, nous avons travaillé jour et nuit à faire de ce coin une véritable petite forteresse. Je crois que notre avance va en amener d'autres d'ici peu dans le même secteur. Nous avons appris que les pertes boches étaient très élevées. Mais assez de stratégie : ce sont des nouvelles de notre ami que vous attendez.

Tout d'abord je prends la liberté de vous dire, ce que vous avez sans doute deviné, que c'est un très bel officier, et de grande valeur. Je ne suis pas mauvais juge, non seulement parce que je commande sa compagnie, mais aussi parce que j'avais déjà quelque expérience militaire avant la guerre, ayant servi un bon nombre d'années dans les volontaires, puis dans les territoriaux, jusqu'au moment où, sept mois avant la guerre, je fus affecté à notre bataillon. Je n'hésite pas à dire et à répéter que notre ami est un officier de valeur. Si notre compagnie passe pour la compagnie d'élite du meilleur bataillon de la brigade, je suis sûr qu'une bonne part de la réputation qu'elle s'est faite par son bel entraînement et sa belle discipline est due au lieutenant du premier peloton. C'est une très grande perte pour moi que d'être privé de ses services pour le moment ; mais je suis si heureux de lui voir la vie sauve que je ne puis regretter sa blessure. J'espère très sincèrement qu'il pourra bientôt nous revenir à la compagnie « A » reformée, car je n'ai jamais eu un officier auquel je tienne davantage. Les hommes de son peloton, et, en fait, toute la compagnie, lui sont dévoués ; je suis réellement émerveillé de voir comment un homme qui n'avait jamais reçu auparavant la moindre instruction militaire a pu, en si peu de temps, faire un officier aussi capable, connaissant aussi bien son métier, et surtout un meneur d'hommes aussi ferme et aussi bien

suivi. Car c'est là sa grande force : ses hommes le suivront partout où il ira, et feront n'importe quoi pour lui.

Vous en savez sans doute plus long que moi sur son caractère ; mais je crois pouvoir dire que son caractère, tel que vous le connaissez, a été merveilleusement développé par la guerre et par son entraînement militaire. Il était sans doute auparavant le plus aimable des hommes ; mais la confiance, l'intrépidité, la décision, la force en un mot, voilà, je crois, les qualités qui se sont développées en lui, depuis qu'il est soldat. Je me fais quelquefois la réflexion qu'il n'y a rien de plus merveilleux, dans toutes les merveilles au milieu desquelles nous vivons actuellement, que l'étonnant changement qui s'est produit chez des milliers de jeunes Anglais ; ils sont maintenant d'excellents officiers, aimés et suivis de leurs hommes, et qui ne le cèdent en rien à aucun des officiers qu'a jamais eus l'armée anglaise, bien que la grande majorité d'entre eux n'aient point la moindre tradition militaire derrière eux, et n'aient jamais reçu, jusqu'au mois d'août 1914, la moindre instruction militaire. C'est vraiment merveilleux, et je suis persuadé qu'il n'est pas d'autre race ni d'autre nation au monde qui en eût été capable. Les hommes, quelque accomplis qu'ils soient, on aurait pu les produire ailleurs ; mais cette réserve inépuisable de beaux et capables officiers, je ne crois pas.

Je ne veux point vous importuner avec les détails de notre affaire, que vous avez dû voir dans les journaux. Vous savez que nous avons avancé sur un front très étroit, après un court mais intense bombardement. Notre ami menait le peloton de droite de la « A », à un pas assez vif, en dépit du terrain semé de trous et d'obstacles. Son peloton marchait même mieux que le mien, et il enleva la première ligne boche avec une vigueur et une impétuosité extraordinaires. Il semblait que rien ne pût arrêter leur élan ; et, au milieu de l'infernal vacarme, je perçus plus d'une fois leurs hourras.

Notre ami avait traversé la première ligne et mené ses hommes tambour battant jusqu'au parapet de la seconde, lorsqu'il tomba ; l'obus qui le toucha doit aussi avoir descendu quelques Boches : c'est une consolation, — s'il est vrai que nous ayons besoin de consolation, ce que je ne crois pas.

Mais je dois vous dire que les blessures du bras droit —

peu graves, je m'empresse de l'ajouter — ne provenaient pas du même obus. Il les reçut au voisinage de la première ligne boche. Ce même bras droit, bien que blessé, eut encore la force de détourner une baïonnette boche qui visait la poitrine d'un homme du premier peloton, et de soutenir un blessé sur le parapet de la tranchée boche jusqu'à l'arrivée d'un brancardier. Quelques secondes après, notre ami entraînait ses hommes vers la seconde ligne, tout cela après sa première blessure. J'ai pensé qu'il vous ferait plaisir d'apprendre cela. Notre chef de bataillon le sait ; et je ne crois pas m'avancer en disant qu'on en parlera dans l'ordre du jour.

Quant à son état, évidemment il n'est pas aussi près de la guérison qu'il le croit ; il ne sera pas capable, comme il se le figure, de reprendre son service dans quelques jours ; mais je pense qu'il n'y a point lieu de se tourmenter ; j'en ai l'assurance du médecin de l'ambulance lui-même. L'état général est excellent : point d'infection ; ce n'est donc qu'une question de temps. Le pire qu'il puisse arriver, c'est que sa jambe gauche reste légèrement plus courte que la droite ; on espère toutefois l'éviter. Sa compagnie — ce qu'il en reste — sera sincèrement heureuse de le voir de retour. En attendant nous nous réjouissons, et vous vous réjouirez avec nous, de la façon glorieuse dont il est tombé, et du repos bien mérité dont il va pouvoir jouir.

Fin de la lettre du Pacificateur.

XXV

Le bataillon étant maintenant au repos, mon commandant de compagnie a bien voulu m'envoyer mon ordonnance. Vous vous souvenez de mon ordonnance Lawson, que j'avais au camp de Salisbury. Il me sert de secrétaire ; je vous en préviens pour que vous ne soyez pas surpris de la beauté de mon écriture : Lawson, avant la guerre, était comptable dans une usine.

J'ai presque eu peur ce matin, quand, vers les 6 heures,

comme je reposais encore à moitié endormi, un infirmier est arrivé avec une épingle de sûreté telle que les Highlanders en mettent à leurs jupons, et une grande étiquette bleue qu'il a attachée au bout de mon couvre-pieds.

— Eh ! là, — m'écriai-je, — qu'est-ce que c'est que ça? Est-ce qu'on va me mettre en vente?

L'infirmier se contenta, tel le chat de l'histoire, de grimacer, et disparut. Je dus m'adresser à l'infirmière-major qui se trouvait à passer, pour avoir le mot de l'énigme.

— Oh! cela? c'est le billet d'évacuation.

On va m'évacuer, ni plus ni moins qu'une tranchée bombardée. C'est drôle, hein? A dire vrai, j'en étais plutôt ennuyé; car je me figurais qu'une fois évacué du secteur de la division, on était automatiquement rayé du contrôle de sa compagnie ; auquel cas Dieu sait quand j'aurais revu la compagnie « A », en supposant que je la revisse jamais. Le médecin traitant me rassura en me disant qu'il n'y avait rien de perdu tant qu'on restait en France. On n'est rayé de sa compagnie que si l'on quitte la France. Tout est donc pour le mieux. Seulement on est obligé, dans ces ambulances d'évacuation, de toujours faire de la place pour les nouveaux qui arrivent du front ; si bien que les gens comme moi, dont le raccommodage doit durer un peu plus de deux ou trois jours, sont évacués sur un hôpital quelconque.

Je ne sais encore quand on me fera partir. En tout cas je ne crois pas que nulle part on puisse être mieux qu'ici : ni fusillade, ni coups de canon, pas même la moindre petite odeur de Boche défunt.

J'avais promis de vous raconter notre attaque ; mais, bien qu'il n'y ait de cela que quelques jours, cela me semble déjà si lointain que les détails commencent à m'échapper ; et j'ai l'esprit si brumeux, que je ne me rappelle plus ce que je vous ai dit et ce que je ne vous ai pas dit.

Il est une chose qui me reste clairement présente à la mémoire : c'est la sensation que j'ai éprouvée lorsque nous avons reçu l'ordre d'avancer. Il y avait bien longtemps que nous nous y attendions, bien avant même le bombardement ; et quand cela est venu... mais, quoique la sensation me reste très nettement, je ne suis pas sûr de pouvoir vous en donner

une idée. Je viens de demander à Lawson ce qu'il avait ressenti, mais il déclare qu'il ne sait pas. J'ai dû murmurer quelque chose à ce moment-là ; Lawson dit que lui aussi. Il croit qu'il a marmotté : « Ah ! Ah ! » Mais cela ne jette guère de lumière sur le sujet.

Je crois que ma pensée, lorsque nous nous hissâmes pardessus le parapet, fut qu'enfin nous allions laisser là ce malheureux trou de la « Ruelle des Cotillons ». C'est que nous le détestions, ce sale coin-là, avec ses trous de sable mouvant et cette espèce de poche qui servait de réceptacle à toutes les sortes d'explosifs qu'il plaisait aux Boches de nous envoyer en chandelle.

Nous eûmes du mal à nous dépêtrer de ces trous, et ce passage nous coûta un peu cher ; toutefois nous atteignîmes la lèvre la plus proche des entonnoirs avant que la danse ne commençât; cela grâce à la rapidité de notre démarrage et la précision du tir de barrage de nos artilleurs. Vous savez l'impression qu'on éprouve dans un cauchemar, lorsqu'on veut se sauver à toute vitesse et qu'on a une tonne et demie de suspendue à chaque pied : c'est à peu près celle que nous fit éprouver la traversée des entonnoirs.

La fête commença lorsque nous eûmes passé les entonnoirs et n'eûmes plus rien devant nous que les tranchées boches. C'est alors que nous commençâmes à ressentir cette impression de folle gaieté dont vous avez dû entendre parler — la glorieuse griserie de la charge. Et réellement, aucun récit ne saurait exagérer cela. Vous pouvez m'en croire : les chromos les plus éclatants n'exagèrent rien — je ne parle naturellement pas des détails. — Il est certain qu'il n'y a ni panaches qui s'agitent, ni brillantes couleurs, ni épées qui étincellent, ni bottes vernies; pour cela, non : nous étions tous, du haut en bas, de la couleur de la boue hideuse dont nous sortions. Mais le feu qui nous animait ! Je renonce absolument à essayer de vous le décrire, surtout dans une lettre. On dit que les Boches font avaler à leurs hommes de l'alcool et des drogues avant de les lancer à l'attaque. J'ai idée qu'il n'est point de drogue ni de champagne, même du plus sec, qui puisse vous donner cette gaieté folle que nous ressentions dans cette course des entonnoirs à la première

tranchée boche. Cette fois au moins, on vivait. On se sentait aux pieds des bottes de sept lieues ; la terre semblait voler sous nos pas. Je vois encore les figures sales, maculées de boue, qui se montrèrent alors dans la tranchée boche. Ils se hissaient et se poussaient pour sortir de leurs abris où ils s'étaient réfugiés pendant le bombardement, et se précipitaient vers leurs créneaux. On eût dit des marionnettes de jeux de massacre. Des choses comme cela nous arrêter, nous !

Et comme nous criions ! En sautant dans cette tranchée, je hurlais du plus haut de ma voix : « La compagnie « A » ! » J'avais à ma gauche le caporal Slade, et, au moment où nous atteignions le parapet, je l'entendais hurler, à travers le grondement des canons : « F... leur-en ! F... leur-en, les gars ! » Brr ! shocking !

Dans la tranchée, ce fut comme une mêlée au foot-ball, en plus glorieux. Oh ! beaucoup plus glorieux. Chose curieuse : ce qui me vint alors à l'esprit, ce fut la vieille histoire du Pacificateur sur le couteau de tranchée ; vous vous la rappelez : « Quand on l'entend tousser comme cela, on peut passer au suivant. Mettez-lui cela au bon endroit, et avec trois pouces de lame, il aura son compte. Inutile de perdre son temps davantage. »

C'est au galop que nous franchîmes l'espace ; entre parenthèses, ce fut le diable pour grimper par-dessus le parados boche, tant il était élevé et glissant. Juste comme j'étais grimpé à moitié, un animal m'attrapa par la cheville droite ; c'était ce que j'avais toujours redouté quand je rêvais des tranchées ; mais, par Dieu, je vous promets que j'aurais mieux aimé recevoir un coup de baïonnette que le coup de brodequin que je lui assénai sur la figure. L'espace suivant franchi, nous arrivions à la seconde ligne boche, — la seconde ligne, parfaitement. La petite impression de champagne était encore plus forte que jamais, car on sentait que le front boche était enfoncé. Une traversée du Rhin, quoi, en plus petit : on était en territoire allemand, pour ainsi dire. Et cette fois, on allait régler ses comptes !

Mais à cette enivrante gaieté de la charge — de beaucoup la plus belle impression que j'aie jamais éprouvée de ma vie —

se mêlait aussi une vague inquiétude indéfinissable. J'avais conscience que quelques-uns de nos hommes tombaient, et... « Sacrebleu, je devrais tout de même faire quelque chose pour sauver ces pauvres garçons-là. » Et cela me tourmentait ; j'avais comme l'impression qu'il manquait quelque chose à mes connaissances. « Ce sont vos hommes ; vous devriez savoir », voilà ce qui me trottait par la tête. Mais je crois qu'on n'en ralentissait pas l'allure pour cela. Cette griserie vous emportait. Sans doute les canons boches n'étaient pas un rêve ; mais leurs hommes ne me semblaient pas compter.

Arrivés aux fils de fer de la seconde ligne — il se passa quelque chose de curieux. Il s'en fallait qu'ils fussent aussi solides ou aussi étendus que ceux de la première, et j'ose dire que nos canons en avaient démoli une bonne partie. Néanmoins, il en restait encore pas mal, plus que je n'aurais cru pour une seconde ligne. Eh bien, figurez-vous que la compagnie « A » est passée à travers comme si c'eût été du papier. Ce fut glorieux ! Vous savez quelles précautions l'on prend pour s'approcher d'un fil de fer barbelé, autant que s'il s'agissait d'une haie d'épines. Et vous avez vu des baigneurs, sur la plage, galoper à travers les premières vagues en levant les pieds et en agitant les bras. C'est exactement comme cela que nos gaillards traversèrent ce fil de fer. Je vous garantis que pas un de nous ne sentit une égratignure. Et pourtant ma culotte et ma tunique étaient en dentelles depuis la ceinture jusqu'au bas quand j'arrivai à l'ambulance; et, de la ceinture aux genoux, je garderai longtemps sur la peau le dessin de ce fil de fer. Mais ç'aurait pu être du duvet; cela nous aurait fait le même effet.

C'est alors que malheureusement, sur le parapet de la seconde tranchée, je reçus ma petite dose. Dieu sait de quel côté venait cet obus! Toujours est-il qu'il coucha quelques Boches en même temps que moi. Je dois reconnaître qu'ils nous reçurent sur le parapet comme il faut. Mais la compagnie « A » avait des affaires urgentes. Nous avions à régler le compte de la « Ruelle des Cotillons » et autres lieux choisis du même genre ; et le kaiser n'a personne qui eût pu nous arrêter. J'aurais bien voulu voir l'affaire jusqu'au bout. Je sais qu'ils firent tous leurs efforts pour nous déloger de cette tranchée. Mais on ne déloge pas comme cela la vieille « A ».

Lawson me dit que, jusqu'au moment où je fermai les yeux, je criais comme un fou sur le parapet : « Je serai là dans une minute ! Je serai là dans une minute ! » Comme c'est bête tout de même...

Quand je me réveillai, on m'enlevait d'un brancard de tranchée, tout à l'arrière, au P. C. du bataillon, dans l'ancienne tranchée de soutien. Le vieux major du bataillon me piqua un peu de tous les côtés et me donna une cigarette, je me rappelle. Je me souviens aussi de lui avoir entendu dire : « Oh ! c'est bien, ça va ! » Et je dois m'être encore endormi là-dessus.

Je me rappelle m'être ensuite réveillé dans le brancard situé à droite et au bas d'une ambulance automobile, d'où l'on me sortit pour me mettre dans un lit de l'ambulance de... La même nuit je fus transporté ici ; car les ambulances de campagne ont toujours pas mal à faire. Ce n'était qu'un voyage de quelques milles. Je sais qu'il y avait partout de la neige lorsqu'on me sortit de l'ambulance automobile pour me transporter ici.

Maintenant, confort, propreté, tranquillité, le calme le plus merveilleux, et des infirmières anglaises. Bonté divine, ne sont-elles pas charmantes, ces infirmières anglaises? Toutes les Anglaises d'ailleurs. Et dire qu'il y a encore des hommes chez nous qui hésitent à s'engager ! N'est-ce pas étrange ?

Voilà que Lawson attrape la crampe des écrivains ; cela ne m'étonne pas !

XXVI

C'est aujourd'hui qu'on m'évacue. Nous sommes une douzaine d'officiers et presque une centaine d'hommes qui devons partir aujourd'hui pour l'une ou l'autre des bases. Ceux qui sont en permanence à ces stations d'évacuation doivent avoir une vie curieuse, à voir ce défilé continuel des épaves de la grande guerre. Et il faut voir avec quelle précision méthodique tout cela se passe. Partout plane cet esprit de bienveillante

réticence qui fait que l'on se sent un peu comme un colis postal recommandé, confié aux bons soins d'employés modèles. « Quand est-ce que nous partons? » Sourire bienveillant : « Tout de suite, tout de suite. — A quel hôpital allons-nous? » Sourire bienveillant : « Vous verrez bientôt. — Combien de temps resterons-nous en route? » Sourire bienveillant : « Oh! vous serez on ne peut mieux pendant le voyage. N'ayez crainte. — Eh bien, je vais mieux ce matin, n'est-ce pas? » Sourire bienveillant. « Pensez-vous que je pourrai bientôt m'asseoir dans mon lit? d'ici un ou deux jours, n'est-ce pas? » Sourire bienveillant : « Nous verrons. » Et c'est toujours ainsi. J'avoue que la curiosité des malades met souvent à rude épreuve la patience des autorités. Mais jamais on ne leur voit le moindre signe d'impatience. Elles n'oublient jamais le sourire bienveillant. Mon voisin de lit se préoccupe beaucoup de sa température ; c'est, je crois, le principal symptôme de son mal. Le sourire familier est la seule réponse qu'il reçoive, en dépit de ses efforts les plus obstinés. Je suis sûr qu'il fait monter sa température, à force de s'inquiéter si elle n'a pas descendu.

Plus tard.

Encore une nouvelle écriture. Mon secrétaire actuel est le lieutenant R... qui a reçu dans le bras gauche plus de schrapnells que moi dans le droit, et qui veut bien me prêter les services de son bras droit. Nous sommes l'un en face de l'autre dans de confortables couchettes d'un train de la Croix-Rouge; nous ne savons pas encore où l'on nous dirige. Il y a près de cinq cents évacués dans notre train. Il ne va pas vite, mais nous devons arriver à destination demain pour déjeuner. Nous avons trouvé des livres et des revues en entrant dans le train ; n'est-ce pas une délicate attention? Ils portent le cachet de la Bibliothèque de Campagne. Les docteurs et les infirmiers circulent parmi nous aussi librement qu'à l'hôpital. Le tout est un triomphe d'organisation.

Pendant que, sur le quai de la gare, nous attendions sur nos brancards le train qui devait nous emmener, nous avons vu

passer des kilomètres de trains chargés de toutes les choses possibles et imaginables pour le front français, depuis des troupes jusqu'à des conserves ; un vrai comptoir roulant ; un interminable film cinématographique qui a mis plus d'une heure à défiler et n'avait pas l'air de vouloir finir. Tous les soldats français, avec leurs cigarettes et leur chocolat, avaient de petits saluts aimables et pleins de bonne humeur pour nos blessés alignés sur leurs brancards ; les joyeux zouaves surtout étaient les plus endiablés. Bonne chance, et un bon repos ; prompt rétablissement et — à ce qu'il me semblait comprendre — prompt retour aux champs de gloire : tels étaient leurs souhaits ; et tout cela avec un air de camaraderie si sincère, des jeux de physionomie, de mains et d'épaules, qui supprimaient la différence de langues. Et nos hommes, beaucoup plus maladroitement, mais avec autant de bonne volonté, faisaient de leur mieux pour y répondre. La guerre est une grande dévastatrice, sans doute, mais elle a introduit entre Français et Anglais un esprit de camaraderie que la paix n'eût jamais enfanté.

Lendemain matin.

Je viens de passer une nuit étrange, que je ne suis pas près d'oublier. Je n'ai guère dormi, mais j'ai tout de même eu une assez bonne nuit, et j'avais de quoi m'intéresser. Quand le train s'arrêtait entre deux stations, comme cela lui est arrivé plusieurs fois, j'entendais des bribes de conversations de différentes parties du train, des docteurs, des infirmières, des malades, des employés du train, etc. Quelquefois, un autre train longeait le nôtre en grondant, et s'arrêtait près de nous ; la conversation s'engageait alors entre les deux trains, en français et en anglais, et dans ce curieux jargon qu'a fait naître l'alliance des deux pays. Il y avait aussi l'Anglais qui reste Anglais, ne possédant pas un seul mot de l'autre langue, mais qui pourtant se faisait comprendre rien que par le ton : « *Bong, très bong Woodbine. Much pang, savvy. You bong, très bong; compree? Bong swoor!* »

Il y a un pauvre garçon dans la couchette au-dessous de la

mienne qui a eu le délire toute la nuit. Il a l'air si jeune ! C'est un sous-lieutenant du ... Il a été rudement secoué dans une explosion de mine, et il a reçu une grenade par-dessus le marché. Le médecin dit qu'il s'en tirera. Il est sûrement en route pour le pays. Curieux, hein ! Demain à cette heure-ci il sera peut-être en Angleterre, ou bien près d'y être. L'Angleterre ! Comme cela me semble loin ! C'est qu'il y a eu quelques événements dans mon existence depuis que j'ai été en Angleterre ; et quant à l'homme que j'étais avant la guerre, ma parole, j'ai de la peine à me le rappeler. Il me semble bien que je n'avais rien d'un brave ; en tout cas j'errais dans un monde qui ne connaissait pas grand'chose de la réalité.

Nous savons enfin où nous allons ; en fait nous y sommes déjà. Le train manœuvre au milieu des rues de la banlieue du Havre depuis une demi heure. C'est rudement intéressant de voir des rues, et de voir des femmes qui se promènent, et de voir des rangées et des rangées de toits et de fenêtres sans interruption. Point de trace de trous d'obus par ici ; pourtant, de l'autre côté du train, le long du port, on voit des arpents et des arpents de matériel de guerre; je n'exagère pas, ce sont bien des arpents et des arpents de vivres, de fils de fer barbelé, d'approvisionnements de toutes sortes qui s'empilent à perte de vue.

On entend un remue-ménage dans le train ; nous approchons du terme du voyage.

10 h. 45.

Nous sommes dans ce qu'on appelle le baraquement des officiers, sur l'un des quais. C'est un hôpital ou une ambulance d'évacuation en miniature, construit en bois, et très gentiment aménagé. Un salon à l'une des extrémités, puis des lits, des baignoires, une cuisine et des bureaux ; le tout clair et reluisant, et d'une admirable propreté, avec des infirmières de la Croix-Rouge, des médecins, des infirmiers, et des sourires bienveillants à profusion. On a pris notre température, et on nous a installés très confortablement ; quelqu'un fait marcher un gramophone et je viens de prendre une tasse de ce breu-

vage glutineux et laiteux que je ne pouvais sentir, vous vous le rappelez. Maintenant j'aime bien cela, et je ne fais plus la grimace que pour la forme, et pour me donner une petite auréole de courage.

Tout le monde a demandé à tout le monde où nous allions après cela : tout le monde a reçu de bienveillants sourires, et s'est replongé dans un livre ou une revue de la Bibliothèque de Campagne. Les blessés qui peuvent s'asseoir se promènent dans le salon où il y a des fauteuils et le gramophone. Je les vois à travers la porte entr'ouverte. Je vois que notre baraquement est une sorte de lieu de repos où l'on met les blessés en attendant qu'il soit statué sur leur cas. Le médecin nous a tous examinés en détail : mon bras va beaucoup mieux; quant à ma jambe, je ne sais pas encore. J'ai demandé au médecin — un très chic type — qu'il tâche d'arranger les choses pour que je ne sois pas séparé de mon bataillon, et il m'a promis que cela s'arrangerait.

15 h. 30.

On m'embarque pour le pays. Le médecin vient de m'apprendre que la commission en avait décidé ainsi. Il vient de passer un moment assis sur mon lit : il est réellement très chic. Il m'a assuré que je n'avais pas besoin de me tourmenter pour mon bataillon ; il me donne une lettre pour un de ses frères qui est à Londres. Ainsi je m'en vais chez nous, et ce soir même. Hein! vous représentez-vous cela? Maintenant nous sommes tous triés ; je suppose que ce sont les plus endommagés qu'on renvoie au pays, et le reste est raccommodé sur place. Mais j'espère tout de même être debout dans une semaine ou deux au plus... Voilà qu'on nous apporte des fiches à remplir.

21 h. 30.

Me voici couché à bord d'un navire de la Croix-Rouge. Ce n'est partout que lumière électrique, émail blanc immaculé ;

partout circulent les infirmières à la blouse également immaculée, tout comme à l'hôpital. On vient de me faire mon pansement pour la nuit. D'après le dernier sourire bienveillant que j'ai pu recueillir, je ne serais pas surpris que nous jetions l'ancre vers les minuit ; mais il se peut que je me trompe. En tout cas, je me sens on ne peut mieux ; je suppose qu'il devait y avoir quelque chose de particulièrement calmant dans le médicament qu'on m'a mis en changeant mon pansement. Je vais dormir comme un sabot. Je crois que je ne me suis pas encore bien mis dans la tête que je suis en route pour le pays. Pourtant le fait est là : je suis sur le navire ; et il est fort possible que je vous voie avant que vous ne receviez mon griffonnage. Il est donc inutile que j'en écrive plus long. Je vais tâcher de dormir, car je n'ai guère dormi l'avant-dernière nuit. Le petit sous-lieutenant qui était mon voisin d'en dessous dans le train dort comme un petit enfant. Il a l'air très gentil ; je suis sûr qu'il y a quelqu'un au pays qui sera content de le voir demain. Demain !

Le lendemain.

Aujourd'hui est le grand jour. En me réveillant ce matin, j'ai eu des aperçus d'un rivage verdoyant : c'était l'île de Wight. Nous avons mis quelque temps à accoster. Puis il est venu des médecins du service à terre ; ils nous ont annoncé que nous allions à Londres.

Je suis maintenant dans un wagon sanitaire d'un express à destination de Waterloo Station ; je vous enverrai une dépêche dès que je saurai sur quel hôpital on me dirige. En attendant, nous voici à Winchester. La vieille Angleterre n'a pas changé. Il y a un peu de neige sur les hauteurs. Cela n'a pas changé, en un sens. Pourtant, ce ne sera plus jamais la même chose pour moi ; non, jamais. Peut-être pourrai-je vous expliquer cela quand nous nous verrons ; il me serait difficile de vous l'écrire. C'est drôle tout de même que rien qu'à voir ces campagnes par la portière d'un train, la larme vous vienne à l'œil. Oui, c'est drôle. On voit tout cela, pour ainsi dire, à travers une vision des tranchées.

Le vieux Pacificateur ne m'en avait rien dit ; mais je sais maintenant que presque la moitié de la compagnie « A » est restée par terre ; et il y en a pas mal qui sont partis du côté du couchant. Ce pauvre Taffy est parti : un garçon si remarquable ! Mon peloton ne sera plus jamais le même, n'est-ce pas? Le sergent du peloton, un autre sergent, deux caporaux et un bon nombre d'hommes sont tombés. C'est que, voyez-vous, nous étions aux premières loges. Oh ! je sais bien qu'il n'y a rien à regretter. Grâce à nous, la « Ruelle des Cotillons » est loin de la première ligne, et cela épargnera plus d'une vie d'ici la fin de la guerre.

Je ne me plains pas, mais tout de même cela vous change. C'est comme l'Angleterre : on ne la voit plus tout à fait du même œil quand on a passé par les tranchées. S'il est quelque chose dont l'Allemagne puisse se vanter, c'est de nous avoir transformé le monde ; et elle pourra peut-être bientôt s'apercevoir que ce n'est pas dans le sens où elle le souhaitait qu'elle nous a transformés. Naturellement, je ne sais pas grand'-chose : on sait juste ce qui se passe dans son petit coin de secteur. Mais, d'après le peu que j'ai vu, j'ai bonne idée que l'Allemagne, qui pensait nous casser les reins, n'a fait que nous rendre infiniment plus forts qu'auparavant. Regardez un peu nos hommes : il n'en est pas un qui ne se sente trois fois plus homme qu'avant la guerre. « Se battre pour l'Angleterre » n'avait guère de sens pour moi avant le mois d'août 1914. Tandis que maintenant... Et c'est pourquoi ces campagnes sont changées, c'est pourquoi l'Angleterre ne sera plus jamais tout à fait la même qu'auparavant. Je sais désormais que l'Angleterre est une partie de moi-même, ou plutôt que moi je fais partie d'elle. Je sais vraiment ce que c'est que l'Angleterre ; je vous jure qu'avant je ne le savais pas. Oui, vous savez, jusqu'à son sol même... Oui, quand je songe à la façon dont les Boches, là-bas, ont tout détruit, tout ravagé devant eux, et puis que je pense à notre Angleterre, à ce que ces Huns feraient ici, s'ils en avaient l'occasion... C'est comme si l'Angleterre était votre mère, et que d'infects individus aillent pour...

Mais ce n'est pas la peine, je ne puis vous écrire tout cela. J'essayerai de vous le dire de vive voix. Mais il a fallu que je

voie ces campagnes pour me rendre compte que je suis fier et heureux d'avoir ces précieuses blessures ; je suis heureux d'avoir aussi eu ma part. Je me demande si vous et ma mère vous en serez heureuses aussi; j'espère que oui, pour l'amour de

votre gentleman à titre temporaire.

UN OFFICIER ANGLAIS [1]

1. Les lettres de « l'Officier anglais », qui nous ont été communiquées par le *War Office*, ont eu en France un vif succès très mérité. La *Revue* publiera le 1er octobre une courte notice sur l'auteur.

LES EMPRUNTS

DE LA

DÉFENSE NATIONALE

A l'heure où le ministère des Finances prépare un nouvel emprunt de la Défense nationale, il est intéressant de rappeler le succès obtenu par l'émission de rentes perpétuelles 5 p. 100 qui a eu lieu du 25 novembre au 15 décembre 1915. Ce succès a été, en effet, considérable; il constitue un événement sans précédent dans notre histoire financière. Jamais opération aussi vaste, aussi difficile et aussi compliquée n'avait été tentée dans notre pays, ni en temps de guerre, ni en temps de paix. Au début des hostilités de 1870, le second Empire s'est borné à contracter, les 23 et 24 août, un emprunt de 750 millions. Plus tard, le Gouvernement de la Défense nationale a réalisé, à Londres, à la fin d'octobre 1870, le célèbre emprunt Morgan de 250 millions ; mais, pour se procurer d'autres ressources, il a dû s'adresser à la Banque de France. Quarante-cinq années plus tard et au cours d'une guerre provoquée par les mêmes ennemis, l'émission illimitée de rentes, qu'avait résolue M. Ribot, a dépassé en capital nominal l'énorme somme de 15 milliards.

Cette opération hardie n'avait aucun rapport avec les émissions antérieures. De 1871 à 1914, la France a contracté

ses emprunts perpétuels de la manière que voici : le ministère des Finances faisait connaître d'avance les capitaux dont il avait besoin et il fixait le prix de ses titres assez bas pour provoquer des demandes supérieures aux offres. En outre, il n'exigeait qu'un premier versement de garantie peu élevé et il accordait des délais successifs aux souscripteurs pour se libérer. De la sorte, les emprunts publics étaient plusieurs fois couverts, sinon par l'épargne, du moins par la spéculation, et les souscriptions se trouvaient d'autant plus réduites que le succès de l'emprunt avait été plus vif. Or ce succès provoquait nécessairement à la Bourse une hausse des nouveaux titres et les spéculateurs qui avaient souscrit très largement pouvaient ainsi les revendre sur le marché à terme et réaliser des bénéfices. Peu à peu, ces titres étaient absorbés par l'épargne et définitivement classés dans les portefeuilles des capitalistes gros ou petits.

C'est par ce procédé bien connu et dont nous avons ici même exposé le mécanisme [1], que le gouvernement de M. Thiers émit, après la guerre de 1870-71, deux grands emprunts en rentes perpétuelles. Lors du premier emprunt de 2 milliards en rente 5 p. 100, autorisé par la loi du 20 juin 1871, le taux de l'émission fut fixé à 82 fr. 50 pour 5 francs de rente, avec un simple versement de garantie de 12 francs ; les autres versements étaient échelonnés en seize termes mensuels, du 21 août 1871 au 21 novembre 1872, à raison de 4 fr. 50 pour le premier terme et de 4 fr. 40 pour les autres [2].

Ainsi les souscripteurs avaient un délai de près de dix-sept mois pour se libérer et, s'ils aimaient mieux se débarrasser de leurs titres, en bénéficiant d'une prime provoquée par la hausse, ils n'avaient qu'à les vendre à la Bourse. Le total des rentes souscrites s'éleva alors à un capital de 4 897 millions en numéraire ; 67 millions furent en outre souscrits par des prélèvements sur les livrets de caisses d'épargne ; le nombre des souscriptions avait été de 331 906.

L'émission du second emprunt de 3 milliards eut lieu les 28 et 29 juillet 1872. Le taux d'émission était fixé à 84 fr. 50,

1. Voir notre étude sur la Bourse de Paris, dans la *Revue de Paris* du 1er juillet 1915.
2. *Dictionnaire des Finances*, par Léon Say, chapitre intitulé : Emprunts.

pour un minimum de 5 francs de rente, avec un versement de garantie de 14 fr. 50 et vingt autres versements échelonnés. Le succès de cette opération fut énorme : le nombre des souscripteurs s'éleva à 934 276 en France et à l'étranger et, au lieu d'un total de 207 millions de rentes à souscrire, il en fut offert pour 2 592 millions, représentant un capital nominal de plus de 44 milliards, dont 26 étaient fournis par l'étranger. En se félicitant d'un pareil succès, qui témoignait de la confiance du monde dans les destinées de la France, M. Thiers reconnut, à la tribune de l'Assemblée nationale, que les souscripteurs qui avaient offert 44 milliards auraient été évidemment incapables de tenir leurs engagements. La plupart n'y avaient d'ailleurs jamais songé. S'ils avaient consenti à faire un premier versement qui s'élevait à la somme totale et considérable de 7 milliards 1/2, ils n'ignoraient pas qu'il s'agissait d'un dépôt provisoire et dont la plus grosse part leur serait remboursée. La plupart savaient en outre que, non seulement ils ne pourraient obtenir les titres souscrits, mais que, même s'ils en obtenaient plus qu'ils n'en désiraient, il leur serait facile de les revendre avant le terme fixé pour les futurs versements.

Dans des opérations de cette nature, il est sans doute intéressant de recueillir des souscriptions aussi nombreuses et aussi élevées que possible, puisqu'on provoque une hausse favorable au crédit public, mais il ne faut pas se laisser égarer par des chiffres qui n'ont qu'une valeur très relative. Il importe surtout de ne pas confondre les souscriptions faites dans un dessein de pure spéculation et celles qui sont apportées au Trésor par l'épargne dans un dessein de placement.

Le grand emprunt de guerre des mois de novembre et décembre 1915 ne pouvait pas être émis dans les mêmes conditions. La spéculation ne pouvait pas jouer le moindre rôle, puisque le marché à terme n'existe plus à la Bourse de Paris ou, pour mieux dire, qu'il est ouvert seulement pour les opérations restées en suspens depuis l'ajournement de la liquidation du 31 juillet 1914 et qui ont été reprises le 30 septembre 1915. Par conséquent, les souscripteurs ne sauraient être des spéculateurs ; ce sont des capitalistes ou des épargnants qui font un

placement définitif. Sans doute, ils pourront vendre une partie de leurs titres sur le marché au comptant ou obtenir de la Banque de France des avances de 75 p. 100, s'ils ont besoin d'argent. Mais, dans ce cas, ils ne feront évidemment pas une spéculation proprement dite ; ils se borneront à échanger leurs titres pour des capitaux dont ils ne peuvent se passer.

L'émission d'un emprunt contracté dans des conditions aussi nouvelles offre, par suite, de très grandes difficultés et présente un certain aléa. Si elle ne réussit pas, c'est le crédit tout entier du pays qui est ébranlé et il devient difficile de continuer la guerre au delà d'une durée limitée : il convient donc de la préparer avec soin et de ne l'engager qu'avec les plus grandes chances de succès. Nous avons déjà fait ressortir avec quelle sagesse M. Ribot avait géré les finances publiques depuis le 27 août 1914, date à laquelle il a accepté ses hautes fonctions [1]. On a pu, il est vrai, critiquer parfois son excès de prudence, mais de quelles malédictions n'aurait-il pas été accablé, si, ayant agi avec trop de précipitation, il avait échoué dans sa lourde tâche de ministre du Trésor, contraint de subvenir à des dépenses qui atteignent aujourd'hui, si même elles ne les dépassent pas, deux milliards et demi par mois? Avant d'émettre un grand emprunt en rentes perpétuelles, il fallait donc se résigner à des opérations de trésorerie de moindre envergure, placer simplement des bons du Trésor à court terme, puis des obligations remboursables dans un délai plus long. C'est ce qu'a fait, on le sait, M. Ribot. Mais cette expérience ne suffisait pas encore. Pour assurer le succès de l'emprunt, il fallait encore assainir le marché des capitaux, en procédant à la liquidation des opérations à terme dont le règlement était suspendu et fixer une date pour l'exécution des engagements en cours ou tout au moins restreindre le moratorium dont ils bénéficiaient : c'est ce qui a été décidé par le décret du 15 septembre 1915. Dès ce moment-là, on avait un moyen de connaître les dispositions du public. Si la liquidation du 30 septembre 1915 s'opérait sans difficulté et si l'épargne continuait à souscrire aux bons et aux obligations de la Défense nationale, le succès d'un emprunt en rentes perpétuelles ne devenait pas seulement probable, mais certain.

1. Les Finances pendant la Guerre : *Revue de Paris* du 1er février 1915.

Or la liquidation s'est faite le plus aisément du monde : la plupart des clients des agents de change n'ont même pas réclamé le remboursement des capitaux employés en reports et, d'autre part, il était démontré que des disponibilités assez abondantes se réservaient pour les placements en perspective. Dans ces conditions, il n'y avait plus aucun motif d'ajourner l'émission d'un grand emprunt.

***

Préparée pour le mois d'octobre, elle n'a eu lieu cependant que le 25 novembre et elle ne pouvait pas avoir lieu plus tôt, en raison de l'incertitude de la situation ministérielle qui a pris fin le 29 octobre 1915 par la formation d'un nouveau cabinet présidé par M. Aristide Briand. Le projet d'emprunt n'a pu être déposé que le 11 novembre suivant et il a été voté par l'unanimité des deux Chambres. Les conditions offertes aux souscripteurs étaient les suivantes : la rente nouvelle était du type 5 p. 100, comme les bons et les obligations de la Défense nationale ; elle était exonérée de tout impôt et n'était pas convertible avant le 1er janvier 1931. Les titulaires de livrets de caisses d'épargne pouvaient prélever sur leurs dépôts la moitié de leurs souscriptions. Les porteurs de rentes 3 p. 100 étaient autorisés à se libérer, jusqu'à concurrence du tiers de leurs souscriptions, par la remise de leurs titres qui seraient annulés dans la même limite.

Dans le discours qu'il a prononcé le 12 novembre 1915 devant la Chambre des députés, le ministre des Finances a rappelé que, à cette date, le total des souscriptions aux bons de la Défense nationale s'élevait à 8 353 millions et celui des obligations à 3 659 millions. D'autre part, la Banque de France avait fait à l'État des avances de 7 milliards ; un emprunt de 1 164 millions avait été contracté en Angleterre et un autre, de 1 250 millions, aux États-Unis. La Trésorerie n'était donc nullement embarrassée. Mais il y avait dans le pays de grandes réserves, beaucoup de capitaux disponibles dont quelques-uns se cachaient.

Les énormes dépenses que nous faisons pour la défense nationale, ajoutait M. Ribot, ne sont pas des capitaux entièrement perdus ; nous

ne payons presque rien pour le moment en espèces à l'étranger ; nous payons au moyen de crédits que nous avons obtenus. Presque tout ce que nous dépensons en France doit revenir au Trésor sous forme de souscriptions à l'emprunt ou aux bons et obligations ; cet argent doit servir de nouveau à la défense nationale. Voilà le but de l'emprunt. Nous l'indiquons nettement au pays ; nous faisons appel à ses réserves ; nous espérons qu'elles nous viendront au moins en partie, et nous ne voulons pas délimiter d'avance le chiffre des sommes qui seront versées au Trésor. C'est au pays de fixer lui-même sa contribution de guerre, à la fixer avec le sentiment profond qu'il a de la nécessité de soutenir la guerre non pas seulement les armes à la main, mais aussi par ce qui est le nerf de la guerre, par l'argent.

Et M. Ribot ajoutait encore qu'il confiait le sort de l'emprunt au pays, maître de ses destinées et qui comprenait que « la vie nationale et la vie morale de la France étaient en jeu, en présence de l'invasion qui le menaçait des pires retours à la barbarie ».

Enfin M. Ribot adressait au pays un vibrant appel, souvent cité au cours de l'émission de l'emprunt, mais qu'on ne saurait trop rappeler :

Il faut le dire à tous, aux plus humbles, aux moins instruits ; c'est un devoir qu'ils ont à remplir envers la patrie ; ils n'ont pas le droit de garder, de ne pas donner à la défense nationale leurs économies. Non, ils n'en ont pas le droit. Dans une lutte sans merci comme celle où nous sommes engagés, le salut d'un seul ne peut être trouvé que dans le salut de tous. Celui qui se refuserait ou qui se déroberait s'il a été éclairé, si on lui a dit la vérité, celui-là serait coupable envers la patrie. Il ne suffit pas de faire son devoir les armes à la main et d'être prêt à verser son sang sur un champ de bataille ou dans les tranchées : cela est beau, cela est héroïque, mais tout le devoir n'est pas rempli. Il faut en outre apporter les réserves dont on dispose au lieu de les garder jalousement comme un avare.

Ce qu'il faut dire au pays, c'est qu'à cette heure, l'égoïsme n'est pas seulement une lâcheté, une sorte de trahison, mais qu'il est la pire des imprévoyances. Que deviendraient ses réserves si la France devait être vaincue? *Elles seraient la rançon de la défaite, au lieu d'être le prix de la victoire.*

Je fais appel à tous ceux qui, dans le cercle où ils vivent, peuvent dire un mot qui éclaire leurs concitoyens ; ils ont le devoir de le faire.

Il serait impossible de décrire l'enthousiasme et les ovations que souleva, à la Chambre des députés, cet éloquent discours

dont l'affichage fut voté par l'unanimité des membres de l'Assemblée. Quelques jours plus tard, le 16 novembre, au Luxembourg, M. Ribot était accueilli par les mêmes acclamations; au moment où il se présentait à la tribune, le Sénat tout entier le saluait de longs applaudissements. C'est dans cette séance mémorable que M. Ribot prononça le mot qui devait avoir un si profond retentissement dans le pays : « Puisqu'on a donné au dehors à cet emprunt, dit-il, le titre d'emprunt de la victoire, j'accepte pour lui ce titre et j'espère qu'il assurera sa fortune auprès de nos viriles et admirables populations de France. »

L'emprunt de la victoire ! Ce mot résonnait bien, en effet, aux oreilles françaises et assurait d'avance le succès de l'emprunt. M. Liard, vice-recteur de l'Académie de Paris, eut l'excellente idée d'inviter les professeurs et les instituteurs à lire à leurs élèves les patriotiques exhortations du ministre des Finances. Dans toute la France, les associations, les syndicats, les membres de l'enseignement et du clergé, les fonctionnaires, les banquiers se mirent à l'œuvre. Des conférences s'improvisèrent dans les grands centres pour la propagande en faveur de la souscription à l'emprunt de la victoire. Un article de M. Louis Barthou dans *le Matin* et un autre de M. Clemenceau dans *l'Homme Enchaîné* donnèrent le signal de la campagne. Parmi les affiches qui furent rédigées par les groupements corporatifs, il convient de signaler celle des cheminots qui faisait appel au patriotisme des ouvriers des chemins de fer et celle de la Chambre de commerce de Paris qui exposait en termes saisissants les avantages de l'emprunt et dictait son devoir à chaque négociant. Les sociétés de crédit et les banquiers sollicitaient largement leur clientèle. La Banque de France se signalait par une propagande fort bien organisée : elle faisait comprendre au public, par des notices très claires, que son devoir et son intérêt lui commandaient de souscrire ; elle multipliait les explications « de nature à mettre en lumière les avantages d'un emprunt dont les modalités nouvelles donnaient lieu à des calculs parfois complexes, auxquels les souscripteurs n'étaient pas accoutumés [1] »; elle

1. Compte rendu du Conseil général de la Banque de France à l'assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1916.

ouvrait des guichets en aussi grand nombre que possible. A Paris, la Banque de France avait installé 75 guichets, dont 16 à la Banque centrale, 12 à l'annexe Ventadour, 27 dans les huit bureaux de recettes et 20 dans six locaux nouveaux qu'elle avait loués dans divers quartiers éloignés de son siège principal. Elle avait, en outre, utilisé ses relations avec les banques de l'étranger ; elle les avait chargées de recueillir sur place des souscriptions à l'emprunt. Enfin, le Conseil général avait adopté une série de mesures constituant d'importants avantages en faveur des souscripteurs : élévation de la quotité des prêts sur les titres de 50 à 75 p. 100 ; maximum des prêts élevé à 300 000 francs pour chaque emprunteur et pouvant être porté à 3 millions par décision du Conseil général, etc.

D'autre part, le ministère des Finances ne restait pas inactif. Il lui fallait agrandir le service des émissions, l'installer dans un local plus vaste au pavillon de Flore, accroître son personnel et le nombre de ses guichets. On ne s'imagine guère la complexité d'un pareil service chargé à la fois de recueillir des souscriptions et de se tenir en contact avec les intermédiaires du Trésor dans le département de la Seine ; de faire imprimer les innombrables formules nécessaires à une aussi vaste opération ; de préparer les certificats provisoires des nouveaux titres ; de former un personnel apte à recevoir les clients, à leur donner des explications et à les guider. Des efforts considérables ont été accomplis par la Caisse centrale du ministère des Finances en vue de donner satisfaction au public. Une méthode nouvelle a été adoptée : au lieu de laisser les souscripteurs s'entasser derrière les guichets et perdre parfois patience, on les faisait asseoir à côté d'une petite table et en face d'une employée qui prenait leurs ordres, rédigeait elle-même les bordereaux et faisait les calculs nécessaires. Cette première opération terminée — et elle était souvent assez longue, en raison de la multiplicité des modes de souscriptions — une seconde employée conduisait le « client » au guichet de versement : il n'avait plus ainsi qu'à remettre au caissier ses bons, ses obligations ou son numéraire et à recevoir en échange un reçu qui devait lui servir plus tard à retirer son certificat. De la sorte, il accomplissait les diverses formalités de la souscription dans le délai le plus

rapide ; il ne s'impatientait plus dans une attente prolongée. Le meilleur éloge qu'on puisse faire de l'organisation des services du pavillon de Flore est de constater que le public n'a émis aucune réclamation et qu'elle n'a donné lieu à aucun mécompte sérieux[1].

*
* *

Les décrets du 16 novembre 1915 ont fixé l'émission des rentes 5 p. 100 à 88 francs par 5 francs de rente. Les rentes portaient jouissance à partir du 16 novembre 1915 et les arrérages étaient payables aux dates des 16 février, 16 mai, 16 août et 16 novembre de chaque année. Le taux d'évaluation de rentes 3 p. 100 perpétuelles, qui étaient admises pour la libération du tiers des souscriptions, était fixé à 22 francs par franc de rente, coupon du 1er janvier 1916 détaché, ce qui faisait une bonification de 75 centimes par titre de 3 francs de rente. En outre, l'arrêt ministériel du 16 novembre 1915 décidait que la souscription publique serait ouverte le 25 novembre 1915 et serait close, au plus tard, le 15 décembre suivant, par un arrêté ultérieur.

Les souscriptions pouvaient être acquittées soit en numéraire, soit en bons de la Défense nationale, souscrits ou renouvelés avant le 20 novembre 1915, soit en obligations de la Défense nationale, soit en titres de rente 3 p. 100 dans les limites fixées par la loi du 16 novembre 1915, soit enfin par des prélèvements sur les livrets des caisses d'épargne. Les bons et les obligations de la Défense nationale ou les titres de rente 3 1/2 p. 100 étaient repris à leur valeur du 15 décembre 1915, et de la sorte les porteurs n'avaient plus aucun intérêt

1. M. Cerfberr de Médelsheim, chef des bureaux du service des émissions de la Défense nationale au ministère des Finances, ajoute dans son ouvrage ntitulé *le Nerf de la Guerre*, les renseignements que voici :

« A défaut d'agents hommes, les caisses du pavillon de Flore furent tenues presque toutes par des femmes, et fort bien tenues. Malgré une installation de fortune ne présentant pour ainsi dire aucune des facilités et des sécurités que l'on trouve réunies dans les banques, à la Caisse centrale du Trésor et généralement partout où l'on manie de l'argent et des titres, l'encaissement a été rapide et bien fait. A ce point que, sur un maniement de près de 3 milliards, les déficits de caisse, ensemble, n'ont pas atteint 440 francs. Ce résultat est tout en faveur de l'utilisation des femmes dans les administrations de l'État. »

à différer leurs souscriptions. Enfin les souscriptions en numéraire pouvaient être, sauf celles reçues aux armées et aux guichets de la caisse d'épargne, libérées en quatre termes, à savoir par 5 francs de rente : 10 francs le jour de la souscription ; 26 francs le 15 janvier 1916 et la même somme les 15 février et 15 mars suivants. Toute souscription libérée à l'émission donnait droit à une bonification de 15 centimes par franc de rente, même si la libération était faite en bons, obligations, ou en rente 3 1/2 p. 100.

Ces décrets et arrêtés qui ont été publiés par le *Journal officiel* du 17 novembre 1915 ont été préparés un peu à l'avance par le ministère des Finances, mais surtout par M. Ribot en personne qui en a rédigé lui-même la plus grande partie, selon son habitude. M. Ribot voulait, en effet, justifier la confiance que le Parlement et le pays lui accordaient : il tenait à régler tous les détails de cette vaste opération : il n'a rien négligé pour accroître le nombre et l'importance des souscriptions ; il a surveillé jusqu'aux moyens de propagande employés pour solliciter le public, les affiches, les vues cinématographiques ; il a reçu tous ceux qui voulaient bien l'aider à recueillir des souscriptions, membres des Chambres de commerce, agents de change, banquiers, etc., et il les a fermement encouragés à se mettre à l'œuvre avec courage et confiance. En un mot, il a tout dirigé et il a donné l'élan qui devait entraîner tout le pays ; il a mis toute sa foi patriotique au service de cette cause avec une ardeur, une bonne grâce et une modestie qui ont produit la plus vive impression sur tous ceux qui collaboraient à l'œuvre sacrée.

M. Ribot a été d'ailleurs récompensé de tant d'efforts par un succès impressionnant. Nous ne croyons pas qu'il fût possible, quoi qu'on en ait dit, de dépasser le nombre et l'importance des souscriptions à l'emprunt national. L'empressement qui s'est produit dès les premières heures de l'ouverture des guichets et qui a été si considérable a pu sans doute faire croire à des résultats fantastiques, à des chiffres invraisemblables qu'on a parfois supposé devoir atteindre 20 milliards. Mais ceux qui se livraient à de telles exagérations ne réfléchissaient pas que les disponibilités du public et le numéraire lui-même sont forcément limités. Le seul indice sérieux sur lequel on pût se baser

pour faire des prévisions était, évidemment, le bilan de la Banque de France qui accusait, le 25 novembre, une circulation dépassant 14 millards. Or il est clair que tous les billets détenus par le public ne pouvaient pas être employés à des souscriptions, puisqu'il n'y aurait plus eu d'autre moyen de paiement pour les besoins économiques et les échanges commerciaux de la vie quotidienne. Toutes les affaires se faisaient au comptant ; d'autre part, le moratorium qui pesait sur les effets de commerce et sur les loyers, l'occupation par l'ennemi des régions les plus riches de la France constituaient de sérieux obstacles au placement des nouveaux titres de rente 5 p. 100. Est-il besoin d'ajouter que la pénurie du personnel accoutumé, dans les grandes sociétés de crédit et dans les banques, à solliciter la clientèle, était fort préjudiciable au succès de l'emprunt? Sans doute le public avait été averti, par tous les moyens de publicité en usage et qui avaient été, il est vrai, un peu hâtivement improvisés, qu'il pouvait souscrire dans un nombre immense de caisses publiques et privées ; on lui avait expliqué, sur des affiches et dans les journaux, la manière de souscrire. Mais l'intervention directe et personnelle d'un agent qualifié auprès des capitalistes et des épargnants donne des résultats très supérieurs à ceux de la publicité même judicieusement organisée. Les concours volontaires ne remplacent pas l'action personnelle exercée par des hommes du métier, par des professionnels qui savent convaincre et qui ont l'habitude du placement de titres.

D'autre part, les circonstances ne semblaient pas très favorables à l'émission de l'emprunt. L'opinion publique pouvait s'alarmer, à ce moment-là, de la lenteur des préparatifs militaires en vue d'un débarquement nécessaire à Salonique. Elle ne comprenait pas les hésitations de la France, de l'Angleterre, de la Russie et de l'Italie à venir au secours de la Serbie et à barrer la route de Constantinople aux Austro-Allemands. Mais notre pays n'en restait pas moins animé du même souffle patriotique, de la même certitude de vaincre et il était résolu, quoi qu'il arrivât en Orient, à répondre à l'appel que le ministre des Finances lui adressait. L'élément moral a joué un rôle décisif dans le succès de l'emprunt. Ce ne sont pas les commentaires parfois singuliers que publiaient

quelques journaux financiers sur les avantages matériels de tel ou tel mode de souscription qui ont exercé une influence sur le public ; c'est le mot de M. Ribot qui sortait de toutes les bouches : l'emprunt de la victoire ! On souscrivait, en effet, pour la victoire, pour le retour des soldats du front, après la défaite de l'ennemi, pour la France dont le destin était en jeu et qui voulait affirmer sa volonté de vivre. Non certes, les gains que l'on pouvait retirer en échangeant ses rentes 3 p. 100 ou en les conservant n'étaient guère comparables aux bénéfices moraux que l'on devait attendre de larges souscriptions, du nombre des versements, de l'empressement des citoyens aux guichets des caisses publiques. Aux yeux de bien des souscripteurs, le certificat de patriotisme qui leur était délivré avait un sens précis : la gravure qui leur était offerte attestait qu'ils avaient fait leur devoir de Français et ils étaient très fiers de l'avoir méritée.

*
* *

L'expérience, dans tous les cas, a été concluante. Dans la séance tenue le 24 décembre 1915 par le Sénat, M. Ribot a fait un exposé des premiers résultats connus. Il a annoncé que le nombre des souscriptions atteindrait certainement 3 millions, que près de 700 millions de rente avaient été souscrits, ce qui équivalait à un capital de plus de 14 milliards. En Angleterre, 600 millions avaient été souscrits par 22 000 personnes. Dans tous les pays, en Suisse où nous avions recueilli plus de 100 millions, en Italie, en Espagne, en Hollande, dans les pays scandinaves, dans l'Amérique du Nord et dans l'Amérique du Sud, partout on avait donné à la France, à cette occasion, de grandes marques de confiance.

Comme je le disais à la Chambre, ajoutait M. Ribot, l'opinion du monde est avec nous et aussi sa sympathie. Il a le sentiment que si nous n'étions pas vainqueurs dans cette lutte que nous n'avons pas engagée, mais que nous soutiendrons jusqu'au bout, il y aurait quelque chose de perdu de la liberté et de l'honneur, de l'éclat de la civilisation et qu'un poids lourd s'abattrait snr l'univers.

C'est assurément ce qu'avait pensé la France quand elle avait si généreusement répondu à l'appel de M. Ribot, quand elle avait confié avec tant de joie ses capitaux et ses oboles à la défense nationale.

Des résultats plus complets, mais non encore définitifs, ont été donnés par le ministre des Finances dans l'exposé des motifs du projet de loi concernant l'ouverture des crédits sur l'exercice 1916 [1] et qui avait notamment pour objet d'ouvrir un crédit de 189 millions pour le paiement du premier arrérage de la nouvelle rente 5 p. 100.

Le total des rentes souscrites, disait cet exposé, atteint 756 millions et demi de rentes. Le montant des rentes souscrites ou centralisées à Paris s'élève à 496 millions ; 230 300 000 francs de rentes ont été souscrites ou prises en compte en province ; 30 100 000 francs de rentes ont été recueillies en Angleterre ; 572 000 francs de rentes proviennent des colonies ; quant aux opérations faites à l'étranger, en dehors du Royaume-Uni, elles ont été presque intégralement transmises à Paris aux correspondants des banques de l'étranger et, bien qu'elles représentent près de 200 millions, il n'en peut être parlé que pour mémoire afin d'éviter tout double emploi. Certaines corrections pourront être apportées à ces chiffres lors de la vérification des dossiers de souscription ; d'autre part, les résultats de l'émission n'ont pas été entièrement contrôlés en ce qui concerne les souscriptions recueillies soit sur les navires de la flotte, soit dans les colonies lointaines, soit dans certains pays étrangers, mais il ne semble pas qu'il puisse y avoir lieu à d'importantes rectifications.

Le capital des nouvelles rentes 5 p. 100 dépasse 15 130 millions de francs.

Au prix d'émission de 88 francs, ce résultat correspond à un versement effectif de 13 314 millions[2]. En réalité, une fraction de cette somme a été restituée, à titre de bonification de 0 fr. 15 par franc de rente, aux souscripteurs qui se sont entièrement libérés à l'émission ; les rentes qui ne comportent aucun versement complémentaire, ni au moyen de titres 3 p. 100, ni au moyen de numéraire, s'élèvent à 473 900 000 de francs en chiffres arrondis (soit près de 63 p. 100 du total) et les bonifications comprises à la fois en recette et en dépense représentent une somme de 71 millions de francs.

1. Ce projet a été déposé à la Chambre des députés le 13 janvier 1916 et voté le 15 février.

2. Ces chiffres ont naturellement subi plusieurs modifications et le résultat définitif de l'emprunt ne pourra être connu qu'en fin d'exercice. Le nombre des caisses ouvertes aux souscripteurs non seulement en France mais dans les colonies est, en effet, considérable et il faut nécessairement un long délai pour ras-

Le surplus, soit 13 243 millions, se décompose en numéraire et en valeurs comme il suit :

Numéraire.	6 368 000 000	francs
Bons de la Défense nationale.	2 227 900 000	—
Obligations de la Défense nationale. .	3 191 900 000	—
Rente 3 1/2 p. 100 amortissable.	24 450 000	—
Rente 3 p. 100 perpétuelle.	1 430 530 000	—

Des détails complémentaires et fort intéressants ont été en outre donnés au public ou nous ont été communiqués. Le compte rendu du Conseil général de la Banque de France à l'assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1916 déclare que près du cinquième du montant total des souscriptions à l'emprunt 5 p. 100 de la Défense nationale a été recueilli par l'entremise de notre premier établissement de crédit : 2 963 millions et demi répartis en 300 798 souscriptions. Dans ce chiffre, l'apport en numéraire a dépassé 1 120 millions, soit 43 p. 100 du capital au prix d'émission ; celui des bons de la Défense nationale 567 millions, soit 22 p. 100; celui des obligations, 625 millions, soit 25 p. 100 ; celui des rentes 3 p. 100 et 3 1/2, 252 millions, soit 10 p. 100. Conformément à la loi du 17 novembre 1897, la Banque de France avait ouvert ses guichets gratuitement, sans commission ni rémunération d'aucune sorte. La Compagnie des soixante-dix agents de change de Paris a recueilli, de son côté, plus de 936 millions en capital nominal ; le Crédit Lyonnais, 1 700 millions ; la

sembler les éléments d'une comptabilité aussi dispersée. A l'heure où nous écrivons, le montant des souscriptions s'élève, à raison de 88 francs pour 5 francs de rente à

de rente à.	13 380 369 809	fr. 48
Il a été restitué à titre de bonification pour les rentes libérées.	70 595 633	89
Total net.	13 307 774 175	fr. 59

Ce total se décompose de la manière que voici :

Numéraire.	6 158 225 461	fr. 50
Caisses d'épargne.	267 635 107	65
Bons.	2 244 446 045	43
Obligations de la Défense nationale	3 181 387 802	73
Rente 3 1/2 p. 100.	22 320 906	28
Rente 3 p. 100.	1 435 758 852	»
	13 309 774 175	fr. 59

Société Générale près de 800 millions et le Comptoir national d'Escompte à peu près la même somme; le Crédit Industriel, 342. La Société centrale des Banques de province a déposé au Trésor des souscriptions s'élevant à 280 millions en capital nominal et plus de 270 banques de province lui ont transmis leurs versements : il est d'ailleurs intéressant de remarquer que l'ensemble des banques et établissements de province affiliés à la Société centrale a recueilli plus d'un milliard de souscriptions. Enfin, plus de 27 000 souscripteurs ont fait des versements à la Caisse centrale du Trésor, du 25 novembre au 15 décembre 1915.

Ces chiffres sont d'autant plus impressionnants qu'ils représentent des souscriptions réelles et définitives. Ceux qui ont acquis par des versements immédiats ou différés des rentes 5 p. 100 avaient, en immense majorité, l'intention de les garder en portefeuille. Il est en outre à remarquer que la plupart des rentes souscrites ont été immédiatement libérées. Le nombre total des souscripteurs est plus élevé qu'on ne le pensait quelques semaines après la clôture des souscriptions : il dépasse à une heure où les calculs ne sont pas encore achevés, 3 130 000. Mais ce chiffre énorme des petits et gros capitalistes qui ont fait des versements pendant les trois semaines de l'emprunt ne peut donner qu'une idée approximative de l'empressement du public de toutes catégories. Tous ceux qui ont versé ne l'ont pas fait pour leur compte unique : ils s'étaient chargés, très souvent, des souscriptions de leurs parents ou de leurs amis. En outre, des chefs d'industrie ou de maisons de commerce n'ont fait qu'un seul versement pour l'ensemble de leur personnel dont ils avaient recueilli les souscriptions. Peut-être aussi, d'autres personnes n'ont-elles pas voulu qu'on connût le montant de leur souscription et ont-elles prié un intermédiaire discret de l'ajouter à la sienne. Il est donc impossible de savoir d'une manière précise le nombre exact des souscripteurs : on ne connaîtra que celui des versements, lorsque tous les comptes auront été établis et contrôlés. Par contre, on savait déjà, à la fin du mois de janvier dernier, le nombre des certificats provisoires qui avaient été réclamés à la Caisse centrale : il s'élevait à 12 718 000 ! Mais comme un même souscripteur peut recevoir plusieurs

coupures, par exemple lorsqu'il a versé pour le compte de plusieurs personnes, ou lorsque sa souscription ne correspond pas aux diverses coupures en usage — c'est-à-dire 5, 10, 25 50, 100 francs de rente et ainsi de suite —, il doit nécessairement recevoir plusieurs certificats provisoires en échange de son versement. Par conséquent, ce second chiffre de 12 millions de coupures ne peut pas non plus servir de base à une évaluation. Mais il résulte des explications que nous venons de donner que le nombre de 3 130 000 souscripteurs qui se sont présentés aux guichets est, en réalité, beaucoup plus élevé. Tenons-le, cependant, pour approximatif : cela suffit pour en conclure que, dans aucun pays du monde, ni chez nous à aucune époque de notre histoire financière, il ne s'était manifesté un si grand enthousiasme en faveur d'un emprunt national.

Le succès pouvait-il être plus éclatant encore? Ce n'est pas très sûr. En se rappelant, comme nous l'avons déjà fait remarquer, que la circulation de la Banque de France atteignait 14 milliards au moment de la souscription, comment pouvait-on supposer que plus de 6 à 7 milliards de billets reviendraient au Trésor? Le numéraire versé à l'État a dépassé 6 milliards, auxquels il faut ajouter les sommes perçues les 15 janvier, 15 février et 15 mars 1916 pour la libération d'une partie des titres souscrits. Il a permis au Trésor de rembourser à la Banque de France 2 400 millions et de faire face à des engagements considérables, à ses échéances du mois de décembre 1915 qui sont les plus fortes de l'année. Mais l'émission des obligations de la Défense nationale ayant été suspendue et le placement des bons ayant été peu important pendant la période de la souscription à l'emprunt, l'État a perdu de ce chef les ressources qu'il réalisait auparavant. Par contre, la conversion de plus de 3 milliards d'obligations et de 2 228 millions de bons de la Défense en rentes perpétuelles l'a dégagé du souci de rembourser cette portion de sa dette dont il n'aura plus à payer que les arrérages. Somme toute, l'emprunt a donné une élasticité nouvelle à notre trésorerie et le dessein poursuivi par le ministre des Finances, depuis le mois de septembre 1914, s'est pleinement réalisé,

grâce à l'empressement patriotique du pays à prendre une si large part à l'œuvre de la défense nationale.

*
* *

On se demande souvent, depuis le début des hostilités, comment il est possible de subvenir aux charges croissantes qu'elles entraînent, qui atteignent aujourd'hui 2 milliards et demi environ par mois et qui ne sont guère susceptibles de diminuer avant la conclusion de la paix. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rappeler les explications très claires qu'a données à diverses reprises M. Ribot et qui permettent de comprendre le mécanisme de nos finances de guerre.

On sait que, notre pays ayant été pris au dépourvu par l'agression de l'Allemagne, l'État a été contraint de faire appel à la Banque de France et de lui réclamer les avances qu'elle s'était d'ailleurs engagée à lui fournir, par un contrat resté secret, le jour de la mobilisation générale. Mais si l'État avait fait des emprunts illimités à la Banque, sans se préoccuper de ménager son crédit, que serait-il arrivé? La circulation de la Banque n'aurait cessé d'augmenter et elle aurait pu atteindre des proportions inquiétantes. La valeur du billet repose sur la confiance qu'on lui accorde et cette confiance est d'autant plus grande, évidemment, que la circulation est plus réduite. Si on se laisse entraîner à un régime d'émission continue, on fait disparaître peu à peu le gage du billet ; on crée, à la longue, des assignats dont la valeur peut tomber à zéro, comme sous la Révolution. Un État qui commet cette imprudence marche à la ruine et il provoque la ruine du pays : dans cette hypothèse, il n'a plus le moyen de faire face à des dépenses de guerre ni d'ailleurs à aucune autre.

Pour éviter le danger de la dépréciation du billet, il est donc indispensable de maintenir la circulation dans des limites raisonnables. On y parvient aisément en offrant une prime, c'est-à-dire un intérêt plus ou moins élevé, à tous ceux qui voudront bien échanger leurs billets de banque pour des bons ou des obligations du Trésor à court terme et mieux encore pour des rentes perpétuelles. Au fur et à mesure que

les souscriptions sont recueillies, les billets reviennent à la Banque ; sa circulation diminue et la solidité de son crédit augmente.

D'autre part, quand l'État a de nouveaux besoins d'argent, il peut sans inconvénient s'adresser à la Banque d'émission, puis contracter de nouveaux emprunts publics, lorsque sa dette envers la Banque, qui a pour effet d'accroître la circulation, remonte à un certain chiffre. Ce mécanisme constitue tout le secret des finances de guerre. Grâce au circuit des billets qui sortent de la Banque pour payer les dettes de l'État et qui y reviennent lorsque l'État contracte des emprunts publics, le mécanisme peut jouer sans difficulté et aussi longtemps que les capitalistes et les épargnants consentent à échanger leurs billets pour des titres du Trésor.

S'ils s'y refusaient et s'ils aimaient mieux, sous un prétexte ou sous un autre, conserver les billets que de les faire rentrer à la Banque, ces capitalistes inintelligents consommeraient leur propre ruine. Ils obligeraient la Banque à accroître indéfiniment ses émissions, à diminuer par suite le gage de ses billets. Et au fur et à mesure que la valeur des billets viendrait à baisser, la fortune de ceux qui thésaurisent diminuerait dans les mêmes proportions. Il est donc de leur propre intérêt de ne pas laisser sans emploi leurs billets de banque, de les échanger pour des titres du Trésor chaque fois qu'on leur en offre l'occasion.

Ces notions élémentaires d'économie financière ne sont peut-être pas encore assez répandues, surtout dans nos campagnes où l'on continue à mettre en réserve l'or qui ne circule plus, la monnaie d'argent qui se cache encore et surtout les billets de banque gagnés ou épargnés. Il y a certainement, dans des bas de laine ou des coffres-forts, beaucoup plus de numéraire qu'il n'en faut pour les nécessités des transactions et des échanges. On a malheureusement perdu l'habitude, comme en Angleterre, de déposer tout son argent dans une banque, de se servir presque exclusivement du chèque ou du mandat de virement pour payer ses dettes. Beaucoup de ceux qui usaient de ce procédé si commode y ont renoncé depuis le moratorium des dépôts qui a si gravement altéré la confiance du public. Mais deux années se sont écoulées

depuis que cette erreur a été commise : elle a été du reste complètement réparée, puisque les dépôts sont aujourd'hui libérés de toute restriction de remboursement. Il faut donc répéter, une fois de plus, qu'il est absurde de thésauriser les billets de banque, qu'il est au contraire conforme à l'intérêt national et favorable au crédit du billet lui-même, que ses détenteurs en fassent le dépôt dans des caisses publiques ou privées, ou, ce qui est encore préférable, qu'ils souscrivent à des bons du Trésor. Par ces divers moyens, le public contribue à diminuer la circulation et consolide son propre crédit en augmentant celui de la Banque de France.

*
* *

Un État peut donc supporter pendant une très longue durée les dépenses de la guerre, à la double condition que sa banque d'émission possède un crédit dont la solidité aura été assurée en temps de paix, et que ses nationaux comprennent la nécessité de souscrire largement aux emprunts publics. Ces deux conditions sont admirablement remplies en France, ce qui a permis à M. Ribot d'affirmer à diverses reprises que notre pays ne manquerait jamais de ressources pour subir les charges de la guerre qui nous a été imposée. Sans doute, pendant toute la période des hostilités et même plusieurs années après la conclusion de la paix, l'État contractera de très lourdes dettes. Mais l'essor économique qui suivra la conclusion d'une paix glorieuse permettra aux contribuables d'en supporter le fardeau avec moins de gêne, et provoquera, dans notre laborieux pays, un accroissement continu de prospérité. De sérieux indices d'activité se manifestent déjà dans beaucoup d'entreprises industrielles et commerciales. Notre agriculture produit des récoltes de plus en plus abondantes, bien qu'elle paye un si large tribut à la défense nationale par le nombre immense de combattants qu'elle fournit aux armées du front.

Pour citer des exemples de cette amélioration progressive de notre situation économique, on n'a que l'embarras du choix. Le produit des impôts a augmenté de près de 300 millions pendant les sept premiers mois de l'exercice 1916, par rapport

à la période correspondante de 1915. Le portefeuille de la Banque de France contenait, en novembre 1914, pour 3 771 millions d'effets prorogés : il en a été retiré, depuis, pour plus de 2 330 millions, ce qui en réduit le montant à 1 440 millions environ. Les nouvelles opérations d'escompte qui ont eu lieu depuis le début de la guerre faisaient osciller, en 1915, le mouvement du portefeuille non moratorié entre 200 et 250 millions : elles l'ont porté à une moyenne de 450 millions depuis le mois de février 1916. Les dépôts confiés aux grands établissements de crédit ont augmenté de plusieurs centaines de millions depuis le commencement de l'année. Les retraits des caisses d'épargne ont une tendance marquée à diminuer et les titulaires de livrets n'hésitent pas à convertir leur petite fortune en valeurs de la Défense nationale. Les recettes purement commerciales des quatre grands réseaux de chemins de fer — État, Orléans, Midi et P.-L.-M. — qui n'ont pas été touchés par l'invasion, n'ont été inférieures que d'une vingtaine de millions, soit 6 p. 100, pendant le premier semestre de 1916, aux recettes de la même période de 1914, c'est-à-dire d'une période de paix : elles s'accroissent, depuis, avec une régularité constante. Nos exportations de matières premières et d'objets fabriqués, qui s'étaient abaissées à 350 millions pendant le dernier trimestre de 1914, se sont relevées à 775 millions pendant le premier trimestre de 1916 et à 950 pendant le second [1].

Enfin l'importance des transactions mobilières au comptant à la Bourse de Paris est un indice plus frappant encore de la reprise des affaires et de l'accroissement de l'épargne publique. En décidant, par un décret du 10 août dernier, et comme nous l'avions demandé ici même dans un intérêt d'ordre général, le relèvement des courtages des agents de change, le ministre des Finances a donné, en effet, sur l'état de la Bourse des valeurs, les renseignements que voici [2] :

Déjà la liquidation du 30 septembre 1915 a dénoué la plus terrible crise que la Bourse ait jamais connue ; la cotation des valeurs s'effectue

1. Nous empruntons ces chiffres à la *Situation économique et financière* du 12 août 1916. Cette revue les a établis d'après les coefficients de majorations admis par l'administration des douanes, qui les évalue à 50 p. 100 à la sortie, en raison de la hausse des prix et de la hausse des frets.
2. *Journal officiel* du 13 août 1916.

en toute sincérité, alors qu'ailleurs toute cotation même est supprimée : la Bourse donne son concours aux opérations de crédit de l'État et son activité renaissante est entretenue de la plus heureuse manière par les transactions qui ont lieu sur les titres du grand emprunt national. La moyenne journalière des opérations au comptant se chiffre actuellement par une somme d'environ 14 millions de francs. Elle était, avant la guerre, d'environ 23 millions. Sur ce chiffre de 14 millions la part afférente aux négociations sur la rente 5 p. 100 dépasse chaque jour 6 millions de francs.

Le produit de l'impôt sur les opérations de Bourse atteste d'ailleurs cette reprise des affaires : d'un total de 325 000 francs pendant le premier semestre de 1915, il s'est élevé à 1 084 000 francs pendant le semestre correspondant de 1916. Enfin une hausse plus ou moins sensible s'est produite sur la plupart des valeurs françaises. Le tableau ci-dessous montre quelle en a été l'importance :

	Plus bas 1915	Plus haut 1916
5 p. 100	87 25 [1]	90 90
Banque de France	4 185	5 400
Banque d'Algérie	2 300	2 851
Banque de Paris	775	1 200
Crédit Lyonnais	885	1 310
Orléans	1 040	1 210
Suez	3 890	4 885
Transatlantique ord.	100	209
Boléo	550	922
Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt	1 511	2 400
Rio	1 460	1 815

Au surplus, nos disponibilités ont augmenté dans de telles proportions que les émissions de bons de la Défense nationale ont pris, au cours des derniers mois, un développement inouï : de 8 milliards en novembre dernier, le montant des bons en circulation dépasse aujourd'hui 13 milliards, bien que le taux d'intérêt soit moins élevé que celui des bons du Trésor anglais. Comment douter, dans ces conditions, que le succès du second emprunt de rentes perpétuelles ne s'affirme pas avec la même intensité que celui du premier? Ce nouvel emprunt est attendu

1. Cours d'émission pour les titres libérés. Le 5 p. 100 n'a été coté qu'en janvier 1916.

avec impatience, on peut le dire, par la foule des capitalistes français : gros ou petits, ils veulent y souscrire non seulement dans un but d'utile placement, mais dans un dessein de patriotisme dont l'élan ne s'était jamais manifesté avec plus d'unanimité qu'aujourd'hui.

Les événements diplomatiques et militaires de ces derniers mois justifient d'ailleurs amplement la confiance du pays tout entier dans une victoire complète et décisive. Est-il besoin de rappeler le nombre sans cesse accru des puissances qui se sont rangées aux côtés de la France, de la Russie, de l'Angleterre pour défendre leur indépendance? Après l'Italie, qui a renouvelé son adhésion loyale à l'Entente par une déclaration de guerre officielle à l'Allemagne, après le Japon, la Belgique, la Serbie, le Monténégro et le Portugal, la Roûmanie entre en ligne : elle envahit la Hongrie et, en liaison avec les troupes russes, elle achève la déroute de ce qui reste des armées autrichiennes.

Que d'heureux progrès se sont, en outre, accomplis dans la direction des opérations militaires des Alliés ! L'unité d'action s'est réalisée sur tous les champs de bataille. A Verdun nos troupes ont héroïquement résisté, depuis le mois de février, à des attaques formidables et préparées par les plus puissants engins de destruction : avec des forces supérieures, avec une accumulation d'artillerie lourde et une prodigalité de munitions qui dépassent tout ce que l'imagination pouvait concevoir, les Allemands ont été impuissants à rompre les lignes françaises; leurs efforts n'ont pu triompher du courage que donne aux soldats d'une juste cause la certitude d'une victoire prochaine. Dans la Somme, les troupes franco-anglaises refoulent les armées allemandes par d'énergiques assauts. Sur le front oriental, l'armée russe accomplit des prodiges : par des manœuvres offensives d'une admirable hardiesse, elle a reconquis dans les Carpathes le terrain qu'elle avait momentanément abandonné ; dans le Caucase, elle délivre de l'horrible fléau des massacres et de la famine des populations décimées par la barbarie turque, — tandis que l'armée de Salonique, où se confondent des soldats français, anglais, russes, serbes et italiens, se porte en avant pour châtier la trahison bulgare et la fourberie ottomane. Enfin l'armée italienne chasse de ses

forteresses presque inaccessibles un ennemi séculaire : elle s'empare des villes et des territoires que l'Autriche avait arrachés à leur patrie.

Sur tous les fronts et dans toutes les régions de l'Europe et de l'Asie où la rapacité des ambitions germaniques a fait couler des flots de sang, l'ardeur des troupes alliées et la vigueur de leurs attaques augmentent, alors que celles de leurs adversaires diminuent. L'heure s'avance des réparations légitimes et des sécurités nécessaires pour empêcher de nouveaux crimes. Notre opinion publique a raison de ne se laisser décourager ni par la durée des hostilités ni par les deuils cruels dont elle a été accablée. Elle comprend que le dernier mot ne peut rester, dans cette effroyable lutte, qu'aux peuples les plus résistants. Elle sait que le devoir de ceux qui ne combattent pas dans les tranchées consiste à aider ceux qui prennent part aux batailles. En versant son or et ses épargnes à la France, elle montre qu'elle a foi dans ses destinées. Le succès du premier emprunt de la Défense nationale est, à ce titre, une preuve éclatante des véritables sentiments de notre pays. Le même empressement suivra l'émission prochaine du second emprunt et témoignera, une fois de plus, de notre ferme volonté de conquérir une paix glorieuse et durable.

GEORGES LACHAPELLE

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE[1]

(1871-1914)

III. — EN ALSACE-LORRAINE

Quelle fut, depuis l'annexion jusqu'à nos jours, l'attitude des Alsaciens-Lorrains? Toute la politique allemande, extraordinairement maladroite, fit surgir une antithèse vivante, un conflit de deux forces antagonistes qui a persisté depuis quarante-cinq ans.

La vieille Allemagne, sérieuse et mystique, pour laquelle les Alsaciens avaient pu nourrir une sympathie réelle, disparut à leurs yeux devant les procédés de gouvernement inaugurés par Bismarck. Il ne resta plus que le nouvel empire prussien avec son administration pesante. Ils supportèrent impatiemment la privation de leurs droits politiques; et cette atteinte à une tradition millénaire fit beaucoup pour enraciner chez eux un irrédentisme silencieux dont s'étonnèrent les fonctionnaires allemands.

Chaque fois que l'Alsace-Lorraine, escomptant une promesse du gouvernement de Berlin, crut pouvoir réclamer quelque adoucissement au régime, elle subit sans tarder, par réaction, une recrudescence d'oppression, un renforcement nouveau de la discipline prussienne, *das Faustrecht* — le droit du poing. Mais toutes les façons germanisantes, celle du « morceau de sucre » comme celle de la « cravache » échouèrent complètement. Toute pression allemande amena

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août et 1er septembre 1916.

par contre-coup une progression concomitante du sentiment national alsacien-lorrain.

Il faut dire également que les provinces annexées connurent l'Allemagne par son plus mauvais côté, et que l'invasion des immigrés, gens de moindre valeur civile et morale, rendit odieuse la germanisation officielle. Inondées de brochures et de discours qui proclamaient la déchéance des races latines, froissées par les fêtes de Sedan et toutes les cérémonies commémoratives de nos désastres, elles sentirent leur plaie s'envenimer. Les hommes réfléchis de Strasbourg et de Metz se butèrent avec un entêtement farouche contre les efforts des germanisants. C'est ce même besoin de résister à tout prix, de sauver l'individualité alsacienne, que l'on a vu renaître dans ces dernières années et trouver sa formule dans la belle expression du docteur Dollinger : le *de oir alsacien*.

Jusque vers 1889, ce fut l'époque héroïque de l'intransigeance absolue, soutenue par l'opinion française, avec l'espoir d'une revanche prochaine. Les représentants alsaciens-lorrains à l'Assemblée nationale avaient crié leur indignation devant l'Europe; chacun se rappelle leur protestation fameuse :

> Les représentants de l'Alsace et de la Lorraine... affirment de la manière la plus formelle, au nom de ces provinces, leur volonté et leur droit de demeurer françaises. Livrés, au mépris de toute justice et par un odieux abus de la force, à l'étranger, nous déclarons nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement.

Dès la signature du traité de Francfort, malgré les obstacles et les vexations de l'administration allemande, le cinquième des populations annexées émigra en France. Ceux qui ne purent partir conservèrent l'attitude définie par leurs représentants et tinrent pour nul le contrat qui règlait leur sort contre leur volonté. Ils réservèrent leurs droits à toutes revendications ultérieures et se déclarèrent étrangers à l'Allemagne. C'est dans cette pensée commune qu'ils devaient exprimer plus tard leurs demandes de libertés et réclamer, sans se lasser, une constitution à part.

Protestation et émigration, telle fut l'attitude immédiate des populations annexées. Plus de 300 000 Alsaciens émi-

grèrent sur une population de 1 100 000. En Lorraine, la proportion fut moins forte. Mais, d'après les statistiques allemandes mêmes, la population civile des territoires cédés, qui atteignait 1 517 494 habitants en 1871, tombait au nombre de 1 499 020 lors du recensement de 1875, malgré un excédent de 52 120 naissances en cinq ans et une forte immigration allemande. Les émigrants alsaciens appartenaient à toutes les classes de la société. Magistrats, fonctionnaires, ouvriers, particuliers de toutes conditions passèrent la frontière. Mais ce fut l'élite qui fournit le plus grand nombre de recrues à l'émigration, dans les deux capitales surtout, à Strasbourg et à Metz, — fait très grave, car le départ des dirigeants rendit plus difficile l'organisation délicate d'une résistance légale, mesurée, mais irréductible[1].

Quand le délai d'option vint à échéance (1er octobre 1872), l'émigration prit des proportions énormes. Bismarck, effrayé, résolut de l'enrayer à tout prix. Il refusa d'abord de traiter comme Français ceux des optants qui, même pour des raisons majeures, s'étaient attardés en Alsace après le délai fixé. La même année, il instaurait le service militaire dans les provinces conquises et provoquait un nouvel exode de jeunes gens. Le nombre en eût été plus grand encore s'il n'avait obtenu du gouvernement français l'assurance qu'ils seraient admis *seulement* dans la Légion étrangère. Ces deux mesures de rigueur, par un juste retour du sort, furent favorables à la cause alsacienne; car ceux qui durent rester sous le joug allemand entretinrent l'opposition irrédentiste.

Les premières décisions administratives fixèrent définitivement les Alsaciens-Lorrains sur les sentiments qui animaient leurs nouveaux maîtres. Parmi quelques velléités de politique conciliatrice, on démêlait déjà des mesures dépourvues de toute équité. C'est ainsi qu'après les deux arrêtés du 22 mars et du 14 avril 1871, qui augmentaient le traitement des instituteurs et rendaient l'instruction primaire obligatoire, la législation du Reichsland s'enrichit très vite d'une série de décisions arbitraires, parmi lesquelles les lois du 14 juillet 1871

1. On s'en rendit compte plus tard, au moment de la germanisation à outrance et notamment sous l'administration du prince de Hohenlohe-Schilingfürst.

et du 23 mars 1872, qui commençaient la supplantation progressive de la langue française par la langue allemande. Et que penser de ce déni de justice qui obligea beaucoup de paysans alsaciens à payer une deuxième fois les impôts de 1869, parce qu'ils en avaient perdu les quittances pendant la guerre? Quant aux énormes indemnités attribuées pour dommages de guerre aux paysans, elles furent une mesure complémentaire de ce système de germanisation; mesure qui réussit en partie, du reste, mais qui exalta l'hostilité des annexés intransigeants.

Aussi, pendant toute la période qui s'étend de 1871 à 1889, jamais les Alsaciens-Lorrains ne se sont écartés de leurs principes protestataires. Leur irrédentisme sembla parfois se taire, par lassitude ou par crainte, ou modifier son programme, par nécessité politique ou par esprit de sacrifice. Jamais il ne s'est démenti. Il put s'apaiser sous l'influence d'une équivoque. Mais chaque fois que les circonstances politiques placèrent les populations annexées dans une situation telle que leurs décisions pouvaient prendre aux yeux de l'Europe l'importance et la signification d'un referendum, on les vit se ressaisir et proclamer à nouveau leur vivant irrédentisme. Rappelons, à cet égard, quelques faits intéressants. En 1875, les Alsaciens-Lorrains accueillent favorablement la création de la *Commission régionale*; mais, dès qu'ils apprennent que le serment de fidélité à l'empereur est exigé des élus, quinze cantons de Haute-Alsace et de Lorraine refusent de voter. En 1881, à la veille des élections au Reichstag, ils manifestent quelque sympathie pour les candidats *autonomistes*, grâce auxquels avait été instauré, en 1879, le premier essai de gouvernement local; mais dès que Manteuffel trahit, par un aveu inconsidéré, la politique germanophile qu'il compte obtenir des nouveaux élus, le scrutin assure le triomphe des *protestataires*. En 1887, par une sorte de chantage politique, le gouverneur leur fait entrevoir, d'une manière menaçante, qu'un vote défavorable à l'empire accroîtrait les chances de guerre; mais les Alsaciens-Lorrains, sentant l'attention de l'Europe fixée sur eux, votent en masse pour les candidats protestataires. Tous ces événements politiques, un peu oubliés aujourd'hui, sont pourtant remarquables, car ils montrent

comment ce peuple sut toujours deviner l'abîme, avec un clairvoyant sens politique.

L'indifférence que la France semblait manifester depuis 1880 déjà, et que beaucoup constataient chaque jour davantage, ne suffit pas à modifier l'attitude de l'Alsace-Lorraine : les fameuses élections de 1887 le prouvèrent bien, qui envoyèrent au Reichstag les quinze candidats protestataires, au complet. Beaucoup même l'ont conservée jusqu'à nos jours avec un entêtement farouche, et parmi ceux-là, on trouve un grand nombre d'Alsaciens émigrés. Ceux qui crurent que l'évolution du sentiment français, cette quasi-indifférence, était légitimée par l'évolution même du sentiment alsacien-lorrain, se trompèrent lourdement. L'excuse qu'ils cherchaient était une mauvaise excuse; c'est l'inverse qui est vrai. L'irrédentisme alsacien évolua douloureusement, on peut le dire, à la remorque de l'opinion française. Jusqu'en 1880, pendant la phase de l'exaspération française, ce fut, en Alsace, l'intransigeance absolue à l'égard du Prussien. Et cette obstruction formelle se poursuivit même jusque vers 1889, tandis qu'en France, depuis huit ou neuf ans déjà, depuis la mort de Gambetta tout au moins, l'opinion se préoccupait de plus en plus des seuls projets d'expansion coloniale.

A partir de 1889, cependant, les Alsaciens-Lorrains comprirent qu'il ne fallait plus espérer une guerre de revanche et que la politique française s'orientait vers d'autres destinées. Il semble qu'une telle déception aurait dû les amener à envisager l'hypothèse d'un compromis avec l'Allemagne. On escomptait, à Berlin, avec une impatience mal dissimulée, un revirement favorable à l'empire. Il n'en fut rien cependant. En fait il y eut bien, dans quelques classes de la société, dans la vieille génération notamment, une véritable vague de découragement. La politique de M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères de mai 1894 à juin 1898 (avec une courte interruption du 1er novembre 1895 au 23 avril 1896), semblait de moins en moins attentive à la grande question qui avait été longtemps le souci essentiel de nos hommes d'État. Les Alsaciens-Lorrains suivaient avec une émotion profonde, quoique intime et peu bruyante, la série des faits qui dessi-

naient cette évolution très sensible de notre politique étrangère vers une nouvelle fortune, et dont le plus retentissant, la participation d'une escadre française à l'inauguration du canal de Kiel, au printemps de 1895, prit à leurs yeux la valeur symptomatique d'une courtoisie franco-allemande et d'une tentative de rapprochement politique. Mais, chose étonnante, on vit alors intervenir la génération nouvelle, celle qui n'avait connu la guerre qu'à travers les récits de ses aînés; elle se montra plus intransigeante que sa devancière, au point que c'est dans celle-ci seulement que l'on retrouve quelques types d'Alsaciens résignés, accablés par les malheurs qu'ils ont vécus, et partisans d'une politique de conciliation avec l'Allemagne sur la base d'une vague autonomie. Ce phénomène historique, un des plus curieux parmi ceux que l'on découvre dans cette passionnante question, a d'ailleurs été mis en relief, à juste titre, par les nombreux biographes de l'Alsace-Lorraine [1]. — Au reste, nous verrons plus tard que la préparation laborieuse de la loi électorale qui accompagnera la réforme constitutionnelle de 1911 reflètera chez les dirigeants allemands une profonde méfiance à l'égard des jeunes générations alsaciennes. L'adoption du vote plural donnant une voix à l'électeur de plus de vingt-cinq ans, deux voix à l'électeur de plus de trente-cinq ans, trois voix à celui de plus de quarante-cinq ans, ne sera certes pas déterminée par le souci très louable d'attribuer une plus large part de pouvoir à la sagesse prudente qui est généralement l'attribut de l'âge. Personne, en Alsace, ne s'y trompera. Le gouvernement impérial voudra seulement parer par avance la menace des générations nouvelles qui se montreront, malgré l'école et la caserne, plus réfractaires que leurs aînées à l'idée allemande [2].

1. Voir, notamment, Dumont-Wilden : l'Ame alsacienne et la Germanisation. *Revue Bleue*, 28 janvier 1911.

2. Les députés alsaciens proclamèrent à la tribune même du Reichstag, cet irrédentisme nouveau des jeunes générations. Tel Preiss, député de Colmar, dans son grand discours du 31 janvier 1895 : « Nous autres, jeunes, nous ne sommes pas comme la génération de 1870 que l'option et l'émigration ont privée de ses éléments les plus résistants ; avec nous, on n'a pas affaire à un sentiment lassé et détendu qui se laisse comprimer et façonner. Dans les cœurs de la jeunesse vit avant tout un sentiment plus fort que tous les autres : la dignité personnelle, le sentiment de valoir autant que n'importe qui. Si vous n'introduisez pas un régime libéral, vous ferez l'expérience que cette jeune génération s'opposera bien plus énergiquement à la fusion que ce n'a été le cas depuis 1870. »

En Alsace, la génération de 1889 échappa au triste retour de « mal du siècle » qui sévit en France sur les jeunes gens de cette époque. Elle sut éviter le goût néfaste de l'indiscipline, le mépris du passé et ce snobisme d'opinions extrêmes, bonapartistes ou anarchistes. Elle s'intéressa au mouvement boulangiste, comme à un renouveau de l'irrédentisme français, mais avec un sens politique trop fin pour en escompter le succès. Aussi l'échec de la tentative boulangiste, loin de l'accabler, l'affirma-t-elle dans son intention de donner à son attitude protestataire une base plus solide et, dans un certain sens, plus logique.

Avec ces nouveaux protestataires, la thèse irrédentiste subit sa première évolution essentielle. Ils ne pouvaient plus faire état des droits historiques de la France, puisqu'elle semblait les abandonner. Ils déclarèrent alors que leur passé, leur culture et leurs besoins les liaient irrémédiablement à la France et que c'était leur volonté de lui être rattachés un jour. La France ne les réclamait plus : ils se réclamaient d'elle. Et ce nouvel irrédentisme, avec son principe simpliste, très vite répandu dans les grandes villes intellectuelles, porta le premier coup mortel à l'œuvre de germanisation.

Telle fut la formule qu'il conserva, d'une manière générale, jusque vers la fin du XIXe siècle. Mais le début du XXe apporta dans le programme irrédentiste la plus considérable transformation qu'il ait jamais subie. Cette transformation, à vrai dire, s'était déjà dessinée au cours des années 1892-1897. Bien que nettement nationalistes (11 élus protestataires sur 15 sièges à pourvoir), les élections de 1890 n'en avaient pas moins nommé quatre députés dits de « conciliation ». Le scrutin de 1893 avait accentué ce fait nouveau, avec 73 000 suffrages aux ralliés, 46 000 aux socialistes, pour 117 000 aux opposants irrédentistes. La tentative de M. Blumenthal, en 1896, pour restaurer le bloc alsacien par une entente entre les démocrates, les libéraux et les autres groupements politiques, avait échoué, à la satisfaction de l'ennemi commun. Et les consultations ultérieures, de plus en plus, avaient porté les débats électoraux sur des questions de politique générale (socialisme, libéralisme, cléricalisme), au détriment de la vieille formule irréden-

tiste du retour à la France. La lassitude de ceux qui, après vingt ans d'attente, désespéraient de la revanche française, les mesures rigoureuses qui frappaient les députés protestataires, avaient amené les électeurs à nommer des candidats qui pussent s'affilier aux grands partis politiques. Les ouvriers de Mulhouse et de Strasbourg avaient voté pour les socialistes, tandis que les élus ecclésiastiques entraient dans le centre catholique. Les Alsaciens, d'autre part, se rendaient compte de la responsabilité qui pesait lourdement sur eux du fait même de la question d'Alsace-Lorraine et de ses conséquences profondes, au moment des armements à outrance. Or, à dater des menaces de guerre nées des affaires du Maroc jusqu'à la promulgation de la Constitution « autonome » (1904-1911) et pour certains mêmes jusqu'aux événements de Saverne, ces causes diverses, intimement conjuguées, les amenèrent à faire le sacrifice douloureux de leurs affinités françaises, et à réclamer seulement une autonomie relative dans le corps de l'empire allemand. Ils espéraient ainsi sauver la paix. Mais leur conscience nationale, devant un tel sacrifice, ne s'affaiblit pas un instant. Elle se retrouva dans une foule de manifestations idéalistes de la tradition alsacienne, et notamment dans le succès des théâtres rustiques de Bussang et d'Oberammergau : des trains complets d'Alsaciens allemands venaient, comme à un pèlerinage, entendre des amateurs et des gens du pays interpréter dans un cadre évocateur les pièces tirées des vieilles légendes par Maurice Pottecher, telle le *Château des Hans*, où revivaient à leurs yeux l'histoire et l'âme de l'Alsace.

Pendant cette période, du reste, et surtout vers 1909, il apparut clairement que la germanisation aboutissait à une faillite complète. M. H. Lichtenberger[1], après en avoir étudié les procédés et les résultats, constatait non seulement la persistance de l'individualité alsacienne, mais une sorte d'assimilation des immigrés par les populations indigènes. Ainsi se trouvait réalisée la parole fameuse de l'abbé Wetterlé aux pangermanistes : « Vous parlez d'assimilation? Fort bien ! Seulement, c'est nous qui voulons vous assimiler, encore que vous soyez bien indigestes. » Tous ces faits montrent

1. *Revue de Paris* du 15 août 1909 : la Question d'Alsace.

surabondamment que l'abdication de l'irrédentisme absolu n'était en rien l'indice d'un triomphe de la germanisation.

A la Délégation d'Alsace-Lorraine, la question fréquemment posée des rapports entre les Alsaciens-Lorrains et les Allemands précisa bientôt la nouvelle attitude politique des premiers. En avril 1910, le sous-secrétaire d'État à la Justice, M. Pétri, ayant fait un appel à la conciliation, s'attira une véhémente réponse de M. Wetterlé, où deux arguments se trouvaient très nettement exposés : d'une part, une critique sévère de la politique prussienne qui, prêchant la conciliation, n'admettait cependant qu'une conciliation unilatérale, par la seule bonne volonté des Alsaciens; d'autre part, le droit pour les annexés de conserver intact leur patrimoine moral. « Nous n'empêchons personne de célébrer Bismarck, déclarait l'orateur ; mais qu'on ne nous empêche pas non plus de célébrer des fêtes comme celles de Wissembourg. Notre passé nous appartient. Nous avons le droit d'en être fiers... » Comme on le voit, il n'est plus question de sympathies françaises. En apparence, le patrimoine local seul est en jeu. Il s'agit d'enlever toute occasion de sévir à l'administration allemande, prompte à saisir le sens littéral des textes. C'est en ce sens que tous les efforts sont dirigés. La *Section alsacienne-lorraine du Souvenir français* devient, officiellement du moins, une institution toute locale, dépourvue d'attaches françaises, le *Souvenir alsacien-lorrain*. Le même esprit de sacrifice patriotique anime les récentes sociétés de jeunes gens, la *Lorraine sportive* et la *Jeunesse lorraine*, présidées par le patriote Alexis Samain. Et si les annexés consentent à donner aux cérémonies commémoratives de Wissembourg, de Gravelotte, de Vionville et de Noisseville un caractère intime et modeste, ils opposent néanmoins une résistance tenace aux efforts du germanisme et parviennent à conserver leurs noms français à ces dernières villes, malgré une violente campagne de débaptisation. On sait quelle protestation accueille, à l'inauguration du monument aux morts de Wissembourg, la suppression par les autorités allemandes des emblêmes historiques sculptés sur les angles du socle, les lys français, le soleil royal, le faisceau révolutionnaire, l'aigle de Napoléon. L'Alsace songe à la France, en dépit de son

attitude officielle : ce sont des soldats français qu'elle honore, et leur mémoire pèse plus que jamais sur ses volontés, sur ses destinées, sur ses espérances.

Mais un courant généreux en faveur de la paix souleva bientôt l'Alsace-Lorraine. Il trouva même son expression jusqu'au milieu de l'année 1913, dans les articles retentissants du *Journal d'Alsace-Lorraine*, dans les discours des grands patriotes alsaciens, Auguste Lalance, l'abbé Haegy, dans les conférences faites à Paris par Jacques Preiss et l'abbé Wetterlé, tous députés ou anciens députés au Reichstag. Le programme en fut élaboré dans la *Proclamation au peuple alsacien*, publiée à Mulhouse le 9 mars 1913, et surtout dans le retentissant meeting du 13 mars où se fit la fusion des partis, l'entente des catholiques, protestants, socialistes, libéraux, l'apaisement de toutes les questions annexes devant la grande question nationale. Rien de plus émouvant que cette assemblée solennelle, pleine de gravité douloureuse, qui sentait le poids de sa lourde responsabilité devant l'histoire. Renfermant au fond d'eux-mêmes leur peine infinie, les représentants adoptèrent à l'unanimité une motion généreuse qui devait, dans leur esprit, amorcer un règlement à l'amiable du problème alsacien-lorrain. Ils affirmaient d'abord qu'après quarante ans d'annexion, ils étaient restés Alsaciens. Mais ils déclaraient ensuite que le jour où ils seraient consultés, leur volonté politique assurerait une solution équitable du grand litige franco-allemand, « une entente franche et honnête entre la France et l'Allemagne ». Les années 1911-1912-1913, troublées par les bruits alarmants et les préparatifs de guerre, virent ces émouvantes manifestations qui révélèrent à la France l'attitude nouvelle des Alsaciens-Lorrains et le sacrifice très grave qu'ils voulaient faire pour la paix de l'Europe. Ce peuple, qui n'avait rien oublié, renonçait volontairement à toute idée de revanche, dans l'espoir que cette initiative douloureuse assurerait la tranquillité des nations voisines. C'est en ce sens que se prononçait à Mulhouse le pasteur Scheer, parlant au nom du peuple alsacien. Et c'est aussi ce qu'affirmait explicitement la Diète d'Alsace-Lorraine à la date du 6 mai 1913, en « invitant le statthalter à instruire les représentants d'Alsace Lorraine au Conseil fédéral... pour que

celui-ci examine les voies et moyens susceptibles d'amener un rapprochement entre la France et l'Allemagne ».

Cependant, déjà au lendemain de la promulgation de la Constitution de 1911, mais surtout à partir des événements de Saverne, des Alsaciens, désabusés, commençaient à retourner à l'intransigeance primitive. Avant même la promulgation de la Constitution pseudo-autonome, qui eut lieu en mai, ils avaient pu se convaincre de la duperie dont ils étaient l'enjeu. Le silence, le dédain, parfois même l'ironie injurieuse qui entouraient leurs représentants à la tribune du Reichstag, pendant la discussion du projet, leur avaient fait comprendre qu'ils devaient abandonner tout espoir d'obtenir une autonomie véritable. Les meilleurs, du reste, s'en réjouirent au fond d'eux-mêmes, parce qu'ils avaient craint qu'une politique allemande plus libérale ne rendît le joug allemand supportable. Ils continuèrent de réclamer l'autonomie avec la conviction que Berlin ne la concéderait jamais. Convaincus, par l'observation de la politique internationale, qu'une modification prochaine de l'Europe assurerait leur retour dans la communauté française, ils s'attachèrent à conserver l'intégrité de leur « autonomie morale ».

Au surplus, un événement significatif démontra l'inanité de leurs efforts pacifistes : l'échec de la Conférence interparlementaire de Berne, en mai 1913. Cette assemblée pacifiste, dont on attendait tant, se borna en effet à remercier la Diète alsacienne pour sa noble déclaration en faveur de la paix. Mais elle évita soigneusement, du reste avec une gêne mal dissimulée, d'aborder la question même. Il ne suffit pas de dire, pour l'excuser, que la conférence n'était pas qualifiée pour examiner ce sujet. Car enfin, la question d'Alsace-Lorraine n'était pas une question tabou. Elle pouvait être exposée, sinon résolue, à l'occasion d'un colloque aussi favorable à son éclaircissement. Mais on sentait fort bien, dans les deux camps, qu'il s'agissait là d'un mal incurable dont rien ne pouvait atténuer la gravité.

Une équivoque subsistait cependant dans l'opinion allemande. Après la généreuse campagne des Alsaciens contre la guerre et pour une entente franco-allemande, les optimistes

à l'esprit superficiel s'étaient flattés, en Allemagne, de voir prochainement une abdication définitive des irrédentistes et une politique loyaliste du Reichsland envers l'empire. Or, tout à coup, les événements de Saverne vinrent leur apporter un démenti retentissant. Les violences d'un officier prussien, l'étrange attitude de ses chefs, les manifestations de la population alsacienne, le verdict symptomatique du conseil de guerre de Strasbourg, au cours des premiers mois de l'année 1914, ranimèrent des deux côtés du Rhin toutes les rancunes endormies. La stupéfaction, du reste, fut générale en Europe. L'Alsace seule ne s'étonna point. Elle ne voyait là que des symptômes un peu plus criants que les autres du mal endémique dont elle souffrait. Cette lamentable affaire révéla au monde l'antipathie des provinces annexées pour l'Allemagne, leurs sympathies françaises que l'on croyait depuis longtemps disparues. Vainement, les optimistes d'au-delà du Rhin essayèrent de la ramener à un simple conflit entre civils et militaires, protestant que les civils molestés étaient en grande partie des immigrés, et qu'il était par conséquent illogique de soulever à nouveau la question nationale. Mais les immigrés ne se sentirent pas le moins du monde insultés par l'injurieuse appellation de *Wackes*, laquelle s'adressait aux seuls Alsaciens...

Il est hors de doute que, dans ces dernières années, l'irrédentisme alsacien accusait un retour très net vers l'opposition simpliste des vieux protestataires de 1871. On trouve, dans les paroles de ses dirigeants, ordinairement si modérés, une protestation violente contre les Forstner, les Reutter, les Deimling, une réclamation immédiate d'autonomie complète, et comme un vent de menace. Qu'on relise, à ce sujet, les déclarations véhémentes de l'orateur catholique abbé Muller, du député socialiste Peirotes, du démocrate mulhousien Drumm, au Parlement d'Alsace-Lorraine, pendant la séance mémorable du 15 janvier 1914. On voit alors l'union des partis se refaire comme aux temps héroïques des premiers protestataires. Boelhe, député socialiste de Strasbourg, préside. Peirotes accuse formellement l'Allemagne de préparer la guerre contre la France en faisant de l'Alsace « un véritable glacis militaire ». La voix enflammée de Drumm réclame une République

d'Alsace-Lorraine. Et l'Assemblée tout entière acclame un ordre du jour solennel dont le troisième paragraphe, pour ne citer que celui-là, ne demande rien moins que l'autonomie absolue des deux provinces.

Et cette opposition, en dépit des efforts des plus hautes magistratures civiles, ne fait que se dessiner de plus en plus. On recommence à parler ouvertement des droits imprescriptibles de l'ancienne patrie, la France. Le 9 mars 1914, la deuxième Chambre du Parlement d'Alsace-Lorraine refuse de voter le crédit de 10 000 marks qui avait été proposé pour doter des œuvres scolaires. Le député socialiste Emmel montre en effet que ces subventions ne seront allouées qu'à des sociétés germanophiles, à l'exclusion des autres. Et le nouveau statthalter, à peine installé, « constate amèrement que l'influence et les sympathies françaises sont plus fortes que jamais »! Ultérieurement, et jusqu'à la veille de la guerre actuelle, de très hauts personnages allemands, M. Zorn de Bulach par exemple, exprimeront à maintes reprises cet aveu symptomatique.

Tels sont les faits. Il importe maintenant de rechercher quels furent les grands éléments de la résistance alsacienne pour la conservation, à la fois, de l'autonomie morale et des sympathies françaises.

La population de l'Alsace-Lorraine, l'une des plus cultivées parmi les populations françaises, entra dans l'empire allemand comme dans un pays de barbares. Elle s'organisa immédiatement en une société fermée, impuissante devant le fait accompli, mais qui s'attacha, selon la formule de M. Eccard — « gardons l'autonomie morale ! » — à conserver les traditions de la petite patrie et à faire revivre les souvenirs communs de la grande tradition française. Œuvre ingrate, imparfaite à nos yeux, et qu'il faut juger à distance, avec cette sorte de sentiment que Renan appelle une « admiration historique », pour n'en point méconnaître l'austère et sobre grandeur.

L'Alsacien stigmatisa avec une ironie amère la lourdeur arrogante des immigrés. La caricature, le journalisme, la littérature s'imprégnèrent d'esprit particulariste et de mépris implacable. Nulle part les vitupérations de Schopenhauer et

de Nietzsche contre la grossièreté germanique ne trouvèrent plus d'échos qu'en Alsace-Lorraine. Le Lorrain semble plus timide et un peu sauvage. Les misères passées, une expérience millénaire, lui ont appris douloureusement à nuancer l'expression de sa pensée qui est empreinte de finesse délicate ; mais l'expression n'est qu'une ébauche, une ébauche voulue, où tranche le trait essentiel, comme dans un dessin du Lorrain Callot. A la fois avisé et froid, calme d'apparence et terriblement attaché à ses convictions, il constitua toujours en France, malgré les contingences de l'histoire, un des plus stables éléments moraux, sociaux et politiques. Quelqu'un a prononcé sur lui ce mot très juste : « Un esprit gai, sous un front sévère... »

L'esprit alsacien-lorrain possède toutes les qualités qu'imposent les circonstances. Il est flegmatique, plein d'à-propos, et ne recourt jamais à la grosse injure. Épars dans les anecdotes populaires, dans ces répliques et ces caricatures qui ont réjoui le monde depuis un demi-siècle, il est essentiellement de source traditionnelle. Le menuisier Nivoi, le ménétrier Coucou Peter répètent les bons mots de leurs ancêtres, dont l'ensemble constitue un des fondements de la tradition locale. Or, depuis que l'Alsace est annexée à l'empire, le fonds primitif s'est enrichi aux dépens de l'envahisseur prussien. L'ironie mordante était en effet la seule révolte possible pour ces hommes pétris de bon sens, depuis Émile Erckmann, le vieux conteur de Saverne, jusqu'au dernier paysan qui fait un bon mot en semant son avoine ; depuis le brave dessinateur Touchemolin, contemporain de l'annexion, jusqu'aux caricaturistes modernes Hansi et Zislin, qu'imite le gamin espiègle sur le tableau noir de sa classe. Cette raillerie presque sérieuse s'exerce soit aux dépens des immigrés, soit aux dépens des Prussiens de Prusse, avec la même vigueur froide et un calme sans égal, dans une foule d'écrits anonymes ou pseudonymes.

Un autre élément de résistance morale réside dans les récits des conteurs populaires, comme aussi dans les œuvres de certains auteurs dramatiques, tel Maurice Pottecher. N'oublions pas, surtout, Erckmann-Chatrian, dont toute l'œuvre, si populaire, constitue la véritable épopée de l'Alsace « fran-

çaise ». En écrivant une histoire naïve de leur pays, ils en révèlent l'âme et n'avancent rien qu'ils n'aient eux-mêmes senti. Le vieux Michel de l'*Histoire d'un Paysan* entreprend, au déclin de sa vie, le récit des grands événements qui consacrent, dans l'Histoire, l'union des peuples alsacien et français. Et c'est un lien de plus qui s'établit entre eux, le plus profond peut-être, car il exprime les aspirations et la volonté des gens du peuple.

Une renaissance artistique se développa également contre la germanisation. En Lorraine elle apparut nettement, à partir de 1909, dans la prospérité de l'« École de Nancy», dont les cours d'application, les conférences et les expositions furent suivis avec un égal intérêt des deux côtés de la frontière, à Metz comme à Lunéville ou à Nancy. Une pléiade d'artistes de haute valeur défendit la vieille tradition lorraine contre l'odieux modern-style et surtout contre le mauvais goût allemand. Nancy eut son *Musée national lorrain* qui devint bientôt une véritable résurrection de la vie nationale. Le *Musée alsacien*, d'autre part, institution annexe de la *Revue alsacienne illustrée*, né du même mouvement d'idées et pour un même but, s'enrichit, grâce aux efforts de généreux Alsaciens — le docteur Dollinger et le docteur Bücher notamment —, de superbes collections illustrant les mœurs familiales et les légendes du pays. Le Français qui, naguère, passant par Strasbourg, voulait échapper à l'obsession germanique des rues bruyantes, s'en allait jusqu'à la vieille maison du quai Saint-Nicolas, dans les salles discrètes du Musée alsacien, méditer devant les vestiges silencieux de la vieille Alsace. Il y gagnait un véritable réconfort. Chaque relique des aïeux disparus semblait commander aux générations nouvelles de ne point trahir leur mémoire. Et devant ces témoignages de la piété nationale, il devinait l'angoisse, l'attente, l'espérance d'un peuple suspendu et immobile.

Mais c'est peut-être dans la lutte pour la conservation de la langue française et du dialecte local que la résistance des populations annexées, surtout à partir de 1878, montra les signes les plus manifestes. Le patois lorrain trouva des défenseurs éclairés et tenaces qui multiplièrent les fondations et les publications destinées à en généraliser l'usage. Citons le

docteur Estre, éditeur de l'*Ermonèk Loûrain*[1] (1876-1884), dont les efforts pour perpétuer les coutumes locales et la pratique littéraire du dialecte lorrain, connues du poète Frédéric Mistral, présentent cet intérêt d'être liés à la belle renaissance des littératures locales que l'on vit se manifester à la fin du dernier siècle. Ces efforts pour la conservation de l'autonomie morale de la Lorraine furent poursuivis jusqu'à nos jours par des hommes comme le chanoine Collin, fondateur du *Lorrain*, réfugié en France depuis la guerre, rayé des cadres du clergé de Metz par l'évêque Benzler, et dont le grand sermon patriotique prononcé à Notre-Dame (*Debout, les morts !*) a soulevé naguère dans le pays messin une émotion profonde.

La *Revue alsacienne illustrée*, née dans un cercle d'étudiants, conquit très vite un succès bien différent de la vogue éphémère de ces feuilles audacieuses que publient les jeunes gens. Présentée comme un recueil destiné à faire revivre les souvenirs de la vieille Alsace, elle correspondait à un besoin national, et c'est ce qui lui valut sa fortune littéraire. Aujourd'hui encore, il faut la feuilleter pour retrouver en elle ce lien vivant qui unit les souvenirs de la petite patrie à la grande tradition française. Elle devint en même temps un élément d'opposition contre la langue allemande. Dans certains pays, dans le Luxembourg par exemple, l'invasion de l'idiome germanique avait suivi immédiatement l'invasion économique. D'autres avaient tenté de l'enrayer, tel le pays wallon, qui organisa les congrès de Liége, d'Arlon, de Bruxelles et de Mons. Mais en Alsace-Lorraine la résistance s'exaspéra. A partir de 1910, la pression de la langue allemande fit conquérante la langue française. Les quotidiens rédigés en français se multiplièrent et comptèrent bientôt trois grands organes, *le Journal d'Alsace-Lorraine* à Strasbourg, *le Nouvelliste d'Alsace-Lorraine* à Colmar et *l'Express de Mulhouse*, avec plusieurs revues fort intéressantes, comme les *Carnets alsaciens*, tandis que de véritables campagnes de presse, où l'on relève les noms de MM. Eccard et Wilmoth[2], expliquaient au peuple alsacien « pourquoi il

1. *Lo Pia Ermonèk Loûrain* (le petit Almanach lorrain), Strasbourg, Fischbach
2. *Carnets alsaciens*, n° 1 (Strasbourg).

devait parler français ». Parmi tous ceux qui menèrent ainsi le bon combat, il faut aujourd'hui rendre un hommage à l'un des plus méritants, à M. Léon Boll, qui donna, depuis 1882, une impulsion particulière à l'*Union d'Alsace-Lorraine*, qui lutta sans arrêt pour la conservation des sentiments nationaux, qui fonda en 1905 le grand organe quotidien en français (*le Journal d'Alsace-Lorraine*), et qui fut poursuivi pour haute trahison pendant la guerre actuelle, après avoir vu ses biens confisqués par les autorités allemandes.

L'Alsacien se plaît à montrer, après Erckmann-Chatrian, l'impossibilité de traduire en allemand toute idée qui touche aux arts délicats ou à la politesse des mœurs. Il aime à faire valoir la supériorité de son idiome local, qui est, dit-il, le véritable allemand, sur le « patois barbare » que l'on parle à Berlin. Mais il place au-dessus encore la langue française.

Or, il a bien fallu se rendre compte de cet état de choses, en Allemagne, et l'accepter bon gré mal gré. Seulement, si l'on en croit l'opinion des milieux officiels et des pangermanistes; le fait est sans importance ! Il ne fait que continuer le travers national d'un peuple frondeur et illogique, qui s'attache, par simple esprit de contradiction, à singer les mœurs étrangères [1] !... A poursuivre cette œuvre vaine, écrivent-ils encore aujourd'hui, les Alsaciens usent leurs dernières forces de résistance. Les illusions allemandes, en Alsace comme ailleurs, accusent vraiment d'étranges pérennités...

Le sens de la tradition, le respect du passé est un des traits les plus touchants de la mentalité alsacienne. Chaque aspect du monde sensible évoque à la pensée un merveilleux cortège de légendes et de souvenirs. Tout y est empreint de profonde personnalité : les merveilles du paysage, les maisons pittoresques avec leurs volets bleus, leurs rampes ajourées, leur mobilier antique, vieilles horloges, vieux rouets, buffets, huches, crédences chargés d'une vaisselle éclatante. Tout y atteste le culte des coutumes ancestrales et la volonté d'en conserver le patrimoine intégral. Mêmes façons de parler qu'avant l'annexion, mêmes légendes diversement contées, parce que chaque conteur veut orner ce qu'il aime, où vivent

1. Voir l'*Alldeutscher Katechismus*, von Heinrich Calmbach-Mainz.

ces personnages familiers qu'enfanta l'imagination populaire, *le Fantôme de Schlittenbach, Hans le Curi ux, les Femmes de Rouffach, Sainte Odile...*, dont il faut lire, dans les recueils de M. Hinzelin, les aventures merveilleuses et touchantes.

En Lorraine non plus, les mœurs rurales ne se sont pas écartées de la tradition. La ferme est toujours une grande bâtisse toute en surface, avec son rez-de-chaussée commode, les écuries voisines, les greniers énormes, et surtout la grande salle familiale parfois encore garnie de meubles héréditaires, sculptés par des artistes villageois.

Cependant, il faut reconnaître que, pour l'observateur superficiel, les grandes villes d'Alsace et de Lorraine apparaissent comme de véritables villes allemandes. Les monuments publics construits depuis l'annexion rappellent ceux de Cologne, de Hambourg ou de Munich. Les grandes artères sillonnées de militaires raidis sont bordées de cafés et de magasins dont le luxe criard, autant que les enseignes, révèle l'emprise germanique. Le français et l'alsacien semblent abdiquer devant la langue allemande, qui triomphe dans les établissements publics, dans les tramways, dans la rue. Mais il suffit de pénétrer dans les quartiers tranquilles, loin de la grande artère bruyante qui est comme l'enseigne allemande de toute ville annexée, pour découvrir la survie inattendue de la langue, des coutumes et des sympathies françaises. A la veille de la guerre actuelle, cette résurrection morale était nettement constatée par les Français qui se trouvaient dans les provinces annexées (11 000 environ), et qui s'étonnaient de rencontrer, au sein de nombreuses familles bourgeoises, un véritable snobisme de tradition française, exprimé dans les manières, dans la tenue, le goût, la politesse et dans les mille finesses de la conversation.

Un fait intéressant à noter à cet égard, c'est que la persistance du souvenir français en Alsace-Lorraine est dû en grande partie à l'influence des émigrés. Beaucoup d'entre eux s'installèrent en effet dans les petites villes frontières de France et de Suisse et firent beaucoup pour maintenir chez leurs compatriotes, devenus sujets allemands, la formule du vieil irrédentisme. Le nationalisme français lui-même a subi leur influence et il suffit de signaler la campagne conduite au

cours de la guerre actuelle par des Alsaciens-Lorrains réfugiés en France. tels l'abbé Wetterlé, le chanoine Collin, MM. Laugel, Blumenthal, Helmer..., et par des sociétés spéciales comme la *Société de protection des Alsaciens-Lorrains*, présidée par le comte d'Haussonville, la *Fédération des sociétés alsaciennes-lorraines*, présidée par M. Sansbœuf, l'*Association générale d'Alsace-Lorraine*, présidée par MM. Risler et Wilmoth, la *Société de réintégration des Alsaciens-Lorrains*, présidée par M. S. Marx, la *Société de prévoyance des Alsaciens-Lorrains*, fondée par le docteur Niessen, la *Société des patriotes de la Moselle*, présidée par M. Ch. Vuillaume... On sait, du reste, qu'au début du conflit actuel l'armée allemande comprenait seulement trois officiers alsaciens, tandis que l'armée française en comptait un très grand nombre, parmi lesquels trois généraux d'origine alsacienne ou lorraine. Nombreux sont les Alsaciens-Lorrains qui servent aujourd'hui dans les rangs français, émigrés ou déserteurs de l'armée allemande, et chacun connaît leur conduite héroïque. Leurs noms remplissent les colonnes de la *Strassburger Correspondenz*, et telle liste du mois de février 1916 en contient à elle seule plus de trois cents. La promotion récente du colonel Scheuch, originaire de Schlestadt, au grade de général-major, n'a pas couvert la disette symptomatique d'officiers alsaciens. Et les gazettes allemandes, qui commentaient avec emphase cette première promotion d'un *Altelsæsser* authentique au généralat prussien, révélaient involontairement l'étrangeté de la chose.

En Allemagne même, du reste, certains écrivains et polémistes moins forcenés que les autres avouaient depuis quelques années que les territoires annexés manifestaient une curieuse antipathie pour la Prusse, et que l'esprit public inclinait nettement, en Lorraine, vers le libéralisme français, en Alsace, vers la démocratie suisse. Mais ils se refusaient désespérément à rattacher cet échec à la nature même de la domination allemande. Ils incriminaient la maladresse de l'administration et des immigrés, en s'appuyant sur ce fait que le contingent considérable de Polonais et d'Italiens, qui peuple aujourd'hui les villes industrielles du Reichsland, nourrit de plus en plus des sentiments anti-allemands. « Ils n'ont pourtant point pour cela, disaient-ils, les mêmes raisons que les

populations indigènes. » Mais cette nouvelle excuse, comme toutes les autres, n'était qu'un sophisme patent.

Quoi qu'il en soit, la recrudescence incontestable des sympathies françaises, qui se manifestait en Alsace-Lorraine depuis plusieurs années, donnait raison aux vieux irrédentistes, à ceux qui n'avaient jamais admis d'autre solution qu'un retour intégral à la France, et dont la thèse avait paru longtemps surannée et ridicule. En laissant, après quarante-cinq ans d'efforts, toute son acuité à la plus angoissante des questions internationales, la politique de germanisation ouvrait le champ aux pires catastrophes et justifiait une fois de plus les craintes de ceux qui avaient considéré l'annexion comme une calamité pour la France, pour l'Allemagne et pour l'Europe. Les prophéties de ceux qui, depuis David Strauss et Henri de Treitschke jusqu'au prince de Bülow, attestaient qu'un petit nombre d'années suffirait à convaincre les Alsaciens-Lorrains de leur germanisme, recevaient un démenti éclatant. Ainsi se trouvait réalisée la parole prophétique de Mgr Freppel au roi Guillaume, en février 1871 : « Croyez-en un évêque qui vous le dit devant Dieu et la main sur la conscience : l'Alsace ne vous appartiendra jamais [1]. »

* * *

En analysant les sentiments respectifs des trois peuples depuis le traité de Francfort, nous avons étudié les conditions essentielles qui modifièrent, au cours du demi-siècle écoulé, l'aspect du problème alsacien-lorrain. Il est possible maintenant d'examiner et de critiquer les diverses solutions proposées.

Il n'y a pas lieu de prendre en considération les prétendues solutions allemandes : telle l'étrange proposition de M. Geffken tendant à donner l'Alsace au duché de Bade qui deviendrait royaume, en laissant la Lorraine à la Prusse ; tel encore l'étrange

1. Rappelons aussi le grave témoignage du député Liebknecht, rentrant en Allemagne le 23 juillet 1914 après avoir participé au congrès socialiste contre la guerre et avoir vu à Belfort une foule d'Alsaciens venus en France pour prendre part à la fête nationale et rentrant dans les provinces annexées. « Ces souvenirs sont gravés dans mon esprit comme avec un fer chaud, écrit-il depuis la guerre. Ils m'accompagnent où que je me trouve... »

projet du député particulariste bavarois Sigl, demandant la cession du Reichsland aux descendants du duc François-Étienne de Lorraine, dépossédé en 1738 par le traité de Vienne ! De telles billevesées n'ont jamais eu d'autre intérêt que de montrer aux neutres qu'en Allemagne même, malgré une façade d'indifférence, la situation anormale des deux provinces oblige les hommes politiques à reconnaître la réalité de la question d'Alsace[1].

Nous ne nous arrêterons pas davantage aux solutions factices basées sur un partage empirique du Reichsland en territoires allemands et en territoires français, sur le critérium du langage et des traditions historiques. Les faits contredisent violemment cette théorie, car, en Alsace-Lorraine, les sentiments francophiles et la langue française ne s'accompagnent nullement. Les plus forts contingents d'Alsaciens émigrés en France ont été fournis par les cercles de Wissembourg (23 p. 100), de Schlestadt (22 p. 100), de Haguenau (20 p. 100), qui sont, sous le rapport du langage et des mœurs, les plus nettement germaniques. On vit pourtant à plusieurs reprises des neutres proposer à l'amiable des arrangements de ce genre ; c'est ainsi qu'en 1895, une pétition de la *Peace Union de Philadelphie*, inspirée de très bonnes intentions, pensait résoudre la question en décidant le gouvernement de Berlin à rendre à la France Metz avec le territoire environnant. Mais, outre que l'Allemagne, même reconnaissant le caractère français du territoire messin, ne saurait se résoudre à rendre la forteresse de bon gré[2], la France et l'Alsace-Lorraine repousseraient avec indignation cette réparation pitoyable. Certains neutres, qu'inspire un pharisaïsme misérable, proposent encore aujourd'hui cette étrange solution...

A dater de l'échec de la tentative pacifiste et des essais de limitation des armements, la question d'Alsace devint par excellence la question dangereuse, menaçante, celle qui suffit

1. Les projets d'annexion à la Prusse ou de partage entre la Prusse, la Bavière et le grand-duché de Bade ont soulevé en Allemagne, depuis la guerre, de violentes discussions, d'abord privées, puis officieuses et publiques. Le point de vue prussien a été exposé dans un retentissant article de quatre colonnes, publié par la *Frankfurter Zeitung* du 10 novembre 1915.

2. Déclaration de M. Franz Wirth, président de la Société de la Paix de Francfort-sur-le-Mein, 1895.

à maintenir dans une tension angoissante non seulement la France et l'Allemagne, mais, par contre-coup, presque toute l'Europe. Il est facile de montrer qu'elle est devenue une sorte d'impasse où la versatilité naturelle de Guillaume II s'est exaspérée peu à peu, et qu'elle explique en grande partie cette étrange succession d'avances maladroites, de provocations brutales, de variations et de soubresauts qui constitue sa politique envers la France. Dans les provinces annexées, la moindre manifestation francophile, ou simplement commémorative, est un prétexte immédiatement saisi par l'autorité allemande pour ajourner *sine die* les réformes projetées ou promises. Et l'on voit grandir rapidement le besoin impérieux de trouver une solution définitive et de sortir à tout prix de cette situation sans issue. Or, avec des modalités innombrables, toutes les solutions envisagées se ramènent à ces trois types essentiels : l'autonomie relative, dans le corps de l'empire allemand ; l'autonomie absolue ; le retour à la France.

La question pouvait-elle être résolue par l'octroi aux deux provinces des libertés et prérogatives dont jouissent les autres États allemands?

A la veille même de la guerre, nombreux étaient les esprits généreux qui, se refusant à admettre l'éventualité d'un conflit armé, prêchaient encore cette solution pacifique qu'ils croyaient réalisable et prochaine parce qu'ils la désiraient [1]. Ils espéraient arriver à un statut alsacien-lorrain équitable, à une charte de libertés essentielles supprimant les humiliations du régime dictatorial, par l'amélioration progressive de la Constitution octroyée en mai 1911, par une entente entre les partis libéraux, tenant compte des opinions religieuses et des conflits locaux entre les catholiques et les immigrés protestants, conflits qui créent en Alsace-Lorraine une véritable question annexe. Il semblait que la décision qui aurait donné aux provinces un gouvernement autonome aurait satisfait du même coup les désirs de l'opinion éclairée, en France et en Allemagne, et aussi, croyait-on, la tradition alsacienne elle-même, en permettant la reprise des liens d'affection qui rat-

1. Voir notamment une étude de David Starr Jordan dans *The Atlantic Monthly* (mars 1914).

tachent les populations annexées à la France. L'Alsace eût ainsi conservé son patrimoine.

Des Alsaciens réfléchis, qui aimaient et connaissaient leur pays, essayèrent pendant longtemps de faire admettre cette solution à la fois digne et résignée : F. Eccard, en cultivant, dans toutes les classes, l'attachement au dialecte alsacien et à la langue française ; A. Legrand, en étudiant les résultats heureux d'une alliance entre les divers partis libéraux ; Oscar Muller, en exaltant cette autonomie morale que peuvent toujours conserver les peuples conquis, et qui s'acquiert bien moins par des lois écrites que par la valeur civique et par le caractère.

Or la thèse de l'autonomie relative était déjà le but que poursuivaient, à partir de 1887, les premiers élus « autonomistes » aux conseils généraux et au Reichstag. Mais il est extrêmement intéressant de rappeler ici quelle fut la destinée de cette formule politique. Elle était pour eux, d'abord, bien plus un moyen qu'un idéal. Lorsqu'ils demandaient pour l'Alsace-Lorraine un régime analogue à ceux dont jouissaient les autres États de l'empire, ils se gardaient toujours de reconnaître publiquement comme légitime l'annexion des deux provinces. Au surplus, l'éphémère parti autonomiste était loin d'être une expression fidèle de la mentalité alsacienne-lorraine ; et ce serait une grave erreur de croire qu'il avait réellement l'appui des populations. La Basse-Alsace seule fournit des élus autonomistes, tandis que dans quinze cantons de Haute-Alsace et de Lorraine, les électeurs refusèrent de voter. Leur déconfiture s'acheva lamentablement en 1881, lorsque Manteuffel eut publiquement déclaré qu'il fondait sur eux ses espoirs de réconciliation avec l'Allemagne. Pas un seul ne fut réélu !

Perdant l'espoir d'échapper avant longtemps à la domination allemande, les Alsaciens se rallièrent plus tard à cette solution, en se donnant pour mot d'ordre de conserver intact le patrimoine historique, les traditions alsaciennes devant les mœurs germaniques. Pour étendre le champ de leurs libertés, ils décidèrent d'entrer dans la vie politique de l'empire en s'alliant aux autres protestataires — Guelfes et Polonais — et parfois aux partis libéraux. On vit alors ce curieux spectacle d'une Alsace, province bourgeoise et modérée, se plaçant

dans l'empire à l'avant-garde des idées nouvelles. Disons tout de suite que cette méthode ne réussit ni aux Alsaciens, ni aux Guelfes, ni aux Polonais. L'alliance des protestataires et des social-démocrates fut une éternelle duperie. Mieux eût valu peut-être la brutalité des *Franzosenfresser* ou l'intransigeance dogmatique des *scholars* prussiens. Les Polonais, il est vrai, parvinrent à faire aboutir certaines de leurs revendications nationales, parce que, se rencontrant avec les partis modérés du Reichstag sur la question confessionnelle, ils obtinrent à plusieurs reprises l'appui du centre catholique. Mais ils ne doivent rien à la social-démocratie.

L'Alsace libérale, avec ses villes jalouses encore du souvenir de leurs anciennes franchises, aurait pu s'encadrer dans une fédération allemande réellement libérale; mais elle se révoltait contre son annexion par la force des armes à un empire prussien. Et l'on peut croire qu'elle n'aurait pas été satisfaite même par l'octroi de toutes les libertés plus ou moins fallacieuses que la Prusse laisse aux autres États allemands. L'humour alsacien se donna libre carrière lors de la seule tentative qui fut faite dans ce sens, à l'apparition de la Constitution de 1911. Non qu'elle fût pour eux une déception véritable : ils connaissaient trop bien le gouvernement de Berlin pour espérer une charte définitive. Mais elle fut une occasion d'exercer très à propos leur froide ironie par une foule de bons mots et d'anecdotes mordantes, comme celle de la « machine à coudre », dont M. Émile Hinzelin nous a conté l'histoire : une dame de Strasbourg attend une machine à coudre de Berlin... Le temps passe... Elle s'impatiente, jusqu'au moment où on lui apporte enfin une caisse formidable. Elle déballe fiévreusement, trouve une seconde caisse. Dans la seconde, une troisième, puis une autre, et, pour finir, un minuscule objet qui se trouve être un dé, avec l'inscription judicieuse : « machine à coudre ». Telle fut en effet cette fameuse constitution autonome que le kaiser octroya en 1911, à grand renfort de réclame, comme une largesse magnifique.

En Allemagne il y eut bien, pendant un certain temps, quelques partisans sincères d'une Alsace-Lorraine autonome, ceux-là mêmes qui désiraient un rapprochement franco-

allemand : le prince Lichnowsky, M. Rathenau, A. Keer et le célèbre polémiste Maximilien Harden qui fulmina dans la *Zukunft*[1], au lendemain de la promulgation de la Constitution d'Alsace-Lorraine, contre les pangermanistes odieux qui, disait-il, « entretiennent la guerre dans les pays annexés ». Les personnalités dirigeantes du monde commercial et industriel, les Thyssen, les Siemens, les Rathenau, ne lui étaient pas irréductiblement hostiles. Des intellectuels mêmes, instruits par la leçon d'Algésiras et par les avertissements de Delbrück dans les *Preussische Jahrbücher*, s'y étaient ralliés, en dépassant de beaucoup, sur ce point, la pensée du fameux professeur. L'idée fut même reprise, à la veille de la guerre actuelle, par un certain nombre de libéraux qui étudièrent d'une manière précise les voies et moyens éventuels[2]. Les Assemblées fédérales auraient invité la Diète alsacienne, ou une Assemblée constituante élue, à commencer l'élaboration des lois constitutionnelles de l'État nouveau. Mais à tous les prétextes soulevés par le gouvernement impérial, ils sentirent sa volonté bien arrêtée de faire échouer le projet. La Constitution de 1911, disait le gouvernement, était une étape vers cet idéal, mais une étape trop récente pour qu'on pût la dépasser sitôt. Une abrogation prématurée risquait aussi de discréditer le chancelier, qui en était l'auteur. D'autre part la rivalité croissante de la Triple-Entente et de la Triple-Alliance la rendait inopportune, car, dans l'éventualité d'une guerre, l'Alsace autonome pourrait conspirer avec la France. Mais ce dernier argument, qui était aussi l'aveu de l'échec de la germanisation, ne sortait guère des conversations officielles. La pièce de résistance du chancelier, la grosse objection, résidait dans l'esprit démocratique de l'Alsace-Lorraine. Berlin déclarait que les vingt-six États de l'empire ne voulaient pas d'un vingt-septième État qui serait une république. A quoi les libéraux répondaient très justement que l'ancien empire germanique avait autrefois conféré la prérogative de villes libres

1. *Zukunft*, septembre 1912.

2. Il faudrait également citer de très hauts représentants de la noblesse, comme le prince Hatzfeld et le prince Henckel von Donnersmarck, connus pour leur prudence politique, les mêmes qui fondèrent, en 1915, sur un programme anti-annexionniste, cette « Union de la Nouvelle Patrie » (*Neues Vaterland*), dont la destinée semble avoir été très éphémère...

à Francfort, à Mayence, à Trêves, à Worms, et que Brême, Hambourg et Lübeck conservaient encore la forme républicaine dans l'empire actuel. Mais leur protestation était vaine, car leurs idées perdaient chaque jour du terrain. A la veille de la guerre actuelle, les derniers zélateurs de cette politique ne rencontraient plus qu'hostilité.

Il faut reconnaître pourtant qu'en rénovant la tradition millénaire des cités libres alsaciennes, en transformant le Reichsland en une fédération de villes libres, Strasbourg, Metz, Mulhouse..., l'Allemagne avait quelque chance de les amener à une attitude de conciliation. Mais, pour tous ceux qui connaissent bien les mobiles essentiels de la politique allemande, l'instauration d'un tel régime n'offrait aucune sécurité. C'est un fait qu'en Allemagne les lois constitutionnelles les plus solennelles n'ont qu'une valeur contingente et que leur force disparaît devant la nécessité des faits, ou même devant la seule volonté du pouvoir exécutif. Nous en avons aujourd'hui des preuves abondantes. L'immunité parlementaire n'a point suffi à couvrir Peirotes et Liebknecht, députés au Reichstag. Et le ministre de l'Intérieur Delbrück n'a-t-il pas confirmé l'arrestation du socialiste Jean Martin, député de Mulhouse à la Diète alsacienne, et de sept conseillers municipaux socialistes, au mépris des fameuses lois d'autonomie? L'Alsace est redevenue le pays du *carcere durissimo*, voué, pendant la guerre, à un véritable esclavage.[1]

En France, des penseurs éminents, des hommes politiques, M. Sembat par exemple, se prononçaient récemment encore pour la formule de l'autonomie relative. La crainte légitime d'une guerre les poussait même à faciliter cette entreprise en prêchant dans l'opinion française le renoncement à tout projet de revanche. Mais ce renoncement formel ne pouvait rencontrer l'approbation publique, parce qu'il ressemblait plus à une abdication humiliante qu'à une action généreuse en faveur de la paix. L'Alsace-Lorraine, pensait-on, libre comme la Bavière ou le Wurtemberg, n'en resterait pas moins allemande. Et cette « autonomie allemande » lui serait concédée sans que sa volonté eût été entendue !... Une telle hypothèse soulevait des colères obstinées. L'opinion française ne pouvait se défendre d'une rancœur profonde, d'un remords

même, qu'un referendum alsacien-lorrain aurait seul pu calmer.

L'idée de demander aux populations annexées de fixer elles-mêmes leur sort par un plébiscite général fut émise souvent depuis une vingtaine d'années[1]. Il semblait que le moyen le plus chevaleresque et le plus équitable de résoudre le problème était d'instituer un referendum solennel qui aurait permis de connaître l'exacte volonté des deux provinces. Des personnalités averties, comme M. Novicow, le préconisaient encore en 1913 et à la veille même de la guerre. Quel que fût le résultat de la consultation, il n'en pouvait sortir, pensaient-ils, qu'une détente heureuse du conflit latent. En cas de victoire allemande, la décision des intéressés aurait du moins permis à l'opinion française de se désintéresser sans bassesse de leur destinée politique.

Mais au contact des choses, ce beau principe de justice internationale n'allait pas sans de très grandes difficultés. Du côté allemand, d'abord, il n'y avait pas à espérer un avis favorable, non par crainte du résultat (l'opinion officielle, à Berlin, affirmait volontiers que la communauté des intérêts industriels et commerciaux, jointe à l'influence des immigrés et des ralliés, assurait le succès de l'Allemagne), mais pour une autre raison plus profonde dont un diplomate prussien donnait lui-même la formule : « En acceptant le referendum, nous mettrions nous-mêmes en doute la légalité de notre conquête. » Raisonnement faux, à coup sûr, mais qui reflète à merveille la thèse invariable de la diplomatie impériale. Pour l'Allemagne, en effet, il n'y a plus de question alsacienne, puisque la véritable question, issue des traités de 1648, a été résolue définitivement en 1871 ! Sur les bases historiques établies par Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke, maints historiens de l'Allemagne nouvelle ont usé leur vie à édifier cette thèse.

1. Remarquons aussi que cette idée se rattache étroitement aux traditions historiques de la France, particulièrement à l'égard de l'Alsace-Lorraine, dont l'annexion, en 1648, fut ratifiée par le traité spécial d'Illkirch, et dont la réintégration, en 1793, ne fut acceptée par la Convention nationale qu'après la résolution décisive votée le 21 mars 1793, à la presque unanimité des voix, par la Convention rhénane.

Et combien d'inconvénients spécifiques cette solution, ou mieux ce moyen d'arriver à une solution, n'aurait-il pas soulevés? Il s'imposera — c'est, du moins, notre opinion personnelle, et qui n'engage que nous — à la fin des luttes horribles qui lui donnent aujourd'hui une sorte de préparation tragique. Les conditions auront alors changé! Le vote présentera de véritables garanties de sincérité et il exprimera, d'autre part, la volonté des seuls intéressés, Alsaciens-Lorrains d'origine, les immigrés étant bien entendu exclus du suffrage [1]. Mais avant la guerre, la solution plébiscitaire était pleine d'aléas. Gardons-nous d'abord de croire qu'un gouvernement allemand quelconque aurait pu la tolérer sans la fausser par des ingérences secrètes. L'idée plébiscitaire est proprement une idée française, tout à fait contraire à la mentalité politique allemande. En cas d'extrême nécessité diplomatique, Berlin l'eût acceptée comme il avait accordé aux Danois, par une clause du traité d'août 1866, la faveur d'être consultés sur leur annexion à la Prusse. Grâce aux instances de Napoléon III, les Slesvigois avaient obtenu le fameux paragraphe V du traité de Prague, qui réservait leur droit de disposer d'eux-mêmes. Mais

1. Des esprits avertis sont très loin de se rallier à cette opinion. Nous nous faisons un devoir de citer les paroles que M. André Weiss, un Alsacien, prononçait à l'issue de la séance de l'Académie des sciences morales du 16 octobre, après l'émouvante manifestation qui avait accueilli une communication de M. Henri Welschinger intitulée : *Souvenirs de Strasbourg*. « Un plébiscite serait un contresens, déclarait M. Weiss, car le traité de Francfort a été déchiré du seul fait de l'agression brutale de l'Allemagne : mais, même si on faisait ce plébiciste, il prouverait que le sentiment presque unanime de la population est attaché à la France... »

L'opinion de beaucoup d'Alsaciens émigrés en France est favorable à la restitution pure et simple, sans consultation préliminaire. Certes, les raisons qu'ils invoquent ne sont point négligeables. Mais l'on se demande si la balance des avantages immédiats qui résulteraient de cette solution très simple, d'une part, et des conséquences très graves qu'une telle façon d'opérer pourrait faire naître dans la conscience nationale alsacienne et française, d'autre part, permet en définitive de lui attribuer une valeur absolue.

Ceux qui, en France, préconisent aujourd'hui le moyen plébiscitaire, qui apparaissait avant la guerre comme un véritable piège allemand, considèrent que les conditions auront changé au moment de son application. Après le départ des immigrés allemands, lorsque les Alsaciens-Lorrains seront débarrassés de la pression administrative, le referendum se résoudra en une décision sincère qui consacrera le retour à la France. Au surplus, la morale républicaine, qui reconnaît aux peuples la liberté de choisir leur nationalité, pourrait-elle se dispenser d'appliquer à l'Alsace-Lorraine ce grand principe de justice internationale?

qu'advint-il de cette promesse? La Prusse ne tint aucun compte de l'acte solennel au bas duquel était apposée sa signature. La consultation fut une bouffonnerie lamentable, et Krüger, qui protesta pendant des années à la tribune du Reichstag, y gagna seulement d'être interné. Les Danois durent se taire et subir l'annexion. Pense-t-on qu'il en pouvait être autrement des Alsaciens-Lorrains?

D'un autre côté il n'était pas possible, le cas échéant, d'éluder les obstacles qu'auraient fait naître toutes les questions annexes. Les Alsaciens-Lorrains émigrés, plus du cinquième de la population, avec tous leurs descendants, n'auraient pas été consultés. Or n'est-ce pas chez ceux-là que la consultation était le plus légitime, puisqu'ils avaient affirmé publiquement leur protestation contre le régime imposé? L'exception qui les frappait était d'autant plus odieuse que le Reichsland contient maintenant plus de 300 000 immigrés allemands ou descendants d'immigrés, qui se disent Alsaciens, mais dont le vote germanophile est connu d'avance. En somme, avant la guerre, l'œuvre de germanisation, qui n'avait pas réussi à pénétrer l'âme même des populations, avait cependant assez de puissance et d'artifice pour diminuer la force d'une décision majoritaire, et peut-être pour fausser complètement le plébiscite.

Trop d'obstacles s'opposaient donc à l'institution d'un referendum, et la situation paraissait à nouveau sans issue. Un coup de théâtre effrayant s'est produit, qui la résoudra sans doute. Dans quel sens? Par la constitution d'une Alsace-Lorraine jouissant d'une complète autonomie politique, ou par le retour à la France?

La thèse d'une Alsace-Lorraine pleinement autonome a été quelquefois abordée et discutée outre-Rhin, surtout à partir de 1884, date de la publication des premiers mémoires du docteur Maass, professeur à Breslau, sur les conditions politiques d'une Alsace indépendante. Ce fut la solution le plus souvent préconisée par des neutres éminents, tels le pacifiste italien Mazzoleni, l'ancien député danois Frédérik Bajer, et surtout le président de l'*International Arbitration and Peace Association*, Hodgson Pratt, qui ne s'est point lassé,

pendant des années, de réclamer la neutralisation de l'Alsace-Lorraine [1].

Par sa position géographique, son histoire, ses mœurs et ses besoins essentiels, l'Alsace semble faite pour devenir une sorte d'État tampon, de lien démographique, plutôt qu'une menaçante *marche* militaire. Participant de deux cultures très différentes, elle en pourrait, semble-t-il, faciliter le contact et la co-pénétration ; d'autant que l'Alsacien se trouve être, par son passé et sa culture propre, un élément très assimilateur. Des deux côtés de l'Alsace, nombre d'écrivains se sont plus à reconnaître le mérite de ce peuple intermédiaire comme interprète du génie étranger ; en Allemagne, le poète Friedrich Hebbel par exemple ; et du côté français, Renan, qui proclamait cette idée en 1857 en faisant l'éloge de l'École de Strasbourg. Michelet avait bien vu ce caractère de l'Alsace, qu'il regardait comme une sorte de pont entre deux civilisations différentes et dont il disait que sa mission historique était d'être « l'intermédiaire, la bonne conciliatrice entre deux races ».

C'est pourquoi il s'est trouvé un certain nombre d'Alsaciens éminents pour croire, au milieu des situations les plus critiques, et notamment après l'échec de la tentative autonomiste de 1911, que la question pouvait se résoudre autrement qu'avec une guerre, par une révision pacifique du traité de Francfort qui aurait abouti, dans l'avenir, à la création d'un État alsacien-lorrain parfaitement indépendant de la France et de l'Allemagne, échappant, en conséquence, aux obstacles qu'eût infailliblement rencontrés, dans la Fédération allemande, un État alsacien participant à la politique générale de l'Empire. A mesure que la tension franco-allemande devenait plus aiguë, pendant ces dernières années, la thèse de l'autonomie absolue apparaissait, aux yeux de nombreuses

1. Cette forme politique n'eût point été pour l'Alsace une innovation purement imaginaire, car les mœurs sociales de ses habitants se sont formées sous un régime pratiquement autonome, au temps du Saint Empire germanique. Au reste, il s'en fallut de peu qu'elle ne devînt une province indépendante au cours de la guerre de Trente ans. La mort prématurée de Bernard de Saxe-Weimar (1639) empêcha la réalisation de ce plan politique que le général allemand, pourtant à la solde de la France, avait conçu dans son propre intérêt, et qu'il eût probablement exécuté.

personnalités, comme MM. Léopold Emmel[1], H. Lichtenberger, les docteurs Kiener, Dollinger, de Strasbourg, comme l'idéal qu'il importait de poursuivre si l'on voulait éviter la catastrophe. Et l'on peut dire que leur opinion, malgré l'apparent démenti des faits, était non seulement une opinion généreuse, mais une possibilité de l'avenir. La guerre actuelle, dont nous connaissons maintenant les origines odieuses, ne prouve pas le moins du monde qu'ils avaient tort.

Et pourtant, la thèse de l'autonomie absolue rencontrait des obstacles essentiels, un obstacle interne, latent, dans l'opinion publique et la tradition alsacienne-lorraine, un obstacle immédiat et brutal dans la politique pangermaniste. Il importait d'abord de distinguer les aspirations spéciales de la Lorraine et celles de l'Alsace. L'autonomie, avec une sorte de dépendance économique à l'égard de l'Allemagne, avait toujours semblé une maigre consolation aux vieux Alsaciens comme à la masse rurale nourrie dans le souvenir des souffrances et des humiliations de 1871. S'il est vrai que de très hautes personnalités du Reichsland ont essayé de la faire prévaloir, il faut dire cependant qu'elles n'exprimaient pas le vrai témoignage de l'opinion alsacienne. Et même dans le discours émouvant que le pasteur Scheer prononçait à Mulhouse le 13 mars 1913, au nom du parti progressiste, en faveur d'une entente entre la France et l'Allemagne, on relève cette affirmation solennelle : « Nous ne renonçons absolument pas pour cela à nos sympathies pour la France ! » Il traduisait, par ces paroles, la pensée intime des Alsaciens scrupuleux, dont les efforts restaient tendus, dans cette douloureuse alternative, vers la sauvegarde de leur conscience intime.

Au surplus, il n'était pas possible d'admettre un instant que l'Allemagne moderne, avec sa constitution, ses appétits, son organisation militaire, pût consentir jamais à abandonner sa Terre d'Empire, la table sur laquelle fut édifié le monument impérial! c'eût été une contradiction violente à sa politique

1. *Action nationale* (octobre 1909). Il convient de faire des réserves sur l'attitude du député socialiste Léopold Emmel, devenu un adepte de la vérité révélée à Berlin, un serviteur de la *militærische Schutzhaft*, et qui joua récemment, dans une circonstance connue, le rôle d'un véritable inquisiteur pangermain.

moderne, l'abandon d'énormes avantages militaires, un dangereux froissement pour l'opinion publique allemande. Peut-on oublier que Bebel lui-même, le courageux protestataire de 1871, interrogé par les socialistes français à l'occasion du dernier congrès international auquel il ait participé, répondait par ces paroles tranchantes : « La question d'Alsace-Lorraine a été réglée définitivement par le traité de Francfort »? Et ne voit-on pas aujourd'hui les efforts de tous les partis allemands, spécialement ceux de la Social-Démocratie (auquel il faut joindre ceux des démocrates neutres germanisants, et même de l'*Independent Labour Party*), pour faire admettre aux neutres, selon l'expression du *Temps*, la fiction du germanisme foncier de l'Alsace-Lorraine?

Comment penser enfin qu'une république d'Alsace-Lorraine puisse subsister à côté d'un empire pangermaniste, quand on trouve sous la plume d'un économiste écouté d'outre-Rhin, cette étrange profession de foi : « Où est-il donc écrit que toute petite nation ait droit à une autonomie politique? Les grands empires servent à un degré plus considérable le maintien de la paix que de nombreux États politiquement autonomes, existant l'un à côté de l'autre, comme c'est le cas en Europe occidentale [1]. »

Reste donc le retour à la France.

En Allemagne, l'hypothèse d'une rétrocession des provinces annexées n'a jamais été envisagée d'une manière sérieuse. A peine peut-on citer, à partir de 1895, quelques voix isolées et sans crédit, comme celle du docteur Schwann et du professeur von Müller. Encore leurs formules sont-elles pleines de réticences et très prudentes au sujet des garanties, dont la première serait le désarmement volontaire de la France. Le gouvernement allemand ne se contentait pas d'opposer à l'idée d'une rétrocession un *veto* absolu ; il prétendait démontrer qu'elle serait un désastre pour le Reichsland.

Depuis 1913, il répandait cette opinion que l'Alsace-Lorraine, participant à la richesse économique de l'empire, perdrait cette prospérité en se séparant de l'Allemagne. Les

1. Richard Calwer, dans le *Tag* (juin 1915).

meilleurs savants d'outre-Rhin développaient cette thèse avec une assurance olympienne. Or des économistes ont pu montrer que, loin d'être compromise par un retour à la France, la fortune économique des deux provinces prendrait un essor splendide et inattendu. On en peut trouver une autre preuve dans ce fait que le parti socialiste alsacien-lorrain [1], organisé depuis 1871 sur un programme essentiellement économique, est très attaché au retour à la nationalité française. Mais beaucoup d'autres liens déterminent l'affinité intime des deux peuples : le plus curieux peut-être réside dans la correspondance des partis politiques. Les conservateurs, seuls en Alsace, restent en général attachés à la fortune de l'empire ; mais ils ne comprennent guère que des immigrés. Les progressistes sont très favorables au régime républicain français, et il est à noter, fait curieux, qu'on trouve parmi eux un certain nombre d'immigrés chez lesquels on constate de véritables sympathies françaises. Le parti démocratique, faible numériquement, mais puissant par son influence, possède un programme analogue à celui de nos républicains de gauche. Quant aux socialistes, leur francophilie n'est un mystère pour personne. A travers l'expérience actuelle, l'attitude des personnalités marquantes de ces divers partis, de l'abbé Wetterlé, de MM. Blumenthal, Georges Weill, Peirotes, Grumbach... illustre éloquemment ces observations collectives.

Le retour à la France serait-il vraiment, selon l'expression du Dr Schwander, premier bourgmestre de Strasbourg, « une noix dure à casser »? Le farouche germanophile qu'est Schwander a sans doute de bonnes raisons pour déclarer qu'une telle solution serait à la fois néfaste à la France et à l'Alsace. Les Alsaciens-Lorrains perdraient, nous dit-il, la prospérité merveilleuse dont ils jouissent maintenant et qu'atteste la progression des dépôts d'épargne (14 millions en 1875 ; 180 millions aujourd'hui), et la sécurité précieuse que leur assurent les bienfaisantes lois sociales allemandes. Il y a lieu cependant d'observer les choses de plus près. La fameuse prospérité industrielle des provinces annexées n'apparaît guère, à l'examen, comme une communauté d'intérêts économiques avec

1. Dr Blumenthal, les Sentiments de l'Alsace-Lorraine, *Revue de Paris* du 15 janvier 1914.

l'empire, mais plutôt comme une absorption rapide par les firmes allemandes. Et la raison économique, du point de vue allemand même, est un argument démonétisé. Quant aux difficultés que la France rencontrerait pour regagner l'âme alsacienne, elles paraissent, pour le moins, fort exagérées...

Remarquons, du reste, que jamais, en France, l'espoir de retrouver les vieilles provinces ne fut complètement perdu. On chercherait vainement une reconnaissance officielle, formelle, du « fait accompli » dans les écrits ou les discours des dirigeants de l'opinion publique, à quelque parti qu'ils aient appartenu. Au moment même où l'attitude respective des trois peuples les poussait à l'idée d'un *modus vivendi* qui eût été une solution empirique de la question, vers 1909, on trouvait dans les déclarations des hommes politiques français une retenue instinctive qui se traduisait par des restrictions significatives. Et lorsque Jaurès, dans son discours du 18 novembre 1909, adressait aux populations annexées des louanges pour la dignité de leur attitude, en montrant que leur salut était de conserver l'originalité de leur culture sous la domination du vainqueur, il ajoutait que c'était là leur seul devoir, « *du moins, dans les cadres territoriaux de l'Europe actuelle* ».

On s'est aussi demandé parfois si le retour à la France ne ferait pas surgir une nouvelle question d'Alsace, une sorte de problème à rebours, pour la raison qu'après un demi-siècle de germanisation, la population des pays annexés compte près de 400 000 immigrés. A ceux qui seraient arrêtés par l'état de choses nouveau créé par le peuplement et le gouvernement prussiens, on peut répondre, avec M. Émile Vandervelde, que le droit est imprescriptible et que la situation actuelle, quelle qu'elle soit, ne saurait justifier la spoliation passée. Mais il est facile de réfuter le sophisme en observant d'abord que les militaires, les fonctionnaires et leurs familles comptent dans le total des immigrés pour plus de 250 000 habitants : on peut être sûr que ceux-là quitteraient le pays sans difficulté. Les autres appartiennent surtout à la population industrielle et commerçante; il n'y a pas de doute qu'ils s'assimileraient très vite.

Le retour à la France aurait une autre conséquence heureuse : la solution de la question confessionnelle. La popula-

tion des deux provinces, qui atteint presque aujourd'hui deux millions d'habitants, compte près d'un million et demi de catholiques. Nulle opposition n'existait entre les confessions religieuses avant l'annexion. Mais les catholiques éprouvent aujourd'hui une antipathie croissante pour les immigrés protestants. Or, cet état de choses gênant, propice aux vexations réciproques, ne subsisterait pas dans l'hypothèse du retour à la France, puisque l'opposition catholique va seulement aux immigrés et aux fonctionnaires, et non point aux Alsaciens protestants.

Pour tous ceux qui, avant la guerre, étaient partisans d'une *restitutio in integrum*, la question était donc seulement de savoir comment se réaliserait cette restitution légitime, par le moyen de compensations coloniales ou par une guerre. Les événements actuels nous tirent d'incertitude.

Si l'on doutait aujourd'hui du loyalisme français de l'Alsace-Lorraine, il suffirait de considérer les faits innombrables qui révèlent, au cours de la guerre, l'attitude odieuse de l'administration prussienne et les sentiments véritables des Alsaciens-Lorrains. Témoignages éclatants de leur vraie nature historique et de leurs aspirations actuelles, les méthodes abominables du *Kriegsbrauch im Landkriege* ont été appliquées dans les deux provinces *comme en pays conquis*. Des mesures ont été prises pour les isoler du reste de l'Europe. Jamais le *Faustrecht* germanique n'a surpassé la rigueur du régime appliqué par le gouverneur von Dallwitz, par le secrétaire d'État von Rœdern et par les tribunaux militaires. Le chancelier était vraiment mal inspiré lorsqu'il se félicitait bruyamment, au début de la guerre, du bon loyalisme des Alsaciens-Lorrains.

Mais les condamnés de Strasbourg, de Mulhouse, de Saverne n'auront pas souffert en vain. L'Allemagne impériale a beau affirmer sa volonté de conserver l'Alsace-Lorraine, ses polémistes ont beau accumuler les arguments qui font subir à la vérité un étrange travestissement, ses historiens ont beau répéter que la conquête allemande a été pour les deux provinces une véritable bénédiction, *wahrer Segen* : la volonté formelle des Alsaciens-Lorrains, le droit imprescriptible de la France, l'opinion même du monde dominent ces controverses.

L'Allemagne argumente parce qu'elle est vaincue. Déjà s'appesantit sur elle la main de la justice. Et l'Alsace-Lorraine peut voir approcher maintenant la fin prochaine de sa captivité douloureuse et le retour à son ancienne patrie, selon la loi infaillible des traditions interrompues.

JULES DUHEM

L'UNITÉ D'ACTION

SUR L'UNITÉ DE FRONT

La troisième année de guerre est commencée.

Pendant vingt-cinq mois déjà, sans une heure de répit de jour ni de nuit, sur un champ de bataille gigantesque qui chevauche sur trois continents, se sont entretué des peuples appartenant aux cinq parties du monde ; des millions d'hommes ont été massacrés ; d'autres millions ont été mutilés ; des millions de familles ont été précipités dans le désespoir et dans la ruine ; des horreurs, comme on n'en avait pas vu depuis Attila, ont été froidement conçues et méthodiquement accomplies par la volonté d'un empereur du xxe siècle de notre ère ; par système des contrées ont été ravagées, des villes détruites ; des milliards d'or, perdus pour le progrès humain, se sont engouffrés dans la tourmente ; les dettes nationales se sont accrues dans des proportions dépassant toute imagination ; l'activité économique a été suspendue ; l'avenir a été grevé de lourdes hypothèques ; le mieux-être, vers lequel on marchait, se trouve pour longtemps ajourné... Et après ces vingt-cinq mois de sang répandu, de férocité déchaînée, de souffrances, de misère, de larmes et de cris, le même problème se dresse devant l'humanité :

La Force brutale, aux mains d'une race de proie, arrivera-t-elle à courber sous son joug le reste de l'Univers, ou bien

le Droit, la Justice et la Liberté abattront-ils la Barbarie pour le salut du monde civilisé?

Mais il y a aujourd'hui quelque chose de changé.

La première année de guerre a été pour nos ennemis une année de succès. Leur préparation militaire, poursuivie sans relâche depuis plus de quarante ans et accélérée en 1911, 1912, 1913 grâce à des crédits spéciaux, leur formidable armement constitué et accumulé en secret, leurs énormes stocks de matériel et de projectiles en magasin, leur organisation industrielle puissante en vue d'une fabrication abondante et rapide d'armes et de munitions, leur réseau de voies ferrées stratégiques combiné de longueur, leurs plans minutieusement étudiés et pour ainsi dire piquetés sur le terrain dès le temps de paix, et leur absence de scrupule et de conscience venant brocher sur le tout, leur assuraient sur nous une écrasante supériorité. De quelle hauteur leurs moyens ne dominaient-ils pas les nôtres ! La France n'était pas prête ; son armée manquait d'artillerie lourde et n'était ni outillée ni instruite en vue de la guerre moderne ; elle n'avait pas su prévoir l'étendue des besoins en munitions et n'avait pas institué une mobilisation industrielle propre à y parer. La Russie était en posture encore plus mauvaise : elle avait des hommes, beaucoup d'hommes, mais n'avait pas les ressources pour en faire des soldats, c'est-à-dire pour les équiper et les armer ; à court de canons, de munitions, même de fusils, sans arsenaux ni usines en nombre suffisant pour fabriquer le nécessaire. On n'en eut que trop la preuve en 1915, lors de la pénible retraite des armées du grand-duc Nicolas, où les caissons étaient vides d'obus et où les mains de beaucoup de soldats étaient vides de fusils. Quant à l'Angleterre, elle n'avait rien : ni effectifs, ni armes, ni sources de production ; en tout et pour tout, six divisions régulières, qu'elle s'empressa de nous envoyer et que, du haut de son dédain, l'omnipotent kaiser de Berlin eut l'imprudence et le goût douteux de saluer du mot de « méprisable petite armée du général French » ; il fallait donc, dans l'Empire britannique, tout créer, tout improviser, tout monter, y compris l'esprit public. Entre les deux camps, il y avait un tel déséquilibre que l'on put craindre un instant qu'en quelques semaines ne nous fût infligé, à nous et à nos amis, le prompt

et irrémédiable désastre dont nous menaçait le programme du grand État-major impérial. On frissonne au seul souvenir de ces heures tragiques. Nous étions endormis dans une léthargie d'imaginatifs et de rêveurs. Ce ne fut pas la fée à baguette dorée des contes de notre enfance qui vint nous en tirer, ce fut l'affreuse figure de l'Invasion, toute couverte de sang. Si la France a échappé à la catastrophe, c'est que celle-ci n'était pas inscrite au livre de la destinée. Ce fut une sorte de miracle, comme son salut au temps de Jeanne d'Arc, miracle bientôt complété par cet autre non moins étonnant : malgré l'infériorité flagrante de leur outillage et de leur artillerie, nos soldats, s'accrochant au sol sacré de la mère-patrie, opposaient, à coups d'héroïsme, une digue infranchissable aux flots précipités de la tempête furibonde. De leur côté, nos bons et solides alliés les Russes, refoulés de Prusse Orientale, de Pologne et de Galicie, trouvaient dans leur stoïcisme atavique et dans leur esprit de sacrifice de quoi poser de la Baltique au Dniester une barrière qui ne cédait plus devant les poussées obstinées de Hindenburg et de Mackensen. Dès lors, sur le front oriental d'Europe comme sur le front occidental, la bataille se stabilisait.

Durant la deuxième année, sous la protection de ces infrangibles murailles de braves, sur lesquelles, en dépit des millions de vies humaines et de tonnes de fer prodigués vainement, se brisaient les régiments austro-allemands, nous nous hâtions, nos amis et nous, avec une volonté farouche, de rétablir l'équilibre. L'effort fut prodigieux. Anglais, Russes, Français rivalisèrent de courage, de constance et de travail, tous les citoyens ayant conscience de la grandeur de la tâche et chacun venant offrir avec empressement, qui sa bourse, qui son intelligence, qui son dévouement. Jamais peut-être, aux plus grandes époques de l'Histoire, peuples ne montrèrent un tel ensemble de vertus ! Les ressources entre nations étaient mises en commun, l'aide mutuelle organisée, la fabrication, sous l'impulsion en France de M. Albert Thomas et en Angleterre de M. Lloyd George, prenait un essor extraordinaire et elle était accrue d'appoints appelés de l'étranger, notamment du Japon. Bientôt les lacunes étaient comblées, les retards regagnés ; de la généreuse terre russe jaillissaient des masses innom-

brables d'hommes jeunes et vigoureux, bien armées, pourvues de tout le nécessaire, et du sol de la vieille Angleterre la main ferme du noble lord Kitchener faisait surgir divisions sur divisions qui, jointes à celles existant dès le début, atteignaient peu à peu la centaine. Si bien que « la méprisable petite armée » envoyée sur le continent était plus que décuplée et dépassait le million de soldats, avec surabondance d'armes dotées des derniers perfectionnements. Il n'était pas jusqu'à l'armée serbe qu'on ne parvînt, après son écrasement par les Impériaux, complices du roi félon de Bulgarie, à arracher pantelante des griffes de son vainqueur et à reconstituer à Corfou — encore une des merveilles de cette guerre, qui en est si pleine! De celle-ci, c'est notre marine qui est le principal auteur ; l'habileté et l'audace qu'elle a montrées en cette circonstance sont au-dessus de tout éloge.

Cependant, au cours de cette seconde année, il se produisait un événement d'une importance capitale ; je veux parler de la longue bataille de Verdun. Dans les derniers mois de 1915, des bruits avaient couru que les Alliés préparaient une offensive générale pour le printemps suivant. Reposaient-ils sur quelque fondement? Les armées de l'Entente se seraient-elles réellement trouvées en état, comme effectifs, comme armement, comme munitions, comme instruction, de passer à l'attaque sur tous leurs fronts à l'époque indiquée? Ces informations n'étaient-elles, au contraire, qu'inventions de gens empressés à lancer des nouvelles? ou bien étaient-elles destinées à donner le change à nos ennemis? Autant de questions auxquelles il serait oiseux de chercher à répondre. Ce qu'il importe seulement de retenir, c'est que la presse germanique, en enregistrant avec soin, ces renseignements, s'en faisait l'écho et que l'État-major impérial semble en avoir été impressionné. Aussi, dès l'hiver, prenait-il toutes les mesures pour prévenir toute attaque possible des Alliés et la désorganiser en frappant le premier. Dans le Nord de la France, une masse de manœuvre était constituée devant le front tenu par les Anglais ; une autre, dans l'Est, en arrière des armées du kronprinz de Prusse. Sur le front oriental, une concentration se faisait dans la région de Suwalki, zone arrière des armées de Hindenburg ; en Pologne étaient relevés des

déplacements de troupes importantes ; même dans les Balkans Autrichiens et Allemands se remuaient fort. Puis, dans le public étaient jetées les annonces d'attaques prochaines : tantôt ce devait être sur Calais, tantôt sur Soissons ; une autre fois, c'était sur Dwinsk ou sur Kiew ; il était aussi question de Salonique, de l'Égypte et même du golfe Persique. Un beau jour, le 21 février, c'était devant Verdun que le canon allemand ouvrait un assourdissant concert. De cette attaque-là, on n'avait pas parlé, ce fut une surprise. Je n'ai pas l'intention de rappeler les événements, ils sont présents à la mémoire de tous.

Mais il paraît utile de résumer les conséquences, heureuses pour nous, de la durée fabuleuse de cette bataille qui, depuis plus de six mois, se continue sans interruption sur les positions du grand camp retranché de notre frontière de l'Est.

« En trois semaines, avaient prononcé le prince royal de Prusse et son acolyte le chef du Grand État-major, Falkenhayn, Verdun sera tombé et nous serons sur la route de Paris. » Et l'on avait donné un violent coup de bélier à l'aide d'une masse de divisions, parmi lesquelles huit provenaient du grand réservoir placé en face de l'armée anglaise. Le choc, contre toute attente, avorta. Il fallut le répéter une fois, deux fois, trois fois... et pour cela toujours amener d'autres divisions, qui venaient fondre tour à tour dans l'infernal creuset. On en rappela six des Balkans, on en prit trois au maréchal de Hindenburg, malgré ses protestations ; on en draina quatre de-ci de-là, en Champagne, en Lorraine, en Alsace, à Pont-à-Mousson ; à la fin de mai, on en soutira cinq de plus au grand rassemblement contre-britannique, puis on en tira de partout, morceau par morceau : plus de quarante différentes ont été successivement identifiées devant Verdun. Cinq cent mille fils du Deutschland ont déjà succombé là, et encore et toujours il faut de la chair fraîche. Et tandis que s'accomplit cette effroyable consommation d'hommes, l'État-major impérial, accroché à son entreprise à laquelle il ne peut renoncer sans faillite, use ses réserves, appauvrit ses autres fronts, devient incapable de rien tenter ailleurs et est obligé d'abandonner les plans qu'il avait concertés. Il a dû renoncer aux offensives projetées contre sir Douglas Haig et contre Kouropatkine, livrer

à peu près à eux-mêmes ses complices autrichiens bousculés par Broussiloff, s'abstenir d'aider les Turcs dans leurs contre-attaques en Arménie, se retirer de la garde des Balkans, désormais confiée aux seuls régiments du loyal feld-maréchal prussien Ferdinand de Cobourg.

Grâce au prolongement incroyable de cette lutte épique aux bords de la Meuse, nos alliés ont joui de toute la liberté qui leur était nécessaire pour leurs créations ou leurs restaurations et le temps nous a été donné à nous-mêmes de mener à bien l'accroissement de nos propres moyens. Chez nous, l'outillage guerrier, la canonnerie, les munitions, l'aviation, l'instruction même de la troupe ont reçu les développements utiles ; des contingents ont été amenés de nos possessions d'outre-mer; nos réserves, qui ont été, par comparaison, beaucoup moins entamées que celles de nos ennemis, ont conservé l'étoffe pour nous permettre de monter, à notre heure, avec assurance, de fructueuses offensives et des milliers de soldats moscovites arrivent dans nos camps français les renforcer de leur jeunesse, de leur vigueur et de leur vaillance. En Russie, c'est l'armée tout entière qui a été reconstituée, agrandie dans des proportions en rapport avec le chiffre de la population, bien approvisionnée, assise sur des réserves d'hommes aux fonds inépuisables. En Angleterre, cinq millions de citoyens ont été mis sous les drapeaux et le service militaire obligatoire, rompant avec une tradition séculaire chère à l'âme britannique, a été institué du libre consentement de la nation pour alimenter les régiments au gré des besoins et sans limitation de temps. A Salonique, notre armée d'Orient a été portée au point de puissance correspondant à son rôle actuel, et l'armée serbe, ressuscitée de ses cendres, se revoit en état de reconquérir sa patrie en infligeant au Bulgare le châtiment mérité de sa trahison. Enfin, les Alliés sont forts de la certitude réconfortante de pouvoir compter sur une fabrication soutenue d'armes et de munitions, capable de satisfaire aux exigences les plus grandes dans la quantité et dans la durée.

Au moment où s'est ouvert la troisième année de guerre, l'équilibre rétabli au cours de la seconde n'existait plus ; mais, s'il est détruit, c'est cette fois à notre bénéfice. Sur tous les fronts, sauf à Verdun où leurs attaques, même si elles gagnent

encore du terrain, ne peuvent plus avoir de résultat décisif pour l'évolution de la guerre, sur tous les fronts les Allemands sont condamnés à la défensive et leurs forces donnent des signes indiscutables de fléchissement [1]. Nos moyens, au contraire, à nous Alliés, n'ont jamais été si grands, chaque jour qui vient les accroît, et le privilège de l'offensive, dont les Allemands s'étaient fait un monopole, quitte leur camp pour passer dans le nôtre. C'est à nous maintenant qu'il appartient d'imposer notre volonté à l'adversaire. Quel revirement !

Tout aussi bien que nous, notre ennemi s'en rend compte. Mais il se gardera bien d'en convenir et, fidèle à sa manière, il

1. La *Gazette de Lausanne* du 23 juillet 1916 constate qu'il résulte de l'examen des livrets de solde des troupes allemandes et du rapprochement des dates d'incorporation et d'envoi au front que l'usure en hommes devient de plus en plus certaine.

Jusqu'en novembre 1915, les ressources provenaient toutes du jeu normal des incorporations successives des jeunes classes et de l'appel des hommes instruits et aptes au service. C'est au mois d'octobre 1915 que commencent l'incorporations de récupérés, l'appel des hommes se trouvant en position de sursis et des hommes du landsturm deuxième ban, non intruits.

Quant aux recrues de la classe 1916, dont l'incorporation est de la même époque, elles apparaissent sur le front en février 1916, après les premières affaires de Verdun, dans la proportion de 20 p. 100 environ des renforts envoyés aux armées. La proportion augmente rapidement, et, après l'attaque de mars, elle atteint le chiffre de 50 p. 100 pour certains corps particulièrement éprouvés, comme le IIIe et le XVIIIe.

Cette usure de la classe 1916 entraîne, dès le mois de mai, l'arrivée, dans les dépôts du front de certaines régions, de contingents de la classe 1917. Dans certains corps, la classe 1917 est même déjà entrée en ligne. Des hommes de cette classe ont été faits prisonniers et, dans les dépôts de l'Allemagne du Sud, notamment à Dresde, on signale les premières incorporations de recrues de la classe 1918, appelées pour remplir les dépôts presque vides.

En résumé, l'usure des ressources de l'Allemagne augmente de plus en plus. Les nouvelles formations, créées en 1914 et en 1915, disparaissent dans l'extension des différents fronts, et, de plus, contribuent à absorber les ressources restantes.

D'autre part ce qui vient d'être dit accuse la part considérable prise par l'Allemagne du Sud dans les pertes subies.

Enfin tous les jeunes Allemands de la classe 1919 qui ont atteint 17 ans à la date du 30 juin dernier ont été appelés à se présenter dernièrement aux bureaux de recrutement.

Notons qu'en France, la classe 1917 est encore dans les dépôts ou les camps de l'intérieur et que la classe 1918 n'est même pas recensée.

Une classe de recrues allemandes compte un effectif à peu près double d'une classe française ; mais elle a deux fronts de bataille à alimenter et, par suite, elle subit, dans le même laps de temps, une usure au moins double de celle de la classe française.

essaye de se tromper lui-même en trompant les autres. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, du 22 juillet dernier, dit dans un article, dont on devine l'inspiration, intitulé : *Qui a l'initiative des opérations militaires?* « Il est inexact de la part de nos adversaires de vouloir prétendre que les puissances centrales ont perdu l'initiative des actions par l'offensive actuelle [1]. Aussi bien par le moment dans lequel elle s'est produite que par la façon dont elle est conduite, l'offensive actuelle est non le résultat de l'initiative de nos ennemis, mais la conséquence des succès allemands devant Verdun et autrichiens dans le Tyrol; ce ne sont pas les puissances de l'Entente, mais les puissances centrales qui sont les maîtresses de la situation stratégique et, aujourd'hui comme auparavant, elles ont l'initiative des opérations. »

L'État-major impérial sent où le bât le blesse. Pauvre subterfuge, pauvres arguties pour masquer la déconvenue et le dépit ! On ne saurait plus délibérément ni plus maladroitement nier l'évidence.

Le changement est donc complet. Qui ne comprendrait qu'il est gros de conséquences et de victoires futures pour nos armes? N'oublions jamais que nous en sommes redevables aux héros de Verdun. Leur résistance, qui est à elle seule une épopée, a été le pivot sur lequel a tourné la situation stratégique. Le général Joffre s'est plu à le proclamer lui-même dans le bel ordre du jour qu'il leur a adressé le 12 juin. Leur nom figurera en lettres d'or dans les annales de la Patrie.

***

Depuis qu'au mois de février dernier, en Italie, M. Aristide Briand, comme président du Conseil des ministres de la République française, a prononcé la formule : unité d'action sur unité de front, le mot a fait fortune. Mais tout le monde se rend-il bien compte de l'ensemble et de la complexité des choses qu'il a l'intention de définir?

Ce qu'on désigne par le terme vague et un peu mou d'Entente, auquel tend à se substituer dans le langage courant

1. Il s'agit de l'offensive russe de Broussiloff en Volhynie, Galicie, Bukovine ; et de l'offensive franco-anglaise sur la Somme.

celui d'Alliance, que nous emploierons de préférence, comprend aujourd'hui dix nations : France, Angleterre, Italie, Russie, Japon, Portugal, Roumanie, Belgique, Monténégro et Serbie, représentant plus de la moitié de la population mondiale. Toutes prennent part à la guerre dans des proportions plus ou moins grandes et sous des formes dissemblables. Quatre en portent principalement le poids et y jouent un rôle prépondérant. Il va de soi qu'elles doivent un peu absorber dans leur rayonnement celles qui, par suite des circonstances ou de leur position géographique, ont dans le drame une place de second plan. Les différences de race, de tempérament, de traditions, d'aspirations nationales, de régime gouvernemental, d'intérêts économiques pourraient nuire à l'intimité de l'union entre un si grand nombre de parties contractantes. Je me hâte de dire qu'aucune difficulté n'a surgi et M. Winston Churchill, représentant M. Llyod George à une matinée donnée à Londres à l'Empire-Théâtre, au profit de l'hôpital anglo-russe de Pétrograd, se faisait dernièrement un plaisir de le signaler : « Jamais l'histoire d'une fédération entre États n'a fourni un exemple de loyalisme et d'union pareil à celui que donnent les puissances alliées depuis le début de la guerre... Jamais la jalousie et la suspicion, souvent si fatales aux alliances, ne sont venues contrarier nos plans ; aucun ennemi, aucune intrigue n'ont jamais pu semer la dissension et la désharmonie entre les puissances alliées... »

C'est déjà un beau succès, dont il y a lieu d'être fier. Mais il en reste d'autres à remporter dans l'organisation matérielle de la coopération. L'unité d'action en vue de la victoire commune comporte la mise en commun des pensées, la mise en commun des moyens, c'est-à-dire l'entente étroite dans la direction respective de l'opinion publique, dans l'ordre diplomatique, dans l'ordre financier, dans l'ordre économique, enfin dans le domaine militaire. Diplomatiquement, financièrement et économiquement, les rouages ordinaires de gouvernement et les modes de relations du temps de paix peuvent suffire, complétés, s'il y a lieu, par quelque conférence, quelque déplacement de ministre ou quelque envoyé spécial. Il n'en va pas de même pour la conduite des opérations de guerre.

Là, il faut un véritable organe de direction constitué de

manière permanente et composé de représentants de chacune des puissances alliées. En possession de tous les renseignements et de tous les états de situation relatifs aux théâtres où leurs armées combattent, au courant des ressources et des possibilités de leur pays, ces hommes doivent être investis de pouvoirs les qualifiant pour prendre, le cas échéant, une rapide résolution. Mais encore faut-il que dans ce conseil, où il peut se produire des avis divergents, il y ait quelqu'un qui décide pour tous. C'est à ce seul prix que, dans la conduite d'armées, opèrant dans des régions parfois très éloignées et séparées les unes des autres, peuvent être réalisées la coordination des actions dans l'espace et dans le temps et leur juste appropriation aux besoins de l'ensemble. On conçoit que pour qu'un pareil instrument fonctionne sans grippements, la condition *sine qua non* est qu'il y ait chez tous ses membres et chez les nations dont ils sont les délégués, une extrême bonne volonté, une absence totale d'amour-propre, un dévouement absolu à l'intérêt général.

Ce fut le vice constitutionnel de presque toutes les coalitions que de se trouver impuissantes à réaliser cette unité de direction dans la conduite de leurs armées. On ne la rencontre ni dans la guerre de Trente ans, ni dans les trois coalitions qui ont combattu Louis XIV, pas davantage dans celle qui se proposait de dépouiller de ses États Marie-Thérèse d'Autriche, ni dans celle qui prit à partie le roi de Prusse Frédéric II. Si l'on se représente l'état politique, social et militaire, les mœurs, les idées, la précarité et la lenteur des moyens de transport et de communication en Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles, joints à la fragilité et à la versatilité des alliances de l'époque, on reconnaîtra qu'il ne pouvait guère en être différemment. C'est à ce manque de cohésion et de synchronisme dans les efforts de leurs ennemis conjurés que Louis XIV, Marie-Thérèse et Frédéric durent leur salut dans des crises où tout semblait perdu, comme celles que traversa le Grand Roi en 1704, après le désastre d'Hochstett, et en 1709, après la défaite de Malplaquet; celle de 1741 pour la reine de Hongrie; celle de 1757, année de Rosbach et de Leuthen, pour le roi de Prusse, et celle de 1762, où ce même souverain, au bord de l'abîme, en fut arraché soudain par une volte-face imprévue de l'auto-

crate de Russie. Les victoires mêmes des coalisés, si brillantes qu'elles fussent, demeuraient inféconds, faute d'être exploitées par des mouvements d'ensemble : un succès remporté dans une zône d'opérations restait localisé, sans répercussion sur les autres théâtres ; jamais il n'y avait d'événement décisif et la guerre se prolongeait indéfiniment : six ans lors de la première coalition contre Louis XIV (1672-1678) ; dix ans lors de la seconde (1688-1698) ; douze ans pour la troisième (1701-1713). Contre Marie-Thérèse la lutte dura cinq ans, et contre Frédéric, ce fut la guerre de Sept ans. La manière de guerroyer alors en usage contribuait, du reste, pour sa part à la longueur et à l'absence de décision des hostilités : on ne se battait que dans la belle saison, puis on prenait, d'accord tacite, ses quartiers d'hiver[1], et l'on attendait le printemps suivant pour repartir sur de nouvelles bases ; d'une année à l'autre, les plans changeaient selon les circonstances, les possibilités et le jeu des alliances, et tantôt l'effort principal portait sur un théâtre, tantôt sur un autre.

La Révolution française, à son tour, eut sur les bras une grande coalition de 1792 à 1797. Celle-ci, pas plus que ses devancières, ne sut constituer l'unité d'action. Ce fut, au contraire, la République qui en joua de main de maître, en centralisant tous les pouvoirs au profit de son Comité de Salut public, qui fut à la fois organisateur, administrateur, pourvoyeur et généralissime des armées de la Patrie. C'est à cette grande œuvre que Carnot gagna son immortel surnom d'Organisateur de la Victoire. On sait quels furent les résultats.

Plus tard, en 1805, puis en 1806-1807, les coalitions nouées contre Napoléon sont vaincues parce que leurs armées ne sont pas prêtes simultanément, se présentent l'une après l'autre et sont écrasées chacune à son tour : en 1805, les Autrichiens à Ulm en octobre, les Russes à Austerlitz en décembre ; en 1806-1807, les Prussiens à Iéna (octobre 1806), puis les Russes à Eylau et Friedland (février et juin 1807). Mais à partir de

1. La campagne de Turenne en Alsace, au plein de l'hiver de 1774, qui fut le chef-d'œuvre du grand capitaine, fut considérée à l'époque comme une anomalie, renversant toutes les idées admises et fut regardée par les Autrichiens, qui en furent victimes, comme une sorte de tricherie aux règles du jeu.

1813, la médaille montre son revers. Cette fois, les armées de la coalition, juxtaposées dans l'Allemagne Centrale, obéissent à une seule impulsion et l'Empereur, malgré son génie et les forces dont il dispose encore, se voit obligé de plier sous le nombre. En 1814, dans sa campagne de France, il se surpasse lui-même. Vainement. — L'énorme masse de ses ennemis, aux mouvements coordonnés, le refoule jusque dans sa capitale, jusqu'à l'abdication. En 1815, les armées de Wellington et de Blücher n'en forment qu'une et opèrent leur concentration sur le champ de bataille même, le jour de Waterloo. A l'école même de Napoléon, ses ennemis ont appris la guerre.

Au début du conflit mondial que vit s'ouvrir le mois d'août 1914, l'unité d'action n'avait pas été concertée entre nos alliés et nous, et pour cause. Nous n'étions liés qu'à la seule Russie, avec qui nous nous étions entendus sur une convention militaire. Puis cette alliance s'élargit à la demande des événements. L'Italie n'y fit son entrée qu'au mois de mai 1915.

Nos ennemis, au contraire, dans leur minutieuse et méthodique préparation de la guerre, avaient non seulement fait fonds commun de leurs ressources militaires, mais ils avaient concentré sous une main unique, celle du Grand Quartier Général de Berlin, la direction supérieure des opérations. C'est grâce à cette unité d'impulsion qu'ils ont pu remporter leurs premiers succès. Le plan était simple : profiter de la soudure en un eul bloc, de la position centrale parmi les adversaires et, à l'aide des nombreuses voies ferrées courant de l'Est à l'Ouest, se jeter en masse tour à tour sur l'armée française et sur l'armée russe, les deux seules qu'ils supposaient avoir à combattre. La France, d'abord ; la Russie, ensuite, la mobilisation de celle-ci devant être plus lente et laisser, avant d'être terminée, le temps nécessaire — deux ou trois semaines, supputait-on — pour en finir avec les régiments de la République. C'était, dans t ute sa pureté, la manœuvre par lignes intérieures, renouvelée de Frédéric II et de Napoléon avec des moyens modernes. Au prix de la violation de la Belgique, le coup faillit réussir. Mais deux surprises se produisirent : la bataille de la Marne et l'entrée en action, beaucoup plus prompte qu'on ne l'imaginait, des armées de l'empereur Nicolas. Avant de courir sus à celles-ci, qui franchissaient les

frontières prussienne et autrichienne, on voulut asséner un coup mortel à l'armée française, coup qui serait en même temps une menace à l'Angleterre ; d'où les batailles furieuses et précipitées des Flandres et de l'Yser, la poussée sur Calais. Cependant le territoire de la Prusse Orientale était violé, les Carpathes attaquées ; la Hongrie criait au secours. Le jeu des navettes commence. De France vers la Russie, en grande vitesse, des masses sont transportées, s'accroissent en route de réserves prises à l'intérieur et constituent les phalanges de Hindenburg et de Mackensen. Après les victoires de celles-ci, on estime que les Russes sont hors de cause pour bon nombre de mois, sinon jusqu'à la fin des hostilités, et l'on pense à reprendre avec l'armée française, qu'on qualifie de principal adversaire, le duel à mort interrompu. Auparavant, on donne en passant, à l'automne 1915, un coup d'épaule à la Bulgarie et à l'Autriche pour dépecer la Serbie et l'on rend la vie à la Turquie expirante en se reliant à elle par la prise de possession du chemin de fer de Belgrade à Constantinople. Puis les trains se mettent de nouveau à circuler à travers l'Allemagne ivre de gloire, qui les acclame et les couvre de fleurs au passage, et l'on se précipite tête baissée sur les lignes de Verdun.

Aujourd'hui c'en est fini pour l'empereur d'Allemagne de toutes ces manœuvres, de toute cette stratégie remuante. L'amusement des navettes est loin, pour cela, d'être retiré aux divisions allemandes. Bien au contraire. Plus que jamais, les voici appelées à en faire, mais cette fois ce n'est plus au bon plaisir de leur Grand État-major, c'est sous la pression des besoins de leur défense, c'est à la commande des armées de l'Alliance.

Pendant toute cette première phase de la guerre, y avait-il pour nous, Alliés, matière à faire fonctionner un organe chargé du jeu de l'unité d'action? Il ne le semble pas. Tant que, sur tous les points de nos fronts, nous étions réduits à la défensive ou à des offensives locales de petite envergure, il n'y avait pas d'opérations d'ensemble à coordonner. Chacun, sur son théâtre particulier, n'avait qu'à résister de son mieux, pour son compte, et à s'efforcer de durer, en attendant que soient forgés les moyens qui permettraient plus tard de changer de rôle.

Que soient rassurées les âmes chagrines qui inclineraient à penser qu'en attendant jusqu'au printemps de cette année pour instituer réellement son Grand Conseil directeur de la guerre, l'Alliance a trop longtemps tardé. Il a surgi en temps opportun, au moment où nos armées, élevées au point nécessaire pour passer à l'offensive, allaient avoir besoin de l'Unité de commandement [1].

Notre coalition a entre les mains cette arme puissante, que celles du temps passé étaient inaptes à saisir. C'est sa force et son honneur.

***

Mais est tout que d'avoir acquis la capacité offensive et d'avoir créé l'unité de direction qui doit en régler l'emploi? On n'a fait jusqu'alors que forger l'outil et réserver son maniement à un seul ouvrier, reconnu particulièrement apte. Reste à voir ce qu'il peut en faire.

L'Allemagne répète à qui veut l'entendre, soit par ses journaux, soit par la voix de ses hommes politiques, qu'elle est en ce moment, au milieu de l'Europe, une place forte assiégée par les armées de terre et de mer des peuples de l'Alliance. Il va de soi qu'en l'espèce le terme d'Allemagne englobe aussi ses satellites, Autriche, Turquie et Bulgarie. L'image est sans doute un peu outrancière et elle est surtout destinée à impressionner l'opinion publique, principalement celle des pays neutres; le gouvernement impérial se propose de la convaincre de la véracité de ses paroles quand il atteste en bon apôtre, la main sur le cœur, qu'il était loin de souhaiter la guerre et qu'elle lui a été imposée par l'obligation de se défendre contre des voisins méchants.

Cependant il faut convenir que cette assimilation de l'Allemagne à une place assiégée enferme un fond de vérité. L'investissement, à franchement parler, est encore à très grande distance et est coupé par de larges fissures, qui laissent passer bien des choses. Mais le groupe des puissances centrales ne s'en trouve pas moins entouré de toutes parts ; le blocus maritime commence à le faire souffrir de la faim comme une garnison

1. Le Conseil, dont la présidence a été reconnue à la France, a commencé à siéger au mois d'avril dernier.

de citadelle privée de communications avec l'extérieur et depuis longtemps la guerre en pleins champs a revêtu le caractère d'opérations obsidionales. On peut donc, sans trop s'écarter de la vraisemblance, accepter la comparaison.

Le gigantesque périmètre d'encerclement, au long duquel se développent les forces armées des alliés, part de la Baltique pour passer par les marais du Pripet, la Volhynie, la Bessarabie, la Transylvanie, la mer Noire, l'Arménie, la Mésopotamie, l'Égypte, la Méditerranée, Salonique, les Alpes, les Vosges, la France septentrionale, et aboutir à la mer du Nord. Il mesure à vol d'oiseau dix mille kilomètres de longueur, c'est-à-dire le quart du méridien terrestre. Jamais sur notre planète ne se vit pareil champ de bataille. Le théâtre de la guerre s'étend bien plus loin encore, puisque le Japon est intervenu en Chine, que les colonies ont leur place dans le conflit et que la surface mouvante des océans est elle-même journellement la scène d'épisodes sanglants. Mais notre regard doit, pour l'instant, se contenter de ce modeste quart de méridien, que nous venons de tracer sur la mappemonde, parce qu'il représente le cordon d'investissement proprement dit. Il convient même que nous rétrécissions encore notre panorama.

Tout en faisant normalement partie de l'ensemble, le secteur asiatique en forme en quelque sorte un appendice; il en est séparé par les mers ; les armées qui y combattent ne sont pas matériellement reliées à celles qui agissent en Europe et les événements qui s'y passent, bien qu'ayant une répercussion importante sur la situation générale, s'y déroulent en une manière de champ clos. L'Égypte constitue, de son côté, un petit écart, où il n'y a aucune raison, actuellement, de fixer l'attention. Limitons-nous donc maintenant, quitte à revenir plus tard en Asie, au champ de bataille européen.

Sa figure est caractéristique. Sur une carte géographique tirons une ligne de Riga à Salonique et une autre de Salonique à Nieuport, sur la mer du Nord. Nous dessinons ainsi un angle qui a un peu plus de 50 degrés d'ouverture et dont Salonique est le sommet. Le côté vertical Riga-Salonique marque le front oriental tenu par les Russes et les Roumains. L'autre côté, nettement Nord-Ouest Sud-Est, passe de façon générale par le front austro-italien, puis par celui qui, en Occident, s'inscrit

entre Belfort et le littoral belge. A la pointe, monte la garde notre armée d'Orient, qui a dans son voisinage l'armée italienne de Valona. A l'intérieur se dressent les puissances centrales, en posture de place investie.

Voilà la ligne sur laquelle s'allonge l'immense corps de siège constitué par les armées alliées. Serait-il logique de la morceler en segments indépendants les uns des autres, dont chaque commandant aurait la liberté de ses opérations, sans les marier à celles de ses collègues, si éloignés qu'ils soient? Ce serait vouloir le désordre, la confusion, le gaspillage d'efforts isolés et infructueux et, pour finir, l'avortement! L'expérience du siège de Sébastopol par des forces coalisées et celle plus récente du siège d'Andrinople par les Serbo-Bulgares — deux noms qui aujourd'hui jurent ensemble — ont démontré péremptoirement la nécessité de centraliser la direction. Est-ce parce que les côtés de notre angle ont une grande dimension, 3 600 kilomètres en les mettant bout à bout, que cette vérité deviendrait caduque? En quoi les 450 lieues qui séparent l'armée de Salonique de l'armée franco-anglaise de Picardie empêcheront-elles les actions de l'une d'avoir une influence sur celles de l'autre? Bien au contraire, plus les parties sont distantes les unes des autres ou difficiles à relier, plus il y a intérêt à s'efforcer d'en établir la soudure et la dépendance mutuelle. Ici plus que jamais s'impose impérieusement la conception de l'unité de front.

Mais ce grand corps de siège relevant d'une volonté unique, à quelle phase de ses opérations en est-il arrivé aujourd'hui?

Il est de règle traditionnelle, lorsqu'une place est menacée, que sa garnison commence par se jeter hors des limites de son camp retranché et par organiser une première résistance sur des positions avancées; elle doit même se montrer agressive, aller au-devant de l'ennemi, retarder sa marche le plus possible et s'efforcer de gêner ses travaux de contrevallation. C'est ce qu'en langage militaire on appelle la défense extérieure : Meusnier et Kléber au fameux siège de Mayence en 1793, Masséna à celui de Gênes en 1800, Todleben à Sébastopol en 1854-55, Denfert-Rochereau à Belfort en 1870, Osman-Pacha à Plewna en 1877, Stœssel à Port-Arthur en 1904, en ont donné d'illustres exemples.

La garnison de la place forte Allemagne n'avait pas manqué à ces principes et le 1er juin de cette année la trouvait installée partout au delà de la zone de son camp retranché, c'est-à-dire, en l'espèce, hors de ses frontières. En face d'elle le corps d'investissement l'immobilisait sous son canon, n'ayant pu jusque-là, faute de moyens suffisants, commencer à la refouler. Mais on entrait dans cette période où l'assiégeant, considérablement renforcé et enfin armé de la puissante artillerie qu'il faut pour réduire une grande place moderne, va passer à l'attaque.

Il s'agissait maintenant de chasser l'assiégé de ses positions avancées. De quelle manière les occupait-il? On savait, à quelques unités près, que le 1er juin les Allemands avaient sur pied un total de 171 divisions, sur lesquelles 119 étaient sur le front franco-anglais, 49 sur le front russe septentrional, c'est-à-dire entre le golfe de Riga et les marais du Pripet, enfin 3 aux Balkans ou en Asie. Celles établies sur le front français formaient une masse de 40 devant l'armée britannique, entre la mer du Nord et la Somme, une autre d'une trentaine devant Verdun et un cordon de 49 échelonnées sur le reste du front. Celles du front russe étaient divisées en deux grands groupes, l'un entre Riga et la haute Vilia, sous les ordres du maréchal Hindenburg, l'autre entre Vilia et Pripet, sous le commandement du prince Léopold de Bavière.

Les Autrichiens comptaient 76 divisions, dont 38 sur le front italien (16 spécialement affectées au corps d'expédition parti de Trente dans la direction de Vicence), 34 devant les Russes, entre le Pripet et la frontière roumaine, et 4 aux Balkans.

Les Turcs avaient sous les armes 52 divisions, presque toutes en Asie, sauf une masse oscillant entre 50 000 et 100 000 hommes, maintenue en Thrace et à Constantinople.

Enfin, l'armée bulgare était forte de 14 divisions, dont 3 sur la frontière roumaine et le reste réparti devant notre armée d'Orient entre Monastir et Xanti.

La division allemande est évaluée à 12 000 baïonnettes, l'autrichienne à 16 000, la turque est probablement équivalente à la division allemande, l'armée ottomane ayant été prussifiée par von der Golz et ses successeurs ; enfin la

bulgare serait forte et comprendrait, suivant certains, jusqu'à 20 000 fantassins [1].

La longueur des fronts occupés était :

Front anglo-franco-belge, entre Nieuport et la Somme	150 kil.
— français, entre Somme et Belfort (défalcation faite de 45 kil. occupés par l'armée allemande de Verdun) ..	400 —
— russe septentrional, entre Riga et Pripet............	780 —
— russe méridional, entre Pripet et Roumanie.........	550 —
— italien (moins le Trentin, 50 kil.)...................	400 —
— germano-bulgare, de Florina à hauteur de Sérès, environ..................................	300 —

Les densités des fronts étaient donc à peu près les suivantes :

Front anglo-franco-belge, plus de trois fantassins *par mètre* courant.
— français (sauf Verdun), plus de deux fantassins *par mètre* courant.
— russe septentrional, un fantassin 1/2 pour *deux mètres*.
— russe méridional, un fantassin 1/2 pour *deux mètres*.
— italien (sauf le Trentin), un fantassin 1/4 pour *deux mètres*.

Dans l'ensemble de ces secteurs, front unique de l'assiégé, où allait-on frapper? Où étaient les défauts de l'armure?

Les densités en soldats ne représentent qu'une simple indication, car, à la guerre, d'autres éléments interviennent pour faire la force d'une position : la situation topographique, la fortification, l'armement, la valeur combative des troupes. Cependant leur examen confirmait que les Austro-Allemands n'avaient laissé devant les Russes qu'une couverture pour les tenir en respect. Aveuglés par leurs victoires de 1915, ils étaient loin de soupçonner qu'il avait suffi d'un semestre à nos alliés, non seulement pour se relever de leurs défaites, mais pour acquérir une supériorité offensive. Toujours l'orgueil teuton ! Piètres psychologues, ils se sont trompés en cela comme en tant d'autres occasions depuis le début de la guerre. Mésestimer son adversaire est une faute qui se paye généralement très cher; ils n'allaient pas tarder à s'en apercevoir.

1. Dans cette énumération, il n'a pas été fait état des divisions de cavalerie. Elles comptent chacune, *grosso modo*, 3 000 chevaux et ont à peu près toutes, jusqu'à présent, été tenues en réserve en arrière des fronts.

Poussant à l'excès ces illusions, les Autrichiens ne balançaient même pas, au printemps de 1916, à s'offrir la fantaisie d'appauvrir encore leur front russe pour monter la folle équipée du Trentin. S'ils n'y diminuaient que de peu les effectifs, ils y prélevaient du moins nombre de canons et le meilleur de leurs troupes, qu'ils remplaçaient par des formations de landsturm, de valeur infiniment plus basse. Il était évident que là se créait un point vulnérable.

Le 15 mai, les Austro-Hongrois, conduits par l'archiduc héritier, bourraient sur les Italiens, entre Adige et Brenta. Le 1er juin, ils recevaient de la rude main de Broussiloff, en Volhynie et en Bukovine, la réponse que méritait leur outrecuidance. La riposte était foudroyante et imprévue. Comment, il y avait là des armées russes en état d'attaquer avec pareille fougue? Mais d'où sortaient-elles? L'assiégeant avait saisi l'occasion. Il avait frappé l'ennemi à une place où il s'était imprudemment découvert et, peu après, en l'assaillant sur la Somme, en l'un de ses points forts, il lui liait les bras et lui enlevait la liberté de courir au secours du secteur fléchissant. Manœuvre classique.

Un mois plus tard, autre coup, non moins dur et plus douloureux peut-être, asséné aux Autrichiens. Cette fois, c'est sur l'Isonzo : Gorizia prise par les Italiens, l'accès du Carso ouvert. Là encore l'assiégeant a profité d'une faute. Des régiments avaient été retirés de cette région pour grossir le corps du Trentin ; l'irruption de Broussiloff avait empêché de les remplacer ; un point faible s'était formé. Cadorna, par une habile manœuvre sur lignes intérieures, s'est jeté dessus et l'a enfoncé.

Au même moment (août), dans la muraille ennemie ainsi battue, une autre lézarde apparaissait. Aux Balkans, l'étai germain avait abandonné l'armée bulgare. Les Allemands ne lui laissaient plus pour soutien que trois régiments d'infanterie, quelques escadrons et des canons lourds. Les Autrichiens se bornaient à deux divisions d'occupation en Serbie, Monténégro et Albanie, et encore y consacraient-ils des troupes d'ordre très secondaire, destinées à faire office de garnisons territoriales bien plutôt que d'éléments de combat. C'était même maintenant — ô ironie ! — les Impériaux,

naguère si hautainement arrogants, qui étaient réduits à quémander des soldats à leurs vassaux de Constantinople et de Sofia. Le premier, en se saignant, arrivait à leur en fournir quelques milliers [1], probablement extraits de sa réserve de Thrace. Quant à l'autre, il faisait la sourde oreille et même, sentant que ses affaires se gâtaient, il s'empressait de rappeler sous son giron ceux qu'il avait détachés au front moscovite.

Le chef de notre armée d'Orient ne voyait donc plus devant lui qu'une dizaine de divisions ennemies, soit 200 000 à 250 000 hommes échelonnés sur un front d'environ 300 kilomètres. Si la densité était mince, sa faiblesse était plus que compensée par les avantages offerts à la défense par la configuration du sol ; mais, dans tous les cas, elle accusait l'étroitesse des moyens dont disposait le tzar Ferdinand en face de ses adversaires.

Salonique est le point le plus lointain du théâtre d'opérations européen, comme perdu au bout de l'angle d'investissement. L'armée qui s'y trouve paraît exiguë en regard de celles qui combattent sur les fronts d'Italie, de Russie et de France ; elle forme un tout séparé ; elle n'est pas, comme les autres, épaule contre épaule.

1. A la fin d'août, la répartition des forces ennemies, modifiée par les événements de juin et de juillet, était la suivante :

Allemands. — Sur le front occidental : 123 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie ; sur le front russe : 53 divisions d'infanterie et 10 de cavalerie ; sur le front balkanique : 1 division (3 régiments).

On remarquera que le total de ces divisions atteint 177 (infanterie), c'est-à-dire 6 de plus qu'en juin. Ce n'est qu'un trompe-l'œil, car les Allemands ont créé un nombre assez élevé de divisions dites « *d'assaut* », qui ne comprennent plus que trois régiments d'infanterie au lieu de quatre, mais sont par contre très notablement renforcées en canons.

Autrichiens. — Sur le front italien : 31 divisions d'infanterie ; aux Balkans : 2 divisions d'infanterie ; sur le front russe : 47 d'infanterie et 11 de cavalerie.

Le nombre de divisions d'infanterie s'est augmenté de 4. Il est à présumer que les Autrichiens ont fait comme les Allemands des divisions à 3 régiments. Mais de combien sont réduites maintenant les divisions affectées au front russe et dans quel état sont celles qui subsistent ?

Turcs. — Ils n'ont plus que 48 divisions, et même dans celles-ci les bataillons sont tombés à l'effectif de 500 hommes au lieu de 1 000. 38 divisions sont en Asie, dont 28 opposées aux Russes, 10 occupées au soulèvement arabe ; 10 en Europe, dont 2 en Galicie, 4 sur la frontière roumaine et 4 à un emplacement non précisé.

Un coup vigoureux porté par elle pourrait cependant avoir des conséquences incalculables. Il déciderait peut-être du sort de la guerre. Imagine-t-on le front bulgare enfoncé, Sofia occupée, puis, suivant la bissectrice de l'angle, qui est tracée par le Vardar, la continuation sur Belgrade ; Buda-Pest n'en est qu'à 350 kilomètres et l'on va vite quand on n'a plus d'ennemi devant soi... encore dix ou douze étapes et l'on touche à Vienne... Qui, en France, au mois de mars 1796, eût supposé que, de toutes les armées de la République, ce serait celle d'Italie qui irait, par delà les plaines du Pô et les montagnes du Tyrol, dicter la paix à la toute-puissante Autriche sous les murs de sa capitale? Comme aujourd'hui celle de Salonique, elle était alors la plus petite, la plus éloignée, un peu oubliée sur ses Alpes au bord de la mer...

Mais nous nous égarons. *Paulo minora canamus*. La Bulgarie ni la Turquie ne sont outillées pour fabriquer leurs armes et leurs munitions au gré des besoins de la guerre. Elles sont en cela étroitement tributaires des empires du Centre. Les envois se font soit par le Danube, sur chalands, soit par trains circulant, par Nich et Sofia, entre Belgrade et Constantinople. La voie fluviale ne dessert d'emblée que la Bulgarie ; pour y recourir, la Turquie est obligée de la joindre par lignes ferrées à travers le territoire de sa voisine occidentale. L'utilisation du Danube est d'ailleurs subordonnée à la bonne volonté de la Roumanie, puissance riveraine. En tout état de cause, la ligne Belgrade-Constantinople joue, pour le ravitaillement militaire de la Bulgarie un rôle prépondérant et, pour la Turquie, elle est l'organe indispensable. Faute de l'avoir, celle-ci s'est vue, l'an dernier, au bord de l'agonie, et demain, voici des Allemagnes, l'armée ottomane d'Arménie — nous coupée revenus en Asie, tout se tient dans l'unité de front — serait vouée à un prompt et irrémédiable désastre.

Pour notre offensive dans les Balkans, cette voie ferrée est donc le premier objectif à atteindre et à atteindre au plus vite. — Eh quoi ! — diront les doctrinaires — un objectif géographique? Quelle hérésie ! A la guerre on ne doit viser que l'armée ennemie, qu'il faut détruire avant tout. — C'est entendu. Mais est-ce courir à un objectif géographique que de se jeter sur la ligne de communications de l'adversaire, que d'aller

tarir son cordon nourricier? De toutes les manœuvres, c'est la plus fertile en résultats, c'est celle qui eut, si loin que l'on remonte dans l'histoire, la préférence des plus grands capitaines, y compris Napoléon. Et puis, ne faisons-nous pas un siège et ne serait-ce pas un beau succès que de couper du corps de place une bonne partie de sa garnison?

La prise de Sofia serait la mort immédiate de la Bulgarie, puis, à brève échéance, celle de la Turquie. A défaut, la saisie de Nich, qui pourrait peut-être se faire moins attendre et être réalisée avant la défaite complète des Bulgares, aurait le même résultat, à terme un peu plus lointain. Du coup, sur nos quatre adversaires, deux seraient à terre ; l'Autriche ne vaudrait guère mieux. Il n'y aurait plus que l'empire d'Allemagne seul contre toute l'Alliance !... Quelle faute a commise notre diplomatie en laissant, par sa mauvaise politique dans les Balkans, tomber cette artère de Belgrade-Constantinople entre les mains de ceux pour qui elle était une question de vie ou de mort !

L'offensive de nos forces dans cette région était impatiemment attendue. D'aucuns trouvaient même qu'elle était trop lente à venir. Le 20 août, l'armée de Salonique, renforcée de contingents russes et italiens [1], sortait de ses lignes, et à huit jours de distance la Roumanie [2] se rangeait à nos côtés, en même temps qu'elle livrait passage sur son territoire à une armée serbo-moscovite allant attaquer la Bulgarie par sa frontière du Nord. Trois actes évidemment liés ensemble. Peut-être est-ce dans la coordination de leur synchronisme plus encore que dans des transports d'effectifs et de matériel, qu'il faut chercher le secret de l'expectative dont certains se plaignaient à tort.

Aujourd'hui l'attaque du secteur balkanique est commencée. Est-ce la flèche au talon d'Achille?

1. Elle est forte de plus de 400 000 hommes parfaitement armés et équipés : 120 000 Français ; 120 000 Anglais ; 130 000 Serbes ; 25 000 Italiens ; 8 000 Russes.

2. La Roumanie peut mettre 800 000 hommes sous les armes. L'armée de première ligne compte 500 000 hommes, plus de 650 canons de campagne de 75 millimètres, des pièces de 87 millimètres, un matériel d'artillerie lourde des calibres de 105, 120, 150, 210 millimètres, enfin des batteries de montagne de 75 millimètres.

Le périmètre d'investissement autour du camp allemand se complète et se ferme — voici bouchée la grande fissure roumaine. L'œuvre à accomplir maintenant est son resserrement, ce qui signifie le rejet de l'ennemi en deçà des positions avancées où il se cramponne. C'est la phase du siège où l'on procède par attaques échelonnées, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, les unes poussées à fond, les autres méthodiques et lentes, mais toutes en liaison. Nous l'avons entamée le 1er juin. Elle se poursuivra plus ou moins longtemps. Dans tous les cas, l'offensive générale et simultanée sur tout le front serait prématurée : c'est la dernière opération à laquelle on a recours; on attend, pour l'ordonner, que la garnison, sentant la faim, ait été refoulée sur la ligne de ses forts.

Nous n'en sommes pas là. Mais cela ne veut pas dire que la fin doive fatalement se produire sous cette forme et n'arriver que tardivement. Tel coup de fortune peut conduire une attaque montée contre une position avancée à pratiquer dans la défense une brèche qui lui ouvre le champ et lui permette de pousser jusqu'au cœur de la place. Le cas s'est vu déjà et, en dernier lieu, à la prise de Liége par les Allemands en 1914. Qui oserait prophétiser que devant les armées de Broussiloff, ou celles des Balkans, ou celles de Roumanie, ou en tout autre point encore dans l'ombre, rien de pareil ne se présentera? Tous les espoirs sont autorisés.

L'échiquier est vaste sur lequel doit travailler l'Unité d'action. Mais il ne dépasse ni ses moyens ni ses capacités. Les succès dont viennent d'être couronnées depuis le 1er juin les opérations combinées de Broussiloff en Russie, des Franco-Anglais en Picardie, de Cadorna en Italie, et même de Judenitch en Arménie, en sont l'irréfutable témoignage. Ils sont aussi la promesse d'autres succès à venir et l'annonce certaine que nous marchons d'un pas sûr vers la solution tant souhaitée du terrible problème qui depuis plus de deux ans oppresse la conscience du monde civilisé.

GÉNÉRAL FONVILLE

SIDNEY SONNINO

Sonnino est le nom d'une petite localité de la province de Rome. Il y a une famille d'ancienne aristocratie romaine, les princes de Sonnino, à laquelle Sidney Sonnino n'est pas apparenté. En Italie les noms de famille qui sont en même temps des noms de lieux, indiquent généralement une origine israélite : Sonnino fait donc penser à une provenance juive, en même temps que Sidney révèle une ascendance anglaise.

Il en est bien ainsi. Le ministre des Affaires étrangères auquel fut confiée la tutelle et la direction, tout au moins diplomatique, des destinées de l'Italie dans cette période culminante de 1914-1916, a dans les veines du sang juif et du sang anglais. Il est né le 11 mars 1847, à Pise, il va donc avoir soixante-dix ans : il en porte allègrement le fardeau. Droit, sec, l'allure presque militaire, une grosse moustache blanche barrant une figure rouge, les yeux vifs, les cheveux blancs massés dru autour d'un front haut, il donne une impression de santé vigoureuse, de franchise et de finesse. Il est sobre de paroles dans un pays où les bavards sont nombreux. Il est réservé, discret, peu communicatif et distant, dans un pays où la familiarité est la tradition des relations politiques. Il est, dans ses discours, sec et précis, alors qu'on aime par-dessus tout ici le lyrisme et l'envolée des belles phrases sonores. Ses exposés ont la netteté froide d'un rapport d'affaires, sans jamais le moindre de ces élans sentimentaux ou idéalistes qui ont tant d'action sur l'âme italienne. Dans un pays où les partis poli-

tiques rappellent souvent l'ancienne clientèle romaine, il a peu d'intimes et refuse impitoyablement toute faveur ou complaisance.

Il a donc presque l'air d'un étranger dans le monde où il vit. Si sa valeur intellectuelle n'est pas discutée, sa popularité est faible. Deux fois appelé par ses talents à la présidence du conseil, deux fois il dut la quitter après un court règne de cent jours environ.

Il a fallu la guerre européenne pour lui créer une situation indestructible. Avec Antonio Salandra, il a partagé le gouvernement dans les circonstances les plus graves qu'ait connues l'Italie. Il a dirigé les pourparlers qui ont abouti à l'intervention; il a orienté toute la diplomatie italienne depuis la déclaration de guerre. Lors de la crise ministérielle de juin 1916, qui amena le départ de M. Salandra, il voulut le suivre dans sa retraite, mais on fit appel à son patriotisme pour qu'il affirmât, en restant, vis-à-vis du pays et de l'étranger, la continuité de la politique extérieure de l'Italie.

C'est donc une des grandes figures de l'Italie d'aujourd'hui. Son nom restera indissolublement attaché à l'histoire italienne. Il est évidemment trop tôt encore pour hasarder une appréciation sur son rôle ; mais il ne l'est pas, certes, pour nous renseigner de notre mieux sur une personnalité aussi importante que celle-là.

***

Le père de Sidney Sonnino, Isaac Sonnino, après avoir vécu à Livourne, s'en fut tenter la fortune en terre d'Égypte. Le moment était favorable ; Mohammed Ali voulait y apporter des réformes à l'européenne et Isaac Sonnino put, dans l'organisation du service douanier et du régime bancaire, faire apprécier son activité et le réalisme de son esprit. Il rencontra en Égypte miss Georgina Tewy, de vieille famille anglaise et l'épousa. Il ne faut pas être grand observateur pour trouver dans cette ascendance l'explication des qualités les plus visibles de Sidney Sonnino ; c'est de ses parents qu'il tient cet esprit pratique des affaires, ce sens des valeurs précises, ce flegme, cette ténacité loyale et silencieuse qui lui

font une physionomie morale si particulière. Au réalisme hébreu s'ajoute chez lui un peu de réalisme anglo-saxon. A la perspicacité juive, habile à distinguer les avantages et les inconvénients, se joint cette rigide et stricte honnêteté, ce mépris des compromissions, ce souci du « fair play » qui sont presque toujours les règles de l'homme d'État et du commerçant britanniques. Enfin, ces prédispositions héritées ont été cultivées dans la religion protestante, qui était celle des siens, à laquelle il n'a cessé d'appartenir, et qui a contribué à consacrer comme une obligation religieuse les tendances de son cœur à la droiture et à la correction.

***

Après 1848, Ebbas Pacha ayant remplacé le fils de Mohammed Ali, les Européens cessèrent d'être recherchés en Égypte et Isaac Sonnino ramena sa famille en Italie. Le petit Sidney avait un an. Il passa son enfance à Livourne, fit son éducation à Florence et à l'Université de Pise, qui le reçut docteur en droit en 1865, à dix-huit ans.

On conte qu'il se sentit peu d'inclination pour la profession d'avocat, à raison de son besoin de rectitude, et qu'il renvoya à un client un dossier, en lui disant qu'ayant trouvé l'affaire mauvaise, il ne pouvait la plaider [1]. L'anecdote témoigne chez ceux qui la rapportent d'une étrange conception du rôle de l'avocat. Retourner le dossier d'une affaire qui paraît implaidable est l'accomplissement très simple et banal d'une des règles mêmes de la profession d'avocat, et l'exercice de celle-ci peut et doit se concilier avec la plus scrupuleuse rectitude.

Je préfère croire que ce fut la fortune paternelle qui, dégageant le jeune Sonnino de la nécessité de gagner sa vie, lui permit de continuer à s'orner l'esprit et de compléter son éducation de parfait gentleman. Entré dans la diplomatie, il fait, de 1867 à 1873, des séjours à Berlin, à Madrid, à Paris et à Vienne.

Il serait assez ridicule de vouloir trouver dans cette courte carrière diplomatique une sorte de stage pour sa destinée

1. Helen Zimmern. *Italian Leaders of to Day*. London, Williams et Norgate, 1915. — Guido Biagi. *Sonnino*, dans la *Lettura* de Milan, juillet 1915.

ultérieure ; Sidney Sonnino venait d'avoir vingt ans et sa diplomatie d'alors se borna vraisemblablement à la culture des relations mondaines et officielles. Mais s'il est vrai que les voyages forment la jeunesse, il ne l'est pas moins qu'un séjour dans les différentes capitales d'Europe était particulièrement propice à la formation d'un homme d'État. Même en ne regardant des pays visités que ce que pouvaient apprendre les salons, il y avait là une préparation intellectuelle précieuse, de nature à élargir considérablement les horizons.

Au surplus, les biographies qu'a fait naître son actuelle célébrité nous présentent le jeune Sonnino comme singulièrement studieux et précoce. C'est un fort en thème, un étudiant appliqué et constamment dé ireux de savoir davantage. Et ce sont ses études qui le conduisent, par degrés, à la politique active, à la différence de tant d'autres qui commencent par la politique et étudient après — quand ils étudient.

Ses travaux, tournés surtout vers les sciences politiques et sociales, sont très variés pourtant, puisque nous y trouvons un commentaire du sixième chant du *Paradis* de Dante, à côté de traductions des ouvrages de Thornton sur les *Problèmes du travail* et de Cairnes sur les *Principes fondamentaux de l'Économie politique*, ainsi que deux volumes originaux sur les *Paysans de Sicile*. Ces deux volumes, parus en 1877, étaient le résultat d'une enquête personnelle, poursuivie sur place, avec l'aide du baron Léopold Franchetti, alors député, et, comme Sonnino, juif d'origine. Tous deux avaient été frappés par la condition misérable du prolétariat agricole sicilien, et cette délicate question du Midi, qui est encore aujourd'hui l'une des plus intéressantes de la politique intérieure de l'Italie, les avait sollicités il y a quarante ans déjà. Un certain nombre de réformes relatives à l'émigration, au travail des femmes et des enfants, notamment dans les mines de soufre, ont été la conséquence législative de ces recherches généreuses et de cette publication. Les questions du suffrage universel — et notons en passant que Sidney Sonnino fut un des premiers à préconiser nettement ce système électoral —, celle du gouvernement représentatif, celle de l'organisation interne des communes rurales, celle de l'instruction publique requirent également son attention, et tout un groupe de cher-

cheurs curieux d'économie sociale se forma autour de lui, constituant la rédaction de cette *Rassegna Settimanale* qui parut de 1878 à 1882 sous son inspiration et sa direction constantes. Il la conçut sous la forme des revues anglaises d'essais, s'efforçant de donner, sous une forme brève et pour une élite, des aperçus essentiels sur les questions de politique nationale et internationale.

La *Rassegna* était un organe conservateur et ce fut comme conservateur que S. Sonnino fut élu député, le 26 mai 1880. Mais son conservatisme a une nuance spéciale. Il n'entend pas consacrer les abus et les privilèges iniques ; s'il veut conserver la société actuelle et un État à pouvoir fort, c'est à condition qu'ils concèdent graduellement des réformes sociales ; et bien des initiatives de ce conservateur pourraient être celles d'un socialiste étatiste.

Ce furent les électeurs du collège de San-Casciano, en Toscane, qui le firent entrer à la Chambre ; et depuis, ils ont renouvelé invariablement son mandat. Les questions étrangères, coloniales, financières, agricoles et sociales l'intéressèrent principalement, et la clarté de ses exposés laconiques ne tarda pas à lui assurer une réelle autorité. Crispi l'appela, en 1893, à faire partie du gouvernement, en qualité d'abord de sous-secrétaire d'État au Trésor, ensuite de ministre des Finances.

Il y resta trois ans, jusqu'à la chute du cabinet Crispi, dans les circonstances les plus ingrates et les plus difficiles. Les finances nationales étaient en très triste état, et pour les rétablir, il ne recula point devant l'impopularité qui s'attache toujours aux méthodes de sévère économie et aux établissements de taxes nouvelles. Par surcroît, ce fut le temps du grand scandale de la *Banca Romana* dont le monde parlementaire, et notamment M. Giolitti, sortit tout éclaboussé.

Sonnino, redevenu député, soutint d'abord les ministères qui lui succédèrent ; mais il se forma autour de lui un parti qu'on appela centre gauche et dont le programme n'était pas sensiblement différent de celui du parti libéral constitutionnel dont Antonio Salandra devait être le plus brillant représentant. En 1897, Sonnino, s'expliquant devant ses électeurs de San-Casciano, affirmait « vouloir écarter successivement des

lois et des institutions tout ce qui s'opposait à la transformation graduelle des conditions juridiques et sociales en conformité avec les besoins du moment, et inspirer de plus en plus toute l'action gouvernementale de fraternité humaine et de solidarité, en veillant également à éviter toute violation du droit des minorités par le plus grand nombre, comme toute violation des droits de la masse par des minorités ».

Il se trouva amené ainsi dans l'opposition, spécialement contre Giolitti et ses partisans, auxquels il fit une guerre constante et tenace. Giolitti étant tombé en 1906, Sonnino fut appelé à constituer le nouveau ministère, mais il ne put s'y maintenir que quelques mois (8 février-27 mai). La même expérience décevante survint en 1909 (11 décembre 1909-31 mars 1910). Il n'avait pas la souplesse qu'il fallait pour se ménager longtemps la sympathie des majorités parlementaires. Mais ces échecs ne le diminuaient point. Il suivait opiniâtrement la voie qu'il s'était tracée et, depuis 1900, il était appuyé par un grand journal quotidien, *Il Giornale d'Italia* qu'il avait fondé avec son ami Salandra et qui ne tarda pas à devenir un des journaux les plus influents de Rome et du Midi.

En mars 1914, Giolitti, un peu effrayé des ennuis que pouvait présenter pour son prestige la liquidation de la campagne de Lybie, préféra résigner le pouvoir, se flattant d'y revenir bientôt. Son successeur naturel était Sonnino, mais celui-ci, mis en défiance par ses mésaventures antérieures, recommanda un ministère Salandra auquel il promit tout son appui. Le ministre des Affaires étrangères dans ce cabinet était le marquis de San-Giuliano qui mourut en octobre 1914. L'heure était redoutable, car chacun avait compris que la neutralité de l'Italie dans la guerre européenne, proclamée au mois d'août, était une solution précaire et pleine de dangers. La direction des Affaires étrangères, en ce moment, était plus importante que la présidence du conseil. Salandra réclama le concours de Sonnino, et les deux hommes unis par une ancienne amitié, une heureuse similitude de tempérament, une rare conformité de vues, assumèrent courageusement les lourdes responsabilités dont les événements les chargeaient.

***

Il peut être utile de bien faire connaître en France la position qu'eut l'Italie dans la Triplice. L'opinion la plus généralement répandue, la plus commode, un peu grossière en sa simplicité, préfère esquiver pareil examen. Nous considérons souvent l'Italie comme une coquette, et puisque c'est nous qui bénéficions aujourd'hui de ses faveurs, pourquoi ne point fermer les yeux sur le passé?

Pareille opinion est offensante pour l'Italie, et ce pardon facile, qu'elle ne demande pas et n'a pas de raison de demander, est humiliant au lieu d'être amical.

D'autre part, les réconciliations ne sont sincères et durables qu'après des explications qui anéantissent, ou tout au moins atténuent, les causes de la querelle. Si deux nations ont fai partie, pendant trente ans, de deux groupements rivaux, leur hostilité latente a laissé nécessairement entre elles des souvenirs fâcheux, des froissements d'intérêts ou d'amour-propre, des préjugés tendancieux, et il ne suffit pas de quelques déclarations officielles pour effacer tout cela.

J'entends bien qu'à l'heure actuelle, il y a un motif pressant d'entente et de fraternité : le péril commun. Mais c'est là une situation passagère. Et ce n'est qu'une bien petite et bien misérable fraternité, celle qui est commandée seulement par le danger. Il faut qu'elle subsiste au delà de l'épreuve, au contraire, et pour établir la sympathie souhaitée, rien ne vaut la compréhension réciproque [1].

***

Ce que les triplicistes italiens cherchèrent dans l'alliance des empires centraux, ce fut surtout de la considération internationale. Plus que tout autre État d'Europe, le jeune royaume d'Italie avait besoin d'autorité et de prestige pour se faire admettre à son rang dans la société des nations. Mais la Triplice était pour eux une alliance *pour la paix*; tandis

1. Des livres clairs et précis comme celui de M. Pingaud y peuvent contribuer. Nous y trouvons bien expliquée l'histoire de la Triplice.

que, pour les empires centraux, l'alliance était conçue et préparée *pour la guerre*, la guerre qui devait leur assurer l'hégémonie du monde. Si l'on veut bien remarquer ce point essentiel, on reprochera moins à l'Italie de s'être rangée parmi ceux qui devaient devenir nos aggresseurs, et l'on comprendra mieux qu'elle se soit détachée d'eux, naturellement et logiquement, le jour de l'agression.

Sonnino fut un partisan déclaré de la Triple Alliance, dans les conditions que je viens de rappeler. Il n'y a pas à le dissimuler, il n'y a pas à l'en excuser. Il faut laisser aux Allemands l'accusation de palinodie et de trahison. En dénonçant la Triple Alliance, Sonnino restait fidèle à son passé, il déduisait les conséquences nécessaires de la conception qu'il en avait toujours eue, conception à ce point exacte et d'accord avec le texte et l'esprit des conventions, que la déclaration de neutralité a été acceptée, en août 1914, sans critique et sans protestation, par les empires centraux.

Dès le 10 mars 1883, Sonnino, en donnant son adhésion à la Triplice, avait dit qu'il ne pouvait l'admettre qu'à condition que les trois puissances fussent sur un pied d'égalité et accordées pour la réalisation d'un programme concerté.

Nous ne pouvons pas, disait-il, nous soumettre pieds et poings liés à des desseins qui ne nous sont pas révélés et à des buts qui nous sont étrangers. Là où il n'y a pas entente préalable et coopération, il ne saurait y avoir part aux avantages. Il n'y a pas égalité entre celui qui sait et celui qui ignore, entre celui qui est prêt et celui qui ne l'est pas. Il n'y aurait ni profit ni dignité dans une pareille situation. Et les plus chauds partisans de l'alliance la repousseraient, si elle devait se réduire à une dépendance aveugle et forcée aux projets de nos alliés.

Si la conduite de Sonnino avait besoin d'être disculpée du reproche de volte-face, ces paroles d'autrefois, véritablement prophétiques, y suffiraient. Ce discours fit, en son temps, grande impression, car il revendiquait fièrement pour l'Italie le droit et le devoir de ne pas se désintéresser des questions de politique internationale, et notamment de l'avenir de la Méditerranée. Il qualifiait sévèrement la politique de Pasquale Mancini, alors ministre des Affaires étrangères, « de politique peureuse et de verbeuse impuissance ».

Il disait :

Au lieu de répéter stérilement que l'Italie veut être un élément précieux de paix et d'ordre en Europe, phrase creuse, déterminons hardiment, une fois pour toutes, le programme de nos véritables aspirations, notre idéal pratique, et déclarons-nous décidés à le défendre *unguibus et rostris*.

Ce langage-là, après plus de trente ans, sonne encore virilement.

J'ajoute un dernier trait : Sonnino ne conçoit la Triple Alliance que parallèle à l'entente anglo-italienne. Sur ce point, il a toujours été très catégorique : ses affinités naturelles, non moins que sa claire compréhension des nécessités nationales, lui ont présenté un conflit avec l'Angleterre comme une éventualité impossible.

La Triplice, selon sa façon de voir, était double : sur terre, elle comprenait l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie ; sur mer, l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie. Ce point de vue fut défendable aussi longtemps que l'empire allemand et l'empire britannique suivirent une politique concordante ; mais avec Édouard VII, l'Angleterre s'éloigna de l'Allemagne pour se rapprocher de la France et conclure l'Entente Cordiale (1904). A partir de ce moment, la combinaison tripliciste telle que l'avait rêvée Sonnino perdait ses principaux avantages, et il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que, si les événements l'obligeaient un jour à choisir entre l'Angleterre et l'Autriche, ses hésitations ne seraient pas longues.

Encore fallait-il justifier son choix et le trouver en accord avec les textes des traités. N'oublions pas que les empires centraux avaient commencé la guerre par la plus cynique violation de leurs promesses solennelles et avaient ainsi soulevé contre eux la réprobation morale de l'univers civilisé ; il ne fallait pas s'exposer à un reproche analogue.

***

On a réuni sous une couverture verte, les documents diplomatiques qui ont précédé la déclaration de guerre à l'Autriche. Le *Livre vert* est l'œuvre de Sonnino ; on peut même dire

que c'est son œuvre principale. Il fut présenté aux Chambres italiennes le 20 mai 1915 et le *Livre rouge* autrichien, qui le complète sur divers points sans le contredire, montre à son tour la maîtrise avec laquelle, des deux côtés, ces négociations furent conduites.

Mais si l'Autriche eut l'heureuse fortune d'être servie par des diplomates habiles et avisés, elle ne put, au point de vue de la loyauté et de la bonne foi, se tenir en aussi bonne posture que l'Italie. Il y avait, en effet, dans le traité de la Triple Alliance, un certain article VII en vertu duquel toute action de l'Autriche dans les Balkans, même pour des occupations temporaires, ne pouvait se produire qu'après accord préalable avec l'Italie et octroi à celle-ci de compensations. Ce fut cet article VII que Sonnino invoqua péremptoirement, aussitôt que les armées autrichiennes envahirent la Serbie. L'Autriche avait incontestablement méconnu le traité et devait non moins incontestablement des compensations à l'Italie.

Ce point de départ était parfait. L'avoir choisi est un coup de maître. Si la guerre devait s'en suivre, elle avait ainsi une base juridique. C'était indispensable pour l'opinion nationale, indispensable pour le prestige et l'honneur italien à l'étranger. Qu'on ne croie pas que ce besoin de juridicité soit à négliger ; j'ai pu, pendant les mois qui ont précédé l'intervention, constater chez beaucoup d'Italiens résolument interventistes, le délicat scrupule du respect des traités ; j'ai pu deviner leur angoisse, qui venait de ce qu'ils ignoraient les stipulations de la Triple Alliance ; certes, il fallait s'en détacher et agir, mais le pouvait-on sans félonie?

A ces consciences inquiètes et honnêtes, le *Livre vert*, lorsqu'il fut connu, enleva un grand souci : il démontrait que l'Autriche, elle-même et la première, ayant violé les conventions, avait rendu à l'Italie sa liberté.

La première dépêche du *Livre vert* est du 9 décembre 1914. Le ministre des Affaires étrangères d'Italie prie son ambassadeur à Vienne de faire au gouvernement autrichien la communication suivante :

L'actuelle avance militaire de l'Autriche-Hongrie en Serbie constitue un fait qui doit au moins faire l'objet d'un examen entre nos deux

gouvernements sur la base des stipulations contenues dans l'article VII de la Triple Alliance. De cet article découle pour le gouvernement austro-hongrois l'obligation d'un accord préalable avec l'Italie et l'obligation de compensations, même s'il ne s'agit que d'occupation temporaire. Le gouvernement impérial et royal, avant de faire franchir la frontière serbe par son armée, aurait dû nous aviser et se mettre d'accord avec nous. En cette occasion et pour mieux justifier notre attitude, nous devons rappeler au gouvernement impérial et royal que lui-même s'est prévalu de ce même article VII pour nous interdire pendant notre guerre contre la Turquie, diverses opérations militaires qui auraient certainement abrégé la durée de cette guerre.

L'Italie a un intérêt de premier ordre à la conservation de la pleine intégrité et de l'indépendance politique et économique de la Serbie. Le gouvernement austro-hongrois a bien déclaré à diverses reprises qu'il n'avait pas l'intention de faire d'acquisitions territoriales aux dépens de la Serbie, mais pareille déclaration ne constitue pas un engagement formel, et les assurances générales elles-mêmes qu'a faites le gouvernement austro-hongrois, lors de l'entrée en guerre de la Turquie, laissent prévoir, comme possibles, des modifications politiques dans la péninsule balkanique.

D'autre part, la seule invasion de la Serbie, même si elle devait n'être que passagère, suffit à troubler sérieusement l'équilibre de la péninsule balkanique et à ouvrir le droit aux compensations. Il doit être retenu que la stipulation de l'article VII ouvre ce droit à l'Italie, même si les avantages obtenus par l'Autriche-Hongrie dans les Balkans ne sont pas territoriaux.

Le gouvernement italien croit donc nécessaire de procéder sans aucun retard à un échange d'idées et ensuite à un accord concret avec le gouvernement impérial et royal au sujet d'une situation qui touche de si près les intérêts politiques et économiques de l'Italie. Des signes non douteux d'inquiétude se constatent au Parlement et dans l'opinion publique italienne, qui manifeste clairement le désir de voir satisfaire les aspirations nationales italiennes. De ces inquiétudes et de ces aspirations, le gouvernement est contraint de tenir un compte sérieux. L'entente que je demande, sur ces bases, aurait pour résultat d'éliminer pour l'avenir toute occasion d'incidents irritants, de frictions et de méfiances, qui sont aujourd'hui si tristement fréquents et de rendre possibles et naturelles, entre les deux peuples, ces relations de cordiale et constante amitié qui sont dans nos désirs communs et sans lesquelles tout accord officiel reste nécessairement incomplet et stérile.

Le même jour, Berlin est avisé et vers la mi-décembre, le prince de Bülow arrive à Rome. L'Autriche ergote sur la portée de l'article VII et cherche à esquiver la demande italienne.

Nous trouvons dans le *Livre vert*[1] un intéressant compte rendu de la première démarche du prince de Bülow chez Sonnino.

J'ai reçu hier (19 décembre 1914), pour la première fois, le prince de Bülow. Il m'a dit qu'il était venu en Italie avec le projet de mieux faire connaître à Berlin notre mentalité et notre point de vue, et de mieux expliquer ici les intentions de l'Allemagne. Il se propose de travailler à améliorer les bonnes relations et les ententes entre les deux pays. Avant de quitter Berlin, il a eu connaissance de la démarche que nous avons faite à Vienne au sujet de l'article VII du traité de la Triplice. Il a dit à Berlin que nous étions dans le vrai et que nous avions toutes les raisons de vouloir cette discussion au sujet des compensations, qui devraient nous être consenties dès que l'Autriche aurait obtenu certains résultats. Et son appréciation a eu son effet aussi à Vienne.

J'ai fait remarquer au prince de Bülow que la situation en Italie pouvait se résumer en quelques mots. La majorité du pays était favorable au maintien de la neutralité et à l'appui au gouvernement, mais dans la supposition que, par cette neutralité, pouvait s'obtenir la satisfaction de quelques-unes des aspirations nationales. Ce but, dont je reconnaissais toutes les difficultés pratiques, était celui que le gouvernement s'était proposé.

La solution pouvait entraîner des répercussions fâcheuses dépassant le sort d'un ministère, chose négligeable. La monarchie de Savoie prend sa plus grande force dans la représentation du sentiment national. Et le prince de Bülow qui connaît notre pays se serait rapidement rendu compte de la vérité de ces observations. Il avait dit un jour au Reichstag que la Triple Alliance était le meilleur moyen d'empêcher une guerre entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. A cela, le prince répliqua qu'il avait cité un mot du comte Nigra, que l'Autriche et l'Italie ne pouvaient être qu'alliées ou ennemies. Je répondis qu'il y avait en cela un peu d'exagération, mais beaucoup de vrai. L'alliance ne pouvait être utile et féconde s'il n'y avait pas entre les alliés une parfaite cordialité et s'il fallait à chaque instant aller vérifier la lettre des traités. Il fallait prendre des mesures pour l'avenir et même au delà de la présente guerre et mettre les choses sur une base plus sûre et plus stable.

Peu à peu, l'Autriche finit par céder et admettre, en principe, le bien fondé de la réclamation de l'Italie, et le droit de celle-ci à des compensations ; mais elle se révolte à l'idée que ces compensations pourraient être stipulées aux dépens de ses

1. N° 8.

territoires. Sous la pression de l'Allemagne, elle pactise encore sur ce point et demande à l'Italie de formuler nettement ses prétentions.

Le 10 mars, Sonnino indique comme conditions[1] : 1° secret absolu des négociations : 2° exécution immédiate de l'accord à intervenir : 3° règlement définitif pour toute la durée de la guerre de toutes applications de l'article VII. Il propose, afin d'éviter tout soupçon de vouloir traîner les choses en longueur, que tout soit réglé en quinze jours.

Les négociations continuent. Le 27 mars[2], le gouvernement austro-hongrois met à son tour comme conditions : 1° engagement de l'Italie d'observer jusqu'à la fin de la guerre actuelle vis-à-vis de l'Autriche et de ses alliés, une neutralité bienveillante au point de vue politique et économique ; 2° liberté d'action entière à l'Autriche dans les Balkans et renonciation par l'Italie à toute compensation nouvelle.

Nouvelles négociations. Le 8 avril 1915[3], Sonnino s'explique sur les compensations qu'il exige : 1° cession du Trentin avec les frontières de 1811 ; 2° rectification de frontière jusqu'à l'Isonzo, comportant la cession de Gradisca et Gorizia ; 3° Trieste et les environs érigés en État autonome et indépendant, le port franc ; 4° cession à l'Italie du groupe des îles Curzolari, Lissa comprise ; 5° occupation immédiate par l'Italie des territoires cédés ; 6° reconnaissance par l'Autriche de la souveraineté italienne sur Valona, la baie de Sasseno et l'hinterland requis pour leur défense ; 7° désintéressement en Albanie.

L'Autriche continue à discuter. Elle ne semble pas éloignée d'accepter, mais repousse en tous cas, d'une manière absolue, l'exécution immédiate. Rien n'est plus caractéristique de sa mauvaise foi : en promettant pour tenir seulement après la guerre finie, elle se réservait un moyen commode de remettre tout en question et de ne faire que ce qui lui plairait selon l'issue de la guerre. Elle avait espéré acheter la neutralité italienne au prix d'une promesse. Mais une promesse de l'Autriche, c'était vraiment trop peu ! Sonnino se décida à rompre

1. N° 42 du *Livre vert*.
2. N° 56.
3. N° 64.

et il dénonça l'alliance, le 3 mai 1915, par cette communication[1] qui est une sorte de résumé :

L'alliance entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie s'affirma, dès son origine, comme un élément et une garantie de paix et visa, d'abord, au but principal de la défense commune. En présence des événements ultérieurs et de la situation nouvelle qui en résultait, les gouvernements des deux pays durent se proposer un autre but non moins essentiel, et au cours des renouvellements successifs du traité, s'appliquèrent à sauvegarder la continuité de leur alliance, en stipulant le principe des accords préalables relativement aux Balkans, en vue de concilier les intérêts et les tendances divergentes des deux puissances.

Il est de toute évidence que ces stipulations, loyalement observées, auraient suffi à fournir une base solide pour une action commune et féconde. Par contre, l'Autriche-Hongrie, au cours de l'été 1914, sans prendre aucun accord avec l'Italie, sans même lui faire parvenir le moindre avertissement, et ne faisant aucun cas des conseils de modération qui lui étaient adressés par le gouvernement royal, notifia à la Serbie l'*ultimatum* du 23 juillet qui fut la cause et le point de départ de la présente conflagration européenne.

L'Autriche-Hongrie, en négligeant les obligations découlant du traité, troublait profondément le *statu quo* balkanique et créait une situation dont elle seule était appelée à profiter, au détriment des intérêts, de la plus grande importance, que son alliée avait tant de fois affirmés et proclamés.

Une violation aussi flagrante de la lettre et de l'esprit du traité non seulement justifia le refus de l'Italie de se ranger du côté des alliés dans une guerre provoquée sans son avis, mais enleva du même coup à l'alliance son contenu essentiel et sa raison d'être.

Le pacte même de la neutralité bienveillante prévue par le traité se trouvait compromis par cette violation. La raison et le sentiment s'accordent en effet à exclure que la neutralité bienveillante puisse être maintenue, lorsqu'un des alliés prend les armes pour la réalisation d'un programme diamétralement opposé aux intérêts vitaux de l'autre allié, intérêts dont la sauvegarde constituait la raison principale de l'alliance même.

Ce nonobstant, l'Italie s'est efforcée, pendant plusieurs mois, de créer une situation favorable au rétablissement entre les deux États de ces rapports amicaux qui constituent le fondement essentiel de toute coopération dans le domaine de la politique générale.

Dans ce but et dans cet espoir le gouvernement royal se déclara disposé à se prêter à un arrangement ayant pour base la satisfaction, dans une mesure équitable, des légitimes aspirations nationales de l'Italie et qui aurait servi en même temps à réduire la disparité existante dans la situation réciproque des deux États dans l'Adriatique.

1. N° 76 du *Livre vert*.

Ces négociations n'aboutirent toutefois à aucun résultat appréciable. Tous les efforts du gouvernement royal se heurtèrent à la résistance du gouvernement impérial et royal, lequel après plusieurs mois, s'est seulement décidé à admettre des intérêts spéciaux de l'Italie à Valona et à promettre une concession non suffisante de territoires dans le Trentin : concession qui ne comporte aucunement le règlement normal de la situation, ni au point de vue ethnique, ni au point de vue politique ou militaire.

Cette concession, en outre, ne devait avoir son exécution qu'à une époque indéterminée, c'est-à-dire seulement à la fin de la guerre.

En cet état de choses, le gouvernement italien doit renoncer à l'espoir de parvenir à un accord et se voit contraint de retirer toutes ses propositions d'arrangement.

Il est également inutile de maintenir à l'alliance une apparence formelle, qui ne serait destinée qu'à dissimuler la réalité d'une méfiance continuelle et de contrastes quotidiens.

C'est pourquoi l'Italie, confiante dans son bon droit, affirme et proclame qu'elle reprend dès ce moment son entière liberté d'action, et déclare annulé et désormais sans effets son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie.

Tel est, en ces grandes lignes, le *Livre vert* qui sortit avec bonheur l'Italie d'une situation difficile. On peut regretter que sa diffusion à l'étranger, et spécialement dans les pays neutres, n'ait pas été plus complète. La seule lecture de ces documents officiels faisait justice du reproche que les germanophiles n'ont cessé de diriger contre l'Italie, en l'accusant d'avoir trahi son ancienne alliée. Sonnino avait admirablement réussi au contraire à démontrer que les torts étaient du côté de l'Autriche.

***

Une fois le traité dénoncé, les événements allaient se précipiter. Les neutralistes, à l'instigation de l'Allemagne et de l'Autriche, essayèrent une manœuvre désespérée. Ils trouvèrent pour la patronner l'ancien président du conseil, le rival de Sonnino, M. Giolitti. Celui-ci, dans une lettre adressée à son ami, le député Peano, le 4 janvier 1915, avait déjà lancé la formule du « parecchio », mot difficile à traduire en français, mais dont le sens essentiel était que si l'on pouvait obtenir certaines choses en restant neutre, il fallait accepter. Il semble, bien qu'il s'en soit défendu, être resté en négociations

avec le prince de Bülow et le baron Macchio, peut-être même après la rupture officielle. Sa très haute situation dans l'État rend d'ailleurs le fait assez vraisemblable. C'est évidemment à lui que le baron Macchio fait allusion quand il parle de « l'homme de l'avenir », dans la dépêche du 4 mai [1]. Une autre pièce du même livre [2] (lettre du comte Berchtold au baron Macchio) dit encore : « L'ambassadeur d'Allemagne m'a donné lecture par ordre de son gouvernement, de deux longs rapports du prince de Bülow sur des conversations avec le baron Sonnino et l'honorable Giolitti concernant l'attitude de l'Italie dans ses rapports avec la monarchie. »

Le 10 mai, le baron Macchio écrit à Vienne [3] qu'il est encore possible d'éventer le jeu de Salandra-Sonnino en faisant des propositions concrètes nouvelles, ouvrant la possibilité de concessions ultérieures. Il a rédigé d'accord avec le prince de Bülow une liste de ces concessions sans en référer à Vienne, vu l'urgence. Cette rédaction a été faite « sous l'inspiration de personnages compétents », partisans en partie tout au monis de la Triple Alliance.

Cette liste de concessions qui ne s'éloignait guère de celles demandées par Sonnino, fut distribuée à certains députés italiens par le député allemand Erzberger qui quitta Rome vers le 15 mai. Elle fut rappelée dans un discours du 19 mai de M. Bethmann-Hollweg au Reichstag. Et le 20 mai, l'ambassade d'Autriche communiqua aux journaux de Rome que si ces propositions étaient acceptées, elles pourraient être réalisées dans le mois.

M. Giolitti avait déclaré ouvertement son intention de proposer la réouverture des négociations avec l'Autriche. Les journaux dévoués à sa politique firent savoir qu'il avait reçu de nombreuses adhésions parlementaires : c'était la crise. Le gouvernement annonça de son côté qu'il acceptait la bataille, mais le caractère de l'insurrection parlementaire devint si grave qu'il offrit sa démission au roi. Ce furent quelques jours d'angoisse.

Des manifestations tumultueuses se produisirent dans toutes

1. *Livre rouge*, p. 73.
2. *Livre rouge*, n° 88.
3. *Livre rouge*, n° 178.

les grandes villes, principalement à Milan, à Rome et à Gênes. Elles eurent une telle ampleur que le roi refusa d'accepter la démission du ministère Salandra-Sonnino et que les Chambres, n'osant pas résister au sentiment populaire, lui accordèrent les pleins pouvoirs. C'était la déroute de M. Giolitti, le démenti à sa prédiction que les ministères de son rival ne seraient jamais que de courte durée.

Les germanophiles, à la suite du baron Macchio, ont prétendu ne voir dans les journées de mai qu'une habile mise en scène par laquelle le cabinet Salandra-Sonnino, jouant le tout pour le tout, avait réussi à vaincre et les intrigues giolittiennes et les résistances d'une Chambre hésitante. Mon impression est toute différente. Certes, les manifestations de mai n'étaient pas pour déplaire aux ministres démissionnaires, et il serait extraordinaire qu'ils les eussent réprimées avec sévérité; mais je suis persuadé qu'ils y sont restés étrangers.

L'esprit qui animait ces manifestations était d'ailleurs tout à fait différent de celui qui avait inspiré la politique du ministère. L'opinion populaire se prononçait violemment pour la guerre aux côtés des Alliés. Quand je dis : opinion populaire, entendons qu'il ne s'agit pas de l'opinion de la majorité de la nation, mais de l'opinion de cette minorité d'avant-garde, agissante et entraînante qui, dès mai 1915, avait compris ce que la majorité de la nation ne devait comprendre qu'un an plus tard : c'est-à-dire l'impossibilité politique, économique et surtout morale qu'il y avait pour l'Italie à se désintéresser du conflit européen. Elle s'indignait, avec une violence inouïe, avec une abondance dans l'injure qui m'a parfois péniblement surpris, du marché que M. Giolitti avait rêvé. Le « parecchio » lui paraissait un pourboire ramassé dans le sang et la boue, le prix d'une trahison de ses affinités latines, la rétribution d'une complicité dans les crimes des empires centraux. Le parti socialiste lui-même dans son congrès de Bologne répudiait la neutralité « mercantile ». Sentiments très nobles, en vérité, et qui sont à l'honneur de la foule qui a pu les ressentir, de la nation qu'ils ont pu entraîner.

Mais cette révolte sentimentale atteignait en même temps l'idée directrice du gouvernement. Quand, dans la dépêche du 20 décembre 1914, Sonnino dit que le ministère « se pro-

pose de maintenir la neutralité s'il peut en échange obtenir la satisfaction de quelques-unes des aspirations nationales », il énonce la thèse même du « parecchio » si bruyamment reprochée à M. Giolitti. D'où cette conséquence assez singulière que les interventistes ont soutenu le ministère Sonnino en raison de l'échec de ses négociations et l'auraient combattu si elles avaient réussi. L'honorable marquis de Viti de Marco, député de Gallipoli et professeur à l'Université de Rome, le déclarait nettement dans une assemblée du parti radical, en janvier 1916 :

N'oublions pas que la guerre est née du *Livre vert*, qui est le traité le plus habile et le plus complet de la politique du « parecchio ». Nous n'avons pas soutenu le ministère Salandra parce que le « parecchio » de Sonnino était un peu plus gras que le « parecchio » de Giolitti. Nous l'avons soutenu à raison de l'insuccès des pourparlers diplomatiques, insuccès qui nous menait à la guerre. En résumé, le parti radical a prévu que la guerre d'Italie, commencée avec ce programme restreint, deviendrait, par la force des choses, guerre européenne en accord intime et complet avec les Alliés contre l'Allemagne.

Je ne saurais trouver voix plus autorisée à l'appui de mon opinion.

Une dernière réflexion : j'ai entendu des admirateurs de Sonnino contester que sa pensée ait été dépassée par l'opinion populaire, et affirmer qu'au contraire, dès le début des négociations, il avait l'intention de les faire échouer. Voilà un éloge lourd comme un pavé. Pareille habileté ressemblerait fort à de l'astuce, et tout ce que nous savons de la droiture de l'homme doit nous écarter de cette supposition.

Pourquoi ne point admettre, au lieu de ce machiavélisme perçant l'avenir, une évolution infiniment plus vraisemblable? Quand, en décembre 1914, Sonnino parle au prince de Bülow, je le crois d'autant plus sincère que je retrouve là l'écho de convictions anciennes, par exemple, du discours de mai 1883 sur la nécessité d'une Triplice cordiale. Sans doute, il prévoit que pareille entente est peu vraisemblable, mais il ne fait rien pour en diminuer les chances. Les concessions qu'il demande à l'Autriche sont tellement modestes (n'oublions point qu'elles ne comprennent même pas Trieste) qu'il n'était pas impossible de les voir accepter.

Mais, au cours des pourparlers, il constate la mauvaise volonté, la déloyauté du partenaire, l'inutilité des négociations : il se décide et choisit. Voilà qui est peut-être moins extraordinaire, mais qui est plus humain.

***

Lorsque j'essaie ainsi de connaître et d'expliquer cette personnalité de premier plan, je songe involontairement à ces poissons brillants qui apparaissent un instant à la surface des ondes, y font un éclair dans la lumière, puis continuent leur vie dans l'obscurité des profondeurs. Le *Livre vert* est un de ces éclairs. Ce qu'il y a avant? après? autour? Mystère. On le saura sans doute un jour ; actuellement, c'est le secret de la diplomatie.

Les diplomates sont, par essence, sibyllins ; cela fait partie de leur prestige et déguise souvent leur indigence. Mais Sonnino est, parmi les diplomates mêmes, un taciturne. Il est rebelle à l'interview et ses confidences sont rares. On connaît le mot du prince de Bülow : « Parmi ces trente-cinq millions de bavards, il y avait un silencieux et ma déveine a voulu qu'il m'échût. » Les correspondances du baron Macchio nous apprennent aussi le dépit de ce fin Autrichien de n'avoir pu faire parler Sonnino ; il rend compte d'un entretien à la Consulta et ajoute : « A la vérité, cet entretien ne fut qu'un monologue au cours duquel je ne pus obtenir de mon partenaire aucun signe d'adhésion ni de désapprobation. » Savoir se taire ainsi est évidemment une force, et nous n'avons pour connaître l'avis de Sonnino sur la guerre européenne que de rares points de repère.

Il était resté quelque chose de l'idée inspiratrice du « parecchio » même après la déclaration de guerre à l'Autriche (23 mai 1915). Certains esprits avaient pu se flatter de voir l'Italie poursuivre sa guerre, *la guerra nostra*, comme disaient les journaux, parallèlement à la guerre des Alliés et à la faveur de celle-ci, en en profitant sans s'y compromettre. Ce fut pendant quelques mois le désir et l'espoir des neutralistes de jadis.

Sonnino était trop avisé pour partager cette illusion. Il avait compris de suite que la guerre d'Italie ne pouvait se poursuivre

qu'en fonction de la guerre des Alliés. Dès la fin d'avril 1915, il avait pris avec la Triple Entente certains arrangements et dès le 30 novembre 1915, il faisait adhérer l'Italie au pacte de Londres, par lequel l'Angleterre, la France et la Russie s'étaient interdit toute paix séparée.

Cette adhésion avait sans doute été décidée dès le début, mais on jugea nécessaire d'y préparer l'opinion italienne. Deux grands discours sensationnels, celui de S. Barzilai à Naples (septembre 1915), et du ministre de la Justice Orlando, à Palerme (novembre 1915), en exposèrent les raisons, mais sans l'annoncer encore en termes formels.

La communication en fut faite au Parlement et au pays par le discours de Sonnino dans la séance de la Chambre du 2 décembre 1915. Discours capital, nu et bref comme un procès-verbal, dans lequel on peut mesurer tout le chemin parcouru depuis le *Livre vert*. Après la guerre à l'Autriche, la guerre à la Turquie (20 août 1915) et la guerre à la Bulgarie (octobre 1915) sont justifiées comme conséquence de la première et des violations de traités commises par ces alliés des empires centraux. La nécessité de l'indépendance politique et économique de la Serbie est affirmée, plus énergiquement encore que dans le *Livre vert* et l'Italie joindra son action à celle des Alliés pour l'assurer. L'adhésion au pacte de Londres est le corollaire logique de toutes ces actions communes.

Mais le discours de décembre précise encore une autre indication du *Livre vert* : il s'agit de la maîtrise de l'Adriatique. « C'est pour l'Italie une nécessité de vie, une nécessité absolue de légitime défense que d'obtenir dans l'Adriatique une situation qui compense la défavorable configuration de son littoral oriental. »

De plus, le gouvernement afirme son intention de veiller attentivement à la défense des intérêts italiens dans la Méditerranée occidentale.

On voit combien le programme des aspirations nationales s'est élargi. Mais son exécution n'est concevable que dans le cadre de la guerre aux côtés des Alliés :

L'Italie est fermement décidée à poursuivre cette guerre avec toutes ses forces et au prix de n'importe quel sacrifice jusqu'à la

satisfaction des sacro-saintes aspirations nationales, comme aussi des conditions d'indépendance, de sécurité et de respect mutuel des peuples qui seules peuvent fournir la base d'une paix durable et qui représentent la raison d'être du pacte qui nous lie, nous et nos alliés.

Ce discours fût très chaleureusement accueilli. Il n'y eut aucune des protestations que la timidité du ministère avait craintes. Une fois encore, l'opinion, mûrie par les événements, l'avait dépassé.

Et des actes suivirent qui démontrèrent que les déclarations de Sonnino n'étaient pas de creuses paroles. Si quelque défiance pouvait subsister dans l'opinion des peuples alliés, avant la déclaration de guerre à l'Allemagne, elle dut disparaître lorsqu'on vit l'Italie se joindre aux Alliés pour prendre acte de leur déclaration de garantie vis-à-vis de la Belgique (février 1916) et assister à la Conférence de Paris qui établit l'unité d'action militaire et économique des Alliés.

A Paris, comme ailleurs, si Sonnino rassura par son allure de sincérité, il étonna par sa froideur et sa sécheresse. Ne lui demandez pas l'élan ou l'enthousiasme ! Jamais il n'a daigné auréoler d'idéalisme une argumentation ; jamais il n'a voulu réchauffer d'une flamme sentimentale ses froids calculs patriotiques.

Et pourtant cet homme-là connaît la valeur des facteurs moraux. N'est-elle pas de lui, cette phrase profonde que me citait un jour Raimondo, l'éloquent député de San Remo : « Lorsqu'un peuple ne vit et ne lutte que pour son pain, il finit par perdre celui-ci même [1]? »

JULES DESTRÉE

1. Jules Destrée, *L'Italie avant la guerre*, Paris, Van Oest, 1915, p. 83.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

449

CEUX DU MORBIHAN [1]

LE GRAND PATERN

A cinq heures du soir, par ce jour de novembre, la brume que les paysans gallots appellent la « brouée » avait envahi le ciel de sa cendre. J'étais monté sur la grée de Plumélec, à deux cents mètres au-dessus de la vallée, et je me promenais dans les vapeurs sans rien apercevoir qu'une sorte de grande gueule rouge ouverte à l'occident, qui se refermait peu à peu.

Il me semblait être plongé dans l'atmosphère d'un monde consumé, sensation presque angoissante. Mes pieds butaient sur les schistes de la montagne, pointus comme des incisives. L'ajonc ras, mêlé de bruyère, chaussait à leur base ces dents qui mordaient mes semelles. Promenade hostile, pas un bruit humain dans la campagne ; d'humides fumées qui me glaçaient le visage, et le silence.

A cet instant un soupir rauque, un han ! pénible traversa la « brouée ». Quel effort révélait-il? Un homme peinait donc sur la grée, dans cette pénombre? A quel métier? Je découvris une sorte de tour blême à peine visible sur la rougeur mourante du couchant. Et un glaive énorme, puis un autre glaive et encore un autre descendirent de la nue, s'abattirent vers le sol et remontèrent.

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 mai, 1er juin, 15 juillet et 1er septembre 1916.

— Un moulin !

Et ce moulin isolé sur cette cime au-dessus d'un abîme invisible qui contenait le Morbihan jusqu'à l'Atlantique, prenait une valeur singulière.

Une seconde fois un han ! parvint à mes oreilles et j'aperçus la silhouette floue d'un homme qui me parut large, haut, redoutable. Ce meunier, autant qu'il me sembla, tournait les poignées d'un treuil et la queue de son moulin, attirée, raclait le roc. Soudain la chaîne cassa, le toit tournant eut un frisson et les verges s'affolèrent. Alors des jurons épouvantables retentirent dans la vallée. Jamais je n'avais entendu sacrer avec cette violence magnifique. Quel Titan était donc ce meunier dont le corps large comme un bahut se penchait maintenant sur son treuil afin de réparer?

La nuit allait me surprendre ; je m'éloignai. En arrivant au sentier rocheux formé par la ravine des eaux hivernales qui balafrèrent du haut en bas la montagne, j'entendis comme un bruit de clarines fêlées. Le brouillard ne me permettait plus de voir à cinquante mètres devant moi. Peut-être un troupeau conduit par un pastour remontait-il ce chemin creux? J'attendis son passage adossé à l'enfourchement de l'arbre unique de cette grée, un sapin en forme de lyre sur laquelle chantait l'ouragan pendant tous les mois noirs.

Contre mon attente, seul, un paysan m'apparut. Un feutre de la forme et de la couleur d'un pain de seigle couvrait ses cheveux coupés à l'écuelle et rebroussés sur les oreilles à la mode des clercs médiévaux. Étonné de ma présence, le passant jeta d'abord un cri peureux ; puis, à mon salut, il approcha sa face empoussiérée comme un vieux meuble jamais épousseté et ses yeux ternes clignotèrent. Une culotte à pont serrait ses petites jambes de coq : ses bras débiles, de la grosseur de ma canne, tremblaient dans la lustrine roussie de son gilet à manches.

— Ne me reconnaissez-vous pas, monsieur, je suis Pomin, le tourneur en cuillers et plats de Lezourdan. Mais vous savez, ceux d'ici ne veulent plus de vaisselle de bois... alors je suis devenu un père la misère ! Enfin ! à la vertu d'espérance ! Sauf votre respect, qu'est-ce que vous attendiez? La brouée s'épaissit... Ah ! vous veniez peut-être pour celui-ci?

Il désigna le moulin avec la queue de ses cuillers à pots.

— Des fois, vous souhaitiez causer avec le grand Patern Trovic? C'est un monde singulier, celui-là ! Oui, on nomme ce meunier : le grand Patern, à cause de sa force. Et même il n'est pas commode. C'est un terrible.

Poussant ses lèvres en museau, Pomin, son regard inquiet tourné vers le moulin, me souffla dans l'oreille :

— Vous savez ce qu'on dit? Non ! Ah ! mon cher, comment, vous ignorez l'histoire de cet arbre? Oui, celui-là même qui vous appuie. Remarquez qu'il est fourchu. Eh bien ! Voilà un couple d'années, un dimanche, fête de Saint-Malo, qu'est-ce que les gens de la première messe trouvent? Un maçon, Talverne, du Cosquer, debout, les bras passés derrière chaque branche. Devant lui quatre poules et un lapin étranglés. Ce maçon n'avait pas trop bonne réputation.

« — Eh ! Talverne, — lui crient les paroissiens, — tu reviens de tournée, méchant gas?

» L'ouvrier ne bougeait pas. Ils s'approchent. L'autre restait toujours piqué sur ses jambes écartées, la tête contre une branche, presque assis sur la fourche. Quand ils lui mettent la main à l'épaule, Talverne s'écroule.

« — Serait-il mort? On ne lui voit pas une blessure. Pourquoi s'était-il mis debout contre le sapin pour périr avec son gibier volé autour de lui?

» Le médecin de justice arrive et raconte qu'il n'a jamais constaté pareil cas. Aucune plaie visible et, à l'intérieur, un cœur écrasé comme un œuf sous une roue de charrette. Il n'y avait en Bretagne qu'un homme dont le poing fût assez fort pour cette besogne.

Ici Pomin clignota vers le moulin et s'éloigna en marmonnant :

— Si j'avais eu des poules et un lapin volés, je serais au moins venu les réclamer.

Au bout d'une vingtaine de pas le tourneur s'arrêta, revint vers moi et reprit :

— Au contraire, le grand Patern les dédaigna : « Je ne les réclame point ! Qu'on les enterre avec le voleur. » J'allais oublier un détail. Pour soutenir les bras écartés de Talverne, son tueur avait enfoncé dans les branches du sapin deux

pointes de charpenterie. Vous en retrouveriez les trous sous l'écorce. Et qui donc possédait de pareilles ferrures dans le pays? Il fallait chercher. La justice ! Ah ! la justice n'a rien voulu trouver !

Le tourneur famélique avait repris sa marche comme à regret et cette fois, il dit sans crainte d'être entendu :

— Le grand Patern est un homme capable, qui soutient sa meule sur son dos tandis qu'on la repique. Ah ! mon Dieu de mon Dieu !

Peu à peu Pomin s'enfonça dans la brume. Vu par derrière avec ses épaules tombantes surmontées du petit chapeau rond il ressemblait à une pierre levée.

...Je m'endormis ce soir-là avec la vision du voleur cloué comme un hibou à l'arbre solitaire afin de servir d'épouvantail aux autres chapardeurs du pays.

Et ce cœur écrasé? Représailles d'homme terrible.

***

Ma servante est désolée ; il lui est impossible de réussir ses « grous ». En vain avait-elle délayé avec soin sa farine de sarrasin et obtenu une bouillie épaisse qui, refroidie, fut coupée en petits cubes ; lorsqu'elle voulut les frire, ils se délayèrent. Quel mets exquis qu'un « grou » réussi, beau comme un dé d'or !

— Je suis trahie par ma farine, — assure cette brave fille. — Elle n'est pas pure. Le boulanger l'aura mélangée de seigle et de froment. Monsieur devrait demander à Patern Trovic s'il voudrait lui livrer de la farine pure?

Et voici que j'ascensionne les grées dont la chaîne partage le Morbihan, le versant marin vers le golfe et la campagne profonde vers Josselin et Pontivy. Au sommet de cette petite montagne, et aperçus de tous les points de l'horizon, deux moulins aux confins de deux communes prennent l'allure de tours féodales. En roc gallot, c'est le moulin de Trovic ; sur le sol de langue bretonne, à la limite des deux races et des deux langues, c'est le moulin de Corentin Pigaller, construit de schiste violacé tandis que les moellons de granit font une carapace argentée au donjon de Patern.

Cent mètres avant d'atteindre Trovic, je l'aperçus à la haute baie de son moulin qui me tenait sous le canon d'un fusil. Le récit de Pomin me revint à la mémoire, aussi je m'arrêtai, en pensant : « Diable ! ce solitaire tire-t-il les passants comme des lapins. » L'arme s'étant abaissée, je continuai ma route et bientôt je pus distinguer une longue-vue de cuivre posée en travers des bras du meunier comme une carabine.

Quand j'atteignis la porte cintrée, un homme formidable l'encombrait ; sa chevelure touchait le claveau et ses épaules frôlaient l'un et l'autre côté de l'huis. Les jambes recouvertes par un long tablier serré autour d'elles, roide, le grand Patern rappelait l'une de ces cariatides colossales de Puget, un Atlas, et il semblait porter son moulin. La farine qui le blanchissait ajoutait à l'illusion d'un géant sculpté dans le tuffeau.

Aussitôt je lui expliquai mon désir. Un sourire puissant illumina sa face carrée.

— Entrez, monsieur, je ne puis guère quitter la poignée de ma levée. Il vente grand largue, aujourd'hui, par ce soleil d'automne. Montons à mon banc de quart et je vous expliquerai pourquoi vous ne pouvez vous procurer de farine pure de mélange.

A sa suite j'entrai dans un rez-de-chaussée où des sacs rebondis comme des poupées de son, avec leurs rebords noués de cordes qui retombaient en bavolets, semblaient des villageoises réunies dans une salle d'attente. Au milieu de leur cercle une balance romaine à plateaux de bois oscillait sous les poutres. Un escalier de pierre à noyau menait au premier étage consacré à la bluterie. Avant de le gravir, Patern saisit à la gorge l'une des bonne femmes de grain, l'enleva d'un seul bras et la jeta sur son épaule. Au second étage il fit éclater les cordes du sac qu'il portait et le bascula avec un geste ample dans la trémie.

— Va-t-en rejoindre les autres, — prononça-t-il.

Une poussière blonde s'évapora dans le moulin, traversée par un rais de soleil qui vint cuivrer tout un côté du meunier. Lui demeurait, bras levés, maintenant la poche flasque d'où les derniers grains achevaient de tomber. Et les yeux du grand Patern, couleur des feuilles de chêne, baissés pieusement regardaient l'augette fiévreuse saisir le froment à la base de la

trémie et la distribuer à la meule dont la rumeur chantait avec la modulation du vent dans la forêt.

Vercingétorix d'Alésia devait avoir le visage de Trovic, ce front dense souligné par les barres rousses des sourcils et la masse des cheveux torsadés de la nuance du caramel : les moustaches de Patern, afin d'être plus redoutables, avaient emprunté du poil à la barbe des joues ; ainsi ces moustaches de guerrier gaulois rejoignaient presque les oreilles. Tout était charpenté dans cette tête afin de résister aux coups et les larges maxillaires tendaient la peau de la gorge chaque fois que ce meunier ouvrait la bouche. Pas d'autre ride sur ce masque de quinquagénaire qu'un V entre les sourcils, comme gravé au fer rouge à l'intersection d'un nez superbe de ligne et de fermeté, le nez d'un homme sain.

Enfin Patern lança son sac dans un coin et vint s'asseoir à ce qu'il nommait : son banc de quart, trois marches au-dessous du plancher, en face des meules revêtues de leurs entourages. De la main gauche il saisit comme un gouvernail, le levier, qui, tour à tour, soulageait la meule inférieure ou bien augmentait l'adhérence des plateaux tournants. De la main droite il prit la planchette qui fermait le conduit par lequel la farine tombait au bluteur. Avec l'attention grave d'un commandant à son bord, il jeta un coup d'œil sur l'arbre de couche, formidable tronc de chêne entraîné par les verges ailées, et au roit dont les engrenages happaient la fusée craquante qui transmettait au fer vertical, soudé au centre des meules, son mouvement circulaire.

Les paupières levées vers les seulettes, ces petites ardoises triangulaires de la toiture, il m'avertit que le vent remontait.

— Comment pouvez-vous le savoir, Trovic?

— Voyez plutôt la demoiselle de gauche, danse-t-elle bien la polka vers le nord?

Au bout d'une ficelle une latte se balançait entre les baies qui permettaient à l'arbre de couche de déborder à l'extérieur de la maçonnerie. Et, suivant que le courant d'air soufflait de l'ouest ou de l'est, les demoiselles de droite ou de gauche gambadaient à leurs poutrelles.

— C'est une de mes inventions afin de me délivrer de peine, — me déclare-t-il. — Plus besoin de courir dehors, de mouiller

son doigt dans sa bouche et de le tendre au vent afin de se renseigner.

A cette plaisanterie, son rire tapageur sonne le carillon dans son moulin.

Puis sa gravité le reprend :

— C'est une chose aussi sacrée qu'une sainteté, une invention, pas vrai, monsieur? De quel endroit vous arrive-t-elle? Se l'expliquera-t-on jamais? Moi, je ne sais rien pour l'avoir appris dans les livres et je sais un peu par mon esprit.

Le grand Patern appuie un poing roux, gros comme un gigot, sur la levée et, aussitôt, les meules allégées tournent avec le bruit d'une légion de rats grignotant des grains.

Le V marqué entre les yeux verts du meunier se gonfle et il prononce en me fixant d'un air assuré :

— J'ai toujours cru que l'esprit qui naît en soi vaut mieux que l'esprit acquis. Mais prenez donc ce « bréchet ». Excusez-moi, je ne possède que cette bûche à trois pattes comme fauteuil.

Lorsque je me suis assis, sans me regarder, les mains dans la mêe dont il chassait la farine vers la conduite du bluteur, d'un geste régulier, il reprend d'une voix mate :

— Des fois, est-ce qu'on vous aurait parlé de moi?

Il relève une tête fière et, sans attendre ma réponse, il continue avec une sorte d'ardeur sauvage :

— Eh ! oui, je hais les mauvaises gens, je les hais !

Brusquement il retire ses sabots et bondit en chaussons sur l'entourage des meules, cette passerelle protectrice. Un pot de graisse à la main il marche jusqu'à l'arbre de couche qui repose sur une pierre en croissant de lune qu'il lubrifie.

— J'entendais chanter la caille. On appelle ainsi cette pierre parce qu'elle chante comme cet oiseau, aussitôt qu'elle s'échauffe faute de graissage : Pille ! Pille ! Pille ! Pille ! Voilà son cri. Ah ! un moulin, quelle chanson ! Toutes les chansons ! Ce n'est pas étonnant que les meuniers soient les fabricants des airs qu'on répète dans les fêtes du pays. Ils n'ont qu'à écouter, qu'à répéter. Des fois, par grand noroit, le moulin, c'est un orgue, meilleur que celui de la paroisse, car il marche avec la soufflerie du ciel. Par brise de l'est, mes ailes bourdonnent comme un essaim d'abeilles. On s'endort à les entendre et le travail se fait pourtant. Bouffées du sud !

pépiements de merle ! gare dessous : tri ! tri ! pi kouic ! Veille au grain, meunier. Le nord glacé tient-il les voiles, quel beau cantique ! C'est comme s'il y avait des anges dans l'air. Les armelles de fer m'envoient aux oreilles des sons de flûtes tandis que le bouc qui ne rit jamais mêle sa grosse voix à cette musique. Comment pourrait-on s'ennuyer dans ce moulin dont j'ai été le père, des assises à son faîtage? Oui je l'ai fait, et mieux qu'un enfant, puisque je suis à la fois son père et sa mère. Je l'ai sorti du sol, tout entier, et mon esprit lui donne le mouvement. Aussi je serais tout à fait heureux sans ce maudit concurrent de mon voisinage. Vous l'avez aperçu sur l'autre colline en face. Un nommé Corentin Pigaller le conduit. Il avait bien besoin de venir s'installer en ce pays, ce Breton?

— N'êtes-vous pas Breton vous-même, Trovic?

— Breton peut-être, gallot d'abord. Je ne parle pas leur langue d'aboiement. Comment ces bas-Bretons ne seraient-ils pas des sauvages, leurs meules sont encore montées à croix? Joli système pour les rhabiller ! Et la maçonnerie en pierres vertes de Pigaller ne tiendra pas devant l'ouragan que je lui souhaite. Le moulin de cet envahisseur se trouve à califourchon entre cette commune galotte de Plumélec et la paroisse bretonne de Saint-Jean-Brévelay, même que sa queue traîne chez nous. Ah ! il en a de l'audace, ce Pigaller !

Je m'étais approché de la porte-lucarne surmontée de sa poulie :

— Oui, regardez-moi la bâtisse du Breton. De quoi a-t-elle l'air? Malheureusement, elle m'enlève de l'ouvrage. Ces « Men Doué » savent les douces manières et cela leur réussit.

...En ce pays mouvementé, océan terrestre aux vagues de six cents pieds, au sommet d'un déferlement de schiste et de quartz mélangés, le moulin de Corentin Pigaller tournait avec langueur ses toiles tendues seulement à moitié de leurs vérons. Deux portées de fusil nous séparaient à peine de lui. Un énorme ravin isolait la tour ailée du Breton de la tour du gallot. Comme les donjons de deux féodaux ennemis, ils s'affrontaient.

Trovic rougit sous sa farine et il gronda, l'index tendu comme un pistolet vers son rival :

— Tenez ! le voici qui sort sur son aire. Oui, ce pierrot haut

comme le doigt, c'est l'homme en question. Il y a des fois où je m'imagine que son moulin me prend mon vent, quand celui-ci vient de l'ouest. Dans ces moments je jetterais Pigaller dans ma trémie et, jour de Dieu ! j'en ferais une mouture de chair.

La voix de Patern tonne. Plus bas, mais avec un accent encore farouche, il reprend :

— Quelquefois l'on a bien du mal à se retenir de commettre des malheurs. Il faut se prendre soi-même à la gorge et se crier : N'y va pas ! N'y va pas ! Les meuniers sont faits pour travailler dans le blanc et non pas dans le rouge. Allons ! n'y pensons plus.

Voyez donc plutôt en face, monsieur, c'est mon pays gallot. Je vois jusqu'aux côtes de Redon, par-dessus le château de Callac ; et, derrière, je dépasse les rampes de Loudéac. Ici c'est la terre des gens bêtes mais courageux au mal ; pas beaucoup de moyens, mais du cœur.

Le menton pressé sur son thorax bombé, Patern médite avec un froncement redoutable des petits buissons rouillés qui lui tiennent lieu de sourcils. Il continue :

— Il y a tout de même des hommes chez les gallots, de vrais hommes d'esprit né, tout comme il y a quelques clochers parmi tant de chaumières.

» Voulez-vous prendre ma longue-vue pour regarder les églises, monsieur? J'avais pris le goût de cet instrument quand j'étais artilleur de forteresse à Saint-Mihiel. Ces verres me rendent service. Ils me permettent de voir arriver les grains et je puis parer à temps mes toiles, tandis que l'imbécile, mon voisin, laisse déchirer les siennes comme des queues de chemise. C'est un toucheur de chevaux, ce n'est pas un farinier. Car il possède deux chevaux, ce Pigaller. Avec quel argent? Je crois le savoir. Le misérable ! Moi, pour remonter mes « pochées » de la vallée ou descendre mes culasses, je n'ai qu'une faillie jument qui porte à peine ses trois cents livres. Il faut dire que l'hiver ce ne sont que fondrières dans ces bas-fonds des vallées. La jument et moi nous en revenons parfois avec de la vase jusqu'aux épaules. Tant pis ! J'aime qu'on gagne son pain par force.

Je me suis assis les jambes pendantes au-desus du vide et

pour détourner les pensées de Patern de son concurrent, je lui avoue mon affection pour son pays gallot qui est aussi le mien. A ma déclaration les yeux verdâtres du meunier prennent le ton des poussses nouvelles en mai.

— Avant de construire sur cette grée, — reprend-t-il avec passion, — pendant plusieurs mois j'étais venu me rendre compte, le matin, le soir, par brise ou tempête. Et il n'y avait pas à rechigner, cet endroit me donnait le plus d'agrément Je creusais donc mes fondations en disant à ma femme : « Ce sera ma tombe. »

A deux cents mètres au-dessous du moulin s'étendait, jusque vers l'océan, le pays gallot, département dans la province bretonne, avec sa race lourde, lente, douce et parfois malicieuse, le sel français sous l'enveloppe armoricaine.

A perte de vue les landes de Lanvaux déployaient leurs longues chaînes ardoisières d'un violet tavelé d'or et de rose, d'une splendeur misérable et où ne poussent que les moulins à vent, ces marguerites à quatre blancs pétales. Mais au-dessous des landiers s'étalent les forêts d'un bleu mélancolique dont le velouté charme le regard et fait sombrer la pensée dans d'infinies délectations moroses.

Bois de Talcoameur, de Bily, de Kerfily et de Lanvaux ; hautes futaies de Coetby et de Molac, frondaisons centenaires où rôdent encore les légendes, où foncent les sangliers, détalent les cerfs et fuient les renards, ces chênaies, ces hêtraies et ces sapinières, témoins de l'ancienne Bretagne druidique, assombrissent les terres rousses. Et dans les sous-bois ténébreux, dolmens chenus, menhirs dorés par leurs lichens, peulvans, galgals, tout le bestiaire de granit d'une humanité primitive, sont encore tapis. Partout ailleurs, des champs que les pommiers semblent vouloir protéger du soleil avec leurs larges ombrelles vertes, pommiers en monômes, en quinconces ou en cortèges, pommiers sacrés à l'égal des orangers de l'Orient. Et ces pommeraies, vignobles du septentrion, recèlent l'ivresse, l'oubli et la récompense.

A travers ce pays bocager à fourrés et raidillons, quelques petites routes vicinales, serpents d'or ou d'argent suivant la nature des sables ou des rocs qu'elles traversent, sinuent difficilement, reviennent sur elles-mêmes, cherchent issue. Et,

un peu partout, de petits troupeaux de logis à toisons rousses stabulent devant leurs courtils, humbles villages médiévaux de Cadoudal, Kerfiloué, Remungol, Lézourdan, Letiernan, Penher, Kergland, dont les maisons retentirent aux cris de mort de Blois et de Monfort et, plus tard, aux coups de fusils de la chouannerie et des réfractaires.

— Je suis né à Bréhé, derrière ce grand if noir, — m'avertit Patern.

Je me souviens aussitôt de ce hameau composé d'une douzaine d'arches contenant dans leurs carènes granitiques, toutes les espèces humaines, animales et végétales mêlées. Dans la salle commune, et à peine séparés par leur auge de chêne, les bœufs tournent leurs grands yeux nostalgiques vers leurs maîtres étendus dans leurs lits à glissières.

— Je suis né sous le seul toit d'ardoises de ce village, cadet de douze enfants dont sept déjà morts, — reprend Trovic. — Ils sont enterrés dans ces cimetières à droite, à gauche.

Le meunier ferma ses paupières enfarinées et murmura en gros bourdon :

— Dieu leur fasse paix !

Rouvrant ses yeux, il jette un regard cruel sur le pays :

— Oui, la paix pour les bonnes âmes, mais pour les autres pas de paix jamais. Le feu éternel !

Il me pose la main sur l'épaule, une effrayante main d'étrangleur et dit :

— Quand nous châtions quelqu'un, nous autres hommes, qu'est-ce que notre châtiment? Presque rien ! Un mauvais coup bientôt oublié. Tandis que le feu éternel, parlez-moi de cette invention ! Éternel, à la bonne heure.

Le souvenir de Talverne cloué en croix comme une chouette me revient à la mémoire. Quel sentiment de la vengeance, chez Trovic, qui murmure maintenant :

— Enfin, j'espère que mes frères et sœurs n'ont pas trop commis le mal et que la flamme leur sera évitée. Oui, sept fois j'ai conduit leurs châsses à travers ces chemins creux jusqu'à leurs paroisses de Trédion, Sérent, Plumélec, Saint-Guyomard et Bohal. Les croix des Trovic depuis les temps des temps feraient un joli petit bois.

D'humbles flèches en éteignoir, aux écailles d'ardoises sur

leurs charpentes, jaillissent au-dessus des dos ronds des chaumières. Ce pays gallot n'est pas celui des belles églises ; son besoin d'idéal multiplia cependant sur les collines, le plus près possible du ciel, des chapelles, pieux hangars, auberges du bon Dieu et de quelques saints : Patern, Gurval, Méen, Marcel, Isidore, Mathurin, Efflam, thaumaturges du petit monde, rebouteurs des estropiés, bâtons des persécutés. Un méchant clocheton et une croix sur la toiture, voilà ce qui distingue ces trêves moussues des métairies. La pitié passive des gallots laisse même les faîtages s'affaisser, aussi que de coulures vertes sur les statues saintes ! L'on continue pourtant à les chérir comme ces vieux parents que les paysans aiment à condition qu'ils ne coûtent rien.

— C'est à Cadoudal que j'ai fait mon apprentissage de meunier, — me déclare Trovic, et il l'ajuste avec sa longue-vue.

Près d'un pont sur la Claye, un moulin à eau se devine plutôt qu'il ne se découvre entre les murailles luisantes de ses châtaigniers.

— Un homme capable l'habitait autrefois, mon cher monsieur. Il n'avait jamais voyagé. Toute son intelligence était née avec lui. Je le respectais. Un jour qu'il était embarrassé d'une meule gauchie par l'usure et qu'il ne savait comment la repiquer, car il lui manquait des aides, il me dit :

« — Continuer notre travail de la sorte, ce n'est pas honnête. La farine sera mal moulue et je ne veux pas qu'il soit raconté dans le pays que le meunier de Cadoudal trompe son monde. Or, si j'arrête le moulin, je perds mes clients. Les minotiers de Vannes me les enlèveront. C'est la ruine. Que faire?

« — A nous deux, maître, nous pouvons toujours enlever la meule gauchie au moyen de la roue et des câbles.

« — Et ensuite?

« — Ensuite, vous la laisserez venir en grand sur mes reins et je la porterai le temps que vous mettrez à la repiquer.

« — Je te sais fort, Patern, mais pas assez pour soutenir cette charge.

« — Faites donc !

« — Non ! malheureux, j'aurais ton écrasement à me reprocher devant Dieu, au jour du jugement dernier.

« — On ne peut pas arrêter le moulin, maître. Jetez-moi hardiment la meule contre le dos.

» Il fit et il achevait de dégauchir sa meule, quand le sang me sortit par les narines. Dame ! j'avais résisté. Bientôt le moulin ronfla et il me dit :

« — Merci ! tu m'as aidé au péril de ton corps, mon cher garçon. Vois, notre farine est redevenue blanche et douce.

A cet instant de son récit des larmes emplissent les yeux de Trovic ; puis, lugubre, il ajoute :

— Encore un de mort, ce meunier. Lorsqu'il fut sur sa fin, ce n'est pas à son fils, c'est à moi qu'il donna son dernier baiser. Il me retint, comme ça, sur sa poitrine (ici Patern imite un athlète empoignant à la taille son adversaire) et il me souffla dans l'oreille : « C'est dommage de partir, à nous deux nous aurions encore fait du travail loyal. »

Deux larmes tombent sur la blouse de Trovic ; elles ressemblent à de grosses gouttes isolées, annonciatrices de l'orage, et, en effet, tout aussitôt, le V inscrit sur son front se gonfle, et il continue d'une voix rauque :

— Le fils de cet honnête homme n'était qu'un propre à rien. Un jour qu'il me bravait, je le pris par la nuque et par une jambe, je l'enlevai à bout de bras et je le lançai dans la rivière. C'était une journée de mars par un courant vif.

Comme Patern s'était tu, je lui demande ce qu'il advint de ce garçon.

— Par malheur, monsieur, des maladroits se jetèrent à son aide dans une « plate » et le sauvèrent.

— Et le meunier, son père, vous en voulut, Patern?

— Non, c'était un homme trop juste pour cela. « Ah! mon gas ne s'est pas noyé? Tant mieux pour lui. » Voilà ce qu'il dit. D'ailleurs, à cette époque, nous succombions de travail. Trois meules à nourrir et de l'eau à faire craquer les aubes...

Les yeux de Trovic prennent la fixité de ceux d'un fauve à l'affût et, du fond de la gorge, il râle :

— Pendant ce temps le faux noyé se faisait donner du rhum sucré par sa bonne femme de mère. Si ce gueux avait aidé son père, celui-ci, qui s'est tué par trop d'ouvrage, vivrait encore. Les bons seuls, il faut les sauver. La vermine s'écrase.

Avec la spontanéité d'un enfant, Trovic changea d'humeur et se retourna d'un air fier vers l'intérieur de son moulin :

— Vous ne trouveriez pas une pièce moulinée dans cette charpente, monsieur.

Et afin de me faire apprécier la qualité du bois, du poing, il frappa le bouc, la pièce fourchue qui permettait à l'arbre de couche de tourner. Un calice était sculpté sur la face postérieure de cette poutre.

Depuis un instant les « demoiselles » valsaient au bout de leurs ficelles et les ailes tournaient avec une clameur victorieuse. Comme un cri de guerre le meunier clama :

— Écrase ! Écrase ! Allons ! le roit ! Croche dur dans la fusée. Hardi ! Écrase ! Écrase !

La joie de voir son moulin tourner avec une vitesse presque inquiétante développait la carrure du géant Trovic. Je ne l'avais pas encore trouvé aussi redoutable. S'agenouillant devant les meules il lâcha le cuir du renard qui maintenait l'augette sous la trémie, et le grain, trouvant une pente plus accentuée, se précipita. Il se releva avec un geste de la main pour rebrousser sa tignasse rousse et, en trois pesantes enjambées, il atteignit aux armelles de l'arbre de couche ; par la baie circulaire il observa les toiles.

— Pas de danger. Elles ne partiront pas. J'ai inventé des crochets en bois de saule et les vérons casseraient avant de livrer ma voilure au vent. Le Breton d'en face attache ses toiles avec des nœuds : supposez un grain, la nuit ! Il descend quatre à quatre pour délivrer ses verges de leur entoilement. Impossible ! les nœuds se sont brouillés et les ailes cassées par la rafale vont s'affaler au bas de la vallée. C'est la grâce que je lui souhaite.

Repris par sa haine, Patern grimaçait, lorsqu'un sourire détendit sa face d'orage. Une petite fille, quatre ans peut-être, à peine haute comme une quenouille et blonde comme le chanvre avec sa chevelure disposée en trois minces tresses, une sur chaque oreille, l'autre sur le dos, dépassa l'escalier à vis et sauta sur l'entourage des meules. Une cravate rose large comme une oriflamme, sans doute quelque vieille ceinture, s'étalait sur sa petite robe de bonne femme de campagne aux entournures de velours. Des bas de laine d'un rouge capu-

cine chaussaient ses jambettes. Parfois cette enfant, cessant de trottiner, s'avançait par sauts de pie, si légers, qu'en retombant sur ses pieds le bruit n'en pouvait être perçu.

— Voici Marie-Cinthe, ma bergeronnette, la petite compagne de son papa, jour et nuit, en campagne comme à la maison, — s'écrie Trovic. — Viens, ma belle, et dis bonjour au tonton. Tous les messieurs, tous mes clients, pour elle, sont des tontons. Excusez-la.

Et un son de fifre à ses notes les plus aiguës, me salue ; puis ce sont des rires, des gambades, une danse, quelques pirouettes de ballerine et des roucoulements qui s'égosillent avec l'ivresse d'un rossignol par un crépuscule de juin. Cette fillette ingénument heureuse papillonne au-dessus des meules broyant le grain qui nourrira les hommes mélancoliques et lourds des vallées dominées par le moulin.

— Tic tac !... Toc toc... la bobinette... Tic tac ! Toc toc, — chantonne Marie-Cinthe, et elle imite la cadence des dentures du roit frappant la fusée.

— Tic tac... Toc toc... l'aiguillette, l'aiguillette.

— Marie-Cinthe ! Mon petit épi ! Aigrette de ton papa !

De quel accent inouï, inattendu, Patern a prononcé cet appel? Et quel changement dans sa physionomie.

Un géant débonnaire m'apparaît et, comme les géants, lorsqu'ils deviennent bonifaces, Trovic s'engauchit, perd sa beauté sculpturale. Il s'accroupit afin de se rapetisser, la bouche ouverte jusqu'aux oreilles et se croit plus paternel.

Insensible aux attentions de son père, Marie-Cinthe saisit ses sabots de cendrillon, des amours de sabots gravés au couteau de croix et de pâquerettes et les entrechoque au-dessus de sa tête. Déjà lassée par ce jeu, elle découvre sous la toile d'un sac, une poupée, étrange idole aux yeux de chat, aux pieds et aux mains palmés, coiffée d'une catiole.

— Marie-Cinthe ! Mignonne de ton papa ! Viens ici !

Non ! elle ne veut pas entendre et reprend sa course sur les entourages ; les petits bas capucine courent vite, vite, et semblent semer des fleurs.

— Mon merle ! Mon petit fuseau ! Ah ! coquine de navette, on ne l'arrêtera donc pas?

Patern avance ses bras, mais l'enfant se dérobe avec le cri

aigu d'une hirondelle et les jambettes sautent, si rapides sur le plancher des meules qu'elles y tambourinent. La poupée lancée en l'air va retomber sur le bouc au-dessus du calice Aussitôt pleurs et détresse.

— Ma fille! Descends, ma fille, — appelle Marie-Cinthe éplorée.

Étalée sur son ventre de châtaignier entre les bois fourchus, sa fille insensible fixe de ses yeux de chat, sa jeune maman. Le grand Patern s'est élancé. D'une main il a pris la poupée ; de l'autre, il saisit sous les reins son enfant et, s'agenouillant, il me les présente.

Rires convulsifs de Marie-Cinthe qui se tortille sur la main de son père. A peine a-t-elle repris l'idole aux yeux de chat qu'elle l'empoigne par une de ses pattes et lui fracasse la tête contre la levée des meules avec la plus parfaite insensibilité.

— Ai-je pu faire une mignonne pareille, — s'exclame le meunier avec une mine ravie et ridicule. — Et ce pigeonneau est à moi? Vrai Dieu ! j'ose à peine toucher ce petit nez ! Comment peut-on se nourrir avec une bouche où ne passerait pas mon doigt ! Les moineaux boiraient d'une becquée ses petits yeux. Dis au tonton, Marie-Cinthe, que tu ne quittes jamais ton papa. Que toutes les nuits où je dois veiller, tu viens ici, sous la lanterne. Et cette gamine me fait la leçon : « Père, ne dors pas ! Père ! Père ! veille au grain ! Père gentil, dis-moi une histoire? »

» Pendant quelques instants je songe que nous sommes seuls, cette mignonne et moi dans le ciel de la montagne, au-dessus des villages endormis, oui, tout seuls, alors je la blottis dans un de mes bras et je lui conte des choses de la Grande Révolution que je tiens de mon aïeul, ou je lui chante des chansons de marche, oui, ces airs que les gas entonnent pour se donner du cœur quand ils partent pour la caserne :

Cette année les gas
Faudra marcher au pas
Et marquer la cadence
Nous serons bons soldats
Nous servirons la France !

Lorsque j'ai fini elle m'en réclame d'autres. Et moi je ne sais plus rien ! Qu'ai-je appris en ce monde? Rien que par l'esprit qui est en mon corps.

« — Encore ! Encore, petit papa !

» Je lui chante des cantiques et jusqu'au *De profundis.* Suis-je bête? Et voici qu'un grillon répond : *dies iræ.* Où est-il caché? Ah ! je le sais bien ! Ce grillon, c'est ma Marie-Cinthe dont le ronflement si petit me semble la musique d'un insecte.

» Je la couche sur des sacs vides et, à chaque nouvelle pochée jetée dans la trémie, je songe : « Tant mieux ! encore une qui grossira le matelas de Cinthe. »

» La pleine nuit est venue avec un vent dur : tout craque ! Et je pense : « Mon pauvre navire, tenons ferme ton gouvernail. Il ne faut pas qu'il arrive malheur à ma Cinthe. »

» L'été je me tiens devant ma fenêtre. Quel ciel ! Il est blanc d'étoiles à croire que les meuniers y ont semé leur farine. Tandis que mes meules et mes ailes clapotent doux, tout doux, parfois je me répète : « Comme on dormirait bien ! Pourtant il ne faut pas dormir ! Le malheur nous tomberait dessus. » Pour m'occuper je cherche avec ma longue-vue dans la campagne noire des petites lueurs à peine visibles à travers leurs fenêtres, et je tâche de deviner. Cette petite flamme rouge doit être la veilleuse de l'église de Saint-Guyomard? Cette grosse appartient à la paroisse plus conséquente de Plumélec. Ce fumeron, c'est celui de Bohal, une paroisse large comme les mains. Penser que ces lumières brûlent depuis des siècles, sans arrêt, quand nous, pauvres gens, nous nous éteignons si vite, les bras m'en tombent de tristesse.

» Ah ! vous ne vous figurez pas comme les nuits d'hiver de quinze et seize heures sont longues sur les grées. On dirait que tout le monde de la terre est mort. Et en passe-t-il des armées de nuages ! Ils vont défiler ainsi, pendant des mois, haillonneux, des gueux qui ne cherchent qu'à commettre des mauvais coups. Et quand je suis sombre comme le temps, je réfléchis davantage. Mon âme travaille en moi et je me demande pourquoi je suis dans ce moulin? Je pense que, dans les anciens temps, le bon Dieu aurait fait de moi autre chose qu'un meunier ! Quand je lisais l'histoire des anciens Juifs, je pensais : « Et moi donc, quel chef de guerre d'un peuple élu j'eusse été? » Mais il paraît que c'en est fini des belles aventures. C'est la mauvaise paix, comme mon père le disait en

revenant de la guerre de 1871. Des vaincus, nous? Non, je ne peux pas y penser sans rage.

» Et me voilà meunier au jour d'aujourd'hui? Après tout, c'est encore le métier à ma convenance.

Cambrant son petit corps la fillette glisse de la paume de son père et s'échappe avec un pépiement vainqueur. Aussitôt délivrée elle adresse de vifs saluts aux murs, aux poutrelles et bavarde :

— Bonjour, madame ! Vous voulez de la bouillie avec du son? Bien, madame. Mettez votre belle cravate ! Je le dirai à votre maman, madame. Non, vous n'en aurez pas. Combien de sous, madame? La farine du Breton ne vaut rien, non madame. Elle tue même les rats, oui, madame, c'est comme ça !

A ces mots Trovic laisse éclater son rire en carillon.

— Ah ! la brave petite !

Me levant j'entretiens le meunier de mon désir de posséder de la pure farine de sarrasin.

— Avez-vous du blé noir de belle qualité à me donner à moudre?

— Non, Trovic.

— Dame ! farinier à l'ancienne mode, je ne mouds que le grain qu'on m'apporte. Attendez la prochaine moisson.

Je promis de patienter et, suivi de Trovic, je sortis du moulin. Aussitôt le panorama d'un bleu de roi nous entoura comme un océan végétal. Une rumeur nostalgique, doux bourdonnement d'insectes, d'outils, d'hommes et de bœufs en travail, en chasse ou en pâture, montait jusqu'à nos oreilles.

Sa grande main ouverte au-dessus de l'espace éthéré, Patern déclara :

— De cette hauteur, les paysans ne sont pas même des moucherons, et leurs batteries à vapeur ne font pas plus de bruit qu'une abeille. Un jour d'août j'ai vu sauter une machine à battre. Ce fut le bruit d'un pétard d'enfant, pas davantage. Plusieurs hommes et femmes avaient été hachés comme paille. Pourtant, à cette distance, cela ne me fit pas plus d'effet que de voir écraser quelques fourmis. Oui, de mon moulin, tout devient peu de chose, et ça, c'est la réalité.

J'avais parcouru trente mètres sur le sentier ardoisier

creusé par les fers des chevaux, quand Patern me clama d'un air réjoui :

— Regardez donc le Breton? Quel fainéant !

A deux portées de fusil à ma droite, le moulin de Corentin Pigaller marchait avec la lenteur accablée d'un piéton épuisé par une longue route.

— La foudre de Dieu devrait purifier la terre de cette carcasse ! Au revoir, monsieur. Revenez me voir.

En avant de la porte cintrée de son moulin, les poings aux hanches, sa tête de Vercingétorix rejetée en arrière, ses jambes bien d'aplomb, le grand Patern, vivante architecture, paraissait un monument.

***

— Le sarrasin le plus goûté, le plus mielleux, vous le trouverez à la ferme de Gonadio, — m'avait assuré Mathurin Brien, et il s'y connaissait, mon journalier, car presque tous les jours de sa pauvre vie, le brouet gris fumait sur sa table.

A quatre heures de l'après-midi j'atteins l'ancien manoir de Gonadio devenu métairie : longs bâtiments cendrés, lucarnes à coquilles, portes à accolades, hangars à vastes cintres sous leurs toits d'ardoises roussies. Immense poirier d'un beau style au fond de l'ancienne cour d'honneur et, devant le pignon à rampants flammés, un chêne harmonieux comme un arbre de Ruysdael, se pavane. Sur l'aire de Gonadio une locomobile luisante comme un squale actionnait une batteuse-vanneuse peinturlurée en bleu de charron. Parmi l'atmosphère blonde d'ivraie et de balle envolées, soixante paysans travaillaient en cadence.

Debout au sommet de la colline des gerbes entassées quelques enfants s'acharnent à la démolir afin de pourvoir à la faim du monstre mécanique. Les épis passent entre les battes, le blé grêle ensuite dans les tuyaux d'aspiration, et la paille, au sortir de la gueule qui les vomit, saute sur les fourches de bois des jeunes filles qui l'emmènent jusqu'aux pieux fichés en terre afin de l'arrêter. A ce moment des jeunes gallots, aux torses ronds comme des troncs d'arbres, se ruent, l'épieu au

poing et embrochent ces tas tandis que les filles suivent l'élan des garçons afin de contenir le débordement des pailles ; pendant ce tête-à-tête, les visages animés se sourient, des simulacres de baisers s'échangent et les yeux se promettent.

Je venais de déboucher sur l'aire lorsqu'un coup de sifflet éclata. La machine râla et se tut ; aussitôt les soixante travailleurs dressant vers le ciel leurs fourches, leurs râteaux et leurs épieux, jetèrent un cri triomphal. Vers moi s'avancèrent le fermier, un Nantais au nez aquilin, sa femme, une brune madone et leurs petits enfants, des infants d'Espagne en longs corps de robe.

Ils m'emmenaient choisir à leur grenier un sarrasin à ma convenance, lorsque, sous le porche jumelé qui fermait l'ancienne cour dallée, un mince cavalier au cheval blanc et blanc lui-même comme une statue de craie, apparut. Deux sacs gonflés étaient placés en travers de la croupe de sa bête. Un vaste chapeau de laine à cordonnet sous le menton, le coiffait.

— Bonnes gens, y a-t-il du travail pour moi dans cette maison, — demanda-t-il après avoir porté la main à son front.

Le fermier de Gonadio allait répondre quand, par le courtil, en vis-à-vis du portail, un cavalier bleu survint. Il semblait un Gargantua tant il était formidable d'épaisseur et de hauteur sur son bidet étoffé du poitrail, courtaud des jambes et poilu des paturons. Ce survenant fit halte sous le majestueux poirier qui suspendait chaque saison la valeur de trois barriques de poiré à ses branches brodées de lichens, et sa voix tonna :

— Hors d'ici, Pigaller ! Retourne à ta niche, pirate !

Sans un mot de protestation, le cavalier blanc tourna bride après un clin d'œil au fermier.

Le grand Patern, le teint cramoisi, s'avança comme un chef barbare. Ses grosses moustaches allongées par la barbe de ses joues, frémissaient.

— Si ce Breton ose revenir à Gonadio je lui passerai l'arbre de couche de son failli moulin dans la gorge.

Après cette déclaration, Trovic sauta de sa bête avec la lourdeur d'un hippopotame et mit les poings à ses hanches.

— Combien me donneras-tu de pochées, Antoine, — demanda-t-il au métayer?

Celui-ci, craintif, répondit :

— Attends que la récolte soit dépiquée. On te préviendra, Patern.

— Entendrais-tu me retirer le travail pour le donner au Breton?

— Personne ne dit ça.

— Tu le sais aussi bien que moi, Antoine, la farine de ce « Kenavo » est poussiéreuse comme sa sale âme.

Les servants de la batterie, accourus, n'ajoutaient pas foi à cette affirmation jalouse de Trovic, mais ils n'osaient le contredire. Ils allèrent ensuite s'agenouiller sur l'herbe du courtil devant leurs écuelles de bois remplies de lard et de légumes froids.

— A boire ! A boire, Antoine, — appelèrent-ils. — A boire.

Les chambrières sortirent du cellier avec des pichets. Elles ne suffisaient pas à désaltérer les gorges enflammées par les poussières.

— A la soif ! A la soif ! — clamaient les paysans, et ils entrechoquaient leurs bols.

— Il faudrait mettre une barrique sous le poirier, — conseillait la fermière à son mari. — Nos gens pourraient se servir à leur guise.

— Sortir un tonneau de la cave va demander du temps, — repartit le fermier.

— Quelle plaisanterie, le temps de le commander, Antoine, — fit Trovic. — Conduis-moi à ton cellier.

A cette affirmation les mangeurs cessèrent de saisir leurs morceaux entre le pouce et le couteau, ainsi que les cultivateurs de bonne éducation le savent faire, et tous se relevèrent, curieux. Que voulait faire le grand Patern ? Il fallait voir.

D'un coup de sa botte Trovic repoussa les battants de la cave, s'éloigna dans l'obscurité et reparut bientôt, courbé, portant entre les deux épaules la barrique de cidre. Son énorme bouche tordue par la tension des muscles du cou, il demanda :

— Où faut-il la poser?

Émerveillés, les cultivateurs criaient :

— Ici, grand Patern ! Non, par là ! Devant toi ! Contre le poirier, bien au frais.

Partagé entre ces avis contraires Trovic avec l'air glorieux d'un athlète dans l'arène tournait lentement sur lui-même, ses quatre cents livres de poids sur les reins.

— Oui, descends le cidre sous l'arbre, — décida le métayer.

— Avant de le poser, Antoine, je veux que tu me jures devant ces camarades que tu n'attires pas Corentin Pigaller à ta ferme. Jures que tu le chasseras à la première occasion. C'est trahir le pays que de favoriser ce Breton. Allons ! la main haute. Jureras-tu, tonnerre du ciel !

Après une hésitation, Antoine refusa de jurer, quoique sa femme, apeurée, lui fit signe de contenter le colosse.

D'une voix qui devenait un rugissement, Patern reprit, excité par le mutisme du paysan :

— Antoine, tu as donné du grain au Breton et, sans mon arrivée, il emportait le reste.

Devenu blanc le fermier repartit :

— Suis-je le maître chez moi? Voyons ! pose le tonneau, Trovic.

— Non ! Antoine, tu n'es pas le maître de trahir les gallots et tu ne nous trahiras pas. Jour de Dieu ! tu te souviendras de moi...

Alors, devant les soixante travailleurs ébahis, le grand Patern baissant la tête et saisissant la barrique par ses côtés la lança d'un geste de Titan à travers l'aire.

Roulant sur la pente elle alla éclater contre le pignon du manoir, et le cidre avec des hoquets énormes se répandit en mare.

— Buvez, maintenant, vous autres, — clama Trovic soudainement égayé. — Adieu, Antoine. Ah ! maudit Nantais, tu avais bien besoin de venir prendre une terre dans le Morbihan. Retourne à ta Loire et prends garde à ton corps !

— Tu dis des mots que tu pourrais regretter, — riposta la brune fermière qui tremblait comme une herbe à la brise. — Il y a des gendarmes.

Le meunier ne songeait qu'à son cidre perdu et gémissait :

— Trente francs perdus ! Quelle journée !

— Osez un peu m'envoyer les gendarmes, — reprit après un gros rire le meunier et je vous les arrangerai de la même manière que fit en son temps mon grand-père Guillaume à ceux de Cadoudal.

Un éclat de rire servile répondit à cette allusion qui m'échappait. Sur ces derniers mots Trovic s'approchant de son bidet sans étrier, remonta sur les reins de la bête qui frémit à la secousse. Aussitôt à califourchon sur la couverture blanche à larges bandes rouges qui lui tenait lieu de selle, ce cavalier magnifique d'ampleur sourit de toutes ses dents. Après un salut ironique et un souhait de : « Rafraîchissez-vous les enfants », comme un Hercule appelé par ses autres travaux, le grand Patern au pas de son bidet massif qui creusait des empreintes à chaque foulée, passa le porche du manoir et descendit l'avenue des ormes de Gonadio en chantant à pleine gorge :

Un moulin tic, un moulin taque
Un bon moulin tictaque.
Un meunier bat, un meunier taille
Un bon meunier bataille.

***

La curiosité m'est venue de connaître ce Corentin Pigaller chassé de Gonadio par Trovic et, par un temps de fine pluie, je m'achemine vers son moulin. Les nuages courent bas et il me semble que je les atteindrais avec la main levée. Pas de lumière quoique dix heures aient sonné. Les bas-fonds de la vallée sont à peine visibles et leurs métairies indistinctes paraissent fondues dans du lait. Les bruits se sont tus dans l'ouate humide et je n'entends sur la grée qu'une sorte de soupir produit par les ailes tournantes du moulin de Corentin.

A son habitude, le Breton n'avait couvert de toile que la moitié de ses vérons et son arbre tournait avec indolence. Long et grêle, Pigaller enfariné comme un pierrot, appuyait une épaule contre sa porte. Un « chupen » et des pantalons serrés aux genoux et épatés sur les chaussures le vêtaient. Tête basse, il lisait un livre de piété avec un accent bas-breton qui donnait une force tonique aux premières syllabes des mots. « Maître, dit le Pharisien, quel est votre plus grand commandement de la loi? Jésus lui dit : Vous aimerez le Seigneur, votre Dieu de toute votre âme... »

Je m'étais arrêté sous mon caoutchouc qui ruisselait comme

la peau d'un phoque sortant de la mer. Corentin ne me voyait pas et continuait paisiblement sa lecture :

« Et voici le second commandement : Vous aimerez votre prochain comme vous-même. »

C'était autour de nous un panorama crépusculaire où trente paroisses s'effaçaient peu à peu.

« Ces deux commandements renferment toute la loi et les Prophètes ...toute la loi et les Prophètes », répétait Pigaller en relevant le front lorsqu'il m'aperçut :

— Ah ! le monsieur de la Fuie. Entrez donc ! Pitié ! Vous êtes mouillé ! N'attendez pas de flambée chez moi ; il n'y a point de foyer dans les moulins. L'on s'y sèche au vent comme une lessive.

Avec cette noble courtoisie, souvent innée chez les artisans armoricains, Corentin s'effaça devant moi et m'offrit l'escabeau avec lequel il pouvait atteindre à son plafond la sellerie de son cheval suspendue à des crochets de bois. Lui-même s'adossa aux poches à grain rebondies qui imitaient une assemblée de notables réunis pour la discussion de leurs intérêts.

A cet instant des craquements se firent entendre au-dessus de nos têtes, à l'étage des meules.

— Par ces temps pourris, mon moulin souffre de ses rhumatismes, — m'expliqua Pigaller avec un sourire mélancolique sous le fard blanc de ses lèvres.

Ce meunier pouvait atteindre la soixantaine. Il avait une longue figure au nez courbe et aux sourcils arqués toujours étonnés. Dans ses doux yeux gris flottaient comme des brumes. Large et mince sa bouche dessinait au repos un soupçon de grimace rose ; sous les pommettes les joues longues creusaient l'emplacement de deux navettes. Quelques rides d'un parallélisme étonnant indiquaient une philosophique acceptation des misères ; et comme l'âge d'un arbre se lit par les successives couches de son tronc, ces plis réguliers s'étaient superposés avec les ans chez ce meunier. Ses doigts fuselés semblaient plutôt faits pour se croiser dans la prière que pour manier des sacs.

Corentin avait glissé son livre de piété dans la poche de son « chupen » et m'observait avec le sourire à la fois bienveillant et ironique d'un clerc. Et il y avait dans ce sourire comme une

allusion au grand Patern, de la commisération pour moi qui le fréquentais et aussi la satisfaction de me voir sous son toit.

Au-dessus de nos têtes, comme un vieux cheval souffle aux côtes, parfois le moulin ahanait ; puis après ce signe de décrépitude, son ronronnement grondait dans l'air criblé des aiguilles de la pluie.

— Ils m'en veulent donc beaucoup, les gallots, monsieur, parce que je suis venu m'installer à la lisière de leur commune? — me demanda Pigaller avec une douceur chagrine. — Les uns et les autres ne devons-nous pas gagner notre pain quotidien et nous aimer les uns les autres, comme c'est écrit ! Qu'est-ce qu'ils me reprochent?

Je l'assurai que son installation avait été bien accueillie et et que c'était une heureuse idée d'avoir restauré le vieux moulin de cette grée.

Le meunier dodina de la tête sur son maigre cou visible par l'ouverture d'une chemise à col brodé de fleurettes.

— Vous êtes bien obligeant, monsieur. Malheureusement, les gens ne pensent pas tous de votre manière. Certains voudraient me chasser. Croient-ils donc que ce soit pour mon plaisir que je mouds sur cette grée? Non ! Et vous pourrez leur répéter que j'ai toujours la tête tournée vers Granchamp, là-bas où l'on parle ma langue. Pensez que je ne comprends guère leur patois gallot de Plumélec. Cela me rend si triste que, des fois, je quitte leurs maisons afin d'aller m'asseoir seul, sur un tertre, et je cherche le grand pin qui m'indique la direction de ma paroisse. Voilà mon idée, du matin au soir, aussi vrai que je vous le dis.

Sur cette déclaration Corentin sort assujettir une « pochée » de grain au crochet extérieur qui descend au bout de sa corde et, lentement, il hâle. C'est comme un pendu qui monte dans l'air pluvieux.

— Sainte Anne ! quel dur travail pour un homme de ma conscription !

Il monte retirer son sac basculé sur le seuil du second étage. Combien de temps il lui faut pour jeter le grain dans la trémie ! Le souvenir du geste irrésistible de Trovic me revient. Enfin, Corentin redescend, tout époumonné, et me balbutie :

— Ah ! si j'avais ma jeunesse à recommencer, je voudrais

être abbé comme mon fils aîné, Louis. J'en ai fait un monsieur prêtre. Il a étudié à Sainte-Anne-d'Auray. Moi, la pauvreté m'a conduit par la main depuis le berceau. C'est vous expliquer que je ne suis pas venu de mon gré sur cette colline. Le minotier de Cadoudal m'a fait demander à Kerfredou où j'étais valet de meunerie. « — Tu es un homme de raison et d'âge à être ton maître, m'avait-il raconté. Je possède en Saint-Jean-Brévelay un vieux moulin qui serait encore d'un bon usage. Je le ferai réparer et tu me le rembourseras selon tes moyens, à une condition, c'est que lorsque les eaux seront basses à la Claye, je t'enverrai moudre quelques culasses par-ci par-là ; ainsi nous nous entr'aiderons l'un et l'autre. » J'acceptai ; voilà pourquoi vous me trouvez ici.

Quand il eut terminé ce récit, un sourire oblique brida les lèvres fines de Corentin et j'entendis comme un gloussement étouffé. Je compris qu'il ne m'avait pas exprimé toute la vérité et qu'il me laissait deviner le reste. Pas une fois il n'avait nommé Trovic et il ne cessait d'y penser. Évidemment le minotier de Cadoudal, cet homme que jadis le grand Patern avait jeté à la rivière, avait attiré Corentin à la limite des deux paroisses afin d'enlever son ouvrage au meunier gallot.

(La fin prochainement.)

CHARLES GÉNIAUX

L'AVENIR DE L'UNION SACRÉE

Nous ne voulons pas avoir fait cette guerre pour rien.

Il s'agit de vaincre d'abord.

La victoire par les armes nous empêchera de mourir. Cela ne suffit pas : il faudra vivre ensuite. Nous devons donc songer au lendemain de la guerre. Il posera des problèmes dont quelques-uns ne peuvent être abordés aujourd'hui, parce que les données indispensables à leur solution demeurent encore indéterminées, celles, par exemple, qui dépendent de la durée de la guerre, du degré de notre victoire, de sa modalité... Mais plusieurs d'entre eux sont nettement définis dès l'heure présente, et non les moins vitaux. J'envisagerai ici celui de la prolongation de l'Union Sacrée.

L'Union Sacrée a changé de caractère : ne cherchons pas à nous le dissimuler.

Ce fut d'abord une fusion d'âmes totale ; on n'était plus soi-même ; chacun sentait sa conscience propre remplacée par une conscience nouvelle, vaste comme un monde, forte et noble comme un esprit divin, et il avait cette certitude absolue de la retrouver pareille chez tous les hommes qu'il rencontrait, amis ou inconnus, pauvres ou riches, loqueteux ou élégants ; les autres n'étaient plus des « autres ». Véritable communion, au sens le plus mystique du mot : un Dieu s'incarnait en des millions d'âmes humaines, tout entier dans chacune, et demeurant un. Ce Dieu, c'était la Patrie.

On vécut là quelques heures trop sublimes pour durer.

Il a fallu tenir dans la tranchée « civile », où il s'est passé la même chose que dans la vraie tranchée.

Beaucoup de soldats, en commençant la vie souterraine, ont illuminé leurs tanières boueuses et glorieuses de l'exaltation de leur héroïsme. Mais les sentiments très forts disparaissent par l'accoutumance ; on ne sait plus, du moins, qu'ils sont là ; on vit l'existence dans laquelle ils vous ont précipité comme si elle était l'effet d'une de ces lois de la nature contre lesquelles l'homme ne peut rien. « Il le faut » est le mot des soldats quand ils parlent de leur devoir, mais ils n'en parlent guère, pas plus qu'ils n'y pensent. Les joies du sacrifice, qui résident principalement dans la conscience qu'on a de se sacrifier, ont disparu pour eux ; il ne reste plus que le sacrifice lui-même. Par là devient infinie la dette d'admiration et de reconnaissance que nous avons contractée envers nos défenseurs.

Je ne mettrai certes pas en parallèle le mérite civil avec le mérite militaire, ce qui serait absurde, tant ils manquent de commune mesure entre eux. Cette réserve faite, on peut observer qu'il est advenu parmi les non-combattants ce que les témoins qui ne font pas de phrases signalent dans le monde des tranchées. L'Union Sacrée n'a plus rien de cette communion mystique qui nous soulevait tous ensemble vers un septième ciel : on s'y tient comme dans la tranchée boueuse, en maugréant contre elle, volontairement, jamais volontiers.

C'est en effet dans la volonté qu'a passé l'Union Sacrée : elle n'habite plus les cœurs.

Un grand littérateur a écrit, parlant de la mobilisation : « La France sortait du cloaque. » Vous entendez bien que les immondices du cloaque, ce sont les opinions opposées à celles de l'écrivain en question.

De X..., adversaire politique, un grand quotidien écrit : « M. X... espère qu'après la guerre quelque chose pourra rester de l'Union Sacrée. Nous l'espérons aussi et ce vœu se réalisera si les amis de M. X... veulent faire quelque effort dans ce sens. » Traduction large, mais exacte : « C'est nous qui faisons tous les frais de l'Union Sacrée ; à votre tour de les faire un peu, un tout petit peu ; mais votre mauvaise volonté nous paraît certaine. »

Même traduction de la conférence d'un grand conférencier sur ce sujet : « C'est mon parti qui sacrifie le plus à l'Union Sacrée. »

Ces exemples ne sont que l'illustration d'un fait général dont chaque personne trouvera la confirmation autour d'elle-même et surtout en elle-même. Elle croit, ou bien que, par l'effet des événements, toutes les opinions se rallient aux siennes, ou bien qu'elle a fait toutes les concessions compatibles avec le bon sens et que c'est aux autres à se montrer conciliants, deux manières de penser qui se ramènent à celle-ci : « La plus formidable expérience, la présente guerre, prouve la sagesse de mes opinions. »

Je lui donne raison, quelle qu'elle soit, même si elle a les idées qui me sont le plus antipathiques, à moi qui écris ces lignes ; je lui donne raison, parce que c'est ce que je pense moi-même et que je crois que nul ne peut penser autrement.

On serre les dents. On se venge ensuite de cette contrainte dans le privé, devant ses amis, dans sa famille. Mouvements de mauvaise humeur, cris d'impatience, cela se résout en paroles qui font un peu de bruit et passent. Au total, la France civile aura fait, elle aussi, son devoir, et l'on pourra dire de l'Union Sacrée ce que l'on disait des grenadiers de Napoléon : « Elle grognait ; elle *tenait* toujours. »

***

Le patriotisme ayant engendré l'Union Sacrée, on est tenté de compter sur lui pour maintenir serré, après la guerre, le faisceau de nos volontés. Ici, plus que partout ailleurs, gardons-nous des illusions : elles risqueraient d'engendrer des accidents graves.

Les espoirs suscités par le patriotisme inciteront à appliquer au temps de paix notre discipline actuelle sans discernement, d'après la seule considération de sa force. Contre cette tendance d'esprit, naturelle, spontanée, d'où résulterait une thérapeutique sociale fertile en désastres, il faut nous prémunir en nous demandant ce que nous sommes, ce que sont nos diverses manières d'aimer la Patrie, ce qu'il y a en elles de commun à nous tous. Ainsi éviterons-nous, le plus pos-

sible, de faire du patriotisme lui-même le sujet de haines civiles.

Cette méditation a toujours été utile. Quand serait-elle plus fructueuse qu'à la lumière de la tragique histoire que nous vivons ?

La première des leçons de cette histoire a été de révéler la France à elle-même. Que ne disait-on pas, que ne disions-nous pas de notre peuple, nous surtout, psychologues, sociologues, philosophes, et autres grands sondeurs des âmes de races ! Le Français se décourage aux premiers revers ; réponse : après Charleroi, la Marne ; après Morhange, le Couronné de Nancy. Le Français, merveilleux à l'attaque, manque de ténacité dans la défensive ; réponse : six mois d'enfer devant Verdun. Nos soldats ont donc exercé de préférence les vertus qui leur sont étrangères : miracle inouï !

Le seul miracle là-dedans, c'est qu'il ait fallu un tel cataclysme pour nous rappeler cette vérité bien simple : les Français ont toutes les qualités. Plus exactement : toutes les qualités ont des Français pour les représenter, parce que tous les tempéraments, tous les caractères, se manifestent en France, et cela en proportions plus égales qu'ailleurs. Nous aurions pu nous en apercevoir chaque fois que nous considérions, avec un juste orgueil, la place tenue par notre pays. Dans tous les domaines de l'activité civilisée, nous avons à citer, en grand nombre, des hommes de premier ordre, et le plus souvent des grands hommes ; c'est ce qui nous distingue des autres nations, dont telle ou telle peut nous égaler ou nous surpasser sur un point, mais qui sont toujours affligées, par ailleurs, de quelque notable lacune. Où sont les sculpteurs de la Hollande qui a de si grands peintres et de l'Angleterre qui a Shakespeare ? Même différence lorsque l'on considère le cours de l'histoire : partout des léthargies ont suspendu, pendant de longues périodes, certaines activités intellectuelles, la vie de certains arts : des arts plastiques en Allemagne depuis le XVIe siècle, par exemple ; en France, et cela à partir du moyen âge, toutes les activités sont restées en éveil ; leur intensité seule a varié.

Comment traduit-on ce fait? on énonce une proposition devenue banale : le Français est bien doué. Et l'on semble prétendre que si vous ramassez au hasard des paysans, des

ouvriers, des bourgeois de chez nous, la plupart auront à la fois l'étoffe d'artistes, de savants, de philosophes, d'ingénieurs, de mathématiciens; bons à tout, propres à rien; ce serait le pire déchet d'humanité. La vérité est tout autre, heureusement ; elle n'est pas que le Français moyen a toutes les aptitudes, elle est que chaque aptitude est représentée en France par une petite élite, guère plus nombreuse qu'ailleurs, mais que toutes les aptitudes y sont comparativement bien représentées, tandis qu'ailleurs certaines le sont mal.

Nous avons coutume de répéter sur nous-mêmes un bon nombre de jugements tout faits, qui, sans que nous nous en doutions, se démentent l'un l'autre. Un seul exemple : le Français manque d'initiative, rien de plus certain ; le Français est « débrouillard », rien de mieux prouvé... Comment se « débrouiller » sans initiative? Le recueil de ces contradictions serait un gros volume. Il démontrerait qu'on ne peut pas décrire les Français comme une espèce et, par là même, qu'ils forment un assemblage d'espèces très différentes.

Cette conclusion s'accorde encore avec les données de la science des races : distinguez-en soigneusement la « théorie des races » qui est la thèse, à intentions politiques, de la supériorité du Germain sur le Latin, soutenue chez nous par Gobineau, MM. Vacher de Lapouge et Paul Bourget, entre autres (que cette remarque ne mette pas leur patriotisme en cause, puisque leur « Germain », c'est l'Anglo-Saxon).

La science des races, l'anthropologie, nous apprend que la répartition des races est entièrement indépendante des divisions politiques, mêmes provinciales, ou linguistiques, et en particulier, que la France est le pays le plus riche en races : elle réunit toutes celles d'Europe, sauf deux, sur un total de dix [1].

Il en serait donc de son humanité comme de son climat, de sa végétation, de son sol, de son paysage : il n'y a pas de plantes françaises, mais toutes les plantes d'Europe poussent en France, depuis l'yeuse et le chêne-liège de Sicile jusqu'aux sapins qu'empourpre le soleil de minuit ; les brumes du Nord sont en France et aussi la lumière hellénique ; la mer, sur

1. D'après M. J. Deniker, dont la classification, assez récente, paraît se confirmer de plus en plus, il y aurait en Europe six races et quatre sous-races.

ses rivages, prend toutes les couleurs, forme toutes les vagues, subit toutes les amplitudes de flux et de reflux ; et quels paysages ne trouverez-vous pas en France ? ceux de la Hollande, de la Suisse, de la Grèce, de la Castille, de l'Angleterre...

La France est elle-même, et elle est, en outre, un raccourci de l'Europe dont elle réunit les principaux contrastes ; elle les relie cependant et en fait un ensemble harmonieux.

On lui reconnaît, et c'est là l'hommage auquel ses ennemis eux-mêmes se refusent le moins, le magistère du goût. Il y a une importante signification dans cet accord des étrangers. Il prouve que leur qualité d'homme suffit pour qu'aucun d'eux ne se trouve entièrement dépaysé chez nous. S'il n'y avait que des goûts exclusivement nationaux, cela voudrait dire que chaque peuple ferait de son goût propre, le Goût par excellence, là précisément où il contredirait le goût d'un autre peuple. Mais, puisque, malgré les différences de leurs sens esthétiques, les étrangers admirent tous en France le sentiment de la mesure et des proportions, c'est qu'il y a, immanente en chacun d'eux, une aspiration commune à l'humanite civilisée et que la France satisfait le mieux.

Ce caractère essentiellement humain de la France, dans tous les domaines, nous est bien connu, et c'est ce qui fait son titre le plus beau à notre indéfectible amour. Certes il suffit qu'elle soit la Patrie pour que nous lui devions notre sang et notre travail, mais cette religion aux dogmes impératifs ne gagne-t-elle pas singulièrement en grandeur et en force lorsqu'elle coïncide avec l'attachement que nous inspirent les biens supérieurs de l'espèce humaine?

***

Ce caractère humain est aussi riche en dangers qu'en honneurs.

La France est une collection de moyennes ; mais il en est de ces moyennes comme des moyennes d'altitude : deux mille mètres d'altitude pour l'ensemble d'un pays montagneux, cette donnée n'autorise pas à se le représenter comme un plateau parfaitement uni dont tous les points sont très élevés

au-dessus du niveau de la mer et dont aucun ne dépasse l'autre ; les éléments réels, dont elle exprime une synthèse, seront le plus souvent des sommets d'une très grande variété, depuis la colline jusqu'au pic coiffé de neiges éternelles, le tout entremêlé de vallées dont quelques-unes pourront être de larges plaines. Ainsi l'humanité moyenne de la France n'est pas un ensemble d'individus tous moyens, mais un musée de toutes les humanités différentes par le caractère, le tempérament, les dons, la race.

En raison de leur différence, ces humanités lutteront les unes contre les autres.

De là, en France, plus qu'ailleurs, une division fatale des esprits, un choc perpétuel de doctrines, l'anarchie, ou du moins une extrême difficulté à réaliser un effort collectif. Danger d'autant plus grand qu'il peut s'aggraver par les efforts mêmes que l'on ferait pour y parer : le caractère humain de la France nous conduit à friser le cosmopolitisme, quelquefois de trop près ; si un parti spécial se fonde en réaction contre cette tendance, il s'intitulera le seul véritablement patriote, mettant ses adversaires plus ou moins hors de la patrie ; d'où l'aggravation des haines politiques.

En revanche, lorsque la France tout entière se lève, unanime, quel élan magnifique ! Ce n'est plus seulement *une* patrie, c'est *la* Patrie dans ce qu'elle a de commun avec tous les idéals, dans son essence la plus pure et la plus haute. Quoi qu'il arrive, notre patriotisme de la Grande Guerre ne sera pas dépassé dans sa valeur morale ; c'est lui qu'admirera l'histoire future, plus encore que le patriotisme des temps de la Révolution, où des Français se trouvèrent dans des camps opposés, où, par conséquent, l'idéal patriotique n'avait pu encore concilier entre eux différents idéals, tous nobles cependant, puisqu'on leur sacrifiait sa vie.

Les Allemands, absolument préparés, avaient, par leur guet-apens, l'avantage de l'initiative et de la surprise ; nous eûmes, en compensation, un culte de la patrie qui ne faisait qu'un avec celui du droit et de l'humanité ; la meilleure part nous est échue. Bethmann-Hollweg a ergoté ; il chicanera encore, mais toute sa casuistique se brisera contre un fait : du socialisme révolutionnaire au royalisme, d'Édouard Vaillant à

Charles Maurras, tout le monde a dit chez nous : « Les Austro-Allemands sont les agresseurs. » Combien doit être éclatante cette vérité pour avoir été criée par des gens dont les jugements, sur les questions les plus essentielles, se placèrent toujours aux antipodes les uns des autres !

La force de notre patriotisme, de notre Union Sacrée, résultait donc ainsi de nos divisions elles-mêmes : il participait de la puissance irrésistible des religions, qu'il reliait toutes pour devenir la Religion par excellence. Si nous avions été la nation d'une seule foi et d'une seule pensée, il ne serait pas monté à cette hauteur.

Et l'on a le droit de comprendre les religions proprement dites sous ce terme de « religion » entendu dans le sens général de communauté de convictions. Un exemple le prouvera :

Des catholiques français ont estimé que la guerre contre l'Allemagne était essentiellement une guerre contre le protestantisme, idée où il y a bien quelque chose de vrai, puisque le protestantisme a fondé le royaume de Prusse et que l'hégémonie prussienne a fondé l'Allemagne moderne. Mais les protestants français ont déclaré dans une lettre de leurs églises aux églises suisses, datée du 3 mai 1916 : « Le Droit des nations est indissolublement lié à l'un des principes fondamentaux de la Réforme, c'est-à-dire au respect de la conscience individuelle, au droit de la personne morale... Toutes les indépendances légitimes sont solidaires... Nos armées, en défendant les libertés constitutionnelles des peuples, défendent par là même, et par voie de conséquence, toutes les libertés religieuses revendiquées par les Réformateurs... »

Ainsi, en combattant pour la France, chaque Français combat pour sa foi.

Puisqu'il en est ainsi de la foi religieuse, à plus forte raison de la foi politique.

Les partis de droite défendent une France régénérée par la guerre, et qu'ils croient ramenée aux principes dont ils font la base nécessaire de toute société.

Les démocrates sont en lutte avec une puissance dont l'origine et l'organisation politique constituent la plus parfaite négation de la démocratie.

Les pacifistes font du gigantesque conflit une guerre à la

guerre. Ce sont eux, d'ailleurs, qui ont été le plus amèrement trompés par l'Allemagne.

Tous ces idéals différents sont exaltés par l'immense holocauste : la cause du catholicisme, celle de la Réforme, celle des vieilles traditions, celle de la démocratie, celle du pacifisme, auront eu, en même temps que celle de la France, des martyrs sans nombre : une cause qui n'était que chérie devient sacrée lorsqu'un tel fleuve de sang a coulé pour elle.

Et puis la guerre aura donné raison à tous les partis, ou, du moins, chacun y trouvera surabondamment de quoi établir sa justification particulière.

Les ennemis du régime républicain diront : il n'y a pas eu imprévoyance, il y a eu impuissance ; toutes les défectuosités de notre organisation militaire étaient signalées, connues dans le public, discutées dans le Parlement : ce qui manquait, c'étaient les moyens d'adopter un plan, de s'y tenir et de l'exécuter, c'était la responsabilité, laquelle n'existe réellement qu'avec une autorité pourvue du pouvoir de prononcer sans appel ; or, le parlementarisme républicain n'assure qu'un contrôle exercé en dernier ressort par des irresponsables. Si on nous avait écoutés, la France eût été tellement forte qu'il n'y aurait peut-être pas eu la guerre, car Guillaume II n'a cessé de tenir les doigts sur notre pouls. Et c'est pour avoir méconnu les principes que nous défendons que les Français ont dû subir une guerre aussi longue.

Les démocrates souligneront le fait que les sympathies venues à la France acclamaient en elle le pays démocratique par excellence ; ils insisteront sur ce que les idées de justice, de droit, de liberté, d'indépendance des nationalités, débattues par cette guerre, sont l'essence même de la démocratie, et sur ce que la prussification de l'Allemagne, cause profonde de l'agression germanique, équivaut nécessairement, comme système politique, à l'étouffement hypocrite de tout pouvoir populaire.

Les socialistes penseront que leur programme de la nation armée est remarquablement justifié par l'expérience acquise. Il fallait prendre, diront-ils, l'attitude défensive : s'il y avait eu des réseaux de fils de fer et des tranchées tout le long de nos frontières, l'armée allemande n'aurait pas passé après Char-

leroi. Ils se prévaudront de la bonne qualité des officiers non professionnels, tout frais émoulus des métiers civils, de la courte durée de l'apprentissage des soldats, de l'excellence militaire du réserviste, de son endurance après quelques semaines de campagne...

Les pacifistes ne croiront plus, évidemment, à l'impossibilité de la guerre, mais ils feront valoir qu'ils n'avaient pas exagéré l'énormité de son prix. Si l'Allemagne les avait écoutés, argueront-ils, si elle avait évalué comme eux les bouleversements financiers, les ruines économiques, les dépenses de vies que devait entraîner une guerre même victorieuse, l'empire germanique aurait certainement trouvé le moyen de ne pas se laisser « imposer » la guerre. Les pacifistes songeront plus que jamais à mettre la force de l'opinion au service de la paix. Si chimériques que puissent être leurs arguments, la guerre leur aura toujours donné terriblement raison dans l'horreur qu'ils professaient pour elle, et ce sentiment persistera en eux quand elle sera finie.

En résumé, la guerre aura renforcé les convictions adverses, donc accentué les divisions des esprits.

***

Lorsque la discipline de l'Union Sacrée ne sera plus nécessaire pour faire face à l'ennemi, devrons-nous conserver le bâillon qu'elle met sur nos litiges?

On ne le peut, et cela n'est pas désirable dans l'intérêt même du pays.

Si vous avez des convictions, c'est qu'en votre âme et conscience vous les jugez seules conformes à l'intérêt supérieur de la société. Moi aussi, mais les miennes sont le contraire des vôtres. Notre devoir sera donc de nous combattre. Notre lutte, d'ailleurs, résultera de ce caractère de la France qui fait d'elle un résumé de l'humanité, le lieu où convergent toutes les agitations du cœur et du cerveau humains.

La France ne serait plus la France si elle renonçait à ce rôle. Or elle y renoncerait si les idées qui naissent ou qui s'interposent chez elle cessaient d'être vivantes, c'est-à-dire d'entrer en conflit.

La prolongation de l'Union Sacrée ne saurait donc se

réaliser par la conversion de tous les Français à un même idéal social, moral, politique et religieux.

L'idée se présentera, — elle n'est guère neuve, — de se livrer à l'éclectisme du bon sens, de trier, parmi tous les idéals, ce qui constituerait l'idéal moyen des consciences droites, des cerveaux clairs, des tempéraments sains, des mentalités éloignées de tous les excès. Et l'on songera à fonder un parti des honnêtes gens. A quoi bon? Cela ne ferait qu'un parti de plus, comme l'expérience l'a déjà prouvé. Si, d'ailleurs, étant fondé, il prospérait, il aurait des gens « habiles » avec lui, et alors son nom vaudrait tout juste le moindre carré de papier où il tiendrait.

J'entends bien que les hommes sages et de bonne volonté s'en prennent non pas aux convictions politiques mais à ceux qui font un métier d'exploiter ces convictions, aux politiciens.

Ils se leurrent, je le crains fort. La place me manque pour justifier ma crainte. Pensez seulement aux États-Unis : c'est le type de gouvernement démocratique le moins imbu de parlementarisme : un chef d'État nommé par la nation et qui choisit des ministres responsables devant lui seul. Or les politiciens sévissent outre-Atlantique encore plus que chez nous, contrairement à cette prétendue loi qui veut que le pullulement des politiciens soit en raison directe du développement du parlementarisme.

***

Bien décourageant, ce qui précède? Non. C'est l'inspection des obstacles infranchissables. Voyons maintenant les issues : il y en a.

Constatons tout d'abord que l'Union Sacrée a existé dans sa plénitude, dans sa splendeur surhumaine. Son image est aussi impérissable que le serait celle d'un éclair pour qui ne verrait qu'un seul éclair au cours de sa vie. Nous tous qui fûmes quelques instants un être unique, nous voici redevenus des individus séparés, un tel et un tel, mais le souvenir de la communion est un fait toujours vivant : « J'ai été toi-même, tu as été moi-même. Comment serions-nous ennemis, nous qui, un jour, n'avons pas su nous distinguer l'un de l'autre? »

Cette pensée s'évoquera au cours de nos luttes politiques et

sociales. Tout le monde la comprendra. Grâce à elle, le combat de la parole et de la plume ne sera plus que d'idées contre idées.

Par là peuvent s'améliorer nos mœurs polémique..

Mais la nécessité est aussi puissante que les sentiments. Nous attendons d'elle aussi un effet utile sur la prolongation de l'Union Sacrée.

La nécessité nous frappera à la bourse. Évaluons à trois milliards les ressources nouvelles que l'État devra demander à l'impôt, rien que pour couvrir l'intérêt de ses emprunts ; ce n'est pas exagéré, car nous comptons là les seuls frais de la conduite de la guerre et nous admettons que les ruines matérielles seront réparées, conformément à la justice, aux dépens de l'Allemagne. L'augmentation des anciennes taxes contribuera à fournir ces trois milliards, mais pour une part seulement, et pour la plus faible part possible : elles sont déjà une éponge bien pressée. Bon gré mal gré, on s'adressera aux monopoles et aux impôts sur la fortune acquise et transmise. Considérées par les uns comme de fâcheux expédients, par les autres comme une étape sur la voie de la Cité future, elles seront adoptées par tout le monde, *parce qu'il n'y aura pas moyen de faire autrement*, et cet accord supprimera des années de luttes parlementaires qui se fussent livrées à leur propos.

Et supposons, — c'est l'hypothèse la plus plausible, — que le désarmement complet soit impossible après cette guerre : nous serons contraints, par une expérience chèrement payée, à pousser au maximum, dans nos dépenses militaires, la proportion de celles qui sont affectées à l'armement et, par notre état financier, à réduire le total de nos dépenses militaires au minimum compatible avec notre sécurité ; cette double nécessité nous imposera, à nous, comme aux autres nations, le service à court terme [1]. Encore un champ de batailles civiles où on sera *contraint* de collaborer en paix.

La désunion foncière de nos différentes familles d'esprits sera donc empêchée de se manifester dans bien des cas et précisément dans des cas qui se présenteront d'urgence dès que l'on aura déposé les armes.

1. La dispute pourra subsister sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de conserver un noyau de soldats à long terme. De toutes façons l'écart des opinions qui existait avant la guerre sur le point du service militaire sera fort réduit.

Il faut aussi faire entrer en ligne de compte la besogne immense de réparation et de reconstruction que la nécessité nous imposera et à propos de laquelle nos divisions politiques n'auront ni loisir, ni excuse, ni prétexte, ni motif sérieux de se manifester.

Des villages, des villes seront à rebâtir. Il faudra reconstituer des champs que le « pilonnage » des obus aura rendus semblables à des surfaces lunaires, ressusciter un tiers de notre industrie dont l'Allemagne a systématiquement volé le matériel et les approvisionnements, parer à l'insuffisance de la main-d'œuvre nationale devant un travail qui la dépassera, assister les victimes du cataclysme : mutilés, aveugles, veuves, orphelins, familles privées, par mort, maladies ou blessures, des bras qui les faisaient vivre... Bien qu'on se soit déjà mis à la tâche, on ne l'aura encore qu'ébauchée lorsque le canon, enfin, se sera tu. Elle demeurera, quelques années, tellement pressante que, bon gré malgré, elle concentrera sur elle toutes les volontés.

Mais le triste « Bonsoir, messieurs ! » sera un jour prononcé, comme il arrive toutes les fois que se termine une crise dont la violence a réuni passionnément des esprits de provenance et d'espèce diverses. Après ce mélancolique adieu, des groupements analogues à l'Union Sacrée pourront bien se former, ils ne bénéficieront plus de la tension de volonté commune que la guerre entretient en nos âmes malgré tout.

C'est pourquoi l'Union Sacrée ne se prolongera que dans des œuvres nationales qui, issues de la guerre, battront leur plein tout de suite après la guerre.

Il n'y a pas lieu, par conséquent, de mettre dans les attributions de l'Union Sacrée certaines luttes, pourtant vitales, telles que contre la tuberculose, la mortalité infantile, la dépopulation. Elles étaient du temps de paix, ces luttes, elles sont de toujours, et, quand la France aura repris une vie normale, n'approcheront guère encore de la décision qu'elles visent. En outre, des besoins, non pas plus urgents, peut-être, mais plus immédiats, accapareront tellement les ressources financières du pays que la puissance publique ne pourra intervenir par des mesures importantes et nouvelles. Le danger de la dépopulation, par exemple, ne serait conjuré, suivant toute

vraisemblance, que par l'offre d'une prime pécuniaire pour la naissance, dans chaque ménage, du quatrième ou même du troisième enfant. Si tant de familles françaises se contentent d'un ou deux rejetons, c'est en général qu'elles n'estiment pas avantageux d'en avoir plus ; l'avantage, il faudrait le créer, tangible, indiscutable, sous forme d'argent. Tout autre appât serait illusoire.

Nul ne compte, n'est-ce pas? qu'une innovation aussi considérable que le paiement, par la France, des deux ou trois cent mille naissances annuelles supplémentaires qu'il lui faut soit envisagée avant le « Bonsoir, messieurs ! »

Soustraites à l'action politique, les luttes auxquelles nous avons fait allusion ne mettent pas en question la restriction du choc des idéals politiques : l'Union Sacrée. Pendant le temps que celle-ci aura lieu de se prolonger, elles incomberont à l'initiative privée, qui, notons-le en passant, bien que surchargée de besogne, aura une vigueur inconnue au début de 1914 : la guerre, comme une tragique leçon de choses, aura fait passer dans le présent tous ces problèmes, relatifs à la vitalité nationale, qui ne concernaient jusqu'alors que l'avenir. L'Union Sacrée aura été une école enseignant les possibilités et les méthodes de coopération d'hommes de toutes croyances.

Mais les fléaux destructeurs, chez nous, de la race seraient combattus indirectement si l'on endiguait l'alcoolisme qui, lui, viendra en question avant le « Bonsoir, messieurs ! »

Le gouvernement n'a pas frappé le grand coup contre l'alcoolisme pendant les derniers mois de 1914, alors que des actes révolutionnaires comme celui-là eussent enlevé d'assaut l'adhésion nationale. Cela le condamne maintenant aux demi-mesures, aux compromis hésitants, car sa mission actuelle ne lui permet de risquer son existence qu'en ce qui concerne directement la conduite de la guerre. Jusqu'à la paix, le régime de l'alcool pourrait donc bien demeurer dans le provisoire réel, sinon nominal. Mais il en sortira par force dès qu'il faudra liquider les dépenses de la guerre, voter les impôts énormes sans lesquels on ne couvrirait pas les intérêts de la dette. Le problème de l'alcool se posera alors au point de vue fiscal :

bouilleurs de cru, monopole... Impossible de reculer : le combat législatif s'engagera à fond, à un moment où l'Union Sacrée y interviendrait, encore chaude.

Combat ! il y aura combat et certainement acharné; n'est-ce pas contradictoire? Comment nous rangerons-nous contre d'autres Français, au nom même de l'Union qui nous interdisait de les combattre?

C'est que l'Union Sacrée est l'union des partis dans la patrie, et l'esprit de parti consiste à soutenir la politique que l'on juge la meilleure pour la patrie. (Je ne parle ici, bien entendu, que des hommes conscients et de bonne foi.) Mais il est des questions où l'existence même de la patrie est en jeu ; alors une lutte politique et sociale sera menée par des gens appartenant à tous les partis, et cette lutte peut être conforme à la discipline de l'Union Sacrée : ne touchant à aucun idéal politique particulier, elle ne laisse subsister que ce qui atteste l'intérêt commun ; donc elle est certainement patriotique. On se divisera sur cet intérêt commun ; mais cette fois la ligne de division sera transversale : elle passera à travers chaque parti.

Tel est bien le cas de la lutte contre l'alcoolisme. Une des forteresses autour desquelles on la mène déjà est le privilège célèbre des bouilleurs de cru. Les bouilleurs forment un véritable peuple, celui de presque toutes les campagnes de France, et quand un député représente une circonscription agricole, il est à peu près fatal que, s'il ne défend pas ouvertement le privilège, il n'en consentira le retrait qu'au prix d'indemnités exagérées. Or il y a des circonscriptions agricoles de « gauche », il y en aussi de « droite » et qui fournissent même à la « droite » son contingent le plus fidèle et le plus nombreux. Comme, d'autre part, il y a des « droitiers » et des « gauchers » opposés au privilège, celui-ci crée une division dans la droite et aussi dans la gauche.

Le parti de l'alcool comprend les distillateurs industriels dont la plupart appartiennent à la région du Nord, où l'on est surtout divisé en catholiques et socialistes, et il est vraisemblable que les patrons distillateurs n'inclinent pas de préférence vers le socialisme ; il faut donc se les représenter comme catholiques en majorité et en désaccord avec les catholiques antialcooliques : division dans le parti catholique.

Les mastroquets fournissent des cohortes nombreuses au parti radical et radical-socialiste. A Paris, on en trouverait aussi beaucoup qui sont nationalistes ou collectivistes. D'autre part, c'est dans leur profession que se recrutent en tous lieux les agents électoraux, au moins subalternes, et les tenanciers de parlottes populaires politiques. Nul candidat au Parlement qui n'ait ses mastroquets : ils font partie de l'indispensable outillage électoral.

A défaut de toute autre, cette considération suffit à démontrer que tous les partis comprennent des gens influents intéressés à la consommation de l'alcool. En outre, le nombre et la puissance de ces gens ne font assez défaut nulle part pour qu'un groupe politique apparaisse comme privilégié sous le rapport de l'antialcoolisme.

Les soldats de l'armée qui combat l'alcool n'ont donc pas à craindre de marcher avec la plupart de leurs ennemis politiques contre la plupart de leurs amis politiques. C'est ce qui confond cette armée avec l'Union Sacrée elle-même.

*
* *

L'ébauche de discussion qui précède nous aidera à déterminer notre devoir.

Il ne saurait être, lorsque la guerre sera finie, de renoncer à combattre, par la parole et par la plume, pour nos convictions respectives. Mais nous pouvons retarder l'instant où nos dissentiments doctrinaux viendront sur le terrain politique. De combien? du temps qu'il faudra pour épuiser l'activité politique relative aux besognes nationales de première nécessité, et nous avons vu qu'elles étaient considérables. Comment réaliser ce retard? En tant que nous faisons partie de l'opinion agissant comme puissance politique, nous devons réclamer la priorité, dans les ordres du jour du Parlement, pour toutes les questions où les drapeaux des partis ne sont pas engagés.

Nous le pouvons et nous le devons.

La France vaincra : jusqu'ici nous l'espérions avec confiance ; nous le *savons* maintenant. Elle n'en sera pas moins une blessée. Pendant tout le temps que ses plaies resteront ouvertes, *il faut* lui éviter la fièvre.

JULES SAGERET

CAHIERS D'UN ARTISTE

(1915-1916)

Le premier retour en Normandie.

17 août 1915.

Jusqu'au dernier moment, j'ai cru que ce n'était pas vrai ; la campagne? c'était impossible. On s'est acoquiné à Paris, on y est comme vissé, et les choses qui vous entourent vous tiennent plus fortement au cœur que jamais. Elles font partie du vous-même de la guerre.

Offranville? Je l'avais oublié, je m'obligeais à n'y plus penser. Si j'avais eu le moyen de me défaire de cette maison, je n'aurais jamais reparu dans ce pays. Pourquoi se rattacher aux choses dont on ne devra plus jouir et que peut-être retrouvera-t-on sans plaisir, sans émotion même, un an après le drame? Non, décidément, il ne faut plus partir. Auteuil, ce matin, nous regardait avec les yeux d'un chien qu'on abandonne. Le vieil Ernest me presse la main, la secoue, et comme je lui dis que notre absence sera courte :

— Je ne serai pt'être plus là, moi, — fait-il. — Alors, comme ça, on va là-bas? Pourquoi qu'on n'a pas voulu de mes bégonias, cette année? Le jardin, là-bas, Monsieur et Madame ne vont pas le reconnaître, c'est tout légumes, qu'on dit !...

Tant que je serai là, bien sûr qu'y en aura pas une, de légume, à Auteuil ! Moi, c'est les fleurs, quoi !

Je crois qu'Ernest me fait de vrais adieux. Il n'est plus que l'ombre de lui-même. Sa fille et le petit René pleurent : — Ne restez pas trop longtemps !...

Nous sommes partis. Et ce fut bientôt la griserie du grand air, les champs, un midi d'août, Mantes, Bonnières, Pont-de-l'Arche, Bon-Secours, le toujours nouvel ensorcellement du paysage de la Seine, vu des hauteurs qui dominent Rouen.

18 août.

Ennuis, difficultés pour le permis, à la Place : nous sommes retenus à Rouen, ce qui nous donne le temps de parcourir les rues, vers le soir envahies par les Anglais. Nous entrons dans la zone des Anglais ; les obstacles accumulés par les deux gouvernements militaires, britannique et français, contre le séjour des étrangers dans Dieppe et ses environs, nous font déjà regretter Paris. Nous nous sommes demandé si nous continuerions notre voyage : mais, parvenus à Malaunay, nous avons gravi la côte où Emma Bovary était si triste, dans la diligence, à ses retours d'escapade ; et brusquement, un air plus frais, on dirait salin, nous frappe au visage. Nous roulons sur la route droite, vers les plages : il n'est plus question de Paris ! la mer est au bout, là-bas ; le ciel s'y plonge, en sort débarbouillé, plus pur de ton, plus coloré : nous participons déjà à cette féerie prestigieuse du mariage du ciel et de la mer.

Ceux-là seuls qui, dès leur enfance, ont senti le sel à leurs lèvres, en descendant du train qui amène les collégiens de Paris aux vacances sur les galets et les sables normands, ceux-là seuls me comprendront. C'est, à partir de Rouen, les poumons libres et l'agilité retrouvée, la liberté, les grandes grilles ouvertes sur les désirs : mâts, fumée du steamer, mouettes du port, et les voiles blanches comme des moutons sur les vagues. Imagerie bon marché, presse-papier ou esquisse de Manet en deux traits de pinceau, tout ce que vous voudrez, et Corot, Delacroix ou Boudin : c'est la mer des Parisiens, la Manche, la mer, à peine plus loin qu'Asnières et Maisons-

Laffitte, celle où l'on va quand les classes sont finies, celle qu'on enrage de quitter quand il y fait bon encore. Je ne la verrai pas ce soir, mais peut-être demain? Au premier prétexte, je filerai vers la mer.

Mais ces plaines ! Elles sont toujours là et non pas abandonnées. Beaucoup de femmes aux champs, il est vrai, mais quel labeur ! Des képis sur des têtes jeunes de moissonneurs ; on fait des meules, mais il y a du beau blé debout encore.

Comme il fait clair ! Nous sortons d'un puits ! Les arbres de Paris, c'est donc des arbres de théâtre? Nous sortons du métro, au-dessous, bien au-dessous de la mer; nous étions dans la cave...

Jamais je ne les avais crus tels que cela, ces champs ! c'est plus lourd, plus vert et plus dru que si c'était imité pour une réclame. Ils n'ont rien de pareil, les Allemands chez eux ! C'est cela qu'ils voudraient, — « je te crois ! » — avec des ports, au bout, des navires et le large...

Tôtes, l'Auberge du Cygne, encore madame Bovary. Le château n'a qu'une aile d'ouverte, celle qui donne au midi. Tout cela est parfaitement tranquille, habituel. Peut-être les veillottes sont-elles un peu plus petites, cette année, parce que ce sont des mains de femmes qui les lient.

Pourquoi m'as-tu fait revoir les choses que j'oubliais, plus charmantes, plus invitantes que jamais, ma chère?

Une dernière pente à dégringoler, et c'est la vallée de la Scie, le passage à niveau où nous agitions nos mouchoirs, quand les hommes partaient pour la guerre. Un certain matin d'août, nous sommes partis aussi, dans des wagons bondés, et personne ne chantait plus.

Saint-Aubin, les tilleuls du moulin et les ponts à la hollandaise sur le canal en miniature ; la côte d'Offranville. Madame Ridel, la blonde épicière, est sur le pas de sa porte; le clocher de l'église penche toujours, l'if fut incendié par la foudre, mais il en reste quelques branches.

Saluts, sourires. Des soldats canadiens font une course de chevaux sur la route des quinconces. Et chez nous, que trouverons-nous? La barrière est ouverte. Les lauriers sont taillés. Les ifs sont grands comme des obélisques. Celui du milieu de la pelouse est une grosse sphère suspendue sur des par-

terres réguliers, où pas une tête de bégonia ne dépasse l'autre, dans leurs cadres pentagonaux de pyrêtres. Le vieil Ernest en pleurerait de jalousie, et le gazon est tondu, car Potdevin est réformé. Une partie des « borders » hospitalise des choux, des salades et des pommes de terre, mais les « Dorothy Perkins » de la pergola sont si luxuriantes, dans leurs grappes et leurs touffes de soie rose, qu'elles dissimulent le potager : poireaux, carottes et navets.

Le soleil se couche ; la lune se lève sur la ferme, au-dessus du mur aux vignes vierges déjà rougissantes ; petit coin du jardin devant l'atelier, d'où j'ai tant de fois écouté l'heure sonner à la paroisse, les quarts, les demies, pendant que s'effeuillaient les fleurs du bouquet que j'étais en train de peindre... Sept heures ; ce sera bientôt la nuit.

Vais-je entrer? Voici une vraie maison française, aux proportions parfaites. En 1628, les architectes savaient ce que c'est qu'un plein et un vide, une fenêtre dans une façade, un toit avec des mansardes dedans, quelque chose de petit, d'habitable pour quelques-uns, et qui paraît grand, noble et majestueux.

Je ne veux pas rentrer encore.

Les briques, le silex et le grès ont la couleur d'un cou de tourterelle. Le long de la maison, les hortensias mauves ont bleui. Les vitres, dont certaines datent encore de Louis XIV, sont verdâtres, sur les rideaux de mousseline. Cette demeure semble habitée par des revenants de deux siècles et demi. Pourquoi m'as-tu fait revenir et déranger ces ombres, moi qui voulais oublier la mienne, celle que j'avais laissée ici, presque une contemporaine des autres, une vieillerie?

Et si le petit Georges, demain, était avec nous! Georges ne sera plus là pour qu'on parle quand on n'en a pas envie. Les mêmes grands vont refaire les gestes de l'an dernier, car ils n'auront pas changé d'opinion. Chaque antagoniste se réembusquera dans sa personnalité, qui n'a fait que prendre plus profondément racine et se développe comme les ifs taillés et les arbustes des massifs !

La guerre rase à pied d'œuvre, détruit, mais elle ne fait pas plier. Que ferons-nous dans cette maison, pourquoi y revenir?

19 août.

Il faut pourtant s'installer et se remettre à écrire. Je choisis le salon jaune, où je m'enfermais, au mois d'août 1914, pour ne pas entendre les propos insensés, la lecture des fausses nouvelles. Quand les fenêtres sont ouvertes, on est là comme dehors, entre la ferme et le jardin ; la chaleur atténue l'odeur d'estaminet, de vieux tabac, l'humidité des pièces qu'on n'a pas habitées de tout l'hiver. La batteuse mécanique, dans le silence des champs, ne cesse de ronfler : tout le monde de la ferme est au travail. Des cavaliers du Canada, en khaki, mènent des chevaux à l'abreuvoir. Il passe aussi des détachements de petits Belges en veste noire collante, qui font l'exercice autour du village. Mais le décor est si riant qu'on ne peut croire à la guerre, malgré les détonations lointaines du canon.

Dans cette pièce, six officiers prussiens habitèrent en 70-71 ; ils brûlèrent le parquet ; on put éteindre le feu qui prenait aux boiseries Louis XV, dont les rinceaux et les volutes, au-dessus des portes, encadraient des grisailles qu'on remplaça par des copies ; le marbre lilas veiné de blanc de l'admirable cheminée, fut brisé par des éperons prussiens. Tel quel, ce salon aux lambris d'un jaune citron, avec ses glaces désétamées, où l'on se voit comme dans un brouillard, avec le tapis d'Aubusson vert de gris à ramages roses, les cabinets de laque, le mobilier de velours d'Utrecht, ce salon a un charme vieillot qu'à peine rajeunissent des estampes japonaises, des peintures chinoises sur glaces, des coffrets de coquillages et les porcelaines bleues et blanches de Canton ou de Delft.

Je fais des découvertes dans les placards ; j'ouvre les tiroirs remplis par les années de journaux, de livres, de manuscrits inachevés, de lettres, de bouts d'étoffes qui ont servi pour des tableaux, toute une vie!

Ordre du logis, odeur d'encaustique fraîche, accueil des gens d'ici, cloche du dîner, et la paix d'un soir à la campagne se glissait par les fenêtres hautes ; sérénité animale, pourquoi m'avoir permis de te goûter encore, pour si peu de temps? Nous étions étourdis par le voyage. Mais ce matin, me voici devant la même écritoire : encre séchée, plumes rouillées et

buvard où l'on lirait des morceaux de phrases, des fragments de la comédie que nous faisions avec Jean. Au panier, tout au panier! Ce n'est pas pour ce matin, le travail. Trop de souvenirs, soudain plus présents que l'aujourd'hui. Au fond de soi-même, ce vain désir : recommencer, chasser l'odieux présent. Il faut aller à la mairie remplir les feuilles de séjour. Nous sommes en visite chez nous.

25 août.

L'oiseau bleu des îles, depuis qu'il est en plein air, selon ses habitudes primitives, happe les mouches qui pénètrent dans sa cage d'or et ne craint pas la lutte avec un bourdon, une guêpe, de gros insectes que son petit bec réduit au silence, broie pour ensuite les absorber. L'oiseau bleu d'Amérique s'est, pendant l'hiver, nourri en Européen, et cet été lui redonne un plumage neuf, des miroitements lustrés, avec l'usage atavique de son bec et de ses entrailles. L'oiseau attendait son heure.

Madame X... arrive de Dieppe avec sa fille. Elle s'écrie, en nous embrassant :

— How bracing, how encouraging, how elating! Nous croyons agir selon notre libre arbitre, mais il y a une force supérieure, que j'appelle Dieu, et cette force nous dirige sans que nous nous en apercevions. Maintenant j'ai fait le sacrifice de mes trois fils ; si je vis dans l'angoisse, si je ne dois jamais voir la réalisation de ces formidables promesses de justice et de beauté, que m'importe? A notre âge on ne doit penser qu'à l'avenir des autres. La justice va triompher. Les hommes politiques, avec leurs misérables ambitions, ne peuvent rien contre la vérité. Quand on parle aux gens du peuple, on s'aperçoit d'un revirement : les idées saines ont beaucoup de prise sur eux en Normandie...

Il faut déjà subir des opinons, et se taire...

— Qu'est-ce que vous appelez les idées saines, chère amie?

Madame X..., très étonnée que je puisse en douter, s'écrie :

— Mais, naturellement, celles de *l'Action Française*! Vous voyez devant vous une mère de cinq enfants, chargée d'expérience et dévorée d'inquiétude, une protestante qui attend le retour du roi!

— Mais quel monarque, quel maître, madame? Un général victorieux, un dictateur?

— Le roi Édouard VII fut un grand souverain et il n'était pas un aigle. Sa jeunesse un peu folle avait fait place à une sage maturité. Le duc d'Orléans ou le duc de Montpensier, pourquoi pas?

Ainsi chacun attend et espère. Le docteur attend dans son cabinet humide où la confiance n'a jamais failli, près d'un buste de la République; M. le doyen attend dans son presbytère; les quatorze membres de la famille Mathin, fugitifs de Lens, dans les deux pièces d'une maisonnette où ils venaient, il y a un an, camper. M. Mathin sait que ses fabriques sont incendiées; il fait la moisson comme ouvrier, en Normandie.

Nos tableaux sont exposés à San-Francisco; l'Amérique draine les milliards de l'Europe qui l'obligera bientôt, peut-être, à prendre aussi les armes. La guerre sera comme une ceinture de feu autour du globe où la France occupe un espace un peu plus grand que la Belgique, moins grand que la Pologne.

Nous attendons sous le cerisier avec des journaux, et madame X... nous parle du roi. L'Allemagne fait proposer la paix à la Russie. Le comte Andrassy écrit dans un journal de Budapest que l'armée russe étant incapable de prolonger son effort, il ne sera pas question de paix séparée, mais bien d'une paix générale, conclue avec l'Entente désormais vaincue.

•

27 août.

C'était hier « le jour » de ces dames d'Aultreville, je ne serais pas allé chez elles, si je n'avais pas tant souhaité d'avoir des nouvelles de la région. Il faut qu'une fois au moins je pénètre dans ce château dont je ne connais que le parc. Quel parc! Qui l'a planté? Des gens de goût, car il n'est pas en Seine-Inférieure collection plus complète d'arbres de toutes essences, de toutes provenances, disposés avec plus d'art. Le château fut construit sous Henri IV, dans ce style intermédiaire, mi-flamand, mi-français, dont la Normandie conserve quelques échantillons, tels que la chapelle du collège d'Eu. Des tourelles en poivrière sont accrochées deux par deux, comme des cages, sur la façade aux guirlandes de fruits et

de rubans, aux têtes d'anges bouffis. Très enfoncée en terre, la demeure semble surgir de douves, comblées par le marquis d'Aultreville qui voulut, en 1688, copier Versailles.

La grille armoriée étant close pendant la guerre, j'ai franchi la barrière en bois vermoulu d'un saut-de-loup, et suis entré par les communs, les grandioses orangeries, les potagers. J'ai tourné autour de la maison. Du côté des cuisines, sur un petit perron, une porte étroite était ouverte, une jeune fille ébouriffée, en tablier bleu, me vit et se sauva. J'attendis, j'appelai ; un jeune domestique, enfant de chœur à l'église, me salua et m'introduisit.

Combien j'aime ces dalles noires et blanches, ces lambris peints qui imitent un bois plus précieux que celui dont ils sont faits, comme j'aime ces nobles fenêtres sans rideaux des antichambres provinciales ! « La salle » est de même. On doit s'y asseoir quarante personnes à l'aise. Quelques plats de faïence de Rouen, des portraits des XVIIe et XVIIIe siècles, un restant de mobilier seigneurial, s'accordent au mieux avec la jardinière en fil de laiton, la suspension de 1867, et maints objets qui, ailleurs, seraient quelconques, mais ici ont du charme. On doit servir un gibier succulent sur cette table bien cirée où, jadis, trônaient des réchauds dont l'argent, mat aujourd'hui, se devine dans la pénombre d'une bibliothèque en acajou Louis-Philippe : les Aultreville en ont fait un dressoir.

Le salon donne dans « la salle ». Madame d'Aultreville, née Aultreville, se lève lourdement d'un fauteuil en velours verdâtre à bandes de tapisserie, et vient au-devant de moi. Sans chapeau, elle paraît prête à sortir, tant ce qu'elle a sur la tête est énorme, étoffé, habillé, majestueux. Ce sont pourtant des cheveux, ils ont la couleur du maïs. Un coiffeur de la ville exécute cet ouvrage, une fois la semaine, même en temps de guerre. Certaines personnes des environs ont surpris madame d'Aultreville sans ce diadème « casque-bonnet », au retour de Bretagne, vers la Noël de 1914, quand le coiffeur était encore mobilisé. Les derniers luxes de la douairière sont un parfum de bergamote, secret des religieuses de Paray-le-Monial, et aussi... l'art savant du postiche; enfin, elle protège son épiderme que la moindre bise gerce et fait saigner, par des gants et un léger tulle-voilette, qu'elle porte, même à l'intérieur, de

la Toussaint à Pâques. En ce mois d'août, j'ai vu son visage rose à découvert. Elle a un teint de vieille Anglaise blonde.

La famille d'Aultreville, qui n'a jamais pris le chemin de fer, était partie comme tout le monde — oui ! — était partie d'Aultreville-en-Caux, le 3 septembre, fuyant devant « les Prussiens », dont la vicomtesse avait subi la société en 70-71. Une fois suffit.

Auprès de la vicomtesse vit sa sœur Valentine, la chanoinesse, dite Zou-Zou. Comment l'emmènerait-on? Les médecins attribuent aux terreurs de la première occupation prussienne, le déplorable système nerveux et la paralysie de Zou-Zou. Les deux sœurs ont chacune la carrure de la Palatine, elles rempliraient à elles seules la calèche de l'émigré, dont les cols de cygne, les huit ressorts, les lanternes, attendent depuis le règne de Charles X, dans une grange appelée le *musée*. Harnais, buffleteries, bois de cerfs, baudriers et couteaux de piqueux, souvenirs de vénerie — m'a dit M. le curé dont l'oncle était régisseur du domaine — furent étiquetés jadis par le seul héritier mâle des Aultreville, Brandelys. Il mourut pendant son volontariat, sous la présidence d'un des successeurs de M. le Maréchal de Mac-Mahon.

Donc la vicomtesse emmena Valentine, « madame la chanoinesse », dans une automobile de minotier. Partir du château, et partir dans un fourgon prêté par les gens du moulin ! Avec sa fille, mademoiselle Claudie, et suivi de la fermière, des jeunes garçons, chacun ayant une boule de pain, des sacs d'avoine, le vicomte fit en charrette, à petites journées, le trajet de la Seine-Inférieure à la Basse-Bretagne.

On avait emporté pour l'exil, un mouton et un porc. Au passage devant l'église du bourg d'Aultreville-en-Caux, quelqu'un a photographié la caravane du 3 septembre 1914. Madame d'Aultreville me la raconta très fidèlement. La vicomtesse n'a pas encore recouvré sa norme, mais elle rit un peu de ses alarmes injustifiées. Elle est surtout partie à cause de ceux dont elle avait la charge.

Mademoiselle Claudie ne m'a pas fait l'honneur de descendre au salon. Elle travaillait : ces dames ont fort à faire dans la propriété, aux fermes, dans les champs. M. d'Aultreville subit une crise de rhumatismes : il se ressent encore du froid

qu'il a pris l'an dernier chez ses cousins de l'Armorique. Il est d'un âge très avancé ; la guerre l'inquiète beaucoup, quoiqu'il n'y ait pas de fils, ni hélas ! de petits-enfants.

Généreuse de sa parole précipitée, la douairière se prévaut d'une visite pour dépenser, à son jour de réception, les réserves des six autres jours de la semaine. Je sais donc combien de ses cousins, de ses neveux à la mode de Bretagne, furent blessés, tués, faits prisonniers. J'oublie les titres, les noms illustres ou obscurs de sa myriade d'alliés, lesquels elle ne connaît pas personnellement ; il faudrait pour aller chez eux, coucher en wagon, de Valenciennes à Béziers, en passant par Paris la capitale, où son fils trouva la mort accidentellement, non pas à la guerre, mais sous l'uniforme de dragon.

— Nous portons un deuil éternel, — dit madame d'Aultreville en touchant de l'index son front pensif. — Nous avons vendu l'hôtel où je naquis. Il n'y a plus de société à Dieppe. Nous n'y allons qu'aux anniversaires. Depuis madame la duchesse de Berri, les bains y sont mal fréquentés. Autour de nous, les châteaux sont presque tous à des étrangers ou à des parvenus. Nous ne voyons que nos amis, vous savez lesquels : il y a peu de distraction pour une demoiselle de qualité. Aussi bien, ma fille a ses œuvres, son ouvroir, la harpe, et puis elle peint au pastel. Ah ! monsieur, si elle m'entendait ! Combien de fois n'ai-je pas projeté de quérir des conseils de vous en catimini! Mademoiselle Claudie a un « faire » très original, un coloris très chaud... Seulement, c'est le dessin ! Ah ! le dessin, monsieur, elle ne peint pas de fleurs, ce qui serait si joli! Non, ma fille fait du portrait...

Madame d'Aultreville allait m'indiquer un ovale, sur un chevalet drapé d'une jupe de Cauchoise, elle n'acheva pas son geste :

— Ah ! cela entre nous, n'est-ce pas? Claudie est modeste, monsieur. Elle a cette vertu parmi quelques autres. Son désespoir, comme celui de ma sœur la chanoinesse, c'est de ne pas soigner nos chers soldats. En somme je n'aurais pas prisé cela, ni pour Claudie, ni pour Zou-Zou, même fût-elle jeune et mieux portante, la pauvre martyre ! C'est bon pour les mères, les femmes mariées. A Nantes, il y a des jeunes Parisiennes et même des bourgeoises de la localité qui assis-

tent, on me l'a juré, à la visite du médecin. Je crois qu'elles lavent les malades ! Cela devrait être l'affaire des infirmières de profession ! Une de mes cousines éloignées, en préparant des tisanes, a cassé une soucoupe : un morceau de porcelaine a traversé son gant de caoutchouc ; elle a failli avoir le tétanos... Mais, monsieur, ç'aurait été la mort pour sa pauvre mère ! Nous autres civils, comme vous savez, avons aussi nos risques de guerre : notre famille est très éprouvée.

Comme les autres visiteurs ne venaient toujours pas et que, sur un plateau, le domestique avait servi du malaga, des petits-beurres, du cidre doux et des confitures de mirabelles, — je demeurai et fis parler la douairière. J'appris ce qu'étaient devenus les Gonney, les Sainte-Lucile, les Amon-Billoire, les Sommevielle, les Azembre et ces messieurs de Gommecombe. Quant aux cultivateurs, aux fermiers, aux commerçants, la douairière inscrit sur son livre de guerre tout ce qui leur advient, les prénoms de leurs enfants, leurs malheurs, leurs croix, leurs citations. Pour la vicomtesse, ils font tous partie du domaine.

Je note : les Gonney sont à Gonney, depuis la mobilisation. Le comte, étant maire de Gonney, la comtesse a fermé son château de Montautertre dans l'Allier, sa terre *à elle*, où son mari chassait à courre jusqu'en mai ; elle a donc subi la guerre dans le tournebride de Balthazar, où elle est encore, où elle passera l'hiver 1915-16. Sa fille Diane les a rejoints, dès que son fils fut en captivité dans le nord de l'Allemagne. On en a de bonnes nouvelles. . . . .

. . . .

. . . .

. . . . Madame de Gonney idolâtre sa fille, adore Balthazar ; elle est bonne, elle a le plus heureux caractère : elle ne s'est pas ennuyée un instant, raccommodée avec la « Normandie qui n'est pas humide », où il fait moins froid que dans l'Allier. Son illustre chef est trop vieux pour être mobilisable, la chère est simple, mais parfaite. Entre la lecture des mémoires du grand siècle, les journaux, la charité, la correspondance, madame de Gonney trouve le temps de racoler des amies ; elle marche parfois vingt-cinq kilomètres, n'ayant plus de voitures — pour voir ce qu'on appelle

ici des voisines, et Balthazar garde un cheval qu'il monte, gaillard comme un sous-lieutenant.

Les Sainte-Lucile?... Ah! ceux-là, c'est une aventure! à Paris ils n'étaient jamais ensemble; on avait parlé de *séparation*! Ce vieux ménage n'avait une adresse commune que sur le Livre d'or des salons et le Tout-Paris. Madame a fait la découverte de son époux, qui trouve Églé une personne confortable. Madame d'Aultreville dit qu'Églé n'est plus assez fraîche pour que des manières de lune de miel *n'apprêtent à sourire.* Ceux-là n'ont personne de chez eux au danger.

Ces messieurs de Gommecombe sont « critiquables ». Le marquis, maire de Gourcy, passe encore! Cinquante-deux ans. Il s'est privé du Jockey-Club, administre sa commune pour la première fois de sa vie; ça ne regarde personne s'il ne supporte pas la solitude, s'il y a des dames à Gourcy. Il aurait mieux fait de reprendre du service aux cuirassiers, mais il a une mauvaise jambe. Quant à son frère François, c'est un scandale! A cinquante ans juste, on s'étonne qu'il ne soit pas à bord de quelque navire, puisqu'il était marin. On l'excuserait s'il ne répandait dans la région un pessimisme dont l'écho vient jusqu'à nous. Il a trop voyagé, François, il a des habitudes de colonies et il est l'esclave de ses aises. Candidat gouvernemental du temps de M. Combes, il n'a d'ailleurs pas été réélu dans le Gers. Je devine ce qu'on doit raconter de lui, près d'Yvetot! Madame d'Aultreville ne déplore qu'une chose : qu'un tel nom ne soit pas mieux représenté à la guerre.

La nouvelle à sensation, c'est l'intimité de Berthe de Sommevielle avec les Azambre; mon hôtesse ne pouvait pas y croire; pourtant, on parle d'un mariage d'Alice avec le fils Azambre. Le succès des Azambre est dû à ces chasses à courre, où l'on commence d'être comme dans un casino. Jusqu'ici les Azambre n'étaient reçus par personne, excepté par les filateurs de Genneville, les briquetiers de Sauchez, et ces constructeurs d'automobiles qui amènent l'électricité dans la région; des Suisses naturalisés ou des Norvégiens, enfin des gens chez qui l'on joue au trente-et-quarante et dont les filles montent à califourchon des poneys sans crinière.

Les Amon-Billoire sont invisibles; on dit qu'ils s'occupent de magie, dans leur manoir; depuis que leur fille aînée, madame

de Lamorze est veuve, elle est infirmière en Belgique; madame Amon-Billoire évoque son gendre, s'hypnotise sur une boule de cristal. Madame d'Aultreville rit, incrédule au spiritisme.

Je retournerai au jour de madame d'Aultreville. Je désire connaître mieux mademoiselle Claudie, la portraitiste.

Il faut que je sache toutes les circonstances de l'intimité de madame de Sommevielle avec cette madame Azambre : ceci équivaut à un nouveau 89, c'est une révolution !

28 août.

Au réveil, ce matin, une lumière d'or inonde ma chambre ; par la fenêtre ouverte toute la nuit, l'odeur de la ferme arrive, âcre et fraîche. Les oiseaux sont en gaieté. Des chars rentrent déjà du blé à la grange ; quelqu'un chante. Le vacher est en permission ; je l'entends qui raconte à quelques gens du bourg le midi de la France où il a été soigné.

— Sans la guerre, — dit-il, — on n'aurait pas vu tout ça ; oh ! j'ai eu de la chance.

On l'entoure ; je sens qu'on lui fait un succès. Octave est venu ensuite chez moi. Il parle moins paysan ; il est dégourdi ; il a bonne mine ; il est heureux d'avoir dû être opéré au moment où il allait quitter Marseille pour les Dardanelles :

— Sans la guerre, — recommence-t-il pour moi, — je n'aurais pas voyagé. Je connais Paris, Lyon, Marseille ; je me suis fait payer un râtelier (et il me montre ses dents), et puis je n'ai plus la hernie qui me gênait pour le travail. On n'est pas malheureux !

Octave va se fiancer à Mélie, la sœur de Noré.

Il me semble que nous arrivons à Offranville, comme naguère, au début de juillet. Pourquoi se défendre contre les impressions coutumières de cette campagne dont la prospérité est si manifeste?

Hier soir, je n'ai pas eu le temps de noter tout ce que madame d'Aultreville m'a dit. Dans le salon, j'ai repris mon fauteuil ; la lune, assez basse, étendait jusqu'à moi son reflet métallique ; les abat-jour japonais atténuaient l'électricité. Madeleine proposa une lecture à haute voix ; elle a choisi un volume de Chateaubriand ; nous tombâmes sur les quelques

lignes où Chateaubriand s'exprime sur l'honneur altier du gentilhomme. J'aurais voulu mettre cette page dans mes cahiers, en regard d'un paragraphe de Joseph Conrad (dans *Lord Jim*), sur l'humble conception de l'honneur chez le marin. L'homme du peuple, pareil au seigneur en face de la mort, l'accepte aussi noblement mais sans autre orgueil, que celui de *l'humanité. Lord Jim*, cette étude puissante de l'héroïsme, ce chef-d'œuvre, est le seul livre qui j'aie pu relire d'un bout à l'autre. Rien ne me rappelle comme les « narratives » des loups de mer de Conrad, les lettres et les récits de notre Honoré, enfant d'Offranville, le plus doux des êtres, le plus froidement courageux des héros inconnus, point un gentilhomme, mais un « gentleman ».

— Nos populations, — disait madame d'Aultreville, — sont encore comme du temps de nos pères. Elles donnent à la France ses meilleurs défenseurs. Leur récompense, c'est que la Normandie ne souffre pas. Nos terres tomberont peut-être entre les mains des fermiers qui seront riches comme Crésus après la guerre! Votre attention a dû s'arrêter, monsieur, sur le bel état de nos régions. La récolte s'annonce comme une des meilleures. Mon mari est le seul à n'être pas content tout à fait ; il a eu des déboires avec les ouvriers, mais il avoue que l'année est bonne...

Pour que M. d'Aultreville avoue cela, il faut, me dit-on, qu'elle soit exceptionnelle, en effet. Et M. d'Aultreville a une crise de goutte !

***

Notre permis n'est valable que jusqu'au 15 septembre ; nous ne sommes venus ici que pour un mois ; j'ai déjà plusieurs fois voulu repartir. Aujourd'hui nous commençons à compter les jours. Faudrait-il déjà s'en aller? Madeleine se loue de son hôpital de Dieppe. Nous ferons renouveler notre permis à Rouen.

***

Nous déjeunons à une heure, Madeleine rentre de son hôpital, avec une odeur d'iodoforme, rapporte les journaux de Paris et de Londres. C'est comme au début de la guerre,

mais la conversation est moins fiévreuse, quoiqu'on évite les *questions sociales*, la *politique*, la *conduite* des uns et des autres. On admire la qualité des légumes, cueillis pour chaque repas ; on ne se nourrira que de légumes et de laitage. La viande de chez madame Osmond est retenue par les Canadiens. Les Anglais achètent un bœuf entier, chaque jour. Laissons la viande aux Anglais. Le chat qui a la tête de travers vient se frotter contre nous et miaule ; la cour de la ferme est écrasée sous le soleil ; les mouches, les abeilles bourdonnent. Les murs de plâtre, dans la boiserie vert olive à filets blancs, ont, pour l'œil, la fraîcheur de l'eau. Je recommence à voir ce qui plaît tant dans cette salle à manger que j'ai faite de l'ancienne cuisine. Cette pièce est encore un « sujet brûlant », l'objet de maintes plaisanteries. Cécile l'appelle « la salle des gardes », ou l'*Hostellerie*. Il paraît qu'elle est prétentieuse et beaucoup trop artiste. On m'a encore raillé, parce que madame de Gonney demande à Madeleine quand on pourra venir goûter dans cette « ravissante salle »...

— Tu me permettras de préférer celle de madame d'Aultreville, — dit Cécile.

Je m'excuse :

— Tout le monde ne peut pas remonter à Saint-Louis ! J'ai organisé cette grande chambre pour y peindre.

— Tu as ton atelier ! J'aimais mieux l'ancienne salle à manger, son poêle et ses boiseries dans le style de la maison...

— Mais puisque nous la transformions en salon !

— Ça ne fait rien ! Je sais comment j'aurais arrangé la nouvelle salle, — insiste Cécile ironique.

Je demande :

— Eh bien ! comment?

— Mon cher ami, tu n'aurais pas été en Italie et en Angleterre, que tu n'aurais jamais eu l'idée des murs blancs ; tu n'aurais pas pendu la tapisserie sans baguettes ; je n'aime pas les chaises laquées rouge, les rideaux de « chintz » qui ne descendent pas jusqu'à terre. J'aurais laissé à la grande cheminée à hotte sa simplicité : j'aurais mis la table au centre. Pourquoi cette madone florentine? Ce portrait d'un « abbot » anglais? Ces bibelots de chez Parkenthorpe? Je

n'aime pas ce bric-à-brac. Tu sais, moi, je suis pour le vieux genre français, les choses qui n'ont pas bougé !...

Sous le regard de Cécile, je sùis perclus de honte; serais-je donc sans patrie? Madeleine plaide ma cause :

— C'est gai; j'aime cette pièce, qui est un peu un salon, devant la cheminée; quand il fait froid en automne, on dîne sur le guéridon, près du feu ; Cécile, tu es sévère...

Quant à moi, je suis à la vérité un peu de l'avis de Cécile, quoique je me défende aussi, tout en me disant à moi-même : Pourquoi ai-je « whistlérianisé » cette maison de hobereau ?

En parlant de la facon dont elles auraient arrangé cette vieille demeure, ces dames se sont échauffées. J'ai été un peu loin. On m'a dit : « Tu n'aimes pas la France traditionnelle ! » On a reparlé des gens du village, des coutumes locales, de « ce cher pays ». Chacun a quitté la table, un peu pincé.

Seul à mon bureau, je me retrouve et songe : Je suis sans doute un mauvais esprit ! Combien d'illogisme dans mon cas ! J'ai choisi cette vieille maison dans le pays de ma famille ; je ne l'ai pas héritée, mais tout m'y attire. Oui, Cécile, comme toi, *j'aime les vieilles maisons* ; n'en ayant plus une à moi, j'ai pris celle-ci où je voulus rétablir les berceaux de buis, les charmilles, les ifs taillés. J'ai cherché au grenier des vieilles tuiles ; il m'est agréable que la date de 1628 soit inscrite dans la brique du pignon ouest ; oui, c'est vrai ! Quelque chose de bien profond en moi fait que je me sens ici, plus que nulle part ailleurs, chez moi, oui, chez moi, si bien chez moi ! Pendant des années, je me suis plu dans le délabrement de cette gentilhomière, et je mets aujourd'hui des estampes japonaises et de la chinoiserie sur les murs...

J'ai des sièges anciens, mais je ne m'y assieds pas. Après tout, est-ce un crime?

On regarde les sièges anciens, pour l'heureuse courbure de leur bois, mais on s'y repose mal. Tout de même, je crois que Cécile confond ! S'il y a encore en France des salles à manger comme celle de madame d'Aultreville, le faubourg Saint-Antoine *fait le meuble d'époque* et vous pourrez, avec de l'argent, choisir le siècle qui vous plaît ; vous n'aurez jamais une salle à manger comme celle de la douairière.

Cécile, quand on est bien vivant, il ne faut pas être amou-

reux d'une morte ! Le difficile, c'est d'adopter à nos besoins les vieilles murailles françaises et d'y laisser, après soi, sa trace. Combien de déjeuners et de dîners en perspective, chère Cécile, pour reprendre ce sujet de conversation *qui touche aux idées générales* ?

***

Le cas de Berthe de Sommevielle.

29 août.

Ce matin, Berthe de Sommevielle était dans le petit chemin de la source. Quand elle m'a vu, elle s'est dépêchée de blottir dans son corsage une lettre qu'elle lisait. Plusieurs fois, depuis que je suis ici, je l'ai rencontrée à la poste; elle va souvent à la poste ou à la gare, avec des paquets, toujours seule, et si je m'informe de ses filles, elle me répond qu'elles sont à la ville. Berthe, autrefois, ne faisait jamais un pas en dehors de son parc. Maintenant elle est souvent dehors, à pied ou à bicyclette. Elle dépose parfois sa machine chez le boucher du village ; elle disparaît dans les sentes du côté de la place Verte ; elle marche dans les champs. Quand Berthe est-elle chez elle, Berthe qui jadis sortait si peu? Trois fois j'ai essayé de lui faire visite, à toute heure du jour ; elle n'était jamais là... La maison à moitié close paraît endormie : c'est peut-être que Berthe n'a plus de domestiques? Pourtant, elle a quatre femmes à son service, et le vieux Michel qui ne s'occupe que de l'appartement, puisque le cheval est réquisitionné. Tout paraît aller à la dérive chez Berthe. La demoiselle de la poste me dit que madame de Sommevielle paraît toujours inquiète de son mari et de son fils. Or Sommevielle est dans un état-major, assez loin du feu ; son fils n'est pas au front, depuis trois mois, et ne quittera pas son dépôt avant quelques semaines.

Ne pouvant m'éviter, Berthe de Sommevielle est venue à moi et nous avons fait une promenade dans la vallée, le long de la rivière, à l'ombre des saules. Cette femme si énergique s'est amollie ; elle avoue que la guerre la rend malade. J'ai

observé, et elle eut un sursaut en m'écoutant, que les épouses d'officiers sont en général les plus patientes, et elle m'a dit :

— Tant que les miens étaient en péril, on ne s'étonnait pas de ma nervosité, elle avait une cause précise ; aujourd'hui, ceux que je puis appeler *les miens* sont à l'abri, et je ne suis pas plus calme : je songe qu'à chaque minute la jeunesse tombe, si près de nous ! Ces souffrances *n'ont pas de nom*... Les fils de mes amies, tous les environs, sont décimés, je ne pense qu'à ces malheureux enfants... les camarades de mon fils Hubert...

Citant plusieurs noms de famille, j'en prononçai un, auquel malgré soi, Berthe de Sommevielle se redressa.

— Vous connaissez les Azambre? — me demanda-t-elle.

Et elle ajouta que, jusqu'à la guerre, elle les fréquentait peu ; aujourd'hui, rapprochées par les inquiétudes communes et le travail de l'hiver dans les hôpitaux de Dieppe (où Berthe ne va d'ailleurs plus, n'ayant pas de moyen de locomotion), ces dames se sont vues souvent. Frédéric Azambre vint en permission de convalescence au mois de juin. Berthe semble faire une place à part dans son admiration, à ce garçon si simple, si courageux, si beau, « qui, dragon, est dans la tranchée, lui, le cavalier intrépide, le fidèle des chasses à courre ».

— Mes filles ont beaucoup de goût pour lui ; même Alice en a trop ; avez vous eu vent de nos projets?... On verra après la guerre !... Elles ne savent qu'inventer, mes filles, pour adoucir les rigueurs de son régime, elles lui envoient mille friandises... Je crois que nous avons tricoté trop de cache-nez et de passe-montagnes ; toute la compagnie de Frédéric en a été pourvue ; ils les jettent... Pauvre enfant ! Enfin nous l'avons revu ici... il est charmant et si différent des autres !...

J'ai reconduit madame de Sommevielle jusqu'au bas de la prairie au travers de laquelle un raccourci mène, par les herbages, à la ferme principale du château. Elle ne m'a pas pressé d'aller plus loin, elle ne m'a pas dit d'aller la voir ; elle a oublié de s'enquérir de Madeleine. Berthe est une autre personne, plus belle que jadis ; elle a grisonné, et, tout de même, elle paraît dix ans de moins qu'en 1914. Que se passe-t-il à Grosmesnil? Un drame? C'est impossible !

En remontant chez moi, je me rappelle tous les propos de Berthe et je note ceci : elle n'a pas fait allusion à M. de Som-

merveille ; elle s'est trompée dans les renseignements qu'elle me donna sur la blessure de son fils ; elle s'est complue à parler de Frédéric Azambre, qui n'est, pour nous, qu'un voisin de campagne, de ceux qu'on salue poliment sans s'arrêter. Berthe, c'est clair, ne veut pas de visiteurs chez elle. Berthe recherche la solitude, lit des lettres dans les sentiers écartés. Elle a eu quarante-cinq ans quand j'en ai eu cinquante, et je ne sache pas que la même distance ne nous sépare plus.

30 août.

M. le curé de X... n'est pas sot, mais sa naïveté puérile lui fait dire parfois des choses énormes, cher saint du Paradis ! Pourquoi, si Berthe a des secrets, pourquoi choisir l'abbé Chanterelle comme directeur? Chanterelle est venu quêter chez nous pour son œuvre des prisonniers normands. Madeleine l'a retenu à déjeuner ; il a pris avec lenteur son café ; Madeleine est sortie ; l'abbé, comme les campagnards, ne sait comment partir quand il est chez vous ; il s'est endormi ; l'heure du thé approchait ; enfin, je l'ai ramené à X..., parce que j'ai vu le moment où il faudrait lui offrir un lit pour la nuit. J'avais beau dire que je ne peins plus, il voulut visiter l'atelier ; après avoir été au jardin, dans le petit bois, aux ruines de la grange, nous revenions toujours aux plates-bandes dont il ne se rappelle jamais les fleurs, et à l'atelier. Il en ouvrit la porte.

— Je suis sûr, — me dit-il, — qu'il y a bien, là dedans, de ces beaux portraits qu'on a plaisir à admirer. N'avez-vous jamais fait quelques croquis de notre bonne châtelaine de Grosmesnil? Quelque miniature au moins (je crois que vous appelez ainsi ces menues effigies)? La chère dame ! La guerre accentue ses propensions (déjà si remarquables) à la charité. Oh ! je me trouve être le confident de la chère dame, car elle n'aime pas à faire parade de ses bonnes actions... c'est une personne modeste que des amis inattentifs méjugent, parce que sa réserve exquise la porte à taire ses bienfaits ; elle se cache comme la violette ! Même avec monsieur le commandant, ou avec ses enfants. elle tient à donner le ton, gardant en toute circonstance cette modestie des saintes mères de famille, qui

craignent de faire dégénérer la liberté en licence. Avec moi, monsieur, ah ! il en va tout autrement ! Elle sait que le bon Dieu seul nous écoute. Si je ne devais pas être indiscret, je vous citerais des exemples de ces petits riens, de ces bagatelles, diriez-vous, auxquelles je juge : toi, tu es marquée !... Ce que madame de Sommevielle n'inventerait pas pour ses enfants, pour son mari, je lui ai vu faire pour des inconnus d'hier... Tenez ! Vous savez que monsieur et madame Azambre ne fréquentaient pas l'ancien monde des châteaux? Je sais que les chasses à courre, la fortune de monsieur Azambre, malgré des opinions républicaines, avaient, si j'ose m'exprimer ainsi, mis de l'huile dans les rouages... Enfin ! vous m'entendez, cher monsieur. Mais, cependant, il y avait la barrière de la naissance. Eh ! bien, depuis la guerre, madame de Sommevielle ne fait plus de distinction! Vous êtes au courant, n'est-ce pas? mademoiselle Alice? Pendant son congé, monsieur Frédéric était comme chez lui, à Grosmesnil; madame de Sommevielle le traitait avec plus d'indulgence que son propre fils; je l'ai même vue qui l'embrassait, maternellement, et si l'on fait devant elle le panégyrique du jeune monsieur de Sommevielle, Hubert, ou de papa, madame n'a pas l'air d'être contente. Je puis bien dire cela, car ce n'est pas un secret du confessionnal ; cette excellente dame, alarmée de scrupules dont vous reconnaîtrez l'infinie délicatesse, prit conseil de moi :

« — Monsieur le curé, — me dit-elle parfois, — ai-je le droit de concevoir des pensées tendres pour un enfant qui n'est pas le mien?...

« — Madame la baronne! — fais-je, — le bon Dieu se réjouira bien plus encore d'un élan si sincèrement altruiste que de l'affection naturelle, mais non sans égoïsme, de la mère pour sa progéniture et de l'épouse pour son mari. Enfin s'il devenait un jour votre gendre !

« — Monsieur le curé ne parlons pas encore de cela, — dit-elle...

Je ne crois pas que l'abbé Chanterelle soit né dans la campagne — il parle de sa jeunesse à Rouen — mais une longue existence, au milieu d'êtres primitifs, dans un état de pureté parfaite, supprime chez lui toute curiosité. Il est une région du cœur humain qu'il ignorera jusqu'à la mort. Un jour, à

propos d'un volume de Racine, dont il admirait la reliure, il s'écria : — Cet auteur a écrit des cantiques assez fades. Mais j'ai rempli jadis le rôle d'Éliacin. *Esther* et *Athalie* sont de jolies pièces ; quant aux autres tragédies, je me souviens de l'effet déplaisant qu'elles m'avaient produit ! L'un de mes collègues en citait quelques vers qui m'ont paru alambiqués et trop profanes pour que je me donnasse la peine de les comprendre. Les poètes sont dangereux, quand l'Esprit Saint ne les inspire pas. Il n'y a que le Ciel et la nature qui méritent d'être chantés par les poètes...

Il ne lit plus que son bréviaire et les Évangiles. Les journaux lui font peur. Les numéros de *la Croix*, que sa sœur lui envoie de Caen, sa servante les déplie et signale à M. le curé les mandements de monseigneur, ou les lettres de jeunes gens catholiques. M. le curé sait, une fois pour toutes, que la Foi triomphe en France, cette Fille Aînée de l'Église, et ceci vaut mieux que des batailles rangées, même que des victoires de la Marne.

— Monsieur Frédéric revient à de meilleurs sentiments, — m'assure l'abbé. — J'ai eu l'honneur d'une visite de ce « poilu » — ce vocable a quelque chose de bestial qui contrarie le goût... enfin ! de ce « poilu » sans beaucoup de poils. Madame la baronne m'avait laissé entendre qu'elle aurait pour agréable que j'accordasse au jeune Azembre une réception paternelle et lui donnasse quelques conseils. Elle comptait aussi sur moi pour que je le rassurasse, dans le cas où il se plaindrait de n'être pas encore admis à faire sa cour à mademoiselle Alice. On comprend ! car tant que la guerre ne sera pas finie... il y aura des dangers ! Une mère redoute d'engager sa fille à un combattant. La baronne aurait voulu faire passer monsieur Frédéric Azambre dans les bureaux à l'arrière... Frédéric ne s'y est pas prêté... J'ai fait plus ample connaissance avec ce jeune cavalier. Beau garçon ! mais un peu brusque... La brusquerie du troupier ! Il ne raconte pas grand'chose, madame de Sommevielle se plaint de sa retenue ; dame ! il n'a pas ce parler facile, cette éloquence attique de monsieur le baron.

— Avez vous vu ensemble la baronne et Frédéric Azambre? — demandais-je au curé.

— Ah! non, — m'a-t-il répondu; — mais d'après ce que je recueille, monsieur Frédéric n'est pas toujours ce qu'il devrait être avec la bonne dame; la baronne n'en a que plus de mérite. Elle ne se lasse pas de lui prodiguer ses bontés, et monsieur Frédéric ne répond pas souvent aux lettres. Si c'était mademoiselle Alice qui lui écrivait!... Celle-ci n'en a pas la permission; j'en fais la remarque à madame de Sommevielle : — En temps de guerre, avec le Ciel, il y a des accomodements... le bon Dieu a des indulgences pour les futures compagnes de nos jeunes héros, sur qui il veille. Il est moins sévère que ne le sont les mères diligentes, comme vous, madame la baronne...

Le curé riait, enchanté de cette audacieuse plaisanterie.

3 septembre.

Je n'ai pas pu résister à l'envie de voir monsieur et madame Azambre, le père et la mère du héros. Antoinette L... les avait à déjeuner au Buttoir. Je m'y rendis vers deux heures. Pluie, froid, vent dans la plaine. Une lettre d'André F..., reçue à midi, m'annonce que la crise ministérielle n'est qu'enrayée, c'est-à-dire jusqu'au 16 septembre, et le résultat dépendra ensuite des événements militaires, qui angoissent André. Il voudrait être plus vieux de deux mois. On voudrait, tout le temps, être plus vieux! Que va donner cette offensive que l'on prépare fiévreusement? En allant à Ouville, j'étais partagé entre ces sombres pensées et le désir de revoir les Azambre, à cause d'Alice de Sommevielle, et surtout à cause de Berthe, sa mère.

Maintenant j'espère, petit à petit, apprendre les préliminaires de cette aventure; Antoinette L... n'a pas quitté Ouville, elle doit tout savoir.

Récapitulons : Berthe recevait déjà les Azambre au printemps de 1914. Il a dû être question d'un mariage, dès cette époque. Alice ne rêvait que de titres et de blasons. Elle n'aurait pas fait attention à Frédéric, si les Sommevielle ne l'avaient attiré. Frédéric est un parti qui n'est pas négligeable. La guerre est survenue, quand Berthe, après avoir *fait* le mariage, semble l'avoir *défait*. D'après ce qu'elle m'a dit chez Antoinette, madame Azambre ne comprend plus l'attitude de la future belle-mère de son fils. Capricieuse, madame de Somme-

vielle ne permet plus à Alice d'écrire à Frédéric, et exige que Frédéric lui écrive, *à elle-même*. Frédéric a toute une correspondance de madame de Sommevielle. Il l'expédie à sa mère. Antoinette doit connaître cette correspondance. C'est par Antoinette que j'aurai des détails.

En rentrant à Offranville, j'ai fait la route, à pied, avec trois Canadiens. Deux de ces hommes portent des noms français, Lafleurance et Delatour. Je parle anglais avec eux, mais ils savent le français, un français paysan, à formules louiquatorze; ils disent comme nos Normands : boète pour boîte, remplacent les *ait* par des *oit*, à l'imparfait. Trois filles de fermiers d'ici sont fiancées à des Canadiens ; on les reçoit dans les familles — et déjà, il est question de renvoyer en Angleterre les hommes du camp canadien d'Hautot, soit pour les exercer à la guerre, où ils n'iront sans doute pas, ou pour les renvoyer en Amérique. — Ces hommes sont déçus de n'avoir pas combattu sur notre terre, à côté de nous. Combien d'entre eux laisseront ici des souvenirs de leur passage, avec leur cœur? Le long d'une haie, un beau géant à chapeau de feutre khaki, à buffleteries, tient d'une main son cheval par la bride, et de l'autre une fille blonde qui cache son visage quand nous passons près d'eux.

5 septembre.

Antoinette L.. a pris copie de quelques lettres écrites par madame de Sommevielle à Frédéric Azambre. Elle les trouve bizarres, mais ne devine certes pas le drame sentimental dont sa pauvre amie est la victime, probablement inconsciente. Cette femme vertueuse est enserrée dans les tenailles de l'amour, et elle n'en sait rien. Si parfois il y a des éclairs dans la nuit de son cœur, Berthe doit aussitôt retomber dans les ténèbres. Cependant, la jeunesse retrouvée de son visage, indique une ardeur vitale, une « elation » qu'elle n'a, j'en suis certain, jamais connues. Antoinette a soigné Frédéric dans un hôpital dieppois, où la chance envoya ce garçon après sa dernière blessure. Berthe de Sommevielle était de service dans une autre chambre ; elle obtint des majors d'être affectée au service de Frédéric, — et là, elle défendait à ses compagnes d'approcher son futur gendre. Un jour, prise de

colère parce que Frédéric, encore faible, s'était levé sans permission pour aller au bord de la mer. Berthe se saisit des fioles rangées sur la table de nuit, elle les brisa, en menaçant une infirmière de les lui jeter à la tête. Antoinette, aussi naïve que l'abbé Chanterelle, dit :

— Berthe aime déjà son futur gendre, comme s'il était son fils.

Or, les Azambre considèrent le mariage comme entravé par celle qui l'avait arrangé.

A Paris, parmi des gens plus sceptiques, on jaserait. Je comprends pourquoi Madeleine se loue tant de l'atmosphère provinciale des hôpitaux d'ici. Ces dames de la Croix-Rouge ont la candeur des bonnes sœurs gardes-malades.

Je copie à mon tour, pour mes cahiers, quelques-unes de ces lettres de madame de Sommervielle à Frédéric.

***

Lettres de Madame de Sommevielle à Frédéric Azambre.

Grosmesnil 1915.

« Bien cher enfant,

» Je vais chaque jour à la poste, espérant qu'une lettre, une carte au moins m'y attend. Si je tiens tant à ce qu'elle ne soit pas adressée à Grosmesnil, vous comprenez, n'est-ce pas, que c'est par égard pour les miens, par pitié, au cas d'une mauvaise nouvelle. Ma fille est si sensible ! Nous ne vivons plus depuis que vous êtes au front. Votre héroïsme et votre intrépidité nous alarment, même quand nous sommes sûres qu'il n'y a pas de combat engagé. C'est plutôt calme, en ce moment. Pourtant nous ne vivons pas. Vous êtes donc bien occupé, que vous êtes si avare de vos lettres? Un mot suffirait ; oui, un mot de votre plume, Frédéric, une ligne, un rien ! Je vous étonne? Vous n'avez pas été habitué à cette tendresse, à cette affection toujours palpitante que nous avons conçue pour vous ! Avec vous, j'ai connu des joies qu'un fils très gentil ne m'a jamais données ! On dirait qu'il y a entre vous et moi les liens du sang. Je suis sûre que j'ai pour vous plus

d'affection que n'en a votre mère. Sentez-vous cela?... Mais je suis folle ; si vous sentiez cela, vous ne le diriez pas ! Moi, j'oserais le dire à votre mère, car j'ai conscience de ne rien lui dérober ; au contraire, car votre cœur est si grand, qu'il y a en lui place pour plusieurs affections. Vous êtes de ceux qu'il faut deviner, *car vous ne parlez pas*. Vous êtes comme les vrais hommes sentimentaux. J'ai tant de choses à vous dire qu'elles me viennent toutes à la fois et, quand je m'assieds à mon bureau pour écrire au cher Frédéric, je ne sais plus choisir, ou bien elles sont parties. Je ne vous dis pas ce que je voudrais. Ah ! cher, bien cher enfant, vous ne m'en voulez pas trop, n'est-ce pas, si les fiançailles sont remises à plus tard? Vous êtes si intelligent, si bon, si fin, malgré vos emportements de héros magnifique ! Ayez pitié de ma fille ; ayez pitié ! Quel ouragan dans son âme, puisque la mienne est déjà si agitée ! Que ne puis-je être Alice, me substituer à cette enfant ! Il n'est pas de morale, d'idéal, de patrie à défendre, qui légitiment les abominations d'une guerre ! Je donnerais ce qui me reste de jeunesse pour ce que fût fini ! Mais vous allez rire ; car, hélas ! je vous fais sans doute l'effet d'une vieille femme. A ce propos, vous ne m'avez jamais répondu à ceci : Est-ce que je vous parais très, très vieille? Bien cher enfant de mon cœur, je vous embrasse maternellement.

» PÉRAUD'RICK-SOMMEVIELLE »

Grosmesnil, août.

« Rien ! toujours rien ! Ici, l'on ne parle que d'une offensive en préparation. Est-ce vrai? Êtes-vous si occupé que vous ne trouviez une seconde pour écrire? J'ai redescendu mélancoliquement la côte d'Offranville à Saint-Aubin, de retour de la poste, en répétant comme une folle votre nom chéri. J'ai peur que les passants m'entendent. Ma fille me dit quelquefois, quand nous sommes toutes les deux dans le salon, le soir, après que la petite est allée se coucher : — Maman, je vois au mouvement de vos lèvres que vous dites : Pauvre petit, pauvre petit !... Je réponds : — Non ! — mais ma fille a bien vu. Je ne vais plus à l'hôpital, si ce n'est le samedi, quand je suis

en ville, espérant trouver un homme de votre bataillon, quelqu'un qui vous ait peut-être vu ! La photographie prise de vous en juillet est dans mon porte-monnaie. Si vous en avez une plus récente, envoyez-la. Je sens que je vous ennuie. Pardon, pardon, Frédéric ! Je serai sage, aujourd'hui ; je m'arrête ici, en vous embrassant sur le front, comme une mère son fils

» BERTHE DE P. DE S. »

Grosmesnil, août.

« Merci, cher, bien cher enfant, merci pour la carte. Un mot, c'est tout ce que j'ambitionne. Vous me grondez? Je ne recommencerai plus à vous livrer les secrets de mon cœur de mère. Ai-je donc exprimé des sentiments antipatriotiques, en souhaitant que la guerre finisse? Cela? Je n'en pense pas un mot. C'est un moyen pour moi de vous dépeindre mon anxiété. Si madame votre mère est, dites-vous, plus courageuse que moi, c'est qu'elle n'attend plus, dans l'avenir, tout ce qu'on attend de vous à Grosmesnil. Il *faut*, Frédéric, il faut, que vous viviez ! Puisque vous m'en voulez tant que je vous défende d'écrire à ma fille, je lève la consigne : écrivez-lui donc ; mais ne soyez pas trop tendre, faites attention ! Écrivez-lui, si cela ne vous empêche pas de m'écrire à moi aussi. Je n'ai pas pu lui communiquer la dernière lettre, à cause des reproches qui s'y trouvent. Madame de Sainte-A... ayant un permis d'auto pour la région, je me suis fait conduire dans la forêt d'Éavy ; nous avons goûté à la ferme, où, pour la première fois, au rendez-vous de chasse, nous avons pu causer et nous connaître mieux. Heureuse époque ! Vous souvenez-vous du beau soleil d'octobre qui glissait sur les feuilles d'or des fougères mâles? Vous aviez failli être désarçonné par la jument alezane que le général M... vous avait prêtée, vos chevaux étant sur les boulets. Quelles prouesses n'aviez-vous pas accomplies, cette après-midi-là ! Vous aviez chaud, votre sang était à fleur de peau, vos yeux étincelaient. Alors, vos belles mèches n'étaient pas encore tondues à l'ordonnance, ces mèches qui dépassaient sous votre casquette de velours noir ! J'ai revu tout cela, à la ferme près des Grandes-

Ventes ; quand galoperez-vous encore, la trompe en bandoulière, dans les bois du Cros, dans les terres labourées? Quand pourrons-nous suivre, avec une jumelle, d'un côté de la vallée à l'autre, votre course au milieu des chiens? Quand remettrez-vous cette tenue verte et argent, qui vous seyait à merveille? Quand pourra-t-on se parler, et non plus écrire le quart de ce qu'on pense? Enfin, il y a un grand pas de fait : quand on songe qu'il y a trois ans de cela, voisins comme nous le sommes, nous ne nous serions pas touché la main ! Cessez d'employer avec moi, dans vos billets, ce *madame* réfrigérant et trop cérémonieux. Pourquoi pas *belle-maman*? ou même *ma mère*? C'est cela, n'est-ce pas, que je serai pour vous dorénavant, puisque les fiançailles (c'est bien entendu) n'ont été que *remises* à l'époque indéterminée de la paix. Vous me reprochez de ne pas uniquement tenir à la victoire. C'est injuste, Frédéric. Nous n'aurons la victoire totale qu'après une lutte acharnée, très longue ; et alors il faudra occuper les territoires ennemis pendant des ans. Jeune comme vous êtes, vous serez encore mobilisé ;... c'est pourquoi j'ai renoncé à ce que la bague de fiançailles fût déjà mise au doigt de ma fille. Je garde cette bague ; je la porte parfois, sous mon gant, surtout quand je vais à la poste. Cette bague est un talisman. Votre mère m'a fait demander de la lui rendre ; mais je crois que madame Azambre n'avait pas saisi le vrai motif qui dicta ma conduite. Blessé comme vous l'étiez, avec le nerf du bras paralysé, je devais croire que vous consentiriez à admettre les décisions du conseil de réforme. J'ai donc cru que vous resteriez ici. Vous êtes un gentilhomme, un héros, mon cher enfant, cela est sûr ; mais alors, il faut patienter ! Allons, allons, silence ! Je me suis arrangée au mieux pour couper court à tout commérage dans la région. Mais je garde la bague cachée. On est plus méchant en temps de guerre que jamais. N'insistez plus. L'abbé Chanterelle vous a parlé comme aurait fait le bon Dieu, vers qui je suis si heureuse de savoir que vous revenez, chaque jour, avec plus de ferveur.

» *Nous* vous embrassons, mon cher fils.

» B. DE S.

» *Nous* portons à la gare une boîte de chocolats « les Palets d'or » de Saint-Germain, votre friandise préférée, et certain baba genre plum-cake en boîte de fer blanc, que mes filles ont déniché à Rouen. Si c'est bon, redemandez-m'en. *Tout pour vous.* »

***

13 septembre.

Je relis ces lettres de madame de Sommevielle, auprès de l'oiseau bleu, notre compagnon de la guerre. S'est-il trop donné du plaisir de manger les insectes? Il vient de mourir après une longue et humaine agonie, qu'on n'a pas voulu abréger, sous prétexte qu'il acceptait encore les mouches. Son beau plumage si lisse s'est ébouriffé et devint gris; on posa l'animal dans un tampon d'ouate, sur le dos. Son bec ne se refermait plus ; il haletait, tournait la tête comme une personne, nous regardait, implorant ; puis, à la fin, il eut une expression méchante. Est-ce donc si douloureux de mourir dans du coton, pour un petit oiseau des îles? Ce bijou étincelant, cet oiseau de tabatière à musique, est devenu un monstre hideux, dans lequel il y aurait des pensées.

19 septembre.

Hier soir, lune à sa première phase, déjà claire, très basse du côté de Neufmesnil. Nuit de Jean-François Millet. La lune est en forme de D, d'un D penché à droite. Comment ne pas toujours s'étonner, sans cesse admirer? Tout est étonnant, je t'assure ; tout est un prodige. Regarde donc ! Il suffit de regarder, ma chère.

Si tu te mets à la fenêtre par une telle nuit, par un tel clair de lune, et trouves cela tout naturel, que te réserve la vie, qu'attends-tu de la mort?

Sommeil du gros noyer plongé dans le silence de l'ombre ! Silence d'une ferme ! Sommeil du gros noyer qui déchiquette sa tête chevelue sur un bleu noir lumineux, et baigne ses pieds dans la terre comme dans un étang ! Cela dort dans ce

noir-bleu ; les choses sont à leur place ; on les sait présentes ; on les toucherait ; elles doivent garder leur volume dans la ténèbre ; mais la lumière qui leur donnait tantôt leur relief, leur couleur, leur vie, cette lumière du soleil réfléchie par la terre est bue par le D lunaire, qui nous la renvoie en la transposant. C'est un reflet qui consomme et n'éclaire qu'à peine : la veilleuse des morts, la lampe des mortels s'essayant à mourir.

Où sont les poules? Une vache éternue. Une autre tousse. Où cela? Puis, silence. Le fumier, lavé par la rosée nocturne, sent la pureté animale. Bouffées végétales des pommiers, amertume sucrée de l'herbe, vous avez une odeur de sommeil frais, une moiteur de dormeur propre, nu sous le firmament, et qui respire à pleins poumons l'air lunaire, étoilé, de l'immense plaine de Caux !

Pourquoi serait-ce réel? Tu ne t'étonnes pas, ma chère?

On dirait d'un décor planté, quand les frises et la rampe sont éteintes. Pourquoi y aurait-il encore jamais des représentations dans ce théâtre? Dis?

Et dans quelques heures, pourquoi? Mais oui, sûrement! le coq chantera, la vachère traira, les seaux de métal tinteront, la porte de l'étable grincera, le D de la lune aura disparu et, de l'autre côté du ciel, où il n'y a que du noir, ce soir, il y aura du rose, puis du jaune qui se répandront, partout au-dessus de nous. Lazare se désemmaillotera. Son linceul tombera. Le coq, les poules, les vaches, la fermière et ses domestiques marcheront dans le soleil comme s'ils n'avaient jamais fait que cela. Et cette lumière jaune est reliée à cette ombre, comme la vie à la mort, par les *Mi Ré* d'argent, qui tombent chaque quart d'heure une fois, deux fois, trois fois puis quatre fois, chaque heure, sur ce prodige quotidien ! *Mi Ré* tremblants de froid, sonnerie glacée, lunaire, même au plus chaud des *Midi*, sorbets qui s'égouttent sur la terre qui les boit...

Et tu n'es pas surprise d'être un habitant de cette terre, mon amie ?

Ma fenêtre était restée ouverte, je me suis endormi dans du blanc et du vert, qui faisaient une cendre grise ; j'ai perdu

connaissance en m'hypnotisant sur le *Déluge* de la Sixtine, comme magnifié par la lentille d'une loupe, car un rayon de lune touchait cette seule photographie sur le mur. Femme qu'embrasse ton enfant effrayé, tu regardes toujours au loin ! Que vois-tu?

A quatre heures, une persienne bat, une porte claque. Je me lève; dehors, plus une étoile. Le chien de garde aboie. Une seule fois.

Il y eut un bruit de cascade lointaine, un bruit d'armée en marche, un bruit de foule — et c'était toujours le silence de la nuit. Un vent du Sud s'était levé avant le jour, redonnait à ces arbres, qu'on ne voyait plus du tout, une forme. C'était comme un souffle de bœufs dans une étable, et il y avait un rideau de brume de mer.

Nous étions au milieu d'un prodige atmosphérique, et il se passait quelque chose de terrible autour des vivants qui faisaient toujours les morts.

Quel est cet oiseau qui, le premier, semble donner un signal, une sorte de « garde à vous »?

L'on devrait savoir le nom des oiseaux, quand on habite la campagne.

J'attendis. Tout retomba dans le silence.

Les corneilles ont reparu depuis quelques jours, et perchent sur le « grosnouïer ». Ce matin, il y en a qui appelèrent ; mais les gens de la ferme ne voulaient rien savoir.

C'était dimanche ; l'horloge de l'église a jeté quatre *Mi Ré* d'argent, sinistrement brisés par le vent du Sud-Est. Pendant trois minutes, ce fut comme une vague qui soulevait la maison. Ce fut soudain et bref comme un accident. Les corneilles appelèrent de plus belle, appelèrent je ne sais quoi, de toute la force de leur gosier, et aussi vite que cette colère s'était gonflée, elle tomba.

Les étoiles brillaient déjà dans un ciel matinal.

Que s'était-il passé?

Ce n'est que longtemps après, que la voix de la vachère rassembla les vaches; cette grosse voix faisait très peur, comme une reprise de possession par l'homme de ce qui n'avait été, pendant la nuit, que l'empire des Éléments.

21 septembre.

Madame de Sommevielle traversait le Val-Gosset en venant de Tourville où j'allais ; nous sommes tombés l'un en face de l'autre ; il n'y avait pas à rebrousser chemin. Elle est toujours seule. Elle m'a dit :

— Quelles sont les nouvelles à Dieppe? Parle-t-on toujours d'offensive? Pour quand est-ce? Ce choc sera effroyable !... Quand on a des êtres chers que l'on sait qui vont... Ah !...

Elle a pâli, et se composant :

— J'ai vu encore un convoi de blessés, le dernier; ils n'ont plus d'âge ! Ce sont des vieux messieurs, des figures de prisonniers, ou de mineurs sortant du puits... J'en ai porté un jusqu'à la voiture d'ambulance... perclus de rhumatismes; il se laissait faire et soupirait... Un Marocain, maigre comme un saint Jean-Baptiste, était étendu par terre, les dents serrées dans des gencives violettes ; il proférait des hein? hein? qui voulaient dire : « Vous devriez savoir que je ne vous comprends pas, chiens de chrétiens!... » Nous ne sommes plus des chrétiens! Cette guerre n'est plus humaine... Il ne reviendra personne de cette attaque, s'ils la font ; on ne peut pas vivre comme cela !...

Berthe est comme une chatte qui défend ses petits.

— Les vôtres, — ai-je dit, — n'y seront heureusement pas...

— Non, ni monsieur de Sommevielle, ni Hubert ; mais notre grand ami, le jeune Azambre, nous écrit qu'il se prépare ; la correspondance va être interrompue avec les familles... Je ne laisse plus passer une lettre, plus une carte à ma fille... Tenez, en voici une où Frédéric nous fait ses adieux; il reconnaît que j'ai bien fait de retarder les fiançailles... C'est abominable, on ne peut plus !... on ne peut plus!

Berthe me permit de retourner avec elle vers Grosmesnil ; il pleuvait un peu :

— Je n'emporte plus de parapluie; on ne pense plus à rien ! Après deux mois de calme relatif, ici, encore ces angoisses ! L'attaque! L'offensive générale! Des hétacombes ! Pourtant, mon amie madame X..., la femme du commandant de corps d'armée, m'a juré qu'elle m'enverrait une dépêche, dès qu'elle saurait le jour, l'heure; elle doit même me prévenir à l'avance.

J'irai à X..., près d'elle, pour *savoir* plus vite en cas de malheur. Elle va dans les ambulances, quand il y a attaque, pour recevoir les hommes de son mari, s'informer du général; s'adressant aux hommes, elle leur dit familièrement : — Tu as vu le général? Et toi, l'as-tu vu? — Oui madame la générale; il était là quand j'ai quitté; ça marchait bien...

— Mon amie est malade à chaque offensive... On ne peut plus, on ne peut plus !... Vous comprenez pourquoi je me sauve de chez moi! Il ne faut pas troubler les jeunes filles... Je me fais servir les repas dans ma chambre, la plupart du temps. Qu'est-ce que je leur dirais à mes filles? Sur la plage — elles s'étaient baignées samedi, il faisait si chaud ! — dans les groupes, sur le galet, on ne parlait que de la grande offensive... Certaines personnes quittent Dieppe, craignant que les trains ne soient supprimés pour les civils, comme les lettres et les journaux... Mes filles voient le couperet suspendu sur nos têtes. Au lieu de les rassurer, je les inquiète... Non, il faudra que je m'en aille, mes filles iront chez des cousines à Tôtes, pendant mon absence. Mais vous, dites ; croyez-vous à la grande offensive?

J'avais sur moi des journaux que je me suis gardé d'offrir à madame de Sommevielle. La première page de *la Dépêche de Rouen* était effarante : « Avance des Allemands en Russie, Vilna menacée. » Il me semblait que l'ennemi était trop engagé sur le front oriental, où sont à la fois les grands maréchaux, les meilleurs généraux, les noms fameux de l'état-major, pour que nous ne tentions pas quelque chose par ici. Le papier imprimé dépassait la poche de mon pardessus, et madame de Sommevielle en retira le journal :

— Vous en avez un et vous ne le montrez pas! Donnez donc ! Il y a quelque chose de mauvais? C'est sûr ! Donnez !...

Elle prit et lut.

— Ah! les Austro-Allemands lèvent leurs dernières réserves, des vieux, des enfants... Et nous? Nous allons prendre des enfants aussi. Nous appelons d'urgence les troupes sénégalaises. Lisez ! Lisez ! L'Angleterre demande le service obligatoire... C'est pour nous remplacer, quand tous les nôtres seront morts !... Il n'en restera plus des pauvres nôtres!

— ... Madame la baronne de Sommevielle ne sait plus ce qu'elle fait, — m'a dit la demoiselle de la poste, — quand elle vient au bureau, il faut que je ferme à clef la porte de la cloison : elle bousculerait les paquets de lettres et lirait les journaux des autres abonnés. J'ai un mal à calmer madame la baronne !

23 septembre.

Major D..., le colonel du « Veterinary depot », embarque en hâte pour le front tous les chevaux disponibles. On télégraphie du front, depuis vingt-quatre heures. Nous devons visiter le camp avec les Malows, sous la conduite du major, avant midi ; on nous pria de ne monter à Janval que vers la fin du jour. Ainsi, j'ai pu assister à un enterrement militaire à l'église Saint-Jacques : cérémonie pompeuse et froidement officielle, qu'on accorde aux blessés morts dans les hôpitaux de la ville. L'adjoint au maire, le commandant d'armes, les gardes civiques, les dames ambulancières, vingt-cinq soldats anglais, vingt belges, les drapeaux des alliés autour de l'autel ; messe en musique ; à l'élévation, salut des deux drapeaux en soie de la ville de Dieppe. Panégyrique du défunt par M. le curé, en chaire.

On lui donna de faux papiers ; il se trompa de nom, raconta la petite histoire d'un autre mort ; mais ensuite, au cimetière, l'ancien maire prononça un discours qui rétablit les faits et les noms.

Assis derrière un des piliers de la magnifique église, j'ai suivi la messe, la gorge serrée. Quand on chanta le *Dies Iræ* sur le corps de cet inconnu dont des inconnus représentaient la famille, ce fut dramatique. Dans la chapelle du tombeau, j'aperçus une femme à genoux devant le candélabre où brûlent les cierges des dévotes. C'était madame de Sommevielle. Quand elle voulut se relever, au passage du convoi, elle trébucha et tomba. Devais-je lui porter aide? J'attendis que l'église se fût vidée, pour dépêcher la chaisière vers notre amie.

— Cette dame est là depuis deux heures. Sa bicyclette est en garde chez moi. Je crois que c'est une personne des environs ; l'hiver dernier elle venait tous les jours, avec un cierge. Cette

dame a des crises ; elle tombe du haut-mal..., on ne devrait pas la laisser seule, ça fait pitié !...

J'ai recommandé Berthe à la chaisière.

Au retour du cimetière, j'allai chez celle-ci. Berthe s'était fait donner du café noir ; elle avait dit à la chaisière : — Avez-vous quelqu'un au front ? C'est bientôt la grande offensive, je le sais, je suis renseignée... Moi j'y ai mon fils... — Et elle était repartie à pied, poussant sa bicyclette qu'elle doit mettre en consigne à la gare maritime. Pourquoi la gare maritime? Pour dépister qui? Alibi?

Dimanche, 26 septembre.

Les communications sont coupées depuis hier, madame de Sommevielle était bien renseignée, comme elle l'a dit hier a la chaisière de Saint-Jacques. Berthe de Sommeveille est-elle partie? Il pleut, le temps serait mauvais pour la grande offensive. Rien dans les journaux que les Mallows nous apportent de Dieppe à midi; un bateau sanitaire restera en permanence cette semaine dans le port, d'où il y aura départ quotidien des blessés. Les mesures de police obligent les voyageurs du dimanche, qui viennent pour la journée à Offranville, à être toisés et à se munir d'un certificat de bonne conduite et mœurs.

G. M. de Varengeville n'a pas reçu une dépêche, expédiée avant-hier ; on l'attend en vain pour déjeuner. Nous avons la sensation des heures folles d'août 1914 quand des rumeurs, de fausses nouvelles, étaient apportées par les charrettes qui roulaient sur la route.

Un billet est remis à Madeleine par le chef de gare : prière aux infirmières de se tenir prêtes, nuit et jour. La conversation languit avec les Mallows ; ces dames voudraient déjà être à Dieppe. Edward Mallows me parle de questions de politique extérieure lointaine, sur lesquelles il espère que les Anglais ne s'hypnotiseront plus. Il habita l'Allemagne pour l'éducation de ses fils : il n'y a plus là-bas de particularisme, nulle trace d'esprit régional, dit-il; la règle prussienne unifie la pensée allemande et il est nécessaire qu'il en soit ainsi pour atteindre, comme par le militarisme, les fins essentielles

de l'empire : cette unité que l'Allemagne espère compléter par la guerre.

Nous tâchions de ne pas prononcer le mot *offensive.* A cinq heures, l'occasion d'une automobile envoyée par Major Denn's retenu en ville, et qui s'excuse, nous fait tous aller « aux nouvelles ». Le billet du major porte : « Blessés pas encore ici, mais annoncés. »

A la côte de Janval, arrêt : un nouveau convoi de chevaux pour le front. Nous allions à la mairie chez le commandant de place. Il a fait un tour à cheval. A quinze kilomètres, sur la hauteur, on entendait le canon « comme si l'on y était ».

— C'est la fameuse offensive, — dit-il. — Je crois qu'il y a de grandes nouvelles... vingt mille prisonniers, on dit... on dit... on serait presque à Lille, assurent les Anglais.

Des motocyclistes couverts de boue viennent droit du front. Ils crient : Hurrah ! Splendid ! Les lignes seraient percées ! On est pris d'un tremblement ; on balbutie. L'imagination passe par-dessus les horreurs, vole avec les ailes de la victoire.

A sept heures, le communiqué est affiché :

« En Artois, nous avons maintenu au cours de la nuit les positions conquises hier, le château de Carleul, le cimetière de Souchez et les dernières tranchées que l'ennemi occupait encore à l'est de la position fortifiée, connue sous le nom du « Labyrinthe ».

« En Champagne, des combats opiniâtres se sont poursuivis sur tout le front. *Nos troupes ont pénétré dans les lignes allemandes* sur un front de 25 kilomètres et sur une profondeur variant de 1 à 4 kilomètres. Elles ont, au cours de la nuit, maintenu toutes les positions conquises. Le nombre des prisonniers actuellement dénombré dépasse 20 000 hommes. »

La foule empêche d'approcher ; quelqu'un lit tout haut ; les chiffres sont grossis par les gens des derniers rangs.

Nous sommes rentrés chez nous dans la nuit ; nous arrêtons les passants dans le bourg pour leur jeter la bonne nouvelle. Le petit René saute de joie. Si c'est l'exaltation, c'est aussi l'angoisse des grandes batailles. Personne n'a dormi dans la maison.

Où serons-nous dans un mois? L'espérance renaît. Nous

faisons des projets. Nous irons à Galliffet chercher Giorgio qu'on nous rendra certainement.

La demoiselle de la poste a entendu dire que madame de Sommevielle a quitté Grosmesnil, mais ses filles y sont encore seules. Je tâcherai d'aller jusque-là, tantôt.

28 septembre.

Attente du communiqué. Il désappointe un peu. On s'habitue vite aux victoires, aux gros chiffres. Combien de prisonniers aujourd'hui? Cela seulement?

Je vais à Dieppe vers midi pour voir Madeleine qui reste à l'hôpital. Une heure, deux heures ; elle revient à la fin au Châtelet Bas-Fort-Blanc déjeuner, quand nous avons fini. Elle est brisée de fatigue. On ne sait où coucher les soldats arrivés dans la nuit, si couverts de boue sèche qu'on doit couper leurs vêtements pour les déshabiller. On ne distingue plus leurs traits. Leur saleté est indescriptible. Ils sont très enthousiastes.

Les officiers anglais sont un peu *disappointed.* Ils attendaient de plus beaux résultats de leur effort sur Arras.

A trois heures, distribution de médailles et de croix aux *anciens amputés*, devant l'Hôtel Royal. Une femme d'Offranville, en cheveux, va recevoir la croix de son mari. Cette prise d'armes n'a pas le public habituel de ces fêtes. On est tout aux nouveaux arrivés ; on assiège la porte des hôtels-hôpitaux. Il pleut. On dit que le temps contrarie les opérations.

Courses en ville pour chercher quelqu'un qui se charge de lettres pour Paris. Le courrier est retenu cinq jours avant de partir : madame de Sommevielle était prévenue, elle ! Et je n'aurai pas le temps de m'arrêter à Grosmesnil.

On prétend que le fils Azambre serait grièvement blessé et soigné ici. Ces dames Azambre seraient à Dieppe depuis ce matin. Il y aurait quarante hommes blessés, des environs.

2 octobre.

Madeleine devait m'attendre à Saint-Rémy. Une odeur de cave et de chandelle ferait reconnaître à un aveugle cette

curieuse église plus ancienne que Saint-Jacques, dans certaines de ses parties; sombre, lourdaude nef, où les âmes pieuses se sentent si loin du monde, et qui rassure les ferveurs discrètes. Saint-Rémy a ses fidèles, en dehors de ses paroissiens; Saint-Rémy est, pour moi, la province même. Les maisons s'y collent étroitement; les ruelles qui l'entourent en font encore partie; on y rencontre des ombres qui ne doivent sortir que pour se rendre aux offices. Aubrey Beardsley et Conder situaient tous les romans provinciaux de Balzac dans ce coin de Dieppe, où il n'y a pas un volet, un bouton de porte, ni une tuile, qui ne date au moins de Vauban.

La prière du soir y a ses fidèles, avec leurs chapeaux dont je ne sais quels doigts de fée Carabosse continuent, à travers les âges, de perpétuer l'anachronisme, dans quelque arrière-cour où *le Conseiller des Dames* est tenu pour frivole. Ces béguines ménagères ont des voix qu'on n'entend que là ; le salut y a une solennité familiale ; les cantiques, dans un ton fantaisiste, rasent le sol et ne s'élèvent pas jusqu'aux couronnements des piliers ronds et trapus, dont la base est verdie par la mousse. On est là dans un sous-sol de la vie moderne.

J'attends assez longtemps. Le service des blessés retient Madeleine ; elle devra peut-être veiller cette nuit, puisqu'elle ne vient pas? Au bas du chœur, une voix assez pure continuait de chanter après que les autres voix s'étaient tues, même pendant les premiers trilles du timbre, qui remplace la sonnette avant la bénédiction. Je ne sais pourquoi, je pensai aussitôt à Berthe de Sommevielle. Quand le public se retira, je me postai de façon à ne pas manquer Berthe. Le sacristain lui dit sans doute qu'il allait fermer ; nous nous rencontrâmes près du bénitier. Elle avait un voile. Elle vint à moi :

— Étais-je assez bien renseignée? — dit-elle. — J'y suis allée. Je croyais qu'on les amènerait à Paris, ceux du moins de la brigade du général X... On en a évacué beaucoup sur Paris. C'est encore un hasard, qu'on l'ait dirigé sur Dieppe, quoique maintenant on les rapproche de chez eux... Je l'ai cru mort... *Il ne pouvait pas être sain et sauf* ; je le savais ;... j'ai consulté des tireuses de cartes... Ah ! mon Dieu ! qu'est-ce que je vous confesse là ! Pas un mot, n'est-ce pas? Entre nous, n'est-ce

pas? Mon amie la générale X... connaît toutes les chiromanciennes...

— Où est-il? — interrogeai-je.

— Comment, où est-il? Dans le plus mauvais, le plus inconfortable hôpital. Et c'est très grave. On ne me permet pas de le voir... Sa mère, sa mère seule... Cette femme ne comprend pas que j'ai autant de droits qu'elle... J'ai une chambre à l'Hôtel de la Paix. Je ne m'éloignerai pas; si ça va plus mal, je casserai les vitres plutôt que de ne pas le revoir...

— Et mademoiselle votre fille? La fiancée?...

— Ma fille? Oh! ma pauvre fille... Cette mère l'a fait appeler... sans moi! Comprenez-vous ça? Cette inconvenance! Ces gens ont un vernis, mais dès qu'on gratte un peu!... Enfin, *lui*, il est d'une autre essence, c'est un être merveilleux... Adieu, adieu! Je cours chez le médecin... Je dîne avec une infirmière... Ah! s'il était au moins dans le service de votre femme!...

Et Berthe a disparu comme un elfe.

Frédéric Azambre était hier à toute extrémité. On a aujourd'hui un peu d'espoir. C'est l'abbé Chanterelle qui me rapporte cette nouvelle. Une hémorragie a failli enlever le malheureux Frédéric. Mademoiselle de Sommevielle est accourue avec sa mère, les instances du major ont fait céder madame Azambre.

— Madame la baronne m'a envoyé un fiacre automobile, — dit M. le curé, — la voiture de monsieur Larchevêque, le tonnelier de la rue du Cœur-Couronné, vous savez, l'ancien cocher de place. Je me suis hâté de répondre au désir de cette bonne dame de Sommeveille, dès que j'eus achevé les prières pour nos chers soldats je suis monté dans cet équipage à traction mécanique. Le rendez-vous était à l'Hôtel de la Paix. Quand je débarquai du coche, un garçon fort poli me remit une carte sous enveloppe, en m'invitant à prendre un léger en-cas froid que madame la baronne avait fait mettre de côté. Elle rentrait au même moment à l'hôtel.

— Ah! vous voici déjà, mon bon abbé! Je vais faire prévenir madame Azambre. Elle est là. Je ne l'ai pas vue, avant que je vous voie, vous. Vous savez les prétentions de ces gens: amener ma fille à l'hôpital, *sans moi, sa mère*!

Madame de Sonmevielle paraisait en proie à une sorte de fièvre, cette chère dame, jadis si réservée!

— Ah ! madame la baronne, — fis-je, — je suis votre serviteur respectueux, que puis-je donc, de quel service vous serai-je ? Vous n'avez qu'à ordonner, si mon humble personne...

L'abbé Chanterelle était en verve, mais lent, et j'avais hâte d'en venir au fait.

— Vite, vite, monsieur le curé ! Alors quelle était votre ambassade ?

— Ah ! c'était bien peu de chose ! et je ne comprends pas encore très bien pourquoi madame la baronne a eu besoin d'un vieux prêtre — son ami, je veux bien, son directeur devant Dieu et les hommes...

— Vite, mais quoi? monsieur le curé?

— Pour dire à la mère du jeune homme que madame la baronne avait des sentiments religieux, des habitudes héritées de sa noble famille (je n'ai pas dit noble, pour ne pas humilier madame Azambre), de sa famille, donc, et que je venais implorer, à côté d'elle, pour qu'une future belle-mère qui se considérait comme *une maman très tendre*, assistât à l'entrevue... peut-être *in extremis*.

— Alors, qu'est-ce que madame Azambre vous a répondu, monsieur le curé ?

— Elle a répondu : — Monsieur le curé, vous ne savez pas de quoi il s'agit ! — Enfin, puisque je vous sens pressé, voici en quelques mots... J'ai promis de mener madame la baronne au chevet du mourant, et la jeune fille aussi, et de ne pas m'éloigner pendant le cours de la touchante et si regrettable entrevue. Nous nous mîmes en route. Madame Azambre précédait avec des ballons d'oxygène, des médicaments de chez monsieur Mabille, l'excellent pharmacien de la place du Puits-Salé — quels braves gens !

— Oui, monsieur le curé, c'est mon opinion aussi... mais allez vite !

— Pardon, c'est vrai, je vous retiens ! Nous nous mîmes donc en route, nous accédâmes à la chambre du patient. Monsieur Frédéric eut l'air de nous reconnaître... il reconnut sa fiancée sûrement. (Je ne vous ai pas dit, dans ma précipi-

tation, que mademoiselle Alice était à l'Hôtel de la Paix depuis le tantôt, dans des crises de larmes, sa mère l'avait laissée sous clef dans sa chambre.) Le malade la reconnut donc, elle l'embrassa sur le front. Monsieur Frédéric se souleva un tantinet, un rien... mais l'effort suffit à provoquer une hémorragie ! Madame la baronne poussa un cri, elle tomba roide, droite comme un bâton. Un major eut même une apostrophe qu'un ecclésiastique a peine à entendre... mais les militaires, on sait !...

— Alors, madame de Sommevielle, qu'en avez-vous fait, monsieur l'abbé?

— Des plantons, — je crois qu'ils appellent ainsi ces militaires infirmiers, du moins, c'est ce que je crois, — deux plantons ont donc apporté une civière, la même ont-ils dit, qui avait servi pour monsieur Frédéric. Et nous avons remmené la malheureuse châtelaine de Grosmesnil à l'Hôtel de la Paix. Elle est encore là, couchée, inerte — du moins elle n'avait pas repris ses sens quand j'ai dû quitter la ville. C'est très sérieux, je crois, de part et d'autre.

— Pourquoi, monsieur le curé, de part et d'autre?

— Mais les deux malades ! Le gendre et la belle-mère, je puis dire ainsi, puisque j'allais unir les chers enfants... Alice et Frédéric... Mais il faut toujours espérer... demain le bon Dieu nous aura peut-être ménagé un de ses miracles.

9 octobre.

Madeleine et moi sommes allés à Paris pour l'enterrement d'Ernest Crocheton, le jardinier d'Auteuil. Les nuits passées dans la maison vide, quand nous allons à Paris pour vingt-quatre heures, nous connaissons cela et c'est toujours lugubre — mais Ernest était un dieu lare et nous le savions là. C'est fini. Nous avons jeté sur son cercueil les dernières fleurs de « son jardin ». Sa fille a la douleur résignée et passive de certaines gens de campagne ; elle raconte, comme s'il s'agissait d'un autre, les hallucinations, les folies du bonhomme qui s'était mis à boire du vin et de l'alcool à soixante-quinze ans, « croyant se soutenir ».

Il n'y a plus de « mémoire » de la maison. Auteuil n'est plus Auteuil pour nous.

Dans Paris, beaucoup d'agitation politique. Le succès de Tahure est beau (cent prisonniers), mais Salonique et le débarquement des Alliés cause une anxiété considérable.

A notre retour, train triple pour le Havre et Dieppe par Rouen. A Vernon, sur le quai de la gare, un départ de tout jeunes soldats, bleu-pastel, équipement tout neuf, cuirs jaunes, paquetages d'exposition, terrine et bidon en métal étincelant. Ces enfants crient aux dames de notre compartiment :

— Vous ne voulez pas une place d'infirmière?... Joli voyage à Salonique !

Ils y vont. Et ils font des plaisanteries déchirantes, les pauvres petits.

Chez nous, nous apprenons que Frédéric Azambre vit encore, on le sauvera peut-être. Madame de Sommevielle s'est levée hier matin, elle a eu une embolie. Elle est morte.

Berthe de Sommevielle a quitté cette terre. Sans se douter qu'elle était amoureuse?

13 octobre.

J'étais au rez-de-chaussée quand madame d'Aultreville est venue prendre de mes nouvelles, elle allait s'en retourner. J'ai ouvert la fenêtre et insisté pour qu'elle voulût bien me faire l'honneur d'un bout de visite, puisque je ne puis pas me rendre chez elle comme je le lui avais promis. Madame d'Aultreville craignait de me déranger, elle avait encore des amis à voir « dans ce quartier » (les environs), et elle profitait de ce qu'un de ses valets de ferme est en permission, pour atteler la jument pie au break bâché. Elle s'assit sur la plus incommode des chaises sans s'appuyer.

La douairière « n'en peut croire ses yeux » quand elle se rappelle ce qu'était ma maison, ce qu'elle est aujourd'hui.

— Comme tout ceci intéresserait mademoiselle Claudie ! Permettez-vous que je l'amène une fois, monsieur?

Je l'en suppliai.

— Que de choses, depuis que nous ne nous sommes vus, chez moi, monsieur ! Quel drame ! Notre région est comme ma famille, bien éprouvée ! Qui l'eût dit? Cette chère Berthe de Sommevielle ! Je ne vous ai pas aperçu à l'inhumation... Vous étiez malade... c'est regrettable, c'est très regrettable.

Vous auriez vu une partie de la société — les voisins proches — car on se fait « porter » difficilement, par le temps qui court. Madame de Sommevielle était sujette à des crises, on s'étonne moins quand on l'a connue jeune fille qu'elle n'ait pu supporter l'excès de l'émotion. Si ma fille était à la place d'Alice de Sommevielle, je crois que j'aurais aussi « passé » comme sa mère. Pensez, monsieur! Un mariage *in-extremis*... dans un hôpital de militaires !!

Notre douairière toucha d'une main ses yeux, comme devant un spectacle immodeste, et elle reprit, sur l'assurance que je lui donnai que Frédéric avait une chambre à part :

— Maintenant, le mariage se fera, puisque le fiancé paraît hors de péril, mais, dit-on, sûr de ne plus repartir. En somme, ils sont fiancés, le père a renouvelé son consentement. Alice a trop de race pour se dérober sur l'obstacle, comme disent ces messieurs, aux courses de Dieppe. Les conseils d'une mère sont précieux pour les jeunes épouses, mais je pencherais à croire que la pauvre Berthe eût peut-être été une belle-mère un peu trop zélée.

— Trouvez-vous, madame, — demandai-je, — trouvez-vous que madame Azambre ait des torts? Comment, vous, une autorité, vous, madame, qui possédez les anciennes traditions, comment jugez-vous madame Azambre?

— Vous êtes trop flatteur, monsieur,... mon âge, je le reconnais, et le nom que je porte, sont une garantie... Eh! bien, à la place de cette dame (si toutefois une femme deux fois Aultreville peut se mettre à la place de cette personne) je crois que j'aurais été aussi craintive en face de Berthe. Berthe avait quelque chose de pas naturel... de tout à fait drôle... je vous demande pardon : *une petite fêlure*. Mon mari dit : une araignée dans le plafond... Ainsi, à la première blessure du fils Azambre, quand ce jeune homme était à Sévigné, l'école des filles, vous savez, Berthe le soignait, n'est-ce pas? Alors Berthe le bourrait de livres. Elle lui faisait lire *Julia de Trécœur*, une lecture que j'aurais interdite à mon fils, même après ce volontariat d'où il n'est pas revenu — (et madame d'Aultreville porte encore une main à ses yeux). Monsieur Azambre n'a pas l'habitude de lire, cela l'ennuyait. Berthe grondait s'il n'exprimait pas une opinion sur certains caractères de roman. Elle voulait lui

faire faire des « styles » sur ses prouesses de guerre, pour le *Journal de Rouen*. Ce cavalier ne met pas toujours l'orthographe ; quand il y avait des fautes (le précepteur du petit Auzanville a été chez les Azambre, monsieur Frédéric était mauvais élève, il l'a assez dit), — quand il y avait des fautes d'orthographe, Berthe disait : — Voilà les guerriers ! ils ne savent plus rien ! Frédéric, *j'adore* vos fautes, ce sont des perles pour moi... — Berthe prêtait à rire, on était chagrin pour elle. Madame Azambre a fait circuler la correspondance de Berthe avec Frédéric. On en parlait à l'inhumation, vous les aurez peut-être lues, ces lettres, monsieur?

Je m'écriai :

— N'a-t-on pas brûlé ces lettres? Si elles appartiennent à quelqu'un, c'est à monsieur Frédéric Azambre. J'espère qu'on va faire cesser cela. Celles qu'on m'a montrées témoignent d'une sensibilité maternelle, voilà tout...

— N'est-ce pas? Maternelle, vous trouvez aussi, monsieur? D'une mère, ce serait *forcé*, mais d'une future belle-mère... il y avait de quoi « susceptibiliser » madame Azambre. Je le vois, nous nous entendons tout à fait, bravo ! C'est que nous avons dans la région tant d'exemples du courage des mères... autant chez les paysannes que chez les bourgeoises... Je sais telle de vos amies qui immole ses trois garçons pour restaurer la monarchie !

— Celle-là, — fis-je, — je ne la classe pas, tout en l'admirant, au-dessus de la femme Legras, de Toutelsmesnils, qui n'a que sa pension à attendre de la République et partage son allocation actuelle avec la femme Thoumyre.

— Oui, mais l'idée est si belle, monsieur : pour le roi ! Une mère de trois fils ! Ma fille Claudie et moi, nous avons été transportées quand on nous a cité ce fait, après l'inhumation, à Grosmesnil. Il n'y a pas eu de repas de deuil, vu nos malheurs, mais les Gonney, les Sainte-Lucile et quelques autres, nous avions emporté une collation sèche, le service étant à onze heures et demie, nous nous sommes assises sous ces hêtraies où la chère défunte avait semé des fleurettes comme dans un jardin à l'anglaise. Elle avait des idées à elle... On a généralement trouvé l'allocution de l'abbé Chanterelle un peu amphigourique. Il parle surtout comme Bossuet. Je préfère la parole de notre doyen. Il est pourtant de la campagne par naissance,

plus que monsieur Chanterelle qui a l'air d'un paysan, malgré sa science bien connue. Notre doyen a plus de simplicité, il touche les grands comme les petits.

S'apercevant que j'étais plus fatigué, madame d'Aultreville prit congé. Son parallèle entre les deux maîtres de la chaire allait devenir nébuleux.

14 octobre.

Il est cinq heures. Le docteur entre et lève les épaules.

— Vous voilà encore plongé dans la lecture de vos journaux ! Ça va bien ! Ça va bien ! . . . .

. . . .

J'ai arrêté le docteur, je ne veux plus de politique.

— Dites-moi d'abord, docteur, comment va le fils Azambre ?

— Ça va bien, ça va bien. Mon collègue D... en est sûr, peut-être pas pour suivre les chasses à courre, mais ce n'est pas utile, la chasse à courre. Ce sera long. Ensuite, il pourra travailler. Les Azambre ont été mes premiers clients. J'ai souvent reproché à sa mère de laisser Frédéric sans rien faire. Il aurait dû rester au régiment, ce garçon-là. La chasse à courre : à quoi ça l'a conduit, ce garçon-là? A ce mariage chez des gens qui l'auraient traité de haut en bas. Vous connaissiez madame de Sommevielle, une folle, n'est-ce pas? Une hystérique?

— Ah ! docteur, pas si vite, je vous en prie ! Une personne très agréable et distinguée de sentiments !

— Distinguée? L'amie de ce grotesque d'abbé Chanterelle? Moi, je vous en montrerai, de la prose de madame de Sommevielle ! Frédéric et moi, ça collait. Le brave garçon aimait bien que je fisse un tour à l'hôpital, à sa première blessure. Je bavardais avec lui. Ensuite, à sa convalescence, il venait nous demander un verre — j'ai toujours mon chablis d'autrefois, — je l'avais muré lors de l'avance des Prussiens. J'ai démuré ; pour le jour de l'an. Une fois, Frédéric sirotait sous la tonnelle, j'entends un timbre de bicyclette. On vient me chercher pour un malade? J'écoute, on ne sonne pas ; je

fais deux pas ; quelqu'un bouge à la grille ; je sors tout de go... n'était-ce pas la folle qui venait l'épier au travers des troënes?

— Donnez-vous la peine d'entrer, madame, — dis-je, — Frédéric boit un verre avec moi, venez donc vous rafraîchir ! Après un tas de chichis, elle en grillait d'envie, la mâtine, elle vient sous la tonnelle : — Donnez-vous la peine de vous asseoir, madame. — Elle m'a tendu la main, ce n'était plus la châtelaine de Grosmesnil. Elle a passé deux doigts dans la cravate de Frédéric pour tâter s'il n'était pas en moiteur ; elle a tâté son front, elle lui a relevé ses cheveux, je lui ai dit : — Laissez-le tranquille, il est chez un médecin. — Cette fois-là, elle n'a pas moisi chez moi mais après, elle venait tout le temps, au retour de la poste, disait-elle. — Racontez-moi l'enfance de Frédéric, parlez-moi de sa santé, — et patati et patata ; comme je savais par Frédéric que sa demoiselle en pinçait pour lui, je me disais : « Les mères veulent savoir. » Mais ce n'était pas tout. Un jour elle m'a dit : — Croyez-vous, docteur, que Frédéric sente tout ce que je suis pour lui? Vous parle-t-il de moi? — Non, — que je fais, — il me parle de votre fille. — Oui, — fait-elle, — j'entends bien ! *Mais de moi?* — Ma foi, madame, allez donc demander au curé Chanterelle, puisque vous voulez faire faire des dévotions à Frédéric. — Et j'ai ri, j'ai ri, sans ça, je lui aurais dit : — Vous en avez du culot ! Quand on se rappelle que cette femme n'avait pas deviné — toujours à la première blessure de Frédéric — que ça gêne un jeune homme bien élevé de recevoir certains soins intimes des dames avec qui il est en relations. Une dame *distinguée* devrait savoir ! Frédéric se défendait comme un beau diable, il n'en voulait pas, de la dame de Grosmesnil... et elle était là, toujours là, elle enlevait les bandages, les bassins des mains des autres infirmières. Il n'y a pas beaucoup de futures belles-mères qui connaissent autant l'anatomie de leur gendre !

— Docteur, vous devenez trop « physiologique », vous feriez rougir un planton.

Le docteur veut m'apporter des lettres ; je lui ai fait entendre qu'elles sont le secret du médecin. Il s'étonna :

— Oh ! je ne vous les montrerai pas si vous ne voulez pas ! Ce que disait madame de Sommevielle était mieux encore :

— Tâchez donc qu'il soit moins timide avec moi, docteur ! — qu'elle faisait. — Si je pouvais être une compagne, une grande sœur pour lui... — Madame, — ai-je fini par lui dire, — *vous voudriez être votre fille !* — Savez-vous ce qu'elle a répondu à celle-là? — Si je pouvais le rendre heureux ! Je le comprendrais mieux qu'une jeune fille ; nous sommes nés sous le même signe du Zodiaque !

Et le docteur a ri, a ri ! Il prit ma température et il s'en alla en m'enlevant tous mes journaux.

***

Madame d'Aultreville m'a donné un faux renseignement, Frédéric Azambre n'est pas à Sévigné, mais au « Métropole » Marizika me priait dans sa dernière lettre, de rechercher, un sergent, jeune abbé des environs de Royan, blessé aux deux mains dans l'attaque du 25 septembre, en traitement à l'hôtel Métropole, à Dieppe.

J'ai attendu le sergent Levault dans le hall de l'hôtel où, l'an dernier, les premières nouvelles du désastre nous étaient fournies par un industriel du Nord, et des Américaines qui lisaient le *Times*. Voici les fauteuils d'osier, les mêmes palmiers, la statue de marbre : l'*Innocence*, sous les traits d'une minaudière, trop peu vêtue, que les turcos attablés auprès d'elle, nomment, je ne sais pourquoi, Anastasie.

L'abbé sergent n'a pas les deux mains coupées, comme le croit Marizika, mais je les vois enveloppées de coton, quand M. Levault traverse le hall avec une paysanne en bonnet blanc — sa mère, et une autre dame, sa sœur. Très avenant, charmant visage ouvert, une voix bordelaise ; M. Levault a voulu s'engager comme infirmier, monseigneur n'a pas consenti — et puis l'abbé est versé dans le rang, un mois plus tard ; il n'a fait qu'un mois de tranchées et il est proposé pour le grade de sous-lieutenant et la Légion d'honneur. Sûr d'être tué tout de suite, il avait une ferveur comme, dit-il, au jour de son ordination ; désolé qu'un prêtre eût à répandre le sang de son prochain, mais soudain s'oubliant, car des hommes d'un autre régiment, pétrifiés par la terreur, restaient blottis dans un trou. Il les entraîne, prend le commandement, tombe à

genoux sur le rebord de la première tranchée, les mains en avant : une balle les déchire. Dans une ambulance proche du front, on va les lui couper ; il refuse, il voudrait au moins conserver deux doigts pour pouvoir tenir le calice et célébrer la messe.

— Aujourd'hui, — dit-il, — on me promet de me conserver une main et trois doigts de l'autre. C'est assez.

Il faudrait sténographier, comme pour Jean Barboiron, le langage pur de ce prêtre lettré, élève du collège Romain, que les termes courants du « poilu » de 1915 « entrelardent » comme il le dit lui-même, et dont il s'excuse inutilement.

« Le jus », « marmiter », « zigouiller », vous surprennent sur ses lèvres, comme les huit premières notes de *la Marseillaise*, dans le lied de Schumann.

Je compte revoir souvent l'abbé Levault ; aujourd'hui c'est de Frédéric Azambre que j'avais hâte de m'informer.

— La chambre de ce camarade est au même étage que la mienne, — dit l'abbé sergent, — je lui ai fait donner celle que j'occupais d'abord, sur la mer, j'en ai pris une sur la cour ; je suis dehors toute la journée. Azambre reçoit des visites, je crois qu'il est fiancé ; le jour où il eut son hémorragie, j'étais là et je prévins les plantons d'en bas pour qu'on cherchât une voiture afin d'emporter cette belle dame — sa future belle-mère, n'est-ce pas? qui est morte d'émotion.

— Comment, — demandai-je, — comment est-il? Causez-vous avec lui? est-il moins faible?

— Point faible du tout, c'est un garçon qui a un cran énorme ; il devait faire un poilu très épatant ; il est hors d'affaire, un peu comme moi, mais il a achevé sa carrière d'hoplite. *Hic est terminus*. Mais, monsieur, vous êtes sans doute plus à même que moi de connaître monsieur Azambre, et ce serait plutôt à moi de vous interroger, avec la double réserve d'un ecclésiastique et d'une personne qui n'avait pas l'avantage et l'honneur de vous connaître, il y a quelques instants.

— Parlez, monsieur l'abbé.

— Nous sommes donc sur le même palier, vous disais-je, je me présente de temps à autre dans sa chambre 7, quand ces dames sont parties. Azambre sait que je suis ecclésiastique. Il me pose des « colles », comme on dit au collège, sur les confessions, sur nos fidèles, sur le monde catholique.

Il me dit : — Avec toi, mon vieux, on peut causer religion : ah ! ces bougresses de dévotes ! — Azambre « les a dans le nez ». La plus simple civilité me fait un devoir de ne pas vous divulguer les confidences d'hôpital et de poilu, dans leur sans-façon un peu trop martial.

— Est-ce qu'Azambre n'est pas très ému des circonstances tragiques?...

— Il faut mettre cela sur le compte de la joie si naturelle d'un condamné pour qui la vie se représente avec ses mille séductions : non, il n'est pas ému...

— Mais que dit-il?

— Qu'il ne se serait jamais marié si cette dame avait vécu ; qu'on ne se marie pas pour avoir deux mères surtout quand la belle-mère est plus tannante que l'autre ; qu'avec la sienne, il s'était arrangé une petite existence à part, qu'il l'envoyait promener, mais qu'avec l'autre dame, il ne savait plus où se mettre. Il dit : — Avec vos dévotes on ne sait pas à qui l'on a affaire. — Il m'a montré des carnets, une sorte de journal écrit par cette dame et qu'elle lui avait envoyé ; il ne les avait jamais lus. Il ne les aurait pas compris, dit-il.

Fort contrarié de ce que Frédéric eût donné ces carnets à l'abbé Levault, je ne montai pas à la chambre du malade. D'ailleurs les demoiselles de Sommevielle et madame Azambre y étaient à ce moment-là ; je suppliai l'abbé de se dessaisir de ces notes, en ma faveur. Je réfléchirais sur ce qu'il fallait en faire. L'abbé me les prêta.

***

Frédéric ne se serait pas marié, si Berthe de Sommevielle avait vécu, si la mort n'avait anéanti un déplorable amour.

Il est donc nécessaire que quelqu'un, que quelque chose périsse, pour que d'autres se développent et vivent heureux?

Amour? Fut-ce de l'amour?

J'ai refermé le premier de ces carnets, dès que je l'eus ouvert. Il m'a semblé que je violais une tombe. Dois-je lire ces carnets? Si j'en sonde la douleur, ce sera d'une main respectueuse. Qu'il y ait au moins quelqu'un, sur terre, qui devine le secret de Berthe. Personne ne l'a comprise. Un rustaud porte un diagnostic médical sur une maladie qu'il ignore. Celui qui croit

comprendre Berthe est un vague ami. Un ami? Combien de fois nous étions-nous parlé? Voisins, simples voisins de campagne. Nous ne nous sommes jamais dit que des choses banales. Berthe devait avoir pour moi à peine plus de considération qu'elle n'en avait naguère pour « *ces* Azambre ».

Si au moins elle avait, comme mademoiselle Claudie d'Aultreville, peint des portraits d'après nature ! — Je ne vis que par le sentiment — m'a-t-elle dit une fois, pendant un déjeuner de chasse ; ces mots me reviennent à la mémoire. Elle m'a aussi demandé : — Est-ce vrai que vous êtes un peintre réaliste, comme on me l'assure?

Quelles images le mot *réaliste* évoquait-il pour Berthe? Oui, je me rappelle... elle s'étonnait que je trouvasse des « *sujets* » parmi ces paysans « qui n'ont pas d'âme ». Qu'est-ce qu'elle nommait un « André del Sarte »? Dans le Val-Gosset, je me souviens qu'elle me demanda si je n'étais pas de son avis : — Vous, un artiste, dites-moi, n'est-ce pas que mon futur gendre est un véritable André del Sarte? — Je répondis : — Plutôt un Rubens. — Berthe avoua : — Je n'ai vu, de cet artiste, qu'une gravure, chez mes parents, une kermesse, je crois, que l'on remplaça par une remise de cerfs pour laquelle mon père avait une prédilection.

Tout cela est fini. Que Berthe ne voie pas, de l'autre monde, la chambre où Frédéric remet à un camarade les précieux carnets !

M. de Sommevielle est venu « entre deux trains », et repartit, après avoir donné son approbation au bonheur des enfants. Hubert s'entraîne à l'aviation ; ses sœurs sont auprès de l' « André del Sarte », occupé d'un mariage prochain. Les vieilles femmes meurent, c'est dans l'ordre des choses.

Personne, ce soir, ne pense à Berthe autant que moi et j'ai sur ma table ses cahiers... pourquoi chez moi? Et je ne puis détacher mes yeux de ces lignes écrites en caractères qui semblent dater du temps d'Anaïs Ségalas.

Du cahier de Madame de Sommevielle.

10 janvier 1916.

« ... Je suis seule debout dans le château ; je prie de toutes les forces de mon âme pour celui qui, dans la nuit, nous

protège contre le flot des vils envahisseurs. Il offre sa poitrine aux balles perfides ; de son bras vainqueur, il fait un glaive humain ! Il veille pour que la France repose ! Mais, dans un coin de la Normandie, une femme, une mère, une grande sœur, veille aussi. Elle ne dormira pas jusqu'à l'aurore ! Quand le jour paraîtra, elle sera encore debout. Si elle repose, demain, c'est que le guerrier aura rejoint l'asile de quelque cantonnement, fier, altier, plus beau sous sa cuirasse de boue, que le Guillaume le Conquérant de l'église de Saint-Victor, auquel notre ami ressemble... »

17 janvier.

« Le jeune guerrier remonte aux tranchées; le soir s'étend sur la terre, la froidure étreint les membres du héros. A-t-il revêtu sa poitrine des lainages tendrement tricotés par des amies, pour que rien ne touche sa personne, qui n'ait été touché de leurs doigts? Mais non ! Fi donc ! le fier héros dédaigne l'humble protection de cet ouvrage féminin. Il va au feu revêtu de la seule armure de son courage de paladin...

« C'est un sentiment nouveau qui a pris place dans mon âme. et je m'en vais par les chemins ombreux, non pas libre et légère comme l'oiselet que je fus autrefois, mais une femme inconnue de moi-même, plus soucieuse, plus grave, plus dévouée, plus oublieuse cependant de sa propre personne pour laquelle jadis j'avais d'autres soins. Je ne voudrais pas être laide, parce que c'est mal qu'une femme perde les agréments que le bon Dieu lui a donnés, mais je n'ai plus d'appétit; si mes filles ne me rappelaient pas à la réalité, je crois que je négligerais de prendre des aliments. Et alors mes joues se creuseraient, je deviendrais maigre à faire peur. Déjà l'on me dit que j'ai mauvaise mine. Il ne faut pas que je tombe malade. Malade? Pour moi, que m'importe? mais il faut que je vive pour le bonheur futur de celui auquel je me dois. Oh ! mon âme se met à trembler, quand je pense que je pourrais peut-être disparaître avant d'avoir accompli sur terre la plus haute, la plus chère des missions. Berthe, vis! il faut que tu vives, de même

qu'il faut *qu'un autre être* vive ! Nous ne voulons pas encore de la mort. N'est-ce pas, toi que j'aime, tu ne veux pas, nous ne voulons pas nous anéantir éloignés l'un de l'autre ! La mort n'est douce que si le condamné est auprès de celui ou de celle qu'il aime. Ce n'est pas possible, non, ce n'est pas possible, qu'il meure loin de moi, que je meure loin de lui !!! Oui, oui, oui ! c'est un sentiment nouveau qui est éclos dans mon âme. Je cherche à me rappeler, je ne trouve pas de ressemblance entre la sainteté de ce sentiment purifié et les anciens émois de la jeune fiancée, ni de l'épouse ravie, que berçaient les gondoles sur le Grand Canal, au son des barcaroles et des chants napolitains ! Alors, la jeune femme se laissait servir par le Seigneur et Maître qu'elle s'est donné. Mon bonheur était égoïste, je me laissais aimer comme une esclave orientale par son Pacha à turban. Aujourd'hui, c'est moi qui suis la volonté, je me donne, je me dois entière à la jeunesse inexpérimentée ; je dois lui montrer la route, je dois la guider, je me dois tout entière à cette jeune âme dont je suis le mentor. Triste privilège de l'âge ! Que n'ai-je les dix-huit printemps de ma fille ! Mais non ! Après tout, le bon Dieu a créé le monde avec sa totale sagesse et sa perfection divine. Il a voulu qu'après les champs émaillés du joli mois de mai, il y eût aussi pour la fin de l'été des fleurs plus riches et plus parfumées. J'aime mieux, je sais mieux aimer, en le septembre de ma vie, que je n'aimais, égoïste, vilaine égoïste, à l'époque des aubépines et des premiers papillons.

« Sais-tu, Frédéric, ce qu'est une femme qui pourrait être ta mère, et qui sent aussi qu'elle serait ta sœur, ta fiancée même, si le miroir ne lui rappelait qu'elle doit être une Amie, un Conseil, un Ange immatériel qui garde un trésor menacé? J'ai deux miroirs : celui de ma table de toilette, qui me renvoie mon visage en chair et en os et celui de mon âme où je n'aperçois pas que de la laideur ! Non ! devant Dieu et les Hommes ! cette âme est pure, elle a de l'Idéal, de la Beauté, si j'ose dire, parce que le sentiment l'orne, le sentiment dans ce qu'il possède de plus éthéré, le sentiment sous sa vêture la plus immatérielle. Oh ! Frédéric, ne me fais pas oublier que je ne suis pas qu'une âme !... »

*
* *

Ces cahiers naïfs de pensionnaire, que ne les a-t-on enfouis dans la bière avec les quelques bijoux que Berthe avait désignés sur son testament : « *Objets sans autre valeur que sentimentale*; le collier de corail vénitien rapporté de mon voyage de noces dans la cité des lagunes, etc., etc., etc... » Ceux enfin qu'elle ne lègue pas à ses filles...

JACQUES-É. BLANCHE

IMAGES DE LA GRANDE GUERRE[1]

ALAIN-RENÉ

Avant la guerre, je ne connaissais pas Alain-René. « Avant la guerre, je ne me connaissais pas moi-même, m'a-t-il dit lui-même dans la tranchée de Tahure. Alors nous étions tous des enfants, sauf quelques-uns qui étaient parvenus à cette très rare et très profonde connaissance de l'homme et qui étaient méconnus parce que nous voulons toujours rester des enfants. Mais la guerre est venue qui a chassé les jeux et n'a plus rien laissé devant nos yeux que nous-mêmes. Nous-mêmes et notre peuple en armes, et « le grand ciel » que contemple le prince André Bolkonsky gisant sur le plateau de Pratzen, notre peuple et ce grand ciel qui sont encore nous-mêmes. »

Dans cette connaissance, Alain-René est plein de troubles et d'inquiétudes, toujours déchiré, toujours occupé, dirait-on, à de subtiles inventions de souffrance; certains soirs, il sue la sueur de l'universelle angoisse. Il regrette parfois amèrement ce qu'il a si fort aimé : l'usage heureux de l'intelligence, le dilettantisme de l'esprit. Mais il ne peut plus, aujourd'hui... Quand il joue, c'est avec un cœur qui ne se donne pas, qui se prête seulement, qui prête de lui-même une part banale et superficielle. Cette concession est pour se ménager le secret

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 décembre 1914.

de sa retraite, pour couvrir le mystère de sa conscience, mystère pour les autres, mystère pour lui.

Mort à la vanité, il n'a que cet orgueil qui est la passion d'être soi. Et comme il n'engage jamais son moi où les autres hommes engagent le leur, il est toujours prêt à s'effacer, à prendre le dernier rang. Il ne joue pas sur la table autour de laquelle ils se pressent. « Ma mise est trop forte, dit-il, pour être jetée sur le même tapis que la vôtre. » — « Je pratique le renoncement à toute cupidité, dit-il encore, et j'ai la cupidité du renoncement. D'ailleurs, je la satisfais mal. »

Il se tourmente sans cesse de savoir jusqu'où va la flatterie du « plus grand des flatteurs », l'amour-propre. Il connaît profondément son industrie et ses ruses. Il lui arrive de se mépriser avec aigreur, avec une implacable hostilité contre soi. « Si je vis, dit-il, comment ne serais-je point porté par l'amour-propre? Et alors, comment ma vie n'aurait-elle point pour mon cœur une haleine viciée, si, en dépit de tout, je reste « creux et plein d'ordure? » Et ce disant, il quitte le sol de la connaissance liée et entre les hautes falaises du sentiment, il arrive au gouffre tumultueux de l'action. Là, il envie le sort de Glaucus et sur la rive rocheuse, il pleure d'amour pour la sirène marine.

Il a choisi la part la plus belle et la plus douloureuse. Cette sérénité du philosophe qui, s'étant fait une logique, règne en maître sur toute l'étendue du savoir et en attend le développement avec la triomphante placidité de l'homme qui a tout prévu et, par avance, tout décrit ; cette sérénité, il l'a rejetée dans son choix pour embrasser l'aveugle nature et aborder ces épreuves où l'esprit semble se nier lui-même, quand il vogue sur une mer où infusent de vastes phosphorescences, parmi l'infini des flots nocturnes. La philosophie vaut bien une heure de peine, pour autant qu'elle nous soustrait à une peine de toutes les heures. C'est la joie des enfants qu'ont les philosophes. Les uns et les autres vivent dans le bel amusement de découvrir de l'intelligible.

A la guerre, le philosophe est aussi heureux que Spinoza dans son grenier. Que d'explications ! Que de rigoureux systèmes ! Que de raisonnements à emboîter, ajuster, adapter, articuler ! Tel met l'infanterie en seize principes ; tel

autre, l'artillerie en deux douzaines de maximes. Le philosophe est l'homme qui a toujours lieu d'être content de soi. Il obligera tout l'univers, toute l'Europe en armes à rendre hommage à son intelligence.

Ces satisfactions si flatteuses pour notre vanité, Alain-René ne se les donne point. Il ignore ces triomphes naïfs. « Le philosophe, dit-il, a de la nature les belles vues qu'un état-major a de la guerre ; mais moi, je ne connais que la peine terreuse dans les tranchées de la vie comme dans celles du front. Mon rôle est de décrire ce qui est virtuel, les vagues illuminations des profondeurs. Et moi seul, je saisis tous les ordres ; la voix de la sirène, comme sa harpe, ne sont entendues que de moi. »

Il déteste les barbares et plus qu'eux ces philosophes qui barbarisent. « Pour moi, dit-il avec irritation, c'est outrage que cette sereine suffisance. » Il était entré dans la guerre avec une âme bien puérile. En 1914, il a eu des émois et des enthousiasmes qui lui paraissent maintenant de pauvres ivresses, des bouffées livresques d'Héraclite, de Proudhon et de Nietzsche, — et ce césarisme d'imagination qu'ont tous les jeunes Français. Puis sont venus les longues horreurs de la guerre de tranchées, l'immense effort qui ahanne dans la boue, contre la terre froide, pétrie de cadavres, les ennuis dévorants, compagnons de celui qui, des semaines, veille au créneau. Alors, peu à peu, s'éveillèrent en lui des sentiments de pitié et de grandeur, d'âpres émois, l'anxiété de se connaître et de connaître le monde, l'anxiété de savoir enfin si ce qui est connu et connaissable peut être autre chose que l'opération même de la connaissance. Il ramenait sa pensée à cette présente guerre, à ce fragment de réalité auquel il était lié par sa chair, d'une couture étroite et douloureuse, et qu'il dominait toutefois par la vue qu'il en prenait. Des nuits d'inquiet enthousiasme, veillant dans son abri, il vit apparaître les lignes de force qui parcourent la vaste nature, se disposer les étages du réel, et se faire l'œuvre mystérieuse de la pensée, à la fois ouvrière et argile. Échanges sans fin, degrés insensibles, échelle de Jacob, où le suc et la lumière se combinent suivant l'ordre de la plus haute vie.

Lui vinrent de grandes visions où, des tourbillons insen-

sés de la guerre, se dégageait l'image de plusieurs ordres harmonieux, la figure d'un rythme sublime, où des hiérarchies spirituelles se disposaient comme des légions d'anges. Alors il connut la beauté d'une victoire française et il s'irritait contre ceux qui, décrivant des victoires françaises, en faisaient des victoires allemandes. « C'est l'ordre qui est en moi, dit-il, qui fait le monde et voilà quel est mon Dieu. C'est l'ordre merveilleux qui est dans mon peuple qui fait les victoires de mon peuple. L'ordre de la stratégie est bien inopérant au prix de cette grâce. On discute pour savoir si c'est Jeanne d'Arc qui a gagné la bataille de la Marne. Qui voulez-vous donc que ce soit, si ce n'est elle ? »

Tels sont les défis que porte Alain-René avec une âpre ou fantaisiste ironie à ceux qui mettent la guerre en syllogismes corrects, à ceux qui ne savent point parler de la préparation d'une bataille sans insulter la vie, sans mépriser la troupe. Il voit la vanité mesquine, la dangereuse petitesse de cette raison qui s'obstine à des systèmes d'une étroitesse stérile, abstraits au point d'être dangereux. « Je fais figure de négateur, dit Alain-René en souriant, parce que je tourne le dos à leurs alignements de sépulcres et ils se figurent que je méprise l'intelligence, tandis que je ne crois qu'en elle. De même la supériorité du sens religieux fait les hérétiques de religion. » Aussi, en son for intérieur était-il narquois, quand il entendait aux popotes d'officiers tracer le portrait du chef parfait ou décrire quel serait un état-major sans défauts « Moi seul, se disait-il, je vois quel est le bon général et pourquoi il est tel. » Il s'amusait, sans qu'il ouvrît la bouche, de tous les jugements faux qu'il entendait, et quand il entendait un jugement juste, il s'amusait encore de voir que souvent il était seul à bien comprendre pourquoi il était juste. Cependant, plus souvent en amour qu'en critique, il arriva au bord hasardeux de cette grande offensive de Champagne, en septembre 1915.

Je lui ai demandé de me dire ce qu'il avait vu et senti à la bataille de Champagne. Nous avons parlé ensemble plusieurs soirs : il m'a fait lire quelques notes qu'il avait écrites au feu. Ces pages résument ses propos et parfois reproduisent ce que son crayon a tracé sur un petit carnet sali dans la poche de

sa capote. Lui, dédaigne de rien écrire : « Je reste en moi-même, dit-il, qu'apprendrais-je aux autres, puisque j'ai tout à apprendre? Je me satisfais de ma solitude, de mon oraison et de mon service de soldat. Et puis, il n'est pas encore temps de parler de cette bataille. En en faisant un récit, je serais amené à juger. Et je ne le puis pas, parce que je ne possède point tous les éléments nécessaires et parce que me contraignent les obligations de mon service qui est d'agir en silence. Toutefois je puis vous faire entrer dans les combats comme dans une grande expérience intellectuelle : vous n'y verrez qu'un héros, l'ouvrier de ces assauts et de cette résistance, le soldat. Quoi qu'on dise, ce sont encore les soldats qui importent la plus dans la bataille. Ils commandent autant au chef que le chef leur commande. Le bon général est celui qui obéit bien à ses soldats, quand il a su les rendre dignes de lui commander. Le soldat français est celui qui commande le mieux à ses chefs.

» Je ne vous ferai pas un récit : je vous ferai une démonstration. Je vous montrerai un peu du mystère de cette grande opération qu'est une bataille victorieuse, cette passion, cette action et comment s'exerce le commandement des soldats français. Tout cet ordre est une grande merveille douloureuse. Ce fragment de la vie éclaire la vie tout entière. Comme la mer. portant à sa surface tous les bateaux, porte toute la technique de la navigation sur l'aventure infinie de ses flots, la guerre porte les techniques de la science sur les risques d'un instable infini. Brille alors la lueur de la victoire, quand par une rencontre mystérieusement délibérée, l'intelligence et la vie s'harmonisent dans l'acte de la force. »

Et Alain-René, dans la tranchée de Tahure, plein d'ironie, de tristesse ou d'enthousiasme, me parlait de ces journées tumultueuses, où des fragments déterminés se balançaient sur des remous dont lui-même croyait saisir la loi mystérieuse et profonde.

LE COULOIR DU TEMPLE

Les journées de la grande attente s'écoulaient, pleines de travaux et de fatigues et quand on connut le jour fixé, quand

les troupes qui devaient attaquer furent relevées des tranchées et revinrent aux bivouacs pour se reposer, ce fut une fièvre singulière où se mêlaient le désir et l'angoisse.

Alors les soldats trouvaient les jours et trop courts et trop longs ; chaque instant leur paraissait à la fois infiniment précieux et inutilement vide. Leur inaction, qui contrastait avec le grand effort des semaines précédentes où ils avaient creusé les longs boyaux d'accès, les parallèles de départ et les places d'armes, aménagé les magasins de vivres et de munitions, transporté les grosses bombes, cette inaction s'enveloppait d'une solennité confuse et pesante. Une force irrésistible, qu'ils connaissaient mal, les poussait tous vers l'instant du grand risque. Ils acceptaient d'être entraînés par cet implacable mouvement. De vagues images du futur combat, des souvenirs fragmentaires et très précis des combats passés traversaient leurs esprits. Ils étaient peu curieux, chacun étant trop plein d'un sentiment obscur et puissant de sa propre destinée.

La plupart du temps, ils étaient instables et insouciants. Ils désiraient l'ivresse. Ils étaient prompts à toute excitation ; sur quelques paroles de leurs chefs, ils se croyaient sûrs de la victoire ; ils méprisaient l'ennemi ; ils l'injuriaient avec dédain, ils pensaient l'écraser sans effort, en se jouant ; ils prendraient des casques à pointe et ils feraient chacun des troupeaux de prisonniers envers qui ils seraient généreux et pleins de dons « pour leur faire voir »... Ils étaient prêts à croire toutes les nouvelles qui couraient de bivouac en bivouac : un déserteur avait dit que les troupes allemandes en face de nous, depuis quinze jours, n'avaient pas été relevées, à peine ravitaillées, qu'elles étaient à bout de forces et d'énergie, qu'elles n'attendaient que notre assaut pour se rendre. Ils s'exaltaient sur des paroles pleines de prouesse que lançait un sous-officier énergique, sur le défi goguenard d'un vieux soldat. Ils étaient accueillants et dociles à tout ce qui pouvait écarter l'angoisse ou la crainte.

Ils voulaient vivre, enfin. En ce tourbillon de l'inévitable, ils se rejetaient du côté de l'espérance. Ils ne pensaient pas. Ils étaient de bons soldats, qui se battraient bien, parce qu'il le fallait. Ils détestaient les Boches.

— Le deuxième jour du bombardement. Le tremblement de

l'air tragique sous les coups sourds rendait les tempes douloureuses. Une migraine triste, nerveuse, agitait alors Alain-René. La veille, s'était levé un matin si pur, si candide, une virginale ignorance du ciel au-dessus de ce tragique pays bouleversé, souillé de morts, livide, dont le sol était comme soulevé par la maligne croûte d'une lèpre. Alain-René était monté sur la crête, en avant du camp où se dressaient les huttes de son régiment, et de là, avec quelques camarades, il avait observé l'orage de destruction que crachaient sur les lignes ennemies nos grosses pièces. Il avait vu, sur les doux violets de l'horizon, surgir, avec une brusquerie majestueuse, les éclatements colossaux. Comme auprès de Penmarc'h, les vagues à l'assaut de la Torche, qui s'élancent, s'épanouissent et retombent, magnifiquement dispersées, il observait là-bas les lourdes colonnes de fumée et de poussière crayeuse qui montaient, s'écartaient en gerbes et en volutes et se dispersaient dans le ciel indécis, pâlissant. Là-bas, tout était blême de cette colère foudroyante de l'artillerie, de cette malédiction que la force française lançait à l'ennemi. Les soldats se réjouissaient de cet ouragan méthodique et précis dont la loi redoutable était en leur faveur. La force de chaque explosion leur gonflait le cœur. Les lourds 220, qu'ils avaient vus, tapis sous des bâches verdâtres, près de l'église de Hurlus, leur semblaient des amis; de même les 155, trapus et perfides, qui s'abritaient à Molandin; de même les 155 longs qui, pour cracher leurs obus, dressaient au-dessus d'un petit breuil, derrière le camp Bonnefoy, leur long cou, qu'ils laissaient ensuite retomber doucement, comme un boa qui s'élance sur sa proie, puis rentre dans le fourré. Ils avaient envie de remercier ces canons, de leur crier des encouragements.

Brisé par cette vibration continue de l'air et des sentiments, Alain-René s'en fut à cheval par le vallon sans couleur, vers la vallée de la Tourbe. La grande angoisse du risque et de la victoire pesait sur lui, oppressante. Toute la vie se rassemblait dans un don ivre ; chaque instant, plein de fièvre, s'élançait dans un abîme à conquérir. La jument d'Alain-René galopait le long de l'immense cimetière de Saint-Jean-sur-Tourbe, sous le ciel malade qui couvrait le paysage ardemment désolé. Au bord de l'eau, sale, rare, savonneuse, quelques peupliers jau-

nissants ; un soldat maigre, le torse nu, lavait sa chemise ; des chevaux buvaient ; la laideur cynique de la guerre se montrait là, près de ces haies éventrées, de ces maisons dégradées en proie aux popotes, dans cette poussière subtile, hostile, cendre de dévastation qu'un souffle irrité répandait sur toutes choses. Et le généreux espoir, condottiere pâli d'ardeur, répétait aux oreilles d'Alain-René : « Frère, il faut vaincre. Au galop, mon bon cheval ! »

Au retour, Alain-René eut la mauvaise fortune de tomber dans le cercle fatal qui entourait le commandant de Rouvremont. Le commandant de Rouvremont savait se faire des auditeurs parce qu'il était toujours en mal d'une conférence. Il savait exactement comment s'étaient livrées toutes les batailles, depuis le combat qui suivit l'enlèvement des Sabines jusqu'à la bataille de Liao-Yang. Mais ce qu'il avait de plus admirable, c'est qu'il savait exactement comment se livreraient toutes les batailles futures. Il servait, à point et bien cuits, les dénouements de toutes les guerres, passées, présentes et à venir. Il avait le ton péremptoire, la moustache rasée, la peau jaune, le front luisant ; pour lire, il mettait un monocle à son œil droit. Il était aussi pédant que courageux, il avait étudié tous les traités et appris par cœur tous les règlements envers lesquels d'ailleurs il se donnait de grands airs de supériorité, ce qui lui valait la réputation d'un esprit hardi et novateur.

Le commandant de Rouvremont était en train de faire une théorie du combat moderne. Les conditions du combat moderne, affirmait-il, sont tellement effrayantes que le chef n'obtiendra un résultat qu'en inspirant à ses hommes une terreur plus forte encore. «.........» Ainsi le commandant de Rouvremont allait toujours au bout de ses déductions ; il ne pensait pas qu'à raisonner il pût jamais y avoir abus ! Il était bien incapable d'user d'une telle rigueur, et d'ailleurs, jamais l'occasion, en ce régiment si fidèle et si brave, ne s'en fût présentée ; mais le commandant de Rouvremont, ayant posé des prémisses « scientifiques », allait avec aisance à une conclusion implacable. La plus cruelle offense qu'en ce moment-là on aurait pu lui faire, c'eût été de douter qu'il fût capable de massacrer tout son bataillon... Cependant, autour de ce redoutable confé-

rencier, en ce « Camp des coloniaux » où les huttes de terre s'élevaient sous les pins ascétiques, une grande confiance, un fiévreux espoir inclinaient les hommes vers les hommes. La fumée des cuisines roulantes et celle, très âcre, des détritus qu'on brûlait, les accords cuivrés de la musique qui jouait, là-bas, près de la hutte du colonel, les rires des soldats, le grondement des canons, lointain, soutenu, orageux, la descente du rouge soleil au bout de l'immense allée, toute bleue et poussiéreuse, qui s'en allait vers Somme-Suippe, tout était plein d'âme, tout s'unissait à tout d'une ardeur profonde et la race semblait recueillir de ce paysage champenois, si grave, une antique confidence d'héroïsme unanime.

Cependant, Alain-René, ayant quitté le commandant de Rouvremont, s'en alla vers ses hommes, qu'il aimait : « Mes hommes ! se disait-il. Je n'accepte cette possession que si je la tiens de leur don, comme les soldats français ne sont les soldats de la France que pour se donner à elle. Tout ce que je viens d'entendre est d'une fausseté injurieuse. Et cependant, j'en éprouve une tristesse lourde comme une honte. Cette intelligence pleine de négation n'est pas française. A la suivre, on arrive aux syllogismes du commandant de Rouvremont et à la théorie germanique de l'État. Toutes ces bouches ne soufflent que la mort. » Et il était atteint par elles, d'une blessure d'amer désespoir.

Il parla à ses hommes. Il les trouva tels qu'il les voulait, simples, joyeux, prêts à remettre leur vie à ses ordres. Ils écoutaient ce qu'il leur disait, les raisons de confiance, la belle victoire. Et, leur parlant, il sentait bien qu'il recevait d'eux plus qu'il ne leur donnait. Il sentait tous ces yeux, occupés de la pensée de vivre et de vaincre, fixés sur lui, et tous ces hommes sentaient qu'à ce moment la France était présente au milieu d'eux comme un réservoir commun d'inexprimable émotion. La nuit venait, la dernière nuit au bivouac, l'orage dévastateur de l'artillerie grondait comme un lion au désert ; le regard d'Alain-René rencontrait avec amour le regard du plus fidèle, et ce soir, tous étaient semblables au plus fidèle. Il les quitta avec un cœur nouveau, meilleur, plus digne d'eux.

Toute cette armée qui dormait là sa dernière nuit de repos ! Après les Bretons, c'était les Lorrains, et puis ceux du Lyon-

nais, et puis les coloniaux qui sont les braves de toutes les provinces. Tout ce peuple se reposait dans la nuit fiévreuse, meurtrière, sillonnée de convois, frémissante, sonore. Dans sa hutte, Alain-René étudiait son plan au 1/5.000e, cette hutte que son cœur avait épousée, comme un asile intime dans ce vaste pays qui, autour de lui, répétait à l'infini sa désolation monotone, sa tristesse de craie blême, sa nudité tragique. Demain, il lui faudrait la quitter, pour courir cette aventure prodigieuse avec tous ces hommes qui dormaient là. Au bord de ce risque immense, le mystère de la nuit se composait de menace grondante et de silence rêveur. Après-demain matin, Alain-René savait ce qu'il ferait : il franchirait les tranchées allemandes au boyau d'Erfurt, il connaîtrait l'énigme de tous ces noms : tranchée de Gotha, tranchée de Mannheim, tranchée de Gœttingue, l'énigme de ce fameux ravin de la Goutte dont on parlait tant, qu'on supposait plein d'embûches, mystérieusement perfide.

Des hommes chantaient, il n'était pas seul : tout son peuple était avec lui, pour le soutenir, les morts et les vivants; alors il ne réfléchit plus. Cette nuit n'avait pas l'espoir crispé d'angoisse qu'ont les nuits de mars, c'était une volonté, une certitude qui, sur les fronts de tous ces dormeurs, planait dans l'air serein de septembre.

24 septembre. — La veille du grand jour. En s'éveillant, les hommes retrouvaient le grondement obsédant du canon ; cette rage méthodique continuait ; cet ébranlement sourd de l'atmosphère rendait la tête lourde, hébétait. Les hommes sentaient approcher cette heure que tout avait préparée. Chacun sentait que le moment terrible de l'assaut était inévitable, imminent. Rien ne pouvait empêcher de se lever le soleil du 25 septembre, rien ne pouvait empêcher de retentir cet ordre qu'ils entendraient tous : « En avant, à la baïonnette ! » Les soldats sentaient qu'on ne pouvait reculer, qu'il y avait derrière eux des forces immenses, des combinaisons infinies, qu'elles les poussaient là, vers cet instant qu'ils ne pouvaient regarder fixement. Ils étaient dans une confuse passion, dont un rien les tirait. Pas un ne songea une seconde au revolver du commandant de Rouvremont.

Jamais ils n'avaient senti aussi vivement combien la dent de chaque seconde mord amplement sur la journée. Pourtant, ils étaient gais, d'une gaieté nerveuse ; les hommes d'Alain-René riaient interminablement : un de leurs mulets, une mauvaise bête, qu'on appelait Guillaume — « parce qu'il en avait du vice ! » — le matin même, en allant à l'abreuvoir de la Tourbe, avait jeté par terre son conducteur et porté le trouble dans un échelon d'artillerie. Ils parlaient avec une joyeuse fantaisie des combats futurs : on allait marcher sur Vouziers ; on reverrait les vieux champs de bataille d'août 1914, Sedan, Louvercies et ce plateau de Chaumont-Saint-Quentin, où le 75 avait entassé les cadavres ennemis : « Oh ! mon vieux, fallait voir ! » Ah ! les Boches, comme on leur ferait bien repasser la Meuse sous notre feu, à moins qu'ils n'y restent tous dans une gigantesque noyade. Et les petits de la classe 15 s'ébahissaient de ces récits.

Tout était prêt. Les mitrailleuses, luisantes d'huile, allongeaient leur cou vipérin. C'étaient de belles Hotchkiss, ces pièces d'une brutalité hâtive, monotone, implacable. Les hommes étaient très fiers d'avoir cette science et cette force. Ah ! ils allaient « faire du bon travail ».

Là-bas, sévissaient toujours les éclatements volcaniques. Tout cet horizon de craie était semblable à un vase plein de lait bouillant dont la surface se gonfle et crève. A la fin, l'ennui venait, de regarder cette destruction acharnée, et les hommes, ayant les nerfs trop secoués, éprouvaient une sorte de hâte curieuse à constater bientôt les résultats de cette furie dévastatrice.

C'était comme au terme de la semaine sainte, quand on n'est plus séparé du grand jour que par un crépuscule et par une brève nuit de printemps, où la vie frissonne tout entière d'une infinie anxiété de vivre.

LE TOHU-BOHU TRIOMPHANT

On devait partir à 9 h. 15. Il était 9 heures. Les hommes qui avaient marché la plus grande partie de la nuit, dans les

longs boyaux d'accès, s'entassaient dans les parallèles et les places d'armes. Les obus ennemis tombaient sur eux. Notre artillerie tirait toujours, plus lentement, comme si elle éprouvait, elle aussi, cette terrible contraction nerveuse. L'héroïsme et la peur étaient suspendus l'un à côté de l'autre au cœur frémissant des soldats. Et le moment où ils allaient « sortir sur la plaine » avançait, avançait, allait rencontrer la destinée de chacun et la précipiter dans un inconnu plein de menace et de gloire. Dans quelques minutes ! Cette « plaine », on n'osait pas encore la regarder. Quelques-uns risquaient la tête au-dessus du parapet pour découvrir cet espace, interdit comme l'enceinte sacrée où Romulus commit le meurtre fraternel. Ni à nous, ni à l'ennemi, mais à la mort seule, cet espace, où l'herbe poussait ignorante et verte, ne séparait pas seulement deux nations en armes ; il séparait les vivants qui se possèdent, des morts qui s'échappent à eux-mêmes. Il était la prairie au bout de laquelle on entre dans le royaume inconnu. Sur lui planait une horreur religieuse, née et grandie pendant ces longs mois de guerre dans la tranchée où l'on s'abritait derrière les parapets de terre, toujours frôlés par la menace. Cette plaine terrible dont la vue même parfois était fatale, la balle ennemie foudroyant le guetteur à travers le créneau, cette plaine nous attendait et l'énormité de la menace la rendait plus vaste que le désert. Quelques minutes encore. Les hommes pâles, un peu haletants, les yeux agrandis, se courbaient sous le fracas des 105 fusants dont la grosse fumée verdâtre, Walkyrie livide, courait dans le ciel gris. Des obus percutants de 77 miaulaient. Du sang, de la chair rouge dilacérée, des entrailles sur le sol. Il fallait attendre. On attendait. Les soldats regardaient leurs officiers, qui s'appuyaient sur eux, sur l'angoisse de leurs hommes pour triompher de la leur. Le temps était trop court, le temps était trop long. Les éclats giflaient les parapets de terre ou déchiraient des poitrines. Le fracas semblait rétrécir l'espace. On ne reconnaissait plus les lieux, pourtant familiers. Ce bois des Moutons, qu'était-il? Le lieu étrange d'une angoisse inconnue. Avait-il été jadis un paisible bois dont la grâce maigre se balançait au creux d'un vallon champenois, on n'y songeait même pas. La stupeur était nouée à

l'angoisse et la pire souffrance était de se sentir à la fois un esprit net et en proie à des obsessions misérables.

A ce moment, pour ces hommes, qu'était la patrie? C'était la raison confuse d'une obéissance terrible, c'était une contrainte immense, la dure nécessité d'un sacrifice. Certes, tous, ils tenaient à la vie, chacun tenait à la sienne. Mais on était obligé de rester là, sous le fracas des 105, comme, dans quelques minutes, on serait obligé de monter sur la plaine. La patrie s'imposait, contraignait avec une force dont la source se perdait dans un espace et un temps illimités. On voyait bien, tout près, comment s'exerçait cette force, on l'avait vue, peu à peu, rendre cet instant inévitable. Le changement de secteur, tous les longs travaux, les pénibles terrassements, les dépôts d'obus, tant de préparations et tant de peines, voilà comment la patrie s'était approchée de ce moment mortel où elle contraignait tous les siens. On ne pouvait pas aller contre, maintenant ; on ne pouvait pas remonter tout ce courant qui venait de trop haut, de trop loin. Ce mouvement, cette descente de fleuve partait, on ne savait d'où. Tout un infini était là derrière. Les hommes acceptaient, sans vouloir, un peu comme le croyant accepte de son Dieu les déchirements et les croix.

Il le fallait. Les obus pleuvaient toujours. Des hommes encore mouraient. Il le fallait. On ne pouvait pas reculer. Au bord du temps, bascula l'avant-dernière minute. Sur ce front de vingt-cinq kilomètres où s'alignaient quatre corps d'armée, la patrie accrut son mouvement implacable qui rassembla, mit debout tous les hommes. La dernière minute, la dernière seconde. Et donc, puisqu'il le faut, en avant !

Ils s'élancèrent, sans un cri, sans un chant, sans une note de clairon, avec une simplicité si belle qu'elle sembla créer un vaste silence, refouler noblement le fracas.

On ne voyait qu'eux. Cette splendeur éblouissait. Déjà ils franchissaient la première ligne ennemie. Alors la patrie les récompensa. Elle leur sourit. Elle ne fut plus celle qui contraint durement ; elle souffla en eux l'ivresse et la force. Enfin, ils se sentaient libres, tout leur parut aisé. Ce n'est pas plus difficile que cela, pensèrent-ils, en sautant par-dessus les étroites tranchées des Allemands, et ils couraient.

La patrie n'était plus derrière eux, usant d'une contrainte

inéluctable ; ils dépassaient la patrie. Ils en créaient une autre ; à la patrie déjà faite, ils ajoutaient la patrie que poursuivait leur course, celle qui naissait de leurs pas. Ils avaient cette gloire lumineuse d'être en avance sur la patrie.

Alors la bataille déroula son ordre imprévu. On vit une création grandiose. Tout se passa avec une nouveauté merveilleuse. Ce que l'esprit des hommes s'était représenté d'avance, ne se produisit pas. Le commandant de Rouvremont ne fut pas consulté. La bataille souffla sur les plans de l'état-major, les dispersa et leur substitua les siens. Toute la journée, les généraux obéirent au simple soldat, et celui-ci fut digne de leur commander.

L'attaque de la brigade devait se faire suivant une direction marquée par le boyau d'Erfurt et la Mamelle nord. Mais la 1re division du corps d'armée se heurta à des défenses accessoires, qui auraient dû être détruites, mais qui étaient encore intactes. Des bataillons furent fauchés par les mitrailleuses, vinrent mourir accrochés aux chevaux de frise et aux araignées. Le Trapèze, inentamé, redoutable, accueillit le bataillon de droite de la brigade par une mousqueterie foudroyante. Ce bataillon reflua sur ses propres cadavres, fut rejeté dans les tranchées de départ. Cependant, là-bas, à gauche on avançait ; les casques bleus descendaient les pentes qui s'inclinent, au nord de Perthes, vers l'extrémité du ravin de la Goutte. Alors toute la brigade appuya à gauche, on ne sut pas comment. Toute cette course sublime s'infléchit vers l'ouest. Ils avaient l'espace et l'ivresse et une lucidité qui n'était en personne, mais qui était dans l'ensemble. La grande notion dominatrice de la liberté jetait ces hommes contre l'ennemi. Les compagnies, les bataillons, les régiments se mêlèrent, mais un ordre identique à leur mouvement réglait tout. Cette eau montante, ici, se heurta, fut refoulée ; mais là, elle passa. Voilà ce couloir décoloré, jaunissant, du ravin de la Goutte, conduisant vers des hauteurs boisées, vaguement aperçues dans la brume. Tout un inconnu plein d'étranges attraits, souriait sur cet étrange pays, du sourire mystérieux du risque. Des obus parfois fauchaient des groupes ; les 77, rapides chats-tigres, miaulaient, éclataient d'un bruit mat dans l'air humide ; mais ils étaient rares, déconcertés ; là-bas, sans doute, les artilleurs ennemis

s'affolaient. La mousqueterie crépitait au-dessus des tranchées de Marmara et de Galata... Par-dessus le ravin du bois des Renards, venaient des balles qui, de flanc, prenaient nos lignes, couchaient les hommes. Mais une allégresse les jetait à l'assaut de la cote 188. Des deux côtés de la route de Perthes à Tahure, ils montaient vers le bois de la Pie, vers la redoutable seconde ligne, vers les tranchées de Thorn, de Cologne, vers la tranchée de Bayreuth.

Un enthousiasme donnait les ordres, réglait la marche. Les officiers obéissaient comme leurs hommes. Tous obéissaient à cet élan très inspiré. En avant ! En avant ! Ils étaient les maîtres de ce pays dont une barrière effroyable, tant de mois, les avait séparés. Ils étaient débordants d'orgueil, ils éprouvaient une curiosité pleine d'émoi, d'amusement, presque futile. Pour les officiers, c'était un intérêt semblable à l'intérêt d'un érudit, qui voit enfin, sur un papyrus, le texte complet d'une tragédie grecque dont il essayait depuis des années de deviner l'action et les épisodes ; tous ces noms que portait le plan au 1/5.000e, ces courbes, ces ravins et ces bois, ces tranchées et ces abris, voilà qu'on en voyait l'aspect concret, la figure réelle, et malgré la volonté de l'ennemi. Pour les hommes, c'était l'enfantine joie de voir et de toucher, d'aller à la découverte. Cependant, ils avançaient toujours, ils couraient, ils se cachaient, ils repartaient, ils gravissaient la cote 188.

Tout l'ordre de l'attaque était dans cette alacrité et ce mouvement héroïque. Chaque soldat commandait et tous obéissaient. Cependant tous les ordres des officiers furent heureux. Tout était devenu divers ; tout s'émiettait, pullulait. Le réel innombrable, dans le flot unanime, découpait mille actions dont chacune était un autre infini, comme sur une plage, chaque galet découpe, dans le flux compact de l'onde, un tourbillon minuscule qui diversifie l'acte de la grande attraction. L'ordre qu'avait établi la décision intelligente du chef, allait se raréfiant chaque seconde ; cette logique s'évanouissait à chaque pouce de terrain qu'on gagnait ; ou plutôt cet ordre avait existé seulement au départ, dans les ordres d'attaque, dans les formations de la nuit et du matin, dans les parallèles ; mais, il s'était dissipé dans le premier cri « en

avant ». Ce premier cri en avait fait un passé ; ce premier cri avait élu un ordre dans l'instable avenir, un ordre que le présent, à chaque instant, rattrapait sans l'atteindre.

Les capotes bleues gravissaient la cote 188. Tout fut étonnant. Cette deuxième ligne, suprême inquiétude des chefs avant cet abordage tumultueux, creva, se disloqua presque sans efforts. Tout conspirait contre le commandant de Rouvremont. Les principes crevaient avec la deuxième ligne ; toutes les prévisions se disloquaient. Quelques mourants à peine tressaillaient devant la tranchée de Cologne, que les grenades, déjà, nettoyaient.

La liberté de cet enthousiasme était plus forte que le destin. La victoire était souveraine. La mort était oubliée dans une ivresse joyeuse de vivre. Ils ne voyaient plus, ces hommes triomphants, que leur propre élan ; une musique les soulevait. Le frisson glacé de la crainte ne les effleurait plus. Certains s'abattaient, frappés à mort ; d'autres trébuchaient dans des fils de fer barbelés, tendus au ras du sol entre les souches des arbres coupés. Mais ils allaient quand même, les uns de chaque côté de la route de Perthes se dirigeaient vers Tahure, d'autres à droite s'engageaient dans le ravin des Éperviers, remontaient le long glacis de la Brosse à dents, balayé du pâle sifflement des balles : d'autres à gauche de la route entraient au creux du ravin des Lièvres, se couchaient sous le tonnerre des batteries ennemies qui, à cinquante mètres, crachaient leur tonnerre désespéré sur l'audace irrésistible des assaillants ; ceux-ci clouaient les servants sur leurs pièces, passaient, allaient toujours. Ils entraient à Tahure, ce village inconnu, couronné de frêles bois, dans ce pays convulsif, où la vie et la mort s'affrontaient en des ravins étranges.

L'horrible mur était franchi ; cet instant fut le plus beau. C'était le terme de ce sacrifice, de cet élan. La vie avait joué son jeu solennel. Sans doute allaient venir maintenant le calcul, la puissance réfléchie, la volonté méditée de poursuivre. Le destin balança l'ardeur des hommes, qui palpita sur un haut palier de sublime. Déjà, la vie inquiète modifiait ses équilibres dans la mer infinie des mouvements et des faits. Beauté de la lumière : l'après-midi nageait dans un ciel qui s'éclaircissait de lueurs hyalines ; des ampleurs sereines se

déroulaient ; des envols éperdus de vapeurs tristes, à l'ouest, pleuraient d'admiration et de pitié glorieuse, — si loin, si haut, près du soleil qui voyait tout. En avant de Perthes, l'artillerie passait au trot pour de nouvelles positions. On vit des galops de cavaliers, des escadrons graves et fous. Un univers entier semblait s'ouvrir comme s'ouvre une aurore. Action, passion, tous les ordres de l'esprit se succédaient, allaient s'accorder magnifiquement pour faire jaillir la victoire.

Isolés, sans cohésion, sans couverture à droite, ignorant tout, ils virent venir des bonnets plats et des casques qui contre-attaquaient. Ils mesurèrent leur faiblesse dans l'immense destin de la guerre. Ils résistaient. Mais maintenant, ils ne trouvaient plus d'appui à être ensemble. Des groupes se repliaient, des balles sifflaient. Ils virent l'horreur de la mort, les faces verdies, les yeux révulsés, la chair en bouillie, la souffrance, le souffle en allé. Leur fragilité les frappa : l'espace, qui les avait grisés, carrière d'une belle course, leur parut plein de dangers prêts à surgir, et que pouvait la chair humaine contre tant d'acier meurtrier? Une grande inquiétude passa, ternit tout de son ombre froide. Les Allemands cependant devenaient plus nombreux, la croupe où courait la tranchée de Constantinople, la Brosse à dents furent perdues. Heureusement, il y eut un chef, il y eut des chefs pour retenir, grouper, maintenir; leur inspiration, leur volonté s'armèrent de tous ces hommes pour faire front. Les forces oscillèrent ; la victoire se figea en résistance. Tout mouvement changea de sens ; tout mouvement se posséda comme une démonstration. Un nouvel ordre : celui de la fermeté réfléchie, surgit de quelques consciences, s'empara de ces hommes et, comme dans un beau récit romain, en fit une barrière irréfragable.

Vint la nuit. La pluie se mit à tomber, glaciale. Les hommes grelottaient. La bataille s'était arrêtée, étonnée d'elle-même. La victoire hésitait. On ne savait rien sur l'ennemi, sur le mouvement des troupes voisines ; on savait qu'on était en saillant : à la droite, du côté des Mamelles, les ténèbres s'enfonçaient, pleines d'obscure menace. Une fièvre attentive remplaçait l'ivresse morte. Cependant on goûtait le silence, l'immobilité des tranchées, ce calme surprenant et cette sensation bienheureuse d'une nuit en pays conquis, d'une nuit de

vainqueurs. Cependant, l'intelligence qui classe et ordonne courait à tâtons dans la nuit, sur les traces de la création aventureuse, sur le chemin qu'avait suivi la victoire. Les agents de liaison, très crottés, harassés, sur le champ de bataille que soulevaient çà et là d'informes agonies, allaient, venaient ou déroulaient les fils téléphoniques ; les officiers faisaient des croquis. Partout se réparait le filet de l'ordre : l'intelligence, comme Isis, rassemblait les membres chauds de l'action. Ainsi toute nuit prépare la suivante aurore. La nuit, qui tout achève et tout recommence, berçait les astres et les germinations, les espèces, les forces inconnues aux balanciers des enveloppements et des sourdes croissances. Le grand rythme était palpitant : malgré la pluie immense et froide, la guerre, la pensée, la chair fiévreuse des hommes, tout y obéissait. L'ombre secrète emplissait de grappes les corbeilles de la vie et chacun était sûr que le lendemain accomplirait la grande œuvre.

LE MONDE NAISSANT

Le Monde Naissant mangeait une boîte de sardines, dans une petite tranchée qui suivait le côté droit de la route de Perthes à Tahure. Cette matinée du 26 était humide et subtile ; des vapeurs exquises voilaient les petits bois de pins, tous ces vallons capricieux au-dessus desquels la butte de Tahure restait mystérieuse, cachait sans doute des observateurs ennemis dont on craignait l'œil attentif. Ce pays étrange, d'une maigreur farouche, asile de gibier et de bêtes puantes, simple et impénétrable, devenu nôtre, hier, par la violence conquérante des casques bleus, encore à l'ennemi par les vestiges de son occupation et la menace qu'il faisait peser sur lui, ce pays champenois rappelait au Monde Naissant une petite Japonaise qu'il avait aimée jadis à Shangaï, créature inquiétante, frêle comme ces pins, de qui le don semblait toujours réticent, de qui les étreintes le laissaient toujours anxieux de savoir s'il la possédait ou s'il en était possédé. Ainsi Montaigne jouant avec sa chatte.

Le Monde Naissant avait bon appétit. Derrière lui, un cadavre gisait, un homme renversé sur son sac, horriblement pâle... A savoir cette présence et à se rappeler ses voluptés d'Extrême-Orient, notre homme ne perdait pas une bouchée. Il vit passer Alain-René et l'appela. Alain-René aimait beaucoup le Monde Naissant ; il s'approcha de lui avec une émotion joyeuse. Nul ne savait encore, au juste, qui était mort et qui était vivant dans la brigade : en revoyant un camarade, on se réjouissait d'une heureuse certitude. Le Monde Naissant, encore qu'il eût la bouche pleine, ne laissa point d'entonner un petit refrain dont il saluait chaque fois Alain-René, refrain qu'il accompagnait de grands gestes de cordialité, de balancements semblables à ceux des femmes sarrazines et de son beau rire sonore :

Tout le long du Missouri,
Sous les grands mimosas fleuris...

Alain-René n'en sut jamais plus long ; il supposait que c'était son nom qui rappelait au Monde Naissant le spleenétique voyageur de Chateaubriand et les vierges contrées où il promena ses ennuis. Le Monde Naissant tendit à son ami le petit doigt de la main droite, ses autres doigts étant imprégnés de l'huile blonde où nageaient les sardines d'argent.

— Nous ne sommes que sur les bords de la Dormoise et sous les pins de Tahure, — dit Alain-René, — mais c'était plus difficile d'y arriver que de faire un voyage en Louisiane.

— Oh ! difficile, — dit le Monde Naissant, — il ne faut pas exagérer... L'affaire a coûté beaucoup plus cher aux Boches qu'à nous ; elle leur coûte au moins cent mille hommes. Et ce n'est pas fini, vous verrez, on ne va pas laisser ça comme ça.

Le Monde Naissant but une gorgée d'eau-de-vie, tapa sur les genoux d'Alain-René, et se mit à rire, de ce rire dru et franc, où il y avait une force et une lumière. Les deux hommes étaient heureux de se revoir, artisans l'un et l'autre de cette grande œuvre.

— Possible que nous, nous soyons arrêtés, — poursuivit-il, — mais vous allez voir ce que leur réservent les coloniaux à la butte de Souain. Écoutez : la danse continue là-bas. Ah ! mes marsouins !

Il tendait la main vers l'ouest : la bataille grondait, on voyait des lignes bleues qui avançaient sur les pentes d'ocre clair, des colonnes dans des ravins couleur tabac, parsemés de taches vertes.

Le Monde Naissant était un jeune capitaine qui venait de la coloniale. Il avait vu des pays et des combats étranges, l'Afrique et l'Extrême-Orient, des golfes et des caps, et des soleils délirants sur des terres en fournaise. Il avait chevauché les aventures d'amour et d'héroïsme un peu partout. Alain-René aimait son âme pleine de simple allégresse, sa conscience momentanée, ce rire qui sonnait comme celui de Kléber. Écrivant à celle qu'il aimait, il avait fait le portrait de ce camarade, de qui il disait : « A côté de mes tristesses capables de détruire l'univers, je vois en lui un monde naissant, une belle coupe qu'emplit la force originelle. » Et depuis, elle et lui, en leur correspondance, le désignaient, *cum grano salis*, de cette périphrase qui leur semblait aussi pleine qu'un fragment présocratique.

Le Monde Naissant, de ses doigts terreux et huilés, releva d'abord avec délicatesse sa petite moustache blonde, se pencha en avant, ramena avec son bras un sabre qui était derrière son dos, contre le parapet de terre.

— Regardez-moi cette rapière, — dit-il.

C'était un beau sabre, recourbé, avec une poignée délicate, une coquille semblable à un nénuphar, une lame large. Alain-René admira.

— Peuh ! — dit le Monde Naissant, — ça ne vaut pas un sabre de Samouraï, les Boches n'ont pas de goût. Cependant, ils ont quelques belles armes, des modèles anciens faits sans doute à l'imitation des armes françaises, lors de l'invasion napoléonienne. J'ai emprunté ce sabre à un officier d'artillerie boche chez qui je suis entré hier, un peu brusquement, après avoir pris sa batterie et tué ses servants. Eh ! le boy, encore un coup d'eau-de-vie. Je vais vous raconter cela. Il y a un trait qui va vous ravir.

Le « boy » souriant versa un filet d'eau-de-vie, semblable à une mince coulée de métal fondu. Le Monde Naissant but, frappa sur les genoux d'Alain, en disant : « Ah, mon vieux ! », renversa sa tête en arrière et releva sa petite moustache blonde.

— Tenez, c'était là, derrière, dans un petit ravin que vous avez peut-être vu : des deux côtés, des bois; presque dans le thalweg, un boyau. Ne me demandez pas les noms. Savait-on seulement où on était? Rouvremont lui-même n'en savait rien, lui qui se pique de se flanquer un terrain dans la tête, rien qu'en regardant le plan directeur. Moi, je n'ai pas assez d'imagination pour ce tour de force; d'ailleurs j'ai pu constater que Rouvremont est tout aussi incapable qu'un autre de s'y reconnaître, en passant du schéma au terrain réel. Depuis ce matin, il désespère devant sa carte, trébuche dans les courbes de niveau comme dans des fils de fer barbelés et essaie vainement de mettre un nom sur tous ces bouquets de pins. Mais laissons Rouvremont.

» Donc, nous arrivons dans ce ravin : c'était après avoir franchi la deuxième ligne, où ce pauvre Dubard s'est fait tuer, tout à côté de moi. Chic petit garçon. Cela m'a fait de la peine. Mais vous pensez bien qu'on n'avait pas le temps de s'arrêter. D'ailleurs, les 77 tombaient dru. Alors on courait, on courait. On quitte la route, on descend une pente, en suivant la lisière d'un bois. Je commande un petit groupe, le reste de ma compagnie est hors de combat, ou à bout de souffle, ou égaré. J'ignore...

» Je ne savais pas trop où aller et cependant je n'hésitais pas. Tout à coup un obus éclate, me coupe le souffle ; une explosion si subite qu'on aurait cru être devant la gueule même de la pièce. Voilà tous mes hommes disparus, blottis dans des trous de marmites ou derrière des arbres. Je fais comme eux, et je tâche de me rendre compte. Mais allez deviner ce qui s'abrite dans tous ces bouquets de pins ! Second éclatement ; où diable peut être cette pièce? A droite un sergent m'appelle :

« — Mon capitaine, mon capitaine, voyez-vous la batterie de 77 là-bas, dans le petit ravin qui remonte?

» Je cours à lui. Eh oui, je la vois. Une pièce nous tirait dessus à trois ou quatre cents mètres. C'est un tir désespéré. A gauche la brigade voisine avance sans arrêt, les capotes bleues gagnent, gagnent du terrain, dépassent le sommet où les Boches avaient leur dépôt de matériel. Vous avez vu, à droite de la route?

» Il n'y a pas à dire, ces artilleurs étaient des braves. On les

voyait très bien : de gros insectes gris sur le sol brunâtre. Je les gratifie d'un feu violent qui en couche quelques-uns ; mais ils s'abritaient derrière leurs pièces, ces sacrés canonniers, pas moyen de les descendre. Encore un obus, il me tue trois hommes, têtes broyées, ventres ouverts, et tout le monde abasourdi, suffoqué, prêt à la panique. Pas gai, mon vieux ! Et puis, j'avais peur de me mettre en retard sur les autres qui marchaient si bien, qui disparaissaient, s'infiltraient, filaient, filaient toujours...

» Alors, je me suis mis en colère, vous savez, cette rage froide, cette volonté serrée de dompter, d'écraser. Je me mets à crier comme un fou : « En avant, en avant. » Nous dégringolons jusqu'au boyau. Pouf, nous sautons tous dedans, juste au moment où un nouvel obus va fracasser les arbres derrière nous. Trop tard, imbéciles.

» Les hommes soufflaient. Moi, je n'étais plus que ma propre colère. C'est elle qui observait les canonniers : j'en vis un petit, pâle, qui avait l'air acharné, à droite de la pièce ; c'était lui qui tirait la ficelle. Alors, je me dis qu'il fallait que cette affaire se réglât entre lui et moi. C'était comme un duel. Ou moi, ou le petit canonnier pâle, à choisir. Et mes hommes, c'était l'arme du duel : ma colère les prit tous dans sa main rageuse. Et l'affaire allait se régler tout de suite.

» C'était simple : une salve, un bond et tuer sur sa pièce le petit canonnier blême avec ses camarades. Et ça se fit comme ça. D'abord la salve : Feu par salve, hausse 250 mètres, joue, feu. Et puis : en avant ! Il fallait remonter une pente de cent mètres environ formant angle mort pour ce satané 77. Mes hommes, une quinzaine, partent, sans hésiter, tous ensemble, droit sur la pièce. On voyait la bouche du canon, on ne voyait qu'elle, elle paraissait démesurément grande, on avait envie de la traiter de « sale gueule »!

» Nous faisons vingt mètres en courant, quand je devine derrière le bouclier de sa pièce le petit canonnier, que notre salve n'a pas abattu et qui bloque sa culasse, qui va nous mitrailler à bout portant. Je crie : « Couchez-vous ! » Nous nous aplatissons. Boum ! il semble que l'obus nous frôle. A moitié sourd, je repars en rampant, certain que tous me suivent. Ma colère était trop forte, j'en avais pour moi et pour

tous mes hommes. Nous avançons le plus vite possible, sur les genoux et sur les mains, vous savez, comme des perdrix qui piètent dans un sillon. Alors voilà ces chameaux qui nous flanquent des coups de mousqueton. Un de mes hommes est tué à côté de moi.

» Hop! on bondit. Nous sommes sur les canons. Je vois de très près le petit artilleur blême. Il a du poil noir sur le visage. Je suis étonné que ce ne soit pas un Boche roux. Au milieu de mon étonnement, il s'abat. Une baïonnette l'a transpercé. Les autres servants sont nettoyés. Tout ça criait : les jurons boches mêlés aux « Garce » de mes Bretons. Et moi, eh bien, ma colère était passée ! Je regardais ces cadavres et je ne comprenais même pas pourquoi ils étaient là !

» Alors, voilà le bon du conte : un gourbi d'officiers s'ouvrait tout près. J'y entre, le revolver au poing. Ils sont là, trois ou quatre gaillards, blêmes et blèches. Moi je suis très gai ; toute ma gaîté m'est revenue, puisque le petit rageur de canonnier a perdu la partie contre moi. N'est-ce pas moi qui avais gagné ? Ce n'est pas difficile, en ce cas, d'être beau joueur.

» J'entre en riant :

« — Eh bien, messieurs, *votre* guerre n'a pas l'air de vous réussir trop bien.

» Le plus vieux de ces Boches, alors, s'avance d'un pas et — lui, officier, major, commandant de batterie, je ne sais quoi, mais certainement le chef de ce groupe déconfit, — mon cher, vous ne devineriez jamais : il s'avance d'un pas vers moi, et il m'offre... son porte-monnaie et sa montre.

» Je suis saisi d'un fou rire qui me courbe en deux. J'appelle aussitôt mon sympathique boy, Bourhis ici présent, le brave à trois poils, et je lui dis :

« — Tu vois ce Boche, eh bien, tu vas veiller sur sa précieuse vie. Il faut la lui conserver à tout prix : je n'ai jamais vu encore un Boche aussi Boche que lui. Je te nomme gardien de ce prisonnier éminemment représentatif.

— Je comprends ça, dit Alain-René, vous aviez découvert le parangon du bochisme.

— La vérité m'oblige à dire, — poursuivit le Monde Naissant, — que les autres officiers avaient l'air consterné et

honteux. Mais ce Boche, mon cher, je me serais sacrifié pour lui. Au moins voilà un caractère. Moi, j'aime tout ce qui est typique.

Et le Monde Naissant riait d'un beau rire viril, qui découvrait toutes ses dents et illuminait ses yeux clairs. Alain-René souriait : il demanda :

— Et le sabre?

— Ah ! oui, c'est vrai. J'y arrive. Ayant nommé le sympathique Bourhis gardien de mes prisonniers, je groupe mes hommes à grand'peine. Tous ces gaillards étaient en train de piller les casques à boule des artilleurs. Très compréhensible. Produire un casque à boule donne bien plus d'honneur que de produire un vulgaire casque à pointe. Pour la prise de deux canons, il y a, vous pensez bien, un certain nombre de croix de guerre, mais il n'y en a pas pour tout le monde : tous ceux qui ont été à la peine ne peuvent pas être à cet honneur. Posséder un casque à boule équivaut alors à être décoré. Mes bonshommes étaient donc en train de satisfaire leur passion de la gloire. Mais moi, je ne voulais pas arriver le dernier à Tahure. Et nous repartons, à grand renfort de jurons.

» Presque tout de suite, je suis rejoint par Bourhis qui, brandissant ce sabre, me dit :

« — Mon capitaine, j'ai laissé les Boches à la garde d'un caporal de la 3e pour vous suivre et j'ai pensé que vous ne seriez pas content, *si vous n'auriez pas envoyé un souvenir avec vous*. Alors j'ai pris le sabre du grand qui avait de belles bottes vernies. Et voilà...

» Alors, avec le sympathique Bourhis, porteur de trophées, nous avons grimpé vers la Brosse à dents. On trotte, on rampe, on se jette dans les bois, on se faufile, on est reparti de plus belle. *On ne songeait qu'à courir.*

Devant Alain-René tout le jour brillait, le rire du Monde Naissant, fleur de la vie éternelle, hautaine humanité et ce mot, noble goéland au-dessus des vagues d'assaut, attestant les belles heures de la grande offensive : « On ne songeait qu'à courir. »

Alors, Alain-René appelait tous les lendemains.

« ILS DÉPASSENT L'OBJECTIF ! »

La Brosse à dents était enlevée, dans un assaut tout joyeux, dont avait donné le signal une aurore fine et rose. L'assaut monta comme le soleil. La pleine lumière montra une fuite hagarde de Germains, dispersés de l'autre côté du ravin de la Goutte, sur les pentes du Trident et de la Galoche.

Alain-René était sur ce haut éperon qui domine deux ravins, pâles et inertes, en cette matinée, d'avoir été foulés par la lutte rauque. La lumière de l'arrière-saison rendait plus âpre l'aspect de ce bois ravagé, repaire de bêtes puantes et perfides : renards, fouines, Allemands ; des pins malades et des genévriers mutilés attristaient cette matinée de chasse automnale. Mais le souffle de la bonne course ardente purifiait tout ; salubre, allègre, la poursuite continuait, sonore des coups de feu et des éclatements de grenades.

Sur ce haut éperon, étrave de la victoire divisant le flot germain, Alain-René recueillait l'orgueil épars de la lutte ; fiévreux d'insomnie, de fatigue et de vermine, il ne se refusait point cependant à l'élan qui emportait ces matelots du risque, ces navigateurs du combat. La brigade avait fait un assaut à deux branches, et voici que les compagnies du régiment de gauche poussaient, poussaient toujours, gloutonnes de bataille, descendaient la croupe de Constantinople, traversaient le ravin, coupaient l'éperon conquis par le régiment frère, refoulaient, engloutissaient, culbutaient des Allemands désordonnés, hâtifs à fuir. Encore plus, encore plus, poussons toujours. La victoire débordait, écumante, montagne d'eau qui se cabrait avec un blanc panache.

C'est alors qu'apparut, sur le haut éperon, le commandant de Rouvremont, en proie au scandale, plein d'un verbe irrité :

— Les voyez-vous, les voyez-vous? — criait-il, abandonnant son revolver pour saisir son monocle. — Où vont-ils, où vont-ils? Mais ils sont fous, ils dépassent l'objectif !

Il frappait le sol de sa canne, son visage était fripé de fatigue et d'indignation. Il trépignait :

— Ce n'est plus de la manœuvre. L'infanterie conquiert et conserve le terrain. Mais eux, s'en vont au diable ! Allez donc les retenir. Ah ! ouiche !

— Ils font la guerre à courre, mon commandant, — dit Alain-René, souriant.

Mais l'autre n'entendait pas ; il tourna le dos, s'éloigna, il agitait sa canne et répétait d'un ton farouche de docteur en colère :

— L'infanterie conquiert et conserve le terrain. Vous entendez bien : conserve. Conserve, bon Dieu ! Et eux? Et eux? Ils dépassent l'objectif ! ! !

Comme l'officier de quart sur un croiseur d'acier, Alain-René debout sur ce haut éperon qui s'enfonçait dans la résistance ennemie, méditait, plein d'émoi, cette minute riche comme la solitude et comme l'enthousiasme. Il comparait les phrases du docteur ès sciences militaires et cette démesure d'héroïsme. « Ils dépassent l'objectif ! » Ce mot de pédant, cette phrase « du règlement de manœuvre », lancée en reproche à cette charge enivrée, ce matin de victoire, — leur victoire qui battait encore des ailes ! Jamais la vie n'avait parlé à Alain-René un langage aussi clair avec un accent aussi haut. Non loin de lui, au pied d'un petit arbre, il y avait un mort qu'une pieuse camaraderie avait voilé d'une toile de tente. Une grande expérience de grandeur et de pitié suspendait le temps hasardeux.

« Voilà la définition du Français, songeait Alain-René. C'est la nation qui, toujours, dépasse l'objectif. En vain, une raison sans vie propose des buts toujours semblables. Mais Jeanne, qui ne veut que chasser les Anglais, par l'œuvre de sa sainteté, fonde la patrie. Mais la Révolution, qui ne veut qu'abolir quelques privilèges, apporte pour tous les hommes de nouvelles raisons de vivre.

» Vivre, pour les Français, c'est dépasser l'objectif ; vivre, c'est vaincre. Vivre sans victoire, c'est déjà avoir vécu. Chaque printemps sait bien que l'année nouvelle n'est pas une année semblable. Tout instant qui naît est plus riche de l'instant qui vient de mourir. Rien n'existe qu'un mouvement héroïque qui, chaque fois, se dépasse pour s'être atteint. Pour

les Allemands, qui sont dans l'ordre des corps, vaincre, c'est atteindre l'objectif. Pour la France, c'est le dépasser. »

Un soldat apportait à Alain-René des cartes et une petite brochure pangermaniste trouvées sur le cadavre d'un jeune aspirant allemand. Le corps de cet adolescent était gracieux et pitoyable, la face contre terre, les membres et la taille abandonnés avec une inerte souplesse. Alain-René se rappelait le petit baron allemand qu'il avait vu, jadis, dans un hôtel belge, gracile et s'efforçant à une morgue raide et puérile, corroborée par la raideur de madame sa mère, laquelle avait de lourdes mains chargées de bagues et un corsage couvert ridiculement de sautoirs et de breloques en or. Ce qu'il y avait dans la mère d'épaisse animalité et, dans le fils, d'animalité jeune et féroce, ébahissait Alain-René, cependant qu'à côté de lui, une délicate Française pouffait de rire en considérant la toilette de la matrone et les cravates du junker. Douce vallée de la Meuse à la sortie de l'Ardenne, peut-être as-tu revu, en août 1914, le jeune baron en uniforme de lieutenant, donnant des ordres aux incendiaires et aux massacreurs de Dinant. Alain-René feuilletait la brochure pangermaniste et il songeait en souriant :

« Il n'y a aucune comparaison entre une victoire française et une victoire allemande. Dans une victoire allemande, tout est donné à l'avance ; on retrouve dans le résultat ce qui entrait dans la préparation. On ne quitte jamais l'ordre de la nature. Le calcul des mouvements et des masses constitue tout leur art militaire.

» Leur guerre, leur science, leur morale, leur action, tout, chez les Allemands d'aujourd'hui, pue la basse nature comme ces abris pleins de poux et d'excréments d'où nous les avons chassés. Les Français ont inventé l'usage de la science pour la vérité, comme les Allemands lui ont conservé son usage d'utilité ou l'ont tournée à malfaisance. Les Français, à tout ce qui vient de la nature, donnent une fin de surnature.

» Qui nierait la grandeur de l'action chez les Allemands? Qui nierait l'énormité de la taille chez le Diplodocus? Cette grandeur emplit le Français de dégoût. Et même elle lui paraît nulle. La vie d'une espèce animale est un néant qui donne le vertige, un abîme de désespoir. La vanité de cette force est

extrême et ridicule. Ce pauvre adolescent ne sentait pas la mort qui corrompt la vie de son peuple et dont lui-même est mort.

» Voilà des hommes comme nous, qui souffrent et qui meurent, qui aventurent la part que chacun a reçue de la lumière commune et divine. Mais tant de courage et tous ces sacrifices d'eux-mêmes qu'ils consentent, cette discipline acceptée jusqu'à la mort sans examen, sans discussion, tout ce dévouement du peuple allemand à sa dynastie et à l'État, tout cela nous choque douloureusement, parce que nous y voyons moins une preuve d'humanité, qu'un abandon d'humanité, moins une obéissance d'hommes, qu'une docilité de machines. Et nous pouvons le dire, puisqu'ils le disent eux-mêmes, puisque chaque Allemand est fier d'être une machine d'État.

» Ils ont inventé le matérialisme historique et ils s'appliquent à en donner la preuve. Quelle immense servitude ! Tout vainqueurs, ils sont encore serfs. Tout au rebours est la voie de la France. Quelques apparences seules sont communes à une victoire française et à une allemande. Clausewitz n'a jamais compris Napoléon ; l'état-major impérial ne comprendra jamais la bataille de la Marne. Une victoire française est une harmonie qui déconcerte et éblouit la nature. « Vive Jeanne d'Arc, si cette charge avide d'aller plus outre a raison contre un Rouvremont. »

Or, passa le commandant F... Bel officier d'intelligence fine et forte, sa parole spirituelle aimait à exprimer de belles idées sur le rôle, à la guerre, de l'inspiration et du bon sens, les seules qualités des grands chefs. Il apprit à Alain-René que c'était la ruée débordante de ces soldats emportés qui avait dégagé la droite, permis la manœuvre et assuré le succès. Alors Alain-René fut plein de joie : un grand accord faisait planer au sommet de la vie l'essaim vierge des belles forces libres.

« La victoire a ses raisons qu'ignore la raison du commandant de Rouvremont. La victoire appartient à l'ordre de la grâce. Cet excès non prévu accomplit la grande œuvre avec une justesse que je sens musicale. Ce soir, cependant, le commandant de Rouvremont ne souffrira point que le repas s'achemine vers le dessert, sans qu'il ait expliqué toute l'action avec une aveuglante clarté, sous la forme d'un gracieux mécanisme dont toutes les pièces sont connues, garanties et dûment

estampillées. Il démontrera d'irréfutable sorte que le succès a été obtenu malgré la circonstance héroïque qui, seule, lui a ouvert une voie pleine de palmes. »

SUR LE PLATEAU DE VALMY

Alain-René, seul, et plein de pensées, allait vers le plateau de Valmy ; son cheval trottait dans l'air humide. Une ardente volonté de silence mortifiait ce paysage d'automne, triste et profond comme un lendemain de bataille. La gloire, pensive, convoquait tous les grands souvenirs sur ces grands horizons.

Alain-René se laissait porter par la durée, comme un convalescent, étonné et heureux de vivre. Vivre, cette douce merveille fragile, cette harmonie admirable, si tendre, si menacée ! Il regardait avec une émotion trempée de sympathie les oreilles du bon cheval, l'encolure balancée et l'onduleuse crinière. Le mystère de cette vie animale lui paraissait presque effrayant et cependant si proche de lui ! Brumaire attristait les vallons ; demain, tout s'effacerait dans les longues nuits froides et la victoire était remise à la jeune année qui viendrait après cette année mourante.

Alain-René faisait réflexion sur ce jeu terrible de la guerre et sur sa loi obscure.

« Moi aussi, disait-il, j'ai mon jeu terrible et ma loi obscure. Et comme mon peuple, pour vivre j'ai besoin de vaincre.

» Les victoires d'une nation comme la France sont les plus semblables aux victoires intérieures. Voilà leur éclat. Valmy équivaut aux pensées de Pascal. Ce sont des points d'où s'élève une lumière si haute et si vive, que le ténébreux univers par elle apparaît simplifié, comme l'aurore simplifie un paysage que la nuit nous avions trouvé confus, multiple et plein d'infinie menace. Quand la France vainc, elle fait chaque fois éclater le miracle d'une unité supérieure.

» Le poids de la matière est si lourd! Il n'y a qu'un rossignol dans chaque bois ! Tout peut briser ce frêle gosier suspendu à

la plus frêle branche. Une vie se manque, ne rencontre point sa forme, il arrive que le poète ne peut saisir les contours fugitifs d'une strophe en allée et qui pourtant était la plus belle, Cézanne se dévore à poursuivre une décevante harmonie qu'éloigne chaque fois son approche. Ainsi s'éteint une offensive française, la victoire ne sort point, en blanche perfection, de l'écume héroïque de tous ces flots maintenant rentrés au gouffre.

*
* *

» Le premier devoir d'un Français à la guerre est de comprendre l'ordre de la France qui est l'ordre de la plus haute vie. Toute la souffrance, toute l'ignominie de cette guerre se rachètent si, au prix de tant de douleurs, se révèlent à nous le mystère essentiel et la loi de notre être.

» Il n'est point de chaos ; il y a des ordres infiniment divers en nombre infini et l'intelligence se meut sur un beau rythme qui la lance chaque fois de l'ordre conquis à une conquête nouvelle. La vie de l'esprit a ses passions, ses douleurs, ses sacrifices et ses grands risques ,c'est-à-dire ses batailles.

» Dans ces combats qui viennent à peine de s'éteindre, j'ai vu s'élancer les cohortes de l'esprit. L'esprit a ses conquérants, ses fourriers et ses grands convois de vérités générales. Dans l'ordre de l'esprit comme dans l'ordre des armes, ce ne sont point les conducteurs des convois qui gagnent les batailles, mais les conquérants. Les vérités générales importent à la victoire, comme y importent le pain de guerre et la viande de conserve. Tout autant, mais non davantage.

*
* *

» A la guerre, il ne s'agit pas d'enseigner, mais de vivre. Il n'y a pas de science de la guerre : il y a un ensemble de généralités et de vues abstraites sur la guerre. Je ne parle pas des techniques et de leur usage, je parle des principes suivant lesquels combiner ces moyens. Dans l'ordre de la pratique, la pensée abstraite et déductive n'arrive qu'à des proposi-

tions stériles et ambiguës, d'une maigreur ridicule. Clausewitz, dont le livre fait éclater cette infirmité, s'excuse à chaque page de présenter au terme de ses analyses des truismes aussi indigents.

» La critique de toute école de guerre est faite dans la consultation de Trouillogan par Panurge sur le doute de cocuage. Une bataille, un mariage, problèmes où le rire innombrable de l'indéterminé moque les maladroites vérités abstraites, les prévisions toujours trop courtes, ridiculement essoufflées.

*
* *

» A l'intelligence qui explique et qui classe, — qui est aussi l'intelligence qui enseigne, — ressortit seulement une part de la bataille. La plus grande ou la moindre? Ceux qui enseignent la guerre répondront : la plus grande ; ceux qui font la guerre diront : la moindre. Il est curieux d'observer combien nombreux sont les officiers pour qui la guerre est une chose qui s'enseigne et non une chose qui se fait.

» La bataille les irrite, car rien ne s'y passe suivant l'ordre qu'ils enseignent. Dès qu'elle est finie, ils triomphent, car ils l'expliquent alors suivant un plan bien lié. Ils la refont à leur idée. Mais leurs plus beaux succès, c'est au terrain de manœuvre qu'ils les remportent ; là, au moins, ils retrouvent les éléments dociles à leurs principes. Scandale et triomphe de l'intelligence pédagogique qui fixe leur place aux principes, s'étonne que le réel en fasse un autre usage et se réjouit à créer des fragments artificiels où brille son ordre propre.

» Organiser n'est pas créer. L'intelligence à l'allemande s'entend à merveille à l'organisation. Ostwald a déclaré qu'il voulait organiser le monde. L'Allemagne vomit la déduction comme le 420 vomit son obus.

» A l'armée, comme ailleurs, rien n'est plus rare que le don de la vie ; je le vois, ce don, en quelques officiers que j'admire secrètement ; au demeurant, ceux qui enseignent méprisent ceux qui vivent, lesquels, de fait, sont bien inférieurs aux premiers quand il ne s'agit que de parler. On s'étonne parfois que les pires pendant la paix soient les meilleurs à la

guerre. C'est qu'à la guerre l'action remplace la parole. Les meilleurs chefs sont toujours les plus silencieux.

***

» Il ne faut pas faire fi de l'enseignement, ni de la préparation. Nous le savons bien ! nous l'avons trop appris, trop cruellement. Mais il ne faut pas que les Français nient la France au nom de la méthode allemande. Elle ne vaut peut-être pas tant, même pour les Allemands. L'Allemagne pose ses batteries lourdes comme les prémisses pesantes d'un syllogisme dont la conclusion est le pangermanisme accompli. Mais dans les syllogismes de la vie et de la guerre, la conclusion ne s'ensuit pas nécessairement.

» Mépriser l'enseignement marque une basse anarchie de l'esprit. La critique vulgaire des règlements de manœuvre et des instructions pour le combat est puérile, superficielle, agaçante. Elle est faite d'habitude par des pédants à la cavalière. Mais il ne faut pas dire qu'enseigner c'est vivre, ni que préparer, c'est vaincre.

***

» A la guerre, en face de l'infini pullulement du fait, l'intelligence remonte à des abstractions stériles, ou bien, souple et ductile, elle se pose et résout une série de problèmes infiniment variés pour ajuster les moyens à la fin. Dans l'œuvre même de la préparation, l'emploi des techniques ouvre une belle carrière à l'esprit qui veut attraper l'accident et se rendre maître du fait en le créant. A utiliser pour la guerre les forces de la science, l'intelligence dans notre vieille espèce montre l'industrieuse adresse qu'elle avait chez les premiers hommes, au temps de sa verdeur native. Une batterie de 75, avec tout ce qui s'y rattache pour servir, éclairer, diriger son tir, c'est aussi beau que la première hache de pierre brute. Mais toute cette œuvre n'est encore que peu de chose au prix de la grande œuvre de l'action.

» Déduire, préparer, inventer, agir, une victoire française se gagne avec l'âme tout entière. Le plus souvent le général prépare la bataille et ne la gagne point. Et qu'on ne vienne pas dire qu'en préparant une bataille de façon qu'elle soit gagnée et qu'elle est gagnée, il la gagne. Car on ne peut jamais conclure de la préparation d'une bataille au sort de cette bataille.

*
* *

» Le désaccord de l'état-major et de la troupe, qui est de tous les temps, vient de ce qu'ils ne sont pas dans le même ordre d'intelligence et de connaissance.

« Une troupe est ce que la fait son chef. »

» Voilà, prise entre mille, une vue de quartier général. C'est une idée catholique, une idée romaine. Un commandant d'armées pense forcément comme l'abbé Lantaigne, si soucieux de l'unité de la foi. Il faut n'avoir jamais vécu avec la troupe, n'avoir jamais observé la vie commune des groupes d'hommes à la tranchée ou au combat pour se satisfaire de cette proposition simple et une. Elle est vraie d'ailleurs ; mais il convient de dire aussi qu'un chef est ce que le fait sa troupe, et que les circulations, les échanges d'autorité et de force entre lui et elle comme entre elle et lui sont infiniment mystérieux, variables et réglés sur des rythmes changeants. Napoléon a fait la Grande Armée. Mais la Grande Armée a fait Napoléon. Il est même tombé un jour pour l'avoir oublié.

*
* *

» C'est quelque chose que d'avoir une forte conception de l'unité. C'est la condition essentielle pour être un chef. Une telle vue a sa beauté. Qui donc autant que moi y serait sensible? Tout jeune Français, à vingt ans, a rêvé d'être le sommet impérieux d'une grande autorité qui descend jusqu'aux étages inférieurs de l'action, qui ordonne en hiérarchie une foule d'éléments, de forces et de volontés. Une préparation de bataille minutieuse et forte ravit en allégresse qui la con-

temple. Les jours qui précédèrent le 25 septembre, tous les cuivres de l'orgueil, en moi, lançaient leurs hymnes puissants devant le spectacle de l'esprit pétrisseur et de l'intelligence ouvrière.

» L'unité de l'action, voilà l'hypothèse nécessaire au chef qui prépare, comme l'unité de la nature est l'hypothèse nécessaire au savant qui expérimente. « Le matérialisme est une excellente formule d'études pour le savant. » Tout de même pour le général quand il prépare sa bataille.

***

» Il arrive que le savant est dupe de ce jeu, qu'il reste dans l'illusion de cette unité hypothétique. Et voilà pourquoi tant de savants éminents sont si mal propres à philosopher. Ils jugent très mal de leurs découvertes et de leur science même, parce que leur esprit ne peut quitter l'habitude que lui a fait contracter l'exercice scientifique : ayant à juger du résultat et de l'ensemble, ils conservent l'attitude qu'ils avaient pendant la recherche, dans telle question de détail. Ainsi les chefs militaires. Personne n'est aussi loin qu'eux de comprendre un combat. Le préjugé unitaire, sans lequel ils n'entreprendraient point la grande œuvre d'instruire et de préparer, leur ferme les yeux sur l'œuvre héroïque de vaincre.

» Dès qu'on raconte une bataille pour l'instruction, pour en tirer les lois de la préparation militaire, on fausse tout le récit. L'histoire des guerres faite pour l'enseignement stratégique et tactique est une vanité qui prête à rire, aux yeux de « l'honnête homme ». L'artiste seul peut faire le récit d'une bataille quand il y fut. Et même s'il n'y était point, car il a le don de présence. Le plus souvent les chefs de guerre sont les plus éloignés de savoir comment s'allume, se propage et s'éteint l'ardent incendie d'un combat.

» Ils ont raison et ils ont tort. Raison quand ils travaillent et nous préparent de grands lendemains triomphants. Tort quand ils veulent nous démontrer que la guerre est une discipline de déduction et qu'ils méprisent la troupe pour un système. Pour une heureuse activité, on leur pardonne leur

philosophie simple. Le « matérialisme médical » d'un grand bactériologiste ne nous irrite presque pas. Mais celui d'un petit carabin dégoûte.

*
* *

» Or ce petit carabin paraît aimable à côté de ceux, à la guerre, qui n'ayant rien préparé, rien prévu, rien ordonné, nous font l'insulte d'un dogmatisme étroit et cruel. Fidèles à leur paresse, après comme avant ; car l'esprit de système est marque de paresse intellectuelle, dans les problèmes de la pratique. Qu'au moins ils se taisent ou qu'ils parlent pour les Allemands. Mais c'est une grossière injure à l'égard d'une troupe française que de la considérer comme un simple élément du système de la préparation, comme un instrument mécanique, une perforatrice de fronts fortifiés.

» Une troupe française, dans la bataille, est créatrice. Et le vrai chef de troupe est celui qui sait comprendre et mesurer cette création.

*
* *

» La création de la troupe et l'accident infini, voilà l'objet splendide et l'objet effroyable qu'au combat l'intelligence du chef rencontre devant elle.

» Il est à son téléphone. Il écoute. Toutes les forces qui, pendant la préparation étaient dans ses mains, obéissantes et dociles, lui ont échappé. Il assiste maintenant à l'envol de ces crinières indomptables. Dès lors il ne commande plus ; il ne commande qu'à un passé. Cependant sa tâche n'est point finie. Il reçoit les renseignements et les rapports ; son intelligence n'est qu'une fiévreuse et lucide réceptivité ; tous ses jugements anxieux sont suspendus et il se tient prêt à en modifier, à chaque instant, l'instable équilibre. Tout l'ordre de sa pensée s'est dissocié, s'est fondu dans la fournaise indéterminée. Il est là, anxieux de dégager l'idée implicite que dessine le mouvement de ses bataillons, que développe l'assaut de ses régiments, pour la faire entrer, idée

explicite, force nouvelle, dans un calcul riche et mobile, divers comme la bataille elle-même. Rythme admirable où l'intuition et l'intelligence ordonnatrice s'entr'aident pour l'œuvre de la victoire. Et lorsqu'en une grande pensée ne bat point ce rythme, ardent comme un sang plein d'amour, le sacrifice est vain.

***

» Voilà les victoires des Français ! De belles crises intellectuelles, des triomphes pareils à la naissance d'une vérité ou à une tragédie d'amour. Il faut comprendre cet ordre qui est nôtre. Comparée à lui, qu'est-ce que la grandeur allemande?

» La méthode allemande est de donner au système de la préparation un tel relief qu'il se détache assez puissamment pour effacer le grand fond d'indétermination. Les Allemands veulent que la guerre se fasse toute dans l'ordre de la matière ; là tout se calcule et tout se paye. Mais il se peut que tout échoue devant ces rédemptions dont le libre souffle commande aux flots infinis des faits. L'art de la guerre est l'art de calculer des effets incalculables. Toute la préparation bascule au bord de la grande cuve du risque et le présent remet en question tout le passé. « Rien n'est décidé encore, dit la France. Laissez-moi jouer. Je n'accepte pas vos valeurs. » La France reprend le mot de Desaix à Marengo : « Oui, la bataille est perdue, mais j'ai le temps d'en gagner une autre. » La France ayant perdu la bataille de préparation, gagne à la Marne la bataille de l'action. L'Allemagne n'a rien fait, si toute la force du passé, Goliath monstrueux, tombe sous la fronde du présent. Le jeune David est le guerrier libre. Toute victoire française est une victoire de liberté. Voici à mon visage le vent du plateau de Valmy dont l'âme héroïque parle à la mienne comme sur un haut lieu.

***

» Le rythme de l'intelligence dans une victoire française dépasse tout en beauté. Mais que ce sublime accord est rare !

J'ai vu dans la journée du 25, en ce vaste ensemble héroïque, collaborer douze légions spirituelles, des ordres différents naître les uns des autres et se disposer le chœur de la victoire. Mais il manqua la grâce suprême, par quoi la vie tout entière se fait musique. Voici à mon visage le vent du plateau de Valmy, mais il souffle pour moi comme pour l'exilé, le vent qui passa sur la patrie perdue. »

Le soir venait : les couleurs du paysage devenaient froides, ternissaient ; un écroulement de lumières fiévreuses sombrait à l'ouest. Alain-René enbrassait du regard tant de vallons où vinrent s'épuiser les bataillons prussiens. Leur force se délaya avec la craie champenoise ; leur force se dispersa au souffle de l'enthousiasme français. Sur ce sommet, l'hymne de la liberté flambe toujours, comme le modèle éblouissant de l'action.

« Le poids de la matière est si lourd, disait Alain-René. Le beau sourire de la création parfaite n'a pas lui pour nous récompenser. Nous n'avons pas vaincu. Que l'Allemagne existe, c'est un fait qui prouve que l'amour n'est pas seul au monde. Le mal de notre condition est commenté par toute ma fièvre. Condamnés dès la naissance et peut-être moqués de l'amour, nous jouons un jeu fait d'atroce duperie. Le rossignol s'est tu dans la nuit oppressante. Mais toute nuit est nécessaire et la plus noire est encore féconde.

» Et moi, je vis malgré tant de défaites. Et la France tout de même. Ceux qui vivent le plus ne peuvent trahir la vie. Leurs défaites ne sont que des préparations ; à souffrir, ils s'accroissent : qu'importe, si de beaux arbres pleins d'oiseaux sont brisés et entraînés par ce torrent de victoire.

» Heureux, ceux de Valmy ! Nous n'avons pas connu leur récompense. Nous n'avons pas été payés comme eux. Faut-il céder à la peine épuisante? Faut-il perdre cœur? Le désespoir se fait parfois subtil comme l'ennui et ensorcelant comme un opium. Des hommes me firent d'injurieuses blessures et parfois l'univers imita leur ingratitude et leur haine. Il y a des soirs où je me couche dans la poussière hurlante qu'au désert de la solitude souffle le vent de la négation. Pourtant je vis. Le moi tant de fois défait est bien fou d'être moi ; mais cette

folie ne se juge point. Qu'est-ce que vivre? si ce n'est vaincre, et pour vaincre, il faut se battre.

» Du ciel occidental, porche tumultueux de gloire, vient à mon visage un souffle plein d'un grave émoi. « Frère, il faut vaincre. » Toute peine dort sur la pierre blanche, et toute victoire ouvre ses ailes sur un haut lieu que nous gravissons dans la nuit. »

GABRIEL BOUNOURE

LE “GENTLEMAN TEMPORAIRE”

Cette notice a été écrite pour répondre aux nombreuses personnes qui, intéressées par les lettres du « Gentleman temporaire », ont désiré savoir quelque chose de leur auteur.

Qu'y a-t-il derrière la signature énigmatique de cet officier de la *Nouvelle Armée* qui, avec une modestie humoristique, se donne pour « un gentleman temporaire »? La première de ces épîtres familières nous montre l'écrivain arrivant en France avec son bataillon. C'est évidemment la première fois qu'il visite le doux pays, car il dit : « Je me demande si, sans la guerre, je l'aurais jamais vu ! » Cette exclamation est révélatrice.

De l'homme et de son passé, les lettres ne nous montrent rien. Cependant, s'il est vrai que, pour beaucoup d'Anglais, la guerre ait été « une seconde naissance », cette constatation, si souvent répétée, indique qu'avant de renaître ces gens ont vécu et d'une manière nettement définie.

En étudiant le cas du « gentleman temporaire », on se rend compte, tout d'abord, qu'on est en face, non seulement d'un individu, mais aussi d'un représentant très exact du type plus général : le type « nouvelle armée ». Ses antécédents, la révolution profonde que la guerre a faite en lui, classent le gentleman temporaire parmi des milliers d'êtres, qui ont subiles mêmes angoisses, ont été soumis aux mêmes épreuves régulatrices, et qu'on a vu surgir dans les tranchées, en France, en Belgique, à Gallipoli, en Mésopotamie, en Afrique, en

d'autres lieux encore, où l'ennemi essayait d'opérer la substitution de la Kultur à la civilisation.

En 1897, dans un faubourg de Londres, mourait un petit entrepreneur de constructions. C'était un brave homme, honorable, travailleur, actif. Il avait, comme on dit, mis plus d'un fer au feu, et, s'il avait vécu, sans doute ses efforts auraient été récompensés. Toutefois, la liquidation de ses affaires laissa à sa veuve juste de quoi vivre très modestement, pendant trois ans : rien de plus. Elle avait une fille de cinq ans, et un vigoureux garçon de huit. Dix-neuf ans plus tard, ce garçon qui, de toute son enfance, de toute sa jeunesse n'avait pensé à aucune chose militaire, écrivait de la ligne de feu les lettres qu'on a lues.

Après la mort de son père, l'enfant suivit pendant six ans une école de jour à Buxton. L'enseignement y était probablement inférieur à celui qu'il eût reçu dans l'un des grands établissements que préside le *County Council*. Mais la situation difficile où elle se trouvait avait accru la fierté naturelle de sa mère. Elle préférait ajouter à ses sacrifices de chaque jour et faire instruire ses enfants dans une école privée. La vie des orphelins était, naturellement, fort étroite, et leur horizon sévèrement limité. Mais aussi, tout y avait le caractère de l'honorabilité la plus stricte. Entre les murs de la petite demeure jamais on ne trouva trace de bassesse ou de vulgarité. Le garçon grandit dans une atmosphère de retenue, de modestie, où s'exerçaient constamment l'économie, le devoir, la conscience, et où régnait une affection à racines profondes.

En quittant l'école, le gentleman temporaire entra dans le cabinet d'un commissaire priseur qui avait jadis fait d'heureuses affaires avec son père. Cet événement remarquable produisit quelques changements dans la famille, où, jusque-là, la mère était souveraine absolue. Il fallut reconnaître qu'en rapportant chaque semaine son salaire à la maison, le gamin menaçait de devenir homme. La patiente mère fut tout ensemble fière et déconcertée. Mais, après tout, la fierté prit le dessus. Élevé comme il l'avait été, le développement du garçon n'affecta d'ailleurs aucune forme inquiétante. Toutefois, la première cigarette qu'il introduisit, peu de temps après la guerre sud-africaine, fut d'abord un élément de trouble.

Cette guerre sud-africaine causa peu d'émotion dans la petite famille. L'impression qu'elle en reçut ne dépassa pas celle que lui eût causé une désastreuse famine en Chine, par exemple. Du commencement à la fin de la guerre on n'en parla pas plus de cinq ou six fois. Peu après cette époque le garçon prit l'habitude de rapporter un journal du soir. Jusque-là, on n'avait vu dans la maison que le *Journal des jeunes gens* et un journal de modes.

Le plus grand événement de sa vie fut pour le gentleman temporaire l'achat d'une bicyclette. Cet achat, qui produisit un effet catastrophique sur ses économies, devint une source de grands bonheurs. Ce fut un petit déchirement pour la mère, car la bicyclette devait écarter un peu son fils du cercle étroit de sa domination, mais elle ne montra rien de ce qu'elle éprouvait. L'admirable force physique de son enfant était pour elle un sujet d'orgueil, et elle encourageait tout ce qui était favorable à son développement, et entre autres choses, son assiduité au gymnase polytechnique dont il était un membre distingué.

La bicyclette ouvrit au jeune homme un monde nouveau. Il devint amateur de topographie rurale, et connut dans leur détail toutes les grandes et petites routes des comtés du Sud. Son rayonnement ne dépassait pas cinquante milles ; pourtant il vit l'Angleterre sous un jour nouveau : elle lui parut être quelque chose de beaucoup plus grand, de beaucoup plus beau que Buxton.

Doucement les années passèrent. Le gamin devint un jeune homme, le jeune homme devint un homme. Et l'homme prospéra. Il fut à la longue le second de son patron. La vie de la famille se fit plus aisée, la sœur — elle était alors maîtresse d'école — dut beaucoup de petits plaisirs, de petits conforts à la gentillesse infatigable de celui qui était maintenant le chef reconnu et le soutien de la maison.

Jamais il ne donnait une pensée à l'État. La politique ne l'intéressait nullement. Sa vie pourtant n'était pas égoïste, car sa pensée directrice, c'était uniquement le bien-être de celles qu'il aimait. Il regardait peu en lui-même, et sa vision extérieure était bornée par l'horizon du home si bien organisé, par les comtés voisins, qu'il avait appris à chérir, et par le

village de la côte Sud où chaque année lui, sa mère et sa sœur passaient une heureuse quinzaine de liberté.

Ils étaient là tous les trois lorsque, en août 1914, les Huns décrétèrent la guerre et la désolation pour toute l'Europe. Cette affaire les troubla grandement, car elle dérangeait la circulation des trains et intervenait d'une manière fort désagréable dans les courtes et précieuses vacances. Avec l'instinct anglais de s'en tenir à l'ordre établi, et la haine nationale pour le bouleversement des habitudes, le trio poussa plus loin qu'il put sa villégiature, puis au bout d'une semaine vint reprendre à Buxton le travail coutumier.

Alors commença une période pesante et anxieuse. Les deux femmes aperçurent dans leur chef, l'homme de la maison, d'étranges et inexplicables symptômes. D'abord il parla beaucoup de la guerre. Il critiqua âprement les autorités et leur façon d'attaquer le monstrueux travail de la préparation militaire. Il trouvait beaucoup à dire sur les bévues, les négligences. Un matin, à déjeuner, il s'interrompit au milieu d'une phrase. Sa sœur, regardant le journal qu'il avait posé devant lui, lut en tête de colonne ce titre : *De qui est-ce la faute si le pays est absolument impréparé pour la guerre?* Les jours de cauchemar se succédaient, et le changement de plus en plus visible de leur « homme » troublait la mère et la sœur. Toute la gentille bonne humeur qui avait été le soleil de leur vie, disparaissait. Le jeune homme était déprimé, morose, nerveux. On eût dit qu'il menait une double existence. Évidemment il était absorbé par quelque travail mental auquel il ne faisait pas même allusion. Elles le voyaient matin et soir, et pourtant, il leur semblait qu'il ne fût pas là, mais très loin, dans un autre monde qui n'avait rien de commun avec le monde familier dans lequel ils avaient toujours été ensemble. La mère s'aperçut avec quelque alarme qu'il fallait chaque matin remplacer la bougie de sa chambre, qui d'ordinaire durait quinze jours. Chaque soir, lorsqu'il l'embrassait, la pauvre femme espérait que son enfant allait avouer le tourment dont il souffrait. Mais il ne disait mot. Et dans la petite maison jadis heureuse et gaie, la tension nerveuse devint presque insupportable.

Puis, en septembre ce fut la fin. La soirée était extraordinairement belle et paisible. La sœur et une de ses amies faisaient de la musique. L'amie avait une puissante voix de contralto, elle chantait avec un sentiment profond. Au milieu du troisième morceau, le maître de la maison se leva brusquement et sortit en claquant la porte. Ce que chantait la jeune fille, c'était une « chanson de recrutement ».

Plus tard, la visiteuse partie, le jeune homme s'excusa auprès de sa mère d'être sorti ainsi. Il parla d'un grand mal de tête. Le lendemain, il apportait la nouvelle dévastatrice : il s'était engagé, et partait immédiatement pour un dépôt.

La révélation fut reçue dans un silence mortel. Aucune des deux femmes n'avait admis la possibilité d'une telle chose. Pour d'autres? Oui. Pour « leur homme » c'était trop étrange, trop extravagant. Il avait son travail... et puis enfin : c'était simplement impossible. Et voilà qu'il s'était engagé, qu'il le leur disait ...

Mais, sans qu'elles le sussent, n'étant pas fort adonnées à l'examen intérieur, leur homme n'était pas le seul en qui les nouvelles dont le monde vibrait depuis six semaines, avaient apporté un changement fondamental, une révolution... A la fin toutes deux embrassèrent le jeune homme, et le fait inouï ne fut même pas discuté. Sans rien attendre, elles s'occupèrent des arrangements pratiques. Quand vint le baiser du soir, la mère dit très tranquillement : « Que Dieu vous bénisse, mon chéri », et la sœur sourit, montrant une fierté nouvelle, dans le scintillement mouillé de ses yeux.

Le clerc du commissaire priseur disparut de Buxton et s'en alla seul dans un monde absolument nouveau, et dont les apparences ne s'étaient jamais présentées à son esprit, même en rêve. Il devint l'un des quinze hommes qui couchent sous une tente faite pour six. Il passa les jours dans la routine des exercices qui, malgré la préparation qu'il avait faite au gymnase, lui semblaient — d'abord — absolument vides de sens.

Au bout d'un mois, il vint passer un dimanche à Buxton. Sur la manche de son uniforme il portait un galon. Il savait maintenant ce que signifient les moindres choses de l'entraînement militaire. Ses joues étaient hâlées, ses yeux brillaient, plus vifs ; il avait un balancement souple du corps, et dans la

voix une vibration nouvelle qui saisissait et enchantait la mère et la sœur. Elles ne trouvaient pas qu'il fût devenu un autre homme, mais il leur semblait voir l'homme de leur amour et leur respect, développé jusqu'à ses limites extrêmes, magnifié, accordé plus haut, pour ainsi parler.

En novembre, le commandant de compagnie conseilla au jeune homme de concourir pour le grade d'officier. Le commandant souhaitait beaucoup garder le gentleman temporaire comme sergent, mais cet officier avait appris, et depuis long temps, à faire marcher le devoir en avant, et à laisser le goût fort en arrière. Il lui parut que dans ce grand garçon alerte, il y avait — comme en tant d'autres hommes, encore dans les rangs — la substance d'un bon officier.

Peu avant Noël — en 1914 — le jeune homme fut nommé lieutenant en second, et, le jour de l'an, il traversait le terrain de parade pour aller prendre la tête de la compagnie qu'il devait conduire en France après plusieurs mois d'un rude entraînement.

Neuf mois s'écoulèrent entre le jour où le gentleman temporaire s'engagea, et celui où il écrivit la première des lettres maintenant publiées. Il est possible que toutes les années vécues jusque-là le développèrent moins que ces neuf mois. L'entraînement eut son côté livresque, car le jeune homme fit les choses à fond. Mais il vécut en plein air constamment de l'aube à la nuit et les quatre-vingt-dix centièmes de ce qu'il apprit, il l'apprit en instruisant les autres. Les directions maîtresses de l'entraînement, c'étaient : noblesse oblige ; le sens du sport, de la responsabilité et ce « jouer le jeu » qui est à la racine de toute discipline dans l'armée anglaise. Tandis qu'il enseignait les hommes de sa compagnie, le gentleman temporaire recevait d'eux des enseignements. Et cela, à chaque heure du jour. Ils finirent par le qualifier : « un de la bonne espèce », et c'est en vérité une très haute louange. Il devint jaloux de ses hommes ainsi qu'une mère l'est de ses enfants. Il apprit à voir en eux ce qu'ils sont dans l'heur et le malheur : de magnifiques gars. Et, au profond de sa conscience orgueilleuse, il les tint pour la plus belle compagnie de la Nouvelle Armée !

Puis vint le jour désiré : le jour où l'on partait pour la

France, pour ce pays qu'il s'était mis à aimer, — la brave et belle France ! Naturellement, il ne se doutait pas que ses lettres dussent jamais être publiées. C'est une des raisons pour lesquelles son nom n'est pas joint à ces documents si intimes. Raison suffisante quand même il n'y aurait pas les raisons militaires.

On a souvent appelé : « l'épine dorsale de l'Angleterre » la moyenne bourgeoisie qui a fourni par milliers des officiers du même genre que celui dont on vient de lire les lettres. S'il y a dans la race quelque chose d'impérissable, c'est le type qu'il représente. Dans tout le monde anglais, dans les pays qui occupent un cinquième de la surface terrestre, on trouve des hommes qui font leur tâche avec soin, et la réussissent. L'instinct de commandement, d'entreprise, de sport est né avec eux. Rien ne développe plus vite et plus sûrement un tel instinct que la guerre et l'entraînement de la Nouvelle Armée. Le prodigieux mécanisme des Huns peut produire et a produit des merveilles. De récents événements, sur la Somme, indiquent clairement que jamais il ne produira rien qui surpasse, ni même rien qui égale l'esprit qui anime le gentleman temporain et ses innombrables et fraternels camarades.

X

LA

RUPTURE DES FRONTS DÉFENSIFS

La guerre actuelle est une guerre de matériel. Ce matériel a crû de jour en jour depuis la fixation du front : les accumulations de canons, de projectiles, l'augmentation des parcs, l'outillage, ont dépassé tout ce qui avait pu être prévu. Ce sont ces quantités de pièces, ces approvisionnements et la rapidité des transports à l'arrière qui ont permis jusqu'à présent de tenir un front très étendu, ou de le rétablir malgré une avance sérieuse de l'adversaire. L'augmentation du nombre des voies de communication et leur encombrement en sont les conséquences.

Les points faibles de ces communications sont, principalement, les traversées des cours d'eau: Les ponts habituels, même les ponts permanents en maçonnerie, en acier, ou en béton armé, sont des ouvrages à faible débit, et l'on conçoit aisément les inconvénients considérables que cause la destruction d'un de ces ouvrages. Nous remarquerons également qu'une attaque, quelque puissante qu'elle soit, est arrêtée sur le moindre ruisseau de cinq mètres de largeur, ou même moins large, si le courant est rapide, pourvu qu'il reste de l'autre côté quelques fantassins ou quelques mitrailleurs.

Le but des attaques premières devra donc consister avant

tout à atteindre, avec le maximum de vitesse que comporte la guerre de siège, un espace déterminé à l'avance d'où l'on puisse agir d'une façon efficace sur les communications ennemies. Nous entendons par action efficace la suppression totale du ravitaillement en hommes et en matériel. Supposons pour un instant que la première attaque sur Verdun ait réussi : l'ennemi arrivant aux lisières sud par le Poivre, Thiaumont, Douaumont, brusquement possédait des positions d'artillerie lui permettant de détruire les ponts de la Meuse et d'en rendre les abords intenables. Multipliant ses pièces à longue portée dans la région de Saint-Mihiel, il pouvait annihiler le ravitaillement des troupes de Woëvre jusqu'aux Éparges. On voit que dans cette hypothèse l'opération eût été autre chose qu'une attaque sur Verdun : elle aurait visé la destruction d'une armée plutôt que la prise de la place. Cet exemple suffit à montrer combien délicat pour les ravitaillements modernes est le passage des cours d'eau et plus généralement des gros obstacles (marais, ravins encaissés).

Réciproquement dans la guerre de mouvement, la couverture par un obstacle comme la Meuse, l'Aisne ou la Somme donne une très grande sécurité aux troupes qui opèrent en le prenant pour base.

On voit donc qu'avec l'extension des fronts modernes, les positions naturellement fortes sont les articulations indispensables au jeu de la manœuvre.

Nous répétons : positions *naturellement* fortes, car on a coutume de croire que la fortication et le fil de fer arrêtent tout. Pour placer du fil de fer avant la mise en batterie de l'artillerie lourde ennemie, il faut du temps ; il faut amener les bobines, et les arrivages sont forcément lents. Aussi, autant que possible, dans une guerre de vitesse, il y a lieu de remplacer l'élément d'arrêt artificiel qu'est le fil de fer par les éléments d'arrêt naturels : ruisseaux, marais, étangs, bois.

Nous pensons enfin que les troubles causés dans les communications ennemies par une avance rapide peuvent suffire à donner les éléments d'une manœuvre. Il y a dans toutes les attaques à la percée un moment où la fortification n'offre plus une résistance considérable, par suite de la chute d'un certain

nombre de tranchées; où derrière cette fortification s'accumule une formidable artillerie lourde et de campagne avec des approvisionnements augmentant d'heure en heure. C'est le moment où les pièces à longue portée peuvent apporter des perturbations croissantes dans les communications ennemies. Il faut alors pouvoir donner l'effort maximum. Nous allons indiquer comment on peut y arriver.

Pour étudier cette question de la rupture des fronts défensifs allemands, tels qu'on les rencontre actuellement en France, il est nécessaire de dire quelques mots de l'organisation défensive en général.

On sait qu'en fortification permanente on dispose, autour des places qu'on juge nécessaire de tenir, des ouvrages plus ou moins importants comme résistance et comme armement : forts, fortins, redoutes, séparés par des intervalles. On a vu en Belgique, en Russie, en Autriche, en France, des forteresses succomber en des temps variables; par contre, d'autres ont résisté aux obus des mortiers les plus lourds. C'est pourquoi on ne peut actuellement, jusqu'à plus ample informé, discuter de la valeur de la fortification permanente anciennement construite. Quoi qu'il en soit, et vu les effets des obus de gros calibre, les Allemands, avant la guerre, constituaient autour de leurs places une nouvelle ceinture dans laquelle les forts étaient remplacés par des *Feste*.

Sans entrer dans le détail de l'organisation de ces *Feste*, dont les dimensions sont sensiblement plus considérables que celles des forts, nous remarquerons qu'elles correspondent à une dispersion plus grande de la garnison, et, toutes choses égales d'ailleurs quant aux dimensions des ouvrages, à une réduction de l'intervalle. Or la question de l'intervalle est de première importance.

Quelles ont été les solutions adoptées pendant la guerre? En France, la question n'ayant jamais été envisagée, les solutions d'ensemble n'existèrent pas et ce ne fut qu'au bout de quelques mois qu'apparurent les centres de résistance, les points d'appui, les redoutes, les fortins, avec des intervalles libres, battus par les centres encadrants et permettant le jeu des contre-attaques ou des contre-offensives.

Quant aux Allemands, ils ne firent qu'appliquer dans la guerre de tranchées, leurs principes de fortification permanente. Ils ont construit des *Feste* ; l'intervalle est barré par une tranchée, couverte elle-même par un réseau. Des boyaux dont on ne voit pas toujours la nécessité (mais dont on explique le tracé par l'indécision des premiers instants de la fixation) courent un peu en désordre. Derrière les *Feste*, dont les avancées sont les tranchées de première ligne, existe une tranchée continue. Elle semble être la couverture des pièces d'artillerie rapprochées. En arrière de cette tranchée, nouvelle zone de *Feste* et ainsi de suite.

***

Comment détruire ces ouvrages fortifiés allemands, lors d'une attaque à la rupture? Le problème est à solution relativement longue. Du début de la préparation au moment de la percée, on pourrait dire que c'est une œuvre mécanique. On ne peut espérer atteindre par un bombardement quelconque le moral d'un ennemi qui connaît la valeur de sa fortification; le fantassin actuel dit toujours que « c'est intenable », mais il tient. On ne peut compter non plus sur des destructions efficaces à une distance supérieure à 1 000 mètres, sauf exception pour certains observatoires particulièrement bien installés, dominant naturellement les positions ennemies.

La théorie que nous exposons ci-dessous est basée sur les points suivants :

1° Une ligne vue à une distance de 1 000 mètres par un observateur terrestre est intenable sans être nivelée ;

2° Le temps nécessaire pour construire une ligne fortifiée solide, comprenant des tranchées, des réseaux et des abris, est hors de proportion avec le temps employé à la détruire quand on dispose d'une artillerie puissante ;

3° La résistance des ailes de l'attaque (nous voulons parler des tranchées d'ailes) peut être renforcée de façon telle qu'on n'ait pas à redouter les efforts de flanc de l'ennemi, ou du

moins que le temps nécessaire à la réussite de ces efforts soit supérieur au temps nécessaire à la réussite de l'attaque.

La rupture consistera en la *prise successive de lignes d'observatoires* jusqu'à la vue des zones non travaillées ou travaillées pendant l'attaque, insuffisamment pour résister aux bombardements *rapides*. Ces observatoires une fois pris, devront être absolument conservés. Nous étudierons la réunion des moyens de l'attaque; le bombardement; la conquête des observatoires par l'infanterie, et enfin le barrage et l'organisation du terrain conquis.

La réunion des moyens.

Pour la préparation d'une attaque à vitesse accélérée, il faut être sûr que les dispositions prises pourront donner le maximum d'effet compatible avec le délai fixé. Pour prendre ces dispositions, il est nécessaire d'éviter l'ennemi, de ne pas lui permettre de troubler l'organisation offensive. Les moyens d'arriver à ce résultat sont d'abord le jeu absolument automatique des barrages d'artillerie; ensuite l'organisation défensive renforcée de la zone d'attaque[1], — elle n'est pas incompatible avec l'organisation offensive.

En ce qui concerne les dispositions de détail importantes, nous pensons que les parallèles de départ doivent comporter des traverses, car l'écrasement, aux yeux de tous, dans la parallèle, d'un grand nombre de soldats, influe considérablement sur le moral d'une garnison forcément nerveuse. Si l'on objecte que les sections ou les compagnies ainsi fractionnées manquent de commandement, rien n'empêche d'écrêter les traverses de façon que d'un coup d'œil l'officier commandant voie son monde.

Le nombre des parallèles à faire est fonction des effectifs à engager. En tout cas leur profil ne sera jamais assez soigné.

1. Cette organisation devrait procéder d'un type unique adopté partout, facilement vérifiable. On voit quel bénéfice il y aurait à avoir un corps d'ingénieurs militaires composé d'officiers d'artillerie et du génie, chargés en général des organisations, détachant des membres en mission à la demande des commandants de secteur.

Il est indispensable d'en sortir vite et tous ensemble : autrement, les pertes en cadres sont considérables. Il faut un bon gradin, solide, bien exécuté, pouvant permettre le passage facile de l'homme chargé et équipé. Le signal de l'attaque ne doit pas être donné à une heure fixée, à cause des retards, mais bien à une heure approximative, déterminée au dernier moment par une file de coups de canons fusants à grande hauteur et d'une couleur spéciale. Les parallèles en sape couverte nécessitent un gros travail, mais ont pour résultat de ne pas encaisser le barrage ennemi. Elles sont difficiles à aménager convenablement pour la sortie.

L'adduction aux parallèles de départ est de première importance et cause toujours une fatigue inutile par des stationnements intempestifs. Il est indispensable que les boyaux venant de l'arrière débitent deux hommes de front, réellement. Nous pensons qu'il faut 2 mètres de largeur au plafond et, malgré cela, il est nécessaire d'avoir une police sévèrement faite pour obtenir le cheminement par paire dans les boyaux. Ces énormes canaux peuvent être poussés assez avant dans les tranchées, à condition de les bien tracer pour éviter les longs couloirs rectilignes. Les couvertures en rondins nous semblent superflues, étant donnée leur faible résistance. Les canaux adducteurs se terminent dans une parallèle de section calculée suivant son développement et la capacité qu'on lui demande. C'est de ce réservoir distributeur que partiront les boyaux pour file indienne, dont le nombre sera calculé en tenant compte des effectifs mis en jeu. Ils conduiront aux parallèles de départ.

Nous insistons sur le balisage des chemins de colonnes conduisant aux boyaux : les inscriptions doivent permettre à une troupe, instruite à l'avance de son point de rassemblement, d'y arriver sans tâtonner, même de nuit et dans un secteur inconnu de ses chefs. En général, les troupes réservées ne sont pas tenues très près des lignes ; elles ne sont pas toujours non plus à l'origine des canaux d'adduction. Il est nécessaire de marquer avec beaucoup de soin les itinéraires, notamment dans les villages, où les erreurs sont faciles. Ne pas craindre d'augmenter les dimensions des lettres ou chiffres : 20 centimètres de hauteur semblent un minimum. La nuit, les pancartes doivent être éclairées. C'est un travail très considé-

rable mais important, qui évite la fatigue et donne confiance : car il est pour le soldat une preuve palpable d'organisation. Il serait bon également d'indiquer le kilométrage par rapport à la première parallèle.

Tout ce qui précède concerne l'infanterie. Un travail analogue doit être fait pour l'artillerie sous forme de pistes. Les pistes doivent même être poussées très en avant et l'on doit fixer les points de passage de l'artillerie dans la zone fortifiée, de façon que les équipes désignées travaillent aussi rapidement que possible. Les pistes d'artillerie doivent être à double voie; elles doivent avoir 6 mètres de largeur.

En dehors de ces pistes d'artillerie, il y a lieu de construire les pistes des parcs et des convois. Il en faut deux par division, à condition qu'elles soient à quadruple voie. En effet, comme malgré une police sévère, on ne peut éviter les doublements, il faut 12 mètres de largeur, soit quatre voies de 3 mètres. Il y a lieu de veiller à ce que les indications et le kilométrage soient consciencieusement exécutés. Enfin il faut prévoir par division une piste de secours de 12 mètres de large, cimentée et camouflée, de façon que même en cas de très mauvais temps les ravitaillements puissent s'exécuter pendant l'action.

Les plates-formes des voies ferrées de 60 centimètres doivent être poussées en vue du raccordement avec les voies ennemies. Nous en dirons autant de celles des voies normales ou des voies de 1 mètre. Sans poser la voie, on peut piqueter et construire la plate-forme en vue d'approcher rapidement hommes et matériel, lors de la réussite. Pour terminer ces travaux il faut en produire un plan très exact quoique à petite échelle, et le donner à tous les chefs (compagnies, convois, etc.), enfin faire reconnaître les itinéraires par les cadres des troupes réservées, si on le juge nécessaire malgré toutes les précautions précédentes.

Toutes les communications ont été créées en vue de l'adduction des troupes. L'évacuation des blessés se fait par les boyaux spécialement aménagés pour faciliter la circulation des brancards et poussettes. Dans les régions où l'eau manque, il faut pousser les conduites d'eau, avec vannes d'arrêt apparentes, en cas de coupure.

Le bombardement.

Le bombardement actuel se fait avec trois groupes de pièces : un groupe de destruction de la fortification ; un groupe de contre-batteries ; un groupe à action lointaine.

Le groupe de destruction de la fortification comprend des pièces de calibres divers. Le canon de 75 produit un bon effet sur les fils de fer. Les obusiers de 120, 155, 220 sont très suffisants pour rendre intenables les tranchées et les boyaux ; il n'est pas nécessaire de dépasser ces calibres, car il n'y a pas d'intérêt à défoncer les abris-cavernes (d'ailleurs on n'y parviendrait pas); on ne nivelle pas forcément les tranchées, mais on rend tout le système intenable. C'est plus une question de densité de projectiles que de poids. Nous pouvons employer pour le bombardement nos vieux 155 courts plus ou moins modifiés, nos 220 sur plates-formes. Quoi qu'il en soit, il faut faire immédiatement une remarque générale : il résulte de l'expérience qu'un réglage avec bon observateur terrestre ne peut être fait qu'à une distance inférieure à 800 mètres. En pleine bataille, lorsqu'il faut observer tous les coups d'un tir, sur un réseau par exemple, on ne peut compter voir l'objectif au delà de 800 mètres, tout au plus. Cette remarque est la base du procédé d'attaque que nous indiquons. Sans chercher à submerger de projectiles une région profonde, ce qui nécessite une dépense de coups en pure perte, on attaquera les parties visibles jusqu'au voisinage de 1000 mètres des premières lignes. Il est bien évident que cette distance n'est pas absolue; que, la conquête des observatoires étant le but unique de l'attaque, il n'y a pas lieu de fixer de limite rigoureuse de distance pour le tir de destruction. Mais, au-delà de 1000 mètres, la destruction se fera avec consommation exagérée de munitions. Ces conditions, vraies pour le canon de 75, le sont également pour les pièces lourdes, avec cette différence toutefois que les observatoires d'artillerie lourde sont souvent fort loin de leurs objectifs et que, vu le poids des projectiles, la démolition n'est assurée qu'avec une grande quantité d'obus.

Donc nous sommes sûrs, sur une zone de 800 mètres à 1 500 mètres par exemple, de rendre intenables toutes les tranchées, de rendre impraticables les boyaux, de détruire les réseaux de fil de fer. Que faut-il alors pour que l'infanterie puisse occuper la zone? Une artillerie de contre-batterie neutralisant au plus haut degré possible les batteries allemandes. Le réglage est fait par avion ou drachen, et nous avons toute raison de croire que nos observateurs d'escadrille peuvent s'acquitter de cette mission.

. . . .

Nous n'insistons pas sur la destruction des toutes premières avancées ennemies, qui sont la pâture des lance-bombes. Il faut à notre avis utiliser la grande portée de nos lance-bombes dans une attaque, non pour détruire plus loin, mais, en reculant les batteries de ces engins, pour les rendre indépendantes du terrain organisé offensivement, de façon que les coups tirés par l'ennemi sur nos lance-bombes n'atteignent pas en même temps nos tranchées.

Moyennant les indications ci-dessus, nous admettons que toute la première zone vue tombe entre les mains de l'infanterie d'attaque et que les observatoires soient la possession des officiers d'artillerie. (On se rend compte dès maintenant de l'utilité des liaisons latérales pour l'artillerie, car tel nouvel observatoire conquis par une division peut être particulièrement avantageux pour une division voisine.)

On commencera alors, pour les pièces qui n'ont pas à se déplacer, les réglages sur la nouvelle partie vue, et l'on approchera les pièces lourdes nécessaires au deuxième bombardement. Il faut absolument opérer à la plus grande vitesse possible : vitesse de réglage de l'artillerie lourde — donc observateurs excellents —, grande mobilité de l'artillerie pour les mises en batterie — donc nécessité d'un matériel moderne à tracteurs et à tir rapide du calibre de 120 à 150, calibre suffisant, nous l'avons vu, à condition de bien approvisionner en projectiles. Les bombardements doivent être menés avec vitesse ; c'est une condition de réussite des attaques ; il faut que l'ennemi travaille fébrilement, que son commandement

soit rendu nerveux, ait la notion que sa puissance décroît jusqu'à l'anéantissement.

Dès lors nous sommes en mesure, possédant les observatoires et une artillerie approvisionnée, de conquérir une nouvelle ligne d'observatoires et ainsi de suite : ceci en tenant compte de l'aspect que présente la fortification ennemie.

Dans ces conditions on arrivera à la zone *n*, au delà de laquelle, avant l'attaque, la fortification n'existait pas. Qu'a fait le pionnier ennemi pendant la conquête successive des zones? Il a construit de nouvelles lignes. Ces lignes sont bien tracées, elles sont couvertes de réseaux ou d'abatis, mais les abris sont inexistants ou insuffisants; l'ennemi a, suivant son habitude, transformé les bois et les villages en *Feste*, pour couvrir son artillerie successivement repliée et celle qui est nouvellement arrivée : celle-ci de gros calibre sur tracteurs ou sur voie ferrée. Il y a là une position nouvelle de la plus haute importance. On se trouve en présence d'une artillerie lourde concentrée, couverte par une ligne relativement faible. C'est donc là que doit se produire le gros effort. C'est là qu'il faut amener la plus grosse artillerie, 270, 305, etc., concentrer les feux sur les *Feste*, faire des tirs d'écrasement à longue portée réglés par avions, un bombardement ininterrompu des batteries, un barrage à 1 000 mètres derrière les batteries et l'attaque des intervalles.

Tel nous semble le rôle de l'artillerie dans la bataille en ce qui concerne la démolition de la première zone fortifiée. Nous verrons, en étudiant la rupture proprement dite, l'emploi possible des différentes pièces, et en étudiant l'organisation du commandement sur le champ de bataille, les liaisons nécessaires.

L'attaque.

L'équipement du fantassin doit comporter le sac, allégé du linge et de la deuxième paire de chaussures. Le fantassin doit avoir avec lui quatre jours de vivres de réserve, du vin et une bonne ration d'eau-de-vie, ou mieux de rhum quelque peu étendu d'eau. Si le temps est mauvais, tous les fantassins

sont armés de grenades, car les fusils ne fonctionnent pas dans la boue. Les grenadiers jouent le principal rôle pour briser les résistances locales par le nombre de projectiles lancés. Quel que soit le temps, les caisses de grenades doivent suivre les troupes : il faut veiller bien à ce qu'elles soient amorcées, ce qui n'a pas toujours lieu. Il faut tenir compte de ce que les compagnies d'infanterie tombent rapidement à cinquante fusils seulement; éviter d'autre part de transformer le fantassin en transporteur de matériel, car, s'il est trop chargé, son parti est vite pris : il « balance » tout ce qui le gêne. Les officiers et les gradés de chaque unité doivent connaître par cœur le plan directeur de leur secteur d'attaque et être capables de le dessiner pour ainsi dire de mémoire.

La plus faible des grandes unités est la division. C'est un organisme très simple : un général de division, avec les fronts d'attaque modernes, peut connaître en peu de temps, absolument tout dans son secteur, s'il travaille et fait travailler son état-major. C'est l'exécutant pour la conduite d'une grande unité.

L'exécutant pour les petites unités d'infanterie est le chef de bataillon, car il sait toujours exactement la position de ses compagnies. En conséquence le maximum de rapidité dans la liaison sera obtenu par communication directe entre les chefs de bataillon, d'une part, et le général de division, maître de l'artillerie, d'autre part.

Nous pensons que la seule liaison possible avec les bombardements actuels est le relai de coureurs, — relai de cent mètres en cent mètres, approximativement, établi en tranchée, pour quatre hommes. Il est indispensable que chaque poste voie les deux postes qui l'encadrent, de façon que, si l'un des coureurs est touché, un autre puisse reprendre la liaison. En admettant qu'un coureur fasse cent mètres à la minute, le kilomètre sera parcouru en dix minutes, ce qui est très suffisant. Cela représente par kilomètre dix relais de quatre hommes, soit quarante hommes par bataillon, soit une compagnie de liaison par régiment. Il en résulte que, si le général veut une liaison rapide, il doit être placé à un kilomètre de sa ligne d'attaque. A cette distance il lui sera quelquefois possible

d'observer. S'il se déplace, les relais seront immédiatement avertis par le premier coureur et à la vue. Le général de division, instruit de la position de son infanterie, donnera ses ordres à l'état-major de l'artillerie, situé à proximité. Pour l'artillerie, vu la complexité des ordres et renseignements que les observatoires donnent aux batteries, le téléphone est nécessaire, à condition qu'on enterre les fils dans un sillon de charrue. Il est utile également de doubler les lignes par les projecteurs de signalisation.

Nous supprimons ainsi les colonels et le général de brigade comme échelons de renseignements. On communiquera les ordres à ces officiers, puisqu'ils sont toujours à proximité d'un relai : il suffira que le général de division ou les chefs de bataillon envoient leurs renseignements ou leurs ordres à plusieurs exemplaires. De cette façon, instruits de la volonté du chef, les généraux de brigade et les colonels pourront surveiller l'exécution. Mais ils auront surtout à s'occuper de l'importante question des liaisons latérales. Dans le combat, les fronts de division subissent des fluctuations importantes et il est extrêmement difficile d'avoir la liaison avec les troupes qui encadrent. Il faut créer là un organisme spécial dirigé par un officier pouvant, le cas échéant, donner un ordre supérieur. Pour les liaisons latérales de brigades, ce sera le général de brigade; pour les liaisons latérales de régiments, les colonels. Leur place est donc juste derrière les régiments de première ligne.

Enfin, pour terminer cette question de la liaison, nous voudrions que le général de division disposât d'un groupe de huit officiers (deux par régiment) et huit sous-officiers spécialement dressés aux reconnaissances — ayant l'habitude du terrain, même de nuit. Ils seraient chargés des vérifications de liaison. Ils pourraient situer, à l'arrêt, la position des troupes d'une façon rigoureuse. C'est une éducation difficile, où l'intelligence la plus vive est nécessaire.

Quelle doit être enfin la limite de l'assaut? — Nous avons dit que le but de l'attaque d'infanterie était la conquête des observatoires ; mais qui dit observatoire ne dit pas crête ou point culminant. Supposons pour un instant qu'une infanterie

tienne une crête : avec les moyens d'artillerie actuels, il est évident qu'on peut toujours rendre cette crête intenable; il y a donc lieu de s'établir assez loin sur la pente, par exemple à la limite des coups longs de notre bombardement de crête. Et c'est pourquoi aussi il y aura lieu, aussitôt la conquête, de commencer le bombardement par lance-bombes des nouvelles avancées ennemies.

Le barrage.

De même qu'il y a lieu de bombarder immédiatement les avancées nouvelles par une artillerie désignée à l'avance et déjà sommairement réglée par avion, il est nécessaire de barrer le chemin à la contre-attaque toujours possible. Le barrage sera-t-il nécessairement fait devant les tranchées premières? C'est uniquement selon la distance qui les sépare des nôtres.

Il semble que dans les organisations à contre-pente, à faible champ de tir, de l'ennemi, il est nécessaire de barrer en arrière, car l'infanterie abondamment pourvue de mitrailleuses viendra toujours à bout des contre-attaques faites à peu de frais d'hommes. Le tout est d'empêcher un gros effectif d'arriver.

En dehors de ce barrage qui n'est pas exclusivement à base de canon de 75, il faut aussi prévoir le barrage fortifié ; car, si l'ennemi prend pour un instant la supériorité de l'artillerie, nous serons obligés d'évacuer l'observatoire et, de plus, un recul de limite imprévue pourrait troubler la réunion des moyens de l'attaque suivante. Donc, immédiatement après la prise, il y a lieu de faire une barrière de fils de fer avec tranchée continue en arrière. Cette barrière, placée sur le terrain le plus propice, doit être suffisamment proche cependant pour recevoir les troupes et pour permettre une contre-offensive sur l'observatoire perdu. Des ouvriers désignés à l'avance et spécialisés dans ce genre de travail l'auront vite exécuté — des sapeurs du génie par exemple.

Ainsi se termine le cycle des opérations de conquête des observatoires. Nous nous retrouvons derrière un barrage et prêts à une nouvelle attaque.

***

Nous allons résumer maintenant le processus général d'attaque ; nous ferons quelques considérations sur l'exploitation du succès et enfin nous étudierons la question importante de l'organisation des ailes d'une zone d'attaque.

Supposons qu'avant d'arriver au terrain non préparé pour la défense, il faille, à l'origine de l'attaque, conquérir *n* lignes d'observatoires. Nous attaquons, conformément à la théorie exposée plus haut, la première ligne d'observatoires et nous la prenons : premier barrage, organisation. Quelle est la durée de cette première attaque? Durée du réglage lorsque toutes les pièces sont en batterie (pièces de bombardement) : 2 jours; durée du bombardement : 3 jours; prise : 1 jour. Total de la première attaque : $2+3+1=6$ jours.

Après cette opération commencent les réglages sur la deuxième zone pour la conquête de la deuxième ligne d'observatoires. Approche : 1 jour ; réglage : 2 jours ; bombardement : 3 jours ; attaque : 1 jour. Total : 7.

Mêmes éléments pour la troisième zone ou conquête de la troisième ligne d'observatoires. Rien n'empêche d'approcher l'artillerie de destruction de la zone *p*, pendant le bombardement de la zone *p*-1 par exemple, ce qui nous permet d'évaluer à 1 jour le temps nécessaire à l'approche des batteries. Donc mécaniquement nous arrivons au bombardement de la zone dernière et à la prise de l'observatoire *n* au bout de $6+7$ (*n*-1) jours.

Dans ces conditions, comment réagira l'ennemi?

Ou bien il fera une diversion d'importance comparable à l'attaque — nous admettons *a priori* que nous pouvons y parer sans changer nos moyens, car sinon il n'est pas possible de pousser à fond une attaque à la rupture. Ou bien il attaquera les ailes : nous verrons plus loin comment y parer. Quoi qu'il en soit, il concentre de l'artillerie de plus en plus lourde, artillerie à tracteurs, artillerie lourde sur voie ferrée, et amène des troupes réservées pour résister sur place. Il exécute pendant la prise successive des lignes d'observatoires

une retraite de son artillerie lourde et la couverture de cette artillerie.

Il paraît vraisemblable que cette décision de construction de lignes nouvelles ne sera pas prise au début de l'action, car avec une attaque méthodique, à petits coups, il est difficile d'évaluer la valeur des forces mises en jeu et de discerner la puissance de l'attaque. En conséquence nous admettrons que les dispositions nouvelles prises par l'ennemi ne recevront une exécution qu'après la conquête de la deuxième ligne d'observatoires, soit au temps : $6+7 = 13$. La création de la ligne fortifiée nouvelle pourra donc durer, avant qu'on puisse l'observer directement, $6+7\ (n\text{-}1) — 13$ ou $7\ (n\text{-}2)$ jours. S'il y a par exemple six lignes d'observatoires, cela fait 28 jours. Or en 28 jours il n'est pas possible de construire une ligne fortifiée avec abris réels. Donc on a dès maintenant une fortification qui décroît en valeur.

Nous pouvons avoir à l'avance une idée de la forme qu'affectera la nouvelle ligne. Suivant la méthode allemande, elle comprendra les villages et bois organisés en centres de résistance et reliés par une tranchée continue. La situation est alors celle que nous indiquions au chapitre « bombardement » : artillerie lourde concentrée, relativement peu couverte comme fortification ; dans les *Feste*, des troupes sans doute excellentes. Il y a là une occasion unique dont il faut profiter. Donc barrage à grande distance, dense, par de l'artillerie lourde à longue portée ; barrage rapproché par l'artillerie de campagne de 75 et les petits obusiers ; neutralisation des batteries par des canons longs ; écrasement des *Feste* par les obusiers et les mortiers lourds à obus de rupture ; destruction de l'intervalle et attaque par l'infanterie avec mission de capturer l'artillerie lourde ennemie.

Du fait de cette opération que nous admettons réussie sur un front de p kilomètres, il ne s'ensuit pas un mouvement de repli à grande envergure de la part de l'ennemi. Aussi y a-t-il lieu d'élargir la brèche : c'est la condition indispensable pour l'emploi de la cavalerie ; avec la valeur du fantassin actuel, les petits groupes de cavalerie ne produisent aucun effet ; la seule action possible est l'action par grandes masses, à condition que les lignes fortifiées n'existent plus. On voit donc

que c'est assez loin dans la suite des opérations qu'il y a lieu de rassembler les cavaliers. La question de l'élargissement de la brèche est du domaine de l'artillerie et de l'infanterie. Nous imaginons que pour ce problème il y a lieu de posséder : 1° des troupes d'action directe; nous dirons des divisions, entendant par là que ces troupes auront leur artillerie et leur commandement en chef avec lesquels l'infanterie a l'habitude de travailler ; 2° des divisions d'élargissement ; 3° des divisions de chasse.

Les divisions d'action directe sont celles qui, continuant le mouvement qui a provoqué la rupture, poussent l'attaque devant elles, avec mission d'étendre leur front sur un espace déterminé à l'avance. Elles sont appuyées par leur artillerie de campagne et leur artillerie lourde divisionnaires et une artillerie puissante à longue portée.

Les divisions d'élargissement opèrent aux ailes de la brèche et attaquent de flanc les positions fortifiées ennemies, mais par submersion, si l'on peut dire. Étant donnée la vitesse avec laquelle il faut opérer, il y a lieu de pratiquer l'arrosage sur zone.

La surveillance de l'arrière-front des ailes doit s'exercer constamment de jour et de nuit, car il y a un moment à saisir — celui où l'ennemi se replie — pour mouvoir les divisions de chasse. Ces divisions, glissant entre les divisions d'élargissement et les divisions d'action directe, attaqueront à revers les positions ennemies et auront pour mission de pousser le plus loin possible la destruction de la troupe ennemie. Fournies d'artillerie mobile à tracteurs, ravitaillées par autos ou voitures spéciales bien attelées, elle n'auront rien de groupements légers improvisés : il faut à tout soldat son sac, des cartouches et énormément à manger et à boire ; il lui faut aussi son outil. Il est indispensable de mettre dans ces divisions de chasse des troupes connaissant le travail, connaissant la guerre, sachant que tout arrêt doit être employé à creuser, à s'abriter. Il y a lieu de veiller spécialement au rassemblement de ces troupes et de leur éviter des pertes par bombardement, car ce sont celles-là qui pourront permettre de manœuvrer le front.

Quant aux ailes, il apparaît que la fixité des limites de l'attaque, pendant la partie des opérations qui précède la rupture, est une condition *sine qua non* de la réussite. En conséquence il y a lieu d'apporter dans l'organisation de ces points d'appui, de ces musoirs, un soin qui permette de compter absolument sur leur résistance. Or nous avons admis qu'une zone peut toujours être détruite par un bombardement violent. Quelle est donc notre seule ressource? Créer aux ailes un système fortifié tel que sa destruction soit plus longue que la destruction de la zone ennemie qu'on attaque. Moyennant cette précaution, nous pourrons attaquer.

Il restera encore un point faible ou plutôt toute une ligne de points faibles : ce sont les articulations successives des troupes d'ailes dans leur marche, autrement dit la couverture à droite et à gauche de l'attaque une fois déclenchée.

En ce qui concerne les points d'appui non fermés, ils seront à $n+p$ lignes d'observatoires, si la zone attaquée en possède n. Leur étendue (front) dépendra du relief du sol et aussi des renseignements recueillis sur les réserves ennemies. On voit tout de suite l'intérêt qui s'attache à appuyer une aile d'attaque sur une rivière ou un large marais. En ce qui concerne la fortification proprement dite, elle devra être composée de lignes de tranchées absolument continues, parallèles, à une distance telle que leur destruction nécessite, pour chacune, un bombardement particulier. De plus, ces lignes seront reliées entre elles par des boyaux-cloisons garnis de fil de fer, de telle manière que l'aspect général en plan soit celui d'un filet posé sur le sol. Ce système cellulaire semble, avec les effets actuels de l'artillerie, offrir au bombardement le maximum de résistance.

Nous sommes donc en mesure de parer à une contre-offensive ennemie sur les ailes. Sommes-nous en mesure de couvrir une attaque en marche? Comme il a été dit plus haut, nous n'apercevons pas d'utilité à élargir immédiatement l'attaque, pour la raison que nous ne sommes pas encore sûrs de la rupture et que cette action latérale disperserait les efforts à un moment inopportun. Nous n'avons qu'une seule solution : l'organisation défensive, en direction générale face à droite ou à gauche, couverte par un barrage rapide d'artillerie. Les

troupes d'attaque des ailes devront donc être largement dotées d'excellents terrassiers et aussi de mitrailleurs destinés à parer à toute éventualité locale.

Nous n'insistons pas sur l'intérêt qui s'attache, pour l'artillerie de contre-batterie, à neutraliser les batteries ennemies à droite et à gauche de l'attaque.

Toutes les considérations précédentes nécessitent pour leur réussite complète la maîtrise absolue de l'air. Il faut forcer les avions ennemis à atterrir et empêcher les drachen de s'élever : c'est une tâche formidable mais indispensable.

Pour terminer cette étude rapide, nous attirerons l'attention sur les précautions à prendre dans la marche en avant. Dans la guerre de mouvement, surtout à allure rapide, l'artillerie s'estompe et n'arrive plus à donner les effets écrasants qu'elle obtient dans la guerre de position. Cependant avec le matériel moderne à tracteurs, le transport des obusiers, mortiers, canons à longue portée permet d'obtenir des concentrations suffisantes, eu égard à la valeur atténuée de la fortification rapide. Aussi le rôle du fortificateur de l'armée qui avance sera-t-il double : il établira la fortification d'avant-garde et les zones d'accrochage. Les avant-gardes devant avoir des vues étendues, leur fortification sera elle-même en vue, de par sa mission d'obliger l'ennemi à étaler ses forces. Il ne faut pas oublier que la contre-pente ne signifie rien quand on n'a pas la pente. En effet avec les obusiers un observateur démolira n'importe quelle tranchée à contre-pente. Il s'ensuit une organisation simple; c'est celle du « cavalier », si l'on peut s'exprimer ainsi : système de deux tranchées parallèles, l'une sur la pente, l'autre sur la contre-pente qui sera aussi défilée que possible.

Les tranchées doivent être reliées entre elles par des boyaux. Ce système permet les effets à distance, l'observation et, s'il y a lieu, l'abri des réserves. Nous nous retrouvons en ce point en communion d'idées avec M. le général Piarron de Mondésir, lorsqu'il préconisait, en fortification permanente, une sorte de *Feste* englobant la crête, avec réduit à contre-pente.

Dans le mouvement en avant qui aura pour base, semble-t-il, des concentrations de feux d'artillerie réparant des

attaques, couvertes elles-mêmes par des organisations défensives, il y aura lieu de prévoir et d'étudier des zones successives d'accrochage; on pourra commencer à les exécuter en construisant les réseaux et en piquetant les tranchées. Ces zones ébauchées seront en somme semblables aux lignes de positions fortifiées permanentes, dont la guerre actuelle n'a pas encore démontré l'inanité.

UN SAPEUR

BONNE VIEILLE ANNA[1]

XXI

Anna marchait rapidement à travers les paisibles rues de Witanbury, se rendant au magasin de « Mr Head ».

Elle ne regardait ni à droite ni à gauche, car depuis quelques temps elle se rendait compte que sa nationalité lui valait plus d'un affront dans la ville. Elle réfléchissait à tout ce qui s'était passé à Trellis House, en ces trois derniers jours, et la préoccupation lui faisait froncer les sourcils.

D'abord Mrs Otway avait reçu un télégramme aussitôt détruit dont elle ne lui avait pas confié le contenu. Quelques heures après elle prenait le train pour Londres.

Le lendemain, tandis qu'elle ruminait d'assez pénibles pensées dans sa cuisine, Rose, rentrant de son après-midi à l'Institut Robey, lui avait demandé d'une voix ravie :

— Mère vous a certainement dit la grande nouvelle, ma bonne Anna? Non? Eh bien! le major Guthrie sera de retour demain. Mère est allée à sa rencontre.

Et le lendemain matin, voilà Mrs Jervis Blake partie elle-même pour Londres, quittant son mari pour la première fois.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août, 1er et 15 septembre 1916.

Mais le troisième jour, une bien autre nouvelle parvenait à Anna. Sa chère Rose lui annonçait, par lettre, le retour de Mrs Otway pour le soir même et ajoutait : « Et mère se mariera le lendemain matin à la Cathédrale, avec le major Guthrie ! »

La « future » envoyait ses amitiés à sa bonne Anna en lui recommandant bien de ne pas se tourmenter.

Ne pas se tourmenter ! Le conseil était facile à donner. Le message de Mrs Otway apportait justement à Anna Bauer un tourment de tout premier ordre. Car enfin, si la vieille bonne s'était toujours dit qu'elle quitterait Trellis House à son heure et à son gré, elle ne s'attendait certes pas à y être contrainte brusquement par les circonstances.

A la tombée de la nuit, la vieille femme sentit qu'elle ne pouvait plus longtemps supporter ses ennuis dans la solitude. Il lui fallait de la sympathie et où en trouver sinon aux *Grands Magasins de Witanbury*? Elle avait d'ailleurs à demander conseil aux Hegner au sujet de son retour en Allemagne, car elle s'était brusquement résolue à ce départ.

Comme elle marchait à pas rapides, et soufflant quelque peu, car elle était presque obèse et avait le souffle court, elle remarqua une fois de plus l'aspect tout changé de la vieille ville ; personne aux fenêtres, dans les rues de rares passants à l'air préoccupé. Elle se sentit soudain comme entourée d'ennemis.

Sa première inspection des *Grands Magasins* ne fit qu'augmenter ce désarroi intime. Les traces de l'attaque récente n'avaient point encore disparu ; au contraire, les planches mal rabotées qui remplaçaient les glaces donnaient au bâtiment l'aspect d'un blockhaus après un assaut.

Anna ayant sonné à la porte de derrière, ce fut Polly qui lui ouvrit, après avoir regardé par l'entre-bâillement. A la vue d'Anna elle sourit gracieusement.

— Mais entrez donc, madame Bauer, — s'écria-t-elle, — nous serons très contents de vous voir. Mon pauvre mari a joliment besoin qu'on le remonte, bien qu'il ait déjà eu aujourd'hui une très agréable surprise : monsieur le Doyen est venu lui-même nous apporter une si belle lettre ; il appelle ça une Déclaration... mon mari va vous la montrer.

Et précédant la vieille bonne dans le passage, elle appela son mari :

— Alfred, c'est madame Bauer qui vient nous voir. Hein ! c'est gentil de sa part ! Ça va te faire du bien, j'espère !

Et en vérité, Alfred avec sa figure pâle et longue d'une aune, paraissait avoir besoin de toute la sympathie possible. Pourtant Anna remarqua aussitôt, dans ses yeux, comme un éclair de triomphe.

— Très heureux de vous voir, chère Frau Bauer ! — s'écria-t-il en allemand. — Comme dit Polly, c'est un bien mauvais vent qui souffle... voyez ce que le dernier coup nous a apporté !

Anna s'avança en réponse à ce cordial accueil, tandis qu'elle disait à Polly :

— C'est odieux ce qu'on vous a fait ! même Mr Robey disait qu'on s'était conduit d'une façon affreuse !

— Affreuse ! oui, affreuse ! — interrompit Polly ; — mais regardez ça, madame Bauer !

Et elle tendit à la vieille servante une grande feuille de papier vélin, en tête de laquelle on pouvait lire en belle ronde :

A Alfred Head, Conseiller municipal de Witanbury.

Puis au-dessous en caractères de machine à écrire :

« Nous, soussignés, vos concitoyens de la ville de Witanbury, désirons vous exprimer ici notre horreur et nos sentiments de honte personnelle au sujet de l'attaque odieuse dont vous avez été victime le 25 mars dernier. En témoignage de notre indignation nous tenons à vous informer que nous avons ouvert une souscription pour vous indemniser de toutes les pertes que vous avez subies. »

Suivaient un grand nombre de signatures : en tête celles du Doyen et des principaux membres du clergé de la cathédrale. Même des pasteurs des églises dissidentes avaient signé, ainsi que toutes les notabilités du monde commercial et industriel et de la « société » de Witanbury. Le curé catholique avait refusé sa signature, malgré tous les efforts faits pour le décider. Il se rappelait sans doute le traitement subi par les prêtres belges. Le nom de miss Forsyth était également absent. Elle

avait donné comme excuse polie qu'elle ne signait jamais de documents publics.

Après avoir parcouru attentivement cette remarquable déclaration, la vieille Anna leva ses yeux bleus, aux paupières rougies par de récentes larmes, et s'écria avec ferveur :

— Ach ! ça c'est beau, Herr Hegner !

Son hôte répondit en anglais :

— Oui, ce n'est pas mal. J'avoue que cela m'a fait plaisir. C'est une certaine compensation pour tous mes ennuis.

— Et puis, — ajouta Polly, — nous allons être largement indemnisés... en argent. Nous étions justement en train de faire un inventaire de toutes les marchandises que ces misérables ont abîmées ou volées. Je ne parle pas des glaces de la devanture que notre compagnie d'assurances devra payer. Mais tout le reste, le beurre, le fromage, les jambons... Il y en a pour plus de quinze livres, au prix coûtant. Mais mon mari trouve que nous avons bien droit à davantage, madame Bauer. Combien disiez-vous qu'il fallait demander, Alfred?

Il répondit prudemment :

— J'ai évalué la perte, y compris le bénéfice légitime que nous aurions dû faire, à vingt-sept livres, dix shillings et neuf pence.

— Vous avez bien droit à cela et davantage, — s'écria Anna se hâtant d'approuver.

Soudain l'épicier se pencha vers elle et lui dit en allemand :

— Ce n'est pas pour cela que vous êtes venue ce soir, assurément. Avez-vous donc quelque bonne nouvelle à m'annoncer? j'entends quelque *bonne* nouvelle, car des autres, il y en a toujours trop.

Elle comprit que c'était une façon de lui demander pourquoi elle était venue au magasin, ce jour-là, sans invitation. Elle répondit précipitamment :

— Je n'ai rien de spécial à vous apprendre. Je venais seulement vous parler de mes affaires à moi. Et je ne viens pas pour le souper, vous savez.

— Mais pourquoi ne pas rester à souper, — demanda Polly affable ; — justement je serai toute seule, car Alfred va sortir. N'est-ce pas que tu sors, Alfred?

Il hésita :

— Ce n'est pas encore bien sûr, je me déciderai tout à l'heure. Qu'est-ce que vous aviez à me demander, Frau Bauer ?

Et aussitôt Anna se plongea dans une récit prolixe et animé de tous les malheurs qui fondaient sur elle. L'épicier l'écouta d'un air distrait jusqu'à ce que la vieille bonne arrivât à la plus surprenante de ses nouvelles.

— Comment ! — s'écria-t-il, — Mrs Otway et le major Guthrie se marient demain à la Cathédrale? Entends-tu, Polly? Il nous faudra certainement assister à la cérémonie.

Un éclair de férocité triomphante traversa ses yeux bleus.

— Et vous dites, — ajouta-t-il, — que le pauvre monsieur est aveugle, tout-à-fait aveugle? C'est encore heureux pour lui. Il ne verra pas à quel point la mariée est mûre !

Et il ajouta quelques mots en allemand.

Anna eut un mouvement de recul, tandis qu'elle s'écriait avec une indignation visible :

— Madame Otway a encore l'air très jeune, surtout quand elle est heureuse. Moi, je trouve que le major a bien de la chance !

Tardivement peut-être, sa loyauté envers cette maîtresse qui l'avait comblée de bontés depuis tant d'années, s'éveillait dans ce cœur d'étrangère.

— Allons, allons, tant mieux, — fit Hegner avec dédain. — Mais si je vous comprends bien, Frau Bauer, c'est à propos de vous que vous désirez me consulter? J'imagine que ce mariage va déranger toute votre existence.

— La déranger? La ruiner, vous voulez dire ! Quitter ma chère petite Rose ! — Et ses yeux se remplirent de larmes. — Si je pouvais seulement rentrer au Vaterland !

Son hôte la considéra d'un air demi-méprisant. Quelle sotte de pleurer ainsi pour rien! Quant à lui, il n'avait plus rien à tirer de cette vieille ; son rôle était fini. Qu'elle s'en allât donc, cela vaudrait mieux !

La servante reprit, cette fois en anglais :

— Une dame, amie de Mrs Otway, avait aussi une bonne allemande. Elle l'a fait partir la semaine dernière pour la Hollande. Elle est en sûreté. Mais il reste une chose... Je suppose que Mrs Head est au courant...

Alfred Head l'interrompit brusquement :

— Parlez allemand, — dit-il.

Elle reprit, rougissant devant cette brutale injonction :

— Vous comprenez, Herr Head, que je ne peux pas me mal conduire vis-à-vis d'un supérieur de mon neveu Willi. Ça pourrait lui faire du tort. Alors je viens vous demander, si je pourrais vous remettre à vous ce que vous savez... Ce serait toujours cent shillings par an que vous toucheriez. Et, dans ces temps si durs, cent shillings c'est une somme. Ne m'avez-vous pas dit qu'après la guerre tous les arriérés seraient payés?

Elle le regarda, incertaine.

Se tournant vers Polly, dont l'impatience était visible, son mari lui dit pour la calmer :

— Laisse-nous parler allemand, ma chérie, c'est pour une affaire qui ne t'intéresse pas.

La jeune femme haussa les épaules et s'éloigna de quelques pas. Que lui importaient le bavardage de cette vieille commère et ses manigances avec son mari? C'était de la guerre qu'ils parlaient sans doute...

— C'est une chose qu'on ne peut décider comme cela, tout de suite, — fit Hegner lentement.

— Mais c'est justement tout de suite qu'il faut se décider, — répliqua Anna Bauer. — Supposez que Mrs Otway me dise demain matin qu'elle compte bien que j'irai chez ma fille, à Londres, le soir même. Vous savez comme ils ont de drôles de façons, les Anglais. Et d'autre part, je vous ai déjà dit que Willi d'abord, et ensuite l'homme qui a apporté les paquets, m'ont donné l'ordre de n'y toucher sous aucun prétexte.

— Alors, écoutez-moi, Frau Bauer, — fit l'épicier d'un ton impérieux. — Cette affaire est beaucoup plus sérieuse que vous ne croyez, surtout aux temps où nous sommes.

— Je sais, je sais, — fit la vieille femme effarée. — Peut-être que l'ami de Willi est maintenant dans un camp de concentration et alors...

Il l'interrompit d'un geste de commandement :

— Frau Bauer, je m'en vais essayer — je ne dis pas que je réussirai — mais je m'en vais essayer d'arranger cette affaire, et pas plus tard que demain matin. Qu'est-ce que vous en dites?

— Oh! si seulement vous réussissiez!

— Je ferai tout mon possible. Mais à une condition. Frau Bauer, à une condition absolue, c'est que jamais, jamais, vous entendez, vous ne mêlerez mon nom à cette histoire. Me le jurez-vous?

Elle répondit tremblante :

— Je le jure, je le jure.

— Vous comprenez qu'il est de toute importance que moi, un Anglais, un vrai Anglais, voyez plutôt cette déclaration, — et il frappa sur la feuille de vélin qui était restée sur la table, — que moi un Anglais, je sois mêlé en rien à des tripotages entre Allemands...

Il s'arrêta un instant, puis ajouta plus calme :

— A quelle heure la personne que j'enverrai pourra-t-elle se présenter?

Anna hésita, puis comme frappée d'une idée subite, elle répondit :

— Voyons. Le mariage est fixé à midi. Jusqu'à cette heure-là tout sera en ébullition à Trellis House.

— Faut-il absolument que vous assistiez à la cérémonie?

— Non pas absolument.

Et poussant un soupir amer, elle ajouta :

— Elle ne s'apercevra seulement pas de mon absence !

Après un court silence, elle reprit :

— Il n'y aura donc personne à la maison après le départ du cortège. L'enclos sera désert : tous les voisins seront sûrement à la Cathédrale. Voilà le meilleur moment pour la visite de votre messager. Mais il ne devra pas rester longtemps, par exemple... Sera-ce le même monsieur qui est venu à la maison, il y a trois ans?

— Non, non, quelqu'un d'autre, qui ne lui ressemble en rien. Il conduira une auto et il aura un boy-scout avec lui.

Un boy-scout ! Un souvenir traversa la cervelle d'Anna Bauer. Mais elle ne souffla mot. L'épicier reprit :

— Vous savez avec quel soin on doit transporter ces paquets. En fait, je crois qu'il vaudra mieux laisser tout faire à mon messager.

— C'est entendu. On m'a répété, il y a trois ans, que c'était très fragile.

Et la vieille bonne poussa un soupir d'immense soulagement. De longtemps elle n'avait été si contente.

— Pour l'autre question, la question de votre départ, Frau Bauer, — reprit l'épicier, — je crois que vous avez raison, et que ce qu'il y a de mieux à faire pour vous, c'est de rentrer en Allemagne. C'est honteux à dire, mais l'Angleterre n'est plus un pays qu'un honnête Allemand puisse honorer de sa présence, à moins qu'il ne se soit fait naturaliser. Et vos économies, qu'allez-vous en faire? Vous savez que les autorités ne vous laisseront emporter avec vous que quelques shillings, en sus de vos frais de voyage. Vous feriez mieux de me confier votre petit pécule. Je vous le rendrais à la fin de la guerre, et...

— Comment ! on ne me laissera pas emporter mon argent? — s'écria Anna Bauer bouleversée. — Qu'est-ce que vous voulez dire, Herr Hegner? Expliquez-vous...

— Il n'y a pas d'explication à donner. Je vous répète que le Gouvernement anglais ne permet pas aux Allemands rentrant au Vaterland d'emporter plus de quelques marks en sus de leurs frais de voyage.

— Mais c'est affreux ! c'est épouvantable ! — s'exclama la vieille, fondant en larmes. — Alors, je ne sais plus si je dois partir ! Et vous êtes sûr, sûr de ce que vous dites là?

— Ab-so-lu-ment sûr, Frau Bauer ! Si vous ne voulez pas m'écouter, il ne vous reste plus qu'à conserver votre présente place où à aller habiter chez les Pollit.

Elle le regarda, stupéfaite, car elle croyait bien ne lui avoir jamais dit le nom de son gendre. Et ce nom semblait singulièrement familier à l'épicier.

— Jamais, jamais, je n'habiterai chez eux, — s'écria-t-elle.

— Alors, restez à Witanbury. Vous n'aurez pas de peine à trouver une autre place, Frau Bauer.

— Je n'en suis pas là, Herr Hegner. Ma maîtresse et miss Rose ne me laisseront pas sur le pavé !

Mais en s'acheminant vers Trellis House, la vieille bonne se sentait le cœur bien gros et bien lourd. Ses économies, ses chères économies ! il semblait que cet affreux gouvernement allait allonger ses mains rapaces et l'en dépouiller. Et si elle arrivait chez Willi et Minna sans son magot — ses trois cents

livres patiemment amassées — quelle espèce d'accueil pouvait-elle en attendre? Ah ! comme cette horrible guerre avait brutalement détruit tous ces beaux projets si longuement caressés !

Il n'y avait pas une heure qu'elle avait réintégré la maison quand elle entendit rentrer le fiacre envoyé à la gare au-devant de madame Otway. Pour la première fois en ses dix-huit années de service, la vieille bonne ne sentit aucun tressaillement joyeux à la pensée qu'elle allait revoir les deux maîtresses auxquelles elle croyait être si chère. Elle se sentait si offensée et si meurtrie qu'elle eût beaucoup donné pour pouvoir se sauver dans sa chambre et y pleurer toute seule.

Et pourtant, lorsqu'elle vit les deux dames sur le seuil de la porte d'entrée, lui souriant affectueusement, la mère avec une figure transfigurée par le bonheur, la fille plus qu'à demi consolée, elle ne put s'empêcher de sentir renaître en elle un peu de sa vieille affection, et ce fut avec une sincère émotion dans la voix qu'elle les accueillit par des souhaits de bonheur et de bienvenue.

Aussitôt que Rose se fut enfuie vers l'Institut Robey et son cher blessé, Mrs Otway, en ouvrant les malles, conta en détail à la vieille Anna les incidents de la réception du major Guthrie.

Aux Docks de Londres, où débarquaient ces glorieux mutilés, attendait une foule de parents et d'amis, agités d'une indicible émotion. La scène avait été à la fois si heureuse et si pathétique, et la reprise de possession des disparus par ceux qui les aimaient si émouvante ! Une ovation discrète n'avait même pas manqué à ceux que personne n'attendait. Et sur la figure des mutilés, des aveugles même, se lisait une immense joie de se retrouver enfin dans leur chère patrie.

La pauvre Anna ne pouvait s'empêcher de s'essuyer les yeux en écoutant ce touchant récit. La patrie, le Vaterland, elle aussi ne rêvait que d'y pouvoir rentrer et bientôt ! Mais ces pensées, elle les gardait pour elle.

Après un léger souper, madame Otway rejoignit la servante dans sa cuisine et lui faisant signe de s'asseoir auprès d'elle, lui dit non sans quelque hésitation nerveuse :

— Anna, savez-vous ce qui va se passer demain?

La bonne fit signe que oui. Sa maîtresse continua, plutôt comme se parlant à elle-même que comme s'adressant à la vieille servante :

— Il m'a semblé que je ne pouvais faire autrement. Impossible de le laisser habiter seul, même quelques jours, dans la maison où sa mère est morte si récemment. Tout cela a dû être décidé très vite ; nous avons téléphoné de Londres à monsieur le Doyen...

Elle s'arrêta, car elle arrivait à la partie la plus délicate de son entretien avec Anna. Quelle fut sa suprise en entendant celle-ci lui dire tranquillement :

— Je crois, chère et gracieuse dame, que je ferai bien de rentrer en Allemagne, pour y vivre avec Willi et Minna jusqu'à la fin de la guerre.

L'impulsive Mrs Otway sentit les larmes lui monter aux yeux, bien qu'à cette minute, il lui semblât qu'on lui enlevait un lourd fardeau des épaules.

— Vous avez probablement raison, — dit-elle. — Seulement il est inutile de vous presser. Il y aura certaines formalités à remplir et en attendant...

Elle hésita une minute, puis continua :

— Un ami du major Guthrie, un officier en permission, se mariera également demain. Il épouse une miss Trepnell dont la famille est amie de celle du major. J'ai accepté de leur louer Treillis House pour six semaines et ils amèneront leurs domestiques. Ne connaissant pas vos projets, Anna, j'avais prié miss Forsyth, qui avait gracieusement accepté, de vous recevoir chez elle pendant la durée de cette location. Maintenant les choses sont très simplifiées et vous ne demeurerez sous le toit de miss Forsyth que jusqu'à votre départ pour l'Allemagne.

Le rouge monta à la figure d'Anna. Ah ! c'était donc ainsi qu'on se débarrassait d'elle, après dix-huit années de fidèles services !

Intuitivement, Mrs Otway comprit ce qui bouillonnait dans le cerveau de sa vieille servante. Quelque peu énervée, mais de plus en plus conciliante, elle ajouta :

— J'ai essayé d'arranger les choses pour que vous puissiez séjourner chez votre fille. Mais il paraît qu'il est difficile d'obtenir un changement de résidence pour les Allemands

pourvus d'un permis de séjour dans un endroit déterminé. Et puis, j'ai cru que vous ne teniez pas beaucoup à habiter chez les Pollit, et que vous préfèreriez rester ici. Mais si vous ne désirez pas aller chez miss Forsyth, je crois que je pourrais vous emmener à Dorycote...

Elle se rendait bien compte, la pauvre dame, que ce dernier arrangement serait irréalisable... Elle fut donc grandement soulagée d'entendre Anna s'écrier :

— Non ! Non ! Peu importe où j'irai pour quelques jours ! Et au moins chez miss Forsyth je pourrai voir ma chère petite maîtresse de temps en temps !

Et Mrs Otway n'eut pas le courage de lui annoncer que Rose, elle aussi, partait le lendemain.

XXII

Anna Bauer, derrière le rideau de vitrage de sa cuisine, surveillait l'enclos de la Cathédrale. De cette même place elle avait examiné la même perspective, huit mois auparavant, le jour de la déclaration de guerre. Mais combien différents étaient les sentiments qui l'agitaient aujourd'hui ! Comme elle était plus troublée, plus anxieuse !

Et d'abord elle en était venue à considérer Trellis House si complètement comme son *home*, que l'idée de le quitter pour séjourner sous le toit de miss Forsyth suffisait déjà à la bouleverser. Jamais elle n'avait pu souffrir la vieille demoiselle, qui la traitait toujours avec une certaine froideur, tandis qu'elle témoignait un si ridicule intérêt à un tas de personnes peu recommandables, hébergées dans sa maison.

Un autre ennui s'était ajouté le matin même à son fardeau de préoccupations. Sa fille lui avait écrit que son mari venait encore de se mettre en fâcheuse position, la pauvre femme ajoutait : « La vie n'est plus supportable. » En venant de cette épouse si soumise, la phrase prenait un sens fort alarmant...

Les minutes s'écoulaient et Anna de plus en plus impatiente, commençait à se sentir mal à l'aise. L'enclos était désert ; près de la Cathédrale seulement stationnaient un certain nombre de voitures et d'automobiles pour les personnes qui assistaient au mariage Otway-Guthrie. Or il importait que le visiteur attendu par elle, fût parti, sa tâche accomplie, avant la fin de la cérémonie et la dispersion du public. Non que la vieille bonne attachât si grande importance à garder le secret sur le dépôt à elle confié. Maintenant qu'elle quittait Trellis House et Witanbury, tout lui était égal ; au point que le matin même, elle avait failli confesser à sa maîtresse le seul manque de sincérité — à ses yeux bien innocent — dont elle s'était rendue coupable envers elle pendant ses dix-huit années de fidèles services. Mais la sévère défense de Hegner lui était revenue à la mémoire au moment où ses lèvres s'ouvraient pour tout révéler.

Et pourtant combien peu importait ce secret qu'elle avait caché pendant près de trois ans ! Ce que lui avait demandé un des chefs de son cher neveu Willi Warschaw consistait uniquement à garder dans une armoire de sa chambre à coucher quatre colis, assez lourds il est vrai, mais peu encombrants, qu'un envoyé de ces messieurs était venu lui remettre au mois de mars 1912, justement une après-midi où ses deux maîtresses étaient en visite à Londres. On était arrivé en automobile, et malgré l'insistance de la vieille bonne, on n'avait voulu accepter aucun rafraîchissement. Quelques minutes avaient suffi pour le transport et le placement des colis ; à peine le messager avait-il prononcé dix paroles. Elle avait cru comprendre pourtant — et cela ne faisait que confirmer les déclarations de son neveu Willi quand il lui avait demandé ce service — qu'il s'agissait d'un produit chimique nouveau, encore inconnu, et que ses inventeurs se proposaient de lancer, à l'heure voulue, sur le marché britannique. Anna connaissait la supériorité mondiale de l'industrie allemande des produits chimiques. Tout cela lui avait donc paru parfaitement simple et naturel.

Elle se rappela soudain qu'elle n'avait peut-être pas assez insisté auprès de Herr Hegner pour que le messager fût ponctuel. Les nouveaux locataires arriveraient à six heures, le

même jour, et leurs domestiques deux heures plus tôt. L'opération ne pouvait donc se faire que maintenant ou jamais.

Soudain les cloches de la Cathédrale se mirent à sonner joyeusement, suscitant un regret amer dans le cœur de la vieille femme. Si elle avait prévu un tel retard de la part de son visiteur, elle eût pu assister tout au moins à la première partie de la cérémonie. Pour mieux voir le défilé du cortège quittant l'église, elle grimpa quatre à quatre jusqu'à la chambre de miss Rose.

Oui, on les distinguait parfaitement les nouveaux mariés, debout sous le porche, la taille imposante du marié, la gracieuse silhouette de son épouse qui avait son bras sur le sien. Bientôt elle les vit se dirigeant — plus lentement sans doute que de jeunes époux — vers l'automobile qui les attendait le long du trottoir. Quelques minutes plus tard l'équipage disparaissait dans la direction de Dorycote.

La foule des assistants se dispersa dans toutes les directions. Beaucoup de personnes sympathisant avec les douloureuses épreuves du nouveau ménage s'étaient jointes au petit nombre des invités pour venir apporter à l'officier aveugle et à sa femme leurs vœux affectueux. Au milieu d'eux, Anna vit Rose et son mari marchant de l'autre côté de l'enclos, et se dirigeant évidemment vers l'institution Robey, où on les attendait pour le lunch. La vieille servante eut peine à retenir ses larmes devant le spectacle de ce beau jeune homme qui manœuvrait péniblement ses béquilles, à côté de sa gracieuse épouse. Elle aussi l'oubliait, sa servante de dix-huit années!

Un coup de sonnette la rappela au rez-de-chaussée. Elle savait qui c'était, car elle avait eu l'ordre de préparer un lunch froid pour Mr Hayley et un ami, venus de Londres pour assister à la cérémonie. D'un air renfrogné, elle ouvrit la porte à ces messieurs qui ne lui adressèrent du reste aucun bonjour. Hayley avait pour principe d'ignorer l'existence des domestiques.

— Nous avons tout le temps de déjeuner à notre aise, — disait le diplomate à son compagnon. — Notre train ne part qu'à deux heures. Et ce que j'ai faim ! Je suis parti de si grand matin... Anna, nous n'aurons pas besoin de vous, nous nous servirons nous-mêmes.

Anna, plus maussade que jamais, se retira donc dans sa cuisine, pour y nourrir sa vieille rancune contre Mr Hayley, un de ces Anglais dont elle n'avait jamais vu l'argent. Ne couchant pas sous le toit de sa « tante », bien qu'y prenant tous ses repas durant ses fréquents séjours, l'économe fonctionnaire se trouvait dispensé, suivant la coutume de son pays, de donner un pourboire à la servante. Ce n'était pas comme en Allemagne, ronchonnait Anna. Elle trouvait cela très mesquin et elle pardonnait bien des choses au major Guthrie, rien que parce qu'il lui avait si souvent glissé une demi-couronne dans la main. Ses voyages en Allemagne lui avaient appris « les manières ».

Autre coup de sonnette. Cette fois c'était miss Forsyth.

— Madame Ot... je veux dire madame Guthrie, m'a chargée de venir chercher quelque chose ici pour elle, — fit la vieille demoiselle, souriant à Anna, pour laquelle pourtant elle n'avait jamais marqué grande sympathie. — Elle m'a donné la clef de son bureau.

Et miss Forsyth entra tout droit dans le salon.

Anna commença à se sentir vraiment inquiète. Sa malle de zinc peinte en vert était faite, fermée et cordée. Madame Otway avait stipulé avec ses locataires qu'une des grandes armoires dans la chambre à coucher d'Anna, contenant encore des affaires appartenant à la bonne, resterait fermée à clef. C'était là dedans que reposaient les fameux paquets.

Il était maintenant près d'une heure et toujours personne... Tout d'un coup, Anna entendit le bruit d'un moteur. Une automobile venait de s'arrêter devant la maison. Sans une minute de retard elle courut à la porte de derrière à la rencontre de son visiteur. Ce fut sans étonnement qu'elle reconnut en lui l'homme qui avait quitté mystérieusement la boutique de Hegner un soir qu'elle s'y trouvait. Seulement cette fois-ci il n'y avait pas de boy-scout sur le siège.

L'homme se hâta vers elle.

— C'est bien à madame Bauer que je parle? — fit-il d'un ton bref. — J'ai eu la fâcheuse panne. Mais cela ne fait rien; j'espère que la maison est toujours vide?

Elle hésita une seconde : devait-elle lui parler des deux messieurs déjeunant dans la salle à manger et de miss Forsyth

dans le salon? Brusquement elle se décida à se taire. Elle risquait de le voir s'en aller sans rien enlever et il fallait en finir cette fois.

— Les paquets sont prêts, — dit-elle. — Voulez-vous que je vous les apporte?

— Non, ça prendrait trop de temps. Je vais aller avec vous, nous en porterons chacun un et, en deux voyages, ce sera fait.

Il traversa avec elle la cuisine et l'arrière-cuisine et entra dans sa chambre. La malle de zinc et plusieurs autres colis encombraient le parquet.

— Comment ? Tout cela à emporter, — fit l'homme d'un air vexé. — Je croyais qu'il n'y avait que quatre petits colis.

— Vous avez raison, monsieur, il n'y en a que quatre, les voici. Le reste c'est mon bagage à moi.

Les quatre paquets en question, ayant l'air de grandes caisses à chapeaux de dames, étaient enveloppés de papier et fortement cordés. A chaque boîte était fixée une solide poignée de métal.

— Elles sont joliment lourdes, — fit Anna.

L'homme murmura quelques mots, on eût dit un juron. Puis brusquement :

— Vous feriez mieux de me laisser porter cela tout seul, — dit-il. — Ne me bouchez donc pas la porte !

Il prit un colis de chaque main, mais à peine soulevés il les reposa tout doucement.

— Oui, trop lourds, — fit-il. — Je n'en pourrai porter qu'un à la fois, et encore, il faudra que vous m'aidiez, madame Bauer; puisque vous avez réussi à les enlever de l'armoire, vous aurez bien la force de les transporter jusqu'à l'auto avec moi.

Anna, dont les nerfs avaient été fort surexcités tout le jour, commençait à s'offenser du ton rogue et impérieux de son visiteur. Son drôle d'accent en parlant anglais l'avait déjà frappée. D'où venait-il donc, ce bonhomme-là, et pourquoi ne lui parlait-il pas allemand comme il avait fait l'autre soir en disant bonsoir à Hegner? Tout d'un coup, remarquant la coupe de sa barbe, elle pensa : « Ce n'est pas un Allemand, ni un Anglais, c'est un Américain ! » Après tout, Hegner avait habité si longtemps l'Amérique qu'il pouvait bien y avoir conservé quelques amis.

Ils avaient déjà laborieusement transporté dans l'automobile deux des fameux colis, quand de retour dans sa chambre, Anna dit à l'étranger avec l'audace que seule son âpreté au gain pouvait lui donner :

— Et maintenant, monsieur, vous voudrez bien me remettre les cinquante shillings qui me sont dus depuis le 1er janvier. Cinquante shillings, c'est-à-dire deux livres et dix shillings.

— Qu'est-ce que vous me chantez là? — fit l'homme grossièrement. — Je ne vous dois rien et personne ne m'a dit de vous donner de l'argent.

Une colère folle s'empara de la vieille bonne. Il ne lui faisait pas peur, ce petit bonhomme à visage de fouine ! Elle lui cria, oubliant toute précaution :

— Si c'est comme ça, vous n'emporterez plus rien. Sans argent pas de paquets.

Face à face, sous le plafond bas de la chambre, les deux complices se fusillaient du regard. Tout d'un coup, se maîtrisant par un violent effort, l'homme murmura :

— C'est bien, c'est bien, madame Bauer. Je vous jure de vous envoyer l'argent ce soir. Je ne l'ai pas sur moi, sans cela... Fouillez-moi, si vous voulez !

Et il entr'ouvrit sa houppelande de chauffeur.

Anna se recula. Elle ne pouvait rien faire de plus.

— Vous le jurez? — demanda-t-elle.

— Tenez, voici un bon de ma main pour Hegner... — Il griffonna quelques lignes sur une feuille arrachée à son agenda. — Soyez tranquille, il vous paiera.

Elle prit le bout de papier, le plia et le glissa dans sa bourse.

Comme ils transportaient à travers la cuisine le troisième de ces curieux paquets, la bonne lui dit en riant :

— C'est tout de même drôle que j'aie gardé çà chez moi pendant trois ans et que je ne sache pas ce qu'il y a dedans.

L'homme ne répondit pas. Soudain, il s'arrêta, posa la boîte sur le parquet et demanda d'un ton alarmé :

— Qui est-ce qu'il y a là-bas?

— Que voulez-vous dire? — fit Anna surprise.

— Vous m'avez assuré qu'il n'y avait personne dans la maison. D'où vient donc ce monsieur sur le trottoir, devant ma machine?

Et il ajouta :

— *Was heisst das?*

Anna se précipita vers la fenêtre et regarda à travers le vitrage. L'étranger avait raison. Mr Hayley était là, debout devant l'auto. Se retournant, elle dit à l'homme :

— Ne vous troublez donc pas. C'est un monsieur qui a lunché ici. Je vais aller lui expliquer la chose.

La figure de l'étranger devint livide.

— Lui expliquer quoi? — fit-il brutalement.

— Eh bien ! lui dire que tout cela, c'est mes affaires que j'emporte puisque je m'en vais, — répondit Anna toute surprise de l'épouvante de son visiteur.

Après tout, elle n'avait point de compte à rendre à Mr Hayley puisqu'elle ne faisait rien de mal.

— Si vous êtes sûre de vous en tirer, — chuchota l'étranger, — je vais vous laisser et m'en aller par le jardin de derrière.

— Mais il n'y a pas de sortie par là, — fit la vieille bonne qui commençait à s'alarmer. — Sortez donc tranquillement par la grande porte. Si on vous rencontre je serai là pour tout expliquer.

Sans ajouter un mot, l'homme sortit de la pièce derrière la vieille bonne. Mr Hayley debout dans le hall demanda d'un ton sec :

— Qu'est-ce que vous emportez donc là, Anna? Ne vous étonnez pas de ma question : en partant, ma tante m'a prié de surveiller un peu sa maison.

— Ce sont seulement mes bagages, — fit la bonne d'une voix agitée, — j'espérais avoir tout enlevé avant le retour de l'église.

— Vos bagages ! Alors... — dit James Hayley un peu embarrassé de son intervention peu justifiée.

— Rien que mes bagages, — répéta-t-elle, — et le monsieur que vous voyez était venu m'aider pour transporter mes caisses. Il y en a deux tellement lourdes que j'ai dû m'y mettre avec lui...

James Hayley ouvrit les yeux de surprise, mais ne bougea pas. L'homme en profita pour se glisser jusqu'à la porte et s'esquiver à grandes enjambées. Anna se demandait déjà comment elle pourrait lui faire savoir quand il devrait revenir.

Mr Hayley, de plus en plus étonné, demanda :

— Et cette automobile, à qui est-elle? Excusez-moi si j'insiste, Anna, mais nous traversons des temps bien étranges.

Il l'avait suivie dans la cuisine, et c'est là qu'il vit pour la première fois, le bizarre colis, abandonné presque au centre de la pièce. Se baissant pour écarter le paquet du chemin, il se releva brusquement après avoir essayé de le soulever.

— Pristi ! c'est joliment lourd ! — s'écria-t-il. — Qu'avez-vous bien là-dedans? et prenant la boîte par la poignée il commença à la traîner dans un coin.

— Prenez-garde ! prenez garde ! — cria la vieille bonne, — c'est horriblement fragile !

— Fragile ! Allons donc ! ce doit être en fer ou en cuivre ! Anna, dites-moi tout de suite ce que c'est !

Elle secoua la tête comme quelqu'un qui ne sait pas.

— Je ne peux pas vous le dire, — fit-elle, — c'est un ami qui m'a donné cela à garder.

La figure de James Hayley changea d'expression. Tirant un canif de sa poche, il coupa d'un seul mouvement le dessus de l'enveloppe de gros papier.

Puis avant qu'Anna eût bougé, il lui saisit les deux bras par le coude et les tenant solidement derrière le dos de la vieille bonne épouvantée il la fit marcher de force jusqu'à la porte du hall.

— Capitaine Joddrell? — cria-t-il, et l'on entendit le pas pesant de l'officier venant de la salle à manger.

— Qu'est-ce qu'il y a?

— Venez ici, j'ai besoin de votre aide.

Au même moment, miss Forsyth, sortant du salon s'exclama :

— Oh ! Mr Hayley, vous lui faites mal !

— Non, miss Forsyth, je ne lui fais pas mal. Voulez-vous avoir l'obligeance de fermer la porte de la maison?

Alors seulement il lâcha les bras d'Anna. Se plaçant devant elle, il la considéra quelques secondes avec une expression d'intense dégoût. Puis il dit :

— Je vous préviens que tout ce que vous direz à partir d'à présent, sera invoqué contre vous !

Un instant, il causa tout bas avec son ami, puis tous deux revinrent vers Anna et la poussèrent, sans brutalité, dans la

salle à manger où les restes d'un excellent lunch couvraient encore la table. Là ils l'abandonnèrent et fermant la porte à clef, marchèrent tout droit à l'endroit où pendait autrefois l'appareil téléphonique.

— Comment ! il n'y a plus d'appareil ! — fit Hayley abasourdi, — de plus en plus étrange ! Je voulais justement téléphoner au commissaire de police de m'envoyer deux agents. Pendant que je traverse l'enclos jusqu'à l'Institut Robey où je trouverai certainement un téléphone, surveillez de près cette auto et son contenu. Je vais et je reviens.

Les jambes de la vieille Anna fléchissaient sous elle et une sensation d'effroyable terreur la traversait. Elle se repentait amèrement de ne pas avoir dit aussitôt toute la vérité à Mr Hayley, à savoir que ces paquets contenaient un produit chimique de grande valeur, inventé par des amis de son neveu Willi Warschaw et dont la vente devrait sûrement faire leur fortune à tous, aussitôt cette affreuse guerre finie.

Et maintenant la police allait venir ! La police dont Anna avait toujours eu si grande peur, malgré l'innocence absolue de ses cinquante années de vie laborieuse. Elle sentait d'ailleurs que le seul fait d'être Allemande la mettrait en mauvaise posture. On la croirait capable de tout. Elle se rappela de vilaines lettres qu'on avait écrites à sa maîtresse à son sujet. Mais sa maîtresse en avait tenu si peu de compte qu'elle les lui avait même montrées, à elle, Anna. Et aussitôt la pensée de sa bonne maîtresse, de son affection, de son influence, de ce qu'elle ferait pour la tirer d'affaire sans perdre un moment, passa comme un souffle rassurant sur sa pauvre cervelle désorientée et lui rendit un peu de calme.

XXIII

Le même jour, tard dans l'après-midi, une après-midi très tempérée et dorée par le soleil, presque une après-midi de mai, le marié et la mariée venaient de finir un lunch tardif, le premier repas auquel ils s'étaient trouvés seuls. Le major, très touché d'apprendre par Howse que sa femme s'était inquiétée

de ses mets favoris en commandant le repas, n'avait pas osé lui dire combien sa cécité diminuait chez lui le sens du goût.

Après le repas, les deux époux s'étaient promenés lentement dans le jardin, et en marchant guidé par sa compagne, le major avait décrit chaque plate-bande, chaque buisson, chaque taillis comme si ses yeux voyaient encore ce qui avait fait naguère sa joie d'horticulteur enthousiaste. Ils continuèrent leur flânerie le long de la belle avenue d'ormeaux, qui, de la vaste pelouse devant la maison, s'étendait jusqu'aux premières habitations du village. Ils devisaient de bien des choses, avec un reste d'embarras timide dont les quelques heures d'entretien, depuis le retour du major, n'avaient pu encore triompher. Enfin ils s'assirent et savourèrent, en une délicieuse paix, quelques instants de silence réparateur.

Le major, naturellement concentré et ennemi de toute exagération, avait trouvé fort pénible la semaine remplie par sa traversée de Hollande, son voyage en mer et son débarquement aux Docks de Londres. L'exubérante sympathie dont il avait été partout l'objet, ainsi que ses compagnons, l'avait excédé au plus haut point et avait gêné l'expression de sa gratitude. Après ces jours de réel ennui succédant à des mois de cruelles épreuves, la grâce et le tact de Mrs Otway lui avaient été un délicieux soulagement. Ainsi, de toutes les femmes dont la sympathie s'était adressée à lui depuis son retour, Mrs Otway avait été la seule à ne lui point parler de sa cécité et à ne pas le fatiguer par des effusions sentimentales.

Et pourtant aujourd'hui, en ce premier jour de leurs noces, ils n'avaient pu encore se débarrasser d'une singulière timidité. Comme elle le regardait, vêtu d'un costume gris du matin qu'elle lui avait si souvent vu lors de ses visites à Trellis House, le souvenir de la dernière lettre qu'elle lui avait écrite lui revint brusquement et la fit rougir. Qui sait s'il ne l'avait pas trouvée bien sentimentale, venant d'une femme de son âge? Mais elle se rappela aussi qu'un instant auparavant, assis tout près l'un de l'autre dans la claire salle à manger, il avait glissé sa main vers la sienne, sous la nappe, et l'avait tendrement serrée.

En attendant, elle continuait à lui narrer par le menu les événements locaux survenus depuis son départ. Le récit du mariage de Rose et de Jervis Blake, de ses préliminaires d'une anxiété si poignante, de la cérémonie touchante dont le souvenir amenait encore des larmes dans les yeux de la mère de Rose, n'était pas terminé que le major prenait la main de sa femme et la conservait tendrement pressée dans la sienne.

— Comme vous avez dû souffrir, — dit-il tout bas.

Un bruit près de la porte d'entrée amena un changement dans la figure de l'aveugle.

— Qu'est-ce là? — demanda-t-il.

— Je crois qu'une automobile vient de s'arrêter devant la grille. J'espère qu'on dira que nous ne recevons pas.

Au même moment le valet de chambre venait vers eux.

Sur un plateau il présenta une lettre, en disant :

— Le monsieur qui a apporté cette lettre désire voir Madame.

La nouvelle mariée regarda l'enveloppe avant de l'ouvrir, encore un peu surprise de la voir adressée à « Madame Guthrie ». Elle reconnut l'écriture du Doyen Haworth. Voici ce qu'elle contenait :

« Chère Madame Guthrie,

» Le porteur de ces lignes, Mr Reynolds, du ministère de l'Intérieur, vous expliquera pourquoi nous serions désireux de vous voir à Witanbury, cette après-midi. Je suis certain que le major Guthrie ne fera aucune objection à votre visite, lorsqu'il connaîtra la raison grave et délicate qui la rend nécessaire. Veuillez l'assurer que nous ne vous garderons loin de lui que le moins longtemps possible.

» Croyez-moi votre bien dévoué,

» EDMUND HAWORTH »

Elle considéra la lettre d'un air à la fois surpris et ennuyé. Sans se soucier de la présence de Howse, elle la lut à haute voix à son mari.

— Tout cela est bien mystérieux et bien bizarre, — ajouta-t-elle. — Je pense qu'il faut que j'y aille.

— Certainement. Mais il me semble que votre bon Doyen aurait pu vous donner quelques explications dans sa lettre.

Jamais le major n'avait partagé l'admiration de madame Otway pour le Doyen Haworth et sa lettre le vexait considérablement. Que signifiait cette allusion au ministère de l'Intérieur, qui avait pour lui un sens bien plus alarmant que pour l'ignorante mistress Guthrie? Cela voulait dire police, contre-espionnage, etc. ! Sa femme aurait-elle par hasard communiqué en cachette avec ses anciens amis d'Allemagne? Se levant, il demanda au valet de chambre :

— Est-ce que ce monsieur est toujours dans son auto, Howse?

— Oui, Monsieur, il a refusé d'entrer.

— Allez le prévenir que nous allons le rejoindre tout de suite. — Et se tournant vers sa femme, il ajouta tranquillement :

— Car je vais avec vous, ma chère.

— Oh ! mais...

— Il ne me plaît pas que le Doyen de Witanbury, ou même le ministère de l'Intérieur, convoque ma femme avec ce sans-gêne.

Elle lui saisit le bras et le serra contre elle.

— Je crois vraiment que vous vous imaginez que j'ai fait quelque sottise. Mais je vous assure qu'il n'en est rien, absolument rien.

Et tout en protestant, elle éprouva comme une grande joie qui dominait son inquiétude, la joie exquise de se sentir si virilement soutenue et protégée. Et puis, ne l'avait-il pas appelée la première fois « sa femme »?

Quelques minutes plus tard, ils occupaient le siège arrière d'une automobile ouverte. Mr Reynolds, un homme d'environ trente-cinq ans, à la figure cordiale, avait insisté pour s'asseoir en face des deux époux et son regard se posait avec une visible sympathie sur l'officier aveugle et sa nouvelle épouse. Pourtant, cette dernière, il l'examinait avec une certaine insistance. Il n'avait que peu d'indulgence pour les illusions des ex-amis des Allemands, et il savait que son enquête allait l'obliger à interroger de façon très serrée la châtelaine de Trellis House.

— Et maintenant, monsieur, — demanda le major Guthrie, — auriez-vous la grande obligeance de nous donner le motif de votre visite et de la lettre de monsieur le Doyen nous convoquant d'urgence à Witanbury, en termes que je qualifierai, pour le moins, de mystérieux et d'alarmants?

L'inspecteur de police — tel était le titre de Mr Reynolds — ne répondit pas aussitôt. Se rappelant qu'il avait devant lui deux mariés du matin même, il comprit combien il devait choisir ses mots.

— Certes vous avez droit à une explication immédiate et la voici. J'étais dans le voisinage, et la police locale m'a appelé par téléphone.

— La police? — interrompirent les deux époux parlant ensemble.

— Oui, la police, car j'ai le regret de devoir vous dire, mistress Guthrie, qu'on vient de trouver dans votre maison, à Trellis House même, tout un lot de bombes chargées.

Et il regarda l'ex-madame Otway d'un air singulier.

Trop stupéfaite et trop bouleversée pour trouver tout de suite ses mots, elle finit par s'écrier :

— Des bombes ! Chez moi ! C'est absolument impossible. Il n'y a jamais eu un grain de poudre ou une arme à feu dans la maison. Je ne crois même pas avoir jamais vu de près un revolver ou un fusil.

Elle sentit une main qui serrait la sienne fortement, tandis que le major d'une voix ferme et tendre à la fois lui disait :

— Ma chérie, on ne se sert pas de fusil ou de revolver pour lancer des bombes...

Il l'avait appelée « ma chérie ». Délicieusement émue malgré son émoi, elle rougit comme une jeune fille, et, la regardant, le policier ne put s'empêcher de la trouver singulièrement attrayante. Le major continua sur un ton tout différent :

— Et, puis-je vous demander, monsieur, où et quand ces bombes ont été trouvées à Trellis House?

A lui-même, il se disait, souffrant une vraie torture morale : « Oh ! si seulement je pouvais y voir, y voir pendant une heure ! » Tout ce temps sa main ne quittait pas celle de sa femme.

— Elles ont été trouvées ce matin, — fit Mr Reynolds, — une demi-heure à peine après la cérémonie nuptiale. C'est à la sagacité et à l'action prompte et énergique d'un Mr Hayley — votre parent je crois, madame — que nous devons cette découverte. Malheureusement l'homme qui était venu pour les emporter a disparu, laissant son auto derrière lui.

— L'homme qui était venu pour les emporter? — répéta mistress Guthrie de plus en plus stupéfaite. — Qu'est-ce que cela peut signifier, monsieur? Il doit y avoir ici quelque erreur fantastique ; car enfin, je connais ma maison à fond, et il n'y a pas un coin où l'on eût pu recéler des objets pareils sans que je l'aie su !

— Avez-vous jamais examiné la chambre à coucher de votre bonne? — demanda le policier.

Le major sentit trembler la main qu'il tenait toujours ; on fit même un brusque mouvement pour la retirer.

Une vague de terreur, d'affreuse, d'inexplicable terreur envahissait la pauvre femme.

— Non, — fit-elle d'une voix changée, — je n'ai jamais eu l'occasion de visiter la chambre de ma bonne... Mais je ne croirai jamais...

Elle s'arrêta, se rappelant soudain que la vieille Anna s'était excusée assez gauchement de ne pas assister à la cérémonie, ce que sa fille et elle avaient considéré comme vraiment peu aimable de sa part.

— Nous avons les plus sérieuses raisons de croire, — reprit Mr Reynolds, — que ces explosifs étaient, depuis longtemps déjà en dépôt dans une des grandes armoires, derrière le lit de votre domestique allemande. Nous avions déjà pris en surveillance l'homme qui s'est présenté pour les enlever. Il a passé l'hiver dans un village près de Southampton, inscrit comme Espagnol, mais nous savions qu'il était revenu des États-Unis peu de temps avant la guerre. Enfin votre cousin Mr Hayley, et votre amie, miss Forsyth, ont déclaré qu'ils soupçonnent fortement votre bonne, Anna Bauer, d'être une espionne.

— Soupçonner cette pauvre femme d'être une espionne! — s'écria Mrs Guthrie hors d'elle-même.

— Dois-je conclure, madame, que vous, du moins, n'avez

jamais eu de pareils soupçons? Vous ne saviez sans doute pas qu'en séjournant chez vous elle avait échappé à l'internement dans un camp de concentration ou à une expulsion du territoire britannique?

— Non, j'ignorais absolument tout cela. D'ailleurs il y a plus de vingt ans qu'elle habite l'Angleterre, dont dix-huit sous mon toit, et à tous les points de vue je la considérais comme une Anglaise.

— Vraiment? — fit le policier avec ironie.

— Sa fille a même épousé un Anglais.

La pauvre madame Guthrie présentait maintenant la plus dolente, la plus tragique apparence ; son visage pâle et défait ne ressemblait guère à celui de la nouvelle mariée radieuse et rajeunie qui sortait de la Cathédrale, si peu d'heures auparavant M. Reynolds en eut vraiment pitié et sa voix marquait une commisération sincère quand il reprit :

— Je ne vous aurais certainement pas dérangée aujourd'hui, madame, s'il n'y avait urgence à découvrir si oui ou non votre vieille bonne fait partie d'une organisation de conspirateurs. J'avoue que c'est notre opinion. Mais Anna Bauer est dans un tel état de surexcitation que nous ne pouvons rien en tirer. Je l'ai moi-même questionnée en allemand et en anglais. Elle ne fait que répéter qu'elle est absolument innocente, qu'elle n'a jamais connu la nature des « marchandises » — c'est le mot dont elle se sert — qui se trouvaient dans sa chambre. Elle déclare qu'elle ne connaissait pas davantage l'homme qui venait chercher ces « marchandises ». C'est peu croyable, puisqu'il est constant qu'elle attendait sa visite. Peut-être est-elle encore sous l'influence de ses menaces. Enfin, elle refuse de nous dire de qui elle tient ces « marchandises » et depuis quand elle les a dans sa chambre. Je dois ajouter — et l'agent de la sûreté baissa la voix — que nous sommes informés que c'est sur un point de la côte voisine de Witanbury que les Allemands ont toujours projeté de faire une première tentative de débarquement. Je n'ai pas besoin de vous dire le rôle que des engins explosifs ces bombes auraient pu jouer en jetant la panique dans toute la région.

XXIV

L'automobile roulait maintenant à travers les rues de la ville et malgré son trouble extrême, madame Guthrie remarqua l'agitation des habitants, circulant en nombre inusité à cette heure avancée de l'après-midi.

En réalité, la cité entière, imparfaitement informée des incidents de la journée traversait une crise d'intense surexcitation. Lorsque l'auto, faisant le tour de la place du Marché, s'arrêta devant la porte principale de l'Hôtel de Ville, un rassemblement considérable formé à peu de distance sembla se diriger sur les arrivants.

Presque aussitôt un fonctionnaire à mine soucieuse — le chef de la police locale — descendit rapidement les marches de l'édifice et vint ouvrir la portière de l'automobile. Il tâchait de faire entrer madame Guthrie dans la mairie le plus vite possible afin de la soustraire à la curiosité de la foule, lorsqu'elle se retourna en hâte pour prendre le bras de son mari qui descendait lentement de la voiture.

Le groupe se trouva bientôt en sûreté dans la grande salle du conseil, aux murs ornés des portraits des maires successifs de Witanbury.

Vais je voir Anna tout de suite? — demanda madame Guthrie avec émotion.

— Oui, madame, si vous le voulez bien, — répliqua Reynolds. — Permettez-moi, auparavant, de vous rappeler les deux faits sur lesquels nous désirons des éclaircissements. Depuis combien de temps cette femme avait-elle les engins en sa possession? De qui les tenait-elle? Je ne suppose pas qu'elle hésite à répondre à la première question. Mais vous comprenez que c'est la seconde qui nous importe le plus. Et en voici une troisième qui est toute aussi essentielle : connaît-elle d'autres dépôts de même nature à Witanbury ou ailleurs? Je fais appel à tous vos sentiments patriotiques pour tenter d'obtenir des renseignements.

— Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir, soyez-en sûr,

monsieur, — répliqua madame Guthrie d'une voix tremblante. — Mais un mot encore s'il vous plaît, Mr Reynolds : que fera-t-on à ma pauvre Anna? Est-ce que le fait qu'elle est Allemande aggravera sa situation? Je comprends que si tout ce que vous me dites d'elle est exact, elle s'est bien mal conduite...

— Elle s'est odieusement conduite à votre égard, madame, — retorqua l'agent de la sûreté avec véhémence. — Vous ne vous rendez évidemment pas compte du danger terrible qu'elle vous a fait courir — et comme elle le regardait toute effarée — un danger encore plus terrible que celui de faire sauter votre maison avec la moitié de la ville. Mais laissons cela pour le moment. Je ne sais naturellement pas comment vous allez vous y prendre avec elle. Monsieur le Doyen m'a dit que vous aviez pour cette femme une affection que l'on accorde rarement à d'anciens serviteurs. Lui-même paraissait porter un grand intérêt à cette Anna Bauer...

— Et je suis certaine que vous aussi, Mr Reynolds, si vous la connaissiez depuis aussi longtemps que nous, vous auriez les mêmes sentiments à son égard, — s'écria madame Guthrie, de toute la sincérité naïve de son bon cœur. La pensée de la pitié manifestée par le bon Doyen l'avait à demi réconfortée.

— Laissez-moi ajouter ceci, qui a son importance, — fit le policier. — Rien de ce que cette femme vous dira ne sera invoqué contre elle dans son procès. Vous ne serez pas appelée à en témoigner. Dites-lui qu'elle peut vous parler en toute liberté. Ce qu'il nous faut tirer d'elle, vous l'avez bien compris? c'est tout ce qui a trait à la conspiration dont le centre, nous le savons, est ici même, à Witanbury.

La chambre de sûreté de l'Hôtel de Ville était située dans le sous-sol de ce qui restait de l'ancienne mairie. Cette cellule, assez vaste et blanchie à la chaux contenait comme mobilier, un lit de fer et un banc de bois, scellés tous deux au sol cimenté. Une faible lumière filtrait à travers une lucarne percée très haut, tandis qu'un appareil d'éclairage hors d'usage pendait au plafond. Sur le lit gisaient divers articles appartenant à Anna Bauer et qu'on lui avait permis d'emporter.

Assise sur le banc, dans une attitude d'inexprimable accablement, la vieille domestique offrait l'image de la stupeur et du désespoir... Elle ne se dérangea même pas au bruit de la

porte qu'on ouvrait, mais lorsqu'elle entendit une voix, longtemps si familière et si chère, s'écrier tout près d'elle : « Ma pauvre, pauvre Anna ! que c'est affreux de vous trouver ici ! » elle exhala un long soupir de soulagement et leva son visage maculé de larmes.

— Je suis innocente, innocente ! — cria-t-elle en allemand. — O chère maîtresse, je suis innocente ! Je vous jure, je vous jure que je n'ai rien fait de mal !

Mr Reynolds qui avait suivi madame Guthrie, une chaise à la main, la posa sans rien dire et quitta la cellule.

Madame Guthrie vint tout droit s'asseoir à côté de sa servante. Il lui semblait voir en elle un être que l'accablement rendait inconscient. Prenant aussitôt un ton d'autorité qu'Anna lui connaissait bien et auquel elle avait toujours obéi, elle commença :

— Écoutez-moi, Anna. Vous voyez que j'ai tout quitté aujourd'hui, le jour même de mon mariage, pour venir ici, essayer de vous tirer de la terrible position où vous vous êtes mise... Mais je ne puis rien faire, absolument rien, si vous ne me dites pas la vérité, toute la vérité. Anna, — fit-elle, pressant le bras de la vieille bonne, — levez la tête, regardez-moi. Si vous êtes vraiment innocente comme vous l'affirmez, pour quoi vous laissez-vous abattre ainsi?

La figure d'Anna s'éclaira soudain.

— Naturellement que je me suis laissée aller, — fit-elle. — après tout ce qui m'est arrivé, après avoir été brutalement traitée par les agents, après avoir été enfermée en prison... Moi en prison ! Et pourquoi? Je n'ai rien fait dont j'aie à rougir.

— Alors, racontez-moi un peu ce que vous avez réellement fait, — demanda madame Guthrie avec une ferme patience. — Rassemblez bien vos souvenirs. Expliquez-moi comment vous avez eu ces... (elle hésita) ces engins?

— Mais ce ne sont pas des engins ! — fit Anna sans émotion. — Ce sont des produits chimiques.

— Vous vous trompez, Anna, — dit madame Guthrie, en se levant pour s'asseoir sur la chaise en face de la domestque. — Vous vous trompez, ce sont certainement des explosifs. C'est un miracle de la bonté divine qu'ils n'aient pas éclaté depuis

longtemps; nous aurions été tuées toutes les trois et bien d'autres avec nous !

La vieille Anna la regarda avec stupéfaction.

— Herr Gott ! — cria-t-elle. — Mais personne ne m'a dit cela ! Ils m'ont fait un tas de questions, des questions auxquelles j'avais promis de ne pas répondre. Mais à vous, très gracieuse maîtresse, je vais tout vous dire.

Madame Guthrie eut un frisson. Qu'est-ce que la vieille bonne allait avouer?

— Tout cela c'est la faute à Willi, — commença Anna Bauer, parlant à voix basse et en allemand. — C'est aussi à Willi que j'ai promis de n'en rien dire. Voici, très gracieuse dame. Willi a un ami, un inventeur qui s'occupe de chimie, c'est lui qui m'a laissé ces marchandises. Je veux maintenant avouer à ma bonne maîtresse — les larmes commençaient à tomber — ce que je lui ai caché : que j'avais reçu ces paquets et que je les gardais dans ma chambre. Seulement Madame se rappellera qu'elle m'avait souvent dit : « Anna, je regrette de ne pas avoir une meilleure chambre à vous donner, mais telle qu'elle est, c'est votre chambre, c'est votre domaine. » Alors, puisque c'était mon domaine, j'ai cru que je pourrais bien y garder ce que je voudrais.

— Un ami de Willi? — interrompit enfin madame Guthrie d'un ton d'incrédulité. — Mais Willi est à Berlin, n'est-ce pas? Vous ne l'avez pas revu depuis votre retour d'Allemagne, il il y a trois ans?

— Certainement que je ne l'ai pas revu ! C'est le jour de mon départ de Berlin en me reconduisant à la gare, que Willi m'a annoncé qu'un de ses amis habitant l'Angleterre, viendrait m'apporter ces « marchandises » et que si j'en prenais soin, on me donnerait...

— Vous n'allez pas me dire qu'on vous a *payée* pour garder ça chez moi? — Un affreux dégoût venait aux lèvres de madame Guthrie.

— Si, gracieuse dame, si je l'avoue, — balbutia Anna Bauer, toute rouge de honte, — on m'a donné quelque chose. Mais ça, c'était mon affaire, n'est-ce pas?

— Et depuis combien de temps aviez-vous ces paquets dans votre chambre?

— Depuis trois ans, juste trois ans ce mois-ci.

— Vous voulez dire que ces paquets sont entrés à Trellis House au mois de mars 1912?

— Oui, gracieuse dame, un jour que Madame et miss Rose étaient à Londres.

Anna avait séché ses larmes et paraissait maintenant entièrement rassurée. Madame Guthrie savait tout et ne lui avait fait aucun reproche de son manque de sincérité. Elle ajouta spontanément :

— C'est un monsieur très poli qui les a apportés. Il m'a demandé où il pourrait les mettre bien en sûreté. Et je l'ai mené à ma grande armoire vide. Je l'ai aidé à les installer.

— Est-ce le même homme qui est venu ce matin?

— Oh ! non, — s'écria Anna, — l'autre était un monsieur bien comme il faut. Il m'avait envoyé un bout de lettre pour m'annoncer sa visite et quand il est revenu il me l'a redemandé. Je le lui ai rendu, naturellement.

— Est-ce qu'il vous a dit ce que contenaient ces paquets? Je vous en supplie, Anna, dites-moi toute la vérité là-dessus, c'est très important.

— Oh ! je veux bien dire toute la vérité, — fit la vieille bonne, visiblement soulagée depuis qu'elle s'était confessée de la seule tromperie qu'elle eût commise envers sa maîtresse. — Le monsieur m'a dit que c'était des produits chimiques, une nouvelle invention qu'il fallait garder secrète encore quelques temps. Il a ajouté que ces paquets étaient très fragiles...

— C'était un Allemand, c'est-ce pas?

— Naturellement, puisque c'était un des chefs de Willi. Mais l'homme qui est venu aujourd'hui n'était pas un Allemand.

— Et depuis trois ans vous n'avez jamais entendu parler de lui, je veux dire du premier messager? — demanda madame Guthrie pensant avec horreur à cette longue période de complicité.

— Jamais ! jamais ! — s'écria Anna précipitamment. — On ne m'a parlé de rien jusqu'à ce soir.

— Anna, je ne comprendrai jamais ce qui a pu vous faire faire une chose pareille ! Était-ce par affection pour votre neveu Willi?

— Oui, gracieuse maîtresse, rien que pour cela, — répondit la servante, tandis qu'une singulière expression de ruse traversait son visage.

XXV

— Et maintenant je n'ai plus rien à ajouter à ce récit très minutieux de mon entrevue avec ma pauvre Anna. Je vous ai répété ses paroles mot pour mot.

Ainsi s'exprimait madame Guthrie, devant le groupe des hauts fonctionnaires de la police réunis dans la salle du conseil municipal. Et elle ajouta, jetant un regard de protestation anticipée à Mr Reynolds :

— Et je suis convaincue qu'elle m'a dit la vérité.

Se tournant vers le Doyen, elle vit sur son visage une adhésion sympathique, tandis que la figure du major restait sévère et visiblement anxieuse. L'inspecteur de la sûreté dit avec son sourire à la fois sceptique et courtois :

— Je crois, madame, que cette femme vous a dit une partie de la vérité, mais elle ne vous a certainement pas dit *toute* la vérité. Vous paraissez croire qu'elle n'a jamais eu le moindre soupçon sur le motif réel du dépôt reçu par elle ; Anna Bauer a pourtant l'air d'une femme qui n'est pas dénuée d'intelligence, ou du moins d'un certain bon sens...

— Vous oubliez, Mr Reynolds, — interrompit le major, sortant pour la première fois de son silence soucieux, — vous oubliez que l'incident originel s'est passé longtemps avant la guerre. La date donnée par cette femme correspond assez exactement à ce qu'on a appelé l'affaire d'Agadir. Cette année-là, Anna Bauer a visité son neveu à Berlin. Peu de temps après son retour, elle reçut la visite de l'envoyé de ce même neveu qui est, je crois, sous-inspecteur de police à Berlin...

— Vous ne m'aviez pas dit cela, madame, — fit Mr Reynolds.

— Je n'y ai pas pensé. — Mais c'est exact : Wilhelm Warschauer, le neveu de ma pauvre Anna, est bien employé

au bureau de police de Berlin. Je ne doute pas que ce soit un homme très honorable.

Elle ne vit pas le sourire ironique qui effleurait les lèvres de l'inspecteur de la sûreté, mais il n'échappa pas au Doyen qui ne put retenir un mouvement de protestation, car le vénérable ecclésiastique gardait encore une certaine bienveillance crédule pour la vieille Allemande. S'adressant à Mr Reynolds sur un ton conciliant :

— Permettez-moi, — dit-il, — de présenter une suggestion dans le but de mieux éclaircir cette affaire. Nous possédons à Witanbury, un conseiller municipal, Allemand d'origine mais naturalisé depuis longtemps et jouissant de la considération générale. Vous savez sans doute, que ce brave Alfred Head — c'est son nom — a été victime la semaine dernière d'une émeute dans laquelle on a dévasté sa boutique. Il s'est refusé à porter plainte et s'est conduit dans toute cette affaire avec une dignité remarquable. Ma proposition serait donc de faire interroger Anna Bauer par Alfred Head. Je suis persuadé qu'il obtiendra d'elle bien des renseignements qu'elle a peut-être refusés à sa bonne maîtresse et qu'on arrivera ainsi à la vérité toute entière. Je l'ai justement rencontré en venant ici et il a témoigné beaucoup d'émotion en apprenant les faits mis à la charge de cette pauvre domestique. Il est très désireux de lui venir en aide dans les circonstances actuelles. Après tout, cette entrevue ne pourrait avoir aucun mauvais résultat et qui sait si elle n'en aurait pas de bons ? Croyez-moi, faites venir ici Alfred Head et indiquez-lui bien ce que vous désirez de lui.

— Mais Anna ne lui dira rien de plus qu'à moi, — s'écria madame Guthrie. — Je suis certaine qu'elle m'a dit la vérité, *rien* que la vérité et je crois sincèrement qu'elle m'a dit *toute* la vérité.

Mr Reynolds la regarda de nouveau avec son même sourire ironique, mais empreint de plus de bienveillance qu'auparavant. Elle commençait à lui plaire, cette mariée du matin même, si impulsive, si généreuse, si vraiment bonne, si fidèle à ses amitiés. Et puis ce mutilé de la guerre, ce beau soldat aveugle, debout à côté de sa femme. Ce groupe impressionnait le policier qui se trouvait si rarement en contact avec

d'aussi droites et nobles natures. Ce fut avec beaucoup de douceur qu'il répondit :

— Je souhaite de tout mon cœur que vous ne vous trompiez pas, madame ; cependant je trouve que la suggestion de monsieur le Doyen a du bon, et que l'on pourrait se servir de ce conseiller municipal — c'est bien Head qu'il s'appelle? — pour interroger encore la vieille femme. Il est sans doute de sa classe, socialement, et cela faciliterait les épanchements d'Anna Bauer. Souvent, où l'avocat du prévenu lui-même échoue dans ses tentatives pour obtenir la confiance de son client, une amie, une voisine, qui sait lui parler, délie cette langue obstinée. Mais, major, je ne vois aucune raison pour vous retenir ici plus longtemps vous et madame Guthrie!

— Si Anna Bauer, comme je le crains, est l'objet d'une poursuite, — dit le major, — je désire que mon homme de loi soit chargé de sa défense. Ma femme considère qu'elle a une dette de gratitude vis-à-vis de sa vieille servante qui a pris soin de miss Rose Otway depuis son bas âge. Aussi madame Guthrie et moi tenons à ne pas l'abandonner dans ces pénibles circonstances. J'ajoute que mon opinion coïncide absolument avec celle qu'exprimait ma femme tout à l'heure : je considère cette pauvre créature comme innocente de toute mauvaise intention et comme ayant dit tout ce qu'elle savait de cette affaire.

Il serra la main des personnes qui l'entouraient, tandis que Mr Reynolds présentait cordialement ses adieux à madame Guthrie. Elle avait l'air presque heureuse, bien que ses yeux n'eussent point séché leurs larmes.

— J'espère, — offrit l'inspecteur de la sûreté, — que vous voudrez bien vous servir de mon auto pour rentrer chez vous.

Et les escortant hors de l'Hôtel de Ville, il donna l'ordre de lever la capote, car il commençait à pleuvoir.

Au moment où la portière se fermait, madame Guthrie cria :

— Oh ! Mr Reynolds, j'espère qu'on ne sera pas trop dur pour ma pauvre Anna !

— Soyez tranquille, Madame, personne ne songe à la traiter rudement. Il est possible, après tout, qu'elle n'ait été qu'un instrument inconscient. En ce cas, on lui notifiera un ordre d'expulsion et on l'expédiera en Allemagne par la Hollande...

— Et pour tout l'argent nécessaire, — interrompit le major, — souvenez-vous que je suis là, Mr Reynolds.

— J'en prends note, major. Mais elle n'aura nul besoin d'argent ; nous savons qu'elle a de grosses économies et cela même nous avait inspiré des soupçons.

Et saluant de la main, il fit signe au chauffeur de débrayer.

Il n'y avait guère de lumière dans la voiture ; madame Guthrie sentit le bras de son mari qui l'enlaçait.

Approchant sa bouche de son oreille, elle lui murmura :

— Oh ! Alick, j'ai peur que vous n'ayez épousé une bien sotte femme...

Il se tourna vers elle et d'un ton d'infinie tendresse, il répondit :

— Mary, j'ai épousé la plus douce, la plus généreuse, la plus chère des femmes.

— En tout cas, — répondit-elle moitié riant, moitié pleurant, — vous pouvez vous dire que si elle ne vaut pas grand'-chose, elle est bien toute à vous.

Et, pour la première fois, leurs lèvres se touchèrent.

XXV

En rentrant dans la salle du conseil, Mr Reynolds se trouva en face du personnage dont le Doyen lui avait parlé, celui qui, à son avis, allait obtenir d'Anna Bauer la vérité toute entière.

L'inspecteur de la sûreté ne s'attendait pas à rencontrer un homme à la physionomie si intelligente et d'aspect encore si jeune. Ce n'était pas le type courant de l'Allemand naturalisé Anglais. Bien qu'âgé de cinquante ans et plus, Alfred Head — pour lui donner les noms de son choix — avait une allure singulièrement alerte. De plus il ressemblait fort à quelqu'un que Mr Reynolds était sûr d'avoir déjà vu. Avant d'ouvrir la bouche, le policier concentra ses souvenirs, cherchant un nom à mettre sur cette figure. N'y pouvant parvenir, il entama aussitôt l'affaire présente.

— Eh ! bien, Mr Head, — demanda-t-il, — êtes-vous prêt

à faire pour nous ce dont Mr le Dr Haworth vous a certainement parlé en vous priant de venir ici?

— Oui, monsieur, je suis à vos ordres.

— Seriez-vous Américain, par hasard?

Un peu embarrassé, l'épicier répondit :

— Je ne suis pas Américain, mais j'ai habité longtemps les États-Unis.

— N'auriez-vous pas été attaché à la police de New-York ?

Visiblement surpris, l'homme répondit avec emphase :

— Non, monsieur, jamais.

— Oh! je vous ai demandé cela, — fit négligemment Mr Reynolds, — parce que votre figure ne me semblait pas inconnue. Je me suis trompé, voilà tout. Maintenant, dites-moi, tout d'abord : vous connaissez bien Anna Bauer?

Alfred Head hésita, se tournant vers le Doyen comme pour lui demander conseil. Enfin il répondit :

— Je connais Anna Bauer assez bien. Quoique à vrai dire, elle soit plutôt l'amie de ma femme. De temps en temps elle venait passer la soirée chez nous.

Il commençait à se sentir très mal à l'aise. Anna aurait-elle parlé de lui, par hasard? Il ne le croyait pas et espérait bien que non. Il demanda d'un ton qui manquait de son assurance habituelle :

— Veuillez me dire ce que vous désirez de moi exactement, monsieur.

Mr Reynolds, lui aussi, hésita. Il ne savait encore pourquoi, mais cet homme lui déplaisait. Enfin il se décida à lui répéter tout ce que la vieille femme avait avoué, ajoutant :

— Nous voudrions savoir, par vous, si elle a reçu de l'argent depuis le commencement de la guerre, de qui et pour quelle raison. Je vous dirai, confidentiellement, monsieur Head, que nous savons d'une façon certaine qu'il a été distribué beaucoup d'argent allemand dans cette région depuis le mois d'août dernier. Nous sommes sur la trace des distributeurs de ces fonds sans être remontés encore à la source.

Respectueusement, Alfred Head répondit :

— Je crois comprendre maintenant ce que vous désirez savoir, monsieur.

On frappa à la porte. Le policeman qui entra dit à l'inspecteur :

— Scotland Yard vous demande au téléphone, Mr Reynolds.

— J'y vais tout de suite. Mais voici monsieur que vous pouvez conduire immédiatement dans la cellule d'Anna Bauer.

Et il se rendit rapidement au téléphone, prévoyant quelque importante solution à l'enquête entreprise sous ses ordres. Depuis plusieurs semaines déjà, ses meilleurs agents sondaient la ville de Witanbury et ses environs.

Quelque terrifiée et abasourdie que la vieille Anna eût été par les évènements de cet après-midi, elle n'avait pas oublié, parmi les quelques objets qu'on lui avait permis d'emporter avec elle, ce précieux ouvrage au crochet qui absorbait ses moindres instants de loisir. A vrai dire, elle n'y avait pas touché durant les premières heures d'angoisse et d'attente de son incarcération. Mais depuis son entrevue avec sa fidèle maîtresse, se rappelant l'indulgence avec laquelle elle avait recueilli son aveu de cachotterie coupable, la vieille servante avait repris tout son courage, convaincue que cet affreux cauchemar allait se dissiper avant la fin du jour.

Toute sa confiance dans le bon vouloir de madame Guthrie et de sa chère Rose, dans leur pouvoir pour la tirer d'affaire, lui était revenue. Et en conséquence, l'habitude aidant, elle avait repris comme machinalement le sac qui contenait son ouvrage et recommencé son éternel crochet.

Elle était déjà bien en train, paisible et demi-souriante, lorsque les verrous brusquement tirés la firent sursauter, sur ses traits parut une expression d'ennui. Elle en avait assez d'être interrogée. D'ailleurs pourquoi de nouvelles questions puisqu'elle avait tout dit?

Mais aussitôt qu'elle se rendit compte que son visiteur n'était autre qu'Alfred Head lui-même, elle recouvra toute sa sérénité. N'avait-il pas été depuis quelques mois un véritable ami? Sans doute il venait lui offrir son aide, cette aide dont, Dieu merci, elle n'avait plus besoin.

La pauvre Anna quoiqu'elle ne fût jamais bien perspicace, eût pourtant dû s'apercevoir aussitôt que l'expression d'Alfred

Head, en entrant dans la cellule, n'était rien moins que cordiale et encourageante. Sans paraître voir la main qu'elle lui tendait, il s'avança les bras croisés et le visage sévère et la regarda silencieusement pendant une minute.

Enfin, parlant entre ses dents, il lui dit :

— Vous voilà dans une jolie situation, Frau Bauer ! Vous doutez-vous seulement de tout le mal que vous avez fait?

Elle fixa sur lui des yeux stupéfaits.

— Je... ne... comprends... pas ! — balbutia-t-elle. — Moi, je n'ai rien fait ! Que voulez-vous dire?

— Je dis que vous nous avez amenés tout près de l'échafaud, vous et tous vos amis !

— L'échafaud ! — s'écria Anna Bauer d'une voix tremblante. — Pour l'amour de Dieu, expliquez-vous, Mr Head !

D'un accent un peu moins brutal, il répondit :

— Je ne sais pas encore exactement ce que vous avez pu dire, Frau Bauer, et en réalité vous n'avez pas pu dire grand'-chose car vous ne savez quasi rien. Mais il y a une chose que je vais vous dire, moi, maintenant, Frau Bauer, c'est que si vous avez le malheur de révéler de qui vous avez reçu le premier argent qui vous a été versé au commencement de la guerre, moi aussi je parlerai, et alors... alors au lieu d'être renvoyée en Allemagne pour y vivre entre votre nièce et son mari, je vous le jure devant Dieu, vous serez condamnée à être pendue... pendue, entendez-vous?

— Pendue ! Mais pourquoi? Je n'ai rien fait, moi, moi...

Et il s'aperçut soudain que la vieille servante s'effondrait sous l'effet d'une effroyable terreur. Il était allé trop loin. D'un ton changé, presque amical, il reprit :

— Mais en échange, je le répète, si vous faites exactement ce que je vous ai dit, ce que je vais vous redire, vous ne risquez rien, absolument rien.

— Je vous obéirai, Herr Hegner, je vous obéirai, — fit-elle d'une voix défaillante.

Il se retourna brusquement.

— Je vous défends de m'appeler ainsi, — cria-t-il furieux ; puis reprenant son sang-froid : — Et maintenant, écoutez-moi, écoutez-moi bien ! Si vous m'obéissez, pas l'ombre d'un danger pour vous.

Elle baissa la tête en signe d'humble adhésion.

— D'abord vous répondrez invariablement que les paquets vous ont été envoyés par votre neveu Willi. On n'ira pas le pincer à Berlin, lui !

— Mais j'ai déjà dit, — interrompit-elle, — que c'était un de ses amis qui me les avait apportés.

— C'est dommage, mais ce n'est pas grave. L'essentiel est que vous cachiez que vous avez reçu de moi le moindre argent. Vous n'en avez pas parlé déjà, j'espère?

— Non, non pas un mot de cela.

L'homme, soudain soupçonneux, répéta :

— Essayez de bien vous rappeler ! Vous êtes sûre de ne pas avoir mentionné mon nom dans toute cette affaire?

— Sûre ! sûre, — s'écria-t-elle.

— Mais vous avez avoué que vous aviez été payée pour recevoir ce dépôt?

Avec un tragique accent de franchise, la vieille déclara :

— Oui, Mr Head, ça je l'ai avoué !

— Stupide ! stupide créature ! Comme si ce n'était pas plus facile de déclarer que vous aviez voulu simplement faire plaisir à votre neveu.

— Qu'est-ce que cela fait? — s'écria Anna, — puisque madame Guthrie m'a pardonné...

— Je me moque de votre madame Guthrie. Ce sont les autres qui vont vous demander encore qui vous a donné cet argent que vous avez avoué avoir reçu! Donc ce qu'il faut, Frau Bauer..., vous m'écoutez bien, n'est-ce pas?

— Oui, oui, je vous écoute, Herr Head...

— Vous devez déclarer, sans jamais varier, que c'est votre neveu lui-même, lui seul, qui vous envoyait cet argent et que depuis la guerre, vous n'avez pas reçu un shilling, pas un shilling vous m'entendez?

— J'entends, j'entends...

— Et si vous avez le malheur de dire autre chose que ça, si vous avez l'audace de me mêler en rien à cette affaire, alors, Frau Bauer, moi aussi je parlerai et je dirai ce que je sais sur votre compte.

Les yeux épouvantés d'Anna le regardèrent sans comprendre.

— Ah ! vous ne savez pas ce que je pourrais dire, — sif-

fla-t-il dans son oreille. — Eh ! bien je leur dirai que c'est grâce à vous, à vous seule, qu'une certaine usine dans le nord de la France a été bombardée et que quatre-vingts Anglais qui s'y trouvaient ont été massacrés. Et si je leur raconte ça, ils vous pendront !

— Vous ne pourriez pas leur dire ça, puisque c'est faux ! — criait-elle, hors d'elle d'indignation.

— Ce n'est pas faux, c'est vrai !

Et ses accents d'une impitoyable cruauté portèrent la conviction au fond de l'âme de sa victime.

— Vous ne vous rappelez donc plus que vous m'avez montré un soir une certaine lettre de M. Jervis Blake à sa fiancée? Or c'est grâce à ce qu'elle contenait, cette lettre, que quatre-vingts Anglais ont été tués et que Mr Jervis Blake a perdu son pied.

La vieille bonne poussa un cri d'horreur épouvantée :

— Non, non, — supplia-t-elle, — ne dites pas cela ! Ne dites pas qu'une pareille chose est possible ! Dites que ce n'est pas vrai !

— La chose est vrai, elle est certaine ! — répéta Hegner avec un accent de féroce triomphe, — et comme honnête Allemande vous devriez vous en réjouir avec moi !

— Mais pas Mr Jervis Blake ! Pas le fiancé de ma chère petite Rose ! — cria-t-elle au milieu de ses sanglots.

— Le fiancé de votre miss Rose était en train de tuer des Allemands. Maintenant c'est fini, il n'en tuera plus. Mais comprenez bien, Frau Bauer, qu'en réalité c'est vous, c'est vous-même qui lui avez enlevé son pied. Et si vous avez le malheur de me dénoncer, Frau Bauer, aussi vrai que je suis là devant vous, je leur dirai ce que vous avez fait ce jour-là... et ils vous pendront, ils vous pendront !

A tout cela elle ne répondit rien, toute courbée, comme écrasée sous un effroyable fardeau. Il la secoua par l'épaule, disant :

— Levez les yeux, Frau Bauer, et regardez-moi bien en face en me disant : « J'ai compris. »

Péniblement elle souleva sa tête et le changement d'expression était déjà tel que l'homme en fut effrayé. Mais elle trouva encore la force de répondre :

— J'ai compris.

Reprenant aussitôt un ton naturel et presque de bonne humeur, l'épicier reprit :

— Alors c'est parfait. Vous ne direz rien et il ne vous arrivera rien. On vous expédiera au Vaterland et votre argent que vous ne pourrez pas emporter, vos « bonnes maîtresses » (il ricana) en prendront soin pour vous et vous le rendront après la guerre. Ainsi, vous voyez, tout ira pour le mieux. Au revoir, Frau Bauer, je vais dire à ces dignes messieurs qui m'ont envoyé ici que je n'ai pu rien tirer d'autre de vous que ce que vous aviez déjà dit à mistress Guthrie. D'accord ?

— Oui, — fit-elle d'une voix sourde.

Jetant un dernier regard sur cette tête affaissée, il se dirigea vers la porte de la cellule et frappa pour se faire ouvrir.

Une minute s'écoula, puis la porte s'entre-bâilla juste assez pour le laisser sortir.

A ce moment, Alfred Head sentit un frisson le traverser. Il lui sembla que le couloir sur lequel s'ouvrait la cellule d'Anna Bauer était plein de monde. A quelques pas, se tenaient debout, le chef de la police locale, trois ou quatre agents et l'inspecteur venu de Londres.

C'est ce dernier qui vint à lui.

— Eh ! bien? — demanda-t-il d'un ton grave. — Je suppose que vous n'avez rien pu tirer de la vieille femme?

Se forçant à paraître à son aise, Head répondit :

— C'est exact, monsieur, je n'ai rien pu obtenir d'elle. Je crois comme vous, qu'elle n'a été qu'un instrument inconscient entre des mains plus habiles.

Un agent l'encadrant de chaque côté, l'homme se sentit comme poussé le long du couloir dans la direction de la grande salle où on l'avait reçu. Déjà il se réjouissait de pouvoir bientôt respirer l'air libre de la place du Marché et réfléchir à tête reposée sur la situation, lorsqu'à l'extrémité du passage, il se sentit les coudes solidement empoignés.

— Qu'est-ce que c'est? qu'est-ce que c'est? — cria-t-il en se débattant violemment mais en vain.

Ce cauchemar commencé dans la cellule de la vieille servante se poursuivait vraiment trop longtemps, car enfin il n'était pas possible que...

Soudain il se calma, se soumit, une pensée unique s'empa-

rant de lui : faire disparaître tout de suite d'une façon quelconque le paquet de breloques pendu à sa chaîne de montre, parmi lesquelles figuraient les deux clefs de son coffre-fort qui ne le quittaient jamais.

Il répétait encore « Qu'est-ce que c'est? » lorsque des cris perçants traversant la place du Marché l'arrêtèrent brusquement. Effaré, il répétait une quatrième fois : « Qu'est-ce que c'est? » lorsque l'inspecteur de la police municipale lui dit avec quelque pitié dans la voix :

— Je regrette de devoir vous annoncer, Head, que nous venons de faire arrêter votre femme.

— Ah ! c'est vraiment trop affreux ! La pauvre petite femme ! Une enfant ! Et une Anglaise ! Ils doivent être tous fous dans cette ville d'aller suspecter ma petite Polly !

— Il est malheureux pour elle, Head, qu'on ait trouvé dans un meuble à son usage, une clef ouvrant votre coffre-fort. Vous me comprenez maintenant ?

Alfred Head pâlit affreusement.

— C'est impossible, — fit-il, — il n'existe que deux clefs et je les ai ici.

— Il y en avait certainement une troisième puisqu'on l'a découverte. Madame Head n'a du reste pas hésité à dire que vous ne la saviez pas en possession d'un clef. Si elle prouve qu'elle ne comprend pas un mot d'allemand et que vous ne lui racontiez rien de vos affaires, il est probable qu'on la remettra en liberté.

— Oh ! mais il n'y a rien dans ce coffre, — fit Head, — rien qui ait la moindre importance, rien que j'aie reçu depuis la guerre. Des papiers de commerce, c'est tout.

L'inspecteur le regarda, hésitant à lui en dire plus. Il était déjà allé bien loin en souvenir de leurs vieilles relations. Il ajouta pourtant :

— Naturellement je ne les connais pas ces papiers. Ils ont été emballés tout de suite et expédiés sur Londres. Ce qui a causé votre arrestation, Head, c'est un message téléphonique venu de Scotland Yard pendant que vous étiez dans la cellule de la femme Bauer.

— Alors je ne pourrai pas voir ma femme? — demanda Head d'une voix désolée.

— Ce sera peut-être difficile, mais comme vous ne serez pas mis en accusation régulière avant demain matin, je verrai si je puis vous procurer une entrevue. Avec vous on amènera devant le juge, l'homme qui a visité Trellis House ce matin. On n'a pas eu de peine à le trouver. D'ici il était allé tout droit chez les Pollit. Ah ! vous me comprenez, je vois. Madame Pollit est l'amie de cette vieille Allemande. Je n'ai jamais pu la souffrir, cette bonne des dames Otway. Quand je la voyais passer devant mes fenêtres je disais souvent à ma femme : « Encore une qui ôte le pain de la bouche à une brave Anglaise sans place. » Et j'avais joliment raison ! Maintenant, mon pauvre Head, il va falloir que je vous fouille. C'est le règlement, vous savez...

Alfred Head baissa la tête docilement.

— Je sais, et ça m'est bien égal puisque je suis innocent.

Mais le nom de Pollit prononcé à l'instant, lui avait fait passer un frisson dans les moelles. Si Pollit disait tout, son affaire, à lui, était claire !

XXVII

Après que la porte se fut fermée derrière Alfred Head, Anna Bauer resta longtemps immobile sur son banc. Tout ce que son esprit terrifié semblait garder de cette affreuse entrevue, c'était ce que cet homme lui avait appris concernant Jervis Blake.

Alors lui apparut avec une éblouissante clarté le souvenir de Rose Otway, entrant dans sa cuisine, blanche comme un linge et lui disant d'une voix éteinte : « Anna, on va lui couper le pied ! » Un instant la jeune fille était restée là, debout, silencieuse et tragique dans sa désolation, les yeux secs et les traits contractés. Puis, brusquement la détente s'était produite, cette détente qui seule empêche l'extrême douleur de devenir folie. Se jetant dans les bras de sa vieille bonne, l'enfant s'était abandonnée à la violence de ses sanglots, jusqu'au moment où l'arrivée de sa mère l'avait obligée à se ressaisir.

Et la mémoire d'Anna Bauer, étrangement surexcitée, lui

retraça avec une extraordinaire précision, tous les événements qui s'étaient succédé depuis cette scène, et surtout le mariage dans la chambre du blessé, et l'injonction de Sir Jacques Robey lui défendant toute manifestation de chagrin durant cette poignante cérémonie. On l'avait regardée, elle, la vieille bonne de la mariée, avec une bienveillance évidente. Qu'eût-on pensé, qu'eût-on dit, que lui eût-on fait, si la vérité, l'horrible vérité avait été connue !

Elle se rappela aussi les jours affreux après l'opération ; les nuits sans sommeil de sa chérie qu'elle avait dû suivre dans ses vagabondages fiévreux, pieds nus, à travers la maison, la suppliant de rentrer dans sa chambre et dans son lit, après avoir réchauffé quelques instants ses membres glacés près du feu rallumé de la cuisine.

C'était elle, toujours elle qui avait obtenu un soporifique de Sir Jacques Robey auquel elle avait dû révéler cette dangereuse surexcitation de la pauvre fiancée, c'était elle enfin qui bien plus et bien mieux que la mère, avait graduellement ramené le calme, le courage et l'espoir dans le cœur de « son enfant ».

Et voilà qu'elle se trouvait en face de cette épouvantable révélation. Elle, Anna Bauer, qui avait tenu entre ses bras Rose encore toute petite fillette, qui l'avait chérie, dorlotée pendant dix-huit années, elle était la cause directe, certaine du malheur affreux qui avait fondu sur cette jeune existence ! Ah ! si c'était vrai, si elle avait fait cette chose abominable, alors en vérité, elle méritait l'échafaud, elle méritait d'être pendue ! Mieux valait cent fois la mort, que l'agonie qui la torturait si jamais, elle vivante, sa chérie apprenait la vérité !

Soudain la porte s'ouvrit et un geôlier entra, un plateau à la main. Il lui apportait du café, du lait, des tranches de viande, du pain.

Il posa le repas sur le banc auprès de la vieille femme, en disant :

— Voilà pour vous. Votre maîtresse, madame Guthrie, nous a priés de vous donner du café au lieu du thé. Elle a dit que vous aimeriez mieux ça.

A ces mots, Anna éclata en sanglots. Avec bonhomie, l'homme ajouta :

— Allons, allons, calmez-vous et essayez de manger. Peut-être, après tout, les choses ne tourneront pas si mal pour vous. On dit bien que vous gardiez dans votre chambre assez de dynamite pour faire sauter la moitié de Witanbury. Mais il y en a beaucoup aussi qui croient que vous ne saviez pas que c'était des bombes, et alors, si c'est prouvé, on vous relâchera et vous pourrez rentrer dans votre satané pays. En tout cas, on vous traitera justement, vous pouvez être tranquille. Seulement il ne faut pas vous abandonner. Voilà toujours un bon souper ! Allez-y !

Et comme elle le regardait sans parler, il ajouta :

— Pour sûr qu'on ne vous nourrira pas comme ça à la prison de Darnefort.

Et comme elle ne semblait pas le comprendre, il reprit :

— Darnefort, c'est là qu'on vous transportera demain pour y attendre la prochaine session des assises.

— Ah ! — fit-elle d'une voix sourde.

— Prenez votre temps pour le souper, — fit-il. — Je ne reviendrai pas avant une heure.

Et sortant de la pièce, il verrouilla la porte derrière lui.

Pour la première fois de sa vie, peut-être, Anna ne se sentit aucun désir de manger. Elle se versa seulement une tasse de café et l'avala d'un trait, sans sucre ni lait. Ce breuvage amer sembla la réveiller, lui rendre des forces, surtout lui donner une extraordinaire compréhension de ce qui lui restait à faire.

Le jour tombait, mais la chambre était encore assez éclairée pour qu'on distinguât tout ce qui s'y trouvait. La vieille servante regarda autour d'elle avec une singulière attention. Au plafond, elle remarqua l'appareil d'éclairage solidement scellé au plafond ; devant elle, la chaise sur laquelle sa maîtresse s'était assise durant sa visite. Enfin, sur le banc, le rouleau d'ouvrage au crochet qu'elle avait apporté de Trellis House.

C'était une large bande de guipure en gros fil écru, destiné à garnir un dessus de table pour la salle à manger de mistress Jervis Blake. Le travail était presque achevé et la bande

avait près de trois yards de long. C'était un ouvrage admirablement fait, d'une solidité à défier bien des blanchissages successifs. Il était soigneusement roulé, afin de garder toute sa fraîcheur jusqu'à la fin. D'une main tranquille, Anna Bauer enleva l'épingle qui le retenait et le déroula lentement.

Oui vraiment, c'était du beau travail, un peu grossier peut-être, mais pour le linge de ménage, miss Rose n'aimait pas la guipure trop fine.

De ses deux mains elle tira de toutes ses forces sur le premier yard du rouleau défait. Comme cela résistait ! Et comme le point gardait bien sa forme ! Elle se rappela soudain quelle médiocre et lâche guipure sa maîtresse avait réussi à faire si difficilement sur ses indications à elle, Anna, il y avait dix-sept ans de cela !

Dix-sept ans ! que c'était loin !

Oui, cette guipure-ci résisterait à tout.

A peine si on aurait besoin... *après*... pour lui rendre sa beauté, de la mouiller légèrement, de la tendre sur un morceau de toile cirée, de la couvrir d'un bout de flanelle et de la repasser avec un fer à peine chaud...

XXVIII

Le même soir, à huit heures, Mr Reynolds et Mr Hayley, partageaient un court repas à Trellis House. A son grand ennui, James Hayley avait dû retarder son départ jusqu'au dernier train de Londres. Par ses soins, l'arrivée des locataires de sa tante avait été contremandée, leurs deux domestiques casés dans le voisinage et l'agent de police qui devait surveiller la chambre d'Anna Bauer, mise sous scellés, installé le mieux possible dans la même maison.

Madame Haworth avait bien trouvé une femme de ménage pour s'occuper du souper de ces messieurs, mais celle-ci, la femme d'un des appariteurs de la Cathédrale, s'était refusée à mettre les pieds dans la maison du crime, se bornant à apporter sur le seuil un plat de côtelettes aux pommes bouillies.

Mr Reynolds, moins méticuleux que son compagnon, et qui avait dû, d'ailleurs, se passer de lunch, trouvait cet impromptu très suffisant.

— Je ne doute pas, — fit-il entre deux bouchées, — que ce que vous me dites, Mr Hayley, concernant les qualités exceptionnelles de ménagère que possède la femme Bauer, ne soit absolument exact. N'empêche que c'est une créature très dangereuse, sur laquelle j'attends bien d'autres renseignements demain matin. Du reste, j'en sais déjà long. Vous aviez ici un véritable nid d'espions ; les ramifications du complot s'étendaient sur tous les villages de la côte sud-ouest. Vous ignorez, j'imagine, que cette « bonne vieille Anna » de madame votre cousine a une fille mariée à un Anglais?

— Vous voulez parler de Georges Pollit? — demanda Haylay levant la tête.

— Parfaitement. Le connaissez-vous?

— Oh ! seulement pour l'avoir tiré d'une assez vilaine affaire, l'an dernier, sur les instances de ma cousine. C'est une parfaite canaille.

— Ça oui, par exemple. Il a servi de boîte aux lettres à ce Hegner, l'homme qui se fait appeler Head et qui était si bien avec monsieur le Doyen. Or c'est ce respectable conseiller municipal qui était l'espion en chef de toute la contrée. Je crois que nous tenons tous les fils du complot. Chez l'Espagnol — vous savez ? celui qui est venu ici ce matin — dans sa chambre d'hôtel de Southampton, nous avons trouvé parmi ses rares papiers, l'adresse de Georges Pollit. La boutique de ce dernier a été fouillée dans la journée, et on l'a cuisiné sans merci. Il en a avoué plus qu'il n'en faut pour faire pendre une douzaine de Hegner. Je suppose qu'on l'avait choisi parce que sa femme était Allemande...

Un violent coup de sonnette l'interrompit.

— Il va me falloir ouvrir la porte, puisque nous sommes sans domestique, — fit le diplomate.

Sur le seuil, il se trouva en face de sa cousine Rose, émue et essoufflée.

— Nous allions arriver à Londres, — dit-elle, — lorsqu'un ami de Jervis, rencontré dans le train, nous a raconté la terrible affaire de la pauvre Anna, ne se doutant pas du coup qu'il

me portait. Nous avons pris le premier train pour rentrer ici, pour savoir la vérité et venir en aide à ma chère nourrice... Car enfin, James, vous savez bien qu'elle ne peut pas être coupable ! Une telle accusation est absurde ! Je veux aller à elle tout de suite, pour la réconforter, pour la consoler... J'ai tant de chagrin de ce qui lui arrive...

Et les larmes montèrent aux yeux de la jeune femme.

— Voulez-vous entrer un moment, Rose? — répondit Hayley, le cœur un peu serré de voir sa cousine, malgré sa peine, si délicieusement transformée par le reflet de son bonheur intime.

Il ajouta :

— Et où est votre mari?

— Chez les Robey. J'ai préféré venir ici seule.

Ils entrèrent dans la salle à manger.

— Mr Reynolds, ma cousine madame Blake.

La présentation faite, il reprit :

— Je crains que vous n'ayez à traverser une bien cruelle épreuve, Rose. La culpabilité d'Anna Bauer est absolument certaine.

— Eh ! bien, moi, je suis sûre qu'elle est innocente, — s'écria la jeune femme avec un accent d'ardente conviction.

Et regardant Mr Reynolds bien en face, elle ajouta :

— Vous comprenez, monsieur ; je connais Anna depuis ma petite enfance et je la connais bien à fond...

Mais comme les deux hommes, le visage assombri, gardaient le silence, elle se sentit glacée d'un doute subit :

— Est-ce donc si grave que cela? — demanda-t-elle d'une voix troublée.

— Nous le craignons, — fit l'inspecteur de la sûreté.

— Oh ! alors, James, obtenez au moins qu'on me la laisse voir un moment, ce soir encore.

Et se tournant vers l'inspecteur chez qui il lui semblait trouver plus de sympathie, elle ajouta :

— Si vous saviez, monsieur, ce qu'Anna Bauer a été pour moi pendant dix-huit ans, surtout durant la terrible épreuve que je viens de traverser, vous comprendriez pourquoi je dois faire tout, tout au monde pour elle !

— Nous allons voir, madame, — répondit Mr Reynolds, — si une entrevue est encore possible ce soir. Demain, après la mise en accusation elle ne serait sûrement pas accordée.

Ils gagnèrent à pied, tous trois, la place du Marché. Malgré l'heure tardive, de nombreux groupes stationnaient sous le porche de l'Hôtel de Ville.

A quelque distance de la mairie, James Hayley, peu soucieux de faire attendre sa cousine au milieu de ces bruyants commérages, lui dit brusquement :

— Mieux vaut rester ici quelques minutes, Rose, en compagnie de Mr Reynolds, tandis que je m'informerai de la situation exacte.

Il les avait à peine quittés, debout et isolés sous le firmament étoilé, que Rose Blake, sentant d'instinct plus de sincère commisération chez cet étranger que chez son cousin, demanda courageusement :

— Et qu'est-ce qui vous fait croire, monsieur, que notre vieille Anna est une... — Elle s'arrêta, comme si elle ne pouvait prononcer le mot d'*espionne*.

— Je vais vous dire, madame, — répondit l'inspecteur, — ce qui m'a convaincu de sa culpabilité. Ce fait, si capital, je vous prie de le garder pour vous. Je n'en ai rien dit à Mr Hayley. Vous savez d'abord que dès le début de la guerre, ordre avait été donné de faire examiner par les bureaux du ministère, tous les télégrammes pour l'étranger. Or il se trouva que cent quatre dépêches envoyées à cent quatre adresses différentes... Vous me suivez bien, madame Blake ?

— Oui, — fit-elle, — je vous suis attentivement.

Mais elle se demandait en quoi tout cela pouvait bien concerner Anna Bauer.

— Ces cent quatre télégrammes étaient tous identiques quant au texte qui était invariablement : « Père pourra revenir vers le 14. Boutet l'attend. »

Rose le regarda sans comprendre. Où voulait-il en venir?

— Eh ! bien notre vieille bonne Anna Bauer a expédié un de ces télégrammes dans la matinée du 10 août. Elle avait dit à la buraliste qu'une dame rencontrée par elle dans la rue l'avait priée de l'expédier. On l'a surveillée pendant quelques

temps, mais le fait que votre mère l'avait eue si longtemps chez elle et la conservait malgré la guerre, lui valut le bénéfice du doute et l'on ne suivit pas l'affaire plus avant.

— Excusez-moi, monsieur, si je vous demande de m'expliquer en quoi l'envoi de ces télégrammes...

— Voici. Toutes ces dépêches étaient expédiées par des agents de l'Allemagne, domiciliés dans notre pays et chargés de signaler à leurs chefs le départ du Corps expéditionnaire anglais et son point de débarquement. Or nous savons que « Boutet » était leur mot de code pour « Boulogne ». Ce que nous ignorons encore c'est comment votre domestique avait pu obtenir le renseignement.

Brusquement Rose se rappela le jour où le major Guthrie était venu faire ses adieux à Treillis House. Alors, Anna... Un flot de dégoût mêlé de pitié et de honte pour cette malheureuse envahit tout son être. Pour la première fois en sa jeune existence, elle bénit l'ombre protectrice qui cachait sa rougeur.

Maintenant la pensée de revoir Anna lui faisait horreur. Elle répondit avec effort :

— Je vous comprends, monsieur.

— Dites-vous pourtant qu'en sa qualité d'Allemande, elle croyait peut-être faire là un acte héroïque.

Le temps passait et il semblait à Reynolds que l'attente avait duré plus d'une demi-heure, lorsque enfin il discerna la haute taille de James Hayley descendant les marches de l'Hôtel de Ville. A pas lents, il se dirigea vers eux et les ayant rejoints il regarda autour de lui pour voir si personne n'entendrait ses paroles.

— Rose, — dit-il enfin d'une voix toute changée, car il venait de passer quelques instants particulièrement pénibles pour un homme si ennemi de toutes les émotions vulgaires... — Rose... Anna Bauer est morte. Elle s'est pendue dans sa prison. C'est moi, avec le gardien, qui l'avons découverte. Un médecin, appelé aussitôt, a déclaré qu'il n'y avait rien à faire. Elle était morte depuis une heure...

Comme immobilisée par l'horreur et le chagrin, la jeune femme ne prononça pas un mot.

A cette minute même, un bruit singulier, rythmique et puissant à la fois, traversa l'espace libre, pavé de briques et déjà noyé d'ombre, qui s'étendait à leur droite.

— Qu'est-ce que c'est? — s'écria Mr Reynolds.

Mais à peine avait-il répété pour la seconde fois « Qu'est-ce que c'est? » qu'il discerna piqué dans la demi-obscurité çà et là, d'une lampe électrique, — une haute silhouette se dirigeant vers eux. Étrange apparition en vérité que cet homme, tantôt penché si bas qu'il paraissait ramper, tantôt se redressant d'un tel effort qu'il semblait bondir.

— C'est mon mari ! — cria Rose levant la tête.

Un rayon éclaira son visage en larmes et le montra comme illuminé d'une mystérieuse clarté intérieure.

— Vous savez, — ajouta-t-elle d'une voix ardente, — jamais il ne s'est aventuré si loin sans moi !

Et soudain, elle se mit à marcher, puis à courir à la rencontre du pauvre être mutilé dont les pas s'étaient faits plus lents.

Tout d'un coup, Hayley et Reynolds arrêtés, entendirent deux cris simultanés : « Rose ! » « Jervis ! » et les deux ombres déjà lointaines semblèrent se fondre en une seule...

Mrs BELLOC LOWNDES

LE CINQUANTENAIRE DU ZEMSTVO

(1864-1914) [1]

Le Zemstvo (prononcez Ziémstvo), en Russie, est une Assemblée provinciale dont nos Conseils généraux ou plutôt les États provinciaux de l'ancienne France donneraient quelque idée. Il représente le pouvoir local en face du Gouvernement central, l'autonomie provinciale en face de l'absolutisme centralisateur. De création relativement récente (1864), il s'est développé, durant ces cinquante dernières années, au point de former aujourd'hui un organe indispensable à la vie de la Russie moderne, et, stimulé par l'étendue et la complexité croissante de la tâche, son rôle ne cesse de grandir. École d'administrateurs en contact permanent avec la population même, il a rendu des services dont l'heure est venue de dresser le bilan pour apprécier, dans les conditions de la lutte en Russie, l'importance des résultats acquis et l'effort encore nécessaire.

Le Zemstvo a formé des hommes d'État et des politiques dont l'expérience est une condition de progrès. Grandi au milieu d'obstacles de tous genres, le Zemstvo a créé une armée de travailleurs acharnés et convaincus, soldats obscurs, victimes de leur dévouement et de leur attachement à la liberté. Si la gestion des intérêts généraux a mûri les chefs et les a rendus plus aptes à la direction des affaires publiques, les difficultés, les épreuves, ont forgé des volontés fortes, résolues à faire triompher la cause populaire un jour ou l'autre. Élé-

1. Voir la note à la fin de l'article.

ment de progrès dans le passé et dans le présent, le Zemstvo apparaît, après cinquante ans de luttes, comme le champion d'un avenir meilleur.

Pour mesurer les bienfaits d'une institution de ce genre, il faut se représenter les conditions de sa tâche passée et le milieu social qu'elle avait à modifier.

Vers le milieu du XIXe siècle, la Russie était un vaste pays à peu près désert. Aujourd'hui même, la densité de sa population (7,7 habitants au kilomètre carré) est dix fois moins forte que celle de la France, elle-même bien inférieure à celle de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Belgique. Cette population clairsemée était presque tout entière formée de paysans. L'industrie commençait à peine et à l'heure présente encore les ouvriers sont pour la plupart des paysans ne vivant qu'une partie de l'année à la ville. Esclaves depuis des siècles, ces paysans avaient les mœurs et les habitudes des esclaves. Défiants, arriérés, ne sachant ni lire ni écrire, étrangers et même rebelles à toute notion d'hygiène et de médecine pour eux et leurs bêtes, ils vivaient et mouraient comme ces « animaux farouches » dont La Bruyère et Vauban nous ont laissé le tableau au XVIIe siècle.

Un décret du tsar Alexandre II, le 19 février/3 mars 1861, les a rendus libres. Mais cette liberté ne s'établit pas, chez un peuple, d'un trait de plume. Il y faut du temps, la pratique progressive, l'éducation. Qu'est-ce que cinquante ans dans la vie d'une nation? Notre propre expérience suffirait à nous le montrer et, en France, la troisième République a été préparée par les sept années de la première, les quatre années de la seconde et quatre révolutions. Ajoutez que la liberté concédée aux paysans russes fut plus apparente que réelle. Attachés à la glèbe par le décret d'affranchissement même qui, dans cet immense pays de culture extensive, n'accordait à chacun qu'un nombre beaucoup trop restreint d'hectares de terre, tenus envers l'État à un impôt de rachat qu'un récent oukaze a seulement aboli en ces dernières années, le paysan, après 1861, n'était libre qu'au point de vue formel de la loi : en fait il restait soumis à une dure servitude économique. L'État, se substituant aux propriétaires, le tenait en tutelle sinon en esclavage, le faisait surveiller, diriger par les fonctionnaires,

par la police, et ne lui donnait en échange ni avantages matériels, ni satisfaction supérieure. Chemins de fer et routes se développaient avec une extrême lenteur, les écoles, rares et mal tenues, n'enseignaient que le rudiment; encore appartenaient-elles presque toutes à l'autorité ecclésiastique. La population à peu près entière était illettrée. Que représentent même les chiffres officiels, fort sujets à caution? Quelques centaines de mille élèves pour une population approximative d'une centaine de millions ! Et cependant les paysans, sur ce point au moins, ne se montraient nullement réfractaires. On le vit bien dans les années qui suivirent l'affranchissement, quand les sociétés de paysans ne craignirent point de supporter d'assez grosses charges locales pour partager les frais des écoles. C'est donc au Gouvernement seul que doit incomber la responsabilité du retard de la Russie sur toute l'Europe civilisée dans le domaine de l'instruction primaire. N'était-ce pas aussi un reste de barbarie que l'absence de secours médicaux? Que pouvait un malheureux médecin de la ville, appelé par hasard dans un pays sans route, au milieu d'une population hostile et ignorante? Trouver asile chez le propriétaire le plus voisin qui, en l'hébergeant, se l'appropriait. Mortalité infantile, maladies endémiques, épidémies devaient sévir avec une intensité que l'absence de toute statistique empêche d'apprécier, mais qui ne pouvait manquer d'être effroyable. Un troupeau de paysans mal nourris, accablés de travail, décimés par les famines et les maladies, hier esclaves, asservis encore par une étroite ignorance, par leurs obligations et leurs préjugés, telle était en quelques traits la Russie de 1861.

Un oukaze du 1/13 janvier 1864 complète le décret d'affranchissement de 1861. A ces paysans désormais libres, au moins aux yeux de la loi, il faut une administration spéciale : ce sera le Zemstvo. Mais l'oukaze créateur du Zemstvo, plus libéral d'inspiration que le décret d'affranchissement lui-même, aboutit en réalité à des restrictions infinies. Issu de deux opinions opposées chez les gouvernants d'alors, il ne représente qu'une moyenne entre les tendances nouvelles et l'esprit conservateur. Seuls, les « gouvernements » ou provinces de la Russie d'Europe devaient avoir un Zemstvo. En Russie d'Europe même, les provinces frontières n'y auront pas droit. Ainsi sur

les 50 gouvernements entre lesquels est partagée la Russie d'Europe au point de vue administratif, 34 seulement — ceux du centre, voisins de Saint-Pétersbourg et plus faciles à surveiller — furent alors dotés de cette assemblée provinciale. Encore l'établissement du Zemstvo n'eut-il pas lieu dès 1864 et partout à la fois. Dix ans se passent entre la fondation des dix-neuf premiers Zemstvos en 1865 et le 34e en 1875. Un 35e dans la Russie du Sud ne dure que six ans (1876-1882) ; il faudra vingt ans et la Révolution de 1904-1905 pour amener un nouveau développement de l'institution. Six provinces de l'Ouest et du Sud en furent jugées dignes en 1911 ; trois autres à l'Est et au Sud-Est en 1913, soit aujourd'hui (1914) un total de 43 Zemstvos.

Ainsi après cinquante ans d'efforts, d'immenses territoires restent privés de toute représentation locale : ce sont les anciennes provinces de Lithuanie et de Pologne, une partie de la Petite Russie, le Caucase, le Nord, et, en Asie, le Turkestan et la Sibérie entière. En superficie le Zemstvo ne s'étend guère que sur un tiers de l'empire russe et il n'atteint pas plus des deux tiers de la population totale. Cent millions d'individus à peine relèvent de son autorité sur un ensemble de 150 à 200 millions d'habitants.

Borné à une partie de la Russie, le Zemstvo jouit-il au moins, dans ces limites, d'une pleine autonomie, d'une complète liberté d'action? En aucune manière. Ni son recrutement, ni sa compétence, ni ses pouvoirs exécutifs ne le lui permettent.

Son mode d'élection a changé deux fois : l'oukaze du 1/13 janvier 1864 a été modifié le 12/24 juin 1890 au point d'altérer complètement l'esprit de l'institution primitive, et le Règlement de 1890 est encore en vigueur à l'heure actuelle. En 1864, au lendemain de l'Affranchissement, dans un pays de propriété foncière individuelle ou collective (l'Assemblée des paysans), seule la quantité de terre servait de base d'appréciation pour le cens électoral exigé. Les élections étaient à deux degrés. Des représentants élus de propriétaires fonciers, de propriétaires citadins et de marchands, enfin de paysans choisissaient leurs députés dans chacune de ces trois catégories. Les non propriétaires, fermiers, locataires, restaient privés de droits, mais les possesseurs d'un cens inférieur à celui prévu par le

Règlement pouvaient, en s'associant, réunir le taux légal et faire entendre leur volonté. Ainsi compris, le Zemstvo devenait une assemblée de propriétaires où les grandes fortunes terriennes l'emportaient, sans cependant écraser les autres. Les choses demeurèrent en cet état une quinzaine d'années.

Le 1/13 mars 1881, le tsar Alexandre II fut assassiné. Une réaction acharnée ne tarda pas à se manifester dans le Gouvernement. Le 30 mai/11 juin 1882 se formait le triumvirat omnipotent, célèbre par ses idées rétrogrades et son influence néfaste à toute idée libérale : M. N. Katkof, rédacteur d'un journal réactionnaire de Moscou, K. P. Pobiédonostsef, procureur général du Saint-Synode, et le comte D. A. Tolstoï (simple homonyme de l'écrivain), ministre de l'Instruction publique. Celui-ci songeait même à supprimer le Zemstvo quand il mourut en 1889. Son dessein lui survécut dans le Règlement de 1890.

Désormais ce n'était plus la terre, la propriété qui servait de base au cens électoral et ouvrait ainsi la porte à une certaine représentation populaire, mais la caste, la classe. Les électeurs seront divisés en nobles, non nobles et paysans. Aux premiers, dont les terres diminuent sans cesse, seront attribués 548 représentants ; aux seconds 1 270, aux millions de paysans, à l'énorme majorité des électeurs, 3 175.

L'iniquité d'un tel partage est soulignée par ce fait qu'aucune révision des terres, revenus et produits divers n'ayant été faite de 1864 à 1890 et de 1890 à nos jours, les changements les plus considérables ont été négligés. La terre, a peu près seule source de profits en 1864, perd aujourd'hui de sa valeur par le développement intense de l'industrie, par la ruine rapide de la noblesse foncière, par l'émigration paysanne. De plus, est-il nécessaire de prouver que nobles et non nobles, à la ville ou à la campagne, ont les mêmes intérêts et sont soumis aux mêmes conditions? Enfin, que dire d'une assemblée où un député aristocrate représente trois nobles et un député paysan (car les députés doivent appartenir à la classe qu'ils représentent) trois mille paysans ! Et ce n'est pas tout : au lieu des libres élections paysannes d'autrefois, le Gouvernement impose aujourd'hui ses candidats soutenus par ses agents officiels, et, quand, maître du Zemstvo par les voix de

la noblesse jointes à une partie de celles des paysans, il redoute encore des décisions trop libérales, il dispose de nombreux moyens de les arrêter. Depuis le 12/24 juin 1889 les *Zemskié natchal'niki*, sortes de juges de paix à pouvoirs étendus, nommés par le Gouvernement dans chaque province, peuvent opposer leur veto en maintes occasions. S'agit-il de budget, de nominations de fonctionnaires, de résolutions importantes? Le gouverneur général de la province, représentant du tsar et, comme lui, absolu, s'oppose aux choix du Zemstvo, casse ses décisions comme contraires au bon ordre.

Contre ce fonctionnaire, véritable maître de la province, que peuvent les membres d'une assemblée suspecte de tendances subversives? En appeler au premier département du Sénat? Mais le Sénat, fondé par l'autocrate Pierre le Grand en 1711, et à peine modifié depuis deux siècles, est nommé lui-même par le tsar; ses membres ne sont pas inamovibles et ses arrêts restent toujours en vigueur. Après des années de procédure, si son verdict apparaît ou contraire à d'autres sentences antérieures, ce qui arrive souvent, ou seulement injuste, faudra-t-il avoir recours au Conseil d'État, docile instrument dans la main des ministres, aux ministres eux-mêmes, prêts à soutenir leurs créatures? En réalité le Gouvernement, qui s'était toujours réservé un droit de surveillance sur le Zemstvo, a renforcé sa tutelle en 1890 au point de transformer cette assemblée à demi libre en une coterie de classe et à l'étrangler par l'arbitraire de ses agents toujours agressifs, souvent acharnés contre l'esprit réformateur de cette représentation pseudo-populaire.

Restreint en nombre, faussé dans ses élections et gêné dans l'exécution de ses desseins, le Zemstvo sait-il au moins avec netteté ce qui relève de sa compétence et ce qui dépasse ses attributions? Pourra-t-il ainsi éviter tout conflit avec une autorité jalouse de son pouvoir discrétionnaire?

Les règlements ne sont pas clairs sur ce point, et, soit impossibilité de prévoir les mille aspects divers et changeants de la vie, soit dessein de provoquer des conflits par des compétitions dont l'issue ne saurait être douteuse, le pouvoir central a négligé de fixer des limites rigoureuses à son action. En principe, les affaires communes à tout l'empire reviennent à l'État.

Mais, sauf la politique extérieure, la guerre et la marine, rien n'est plus malaisé à définir. L'instruction publique, l'hygiène sociale, le cadastre, les routes sont-elles du domaine commun ou particulier? Reviennent-elles au budget de l'État ou à celui du Zemstvo? Et même là où la loi ou la pratique les réserve soit à l'un, soit à l'autre, la collaboration ne peut-elle, ne doit-elle pas être commune? En ce cas, dans quelle mesure et sous quelle forme?

Le Zemstvo a essayé de résoudre le problème en se chargeant du plus gros poids possible d'affaires générales : instruction publique, médecine et hygiène, assistance publique, organisation du travail, améliorations matérielles, il a revendiqué la plus grande part possible de la vie sociale. Il a beaucoup entrepris, beaucoup tenté. Examinons ce qu'il a réalisé.

Ses efforts ont porté sur deux points principaux : l'instruction publique et la médecine. Tantôt l'une, tantôt l'autre a reçu les plus gros subsides; mais toujours ces deux services ont, à eux seuls, absorbé la plus forte part des ressources du Zemstvo; c'est qu'ils étaient aussi les plus négligés et les plus urgents à développer.

En 1864, au moment de la création du Zemstvo, il y avait des écoles paroissiales tenues par le clergé ou ses ressortissants et, dans certains villages, des écoles de rudiment. Les maîtres étaient des curés de village, des diacres, d'anciens soldats, de futurs prêtres faisant une ou deux années de stage. Pour école on prenait l'église ou une grange, ou une izba abandonnée. En Russie où le ministère de l'Instruction publique est le plus mal doté et le plus rétrograde de tous, la situation était telle que le Gouvernement sentit la nécessité d'une réforme. Pobiédonostsef, procureur général du Saint-Synode, vers 1884 voulut développer les écoles primaires religieuses. En 1891, les écoles élémentaires leur étaient rattachées. Depuis cette époque le Gouvernement n'a fait qu'augmenter ses crédits aux écoles que nous appelerions « libres ». Malgré cet appui et ces subsides officiels, l'école primaire religieuse n'a cessé de décroître. Ce n'est pas seulement parce que le Zemstvo a diminué sa contribution : les allocations toujours croissantes du ministère auraient compensé largement ce déficit, c'est que le Zemstvo n'a cessé de multiplier et d'amé-

liorer ses propres écoles, si bien qu'aujourd'hui ce sont les écoles du Zemstvo qui l'emportent à tous points de vue et, qu'un jour prochain, elles seront seules à représenter l'instruction primaire en Russie. En cinquante ans leur développement a été si rapide qu'au lieu de l'ignorance générale de 1864, une loi de 1908 a posé le principe de l'instruction générale, que la proportion des illettrés est tombée de plus de moitié, et qu'on peut entrevoir, dans quelques années, une ère nouvelle où la Russie presque entière saura lire et écrire.

Et cependant les difficultés n'ont pas manqué dans le passé et peut-être redoublent-elles aujourd'hui. Contre l'école du Zemstvo se dressent : l'école libre; le ministère de l'Instruction publique qui, non content de la surveiller et de la gêner, cherche à l'absorber en la prenant à son compte ; le ministère de l'Intérieur qui la tient pour suspecte et lance sa nombreuse police contre maîtres, instituteurs et défenseurs divers; enfin, les particuliers, les nobles, parfois, plus rarement, les paysans fanatisés ou trompés. Et cependant le Zemstvo avait à lui en 1911, 35 000 écoles primaires; sur son budget global, pour 1914, de près d'un milliard (300 millions de roubles), le tiers, 100 millions de roubles ou 265 millions de francs, est consacré à l'instruction publique. Qu'on mette en comparaison le budget global de l'empire de 9 à 10 milliards de francs (9 milliards, 275 millions) dont 644 millions, soit 1/15e, vont à l'instruction publique, et qu'on juge qui, en Russie, du Gouvernement ou du Zemstvo, a bien mérité du peuple.

Les paysans prêtent volontiers leur concours à l'œuvre qu'ils sentent nécessaire. Après l'Affranchissement, leurs sociétés ont soutenu l'école ; ils n'ont cessé d'en entretenir les locaux, ils supportent des impôts pour son développement. Ce n'est pas d'eux qu'en général vient la résistance. Les maîtres et maîtresses primaires (celles-ci déjà en majorité et en progression constante) les aident d'un appui efficace. Si l'école n'a que trois ans de cours, cinq à six mois réguliers en moyenne par an, il faut mettre à profit le mieux possible cette trop courte durée ; il faut tâcher de la prolonger ou d'en compléter l'insuffisance. Mais que d'obstacles à cette œuvre si utile et pourtant si dangereuse aux yeux du Gouvernement? Instituteurs, institutrices se préparent dans des

séminaires qui correspondent à nos Écoles normales ; la plupart de ces établissements appartiennent à l'État ou au clergé, le Zemstvo n'en possède qu'un très petit nombre (cinq). Le désir d'aller au peuple, de consacrer sa vie aux masses populaires entraîne aussi d'anciennes élèves de l'enseignement secondaire vers l'école de village. Tout ce personnel jeune, actif, sent le besoin d'une culture plus étendue et d'un constant perfectionnement. C'est alors que les difficultés commencent. Des cours pédagogiques organisés par le Zemstvo sont interdits ; l'autorisation, longtemps sollicitée, arrive trop tard. Si le ministère tolère quelques réunions de ce genre, vite ses agents interviennent, défendent telles leçons, telle communication, poursuivant les audacieux qui ont osé se rendre, en décembre 1913, à un congrès national pédagogique à Saint-Pétersbourg ! Les comptes-rendus, soumis à la plus stricte censure, ne peuvent souvent être imprimés, à plus forte raison distribués. Cours de vacances, excursions collectives, toute assemblée tendant à rapprocher ces intellectuels au courant de la vie paysanne, est suspecte, limitée, presque impossible. Mais la poussée commune est si puissante que les barrières, loin d'arrêter le flot, concentrent et redoublent ses forces.

Un généreux donateur, A. L. Chaniavskii, fonde à Moscou, en 1909, une Université populaire. L'édifice seul coûte près d'un million et déjà il est débordé : 1 100 inscriptions la première année, 35 professeurs et 29 cours sont remplacés en 1913 par 3 669 étudiants, avec 129 professeurs et 148 cours. La bibliothèque de 60 000 volumes est si insuffisante qu'il faut l'agrandir au plus tôt. Des instituts et laboratoires de physique, de biologie, un vaste auditoire commun, etc., sont prévus. Ce sont les bourses des Zemstvos, le personnel des Zemstvos qui soutiennent en partie l'institution. Comment les intellectuels du Zemstvo se contenteraient-ils des seules ressources du village ? La bibliothèque de l'école primaire ne peut contenir que les livres autorisés par le ministère d'après des catalogues surannés et soigneusement expurgés. De fréquentes perquisitions administratives entraînent la saisie des ouvrages et souvent du bibliothécaire, l'instituteur ou l'institutrice bénévole. Cours du soir, cours du dimanche, lec-

tures, conférences, tout est soumis à la plus étroite censure et le plus souvent interdit.

Le Règlement des écoles primaires, date du 25 mai 6 juin 1874 et il a été élaboré par le réactionnaire célèbre, le ministre de l'Instruction publique, A. D. Tolstoï. Celui-ci s'était contenté de 176 inspecteurs ou commissaires de surveillance ; il y en avait 500 (489) en 1908 ; ils sont aujourd'hui près de 800 (784). Eux seuls connaissent de la partie scolaire, eux seuls acceptent ou refusent les candidats que propose le Zemstvo, eux seuls accordent tout congé. Le Zemstvo paie, l'inspecteur et le ministre décident. L'inspecteur est, dans le domaine de l'école, un maître aussi absolu que le gouverneur général d'une province dans son « gouvernement ». Vexations innombrables de l'autorité directe, perquisitions domiciliaires, poursuites, emprisonnement, exil, l'instituteur primaire du Zemstvo supporte tout parce qu'il est soutenu par l'idée de travailler au bien du peuple. Le Zemstvo donne ses ressources, le paysan sa patience et sa bonne volonté, l'instituteur son labeur, son abnégation, sa vie, et les forces de réaction viennent échouer contre cette puissance de développement et de vie qui a fait passer la Russie des ténèbres de l'ignorance à la demi-lumière d'aujourd'hui, en attendant la pleine clarté de l'avenir.

S'il reste beaucoup à faire, malgré de notables progrès, dans le domaine de l'instruction publique, la tâche est plus pressante encore pour la médecine. On imagine aisément qu'une population de 100 millions de paysans a quelque besoin de soins médicaux, mais il est plus difficile à un Européen, habitant de pays occidentaux, de se figurer l'état exact des villages russes : de pauvres chaumières de bois et de paille, couvertes d'un toit de zinc chez les plus riches, abritent des familles entières, confinées dans une seule chambre au sol de terre battue, au poêle de maçonnerie, sur lequel, l'hiver, s'entasse pêle-mêle toute la maisonnée. Les villages sont à des lieues les uns des autres, reliés par de mauvais chemins remplis de neige et de glace l'hiver, de boue et d'eau au dégel, d'une poussière aveuglante l'été. Pendant la sécheresse persistante, à la moindre imprudence, des villages entiers flambent et ruinent les habitants.

Des fléaux, inconnus aujourd'hui en France, sévissent sans cesse sur ce pays arriéré : la famine, terreur des paysans

de l'ancienne France, apparaît encore dans la Russie du XXe siècle. En 1891 elle atteint 29 provinces ; en 1898, 18 ; en 1901, 20 ; en 1906, 49 ; en 1911, 25. Elle traîne à sa suite des maladies redoutables : le scorbut, plusieurs sortes de typhus, entre autres la fièvre exanthématique, résultat de la misère et de la saleté, disparue de France au commencement du XIXe siècle, et qui fait 33 p. 100 de victimes parmi les médecins russes. Des organismes affaiblis, des conditions de vie déplorables offrent un terrain favorable à toute maladie. Que dire s'il s'agit d'une épidémie? Le choléra remonte les fleuves, vide les campagnes, atteint les villes.

Famines ou épidémies sont des phénomènes exceptionnels ou temporaires : à côté d'eux subsistent des causes permanentes de désastres : l'effroyable mortalité infantile, la tuberculose, l'alcoolisme et ses suites (jusqu'à la guerre actuelle, l'État avait le monopole de l'alcool et s'enrichissait aux dépens de la santé publique), la syphilis. Contre tant d'ennemis coalisés, que peuvent les quelques dizaines de millions distribués chaque année par le Gouvernement? Ce n'est pas de secours charitables plus ou moins bien répartis qu'il s'agit, mais d'une lutte constante, attentive, efficace contre le danger. Le Zemstvo a eu l'honneur d'assumer cette tâche et d'en comprendre petit à petit les conditions nécessaires. Lui aussi a d'abord tâtonné, s'est souvent perdu en rivalités entre le Zemstvo de la province et ses sous-sections, les Zemstvos d'*ouyèzdes* c'est-à-dire de districts ou de départements. Mais l'expérience a fini par lui apprendre la seule voie de salut. Ce n'est pas d'envoyer, comme le pratique encore le Gouvernement dans les provinces sans Zemstvo, des missions temporaires, des médecins à fonctions limitées, mais d'organiser une aide permanente, fixe et aussi rapprochée que possible de la population. De petits hôpitaux de campagne ont été multipliés pour éviter aux paysans malades de longs, fatigants et coûteux déplacements ; des hôpitaux spéciaux dans les centres importants et les villes, les complètent. Des laboratoires et un bureau central à la capitale de la province, coordonnent les renseignements, permettent une étude suivie et méthodique des maladies ou des épidémies les plus fréquentes. Des sessions de médecins par département, par province,

parfois des congrès nationaux, étendent ce système à tout le pays. La société qui porte le nom du grand chirurgien russe Piragof organise, au besoin, ces assises générales ; mais tout le système repose sur la petite unité médicale.

Dans ces hôpitaux de campagne, un médecin auquel le Zemstvo donne environ 4 000 francs (1 500 roubles) par an, reçoit chaque jour une centaine de visites. Il est assisté d'un *fel'dcher*, infirmier ou officier de santé et d'une ou deux infirmières. Dans les provinces les plus menacées, un médecin spécialiste leur est adjoint, payé au double ; souvent à la ville, parfois dans les villages, une accoucheuse complète le personnel. Les malades trouvent un lit en cas d'urgence, des remèdes à très bas prix, des consultations gratuites. En cas de nécessité, l'hôpital le plus voisin les hospitalisera. La médecine seule coûte au Zemstvo 80 millions de roubles ou plus de 200 millions de francs par an. Mais, ainsi comprise, elle a rendu de tels services que la population entière lui doit une juste reconnaissance. Elle a enrayé ou éteint des épidémies terribles, combattu les maladies endémiques, fait pénétrer les premières notions d'hygiène dans la masse paysanne, sauvé des milliers de vies en Russie et protégé l'Europe de la contagion.

Si l'homme des campagnes ne sait pas préserver sa propre personne des maladies qui attaquent sa santé, combien plus ignorant encore se montre-t-il pour son bétail. Ce n'est qu'après la loi de 1879 ordonnant l'abatage immédiat des animaux pestiférés que le Zemstvo a cherché quelques remèdes à une navrante situation. En 1890, il commençait la vaccination du bétail contre la peste de Sibérie, qui atteint surtout les chevaux (principale ressource du paysan russe), et contre la morve. En 1900 il fondait des cliniques pour animaux à l'imitation des hôpitaux de ville et de campagne ; il installait quelques laboratoires bactériologiques. Mais sur ce domaine, bien plus encore que pour la médecine, la tâche reste immense. Cependant il convient de marquer les progrès réalisés.

A défaut de l'assurance obligatoire du bétail, pratiquée seulement par une dizaine de Zemstvos, à défaut d'un réseau de lazarets, les vétérinaires sont de plus en plus nombreux et multiplient leurs visites. En 1870, les 34 Zemstvos n'en avaient que 22 à leur service : vétérinaires et assistants sont aujour-

d'hui plusieurs milliers et n'ont qu'à suivre la méthode de travail sur place, d'observations coordonnées, de résultats patients et sûrs, que leur ont tracée leurs collègues plus avancés, les médecins de Zemstvo.

Collaborateur du vétérinaire dans l'assistance du paysan, l'agronome peut rendre, lui aussi, d'appréciables secours dans les campagnes ; mais sa tâche est délicate et complexe. Avant tout, il faut se rendre compte de la situation particulière, des conditions de l'exploitation et des améliorations nécessaires. Une enquête préliminaire s'impose et des statistiques rigoureuses permettent, seules, d'envisager le présent et ses besoins. Or une statistique, même limitée, est toujours malaisée à établir. Que dire si elle porte sur un ensemble de faits différents? Ajoutez que les statisticiens du Zemstvo ne sont pas toujours préparés à leur difficile besogne par un rigoureux entraînement scientifique, qu'ils n'agissent pas de concert, que les paysans, défiants et soupçonneux, ne répondent pas toujours avec empressement et exactitude. A ces causes générales s'ajoutent les persécutions du Gouvernement, qui, depuis une loi du 8/20 juin 1893, prétend limiter les opérations statistiques à un simple cadastre, base d'impôt foncier, et ne peut souffrir l'immixtion d'intellectuels dans les affaires des paysans. Du simple garde champêtre au gouverneur général de la province, chacun fait obstacle au malheureux statisticien qui veut connaître l'état exact des cultures et des revenus à la campagne. Dans de pareilles conditions, le relevé, même imparfait, d'un département exige une année, celui d'une province plusieurs. Enfin les renseignements obtenus et centralisés au Zemstvo de la province, l'*ouprava* ou administration du Zemstvo peut engager tel ou tel nombre d'agronomes.

Il n'y en avait qu'un seul pour les 34 Zemstvos en 1877; les 43 Zemstvos en possèdent aujourd'hui chacun 100 à 150 en moyenne. Ils tendent, eux aussi, à constituer de petites unités territoriales avec conseils et congrès, bureau central d'informations et magasins généraux de machines agricoles, de semences et de produits divers. Le Zemstvo qui ne donnait pas 2 millions de francs pour l'agronomie en 1893, lui a consacré 25 millions en 1910, et ces chiffres doivent augmenter

rapidement avec le développement de la culture maraîchère, du jardinage, de l'élevage, etc.

Le mouvement de transformation agricole est même si rapide en ces toutes dernières années, que le Zemstvo seul ne suffit plus à le soutenir. Il ne peut qu'encourager et instruire les chefs de cette armée nouvelle qui, enflée de ses premiers succès, conçoit les plus vastes espérances. Cette poussée qui sera formidable si elle se montre, à l'épreuve du temps et des circonstances, aussi solide et résistante que rapide et entraînante à ses débuts, c'est la coopération. Elle trouve en Russie un terrain particulièrement favorable. De tous temps les paysans russes se sont associés contre les difficultés de la colonisation, contre les risques de pertes de terre ou d'argent. Pendant des siècles, la responsabilité collective du *mir* ou assemblée de village leur a donné le sentiment de solidarité. Les ouvriers, les artisans, ont fondé des *artels* ou associations de forces avec travail et bénéfice en commun. Les esprits sont donc pliés à cette conception d'un labeur collectif. Mais le même mot s'applique à des institutions bien différentes : caisses de prêts, caisses d'épargne s'appellent coopératives au même titre que les sociétés de production ou de consommation. L'ignorance des uns ne cherchant que des avances non remboursables, l'impéritie des autres, administrateurs naïfs et imprévoyants, le manque général de ténacité et d'obstination causeront bien des déceptions et de graves revirements. Pourtant, malgré tout, il n'est pas possible de négliger ni même de traiter à la légère un mouvement qui, accéléré par les événements politiques de 1905, a produit aujourd'hui plus de 25 000 coopératives et plus de 9 millions de coopérateurs. Si les laitiers et bouchers de Sibérie forment des coopératives de production sur le type danois, les paysans de Petite-Russie des associations pour la pratique des méthodes américaines de culture, si les sociétés entre ouvriers des grandes villes, les sociétés de crédit dans les campagnes se multiplient, c'est qu'un besoin général se fait sentir. Le paysan souffre de ce manque de terre, en partie créé par l'Affranchissement de 1861, et que tous les palliatifs gouvernementaux n'arrivent pas à masquer ni à guérir. La Banque des Paysans, qui a consenti des avances, se fait, depuis la réaction de ces dernières

années, de jour en jour plus âpre dans ses poursuites et ses saisies. Un mécontentement général se laisse percevoir chez les paysans comme chez les ouvriers. Le Zemstvo témoigne de son désir d'assistance à la coopération. Il a créé des cours d'économie politique, d'administration, de comptabilité ; il prépare un personnel plus apte à servir efficacement les intérêts de tous. Mais le Zemstvo lui-même n'est-il pas dépassé par l'ampleur du mouvement coopératif et les aspirations des coopérateurs à diriger eux-mêmes leur activité juvénile?

Le tableau qui précède, tout incomplet qu'il soit (il n'a été question ni de l'administration du Zemstvo et des emprunts, ni des routes, ni de l'assurance contre l'incendie, etc.), permet cependant de saisir les limites du Zemstvo comme aussi les mérites et les résultats de ses efforts.

Il a fallu plus de dix ans (1864-1877) pour fonder les 34 Zemstvos fixés par la loi primitive, cinquante ans (1864-1913) pour arriver au chiffre actuel de 43 Zemstvos. Aujourd'hui même, seul le centre de la Russie d'Europe en est doté. Étranger aux questions de politique étrangère et d'armements, borné aux problèmes intérieurs et locaux, il a dû tourner presque toute son attention sur les paysans et négliger les ouvriers. Assemblée de propriétaires fonciers en 1864, un Règlement réactionnaire en 1890 l'a changé en une représentation de classes sans réussir à ralentir son activité. Celle-ci a porté notamment sur l'instruction publique, la médecine, l'assistance sociale.

Le Zemstvo a trouvé la Russie complètement illettrée, en proie à des épidémies chroniques et à des maladies spéciales, misérable et accablée de maux. En cinquante ans (1864-1914) il a appris à lire à plus de la moitié de la population, il a élevé le niveau intellectuel et social du peuple, il a préparé des générations plus conscientes de leur force et de leurs droits, il a contribué au progrès de la civilisation et de l'humanité.

Malgré la constante opposition du Gouvernement, en particulier du ministère de l'Instruction publique et du ministère de l'Intérieur, mais grâce au dévouement de ses 100 000 instituteurs et institutrices, de ses 20 000 médecins, vétérinaires, infirmiers, infirmières, de ses milliers d'agronomes, de statisticiens, de cette armée de plus en plus nombreuse, il a doté le

pays d'un réseau d'hôpitaux dans les campagnes et dans les villes, d'écoles primaires, de stations agricoles.

Mais les résultats acquis, et dont il peut être fier, ne doivent pas faire oublier l'immensité de la tâche qui reste à accomplir. Des efforts gigantesques et des milliards sont encore nécessaires pour réduire la proportion d'illettrés à celle des pays occidentaux. Épidémies et maladies endémiques sont bien loin d'avoir disparu, la famine et la misère désolent encore ce vaste empire qui aspire à une condition meilleure.

L'introduction du Zemstvo dans toutes les provinces de la Russie et d'Europe et d'Asie, un peu d'air et de liberté sont indispensables pour permettre à ce souple organisme de se développer et de s'adapter aux conditions changeantes de la vie. Restera-t-il toujours seul représentant de l'autonomie locale et de la liberté? Certains signes précurseurs permettent peut-être quelques pronostics.

Si le mouvement coopératif des paysans prend de la consistance et s'affermit, si les revendications politiques et sociales des ouvriers se font entendre avec une intensité croissante, peut-être le Zemstvo, devancé un jour par des forces plus actives, se verra-t-il distancé. Mais outre que l'avenir est incertain et lent à se dégager, même débordé par ces éléments plus jeunes et plus ardents, le Zemstvo ne pourra manquer d'être estimé à son juste prix, qui sera d'avoir libéré le passé, amélioré le présent et préparé l'avenir[1].

GASTON CAHEN

1. Cet article venait d'être écrit au moment de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Pendant les hostilités, le Zemstvo s'est montré plus actif et plus utile encore qu'en temps de paix. Groupant tous les efforts dans une association générale, « l'Alliance des Zemstvos de toute la Russie » placée sous l'habile direction du prince G. E. Lvof, de Moscou, il a d'abord mobilisé la plus grande partie de son personnel médical qui lui a fourni immédiatement une armée de médecins, d'assistants et assistantes, d'infirmiers et infirmières *de profession*, entraînés de longue date à la pratique journalière des soins médicaux. C'est lui qui a provoqué et encouragé la création du « Comité d'industrie militaire », chargé de fournir au Gouvernement les munitions qui lui manquent. C'est lui encore qui organise les secours aux millions de réfugiés lettons, lithuaniens, polonais, juifs, arméniens fuyant l'invasion ou évacués par ordre. Il y aurait, à côte des services rendus à la Russie par le Zemstvo en cinquante ans de paix, un tableau à dresser de ses bienfaits et de son dévoûment pendant toute la durée de la guerre.

G. C.

L'administrateur-gérant : P. PACHELIER.

SI LA GUERRE EST BIENFAISANTE?

Des Allemands, — historiens, philosophes, soldats, — enseignent que la guerre est bienfaisante, nécessaire aux hommes et voulue par la Providence. Est-ce vrai? Voilà une question terrible. Si tant d'horreurs et de souffrances, les flots de sang et les flots de larmes, tout ce martyrologe inouï de l'heure présente sont bienfaisants et providentiels, que devons-nous penser de l'humanité qui ne peut se soutenir que par de tels remèdes, et de la Providence qui ne sait nous conduire que par des voies pareilles?

***

Sans doute, mais réfléchissons, et, d'abord observons en nous les effets de la guerre.

Aux heures de grande émotion, on descend au fond de soi, ce lieu si obscur, rarement visité. On s'interroge : « Qu'as-tu fait de ta vie? » A mesure que l'on s'habitue à l'obscurité du lieu, apparaissent en foule des sujets de regrets, et l'on est heureux s'il ne s'y ajoute pas des sujets de remords. Combien de vanités on a recherchées! On s'est trompé sur la valeur des choses grossièrement ; on a marché dans la vie, dupe d'apparences. On s'est trompé soi-même sur les mobiles de sa conduite ; on a marché dans la vie, dupe de sa propre apparence. A peine si, de loin en loin, on donna quelque attention aux grands problèmes de la vie humaine.

On remettait au lendemain les affaires sérieuses. Mais ce lendemain est arrivé; les affaires sérieuses se sont imposées décidément. Alors, dans nos méditations, nous découvrons la vérité profonde des banalités sacro-saintes, à savoir que le bonheur, comme l'honneur, est dans le contentement de la conscience obtenu par l'obéissance aux grands devoirs éternels, parmi lesquels domine à cette heure le devoir envers la patrie.

Les heures de grande émotion passent, il est vrai, et le vieil homme reparaît; mais, bien qu'il soit très reconnaissable, il est changé. Il a pris conscience de sa dignité humaine et civique; il vaut mieux, le vieil homme... Ces heures sont donc bienfaisantes.

Mais vous souvenez-vous de ce qu'était la France, ou, du moins, de ce qu'elle paraissait être avant la guerre : l'uniforme médiocrité; point d'hommes, semblait-il; point d'idées directrices ni de sentiments unanimes ; nulle fraternité ; une vie publique déplorable ; . . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . . le régime de la clientèle, tout le monde client ou patron, ou client et patron à la fois ; une hiérarchie de dépendances enchevêtrées ; les compétitions ministérielles ; des personnes, plus encore que des programmes, luttant les unes contre les autres ; des antipathies, des haines même entre des gens d'un même parti, et cela devenant une affaire d'État ; . . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . . les gouvernants guettés par les « remplaçants » et toujours sur la défensive ; la perpétuelle préoccupation du traquenard :
. . . .
. . . .
. . . .
. . . . un marasme agité : . . . . . .
. . . .

. . . . des sources de la richesse nationale négligées ou captées par l'étranger ; la vigueur, la santé, la vie même de la France, largement entamées par des fléaux connus, repérés, copieusement décrits, l'ignoble scandale de la puissance politique des cabaretiers et des bouilleurs de crû ;

. . . .

. . . .

. . . . une accoutumance à cet état misérable ; aucune vue d'avenir; chez nombre de braves gens, la désespérance. Et, pour l'étranger, nous étions un peuple dégénéré, souriant à sa dégénérescence, frivole, s'amusant, amuseur des autres, créé pour leurs « menus plaisirs », comme Frédéric II disait insolemment de la France louisquinzienne.

***

Tout à coup, la guerre ; un moment de stupeur ; puis le recueillement, et la résolution prise.

Le Parlement tout de suite est transformé. La séance du 4 août 1914 s'inscrit dans l'histoire des grandes journées de France. Il n'était pas facile d'organiser la collaboration du Gouvernement et du Parlement, deux puissances qui jamais ne s'aimèrent d'un amour sans nuages. Il y eut des tiraillements et des heurts. Il fallut en venir à une explication complète. Le Parlement voulait tout savoir et le Gouvernement ne pouvait tout dire publiquement. Un expédient fut trouvé. Les longues séances de Comité secret dans les deux Chambres ont dissipé les nuages ; le Gouvernement a prouvé qu'il méritait la confiance, et confiance lui a été faite. Il est vrai, de fâcheux incidents se produisent encore ; tantôt ils sont le fait d'égarés ; tantôt ce sont des « entreprises politiques », menées par des haines recuites ou par des nostalgies de portefeuilles. On peut regretter la longueur des sessions, les questions inutiles, une permanence d'agitation, certaines réminiscences archaïques des temps révolutionnaires, l'empressement de quelques-uns à se « faire de fête », comme on disait jadis. Et puis les vices du régime parlementaire, comme il était pratiqué avant la guerre, subsistent en puissance ; et il y faudra pourvoir, si l'on veut assurer la vie des libertés publiques, c'est-à-dire

de la nation française ; mais ce serait une grande injustice de ne pas reconnaître que le Parlement avait le devoir d'user de son droit de contrôle, qu'il en a utilement usé, qu'il a efficacement contribué aux œuvres de la défense nationale.

Quant à la France, qui semblait divisée en tant de partis dont aucun n'était capable de créer un ordre, piétinante, rétrogradante, calomniée par elle-même, dédaignée ou même méprisée par l'étranger, elle a, jetant son masque, révélé son vrai visage. Un même amour lui ordonna le même devoir, et elle obéit ; ou plutôt, il n'y eut ni commandement, ni obéissance; point de réflexion ; point de délibération : un mouvement naturel, un phénomène d'instinct profond et sûr.

***

Il ne vient pas à notre esprit, bons et fidèles alliés que nous sommes, de nous préférer à nos vaillants alliés, grands et petits ; nous savons la part de chacun d'eux dans l'œuvre commune; tous nous les admirons en pleine sincérité; mais les circonstances nous ont donné dans ce grand drame un rôle d'une grandeur particulière.

« Il faut en finir avec la France », avait dit l'empereur Guillaume au roi des Belges dans une visite qu'il lui fit, deux ans, je crois, avant la guerre. Ce mot impérial, Bernhardi et bien d'autres l'ont répété; toute l'Allemagne l'a pensé. C'est pourquoi le grand effort initial porta contre nous. Si, après l'écrasement de l'admirable Belgique, après notre fléchissement, nous ne nous étions retournés, criant le halte-là, par quoi fut arrêté l'ennemi; si, depuis, nous ne l'avions contenu, malgré la fureur et la puissance de ses attaques, la « misérable petite armée » du maréchal French ne serait pas devenue la splendide armée anglaise d'aujourd'hui ; la Russie eût été réduite à une défensive pénible; la Serbie ne survivrait pas dans son armée; c'eût été une folie insigne de la part de l'Italie et de la Roumanie que de risquer leur fortune dans cette guerre. Il avait raison, l'ennemi Guillaume, de vouloir en finir avec la France; tout ensuite devenait facile. Or, que serait-il advenu après la victoire allemande?

Plus tard, quand la victoire des Alliés aura fini de dissiper les nuages énormes amoncelés par le mensonge allemand, toute la hautaine doctrine de l'hégémonie germanique apparaîtra. On verra qu'après la défaite des Alliés, il ne serait plus resté que les États-Unis à mettre à la raison — et des Allemands ont dit que l'Allemagne n'y manquerait pas —, pour que le monde entier fût soumis humblement : personne, rien n'aurait remué nulle part — Guillaume II l'a dit en propres termes — sans l'agrément de l'Allemagne. Le monde se serait accommodé aux fins et convenances de l'unique empire. Car, voilà bien ce qu'ils voulaient. Ils le nient aujourd'hui ; ils osent, ces effrontés, le nier ; mais on leur resservira leurs propres paroles, non pas des paroles de premiers venus, mais des paroles de grands intellectuels, de chefs d'armée, de ministres, de chancelier, d'empereur. Rassemblées, ces incroyables mais authentiques paroles, témoigneront d'une folie mégalomane, coordonnée en doctrine comme un système de philosophes. On y ajoutera les propos de mépris et de haine à l'adresse de tous les autres peuples, et puis tant d'attentats commis contre le droit et l'humanité, tels qu'on n'en trouve pas de pires dans l'histoire, si riche pourtant en pages sinistres ; et puis encore ces cris de joie saluant, exaltant les noyades ou les massacres de foules sans armes. Ces paroles et ces actes, — invraisemblables, mais authentiques — seront autant de témoignages de la haine et de la férocité allemandes, innées, congénitales, haine et férocité de brutes. Ah ! si l'on pouvait admettre qu'une guerre comme celle-ci ne doit pas être terminée par un traité semblable à tous les traités, qu'elle doit être conclue par un jugement en forme, quelle série de considérants précéderaient la condamnation ! Les peuples y verraient de quels périls les Alliés les ont préservés. Jamais impérialisme ne fut autant odieux que celui que rêvait et rêve encore la folle Allemagne.

Mais déjà les peuples ont commencé à comprendre. Chez tous, le nombre de ceux qu'on appelle les proalliés augmente de jour en jour. Or, nous pouvons bien dire que la France a une part privilégiée dans ce concert de sympathies. On reconnaît la grandeur et l'efficacité de notre action. Des millions de cœurs humains ont battu au nom de Verdun. On salue la

résurrection de la France. Nous recevons des témoignages d'admiration, même des déclarations d'amour qui nous sont très douces.

Allons-nous donc redevenir vains? Certes, nous l'avons été ; mais nous ne le sommes pas redevenus. La gloire de nos armes nous inspire une joie grave, une sorte d'émotion religieuse. Nous admirons nos soldats pieusement. Au vrai, de notre résurrection, nous sommes étonnés nous-mêmes : « Est-ce bien nous? » Oui, c'est bien nous, nous, qui, pendant un demi-siècle, avons rongé le dur frein imposé par le vainqueur, et plusieurs fois senti le vent de sa cravache. Et voilà qu'en un moment décisif, nos épaules ont porté sans faiblir le destin du monde. Nous n'avons que faire de la vanité; nous avons droit à quelque chose de plus et de mieux, l'orgueil ; non pas l'orgueil aveugle, que suggère à l'Allemagne la contemplation hypnotisante de son gros nombril, mais l'orgueil d'être un peuple qui, en une circonstance formidable, combattant pour lui même, a combattu vraiment pour le droit, pour la justice, pour l'humanité vraiment.

En cet orgueil, réside et respire une grande force. La France a retrouvé la foi en elle-même. C'est un événement dans notre histoire, et pas dans notre histoire seulement, dans l'histoire universelle.

***

Alors, la guerre a donc été bienfaisante?

Oui, et, si nous voulions considérer tous les changements que nous espérons qu'elle apportera dans la vie des nations, il faudrait énumérer d'autres bienfaits encore.

Mais, quand je dis « la guerre », j'entends non pas la guerre en général, *in abstracto*, mais la guerre présente. La plupart des guerres furent néfastes, sans compensation. D'une série de guerres sans profit pour l'humanité est née la Prusse malfaisante. D'ailleurs, des bienfaits de la guerre d'aujourd'hui, il n'est pas permis de tirer argument pour appuyer la thèse de la nécessité perpétuelle de la guerre. Ce serait désespérer de l'humanité ; nous n'en avons pas le droit.

Sommes-nous donc incapables de nous représenter que l'humanité a devant elle une carrière indéfinie? Habitués à prendre comme mesure des temps la si courte durée de notre vie, l'humanité nous apparaît, après cinquante siècles d'histoire, très vieille, à bout d'expériences ; et parce que, aujourd'hui encore, nous retrouvons en elle tant d'instincts de la barbarie primitive, au lieu d'y voir la preuve que ses origines ne sont pas si lointaines que nous le pensons, nous jugeons qu'elle n'est pas capable du « mieux ». Le mot « progrès » fait sourire les pessimistes et les gens d'esprit. Pourtant, je suppose qu'il est incontestable que l'homme d'aujourd'hui vaut plus et mieux que le contemporain des rois de Memphis, de Ninive et de Babylone; on ne peut vraiment comparer les peuples d'aujourd'hui aux troupeaux de ces despotes antiques. Voici justement une des grandes nouveautés de l'heure présente : les peuples prenant conscience d'eux-mêmes. Il ne faut pas croire à la légère que leur avènement au gouvernement d'eux-mêmes aura pour effet la totale cessation de la guerre; les peuples sont des personnes différentes les unes des autres, et dont les intérêts, les sentiments et les passions pourront toujours se contredire et se heurter; mais il est permis d'espérer que la guerre deviendra plus rare, quand la direction des affaires nationales sera enlevée aux professionnels de la politique, négociateurs de conventions secrètes et préparateurs de conflits.

Reste le grand argument : la paix pourrirait l'humanité; l'humanité, dans la paix, croupirait. Vraiment, l'humanité n'aura plus rien à faire? Elle n'aura plus à lutter contre les fléaux naturels et contre les fléaux de ses vices? Esprits et bras cesseront de s'employer à la domination et à l'exploitation de la matière pour accroître la puissance de l'homme et alléger la peine du travail humain? D'autre part, dans tous les peuples, l'idée d'une meilleure justice sociale s'affirme ; elle a fort à faire, mais elle travaille; et voilà une très grande tâche, proposée aux intelligences, aux volontés, aux bonnes volontés, occasion superbe offerte à de difficiles victoires sur l'égoïsme et à l'esprit de sacrifice. Enfin, la grande vie intellectuelle ne s'arrêtera pas ; les génies inventeurs d'idées, inventeurs d'arts, philosophes, savants et artistes, au lieu de s'éteindre

dans les démocraties de l'avenir, s'exalteront, le jour où ils auront pour auditeurs et pour spectateurs tout un peuple, et, mieux que cela, l'humanité qui comprendra. Ces jours-là, ceux qui enseignent aujourd'hui que l'humanité sans la guerre ne peut être que croupissement et pourriture, paraîtront d'étranges barbares.

Mais, en attendant?

En attendant, prendre toutes les précautions préventives imaginables contre une récidive, et, en même temps, ne plus jamais perdre la vue du réel ; ne pas croire qu'il s'embellisse du jour au lendemain. Certainement nous sommes au printemps d'une ère nouvelle ; mais « en avril, ne te découvre pas d'un fil ». Nous garderons donc nos armes. Nous transformerons notre régime militaire, selon les leçons de la guerre, qui sont de grandes leçons très claires. Nous serons plus que jamais, mieux que jamais, la nation française en armes. Notre armée sera la principale sauvegarde de l'union sacrée, car l'esprit en sera créé par les survivants qui pourront dire : « J'étais là, nous étions là »; ils se sont tutoyés dans les tranchées, ils ont vu, comme m'a écrit un officier, « l'échelle sociale dressée sur le sol dans le sens de la longueur pour être barrière contre l'ennemi ».

ERNEST LAVISSE

LE CARAVANSÉRAIL

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE

Irène, d'une poussée brusque, ouvrit la porte du salon. Elle semblait hors d'elle et prête de jeter des cris ; mais aucune invective, aucun son ne s'échappa de ses lèvres frémissantes ; elle s'arrêta dès le seuil et considéra sa mère de bas en haut, d'un air découragé.

La princesse était assise en amazone sur une petite plate-forme accrochée au dernier barreau d'une échelle, et n'avait seulement pas détourné ni baissé les yeux pour voir qui entrait : tant elle mettait d'application à sa besogne ! Elle décorait le plafond. Elle y peignait un treillage entrelacé de pampres et de vignes vierges, animé d'hirondelles et autres menus oiseaux.

Pour travailler, elle croyait devoir revêtir un déguisement et s'affubler d'une coiffure *ad hoc*. Elle avait fait copier par sa modiste le bonnet de madame Vigée-Lebrun ; elle enveloppait d'une sorte de cache-poussière toute sa jupe, non toutes ses jambes : c'était, pour le spectateur demeuré à terre, les hasards de l'escarpolette, avec moins de grâce, car son embonpoint était tout oriental.

Réduite par la prodigieuse incohérence de sa comptabilité à tirer des revenus de son hôtel de la rue Saint-Dominique, la princesse de Samos en avait loué le logis principal à une famille américaine et ne s'était réservé qu'un entresol sur les communs. La médiocrité de cette installation l'humiliait : elle essayait d'y remédier en y ajoutant le prestige de son art.

Douée d'une faculté analogue à celle des dormeurs qui suivent une conversation, elle n'avait point regardé Irène, elle savait fort bien qu'Irène venait d'entrer. Elle laissa passer trois minutes, et dit d'une voix chantante :

— Dieu ! ma chère, que vous êtes jolie ce matin ! Vous êtes à peindre.

— Épargne-moi, — répondit Irène, qui avait cette bizarre habitude de tutoyer sa mère qui lui disait vous.

Si la fille était jolie ce matin et tous les jours que Dieu fait, la mère n'était point sotte. Elle trouva la réplique fort drôle, et après avoir félicité l'intruse de sa beauté, la félicita de son esprit. Irène fut flattée : un compliment est toujours bon à prendre ; mais elle ne désarmait point, et repartit d'un ton furieux qu'il ne s'agissait point de cela.

— De quoi s'agit-il donc, ma chère? — fit, en se dressant au sommet de l'échelle, la courte princesse, qui parut soudain transportée d'une fureur égale.

Elles avaient toutes deux le verbe singulièrement haut. Une entrée, dont l'effet de comique eût été, au théâtre, irrésistible, interrompit dès son début une scène qui promettait. Une porte à un seul battant, qui communiquait à un boudoir voisin, s'entre-bâilla, et l'on vit s'insinuer par là lentement un personnage extraordinaire, dont les pas cadencés, élastiques, nus peut-être, ne faisaient à la lettre aucun bruit.

C'était un tout jeune homme, d'à peine vingt ans, qui ressemblait comme un frère à Nijinski, et qui était costumé précisément comme ce danseur dans *l'Après-midi d'un faune*, c'est-à-dire, révérence parler, en jeune veau. Le pelage pie qui le couvrait, insuffisamment d'ailleurs, semblait si bien faire partie intégrante et essentielle de son individu qu'on n'y pouvait à aucun titre attribuer une valeur de vêtement ; mais il témoignait si peu d'embarras de se manifester en cette tenue que la pudeur d'Irène ne s'en effaroucha pas davantage.

Son goût seul fut choqué. La princesse, infiniment plus émue, dégringola de son échelle avec une agilité surprenante, et donna sur-le-champ des explications avec volubilité.

— Figurez-vous, — dit-elle, — ma chère, je suis excédée, je suis écœurée de tout le temps peindre ces tonnelles, ces plantes grimpantes, ces martinets ! Je veux tâter de l'académie. Je crois être à présent de force. Une idée m'est venue. Quel non-sens de peinturlurer les plafonds et de respecter les lambris ! Ce gris Trianon est si morne ! Je commencerai par l'entre-deux des fenêtres. J'y ferai tracer par mon professeur une perspective de grotte en trompe-l'œil. Au fond, je mets le faune, justement dans la même attitude qu'à l'Opéra quand le rideau baissait... Le jour où nous pendrons la crémaillère, — ajouta la princesse (qui n'avait aucune suite dans ses métaphores), — ma chère, vous nous ferez le plaisir de nous jouer quelques mesures de Debussy. Vous avez tant de talent !

Sa politesse était celle des cours. Elle laissa tomber ces derniers mots avec la condescendance d'une souveraine qui daigne remercier un artiste. Elle fit même une de ces brèves révérences que Saint-Simon appelle perpendiculaires. Elle arrondit en corbeille ses petits bras et sut donner à sa physionomie une expression tout ensemble d'enthousiasme et d'attendrissement. Puis, sans aucunement changer de visage, elle se tourna tout d'une pièce du côté où elle pensait que le faune dût être encore, et dit :

— N'ai-je pas mis la main sur un modèle idéal?

Le modèle, accoutumé à ses interminables discours et pensant avoir du temps devant lui, était allé s'étendre tout de son long sur un canapé-gondole, recouvert d'une brocatelle à fleurs immenses, d'un jaune bouton d'or et d'un rose vif. On ne saurait décrire l'effet du pelage pie sur une brocatelle jaune et rose. Irène fit observer à sa mère qu'en introduisant dans le salon ce bétail, elle répétait une vieille plaisanterie d'atelier bien connue. La princesse fut charmée de s'entendre traiter par sa fille de rapin. Elle voulut juger par elle-même et, comme elle était fort myope, s'arma de son face-à-main. Quand elle vit le faune, pour ainsi dire, à la loupe, elle rit de bon cœur, mais eut presque aussitôt une nouvelle crise d'admiration. Elle prétendait faire partager à Irène ce sentiment.

Irène haussa les épaules. Alors, elle eut un nouvel accès de colère et cria :

— Ma chère, vous n'aimez pas le corps humain !

Elle faisait la liaison de « corps humain » avec une véritable passion.

— Le corps *z'humain* ! — riposta Irène en l'imitant. — C'est donc pour l'amour du corps *z'humain* que tu retardes encore notre départ de huit jours? Oui, Rosa vient de me le dire juste comme j'achevais ma dernière malle. Je t'avertis que j'en ai assez. C'est la troisième fois ! Moi, je pars. Pourquoi n'irais-je pas à Deauville toute seule?

— Eh ! vous êtes bien pressée d'y aller, ma chère ! N'avez-vous pas voyagé cette année tout votre saoûl? Je vous ai colportée comme une fausse nouvelle à Biarritz, à Cannes, en Égypte et en Italie. Nous ne tenons pas en place. Il n'y a pas deux semaines que nous sommes rentrées de Londres. Pensez-vous que vous trouverez plus facilement un mari (quelle que soit votre fortune) à courir les casinos, surtout si vous n'avez pas votre mère à vos côtés?

— Dieu non ! Et cette existence de coureuse de casinos, de coureuse d'hôtels, m'est insupportable. Mais il m'est encore plus odieux de subir toutes les fantaisies d'une mère despote qui ne sait pas prendre une décision. Nous ne tenons pas en place : seulement, chaque fois qu'il s'agit de bouger, c'est la même chanson, et nous moisirions toujours au même endroit si je ne finissais pas par me gendarmer. Tu es incapable de vouloir. Ce n'est pas ta faute : c'est de la neurasthénie.

— Croyez-vous? — dit la princesse épouvantée. — Eh bien, — reprit-elle après un bon temps de réflexion, — je pense que vous avez raison. Je suis très malade.

— Toi? Tu as une santé de fer !

— Je suis très malade ! Et c'est le moment que vous choisissez pour abandonner votre mère, fille ingrate ! Il vous plaît d'habiter seule notre villa de Deauville, de vous donner des airs, et d'y recevoir Dieu sait qui, vierge folle ! Eh bien allez, allez, qui vous empêche? N'avez-vous pas maison montée à vous, femme de chambre et, pour la promenade, votre porte-respect, fræulein Anna?

Irène fronça le sourcil.

— Non, — dit-elle, d'une autre voix, — et c'est justement ce que je venais t'apprendre. Je n'ai plus de porte-respect. Fræulein est partie.

— Quand donc?

— Il y a un quart d'heure.

— Sans me présenter ses devoirs !

— Elle a prétendu que tu devais être sortie. D'ailleurs, elle n'a eu que le temps de filer. Elle a reçu un télégramme... qu'elle s'est abstenue de me lire, et elle a aussitôt demandé un taxi. Heureusement que sa malle était faite.

— D'avance! Mais, ma chère, tout cela est très mystérieux !

— Je suis de ton avis, pour une fois.

— Ne devait-elle pas nous quitter le 1er août pour aller faire sa cure annuelle à Carlsbad, et ensuite nous rejoindre à Deauville?

— Oui.

— Et elle part subitement le 25 juillet sans dire pourquoi ni où elle va !... Voulez-vous que je vous dise, moi, ce que j'en pense?

— Je t'en prie.

Irène instinctivement se rapprocha de sa mère : non qu'elle se méfiât des oreilles dressées du faune ; mais l'entretien semblait devenir pathétique, et elle jugeait convenable de baisser le ton. La princesse, à rebours, poursuivit son discours sur un ton encore plus élevé, et même à tue-tête, après avoir toutefois désigné le faune de son face-à-main et juré qu'il n'entendait pas un mot de français.

— Ce que j'en pense, ma chère? Vous m'accorderez que je suis fine. J'ai mes petits défauts, vous aussi, mais j'ai mon nez. Oui, oui, vous pouvez rire, mon nez. (Elle renifla.) Mon nez ! (Elle le frappa légèrement du bout de l'index.) Et mon nez me dit : c'est la guerre. Depuis beau temps je la sens venir. Votre Anna doit avoir reçu un avis officieux. Peut-être des instructions secrètes. Qui sait si elle n'était pas une espionne? Eh? Moi, je m'en lave les mains : c'était votre institutrice et non la mienne, je ne me soucie pas d'être compromise. Voyez-vous que vous ayez abrité une espionne sous mon toit? Dieu puissant ! Qu'allons-nous devenir? C'est la

guerre ! Mais dites donc quelque chose, répondez-moi ! Pensez-vous que ce soit la guerre?

— Comment veux-tu que je le sache?

— Je me passerai donc de votre approbation. Celle de monsieur Gilet me suffit. Il sent la guerre. Et vous ne nierez pas, j'imagine, que monsieur Gilet ne soit un homme extrêmement judicieux. Monsieur Gilet n'est pas le premier venu.

— Oh ! — fit Irène en levant les yeux vers les pampres du plafond, — si monsieur Gilet croit à la guerre !...

Mais la princesse poussa un cri sauvage et se mit soudain à parler russe, toujours avec la même volubilité ; elle proféra une kyrielle de mots si malsonnants qu'il était en vérité heureux que sa fille n'en pût comprendre le sens, ni, à peine, le deviner. Elle tira du trou de sa palette son bâton de peintre comme on dégaine un sabre, et elle en allongea un grand coup entre les épaules du faune couché, qui pour se divertir agitait ses jambes velues en cadence, faisait les ciseaux, et déchirait de ses sabots postiches la brocatelle jaune et rose du canapé-gondole.

II

M. GILET

M. Gilet n'était pas en effet le premier venu : c'était le prince-consort ; oui, à la lettre, le mari de la princesse. Étrange histoire, que rendait plus invraisemblable encore l'aspect et, si l'on ose dire, la touche du personnage.

Sans doute, les cheveux de M. Gilet n'avaient pas toujours été poivre et sel ; mais il avait toujours manqué de fraîcheur ; il était né vieux et petit employé. C'est uniquement pour sa figure et sans lui demander d'autres certificats, que le prince de Samos, en 1894, avait bombardé ce jeune Français, égaré sur les côtes de l'Asie Mineure, tout à la fois secrétaire particulier, chef du cabinet politique, et surveillant général des vignobles.

Le prince (un homme superbe) était marié de l'année précédente, Irène venait de naître. La princesse, de son prénom Sophie-Daphné, était Phanariote. Selon l'usage et la constitution de 1832, le prince était Grec de race, et prince comme on est chef de bureau ; c'est-à-dire que le gouvernement le dégomma, sitôt qu'il y eut dans l'île des troubles de quelque importance, et des émeutes de plus de vingt-cinq personnes. On n'a pas coutume d'appeler un chef de bureau révoqué « monsieur le chef de bureau » ; mais on continue d'appeler « prince » un ci-devant prince de Samos, et surtout d'appeler sa femme « princesse » : ce sont des titres de courtoisie.

Sophie-Daphné, en ce temps-là aussi fine que Falstaff quand il était page, avait su plaire à son époux : il lui avait plu bien davantage ; car elle était la plus honnête fille du Phanar et de tout Constantinople, mais déjà elle aimait passionnément le *corps-z-humain*. Par malheur, presque aussitôt après la naissance d'Irène, elle prit cet embonpoint oriental que, depuis lors, elle n'était pas arrivée à réduire. Le prince n'avait pas à cet égard les goûts orientaux. Il négligea Sophie-Daphné ; à la première occasion, il la trompa outrageusement. Sophie-Daphné fut avertie par son flair, sinon tout d'abord, du moins dès que le prince eut harem monté. Sophie-Daphné ne pouvait point se passer d'amour, et elle n'avait pas l'embarras du choix : elle tomba en pleurant dans les bras du secrétaire intime, chef du cabinet politique et surveillant des vignobles. M. Gilet ne sut pas lui résister. A Samos, il n'est pas facile de dissimuler une liaison. Le prince exila M. Gilet et la princesse, en restituant à celle-ci sa dot, qui était considérable, et en y ajoutant une pension importante, outre la donation d'un hôtel à Paris, rue Saint-Dominique.

Sophie-Daphné y établit avec plaisir sa résidence. Elle aimait le corps humain, mais elle continuait d'être la plus honnête femme du Phanar et de la Corne d'or. Ayant fait à M. Gilet le don de soi, elle ne concevait pas qu'elle pût se reprendre ni le tromper jamais, et elle ne voyait pas qu'il était fait expressément pour être trompé.

M. Gilet, de son côté, était la délicatesse même. Les exigences de Sophie-Daphné, qui le voulait toujours *in attendance*, ne lui permirent point de chercher une autre profession lucra-

tive ; mais il s'obstina à n'accepter d'elle que les appointements de sa charge, sans espoir d'augmentation ; il tint à en conserver les fonctions apparentes et les divers titres, qui n'étaient aussi plus guère que des titres de courtoisie (notamment la surveillance des vignobles) ; et ce n'est que pour les besoins de ce service fictif, pour installer en quelque sorte une permanence dans l'hôtel, qu'il consentit d'y habiter une chambre de domestique.

Il dirigea l'éducation d'Irène sans avoir l'air de rien, sauva plus de vingt fois la fortune de Sophie-Daphné, et ne mit pas un sou de côté pour lui-même. Il se fit même tirer l'oreille pour l'épouser quand elle divorça. Il faisait avec elle un petit ménage bourgeois : on en citerait peu de si exemplaires, et le monde était bien injuste de tourner en dérision un couple secrètement légitime et parfaitement vertueux.

La princesse, qui avait, entre autres, la maladie du scrupule, voulut franchement avouer cette situation à sa fille dès qu'Irène atteignit l'âge de raison. Elle chercha des circonlocutions pendant près de dix années, et enfin ne trouva rien de mieux que cet euphémisme :

— Ma chère... je voulais vous dire... Monsieur Gilet... Il pourrait être votre père.

Irène répondit simplement :

— Oh ! ma pauvre maman ! Il y a beau temps que je le savais !

D'une jeune fille si bien née, ce style était peu ordinaire ; mais la princesse de Samos n'en aperçut pas d'abord l'étrangeté, et la réponse d'Irène lui procura, au contraire, un immense soulagement.

Cette jeune personne si bien informée n'ignorait pas non plus qui avait tous les torts ; et trop libérale pour tenir rigueur à sa mère excusable ni au complice innocent, trop intelligente pour méconnaître ce qu'elle devait au surveillant des vignobles, elle avait aussi trop de cœur pour ne pas l'aimer beaucoup ; mais elle se croyait obligée par une sorte de bienséance à lui témoigner de la froideur, et même dans les occasions du mépris. Elle lui adressait fort rarement la parole en public : elle ne lui répondait jamais par une fin de non-recevoir lorsqu'il sollicitait la faveur d'un entretien particulier.

M. Gilet usait discrètement de cette condescendance et ne s'entretenait guère avec la fille que pour aviser à réparer les bévues de la mère. Irène ne s'étonna donc point que, le jour où fut affiché le décret de mobilisation générale, M. Gilet lui fît demander, par la femme de chambre Rosa, la permission de lui venir dire deux mots.

Il n'avait pas de figures de circonstance : il n'en avait qu'une pour la semaine et pour le dimanche, pour les journées banales ou tragiques. Il fit son entrée dans la chambre d'Irène comme si l'Europe n'eût pas été à la veille d'une catastrophe sans précédent. Il était en jaquette noire et tenait à la main, malgré la saison, un chapeau de haute forme.

M. Gilet n'était pas l'homme des discours superflus; il ne dit même pas à Irène : « Vous savez ce qui se passe ? » car il ne doutait point qu'elle ne le sût. Il lui dit, se jetant *in medias res* :

— Qu'allons-nous faire de votre pauvre maman?

— Je me le demande ! — répondit Irène, d'un ton plus pathétique.

Ce que premièrement craignait ce modèle des maris et des serviteurs, était que les princesses ne fussent expulsées de France ou mises à l'ombre : une ordonnance visant les étrangers avait paru en même temps que le décret, et l'on parlait déjà des camps de concentration.

Irène, en son genre non moins judicieuse que M. Gilet, lui fit observer que ce n'est pas le tout de n'être pas Français : pour être positivement étranger, encore faut-il savoir à quelle nation étrangère l'on appartient. Or, même en unissant ses efforts à ceux du secrétaire intime, elle ne parvenait point à se définir une patrie. La princesse-mère avait des ancêtres et des alliances un peu partout.

— Notre sang, — disait Irène, — est un horrible mélange.

— C'est peut-être un avantage en l'espèce, — répondait M. Gilet.

Les méchantes langues, à raison de cette complexité d'origine, auraient pu soupçonner les princesses de ressortir à un état composite comme l'Autriche-Hongrie ; mais, selon l'apparence, elles étaient plutôt grecques, ou ottomanes, ce qui, au début de la guerre, ne présentait aucun inconvénient. Irène

cependant tenait pour la plus sûre garantie leur situation mondaine et leurs connaissances en haut lieu.

— Nous ne pouvons pas, — dit-elle, — être bannies de France par des gens avec qui nous sommes en relations de visites!

— C'est juste, — repartit M. Gilet.

Ils demeurèrent d'accord que l'expulsion était peu probable, mais posèrent en revanche sérieusement le cas que la princesse achevât de devenir folle.

La bravoure, qui, d'ailleurs, est une qualité mâle, lui faisait absolument défaut. Elle était sujette à de continuelles terreurs, que, dans son entourage, on appelait par politesse des *phobies*. Elle ne portait pas un verre à ses lèvres, qu'après en avoir dix fois exploré le bord ; elle passait sa vie à lutter contre les microbes comme Don Quichotte contre les moulins à vent ; et elle avait la manie, elle avait, pour ainsi dire, la passion de l'antisepsie. Ses phobies, au surplus, n'étaient point égoïstes, elle tremblait pour l'humanité entière ; elle ne pouvait voir un enfant jouer au cerceau sans dire : « Ah ! mon Dieu ! il va se tuer ! » ni reconduire jusque sur le palier une de ses amies, sans l'adjurer de prendre garde aux coutures du tapis et aux inégalités des marches.

— Elle aura, — dit M. Gilet, — une attaque au premier coup de canon.

— Je m'attends à tout, — dit Irène.

Puis ils songèrent que cette discussion était académique, et qu'il fallait, selon la parole anglaise, *wait and see* : attendre et voir venir.

Ce qu'ils virent, dès les premières heures, les combla d'étonnemntt, mais n'eût pas étonné un médecin. Ainsi que la plupart des faux malades atteints de neurasthénie, Sophie-Daphné n'avait peur que de ce qui ne fait peur à personne, et les choses vraiment effrayantes ne lui causaient pas la plus petite émotion. Elle partagea l'enthousiasme des Parisiens, phénomène de communication d'autant plus extraordinaire que, n'ayant point elle-même de patrie, comment pouvait-elle concevoir le patriotisme, et par sympathie sentir celui des autres? Elle prit, sans l'affecter, un petit air martial. Elle répétait à tout propos :

— Il faut avoir vu ça.

Pour le mieux voir, elle faisait par les rues d'interminables promenades à pied, contrairement à toutes ses habitudes : dans le temps de paix elle ne sort qu'en voiture, où elle tremble et crie depuis la mise en route jusqu'au retour. Elle se mêla au peuple, elle qui a peur de la foule, et durant les huit premiers jours fit des stations chaque après-midi aux grilles de la gare du Nord et de la gare de l'Est.

— Hein ! — disait-elle à sa fille et à M. Gilet, — n'ai-je pas eu raison de différer notre départ pour Deauville? Nous aurions manqué ça et il faut avoir vu ça. Il me semble que je vis les grandes journées de la Révolution.

Elle confondit Irène et M. Gilet lorsque les personnes d'un certain rang social crurent devoir s'en aller faire un petit tour à Bordeaux. Irène, qui n'avait pas froid aux yeux, ne souhaitait nullement de fuir, mais s'y fût résignée pour accompagner la princesse. Sophie-Daphné pria qu'on la laissât tranquille, et envoya proprement coucher le secrétaire intime qui lui donnait des conseils de prudence. Elle déclara que, si les Allemands faisaient irruption dans l'hôtel de la rue Saint-Dominique, elle les recevrait en grande toilette dans son salon et ils trouveraient à qui parler.

Enfin, le jour que le premier taube vola sur Paris, elle rentra chez elle ravie : elle avait, une demi-heure durant, suivi la même route que l'avion, et l'avait eu continuellement juste au-dessus de la tête.

— Oui, ma chère, sur ma tête, au zénith, et pas une minute je n'ai eu peur. Croiriez-vous qu'une pauvre femme du peuple — fort bien mise, ma foi ! — voulait m'entraîner avec elle sous une porte cochère? Plus souvent ! Cette femme tenait dans ses bras une petite fille qui toussait ! L'enfant paraissait avoir la coqueluche ! J'aurais pu prendre le germe !

— Vous êtes le courage même, chère princesse, — dit M. Gilet attendri.

— Rosa, je vous prie, donnez-moi donc un verre d'eau : Est-elle bouillie? Mais je vous crois folle : ce verre est fêlé !

— Non, princesse.

— Il est fêlé. Je sais ce que je dis... Sous une porte cochère ! On m'y aurait vue entrer. Je suis très connue. Il y a partout

des journalistes. Ils auraient écrit dans leurs journaux que la princesse de Samos s'était mise à l'abri. Sophie-Daphné ne se cache pas sous une porte cochère. Elle n'a pas peur d'un vilain oiseau allemand.

Sophie-Daphné supporta de même avec bonne humeur les plus graves ennuis domestiques. Elle qui prenait le lit dès que ses gens la contrariaient ! Irène lui disait : « Tu es maniaque comme un vieux garçon. » Le départ brusque et fort suspect de fræulein Anna ne la gênait point ; mais tous ses hommes étaient mobilisés et avaient quitté la maison du deuxième au sixième jour. Il ne lui restait plus qu'Eprouhimov — c'était le faune, et un faune n'est pas un laquais. Cette divinité champêtre était d'autant plus inutile que la princesse, absorbée par l'idée fixe de la guerre, ne peignait plus. Il n'avait, en conséquence, plus d'autre occupation que d'essayer l'un après l'autre, toute la journée, ses divers costumes. La princesse lui en avait fait tailler trois ; car elle ne méditait pas seulement de figurer sur l'un des panneaux du salon l'après-midi d'un faune : elle voulait consacrer un deuxième panneau à Daphnis, et à Narcisse un troisième (le quatrième était encombré par le piano à queue).

Eprouhimov errait du matin au soir, dans la tenue bizarre et extrêmement légère de l'un des trois personnages qu'il avait dû représenter ; il affectionnait particulièrement celle du chèvre-pied. Irène, qu'il suivait partout comme un animal familier, mais importun, en était exaspérée.

— Maman, — dit-elle un jour, — est-ce que tu ne vas pas nous débarrasser de ton faune? C'est ridicule d'avoir un faune chez soi quand l'Europe est à feu et à sang !

— Puis-je mettre cet enfant sur le pavé? — dit la princesse avec indignation. — Il ne peut regagner son pays : les communications sont coupées. Qu'y ferait-il d'ailleurs? Il n'a pas l'âge de se battre. A peine dix-huit ans ! Et il est si beau ! Mais vous n'aimez pas le corps humain. C'est une véritable réplique de Nijinsky.

— C'est le sosie de ce célèbre danseur, — dit M. Gilet, — qui préférait le langage classique à celui des ateliers.

Sophie-Daphné préférait celui des ateliers, en qualité de peintre amateur.

— Patience ! — dit la princesse. — La guerre finira bientôt et nous reprendrons nos petites habitudes.

Mais, un soir de la semaine suivante, elle rentra fort grave, et Irène, qui connaissait toutes ses expressions de physionomie, ne put d'abord douter qu'elle ne vînt de prendre une décision. Cela ne laissait point de lui arriver quelquefois, encore que l'on prétendît qu'elle avait une maladie de la volonté. Ses décisions semblaient toujours, à première vue, d'une extravagance inimaginable ; et à la réflexion, chose curieuse, on ne les trouvait plus du tout déraisonnables ni sottes. Cependant, elle savait bien que l'on commencerait par jeter les hauts cris; elle savait aussi que rien ne la ferait démordre de ce qu'elle avait résolu : c'est ce que signifiaient ses lèvres pincées, ses sourcils froncés, ses yeux farouches.

« Mon Dieu ! pensa Irène, que va-t-elle encore nous sortir? » Et elle échangea un regard de tristesse avec M. Gilet.

— J'ai rencontré lady Clappington, — dit Sophie-Daphné. — Nous avons même pris le thé ensemble, au Ritz. Un thé excellent. Il y avait des éclairs au chocolat. Mais le chocolat m'est défendu.

— Que t'a raconté lady Clappington? — dit Irène.

— Elle sait tout ! Elle touche de très près à l'entourage du roi. (La voix de Sophie-Daphné baissa d'un demi-ton et sombra dans le mystère.) Les Clappington ne sont pas grand'-chose, mais lady Clappington est issue d'une grande, très grande famille, avec laquelle même nous nous sommes alliés trois fois au cours du dix-huitième siècle.

— Je le sais, maman, — dit Irène avec impatience. — Que t'a-t-elle raconté?

— Vous dites que vous le savez, ma chère. Vous n'êtes pourtant pas très forte sur les généalogies. Vous affectez de ne pas vous intéresser à ces vétilles. Vous trouvez qu'elles sont assez bonnes pour votre bête de mère. Pauvre princesse! (Elle soupira.) Mais, — ajouta-t-elle, — je ne veux pas me perdre dans les digressions. Je dis ce que j'ai à dire. Je ne suis pas la nourrice de Juliette. Eh ! cette princesse a lu Shakespeare!

— Que t'a raconté lady Clappington? — répéta Irène, qui avait des démangeaisons de lancer une carafe à l'autre bout de la salle à manger.

— Elle ne m'a pas « raconté », — dit la princesse : — elle m'a officieusement annoncé que la guerre durera trois ans. Je n'ai aucune raison de douter de sa parole. Elle sait à quoi s'en tenir. D'ailleurs, son opinion est absolument conforme à la mienne. J'ai toujours dit que la guerre durerait trois ans.

— Tu as dit qu'elle durerait trois mois.

— J'ai toujours dit qu'elle durerait trois ans. Trois ans ! Nous n'allons pas vivre trois ans dans ce provisoire ! Moi, je n'y tiens plus. Ma santé s'ébranle. Je suis très malade. Trois ans !

— Qu'est-ce que tu veux y faire? Tu ne penses pourtant pas obliger les alliés à signer une paix boiteuse parce que tu en as assez?

— Mais je n'en ai pas assez ! J'irai jusqu'au bout ! Je dis seulement que je ne resterai pas trois années dans ce provisoire, avec des domestiques de fortune...

— Encore une fois, qu'est-ce que tu comptes faire?

— Je vais m'installer à l'hôtel, — dit la princesse d'un ton qui ne souffrait pas de réplique.

— Seule? — dit Irène.

— Vous vous arrangeriez fort bien de m'abandonner. Fille ingrate ! Pauvre mère ! Je suis bien sûre que monsieur Gilet, lui, ne songe pas à cette trahison. Voilà un ami fidèle, qui ne m'a jamais lâchée aux heures tragiques, et Dieu sait si mon existence a compté des heures tragiques ! Cette vie est un calvaire : monsieur Gilet en a fait toutes les stations avec moi. Voilà le modèle des séides.

Et elle le montrait au doigt, comme si elle l'avait voulu désigner, non pas à l'admiration, mais à la réprobation universelle.

— Princesse !... Je vous en prie !... — murmura M. Gilet, confus, rougissant, mais profondément touché.

— Personne n'a l'intention de te plaquer, maman, — dit Irène ; — pas plus moi que monsieur Gilet. Je vais même bien t'étonner : ton idée d'hôtel ne me paraît pas bête du tout. Elle me séduit. Il y avait longtemps que nous n'étions descendues dans un hôtel ! C'est le seul domicile où je me sente chez moi.

— Et pourquoi, ma chère, vous flattez-vous de m'étonner? Parce qu'une fois vous me rendez justice? C'est vous-même qui n'en revenez pas : cette Sophie-Daphné a une idée par hasard qui ne vous fait pas hausser les épaules ! Fille insolente ! Eh bien, moi, je vais vous dire : Sophie-Daphné a plus de jugement dans toute sa grosse personne que vous dans votre petit doigt. Elle s'entend fort bien aux affaires, quoi que vous en disiez.

— J'ai dit le contraire?

— Vous le pensez, si vous ne le dites !... Elle s'entend fort bien aux affaires, j'en appelle à monsieur Gilet. Elle tient ses comptes, cette mère prodigue, que vous prétendiez pourvoir d'un conseil judiciaire.

— Moi !...

— C'est par économie qu'elle a résolu de s'établir à l'hôtel jusqu'à la fin des hostilités. Vous ne lisez pas les annonces des journaux. Votre haute intelligence ne s'abaisse pas à ces détails. Vous avez tort. Les annonces des journaux sont très intéressantes. Si vous les lisiez, vous sauriez que tous les hôtels ont en ce moment des prix de guerre. Douze francs par jour, tout compris, au *Titanic*. Calculez ce que cela représente de dépense journalière, comparé aux énormes frais de ma maison.

— C'est bien simple, — dit Irène, — je suis encore capable de faire une multiplication : trois fois douze trente-six.

— Vous vous passeriez donc d'une femme de chambre? A mon âge, moi, je m'en passerais. Mais, pour vous, je garde Rosa. Et naturellement vous oubliez Éprouhimov !

— Tu ne comptes pas emmener ton faune à l'hôtel?

— Si, ma chère, je compte l'emmener. Mon faune, comme vous dites ! Irai-je le perdre au Bois de Boulogne? Vous n'avez pas de cœur. Un pauvre être — si beau ! — qui me suit partout comme un chien !

— Mets-lui une muselière et une laisse : la fourrière le guette.

— Irène, — dit M. Gilet, toujours prêt à la conciliation, — il faut reconnaître que, pour un faune, ce garçon se tient très convenablement.

III

LE LIFT

La princesse de Samos, n'ayant point changé d'avis entre le soir et le matin, se rendit à l'hôtel *Titanic* afin de conclure son « arrangement ». Elle obligea sa fille à l'accompagner, ainsi que M. Gilet. Ils n'eussent pas souffert, ni l'un ni l'autre, que Sophie-Daphné traitât seule une affaire de cette importance et qui les intéressait directement. Elle le savait bien, mais elle était en veine de vouloir et d'ordonner. Irène céda avec une feinte nonchalance, affectant de lui faire une grâce, et la lui fit payer par des moqueries tout le long du chemin. Ce procédé avait l'avantage d'entretenir Sophie-Daphné dans sa résolution, et de l'agiter.

— Comme il est possible, — disait Irène toutes les deux minutes, — qu'au *Titanic*, on ait le logement et la pension pour douze francs !

La princesse ne se lassait pas de répliquer :

— Ma chère, je ne l'ai pas rêvé : je l'ai lu. Je l'ai lu *sur* le *Herald* ! — Quand elle avait lu n'importe quoi *sur* le *Herald* elle se trouvait précisément dans le même état de certitude que Rosa sa femme de chambre, après avoir lu n'importe quoi *sur* le *Petit Journal*. — Vous n'allez pourtant pas me dire que c'est l'agence Wolff qui communique à la presse les annonces des grands hôtels !

En dépit de cet argument juste, et de l'autorité du *New-York-Herald*, Sophie-Daphné (qui a du flair) ne laissait pas d'être émue par le scepticisme taquin d'Irène. Quand elle vit de loin, sur l'avenue de l'Alma, le bloc imposant du *Titanic* et la terrasse qui règne devant la principale façade, elle ne douta plus que sa fille n'eût raison et que les douze francs par jour ne fussent une attrape.

Irène, au même instant, voyait sur cette même terrasse de nombreux soldats convalescents étendus au pâle soleil de l'automne, et elle se rappelait qu'une partie du *Titanic*

était transformée en hôpital. Elle ne rougissait pas de sa neutralité : de cœur elle n'était point neutre ; mais, depuis plusieurs semaines déjà que durait la guerre, elle avait honte de n'en être que spectatrice, d'autant plus que le spectacle la passionnait. Elle éprouvait une sorte de timidité, elle se sentait dépaysée au milieu de Paris en guerre, ainsi que, dans un salon, les gens qui n'ont pas l'habitude du monde. Bien qu'elle vécût, depuis le mois d'août, presque en recluse, et ne se permît aucune dissipation ni aucune élégance, elle craignait toujours « de n'être pas dans la note ». C'est par délicatesse, par pudeur de son origine étrangère, qu'elle n'osait point, comme toutes ses amies françaises, soigner les blessés et les malades. Elle songea qu'elle le pourrait faire sans avoir l'air de le faire exprès, dans cet hôtel où elle voisinerait avec eux. « Mon Dieu ! se dit-elle, pourvu que maman n'ait pas la berlue et que le prix de pension soit bien douze francs ! Elle pique une crise d'économie, et si on nous demande seulement quinze francs par jour, elle ne voudra plus rien savoir. »

Ce jugement était téméraire. Sophie-Daphné se fit montrer les chambres au tarif de douze francs. Quoiqu'elles fussent logeables, et meublées même avec un luxe apparent, elle déclara que la guerre n'était pas une raison pour se priver de toutes ses aises, et demanda si l'on n'avait rien de mieux à lui proposer, fût-ce moyennant une légère augmentation. Le manager qui conduisait les princesses et M. Gilet lui répondit qu'au premier étage...

— Où sommes-nous donc? — interrompit la princesse.

— Au troisième, — dit le manager ; — mais, avec les ascenseurs, les étages ne comptent pas.

— Vous ne savez donc pas, — dit la princesse, le foudroyant du regard, — que j'ai une peur terrible en ascenseur?

Ce manager n'en pouvait rien savoir; mais il eut l'imprudence de répliquer en souriant :

— Madame a bien vu qu'elle n'a pas eu peur quand elle a monté ici.

— Nous avons monté en ascenseur? — s'écria la princesse.

Elle ne s'en était pas aperçue ! Elle se laissa choir dans un fauteuil et aussitôt se releva : elle entendait le ronflement d'un moteur. Elle courut à la fenêtre, l'ouvrit toute grande,

chercha l'avion parmi les nuages, et dit à sa fille avec un parfait sang-froid :

— Irène, ma chère, ne croyez-vous pas que ce puisse être un taube? Il y a bien longtemps que nous n'en avons vu !

Dès qu'elle fut lasse de suivre parmi les nuées le vol de l'avion, le manager lui confia sous le sceau du secret qu'il avait un appartement disponible à l'entresol. Elle se récria :

— J'adore les entresols, — dit-elle, — à condition que l'on ait bien le plafond sur la tête.

Il lui assura qu'à cet égard, l'appartement qu'il lui proposait ne laissait rien à désirer.

— Allons le visiter ! — dit la princesse, avec un entrain, et si l'on ose employer cette locution militaire, un *cran* merveilleux.

Une deuxième fois elle foudroya le manager du regard : ne se dirigeait-il point vers l'escalier? Sophie-Daphné, avec juste raison, lui fit observer qu'ayant monté par le *lift*, elle pouvait aussi bien descendre par la même voie. Elle prit une attitude pleine de dignité, et garda même, durant le trajet, un silence stoïque. Elle se rattrapa quand elle vit l'appartement, qui lui parut d'emblée si « désirable » qu'elle ne cessait de répéter à sa fille :

— Irène, ma chère, je veux mourir ici.

— Tu ne feras pas cela, — lui répondait Irène, à chaque fois invariablement.

Cet entresol était une enfilade de huit pièces (sans compter les salles de bain) : une première chambre, rouge ; une seconde, bleue, avec un petit salon de la même couleur ; un salon plus grand, jaune, et une plus grande chambre, également jaune ; ensuite une chambre verte, une paille et mauve, et une rouge, sans doute pour finir dans le même ton qu'on avait commencé. Les meubles étaient en général Louis XVI anglais, sauf dans le petit salon où ils étaient Empire, et dans le grand où ils étaient naturellement Louis XV.

Sophie-Daphné parcourut l'appartement dans un sens, puis dans l'autre, et revint sur ses pas. Elle était au comble de l'exaltation. Elle ne sourcilla point quand on l'instruisit qu'il ne lui en coûterait que deux cent cinquante francs par jour, et dit même :

— C'est pour rien!

Mais, à la quatrième visite, elle se rembrunit.

— Je suis désolée, — murmura-t-elle d'une voix plaintive. — Il n'y faut pas songer. Il y a une chambre de trop.

— Comment? — dit Irène.

— Comptez ! Moi, vous, la femme de chambre, monsieur Gilet, le faune.

— La princesse a un faune? — dit le manager effaré.

— C'est un réfugié, — dit vivement la princesse. — Comme il est danseur, et danseur russe, nous l'appelons entre nous, familièrement, le faune; mais son vrai nom est Eprouhimov.

— Ah ! — soupira le manager, que ce vrai nom ne sembla nullement rassurer.

— Je te demande un peu, — dit Irène, — ce que ça peut te faire d'avoir une chambre de trop. Tu y mettras tes malles. Si cet appartement te plaît, tu aurais tort de t'en priver.

— Non, non, ce serait folie, — répondit Sophie-Daphné. — Ah ! ma chère, on voit bien que ce n'est pas vous qui tenez les cordons de la bourse. Toucherai-je seulement mes termes? Pouvez-vous garantir que je les toucherai?

— Non.

— Je m'installe à l'hôtel pour faire des économies. Huit pièces ! Comme vous y allez ! Quel besoin avez-vous d'un salon? Le mien ne vous suffit-il pas?

— On prend ce qu'on trouve.

— Ou on le laisse. Je veux visiter cet appartement une dernière fois pour m'en dégoûter. Je suis persuadée qu'il est très incommode !

Elle le visita, seule, et dit en revenant, d'un air contrit :

— C'est la commodité même, et il est charmant.

— Alors?...

Elle secoua la tête. Crainte de succomber à la tentation, elle se retira jusque dans une galerie qui précédait l'antichambre privée de l'appartement. Elle s'assit dans une bergère de malade qui bien à propos se trouvait là. Irène, le manager et M. Gilet se tenaient autour d'elle debout, et faisaient tableau.

Cependant, le manager, qui avait peut-être mieux à faire

que d'écouter la princesse quand elle parlait et de la regarder quand elle ne disait rien, donnait malgré lui des signes d'impatience. Une péripétie opportune fit, pour employer l'argot du théâtre, rebondir une scène qui traînait et menaçait de s'éterniser.

Deux nouveaux personnages entrèrent dans la galerie : l'un des principaux employés de l'hôtel, nu-tête, et un jeune homme venu du dehors, puisqu'il portait un chapeau. Il le retira même dès qu'il avisa Irène et Sophie-Daphné. Le lieu était banal, et l'usage ne veut point que l'on salue en tel lieu les femmes à qui l'on n'a pas eu l'honneur d'être présenté ; mais la princesse, qui se piquait de raffinement en matière d'éducation, remarqua que ce jeune homme en avait une excellente. Elle le remarqua, selon sa coutume, fort haut, croyant le faire tout bas.

— Tiens ! — dit-elle. — Voilà un garçon bien élevé.

— Par hasard, — dit Irène.

— *Rara avis,* — dit le classique M. Gilet.

Ce jeune homme bien élevé était, de surcroît, doué d'une beauté physique vraiment extraordinaire. Les gens même qui ont des yeux pour ne point voir n'eussent pas manqué d'y prendre garde ; à plus forte raison la princesse, qui aimait le corps humain. Elle en fit encore la remarque, et encore plus haut : il dut l'entendre.

Il semblait aussi bien bâti qu'Eprouhimov, quoique vêtu de manière que l'on n'en pût juger si aisément ; mais il avait le type romain au lieu du type kalmouk, avec on ne soit quoi d'exotique et, si l'on peut dire, de légèrement créole. Les yeux noirs, splendides, allongés, un peu retroussés vers les tempes, étaient langoureux. Il avait des mouvements trop souples, une élégance irréprochable, et qui semblait douteuse. Pourquoi pressentait-on de loin qu'il dût avoir sur soi de ces parfums qui entêtent, quand de près on était obligé de reconnaître qu'il n'avait aucun parfum?

Irène le trouvait beau et déplaisant : elle évita de répondre à la princesse ; d'autant que l'étranger, qui avait fort bien entendu, remerciait du compliment, par un regard en coulisse, non la mère qui l'avait lancé, mais la fille qui se taisait toujours. Il l'envisageait avec impudence. Il semblait dire :

« Voilà mon affaire », comme il aurait dit si on lui avait montré une chambre à sa convenance.

Il éleva dès lors la voix beaucoup plus qu'il n'était nécessaire pour se faire entendre de l'employé qui le conduisait, afin que ni la princesse ni M. Gilet, ni surtout Irène ne perdissent un mot de son discours ; il reprit du commencement au lieu de poursuivre, et donna d'abord sur lui-même les renseignements les plus circonstanciés, comme dans une exposition de comédie bien faite.

— Ce qui m'a déterminé, — dit-il, — à fermer ma maison et à venir m'installer dans votre hôtel, ce n'est pas tant la difficulté de trouver des domestiques mâles convenables, ni la commodité d'un pareil établissement, ni même la modicité de vos prix : c'est une singulière aventure qui m'est arrivée hier soir. Je rentrais chez moi — oh ! à une heure très raisonnable : onze heures vingt. — Je demeure dans l'une des rues qui coupent l'avenue du Bois. J'ai été, à deux pas de chez moi, arrêté par les agents : ils m'ont emmené au poste, où l'on m'a demandé mes papiers militaires. On me prenait pour un insoumis ! J'ai vingt-cinq ans, je ne parais pas davantage ; mais il me semble qu'on n'a qu'à me regarder pour voir que je ne suis pas Français... Il est vrai que les nuits sont noires, et on juge malaisément d'un type à la faible lueur des réverbères encapuchonnés... Je n'ai eu d'ailleurs qu'à faire connaître mon nom : Démètre Lilienthal. Le commissaire a souri. Il m'a même dit un mot assez drôle. Il m'a dit : « Vous êtes plus qu'un étranger, vous êtes deux étrangers. »

— Quel rapport entre cette nouvelle à la main et l'idée de loger à l'hôtel? — dit Irène à demi voix.

Démètre Lilienthal devina cette remarque, s'il ne l'entendit point distinctement, et il jugea bon de s'expliquer.

— C'est, — dit-il, — une sorte de scrupule que je ne saurais trop définir : il me semble qu'un étranger, qui, pour des raisons personnelles, n'a pu offrir ses services à la France, n'y doit pas avoir en ce moment d'autre domicile que l'auberge.

Il regardait toujours Irène fixement ; elle en était outrée. Il s'écria tout d'un coup :

— Douze francs par jour !... Malheureusement, les chambres que vous m'avez fait voir là-haut ne me conviennent pas.

Et puis, vous l'avouerai-je? depuis un accident qui n'a eu aucune suite, mais qui aurait pu, qui aurait dû me coûter la vie, je ne puis me résoudre à user du *lift*.

— Vous voyez bien, ma chère, — dit à Irène la princesse triomphante, — que je ne suis pas la seule !

— Ah ! — soupira Démètre, — si vous aviez quelque chose à l'entresol pour le même prix !...

La princesse, à la lettre, bondit, et devant qu'Irène ou M. Gilet eussent le temps, l'idée d'intervenir, elle s'écria :

— Mais oui ! puisque mon appartement comporte une pièce de trop ! Séparez une chambre, que vous louerez à monsieur, et je loue moi-même à l'instant ce ravissant pied-à-terre !

L'affaire fut bâclée en cinq minutes. Le manager fit à la princesse une réduction de dix francs par jour, et elle crut avoir sauvé sa fortune. Démètre Lilienthal se confondit en remerciements et lança un regard vainqueur à Irène, comme s'il se fût flatté de l'avoir à sa merci parce qu'il allait demeurer avec elle porte à porte.

— Je suis enchantée de cette transaction, — dit la princesse en se retirant. — Nous emménagerons dès demain.

— Tu emménageras toute seule, — dit Irène, — ou en compagnie de monsieur Gilet. Moi, je reste rue Saint-Dominique.

— Vous me laisseriez, — dit la princesse, — demeurer seule avec monsieur Gilet, dans un hôtel !

— Tu as deux chaperons, — répliqua Irène, — ta femme de chambre et ton faune : je reste rue Saint-Dominique.

IV

LE RUBIS DE FRANÇOIS-JOSEPH

Elle ne resta pas rue Saint-Dominique. Sophie-Daphné n'avait pas pris cette menace au sérieux, et Irène elle-même, en la proférant, ne s'était point fait illusion. Mais le déménagement ne s'opéra pas non plus le lendemain, ni de plusieurs jours.

Comme presque toutes les personnes qui voyagent d'un bout de l'année à l'autre et qui passent neuf mois sur douze dans les grands hôtels, la princesse ne savait pas voyager, et chaque hôtel nouveau était pour elle d'abord, ou même d'avance, un épouvantail. Ensuite, elle s'acclimatait ; elle y mettait bien deux ou trois semaines. (Quand elle ne séjournait que quarante-huit heures, elle était obligée de précipiter le mouvement.)

En outre, elle n'avait point le même scrupule que Démètre Lilienthal, mais justement le scrupule contraire : il lui paraissait à peine convenable d'habiter l'hôtel à Paris qui était son principal port d'attache, où elle avait son domicile le plus certain, le plus officiel ; et bien que son parti fût pris, elle était en proie à une cruelle perplexité.

Rien au monde n'est si aisé que de faire la navette entre la rue Saint-Dominique et l'avenue de l'Alma. Cependant, la princesse ne démordait point de cette baroque idée qu'aussitôt qu'elle aurait pris pension au *Titanic*, elle ne pourrait matériellement plus retourner chez elle ou y dépêcher sa femme de chambre, jusqu'au jour où, la paix étant signée, elle y rentrerait définitivement et en triomphe. Elle craignait, en conséquence, d'oublier la moindre chose, comme si un oubli dût être irréparable. Elle faisait et refaisait des listes ; après quoi elle faisait et refaisait des malles, où elle entassait pêle-mêle tous les accessoires hétéroclites dont une femme de sa qualité peut avoir besoin en toute saison, à toute heure de la nuit et du jour, et dans toutes les circonstances de la vie.

— Nous n'irons pas plus au *Titanic*, — disait Irène, — que nous ne sommes allés à Deauville. L'autre fois, c'est la guerre qui nous a empêchés de partir ; cette fois, ce sera la paix.

Irène se moquait d'aller au *Titanic* ou à Deauville ; mais elle ne pouvait souffrir de ne jamais savoir où l'on coucherait le lendemain.

La princesse, après avoir délibéré longuement si elle devait emporter ou non tel ou tel objet de première nécessité, finissait quelquefois par prendre une décision ; mais, dès qu'il s'agissait d'objets superflus, elle balançait indéfiniment. Elle perdit une semaine entière à trier ses photographies, et à choisir parmi ses bibelots ceux qu'elle souhaitait disposer

sur les tables et sur les étagères, pour donner « un cachet intime » à l'entresol « ravissant » mais de la dernière banalité. Elle termina cet inventaire général par celui de ses bijoux. et tint à ce propos un véritable conseil de famille.

Irène et M. Gilet s'entendirent convoquer un beau matin dans sa chambre. En leur présence, elle fit ouvrir ses divers écrins, et les considéra dans un morne silence, avec l'expression du désespoir.

Ce sentiment, au premier abord, semblait incompréhensible. Bien des reines eussent envié ses joyaux, et certaines parures étaient, en effet, royales, notamment celle des émeraudes et celle des saphirs (pour les réceptions de cour de l'après-midi). Tout cela était admirablement présenté. Sophie-Daphné aimait que ses toilettes, ses lingeries fussent en désordre, et que ses bijoux fussent en ordre. Les perles étaient avec les perles, les brillants avec les brillants, ces derniers en des écrins doublés de velours noir, pour obéir à un vœu de Sully Prudhomme, qui leur trouve, sur un velours plus noir, une plus belle eau. Il y avait jusqu'à des pierreries non montées, dans de petites sébilles, ainsi, toutes proportions gardées, que dans le trésor des sultans au vieux sérail, où elles sont dans des seaux.

Cependant la princesse de Samos considérait avec désespoir toutes ces splendeurs et toutes ces richesses ; et enfin elle s'écria, d'un ton à fendre l'âme :

— Qu'est-ce que je vais bien pouvoir faire de tout ça?

— Comment? — dit Irène suffoquée, — ce que tu vas en faire? J'imagine que tu n'as pas la prétention de les vendre? Tu sais, je compte bien en hériter, maman. Le plus tard possible.

— Vous n'avez pas besoin de me rappeler mes devoirs de mère, — repartit avec dignité la princesse. — D'ailleurs, ma chère, supposé que j'eusse l'intention de vous frustrer, une autre voix que celle du sang me le défendrait. Je n'ai pas le droit d'aliéner ces bijoux. Chacun d'eux a une histoire...

— Oh ! maman chérie, tu nous l'as déjà racontée tant de fois !

— Ce n'est pas pour vous la raconter que je vous ai fait appeler l'un et l'autre, mais pour vous demander conseil.

Je vous le répète : qu'est-ce que je vais faire de tout ça? Je ne puis m'exhiber dans cette auberge parée comme une châsse !

— Maman !... Tu es unique !... Tu n'as pas besoin de les porter sur toi : laisse-les dans leurs boîtes.

— Et les boîtes?

— Laisse-les ici.

— Sans nulle surveillance ! Dans un appartement abandonné ! A la merci des cambrioleurs !

— Emporte-les.

— A l'hôtel ! Mais j'ai peur des rats !

— Est-ce que tu n'as pas un coffre au Crédit Lyonnais?

— Et s'ils pillent les banques?

— Oh !...

— Oui, j'ai un coffre ! Il est même vide. Je n'ai plus le sou, ma chère.

— Alors il me vient une idée... Une idée superbe !... Mets-les au clou.

— Irène, vous êtes folle. Voulez-vous que Sophie-Daphné, princesse de Samos, porte elle-même au Mont-de-Piété des bijoux d'une valeur de plusieurs millions, d'une origine historique, et coudoie là de pauvres femmes qui viennent y engager, m'a-t-on dit, la laine de leurs matelas? Ce serait un manque de tact.

— On ne te dit pas d'y aller toi-même : envoie monsieur Gilet.

— Vous voyez d'ici ce pauvre monsieur Gilet présentant à un employé sordide mon collier de chien de l'impératrice Joséphine, ou le sautoir que votre père m'avait acheté à la vente de Léonide Leblanc ! C'est alors que les commis lui riraient au nez ! Ou bien ils le prendraient pour un rat d'hôtel, et j'aurais moi-même peur de lui quand nous demeurerions ensemble au *Titanic*.

M. Gilet, qui n'avait pas encore placé un mot, crut enfin devoir intervenir, et fit, selon sa coutume, entendre la voix de la sagesse. Il exhorta Sophie-Daphné à serrer dans son coffre du Crédit Lyonnais ses joyaux les plus riches ou les plus incommodes, et à ne prendre avec elle qu'un tout petit écrin, « des bijoux pour tout aller ». Il lui assura que, selon toute

vraisemblance, le Crédit Lyonnais ni aucune banque ne seraient pillés.

— Si vous me le jurez, je vous crois, — dit la princesse.

Il fallut que M. Gillet prêtât serment : M. Gilet ne s'y refusa point ; et en effet, elle le crut. Elle était ravie.

— Vous m'avez donné, — dit-elle, — le meilleur conseil. Je n'attendais pas moins de vous. Irène, voyez comme monsieur Gilet est judicieux !

Elle pêcha, en peu d'instants, parmi ce trésor, les cinq ou six rangs de perles, la douzaine de bracelets et les trois douzaines de bagues dont elle croyait avoir l'emploi au *Titanic* ; puis elle sonna Rosa et lui dit :

— Portez tout le reste dans la chambre du bon monsieur Gilet, il ira cet après-midi les serrer dans mon coffre... Dès cette minute, monsieur Gilet, je vous en fais dépositaire.

Elle ajouta d'une voix stoïque, mais qui chevrotait un peu :

— Je ne les verrai plus d'ici au jour de la victoire !

Soudain, son visage ordinairement bonasse, devint farouche. Elle fut Bellone, un peu courte, mais irritée. Elle arracha des mains de Rosa un petit écrin rouge, frappé d'un écu à quatre partitions que drapait un manteau d'hermine et que sommait une couronne fermée ; elle s'écria :

— Ah ! par exemple, en voici un dont je sais que faire !

— Qu'est-ce donc, chère princesse? — demanda M. Gilet.

— C'est le rubis de François-Joseph ! — répondit Sophie-Daphné, avec une expression implacable, et vraiment excessive, de dégoût.

— Qu'en vas-tu faire? — dit Irène.

— Je vais le renvoyer à Sa Majesté Impériale et Royale, — répondit la princesse de Samos, qui, même dans un transport de haine ou de colère, n'oubliait jamais les formules du protocole.

— Sa Majesté Impériale et Royale a présentement d'autres chiens à fouetter, — hasarda le judicieux Gilet.

Irène déclara sans ménagement à sa mère que cette manifestation était ridicule, et que François-Joseph ne se souvenait certainement point de lui avoir offert, à l'occasion de son mariage avec le prince de Samos, ce rubis. Mais Sophie-Daphné s'obstina.

— Je me fiche, — dit-elle, — que Sa Majesté s'en souvienne ou qu'elle ne s'en souvienne pas. Ce que j'en fais est pour l'acquit de ma conscience et non pour outrager un vieil homme. Tenez ! — ajouta-t-elle, ouvrant l'écrin. — Voyez quelle horreur !

Le rubis n'était pas une horreur. Il était au contraire fort beau et sans doute d'un grand prix. Mais le bracelet lui-même était d'un art viennois.

— Dis donc, maman, — fit Irène, — comment penses-tu t'y prendre pour le renvoyer à François-Joseph? Tu sais que les relations diplomatiques sont rompues?

— C'est juste ! Le pauvre ambassadeur ! Quand je songe que nous dînions encore avec lui le 25 juillet au pavillon d'Armenonville ! Irène, vous souvenez-vous? Il y avait un canard au sang. Je n'en ai pas mangé... Eh bien, je vais tout simplement expédier un colis postal.

Irène et M. Gilet soulevèrent en vain quelques objections de bon sens : la princesse était férue de son idée. Elle ne fit pas elle-même le colis postal, mais le fit faire sous ses yeux. Après quoi, elle écrivit de sa main la suscription :

A Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,
Roi apostolique de Hongrie,
à Schœnbrunn.

— Il doit y être encore... Rosa, ma chère, allez mettre cela bien vite à la poste... dans un grand bureau : boulevard Saint-Germain ou rue des Saints-Pères. Vous me rapporterez le reçu.

Rosa ne rapporta point le reçu, mais le colis postal, qu'on avait refusé, naturellement. Elle avait failli même être arrêtée.

— Bon ! — dit la princesse. — Mettez donc cet affreux bijou avec ceux que j'emporte au *Titanic*. Plus souvent que je laisserais traîner dans mon coffre du Crédit Lyonnais un rubis que je tiens de François-Joseph ! Je pourrais être compromise si l'on faisait une perquisition.

Au même instant, elle jeta un petit cri singulier. Elle venait d'aviser un autre écrin, celui-ci tout de velours blanc, auquel d'abord elle n'avait pas pris garde.

— Irène ! — dit-elle. — Mais voici le petit collier de perles que vous portiez quand vous étiez enfant ! Il est charmant. Il est *mignonnet*. Qu'est-ce que je pourrais bien en faire? Parbleu ! je vais le donner à Éprouhimov. Pensez, le pauvre cher garçon n'a pas encore de rang de perles !

— C'est un scandale, — dit Irène avec le plus grand sérieux.

La princesse appela, à tue-tête et à maintes reprises :

— Eprouhimov !

Il vint, sans se presser.

Contre toute attente, il n'était vêtu ni en Narcisse ni en Daphnis, ni en faune : il était en veston, et la tenue bourgeoise convient peu à son genre de beauté. Sophie-Daphné, qui faisait déjà la bouche en cœur, pinça les lèvres et fronça le sourcil. Elle sentit vivement le ridicule de passer un collier de perles au cou d'un jeune homme en complet veston. Elle ferma l'écrin blanc, le jeta sur la table, et se mit à parler russe avec une surprenante volubilité. Irène et M. Gilet, qui ne savaient pas un mot de cette langue, devinèrent, rien qu'à son accent, qu'elle injuriait le faune déchu.

— Bûche ! — lui disait-elle en effet. — Tu ne sais pas ce que tu viens de rater par ta bêtise !

— Pourquoi la princesse m'a-t-elle appelé? — dit Éprouhimov également en russe, et toujours sans s'émouvoir.

— C'est pour te dire de te tenir prêt, — répondit Sophie-Daphné en français (car il l'entendait fort bien). — Nous partons tout à l'heure.

— Quoi? — dit Irène stupéfaite. — Nous partons? Où allons-nous?

— Mais à l'hôtel, ma chère ! Voilà donc deux semaines que je paie cet appartement deux cent quarante francs par jour, pour n'en pas profiter. Moi, je sais calculer : cela fait trois mille trois cent soixante francs que nous avons jetés par la fenêtre. J'arrête les frais. Nous nous installerons au *Titanic* avant ce soir et nous y dînerons. Inutile de discuter : je n'ai pas commandé de dîner ici. La marmite est renversée, ma chère. Nous partons dans trente-cinq minutes. Laissez-moi, je vous prie : je n'ai que le temps de mettre mon chapeau.

V

LE THÉATRE DES OPÉRATIONS

L'embarquement et le trajet (de la rue Saint-Dominique à l'avenue de l'Alma) donnèrent lieu à tous les incidents ridicules qu'Irène avait pressentis et redoutés. Ses espérances même furent passées. La princesse entendait que toute la compagnie arrivât au *Titanic* simultanément. Elle avait loué deux omnibus de gare du plus grand modèle, l'un pour les bagages et la femme de chambre, l'autre pour elle-même, sa fille, le surveillant des vignobles et le faune. Elle avait fixé une heure de mise en route, et ne souffrit pas un retard de plus de cinq minutes. Elle bousculait son monde comme s'il se fût agi de prendre le train, qui n'attend pas. D'ailleurs, à peine assise parmi le tas de ses coussins et de ses châles, elle cria au cocher :

— Ne partez pas ! Sophie-Daphné vous défend de partir, au nom du Tout-Puissant !

Et elle sauta légèrement à bas de la voiture, grimpa l'escalier quatre à quatre pour aller vérifier de ses yeux si toutes les lumières étaient éteintes, les trois compteurs d'électricité, de gaz et d'eau dûment fermés. Elle ne reparut qu'une seconde et monta encore, parce qu'elle n'était pas sûre de n'avoir pas laissé une porte entre-bâillée. Enfin elle reprit place parmi ses châles et ses coussins, fit baisser les vitres parce qu'elle étouffait, les fit relever parce qu'elle craignait les courants d'air, et donna l'ordre du départ en invoquant de nouveau le Tout-Puissant. Au moment que le lourd véhicule s'ébranlait, elle fit le signe de croix qu'elle ne manquait jamais de faire dans les circonstances climatériques, en particulier chaque matin quand elle enjambait sa baignoire.

Elle avait un air d'égarement. Elle ressemblait prodigieusement à ce crayon que prit David de la reine de France sur la charrette. Mais Irène connaissait trop bien sa mère pour se tromper à cette apparence : la princesse était au contraire de

sang-froid, en possession de tous ses moyens, et même d'une espèce de génie qui ne se révélait chez elle qu'aux heures de déplacement, à l'hôtel ou en sleeping-car. Elle se transfigurait alors, à peu près de même qu'un militaire soudain tiré de la morne paix des casernes, soit pour faire campagne, soit tout au moins pour faire les grandes manœuvres. Irène comprenait à merveille cette bizarre affection, à quoi elle-même était sujette, par nature et par entraînement. Aussi ne pouvait-elle souffrir ce qu'elle appelait la physionomie de voyage de Sophie-Daphné ; car il est ordinaire aux filles et aux fils de détester particulièrement chez les auteurs de leurs jours les caractères qu'ils ont avec eux en commun.

Aussitôt que la princesse de Samos arrivait dans un nouveau *palace*, oubliant toutes ses manies du temps de paix, elle ne prêtait nulle attention au cantonnement, c'est-à-dire à sa chambre et à son salon *private*, elle courait d'abord reconnaître le champ de bataille, c'est-à-dire le *dining-room* ou *Speisesaal*. Elle n'avait point de raison de procéder autrement ici qu'à Méran, à Budapest ou au Caire, sous prétexte que le *Titanic* est un hôtel parisien, vu que « être à l'hôtel », c'est essentiellement être à l'hôtel, et ce n'est être précisément ni à Paris, ni au Caire, ni à Méran, ni à Budapest.

Comme elle a, en même temps qu'une incroyable faculté de désordre, une incroyable faculté d'organisation, il se trouva qu'elle avait tout prévu, et put s'en remettre entièrement à Rosa, sa femme de chambre, ou son ordonnance. Une demi-heure à peine après avoir pris pied dans son appartement, elle était en tenue, robe noire, fort simple, ouverte, mais sans indécence, un seul rang de perles, les bagues de perles, et le bracelet de François-Joseph, mais dissimulé sous sa manche. Sept heures et demie sonnaient, heure de dîner selon l'étiquette de guerre : elle appela Irène à très haute voix, d'une chambre à l'autre, et lui reprocha témérairement d'être en retard ; mais Irène était prête, et ce fut, contre toute attente, le ponctuel M. Gilet qui fit perdre à ces dames un quart d'heure.

Non qu'il ne fût prêt aussi. Mais il parut en smoking ! La princesse lui cria que cela était honteux, et qu'il devait savoir qu'on dîne en veston ou en jaquette, quand il y a tant

de braves gens qui se font tuer sur le front. M. Gilet, dont le bon sens est vigoureux, n'aperçut entre ces deux termes aucun rapport d'analogie ou de conséquence. Il n'entreprit point une vaine discussion, et, fort penaud de l'aventure, s'en fut changer de costume.

Quant à Eprouhimov, Sophie-Daphné avait décrété premièrement qu'il dînerait à sa table ; mais elle venait d'éprouver qu'il était impossible en civil, et ne pouvant le produire en faune ou en berger de Longus, elle avait décrété par un avis contraire qu'on le servirait dans l'appartement, tête à tête avec Rosa. Elle se félicita d'avoir pris ce parti, quand elle le vit habillé autrement, non pas mieux. Elle lui signifia ses volontés en russe, comme elle faisait chaque fois qu'elle avait à lui dire quelque chose de désagréable. Et enfin elle put commander le départ.

Bien qu'il soit difficile à trois personnes de former un cortège, ce fut en cortège cependant que la princesse de Samos, Irène et M. Gilet défilèrent, depuis le seuil de leur vestibule jusqu'à la table qui leur était réservée. Sophie-Daphné avait cette faculté, qui semble un privilège des reines, de traverser une longue galerie, une vaste salle où les seigneurs sans importance font la haie. Elle n'avait point (de même que la plupart des reines et impératrices) l'air fort à son aise, quand elle pratiquait cet exercice de haute école. Elle marquait même une étrange timidité, que trahissaient la déplorable rougeur de son teint, une petite toux sèche, des tics, comme de tapoter sa main gauche de son éventail qu'elle tenait de l'autre main, et la perte du sens de la direction : de sorte qu'elle traversait galeries et salles, non pas en ligne droite, mais en S. Le plus prodigieux était qu'elle les traversât, ne fût point arrêtée au beau milieu de sa course par une crise nerveuse, et que l'*agoraphobie*, c'est-à-dire la peur des espaces vides, fût la seule phobie qui manquât à sa collection.

Irène, qui trouvait ces façons ridicules, les imitait dans le couloir exactement. Elle défilait avec la même assurance et le même embarras, toussait, rougissait, tenait son éventail de la main droite, et en tapotait sa main gauche. Elle retardait de deux ou trois pas sur sa mère ; et comme ni l'une ni l'autre ne suivait l'axe des pièces, elle appuyait à droite quand Sophie-

Daphné appuyait à gauche, à gauche quand Sophie-Daphné appuyait à droite.

Enfin, M. Gilet, qui naturellement venait le dernier des trois, marchait très vite tandis que les princesses marchaient très lentement ; il faisait de tout petits pas pour maintenir les distances, et à chaque pas il semblait trébucher. Il avait l'allure bizarre d'un vieux page, toujours en train de se prendre les pieds dans les traînes de leurs manteaux de cour. Irène et Sophie-Daphné ne portaient ni manteaux de cour ni robes à traîne : elles étaient vêtues à la dernière mode, jusqu'à mi-jambe.

Le cortège, après s'être ainsi déroulé du haut en bas de l'unique étage, puis tout le long des corridors, atteignit enfin la salle à manger. Cette pièce, à coupole, était véritablement immense : vu le petit nombre des *résidents*, on avait cru devoir la couper, dans le sens de la largeur, en deux parties inégales, au moyen de paravents. La partie retranchée était noyée dans l'ombre et le mystère ; et malgré l'illumination du reste, l'aspect de l'ensemble avait on ne sait quoi de sinistre qui faisait froid dans le dos. Irène en reçut une impression fort pénible. Sophie-Daphné n'en reçut aucune impression ; elle se sentait chez elle ; et il est vrai que le premier maître d'hôtel lui désigna son couvert, mais elle y fût allée d'elle-même les yeux fermés.

Dès qu'elle fut assise, elle dispersa tout autour d'elle, sans seulement regarder où elle les posait, les mille petits objets inutiles et indispensables qu'elle traînait toujours après soi. Elle se tenait droite, la tête haute, elle promenait sur l'assistance un regard circulaire, d'ailleurs aveugle ; le regard d'une souveraine qui domine ses peuples assemblés, et leur paraît dire sans ouvrir la bouche : « C'est moi, me voilà, vous devez être bien contents. » Comme le général en chef, dès qu'il est grimpé sur l'éminence d'où il suivra les opérations, saisit ses jumelles, Sophie-Daphné s'arma de son face-à-main. Il en faut toujours revenir à ces comparaisons militaires, qui ne sont point par à peu près, mais rigoureuses : pour madame la princesse de Samos, une salle à manger d'hôtel est un terrain stratégique. Elle y déjeune et elle y dîne, mais en même temps elle y lutte pour l'existence. Elle a des « buts de guerre »,

comme l'Allemagne ; mais, à rebours de l'Allemagne qui n'a pas encore défini les siens après plusieurs mois d'hostilité, Sophie-Daphné a de ses « buts de guerre » une idée parfaitement claire et distincte. Ils dépassent en extravagance tout ce qu'on peut rêver.

Son premier objectif était alors en effet, et toujours, de se créer des relations ; et comme elle en avait de toutes sortes, aux divers étages de la société, les plus flatteuses, les plus scabreuses, les plus amusantes, qu'elle connaissait la terre entière, on se demande d'où lui pouvait venir cet étrange et insatiable appétit. Elle avait en outre l'idée fixe de lever un mari pour sa fille. Irène était mieux que jolie, ou pire, nantie d'une dot considérable, si peu calomniée qu'on peut dire approximativement qu'elle jouissait d'une réputation intacte. Dans ces conditions, une jeune personne se marie quand il lui plaît et à son gré ; mais, tout de même que si le mariage d'Irène eût été une entreprise au-dessus des forces humaines et maternelles, la princesse en était préoccupée. Chaque fois qu'elle voyait un homme, de qui elle ne savait à la lettre rien, sauf qu'il semblait nubile, elle ne manquait point de crier à sa fille :

— Eh ! ma chère, que diriez-vous de celui-ci?

Cette fille peu respectueuse lui répondait par des injures, et entrait dans des colères épouvantables, dont la cause, assez plaisante, était que, sur ce point encore, les secrètes pensées de la fille correspondaient à celles de la mère exactement. Irène ne méconnaissait point ses facilités ni ses avantages, et ne pouvait ignorer qu'elle ne serait jamais en peine de prétendants, au cas qu'elle fût en fantaisie de se marier ; mais elle ne manquait guère de se poser, à la première vue du premier venu, et devant que sa mère elle-même ne la lui posât, cette même question :

« Eh ! que dirais-je de celui-ci? »

En dépit de la préoccupation conjugale, Sophie-Daphné, dont la stratégie était méthodique, ne commençait ordinairement point par passer en revue les hommes nubiles : elle étudiait d'abord tout le reste de la figuration, et, immédiatement après le décor — ou le terrain —, les cadres, c'est-à-dire la domesticité.

Celle du *Titanic* était assez hétéroclite au début de la guerre, ainsi que dans tous les hôtels et cabarets. La mobilisation avait supprimé les serviteurs d'âge moyen. Il ne restait que de très vieux maîtres d'hôtel, quelques-uns même depuis longtemps à la retraite et qui avaient repris du service pour tirer de peine leur ancien patron. Les autres étaient de jeunes garçons, de quinze à dix-sept ans, qui n'auraient pu, avant la guerre, aspirer qu'à des emplois de chasseur, et qu'on affublait de l'habit noir s'ils avaient la taille requise. Ils servaient avec la meilleure volonté du monde et une maladresse inimaginable. Les deux ou trois ancètres qui les commandaient désespéraient de les styler, mais les menaient tambour battant, avec cette autorité rude de sous-officier ou de contremaître que les supérieurs ne font sentir à leurs inférieurs que dans le subalterne.

Ces jeunes garçons avaient du moins un physique assez flatteur. Sophie-Daphné, qui s'y connaissait, en avisa d'abord un qui avait l'air d'un premier communiant ou d'un enfant de chœur. Elle déclara qu'il était « ravissant », lui fit signe d'approcher et lui demanda son nom.

— Jean, — répondit-il en baissant les yeux avec modestie.

— Eh bien, Jean, — dit-elle, — c'est vous, et désormais vous seul qui vous occuperez de nous.

Son secteur était à l'autre bout de la salle ; mais il fut demander l'agrément de M. Adolphe, sexagénaire faisant fonction de majordome. Les désirs de madame la princesse de Samos étaient des ordres; surtout le soir qu'elle dînait au *Titanic* pour la première fois. M. Adolphe n'hésita pas à désorganiser tout le service, et dans l'instant même affecta Jean à la personne de « Son Altesse ». Jean, pour son début, retira sans accident les assiettes à potage, et après les avoir abandonnées sur la table voisine, qui était libre, se dirigea d'un pas nonchalant vers le guichet, où il attendit, sans impatience, que l'on voulût bien lui passer trois turbotins pochés sauce gènevoise, pommes à l'anglaise.

Pendant l'entr'acte, Sophie-Daphné commença d'étudier le public. Elle aperçut d'abord, à deux pas, Démètre Lilienthal ; et comme une de ses phobies était celle de l'impolitesse, elle lui fit la première une inclination fort gracieuse, elle trahit par

un sourire le plaisir infini qu'elle sentait à retrouver une vieille connaissance dans un milieu où elle ne connaissait encore personne. Irène fut outrée. Démètre était le premier des convives qui lui eût tiré l'œil. Il s'était empressé de la saluer, elle s'était abstenue de lui répondre et avait feint de ne point le remettre. Cette rebuffade l'avait peu touché. L'essentiel était pour lui que les princesses eussent emménagé. Depuis quinze jours il se morfondait à les attendre, et commençait de craindre qu'elles ne lui fissent faux-bond. Il eût lâché la partie, si le manager ne lui eût assuré chaque soir et chaque matin que les appartements de Son Altesse étaient toujours engagés.

Il fut si content de voir la fille et la mère, que la froideur de l'une ne diminua point sa joie, et que les avances de l'autre portèrent au comble ses espoirs d'ailleurs mal définis. Il fut encore plus satisfait d'entendre qu'il était l'objet de leur conversation, dont il ne perdit pas une syllabe, grâce au verbe haut des deux princesses.

— Tu salues ce monsieur? — disait Irène.

— Oui, ma chère, — et pourquoi ne le saluerais-je pas? — Vous avez remarqué vous-même, ainsi que monsieur Gilet, qu'il est fort bien élevé. Moi, je le trouve charmant. Je lui sous-loue une de mes chambres : nous sommes donc en relations d'affaires, et c'est peut-être un mari pour vous. Enfin je salue qui me plaît.

Et pour marquer plus indubitablement que tel était son bon plaisir, elle fit une seconde inclination à l'adresse de Démètre, qui, pour y répondre, se plia en deux jusqu'à toucher sa nappe du front. Irène se tut : c'était le seul moyen de mettre un terme à cette pantomime de marionnettes ; et la princesse en effet, n'étant plus contrariée, oublia Démètre subitement. Elle poursuivit son inspection.

D'un coup d'œil d'aigle, elle discerna les gens qui étaient installés ici pour un long séjour, comme elle-même, d'une demi-douzaine de véritables voyageurs, qui sans doute n'y étaient pas hier et n'y devaient plus être demain. Elle fit abstraction des passagers et ne s'intéressa, comme de raison, qu'aux sédentaires, qui étaient, outre Démètre, trois hommes, chacun triste et seul à sa petite table, et une famille entière

composée du père, de la mère, d'un fils et d'une fille. Cette tribu semblait bourgeoise, mais cossue ; les parents étaient d'âge moyen, et assez ternes ; la fille, âgée d'environ dix-huit ans, avait le visage ingrat ; le fils n'accusait guère plus de quinze ans ; Sophie-Daphné reçut le coup de foudre et s'écria :

— Mais voyez donc, Irène, ce petit jeune homme est ravissant !

Elle ne savait point diversifier ses épithètes. Ce petit jeune homme avait une tout autre façon d'être ravissant que le petit domestique à qui elle venait d'attribuer le même qualificatif. Il était grand et mince, coiffé à l'anglaise, « en phoque ». Ses paupières, ainsi que celles de Chérubin, étaient longues et hypocrites, mais il accordait fort adroitement l'expression d'une pudeur farouche et de la timidité au plus apparent contentement de soi. Il avait cette bonne habitude du corps que maintient une culture physique quotidienne, et par où les jeunes garçons d'aujourd'hui se distinguent heureusement de leurs aînés. Il dînait en tenue de sport, mais d'une élégance étudiée et d'une netteté méticuleuse. Il avait le verbe un peu haut ; mais la princesse, qui n'était pas à cet égard sans péché, pouvait-elle lui jeter la pierre ? Le père et la mère, qui le gâtaient, lui laissaient le dé de la conversation. Il en abusait, et les dissonances de sa voix étaient d'autant plus sensibles qu'il parlait continuellement. Par un effet ordinaire de la mue, elle alternait entre le baryton et le soprano. En dépit de ce léger inconvénient, le petit jeune homme était sympathique, mais on ne pouvait pas le regarder sans sourire.

L'épithète de « ravissant » donna sur les nerfs à Irène, qui, n'ayant point perdu vingt minutes à épier les domestiques, avait bien avant la princesse remarqué le chérubin. Elle craignit de le prendre en grippe, par esprit de contradiction. Elle avait plutôt sujet de craindre l'autre danger. Il lui plaisait si fort qu'elle se demandait, avec une gaîté mêlée d'effroi :

« Vais-je devenir amoureuse de ce gamin ? »

Jamais son propre cœur n'avait eu pour elle de secret ; elle entendait pour ainsi dire pousser ses sentiments, comme on raconte que les sauvages entendent pousser l'herbe, et quand elle faisait son examen de conscience, elle était incapable de mentir par omission.

A ce moment, Jean reparut. Sophie-Daphné lui ordonna de dire sur-le-champ tout ce qu'il savait des trois solitaires et de la famille bourgeoise. Il ne savait rien, se retrancha derrière son supérieur, et répondit à la princesse que seul M. Adolphe pouvait fournir à la princesse les renseignements circonstanciés que la princesse exigeait.

— Appelez-donc monsieur Adolphe, — dit-elle avec impétuosité.

M. Adolphe. qui ne se dérangeait pour personne, se mit en branle au premier signe. Il traversa toute la salle d'une allure lente, si balancée que dès l'autre bout et à chaque pas il semblait faire des révérences de cour. Il tanguait, il plongeait. Il donna toute satisfaction à madame la princesse de Samos. Il lui dit peu de chose des trois solitaires, mais c'est qu'il n'y avait pas grand'chose à en dire, et que la matière était épuisée quand on les avait nommés par leurs noms et désignés par leur cercle. Le premier, baron de Chambly, était membre de l'Épatant; le deuxième, M. Orcemont, était membre de l'Automobile-Club de France, et le troisième, marquis de Sainte-Honorine, appartenait aux *Pommes de terre*. En prononçant *Pommes de terre*, M. Adolphe baissa la voix pieusement.

Quant à la famille bourgeoise, c'était la famille Moreau-Delval, avec un trait d'union.

— *Hyphenated !* — s'écria Sophie-Daphné, qui préférait la particule, mais à qui le trait d'union imposait.

M. Moreau-Delval était directeur d'une banque française en Alsace, et sitôt la guerre déclarée s'était réfugié en France, au mépris de ses intérêts, parce que le fils aîné voulait s'engager dans l'armée française.

— Il est aviateur, — dit M. Adolphe.

— Aviateur ! — s'écria Sophie-Daphné. — Mais, ajouta-t-elle, — le petit est ravissant. Oui, ma chère, vous avez beau dire... ravissant !... Son nom?

— Serge, — dit M. Adolphe en souriant avec une tendresse paternelle.

Puis il fronça le sourcil.

— L'aviateur, — dit-il, — s'appelle Jacques.

L'histoire de cette famille Moreau-Delval parut à Sophie-

Daphné si intéressante qu'elle se félicita encore à haute voix, et même à grands cris, d'avoir pris pension au *Titanic*. Cependant qu'elle s'écriait, elle vit qu'on se levait de table et qu'elle en pouvait faire autant ; car elle avait fini de dîner comme les autres, sans y penser.

Elle observa que les hôtes de passage s'envolaient dans toutes les directions, mais que les pensionnaires se dirigeaient vers un salon voisin. M. Adolphe lui demanda s'il lui plaisait d'y aller. Elle répondit :

— Certainement !

— Tu vas faire salon avec ces gens que tu ne connais ni d'Adam ni d'Ève? — dit Irène.

— Mais oui, ma chère ! Nous sommes destinés à vivre sous le même toit, côte à côte, peut-être pendant des mois : vais-je les humilier en affectant de faire bande à part?

Irène haussa les épaules ; mais elle allait suivre sa mère au salon, où c'était peut-être le jeune Serge Moreau-Delval qui l'attirait ; quand elle vit à la porte Démètre : il semblait la guetter. Elle dit alors :

— On se passera de moi ce soir. J'ai une migraine folle.

Et elle se déroba brusquement pour éviter le contact de cet individu. Elle vit, au même instant, qu'il se penchait jusqu'à terre, ramassait un objet brillant sur le tapis et le tendait à la princesse.

— Madame, — dit-il, — vous perdez...

De véritables cris de paon l'interrompirent et attirèrent toute la compagnie, la famille Moreau-Delval, le baron de Chambly, M. Orcemont, le marquis de Sainte-Honorine.

— Ah ! — criait Sophie-Daphné, — mon rubis ! Le rubis de François-Joseph ! Avais-je donc oublié la chaînette? Mais non ! Elle s'est brisée. Cette camelote viennoise vaut la camelote allemande. Irène, je vous le dis, c'est une punition du ciel et je ne l'ai pas volée. Je ne devais pas porter ce joyau. Dieu sait que je n'y tiens pas, mais je serais désolée de le perdre. Monsieur, comme je vous remercie ! Le bracelet est du plus mauvais goût, mais le rubis est de toute beauté. C'est l'empereur d'Autriche qui a daigné me faire ce présent à l'occasion de mon mariage avec le prince de Samos. Pouvais-je le décli-

ner? Pouvais-je prévoir alors ce qui arrive seulement aujourd'hui? J'ai cependant voulu renvoyer à Sa Majesté apostolique cette horreur maudite : on a refusé le colis à la poste.

Elle faisait tout en parlant de vains efforts pour remettre seule le bracelet. Elle appela :

— Irène !... Aidez-moi donc, je vous prie.

Mais Irène s'était enfuie aux premiers mots de la fâcheuse histoire.

M. Gilet n'avait pas déserté son poste ; mais elle n'y songeait point. Elle tendit le bras en souriant à Démètre, qui rattacha le bracelet, admira le rubis en connaisseur, et baisa, en galant homme, la main de Sophie-Daphné.

— La princesse vient d'avoir une émotion, elle devrait prendre quelque chose, — lui dit à l'oreille avec sollicitude l'onctueux M. Adolphe. — Si la princesse n'a pas l'habitude du café le soir, elle devrait prendre un petit verre de chartreuse : nous en avons d'excellente, d'avant les décrets.

(*A suivre.*)

ABEL HERMANT

VIENNE

Bigarré comme un manteau de Habsbourg,
Le *Prater* s'étoile au bout d'un faubourg.
Richesse et misère y vont, accolées,
Sans dégoût, sans haine, au fil des allées.

On y vient la nuit, on y vient le jour
Y chercher le rire, y cueillir l'amour,
Y causer de riens, d'heures envolées,
En phrases qui sont des valses parlées...

M. H.

J'eus l'occasion de rencontrer des Viennois à Munich, au début de mon séjour en Allemagne. Ils étaient toujours très élégamment mis ; leurs tailles se cambraient dans des jaquettes de coupe idéale ; leurs chapeaux, leurs gants et leurs chaussures étaient irréprochables. Leur langage, un peu chantant, légèrement teinté d'exotisme, avait des sonorités douces. Au contraire des Allemands, taillés à l'emporte-pièce et cuirassés de plate outrecuidance, ils affichaient des manières policées, une familiarité pleine de mesure. Ils étaient surtout très galants avec les dames et leur disaient volontiers : « *I' küss' die Hand, Gnädige* » (Je vous baise les mains, très Gracieuse), même quand elles étaient vieilles ou laides. Leur bonne humeur était inaltérable ; ils raffolaient de distractions : musiques légères, danses, soupers fins, *Wein, Weib und Gesang* (le vin, la femme, les chansons). La morgue et l'esprit de caste leur étaient inconnus. Comme je m'étonnais de cette gaieté communicative, l'un d'eux me confia, en employant une

épithète française dont ses compatriotes ont altéré le sens : « *Wir andere, Wiener, wir sind alle fidel !* » (Nous autres Viennois, nous sommes tous joyeux.)

Ils se sentaient dépaysés et mal à l'aise à Munich. Ils avaient souvent le spleen de leur ville ; quand ils en parlaient, c'était toujours avec une affectueuse émotion, bien différente de la vanité berlinoise. En prônant sa métropole, le Berlinois veut éblouir l'étranger, tel un gamin qui montre un sou neuf. Le Viennois ne s'illusionne pas sur les défauts de la sienne ; il les constate au besoin, mais il l'aime malgré tout, parce que les femmes y sont gracieuses, la cuisine excellente, et qu'il préfère ces choses à l'activité méthodique, au modernisme, au confort. Il aime les vieilles habitudes, les coutumes séculaires, la vie insouciante et légère. Aussi méprise-t-il profondément l'utilitarisme besogneux des *Reichsdeutsche*, des Allemands de l'Empire, leur soif de domination, leur amour du lucre, leur désir d'expansion. Il les considère comme des parents pauvres, ridicules et prodigieusement mal élevés ; ces gens-là ne savent ni bien manger, ni bien parler, ni bien se tenir ; ils ne connaîtront jamais tous les petits riens précieux dont l'existence agréable est faite...

Une fois j'entendis un Allemand balourd rappeler à un Viennois le souvenir mortifiant de Königgrätz[1]. Ce dernier ne s'en formalisa point. Le patriotisme peu chatouilleux des Autrichiens dédaigne la rancune et s'accommode de toutes les défaites. — Il répondit avec aisance : « *Ich war nicht dabei.* » (Je n'y étais pas.) Une autre fois, un Berlinois vantait avec insistance la supériorité de sa capitale, le sens pratique de ses contitoyens : « *Wir wissen's eh' schon in Wien,* — remarqua son interlocuteur narquois, — *alles ist viel besser bei euch.* » (Nous le savons déjà à Vienne ; tout est beaucoup mieux chez vous.)

C'est ainsi que, peu à peu, je me formai une idée assez plaisante de Vienne et des Viennois. J'imaginais une ville pittoresque, où se laissait vivre, au jour le jour, un peuple indolent et voluptueux qui se bouchait les yeux et les oreilles pour ne rien voir, pour ne rien entendre de désagréable...

1. En France, nous disons Sadowa.



Entre Rosenheim et Salzbourg, près de la frontière autrichienne, en territoire bavarois, il existe une petite gare solitaire, coiffée de tuiles rouges, où ne s'arrêtent que les convois de marchandises et quelques trains omnibus. Je donnais alors des leçons de français à Munich. Un de mes élèves, un *Bahnadjunkt*, fut nommé sous-chef de gare à cet endroit. Il m'engagea à venir lui tenir compagnie pendant les fêtes de Pâques. Je n'avais guère les moyens ni l'occasion de me déplacer ; j'acceptai donc l'invitation avec joie et je partis rejoindre Steinhuber — ainsi s'appelait le fonctionnaire.

Il demeurait dans un village propre et coquet, situé à deux kilomètres de la station, au milieu d'un plateau boisé. Le clocher de l'église — comme il est d'usage dans la Haute-Bavière — dressait dans le ciel, au-dessus des sapins, sa coupole en forme d'oignon. Le panorama tourmenté des Alpes barrait l'horizon. Un frais ruisseau chantonnait le long de la route qui montait au hameau. Dans ce cadre pittoresque j'entrepris le plus curieux des apprentissages. Quand mon compagnon était de service, je l'aidais à vendre les *Fahrkarten* (billets) ou à enregistrer les bagages ; c'était, la plupart du temps, des veaux, des cochons et des oies, apportés par des paysans obtus que la casquette rouge de Steinhuber emplissait de crainte. Lorsqu'il ne pouvait tirer aucune réponse sensée des indigènes qui avaient à faire à lui, mon amphytrion employait les grands moyens ; il leur donnait des coups de pied dans les tibias et ailleurs ; il les ahurissait, en les accablant d'invectives, en les traitant de *Rindvieh* (bétail, en les menaçant : « *I haue dir eine auf dem Dach, dass du Plattfüss' kriegst.* » (Je te flanque une telle dégelée sur le toit que tu en auras les pieds plats.) Les malheureux ne se rebiffaient pas ; le costume quasi militaire de l'employé leur en imposait trop.

Parfois, Steinhuber était de service la nuit. Il couchait alors sur un lit de sangle, tout près de la table de bois, où cliquetait sans interruption le télégraphe Morse. Lorsqu'un train était annoncé, nous sortions sur le quai désert. La brise des montagnes était froide et le ciel étoilé palpitait doucement sur nos

fronts. Je portais le falot rouge et vert ; je l'agitais selon des rites savants. Nous signalions le passage des express à la station suivante. Les timbres sonnaient, sous leur coupole de bronze. J'appris aussi à manœuvrer les lourdes aiguilles. Il arrivait souvent des convois d'Autriche ; on les reconnaissait à la pauvreté du matériel, à la vétusté de leurs wagons, aux vitres sales, aux banquettes sordides, surtout à leurs perpétuels retards. Des employés autrichiens venaient faire un bout de causette avec nous. Ils fumaient des *Sport*, cigarettes bon marché de leur régie, ou des *Virginia*, longs cigares roulés autour d'une paille, à la fumée âcre, à l'odeur nauséabonde. Leurs têtes s'ornaient de képis rigides, en tronc de cône. Ils n'avaient ni la propreté méticuleuse, ni la raideur militaire de leurs collègues allemands. Leur accent révélait les origines les plus diverses ; ils appartenaient à toutes les provinces hétéroclites dont se compose la monarchie dualiste ; il y avait des Autrichiens, des Tchèques, des Polonais, des Croates, des Hongrois, des Slovènes, des Moldo-Valaques. Steinhuber, sanglé dans sa tunique aux boutons d'acier, le chef couronné de sa belle casquette rouge, synthétisait en face d'eux l'unité et la discipline de l'empire germanique. Il considérait avec mépris cette tourbe dépenaillée et turbulente, *das k. k. œsterreichische Pack* [1], comme il l'appelait. J'entrevoyais ainsi le caractère factice de cet anachronisme politique qu'on appelle l'Autriche-Hongrie ; je sentais déjà que, de l'autre côté de la frontière, il n'y avait pas de nation vraiment forte ; une dynastie caduque et dégénérée, aidée d'une armée de bureaucrates, gouvernait et pressurait treize races irrédentistes en profitant de leur haine réciproque...

*
* *

Metternich avait coutume de dire : « *In der Wiener Vorstadt fängt Klein-Asien an.* » (La petite Asie commence aux faubourgs de Vienne.) Il traduisait ainsi la sensation qu'on éprouve, à Vienne, d'être aux confins de l'Europe. C'est là que les convulsions de l'histoire ont amené le choc de toutes les civilisations,

1. K. K. veut dire *königlich-kaiserlich* (royal-impérial).

ont mélangé, peu à peu, les peuples les plus divers. Si, d'un côté, Napoléon a conduit l'Occident victorieux au cœur de l'Autriche, de l'autre les Turcs de Soliman ont déployé leurs étendards dans la plaine du Danube. La ville en garde une double empreinte. Actuellement encore, devant les grilles de Schönbrunn, l'aigle de Bonaparte éploie ses ailes nerveuses au sommet d'une stèle, que les Habsbourg ont respectée, et, dans le musée de l'Armée, se trouvent deux tentes merveilleuses, en brocart soutaché d'or et d'argent, que surmonte le croissant.

C'est ainsi que Vienne s'inscrit au centre d'un empire artificiel comme un carré de soie disparate au milieu d'un manteau d'Arlequin. Les routes qu'il faut suivre, pour s'y rendre, renforcent encore cette impression. Quand on sort de Bavière, on longe la vallée du Danube. La race germanique s'y est lentement infiltrée jusqu'à Vienne, entre le fleuve et les Alpes. Elle peuple le Tyrol, la Haute et la Basse-Autriche, la Carinthie, la Styrie, et s'oppose à la montée italienne. Salzbourg, Kufstein, Linz, Amstetten, Krems, Innsbruck, Villach, Klagenfurt, Graz, Marburg sont des villes franchement allemandes. Partout, sur les hauteurs qui dominent la plaine fertile, s'élèvent les couvents et les cloîtres, marquant l'asservissement du paysan aux moines omnipotents. Si l'on arrive de Prusse, ou de Saxe, on pénètre, dès Bodenbach ou dès Oderberg, d'abord en Bohême, puis en Moravie. A Prague et à Brünn prédomine l'élément slave. Vient-on de Russie? On contourne les Carpathes, on traverse la Galicie. Cracovie, la belle ville aux clochers ceints d'une couronne d'or, évoque l'histoire des rois de Pologne. Si l'on continue de suivre le Danube, en sortant de Vienne, on se trouve immédiatement dans la plaine hongroise. Presbourg (Poszoni) marque la dernière limite de la colonisation allemande.

Vienne s'étale au pied du Kahlenberg, haute colline boisée que les bourgeois aiment à gravir le dimanche et d'où l'œil embrasse le panorama de la vallée, le cours sinueux du Danube, les champs historiques de Wagram et d'Aspern. Tout autour de la ville, au sud et à l'ouest, s'étend le Wienerwald, forêt mamelonnée et touffue. C'est là que mûrit le vin léger du terroir : le *Vöslauer*, le *Gumpoldskirchner* que les Viennois préfèrent à la bière et qu'on sert dans des petits carafons

d'un quart de litre ou dans des verres minces, mélangé à de l'eau gazeuse (*ein Viertel gespritzt*).

Toutes les gares de Vienne sont dans un état de délabrement et de saleté remarquable. La plupart des chemins de fer appartiennent à des sociétés privées. A peine descendu de wagon, on est tiraillé en tout sens par les commissionnaires en blouse blanche qui se disputent vos bagages et l'honneur de vous accompagner. Vienne connaît les délices de l'octroi et la pléthore des fonctionnaires. Les gabelous furettent curieusement dans les valises, mais la vue d'une pièce blanche arrête leurs investigations. Le pourboire sévit à l'état endémique. C'est un avant-goût du *bakchich* oriental Avec de l'argent et un peu de diplomatie, on peut tout obtenir.

Les automobiles sont beaucoup plus rares qu'à Berlin. La ville ignore l'asphalte lisse et pratique. En dehors de quelques grandes artères, elle offre un dédale compliqué de ruelles tortueuses aux pavés inégaux. Il y a donc surtout des voitures à traction animale ; le « sapin » sordide à un cheval, dénommé pompeusement *Konfortabel*, et le *Wiener Fiaker* (le fiacre viennois).

Ce dernier est une des plus grandes curiosités de Vienne. Il est si célèbre qu'on l'a chanté. Un couplet populaire, fort goûté, que les *Wiener Sänger* servent souvent à leur public, s'appelle le *Fiakerlied*[1]. C'est lui qui prêtait au spectacle de la rue une physionomie particulière. Victoria en été, coupé en hiver, le *Wiener Fiaker* est tiré par un superbe attelage de deux chevaux. Les roues sont entourées de pneumatiques pour éviter tous les cahots. La carrosserie est si légère que l'on peut soulever la voiture vide d'une main. L'intérieur est tapissé de drap clair, voire de soie ; les panneaux sont richement vernis. Une couverture de drap gris ou beige est jetée nonchalamment sur les coussins ; elle est ornée dans le coin d'une couronne comtale. O vanité viennoise ! Mais c'est surtout le harnachement des bêtes qui retient l'attention. Il est en cuir fauve. Le mors et les gourmettes étincellent ; la tête du timon brille comme de l'argent. Les coursiers fougueux,

1. Quelques années avant la guerre, le fiacre viennois tendait à disparaître. L'obligation du compteur horo-kilométrique et la concurrence croissante de l'automobile l'avait acculé à la ruine.

qui sortent des haras de Hongrie, frappent le sol de leurs sabots impatients; leur croupe luisante est quelquefois lustrée en damier. De petites courroies blanche descendent le long du poitrail[1].

Quant au cocher, il est habillé comme un gentleman : pardessus mastic, veston court, chapeau melon et gants anglais. Il est presque toujours le propriétaire de sa voiture (le numéro d'ordre municipal est minuscule, ce qui assure à l'équipage une allure de voiture de maître). Il met tout son orgueil à l'entretenir, à la parer de fleurs fraîches. Il se tient près du marchepied et murmure à l'oreille des passants, d'apparence cossue, les propositions les plus engageantes :

— *Ein Gelegenheitswagerl, bitt'schön? — Schauen Sie den schönen Gummiradler. — Herr Graf, ein Fahrt im Prater*[2]*?*

Son obséquiosité devient tenace.

Malheur à l'étranger, ignorant des coutumes locales, qui cède à l'invitation fallacieuse. Il y a bien un tarif, mais on ne le voit jamais. La bureaucratie policière l'a converti, du reste, en un rébus indéchiffrable. Il faut posséder à fond la topographie de la ville pour pouvoir s'en servir. La taxe change et progresse, d'après un barème très arbitraire, dès l'instant où l'on quitte un quartier pour pénétrer dans un autre. Il est donc indispensable de connaître la délimitation exacte des nombreux *Bezirke* (quartiers) viennois. Encore plus épineuse est la question du pourboire. Le cocher abonde en flatteries pour amorcer la générosité du voyageur. *Euer Gnaden, Herr Graf, Herr Baron* sont les titres courants dont il affuble son client. Il prend un ton familier qui tient à la fois du respect et de l'impertinence ; on ne sait jamais au juste s'il ne se moque pas de vous. Au début, j'eus souvent avec mes automédons des dialogues de ce genre :

— *Was bin ich Ihnen schuldig?* (Qu'est-ce que je vous dois?)

— *Euer Gnaden weiss's eh'schon.* (Votre Grâce le sait bien.)

— *Nein, ich weiss es nicht. Was muss ich zahlen?* (Non je ne le sais pas. Qu'est-ce que je dois payer?)

1. Ce luxe de la « voiture de place » est coutumier à l'Orient d'Europe. Budapest et surtout Bucarest sont célèbres par la beauté de leurs attelages. Vienne a certainement subi leur influence.

2. Une voiture d'occasion, plaît-il? — Regardez les beaux pneumatiques ! — Monsieur le comte, une promenade au Prater?

— *Was die Taxe halt ausmacht.* (Eh bien, le prix de la taxe.)

— *Herrgott, was macht die Taxe aus?* (Quelle est donc la taxe ?)

— *Wir werden keinen Richter nicht brauchen !* (Nous n'aurons pas besoin d'aller chez le juge.)

Si je mettais alors dans la main du cocher quelques pièces blanches, au juger, j'avais à subir une avalanche de récriminations : « L'avoine est si chère ; les beaux harnais (*Pferdegeschirr*) sont si coûteux ; les chevaux exigent des soins si minutieux ; les affaires vont si mal... » Et je devais m'exécuter pour éviter les attroupements.

Je pus ainsi me rendre compte que le Viennois se laisse volontiers berner par ceux qui le servent, autant pour éviter des discussions qui répugnent à sa mollesse que pour affecter une générosité hors de propos, sans souci de dépenser au-dessus de ses moyens. Le désir de « paraître », la prodigalité intempestive forment l'accord fondamental de la symphonie viennoise. Chez eux, les gens se restreignent, se privent au besoin de l'indispensable ; aussitôt qu'ils sont dehors, ils jettent inconsidérément l'argent, ils sont presque reconnaissants à ceux qui les y aident. *Wurzen* est une expression typique de l'argot autrichien ; elle marque l'action de vider, par des moyens peu honorables, les poches du public. La moitié de la ville s'efforce à voler l'autre moitié. Tous les procédés sont bons ; mais les exploiteurs spéculent surtout sur l'amour immodéré du plaisir et sur l'orgueil enfantin de leurs victimes bénévoles. Il n'y a pas de flagorneries assez outrées pour endormir la prudence des bourgeois en liesse. Chacun veut mériter l'appellation flatteuse de *Kavalier*. Le *Kavalier* est un héros symbolique qui dépense sans compter, fait des dettes et passe le plus clair de son temps à s'amuser, en distribuant une fortune à ceux qui le servent. On le salue bien bas ; on flatte ses manies, on l'entoure d'un respect exagéré. Il en est fier et se gonfle d'importance. Il marche à la ruine, le cœur léger, tout à l'ivresse de l'heure présente, sans même se rendre compte qu'il achète une considération de mauvais aloi au prix de son avenir. Qu'importent la misère imminente, la chute lamentable, la déchéance ! La vie est courte, la mort est longue.

« *Ich bin doch ein Kavalier !* » Cela lui suffit ; voilà toute la philosophie du Viennois.

A cet égard le *Wiener Fiaker* est une institution symptomatique. Il n'y a pour ainsi dire pas d'équipages privés à Vienne. Les gens riches ont coutume de s'attacher un *Wiener Fiaker* au mois ou à la semaine. Le cocher pénètre peu à peu dans leur intimité et devient le dépositaire de bien des secrets. Il n'est pas rare d'entendre quelque aristocrate ou quelque joyeux viveur, baron d'occasion, tutoyer familièrement son automédon. Cette familiarité envers les inférieurs est de mode à Vienne. Le maître veille à ce que le témoin de sa vie désœuvrée et bruyante ne manque de rien ; il lui fait porter à boire et à manger pendant qu'il sable lui-même le champagne en joyeuse compagnie. Dans ses minutes d'expansion, il l'accable de confidences et de cadeaux. Il va jusqu'à lui emprunter de l'argent, au besoin, à des taux usuraires. Peu à peu le sens moral s'oblitère chez l'homme du monde et chez l'homme du peuple. L'inconscience démoralisatrice de l'un et la servilité méprisante de l'autre cheminent, de concert, le long des rues de Vienne et s'exaspèrent mutuellement.

C'est au Prater, la promenade élégante de la ville, que triomphe le *Wiener Fiaker*.

Au bout de la Leopoldstadt, sur la rive gauche du canal du Danube qui départage la ville, non loin du *Nordwestbahn*, se trouve une place ornée d'une colonne de bronze assez disgracieuse, hérissée de proues de navires, à la mémoire de l'amiral Tegetthof. Là commence la grande allée du Prater. Elle court en droite ligne au milieu des bosquets d'arbres et des pelouses piquées de fleurs jusqu'à un petit pavillon hexagonal, en style baroque, situé à une distance de trois kilomètres environ. Cette avenue est l'orgueil de la ville. Ni les automobiles ni les voitures de charroi n'ont le droit de la parcourir. Chaque dimanche, pendant la saison, les piétons en toilette d'apparat, sillonnent les larges trottoirs et sur la chaussée défile la théorie brillante des *Wiener Fiaker*. Tout individu qui se respecte doit se montrer à ce *Corso*. Dès cinq heures de l'après-midi deux courants ininterrompus roulent le long de l'allée. A gauche — en Autriche on tient toujours sa gauche —

le flot des équipages remonte vers le pavillon, le contourne en courbe savante et redescend à droite, pour recommencer. Les femmes élégantes arborent leurs nouveaux chapeaux et leurs toilettes neuves. Les saluts s'échangent ; les langues potinent. La vanité puérile de la ville s'égrène au soleil printanier. Tout droit sur son siège, l'élégant cocher, ganté de beurre frais, le fouet paré d'un œillet, retient les rênes dans un geste plein de grâce. Les chevaux lancent en avant leurs sabots, la jambe arrondie, comme au cirque. L'écume blanchit leur frein ; leurs croupes fumantes frissonnent. Cette course légère ressemble à un glissement silencieux. Plus vite, plus vite ! Il suffit de toucher du doigt le dos du cocher. Il comprend. Aussitôt il abandonne un peu les guides, claque de la langue et, tandis que ses bêtes rapides allongent le trot, fendent l'air, dépassent les autres voitures, il tend sans se retourner une main cupide, la referme avec volupté sur les billets froissés qu'on y met. C'est l'usage au *Prater*, quand on veut distancer les autres. On paye comptant la griserie de la vitesse...

Autant Berlin est froid, rectiligne, lourdement prétentieux, autant Vienne est accueillant, bigarré, multiforme, harmonieux.

Quand j'allais m'y fixer, pour quelques années, en 1904, dès que j'eus quitté le *Franz-Josephbahn* pour descendre la large *Mariahilferstrasse*, je fus touché par la grâce vieillotte des maisons, l'imprévu des perspectives, l'allure pittoresque des flâneurs, la limpidité de l'atmosphère où se profilaient les tours, les clochers, et les coupoles. J'éprouvai de suite une certaine sympathie pour cette antique métropole qui semble agoniser lentement sous son lourd manteau de pierre et fait beaucoup de bruit pendant le jour pour ne pas s'en apercevoir.

Le centre de la ville s'accote au canal du Danube, le long du *Franz-Josephquai*. Il est entouré par de larges boulevards plantés d'arbres, appelés *Ring* (anneaux), et où s'élèvent les grands monuments de la cité : le *Reichsrath*, la *Hofburg*, l'Opéra, le *Burgtheater*, la *Votivkirche*, etc.

Cette ville intérieure est sillonnée de ruelles et de passages, bordés de maisons vastes et élevées. La *Kärthner-*

strasse est la rue la plus commerçante et la plus animée. Elle aboutit à la cathédrale, la *Stephankirche*, dont on aperçoit le clocher gothique à jour, merveilleux de sveltesse. Là commence le *Graben*, la promenade préférée des citadins où s'alignent les magasins élégants, les cafés et les restaurants. Au milieu, la colonne de la Trinité, érigée en 1793 par l'empereur Léopold Ier, rappelle une épidémie fameuse qui ravagea la ville.

Tout autour de l'*innere Stadt* rayonnent les faubourgs ; de l'autre côté du canal du Danube, la *Leopoldstadt*, où se sont fixés la plupart des Juifs ; au delà des *Ring* : *Wieden*, *Margarethen*, *Mariahilf*, *Landstrasse*, *Neubau*, *Josephsstadt*, *Alsergrund*, etc. Quelques-uns de ces quartiers sont quasi déserts ; ils donnent l'impression d'une ville de province endormie ; mais partout on retrouve des maisons du XVIIIe siècle, des pignons ouvragés, des portes sculptées. Une promenade à Vienne n'est jamais banale. Les places ont des noms suggestifs et familiers ; il y a le *Fleischmarkt*, le *Gemüsemarkt*, le *Kohlmarkt*[1]. La ville raconte son histoire aux piétons. Çà et là, les façades des vieux palais accrochent le regard ; leurs parcs ombragés rompent la monotonie des toits. Voici le palais de l'archiduc Albert, celui de l'archiduc Wilhelm ; le palais du prince Schwarzenberg, le palais de l'archiduc Louis-Victor, le palais des Palavicini, avec ses quatre cariatides de Zanner : le palais Lichtenstein, les palais Harach et Schoenborn, le palais Sina où se trouvent les fresques de Rahl. J'en passe.

La misère et la fortune s'étalent ingénument le long des rues, qui sont encombrées de petits commerces en plein vent : le marchand de saucisses (*Wiener Würstel*) avec sa chaudière traînée par un cheval borgne, le glacier italien qui débite des *graniti*, le marchand de fruits frais enrobés de sucre, le marchand de pommes cuites. Dans les artères populeuses, on rencontre des échoppes malpropres où le peuple vient jouer à la loterie, sous les auspices du gouvernement, qui le gruge en lui promettant la fortune (*K.K. Lotto-einnahme*). A travers la ville sont disséminés les débits de tabac, dénommés pompeusement *K.K. Tabakfabrik*. Ce *K.K.*, qui marque l'enchevê-

1. Marchés à la viande, aux légumes, au charbon.

trement de la vie politique de l'Autriche-Hongrie, se retrouve un peu partout. Chaque institution est à la fois *kaiserlich und königlich.*

La K.K. bureaucratie étend ses tentacules sur toute la ville. On ne s'imagine pas les démarches qu'exige une simple tournée de concerts ou de représentations à Vienne. Il faut obtenir une concession spéciale, courir des bureaux de la préfecture à ceux de la municipalité, déposer les textes à la censure, acheter l'autorisation de faire de la réclame et quand tout est fini, tout est à recommencer. Au dernier moment, le jour même du spectacle, une *K.K. Kommission*, composée d'un architecte, d'un chef pompier, d'un fonctionnaire de la police, d'un médecin, d'un conseiller financier, d'un gradé militaire et de greffiers, se rend sur les lieux, examine les sièges, les loges, la scène, les décors, les robinets, les couloirs, les tentures, les tapis, discute et prend des notes, à grand renfort de gestes oiseux et de mots inutiles pour délivrer enfin — parfois pour refuser — le droit de représentation. Cette expertise sur place coûte très cher ; elle oblige, en outre, les organisateurs à des courbettes intéressées, à des dépenses inconsidérées de champagne et de *Schinkenbrödchen* (sandwichs). En général, tout finit par s'arranger.

La bureaucratie viennoise, désuète, routinière, tracassière et compliquée, exerce une tutelle déprimante sur la vie publique et nourrit l'irresponsabilité de la foule. Elle met des lisières à l'activité sociale. Toutes les initiatives sont étouffées. On s'égare dans le dédale des couloirs et des paragraphes. L'énergie la mieux trempée renonce vite à poursuivre son but.

En 1905, un écrivain célèbre voulut représenter une pièce interdite par la censure. Pour arriver à ses fins, il réunit ses amis dans sa propre demeure. Le caractère strictement privé de cette manifestation littéraire lui parut une garantie suffisante vis-à-vis de la loi. Il avait compté sans la police viennoise. Des agents envahirent son domicile et renvoyèrent ses invités, en s'appuyant sur une ordonnance vieille de cent cinquante ans, qui n'avait jamais été rapportée. A cette époque l'empereur d'Autriche venait de fonder un théâtre impérial ; il avait à lutter contre la mauvaise volonté de la haute aristocratie qui se refusait à fréquenter son *Hoftheater*. Les princes

et les grands dignitaires engageaient des troupes italiennes et donnaient dans leurs palais des représentations particulières. Il fallait briser cette concurrence. L'empereur décréta que nul citoyen n'avait le droit de cultiver le théâtre chez soi.

Quelquefois le fonctionnaire impérial et royal est accessible à des influences occultes. En usant d'habileté on peut gagner sa bienveillance. Il aide alors ses protégés à tourner les règlements et démolit lui-même les obstacles qu'il accumule pour d'autres.

Je dirigeais, en 1905, un théâtre à Vienne, où je voulais monter une comédie de l'écrivain autochtone Hermann Bahr, intitulée *Unter sich* (*Entre soi*). Trois monarques s'entretenaient avec une franchise familière et cynique des mille ennuis inhérents à leur métier, en sirotant des *lemon squash* sur la terrasse d'un grand hôtel de Monte-Carlo. Ils voyageaient incognito et portaient des noms de fantaisie, mais le masque des acteurs laissait facilement reconnaître Franz Joseph, Guillaume II et Édouard VII. La bonhomie ironique de ce dernier, la faconde prétentieuse du second, l'hypocrite fourberie du premier ne laissaient subsister aucun doute sur l'identité des interlocuteurs. Cette œuvre spirituelle et mordante risquait fort d'être étouffée. Je me rendis à la préfecture. Le hasard voulut que le chef de la censure, qui me connaissait, me reçut à bras ouverts. On causa de Paris avec sympathie, de Berlin avec mépris. La pièce où il se tenait fut vite transformée en salon de goûter. Les huissiers réquisitionnés coururent chercher de la bière, du vin, des cigares et du jambon. J'exposai le but de ma visite et je donnai mon manuscrit au censeur contre promesse d'indulgence et de libéralisme.

Quand je revins quatre jours plus tard, le haut fonctionnaire fut aussi hospitalier que la première fois. Il me dit, en me remettant la pièce de Bahr :

— J'autorise la représentation sans coupures. Vous le voyez, nous ne sommes pas si terribles à Vienne. Je me suis beaucoup intéressé à cette comédie ; elle est très habilement faite. Oh ! j'ai bien compris, je ne suis pas un imbécile. J'ai tout de suite reconnu notre empereur. Je vous le dis à titre officieux ; toutefois, comme fonctionnaire, je ne suis pas forcé de le reconnaître ; c'est le principal. Et puis — dois-je vous

l'avouer — *der Alte kommt dabei besser weg als der Berliner* (le vieux s'en tire à meilleur compte que celui de Berlin).

Cette constatation réjouissait si fort son cœur de Viennois qu'il en oubliait ses susceptibilités professionnelles. L'intime satisfaction que procure la vue du dommage causé au voisin est une vertu bien allemande ; elle s'exprime par un mot lapidaire : *Schadenfreude*.

Au fait, Vienne est-elle une ville allemande? La réponse est difficile, car tout ce qui touche à l'Autriche-Hongrie s'embrouille à plaisir.

Plusieurs milliers de Slaves vivent à Vienne ; un nombre considérable de Juifs, immigrés de Russie, d'Allemagne, de Galicie, s'y sont fixés. On trouve aussi des Moldo-Valaques, des habitants de race latine, des Orientaux. Les musiciens des établissements de nuit sont des Hongrois. La plupart des petits tailleurs sont Tchèques. Les cuisinières viennent de Bohême ou de Moravie ainsi que des joueurs de clarinette et de hautbois. Chacune des nations de l'empire fournit son contingent à la capitale. Le matin à dix heures, les Bosniaques, coiffés du fez, vont prendre la garde à la *Hofburg* et protéger le souverain cacochyme contre les rancunes possibles de ses sujets. Du reste, Vienne est rempli de troupes étrangères. La politique retorse du gouvernement aime ces précautions machiavéliques. En cas de troubles, il n'y a pas à craindre que le soldat fasse cause commune avec la population.

Le spectacle de l'armée est un enseignement pour l'observateur. Toutes les races s'y coudoient. Les officiers sont obligés de connaître au moins sept ou huit dialectes pour réussir à être obéis et compris. Pendant longtemps, dans cet empire en déliquescence, ce furent eux qui représentaient la seule manifestation tangible de l'idée abstraite « Autriche ». Ils formaient un État au milieu des États, une sorte de franc-maçonnerie, ayant ses représentants un peu partout. Disséminés sur le territoire, ils constituaient la charpente de l'empire. Ils se tutoyaient tous, dans une insouciante camaraderie de soudards ou de légionnaires. Mais, avant la guerre, le corps des officiers avait été livré, lui aussi, à la décomposition générale. L'interdiction aux recrues slaves de répondre à l'appel dans

leur langue maternelle faillit déchaîner la révolution. Les officiers commencèrent à se grouper par nation, en dehors du service. Ils reprirent ainsi l'usage de leur dialecte national et la conscience de leur servitude.

A Vienne, l'allemand est la langue officielle et ce sont les Autrichiens qui tiennent le haut du pavé. Incapables de diriger à eux seuls les destinées de l'empire, ils se sont partagé, avec la Hongrie, l'exploitation des peuples opprimés. Ce n'est pas à dire que les deux nations souveraines vivent en parfaite harmonie. Au contraire, elles se méfient l'une de l'autre. Les compétitions violentes entre Vienne et Budapest sont perpétuelles. Aucune troupe viennoise n'ose donner des représentations dans la capitale de la Hongrie, crainte de scandales. Les vexations réciproques s'accumulent. Toutefois, quand il s'agit de pressurer les Croates, les Dalmates, les Italiens, les Slovènes, les Tchèques, les Transylvaniens, les deux gouvernements hybrides s'entendent comme larrons en foire. C'est ainsi que l'Autrichien paresseux et veule se fait grassement nourrir par le paysan slave asservi.

La prédominance du caractère allemand dans la physionomie de Vienne est due surtout à la présence de l'empereur. Un rayon de splendeur de l'ancienne couronne des Césars hispano-germano-romains reste attaché au trône chancelant de Franz Joseph. Si l'on considère, en outre, le mépris persistant de l'Allemand d'Autriche pour l'Allemand de la Confédération germanique, on peut admettre la possibilité d'un certain patriotisme dynastique à Vienne. En dépit de Königgrätz, les Autrichiens sont fiers de posséder, depuis si longtemps, un empereur authentique, petit-fils d'une lignée d'empereurs, tandis que « ceux de là-bas », parvenus d'hier, n'ont eu longtemps que des grands ducs, des roitelets et de pauvres petites capitales où l'herbe folle poussait entre les pavés. Il est un refrain populaire qui marque bien cet état d'esprit :

S'giebt nur a Kaiserstadt,
S'giebt nur a Wien.
S'giebt nur a Räubernest
Und das is Berlin [1].

1. Il n'y a qu'une ville impériale : Vienne. — Il n'y a qu'un repaire de brigands : Berlin.

Mais en dehors du loyalisme convaincu des têtes carrées tyroliennes et malgré l'énumération pompeuse des différents titres qui suivent le nom de Franz Joseph [1], les Autrichiens éprouvent peu d'attachement pour leur empereur. Ils l'appellent couramment *der alte Prohaska.* Lorsqu'il prend part à la procession solennelle de la Fête-Dieu, à la tête des autorités, ou quand il traverse la ville en victoria pour se rendre à Schoenbrunn, c'est à peine si les piétons se découvrent sur son passage. La foule ne se dépense guère en manifestations d'enthousiasme. Cette face ridée, encadrée de favoris blancs, trouée d'orbites creuses, rappelle, à tous, trop d'heures néfastes, trop de mystères sanglants, trop de crimes inexpiés. Elle symbolise la déchéance de l'empire tout entier. Les Viennois sentent bien que leurs jours sont comptés. Ils savent que la mort du monarque entraînera la désagrégation générale, la liquidation forcée. Aussi redoutent-ils le terme fatal. « Pourvu qu'il vive encore quelques années », disent-ils entre eux. Le seul lien qui les rattache encore au moribond couronné, c'est une admiration secrète, une reconnaissance tacite pour la ténacité que cet homme met à vivre, à vivre quand même...

***

Toute l'affection dont le Viennois insouciant et égoïste est susceptible, il la reporte sur sa ville. C'est là qu'il peut le mieux satisfaire sa sensualité, sa soif de plaisirs faciles. Aussi l'aime-t-il comme on a coutume d'aimer ses vices, avec indulgence et sentimentalité, une sentimentalité larmoyante, pleine de trémolos.

1. Nous, par la grâce de Dieu empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, roi de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Galicie, de Lodomérie et d'Illyrie, roi de Jérusalem, archiduc d'Autriche, grand-duc de Toscane et de Cracovie, duc de Lorraine, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole et de Bukovine, grand prince de Transylvanie, margrave de Moravie, duc de la Haute Silésie et de la Basse Silésie, duc de Modène, de Parme, de Plaisance et de Guastálla, duc d'Auschwitz, de Zator, de Terchen, de Frioul, de Raguse et de Zara, comte princier de Hasbourg et du Tyrol, de Uybourg, Goritz et Gradisca, prince de, Trente et de Brixen, margrave de la Haute et de la Basse Lusau et en Istrie, comte de Hohenembs, Feldkirch, Brigance et Sonnenberg, seigneur de Trieste de Cattaro et de la Marche Wende, grand Voïvode de la Voïvodie de Serbie... Ouf !

Le *Volkssänger* (chanteur populaire) est le truchement le plus autorisé de cette sensiblerie viennoise. Jadis, il se tenait de préférence dans les quartiers éloignés, aux confins de la ville, du côté des vignobles. A l'époque du vin nouveau (*Heurigen*), la population accomplissait le pèlerinage des faubourgs ; elle allait boire le jus sucré du pressoir dans les auberges familières où les *Volkssänger* officiaient. Plus tard, ces chanteurs ont gagné le cœur de la ville et la faveur du public les attira dans les établissements de nuit. En général, ils se mettent à trois ou quatre et prennent un nom de guerre collectif : *die Prater Spatzen* (les Pierrots du Prater) ou *die Grinzinger* (les Gars de Grinzing). Quelques-uns d'entre eux sont devenus célèbres et riches, par exemple Brady qui ouvrit dans la Ballgasse, près de la Stefankirche, la première salle de ce genre. La voix de ces chanteurs qu'aucune éducation n'a disciplinée, est glapissante ; ils crient très fort. Pour mieux marquer le rythme de leur chansons, ils entrechoquent violemment leurs paumes ou font claquer leurs doigts en mesure. Ils sont accompagnés par un orchestre spécial, appelé *Schrammel-Quartett* (du nom de son fondateur). Ce quatuor est composé d'un accordéon chromatique, d'une guitare à basses, d'un violon et d'une *Bratsche* (violon de haute-contre). Tout en hurlant leurs gais refrains et en roucoulant leurs romances, les *Volkssänger* s'égaillent à travers les tables ; ils cherchent à capter l'attention d'un auditeur particulier. Ont-ils découvert quelque client très ému par les libations, ils se penchent à son oreille, donnent à leur organe les inflexions les plus tendres et lui versent au cœur l'ivresse frelatée de leurs mélodies, tandis que là-bas, les quatre accompagnateurs, excités par la perspective d'un gros pourboire, travaillent leurs instruments *con amore*, et multiplient les accords langoureux pour mieux mettre en valeur les gargarismes lyriques de leur compère...

Ces bardes populaires ont un répertoire patriotique spécial où il n'y a aucune menace guerrière, aucun rappel de gloire, aucun héros national ; les Viennois n'ont jamais connu que des défaites ; ils ont horreur, quand ils s'amusent, des sentiments violents ; il leur faut une petite émotion pénétrante et douce comme une pluie fine d'automne.

Wien bleibt Wien — Es giebt nur ein Wean — Das goldenes

Weaner Herzl — I bin ein echtes Weaner Kind[1] — *Das Fiakerlied* sont les titres principaux des couplets où Vienne est idéalisé, adulé à plaisir.

Les *Volkssänger* célèbrent également les délices de la vie nocturne, la gaieté factice des noctambules :

Kinder, wir wollen noch nicht nach Haus
Heut'bleiben wir die ganze Nacht aus.
Heut'will ich 'nen Champus haben,
Sonst hau'ich alles z'sammen, etc., etc.[2]

Le provincialisme autrichien s'exprime en langue joviale :

Wir sind Landsleut', Linzerische Bur[3] !

Ils conçoivent l'amour à la mode viennoise avec des diminutifs mignards et des expressions à l'eau de rose.

Komm in mein Kämmerlein[4] *!*

Le baiser (Kuss) devient *ein Busserl*. La *Donauweiberl* (petite femme du Danube) *pussiert* (fait la coquette) avec l'homme bardé de fer qui surmonte le Rathaus (*der eiserne Rathausmann*). Ils chantent surtout *das süsse Mädel*, le suave trottin, l'idéal viennois par excellence, la fillette, déjà pubère, qui court les rues, légère et naïve, ses cheveux blonds en torsade, ses grands yeux clairs ouverts curieusement sur les gestes des hommes, la bouche rose provocante.

Cependant la vie nocturne à Vienne, si curieuse et si intense soit-elle, n'est pas apparente, comme à Berlin et à Paris. Pendant la nuit la ville est morne et vide ; il n'y a ni flâneurs, ni désœuvrés le long des rues. Toute l'animation se réfugie au centre de la ville, entre les *Ring* et le canal du Danube, dans des établissements de nuit fort coûteux, que fréquentent exclusivement les gens riches, les artistes et les bohèmes,

1. Vienne demeure Vienne — Il n'y a qu'un Vienne au monde — Le cœur d'or du Viennois — Je suis un véritable enfant de Vienne. En dialecte autrichien *Wien* se dit *Wean*.

2. Mes enfants, nous ne voulons pas encore rentrer — Aujourd'hui nous restons toute la nuit debout — Aujourd'hui je veux du champagne, ou je casse tout.

3. Nous sommes compatriotes, nous sommes des gars de Linz.

4. Viens dans ma chambrette.

c'est-à-dire la minorité tapageuse dont se compose le Tout-Vienne. La plus grande partie de la population regagne ses pénates avant dix heures du soir. Ce délai passé, toutes les portes cochères sont fermées. L'existence du cordon étant chose inconnue, le concierge se lève pour venir ouvrir aux retardataires, contre le paiement d'un *Sperrsechsel*, par personne ; c'est ainsi qu'on désigne la pièce de quatre sous (20 hellers) instituée en taxe indiscutée par un usage séculaire. Grâce à cette coutume le concierge connaît admirablement la vie privée de ses locataires ; il devient ainsi l'auxiliaire tout indiqué de la police. Le seul moyen de s'assurer sa discrétion est de le payer grassement. Riches et pauvres sont à sa merci. Il n'y a pas d'exception à cette règle.

Pendant le jour, l'opulence et le dénuement s'en vont, accolés, à travers la ville. Les loques pittoresques des meurt-de-faim frôlent le vêtement élégant des citadins cossus. L'enchevêtrement des palais fastueux et des masures en ruines accuse cette double physionomie de la ville. Le soir venu, la pauvreté se cache et, dans Vienne endormi, il n'y a plus que le plaisir qui fait rage, derrière les rideaux tirés et les portes closes, aux flonflons sautillants des orchestres tziganes.

Je me rappelle une conférence donnée par un sociologue réputé dans la salle de l'Urania, *Wolzeile*. Lunetté d'or, replet et bien nourri, l'orateur discourait sur la misère de la grande ville (*Das Elend in der Grossstadt*). Il avait illustré sa causerie de projections lumineuses. Le réalisme poignant de ces photographies contrastait étrangement avec la placidité du *Herr Professor*. Je n'oublierai jamais cette vision morbide des faubourgs, les bouges où les hommes, les femmes, les enfants couchaient à trente dans la même pièce sur un amas de chiffons ; les canaux souterrains de la ville où des êtres lamentables, vêtus de vieux journaux, se tassaient les uns contre les autres, en claquant des dents. Sur l'écran défilaient toutes les déchéances. La plupart de ces malheureux étaient des Slaves, des paysans lointains, que Vienne avait attirés et qu'il gardait jalousement au fond de repaires monstrueux. Les faces ravagées reflétaient l'angoisse des longues journées sans travail, l'horreur de la faim. Pendant que le conférencier arrondissait ses périodes, j'entendais à travers les murs de

la salle les éclats de voix joyeux des soupeurs et la mélodie sucrée d'une valse lente. Vienne est riche en contrastes de ce genre.

La grande majorité des établissements de nuit portent des noms français : *Moulin rouge*, *Palais de danse*, *Trocadéro*, etc. Là, comme à Berlin, Paris sert de modèle et d'initiateur. Ces entreprises poussent, tels des champignons, et s'effondrent avec la même aisance. Le Viennois est versatile. Il s'engoue pour un endroit ; l'or et le public affluent. Les propriétaires font fortune en quelques semaines. Puis l'intérêt est saturé. La clientèle déserte, sans raison apparente, le local pour se précipiter dans un autre. Malheur à l'entrepreneur s'il insiste, si, gâté par son énorme gain, il veut tenir tête à l'adversité. Il se ruine en aussi peu de temps qu'il en a mis à s'enrichir.

Dans ces établissements tout est prévu pour maintenir le public dans une fièvre constante, dans une sorte d'irresponsabilité lucrative. Deux ou trois orchestres se partagent, à tour de rôle, le soin d'abrutir les clients. Quand l'un s'arrête, l'autre commence. La folie ne doit pas chômer. En général, il y a un orchestre viennois (huit ou dix musiciens), un orchestre tzigane et une *Schrammel-quartett* avec *Volkssänger*. Ils déchaînent un bruit d'enfer. La lumière crue des ampoules électriques éclabousse les nappes et les cristaux. Les *Kellner*, obséquieux et rusés, profitent de l'inattention du consommateur pour ajouter subrepticement aux bouteilles qu'il a bues quelques bouteilles vides, tenues en réserve. Au milieu de la salle, une place libre est mise à la disposition des danseurs et des danseuses ; on y suit les ébats des Espagnoles, des girls anglaises, des nègres, des professionnels de tango, de maxixe et de furlana. De temps à autre, le public se met à danser lui-même. La valse est pratiquée de préférence. La grâce nonchalante du Viennois y excelle. Tout le monde s'agite. La sueur perle aux visages. On voit des ducs enlacer des hétaïres, des princesses s'abandonner au bras de maîtres de ballets. Les différences sociales sont abolies. Il n'y a plus ni règle, n mesure. Une familiarité de mauvais aloi réunit à la même table la femme du monde et la prostituée. Les *primosch* (premiers violons tziganes) se postent auprès de ceux qui paraissent les plus généreux et, la face noirâtre, piquée de petite vérole,

penchée en avant, font pleurer leur chanterelle dans les tympans de leurs victimes. Les mains fébriles tendent les billets de banque que le musicien escamote sans arrêter son archet. L'énervement gagne les plus rétifs ; le tintement des cymbalons galvanise la foule. Entre les groupes circulent les *Animierfräulein*, filles aux robes criardes et décolletées, qui secouent l'apathie des hommes seuls, les accablent d'agaceries et les incitent à consommer du champagne de France, sur lequel la direction leur assure un bénéfice. Des marchandes de fleurs et de bonbons épient les couples amoureux, viennent présenter leurs éventaires ; il faut leur acheter coûte que coûte un bouquet, une boîte, subtilisés ensuite par un complice, dans un moment d'inattention.

Quand un étranger de marque, de passage à Vienne, pénètre dans l'établissement, conduit par quelque cornac empressé, l'un des orchestres — tout se sait, tout s'apprend, à Vienne, dans ces milieux-là — attaque l'hymne national du nouveau venu. Le Viennois est cosmopolite. Il trépigne de joie, il acclame l'étranger. Si c'est un homme, il l'invite à boire ; si c'est une femme, il la couvre de fleurs. Il affiche une affection exubérante à l'égard de tous ceux qui retiennent l'attention publique. Les acteurs et les actrices sont ses enfants gâtés ; il est prêt à toutes les folies pour leur prouver son attachement et son admiration. Il ne néglige pas non plus les artistes et les écrivains. Sans doute il ne connaît ni leurs toiles, ni leurs œuvres, il ne connaît que leur célébrité; mais il veut avoir le droit de les tutoyer et de s'asseoir à leur côté, pendant la nuit.

Cette agitation factice, cette fièvre d'une race qui agonise et qui a perdu tout contact avec la réalité, se prolonge jusqu'au matin. Quand le jour blême grimace aux vitres, le Viennois devient morose ; il laisse tomber son masque d'emprunt. Il ferme son manteau sur son plastron froissé et le *Wiener Fiaker*, ironique, le ramène chez lui, silencieux et moulu, tandis que sur les places claires, les marchandes de légumes, frileusement accroupies sur leurs petites bouillottes, jacassent derrière leur étal en plein vent...

Drahren, c'est le terme dont on désigne là-bas ce genre de vie. Les dames en raffolent. Leurs yeux s'allument chaque soir, lorsqu'elles supplient leurs compagnons, dans leur langue

grasseyante : « *Wir drahren, heute, net wahr?* » (Nous vadrouillons ce soir, n'est-ce pas ?)

Les distractions des humble ont un caractère plus patriarcal.

Pendant les longues soirées d'hiver, les bourgeois se réunissent, par groupes bruyants, aux tables de bois de leurs petits restaurants ; on y boit les vins légers d'Autriche, le *Dalmatiner* plus épais et plus sucré, le *Tokayer* pétillant de Hongrie, le *Tiroler Spezial*, qui mûrit de l'autre côté du Brenner, aux environs de Bozen et de Meran.

Chaque dimanche, les grands parcs de la ville, le Franz-Josefsland, le Prater, le Volksgarten, sur les bords de la Wien, qui coule en partie dans un large tunnel souterrain, Hietzing, Schœnbrunn, aux allées régulières, s'emplissent de promeneurs. Des *Stellwagen*, omnibus rudimentaires à deux chevaux, et le *Stadtbahn*, sorte de chemin de fer de ceinture, augmentent ce jour-là leur tarif pour mieux profiter de l'affluence populaire.

Dès que le printemps commence à sourire, les traiteurs sortent leurs jardins sur les trottoirs ; ce sont des rideaux de lierre en caisse, derrière lesquels s'abritent les consommateurs. A cette époque le *Volksprater*, appelé aussi le *Wurstelprater* et situé près de l'avenue élégante, rouvre ses baraques multicolores. On y trouve des rôtisseries, des carrousels, des boutiques de charcutiers et de pâtissiers, des orchestres en plein vent, des tirs forains, des cirques, des salles de bal public, des cafés-concerts à l'entrée gratuite, où des chanteurs satiriques parodient, à la grande joie des auditeurs, le *böhmische Bauer* (paysan bohémien) débarqué fraîchement dans la grande ville : *Servus, Pszesina !*

Des jardins frustes, encombrés de meubles grossiers, accueillent une clientèle bigarrée, qui déguste la *goulasch* [1] traditionnelle, en buvant la bière de Pilsen, blonde, amère et mousseuse. Le *Brodschani*, ceint d'un tablier bleu, se faufile entre les tables et débite le pain frais viennois, à la croûte dorée, qui fleure bon le gruau. Le *Salamutschi*, vêtu d'une blouse blanche, promène un panier d'osier où voisinent les

1. Ragoût de veau ou de bœuf, à la sauce très épicée.

salami italiens (saucissons), le gorgonzola et le gruyère. Il découpe sa marchandise avec un grand coutelas luisant et la place sur un carré de papier jaune en guise d'assiette.

Aux grands jours de fête, le public gagne la banlieue plus éloignée ; il se répand sur les pentes boisées du Kahlenberg, il remonte le cours du Danube jusqu'à Krems, dans cette partie accidentée de la vallée qui s'appelle la Wachau. Le large fleuve roule ses flots rapides entre des montagnes abruptes. Des petits villages de pierre, aux vieilles maisons mousseuses, s'égrènent le long des rives. Des ruisseaux agrestes dégringolent le long des parois rocheuses ; les truites y foisonnent. Les pommiers en fleurs agitent leurs blancheurs au-dessus des prairies grasses et les auberges familières, aux porches arrondis, s'emplissent de touristes joyeux et affamés. Le *Wiener Backhänderl*, jeune poulet de grain rissolé dans la chapelure, est le plat de résistance de ces agapes champêtres.

En Allemagne, on mange mal. A peine si l'on retrouve, sur les bords du Rhin, certains vestiges de la culture culinaire française. Les Saxons, les Prussiens, les Wurtembourgeois, les Bavarois surtout, s'emplissent l'estomac d'une nourriture indigeste et grossière. L'étranger n'a guère que la ressource des hôtels cosmopolites, où sévit une sorte de cuisine internationale qu'on qualifie de française. A Vienne, au contraire, on mange bien. La bonne cuisine est une vieille tradition locale. Les spécialités viennoises ont déjà fait le tour de l'Europe. Dans les restaurants, on ignore les menus. Le Viennois ne s'accommode pas des repas tout faits. Il aime à choisir lui-même ses mets de prédilection, à recommander au *Kellner* la qualité de la viande, le degré de cuisson, la façon d'accommodement.

Le bœuf bouilli est le plat national par excellence. Il est débité sous dix-sept appellations diverses[1], d'après la situation exacte du morceau réclamé dans l'anatomie de la bête. Chaque Viennois connaît par cœur cette nomenclature savante et les qualités respectives de chaque portion. Admirablement préparée, la viande est savoureuse et fondante. On la sert avec une *warme Garnitur*, série variée de légumes cuits, ou

1. Ces appellations répondent à peu près aux nôtres : tranche, gîte-gîte, gîte à la noix, paleron, macreuse, plate côte, culotte, jarret, etc.

avec une *kalte Garnitur*, salade panachée, composée de céleri, de tomates, de raifort, de betteraves, de concombres, de laitue, etc. Dès onze heures du matin, les restaurants se remplissent. A midi, les meilleurs morceaux sont partis ; il n'y a plus moyen de trouver du *Rindfleisch* convenable. Les petits pains que l'on consomme sont comptés à part au prix de 3 ou 5 hellers suivant l'importance de l'établissement.

Les *Mehlspeisen*, entremets à la farine, au laitage et aux œufs, tiennent une grande place dans les repas. L'*Apfelstrudel mit Butterteig*, pâte feuilletée aux pommes et aux raisins de Corinthe, est une des spécialités les plus réputées.

Les différentes parties de l'empire contribuent à varier la cuisine viennoise : l'Autrichien est éclectique. On mange couramment les *Powidel* (boulettes aux fruits) et la *Kolatsche* (soupe) de Bohême, le *fogosch* du lac Balaton (Plattensee), poisson succulent à la chair blanche, le *Debrecziner Paprika-Speck* (lard au paprica de Hongrie), les *scampi*, crevettes monstres de l'Adriatique, les gros épis de maïs, cuits à la mode de la *pusta* (plaine hongroise). La *goulasch*, si populaire, n'est autre chose que la *gulyaz* magyar. Le Trentin envoie ses plus beaux fruits à Vienne.

La pâtisserie, fine et variée, répond aux exigences d'un peuple oisif et gourmand. Dehmel, le grand confiseur du *Kohlmarkt*, entre le Graben et la Hofburg, ne désemplit pas. Chaque après-midi, à l'heure du five-o'clock, la belle société vient y consommer les *Krapfen* (beignets remplis de confiture), les *Linzer Torte* (gâteaux de Linz aux framboises et aux amendes), les *Sacher Torte* (gâteaux au chocolat confectionnés à l'hôtel Sacher), les *Mohnkuchen* (gâteaux à la graine de pavot), les *gefüllte Hörnchen* (croissants farcis). Les petits fours de *Kugler* (dont la maison mère est à Budapest) se trouvent sur toutes les tables de café, à l'abri de coffrets de cristal qui leur conservent toute leur fraîcheur.

Les grands restaurants, Hopfner dans la Kärthnerstrasse, Hartmann et l'hôtel Impérial, sur le Ring, Sacher, derrière la *Hofoper*, le *Deutsches Haus*, derrière la Stefankirche, n'affectent pas les dehors tapageurs et le faste de mauvais goût des établissements similaires de Berlin. Les salles sont intimes et confortables. On y vient surtout pour bien man-

ger. Sous ce rapport, Vienne ressemble à Paris Cependant les Viennois de vieille souche ne fréquentent ces endroits coûteux que dans les grandes occasions, en sortant du théâtre par exemple, et dans l'intention de se montrer. A l'ordinaire, ils préfèrent les *Schwemme*, institution particulière à Vienne. Chaque grand restaurant possède un local vulgaire à l'ameublement primitif. On n'y emploie ni serviettes, ni nappes, ni vaisselle fine. Les mets sont servis dans de petites assiettes. La cuisine est absolument la même que dans les salles élégantes, mais les prix sont réduits de cinquante pour cent. Un public très mélangé s'y réunit entre onze heures et midi. Riches et pauvres se coudoient familièrement. L'addition d'un repas ne dépasse jamais 2 couronnes. Une soupe coûte 20 hellers, le bœuf bouilli garni, 90 hellers, le *Melhspeise* traditionnel, 25 hellers, le *Achtel* (huitième de litre) de vin rouge ou blanc, 17 à 18 hellers, ce qui suffit amplement pour un déjeuner.

En sortant de table, le Viennois se rend au café. C'est là qu'il passe, du reste, le plus clair de son temps. Les *Kaffeehäuser* de Vienne soulignent merveilleusement le désœuvrement et la paresse de l'Autrichien. On y boit peu de spiritueux, à peine de temps à autre un petit verre de *Slivovitz* (kirsch slave) ou de *Borowidschka* (liqueur polonaise). Le Viennois ignore l'usage de l'apéritif. Il consomme surtout du café. Ce breuvage est d'excellente qualité et il y a au moins dix façons de le varier : le *Wiener melange* servi dans un verre (café, lait et crème), la *Schale mit Haut* (tasse de café noir sur lequel nage la peau du lait), la *Schale braun* (tasse de café, à peine bruni par un nuage de lait), la *Schale mit Obers* (tasse coiffée d'un peu de crème fouettée), le *Eiskaffee* (café glacé), etc., etc.

Les Viennois s'assemblent en groupes familiers à des tables réservées, qu'ils appellent leur *Stammtisch*. Ils ne fréquentent, en général, qu'un établissement, dont ils demeurent les habitués fidèles. Les garçons savent exactement l'heure à laquelle arrive tel ou tel client, le moment où il s'en va ; ils connaissent son nom, ses occupations, sa parenté, sa situation de fortune, ses liaisons, ses préférences, ses haines, jusqu'à la couleur de ses opinions, s'il en a. C'est devant les marbres poissés, sur

le velours usagé des banquettes, ou sur la paille tressée des *Thonetstuhle* (chaises viennoises en bois courbé), que les habitants de la métropole se dépensent en paroles oiseuses. Ils critiquent tout ce qui se fait et tout ce qui ne se fait pas. Ils commentent et grossissent les scandales et les potins quotidiens ; ils forgent des plans chimériques, qui meurent, à peine nés, dans l'atmosphère surchauffée de l'établissement. Parfois, ils ont soif d'action ; ils déplorent la veulerie légendaire de leurs concitoyens; ils ébranlent, d'un coup de poing, la table, et déclarent : *Es muss was g'schehen* (quelque chose doit arriver), *aber es geschieht gar nichts* (mais rien n'arrive) ; le *piccolo* se contente d'apporter quelques verres d'eau, de cette eau délicieuse et fraîche, qui arrive tout droit des Alpes, captée à Payerbach au pied du Semmering, et dont Vienne est justement fier.

La matinée passe ainsi, l'après-midi passe ainsi, la moitié de la nuit passe ainsi. Le Viennois est toujours assis à sa table familière sous l'œil narquois des *Kellner*, qui renouvellent complaisamment sa provision d'eau fraîche. Il occupe ses loisirs à parler mal des absents. La médisance sévit là-bas à l'état endémique. Entre temps on lit les journaux. Le café viennois se transforme en salon de lecture. Outre les quotidiens locaux qui sont nombreux : *Neue Freie Presse*, *Fremdenblatt*, *Neues Wiener Tagblatt*, *Zeit*, *Arbeiter-Zeitung*, *Wiener Journal*, *Ostdeutsche Rundschau*, *Allgemeine Zeitung*, *Mittagsblatt*, *Deutsche Zeitung*, etc., il y a les périodiques locaux, les journaux régionaux de Prague, Brünn, Graz, Budapest, Lemberg, Cracovie, enfin toute la séquelle des publications étrangères. Je connais des cafés où l'on trouve le *Studio*, la *Revue d'Économie politique*, *l'Art et les Artistes*, jusqu'à des magazines artistiques japonais. C'est une vraie bibliothèque.

Il est patent que les Viennois n'ont rien d'autre à faire.

Le service est assuré par une armée de garçons qui se partagent la besogne, c'est-à-dire s'en remettent toujours au voisin pour exécuter leur travail. C'est une mode générale à Vienne, aussi bien dans les cafés que dans les restaurants. Le *Zahlkellner* se contente d'encaisser la recette, le *Speiseträger* apporte les aliments, le *Getränkekellner* sert les boissons, le *piccolo*, jeune apprenti, aide le client à endosser son

pardessus, essuie les marbres, distribue le sucre, les cuillers et les verres d'eau. Tout ce monde, obséquieux, sollicite l'aumône et force la générosité des consommateurs. On répartit soi-même entre eux la menue monnaie de bronze dont on peut disposer. L'indolence naturelle du Viennois se complaît à ces mœurs de satrape. Le client est pourtant mal servi, en dépit du nombre des domestiques qui l'entourent. Il réclame sans acrimonie ; on lui répond sans hâte. La paresse est générale. Frank Wedekind, avec qui je me trouvais à Vienne, disait d'un ton rageur : « *Warten wir, warten wir !* » (Attendons, attendons !) On n'entend que ce refrain ici. Tous ces gens-là ont une occupation bien définie : du temps à perdre.

La malignité et la souplesse des *Kellner* s'emploient surtout à tromper le public, en l'accablant de prévenances apparentes, toutes en paroles. Un soir, j'étais attablé avec le propriétaire d'un grand établissement de nuit qui nous avait invités chez lui. Tout en sablant le champagne, nous en arrivâmes à causer de la mentalité du *Kellner* viennois. Mon interlocuteur avait une grande expérience. Il me confia :

— Quand un *Kellner* est honnête et fidèle, c'est un imbécile ; mes affaires périclitent. Pour qu'il me soit vraiment utile, il faut qu'il soit canaille. Je l'ai à l'œil, mais j'en profite.

Il appela le chef de son personnel et l'interpella familièrement :

— N'est-ce pas, Franz, on ne me la fait pas à moi?

L'autre s'inclina sans mot dire, en souriant d'un air ironique.

— Ces bougres-là, — continua le restaurateur, — ont l'habileté de vrais prestidigitateurs ; ils subtilisent des verres de champagne à la barbe du client, sans que ce dernier s'en aperçoive. Mais ce n'est pas à moi qu'on peut jouer de pareils tours.

Le garçon eut un moment d'hésitation ; sa vanité professionnelle l'emporta :

— *Wollen wir wetten, gnädiger Herr?* (Voulons-nous parier monsieur?) — dit-il d'un ton mielleux.

Un silence pesa. On venait de nous apporter un magnum de Moët. Nous nous mîmes à observer avec une attention soutenue les gestes de Franz qui tournait autour de notre table,

débouchait la bouteille et remplissait nos verres. Quelques minutes s'écoulèrent. Nous n'avions rien remarqué d'anormal. Le garçon s'approcha de son patron, entr'ouvrit sans mot dire son veston. Trois verres pleins jusqu'au bord étaient soigneusement rangés dans la poche de cuir où il avait coutume de mettre sa recette. L'escamotage avait réussi, bien que nous eussions été prévenus.

Le système du moindre effort est une institution nationale. La population est rebelle à toutes les initiatives. Elle déteste les novateurs. Ce qui peut l'arracher à son inertie, à son désir de vivre dans une atmosphère d'insouciance, suivant les rites sacro-saints de la routine, est en butte à ses brocarts.

L'évolution du théâtre, de la vie musicale, du mouvement artistique se heurte au mauvais vouloir du public. Les hommes remuants ont une mauvaise presse à Vienne. Hermann Bahr, qui voulait secouer l'apathie de ses concitoyens et travailler à l'essor intellectuel de la ville, a été vilipendé. Les *Wienerwerkstätte* (ateliers viennois), cénacle de peintres notoires, en aidant à la rénovation de l'art décoratif, provoquèrent l'ironie et la haine de leurs concitoyens. Les peintres Klimt, Kolo Moser, Zeschka, Löffler, Kokoschka, les architectes Hoffmann et Wagner, avaient trouvé dans le milionnaire Wärendorfer un mécène convaincu qui leur donna les moyens de fonder une série d'ateliers où chaque objet était dû à l'étroite collaboration de l'artiste et de l'artisan. Un magasin de vente sur le Graben exposait les résultats de cette méthode. Les damiers blancs et noirs formaient la base décorative de l'art nouveau. Les citadins s'attroupèrent devant la devanture ; d'aucuns voulurent briser les vitres et, comme le Viennois n'est pas sans esprit d'à-propos, il trouva le mot juste pour ridiculiser cette tentative : *Schachbrettkunst* (art d'échiquier).

Les grands théâtres stagnent, sans tenter le moindre effort pour transformer leur technique, leur troupe et leur répertoire, tel le *Burgtheater*, théâtre impérial de comédie, que Schlenther dirigea longtemps. Le public se contente d'acclamer ses favoris, par la seule force de l'habitude, même s'ils sont devenus cacochymes comme le vieux Sonnenthal. Une

main énergique se permet-elle de secouer l'apathie des coulisses ou de la salle, tout le monde crie au sacrilège. Mahler, Weingartner, qui se dévouèrent à la tâche ingrate de réformer la *Hofoper*, furent trahis, méconnus, bafoués. Cette *Hofoper* est une merveille architecturale, un des joyaux de Vienne. L'architecte qui l'a conçue et bâtie se suicida, en raison des critiques injustes et violentes dont il fut victime.

Grâce à cette démoralisation quotidienne, à cet horizon rétréci, la littérature et l'art viennois ne connaissent point les grands coups d'aile. Il y a beaucoup de talents, sans doute, — cette race est douée — mais ils sont mièvres, édulcorés, émasculés, d'une sentimentalité pleine d'afféterie ou d'une perversité décadente qui semble plaquée. Arthur Schnitzler, Raoul Auernheimer, Richard Schaukal, etc., produisent des vers, des romans, des pièces de théâtre superficielles et mondaines, où se reflètent l'absence de vitalité de la société viennoise, son caractère hybride et conventionnel, sa mentalité déprimante. Les écrivains sont spirituels sans profondeur ; ils n'agitent que des pantins. C'est toujours la *Totentanz*, avec beaucoup de fleurs et de parfums tout autour pour masquer l'odeur de charogne, qui, malgré tout, persiste...

Les intellectuels eux-mêmes s'assassinent moralement entre eux. La méchanceté, qui sévit aux tables des cafés, tue dans l'œuf les réputations naissantes et désagrège les entreprises les plus intéressantes. Un ferment de décomposition latente empoisonne tous les organismes, paralyse tous les efforts.

Le *Künstlesbund*, le *Hagenbund*, la *Secession*, les trois groupements officiels de peinture et de sculpture, passent leur temps à se nuire. Ce sont à chaque instant des révélations scandaleuses, où la gabegie, la concussion, la félonie, l'immoralité reviennent en *leitmotiv* symptomatique. La presse est vénale. Tout se paye et s'achète : le succès de l'ami et la ruine de l'adversaire. Le chantage est entré dans les mœurs. Vienne regorge de *Revolverjournalisten*, expression typique dont on affuble les folliculaires qui sèment l'effroi dans le troupeau de leurs victimes pour les rendre plus dociles.

Karl Kraus, écrivain virulent, fonde à Vienne une revue bi-mensuelle intitulée *die Fackel* (la torche). Il la rédige tout seul et, comme il possède de la fortune, il s'arroge le droit d'être

indépendant, incorruptible et sincère. Sa plume, alerte et vive, sabre toutes les vilenies sociales. Il défend le talent opprimé ; il flagelle la bureaucratie, le régime politique, les mœurs de ses concitoyens. Aussitôt la presse — sans distinction de parti — fait autour de lui la conjuration du silence. On espère étouffer sa voix, en l'ignorant. Cependant il a un succès fou. Les exemplaires de la *Fackel* sont attendus fiévreusement du public. Aussitôt qu'elle est mise en vente dans les *K.K. Tabakfabrik*, on se précipite sur le numéro ; on en dévore le contenu. Est-ce par admiration pour l'intransigeance de l'écrivain, pour l'utilité de la besogne qu'il assume, pour l'ardeur qu'il déploie à nettoyer les écuries d'Augias? Non, c'est l'amour de l'esclandre, la joie intime que provoque la révélation des ignominies commises, la satisfaction d'une curiosité malsaine. Karl Kraus, malgré lui, devient ainsi un amuseur public. Il développe, il entretient chez ses compatriotes la *moral insanity* qu'il voudrait détruire.

A côté, l'Allemagne veille. Elle sait profiter de toutes les faiblesses et de toutes les décadences. Elle accueille avec joie ceux que l'ingratitude et la perfide autrichiennes ont chassés de Vienne. Ferrucio Busoni, professeur au Conservatoire, abandonne son poste, écœuré, et trouve à Berlin des dédommagements. Il en est de même pour Weingartner. Le peintre Zeschka, qu'on cherchait à étouffer est appelé par la municipalité de Hambourg à la direction de l'École des arts décoratifs. Ceux qui restent s'épuisent en luttes inutiles ; ils perdent peu à peu toute force créatrice ; ils s'adaptent au milieu ou ils meurent dans la misère et l'indifférence, tel Hugo Wolf, le seul vrai musicien peut-être, à coup sûr le plus grand *Liederkomponist* que la race germanique ait produit depuis cinquante ans. Mais la musique de l'immortel Beethoven n'eût-elle pas besoin de triompher d'abord à l'étranger avant d'être acceptée et comprise des Viennois?

Peu à peu le théâtre s'est cantonné dans le domaine de la *Posse mit Gesang* (farce avec chant) et de l'opérette viennoise. Felix Dörmann, Fritz Grünbaum, d'autres encore, écrivent des livrets stupides à souhait, que Franz Lehar, Oscar Strauss, illustrent d'une musique vulgaire, redondante et creuse. Les

Varietébühne, sorte de music-halls, prennent une importance croissante. C'est le *Ronacher*, l'*Apollotheater*, le *Colosseum*, le *Danzers Orpheum* qui font les meilleures affaires. Les cabarets modern-style pullulent. Les directeurs spéculent sur le goût du public pour le scandale. Les acteurs célèbres, en rupture de contrat, les danseuses, qui ont tourné la tête à des monarques, les grandes dames de l'aristocratie, mêlées à des drames mystérieux et retentissants, s'exhibent sur les planches du café-concert. Leur silhouette s'étale le long des murs, en lithographies gigantesques...

Le Viennois n'est pourtant pas gobe-mouche. Il se rend parfaitement compte de sa vie falote, de sa déchéance, de la grossièreté des « trucs » avec lesquels on exploite ses penchants malsains, mais il se complaît dans cette atmosphère de décomposition ; sa force d'inertie le pousse à tout accepter. Il se contente de se venger par un bon mot de ceux qui l'asservissent, l'exploitent ou veulent l'éduquer.

Je soupais chaque soir au *Deutsches Haus*, dans un salon du premier, avec le peintre Karl Hollitzer. C'était une figure curieuse de Vienne. Fils d'un millionnaire et fort riche lui-même, il menait une existence décousue et bizarre, dormait pendant le jour, courait la nuit les bars et les lieux de plaisir. Il possédait la plus belle collection de vieux costumes militaires que j'aie vue au cours de mes pérégrinations. Son esprit romantique se plaisait à évoquer les grandes époques tourmentées de l'histoire d'Europe. Il idolâtrait Napoléon et rien n'était plus comique que d'entendre cet oisif, plein de talent, du reste, vanter l'énergie et l'esprit aventurier du grand conquérant.

En face de notre table coutumière dînaient régulièrement plusieurs généraux autrichiens, couverts de décorations, en compagnie de vieux militaires retraités. Ils buvaient sec, en s'entretenant surtout des détails de leur métier.

— Tu vois, — me dit un jour mon compagnon, — ce sont des généraux autrichiens. Eh bien ! si j'allais, à pas de loup, vers eux et criais bien fort : « Boum ! Boum ! » ils se sauveraient tous.

Quand Max Klinger exposa son Beethoven à Vienne, les habitants, irrités du modernisme de l'artiste, lui décochèrent

aussitôt une flèche empoisonnée. L'œuvre était en marbre, montée sur un piédestal d'onyx. On se contenta de dire : « *Unten ist es* onyx, *oben ist es* a nix (*auch nichts*) [1]. »

Une nuit, je rentrais tard chez moi en compagnie d'un socialiste ardent. Comme il avait encore soif, il demanda à un cocher attardé au bord d'un trottoir s'il n'y avait pas un café qui fût ouvert dans le voisinage.

— Sans doute, — répliqua l'automédon, — dans l'*Annagasse*, il y a bien un petit café, mais ce n'est rien pour votre Grâce. *Dort verkehren nur gemeine Leute.* (Là ne fréquentent que des gens ordinaires.)

— *Was heisst gemeine Leute?* (que signifie ce terme : gens ordinaires?) — s'écria mon socialiste profondément froissé, — je ne connais pas ces distinctions subtiles. *Für mich giebt's keine gemeine und vornehme Leute. Alle Menschen sind gleich.* (Pour moi il n'y a pas de gens ordinaires et de gens distingués. Tous les hommes sont égaux.)

Le cocher hocha la tête avec philosophie et laissa tomber cette remarque profonde :

— *Gleich sind sie schon. Nur die Ausdünstung ist eine andere.* (Sans doute, ils sont égaux. Il n'y a que l'odeur de la transpiration qui diffère.)

Tel est l'esprit viennois, incisif et désabusé. Il s'emploie à ridiculiser indifféremment l'effort de l'artiste, l'utopie généreuse et l'idée patriotique. C'est une arme traîtresse maniée, par des gens qui n'ont plus rien à perdre ni rien à gagner.

J'ai connu à Vienne un écrivain dont la pysionomie originale illustre de manière frappante la psychologie de la ville. Son souvenir m'obsède. Tout le monde connaît là-bas la silhouette familière de Peter Altenberg. Chaque jour, aux mêmes heures, aux mêmes endroits, on le retrouve avec une ponctualité qui défie les plus grands écarts de température. Les Viennois le montrent aux étrangers un peu comme une des curiosités de leur cité, au même titre que le *Graben* ou la Tour de Saint-Étienne

1. En bas c'est de l'onyx, en haut ce n'est rien non plus. Calembour intraduisible.

Depuis trente ans, P. A. — ainsi le désigne-t-on couramment — promène au milieu des événements de la vie viennoise, et presqu'exclusivement de nuit, son facies nietzschéen son front énorme, creusé d'une ride circonflexe qu'exagère encore une calvitie prononcée, sa forte moustache blonde, son regard clair abrité derrière un lorgnon à grands carreaux cerclés de noir. Il est vêtu d'un costume toujours pareil, très simple, qui tient à la fois du dandy et du touriste.

Il fréquente de préférence les endroits où la danse, le champagne et l'amour réunissent un monde hétéroclite. Il s'y entoure de tous les bohémiens de l'art et de la littérature, des snobs qu'attirent et déroutent ses paradoxes, des femmes enfin qui, comme lui, « gagnent leur vie la nuit » et le traitent en bon camarade auquel on raconte tout. Sa littérature n'est pas moins impulsive que sa conversation ; il écrit un peu partout, au café, dans son lit, toujours sur l'impression immédiate du moment. Sa nature nerveuse le porte aisément à l'extase. Il invective ou il exalte, tour à tour, suivant l'état de son humeur ; ses admirations ne sont pas moins excessives que ses haines.

Bien que son existence s'agite dans les milieux où l'on dépense beaucoup, Peter Altenberg se targue d'être pauvre ; il reçoit quelques kreutzer d'un journal viennois pour ses chroniques et quelques florins de son éditeur pour ses livres. Il se plaint hautement d'être exploité ; il a réussi de la sorte à établir sa « matérielle » sur les apitoiements qu il provoque dans son entourage. Les restaurateurs le nourrissent à des conditions spéciales, parce qu il est une réclame vivante pour leurs maisons et qu'il amène toujours avec lui une troupe nombreuse de courtisans. Une société par actions s'est peu à peu formée qui veille à son entretien. Un comte, un baron, un banquier, un riche confrère, lui allouent des mensualités régulières qu'il accepte avec dignité, comme un tribut naturel. D'autres renouvellent sa provision de cigarettes égyptiennes, le fournissent de linge, de cravates et de cannes. Les femmes le bourrent de friandises. Il ne témoigne aucune reconnaissance à ses adulateurs et les déchiquette en phrases acerbes qui réjouissent les auditeurs. Malheur à celui d'entre eux qui oublie par inadvertance de lui apporter sa dîme coutumière.

Un jour, il s'avisa de solliciter des autorités une concession de colporteur. Il voulait vendre des colliers qu'il fabriquait lui-même. Il enfilait, sur des cordons de soie de couleur, des morceaux de nacre et des baies sèches, venues de l'Inde. Un cachet de plomb aux initiales P. A. attestait l'authenticité de ces étranges parures qu'il baptisait de noms plus bizarres encore : *Der graue Tag* (le jour gris) ; *Spleen* ; *die lachende Sonne* (le soleil riant), etc.

La nuit, il offrait ses colliers aux riches Viennois qui soupaient en compagnie galante. Il leur disait :

— Je suis un pauvre poète ; j'ai le droit de vous vendre ces babioles ; *ich habe einen Schein don der Polizei* (j'ai un permis de la police). Il ne m'impose que deux restrictions ; je ne dois débiter ni sucre ni pétrole.

Comme il était très bien avec ces dames, son commerce prospérait.

En réalité Peter Altenberg s'appelle Engländer ; il est sémite. Il me l'avoua en ajoutant :

— *Ich bin der einzige Jude mit welchem ein Christ auf der Dauer verkehren kann.* (Je suis le seul Juif qu'un chrétien peut fréquenter de manière durable.)

Il avait élu domicile dans un hôtel borgne où logeaient surtout des filles.

— *O heiliger Schlaf*, ô sommeil sacré, — disait-il, — réparateur des forces, apanage précieux de l'enfance, j'ai besoin de toi pendant le jour au contraire des hommes vulgaires. Dans cet asile, mes sœurs de misère se reposent aux mêmes heures que moi.

Un matin, avant de regagner sa chambre, il éprouva le besoin de satisfaire une fringale. Nous pénétrâmes dans un *Delikatessengeschäft* du *Graben*, charcuterie fine où l'on tient commerce de produits exotiques. Le patron nous coupa quelques tranches minces et savoureuses de *Bologneser Salami*, que nous mangeâmes avec des petits pains frais beurrés. P. A. se mit à discourir avec ardeur :

— Chaque mets délicat est un poème qui chante aux palais raffinés la beauté sainte d'un paysage. Ce saucisson vient de Bologne. Il me fait des confidences. Je vois la ville aux arcades ombreuses, telle qu'elle se dressait sous le ciel clair

de la glorieuse Renaissance. Je vois ses palais de marbre aux façades ouvragées ; je vois les larges escaliers de pierre de l'Université, le *rector magnificus* en toge noire, les étudiants à la chevelure rousse, qui boucle sous le béret de velours, je vois la tour penchée...

— Voyons, Peter, — interrompit l'un de nous, — la tour penchée n'est pas à Bologne, elle est à Pise.

P. A. le regarda avec colère, frappa violemment les dalles du bout de sa canne et déclara avec autorité :

— *Ich sehe auch Pisa.* (Je vois Pise aussi.)

Une jalousie chronique le pousse à dénigrer systématiquement les écrivains dont la réputation s'affirme. Le succès d'un auteur lui semble une atteinte à sa renommée personnelle. Ce mal d'envie est fréquent dans la république des lettres ; mais si d'aucuns savent le dissimuler, Peter Altenberg l'étale avec une franchise cynique.

Une fois, il se mit à vociférer des injures hyperboliques à l'adresse de Karl Kraus, le fondateur de la *Fackel*, dont on avait eu l'imprudence de vanter l'esprit en sa présence. Derrière ses lorgnons, ses yeux lançaient des éclairs. Il traita le Juvénal viennois d'hypocrite, de vulgaire *Streber* (arriviste), de *gemeiner Hund* (chien commun).

— C'est un bossu, — dit-il en faisant allusion à l'infirmité du journaliste, — un bossu au physique et au moral. Il remue la fange par sadisme et par esprit de lucre ; il joue la comédie de l'intransigeance avec un revenu personnel de trente-cinq mille couronnes...

Le docteur Friedell, qui se trouvait là, remarqua insidieusement :

— Si Karl Kraus te donnait cent couronnes par mois, Peter, tu ne crierais pas si fort.

P. A. s'arrêta, subitement calmé, puis il ajouta, mélancolique :

— *Er giebt sie mir doch nicht !* (Il ne me les donnera tout de même pas !)

Ce tempérament d'artiste fantasque, illogique, incomplet, doué d'une sensibilité morbide, mâtiné de roublardise et de naïveté, de sentimentalité et de cynisme, reflète, en l'ampli-

fiant, toute l'ambiance viennoise, tel un miroir prismatique. Peter Altenberg est bien le produit d'une société abâtardie, en pleine dégénérescence. Il considère le monde, comme ses concitoyens, à la lueur factice des lampes électriques. Il enferme toute la vie dans l'espace étroit qui va de sa table de restaurant à sa banquette de café. Il confond, avec les autres Autrichiens, le geste et l'action, le paradoxe et la profondeur, l'exaltation et l'enthousiasme, la routine et la tradition. Voilà pourquoi j'unis son souvenir à ma vision de Vienne...

En pensant à lui, j'évoque les rues désertes de la ville, la silhouette morose et lasse des vieux édifices, à l'heure où la misère honteuse se cache au fond de ses bouges, où la richesse oisive et frivole envahit les sous-sols éclaboussés de lumière pour y acheter l'illusion. Les tziganes font grincer leurs violons, les chanteurs populaires hurlent leurs refrains coutumiers. Hommes et femmes se serrent les uns contre les autres. Ils ont si peur de la solitude et du silence, on dirait qu'en faisant le plus de bruit possible, ils cherchent à effaroucher violemment le vilain essaim des soucis. Dehors les églises égrènent le chapelet des heures, en carillons désabusés ; dehors, le temps poursuit sa marche implacable; les étoiles pâlissent déjà dans le ciel; le jour s'annonce, un jour nouveau qui rapproche de la tombe. Ici, personne ne s'en doute. Tournez, tournez encore; couples enlacés, jouez, jouez toujours, musiciens diaboliques... La valse engourdit comme l'opium...

Et pourtant, je me rappelle Vienne sans déplaisir. La ville distille une ivresse subtile qui gagne l'étranger. L'arrogance prussienne, la lourdeur et la servilité germanique n'y heurtent point de front nos conceptions latines. Si ces gens-là ne savent plus vivre, au sens actif du mot, ils s'entendent, du moins, à végéter de manière agréable. Ils possèdent une esthétique traditionnelle qui flatte les sens. Le milieu où ils s'agitent conserve un caractère historique, une saveur du passé qui remue l'âme de façon insinuante et douce.

J'ai subi souvent la magie d'une journée de printemps sur ce paysage de pierre. Les ruelles montent, descendent, s'entrecroisent dans un fouillis pittoresque. Leur dédale

compliqué pousse à la flânerie, sans autre but que de glaner des visions fugitives et charmantes.

Vers quatre heures, pendant la belle saison, le Graben, irrégulier mais harmonieux, laisse couler le flot ininterrompu des promeneurs sur ses trottoirs étroits, devant les glaces transparentes où s'abritent les hochets de l'élégance. Au milieu de la chaussée, près d'une fontaine hexagonale où l'eau jaillit en cascades argentines, les fiacres légers et coquets alignent leurs roues luisantes. Les cochers, assemblés en rond, tiennent cercle et potinent. Les chevaux fringants secouent leurs gourmettes nickelées. Deux petits kiosques, en plein vent, surélevés par une estrade de bois, accueillent les consommateurs qui dégustent leur café tout en suivant des yeux le va-et-vient de la foule. On aperçoit, dans le ciel, les dentelles gothiques de la Stefanturm. C'est là-haut que Hans, le sonneur de cloches, eut avec le diable un pari mémorable. Faute d'avoir abattu d'un seul coup les neuf quilles (ce qu'on appelle en allemand « faire la *Kranz* (couronne) », comme il s'y était engagé, il se vit arracher la tête des épaules par son rival qui s'en servit en guise de boule pour terminer la partie.

Au coin du Graben et de la Kärthnerstrasse, encastré dans la façade d'une banque, se dresse le *Stock-im-Eisen*, tronc d'arbre séculaire et rabougri, dans lequel les fiancés avaient coutume d'enfoncer un clou, en souvenir des promesses échangées.

Sur les places animées, le long des rues élégantes, la Viennoise, replète et parée, cambre sa taille et trottine avec grâce. Elle met une note soyeuse et légère dans la symphonie bigarrée de cette ville efféminée. La Viennoise n'a rien de germanique ; aucune parenté ne la rattache aux Gretchen ou aux Valkyries d'outre-Rhin. Elle dédaigne et méprise l'exagération outrancière de la Berlinoise. Elle a un goût inné pour le chiffon, pour la fanfreluche ; elle aime les blouses de soie, les lingeries de batiste, les dentelles, les chapelets de bagues, les boucles d'oreilles scintillantes. Au contraire de la Parisienne nerveuse et fine, elle est grasse et ronde. Sous bien des rapports elle se rapproche de sa sœur d'Orient, indolente et sensuelle... Le Viennois l'entoure de prévenance ; il la traite avec une politesse affectée et quelque peu méprisante ; il se plaît à la considérer comme un joujou délicat, auquel il refuse

toute signification sociale. La Viennoise n'a qu'un rôle, celui d'amuser l'homme. S'il la couvre de fleurs, c'est pour mieux l'avilir. Aussi la femme s'est-elle peu à peu modelée sur l'idéal de son maître. Elle est aussi inconsciente qu'une linotte, aussi capricieuse qu'une chèvre. Elle éprouve le besoin perpétuel de s'agiter et de se distraire, *sonst ist das Leben fad*, dit-elle. (Sans cela la vie est fade.) Elle use de son pouvoir apparent pour satisfaire sa curiosité en éveil. La musique, le champagne, les cigarettes et les madrigaux entortillés de ses adorateurs lui sont nécessaires. *Sie sind fesch* est le compliment préféré que les Viennois adressent à une femme. *Fesch* est plus expressif que « chic » ; la grâce extérieure, la vivacité de la conversation, l'absence de pruderie, le laisser-aller des attitudes, la coquetterie de la parure sont contenus dans cette épithète.

Ce sont bien là les compagnes qu'il faut à ce peuple blasé, superficiel et léger qui redoute le dur contact des réalités et ne désire trouver dans l'amour que des poupées dociles, à tête creuse.

Je revois la petite rue provinciale et calme, entre *Neubau* et *Mariahilf*, où s'abrite l'amour vénal. Une longue suite de maisons basses à un étage borde les trottoirs déserts. Les fenêtres à trois pans, et sans rideaux, avancent sur les façades. On dirait des vitrines suspendues aux murs. Les femmes, en camisoles festonnées, s'installent dans cette niche transparente. On n'aperçoit que leurs faces peintes et leurs bustes émergeant d'un nuage de linge blanc. Accoudées sur une planchette de bois qui porte deux chandeliers de métal, à droite et à gauche, elles ressemblent à des idoles obèses. Pour occuper leurs loisirs, elles lisent la *Kronenzeitung*, gazette plébéienne aux feuilletons terrifiants. Elles ont un crayon dans une main — ce n'est point pour noter leurs impressions. — Aussitôt qu'un passant est signalé, elles en frappent leurs vitres afin d'éveiller l'attention du visiteur. L'appel se répète de fenêtre en fenêtre ; il gagne toute la rue, tel le roulement prolongé d'un tambour de cristal et les têtes fardées se collent en souriant aux vitres pour mieux se laisser voir, entre les chandeliers symboliques...

A Vienne, je n'ai jamais éprouvé la sensation de me trouver au milieu d'un empire constitué, d'un organisme national, conscient de ses destinées, capable d'évoluer vers des buts précis. Cette ville est un anachronisme. Elle n'a d'autre signification que d'être la dernière grande agglomération européenne sur la route d'Orient... C'est une principauté pour soi, sans aucun lien profond avec les nations qui l'entourent. Les Viennois ne s'en soucient guère ; ils mesurent leur horizon au cadre étroit de leurs préoccupations immédiates. Ils vivent, tassés les uns contre les autres... pour échapper à la monotomie de leur existence, ils se dévorent entre eux.

La dynastie qu'ils hospitalisent, tout en ayant l'air de les avantager, les a, depuis longtemps, emprisonnés dans un particularisme stérile, qui étouffe leurs velléités d'énergie. Diviser pour régner est encore aujourd'hui la devise des Habsbourg. Pendant qu'ils émiettent la résistance slave, en favorisant les Polonais d'Autriche au détriment des Tchèques et des Ruthènes, ils nourrissent insidieusement l'antagonisme de Vienne et de Budapest, ils fortifient la rancune magyare contre l'influence apparente des éléments autrichiens.

Dans Vienne même, l'empereur et sa clique mettent aux prises les partis d'opposition et divisent le mouvement ouvrier en deux camps ennemis : les Sozialdemokrates et les Christlich-Soziale.

C'est un jésuite intrigant et génial, le père Abel, professeur d'histoire au collège aristocratique de Kalksbourg, qui fonda — non sans des connivences officieuses — le socialisme chrétien pour faire pièce au socialisme révolutionnaire. Il avait commencé par grouper et catéchiser les compagnons boulangers d'un faubourg de Vienne, *Kaisermühlen*. Il orienta la haine de ces plébéiens contre les francs-maçons et les juifs. Son énergie et ses talents d'organisation réussirent à donner de l'ampleur au mouvement contre-révolutionnaire. Il se retira dès qu'il eut assuré l'avenir du nouveau parti, car, en homme avisé, « il ne voulait pas, — disait-il lui-même, — se salir les mains avec cette vilaine chose qui s'appelle la politique militante ». Mais avant de rentrer dans l'ombre du cloître, il mit à la tête de ses adeptes une créature à lui, le prince Aloys de Lichtenstein, aristocrate râpé et ambitieux,

Le docteur Karl Lueger (littéralement : le menteur) lui succéda. Cet avocat perspicace était le fils d'humbles concierges. Sa popularité s'accrut du fait qu'il accusa les tendances *deutsch-national* de son programme politique et déchaîna l'antisémitisme à outrance. Or Vienne est peuplé de Juifs aux noms de fleurs, d'arbres, de villes, de pays ou d'animaux [1]. Leur opiniâtreté et leur intelligence leur ont permis d'envahir les professions libérales, le commerce local, la haute banque, la presse et le théâtre. La couronne prit parti pour eux contre l'intransigeance de Karl Lueger. La populace répondit en nommant son champion bourgmestre de Vienne. Franz Jofef se refusa à ratifier l'élection. Le conflit se prolongea, s'envenima. Des injures et des coups furent échargés dans la rue. Le Reichsrat et le Rathaus se transformèrent en salles de pugilat. Les invectives les plus grossières furent échangées du haut des tribunes ; on assista à des séances de boxe et de bâton et les Viennois se passionnent pour ce spectacle.

La lutte des partis à Vienne est chose purement locale. Elle ressortit comme le reste à la table de café. On fouille dans la vie privée des ministres et des députés ; on étale en public les secrets honteux. On conclut des pactes mystérieux, qu'on dévoile ensuite ; on accepte toutes les compromissions. Qu'importe si l'empire s'en va à vau-l'eau ! *Wien bleibt Wien*, comme dit la chanson ; c'est le principal.

Il n'est donc pas étonnant qu'à la veille de la guerre, Franz Josef ait pu engager l'avenir de ses peuples et mettre son empire au service de l'Allemagne, sans rencontrer d'opposition. Tout entiers à leurs querelles mesquines, les Viennois avaient d'autres chiens à fouetter que de pénétrer les menées ténébreuses de leur monarque. Ni les dures leçons de la réalité, ni la menace de l'anéantissement final, ne sauraient leur ouvrir les yeux. Ils sont aveugles depuis trop longtemps. Ils continuent à fréquenter leurs cafés, leurs restaurants, leurs lieux

1. Marie-Thérèse en permettant aux Juifs d'acquérir un état civil rechercha par la même occasion les moyens de remplir ses coffres. Elle divisa les noms patronymiques, que ses nouveaux sujets pouvaient choisir, en trois grandes catégories : noms d'animaux, noms de ville ou de pays, noms de plantes et de fleurs. Chacune de ces catégories était taxée d'un impôt spécial. Les bêtes coûtaient moins cher que les fleurs. *Löwe*, *Wolff*, *Ochs* sont donc plus vulgaires que *Rosenberg* ou *Blumenthal*.

de plaisir. Ils boivent du champagne, ils dansent, ils s'entourent de musique et de lumières. Entre temps ils reprochent, avec acrimonie, à leurs compères de Hongrie de mal les ravitailler, de garder pour eux les meilleurs morceaux ; ils pestent contre l'envahisseur allemand qui les tient sous sa férule ; ils l'accablent de lazzis, mais, trop lâches pour se venger de lui, pour secouer le joug, ils se contentent de fêter entre eux chaque défaite du grand état-major de Berlin. Ils illuminent à l'occasion ; j'en ai reçu la nouvelle et, comme je les connais, je suis sûr qu'ils trouvent cela très drôle. Ils ne remarquent pas — les pauvres inconscients — que Samson ébranle déjà les colonnes du temple et que le toit va les écraser dans sa chute au milieu de leur dernier festin...

MARC HENRY

CEUX DU MORBIHAN

LE GRAND PATERN[1]

Une brise plus vive ébranlait les verges craquelées du moulin et la toile donnait des claques sonores aux vérons. Le Breton se précipita hors du moulin. La pluie avait cessé mais les montagnes fumeuses du ciel continuaient de s'effondrer et l'immense vallée, au-dessous de nous, restait presque invisible.

A pleins bras Pigaller avait saisi la queue de son moulin et les talons sur les encoches disposées dans la roche, il tirait de toute sa force. Le toit tourna peu à peu, arrachant la voilure au vent debout. Enfin les ailes recommencèrent à tourner et le meunier, haletant, pauvre vieux Pierrot mélancolique, agenouillé sur le roc humide, murmura :

— M'en veut-il, celui de là-bas ! — et son regard se posait sur le moulin de Trovic pareil dans la brume à une lithographie effacée. — Oui, il m'en veut surtout parce que la queue de mon moulin dépasse la terre de sa paroisse gallote. Est-ce ma faute si le bien du minotier de Cadoudal chevauche les deux communes, la bretonne et la française? Les ailes tournent en Bretagne bretonnante, seulement cette diablesse de queue empiète le sol gallot d'une petite enjambée. L'autre est venu

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er octobre 1916.

me dire qu'il me la scierait ! Ce serait ma perte. Enfin, nos familles, la sienne et la mienne, habitent à cinq minutes de cette grée deux chaumières séparées par la route et qui se trouvent chacune dans leurs paroisses bretonne et gallote. Nos femmes et nos enfants ne peuvent pas se regarder sans s'insulter.

« — Déguerpissez, sales Bretons !

» Et ma femme de répondre :

« — Gallots, bâtards de Bretagne.

» Mes deux fils ne veulent pas dire un mot de français aux filles de l'autre. Parfois cette guerre va jusqu'à la vaisselle qu'on se lance à travers le chemin avec les gros mots. Je ne suis pas au paradis, voyez-vous, et je regrette d'avoir quitté Grandchamp.

Le vieux moulin craqua de toutes ses vertèbres de chêne et s'arrêta, comme fourbu.

— Le vent remonte à cette heure, — se plaignit doucement Corentin qui dut enlacer à nouveau la queue du moulin, la sortir de son entaille de pierre et la haler.

Retrouvant leur haleine, les verges jetèrent comme un hennissement de satisfaction et repartirent. Au firmament éclairci des goëlands apparurent, mêlés à des corneilles qui oscillaient en désordre comme des papiers brûlés. I devait y avoir tempête sur l'Océan. Les petits troupeaux de chaumières réapparurent dans la campagne délivrée de son suaire.

Corentin s'était tourné vers l'occident et d'une voix secrète, il me confia après avoir étendu le bras vers la vallée :

— Les jours sont longs sur cette terre. A quatre heures je prends mon travail et je le pousse aussi loin que je puis dans la soirée. Comme je crains de voir le machinerie venir à bas, par vieillesse, je mène mon moulin au pas. Nous ne trottons jamais ; il faut donc ajouter les heures pour faire notre ouvrage. Ah ! c'est dur d'être planté toute une vie comme un pin sur une montagne quand on avait le goût des aventures. Or, je n'ai jamais voyagé et je ne connais du monde que ce morceau de terre, sous nos yeux, de Grandchamp au Colpo, de Locmaria à Locqueltas. Mais il n'est pas défendu de vagabonder par l'esprit. Or, j'ai six enfants égaillés en Chine, à Madagascar, au Maroc, à Saint-Mihiel, à Paris, à Rennes. Et le gabier, le

missionnaire, le zouave, la cuisinière, la couturière et la lingère m'emportent la tête à leur suite. La nuit, quand brillent les phares de Port-Navalo et de Belle-Isle, je me crois sur des navires, aux colonies ou parmi les grandes villes. Et bien souvent je m'imagine que mes enfants, avec leurs yeux du cœur, aperçoivent ce moulin et pensent : « Espérons que le père le fera durer jusqu'à notre retour ! Ne périssons pas nous-mêmes afin de revoir le vieux bonhomme sous ses ailes. »

Corentin tomba dans un abîme de rêverie. Sous leurs paupières ridées et blanches de farine, ses prunelles prirent l'expression un peu hagarde des Bretons en contemplation intérieure.

J'avais serré ses mains sèches et je m'éloignai. D'un pas balancé il m'accompagna jusqu'à l'orée du torrent desséché que j'allais suivre. J'avais descendu une centaine de mètres et les cailloux roulants s'éboulaient sous mes pieds quand je fus rattrapé par Pigaller. Ce grêle meunier avait l'allure d'un fantôme et je crois qu'il serait mort de peur s'il avait pu se rencontrer lui-même, par une nuit de lune, sur une grée déserte. Penché sur mon épaule, il me chuchota avec mystère :

— Vous connaissez « l'Autre », croyez-vous qu'il me veuille beaucoup de mal?

Je ne savais trop quelle réponse lui donner.

— Évitez de le concurrencer dans sa paroisse, Pigaller, et il s'apaisera.

— Pourtant, monsieur, je ne puis pas refuser les commandes. Que me conseillez-vous?

— Tâchez de ne jamais le rencontrer à Gonadio.

Les yeux du meunier se dilatèrent de terreur et, l'index sur ses lèvres ouvertes en O, il susurra, si bas que je le devinais plutôt que je ne l'entendis :

— Me tuerait-il?

J'étais arrivé au bas de la côte ; le vieux Corentin toujours piqué sur une roche, funèbre Pierrot, gardait encore son attitude terrorisée, les yeux et la bouche écarquillés. Au-dessus de lui, son vieux moulin débile ayant perdu son vent, tantôt s'arrêtait et tantôt repartait au gré des risées obliques.

Plus loin, sur sa colline aux ajoncs verdâtres comme les profondes eaux, le moulin de Patern, d'une blancheur éblouis-

sante, semblait s'avancer dans le ciel au-dessus des for ts, toutes voiles dehors, telle une frégate.

***

A midi les vibrations de la douzième sonnerie achevaient de s'éteindre dans la paisible vallée de Trévera lorsqu'un bruit de sabots fracassa le silence des ruelles dallées. En voyant les ouvriers sortir de la forge et des menuiseries, Mathurin Brien qui plantait un prunier à haute tige dans mon jardin sans aucune certitude de le voir « crocher » dans la terre, c'est-à-dire vivre, essuya ses mains violettes de terre schisteuse à sa culotte et, levant avec lenteur ses paupières vers la fenêtre où j'étais accoudé, de sa voix rouillée qui remontait péniblement du fond de son corps :

— Ah ! bien ! monsieur, saviez-vous que le grand Patern vient de couper la queue du moulin de Pigaller? Les gallots chez les gallots, l'avait-il assez répété ! Dame ! quand le moulin du vieux Pigaller s'est trouvé sans son bout de queue, il s'est affolé et les dégâts ont été gros. C'est du grand Patern lui-même que je tiens l'histoire. Puis il a ajouté : « Quand tu travailleras à la Fuie, invite de ma part ton monsieur à venir l'un de ces vendredis voir moudre son sarrasin. »

— Comment, Mathurin, c'est seulement aujourd'hui vendredi que vous m'apprenez que je suis attendu?

Sans s'offenser de la vivacité de mon ton, Brien me répondit :

— Bah ! monsieur, un vendredi de plus ou de moins ! Tant qu'il y aura du vent par le monde, les moulins tourneront... A tout à l'heure.

Et mon tâcheron s'éloigna, le dos voûté, les pieds traînants comme si les soixante minutes de loisir qui lui appartenaient lui chargeaient les reins.

Lorsque j'arrive au moulin de Trovic, je crois son meunier absent car les ailes ne tournent pas. Je pousse la porte qui cède à mon effort et je monte à l'étage.

— Enfin, vous voici, — s'exclame le géant avec une joie

sincère en rejetant la tête en arrière. — Votre pochée de sarrasin vous attendait depuis des semaines devant la trémie. Mais ça me plaisait que vous soyez présent à cette mouture.

J'aperçus en effet le sac neuf dans lequel le blé noir de Gonadio avait été serré. Sur l'entourage des meules, nichées comme des petits chats parmi les voiles de rechange des verges, deux fillettes dormaient en rond, leurs têtes blondes se touchant et leurs petits bas rouge et vert pomme s'entrelaçant. Dans l'une de ces enfants je reconnus Marie-Cinthe.

— Et celle-ci, monsieur, c'est ma dernière, Espérance. Cela n'a pas quatre ans ! Cela ne pèse rien et je crains toujours que le vent ne me la souffle comme une graine de pissenlit. Elles ont veillé avec moi la nuit dernière et elles reposent. Savez-vous qu'elles me préfèrent à leur mère qui leur applique des calottes, sans savoir pourquoi ! D'ailleurs, avec des mains de cette épaisseur, — (Patern m'étale ses battoirs), — je serais bien en peine de claquer quelqu'un, je lui emporterais la tête. Ha ! Ha ! Ha !

Trovic descend l'escalier et son rire formidable et naïf l'accompagne. Il sort et soudain l'arbre de couche tourne sur ses armelles avec un premier cri. Le meunier remonte et je le vois essuyer la trémie, frotter son auge, nettoyer la mêe et verser d'abord quelques poignées de mon sarrasin aux meules.

— Histoire de leur faire les dents, — m'explique-t-il. — Cette première farine, sauf votre avis, nous la mettrons de côté ; elle ne serait pas pure. Les paysans, ces malpropres, m'apportent des grains où se trouvent jusqu'à des excréments de chat.

Après quelques instants Patern remplit sa paume avec la nouvelle farine qui tombe dans la mêe et me prie de sentir.

— Quelle odeur savoureuse, Trovic ! Je crois respirer le parfum du terroir. Nos grées, nos landiers et nos guérets tiennent dans cette poignée.

Le grand Patern m'a écouté. Il ne me comprend pas beaucoup. De la bonne farine, c'est de la bonne farine, voilà tout.

La trémie est chargée par ses soins ; une belle brise de sud-est entraîne les verges et la caille alerte, chante : Pihouit...

pihouit, à chaque tour, parce que l'arbre de couche est un peu gauchi. Et ce Pihouit ! pihouit ! mêle son pépiement au bourdonnement de rucher en travail du moulin.

— Belle journée, — s'écrie le grand Patern courbé devant sa porte-lucarne trop basse pour sa taille, puis il efface ses épaules larges comme une armoire afin de me permettre de regarder.

En me penchant j'aperçois sur la colline de Saint-Jean le moulin de Pigaller arrêté. Trois personnages, hauts comme le doigt, s'agitent à sa base.

Un sourire cruel fait remonter les moustaches en torsade de Trovic vers ses oreilles.

— Oui ! Oui ! réparez les avaries, mes enfants, — grondet-il, — mais si la nouvelle queue empiète encore sur cette paroisse, tant pis pour vous.

Je veux l'apaiser en lui démontrant qu'il s'expose à de graves ennuis.

— Bah ! je ne crains rien, monsieur. Je suis d'une famille où l'on distribue soi-même la justice. Si Pigaller ose me dénoncer il aura le sort du paysan de Bignan, jugé par mon grand-père Guillaume.

Frappant sa poitrine qui sonna comme un portail, le grand Patern crie :

— Jour de Dieu ! je le ferai comme je dis.

Les fillettes réveillées par le juron pleurent avec de petits miaulements :

— Mes jolies, — appelle-t-il.

Elles cessent aussitôt de se plaindre, trottinent sur les entourages, jouent à « patapouf » et rient aux anges.

Prenant un sac de quatre-vingts livres dans chaque main, le géant les flanque à droite et à gauche de la porte-fenêtre :

— Les fauteuils des messieurs de Vannes sont-ils mieux rembourrés que ceux-là? Asseyons-nous !

Aussitôt Marie-Cinthe et Espérance grimpent à l'assaut des genoux du meunier et quand elles se sont nichées contre sa poitrine, elles réclament :

— Petit papa, fais l'ogre, tu sais bien ? Fais le grand loup !

Une délicieuse épouvante agite par avance les trois queues

de cheveux de Marie-Cinthe et la petite Espérance cache son visage. Ouvrant une bouche de Gargantua, Patern rugit :

— Hou ! Hou ! Hou !

Et il affecte de vouloir dévorer ses fillettes. Elles s'échappent de ses bras. Les larmes de la terreur remplissent les yeux d'Espérance, cette bonne femme de trois ans, tandis que Marie-Cinthe, suspendue au bord de la trémie, fougueuse, entrechoque ses sabots et provoque le loup :

— Je n'ai pas peur ! Hou ! Hou ! Je n'ai pas peur, pas peur de toi.

Sur un nouveau rugissement de son père et une feinte de s'élancer, la fillette pique une tête sous un tas de sacs vides et s'y enfouit. Seuls ses mollets chaussés de laine orange apparaissent dressés comme les hampes d'un glaïeul.

L'allusion de Trovic au paysan de Bignan, jugé par son aïeul, me hantait, lorsque le meunier reprit après un nouveau coup d'œil par sa lucarne :

— Oui, Breton, ose me livrer aux gendarmes et tu verras que j'ai gardé le sang de Guillaume dans mes veines. Si les vieilles affaires vous intéressaient, monsieur, je vous conterais bien celle-là pour que vous la répétiez au Pigaller. Elle lui servirait d'enseignement.

» ...Donc, à cette époque, je veux dire sous le roi-Égalité Louis-Philippe, que nous n'aimions pas en Bretagne, il y avait des réfractaires, c'est-à-dire des jeunes gens qui ne voulaient pas servir comme soldats ce faux roi. Mon grand-père Guillaume était l'un de ceux-là. Il dut quitter sa maison et se cacher dans les bois de Bily afin de n'être pas pris par les gendarmes de Cadoudal. Dans les fourrés de cette chênaie, il trouva d'autres réfractaires : Mandar le Noir, Pierre Pascot dit : Pierre Rouge, Rouello le sabotier et quelques camarades. Afin de mieux se garder des policiers de Louis-Philippe, ils s'organisèrent en bande. Ils choisirent mon grand-père comme chef, Mandar le Noir fut son lieutenant et les autres leur portaient soumission. Les nobles du pays et les prêtres ennemis du roi-Égalité aidaient les réfractaires dans leur résistance. Ils les avaient armés et, parfois, ils leur envoyaient des sous, pas beaucoup, car la misère était grande au pays gallot.

» Et ce n'était pas drôle d'être réfractaire. Chassés comme

des lièvres, ils devaient sans cesse se déplacer. Pas une nuit ils ne dormaient au même gîte. Le jour ils s'égaillaient et se donnaient rendez-vous tantôt dans une maison et tantôt sur une « bauche[1] ». Il faut vous expliquer encore qu'à cette époque les routes n'existaient pas. Les bois de Molac, Bohal, Lanvaux, Kerfily et Callac étaient tous réunis par des clairières sauvages ou quelques méchantes cabanes étaient habitées par des sabotiers, des charbonniers ou des tourneurs. Ces petites gens fraternisaient avec les réfractaires, des révoltés comme ils auraient bien voulu être, s'ils avaient eu autant d'air qu'eux dans les poumons. Par contre, les fermiers et surtout les cultivateurs propriétaires ne se souciaient guère de ces terribles gens qui déboulaient soudain des grées comme des sangliers, quand sonnait l'angélus, et, les armes à la main, envahissaient les fermes en criant : « Benedicite ! Benedicite ! »

» Et les paysans comprenaient. Ils se levaient de leurs bancs et abandonnaient les pommes de terre fumantes, le lard tiède, la gigourdène crémeuse, la moche de beurre et la tourte de pain à ces envahisseurs qui commandaient encore :

« — Du cidre, le meilleur, et vite !

» Ils adossaient ensuite les maîtres du logis contre leur lit clos et l'un d'eux les tenait sous le canon de son fusil pendant que ses camarades se nourrissaient. Ce langage était compris. Il signifiait : « Pendant ce repas, si l'on nous trahit, vous mourrez. »

» Ces redoutables compagnons n'étaient donc pas aimés. Or, il arriva qu'un gros fermier de la paroisse de Bignan, Alban Miniac dont le cellier recevait trop souvent la visite des réfractaires, entreprit d'en débarrasser le pays. Comme par hasard, le matin de la Saint-Hubert, les gendarmes cernèrent la métairie de Coetby où la bande, croyaient-ils, s'était réunie, mais n'y trouvèrent que trois jeunes gens qui préférèrent se faire casser le crâne à coups de crosse plutôt que de se rendre.

« — Par le diable, les autres ont donc passé sous terre, — criait l'officier désappointé et, dans sa colère, il commandait des feux de salves sur les ronciers et les fossés d'alentour. Il ne réussit qu'à tuer une vache et un chien.

1. Bauche, une partie de lande bornée par des pierres.

» Un grand mois se passa, plus de réfractaires ! Avaient-ils déguerpi du pays? Arrive la soirée de la Saint-Thomas. Quel temps ! Un vrai sépulcre dès quatre heures de la journée. Neige fondue, tempête de mer, bois en fureur, les chaumes parfois à rebrousse-poil et les gens agenouillés, croyant à la fin du monde.

» Cependant dans la ferme d'Alban Miniac, une maison de nobles des anciens temps, aux murs épais d'une toise avec des cheminées comme des tours, la famille dormait peu soucieuse des diableries de l'hiver. Pourtant, l'huis remue. Il remue de plus en plus fort. Le vent soufflait : houah houa ah hi !

» Réveillé, Alban Miniac dit à sa femme :

« — Il faut que la tempête soit affreuse pour secouer ainsi ma porte.

« — Eho ! Ouvrez ou on l'enfonce ! — crie-t-on.

« — Qui êtes-vous?

« — Ça ne te regarde pas. Ouvre.

» Le fermier se garde bien d'ouvrir.

« — Ouvriras-tu, Miniac?

» Non, cela ne lui plaît guère et, très effrayé, il va secouer ses trois petits enfants, son bouvier, sa chambrière, son valet de charrue et son petit porcher. On tapait ! On cognait !

« — Ouvrez ou l'on enfonce la boutique.

» Voyant que les habitants ne voulaient pas retirer leurs clavures, les gens du dehors avaient ébranché un poirier et le lançaient contre l'huis, un brave huis du temps des anciens rois renforcé de ferrures. Dame ! ils jouèrent si bien de leur bélier qu'il passa à travers le bois et, bientôt, trente gas le suivirent. Oui, ils étaient trente, au moins, et leurs coutelas et leurs fusils en s'entrechoquant dans le noir menaient un tapage à faire claquer des dents au plus intrépide.

» Mon grand-père Guillaume les commandait :

« — De la lumière, vite !

» Quand les chandelles de résine eurent été allumées, afin d'y mieux voir, Mandar en prit quatre entre chacun des doigts de sa main gauche et les passa sous le nez du bouvier, du valet et des autres gens de la ferme. Arrivé devant Alban, il s'écria :

« — Voilà notre homme. Je le reconnais à sa verrue sur la joue gauche.

» Quatre réfractaires l'empoignèrent.

« — Que me voulez-vous, bonnes gens? Je ne vous ai rien fait, — protestait Miniac.

« — Silence! Prends ta tranche et ta pelle. Maintenant, suis-nous.

« — Sainte-Vierge! ce n'est pas un temps à sortir des chrétiens, — se plaignait le pauvre homme assez douillet de sa personne, car il se nourrissait bien.

« — Tais-toi.

» Mon grand-père donna l'ordre à Mandar et à quatorze de ses compagnons de garder la famille et les valets. Lui-même et le reste de sa compagnie passèrent le seuil avec le fermier qu'ils entraînaient comme une bête. Quand ils eurent traversé l'aire, l'ouragan leur donna des coups à les jeter bas et ils enfonçaient jusqu'aux chevilles dans le fumier emporté par les eaux. Enfin ils trouvèrent un abri au pignon de la ferme qui regardait vers Saint-Jean-Brevelay. L'ancien manoir était fondé sur un gros rocher ce qui semblait ennuyer les réfractaires et ils tapaient du pied afin de tâter le terrain. Ils sentirent enfin du mou et ils plantèrent d'un terrible coup la tranche d'acier dans ce sol meuble.

« — Que me voulez-vous? Mon Dieu! Que signifie cette affaire? — demandait le fermier.

» Mon grand-père lui répondit :

« — Tu vas nous renseigner. Miniac, lève la main et jure devant Dieu, la Sainte-Vierge et Sainte-Anne, jure sur ta damnation éternelle que ce n'est pas toi qui as livré nos trois camarades aux gendarmes, le jour de la Saint-Hubert, à Coetby!

« Allons, main haute! et parle fort qu'on t'entende jusqu'au ciel.

» Mais Alban, bon chrétien, ne voulut pas se parjurer. Il serrait les dents et ses pauvres yeux sautaient de l'un à l'autre des réfractaires éclairés par les lanternes prises à la ferme.

» Sans se fâcher Guillaume Trovic lui frappa l'épaule et lui dit :

« — Allons, Miniac, puisque tu as trahi, tu vas mourir.

« — Mourir! Mourir! moi, moi? Encore tout jeune avec des petits enfants!

» Lorsqu'il me contait cette affaire mon grand-père imitait le ton chevrotant du fermier :

« — Mourrrirrr, moi, moi ! Mourrrirr ! mes bonnes gens, je croyais que vous veniez me demander de l'argent. Combien vous en faut-il? Vous serez satisfaits. Vous en avez besoin, tandis que me faire mourrirrr? A quoi bon?

« — L'argent ne nous rendrait pas nos compagnons. Miniac quand on a péché, il faut expier. C'est la loi, là-haut et ici-bas !

» Le fermier aurait voulu parler encore. Il ne pouvait plus.

» A cet instant, des petits craquements parmi tous les grands fracas du ciel lui firent lever la tête vers l'œil-de-bœuf du pignon où, doucement, sa femme et ses trois petits garçons avaient pu loger leurs têtes, côte à côte, sans qu'il y eût seulement la place d'une paille entre leurs joues. Grâce aux lanternes cette famille pouvait apercevoir un morceau du père, la partie éclairée, tantôt sa tête, tantôt sa main ou la jambe.

« — Tu sais que je ne suis pas méchant, Alban, — lui disait Guillaume. — Je veux être un homme juste. Tu aurais pu nier. Par ton silence tu as avoué. Cela mérite récompense. Tu devais creuser toi-même ta fosse avec la tranche et ta pelle, eh bien ! on t'épargnera cette peine. Holà ! camarades, commencez la tranchée, — commanda mon grand-père aux réfractaires.

» Le fermier était tombé à genoux devant le trou commencé. Au-dessus de sa tête, à l'œil-de-bœuf, quel singulier bruit ! On aurait pu croire que des jeunes chats miaulaient de faim. Ajoutez à ces plaintes, la tempête, une forêt secouée comme un prunier, le grondement du barrage de la minoterie dans la vallée et, au ciel, les cris des courlis et des goélands chassés du large.

» C'est long à creuser la tombe d'un homme par un temps pareil, la nuit. Mal éclairés, ruisselants, fouettés du vent, les réfractaires donnaient des coups de tranche au hasard. Leur méchant terrassement ressemblait à l'ouverture d'un puits et pour y enterrer un homme il eût fallu reployer le corps comme celui d'un chien pelotonné sur lui-même au bord d'un foyer.

» Alban Miniac s'était accroupi, claquant des dents. L'eau traversait sa chemise, car il n'avait pas eu le temps de passer son vêtement. Mon grand-père avait hâte d'en terminer et

pressait ses terrassiers. Il mit ensuite une lanterne sous le menton du fermier et se posa lui-même une autre lanterne contre la tempe, afin qu'ils pussent s'apercevoir l'un et l'autre par cette nuit abominable.

« — Alban, — lui dit-il, — maintenant qu'on t'a jugé, on ne t'en veut plus. Aussi tu peux nous demander quelque chose. Je respecterai tes dernières volontés et je les ferai respecter mieux que si nous étions des greffiers ou des notaires.

» En entendant ce langage le malheureux traître reprit un peu d'espoir :

« — Guillaume, rends-moi la vie en échange de mon bien que je te livre sans conditions.

« — Miniac, nous ne sommes pas des bandits. Nous mourrons pour nos idées, tu le sais bien. Nous ne voulons que la justice. Tu es condamné. C'est décidé. Parle seulement en faveur de ta famille.

» Le misérable sanglotait d'autant plus fort que les réfractaires occupés à creuser sa fosse se relayaient afin d'en terminer plus vite et qu'ils s'étaient déjà enfoncés au-dessus du genou. Se voyant perdu sans retour, Alban releva la tête vers la fenêtre du pignon où il avait cru entendre les gémissements des personnes qui n'osaient pas se montrer, et, avec la voix la plus forte qu'il put trouver, il cria afin d'être entendu d'eux :

« — Guillaume, je veux que mon mobilier, mes hardes et le troupeau appartiennent à ma femme et je veux qu'on la défende contre nos parents Maury, de Kergistel, s'ils voulaient la frustrer.

» Les réfractaires allaient répondre quand un hêtre de la futaie tomba sur la corne de l'écurie dans laquelle il pénétra avec le tapage de vingt chaudrons battus pour le rappel des essaims.

» Quand ils purent se faire entendre, Guillaume et ses compagnons, jurèrent :

« — Sur notre vie, ça sera fait.

» Toujours accroupi et appuyé les mains dans la boue afin de ne pas tomber tout de son long, car il était à bout de force, Alban reprit avec des larmes :

« — Je veux... qu'à l'aîné de mes fils, Adrien, appartienne ma ferme, les communs et son four.

« — Sur notre vie, ça sera fait.

« — Je veux que le pourpris, le champ du Petit clos, la grée de Tire-qui-peut, la chaumière et le courtil de la Ville-Elo reviennent au second de mes gas, Mathurin.

» Encore une fois les quinze réfractaires, je veux dire les treize, car il y en avait toujours deux occupés à creuser la fosse, mirent leurs mains à hauteur des lanternes afin de bien les exposer à Miniac et répétèrent :

« — Sur notre vie, ce sera fait.

» Le fermier donna encore ses prés de Lezonaie, sa cerclière du Pont-Mareux, sa bauche de Chasse-Gas, son bois des Epeiches, sa chanvrière de Guerniclen et ses ruches, à sa fille Annette. Il n'oublia pas même son valet, son bouvier et sa chambrière, car Alban était un homme de tête et il recommanda qu'on leur remît de la toile, du drap de plataine, des cottes en pillot, parce qu'ils avaient bien servi. Il eut enfin assez de confiance en Guillaume pour lui révéler qu'il trouverait sous le chaume de l'étable, en pleine épaisseur du glui, un pot d'écus qu'il devrait porter au sous-curé afin d'en obtenir des messes pour la même valeur.

« — Est-ce tout? — demanda mon grand-père.

« — C'est fini, Trovic.

« — La tombe est prête, — annoncèrent les réfractaires en rejetant hors du trou, déjà à moité rempli par les eaux coulantes, la pelle et la tranche du cultivateur qui rebondirent sur les pierres. A ce moment Miniac ne put s'empêcher de crier :

« — N'est-ce pas malheureux, tout de même, de creuser ma fosse avec ma propre tranche et ma pelle !

« — Allons, sois un homme, fais tes prières, — lui commanda mon grand-père. — L'heure est venue.

» La conscience d'avoir réglé ses affaires avait remis un peu de cœur dans la poitrine d'Alban. Il put s'agenouiller en vrai chrétien et commencer ses oremus. Chapeau bas les réfractaires répondaient : *Amen ! Amen !* Ils avaient tous de la croyance et c'était même la religion qui, en partie, avait fait d'eux des révoltés.

» Comme me le racontait plus tard mon grand-père, Miniac, raisonnable, ne fit pas durer trop longtemps ses patenôtres

afin de gagner quelques minutes de vie devant l'éternité. Tandis que la tempête secouait la forêt comme mille balais de sorcières, et que l'eau, le vent, les cailloux, les branches agitées, menaient leur sabbat, l'un après l'autre, les réfractaires vinrent embrasser le condamné.

— On ne t'en veut plus, Alban, seulement il fallait faire un exemple. Comprends-tu?

» Ah! non! c'était trop lui demander, il ne comprenait pas. A chaque homme qui venait lui donner le baiser de paix, il essayait d'attraper le cou et se suspendait à lui, croyant trouver un sauveur :

« — Frère! Frère! Pas possible, tu ne voudrais pas?...

» Or, les réfractaires voulaient, au contraire. Comme il venait d'être embrassé par le quinzième des jeunes gens, un terrible coup de tranche sur la nuque l'envoya dans l'autre monde, celui des démons ou des anges, selon vos capacités. Son bourreau n'eut pas même besoin de le mettre dans la fosse. Il y tomba la tête la première, ramassé en boule, genoux sous le menton et l'eau dont elle était à moitié remplie éclaboussa ses justiciers. Au même moment mon grand-père entendit un grand cri à la fenêtre du pignon et des espèces de bêlements d'agneau suivirent.

» Les réfractaires restés dans la ferme, au lieu de surveiller la femme et les enfants, avaient bu en se chauffant autour de l'âtre.

» Guillaume et ses hommes se hâtèrent de jeter de la boue sur le corps, car la terre s'était délayée. Ils quittèrent ensuite la ferme et allèrent se réfugier route du Colpo dans les grottes suspendues à cinquante pieds au-dessus de la vallée comme des nids de corneilles. Et, de huit jours, ils ne se parlèrent plus entre eux.

» Plus tard, un homme de cette bande, Pierre Lesco, devenu vieux, branlait tellement la tête qu'aucun barbier de village n'osait le raser de peur de lui couper le nez ou les oreilles. Me sachant fort, il se confia à moi. Je lui mettais le crâne sous mon bras pour bien arrêter son branle et je lui grattais les joues avec un méchant rasoir. Une fois, il me dit :

« — Tu le sais, j'étais à l'expédition chez le paysan de Bignan. Eh bien, par la suite, quand le roi Louis-Philippe

tomba, nous fûmes grâciés et il nous arriva de passer devant la ferme des fils Miniac. Ces paysans ne nous en voulaient pas. Ils savaient bien que nous n'avions pu agir autrement. Et parce que nous avions fait respecter les dernières volontés de leur père, ils nous invitaient à goûter leur cidre et nous levions nos bols à l'âme d'Alban Miniac. »

Ayant terminé cette histoire, le grand Patern conclut :

— Je me sens le cœur de mon grand-père enfermé dans les os. Comme étaient ces réfractaires, je reste. Ce sont des temps passés, disent certaines gens? Il n'y a pas de temps morts pour moi. D'ailleurs je crois à leur résurrection.

Le meunier achève cette déclaration sur un ton épouvantable, et aussitôt Marie-Cinthe et Espérance, croyant à un jeu, s'écrient :

— Hou ! Hou ! le grand loup ! l'ogre ! l'ogre !

Il court après elles.

— Oui, mes jolies, et le grand loup n'habite plus les bois, mais les moulins.

Les fillettes enlacent de leurs petits bras son cou fauve. Il les enlève ainsi et elles semblent deux grappes blondes suspendues aux oreilles d'un faune géant. Il les prend ensuite dans ses mains, les élève à bout de bras et va les asseoir au-dessus du bouc fourchu orné du calice.

Mon sarrasin est achevé de moudre. J'en fais compliment à Trovic. Il y paraît insensible. Son récit des réfractaires le hante. Tourné vers sa porte-lucarne, il observe le panorama et gronde :

— Dire que là-dedans mon grand-père et ses compagnons menèrent leur vie de révolte. Ah ! jour de Dieu ! je n'étais pas né pour être un homme soumis, moi non plus !

Une expiration énorme qui faisait autant de bruit que le soufflet d'une forge fit descendre ses épaules.

— Quelle belle campagne pour se battre, autour de ce moulin ! Examinez donc ce côté de Callac, monsieur. Ah ! les belles embuscades !

J'apercevais au-dessous de notre tour ailée trois grands caps sylvestres embrasés par le soleil automnal qui venaient tomber dans un étang poli comme un fer-blanc. Tout ce pays gallot soulevé, semblait haletant, hors de lui. Les sapins qui héris-

saient ses crêtes paraissaient les lances d'une armée en marche. Un peu au delà, les cinq tours féodales de Callac, métallisées par la blanche lumière de novembre, étaient comme revêtues de cuirasses d'acier.

Ses petites filles sur ses épaules, le grand Patern descendit derrière moi l'escalier à noyau.

— Je viendrai vous porter lundi votre sac de farine, — m'annonça-t-il.

Il regarda ses ailes qui montaient et redescendaient avec une sage mesure :

— Puisque tout marche sans le secours du meunier, on va vous faire un brin de conduite, monsieur. Cela me réchauffera. Voici l'hiver bien proche.

Ses filles avaient empoigné les torsades rousses de ses cheveux afin de se maintenir, et elles s'égosillaient amusées de cette promenade et un peu effrayées de se trouver perchées à cette hauteur.

Le hasard nous amena près du sapin en forme de lyre, le seul arbre de ce haut plateau. Les commérages de Pomin me remontèrent à la mémoire ; je revoyais le maçon voleur Talverne, cloué entre ces branches. Mon visage dut paraître expressif à Trovic qui prononça doucement :

— Moi, j'en aurais fait tout autant si j'avais pincé le voleur.

— La punition était un peu cruelle, — ripostai-je. — La mort pour trois poulets !

— Et le lapin !

— Oui, même en ajoutant le lapin.

— Je ne trouve pas. La vermine doit toujours être exterminée.

Posant ses fillettes sur le sentier, Trovic, les bras croisés, s'absorba dans la contemplation du moulin de Pigaller dont les ailes tournaient tantôt en un sens et tantôt sur l'autre. Devant elles une petite silhouette blanche s'agitait, bras levés. Un sourire féroce élargit la face du grand Patern :

— Bénédiction du ciel ! La queue mal renouée vient encore de se rompre sous la force de la brise. Le roit, la fusée, les engrenages, le grand fer, tout doit être cassé dans la baraque du Breton. Oui ! Oui ! Cours ! tourne ! Appelle ! vieil envahisseur ! Il fallait rester dans ton pays.

Allongées aux pieds de leur père, Marie-Cinthe et Espérance jouaient à se mordiller les cheveux avec des souples contorsions de jeunes chiens. Ayant assez joui du désastre de son ennemi, Trovic se retourna avec fierté vers son moulin de granit qui paraissait un vaisseau de haut bord sous ses toiles puissantes.

Un pied en avant, son torse cambré et le visage illuminé d'une sauvage satisfaction, Patern tourna dans l'air son énorme bras en accompagnant le mouvement giratoire des verges. Il semblait que par sa volonté et par sa force il donnait la vie ou la mort aux moulins de son amour ou de sa haine.



Deux années s'étaient écoulées en voyages lorsqu'à mon retour à la Fuie je demandais des nouvelles des meuniers de la grée au jardinier Brien. Les mains levées, voici ce qu'il me raconta :

Soutenu par le minotier de Cadoudal qui détestait Trovic, le Breton avait pu réparer les dégâts de son moulin. Quelques jours plus tard une citation en justice de paix avait été portée par l'huissier au grand Patern afin qu'il s'expliquât sur les attentats commis contre son voisin. Le pays entier s'attendait à un drame, quand avait éclaté un orage tel que, de mémoire d'ancien, on n'en avait pas subi de plus redoutable. Troupeaux foudroyés, arbres écartelés, pommiers culbutés racines en l'air. Les deux meuniers avaient dû veiller toute cette nuit à leurs bancs.

L'aube était venue et la tempête paraissait calmée quand la foudre était tombée sur la grée. Quelques instants plus tard une fumée, oh ! d'abord presque rien, les bouffées d'une pipe, filtrait à travers les seulettes du toit de Pigaller. Ensuite, quoique à sec de leurs toiles, ses verges commencèrent à s'ébranler tantôt dans leur vrai sens et tantôt bout sur bout.

— Ce moulin n'est plus commandé et le voilà parti en dérive, — s'était écrié le grand Patern. — Qu'est-ce que cela veut dire?

Aussitôt il avait couru à travers la dernière averse chez le Breton. La porte en était close, car le vieux Corentin, s'il

savait chanter les litanies, n'était pas brave et croyait empêcher le malheur d'entrer en verrouillant son huis. D'une poussée de l'épaule Trovic faisait sauter la clavure, mais entré dans le magasin il dut se cacher le nez dans son coude remonté. Il étouffait. Des vapeurs de soufre lui râpaient la gorge comme du papier de verre. Néanmoins grimpant quatre à quatre au premier étage, il enfonçait la fenêtre, il regardait autour de lui cherchant Pigaller. A la chambre des meules, d'une ruade il envoyait la menuiserie de la porte-lucarne sur l'aire. Encore personne ! Et leurs commandes brisées, les dentures, la fusée, le roït craquaient, éclataient.

— Misère du diable ! Voilà un moulin perdu. Corentin ! Eh ! Pigaller ! Où es-tu?

Ses appels restaient sans réponse. Sans doute le Breton effrayé s'était réfugié dans sa maison.

Le grand Patern redescendait furieux de son inutile dérangement, lorsqu'il put apercevoir son ennemi étendu sur les sacs à grain de la réserve. Le nez levé vers la balance romaine, Corentin en observait l'aiguille comme pour faire une pesée. Drôle de posture en pareil danger !

— Pigaller, tu pourrais bien te lever quand ton moulin est en perdition, — lui avait crié Trovic. — Lâche ! tu te couches pour ne pas entendre l'orage. Debout !

Et comme Corentin ne bougeait pas, Patern lui avait empoigné rudement le bras. La face grise du Breton l'effraya.

— Eh ! là ! compère, es-tu mort? Bon sang ! Le tonnerre serait-il rentré dans ton corps?

— Je le crois, — répondit à voix basse Pigaller, — je ne sens plus mes jambes. Achève-moi, damné gallot.

— Je le devrais, misérable chicaneur. Ah ! tu m'envoies l'huissier? Le ciel te répond, coquin, et te punit. Ton papier de menace, vieux drôle, pourquoi ne l'adresses-tu pas à Dieu, maintenant? Si les entrailles de ton sale moulin ne sont plus que marmelade, à cette heure, c'est qu'il y a de la justice, Breton.

— Mes jambes ! Oh ! mes jambes, — gémissait Corentin. — Ma femme va périr de peine. Et je ne pourrai plus aider mes enfants, le prêtre, le gabier... non, fini. Oui, cela m'a porté malheur de m'établir en pays gallot. Le patron de Cadoudal

m'attira, Trovic. Faut me pardonner. On suit son pain partout où il vous mène.

Les larmes du chétif Corentin mettaient en bouillie la farine qui saupoudrait ses joues.

— Je dis que je devrais t'écraser, — reprit le grand Patern, — et je ne peux plus, parce que tu es trop faible et que je m'en voudrais d'étrangler une vieillesse de ta sorte. D'ailleurs, tu es châtié. Plus de moulin, plus de jambes. Jour de Dieu ! J'ai ma satisfaction.

Abandonnant le Breton à son sort, le grand Patern s'en revint à son logis, tapant des bottes la grée et chantant sa fameuse ronde :

Un moulin tic, un moulin taque
Un bon moulin tictaque
Un meunier bat, un meunier taille
Un bon meunier bataille.

Sa bonne humeur le débordait ; l'autre n'était-il pas vaincu?

Des paysans trouvèrent Pigaller mal en point et le portèrent à l'hospice de Ploërmel où il doit encore se trouver. Quant au moulin foudroyé il tombe en ruines, et, depuis qu'il est troué, les ramiers du pays en font leur fuie. L'arbre de couche n'y chante plus, mais on entend roucouler les colombes. Voilà la vie.

— Maintenant quelle est l'attitude du grand Patern? — demandai-je à Brien. — Paraît-il satisfait du désastre de son concurrent?

— Ma foi ! pas trop ! Il est devenu triste et ne peut plus tenir en place dans son moulin. Peut-être périt-il d'ennui parce qu'il n'a plus personne à combattre. Il faut maintenant qu'il sorte, qu'il aille, qu'il vienne. Que cherche-t-il? D'ailleurs, en son absence pas de danger que rien casse, Patern n'inventa-t-il pas l'an dernier un régulateur pour les meules? Ah ! il y a dans le corps de cet homme un esprit aussi fort que ses bras. Et l'esprit monsieur, c'est une chose...

Incapable de s'expliquer, Brien répète plus bas :

— L'esprit... oui, l'esprit de notre chair, c'est une chose...

*
* *

D'autres commérages, plus étranges encore me donnent l'envie d'entretenir le grand Patern. J'arrive aux grées par la lande de Ligné et j'aperçois, à une lieue devant moi, son moulin à peine haut comme une poivrière de porcelaine. Les ailes ne font pas plus d'effet que quatre plumes de pigeon piquées dans un bouchon.

Peu à peu il grandit sur le fond du ciel ardoisé. Pas un souffle de vent dans l'espace. Les ailes sont arrêtées. Sous ses voiles tendues le moulin évoque maintenant un brick en panne sur des eaux mortes.

Et je remontais la côte lorsqu'une clameur d'une persistance extraordinaire, m'arrêta. Ce n'était pas là le timbre d'une de ces cornes employées par les barbiers villageois afin d'avertir les cultivateurs de leur passage. Une gorge seule pouvait avoir modulé ce son qui montait en gamme chromatique et s'achevait en hululement aigu. Était-ce un signal?

Je continuais de gravir le sentier hérissé de prunelliers épineux lorsque je vis s'avancer dans ma direction avec la lenteur des misérables qui n'attendent plus aucun bonheur de l'avenir, un paysan dont la petite tête ratatinée était couverte d'un feutre en éteignoir. Des cuillers et des écuelles de bois, liées par des ficelles, se balançaient à son coude. Je reconnus le tourneur Pomin qui cherchait de bourg en bourg à vendre ses ustensiles de ménage.

Ses jambes de coq étriquées dans leur culotte de vieille filasse flageolaient sur la lande aiguë. Depuis longtemps nous ne nous étions pas rencontrés et son visage infortuné me parut encore plus mijoté par les hivers.

— Ah ! je reconnais le monsieur de la Fuie, — s'écria-t-il en m'abordant ; — nous nous étions déjà trouvés sur cette grée.

Je serrai sa main aux doigts secs comme ses manches de cuillers, quand un nouveau mugissement vola par-dessus nos têtes jusqu'à la vallée. Le tourneur n'en parut pas étonné. Il me souriait de sa vilaine mâchoire brèche-dent. Bientôt comme une réponse, de faibles cris remontèrent du hameau

de Trénué. Ces petites voix succédant à ce redoutable appel m'émurent et j'en demandai la signification au tourneur.

— Le malheur fait chez nous de grandes choses, monsieur. Rien que d'y penser, il vous change un homme. C'est ce qui est arrivé au grand Patern. Depuis le foudroiement du Breton, Trovic se trouve seul maître de la grée. Or, voyez ça, il ne peut plus vivre en solitude, et, ni plus ni moins qu'un coq, il faut qu'il lance son cocorico au pays afin que les autres poulaillers l'entendent, je veux dire les gens des hameaux qui lui répondent par pitié. Alors Patern comprenant qu'il n'est plus tout à fait isolé sur sa montagne, rentre dans sa cage. D'ailleurs il ne tarde pas à la quitter. A mon petit avis ce grand lion s'est trompé d'enseigne ; ce n'est pas dans le blanc qu'il devait travailler mais dans le rouge comme faisaient ses parents, des brigands, ah ! ah ! ah !

Quand le tourneur famélique se fut éloigné, penché sur son bâton d'épine comme s'il voulait pâturer les bruyères, je longeai lentement le sentier en corniche à une trentaine de mètres au-dessous du moulin toujours inanimé dans l'atmosphère paisible. En ce repos forcé, le grand Patern accroupi devant la porte-lucarne de la chambre des meules, bouchait la baie de son large corps. A un certain moment il tendit le bras vers la forêt de Bily. Puis son index fixa la colline rocheuse de Callac tandis qu'il ordonnait d'une voix forte :

— Par ici, les gars ! En avant !

Trovic rêvait d'embuscades, de combats et l'âme de son aïeul, le réfractaire, émouvait toujours son cœur.

***

Ce dernier jour de juillet le firmament chagrin poussait vers l'océan des pannes de nuages bilieux et les pâtours contemplatifs qui tenaient leurs yeux levés vers le ciel reconnaissaient dans les contours de ces vapeurs des images d'effroyables mêlées humaines.

Et comme, depuis le commencement de la semaine, Patern Trovic s'enflammait à la lecture d'un journal prédisant la plus grande guerre de l'humanité depuis la création du monde, tandis que son moulin tournait cahin-caha au souffle irrégulier

de l'air fiévreux, debout sur l'aire en avant de sa tour ailée, il inspectait successivement le zénith aux nuées pleines de significations prophétiques et le Morbihan où vivaient des milliers et des milliers de cultivateurs dont pas un homme ne s'apercevait comme si tous se fussent terrés dans l'attente de l'incommensurable malheur.

L'après-midi de ce samedi, la forêt de Kerfiloué et les bois druidiques de Lanvaux se plaignirent funèbrement tandis que l'Atlantique oppressée tonnait aux lointaines falaises comme le pouls de la Bretagne angoissée. Remontant de la vallée où la chaumine de Trovic était établie, Marie-Cinthe halant par la main la petite Espérance était venue lui apporter sa soupe dans un vase de terre. Ensuite ces fillettes ayant voulu danser et courir autour du moulin, leur père préoccupé les renvoya. Assis à cropetons devant ses meules, il appuya son menton sur ses poings.

A quatre heures, dans l'après-midi, le clocher de Plumélec sonna le tocsin. Plus tard s'ébranlèrent les cloches de Saint-Jean-Brévelay et de Callac. Bientôt d'autres tocsins vibrèrent d'église à église et, de Brest à Rennes, toutes les flèches d'Armorique tremblèrent aux vibrations terribles de l'airain. La poitrine de Patern se dilata et expira comme un gros soufflet de forge et loin d'être accablé par ces appels au secours, lui, tout à l'heure lourd et passif, parut ressusciter.

Se relevant il débraya le roit denté en criant :

— Halte !

Après quelques hoquets de la trémie et quelques derniers vomissements de l'augette à farine, le moulin, docile, s'arrêta.

— Fini, — reprit Patern en toisant l'arbre de couche ; puis penché à sa lucarne, comme s'il adressait la parole à ses verges, il répéta :

— Halte !

Il descendit et serra les ris des toiles sur leurs vérons. Quand les quatre ailes eurent été carguées, il croisa ses bras épais et forts comme des arbres et les reins cambrés en la posture d'un lutteur de « pardon » attendant les défis des hommes les plus puissants des paroisses, il regarda s'avancer sur l'arête de la grée le tambour municipal de Saint-Jean-Brévelay qui frappait avec une telle rage sa peau d'âne qu'il chancelait en

écrasant les ajoncs. Au loin des petits enfants couraient que leurs mères appelaient :

— Rentrez ! Rentrez vite ! Ah ! mon Dieu ! Mon Jésus ! Bonne sainte Anne !

Du bourg de Plumélec, un ancien grenadier, crieur public, sortait frappant sa caisse de toute la force de ses baguettes. A travers le fracas de ses roulements, il hurlait :

— Mobilisation... générale... La guerre... guerre !

— Haa ! — répondit Trovic à pleine voix. — Enfin ! Enfin !

Et l'écho des collines de Ligné répéta :

— Ha a a a ! En... fin ! in...

Le tambour bas-breton et le tambour gallot s'avançaient leurs yeux fixés l'un sur l'autre sans cesser de taper à bras raccourcis leurs instruments. Ils ne s'arrêtèrent que nez à nez devant les ruines du moulin de Corentin Pigaller qui marquaient la limite de leurs communes respectives. En se regardant dans le blanc des yeux, ces anciens troupiers annoncèrent :

— La guerre ! La guerre !

Ensuite ils se tournèrent brusquement le dos et revinrent vers leurs villages. Au passage devant le moulin de Trovic, le crieur de Plumélec lui demanda s'il voulait lui permettre de fixer sur sa porte une affiche de la mobilisation générale.

— Donne ! Donne ! — réclama Patern, et lorsqu'il vit que la classe 86, la sienne, n'était pas appelée :

— Jour de Dieu ! ne me croit-on plus capable de faire campagne? — jura-t-il. — Parce que j'étais trop jeune en 70, me trouverait-on trop vieux à cette heure? Non ! Ça ne sera pas ! Je m'engage !

La femme de Trovic, Marie-Cinthe, Espérance, des voisines, quelques laboureurs et Pomin, l'éternel errant, entouraient maintenant le meunier et commentaient l'affiche aux drapeaux tricolores.

— Tu as passé l'âge, — pleurait sa femme.

— Qui ferait marcher ton moulin?

— Papa ! Papa ! Où vas-tu? — gémissaient ses petites filles.

En un instant il se forma comme un faisceau humain autour du grand Patern pour le supplier de rester car son devoir était de moudre la farine du pays. Lui les dépassait tous de la tête

et des épaules. Sa famille et les bonnes gens, ses voisins, s'agrippèrent à lui comme des haubans qui veulent assurer l'immobilité d'un grand mât.

— Arrière ! laissez-moi ! — grondait-il.

Tout au contraire, sa femme, ses filles, les paysannes et jusqu'à Pomin se suspendirent à son corps ; brutalement, il se secoua comme un chêne dans l'orage et jetant les plus acharnés sur l'aire de son moulin, après des baisers presque brutaux à ses filles et un simple au revoir gouailleur à son épouse ahurie par sa détermination subite, Patern chaussé de ses bottes charretières et poudré de sa farine qui le rendait blanc comme un bloc de tuf neuf, en quelques foulées rejoignit le crieur de Plumélec qu'il tapa sur l'épaule d'un coup à le faire basculer :

— Allons ! Hop ! Cogne-moi ta caisse. Je suis le premier des volontaires ! Je vais m'engager !

A cet instant sur la lande un vieil homme, qui traînait les jambes, s'écarta brusquement du sentier de Trovic et faillit tomber.

— Il paraîtrait que je fais déjà peur, — clama le meunier réjoui. — Quelle est cette vieille limace? Sang de Dieu ! toi, Corentin Pigaller? Tu oses te montrer? D'où arrives-tu?

— De l'hospice de Ploërmel, — répondit le Breton en inclinant sa face de pierrot battu vers les ajoncs. — Ils m'ont renvoyé. « Tu es guéri », m'ont-ils assuré. C'est vrai, je marche quasi vite comme une dalle de tombeau.

— Alors, vieux lâche de Pigaller, en route pour l'armée !

— Ce ne serait pas de refus si je pouvais aller chercher aux frontières une meilleure mort que celle qui m'attend comme quêteur de pain, — repartit Corentin lugubre. — Je n'ai plus de travail puisque je n'ai plus de moulin.

A ces mots un flot de sang empourpra le grand Patern qui secoua son ancien ennemi et, après avoir sacré avec de terribles éclats de voix, lui gronda dans l'oreille :

— Puisque tu as osé reparaître dans ce pays, Pigaller, je t'ordonne, entends-tu, de conduire mon moulin pendant mon absence. Ça me crevait le cœur de penser au chômage de mes meules. Tu feras de la farine pour ceux qui restent et ma bourgeoise trempera ta soupe.

— Oh ! Trovic ! Est-ce Dieu possible?

— Si c'est Dieu possible? Je te le commande, Corentin. Va !

Puis retourné vers le crieur public, Patern dit :

— En avant, et du courage !

Et quand il atteignit la mairie derrière le vieux tambour qui s'acharnait à son tapage guerrier, aux hommes lourds et mélancoliques ramassés devant la maison commune qui attendaient avec une résignation armoricaine d'aller mourir en silence pour la Patrie, Patern clama plein d'une joie terrible :

— Enfin ! enfin ! les amis, on va donc pouvoir sortir toute la force de son corps ! Moi, je suis fait pour tuer ou être tué ! Jour de Dieu !

CHARLES GÉNIAUX

LE MAROC

DEPUIS LA GUERRE

Le Maroc est, dans la famille française, le dernier venu de ces enfants d'outre-mer que Richelieu appelait des Nouvelles-France (le type en est, d'ailleurs, depuis lui, singulièrement changé). Il est, sinon le plus précieux, certainement le plus utile. Il est la porte de la maison ; il clôt le domaine et l'assure contre l'ennemi. Enfoncé comme un coin entre notre Algérie et les limites extrêmes de notre Sénégal, il les commande tous deux. On s'étonnerait que nous eussions attendu si longtemps pour nous y établir, si l'on ne savait combien d'obstacles hérissaient la route qui y mène : les hésitations de la France, qui, après 1870, désireuse d'action, a, pendant quarante années, couru ordinairement au plus loin, pensant que ce fût le plus facile, et les convoitises de ses rivaux, s'appuyant ici sur des intérêts existants, là sur une histoire magnifique et moribonde, ailleurs sur des appétits. Depuis 1898 (époque à laquelle de bons citoyens résolurent de faire entrer le Maroc dans les préoccupations habituelles du Gouvernement, ce qui se traduisit, de 1900 à 1904, par d'importants traités avec l'Italie, l'Espagne et l'Angleterre), jusqu'à aujourd'hui, que d'efforts et d'inquiétudes ! que de dates dont chacune rappelle de redoutables alternatives et de gros risques courus : 1905,

débarquement de Guillaume II à Tanger; 1905-1906, conférence et traité d'Algésiras; 1908, les déserteurs de la Légion repris sur le consul allemand de Casablanca et la fière dépêche de M. Clemenceau, président du conseil; 1909, une halte dans la lutte : reconnaissance par l'Allemagne de notre situation politique privilégiée et entente des deux pays sur le terrain économique; 1er juillet 1911, à la suite de notre marche sur Fez, la canonnière allemande *Panther* envoyée devant Agadir; puis les protestations retentissantes[1] des ministres anglais Lloyd George, Asquith, Edward Grey (21-27 juillet); les négociations ouvertes entre l'Allemagne et nous se terminant (4 novembre 1911) par le traité avantageux et humiliant qui, en échange d'un morceau du Congo, reconnaissait notre protectorat sur le Maroc, sauf à nous à faire sa part à l'Espagne (27 novembre 1912). Ce semblait être la dernière de tant de péripéties. Par adresse et constance nous avions enfin le Maroc. Mais ce traité franco-allemand, que nous estimions être une fin, la fin des doutes et des inquiétudes, l'Allemagne n'en faisait qu'un point de départ.

Il avait déçu les pangermanistes, et ce parti de la Plus

1. L'Angleterre, liée à notre politique depuis 1904, n'était qu'à demi satisfaite de négociations auxquelles elle n'était point partie. Elle devint mécontente quand elle apprit, par sir Ed. Goschen, et par sir Francis Bertie, ses ambassadeurs à Berlin et à Paris, la tournure que ces négociations prenaient et quelles prétentions formulait l'Allemagne sur le Congo. Elle fit déclarer son mécontentement et son opposition éventuelle d'abord par sir Edward Grey à M. de Wolff-Metternich, ambassadeur d'Allemagne à Londres, et successivement par M. Lloyd George (Chambre des Communes, 21 juillet), et sir Edward Grey et M. Asquith (Chambre des communes, 27 juillet). Le discours de Lloyd George se signala par des passages d'une grande force, dont l'effet en Angleterre et surtout en Allemagne et, à vrai dire, par toute l'Europe, fut considérable et qui eut des conséquences.

« Je ferais, disait Lloyd George, de grands sacrifices pour préserver la paix. Je ne puis rien concevoir qui pourrait justifier une perturbation (de la politique européenne), si ce n'est des questions de l'intérêt national le plus grand.

« Mais si, à notre corps défendant, nous étions mis en face d'une situation où la paix ne pourrait être préservée que par l'abandon de positions majeures et bienfaisantes que la Grande-Bretagne a gagnées par des siècles d'héroïsme et d'exploits; qu'en laissant traiter la Grande-Bretagne, là où ses intérêts vitaux sont engagés, comme si elle ne comptait plus dans le concert des nations; *alors, je le déclare, avec toute la force dont je suis capable, la paix achetée à ce prix serait, pour un grand pays tel que le nôtre, une intolérable humiliation.*

« L'honneur national n'est pas une question de parti; la sécurité de notre commerce international n'est pas une question de parti. »

Grande Allemagne allait tâcher de rallier les portions de l'opinion allemande encore indifférentes à son programme d'annexions et de conquêtes. Ce parti prétendait que, si provisoirement la France gardait au Maroc l'apparence du pouvoir, l'Allemagne en eût la substance. Nous ferions, nous, la police et assurerions l'ordre ; elle recueillerait les profits. La timidité proverbiale de notre diplomatie, les complications du régime institué, les entraves mises à notre libre action, les humiliations qu'une grossièreté audacieuse aurait chaque jour l'occasion de nous infliger, tout cela lui permettrait, avant que nous eussions pu asseoir notre domination, d'ouvrir une querelle, qu'elle clorait par un brusque éclat le jour qui lui conviendrait. Cette période 1906-1914 a été rude à notre amour-propre. Elle a rajeuni et précisé pour toute une suite de générations le sens oublié d'anciennes formules. « Querelle d'Allemand » a désormais pour nous la même signification que pour nos pères. L'éclat se produisit, au lieu du Maroc, en Serbie. Et l'histoire révèlera sans doute que l'Autriche et l'Allemagne, deux complices impatientes, y avaient elles-mêmes disposé la mine. De ces mines, d'ailleurs, l'Allemagne, depuis dix ans, avait à tout hasard parsemé le Maroc, les Balkans, la Courlande, la Pologne, le Venezuela, le Brésil, la Perse, l'Australie, le Cap, le monde entier. Le lieu lui était indifférent. Entre tous cependant, le Maroc lui tenait à cœur ; et quel que dût être le théâtre du conflit, si la France y était partie, la cession du Maroc à l'Allemagne, — indubitablement victorieuse, — serait une des conditions de la paix. Aussi lorsqu'à la fin de juillet 1914, quelques-uns de ses ressortissants, Allemands et Autrichiens, quittèrent, ou par prudence ou par force, ce Maroc, où ils avaient déjà édifié tant de plans d'avenir et dressé tant de pièges, ce n'est pas adieu qu'ils lui dirent, c'est au revoir.

Qu'ils y revinssent tout de suite et triomphants, c'était pour eux une certitude. La France serait très promptement abattue ; la mer resterait libre ; la grande flotte allemande sous peu de jours, débarquerait à Casablanca et Agadir des troupes et des armes; tous les complices, El Hiba et ses hommes bleus, Moha-ou-Hammou et ses Zaïan, les insurgés de la zone proche de l'Espagne et les Allemands de la Légion étrangère,

se lèveraient en masse ; et les quelques Français qui n'auraient pas regagné la France seraient bien vite tués ou faits prisonniers. L'Allemagne procèderait alors à la conquête de l'Afrique du Nord, de l'Atlantique à la mer Rouge.

Or, de ces événements que nul Allemand — et probablement nul Marocain — ne mettait en doute, aucun ne se réalisa. La mer ne fut pas libre (et cela est devenu au delà du Rhin un thème à déclamations bien ridicules) ; la France, un moment ébranlée, s'est merveilleusement ressaisie et sait que l'avenir est à elle. Quant au protectorat si menacé, il a pu, après avoir restitué à la métropole plus de troupes qu'on n'eût d'abord osé l'espérer, démontrer aux insoumis et aux insurgés que, même diminuée dans ses ressources, la domination de la France reste inébranlable. Les seuls Allemands qui soient revenus au Maroc depuis 1914, y ont débarqué sous pavillon français et travaillent, comme prisonniers de guerre, à préparer à nos colons, aux indigènes, au commerce, un outillage et des moyens d'action pleins de promesses. A tous les Français qu'attira dernièrement l'exposition de Casablanca, cette trouvaille et ce paradoxe, le Maroc apparaît comme une possession précieuse infiniment et désormais sûre.

« Le sort du Maroc se règlera en Lorraine. » Ce fut la formule de tout le monde, celle du Gouvernement à Paris, celle du général Lyautey à Rabat. Elle impliquait que le Maroc devait tout de suite diriger sur la métropole le maximum de ses troupes, sans se préoccuper de lui-même : la France victorieuse le libèrerait à tout événement. Mais, d'accord sur le principe, on pouvait différer sur l'application. Le protectorat venait à peine d'entamer l'opération délicate de joindre à l'Algérie le Maroc oriental, par la trouée de Taza (mai 1913), et l'opération hasardeuse — les Romains s'en étaient abstenus — de pénétrer et de s'établir dans les massifs de l'Atlas, parmi les tribus berbères. Pour en venir à bout, on s'était, au début,

assigné trois ou quatre années. Les tribus du nord-est et du centre étaient encore frémissantes. Indomptées à toute époque, elles se flattaient de le demeurer toujours. Et voici que l'événement allait donner raison à leur optimisme. Par les espions allemands, leurs chefs étaient instruits de la politique européenne et des menaces de guerre. L'heure de la mobilisation, ils en seraient informés en même temps que nous : ils l'attendaient. Ils n'ignoraient pas que mobiliser impliquait retirer nos troupes à la côte et les embarquer pour la France. Guerriers avisés, ils guettaient, pour en profiter, l'heure du « décrochage ». Aussi, l'alternative que voici se posait devant le général Lyautey : ou bien « décrocher » ses troupes en hâte partout à la fois, et s'exposer à une ruée de l'ennemi, qui harcèlerait notre retraite pour la transformer en déroute, ne nous laissant ramener à la mer que la moitié de nos effectifs ou moins encore ; ou bien se contenter d'expédier immédiatement en France un premier et déjà respectable contingent; avec le reste, maintenir ou reconstituer, face aux tribus belliqueuses, un front intact, et, plus tard, à l'abri de cette couverture infranchissable, ayant assuré la sécurité des régions pacifiées, acheminer, aussi vite que possible, vers la France, les garnisons de l'intérieur.

Le général Lyautey n'eut pas une minute d'hésitation. Mais il a coutume, sa décision prise, de l'offrir à la critique de ses collaborateurs. Le 29 juillet 1914, d'urgence il convoquait à Rabat ses lieutenants ; et quels lieutenants ! Outre ceux qu'il venait de rendre à la métropole, comme le brigadier Humbert, qui, actuellement, commande une armée : Brulard, naguère général en chef aux Dardanelles ; Gouraud, un des plus magnifiques soldats dont la France se pare ; Henrys — qu'on retienne son nom — à qui son savoir et ses talents permettent tous les espoirs et toutes les ambitions et qui s'est, avec son chef, deux années durant, consacré au seul devoir de défendre le Maroc. Ensemble ils tinrent conseil. « — Comment garder Mazagan, et Saffi, et Casablanca? — Avec rien, si Marrakech est gardé. » — « Comment garder Meknès et Fez? — Avec peu, si Khenifra est gardé. » Marrakech et Khenifra, c'est l'armature intérieure ; c'est le front, face à l'Atlas. Le plan raisonnable n'était donc pas d'évacuer Khe-

nifra et Marrakech, pour en ramener les troupes à la côte, mais provisoirement de s'inquiéter peu de la côte et de maintenir solidement l'armature intérieure. C'est ce qu'avait tout de suite vu le général Lyautey; c'est ce que confirmèrent ses lieutenants; c'est ce qui fut exécuté. Des territoriaux arrivèrent de France et démontrèrent aux plus incrédules que nos ressources en hommes et en armes étaient immenses. Les grands caïds du Sud et le pacha de Taroudant continuèrent à surveiller leurs régions, d'Agadir à l'Atlas; de bonnes troupes occupèrent solidement le pays central, du Tadla à Fez et Taza. Et, à l'abri de cette couverture, on put, sans inconvénient pour les villes et les tribus pacifiées, sans danger pour nos établissements agricoles et nos colons de la Chaouïa, des Doukkala, du Gharb, retirer et rendre très vite à la France plus des deux tiers des troupes de première ligne avec lesquelles jusqu'ici on avait gardé le Maroc. Dès le 31 juillet, on embarquait 20 bataillons; le 4 septembre, c'en étaient 11 de plus ; le 11 septembre, 6 autres; le 26 octobre, 3 encore. Finalement c'étaient, restitués à la Métropole : 40 bataillons, 20 escadrons, 10 batteries montées, 5 compagnies du génie, plus des goums, au total près de deux corps d'armée, de troupes entraînées et égales à n'importe quelles autres : elles l'ont prouvé. A quoi il faut ajouter, pour connaître toute la contribution du Maroc : le recrutement des tirailleurs marocains, qui a fourni 30 000 hommes (grâce aux primes et aux allocations journalières) ; la relève des troupes du front assurée de façon permanente ; et des approvisionnements considérables : blé, orge, avoine, semoules, farines, laine filée, etc., dirigés ou sur la France ou sur les colonies voisines. Le chef du protectorat entendait faire davantage : « Il faut, écrivait-il, que le Maroc soit pour la France un grand réservoir d'hommes et de vivres. »

Le jour où débarquèrent en France ces troupes qu'il était deux fois qualifié, comme chef et comme Lorrain, pour commander sur le front, le général Lyautey crut pouvoir faire remarquer au ministre de la Guerre qu'il n'avait pas demandé à servir en France, « parce qu'il avait regardé que sa place était au poste dont le Gouvernement lui avait confié la garde ; mais qu'il pensait que personne ne pourrait se méprendre sur

la cruauté d'un tel devoir pour un soldat et pour un Lorrain de la frontière ». Le Gouvernement n'a pas tu le cas qu'il faisait d'un tel serviteur. Il l'a payé en confiance et en sympathie, et d'autre façon encore.

Une des difficultés de la tâche était que tout le monde, au Maroc, du troupier à l'officier, soldats de métier ou mobilisés, était impatient d'aller se battre en France : question d'honneur, de carrière, de devoir. Chacun s'efforçait de se faire choisir et appeler. On rendait ses galons pour entrer dans une formation destinée au front. Le général Lyautey luttait pour garder intact son contingent; ce qui lui restait, il n'entendait pas qu'on le lui désorganisât. Il s'efforçait de démontrer à ceux du Maroc qu'eux aussi travaillaient pour la France, que le front de l'Atlas aussi avait son importance ; et il pressait le Gouvernement d'appuyer son raisonnement en récompensant le courage et le mérite où qu'ils se fussent manifestés. Il l'obtint. Grâce à cela, l'ordre a pu s'établir ; il se fait un roulement entre le Maroc et le front : les blessés et les convalescents qui restent en France cèdent leur place à leurs camarades « moins favorisés ». La métropole et sa possession n'auront qu'une même fortune.

II

Vraiment une même fortune : car l'ennemi tâchait à nous menacer partout à la fois. Au Maroc, impuissant à faire entrer ces troupes ou ces armes qu'il avait promises à ses alliés indigènes, il ne désespérait pas de soulever contre nous un pays pacifié depuis si peu et seulement en partie. Aussi, son effort y fut-il intense et varié : la diffusion de fausses nouvelles ; l'exploitation des nouvelles vraies ; . . . .
. . . .
. . . . l'espionnage et la séduction ; les promesses, l'argent comptant, les appels au patriotisme local et au fanatisme religieux; l'intervention de personnages plus ou moins considérables, d'émirs ou de mara-

bouts plus ou moins authentiques, tout fut mis en œuvre, pour détacher de nous ceux que la fidélité ou l'habitude retenait encore, et susciter une insurrection qui ou bien nous ferait perdre le Maroc ou, à tout le moins, y nécessiterait l'envoi ou le maintien de forces qui eussent été si utiles ailleurs.

Il paraissait vraisemblable que cette campagne rencontrât un plein succès. Il y avait surtout une région où le retrait de nos forces allait fournir une occasion favorable aux intrigues des Allemands et déchaîner un soulèvement auquel probablement nous ne résisterions pas. C'était la région des Zaïan, dans laquelle, depuis une année, nous tenions tête à toute leur confédération sous les ordres du vieux marabout Moha ou Hammou. Et, en effet, quand leurs tribus virent, au jour prédit de la mobilisation, s'éloigner la majeure partie de ces troupes qui les avaient battues et les enfermaient dans leurs montagnes, une impulsion irrésistible les jeta sur elles. Seulement il arriva que cet ennemi qui se retirait n'était pas un ennemi vaincu ; tranquillement il fit demi-tour, infligea à ceux qui le harcelaient une rude leçon, et continua sa route. Après quoi, les assaillants si fortement étrillés, comme il arrive toujours, se querellèrent. Leur grand chef, le vieux Moha ou Hammou, dut entendre de durs reproches. On le raillait d'avoir été la dupe des Allemands. On le rendait responsable et de l'attaque et de l'échec. On incriminait sa richesse et son égoïsme. C'était facile à lui et à sa fraction d'origine de prêcher la résistance aux Français : ils avaient des terres sur la rive gauche de l'Oum Er Rebia, à l'abri de notre action. L'hiver, ni la faim, ni la nourriture des troupeaux ne les inquiétaient. Mais les autres fractions Zaïan criaient misère ; elles n'en pouvaient plus ; elles entendaient réintégrer promptement leur territoire d'hivernage, et, si c'était nécessaire, faire leur soumission. Ce serait la fin de la confédération Zaïan ; sans doute, mais il faut vivre. Pour les tenir groupées autour de lui, le vieux chef alla jusqu'à partager avec elles ce qui, hors de notre atteinte, était terre cultivable. Encore lui fallut-il, avec certaines d'entre elles, user de violence, et à toutes faire luire la perspective du secours allemand. Mais ce dernier argument avait alors perdu toute efficacité. Les échecs rendaient méfiant et on venait d'apprendre successivement les

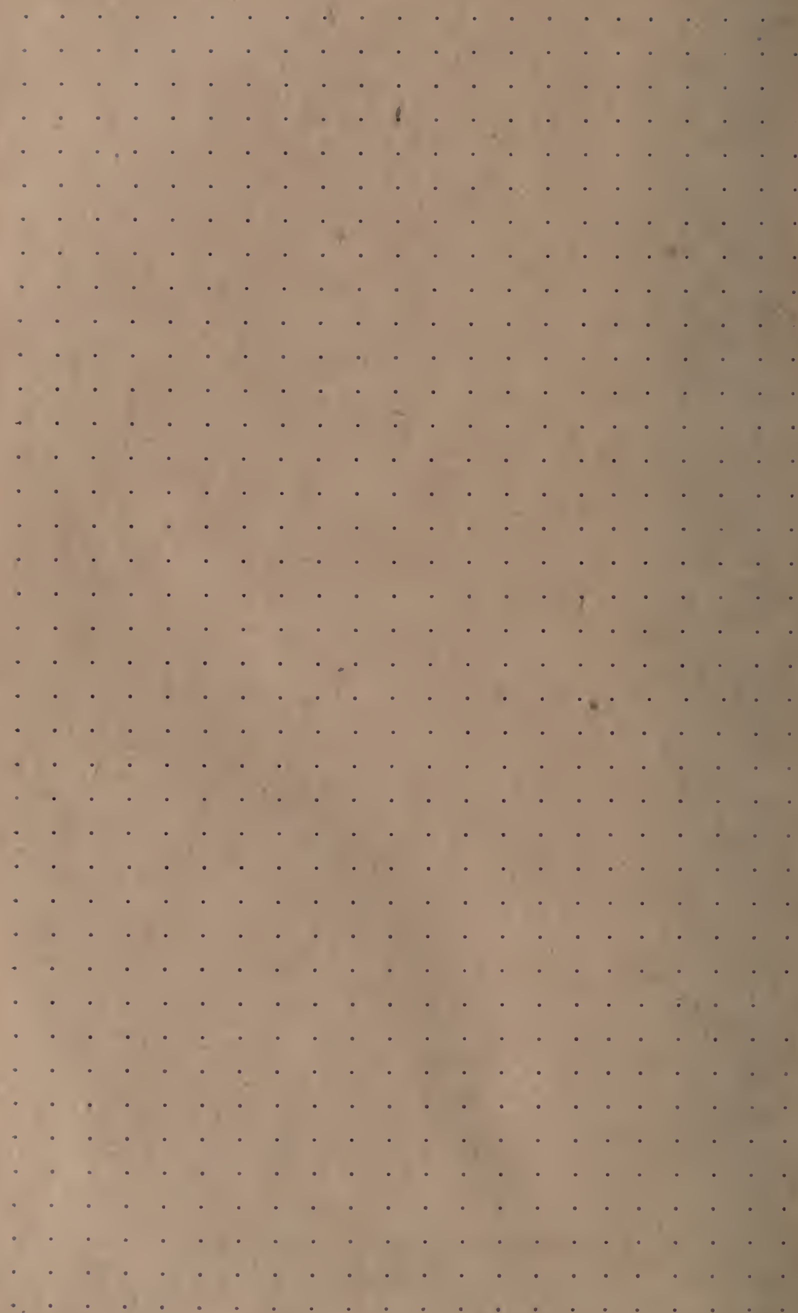
nouvelles les plus inquiétantes : par tout le Maroc c'étaient de fortes colonnes de territoriaux ; des troupes de l'active s'établissaient, face aux montagnes ; des Allemands de Marrakech, Mogador et Casablanca, amis fidèles qui avaient promis de chasser les Français, aucune nouvelle ; la contrebande de guerre ne passait plus que difficilement ; enfin voici qu'on avait vu débarquer à Casablanca un convoi de prisonniers allemands. Décidément la France était forte ; et le parti de la révolte n'était pas le bon parti. Voilà, contrairement à toutes les prévisions, ce qu'on voyait et ce qu'on disait, parmi les populations indigènes, en octobre 1914.

Bien entendu, ce changement dans le langage n'entraînait pas de changement immédiat dans la conduite. Des Marocains insoumis ne passent pas d'un bond de la guerre à la paix. Se soumettre? il y faut des préparations. On va recommencer, par exemple, à fréquenter les marchés depuis longtemps désertés ; ou bien l'on se trouvera sur le chemin et l'on fera par hasard la rencontre du commandant du territoire, et l'on causera ; ou bien on labourera, au risque d'être découvert, des terrains que domine ce poste, sauf à entrer en pourparlers ; ou encore on conduira à l'infirmerie-ambulance que tiennent les Français des malades ou des blessés, par unités d'abord, puis par groupes plus importants (à Khenifra, à ce moment critique, 90 par mois). Instinctivement, les coups de fusil nocturnes, cette protestation traditionnelle, se font plus rares : les Marocains jugeraient déraisonnable de harceler ceux avec lesquels ils vont être obligés de composer. De son côté, le poste, qui sait que l'heure est grave, qui sent la paix s'approcher, devient plus tolérant et plus accueillant : le commerce est rendu plus facile ; l'ambulance plus accessible ; le canon se tait. Ce mutuel silence, les indigènes l'interprètent comme une trêve, et la rompre sans cause leur paraîtra une trahison. A tous ces signes, le service des renseignements, et le commandement — que des années de guerre et de palabres ont rendus incroyablement sensibles aux plus légers mouvements de l'opinion indigène — perçoivent que les tribus sont en marche pour venir à nous. Encore quelques jours de patience ; la neige va descendre dans le creux des vallons et chasser les troupeaux vers la plaine. Après les Beni M'Tir et

les Beni M'Guild que, par de longs et patients efforts, le général Henrys a, depuis 1912, entourés, divisés et, pour partie, ralliés, voici que les Zaïan eux-mêmes, ces indomptés, qui avaient espéré que de la guerre en Europe sortiraient notre défaite au Maroc et bientôt notre expulsion, vont, à leur tour, dire adieu à des siècles d'indépendance — et de luttes fratricides — et conclure la paix. L'intrigue allemande aura échoué comme la force allemande.

C'est à ce moment qu'éclata, en coup de tonnerre, à travers le Maroc soumis et le Maroc qui allait se soumettre, le grave incident d'El Herri (novembre 1914). En soi, auprès de ce que relate le *communiqué* quotidien, c'était bien peu comme effectifs et comme pertes, quelque chose d'à peine digne d'être mentionné. . . . .

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .



. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Un coup de tonnerre et l'orage se déchaîne. Deux jours après cet . . . . échec, le général Henrys avait déjà pris

ses mesures pour empêcher toute répercussion locale. De deux côtés arrivaient des troupes importantes — dix fois l'effectif auquel les tribus venaient de se heurter. Le colonel, aujourd'hui général, Garnier-Duplessis recevait la charge de garder le pays. Plus tard des postes mobiles surveillèrent tous les fronts ; . . . . Une fois de plus les insoumis durent constater que rien ne peut nous abattre; leur succès n'eut pas de lendemain. Leurs pertes avaient été effroyables ; ils n'osaient pas s'aventurer hors de leurs montagnes ; ils y furent bloqués plus étroitement que jamais. Mais l'effet redouté était produit. Les montagnards étaient pleins d'enthousiasme. Des émissaires leur vinrent du Rif, qui coururent tout l'Atlas. Plus de pourparlers en vue d'une soumission ; les tribus qui y inclinaient sont remontées dans la montagne ; les gens qui viennent au marché de Khenifra vendre leurs denrées n'ont plus cette attitude humiliée. Tous disent leur confiance dans le succès de l'Allemagne. Au loin, l'échec fit plus de bruit que la vengeance tirée. La renommée décupla l'importance de l'affaire. Les courages furent enflammés, l'orgueil surexcité. De l'Oum Er Rebia jusqu'à Demnat, du Tafilalet à la Moulouïa et à la zone espagnole, tout le pays prit feu. Tout le monde nous croyait perdus. Une fois de plus, la Montagne avait le droit de se dire inviolable. C'est en vain que, grâce à des opérations lentes et savantes, le général Henrys avait entamé la légende par sa campagne contre le massif Beni M'Guild, comme le général Gouraud contre ceux des Tsouls et des Branés, et forcé des gens jusqu'alors incoercibles à composer, à subir notre contact et à observer notre règle. Malgré tout cela les adversaires reprenaient leur antique confiance : s'ils ne pouvaient pas résister à une action méthodique et concertée, ils se sentaient à l'abri des coups de force isolés. Et c'est l'opinion qui s'établit de Marrakech à Taza.

Grâce aux Allemands, on allait bientôt en tirer les conséquences logiques. La guerre européenne ne se terminerait pas, comme on l'avait cru d'abord, à l'avantage des Français. Si des montagnards, mal disciplinés et sans artillerie, avaient pu un jour l'emporter sur les Français, que ne pourrait pas la formidable Allemagne? Certainement, ce n'est pas elle qui

serait battue. La présence de prisonniers allemands au Maroc ne prouvait rien : c'était le résultat d'un hasard. On était fondé à attendre d'heureux événements — qui sait? la venue de leur flotte à Casablanca, et, avec son aide, la prochaine défaite des Français. Les Allemands s'emparèrent de ce raisonnement avantageux et inespéré. Ils allaient en tirer parti pour leurs savantes intrigues, jusqu'alors inefficaces.

III

Pour peser sur les indigènes, il leur fallait un centre d'action proche : ils l'avaient trouvé en Espagne. La guerre y avait surpris nombre d'entre eux ; les routes du retour, mer et continent, leur étaient fermées. Ne pouvant regagner l'Allemagne (où d'ailleurs ils n'étaient pas rappelés [1]), ils avaient résolu d'employer leur temps à travailler contre nous : soulever le Maroc et nous forcer à distraire des troupes pour nous y maintenir. Nombreux comme ils étaient, il n'était pas question pour eux de s'aventurer ni en zone française ni en zone espagnole : en zone française, ce serait se livrer à l'ennemi ; en zone espagnole, ce serait par trop embarrasser un neutre. Mais d'Espagne, on pouvait agir sur le Maroc espagnol, et, du Maroc espagnol, sur le Maroc français. En Maroc espagnol, on aurait des agents, surtout d'origine et de religion musulmanes, encadrés et guidés par quelques rares Allemands de second plan, et par les consuls. Les vrais organisateurs, marchands réfugiés de Tanger, de Casablanca ou de Marrakech, industriels et commerçants de longue date établis à Barcelone ou à Séville, et leurs auxiliaires de tout genre, venus d'un peu partout, se tiendraient en Espagne, surtout dans le Sud, sous la haute direction des ambassades, des

1. Il semble bien que l'Allemagne ait trouvé plus d'intérêt à maintenir ses nationaux sur tous les points du monde pour y continuer, sous les formes les plus diverses, à sauvegarder l'influence allemande et à combattre ses adversaires, qu'à les incorporer dans ses unités mobilisées, qu'ils ne grossissaient pas d'une façon appréciable.

consulats et de quelques personnages officieux. A la vérité, il pourrait arriver que le gouvernement espagnol fît difficulté de tolérer cette organisation. Soit ! on n'affronterait pas le grand jour ; on aurait des allures discrètes ; surtout on s'arrangerait pour fournir au gouvernement espagnol des arguments et des excuses. Les pays à régime parlementaire savent qu'il faut compter avec l'opinion. . . . .

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

La conduite d'une telle entreprise impliquait, exigeait une méthode, une direction, une hiérarchie. Au sommet, il y avait à Madrid, les ambassades, celles d'Allemagne et d'Autriche et, bientôt, celle de Turquie, avec leurs attachés militaires : en province, les consuls généraux et les consuls. Les ambassades et les consulats avaient mis tout leur personnel sur pied, sur le pied de guerre. Personne n'avait été rendu à l'armée : c'est en Espagne qu'on servirait. A Madrid, à Barcelone, partout, on avait ouvert les portes toutes grandes, et déployé une hospitalité somptueuse et accueillante ; désormais on n'écartait personne : ni les aventureux ni les tièdes ; on en dédaignait rien : ni les humbles besognes de détail ni les conceptions de haut vol. L'ambassadeur, ce grand seigneur, était tout à tous, démocratiquement. Quant aux consuls, ils déployaient l'habituelle activité et le zèle empressé des fonctionnaires allemands. Depuis la guerre, cette activité et ce zèle s'étaient exaspérés. Inutile de leur donner des ordres ; déjà ils les ont devancés. Adieu au bureau et à la paperasserie. Il y a mieux à faire. Et ils courent, ils se multi-

plient et prennent des initiatives, sûrs de n'être pas désavoués. Voici qu'au début de la guerre, le consul de Saint-Sébastien apprend que trois cents institutrices allemandes vont être expulsées de France. Aussitôt, il transforme son consulat en bureau de placement, cherche des situations pour ses trois cents jeunes compatriotes et, soit à de modestes conditions, soit au pair, les place dans autant de familles espagnoles, où elles feront sans bruit de la propagande pour leur patrie.

Au-dessous de ces personnages officiels, s'étageait la foule des auxiliaires, rétribués ou bénévoles, tous passionnés pour une œuvre qui pouvait servir leur pays, à tout le moins nuire au nôtre. L'un d'eux, sorte d'agent général, surveille tout, voit tout, prépare tout, est partout à la fois, en Espagne et au Maroc, recrute et instruit les agents, convoque les journalistes, donne des interviews, explique le passé, prédit l'avenir et n'est ni ridicule ni impuissant. Dans le Sud de l'Espagne, c'étaient de véritables groupements constitués chacun en vue d'une action spéciale sur une région du Maroc espagnol, par l'intermédiaire de musulmans, ordinairement marocains. De Séville, on agit sur Larache ; d'Algésiras sur Tanger, Ceuta et Tétouan ; de Malaga, sur Melilla. Le groupe de Malaga avait à sa tête un des Mannesmann, Henri, avec l'élite de son personnel. Ce qui s'y décidait était communiqué à Bachir ben Sennah, ancien fonctionnaire du Maghzen, en résidence à Melilla, et à ses complices. Algésiras était le siège de tout un groupe d'ardents francophobes, Allemands et Espagnols. Leur action sur Tanger n'était contrariée par rien ; sur Tetouan elle était hautement encouragée ; nos adversaires disposaient de deux journaux francophobes, le *Heraldo* et le *Defensor*, ... A Séville, se tramaient contre nous toutes les machinations qui aboutissaient à Larache.

C'est dans ces trois centres que se montaient toutes les entreprises : achat de bateaux suédois et de chalutiers espagnols, qui vont semer des mines en Méditerranée ; location de voiliers, qui, d'Almeria et d'Alicante, vont porter la contrebande en zone espagnole ; . . . . etc. De ces trois centres aussi partaient les *Rekkas* (courriers) grassement

payés et les émissaires à la langue dorée, qui se glisseront au Maroc français par les ports de la zone espagnole. Par eux se répandent les nouvelles inventées à souhait ; par eux se nouent les intrigues et s'achètent les trahisons. Des passeports habilement truqués dissimulent, sous des figures anglaises ou américaines, des arabisants, des diplomates, d'anciens officiers, des légionnaires déserteurs, qui, appuyés sur leur connaissance des choses de l'Islam et du monde de Tanger et des tribus, vont, à leur tour, tenter par la corruption et l'intrigue de recruter d'autres concours, de préparer d'autres désertions. Ils rencontrent, venus au-devant d'eux, tous les ennemis de notre domination : par exemple un Qacem ben Salah, protégé autrichien, qui doit « travailler » le front Gharb ; son rôle serait de lancer les insurgés de la zone espagnole et de la nôtre sur le Gharb plantureux, « que les Français seront impuissants à défendre ». Ils mettent fin aux hésitations d'Abd-el-Malek Mahieddin, petit-fils d'Abd-el-Kader, que nous pensionnons, et dont un neveu combat avec nous sur le front de Champagne : celui-là ira prendre la tête des Riata et autres insurgés de la région de Taza. Et, après ceux-là, maint autre, comme Chenguitti, Mohammed Belghitti, qui tous entreront en scène au jour dit, quand l'opinion indigène aura été préparée par des publications persuasives largement distribuées et par une impressionnante prédication de la guerre sainte.

Car, avant de se lancer, il importait de s'assurer qu'on serait suivi par les tribus, et pour cela, d'échauffer, d'enflammer l'opinion, en lui démontrant à la fois la dureté, malgré nos promesses, et la fragilité, malgré nos succès locaux, de notre domination ; l'hypocrisie de notre protectorat et la facilité de le renverser, avec l'aide de l'Allemagne victorieuse en Europe. A ces tentatives on consacra une propagande, dont on ne peut s'empêcher d'admirer la variété et l'intensité. C'était, par exemple, un journal illustré, le *Welt im Bild* (*le Monde par l'Image*) imprimé en sept langues : français, arabe, anglais, allemand, russe, espagnol, portugais, et abondant en illustrations aux légendes discrètes mais aux dessins tendancieux : des vues de Belgique, de France, de Russie et, parmi elles, des soldats allemands (vainqueurs sur tous les fronts) ; des villes d'Angleterre bombardées (en dépit de la

flotte britannique) ; un « Barbare » partageant son chocolat avec un petit enfant belge (injustice de cette épithète appliquée à un peuple si humain) ; le « Déjeuner du sous-officier », qui trait la vache, tandis qu'elle paît, et se régale d'un bol de lait dans la prairie (bonne humeur spirituelle de la race). C'était encore l'*A. B. C.*, illustré espagnol, dont l'Allemagne possède la majorité des actions ; instrument excellent, qui, rédigé à merveille, très répandu, absolument opposé à la France, sert à la fois l'hostilité du clergé espagnol et la cause des empires du centre par une propagande à forme imprécise qui autorise toutes les exagérations. A ces deux journaux vraiment allemands, joignez-en d'autres, purement espagnols, qui, par goût ou par intérêt, s'étaient mis au service de l'Allemagne.

Après les journaux, les brochures. Elles étaient sérieuses, documentées, perfides, — ordinairement l'œuvre de musulmans authentiques, quelques-uns lettrés connus, plus spécialement de Tunisiens brouillés avec notre protectorat. Cette fois, c'était la propagande sans aucun déguisement. On ne laisse pas au lecteur le soin de dégager les conclusions ; l'attaque est directe et les excitations précises. Le *Factum Vert*, dans une forme coranique qui plaît au musulman et le décide, constituait un appel à la guerre sainte contre les Anglais, Français et Russes, au nom de Mahomet V, sultan de Constantinople. Une autre pièce est un appel à tous les musulmans servant, malgré eux, dans les rangs étrangers et habitant des colonies françaises et russes...

L'Allemagne et l'Autriche ont été guidées par Dieu pour marcher avec l'empire ottoman la main dans la main et lutter contre la France, l'Angleterre et la Russie, lesquelles ont pris l'engagement d'anéantir l'Islam et de le faire disparaître du monde entier.

La pièce se termine ainsi :

Celui qui a rédigé cet appel est un chérif ; il nous apprend qu'Emir Ali Pacha, fils d'Abd-el-Kader l'Algérien, accompagne les armées allemandes et vous demande de vous joindre à lui pour sauver votre pays. Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont en pleine révolte contre leurs ennemis.

Un autre pamphlet peint en noir la condition des musulmans sous le régime français en Algérie et en Tunisie. Un autre vise particulièrement la politique du général Lyautey

. . . .

. . . . On en citerait vingt autres de même tendance. A Larache, le consulat d'Allemagne faisait afficher une sorte de proclamation en arabe, en allemand et en espagnol, dont le sens était que le kaiser n'est pas en guerre avec l'Islam et que les musulmans qui servent sous les drapeaux alliés, s'ils sont faits prisonniers, seront aussitôt libérés et envoyés à Constantinople, où il leur sera fourni le moyen de combattre pour l'Islam.

A l'action des brochures s'ajoutait celle d'envoyés spéciaux, venus des centres du pur Islam. L'expérience prouvait qu'on ne pouvait pas faire fond sur les indigènes : même mécontents, ils ne bougeaient pas. Les Jeunes-Tunisiens, à part quatre ou cinq, s'étaient tenus cois. Quant aux Marocains, on ne sentait en eux, dans la partie soumise, que des travailleurs uniquement préoccupés de lucre et, dans la partie insoumise, que des rebelles attendant l'heure de se soumettre. Il était urgent de réchauffer leur zèle par des prédications ardentes. En octobre 1914, on apprenait que trois missions avaient quitté Constantinople pour aller prêcher la guerre sainte : une en Égypte et en Cyrénaïque ; une autre en Tripolitaine et en Tunisie; la troisième en Algérie et au Maroc. En décembre suivant, débarquait à Algésiras un commissaire turc, chargé de publier au Maroc le *Fetouah* de la guerre sainte. Il se faisait appeler Bebdou pacha, pseudonyme qui cachait probablement un Albanais, Haris-Bey, officier d'état-major turc, membre du comité *Union et Progrès*, et venu, en 1910, pendant quelques mois, à la demande de Moulaï-Hafid, comme instructeur de l'armée marocaine. Plus tard, un de nos torpilleurs, le *Mousqueton*, arrêtait en Méditerranée, sur le bateau l'*Olympia*, deux officiers turcs et cinq sous-officiers, porteurs de divers présents destinés au Cheick des Senoussis, Si Ahmed Chérif-es-Senoussi-Pacha — entre autres 5 000 livres turques (110 000 francs) — et d'un firman, en turc et en arabe, qui créait Si Ahmed vizir et maréchal de l'armée turque. L'argent se dépensait sans compter et les agitateurs religieux étaient légion.

Tout était prévu dans cette entreprise de propagande, sauf que les Allemands (et, avec eux, leurs inspirateurs musulmans), spécialistes de l'Islam, techniciens de l'intrigue, se montrèrent — et cela n'étonnera personne — très médiocres psychologues; ils semblent avoir ignoré que ces appels à la guerre sainte, du moment que des Européens y étaient mêlés, étaient condamnés à demeurer inefficaces. Même s'ils eussent émané des seuls Turcs, ils n'auraient probablement produit que peu d'effet au Maroc, dont le sultan et les peuples nient l'autorité religieuse du Khalife de Constantinople. Transmis par des Allemands, ils n'avaient plus de portée. C'est ce qu'avaient, dès le premier jour, annoncé une autorité en la matière, M. Gaillard, secrétaire général du gouvernement chérifien, et le grand maître des choses islamiques, le professeur hollandais, M. Snouck-Hurgronje, dans son spirituel et mordant article sur la *Guerre sainte made in Germany* [1].

La campagne destinée à provoquer des désertions dans la Légion étrangère fut mieux ménée. On en peut parler très librement ; c'est déjà chose du passé. Soigneusement, l'Allemagne avait recruté d'anciens légionnaires, sous-officiers et soldats, parmi ceux qui savaient l'arabe, et, munis de passeports réguliers, les avait envoyés en Algérie et au Maroc. Le plan était ingénieux, et fut appliqué avec persévérance. Dès le mois de février 1915, nous saisissions un Allemand; ancien légionnaire, appelé Schuld, qui avait su déjà décider à déserter plus de trente de ses compatriotes. A quelques jours de là, nous en surprenions un autre, nommé Braun, rôdant autour du camp des légionnaires; il avait lui-même déserté trois mois auparavant et avait pris refuge chez les Riata, auprès de Chenguitti. Et ce n'étaient pas là des cas isolés. En sorte que l'on avait jugé opportun de déplacer la Légion et de l'envoyer plus loin dans l'intérieur. Mais ce déplacement n'arrêtait pas les tentatives.

Pendant que ces agents de désertion s'essayaient sur les légionnaires, d'autres avaient d'avance négocié avec les tribus voisines et s'assuraient qu'elles accueilleraient les déserteurs, les cacheraient et les aideraient à passer en zone espagnole.

1. *Heilige Oorlog made in Germany*, dans le *Gids*, du 1er janvier 1915, analysé dans la *Revue de Hollande* du 1er juillet 1915, p. 107.

A Melilla, des Allemands accrédités se chargeaient d'utiliser au mieux leurs facultés. A l'ordinaire, ils les envoyaient dans les tribus révoltées, chez les Riata, par exemple. Là, ces déserteurs se faisaient contre nous les instructeurs de nos indigènes. Ils leur enseignaient à saboter la voie ferrée, à creuser des tranchées et à se plier aux disciplines européennes. On l'a constaté plus d'une fois, et — notamment, au combat d'Aïn Defali (4 juin 1915) — nos chefs ont entendu des commandements en allemand, en espagnol, en français, et le silence observé, la méthode suivie et la vigueur des attaques dénonçaient à coup sûr la présence de chefs européens.

Tout cela, au reste, bien conçu et bien exécuté, aboutit à peu de chose. Ce serait excessif de dire de la prodigieuse propagande des Allemands à travers le monde : « Beaucoup de bruit pour rien. » Il est légitime d'affirmer qu'au Maroc le résultat, de bien loin, n'égala pas l'effort.

A peine vaut-il, après cela, de mentionner la contrebande de guerre : naturellement des efforts furent faits sur tous les points, particulièrement à travers les deux zones espagnoles du Nord et du Sud, par Melilla et Ifni, pour ravitailler en armes et munitions les régions d'Agadir, des Zaïan et de Taza. On organisait aussi des convois qui, de Hollande, d'Italie, de Portugal, devaient, sous n'importe quel pavillon, déjouer les croisières de nos torpilleurs le long des côtes algéro-marocaines. Et quelques-uns passèrent, mais rares et peu importants : les insurgés ne se sentirent pas vigoureusement soutenus.

A défaut de renforts et de munitions, on comptait, pour stimuler leur zèle, sur des chefs illustres, les deux sultans détrônés, Abd-El-Aziz et Moulaï Hafid, qu'on supposait mécontents des Français. Pour Moulaï Hafid, c'était sûr. Il nous reprochait avec amertume la perte de son trône et d'habiles transactions qui, très légitimement d'ailleurs, l'avaient dépouillé de partie des biens fonciers arrachés à notre faiblesse durant les derniers mois de son règne. Sa pension annuelle — 360 000 francs — n'était pas — il l'a confessé, en souriant — suffisante pour le maintenir dans une invariable fidélité. Les Allemands lui en promettaient, et lui en versèrent davantage. Et il avait la candeur de croire que, vainqueurs, ils lui restitueraient le

Maroc. A leur appel, et à notre insu, il quitta adroitement Tanger, suivi bientôt de ses femmes et de toutes ses valeurs. Il voyagea à travers l'Espagne, poussa jusqu'à Saint-Sébastien où il passa « la saison ». Au retour il fut reçu à Madrid par les plus hautes autorités, et vint se fixer, dans une ville du Sud, en face de son empire. Mais rien ne put le déterminer à y transporter sa personne : il redoutait d'être pris par nous et se rappelait les tortures qu'il infligea au Rogui, son captif ; il n'était pas sûr de l'accueil qu'il recevrait de ses anciens sujets, qui n'ont oublié ni ses rodomontades xénophobes, ni la bassesse de sa soumission aux Français, ni son abdication achetée. Ici encore les Allemands ne firent pas leurs frais. Seul, le sultan actuel, le très sage Moulaï Yousef, a pu se réjouir de cette équipée : il reçoit partie de la pension de son frère. L'autre frère, Abd-El-Aziz, eût pu être plus dangereux. Lui, n'avait pas abdiqué solennellement, par acte notifié dans les mosquées. Aux yeux des croyants, il est une victime des Roumis. Et les agitateurs le savent : ils ont souvent fait usage de son nom près des tribus. Des Espagnols autorisés lui avaient un jour conseillé de voyager comme son frère. Le Gouvernement français y consentit ; mais, au lieu de le laisser à son gré vaguer par l'Espagne, l'achemina très sagement, sous la conduite d'un prudent mentor, sur la France, où il prolonge son séjour. On a relevé sa pension d'une somme décente.

A côté de ces sultans authentiques, les Allemands requirent aussi — il ne faut rien négliger — les services d'un sultan improvisé, ancien chef de brigands, Raisouli. Longtemps ennemi des Espagnols, rallié à eux par intérêt, il use, pour maintenir son prestige devant ses coreligionnaires, de distinctions. Il reste l'adversaire acharné des chrétiens ; il jure qu'il entend rendre le Maghreb à l'Islam ; mais il « série » ses efforts. Il combattra toujours les ennemis de la vraie foi : aujourd'hui, les Français, qui sont les plus redoutables ; eux battus, d'autres à leur tour. Il néglige de préciser. Égal aux Allemands en duplicité, il tire contre nous le meilleur parti de leur réputation de puissance. Il annonce chaque jour l'arrivée prochaine d'armées allemande et turque. Il se targue de son artillerie et de ses mehallas innombrables. Finalement, il se

fait proclamer sultan. Et toutes ces fanfaronnades portent. Sans doute, à Tanger, on sait ce qu'est Raisouli et ce qu'il peut. Mais en Maroc insoumis, à grande distance, on est impressionné par ses lettres apocryphes et ses impudentes proclamations. A vrai dire, dans tout ce dont il se vante, tout n'est pas mensonge. Il commande la route entre Tetouan et Larache et, à cause de cela, les Espagnols, après l'avoir combattu, ont songé qu'il était peut-être préférable de s'entendre avec lui. Politique légitime, que nous pratiquons nous-mêmes dans notre zone. Contre l'engagement pris par lui de soumettre les tribus qui empêchent la jonction des territoires soumis à l'influence espagnole, nos voisins l'ont équipé, pourvu d'armes, de munitions. Ils ont recruté pour lui et armé des tirailleurs. Sentant, néanmoins, combien il est peu sûr, ils ont cherché à obtenir de lui des garanties. Mais Raisouli prétend demeurer quasi indépendant, et par son attitude, ses diatribes, ses gestes, il a impressionné les tribus de chez nous : c'est ce que souhaitaient les Allemands.

De proche en proche, sous tant d'excitations : pamphlets, munitions, proclamations, émissaires, ces tribus se sont émues et enflammées. Ce furent d'abord celles de la zone espagnole et leurs voisines françaises : toute notre frontière Nord, depuis longtemps paisible, a pris feu. Puis, tour à tour, celle de l'Est : les Riata, les Branès, les Tsouls, toute la région de Fez à Taza. La propagande des agents allemands a pénétré jusque dans l'Atlas, où il a fallu saisir et enfermer leurs protégés trop remuants. Heureusement, partout nos chefs veillaient, d'Agadir à Oudjda. Au Nord, le général Henrys, en personne, au Nord-Est, le colonel Simon ont frappé de rudes coups ; le général Garnier-Duplessis, sans cesse en mouvement, retient les Zaïan ; les Beni M'Tir et les Beni M'Guild, depuis trois ans surveillés et maniés par nous, n'osent ni peut-être même ne désirent se rapprocher des insoumis. L'insurrection générale promise, certes, n'est pas proche. Il y aura, çà et là, jusqu'à la paix européenne, des attaques sournoises, des chevauchées soudaines, des combats d'arrière-garde. Mais déjà on sent que ces tribus, même turbulentes, constatent l'impossibilité de maintenir la résistance. Elles sont bien loin encore de songer à faire leur soumission ; mais, quand l'Europe aura donné

l'exemple de l'apaisement, l'impuissance allemande, constatée en Europe et au Maroc, aura, dans l'Afrique du Nord, un immense retentissement. Alors une seule campagne bien menée fera tomber les armes et peut-être amollira les esprits de ces Berbères jusqu'alors indomptés. Toute l'obstinée intrigue de l'Allemagne, malgré tant d'espoirs éveillés chez les rebelles indigènes et d'appréhensions suscitées chez nous, n'aura pas retardé d'une heure le dénouement fatal : la soumission devant un vainqueur qu'on sent trop fort et qu'on sait généreux.

C'est à ce moment qu'apparaîtra dans toute sa beauté l'œuvre du résident général du Maroc, le général Lyautey.

IV

Le général Lyautey a, suivant un mot célèbre, pris tout au sérieux et rien au tragique. En même temps qu'il renvoyait à la métropole le contingent de troupes qui allait si magnifiquement batailler contre les Allemands à la frontière, il ne perdait pas une heure pour s'assurer de ceux du Maroc même. Surveillés pour qu'ils ne pussent fuir par mer ou s'en aller rejoindre leurs complices de l'intérieur, il les concentrait à Casablanca et les dirigeait sur Oran au nombre d'environ 300. Aussitôt la justice militaire, munie des documents saisis à leur domicile, ouvrait une enquête qui convainquait de contrebande d'armes, de provocation à la rébellion et à la désertion, d'espionnage et d'intelligences avec l'ennemi une quinzaine d'entre eux, notables commerçants et même membres du corps consulaire. Quelques-uns, plus circonspects, avaient, dès avant la guerre, disparu opportunément. Une douzaine d'autres furent ramenés d'Oran à Casablanca et passèrent devant le conseil de guerre. Certes, si ce n'avait été l'extrême tension des rapports entre l'Allemagne et nous, qui, depuis plusieurs années, imposait à nos agents au Maroc une réserve destructrice d'énergie, nous aurions pu et dû vingt fois arrêter la plupart d'entre eux, qui travaillaient — et s'en

vantaient — à provoquer l'incident international, d'où sortirait la guerre,

L'instruction fut, à Casablanca et à Fez, menée avec un scrupule de justice infiniment honorable ; tous les délais réclamés furent accordés ; les débats attestèrent la pleine liberté laissée à la défense. Sans parler de condamnations à la réclusion et aux travaux forcés, il intervint des condamnations à mort d'abord contre deux accusés, Seyfert et Wodke — celui-ci ancien légionnaire — qui furent aussitôt exécutés ; puis, quelques jours après, contre trois autres, Brandt, Carl Ficke et Grundler, à propos desquels un incident surgit : le chargé d'affaires des États-Unis pria qu'il fût sursis à leur exécution. Pour Brandt, ancien vice-consul d'Autriche, notre Gouvernement, après examen, commua la sentence en dix ans de réclusion. Pour Ficke et Grundler, la proposition vint d'Allemagne de les échanger contre des Français condamnés à la même peine. Certes, il était bien tentant de sauver nos malheureux compatriotes. Mais, de l'avis de tous, c'était une solution impossible. Les indigènes, qui déjà nous taxaient de faiblesse envers les Allemands, n'auraient pas manqué de dire que le courage nous manquait pour exécuter une juste sentence, et auraient perdu pour nous tout respect. Le Gouvernement de la métropole décida de laisser la justice suivre son cours. Cette sévérité légitime nous grandit dans l'esprit des indigènes. Mais déjà leur opinion nous était devenue très favorable. Au milieu d'octobre, ils avaient vu débarquer à Casablanca un convoi de 500 soldats allemands prisonniers.

Dans les derniers jours de septembre, le Gouvernement avait jugé opportun d'envoyer au Maroc des prisonniers de guerre, pour y être employés à des travaux de routes et de chemins de fer laissés en souffrance par le départ de la main-d'œuvre militaire. Leur présence serait, aux yeux des Marocains, une affirmation tangible de nos succès. Il en faudrait, pour que l'effet utile fût produit, au moins 1 000, qu'on répartirait par lots de 250 ou de 500, avec des sous-officiers comme chefs de chantier. Dès le 19 octobre, il en débarquait 490 ; un deuxième convoi arrivait le 6 novembre ; d'autres suivirent. Au milieu de janvier, il y en avait 3 500 ; au début de février, 4 000. Ils étaient répartis dans le Maroc occidental

— le Maroc oriental n'en ayant pas reçu — par groupes de 250, à raison de 2 500 dans la Chaouïa et les Doukkala, 1 500 dans la région de Rabat et 500 dans celles de Fez et de Meknès. Puis les envois furent suspendus. Mais Allemands et Marocains en conclurent que nous ne faisions plus de prisonniers, parce que nous n'avions plus de succès. Puis on constata que la majorité des Allemands internés au Maroc avaient été pris au début de la guerre; leur état moral était élevé et leur confiance dans le succès final de l'Allemagne non ébranlée. Les prisonniers faits plus récemment les renseigneraient. . . . . . . sur l'évolution de la guerre. Aussi, fin août 1915, le nombre des internés au Maroc s'éleva à 5 600. L'Allemagne prévoyait les conséquences qu'entraînerait pour l'avenir de son prestige la présence au Maroc de tant de ses sujets prisonniers de guerre, astreints à travailler pour le profit de notre politique. De là, de perpétuelles plaintes sur les traitements et le régime à eux imposés. Il fut démontré que nous avions été humains et prévoyants, qu'à mesure que la température s'élevait, nous avions ramené le plus grand nombre des prisonniers de l'intérieur à la côte et que, somme toute, nous les traitions aussi bien et, à certains égards, mieux que nos propres soldats. Seulement — et c'est ce que l'Allemagne trouvait intolérable — ils travaillaient dans ce Maroc, destiné à rester français, à un outillage qui, la guerre finie, lui assurerait un magnifique essor.

Depuis trente ans que nous avons fait notre rentrée sur la scène de la politique coloniale, nous admettons, comme des axiomes, avec les Anglais et les Hollandais, qu'un chemin de fer construit et un port aménagé valent un régiment ou une brigade. L'accès facile des rivages, les transports rapides à travers le pays facilitent les ravitaillements et multiplient l'efficacité des troupes ; ils avancent l'heure de la pacification, et, quand elle est achevée, ils facilitent la pénétration jusqu'aux régions éloignées, et l'ouverture et l'accès des marchés ; ils encouragent l'indigène à produire et, par l'habitude suggérée du travail et des gains qu'il procure, le détournent, à l'approche des saisons critiques, de ses velléités de guerres civiles, qui dégénèrent souvent en révoltes.

Aussi, pénétré de ces doctrines, le chef de notre protectorat

au Maroc, à peine signé le traité franco-allemand qui, vaille que vaille, nous conférait le droit d'agir, avait tourné sa pensée vers les routes, les chemins de fer et les ports; vers les agents qui en dresseraient les plans et assureraient l'exécution ; vers les ressources qui permettraient bientôt de les entreprendre. Et quand la guerre éclata, déjà il avait obtenu des résultats. Ils étaient, certes, loin de satisfaire nos ambitions même modestes et nos besoins même limités. Le traité de 1911, soit dans son texte officiel, soit dans les contre-lettres échangées, par des stipulations et une procédure habilement imposées, retenait notre élan. On avait cependant posé et fait triompher le principe d'un port unique, supérieurement outillé : Casablanca, et l'adjudication avait favorisé notre grand établissement du Creusot. Nos chemins de fer stratégiques, réduits, par une pusillanime interprétation[1], à la voie de 0 m. 60, assuraient le ravitaillement des garnisons et des postes. Enfin des pistes taillées en plein bled reliaient, par l'automobile, les centres même les plus éloignés.

Mais voici que la guerre rappelle en France toute la main-d'œuvre militaire et une bonne partie de la main-d'œuvre civile ; les chantiers se vident et les travaux restent en suspens. C'est alors que le général Lyautey conçoit, propose et fait adopter un plan politique et économique qui sera l'honneur de sa vie. En face de ces fils de l'Islam, qui se croiraient déshonorés si, parmi les pires catastrophes, leurs visages trahissaient la moindre inquiétude, la politique même, à défaut de la fierté, nous commandait, au cours d'une guerre où les Marocains voyaient en jeu notre domination, d'entretenir nos forces, de les accroître même, mais surtout d'affecter une tranquillité d'attitude qui en imposerait. Le général Lyautey ne cessait de répéter que la guerre ne devait rien

1. Aucun texte n'a défini le chemin de fer stratégique. En principe, c'est un chemin de fer qui ne doit être affecté qu'aux besoins de l'armée. Mais ces besoins comportent-ils la voie de 1 mètre, de 0 m. 75, ou de 0 m. 60? C'est affaire d'interprétation. Il existe des chemins de fer stratégiques à voie de 1 mètre. Mais, comme à l'ordinaire, on leur donne la largeur du Decauville, de 0 m. 60. nos administrations, bien avant la venue de Lyautey, sans hésiter ou s'inquiéter de l'avenir, abaissèrent à 0 m. 60 leurs prétentions qu'elles eussent pu, soutenues par des précédents, élever jusqu'à 0 m. 75 ou 1 mètre. La voie de 1 mètre, ou seulement de 0 m. 75 c'était, comme le prouve l'exemple du Congo belge. l'outillage économique du Maroc assuré tout de suite et sans plus de frais.

changer à notre vie et à notre manière d'être : les indigènes en seraient impressionnés. « Garder le sourire », devenait sa devise, et celle de tout le Maroc français. Les troupes actives parties pour le front, les territoriaux assurant la sécurité du Maroc, on décida de maintenir l'activité économique : d'abord renvoyer dans leurs fermes et dans leurs usines tous ceux des colons dont la défense pourrait se passer, avec ordre de pousser la charrue et de faire tourner le moulin et marcher l'atelier ; puis rouvrir les chantiers des grands travaux publics.

Sur la convenance, sur la nécessité de cette politique, le général eut, dès le mois d'août 1914, son opinion faite; la guerre, sa préparation et ses incidents en détournèrent son attention; mais au bout de peu de semaines, il y revint, et il l'exposait à peu près en ces termes : nos effectifs réduits et la moindre qualité de nos troupes ne permettent plus ici que de nous maintenir sur nos positions. Toute offensive, au moins avant longtemps, est interdite ; nos adversaires, avec les Allemands derrière eux, le pensent et le disent.

J'ai été mené à me rendre compte avec une évidence absolue que certaines mesures économiques prennent ici en ce moment un véritable caractère de mesures de guerre efficaces, en donnant une impression de confiance et d'audace et aussi une facilité d'articulation du commandement et des mouvements, qui apportent une compensation réelle à l'infériorité des moyens purement militaires...

Parmi ces moyens, au premier rang, étaient les routes et la mise en train d'un certain nombre de tronçons de chemins de fer dans les directions les plus importantes.

Aussitôt le génie se préoccupa de compléter son réseau de chemins de fer stratégiques et porta ses efforts principalement sur deux directions : Fez et Marrakech. Et, sept mois après, malgré la guerre et la diminution des moyens, le rail atteignait Fez, et l'on pouvait ouvrir la section Fez-Meknès. La ligne d'Algérie qui, une fois en territoire marocain, comportait trois écartements de voie différents y fut reprise à la seule voie normale, et bientôt aboutissait à Oudjda. La Compagnie du port de Casablanca fut invitée à reprendre d'urgence la construction de la grande digue. Un réseau fut dressé, plans et

devis, de ces belles et nobles routes, solidement assises sur des plates-formes profondément empierrées, qui sont l'ornement de la métropole ; il comportait environ 2 000 kilomètres, dont l'exécution prendrait trois ans ; un premier bloc de 480 kilomètres fut adjugé, pour être achevé en décembre 1915, tandis que 1 300 autres kilomètres seraient exécutés au cours de 1916 et livrés au début ou au milieu de 1917. Dans l'automne de 1915, ce n'étaient, par tout le Maroc, au voisinage des anciennes pistes, que chantiers ouverts, terrain défoncé et nivelé, entassements de moellons, cailloux cassés et répandus, toute une armée de travailleurs dirigés par des conducteurs et des contremaîtres, et, de place en place, d'énormes et réconfortants rouleaux à vapeur, qui broyaient, enfonçaient et aplanissaient.

En même temps, on invitait les ingénieurs des ponts, permanents ou mobilisés, à étudier d'urgence le futur réseau de chemins de fer qui devait, reliant les grandes régions et les capitales, aboutir à ce Casablanca, seul grand port du Maroc. Ces chemins de fer, si importants pour la sécurité de la domination, pour la production et le développement de la richesse, seraient, pour la plupart, à la voie normale de 1 m. 44, en sorte que l'on pût aller sans rompre charge de l'Atlantique à la mer des Syrtes. Ils traverseraient des passages difficiles et exigeraient, çà et là, des travaux importants ; aussi croyait-on prudent de solliciter le concours rétribué du personnel de nos grandes compagnies métropolitaines, en partie inoccupé pendant la guerre, pour que, sans rien préjuger du régime futur des chemins de fer au Maroc, il prêtât l'aide de son savoir et de son expérience technique.

Enfin, à mesure que se développait le programme, le gouvernement du protectorat, instruit, par une enquête très habilement menée et grosse d'enseignements, de la fertilité du sol et de l'habileté des producteurs marocains, des ressources de la population indigène et des achats qu'elle était en mesure de faire à l'industrie européenne, résolut d'appeler l'attention de la France sur ce centre important de transactions et ne trouva pas, pour cela, de plus efficace procédé qu'une exposition marocaine et française à Casablanca. Projet paradoxal, disaient les uns, chimérique, disaient les

autres ; certains ajoutaient : impie et ridicule. La guerre et la nécessité d'approvisionner la métropole avaient amené au Maroc quelques très habiles commerçants, de gros industriels, experts dont l'opinion s'imposait. Le général Lyautey les consulta. Son idée fut soumise au laminoir de la critique ; elle en sortit affinée et fortifiée. Les experts, rentrés en France, renseignèrent les corporations et les chambres de commerce auxquelles ils appartenaient, et transmirent de leur part de précieux encouragements. Le projet d'exposition prit corps.

On avait pensé qu'elle consisterait en deux grands hangars parallèles : à gauche, ce que le Maroc produit et offre ; à droite, ce que la France peut lui vendre. Mais l'enthousiasme s'alluma. Les habitants de Casablanca, conquis enfin par la loyale franchise de ce chef un temps méconnu, souscrivirent spontanément 300 000 francs pour coopérer à un projet flatteur. Chacune des régions du Maroc entreprit de montrer aux autres et à la France, dans des constructions d'un style original et aménagées avec goût et dans un esprit pratique, ce que ses arts locaux avaient produit jadis et ce qu'ils savaient produire encore. De grandes compagnies industrielles et commerciales prétendirent avoir leur pavillon propre. Les chambres de commerce des grandes villes de France firent, malgré la guerre, un effort ; des artistes européens et indigènes, quelques-uns éminents, architectes, peintres, travailleurs du plâtre dans le style arabe, rivalisèrent d'imagination et purent trouver sur place presque tous les matériaux que réclamait l'exécution de projets parfois ambitieux. Des jardins fleuris bordèrent des pavillons pleins de merveilles : les tapis de Rabat, admirables tapis anciens, tapis de la décadence au dessin inférieur, aux rudes couleurs allemandes, enfin tapis d'un art rénové et délicieux ; les tapis de Meknès et ceux des Berbères si plaisants et si moelleux, où la laine se marie à la natte ; les beaux cuirs de Fez et les cuirs souples de Marrakech ; les faïences polychromes de Saffi et de Fez ; les cuivres de partout ; le grandiose, sincère et enthousiasmant pavillon de l'agriculture ; les bois précieux et magnifiques des forêts de l'Atlas ; les soies chatoyantes de Lyon ; les aciers et les couteaux de Thiers ; les nobles et fines porcelaines de Limoges, s'essayant au goût de l'Islam, mais encore trop

sobres et délicates... Ce spectacle inattendu attira de tout le Maroc des caravanes d'indigènes dûment organisées, avec conducteurs, interprètes, « explicateurs ». Les panoramas de Rabat, de Meknès, de Saffi, dus au pinceau exact et spirituel d'un observateur sagace et amusant, mirent les visiteurs en joie. Les femmes — hommage rendu aux scrupules de l'Islam — discrètement voilées et protégées, eurent en quelque sorte leurs heures, sinon leurs jours réservés. Enfin, le sultan, dont la personne est associée à toutes les manifestations de notre activité et les domine, et qui se révéla curieux et connaisseur, eut, grâce à l'offre magnifique d'un citoyen anglais, un parc et une villa où réunir ses hôtes et se reposer.

Naturellement, c'est à l'exposition, dans ce cadre souriant et imprévu, que se donnaient les rendez-vous et que se déroulaient les solennités. Là étaient convoqués et tenaient leurs séances les *Comités des Études économiques* ; là étaient reçus les officiers de nos croiseurs, le général espagnol Jordana, hôte superbe et respecté, et son état-major ; là, les jurés venus de France et de l'Afrique du Nord. Il s'y faisait des affaires ; il s'en préparait. Nul ne dissimulait son enthousiasme et sa surprise joyeuse d'une pareille réussite ; nul ne croyait offenser la France qui se bat et qui souffre en saluant ce développement si consolant d'une possession si précieuse soustraite à la convoitise de l'ennemi. C'était une victoire en son genre, ajoutée modestement à celles de Marne et de Champagne : elle nous attachait des populations que tout — et notamment l'effort de ces mêmes ennemis — conviait à s'éloigner de nous.

Toute cette activité, et sur tant de domaines, entraînait cette conséquence imprévue et plaisante que le Maroc de la guerre faisait plus d'affaires que le Maroc d'avant la guerre. Le commerce total, de 75 millions, durant les six premiers mois de 1914, passait à 81 millions durant la même période de 1915, et la progression de 4 millions sur les importations était de 4 millions aussi sur les exportations. Ce succès, à le supposer même diminué par une critique clairvoyante des chiffres, resterait significatif.

Qu'on n'aille pas croire, toutefois, que tant de résultats flatteurs nous donnent définitivement partie gagnée. Les

Allemands n'ont renoncé à rien. Ils continuent leurs efforts. Leurs émissaires ne cessent de parcourir l'Atlas et le Rif et la zone espagnole. Récemment, ils faisaient parvenir d'importantes sommes à divers chefs. Et leurs incitations, certes, ne sont pas demeurées inutiles. Mais les admirables lieutenants de Lyautey, le général Henrys, dans le Nord, le général Garnier-Duplessis, au Tadla, ont contrecarré tous leurs plans. La conjugaison des efforts du Maroc et du Sud-Algérien a achevé de démoraliser l'adversaire : le territoire sur lequel nous dominons est de 80 000 kilomètres carrés plus étendu qu'avant la guerre. Les dispositions de nos chefs, les mouvements incessants de nos troupes, l'aide loyale dans le Sud de nos grands caïds (récemment, à Marrakech, le général Lyautey conférait la croix de grand officier de la Légion d'honneur à l'un des plus connus : Si Madani el Glaoui), l'exécution méthodiquement poursuivie de nos travaux publics, les routes ouvertes, Taza relié à l'Algérie par la voie ferrée et à Fez par camions automobiles, ont démontré l'irrésistible progrès de notre action. La foire de Fez va succéder à l'exposition de Casablanca ; les études pour les grandes voies ferrées à écartement normal s'achèvent et le projet va pouvoir en être soumis au Parlement : le Maroc sera prêt pour l'après-guerre.

Pour compléter cette esquisse, il faudrait encore montrer tant de progrès réalisés sur d'autres domaines. Car l'esprit du chef embrasse tout et croit n'avoir rien fait tant qu'il reste quelque chose à faire : d'abord une politique indigène intense, basée sur l'appel constant à la confiance des populations, sur une utilisation sans répit des forces morales qu'apportent le sultan, les grands organismes traditionnels et religieux, les hauts personnages indigènes qui ont lié partie avec nous ; ensuite les réformes les plus délicates et qu'on faisait accepter à force de délicatesse et de savoir : la reconstitution du domaine de l'État indignement dilapidé avant et plus après notre venue ; la justice indigène réorganisée, purifiée et élargie ; l'administration des Habous simplifiée, contrôlée et adaptée à des fins nouvelles et avantageuses ; les *Comités des Études économiques* fonctionnant à souhait et fondant la

tradition de la collaboration féconde du pouvoir et des colons; les villes ouvertes, assainies, embellies; des artistes consacrés par des succès européens appelés à en diriger l'extension; une loi ingénieuse sur l'expropriation, que la France réclame et attend depuis tant d'années, facilitant les embellissements pour le double profit des propriétaires et de la communauté, etc., etc.

Le général Lyautey, pour exposer au Gouvernement sa conception d'ensemble, avait trouvé cette formule pittoresque : « Je n'ai pas voulu jeter l'ancre en éteignant les feux. » Après une année et demie d'une si intense activité, il pouvait se vanter d'avoir conduit assez bien le navire en dépit de la mer agitée.

La meilleure réponse à faire aux propagateurs de mauvais bruits, écrivait-il, le plus sérieux obstacle à opposer aux défections possibles, le meilleur remède à apporter aux prodromes de dissidences, c'est le spectacle de ce vaste chantier qu'est devenu le Maroc depuis la guerre : les routes qui s'ouvrent à travers le pays ; les villes européennes qui se construisent et se développent ; les travaux d'utilité publique hôpitaux, écoles, aménagements d'eau qui se poursuivent sans relâche et qui, en jetant dans ce pays une richesse et un bien-être qu'il n'a jamais connus, arrachent d'abord les populations à l'oisiveté et leur donnent ensuite une impression de sécurité, de protection et de solidité financière qui est certainement la base la plus solide sur laquelle je m'appuie. Je l'ai dit et je le répète : ici, pendant la guerre, tout nouveau chantier ouvert vaut un bataillon.

Ayant tant fait, il avait — on s'en doute facilement — dépassé notablement ses ressources pécuniaires, et il en faisait l'aveu avec une belle simplicité. Après avoir exposé ce qu'il avait accompli et ce qui restait à accomplir, et ce que cela avait coûté et coûterait encore, il dressait le compte du nombre de millions qu'il lui faudrait demander à la métropole d'avancer au Maroc. Et il avait confiance qu'elle ne les lui refuserait pas :

Si, écrivait-il, j'avais, au commencement de la guerre, fait la déclaration suivante : « Je vous enverrai plus des deux tiers de mon effectif, la valeur de près de deux corps d'armée ; je crois pouvoir répondre de garder le Maroc avec ce qui me reste ; j'en tirerai pendant toute la guerre des ressources en hommes, en grains que je ne cesserai de vous envoyer, mais sous la condition que vous m'ouvriez un crédit de x millions pour acheter et neutraliser les éléments nocifs et maintenir le Maroc en paix », je crois que vous n'auriez pas hésité à me répondre affirmativement. Je n'ai acheté personne ; c'est par ce qui

me restait de troupes que j'ai neutralisé les éléments nocifs extérieurs : et c'est bien avec de l'argent que j'ai neutralisé les éléments nocifs de l'intérieur, mais avec de l'argent exclusivement appliqué à des travaux utiles, durables, préparant tout l'avenir économique du Maroc après l'issue de la guerre.

Ce qu'on eût accordé à qui promettait le succès, le refuserait-on à qui l'apportait ?

Cet appel si émouvant, la France l'entendit, et la Chambre y a déjà répondu, en votant, le 24 février 1916, l'emprunt de 72 millions. Elle s'associait par un vote à peu près unanime, à cette opinion du Gouvernement : « Quoi que vous eussiez pu faire sur le front, avait-il un jour mandé au général Lyautey, vous n'y auriez certes pas servi plus utilement le pays. » Parmi les Français qui résident au Maroc et ceux de la métropole qui l'ont visité au cours de la guerre, pas une voix ne s'élèvera contre cette juste louange.

JOSEPH CHAILLEY

ROBERT D'HUMIÈRES

A cause de l'immense succès qu'elle avait obtenu, le public connaissait surtout de Robert d'Humières la traduction du *Livre de la Jungle* (en collaboration avec M. Louis Fabulet) et de quelques autres ouvrages de Rudyard Kipling ; et de fait cette traduction, fidèle, pittoresque, nerveuse, vivante, — que la *Revue de Paris* eut l'honneur de présenter au public français — a tous les mérites littéraires d'une œuvre originale et méritait, en tout état de cause, de rendre célèbre son auteur. Mais il serait injuste d'oublier qu'elle ne constitue qu'une partie très réduite de son activité intellectuelle. Son œuvre personnelle est au contraire considérable, volontaire, cohérente et révèle une des individualités les plus marquantes de notre temps. Si elle est moins répandue qu'elle n'aurait dû l'être, cela tient à plusieurs raisons dont la principale était la modestie infiniment élégante d'un écrivain qui, loin de jamais rien tenter pour la faire connaître, s'effaçait au contraire avec un soin extraordinaire, après chaque livre paru, comme s'il eût estimé indigne de dérober à son profit une parcelle de la gloire et des autres avantages littéraires dont ses confrères de métier avaient besoin. Le nom que portait ce courtois gentilhomme, après une lignée très ancienne et très illustre, qui se trouve sans cesse mêlée à la politique et à l'histoire de la France, ce grand nom, il lui eût semblé indiscret de le faire servir, si peu que ce fût, à sa réputation. Ceux qui l'ont connu sont encore restés sous le charme de ses manières exquises de

grand seigneur, de son esprit merveilleusement caustique et pénétrant, de son intelligence de feu, de sa prodigieuse culture sans l'ombre de pédantisme, de sa générosité, et du tact absolu qu'il apportait dans tous les actes de sa vie. Ils savent que l'homme restait supérieur à une œuvre un peu dispersée : demain, lorsque cette œuvre sera réunie, ils verront, et avec eux tout le public, qu'elle n'était que le reflet le plus exact et le plus fidèle de cette personnalité même : une confidence et un testament.

On n'a pas oublié à Paris le service qu'il rendit à l'art dramatique, les deux saisons (1907-1908 et 1908-1909), où il consacra ses soins au *Théâtre des Arts*. Grâce à son activité de directeur, d'administrateur, de metteur en scène et de traducteur, cette modeste scène de quartier devint la plus intéressante de la capitale : songez qu'on y représenta des pièces japonaises interprétées par madame Hanako, *Candida* de Bernard Shaw, *Kaatje*, *Mikael*, *les Possédés*, *l'Éventail de lady Windermere*, et que Robert d'Humières lui-même y donna *la Tragédie de Salomé*, drame mimé, avec une partition de M. Florent Schmitt ; *le Grand Soir* et *l'Éveil du Printemps*, qu'il avait traduits respectivement de Léopold Kampf et de Frank Wedekind, et la *Marquesita* qu'il avait tirée du roman de Jean-Louis Talon.

Tout cela en deux ans, au prix d'un très lourd labeur, sans aucune arrière-pensée de profit personnel... et après, il s'en alla, tenté par d'autres expériences.

Sa vraie passion était d'étudier l'univers en moraliste et en artiste, et c'est pourquoi sa vie fut tellement variée et eut tant d'aspects, son œuvre aussi. Telle que, fragmentaire, elle se présente aujourd'hui, elle comprend : un livre de vers : *Du désir aux destinées*, dont la préface, en 1912, contient déjà l'esquisse de l'idée maîtresse du livre définitif qu'il rêvait d'écrire et que sa vie tout entière n'avait selon lui d'autre but que de préparer ; *l'Ile et l'Empire de la Grande-Bretagne*, où il préconise une chose qui devait se réaliser d'ailleurs, mais dix ans plus tard, le rapprochement anglo-français, devenu l'alliance d'aujourd'hui ; un roman : *Lettres volées*, d'une pénétration psychologique sans égale, vraiment digne de Laclos par la connaissance des milieux et des âmes, l'ironie philoso-

phique, la passion, le pathétique secret, un chef-d'œuvre et qui portera témoignage sur la société de notre époque ; *les Ailes closes*, trois actes douloureux et graves, d'un théâtre apparenté noblement à celui de M. de Curel, mais plus vivant et plus artiste ; quelques traductions autres que celles de Kipling, par exemple, celle de *le Nègre de Narcisse*, de Joseph Conrad ; enfin, de nombreux articles dans les quotidiens et les périodiques, et qui allaient de la solide étude de critique d'art architectural aux fantaisies et aux notes de voyage, de l'essai d'éthique au portrait incisif, et qui toujours étaient brillants, avertis, spirituels et substantiels à la fois, écrits dans une langue parfaite : du meilleur journalisme.

Cette œuvre, telle que je viens de l'énumérer, eût largement suffi à lui assurer une réputation considérable, s'il eût pris lui-même moins de précautions pour en atténuer l'importance. Travailleur acharné et presque quotidien, il garda l'élégance de faire, plutôt que d'auteur, figure d'homme du monde, de dilettante, de voyageur surtout (il parcourut tout l'univers et étudia l'humanité sous tous les climats). Le public n'a que trop de tendances à tenir pour définitives ces images réduites que de trop discrets artistes veulent laisser d'eux-mêmes : il n'eut pas la curiosité de rechercher quels étaient la cohésion intellectuelle de ces livres, les idées maîtresses qui les inspiraient, le foyer de sensibilité dont ils étaient les divergents reflets. Mais l'unité profonde de ces idées et de cette sensibilité apparaîtra clairement lorsqu'on sera en possession de l'œuvre totale. Dans son testament, Robert d'Humières lègue le soin de ses intérêts à M. le baron d'Ungern-Sternberg, en le priant de confier l'examen de ses manuscrits, pour la publication d'une édition complète, à M. Camille Mauclair et à moi-même. Cette édition, nous la préparons en ce moment, et nous pouvons d'ores et déjà annoncer qu'elle sera pour le lecteur une révélation, notamment au point de vue dramatique. Robert d'Humières laisse en effet, outre *les Ailes closes*, le manuscrit de quatre pièces absolument inédites : *Cœur* (quatre actes), *l'Étendard cramoisi* (quatre actes), *la Nuit du Taj* (un acte), *Comme des dieux* (un acte). Et je ne compte pas la traduction de trois pièces de M. Pinero, ni un ballet, *Écho*, pour M. Léon Moreau.

Au volume de vers déjà connu s'en ajoutera un autre : *les Inutiles chansons*, dont on appréciera ici-même, par des fragments, la profonde qualité lyrique. Ses souvenirs de voyages formeront au moins un volume. Il laisse, d'un roman sur les riches, un chapitre achevé et un plan définitif, et enfin le livre qui recueillera ses aphorismes révélera un moraliste de la lignée de Chamfort et de La Rochefoucauld.

Mais l'œuvre importante, essentielle, qu'il préparait, c'était son livre sur la Beauté. On peut dire que tout, dans sa vie comme dans ses autres œuvres, était fait pour aboutir à ce livre, pour le nourrir, pour l'éclairer. C'est un livre d'esthétique à la fois et de morale, où les plus hauts problèmes de l'existence contemporaine sont examinés, avec une impartialité radieuse et non sans ferveur, et résolus dans un sens hautement philosophique. Je ne saurais mieux en résumer la signification intime et la portée puissante qu'en citant ces lignes du vaste et bel essai que M. Camille Mauclair a inscrit, en préface, au premier volume de l'édition que nous préparons :

Dans l'individu comme dans la race, il croyait possible de capter les atavismes pour les diriger au lieu de les subir, de se servir de la vieille loi fatale pour créer, par des croisements appropriés d'idées et de sangs, des types libres, une race libre-croyante et supérieure. C'était là pour lui le Grand-Œuvre futur de la science et de l'idéologie victorieuses du Passé grâce à ses propres armes ; et ce principe de la direction rationnelle des hérédités devait à ses yeux déterminer de nouveaux modes de groupement humain, et par conséquent une nouvelle morale, un nouveau code de l'amour. C'est pourquoi il était constamment penché sur le problème de ses origines et de la croissance de ses instincts, non par « culte du moi » (le mot et la chose le faisaient rire), mais parce qu'il trouvait en lui-même plus commodément qu'en autrui un champ d'expérience de ses hypothèses, et son étude tendait à plus d'amour, à la fusion de plus en plus grande de son esprit avec les données universelles de la conscience.

On trouvera dans *Crépuscule provençal* une expression, au mode du lyrisme intime, de ce stoïcisme panthéiste. Car cette haute doctrine était à ce point entrée dans son subconscient que tout ce qu'il écrivit, fût-ce une note sur un carnet, en porte témoignage. Je connais peu de personnalités qui aient été plus *une*.

*
* *

Une existence aussi entièrement dévouée aux travaux austères de la vie intérieure sous des apparences brillantes ne pouvait pas se terminer comme celle du premier passant venu. Et de fait la guerre lui offrit la suprême consécration d'une mort héroïque et belle.

Sorti de Saint-Cyr, Robert d'Humières avait naguère tenu garnison à Quimper et à Compiègne, et avait démissionné, lieutenant, en 1892, pour se consacrer plus absolument à la méditation et à l'étude. Lorsque arriva le mois d'août 1914, quoiqu'il ne dût plus aucun service militaire, il ne voulut pas rester inactif, et il insista pour se faire réintégrer dans son grade. Il fut d'abord attaché au quatrième bureau des chemins de fer, puis nommé officier de liaison au quartier général de l'armée indienne, poste où il pouvait rendre de grands services et où le désignaient mieux que tout autre sa profonde connaissance de l'anglais et sa compétence dans les questions se rattachant à l'Inde, pays où il avait si longtemps et si souvent séjourné. Il continuait, de là, à envoyer des articles aux *Débats* (une éblouisssante étude sur le gros bouquin pangermaniste de Chamberlain) et à *l'Œuvre*, qui a publié sa dernière page : *l'Incompatible Boche*, hélas ! inachevée, puisqu'il mourait onze jours après avoir mis *à suivre* au bas de la première partie.

Mis en congé en janvier 1915 à cause d'une attaque de rhumatismes, il souhaita un emploi plus actif et moins préservé, ce que dans son langage si élégant il appelait « un poste plus intéressant ». Il ne put obtenir les Dardanelles, qu'il désirait, mais il fut envoyé au 4e zouaves. Et cela l'enchanta, ainsi qu'en témoigne cette lettre pleine d'humour écrite à ce sujet le 10 avril 1915 à M. Gustave Téry, directeur de *l'Œuvre* :

Mon transfert ici a été rapide et inespéré. Plus inespéré encore l'accueil charmant qui m'y attendait. Depuis deux mois, j'avais demandé à quitter ma sinécure anglaise. Je serais difficile si je ne me réjouissais d'être envoyé dans un vrai poste d'honneur. L'effectif du 4e zouaves a été renouvelé deux fois depuis le commencement de la campagne. Un des officiers était payeur avant. C'est un homme admi-

rable. Presque aucun qui n'ait à son actif des traits d'héroïsme. Je verrai enfin *the real thing.*

Dans quelques jours, j'aurai mon tour de tranchée, et je n'y serai pas en touriste cette fois.

Hélas ! en effet, ce ne fut pas en touriste, mais en soldat, comme il convenait à ce Français, à ce gentilhomme.

Ici je m'arrête. Que vaudraient mes commentaires à la place de ce document, la lettre écrite à madame la vicomtesse d'Humières par le colonel du régiment :

38e division, 76e brigade.
Lieutenant-colonel Eychène,
Commandant le 4e régiment de zouaves à...

Madame,

Le lieutenant Robert d'Humières comptait depuis quelques jours seulement au régiment lorsque nous avons eu la douleur de le perdre. Douleur très vive, je vous en donne l'assurance, en raison de la grande sympathie que cet homme charmant nous avait tout de suite inspirée.

D'Humières est mort en gentilhomme, vous n'en doutez pas, Madame, et rien n'a manqué à l'apothéose de sa fin, puisqu'il a pu voir, avant de mourir, l'ennemi en fuite. Le sol sur lequel il a été frappé est à nous et j'espère que nous le garderons. Pieusement, ses zouaves, qui ne sont pas longs à connaître la valeur d'un chef et l'appréciaient à sa mesure, l'ont inhumé à Wœsten, où sa tombe sera facilement retrouvée.

J'ai demandé, pour mon lieutenant regretté, l'honneur suprême d'une citation à l'ordre de l'armée. Mais quelle que soit la suite donnée à ma demande, vous recevrez la croix de guerre que je lui ai assurée par la citation suivante à l'ordre du régiment :

« D'Humières (Robert), lieutenant à la 9e compagnie, nouvellement arrivé au régiment, a pris le commandement de sa compagnie, dont le chef aimé venait de tomber mortellement blessé. A été superbe de bravoure et de sang-froid en entraînant sa compagnie à l'attaque du village de Lizerne, le 26 avril 1915, chargeant avec un élan magnifique. Est arrivé le premier sur les tranchées ennemies dont il a assuré l'occupation. Blessé mortellement, a continué de commander tant que ses forces l'ont permis. Est mort en héros. »

Je n'ai rien à ajouter à ces lignes que j'aurais voulues plus éloquentes, mais par lesquelles j'ai essayé d'exprimer l'admiration que mérita celui que vous pouvez pleurer avec fierté.

Signé : EYCHÈNE

Et je ne puis non plus me retenir de citer la noble page qu'écrivit M. Rudyard Kipling lorsqu'il apprit le trépas de

celui qui l'avait révélé à la France, et dont il était devenu l'ami :

Il n'y a guère plus d'un an que je me suis rencontré avec lui pour la dernière fois à Paris, et il me parla alors des possibilités de l'avenir, et de la guerre contre la civilisation : car il n'avait pas d'illusions sur le sens des idées allemandes. Nous nous étions entretenus de ces mêmes choses quand, au cours des années précédentes, il me faisait l'honneur de me rendre visite en ma maison d'Angleterre, et il s'exprimait toujours comme un Français qui prévoyait les horreurs d'un État sans idéal ni moralité. Je le plains, bien que lui-même eût été fier de son sort, en homme brave et en grande âme, en gentilhomme chevaleresque et en patriote de France loyal et fidèle, aussi dévoué qu'il était sans peur.

Il ne nous reste plus, à nous qui furent ses amis, qu'à remplir le pieux devoir dont il nous laisse la charge, certains que le lecteur français trouvera dans cette œuvre, restituée dans son intégrité, des motifs d'admiration correspondant à ceux qu'il a trouvés dans le noble exemple de sa fin héroïque.

FRANCIS DE MIOMANDRE

POÈMES

LE PHARAON

Si quitter le pays de l'ombre et de l'eau vive
C'est mourir, — quand on fut Séti, joyau du sort,
Aîné de Râ, semeur de l'une et l'autre rive, —
Je suis mort.

Close la pyramide, — égorgés les manœuvres.
Mon œil fardé de vert sous l'or du masque luit,
Songeant à ce qu'il dort de mémoires et d'œuvres
En ma nuit.

Les granits sont scellés. La tombe est à l'épreuve.
Sublime le repos où nous nous complaisons.
Parfois je songe aux soirs de mes Égyptes veuves,
Aux saisons !...

Pourtant j'ai peur de voir la racine furtive
Écarter le linceul imprégné de natron,
Et que le ver sans yeux me visite et qu'arrive
Le Larron.

Car mon peuple criait : « Que le Pharaon vive ! »
Le peuple est mort, — les dieux en qui je m'endormis
Sont morts. Le temps mourra. Seul en ma forme vive
Moi je vis !

Thèbes, 1905.

CRÉPUSCULE PROVENÇAL

Je vous aurai tant aimés, soirs,
Matins dorés, fervents miroirs
De l'Amour et la Destinée,
Que la Mort ne saurait ternir
Votre ineffable souvenir
Sous ma tempe à l'ombre inclinée.

Et vous remplirez les ennuis
De la fosse et les longues nuits
Sous le cyprès et sous la lune
De vos rayons évanouis
Et de vos astres inouïs,
Captifs sous la courtine brune.

Le mort n'est mauvais compagnon
Que pour lui seul ; il n'est de nom,
Chers dieux, en votre langue auguste,
Ni pour le laid, ni pour le mal.
Au hideux le pur est égal,
Sous le regard de l'ombre juste.

C'est pourquoi ne vous détournez
De mes ossements obstinés

Au regret des blanches étoiles,
Et n'emportez vers les Demains
Et les Ailleurs, par les chemins,
Des germes fleuris de mes moelles.

Ainsi, divers, léger, subtil,
Mon être délié soit-il,
Dans les prodigues aventures
Que nous courrons par les éthers,
Vers les Édens et les Enfers,
L'épouvante et l'amour futurs.

Les atomes de ce qui fut
Moi-même iront sans vœu ni but,
Ni savoir... Qu'importe ! J'arrache,
Derniers voiles avant l'amour,
Volonté, penser tour à tour,
Tout ce qui borne et ce qui cache,

Pour que, toi qui ne peux périr,
Tu règnes seul, divin Désir,
De toute chair et toute chose,
Incorruptible et chaud ferment
Qui, de chaos en firmament,
Foisonne en les métamorphoses ;

Pour que ton émoi guide seul
Hors du sépulcre et du linceul,
Hors de ma ruine ductile,
L'espoir, aveugle et désarmé,
Mais innombrablement semé
Aux champs de l'Infini mobile,

L'espoir de tressaillir encor,
O soleils, sous vos flèches d'or
Heurtant ma tombe inassouvie,
De m'enivrer, libre d'orgueils,
De mille amours et mille deuils,
Aux mille lèvres de la Vie !

UNION

Toi qui me vins, aimant jusqu'à la certitude,
Partager, un beau soir de ce siècle railleur,
Le pain de mon orgueil et de ma solitude,
Je ne sais s'il est bon, je n'ai rien de meilleur.

Mais notre Espoir sera le temple intérieur
Où s'exaltera par delà sa plénitude
L'Amour à se courber au rêve supérieur
Que lui tend, pour miroir, l'Idée en gratitude.

Je ne puis te donner le bonheur, mais nos maux
Seront les mêmes. Viens, je bois ta jeune force
Comme un vin de soleil qui tourmente l'écorce

Du cep, et veut jaillir des douloureux rameaux ;
Il faut tâcher d'aimer et vivre l'heure toute,
Mon bien-aimé, ta main, voici l'ombre et la route.

RUBAIYAT

(D'après Omar Khagyam.)

Ce clos est votre miroir,
Lampes de l'Aube et du Soir.
Si la tulipe est fâchée
C'est de dépit à le voir !

I

Au jardin où je repose
Le Soir, le Cyprès, la Rose,
La Lune, le Marbre et l'Eau
Sont plus beaux que toute chose.

Le jardin est enchanté
Des Ghazels du jeune Été,
Et soupire à bouche close
De grave félicité.

Au seraï de mon souci
Pour un peu de temps, voici
Ma peine dormant qui songe :
Le Bonheur est près d'ici.

O musiques des cascades,
Échos des fraîches arcades,
Prenez mon cœur insoumis
Dormant à mes pieds nomades.

II

La Nuit, douce à toutes peines
Au pied du balcon des Reines,
Sous les lilas emperlés,
A délié les fontaines.

Sur le bord du frais bassin
L'Heure, attardée à dessein,
Doute, au Soleil infidèle,
Un Dieu l'a baisée au sein.

Près du flot qui passe et chante
Vers la Lune murmurante,
L'Heure se pleure de fuir
Avec l'onde vive et lente...

III

Comme l'eau monte et s'enfuit
Dans la vasque où l'astre luit
Mon cœur trop comblé déborde
Dans le silence et la nuit...

Le Jasmin m'a dit : J'enivre,
Le Soir m'a dit : Je délivre ;
L'Amour : Je voudrais mourir ;
Et la Tombe : Je veux vivre !

GOLFE DE MARTABAN

La barque sombre
Pend au bossoir,
Sculptant son ombre
Au front du soir

Elle voyage
Vingt pieds plus haut
Que son image
Glissant au flot ;

Et, sur la gloire
Du couchant clair,
La quille noire,
L'horizon vert

Bornent la zone
De ciel ardent,
Où, large et jaune,
La lune attend.

La lune orange
De Thebaong
Balance, étrange,
Son masque oblong

A la courtine
De pourpre et d'or,
Terre latine,
Où tu t'endors.

O lune, lune,
Qui sais nos cœurs,
Ni l'un ni l'une
N'est mieux ailleurs.

Ah ! par une heure
Pâmée ainsi,
Pire, ou meilleure
Que celle-ci,

Boire à ta gourde
Le grand Nirvan,
Sur les eaux lourdes
De Martaban !

ROBERT D'HUMIÈRES

A BORD

DE

L'HOPITAL FLOTTANT

(AOUT 1915 - MARS 1916)

Fragments d'un journal de bord.

Samedi, 28 août 1915.

... A 4 heures, cet après-midi, nous arriverons à Moudros. Nous apercevons la terre et bientôt pénétrons dans une vaste baie où nous jetons l'ancre. D'un moment à l'autre on peut nous envoyer des blessés : il faut tout mettre en ordre.

La nuit vient ; le travail terminé, je fais un tour sur le gaillard, où il y a de la brise. On aperçoit çà et là des feux, — les camps où il y a de la troupe.

Des projecteurs balaient le ciel de leurs grandes ailes de lumière. Près de notre bateau est ancré un bateau-hôpital anglais. Toutes ses lanternes rouges sont allumées, et ses croix rouges, au lieu d'être peintes et éclairées par des réflecteurs comme les nôtres, sont faites d'ampoules électriques rouges. Elles se réfléchissent et tremblotent dans l'eau.

Dimanche, 29 août.

Nous ne commencerons à travailler qu'à 6 heures : j'ai donc le temps de jeter un coup d'œil sur la rade. De forme irrégulière, elle est limitée par une côte découpée, montagneuse. Aussi loin que la vue peut s'étendre, aucune trace de végétation. Pas un arbre, pas une touffe d'herbe. Un sol brûlé, calciné, roux, et partout, des tentes et des tentes blanches : c'est là que vont stationner les troupes françaises et anglaises, en attendant leur départ pour la fameuse presqu'île. A notre gauche, on nous signale un camp de prisonniers. A l'aide de la lorgnette, je discerne des gens en robes, en turbans ou en fez, qui grouillent confusément. Ailleurs, des chevaux attachés en ligne. Plus loin, des enceintes de fil de fer ; de grandes lettres blanches fixées à des mâts indiquent, sans doute, des unités pour les troupes anglaises.

Je monte à la salle d'opérations. De nos fenêtres, nous embrassons un horizon plus vaste, nous voyons mieux la mer qui moutonne doucement sous le soleil éclatant. Je distingue l'église grecque de Moudros, quantité de navires de guerre disséminés dans la rade et que tout à l'heure, de notre pont inférieur, je n'avais pu apercevoir. Un sous-marin passe à dix mètres de notre bord. Autour de leur officier, les matelots sont assis sur l'étroite plate-forme où ils se tiennent lorsqu'ils ne sont pas en plongée. Sous la plate-forme, un tube cylindrique, complètement fermé. Ils saluent. Nous saluons. J'apprendrai tout à l'heure, que le minuscule équipage a reçu l'ordre d'essayer de passer dans la mer de Marmara, et qu'il y partait lorsqu'il nous frôla. Or, ces jours derniers, trois sous-marins de son type, qui avaient la même mission, ne sont pas revenus !

Visite du général Bailloud, visite de l'amiral Guépratte, visites à n'en plus finir. Tour du propriétaire, explications, etc. Le travail continue avec intensité. Ce qu'on sort de la cale et qu'il faut ranger est inimaginable. Il y a de quoi coucher, habiller, nourrir, faire boire, fumer, jouer toute une ville. Et il est nécessaire, malgré un inévitable flottement, un inévitable énervement de chacun, que toutes choses trouvent leurs places.

Lundi, 30 août.

Aujourd'hui, grâce au treuil, nous avons sorti de la cale tout notre bagage chirurgical. Il y en a des montagnes. Travail fastidieux d'inventaire, de rangement dans un endroit, puis dans un autre, dans un ordre, puis dans un ordre contraire. L'après-midi, nous ouvrons les boîtes de nickel envoyées par le service de santé.

Mercredi, 8 septembre.

Ce matin à 5 heures, nous avons levé l'ancre, et vers 10 heures, après un voyage qui fut un glissement doux sur l'eau lumineuse, nous sommes arrivés au cap Hellès, à l'entrée du détroit où nous resterons quelque temps, tout près de terre. A gauche, c'est Sedd-ul-Bahr, à droite, la côte d'Asie.

La côte d'Europe où se trouve Sedd-ul-Bahr se présente à nos yeux comme une falaise blanche, aveuglante sous le soleil éclatant. Les bombardements successifs qu'elle a subis l'ont complètement dévastée, déchiquetée. Elle est occupée par les troupes dont on voit les tentes, les hôpitaux de campagne. Il y règne un grand mouvement. Nous discernons très nettement, au ras de la mer, l'épave du *Majestic* qui fut récemment torpillé. Beaucoup de bâtiments de guerre : cuirassés, croiseurs, torpilleurs. La côte d'Asie est rousse, d'un roux qui rappelle celui des terres environnant la baie de Moudros. Elle est nue, comme celle d'Europe. Aucune végétation n'y est visible, sauf quelques bouquets d'arbres, çà et là. Mais, dans le lointain, elle apparaît très montagneuse et baignée d'une jolie lumière violette. La plaine désolée qui précède ces montagnes est celle de Troie, la Troie d'Andromaque et d'Hector, et l'on me montre un petit monticule qu'on nomme le Tombeau d'Achille. Devant nous, les deux côtes semblent se toucher, c'est l'entrée des Dardanelles. De temps en temps, nous entendons le canon et nous voyons, soit d'Europe, soit d'Asie, monter de grandes colonnes de fumée et de poussière à l'endroit où éclatent les obus.

Le médecin chef descend à terre pour faire des visites officielles et notifier que nous sommes prêts à fonctionner. Nous recevrons les blessés deux fois par jour : un remorqueur nous

les amènera le matin à 10 heures et le soir à 6. Le premier arrivage aura lieu demain matin.

Jeudi, 9 septembre.

Nous nous sommes levés dès l'aube. La salle d'opérations est reluisante. Tout est prêt. Chirurgiens, infirmiers, infirmières sont au port d'armes. La cloche qui annonce le remorqueur retentit. On se précipite de partout à la rencontre des premiers blessés. Ils sont trois ! On les transborde et bientôt l'ascenseur nous les amène : un petit zouave qui a eu le bras cassé par un crapouillot, un fantassin, au genou fracassé et un autre fantassin, dont les deux fesses ont été traversées par une balle.

Chloroforme, opérations, pansements.

Le soir, c'est plus émouvant : un pauvre bougre du Nord, dont le visage est en bouillie et dont les deux yeux sont crevés. Il hurle, sanglote pendant qu'on enlève son pansement. Et quelle épouvantable odeur il dégage ! Un nègre dont la cuisse est fracassée lui succède. Lui aussi souffre le martyre pendant qu'on arrache les bandes souillées qui recouvrent sa blessure. Je suis ému de sa détresse ; en dehors des médecins, vraiment très doux et gentils avec les blessés à qui ils prodiguent les paroles les plus fraternelles, il y a si peu de tendresse autour d'eux, que je prends le pauvre noir dans mes bras pour l'assister. Je suis penché sur la table et sa tête repose sur ma poitrine. Il continue à hurler et de grosses larmes roulent dans ses yeux. Je le cajole, le berce et je lui dis qu'il est un beau garçon !

Alors il a un joli sourire, étend les bras et m'embrasse. Je suis vraiment touché. Je puis même dire que peu de choses m'ont causé plus d'émotion que le geste de ce sauvage se raccrochant à moi dans sa misère.

Vendredi, 10 septembre.

Beaucoup de blessés aujourd'hui au remorqueur de 10 heures — et, cet après-midi, tout ce qu'on peut imaginer, je crois, comme opérations. Alors qu'on amputait un bras droit sur une table, on pratiquait une laparotomie sur une autre et une trépanation sur la troisième. J'ai assisté à la laparotomie : elle fut faite par M..., souriant, précis, d'une habileté splendide.

Ça commença par une incision de la cage thoracique où la balle avait pénétré : rien. Alors incision de l'abdomen depuis le diaphragme jusqu'au pubis. Mise à l'air de l'estomac, traversé deux fois, double suture ; mise à l'air de l'intestin grêle, du gros intestin : une heure et demie de chloroforme.

Le soir, après dîner, nouvelle séance qui dura jusqu'à minuit. Le premier patient qui arrive a le crâne enveloppé de bandes souillées. Il est bas, très bas. On le met avec des précautions infinies sur la table. On découvre son crâne, on le rase, on l'endort et M... lui fait l'incision. Le petit aide-major qui donne le chloroforme enlève la compresse, fait un signe — c'est fini ! Et c'est un cadavre que nous ramenons dans l'ascenseur ! Il faut se raidir, ne pas vouloir penser que quelque part, en France, il y a actuellement une mère sans fils, une femme sans mari et des enfants sans père, pour continuer la besogne, accueillir d'un sourire ceux qui vont monter, et blaguer avec eux, afin qu'ils ne s'affolent point pendant que je les lie sur la table que, tout à l'heure, ils ensanglanteront. Voici un pauvre petit maréchal des logis d'artillerie. Il a un trac fou, dans cette salle éclatante de lumière, pleine de monde et il souffre :

— Mon ventre, mon ventre, — crie-t-il.

B... qui va l'opérer lui parle gentiment, lui persuade qu'il a l'appendicite et qu'en cinq minutes, tout sera fini. En vérité, le malheureux se promène depuis dix jours avec la typhoïde, sans le savoir et a fait aujourd'hui une perforation. On l'endort, on l'opère et on le couche. C'est le dernier de la soirée.

Quand je regagne ma cabine où un rat familier se promène, il est minuit et demi. Depuis 5 heures, ce matin, c'est une bonne journée ! Demain, réveil à 5 heures.

Samedi, 11 septembre.

Ce matin, dès que j'ai eu une minute à moi, j'ai été faire visite à mes blessés. Mon petit zouave au bras fracassé : c'est touchant comme il m'a reçu ! Et mon nègre ! Il rit comme un bébé, me dit des « camaradé, camaradé » en me serrant la main que c'en est une joie.

Mais je n'ai pu voir notre opéré d'hier soir. Quand je me suis

approché du lit de ce petit sous-officier d'artillerie, son drap était ramené sur son visage : j'ai compris et me suis éloigné.

Dimanche, 12 septembre.

Ai-je parlé du canon? J'écris ces notes si vite, le soir, après la journée exténuante, que je ne sais plus.

Tout le jour, alors que nous sommes en train d'opérer, nous entendons le *boum, boum* des pièces de terre ou des pièces de marine qui tirent par-dessus nous. Les unes, les nôtres, sur la côte d'Asie ; les autres, sur la côte d'Europe. Quand nous en avons le temps, nous nous mettons aux fenêtres. Nous voyons s'élever de grands nuages de fumée et de poussière : ce sont les points de chute des obus. Quelques-uns passent si près de nous que nous les entendons siffler. La nuit, sur la côte et sur la mer, on perçoit très nettement la lueur qui sort de la gueule du canon, avec le projectile.

... Un temps admirable, une mer d'un bleu profond, striée de petites, de toutes petites vagues crêtées de blanc éclatant, une température telle qu'elle fait penser au Paradis terrestre. La côte d'Europe se découpe crûment, blanche sur le bleu de la mer et celui du ciel, la côte d'Asie, toute rose au premier plan, violette au second, déroule sous nos yeux ses lignes souples, un peu molles.

Lundi, 13 septembre.

Nous avons parfois, parmi nos blessés, des numéros de choix. Ce soir après le dîner, l'ascenseur nous apporta un Parisien, candidat à la trépanation. Malingre, rachitique, il avait un accent terrible et M... qui devait l'opérer, lui demanda où il habitait.

— Rue Philippe-de-Girard.

Une infirmière, Parisienne elle aussi, affirma qu'elle connaissait très bien cette rue et désigna un quartier élégant. Le blessé la regarda avec un air de dégoût et lui dit simplement :

— Non, mais des fois, vous vous figurez peut-être que je suis un feignant pour habiter par là. Regardez ma g..., si je ne suis pas de la Chapelle.

M... assit son client sur une chaise, lui expliqua qu'il ne lui donnerait pas de chloroforme, mais lui ferait des piqûres de

cocaïne, afin d'insensibiliser le cuir chevelu, où il allait pratiquer une petite incision. En réalité, il s'agissait d'un défoncement très caractérisé de la boîte cranienne.

— Tu n'auras pas peur, tu me le promets?

— Monsieur le major, je me f... de tout. J'ai été endormi quatre fois... Alors, vous voyez !...

— Tu es un bon petit, — se contenta de dire M... — et j'ai confiance en toi. Tu vas voir que ça ira très bien.

Et l'on commença.

Ça alla très bien, en effet, pendant les piqûres.

L'homme de la Chapelle pousse de petits cris, jure un peu, assure qu'il en a vu d'autres ; on incise, et puis c'est le vilebrequin qui entre dans le crâne ensanglanté.

— Ah la la ! Nicolas, — clame le client qui se raidit.

La pince-gouge mord le bord de l'ouverture pratiquée ; l'opérateur pèse ; des morceaux de crâne craquent, tombent sur le plateau.

— Vous êtes un malheureux ! — hurle le Parisien.

— C'est ça, eng...-moi, mon vieux, je le mérite, — dit M... — eng... bien, mais ne bouge pas, je t'en supplie.

Et il continue à forer. Alors dans le silence :

— Ah ! mince alors, si jamais on m'avait dit qu'on prendrait ma tête pour un tonneau de vin !

On rit, cependant le poilu s'énerve :

— Ça n'est pas bientôt fini, nom de D... ?

— Si, encore un minute.

— Oui, oui, une minute de perruquier.

Et c'est le dernier mot de l'homme de la Chapelle au grand spécialiste du crâne, qui sourit gentiment de s'entendre appeler perruquier, fait ses points de suture, panse son malade, et va le coucher en lui racontant des histoires.

Mardi, 14 septembre.

Si la qualité de l'atmosphère est incomparable pendant le jour, si la lumière sur la mer et la côte a une intensité et une douceur que je ne croyais pas possible, si la transparence de l'air est telle que mes yeux de myope discernent, sans verre, les points les plus éloignés de l'horizon, qui paraissent tout

proches, que dire des fins de jour et de leur poudroiement rose sur les montagnes, de l'entrée des Dardanelles, des couchers de soleil à la fois violents et harmonieux, et surtout des nuits, des belles nuits orientales, comme celle de ce soir? Tout à l'heure, je suis entré dans ma cabine pour y prendre un gilet de laine, car l'air fraîchissait et je frissonnais un peu sous ma blouse de toile. Mon hublot était ouvert, et ma cabine toute baignée de clarté lunaire. Je me mis à genoux sur ma couchette, et longuement regardai la mer. Dans tout le cercle que je pouvais embrasser, aucun bâtiment. Au loin, devant nous, la côte d'Asie toute noire semblait donner naissance à un vaste fleuve nacré, bleuté, frémissant, scintillant, qui venait battre les flancs de notre bateau sous mes yeux. C'était la lune que je ne pouvais voir, trop haute dans le ciel pour s'inscrire dans mon hublot, et dont la clarté s'allongeait au ras des flots. Je restai longtemps à jouir de cette féerie... Je me secouai enfin, et allai travailler, le bateau de 6 heures nous ayant amené quelques blessés qu'il fallait opérer d'urgence.

Le dernier qui fut appelé par le téléphone — car nous sommes reliés aux salles par le téléphone — fut un nègre, répondant au nom de Printemps. Être nègre et s'appeler Printemps! Pauvre petit Printemps! Quand il arriva dans la salle d'opérations et que j'abaissai le drap qu'on avait ramené sur sa tête, pour qu'il ne prît point froid, je découvris un charmant visage, bronzé plutôt que noir, un peu allongé. De très beaux yeux en amandes s'épouvantaient à voir tant de lumière et tant de monde. Et une plainte continue sortait de sa bouche. Quand nous le découvrîmes tout à fait, nous vîmes qu'il était amputé du bras droit et que sa jambe gauche était bandée depuis l'aine jusqu'à la cheville. Quelles souffrances il endura pendant qu'on retira son pansement!

On l'endormit et on incisa sa jambe en quatre endroits, pour en retirer les projectiles.

Quand je sortis vers 11 heures sur le pont, un peu ivre de chloroforme, je regardai encore la belle nuit, la lune au contour précis, les étoiles brillantes sur le ciel sombre, la mer étincelante...

Jeudi, 16 septembre.

Notre pauvre Printemps va mal, très mal ! Ce matin, au pansement, j'ai bien cru qu'il allait mourir, et ce soir, au moment d'aller me coucher, j'ai été prendre de ses nouvelles, dans sa salle. Il est dans le coma et certainement ne passera pas la nuit.

Vendredi, 17 septembre.

Printemps est mort quelques minutes avant le jour. Son pauvre corps mutilé a été placé sur un brancard, recouvert d'un drap blanc, mis dans l'ascenseur, et monté jusqu'à la salle d'opérations pour être conduit à la chapelle qui se trouve sur notre pont, tout à l'arrière. Quand on l'a passé devant moi, j'étais pieds nus, balai-brosse en mains et je lavais la salle. A la suite des deux porteurs, je m'engageai sur le pont. La pluie y ruisselait. Un vent terrible le balayait. Les deux infirmiers, le brancard, le mort, étaient secoués, bousculés, boxés par la tempête ; les tabliers blancs des premiers et le drap de l'autre voltigeaient, claquaient sous le souffle cruel. Deux ou trois fois, je dus prendre le drap, le replacer sur le visage de bronze clair, aux beaux yeux allongés, le glisser sous les épaules pour le maintenir.

Enfin, on arriva à la chapelle. Le brancard y fut déposé, on le recouvrit d'un drap tricolore, et je m'en fus reprendre mon nettoyage.

Ce soir, on immergea Printemps à 8 h. 1/2. Comme il n'y avait pas d'opérations, j'ai accompagné les deux infirmiers qui avaient, dans la journée, cousu le corps du petit nègre dans un grand sac de toile, comme ceux dont on se sert pour le blé ou les pommes de terre. Ils ont pris le brancard, ont descendu avec lui un petit escalier roide où ils trébuchaient à chaque marche pour atteindre le pont de la coupée. Le temps s'était tout à fait remis au beau au cours de la journée. Il faisait une nuit admirable, et l'eau qui courait rapide charriait les paillettes d'argent qu'y laissait tomber la lune.

De temps en temps, le canon tonnait. Sur la coupée, très éclairée, l'officier d'administration, l'adjudant, deux ou trois

majors, la marquise de C... qui, vraiment, donne le plus bel exemple de courage, de bonté agissante et d'activité. Penchées sur le bastingage, dans l'attitude de la prière ou de la méditation, une dizaine d'infirmières. Ces femmes en blanc, dont beaucoup pleuraient, accoudées le front dans les mains, sous la lumière violente, au-dessus de cette mer au courant rapide étaient infiniment émouvantes.

Les deux porteurs arrivèrent avec leur brancard jusqu'à l'escalier, prirent le sac chacun par un bout — il était flasque, incurvé — et descendirent marche à marche jusqu'au niveau de l'eau, où ils le laissèrent glisser. Et le courant qui l'emporta — sans doute très loin — continua de rouler ses paillettes d'argent.

Je songe à ce que serait ma douleur s'il me fallait voir immerger ainsi, jeter à la mer, un être que j'aime ou que je connaîtrais, et je songe aussi à la pauvre négresse qui, dans quelques mois apprendra brutalement que son homme n'est plus, et que son être dispersé roule dans la mer orientale.

Samedi, 18 septembre.

Je regardai, ce matin, le livre des observations qui se trouve dans notre salle et j'y trouvai, à quelques pages de distance, ces trois noms de nègres : Socrate, Aglaé et Printemps !

Jeudi, 23 septembre.

... Depuis quelques jours, nous savons que nous devons aller à Salonique pour y faire du charbon, et nous attendons ce départ avec impatience. Aujourd'hui, nous avons reçu l'ordre d'appareiller samedi soir. En attendant, nous nous apprêtons à évacuer ceux de nos blessés qui sont évacuables. Nous nous avançons très près de terre, de façon à nous mettre à la hauteur d'un autre bateau-hôpital qui se trouve mouillé sous la falaise de Sedd-ul-Bahr, et le remorqueur vient nous accoster. Cinquante blessés, des fantassins, des zouaves, des artilleurs, les uns blancs, les autres noirs, les uns à pied, les autres sur des brancards, sont là, vêtus de leurs costumes ordinaires, mais fripés, déteints, tachés, rendus ignobles par la désinfec-

tion. Les uns partent avec indifférence; ils quittent notre bateau sans aucune émotion, se laissent emporter avec une résignation un peu bestiale. Mais les autres! Avec quelle tendre reconnaissance ils tendent les mains vers nous, quels jolis sourires ils nous envoient avant de nous quitter! Cette première évacuation nous cause d'ailleurs, à tous, une certaine tristesse ; nous étions habitués, déjà, à ces visages hier inconnus; nous savions de quoi se plaignaient ces hommes, dont presque tous sont encore des enfants, et comment il les fallait traiter pour qu'ils prissent leur mal en patience.

Les voilà partis, et ce soir, lorsque j'irai faire un tour dans les salles, je ne verrai plus ce petit armurier bordelais à l'accent terrible, au sourire de fille, qui, pendant qu'on le pansait, exigeait le bras nu de son infirmière pour y mettre sensuellement sa joue imberbe, ni ce zouave algérien, mon premier client, avec qui, chaque jour, quand j'en trouvais le temps, j'allais faire un brin de causette ; ni ce Tunisien loquace et farceur, aux deux fesses traversées, qui parlait de sa « blessoure » et trouvait le moyen, chaque fois qu'il me voyait, de « m'avoir » de trois ou quatre cigarettes.

Mon pauvre nègre Koulibali s'en va aussi, celui qui m'embrassa quand je l'appelai « beau garçon » et qui, tous les soirs s'arrangeait, bien que ne parlant pas français, pour me faire appeler par l'un des infirmiers de la salle, afin que je lui dise bonjour.

Et voici Aglaé, le petit Martiniquais qui porte sur son bras ce tatouage : « J'ai pensé à ma Dédé ».

M... l'a trépané dimanche matin, et aujourd'hui, jeudi, il est debout sur le pont du remorqueur, auprès de ses camarades, souriant, un peu dolent encore, certes, mais valide.

On leur jette des paquets de cigarettes, le torpilleur largue ses amarres et file, emportant nos premiers blessés vers la *Bretagne* qui les ramènera en France ; puis la guerre les reprendra, et nous ne saurons jamais si elle les a épargnés, ou si, malgré tant de soins, d'efforts et de tendre sollicitude, elle ne les a pas couchés pour jamais dans une fosse hâtivement creusée, ou fait glisser par quelque froide nuit dans une mer lointaine.

Samedi, 25 septembre.

Nous avons reçu l'ordre, ce matin à 10 heures, de partir pour Moudros. Nous levons l'ancre et quittons Sedd-ul-Bahr et la côte d'Asie. Il fait si doux, la mer est si calme, qu'il est impossible de sentir qu'on avance et nous continuons à panser et à opérer comme si nous étions à l'ancre. Vers trois heures, nous arrivons à Moudros, nous revoyons sa rade, ses camps, et nous repartons aussitôt pour Salonique. Nous voguons dans un coucher de soleil qui teinte d'orangé une large bande de mer. Les montagnes des îles que nous côtoyons deviennent mauve, violet sombre, et derrière nous, nous voyons se lever la lune. Puis les reflets du soleil sur l'eau s'éteignent, nous glissons sur un fleuve de nacre et d'argent.

Dimanche, 26 septembre.

Quand je me suis levé ce matin, le bateau n'était pas encore arrêté. De vagues roseurs étaient visibles à l'orient. Des buées flottaient sur l'eau. Peu à peu, la nuit s'éclaircit, le levant devint plus coloré, et je discernai des montagnes derrière un écran de brouillard. Le bateau stoppa ; monté sur le gaillard d'avant, je fouillai l'horizon. Peu à peu, je découvris que nous étions dans un vaste golfe limité par d'importantes hauteurs, que tout au fond se trouvait une ville, encore baignée de brume. Salonique !

Je vis bientôt s'élever de blancs minarets, et la ville entière m'apparut, construite au flanc d'une montagne très escarpée.

Nous recommençons à avancer et nous nous dirigeons vers le port. Malheureusement le temps se couvre, et quand nous arrivons à quai, il fait un jour gris, sale, vraiment très peu oriental. D'ailleurs ce que nous apercevons de notre pont, et qui intercepte absolument notre vue sur la ville, ne vaut pas la peine que nous le regardions : une grande bâtisse blanche, bureau d'agence maritime ; un cinéma Pathé et quelques maisons « à la française », c'est-à-dire du style munichois le plus pur. Nous apprenons, en jetant l'ancre, que nous sommes en pleine mobilisation et apercevons, sur le quai, des gentilshommes à l'air très martial qui promènent de splen-

dides costumes : des officiers probablement. Quelques bateaux chargés de soldats entrent au port.

...Le soir, vers 5 heures, on vient me prévenir qu'un blessé que M... a opéré hier est très mal : 40° de température.

Je monte à la salle d'opérations, j'attends le malade, on le couche sur la table, on l'endort, on découvre son pied que la gangrène ronge et noircit ; M... lui dit :

— Tu sais, ton pied ne va pas bien, et je crains de ne pouvoir te le conserver tout entier.

L'infortuné ne répond pas.

M... répète. Le patient affirme qu'il préfère garder son pied.

— Bien sûr, mon vieux, mais je serai peut-être forcé...

Et le blessé :

— Eh bien, faites comme pour vous.

M... se penche sur la table, caresse la joue de celui qu'il va amputer, et prononce tendrement :

— Mon pauvre petit vieux !

On attache, on endort, je mets une paire de gants, attrape le pied noir. M... sectionne, scie, le pied me reste dans la main. Je le dépose dans un seau, un camarade le porte à la chaudière où on le brûlera.

C'est étonnant ce qu'un membre, bras ou jambe, privé de sa main ou de son pied, semble court.

Lundi, 27 septembre.

Vers midi, au moment du déjeuner, le médecin-chef monte et nous annonce qu'un petit bonhomme qu'on soignait depuis quelques jours pour une fracture de l'humérus, d'ailleurs fort vilaine, fait de la gangrène ; on prépare ce qui est nécessaire pour une amputation. On monte le blessé. Sa maigreur, sa faiblesse générale, l'état horrible de son bras m'avaient frappé depuis la veille et j'avais dit au jeune S..., au moment du pansement, que je craignais l'intervention. Il avait conservé l'espoir de l'éviter. Et quand on découvre la plaie, il faut vraiment du courage pour résister à la vue, à l'odeur. Anesthésie. Je prends la main dans ma main gantée. Je tire. B... donne un coup de couteau circulaire et le pauvre

membre corrompu, dont l'os est brisé à quelques centimètres de l'épaule, reste entre mes doigts.

Je le dépose dans un seau, entouré du champ qui le recouvrait et pendant que le patron scie le morceau d'humérus brisé, ligature, panse, je regarde cette pauvre main calleuse, sale, exsangue, du petit paysan beauceron qui, tout à l'heure se réveillera avec un moignon. Elle est crispée, la paume est tournée de mon côté, et j'éprouve, pour la première fois depuis que je vois opérer, un sentiment d'horreur, d'épouvante, qu'aucune plaie ne m'a donné.

... Je suis descendu cet après-midi voir Léopold, notre amputé. Malgré le sérum, il est très bas, et la dysenterie qui, chaque fois qu'on le montait chez nous, lui faisait souiller nos draps — car l'infortuné ne nous a rien épargné — la dysenterie empire. A 5 heures, il est mort.

Mardi, 28 septembre.

Je suis de garde à la coupée, de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Cela consiste à être assis sur un pliant, en grande tenue, jugulaire au menton, à recevoir les gens, à les conduire où ils désirent aller, et à regarder ce qui se passe autour du bord.

Matinée brumeuse, les mouettes volent dans l'air frais en poussant de petits cris. Autour de l'escalier de la coupée, des barques montées par des juifs qui viennent nous vendre des journaux : victoire française entre la Marne et l'Aisne, 16 000 prisonniers allemands.

... J'apprends qu'un de nos opérés d'avant-hier soir vient de mourir et qu'on l'enterrera aujourd'hui, dans le cimetière catholique de Salonique, avec Léopold.

Vers 2 heures, les deux cercueils, couverts du drapeau tricolore, sont descendus sur la baleinière où prennent place le médecin-chef, l'officier d'administration, l'adjudant et quatre infirmiers. L'aumônier est parti en avant préparer la cérémonie. La baleinière qui porte les deux corps mutilés, glisse entre les barques, les chalands, les charbonniers. Et les hommes qui montent toutes ces embarcations se découvrent au passage.

Mercredi, 29 septembre.

Encore une gangrène gazeuse ce matin. Il y a quelques jours, avant notre départ de Sedd-ul-Bahr, nous avions reçu un petit de la classe 15 atteint au cou et aux deux jambes par des éclats de grenade. Rien de très grave. Quelques incisions suivies de curetage et l'on pensait que tout irait bien; mais hier, une des jambes prit un assez mauvais aspect qui détermina M... à pratiquer, au-dessous du genou, une incision circulaire. Enfin, ce matin, on amena de nouveau le blessé dans la salle. M... l'informa que sa jambe n'allait pas bien, et lui demanda s'il préférait en faire le sacrifice, avec l'espoir de vivre, ou la garder avec tous les risques — qui étaient immédiats. Il le dit d'ailleurs avec ce tact et cette douceur que j'ai déjà marqués.

Le pauvre gosse dont le petit visage pâle, absolument imberbe, était déformé par une asymétrie résultant de sa blessure au cou et qui parlait avec la bouche de travers, tourna vers lui des yeux résignés et répondit simplement :

— Je m'attendais à entendre ce que vous venez de me dire. Coupez-moi la jambe.

Le pansement défait, le membre apparut, horrible, tout noir, et dégageant une odeur infecte de venaison. M... le palpa, et la chair sous ses doigts fit un bruit de viande ou plutôt de boudin grillé sous la fourchette. Je pris le pied et pendant que le chirurgien sectionnait, en dirigeant son couteau dans un sens, je faisais tourner la jambe de l'autre. Un coup de scie pour couper le fémur, car l'amputation avait été faite au-dessous du genou, juste à la place de la première incision, et je déposai le membre dans un seau.

...Je vais voir dans la salle le petit amputé de ce matin. Il est triste ; déjà, sur son visage pâle, maigri, que l'asymétrie déforme, l'ombre de la mort a passé. Je m'assieds auprès de son lit. Je lui dis que, malgré son infirmité, il pourra faire une vie, et une belle vie, que rien ne l'empêchera d'exercer sa profession de dessinateur et même qu'il obtiendra une place de choix. Le pauvre enfant dont le cou est ceint de bandes, et qui ne peut remuer, me regarde fixement :

— Je ne me fais pas d'illusions ! D'ailleurs l'aumônier est venu tout à l'heure. Ça n'est pas pour rien.

Jeudi, 30 septembre.

« Je ne me fais pas d'illusions ! » Il avait raison. J'apprends ce matin qu'il est mort pendant la nuit, en suppliant qu'on ne l'immerge point et qu'on l'enterre au cimetière de Sedd-ul-Bahr. Il savait que nous retournions au cap Hellès.

... A sept heures du matin, nous partons, par un temps splendide. J'aurais voulu pouvoir jeter un dernier regard à la grande baie aux lignes souples, j'aurais voulu revoir la montagne couverte de maisons, plantée de cyprès et couronnée par la ligne découpée des remparts ; mais lorsque j'ai pu monter sur le pont, nous étions en pleine mer : le golfe et la montagne avaient disparu depuis longtemps. Nous suivions une côte aux lignes douces, noyée d'une lumière d'or dans les parties éclairées par le soleil, teinte de violet clair à l'ombre et que baignait une mer calme, d'un bleu profond, sur laquelle nous glissions sans bruit, sans un heurt : il était impossible de nous rendre compte si nous avancions ou si nous étions à l'ancre.

Brusquement, vers le soir, le temps changea. Sans que la mer fût plus agitée, un brouillard si épais nous enveloppa qu'il nous fallut diminuer considérablement notre vitesse. Et toute la soirée et toute la nuit, nous avançâmes, la sirène meuglant désespérément.

Vendredi, 1er octobre.

Encore le brouillard. Quand nous nous sommes levés, il nous enveloppait à tel point qu'il était impossible de voir quoi que ce fût à cent pas du bord. Puis le soleil le perça ; puis une fois encore, nous fûmes entourés d'ouate. Toute la matinée, nous eûmes de ces alternatives. Et la sirène continuait à bramer notre détresse. Enfin, à quatre heures de l'après-midi, nous arrivâmes à Moudros dont nous revîmes, avec je ne sais quel sentiment familier, les côtes roses que baigne la mer bleue. Le ciel était redevenu serein, l'atmosphère transparente. Après avoir mouillé quelques heures dans la baie que le coucher de soleil ensanglanta somptueusement, nous reçûmes l'ordre de regagner notre place au cap Hellès. Et nous partîmes dans la nuit noire, sans lune et presque sans étoiles. Je dois dire que je ne m'aperçus même pas du départ. J'étais, après le dîner, sur le pont, lorsque j'entendis le commandant maugréer :

— Sortir de ce port, non éclairé, par une nuit pareille, sans s'empêtrer dans les filèts, c'est un métier de forçat.

Samedi, 2 octobre.

Quand nous nous éveillons, nous sommes arrêtés à l'endroit même que nous avons quitté voici quelques jours, c'est-à-dire en face du détroit. A notre gauche, Sedd-ul-Bahr et son camp, à droite la côte d'Asie. Et le bruit familier du canon frappe mes oreilles.

Une matinée admirable, d'une grande douceur lumineuse. Pas la moindre vague, pas de courant. Les côtes, où de temps en temps nous voyons tomber les obus, montrent tous leurs détails.

Nous apprenons que des raisons administratives nous empêchent de mener à terre, pour l'ensevelir ainsi qu'il le désirait, notre petit mort et qu'on doit l'immerger.

Le cercueil, dans lequel son corps rendu effrayant par la gangrène est enfermé, est descendu à la coupée et on le laisse glisser. Mais, comme on a oublié de percer des trous dans le bois pour que l'eau y pénètre, la bière, au lieu de s'enfoncer, flotte, le courant l'entraîne ; le frêle esquif blanc s'en va loin, loin de nous. Certes, ce cercueil a dû finir — et très tôt — par être englouti, mais l'imagine-t-on rencontré par un autre bateau, ou allant s'échouer sur le rivage bas de quelque île?

Dimanche, 3 octobre.

Nous recevons des hommes peu grièvement blessés, et la journée se passe surtout en pansements. Si, chez nous, c'est le calme relatif, à terre on tire beaucoup. Deux ou trois coups sont si violents qu'ils ébranlent le bateau, font trembler et vibrer nos verreries.

Le soir, après le dîner, je monte sur le pont et fais quelques pas avant de regagner ma cabine. Plus de canon ; une nuit si douce que je reste en costume de toile. Les constellations brillent comme elles brillent en Orient, quand le ciel est serein. La mer laisse monter vers moi un murmure à peine perceptible et les deux navires-hôpitaux mouillés à notre gauche,

réfléchissent dans l'eau les mille lampes électriques de leurs bandes vertes et leurs croix rouges. C'est une fête de nuit, une fête vénitienne, la musique en moins, et en plus l'épouvante, l'horreur proche de la mort.

Mercredi, 6 octobre.

Ce soir, à 6 heures, après les opérations et les pansements de l'après-midi, j'étais à la fenêtre et je regardais la côte d'Asie, toute rose et violette sous le soleil couchant, quand le remorqueur arriva, nous apportant une vingtaine de blessés, les uns à pied, les autres sur des brancards. On avait commencé à transborder quelques-uns de ces derniers, lorsque, tout à coup, je vis un paquet jaunâtre passer par-dessus le bord du remorqueur et une paire de semelles cloutées m'apparut. Le paquet tomba à l'eau, les semelles disparurent, l'eau bouillonna et une face noire émergea. Presque aussitôt, un des matelots du remorqueur enjamba le bastingage, je vis une autre paire de semelles, et un paquet bleu tomber sur le paquet jaunâtre. Le matelot empoigna le nègre qui empoigna le matelot et les deux hommes luttèrent dans le courant très rapide. Bientôt un troisième paquet, un paquet blanc, suivit le chemin des deux autres : un de nos camarades descendu sur le remorqueur pour aider au débarquement venait de se porter au secours du matelot et du nègre. Lutte, coups de poing, barbotage, angoisse ; une pinasse à vapeur arrive à toute allure ; elle longe de tout près le remorqueur, va écraser les trois hommes que le courant emporte... On crie, on fait des signes, la pinasse s'arrête ; avec mille difficultés, on hisse le moricaud et les deux blancs.

Cependant, le nègre, cause initiale de l'incident, est sur le pont du remorqueur. Avec des gestes véhéments, il désigne notre bateau, fait « non » de la tête, puis montre la côte d'Europe, en faisant signe qu'il veut y aller. On lui parle, on essaie de le raisonner. F... le prend amicalement sous le bras. Il résiste comme un âne qui ne veut pas avancer. Alors, on l'empoigne à cinq ou six et on le hisse à notre bord.

J'apprends dans la soirée la cause de son plongeon : il était le matin dans les tranchées lorsqu'il fut frappé au cou d'un éclat d'obus dont un autre fragment tua son caporal. Or, ledit

caporal portait toute la fortune du nègre — trente-cinq francs. Évacué sur un poste de secours, notre noir avait expliqué sa petite affaire et signifié qu'il voulait son argent. Sans doute avait-on eu d'autres soucis que de s'enquérir de la place où se trouvait le caporal, enterré vraisemblablement à quelques kilomètres de là — et l'on avait embarqué le Sénégalais capitaliste à bord du remorqueur. Mais quand il fut arrivé à destination, son désespoir fut plus fort que le désir d'être soigné ; il prétendait regagner la côte d'Europe à la nage, traverser les cordons de sentinelles, arriver aux tranchées, retrouver son caporal, l'exhumer et enfin récupérer sa précieuse « légitime » : il s'était froidement jeté à la mer.

Jeudi, 7 octobre.

Notre nègre est monté ce matin à la salle d'opérations. C'est un colosse. En ascenseur, il avait déjà donné des signes non équivoques d'inquiétude — d'ailleurs c'est une joie de voir les noirs dans cette mécanique — mais quand il arriva dans notre domaine, il recula de deux pas, s'arc-bouta sur ses jambes, et recommença à faire l'âne rétif. Tout le monde essaya de lui faire entendre raison : l'enfant du Sénégal faisait les gros yeux et secouait obstinément la tête. Enfin S... l'entreprit. Il s'agissait de le mener aux fins de radiographie chez M... dont le cabinet, véritable antre de sorcier, peint en rouge, éclairé d'une lampe rouge, sillonné d'étincelles électriques, est tout encombré d'instruments horrifiques.

Nouvelle reculade, nouveau palabre. Enfin notre homme va se décider, lorsque, de gros bésicles verts sur le nez, portant au cou un grand tablier de caoutchouc plombé qui lui descend jusqu'à mi-jambe, M... paraît avec son air engageant. Le Sénégalais, qui croit sa dernière heure venue, fait un bond formidable en arrière. Alors, nous sautons dessus, nous parvenons à le maintenir pendant qu'on localise le projectile.

On le ramène à la salle d'opérations, on le couche sur une table, on l'attache et on redoute un nouveau pugilat, lorsqu'à notre grande surprise, le facétieux garçon prend le chloroforme comme du petit lait et chante éperdument, d'une

voix de fausset, quelque refrain à la mode sur les rives du fleuve qui le vit naître.

Pendant ce temps, un négrillon qui était atteint à la tête, n'entrait dans notre salle que pour y mourir. Instantanément, un essaim de mouches s'abattit sur son visage tuméfié. Je les chassai, étendis une gaze sur la pauvre tête meurtrie et le cadavre, porté à la chapelle, fut recouvert du drap tricolore, en attendant l'immersion de ce soir.

Dimanche, 10 octobre.

Ce matin, nous avons reçu un nègre terriblement abîmé. Je crois bien que, depuis que nous fonctionnons, jamais nous n'avons eu sur nos tables, corps plus meurtri que le sien. La plus bénigne de ses blessures détermina le chirurgien à lui couper, aux ciseaux, deux doigts qu'il déposa sur le plateau. Pendant tout le temps que durèrent les opérations, je ne pus quitter des yeux ces deux doigts noirs, tout poissés de sang, recroquevillés, qui se détachaient sur la toile blanche. Et quand tout fut fini, que le nègre fut expédié dans sa salle, je pris les deux doigts, les plaçai dans une compresse, et par le châssis grand ouvert sur le beau ciel clair, sur la mer étincelante et sur la côte d'Asie, les lançai à toute volée. Dans sa chute, le petit paquet se défit, les deux doigts tombèrent à l'eau et la gaze blanche développée par le vent parut un oiseau léger, qui un moment voleta joyeusement au-dessus de la mer bleu sombre.

...Je crois bien que ce sont les nègres qui excitent en moi le plus de compassion et à qui je souhaiterais le plus épargner la douleur.

L'autre jour, dans une salle, je regardais un de ces noirs, qu'on soigne pour une pneumonie. Pendant près de quinze jours, inerte, fiévreux, il demeura assis sur son lit, sans dire un mot, ses grosses lèvres avancées en moue enfantine. Chaque matin, on lui mettait des ventouses sur le dos, et jamais je n'ai vu visage plus douloureux que le sien à ces moments. Puis il alla mieux, et maintenant le voilà guéri. Aujourd'hui, en pyjama bleu clair, il s'est mis à ma recherche. Dès qu'il m'aperçut, il a souri, m'a crié « Bouju », m'a tendu la main.

Et comme je lui caressais les joues et le cou, il rit doucement, vint se câliner contre moi. Cet athlète formidable est plus doux qu'un enfant, et plus caressant qu'une chatte !

Bon gros Baghi ! Il partira demain. Et je ne verrai plus son visage balafré, des coins lacrymaux aux commissures des lèvres, de deux sillons faits au rasoir, ni ses grands yeux émaillés, ni son rire et je n'entendrai plus son « Bouju ».

Leur détresse, la peur que nous leur inspirons, leur reconnaissance quand ils ont compris ce qu'on a fait pour eux, leur tendresse, ne sont pas les seules raisons qui me les font aimer. Ils sont beaux : si l'on excepte leurs pieds plats et leurs mollets trop minces, ils ont, ceux du moins que nous recevons, des formes splendides.

Nous évacuons tous les blessés dont l'état le permet, et je n'ai pas voulu laisser partir mon vieux Baghi, ni son ami Dialo, sans en garder un souvenir. Avant qu'ils se fussent habillés en soldats, je me suis fait photographier avec eux. Baghi, le tendre Baghi, tient ma main dans sa main, et Dialo, pour une fois, est plus sérieux qu'un juge.

J'aurais voulu pouvoir leur envoyer une épreuve du cliché, mais les pauvres n'ont pas compris mon désir lorsque je le leur ai expliqué, et n'ont pas su me dire où je pourrais leur écrire. Les voici maintenant sous le costume du colonial. Ils sont tout différents, méconnaissables. Ce ne sont plus des enfants câlins et doux, mais de solides gaillards, d'aspect un peu redoutable. Je leur dis adieu. Je dis aussi adieu à ce petit Marseillais de la classe 15 à qui l'on fit, il n'y a pas bien longtemps, une laparotomie. Pendant l'opération il était si bas que je lui tirai du doigt une bague d'argent, afin qu'elle ne fût point immergée avec lui et qu'on pût l'envoyer à sa mère. Le voici maintenant gaillard, souriant et rose sur son brancard, jouissant de la lumière et de la chaleur du jour, que nous pensions bien qu'il ne reverrait jamais plus...

Jeudi, 14 octobre.

... Une fois encore nous quittons Moudros. Y reviendrons-nous jamais? Il se pourrait bien que du Pirée où nous allons, nous recevions une autre destination. Des événements se préparent

qui seraient de nature à nous faire changer de mouillage, abandonner Sedd-ul-Bahr pour Salonique.

... On décide d'agrandir nos soutes ; il va donc falloir sortir de la cale l'énorme quantité d'objets de pansement que nous avons eu tant de peine à y ranger. Pendant que les plus belles îles du monde sont en vue, parmi les rats et la poussière, dans une atmosphère lourde et surchauffée, nous transportons draps, coton, flacons, ingrédients et matériel.

Vendredi, 15 octobre.

Nous avons travaillé ce matin à mettre en ordre tout ce que nous avons extrait hier de la cale, et à une heure nous sommes libres. La vedette nous porte à quai : tramway, train. Quelques tours de roue dans une aride campagne, puis, tout à coup, à une courbe de la voie, un grand choc : au sommet d'une colline, l'Acropole, le Parthénon ! Jamais je n'ai éprouvé, ni lors de ma première arrivée à Venise, ni quand l'immensité du Colisée me fut révélée, ni quand je vis la chapelle Sixtine ou la Loggia dei Lanzi à Florence, jamais je n'ai éprouvé sensation artistique aussi intense... Suivant le mot d'un adjudant rencontré sur ces ruines : « Les gens qui ont fait cela avaient rudement bien repéré l'endroit. »

Après la visite au musée de l'Acropole où m'enchantèrent deux ou trois stèles et surtout le prodigieux bas-relief de la Victoire rattachant sa sandale, je descendis dans l'Athènes moderne — dépourvue de tout intérêt — pour y faire quelques achats indispensables, et à 6 heures, je rentrais à bord, ébloui par ce que je venais d'admirer avec tant d'émotion et tant de joie.

Lundi, 18 octobre.

Longue station silencieuse et très douce entre les belles colonnes de marbre blond de l'Acropole.

... Nous nous installons à la terrasse d'un glacier. Beaucoup de gens attablés nous regardent, nous demandent des nouvelles de notre Patrie, dont nous ignorons tout, des Dardanelles dont nous arrivons et sur quoi nous sommes aussi mal renseignés.

La Grèce, nous affirme-t-on, aime la France, hait l'Allemagne, va marcher. Les rues sont pleines de soldats, des régiments passent qui, tout à l'heure, s'embarqueront.

Pendant que nous bavardons en absorbant notre café glacé, une petite bonne femme de neuf à dix ans, sarrau rouge, grand chapeau de paille, dépose devant chacun de nous trois brins de jasmin. Nous la regardons. Elle est vraiment très jolie, la minuscule bouquetière, teint ambré comme celui de toutes les femmes d'ici, yeux très longs, boucles brunes. Elle fait une gentille révérence, nous lui donnons deux sous, et je lui caresse la joue. Elle continue de circuler entre les tables ; pendant tout le temps que nous resterons là, elle viendra quatre ou cinq fois me faire sa révérence, me sourire, me frapper sur l'épaule.

L'heure du départ arrivée, nous appelons une voiture. La petite s'y précipite après nous et, devant tout le monde attablé à la terrasse, m'embrasse ! Je la fais descendre et quand le cheval se met en marche, elle me jette encore quelques brins de jasmin. Et voilà ma première aventure en Orient !

Nous nous faisons conduire à la gare et le train nous amène au Pirée. Là, nous prenons une barque pour rentrer à notre bord. Il fait une nuit admirable. Nous traversons un bassin où de petits voiliers sont amarrés. Les coques lourdes et rondes de ces embarcations dont les mâts et les cordages se profilent sur le ciel, se réfléchissent en masses sombres sur l'eau plus claire où les feux tremblotent, et notre bateau nous apparaît avec ses feux verts, ses grandes croix rouges lumineuses.

Il a vraiment l'air d'un yacht de plaisance pavoisé pour quelque fête, notre bateau-hôpital, où tant de souffrances ont déjà passé et d'où les corps de pauvres enfants de chez nous ont glissé doucement, par de belles nuits comme celle-ci, dans la mer étrangère.

... Par cette douce nuit, il ferait bon oublier la guerre, mais les troupes grecques, fantassins, cavaliers, chevaux, artillerie continuent à embarquer autour de nous ; les navires de guerre amarrés s'envoient à chaque seconde des messages qui strient le ciel de brusques éclairs lumineux...

Mardi, 19 octobre.

La cale est pleine de charbon. Nous attendons des instructions ; à 5 heures, l'ordre nous vient d'appareiller... pour Moudros ! Nous voici de nouveau sur la route des Dardanelles. De gros nuages sombres donnent au coucher de soleil un caractère tragique, la mer est d'un gris métallique et les montagnes qui nous entourent, d'un violet presque noir. Le vent souffle rudement.

Mercredi, 27 octobre.

Allons-nous avoir ainsi des alternatives de brume et de beau temps? Aujourd'hui, tout est redevenu lumineux, et la journée eût été bonne, si nous avions eu notre courrier. Mais à 5 heures, la mer s'agita, le remorqueur qui venait à nous et vraisemblablement nous apportait la correspondance tant souhaitée, estima ne pouvoir nous aborder sans danger. Et malgré nos mains tendues et le battement de nos cœurs, il fut obligé de rebrousser chemin !

Dimanche, 31 octobre.

Grosse journée de travail. Le remorqueur du matin nous a amené une douzaine de blessés, dont plusieurs très grièvement. Et nous nous sommes offert deux amputations, deux trépanations, dont une suivie de mort immédiate, une laparotomie, plus un certain nombre de débridements et pansements.

Lundi, 1er novembre.

Nous avons reçu l'ordre de partir ce soir pour Salonique. Nous allons quitter le cap Hellès où nous vivions depuis plus de deux mois. Nous ne reverrons plus la côte d'Europe, ravagée, jaune sous le soleil, ni la mystérieuse côte d'Asie, toute rose, ni l'entrée du détroit. Pour notre dernier jour, nous avons un soleil splendide, une mer bénigne, et nous nous persuadons que, si le canon tonne, c'est pour saluer notre prochain départ. Il tonne dur, cependant, la côte d'Asie est largement arrosée, et nous voyons, à si peu de distance que nous

pouvons le photographier, un obus turc tomber tout près d'un contre-torpilleur anglais.

La nuit complètement révolue, nous levons l'ancre — sans avoir reçu notre courrier qui attend, paraît-il, à Moudros, et que nous lirons quand, maintenant?

(La fin prochainement.)

PIERRE LA MAZIÈRE

LA FIN DE LA TRIPLE ALLIANCE

ET

LE COMMERCE ITALIEN

La rupture de la Triple Alliance n'a pas eu seulement pour effet une orientation nouvelle de la politique extérieure de l'Italie, elle a déjà produit, et elle produira dans l'avenir, des transformations profondes dans sa politique commerciale. Depuis une quinzaine d'années, l'Italie achetait à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie la majeure partie des produits que l'insuffisance de son rendement agricole et industriel et les besoins croissants de sa population l'obligeaient à faire venir du dehors ; elle vendait de même à ces deux pays de grandes quantités de marchandises dont l'importance s'accroissait d'année en année. La France, qui avait autrefois occupé la première place dans le commerce extérieur de l'Italie, l'Angleterre, malgré les fournitures de charbon qu'elle effectuait, avaient peu à peu perdu les positions conquises : sur le marché italien, comme sur tant d'autres, la concurrence savante des empires centraux avait été désastreuse pour toutes les deux. Mais avec l'entrée en guerre de l'Italie la situation s'est modifiée : les statistiques permettent dès à présent de constater une augmentation notable dans les échanges entre le royaume et les Alliés et une diminution correspondante dans ceux avec les empires centraux. Pour la période janvier-septembre 1914, les importations d'Allemagne s'étaient chiffrées par 411 mil-

lions de lire, et celles d'Autriche-Hongrie par 184 millions; pour la même période de 1915, les premières sont tombées à 151 millions, et les secondes à 33. Les exportations d'Italie ont suivi le même mouvement descendant. Celles dirigées vers l'Allemagne sont tombées de 211 millions à 184, et celles vers l'Autriche-Hongrie de 142 à 104. A l'inverse, les exportations vers l'Angleterre se sont accrues de 27 millions [1] et celles vers la France de 153 [2]. Quant aux importations, elles n'ont accusé qu'une baisse relativement légère : tandis que les importations allemandes diminuaient de 260 millions et les autrichiennes de 150, les françaises descendaient seulement de 68 millions [3] et les anglaises, de 74 [4].

La transformation qui s'annonce dans les courants commerciaux de l'Italie met en question l'économie nationale tout entière. La guerre finie, l'Italie devra déterminer les conditions de ses échanges avec l'étranger. Les traités qui la liaient à ses ennemis n'existeront plus ; ceux qui l'unissent à la France et à ses autres alliés ne correspondront pas aux nécessités de la situation nouvelle. Il faudra modifier ce que la guerre aura laissé subsister et rebâtir sur des bases nouvelles ce qu'elle aura détruit. Ce travail de reconstruction, qui s'imposera à tous les pays, exigera une connaissance exacte et complète de la production et des besoins nationaux. A l'heure actuelle, l'Italie est prête à entrer dans les voies nouvelles qui, au point de vue commercial, s'ouvrent devant elle, et à resserrer les liens qui l'attachent à la France et à l'Angleterre. Mais l'opinion demande qu'on n'agisse pas à la légère ; elle réclame une étude approfondie des possibilités du pays ; elle veut qu'avant de s'engager on examine soigneusement non seulement ce qu'il produit, mais ce qu'il peut produire, de manière qu'il n'achète au dehors que ce qu'il est incapable de se procurer par sa propre activité. L'Italie a beaucoup souffert de la domination économique que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie exerçaient hier encore sur elle ; elle entend, avec raison, que l'avenir ne ressemble pas au passé.

1. 252 millions au lieu de 224.
2. 297 millions au lieu de 144.
3. 111 millions au lieu de 179.
4. 323 millions au lieu de 398. On sait que c'est seulement le 10 février 1916 que l'Italie a interdit tout commerce avec l'Allemagne.

Les conditions de cet avenir sont à présent discutées dans la presse italienne tout entière. Depuis plusieurs mois, des articles nombreux ont paru sur la situation commerciale du pays et les améliorations qui devraient y être apportées ; on a examiné de même la place exacte occupée dans l'économie générale par chacune des grandes puissances européennes [1]. Des associations privées [2] se sont constituées pour déterminer avec précision la position économique d'aujourd'hui et, sur les données recueillies, fixer celle de demain. De nombreuses chambres de commerce [3] ont ouvert des enquêtes sur ces sujets, ou émis des vœux [4]. Il y a quelques mois, l'un des économistes les plus réputés d'Italie, M. Ghino Valenti, ouvrait l'année scolaire à l'Université de Sienne, par un discours sur « la guerre et l'économie nationale de l'Italie [5] ». Le pays est saisi de la question et, bien qu'elle soit assez aride et qu'il se soucie peu d'ordinaire des études économiques, il la suit avec intérêt parce qu'il sait qu'elle est pour son avenir d'une importance primordiale. Le mot qu'on prête à Frédéric-Charles, en 1871, le soir de la reddition de Metz, est toujours vrai. Il ne suffit pas à un pays de vaincre par les armes, il lui faut aussi la victoire économique. Il ne suffira pas plus à l'Italie qu'à aucun autre des Alliés d'avoir jeté bas le militarisme germanique et reconquis les territoires qui sont sa légitime propriété, il lui faudra aussi,

1. Voir notamment les articles de M. Ugo Ancona, la *Rinascenza Economica*, dans le *Giornale d'Italia* (septembre 1915, mars 1916) ; de M. Luigi Lojacono, l'*Economia e la Guerra*, dans la *Tribuna* (octobre-décembre) ; ceux parus à la même époque dans l'*Idea Nazionale* et l'*Economista d'Italia* (l'*Economia italiana dopo la pace*). Voir aussi dans la *Nuova Antologia* les articles signés *Victor* et celui de M. Ghino Valenti, la *Guerra e l'Economia nationale dell'Italia* (numéro du 16 décembre) ; dans la *Rivista della Societa commerciali*, notamment les numéros de septembre et octobre ; dans la *Finanza Italiana*, les numéros des 20 novembre et 11 décembre 1915.

2. Notamment le *Gruppo Nazionale di Azione economica*, l'*Alleanza industriale e commerciale*, le *Pro industria Nazionale*, le *Comitato Nazionale scientifico tecnico per lo sviluppo e l'incremento dell' industria italiana.*

3. Notamment les Chambres de commerce de Bari, de Trévise, de Brescia.

4. L'Union des Chambres de commerce s'est occupée du régime économique d'après-guerre, notamment dans sa séance du 13 décembre dernier. Voir à ce sujet un article de son secrétaire général, M. Félice Guarneri, dans l'*Idea Nazionale* du 14 décembre 1915.

5. Le discours est en partie reproduit dans l'*Idea Nazionale* du 15 novembre. M. Valenti a traité le même sujet dans l'article de la *Nuova Antologia* déjà indiqué.

par le développement de toutes ses ressources nationales et une organisation heureuse de ses échanges avec l'étranger, conquérir cette puissance commerciale qui a tant servi à l'Allemagne pour son développement dans le monde. Et cette victoire économique, aussi indispensable à l'Italie qu'aux autres puissances auxquelles elle s'est associée, il est nécessaire que, comme celles-ci, elle la prépare durant la guerre. On a dit récemment que l'Allemagne accumulait d'immenses stocks de marchandises avec le dessein, dès la paix signée, de les jeter sur les marchés étrangers. De cette indication, assez peu vraisemblable quand on sait les difficultés économiques que les empires centraux connaissent, ceci seulement doit être retenu, que l'Allemagne, toujours prévoyante, ne se soucie pas que du présent, mais songe aussi au lendemain. Les Italiens entendent, comme elle, rassembler pendant la guerre les éléments du régime commercial du temps de paix.

I

L'Italie est, au point de vue économique, tributaire de l'étranger. Elle y achète chaque année beaucoup plus qu'elle n'y vend. En 1914, ses achats se sont chiffrés par 2 800 millions de lire et ses ventes par 2 200. D'ordinaire, la différence était beaucoup plus considérable. En 1913, elle avait été de 1 134 millions, en 1912 de 1 305, en 1911 de 1 185, en 1910 de 1 166, en 1909 de 1 244, en 1908 de 1 184, en 1907 de 931, en 1906 de 608. Avant cette date, l'excédent des importations sur les exportations était en moyenne de 300 millions.

Cet excédent est, à un certain point de vue, compensé d'une part par l'argent que les nombreux touristes étrangers laissent chaque année dans le royaume, de l'autre par celui que les émigrants, toujours économes, envoient de l'étranger. Mais la balance qu'on obtient à l'aide de ces sommes [1] est, comme l'a

1. Et de quelques autres, comme les bénéfices réalisés par les ventes à l'étranger, les intérêts des capitaux engagés au dehors, les sommes diverses (pensions, héritages) qui y sont touchées, etc...

fait justement remarquer M. Ghino Valenti dans son discours à l'Université de Sienne et un article récemment paru dans la *Nuova Antologia*, « purement monétaire et non pas économique ». L'argent des touristes et des émigrants évite à l'Italie d'exporter son or; mais, si ses achats au dehors n'étaient pas plus considérables que ses ventes, elle pourrait faire un autre usage du capital qui lui est ainsi annuellement remis. Elle pourrait accumuler ce capital, le faire servir à l'économie générale, au lieu de l'employer, comme elle doit le faire actuellement, à combler le déficit né de l'insuffisance de ses exportations par rapport à ses importations.

Ce déficit économique, qui subsiste malgré les *rimessi* des émigrants et les produits du mouvement touristique, est pour l'Italie une cause certaine d'infériorité [1]. M. Ghino Valenti rappelait avec raison cette vérité de bon sens que tout excédent d'exportations est une source de profit, puisque cet excédent se traduit par une importation de capital monétaire, lequel, transformé, sert à accroître d'une manière durable la puissance économique de la nation. Or, en Italie, c'est le phénomène inverse qui se produit. Et ce phénomène prend chaque année des proportions plus importantes. Les achats à l'étranger augmentent beaucoup plus que les ventes.

Les raisons de cette situation sont nombreuses et diverses. L'une d'elles est évidemment l'insuffisance du sous-sol italien qui manque, entre autres produits, de charbon. L'Italie, qui s'est industrialisée, qui a même une tendance marquée, et souvent fâcheuse, à délaisser l'exploitation de son sol, doit acheter au dehors toute la houille que ses usines consomment.

1. « Le phénomène de l'excédent des importations sur les exportations, écrit M. Lojacono dans la *Tribuna* du 23 octobre 1915, doit être examiné non pas selon les vieux principes du mercantilisme, mais à la lumière des faits. Si nous jetons un regard sur le commerce extérieur des pays plus riches, nous voyons que ceux-ci présentent un excédent d'importations, sans que pour cela ils s'appauvrissent ni que leur honorabilité en soit atteinte... L'Angleterre, par exemple, couvre le déficit de sa balance commerciale avec le prix des transports effectués par sa marine marchande et les intérêts de ses placements à l'étranger... » Mais cela vient confirmer et non détruire ce que nous avons dit plus haut. S'il n'y avait pas dans le budget commercial anglais de déficit à couvrir, les sommes énormes produites par le fret et celles provenant des placements au dehors pourraient rendre au pays des services qu'elles ne peuvent, employées autrement, lui rendre aujourd'hui.

En 1914, il en est entré pour une valeur d'environ 300 millions. Une autre cause de l'importance de ses achats réside dans les défectuosités de sa production et de son organisation économique. Il y a quelque temps, M. Ugo Ancona, député, actuellement sous-secrétaire d'État à la marine marchande, dont les études économiques et financières font autorité chez nos voisins, a publié dans le *Giornale d'Italia* une série d'articles où il a mis en pleine lumière les imperfections nombreuses de l'économie nationale. Sans admettre toutes ses critiques — car, si toutes étaient fondées, on ne voit pas comment l'Italie aurait pu arriver au degré de développement qu'elle a atteint [1], — il faut cependant convenir que la production n'a pas encore donné un rendement suffisant et que, mieux organisée, elle pourrait satisfaire des demandes pour lesquelles on doit actuellement recourir à l'étranger. La meilleure preuve en est que, depuis la guerre, et sous l'impulsion de celle-ci, des industries nouvelles se sont constituées, dont les produits ont remplacé ceux qui venaient jusqu'alors du dehors. Pour ne citer que deux exemples, l'Italie fabrique maintenant des explosifs, elle fabrique aussi d'assez nombreux produits médicaux, alors qu'avant la guerre elle devait importer la totalité des produits chimiques et pharmaceutiques dont elle avait besoin.

Le régime selon lequel s'effectuent les échanges de l'Italie avec l'étranger a été également l'une des causes les plus importantes de l'augmentation constante de ses importations. Les traités de commerce qui unissent l'Italie aux autres puissances ont, il faut le reconnaître, beaucoup plus servi les intérêts de ces puissances que ceux de l'Italie elle-même. Parmi ces traités, ceux qui, incontestablement, ont le plus nui à l'Italie et davantage favorisé ses concurrents sont les conventions des 6 décembre 1891 et 3 décembre 1904 signées avec l'Allemagne.

Le traité italo-allemand du 6 décembre 1891, qui a remplacé celui du 4 mai 1883, a été signé au lendemain de la réforme douanière de 1887, par laquelle le gouvernement avait aggravé les droits protectionnistes du tarif de 1878. Cette aggravation,

1. Voir à ce point de vue notre ouvrage, l'*Italie économique et sociale* (1861-1912), Alcan.

en même temps que les tendances gallophobes d'une partie importante de l'opinion, ayant amené la rupture des relations commerciales avec la France, — on sait que ce fut seulement en 1898 que les rapports réguliers reprirent [1], — l'Italie se tourna vers l'Allemagne. Celle-ci, avec une habileté consommée, sut lui faire accepter tout ce qu'elle souhaitait. La disgrâce de Bismarck venait de se produire (1890), l'idée de la *Selbständigkeit*, de l'indépendance économique, n'était plus en faveur auprès des cercles dirigeants, de l'Empereur surtout, devenus partisans de ces traités de commerce par lesquels l'Allemagne, abaissant pour certains produits étrangers la barrière douanière dont elle s'était entourée en 1875 et à l'abri de laquelle elle avait si intensément développé sa production industrielle, allait pouvoir déverser sur le monde entier le trop plein de ses usines. L'Italie ne vit pas le danger. Elle, dont le tarif de 1887 ne comportait, pour les produits mêmes que l'Allemagne souhaitait le plus placer à l'étranger, qu'une protection tout à fait insuffisante, qui n'avait frappé que de droits beaucoup trop légers, entre autres matières mi-ouvrées et produits fabriqués, ces produits chimiques et ces produits métallurgiques, par le placement desquels l'Allemagne s'apprêtait à dominer toutes les industries étrangères, elle consentit à abaisser encore au profit de cette Allemagne de nombreux droits du tarif de 1887, faisant ainsi le jeu de ceux-là mêmes qui s'apprêtaient à la dépouiller. Sans doute, en échange des facilités que l'Italie donnait pour l'introduction des machines, des produits chimiques et autres produits allemands, elle reçut elle-même certaines facilités pour la vente en Allemagne de ses produits agricoles [2]; mais qu'étaient celles-ci en comparaison de celles-là? L'Italie acquérait la possibilité de placer en Allemagne une partie des produits que la fermeture du marché français l'empêchait de vendre chez nous, mais elle perdait, par contre, à proprement parler, son indépendance économique : en acceptant de placer ses industries mécaniques

1. Accord du 21 novembre 1898, entré en vigueur, après ratification des parlements, le 12 février suivant.

2. C'est cette raison qui permet à certains économistes de soutenir que les traités de 1891 ont été particulièrement avantageux pour l'Italie. Voir notamment un article dans l'*Economista d'Italia*, du 19 décembre 1915. Une pareille opinion ne tient compte que d'un aspect de la question.

et son agriculture dans la dépendance de l'Allemagne, elle scellait sa vassalité commerciale. L'étroitesse des vues de ceux qui la dirigeaient alors a eu pourtant certaines excuses. L'Allemagne, pour agir sur l'Italie, lui montrait les dangers que le relèvement de la France et son rapprochement avec la Russie faisait courir à la paix du monde, et il n'est pas étonnant que, cette fois encore, le « cauchemar des coalitions », habilement présenté, ait produit son effet.

En 1904, la situation commerciale respective de l'Italie et de l'Allemagne s'était profondément modifiée. L'Allemagne était armée d'un nouveau tarif général que pour satisfaire les exigences des agrariens le prince de Bulow avait fait voter en 1902. D'autre part, l'Italie avait repris ses relations avec la France et exportait chez celle-ci une portion notable des produits de son sol. L'industrie s'était développée : il était aisé de se rendre compte de ses besoins, de la charge que constituait pour elle le vasselage imprudemment accepté en 1891. Une importante maison de construction de machines électriques avait fait à la Commission royale pour les traités de commerce, qui préparait le nouvel accord avec l'Allemagne, cette déclaration formelle : « Le traité de 1891 a eu une répercussion désastreuse sur notre industrie : il l'a empêchée de se développer. » Toutes les autres grandes industries, les industries mécaniques et chimiques notamment, avaient fait des déclarations semblables. Et cependant, le 3 décembre 1904, le traité de 1891 fut renouvelé, avec seulement certaines modifications de détail. On persista dans les erreurs du passé, on continua de laisser à l'Allemagne les facilités d'importation auxquelles elle tenait tant, parce qu'elles lui avaient permis de planter sa griffe sur la majeure partie de l'industrie italienne. On ferma les yeux, parce que, cette fois encore, l'Allemagne l'exigeait [1].

1. Et aussi, il faut le reconnaître, par incurie. La commission, créée en 1899 et que présidait M. Stringher, en vue d'une réforme du tarif de 1887, ne put arriver à faire voter cette réforme par le Parlement. (Voir dans la *Rivista delle Societa commerciali* (numéro du 30 septembre 1915), un article de M. Fenaroli expliquant les vicissitudes diverses par lesquelles sont passées les réformes préparées pour les produits chimiques. Le renouvellement des traités en 1904 se fit sur la base du tarif de 1887, alors que les États avec lesquels on traitait, et notamment l'Allemagne, avaient édicté de nouveaux tarifs. Comme le dit fort justement l'*Economista d'Italia* (19 décembre), le résultat fut ce qu'il devait être : une aggravation notable pour l'Italie de sa situation.

Elle l'exigeait, parce que la politique d'Édouard VII, inaugurée en 1903 par le voyage à Paris, commençait de porter ses fruits et qu'il lui semblait nécessaire, pour garantir l'avenir, de consolider son entente politique et économique avec l'Italie.

II

Les accords commerciaux, intervenus en 1891 et en 1904 entre l'Italie et l'Allemagne, n'ont pas déçu les espérances de celle-ci. Comme le rappelait avec raison M. Salvatore Barzilaï, alors ministre d'État, dans le grand discours qu'il prononçait à Naples, le 23 septembre 1915, jusqu'à ces derniers mois, l'Allemagne était le plus important fournisseur de l'Italie. En 1913[1], sur un total d'importations de 3 600 millions de lire, l'Allemagne a fourni à l'Italie pour environ 615 millions. Cette même année, les importations d'Angleterre et des États-Unis furent seulement de 591 et 522 millions. Les importations françaises atteignirent à peine 283 millions et celles d'Autriche (264 millions) les égalèrent presque. Tous les ans, la situation était la même. Les Allemands vendaient à l'Italie plus qu'aucune autre puissance du monde.

C'est eux aussi qui lui achetaient les plus fortes quantités de marchandises. Toujours en 1913, les exportations d'Italie en Allemagne ont été de 343 millions, tandis que celles vers les États-Unis, l'Angleterre, la France et l'Autriche-Hongrie n'ont pas dépassé respectivement 267, 260, 231 et 221 millions. Le total des exportations de l'Italie, cette année-là, avait été de 2 500 millions.

Si on additionne les totaux des importations et des exportations italiennes de 1913, on obtient un chiffre d'un peu plus de 6 milliards. De ce commerce total, la sixième partie se faisait avec l'Allemagne (958 millions) ; les échanges avec l'Angleterre (851 millions) et ceux avec la France (514 millions) ne concouraient dans l'ensemble que pour une part beaucoup moindre.

1. Il est difficile de prendre pour base l'année 1914, à raison de la guerre européenne survenue au mois d'août. La dernière année normale, au point de vue économique, est 1913.

Les importations d'Allemagne en Italie avaient annuellement augmenté dans des proportions considérables. En quinze ans (1898-1913), elles avaient quadruplé[1]. Les exportations italiennes vers l'Allemagne avaient au contraire peu progressé : dans ce même laps de temps, elles n'avaient même pas doublé[2].

L'Allemagne, à l'abri des traités de commerce qu'elle avait habilement négociés avec l'Italie, a pu déverser chez celle-ci les produits les plus divers. Chaque année, elle lui a vendu une certaine quantité de matières brutes pour l'industrie : de la houille, des débris de fer, de fonte et d'acier, de la laine et des poils grèges. En 1913, ces matières brutes ont formé un total d'à peu près 61 millions. Mais les importations allemandes ont surtout consisté en matières mi-ouvrées et en produits fabriqués. Les matières mi-ouvrées ont atteint le chiffre de 135 millions de lire et les produits fabriqués celui beaucoup plus élevé de 346 millions. Parmi celles-là, les peaux préparées (81 millions), les produits chimiques (19 millions), les produits textiles (13 millions), les produits pour l'industrie métallurgique (12 millions), les pâtes de bois mécaniques et chimiques occupaient les premiers rangs. Les importations de produits fabriqués comprenaient surtout des produits métallurgiques (près de 80 millions), des tissus (69 millions), des produits de luxe (69 millions), des machines et parties de machines (63 millions), des instruments scientifiques (41 millions), des produits électro-techniques (22 millions).

Si on précise ces diverses catégories d'importations, on distingue aisément la place exceptionnelle que l'Allemagne occupait, ces temps derniers encore, dans l'économie italienne. Elle tenait sous sa dépendance la majeure partie de l'agriculture, et, on peut dire, la totalité de l'industrie.

Si l'Allemagne n'était pas seule à fournir l'Italie de matières brutes pour l'industrie, si même elle en fournissait assez peu en comparaison de plusieurs autres puissances, de l'Angleterre notamment, dont les seules ventes de houille se chiffraient annuellement par environ 350 millions, par contre, dans les matières mi-ouvrées, elle avait un véritable monopole pour certains produits chimiques, pour les peaux préparées, pour

1. 157 millions en 1898 ; 615 en 1913.
2. 192 millions en 1898 ; 343 en 1913.

les pâtes de bois chimiques. Les matières colorantes, les composés de potasse, les composés d'alumine, les engrais pour l'agriculture venaient tous d'Allemagne. De très nombreuses matières mi-ouvrées nécessaires à l'industrie métallurgique ou textile, fonte, zinc, avaient la même provenance. Dans la catégorie des produits fabriqués, l'Allemagne occupait de même une position de premier ordre : elle était le fournisseur presque exclusif de l'Italie pour les fers grèges et les aciers en pains, les fers et les aciers travaillés, les tubes de fer et d'acier, les fers et les aciers en lames, les chaudières, les machines et parties de machines, les machines électriques, les instruments scientifiques, les pellicules cinématographiques, diverses catégories de caoutchouc, de très nombreux articles de luxe, dont beaucoup soigneusement finis et travaillés, et ne ressemblant en rien à cette « camelote » que pendant trop longtemps on a supposé être la seule production possible de l'industrie germanique. Quant aux tissus, si les Allemands n'en avaient pas sur le marché italien la fourniture exclusive, ils étaient cependant parvenus à imposer leurs marchandises à de très nombreux acheteurs et à faire une redoutable concurrence aux tissus anglais et français. Pour la vente des tissus de soie, l'Allemagne et la France allaient à peu près de pair ; l'Allemagne avait devancé l'Angleterre pour celle des tissus de coton et de laine[1].

III

Dans un intéressant article publié récemment par la *Rivista delle Societa commerciali*[2], dû à M. Filippo Carli, sur l'*Indi-*

1. Numéro du 30 septembre 1915. — *Adde* un intéressant ouvrage du même auteur : l'*Altra guerra* (Trèves, 1916).

2. Voici quelques chiffres particulièrement topiques relativement aux importations allemandes de produits fabriqués en Italie. En 1913, l'Allemagne a expédié en Italie 446 000 kilogs de jouets (contre 25 000 kilogs de jouets français), 1 million et demi de kilogs de mercerie ordinaire (contre 385 000 kilogs), 4 000 pianos (contre 80), 5 000 ombrelles (contre 3 000), 91 000 chapeaux (contre 40 000), 7 000 kilogs de fleurs artificielles (contre 3 800).

L'Italie recevait encore d'Allemagne 71 000 quintaux de sucre, et d'Autriche 53 191 (contre 8 070 fournis par la France), 24 000 hectolitres de bière allemande, 51 000 de bière autrichienne (contre 151 de bière française), 15 412 tonnes de froment allemand (contre 392 français), 12 400 quintaux de farine de seigle allemande (contre 13).

pendenza economica dell'Italia e le industrie meccaniche e chimiche, on lit les lignes suivantes : « L'Allemagne s'est servie surtout des industries mécaniques et des industries chimiques pour ruiner l'indépendance de l'Italie. Pour parvenir au but qu'elle s'était proposé, elle a employé deux moyens : elle a imposé à l'Italie les produits de ses usines, elle a envoyé chez elle ses meilleurs techniciens. En se réservant la fourniture des machines, elle s'est emparée de la base même de toutes les industries italiennes. » On ne saurait mieux dire. C'est en effet surtout par les importations de machines, et aussi par celles de produits chimiques nécessaires à l'industrie et à l'agriculture, que l'Allemagne a mis à sa merci l'économie italienne. M. Hellferich, actuellement ministre du Trésor, dans son livre récent, *Deutschlands Volkswohlstand* [1], où l'on retrouve à chaque page le souci d'impérialisme économique propre à chaque Allemand, indique que l'Allemagne, qui, en 1887, ne vendait à l'étranger que pour 42 millions de marks d'aniline et autres dérivés du goudron, en a vendu en 1913 pour plus de 142 millions; dans le même laps de temps, les ventes d'indigo artificiel sont passées de 6 millions de marks à 53 [2]. Les statistiques italiennes pour 1911 indiquent que sur 92 983 quintaux de couleurs et extraits colorants (20 millions de lire) importés en Italie, 70 721 sont venus d'Allemagne, représentant une valeur de plus de 16 millions. En 1913, sur 57 millions de quintaux importés, plus de 47 ont été fournis par l'Allemagne. Si on ajoute aux produits chimiques proprement dits les engrais chimiques, les importations allemandes auraient, en 1913, d'après M. Filippo Carli, dépassé la valeur de 50 millions.

Quant aux machines, la moyenne annuelle des importations effectuées durant les années 1911, 12, 13, a été, pour le travail de filature, de 35 000 quintaux, dont moitié de provenance allemande ; pour le travail de tissage, de 36 000 quintaux, dont les deux tiers de provenance allemande. Les importations de machines-outils ont représenté en 1913 104 758 quintaux :

1. Berlin, 1914.

2. On estime à plus de 200 000 le nombre des ouvriers et à plus de 2 000 celui des chimistes travaillant dans les usines de matières colorantes allemandes. Plus de 20 000 brevets protègent les découvertes. Les compagnies *Meister Lucius* et *Bruning*, *Badische Anilin und Soda Fabrik Bayer*, et plusieurs autres ont une importance mondiale.

64 841 venaient d'Allemagne. D'Allemagne aussi toutes les dynamos-électriques (30 000 quintaux sur 45), les transformateurs, les accumulateurs, les lampes, les instruments de mesure, etc. Sur 200 millions payés en moyenne chaque année par l'Italie à l'étranger pour ses achats de machines, plus des trois quarts étaient versés à l'Allemagne [1].

La position exceptionnelle que l'Allemagne a su acquérir en Italie pour les fournitures de machines et de produits chimiques, position qu'aucun pays n'a pu lui ravir malgré la clause de la nation la plus favorisée insérée dans les traités de commerce, a empêché les industries mécaniques, et chimiques italiennes de prendre un développement important. M. Riccardo Bachi, dans le volume très documenté qu'il a consacré à la situation économique de l'Italie en 1914 [2], indique que le capital des 37 sociétés anonymes exerçant actuellement dans le royaume l'industrie mécanique est seulement de 161 millions. 30 sociétés ont distribué des dividendes en 1914, 29 en 1913 et en 1912 ; la moyenne de ces dividendes a été de 5,39 p. 100 en 1914, de 5.76 en 1913, de 5,64 en 1912. Que sont ces chiffres en comparaison de ceux fournis par les statistiques allemandes ! En 1912, il existait en Allemagne 555 sociétés anonymes exerçant des industries mécaniques;

1. Voici par exemple les chiffres des principales importations de machines allemandes en 1912 (en millions de lire) :

Instruments scientifiques	46,5
Machines non dénommées et parties de machines	24,9
Machines dynamos-électriques	7,8
Machines-outils pour le travail du bois et des métaux	7,6
Machines agricoles	7,7
Machines à coudre et machines pour la filature et le tissage	10
Lampes électriques et à incandescence	5,1
Outils, instruments, appareils en fer et acier pour les applications de l'électricité	8
Machines à vapeur et transformateurs d'électricité	5
Voitures automobiles	2,7
Locomotives, wagons, parties détachées de bicyclettes	6
Machines pour la fabrication du papier, des cartons, la lithographie et la typographie	2,9
Machines hydrauliques et moteurs à eau ou à vent et machines pour moulins	2
	136,2

2. L'*Italia Economica nel*, 1914 (Lapi, Citta di Castello, 1915). — *Adde*, à propos des impôts prélevés sur les sociétés par actions et la charge qui de ce fait pèse sur ces sociétés, deux études, l'une dans l'*Economista dell Italia Moderna* du 15 avril, l'autre dans la *Rivista delle Societa commerciali* du 31 mai 1916.

leur capital-actions était de 1 920 millions de marks et leur capital-obligations de 764 millions; la moyenne des dividendes distribués était de 8,86 p. 100.

Même situation en ce qui concerne l'industrie électro-mécanique et l'industrie chimique. En 1909, le capital des sociétés allemandes exerçant les industries électro-techniques se montait à 338 millions de marks ; en 1913, celui des 16 sociétés italiennes ne dépassait pas 36 millions de lire. En 1912, l'industrie des produits chimiques était exercée en Allemagne par 308 sociétés, possédant un capital-actions de 666 millions et un capital-obligations de 174, le dividende moyen était de 13,95 p. 100[1]. En Italie, on comptait 94 sociétés avec un capital de 275 millions : le total des dividendes distribués atteignait à peine 24 millions.

L'emprise allemande, dans le domaine des industries mécaniques et chimiques, — comme du reste dans le champ de beaucoup d'autres, —ne s'exerçait pas seulement par le moyen des importations. Les diverses sociétés constituées en Italie n'étaient pas toutes italiennes. Sous des apparences italiennes, les plus importantes n'étaient, en fait, que des sociétés allemandes, ou plus exactement des sociétés dépendant directement ou indirectement de sociétés allemandes, et par conséquent faisant leur jeu. Les intérêts économiques extrêmement importants de l'Allemagne en Italie étaient concentrés dans les mains de la *Banca Commerciale*, qui les gérait — fort bien du reste — selon des mots d'ordre venus directement de Berlin. La *Banca Commerciale*, et par elle l'Allemagne, a été la base de la plupart des grandes sociétés industrielles nées en Italie durant ces vingt-cinq dernières années. L'un des domaines où elle a le plus agi a été précisément celui de l'industrie électrique et électro-mécanique, où les industriels et les financiers allemands avaient tant intérêt à ne trouver devant eux aucune concurrence.

La presse italienne s'est, durant ces derniers mois, beaucoup occupée du rôle joué par la *Banca Commerciale* dans l'industrie

1. On estime à plus de 200 millions de marks le capital employé dans les seules usines de matières colorantes allemandes. En 1912, le capital des 21 usines de couleurs d'aniline atteignait 147 millions de marks ; ces usines distriquaient 46 millions de marks de dividendes, soit 21, 74 p. 100.

mécanique et électrique. L'*Idea Nazionale* et d'autres journaux ont, dans de nombreux articles, dénoncé son action, indiqué la part que soit elle, soit les membres allemands — naturalisés italiens, comme il est d'usage — de son conseil d'administration, avaient eu dans la constitution des sociétés mécaniques et électriques du royaume. En 1898, quatre ans après sa fondation, la *Banca Commerciale* créait à Milan la *Societa per lo sviluppo delle forze elettriche in Italia*, que présidait naguère encore son administrateur délégué, M. Otto Joel [1], et qui contrôle 19 sociétés de production et de distribution de force électrique. Ces 19 sociétés ont un capital-actions et obligations de plus de 200 millions et produisent près de 340 000 chevaux de force. A côté d'elles, existent 11 autres sociétés qui relèvent directement, les unes de la Société *Siemens Schukert* de Berlin, les autres de la Société *Brown Boveri* de Baden. Ces sociétés représentent un capital de 120 millions et une production de 180 000 chevaux. Il n'y a guère qu'une centaine de sociétés électriques qui soient à proprement parler italiennes : leur capital ne dépasse pas 250 millions de lire et leur production 400 000 chevaux. On a calculé récemment que dans les diverses sociétés électriques fonctionnant en Italie étaient placés près de 140 millions de fonds allemands et 180 millions de fonds suisses. Les fonds français, anglais et belges réunis ne donnent pas un total supérieur à 90 millions.

Dans le domaine de l'industrie électro-mécanique italienne, l'Allemagne et la *Banca Commerciale* ont pris une place prépondérante par le moyen de l'*A. E. G. Thomson-Houston, Societa Italiana di Elettricita*, qui est devenue il y a quelques mois, la *Societa Galileo Ferraris*. L'*A. E. G. Italiana* a été créée par la grande société de construction de machines électriques allemande l'*Allgemeine Electricitäts Gesellschaft* qui, répandue dans le monde entier, est au capital de 355 millions, et la Compagnie française *Thomson-Houston*. Jusqu'en 1907, l'*A. E. G.* italienne a eu un capital de 6 millions souscrit pour parties égales par ses deux fondateurs. En 1907, la part de ceux-ci a été réduite à 5 millions, et 4 autres millions

1. M. Otto Joel est décédé le 30 avril dernier.

furent souscrits par la *Banca Commerciale*, la *Societa delle Ferrovie Meridionali* et la *Societa delle Ferrovie del Mediterraneo*. Actuellement, la *Galileo Ferraris* est présidée par M. Tommaso Bertarelli, président de la *Banca d'Italia*, mais, avant sa transformation, l'*A. E. G.* était dirigée par M. Otto Joel, l'âme même de la *Banca Commerciale*. L'*Idea Nazionale*, au cours de plusieurs articles fortement documentés [1], illustrés de nombreuses pièces dont, à notre connaissance, l'authenticité n'a pas été démentie, a montré que l'*A. E. G.* italienne avait constamment fait le jeu de l'*A. E. G.* allemande. Elle a établi que l'usine créée à Milan réglait sa production selon la situation de celle de Berlin et que, même depuis la guerre, la société italienne avait transmis en Allemagne des fonds et des marchandises ; elle a établi encore que cette même société italienne adressait à Berlin des renseignements sur la situation commerciale des maisons avec lesquelles elle se trouvait en rapports, se faisant ainsi — inconsciemment, nous voulons le croire, — l'un des membres actifs de ce vaste et savant service d'espionnage que l'Allemagne était parvenue à établir dans l'Italie tout entière. L'*A. E. G.* italienne ne semble pas, contrairement à certaines affirmations récentes, avoir eu un programme nettement national. Elle semble bien plutôt avoir été un instrument aux mains de la finance et de la grande industrie allemandes. Combien d'autres exemples ne pourrait-on pas citer, notamment à propos de l'industrie sidérurgique, placée par la *Commerciale* dans la dépendance directe de l'Allemagne, et dans quelle faible mesure la production et le commerce italiens avaient pu se soustraire à l'ingérence germanique [2] !

IV

L'emprise économique allemande en Italie s'est faite à l'abri et par le moyen du tarif de 1887 et des traités de commerce

1. Du 26 octobre au 12 novembre 1915.
2. Voir sur ces divers points, notre article *l'Emprise financière allemande en Italie*, dans *le Correspondant* du 25 novembre 1915.

signés en 1891 et en 1904. Mais d'autres facteurs y ont également concouru. Le développement des exportations de l'Allemagne a été dû pour une forte part à l'organisation très habile qui a été faite dans ce pays à la fois de la production et de la vente. En France, M. Victor Cambon, dans son livre *l'Allemagne au travail*, et dans divers articles publiés par *l'Écho de Paris*; en Italie, M. Filippo Carli, dans son ouvrage la *Ricchezza e la Guerra*, ont mis récemment en pleine luimère les procédés employés par nos ennemis pour intensifier et perfectionner, selon les méthodes scientifiques les plus récentes, leur production industrielle et lui assurer les plus vastes débouchés. L'Allemagne, — et les rapports de nos consuls sont sur ce point concluants, — a su produire, non pas selon un type uniforme, mais selon les habitudes et les goûts les plus divers de sa clientèle étrangère.

Dans beaucoup de cas, lit-on dans un récent numéro du *Bulletin de la Chambre de commerce française de Milan*, le fabricant français serait bien disposé à faire quelques changements pour satisfaire son client, mais comme ces changements exigent toujours certains frais plus ou moins considérables, suivant l'article, il hésite à risquer ces frais, et renonce souvent à l'affaire s'il ne peut pas se couvrir du premier coup. C'est de la prévoyance poussée à l'excès. Il s'agit de trouver ici le juste milieu, c'est-à-dire que, sans suivre tous les caprices de la clientèle, désormais mal habituée par certains fournisseurs, il faut faire un choix judicieux et la contenter où la chose est possible.

Les industriels allemands, eux, vont plus loin encore. Ils ne font aucun choix, et livrent tout ce qui leur est demandé, quelque bizarre que soit la commande et quels que soient les frais qu'elle entraîne. Ils livrent de la camelote, et des produits soigneusement finis, des articles d'un prix élevé et d'autres bon marché ; ils accordent les délais de paiement qui leur sont demandés, — six mois et souvent plus, — cherchant en un mot tous les moyens possibles pour satisfaire l'acheteur étranger, et conserver sa clientèle.

Les Allemands ont organisé dans le monde entier un service fort complet de renseignements pour le commerce.

Partout, ils ont eu des agents commerciaux, hommes d'affaires consommés, écrit notre consul à Florence, dans un de ses rapports à l'*Office national du Commerce extérieur*, la plupart du temps, anciens

négociants, voyageant perpétuellement, défrayés de leurs frais de voyages, et gagnant 50 000 marks par an au minimum, quand ils voyagent en Europe (la Russie exceptée) et quatre ou cinq fois plus quand ils opèrent en Russie et hors d'Europe.

Ces agents étudient les besoins et les possibilités du marché, renseignent les producteurs sur la situation commerciale du pays où ils se trouvent, et les renseignent régulièrement. Car il ne suffit pas pour connaître, au point de vue économique, un pays, de s'y être rendu une fois et d'y être entré en rapports avec un certain nombre d'acheteurs : il est nécessaire de se tenir en contact constant avec ces derniers et de suivre l'évolution constante des habitudes et des goûts. Pour commercer pratiquement, il faut aussi, dans chaque ville importante, avoir des représentants intelligents et actifs, qui soient en mesure de fournir de suite de petites quantités de marchandises, de renouveler des traites, de recevoir des paiements. Et il faut enfin qu'à côté de ceux-ci des commis voyageurs « travaillent » constamment le marché et par de fréquentes visites, obligeants, « débrouillards », imposent leur marchandise à la clientèle. Les Allemands sont passés maîtres dans l'art d'organiser la vente de leurs produits. M. Henri Hauser, professeur à l'Université de Dijon, a eu récemment l'heureuse idée d'étudier la psychologie de ces représentants de commerce et de ces voyageurs qui ont tant fait pour la diffusion des *Made in Germany* et pour celle des idées allemandes. Son étude montre les moyens habiles employés par nos concurrents et les raisons de leurs succès [1].

En Italie, la propagande économique de l'Allemagne — on ne saurait trop insister sur ce point, — a été dirigée par la grande banque d'affaires fondée par la finance berlinoise, la *Banca Commerciale*. Celle-ci, très vivement attaquée depuis la rupture de la Triple Alliance pour le rôle politique qu'elle avait joué depuis vingt ans, a — naturellement — protesté, et prétendu s'être bornée à faire d'honnêtes opérations, dans le seul intérêt du commerce italien [2]. Mais ses démentis n'ont

1. *La Psicologia del commesso viaggiatore tedesco*, dans la *Vita italiana* du 15 décembre 1915, d'après son ouvrage, *les Méthodes allemandes d'expansion économique* (Armand Colin, 1916).
2. Voir notre article du *Correspondant* précité.

pas trouvé grand crédit dans l'opinion. Si certains Italiens, assez peu nombreux, volontairement aveugles, ne croient pas à son rôle politique, il n'en est pas, par contre, qui ne sache le concours d'ordre économique qu'elle a constamment donné à l'Allemagne.

La banque moderne, lit-on dans l'un des derniers *Bulletins de la Chambre de commerce française de Milan*, est le meilleur observatoire, et partant le meilleur guide, le guide le plus sûr du commerce d'exportation : car c'est dans les banques que les négociants déposent leurs capitaux, escomptent leur papier, font connaître leur mouvement d'affaires, leur solvabilité et la solvabilité de leurs clients ; c'est aux banques que s'adressent toutes les nouvelles initiatives qui ont besoin de fonds, c'est-à-dire à peu près toutes les nouvelles affaires et toutes les affaires d'une certaine importance. A ce point de vue, le commerce allemand a été merveilleusement secondé, et, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, moins peut-être par l'importance du capital-argent employé à l'étranger que par le capital-hommes que les Allemands ont su placer dans certaines banques à l'apparence nationale.

Il est en effet difficile d'oublier qu'il y a quelques semaines encore le conseiller délégué de la *Banca Commerciale* et un de ses vice-présidents étaient des Allemands naturalisés, et qu'un des directeurs généraux était un Germano-Polonais également naturalisé. Sans la *Banca Commerciale,* l'Allemagne, même à l'abri de traités de commerce avantageux, même secondée par un organisme de production et de vente soigneusement agencé, n'aurait jamais pu prendre sur le marché italien la place qu'elle a su y occuper.

V

La situation de l'Allemagne sur le marché italien apparaît dans toute son ampleur quand on la compare à celle des autres grandes puissances.

Avant la rupture commerciale survenue en 1887, la France importait en Italie pour un peu plus de 300 millions par an, les importations de l'Allemagne ne dépassaient pas 130 millions [1]. Tant que dura la rupture (1887-98), la France ne fit

1. En 1886, les importations françaises s'étaient chiffrées par 311 millions, et les allemandes par 129.

qu'un chiffre d'affaires très bas : en 1890, elle n'importa que pour 164 millions et en 1895 que pour 162. Pendant ce temps, les importations allemandes commencèrent de progresser : elles atteignirent 140 millions en 1890 et 144 en 1895. Après l'accord du 21 novembre 1898, basé sur le traitement de la nation la plus favorisée, exception faite pour les soies et les soieries, le commerce franco-italien reprit quelque activité : en 1900, nos importations furent de 167 millions. Dix ans plus tard, elles se chiffraient par 334 millions, chiffre qu'elles n'ont jamais plus atteint ; en 1913, elles ont été de 283 millions et en 1914 de 202. On sait que dans le même laps de temps (1900-1913) la valeur des ventes de l'Allemagne à l'Italie a triplé, celles-ci passant de 203 millions à 613 [1].

Les exportations de l'Italie vers la France, très importantes avant 1887 (441 millions en 1886), brusquement arrêtées par la rupture commerciale (161 millions en 1890 et 136 en 1895), se sont peu à peu relevées après 1898. Mais le mouvement ascendant qu'elles ont suivi a été assez lent : de 169 millions en 1900, elles sont passées à 231 en 1913. On sait déjà l'extension beaucoup plus importante qu'ont prises les exportations vers l'Allemagne, qui de 108 millions en 1886 ont atteint 170 millions en 1895 et 343 en 1913.

Les chiffres suivants résument très nettement la situation d'hier et celle d'aujourd'hui : en 1886, la France fournissait 21 p. 100 des importations de l'Italie, et l'Allemagne 8 p. 100. En 1913, l'Allemagne a fourni près de 17 p. 100, et la France un peu plus de 7,5 p. 100. En 1886 ,42 p. 100 des exportations italiennes allaient en France, et 10,50 p. 100 en Allemagne ; en 1913, 13,7 p. 100 sont allées en Allemagne, et 9 p. 100 en France.

En outre de la France et de l'Allemagne, les principaux fournisseurs de l'Italie sont l'Angleterre, les États-Unis, la Suisse et l'Autriche-Hongrie, qui sont également parmi ses meilleurs clients. L'Angleterre était, en 1886, après la France, la puissance qui importait le plus en Italie (18,8 p. 100 du total des importations — 274 millions). Actuellement, elle

1. V. *supra*. Les seuls produits pour la fourniture desquels nous devancions ces dernières années l'Allemagne en Italiet éaient les médicaments composés, les peaux brutes, les laines, la parfumerie, l'acide tannique et quelques autres de très minime importance.

occupe encore la seconde place, venant de suite après l'Allemagne, mais elle ne fournit plus que 16 p. 100 du total des importations (591 millions). L'Italie lui a vendu en 1913 pour 260 millions, presque autant qu'aux États-Unis, mais beaucoup moins qu'à l'Allemagne [1].

Le commerce de l'Italie avec les États-Unis a pris peu à peu un grand développement. Cependant, il reste encore bien au-dessous de celui avec l'Allemagne. Les États-Unis ont, en 1913, importé en Italie 14 p. 100 du total des importations (522 millions) ; l'Italie a exporté chez eux pour 267 millions.

La Suisse importe fort peu en Italie (86 millions); l'Italie lui vend au contraire pour une somme annuelle assez importante (environ 250 millions).

Le commerce italo-autrichien est beaucoup plus considérable. L'Italie achète à l'Autriche pour environ 260 millions par an et lui vend pour 230 millions. Ces dernières années, les importations ont eu tendance à diminuer et les exportations à s'accroître.

On peut résumer de la façon suivante la situation sur le marché italien des puissances autres que la France et l'Allemagne. Parmi les puissances importatrices, tandis que celle-là occupe le premier rang (17 p. 100 du total des importations) et celle-ci le quatrième (7,8 p. 100), l'Angleterre tient la seconde place (16,2 p. 100), les États-Unis la troisième (14,3 p. 100) et l'Autriche-Hongrie la cinquième (7,3 p. 100). Parmi les clients de l'Italie, l'Allemagne occupe la première place (13,7 p. 100 du total des exportations) et la France la cinquième ; les second, troisième, quatrième et sixième rangs sont tenus respectivement par les États-Unis (10,7 p. 100), l'Angleterre (10 p. 100), la Suisse (9,7 p. 100) et l'Autriche-Hongrie (8,8 p. 100).

L'emprise de l'Allemagne en Italie présente d'autant plus d'importance qu'à côté de son caractère économique elle a toujours eu un aspect politique, que ceux-là mêmes qui la dirigeaient ne prenaient même plus la peine de dissimuler. Quand, avant 1887, l'Italie commerçait surtout avec la France, les rapports d'affaires existants entre les deux pays n'affec-

1. Différence de 83 millions.

taient en rien leur indépendance réciproque : il n'est pas dans les habitudes françaises d'enchaîner, en « faisant des affaires » la liberté d'autrui. Et aujourd'hui encore, ni l'Angleterre, ni les États-Unis, ne profitent des échanges importants qu'ils font avec l'Italie pour essayer de dominer sa politique. L'Allemagne, elle, a toujours eu cet espoir : constamment, elle s'est efforcée d'asservir l'Italie et de la faire vivre dans son sillage. Constamment, elle a considéré l'Italie comme une puissance de second ordre, incapable de se diriger elle-même. L'Italie faisait partie de ces petites nations qui, selon le mot de M. de Jagow à notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, devaient « disparaître ou graviter dans l'orbite des grandes puissances ».

L'Autriche-Hongrie, malgré la moins grande importance de ses transactions avec l'Italie, a usé cependant à l'égard de celle-ci des mêmes procédés que l'Allemagne. Comme les commis voyageurs allemands, les commis voyageurs austro-hongrois ne faisaient pas que du commerce : ils secondaient la diplomatie de leur pays et s'efforçaient d'aider à cette mainmise politique dont le gouvernement de Vienne avait fait l'un des principaux articles de son programme. Qu'était pour le Ballplatz l'Italie, sinon une puissance envers laquelle on pouvait tout se permettre parce qu'on la supposait incapable de ne pas tout accepter?

VI

Les Italiens, qui ont pris conscience d'eux-mêmes, qui ont longtemps, dans le recueillement et le silence, concentré et accru leurs forces, ne veulent plus à présent que l'Allemagne, et à ses côtés l'Autriche-Hongrie, domine leur vie économique et politique. « Il faut, écrivait récemment le *Popolo d'Italia*, conjurer le danger d'une reprise des rapports commerciaux avec l'Allemagne dans les conditions où nous les entretenions, car ce serait rendre possible la réoccupation pacifique de notre sol. » Il n'y a pas un Italien qui ne partage ces sentiments.

Divers moyens sont actuellement proposés pour mettre fin à l'emprise germanique.

L'un d'eux a fait l'objet d'une conférence à l'Université de Sienne et d'un intéressant article dans la *Nuova Antologia* du 15 décembre 1915, de M. Ghino Valenti. Il consiste à « nationaliser l'économie italienne », c'est-à-dire, d'après la définition même fournie par M. Valenti, « à donner leur développement maximum à toutes les ressources du pays, de manière qu'on n'importe plus que ce que celui-ci n'est pas capable de produire ». L'idée a trouvé dans l'opinion beaucoup de sympathies. L'*Idea Nazionale* a publié plusieurs articles sur la nécessité de l'indépendance économique et politique du royaume et l'intérêt qui existe à préparer dès maintenant l'œuvre de demain. L'*Economista d'Italia*, diverses associations privées, notamment le *Gruppo Nazionale di Azione economica* que préside M. Ghino Valenti et l'*Alleanza industriale e commerciale*, récemment constituée à Milan, plusieurs chambres de commerce ont commencé des enquêtes sur les moyens les plus propres à intensifier le rendement des ressources nationales.

Il semble bien en effet que l'Italie puisse produire beaucoup plus qu'elle n'a produit jusqu'ici. Son sous-sol renferme des minerais et des matières fossiles qui jusqu'à présent n'ont pas été exploités. D'autres matières premières, comme la laine grège, le bois, la pâte de bois, pour lesquelles le pays est tributaire de l'étranger, pourraient être facilement obtenues par l'activité nationale. De nombreuses industries, déjà existantes, les industries mécaniques, les industries textiles, entre autres, pourraient être développées et accrues; des industries nouvelles comme celle des produits chimiques, devraient pouvoir prendre racine. L'*Economista d'Italia*, dans son numéro du 22 décembre dernier, a fort bien exposé le développement dont paraît susceptible l'économie italienne.

Pour que ce développement puisse se produire, d'assez nombreuses mesures sont indispensables. La première devrait avoir pour objet de protéger, beaucoup plus qu'elle ne l'est à présent, l'industrie nationale, et plus spécialement les industries mécaniques et chimiques, qui tiennent l'une et l'autre une place spéciale dans l'économie générale. Il faudrait que les Allemands ne puissent plus importer, comme ils l'ont fait jusqu'ici, ces machines et ces produits chimiques à l'aide desquels ils tenaient en mains, à proprement parler, la majeure partie

de la production italienne. Aucune grande entreprise de construction de machines ni aucune usine importante de produits chimiques ne pourra se fonder et prospérer tant que les fabricants allemands auront les facilités qu'ils possèdent à présent pour inonder le marché italien de leurs produits [1].

Durant ces dernières années, à plusieurs reprises, le gouvernement italien s'était préoccupé de la modification du tarif de 1887. Des commissions furent constituées avec mission de préparer les bases nouvelles sur lesquelles de nouveaux traités de commerce pourraient être conclus [2]. La guerre est venue interrompre leurs travaux. Mais elles avaient déjà recueilli des renseignements précieux, notamment en ce qui concerne les industries chimiques et mécaniques.

M. Fenaroli, dans une étude publiée par la *Rivista delle Societá commerciali* [3], a indiqué en détail les motifs pour lesquels le taux de la protection en faveur des produits chimiques devrait, pour certains de ceux-ci, atteindre au moins 25 p. 100 de la valeur, et pour d'autres, le plus grand nombre, aller jusqu'à 50 p. 100. M. Luigi Lojacono, dans la *Tribuna* [4], a insisté de même, avec beaucoup de raison, sur la nécessité, pour favoriser le développement de l'industrie nationale, d'une modification de la législation sur les brevets d'invention. Il serait utile que, comme on le fait en Allemagne, on soumît en Italie les demandes de brevets à un examen minutieux et

1. Le 27 février dernier, s'est tenue à Milan la troisième assemblée générale du *Comitato Nazionale per la revisione della tariffa doganale e dei trattati di commercio*, présidée par MM. les sénateurs marquis Ponti et Esterle. Voir les vœux émis par cet important congrès (notamment ceux relatifs à la réforme douanière) dans l'*Economista d'Italia* du 1er mars et la *Rivista delle Societa commerciali* du 29 février. — Un décret du 17 février a édicté diverses mesures (exemptions d'impôts, de droits sur les machines, etc.) destinées à faciliter l'installation en Italie d'industries nouvelles, et notamment de l'industrie chimique. Mais ces mesures semblent bien anodines, pour qu'on puisse en espérer un résultat sérieux. Voir l'article de M. Branchini, cité en note ci-après.

2. Voir un résumé des travaux de ces commissions dans un article de M. Guarneri, secrétaire général de l'Union des Chambres de commerce, publié par l'*Idéa Nazionale* (numéro du 14 décembre 1915).

3. Numéro du 30 septembre 1915. *Adde* dans cette même Revue (numéro du 31 décembre) un excellent article de M. Emilio Lepetit, *Ostacoli fiscali all industria chimica*, et deux autres études de MM. Morselli et Branchini (numéros des 31 janvier et 31 mars 1916).

4. 3 novembre 1915. — *Adde* un intéressant article de M. Venezian dans l'*Economista dell' Italia moderna* du 3 juin 1916.

qu'avant d'y donner une suite, on expérimentât l'invention proposée afin de s'assurer qu'elle ne fait pas double emploi avec une invention déjà brevetée [1].

En ce qui concerne l'industrie mécanique, M. Filippo Carli a fort bien montré [2] que la protection actuellement établie en faveur de cette industrie ne donne, dans beaucoup de cas, aucun résultat positif. Ainsi les instruments électriques de mesure, qui sont compris dans la catégorie des instruments scientifiques, sont soumis au droit général de 125 lire au quintal, droit qui est réduit à 30 lire en vertu du traité de commerce de 1891 avec l'Allemagne, non seulement pour cette puissance, mais pour toutes les autres (France, Angleterre, Suisse, États-Unis, Autriche-Hongrie) jouissant du traitement de la nation la plus favorisée. Cependant, malgré les apparences, ce droit n'a, en fait, aucun effet protecteur. Les instruments électriques sont faits, en effet, en fer, en bronze, en cuivre, et ces matières paient à l'entrée en Italie une taxe allant de 12 à 80 lire. On comprend dans ces conditions que l'industrie nationale ne puisse rivaliser avec l'industrie étrangère et empêcher les importations effectuées par celle-ci. Il en est de même dans un très grand nombre d'autres cas. Une barre de fer travaillé, par exemple, pesant de quarante à cinquante kilogs, paie un droit de 12 lire au quintal : un tour ne paie que 9 lire, mais vaut de 250 à 300 lire au quintal, tandis que le prix de la barre de fer ne dépasse pas 20 à 24 lire. L'industrie italienne a plus d'avantages à acheter à l'étranger le produit travaillé dont elle a besoin qu'à importer les machines avec lesquelles elle pourrait elle-même travailler ce produit.

Toute modification à cet état de choses n'ira pas sans certains risques que d'assez nombreux Italiens n'ont pas manqué de signaler à l'attention des pouvoirs publics. Comme le rappelait à l'Université de Sienne M. Ghino Valenti, quand un pays renonce à importer, il perd par là même le moyen d'exporter. Si donc l'Italie impose aux empires centraux des tarifs qui

1. Voir les résolutions votées à ce sujet par la Conférence interparlementaire du Commerce et la Conférence économique des Alliés, réunies à Paris en avril et juin derniers.

2. *Rivista delle Societa commerciali*, numéro du 30 septembre 1915. — *Adde* un intéressant article de M. Allievi dans le numéro du 29 février 1916 de cette même revue.

diminueront les importations que ceux-ci faisaient chez elle, il n'est pas douteux que ses exportations vers ces pays auront, elles aussi, tendance à se resserrer. Il faudra donc qu'elle trouve le moyen de vendre ailleurs ce qu'elle leur vendait. Ses ventes en Allemagne consistaient surtout en soies et en produits agricoles; elle exportait aussi une certaine quantité de peaux brutes, de chanvres grèges, de marbres, etc. A l'Autriche-Hongrie elle vendait de même surtout des denrées alimentaires, des animaux vivants et un certain nombre de matières premières pour l'industrie, du soufre, des peaux, de la gomme élastique. L'Italie aura à pourvoir au placement sur d'autres marchés de ces divers produits. Les marchés français, anglais, américain, suisse, argentin, devront s'ouvrir à des exportations qui jusqu'alors ne leur parvenaient pas, ou ne leur parvenaient qu'en quantités plus restreintes.

La nationalisation de l'économie italienne dépend encore d'autres conditions non moins indispensables que la transformation du régime douanier. Pour mettre en valeur toutes les ressources du pays, pour développer les industries déjà existantes et leur assurer leur plein rendement, pour en créer de nouvelles, il faudra des hommes et il faudra de l'argent.

Il est hors de doute que l'Italie trouvera, même après la guerre, qui aura fait dans la population des vides nombreux, la main-d'œuvre qui lui sera nécessaire. L'émigration enlève chaque année au pays entre 500 et 600 000 individus. En 1913, près de 450 000 Italiens se sont rendus dans les Amériques. Le jour où l'Italie pourra les occuper, ils n'iront plus chercher ailleurs les moyens de vivre. Ils resteront sur le sol natal et contribueront à la mise en valeur de ses ressources. Mais on s'inquiète dès maintenant des hommes à qui devra incomber le soin de diriger et de surveiller cette main-d'œuvre. A ce sujet des craintes diverses ont été formulées. Un ingénieur, M. Pietro Lanino, écrivait dans l'*Idea Nazionale* du 12 octobre dernier : « En Italie manque, dans le domaine technique, l'union qui relie la direction et l'exécution. Il y a beaucoup d'ingénieurs, mais il n'y a pas cette catégorie de travailleurs intermédiaires qu'on trouve à l'étranger, en France sous le nom de *conducteurs de travaux*, en Allemagne sous celui de *dessinateurs*, et qui sont le vrai nerf de la production tech-

nique. » Les instituts italiens d'arts et métiers sont des organismes hybrides dont le rendement est fort peu important. Il faudrait, ainsi que l'indiquait récemment M. Filippo Carli dans une étude, *la Dottrina liberale e il problema dell insegnamento professionale*[1], que « l'école technique italienne devînt une école analogue aux écoles de perfectionnement allemandes et qu'elle eût pour seul but la formation d'apprentis ; il faudrait de même que l'institut technique se subdivisât en école d'agriculture, en école secondaire de commerce et en école secondaire d'industrie, où pussent se former des chefs techniciens. Ainsi l'Italie pourrait espérer conquérir son indépendance vis-à-vis de l'étranger, même en ce qui concerne le personnel de la production (dont une partie venait du dehors). Ainsi seraient mises en pleine valeur toutes les énergies nationales ». La transformation de l'enseignement professionnel s'impose si l'on veut donner à l'industrie et à l'agriculture des hommes pourvus de connaissances techniques et capables d'une action efficace sur les diverses branches de la production.

Comme pour les autres puissances, la guerre entraîne pour l'Italie des charges pécuniaires très lourdes. L'exercice 1914-15 s'est clos par un déficit de près de 2 milliards : les deux exercices précédents avaient également accusé des déficits, mais beaucoup moins considérables. Tandis que depuis 1900 d'importants excédents annuels s'étaient produits, en 1912-13 les dépenses dépassèrent les recettes de 7 millions 1/2 et en 1913-14 de 136 millions. L'expédition de Tripolitaine fut l'une des causes de cette situation. Dans son discours à la Chambre des députés du 8 décembre 1915, M. Carcano, ministre du Trésor, a indiqué que pour la fin de l'exercice 1915-16 on ne disposait guère que d'une somme de 1 200 millions. « Cette somme, a-t-il ajouté, est de beaucoup inférieure aux dépenses que la guerre entraînera. D'où la nécessité évidente de faire un nouvel appel aux Italiens pour un autre grand emprunt national[2]. » Les charges occasionnées par la

1. *Rivista delle Societa commerciali*, numéro du 31 octobre 1915 — *Adde* sur la transformation nécessaire de l'enseignement professionnel un article de M. Riccardo Bachi dans le *Giornale degli Economisti* (de juin 1916) et un autre de M. Lori dans l'*Idea Nazionale* du 7 juin 1916.

2. Cet emprunt (le troisième) a été émis il y a quelques mois. Il a produit 3 milliards.

guerre sont en effet d'environ 800 millions par mois. De juin à octobre dernier, les dépenses des ministères de la Guerre et de la Marine ont atteint un total d'un peu plus de 2 milliards, présentant un excédent sur les mêmes dépenses de l'exercice précédent de 1 827 millions. Plus la guerre se prolongera et plus elle coûtera cher. Il faut donc prévoir que, malgré la reprise des affaires qui apparaît depuis quelques mois et qui tend, selon l'expression de M. Carcano, « à restituer à l'économie nationale une physionomie peu éloignée de la normale », l'Italie se trouvera, au moment de la paix, comme tous les belligérants, dans une situation financière assez précaire, qui l'obligera à surveiller avec le plus grand soin ses dépenses. Il est à craindre que l'industrie et l'agriculture ne trouvent pas à ce moment toutes les disponibilités dont elles auraient besoin pour accroître leur rendement. Il faut cependant compter sur l'esprit d'épargne qui anime l'Italien, quel que soit son rang social, et qui est si profond qu'il se manifeste même actuellement, alors que la guerre diminue les ressources de chacun et fait hausser le coût de la vie. Si d'août 1914 à juin 1915, dans les caisses d'épargne postales, les retraits de fonds ont été chaque mois plus importants que les dépôts, depuis juillet 1915, cette situation s'est modifiée. En juillet, les dépôts ont atteint le même chiffre que les retraits : 54 500 lire. Mais, en août, ceux-là ont dépassé ceux-ci de 6 500 lire, en septembre de 7 000, en octobre de 16 500, et du 1er au 22 novembre, date à laquelle s'arrête la statistique rapportée par la *Finanza italiana*, de 8 600. Ces chiffres, que les statistiques des caisses d'épargne privées et des banques d'émission ou de dépôts confirment pleinement [1], témoignent

1.

Dépôts dans les :	30 juin 1913	30 juin 1914	30 juin 1915
	En millions de lire		
Instituts d'émission	100,3	100,0	649,6
Banques ordinaires	1 010,9	1 044,6	664,8
Banques populaires	687,7	703,5	583,4
Banques coopératives	485,8	507,8	427,4
Caisses ordinaires d'épargne	2 649,6	2 800	2 552,1
Monts-de-piété	199,8	214,5	220
Caisses rurales	101,6	103,6	96,8
Total général non compris les caisses d'épargne postales	5 235,5	5 474,2	5 194,6

à l'évidence d'une des plus solides qualités de la race italienne. L'esprit d'épargne qui lui est propre devra avoir, dans l'économie générale du pays, la paix revenue, alors qu'il faudra non seulement relever les ruines faites par la guerre, mais améliorer et développer la situation préexistante à celle-ci, les plus heureux et les plus profonds effets.

Dans sa conférence à Sienne et son étude de la *Nuova Antologia*, M. Ghino Valenti a indiqué diverses autres conditions dont dépendra demain l'extension de la production italienne. Il a rappelé avec raison que le développement de la production est, dans tous les pays, directement lié à l'approvisionnement en combustible et aux facilités du transport, aussi bien pour la matière première que pour la marchandise produite. L'agriculteur et l'industriel doivent tenir compte, dans l'établissement de leurs frais, des taxes qu'ils ont à payer aux transporteurs qu'ils emploient, et moins ces taxes seront élevées, plus ils pourront produire à bon compte. La rapidité et la facilité des communications les intéressent aussi : il ne leur est pas indifférent que les voies dont ils usent pour faire venir ce qu'ils emploient et vendre ce qu'ils ont produit soient nombreuses ou rares, pratiques ou non. Et ce n'est pas seulement aux conditions du transport par voie ferrée qu'ils sont intéressés : les conditions du transport fluvial, celles du transport par mer ont un effet direct sur l'économie générale d'un pays. A ce point de vue, de très nombreuses mesures seraient indispensables en Italie. On sait que le problème fluvial est tout entier à résoudre, et d'autre part la marine marchande italienne aurait à s'affranchir de la mainmise allemande qui a empêché le développement qu'elle aurait dû prendre. Par la *Banca Commerciale*, l'Allemagne s'est en effet emparée de la marine italienne et a orienté son activité de telle façon qu'elle ne puisse faire à la marine impériale aucune concurrence sérieuse[1].

L'Italie manque de charbon — et c'est pour son industrie une cause certaine de faiblesse. Cependant, un remède à cette

1. Voir notre article du *Correspondant* précité. La Conférence interparlementaire du Commerce, réunie à Paris au mois d'avril et la Conférence des Alliés, réunie au mois de juin, se sont beaucoup occupées de la question des transports par mer interalliés. La délégation italienne a pris une part active à l'élaboration des vœux qui ont été votés sur cette question.

situation se trouve dans la grande quantité de houille blanche qu'elle possède [1]. Mais celle-ci n'est encore qu'insuffisamment utilisée. D'autre part, presque toutes les sociétés de production et de distribution d'énergie électrique sont, on l'a vu, dans les mains des grandes sociétés financières ou industrielles germaniques. Une double obligation s'impose donc à l'Italie : elle doit mettre en valeur les réserves d'énergie que lui assurent ses ressources naturelles, elle doit d'autre part se libérer de la tutelle que les Allemands lui ont fort habilement imposée. Le problème, sous son premier aspect, est intimement lié à celui de la meilleure utilisation des fleuves. Les diverses formes d'utilisation des eaux (force motrice, eau d'irrigation, eau potable, navigation fluviale, bonification) font partie d'un même problème, auquel le gouvernement italien sera, dans un avenir proche, appelé à donner une solution d'ensemble.

Le développement de la production italienne est encore lié à beaucoup d'autres éléments de nature diverse. Il dépend du concours et de l'activité des organismes bancaires, il dépend de l'orientation générale de la politique intérieure, il dépend des tendances de la politique extérieure, en un mot il est la résultante, directe ou indirecte, de toutes les activités du pays, dans quelque domaine qu'elles se déploient.

VII

Pour remplacer sur le marché de la péninsule les importations allemandes, certains Italiens songent moins à développer

1. Une importante réunion à laquelle ont pris part d'assez nombreux députés s'est tenue le 9 janvier à Milan : on y a discuté dans tous ses détails la question de la houille blanche. M. l'ingénieur Conti a présenté un remarquable rapport dont on trouvera l'analyse dans l'*Economista d'Italia* du 14 janvier dernier. (*Adde* un article de M. Conti dans la *Nuova Antologia* du 1er mars 1916, un autre de M. F. Ricci dans l'*Idea Nazionale* du 18 janvier et un discours de M. Nitti, député, dans l'*Economista dell' Italia moderna* du 22 avril.) Deux décrets des 16 et 25 janvier 1916 ont amélioré le régime légal de la production et de la distribution de l'énergie hydro-électrique. (Voir l'*Economista d'Italia* du 1er février 1916.) D'autre part, dans beaucoup de milieux industriels, on insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à utiliser les lignites qui se trouvent en assez grande quantité sur divers points du territoire italien, et notamment en Sardaigne. (Voir notamment divers numéros du *Giornale d'Italia* de janvier 1916, et un intéressant article de l'*Idea Nazionale* du 11 janvier. — *Adde* un décret du 13 février 1916 qui a facilité l'attention des permis de recherches des combustibles fossiles.)

la production nationale qu'à faciliter les importations des puissances avec lesquelles le pays est actuellement lié. La question de l'entente économique entre les Alliés, qui fait actuellement l'objet de négociations entre les gouvernements intéressés, a depuis longtemps donné lieu dans la presse italienne à des études détaillées. Divers articles récents parus dans la *Nuova Antologia* et signés *Victor* — pseudonyme qui cache un sénateur italien fort connu — ont notamment indiqué sur quelles bases l'entente pourrait se conclure.

Les partisans de cette entente et ceux de la nationalisation de la production ne sont nullement des adversaires. Les deux idées, en effet, ne sont pas contraires, mais bien plutôt complémentaires l'une de l'autre. Les partisans de la nationalisation savent fort bien qu'il y aura toujours un certain nombre d'articles que l'Italie ne pourra pas produire et dont elle aura cependant besoin : ces importations nécessaires pourraient s'effectuer selon le mode que les partisans de l'entente économique préconisent. A l'inverse, ces derniers ne sont nullement hostiles au développement de la production nationale, et M. Pantano, député, a indiqué au contraire, dans la séance de la Chambre du 4 décembre dernier, les avantages qui résulteraient pour le pays de celui-ci. La seule différence entre les uns et les autres consiste en ce que pour les partisans de la nationalisation l'entente économique n'est qu'une question accessoire, tandis que la nationalisation n'est elle-même qu'au second plan des préoccupations des partisans de l'entente.

Le bloc économique des Alliés serait destiné à faire front au *Zollverein* austro-allemand, qui est actuellement à l'étude à Vienne et à Berlin. Ce bloc pourrait se comprendre de plusieurs façons.

Certains journaux, notamment des feuilles anglaises, ont préconisé un système radical tendant à l'établissement d'une union douanière complète entre tous les Alliés.

Le *Morning Post*, lui, a proposé un système différent, mais encore assez compliqué, d'après lequel les Alliés devraient frapper les produits allemands d'un même droit dont le taux s'élèverait à mesure que la guerre se prolongerait.

Nous pourrions tous décider, disait en novembre 1915 le *Morning Post*, de frapper, pour chaque mois que la guerre a duré ou durera,

d'un droit de 1/2 p. 100 les importations allemandes. La guerre ayant déjà duré quatorze mois, nous devrions commencer avec un tarif de 7 p. 100 et nous pourrions annoncer notre intention commune de continuer à augmenter le tarif d'un autre 1/2 p. 100 pour chaque mois que l'Allemagne continuerait la guerre.

Le président d'honneur de la Chambre de commerce britannique de Paris, sir John Pilter, consulté par la Chambre de commerce de Londres, qui avait ouvert une enquête sur les relations commerciales futures des Alliés avec les empires du centre, a établi un projet beaucoup plus simple, qui a été accueilli très favorablement tant en France qu'en Angleterre. Sir John Pilter a proposé :

1° Un tarif maximum pour les Alliés (l'expression maximum signifiant « qui ne peut être dépassé ») ; ce tarif pourrait être réduit, ou même totalement supprimé, soit volontairement, soit à la suite d'une négociation avec un des Alliés. La base de ce tarif serait la moyenne des clauses de la nation la plus favorisée actuellement en vigueur parmi les Alliés.

2° Un tarif général beaucoup plus élevé pour les neutres et les ennemis. Pour ceux-ci, les tarifs ne pourraient jamais être inférieurs à 150 p. 100 de ceux des Alliés.

3° Un tarif maximum un peu inférieur à celui des Alliés pour l'empire britannique [1].

L'Association des Chambres de commerce du Royaume-Uni, qui s'est réunie en congrès à Londres en février dernier, a elle aussi voté un certain nombre de résolutions qui se rapprochent beaucoup de celles proposées par Sir John Pilter. L'Association a recommandé un tarif préférentiel et réciproque pour toutes les parties de l'empire, un tarif réciproque entre l'empire et les Alliés, un traitement favorable pour les neutres, enfin une restriction, par tarif ou autrement, dans les relations commerciales avec tous les ennemis, de façon à rendre impossible dans l'avenir le *dumping*.

L'union douanière entre les Alliés, de même que l'établisse-

1. Voir sur le projet Pilter, *le Temps* du 25 décembre 1915. Voir aussi une excellente brochure de M. Belin, publiée par les soins du *Comité franco-britannique* que préside M. Boutroux.

ment chez chacun d'eux de droits *identiques* contre les produits allemands, ont motivé en Italie d'assez nombreuses objections. Certains organes de la presse ont fait remarquer que l'industrie de la péninsule ne pourrait pas supporter la concurrence des produits anglais entrant librement, de même que l'agriculture souffrirait très vivement des céréales russes qu'on ne manquerait pas de verser sur le marché. La France, qui redoute la concurrence agricole de l'Italie, ne trouverait pas plus d'avantages à la combinaison. Quant à la Russie, elle verrait sans doute à celle-ci des obstacles sérieux, de caractère industriel. Ces diverses raisons ont amené plusieurs journaux italiens à proposer un système très simple, analogue dans son principe à ceux de Sir John Pilter et de l'Association des Chambres de commerce du Royaume-Uni. La *Finanza Italiana*, entre autres, a insisté pour que chacune des nations alliées restât libre de ses propres tarifs douaniers.

Ces nations signeront entre elles, lit-on dans le numéro du 11 décembre dernier de cette Revue, si elles le jugent utile, des traités de commerce. Elles devront seulement prendre l'engagement réciproque d'appliquer des tarifs différentiels contre les produits austro-allemands, transportés par terre ou par mer. Les avantages du système sont d'écarter les conflits d'intérêts économiques possibles entre les Alliés qui n'auront pas de raisons de se redouter mutuellement, et d'autre part de frapper l'ennemi commun. Quand ils auront vu les grands marchés européens se fermer devant leurs exportations, les empires centraux ne pourront que trouver difficilement des compensations au delà de l'Europe, et ainsi la reprise économique austro-allemande deviendra extrêmement difficile.

La Conférence interparlementaire du Commerce qui s'est réunie à Paris à la fin du mois d'avril dernier, avait volontairement laissé hors de son programme le problème du régime douanier inter-allié. Comme on l'a vu, elle ne s'est occupée que d'un certain nombre de questions d'ordre économique, intéressant les relations réciproques des pays de l'Entente, dont la solution lui a semblé à juste titre devoir faciliter et améliorer ces relations. La grande question du régime douanier a été au contraire l'une de celles qu'a discutées la Conférence économique, décidée par la Conférence diplomatique réunie à Paris le 28 mars. L'une des résolutions de la Confé-

rence des Alliés portait en effet que la Conférence à venir devrait « proposer aux gouvernements les mesures propres à assurer leur solidarité de vues et d'intérêts dans le domaine économique ». Cette Conférence nouvelle s'est tenue au mois de juin dernier, et les Alliés y ont envisagé en commun les moyens les plus propres à empêcher dans l'avenir, sur leur sol, l'invasion des produits allemands.

VIII

Quels que soient les moyens qu'on adopte pour remplacer les innombrables marchandises que chaque année l'Allemagne et l'Autriche envoyaient en Italie, il faut prévoir que la transformation qui s'opérera sur le marché de notre alliée ne se fera pas sans certains heurts. L'emprise économique de l'Allemagne en Italie est trop ancienne et trop profonde pour qu'on puisse supposer que le pays se dégagera aisément des liens dont on l'a enserré. Il faut prévoir aussi que les empires centraux useront, la guerre finie, de tous les moyens en leur pouvoir pour reprendre avec leur ancien allié les relations commerciales qu'ils avaient hier. L'Italie cependant saura résister à la pression qu'ils ne manqueront pas d'exercer sur elle, de même qu'en mai 1915 elle a dédaigné les offres de toute nature qui lui étaient faites avec tant d'insistance. Elle saura demain surmonter les embarras économiques passagers qui pourront se produire. Si l'économie italienne n'est pas encore arrivée au développement qu'elle peut atteindre, elle a cependant déjà, depuis cinquante ans, réalisé des progrès qui permettent d'avoir confiance dans l'avenir. Elle s'est heureusement relevée de certaines crises très graves : malgré les insuffisances actuelles et les difficultés de l'heure, elle parviendra de même à traverser la crise momentanée, qui sera la conséquence des transformations profondes qui s'opéreront en elle.

Le développement des relations commerciales de l'Italie avec ses nouveaux alliés sera d'autant plus intense que ceux-ci

sauront mieux prendre dans les pratiques allemandes ce qui peut s'y trouver de bon et ne pas tomber dans les erreurs auxquelles celles-ci ont souvent abouti. Il ne suffira pas, pour que les produits français et anglais remplacent dans une certaine mesure sur le marché de l'Italie les marchandises austro-allemandes, que les gouvernements intéressés aient modifié les tarifs douaniers et ouvert à leurs commerces respectifs les débouchés nécessaires ; tant que les Alliés n'auront pas transformé leurs habitudes commerciales vis-à-vis de l'étranger, tant qu'à l'exemple de l'Allemagne ils ne se seront pas pliés aux exigences de ceux qu'ils entendent fournir, les efforts des pouvoirs publics sinon resteront vains, du moins ne produiront pas l'effet qu'on serait en droit d'en attendre. Mais, à l'inverse, il faut que les Alliés sachent éviter de copier servilement la politique suivie par l'Allemagne, parce qu'ils soulèveraient contre eux au delà des Alpes une hostilité dont, en France et en Angleterre, beaucoup ne se rendent pas exactement compte.

En France, comme en Angleterre, dans certains milieux italophiles pleins d'ardeur, et même trop ardents, on se plaît à répéter que les Alliés doivent prendre en Italie la place qu'occupait l'Allemagne, qu'ils doivent se servir des moyens mêmes dont elle usait, viser les mêmes buts auxquels elle tendait. De pareilles idées sont — avec raison — fort mal vues au delà des Alpes. La volonté manifeste qui y existe de nationaliser le plus possible la production prouve que, dans la grande majorité de l'opinion, la dépendance vis-à-vis de l'étranger — quel qu'il soit — est devenue odieuse. Les Italiens savent que la dépendance économique ouvre la voie à la dépendance politique. Ils ne veulent pas que la mainmise de l'Allemagne ne prenne fin que pour que d'autres puissances établissent à leur tour un réseau où serait de nouveau enchaînée la liberté du pays ; ils ne veulent pas que la solennelle décision qu'ils ont prise il y a un an n'aboutisse qu'à leur faire changer de maîtres. Ils savent trop aujourd'hui combien leur a été néfaste l'emprise allemande pour supporter à nouveau une domination quelconque. Selon un mot heureux de M. Ghino Valenti qui résume l'opinion unanime de la péninsule : « En politique comme au point de vue commercial, les

Italiens peuvent être des associés, mais ils ne veulent pas être des esclaves[1]. » Il est nécessaire que les Alliés méditent ces mots et qu'ils sachent que l'entente commerciale et l'amitié politique avec l'Italie ont pour condition nécessaire et primordiale le respect absolu de son indépendance économique.

ERNEST LÉMONON

1. Cf. Les déclarations faites par M. Cavasola, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, au *Messagero*, et reproduites dans *l'Economista dell' Italia moderna* du 3 juin 1916.

L'administrateur-gérant : A. BACHEMER.

TABLE DU CINQUIÈME VOLUME

Septembre-Octobre

LIVRAISON DU 1er SEPTEMBRE 1916.

		Pages.
ÉMILE MALE	Études sur l'Art allemand. — III	5
Mrs BELLOC-LOWNDES	Bonne vieille Anna (2e *partie*)	39
AURORE LAUTH-SAND	Souvenirs de Nohant	81
UN OFFICIER ANGLAIS	Au Front de France. — III	110
HÉLÈNE VACARESCO	Le Duc de Rohan et ses Aïeux héroïques	146
JULES DUHEM	La Question d'Alsace-Lorraine. — II. En France	165
CHARLES GÉNIAUX	Symphorien Rouello	176
X. X...	Le Sultan ottoman et le Khalifat	206

LIVRAISON DU 15 SEPTEMBRE 1916.

DOUGLAS W. JOHNSON	Lettre d'un Américain à un Allemand	225
Mrs BELLOC-LOWNDES	Bonne vieille Anna (3e *partie*)	256
LOUIS BARTHOU	L'Élection de Lamartine à l'Académie française	303
UN OFFICIER ANGLAIS	Au Front de France. — IV	324
GEORGES LACHAPELLE	Les Emprunts de la Défense nationale	342
JULES DUHEM	La Question d'Alsace-Lorraine. — III	365
GÉNÉRAL FONVILLE	L'Unité d'Action sur l'Unité de Front	401
JULES DESTRÉE	Sidney Sonnino	424

LIVRAISON DU 1er OCTOBRE 1916.

		Pages.
CHARLES GENIAUX	Le grand Patern (1re *partie*)	445
JULES SAGERET	L'Avenir de l'Union sacrée	471
JACQUES-É. BLANCHE	Cahiers d'un Artiste	487
GABRIEL BOUNOURE	Images de la grande Guerre. — Alain-René	539
X...	Le « Gentleman temporaire »	577
UN SAPEUR	La Rupture des Fronts défensifs	584
Mrs BELLOC-LOWNDES	Bonne vieille Anna (*fin*)	603
GASTON CAHEN	Le Cinquantenaire du Zemstvo (1864-1914)	653

LIVRAISON DU 15 OCTOBRE 1916.

ERNEST LAVISSE	Si la Guerre est bienfaisante ?	669
ABEL HERMANT	Le Caravansérail (1re *partie*)	677
MARC HENRY	Vienne	716
CHARLES GENIAUX	Le grand Patern (*fin*)	757
JOSEPH CHAILLEY	Le Maroc depuis la Guerre	782
FRANCIS DE MIOMANDRE	Robert d'Humières	816
ROBERT D'HUMIÈRES	Poèmes	823
PIERRE LA MAZIÈRE	A Bord de l'Hôpital flottant. — I	830
ERNEST LÉMONON	La Fin de la Triple Alliance et le Commerce italien	855

